

MARSEILLE ET LA ROYAUTÉ

PENDANT LA MINORITÉ DE LOUIS XIV

(1643-1660)

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR AD. CRÉMIEUX

Agrégé d'histoire, Proviseur du Lycée de Rochefort
Ancien professeur d'histoire au Lycée de Marseille

LIBRAIRIE HACHETTE ET C^{ie}

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

—
1917



Digitized by the Internet Archive
in 2026

MARSEILLE
ET LA ROYAUTÉ

PENDANT LA MINORITÉ DE LOUIS XIV

(1643-1660)

COULOMMIERS

Imprimerie PAUL BRODARD

MARSEILLE ET LA ROYAUTE

PENDANT LA MINORITÉ DE LOUIS XIV

(1643-1660)

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR AD. CRÉMIEUX

Agrégé d'histoire, Proviseur du Lycée de Rochefort
Ancien professeur d'histoire au Lycée de Marseille



LIBRAIRIE HACHETTE ET C^{ie}

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

—
1917

A MON MAITRE

M. ÉMILE BOURGEOIS

Professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.

Ancien professeur de l'Université de Lyon.

Hommage d'affectueuse reconnaissance.





MARSEILLE EN 1640

D'après le plan de Marelz.

(Arch. Communales de Marseille. — Cliché J. B. Samat et O. Feissier.)

INTRODUCTION

Le travail que nous publions présente un double caractère. C'est d'abord une contribution à l'histoire de la France provinciale pendant la Fronde et de l'effort accompli par la Royauté victorieuse pour soumettre toutes les villes du royaume à une règle uniforme. Mais c'est surtout un tableau de la vie municipale de Marseille pendant cette période d'agitation et de luttes civiles, qui avaient pour enjeu le sort d'institutions séculaires dont l'existence était incompatible avec celle d'un pouvoir central fort et jaloux d'imposer à tous le respect de sa force.

Quel que soit le point de vue auquel on l'envisage, cette étude nous a paru présenter un très vif intérêt. En effet, jusqu'à présent, l'histoire de la Provence au moyen âge et pendant la période moderne a été fort peu étudiée. Plus encore que l'histoire de la province à laquelle cette ville était rattachée, l'histoire particulière de Marseille a été quelque peu négligée. On eût pu croire que les historiens, éblouis par le long passé de cette ville et par l'éclat de sa renommée dans l'antiquité, avaient jugé indigne de cette antique gloire la vie qu'elle a menée dans les âges qui suivirent, sans se rendre compte que la persistance de son importance et de sa prospérité à travers les siècles rendait un témoignage irrécusable en faveur de l'intérêt de son histoire.

Il eût suffi, d'ailleurs, pour détromper ces historiens insuffisamment informés, de faire une visite attentive au riche dépôt d'archives que Marseille conserve avec piété, mais avec trop de

modestie peut-être, dans son Hôtel de Ville. Les documents nombreux et variés qui auraient passé sous leurs yeux leur auraient vite appris quelle existence mouvementée n'a jamais cessé de mener cette grande cité. Ils auraient vu que Marseille, grande ville de commerce, incomparablement située sur les rives de la Méditerranée, avait eu une destinée analogue à celle des grandes cités marchandes d'Italie, ses voisines, jouissant comme elles d'une très grande prospérité matérielle et traversant les mêmes crises politiques dues à la présence, à l'intérieur de son enceinte, d'une population mêlée de riches marchands, de marins et d'artisans, que des intérêts opposés mettaient souvent aux prises et chez qui la facilité de la vie matérielle faisait naître l'ambition du pouvoir politique et la passion des intrigues de partis.

Au cours de cette visite, on n'aurait pas pu ne pas être frappé de l'insistance avec laquelle les Marseillais de toutes les époques rappelaient les titres de leur cité à l'autonomie politique et l'on eût peut-être trouvé dans l'affirmation répétée de ces prétentions une explication plausible de l'esprit particulariste de cette population, qui paraît avoir survécu à la Révolution, et qui s'affirme parfois encore aujourd'hui sous la forme atténuée d'un vœu tendant à mettre Marseille et son territoire en dehors du département des Bouches-du-Rhône pour en faire un département à part.

L'histoire de cette ville de France, qui s'est toujours efforcée de vivre en marge non seulement du royaume, mais encore de la province même à laquelle son sort était lié, ne pouvait donc manquer d'offrir un très vif intérêt à toutes les époques, et en particulier à celle où tous les représentants des Ordres et des Corps privilégiés firent un dernier effort pour arrêter les progrès que la monarchie absolue faisait à leurs dépens. Il était bon de rechercher à la suite de quelles circonstances, au cours de cette lutte à laquelle participa la France tout entière, Marseille fut dépouillée de ses libertés et de ses franchises dont, à plus d'un siècle de distance, à la veille de la Révolution, le souvenir et le regret étaient encore vivants dans le cœur de ses habitants, à quelque Ordre qu'ils appartenissent.

C'est là l'objet de notre étude. Son intérêt est encore ranimé par le nombre et la variété des événements qui se sont accomplis

à ce moment, et dont quelques-uns sortent des limites de l'histoire locale pour prendre dans l'histoire générale une place qui n'est pas à dédaigner. Contrairement à l'opinion professée par l'historien de la Fronde et du ministère de Mazarin, la Provence et Marseille, en effet, ont joué dans toute cette histoire un rôle important. Elles ont souvent causé à Mazarin des préoccupations aussi vives que celles que lui causaient Bordeaux et la Guyenne, bien que Chéruel les ait méconnues. Elles ont aussi, un moment, procuré au cardinal des satisfactions et des avantages qu'il n'avait pas trouvés dans les pays de la Gironde et qui servent à rendre plus claires les raisons de la victoire de la Royauté sur les Frondeurs. Après cette victoire, Mazarin, qui avait eu l'occasion d'apprécier tous les dangers auxquels une Provence rebelle pouvait exposer le royaume, en même temps que le prestige et l'influence que Marseille libre exerçait sur toute la province, bien qu'elle n'en fût pas la capitale, forma le dessein d'empêcher le retour de craintes semblables à celles qu'il avait ressenties. Il saisit donc le premier prétexte qui se présenta pour réduire Marseille à la condition des autres villes du royaume en la dépouillant de ses franchises municipales et de ses privilèges essentiels.

Ainsi s'explique le développement matériel que nous avons dû donner à ce travail. Il s'étend entre les deux dates extrêmes de la minorité de Louis XIV et du ministère de Mazarin (1643-1660), puisqu'il comprend à la fois l'étude du rôle joué par Marseille pendant la Fronde provençale, qui commence dès le lendemain de la mort de Richelieu et de Louis XIII, par la querelle du Parlement et du gouverneur de Provence, le comte d'Alais, et l'histoire des troubles qui ont agité la ville après la Fronde et qui lui ont valu le châtimement rigoureux que Louis XIV lui a infligé. Ces deux parties sont étroitement unies entre elles et ne peuvent pas être étudiées à part.

Nous avons cru devoir les faire précéder d'un tableau des Institutions marseillaises au commencement du règne de Louis XIV. Cela nous a paru indispensable pour éclairer la marche des événements que nous avons à raconter, en raison de la pauvreté de la Bibliographie marseillaise. Il n'existe, en effet, aucune étude, même succincte, faite scientifiquement, de la constitution municipale de Marseille dans la période moderne,

c'est-à-dire depuis la réunion de cette ville et de la Provence à la France. Il nous a donc fallu combler cette lacune du mieux qu'il nous a été possible à l'aide des documents d'archives dont nous pouvions disposer.

I. — Les ARCHIVES COMMUNALES DE MARSEILLE nous ont fourni de très nombreux documents aussi bien pour cette première partie que pour les autres parties de notre travail. La connaissance très grande qu'avait du dépôt dont la garde lui avait été confiée feu J.-Ph. Mabilly, archiviste de la ville de Marseille (mort en 1911), nous a permis d'y accomplir des recherches aussi complètes que pouvait le permettre l'absence de classement régulier et d'inventaire même sommaire, pour les documents se rapportant à l'époque que nous étudions¹.

Ces documents se classent en *trois groupes* principaux :

1° Les REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CORPS MUNICIPAL. — Ceux que nous avons surtout dépouillés, au nombre de *dix-huit*, se rapportent aux années comprises entre ces deux dates extrêmes, 1640 et 1661. Ils font partie de la série BB et sont numérotés de 44 à 61². Ce sont des registres in-folio, reliés en parchemin, d'épaisseur variable. En général, il y en a un pour chaque année, commençant au 1^{er} novembre, date de l'entrée en fonctions des consuls et autres officiers municipaux annuels, et finissant au 31 octobre de l'année suivante, date de leur sortie de charge. Quelques-uns, cependant, en très petit nombre, s'appliquent à plusieurs années³. Ces registres, tenus par le notaire-secrétaire de la ville, contiennent à la fois les procès-verbaux des séances et des délibérations des Conseils, les Lettres-Patentes, Ordonnances, Édits royaux, Arrêts du Conseil du Roi ou du Parlement se rapportant aux affaires de la ville et dont l'enregistrement a été ordonné le plus souvent

1. De là, l'absence à peu près complète pour celles de nos citations qui se rapportent à des documents des Archives communales de Marseille, d'indications précises de *séries* et de *numéros*. Les renseignements que nous donnerons à ce sujet répondent à l'état *actuel* des Archives de Marseille. Nous les croyons cependant assez précis pour qu'il soit facile de retrouver ces documents, soit aujourd'hui, soit par la suite quand un classement méthodique aura été fait.

2. Ces numéros se trouvent à la fois sur le plat et sur le dos du registre. Ils paraissent remonter à une époque de beaucoup antérieure à celle où ont été publiés les règlements prescrivant un classement méthodique des documents conservés dans les Archives des villes.

3. Par exemple, le registre n° 47 renferme les documents des années 1643, 1644 et 1645 ; — les registres n° 50 et 51 renferment les documents des années 1648 et 1649 et une partie de ceux de l'année 1650.

comme pièce annexe à un procès-verbal de séance, les procès-verbaux des adjudications des différents Droits et Fermes de la ville, enfin les quittances des sommes empruntées ou des capitaux remboursés et des intérêts payés aux créanciers. Ces registres ne contiennent pas, cependant, les originaux des divers documents que nous venons d'énumérer, exception faite, bien entendu, de ceux qui émanent de l'initiative royale dont des copies seules peuvent s'y trouver. Le notaire-secrétaire paraît, en effet, avoir conservé dans ses archives particulières les minutes des diverses pièces qu'il a rédigées et qu'il a transcrites ensuite sur le registre conservé à l'Hôtel de Ville. De là, peut-être, des lacunes et des omissions dont nous n'avons pas eu cependant trop à nous apercevoir.

Si importants cependant que soient les renseignements qu'ils renferment, ces registres ne donneraient qu'une impression imparfaite des événements accomplis. Les procès-verbaux des délibérations, qui en forment la partie essentielle, y revêtent, en effet, une forme convenue, dont les termes ne varient guère d'une année à l'autre. Ils reproduisent simplement les propositions présentées par le Premier Consul et la délibération qui a suivi. Ils ne mentionnent aucun nom propre, sinon ceux des conseillers présents à la séance, ne rapportent pas les discussions auxquelles les propositions ont donné lieu, à part de rares exceptions, et ne précisent pas, enfin, sinon très rarement, les conditions dans lesquelles le vote de l'Assemblée a été pris. Il arrive même que des changements politiques considérables s'accomplissent à l'Hôtel de Ville sans que la lecture du registre de l'année en fasse rien paraître.

Quoi qu'il en soit, malgré leur forme froide et anonyme, ces registres n'en sont pas moins d'un secours précieux, car ils fournissent le procès-verbal authentique de l'activité municipale de Marseille : ils nous éclairent sur l'extrême variété des affaires sur lesquelles les Conseils étaient appelés à délibérer et nous montrent ainsi l'étendue de leurs attributions en même temps que l'effort tenté parfois par les représentants du Roi pour leur imposer des limites.

2° LA CORRESPONDANCE DES CONSULS, comprenant : A) les *Lettres écrites* par ces magistrats à divers correspondants ; B) les *Lettres reçues* par eux.

A) Les *Lettres écrites*, que nous avons eues à consulter, sont réunies en un énorme registre, grand in-octavo, qui forme le premier registre d'une série encore très imparfaitement cataloguée sous le titre de *Registres des Copies de Lettres*. Le premier contient les lettres écrites du 6 novembre 1640 au 31 octobre 1669, à part quelques interruptions qui se rapportent à des périodes de troubles civils pour lesquelles on a sans doute jugé bon de faire disparaître les traces de la correspondance de magistrats devenus impopulaires ou disgraciés¹. Ces lettres sont les copies des lettres originales expédiées aux destinataires. Elles ont été transcrites sur des cahiers de papiers qui, par la suite, ont été réunis pour former le premier registre des Copies de lettres, sans que les feuillets qui les composent aient été numérotés. Ce registre, recouvert d'une couverture de parchemin, est d'un maniement assez difficile à cause de son épaisseur excessive.

Les lettres qui y sont contenues ont été presque toujours rédigées par les soins de l'Assesseur² et soumises ensuite à l'approbation des Consuls qui en discutent les termes et jugent même parfois de l'opportunité ou de l'inopportunité de l'expédition³.

Écrites au jour le jour, à des correspondants divers, et se rapportant aux questions les plus variées, suivant les besoins de l'administration municipale ou les exigences de la politique des consuls, ces lettres fournissent sur toutes les affaires de la ville des précisions qu'on ne trouve pas dans les Registres des Délérations. Les rédacteurs en usent cependant avec discrétion lorsqu'il s'agit des querelles des partis. Au reste, les corres-

1. La première interruption va du 4 août 1649 au 30 janvier 1650 : elle répond à la période d'épidémie de peste, suivie des troubles intérieurs qui aboutissent à la Journée de Saint-Antoine (voir plus loin, II^e partie, ch. III); la seconde, comprise entre le 17 décembre 1658 et le 28 janvier 1659, correspond à la période durant laquelle, les consuls suspendus par ordre du roi ayant dû se rendre à Lyon où se trouvait la Cour pour y justifier leur conduite, l'administration de Marseille fut confiée au gouverneur du Château d'If, Fortia de Piles (voir plus loin III^e partie, ch. IV).

2. C'est du moins ce qui ressort de ce titre inscrit sur la première page de l'un des cahiers dont la réunion forme le registre I : « Copies de lettres ou abrégés d'icelles, depuis le 27^e mars 1646 jusques au 17^e juillet mesme année, estant consuls noble François de Bègue, Gaspard Anfossy, écuyer, et Louis Chambon; M. M^r Charles Milonis, assesseur; la plupart d'icelles sont (*sic*) esté dictées par ledit sieur assesseur ».

3. Voir dans le registre I la lettre du 16 mai 1643 écrite par le sieur d'Arène à l'avocat Ycard.

pondants des Consuls sont le plus souvent des ministres ou des secrétaires d'État, le gouverneur de la province ou l'intendant, quelques parlementaires d'Aix, l'avocat de la ville au Conseil du roi ou des citoyens députés en Cour pour y traiter quelque affaire importante. Les lettres qui leur sont écrites ont le plus souvent pour objet, soit de soutenir les prétentions de la ville contre des prétentions contraires de la Royauté, des cours souveraines ou des fermiers des droits royaux, soit de rechercher l'appui d'un personnage important de l'État, soit de solliciter la faveur ou l'indulgence du roi pour les auteurs de mouvements tumultueux qui ont troublé le repos de la ville. Bien qu'il y tienne un langage ferme et digne, le rédacteur n'oublie pas qu'il doit user de modération et de ménagements. Il s'abstient donc d'insister sur les divisions et les querelles des partis, s'efforçant, au contraire, d'en atténuer l'importance et citant le moins de noms propres qu'il peut. Précieuses, par conséquent, pour suivre de près le détail de la politique des consuls, quand il s'agit de défendre les droits et les privilèges de leur ville, ces lettres ne nous fournissent que des renseignements incomplets et souvent insuffisants sur les mouvements politiques qui furent si fréquents à Marseille au cours de la période qui nous occupe¹.

B) Les *Lettres reçues* sont loin d'avoir été conservées avec le même soin que les *Lettres écrites*. Retrouvées dans des cartons où se trouvent pêle-mêle des documents divers qui ne sont pas encore tous classés, ces lettres ont été réunies au petit bonheur de la découverte dans des liasses groupées par ordre alphabétique, sans aucun souci soit de la chronologie, soit de la nature des affaires qui y sont traitées. Aucun numéro d'ordre n'a été attribué à ces liasses ainsi constituées. Tout au plus a-t-on essayé de dresser, d'après elles, une liste alphabétique des correspondants des consuls : mais cette liste est forcément incomplète et, d'ailleurs, d'un secours médiocre.

Les lettres qu'on y trouve sont d'une très inégale importance :

1. Notons que le registre I ne contient aucune lettre écrite par les consuls pendant la période de crise aiguë comprise entre le mois de novembre 1659 et le mois de janvier 1660. Nous avons eu la bonne fortune de pouvoir combler partiellement cette lacune, grâce à la communication obligeante qu'a bien voulu nous faire M. de Barbarin, des papiers de l'avocat Cornier qu'il a en sa possession. Qu'il nous soit permis de l'en remercier très vivement ici.

certaines sont, d'ailleurs, en très mauvais état et, par conséquent, d'une lecture très difficile, sinon impossible. C'est la conséquence du peu de soin qu'on a apporté à leur conservation. Parfois, ce sont les plus insignifiantes qui sont les mieux conservées. Néanmoins, parmi les lettres qui se rapportent à la période que nous avons étudiée, il en reste encore un assez grand nombre dont nous avons pu utilement nous servir. Ce sont quelques lettres de cachet adressées aux consuls, ou des lettres écrites par les secrétaires d'État, le gouverneur de Provence, l'intendant, le premier président du parlement d'Aix, les procureurs du Pays, les consuls d'Arles, les avocats de la ville au Conseil du roi, les députés de la ville en Cour, quelque personnage important de la Cour ou de la province. Parfois, il nous a été donné d'en retrouver qui avaient été écrites en réponse à des lettres des consuls que nous avions entre les mains : ainsi nous avons pu reconstituer la marche complète d'une affaire et en suivre sciemment les diverses péripéties.

3° LES COMPTES TRÉSORAIRES ou Comptes rendus annuels de la gestion financière du Trésorier de la Communauté dont on peut contrôler la sincérité au moyen des *billetes* ou mandats délivrés par les Consuls, nous ont permis de compléter ou de préciser certains renseignements dont quelques-uns très importants¹.

Si nombreux et si importants qu'aient pu être les renseignements extraits de ces divers documents, qu'il nous a été permis de préciser ou de compléter sur des points de détail au moyen de documents des Archives départementales des Bouches-du-Rhône, ils ne nous auraient pas procuré les moyens de donner une idée exacte et complète des événements que nous avons à raconter, si nous n'avions pu disposer de documents aussi nombreux, mais ayant une autre origine et qui sont comme la contrepartie des documents marseillais. Ceux-ci ne nous présentaient, en effet, pour la plupart que le point de vue marseillais : c'est parce qu'ils s'en sont servis exclusivement que tous ceux qui, jusqu'à présent, ont écrit sur l'histoire de Marseille, n'ont fait de cette histoire que des tableaux incomplets, sinon erronés. C'est encore pour cette raison que des traditions légendaires se sont

1. Arch. comm., série CC.

perpétuées dans cette histoire, alors qu'une critique avertie par la contradiction ou le silence des documents ayant une autre origine n'eût pas eu de peine à les écarter.

II. — C'est aux ARCHIVES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES que sont conservés la plupart des documents relatifs à Marseille, qui n'appartiennent pas à un dépôt local. Ils sont réunis dans la *Section Provence* du fonds *France* de la série des *Mémoires et Documents*. Ils consistent en lettres des secrétaires d'État de la Maison du Roi et des Affaires étrangères, dont les attributions comportaient l'administration de la Provence, en lettres, rapports ou mémoires qui ont été rédigés à leur intention par leurs commis ou qui leur ont été adressés par le gouverneur ou l'intendant de la province, des magistrats des cours souveraines, des magistrats des villes, des Provençaux notables et quelques correspondants occasionnels. Il s'y trouve aussi des lettres patentes, ordonnances ou arrêts du Conseil concernant les affaires de la province ou des villes provençales.

Ces divers papiers sont classés par ordre chronologique et réunis dans des registres compris, pour la période qui nous intéresse, entre le n° 1706 (qui se rapporte aux années 1637-1640) et le n° 1726. D'une façon générale, les registres classés sous un numéro pair contiennent les papiers émanant du ministère; ceux qui sont classés sous un numéro impair, la correspondance adressée aux ministres.

La plus grande partie des lettres ministérielles sont de Mazarin ou ont été inspirées par lui¹. Quelques-unes, qui ne sont pas toujours les moins importantes d'ailleurs, ont d'autres auteurs. Il y en a notamment qui se rapportent aux premières années de la minorité de Louis XIV et qui sont du secrétaire d'État Chavigny.

Tous ces documents, quelle que soit leur origine, aussi bien ceux qui émanent du gouvernement que ceux qui lui ont été adressés, ont une importance de premier ordre. Ils montrent

1. Quelques-unes seulement sont publiées ou sommairement analysées par Chéruel et d'Avenel dans leur *Recueil des lettres du Cardinal Mazarin* (Collection des Documents Inédits pour servir à l'histoire de France). Le plus grand nombre ayant été laissé de côté, et afin de conserver à notre travail son unité, nous citerons toutes celles dont nous aurons à faire état d'après le registre des *Mémoires et Documents* d'où nous l'aurons transcrite.

d'abord la grande place que la Provence tenait dans les préoccupations du gouvernement pour la conduite de la guerre qu'il soutenait alors contre l'Espagne. Mais si, négligeant cet intérêt, très souvent secondaire pour nous qui ne nous attachons qu'à un point particulier de l'histoire de Provence, nous ne nous en tenons qu'à l'histoire proprement dite de Marseille, ils nous permettent non seulement d'éclaircir de nombreux points de cette histoire demeurés encore obscurs par suite de l'insuffisance des documents Marseillais et d'en préciser certains côtés, mais encore de découvrir quelle fut la pensée directrice de la royauté et de son principal ministre dans la politique suivie à l'égard de cette ville et quels procédés furent employés pour faire triompher cette politique.

Quelques documents, conservés en petit nombre aux *Archives Nationales* et au département des manuscrits de la *Bibliothèque Nationale*, complètent nos sources d'origine parisienne.

III. — La *Bibliothèque Méjanès*, à Aix, possède enfin des documents manuscrits que nous avons été heureux de pouvoir utiliser. Ce sont des mémoires ou des relations rédigés par des Provençaux contemporains des événements ou qui ont vécu pendant la période qui a immédiatement suivi. Par les moyens d'information dont disposaient les auteurs et par les documents authentiques dont ils se sont parfois servis, on peut les considérer comme des documents de première main.

Ce sont : 1° les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*¹ ; 2° l'*Histoire de Provence sous le fameux gouvernement du comte d'Alais*, par Pierre-Joseph de Haitze² ; 3° l'*Histoire des troubles de Marseille*, sans nom d'auteur³.

1° Antoine de Valbelle, qui, nous le verrons a joué un rôle capital à Marseille, de 1638 à 1655, ne paraît pas avoir écrit lui-même les Mémoires qui lui sont attribués. D'après le titre même inscrit en tête du manuscrit, copie de l'original, ces Mémoires ont été rédigés par son secrétaire, Jean Russel, avocat au Parlement de Provence⁴. C'est pour cette raison que le Père

1. Il y en a deux manuscrits à la Bibliothèque Méjanès ; le manuscrit 800 et le manuscrit 111-43 (R. A. 3). C'est au premier que renverront nos citations.

2. Bibliothèque Méjanès, manuscrit 737.

3. Bibliothèque Méjanès, manuscrit 836.

4. Voici le titre complet : *Mémoires de Messire Antoine de Valbelle, chevalier*,

Gabriel Léotard qui a écrit, probablement pour le compte d'un fils d'Antoine de Valbelle, devenu évêque de Saint-Omer, une *Généalogie de la Maison de Valbelle*¹, met en doute la véracité de ces Mémoires². Il ne nous paraît pas possible d'admettre ce jugement. Nous croyons, au contraire, que les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* sont un document précieux pour l'histoire de Marseille pendant la première partie de la période qui nous occupe, bien qu'ils aient été rédigés sous leur forme définitive trente-cinq ou quarante ans après les événements dont le lieutenant de l'Amirauté avait été l'un des principaux acteurs.

Il semble bien, en effet, que, si ces Mémoires n'ont pas été écrits par Antoine de Valbelle lui-même, ils ont été préparés par lui et commencés sous ses yeux, quelques années avant sa mort, au cours d'une retraite qu'il dut faire dans une de ses maisons de campagne, à cause d'une épidémie de peste qui désolait alors Marseille³. C'est donc d'après les notes qu'il a laissées que Jean Russel a repris et achevé le travail. L'abondance des pièces authentiques, transcrites dans les *Mémoires* et dont il nous a été possible de vérifier l'exactitude en les comparant aux originaux que nous avons entre les mains, montre en effet que le rédacteur s'est servi des papiers de la famille de Valbelle et qu'il a pu donner à son ouvrage un caractère de véracité indiscutable. Il nous paraît non moins sûr qu'il a exprimé sur les événements racontés les propres sentiments d'Antoine de Valbelle aussi exactement qu'il est possible à un tiers d'interpréter la pensée d'autrui. Secrétaire d'Antoine de Valbelle, Jean Russel a, en effet, vécu dans son intimité et dans ses confidences. Le lieutenant de l'Amirauté devait avoir quelque estime pour lui et il devait lui-même la justifier de quelque manière puisque, de longues années après sa mort, quelques-uns de ses descendants lui ont confié le soin de mettre

seigneur de Montfuron, lieutenant-général de l'Amirauté de Marseille et conseiller d'Etat ordinaire, dressés en la présente année 1682, par Messire Jean Russel, avocat en la Cour, autrefois secrétaire dudit seigneur.

1. 1 vol. in-4°, Amsterdam, 1730.

2. *Loc. cit.*, p. 328.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, p. 3 : « M'estant retiré dans une de mes maisons, à la campagne, à cause de la peste dont ceste ville de Marseille se trouve encore affligée en la présente année mille six cent cinquante..., j'ai cru que le loisir qui me reste de tant de visites que je reçois journellement, et dont mes amis adoucissent l'ennui de ma retraite, ne pouvoit estre mieux employé qu'à faire quelques réflexions sur les choses passées et mettre par escrit ce qui m'est arrivé... ».

au point ses Mémoires et ont mis à sa disposition leurs archives de famille pour faciliter sa besogne. Nous sommes donc assurés de trouver dans ces Mémoires un exposé véridique de la vie politique d'Antoine de Valbelle et l'expression exacte des mobiles qui inspiraient sa conduite. Nous pourrions donc, en nous servant de cet ouvrage avec les précautions qu'exige la qualité de chef de parti d'Antoine de Valbelle, apporter dans notre récit les précisions et la vie que les documents officiels dont nous disposions ne nous permettaient pas toujours de lui donner.

2° *L'Histoire de Provence sous le fameux gouvernement du comte d'Alais*, par le sieur Pierre-Joseph de Haitze, gentilhomme de Provence et du Comté Venaissin¹, permet de contrôler certains passages des *Mémoires d'A. de Valbelle*. Haitze, en effet, par ses origines, son éducation, ses affections et ses intérêts de famille, est favorable au parti du comte d'Alais contre lequel Antoine de Valbelle n'a pas cessé de lutter pendant toute sa vie². Mais Haitze ne s'est occupé des affaires de Marseille que dans la mesure où elles ont été mêlées à celles de la Provence. Aussi ne trouverons-nous pas dans son ouvrage un récit suivi des événements survenus à Marseille, aussi détaillé que celui que nous fournissent les *Mémoires de Valbelle*, qui demeurent, en somme, avec les documents des Archives Communales de Marseille et ceux des Archives des Affaires étrangères, la source essentielle pour la période comprise entre 1640 et 1655.

Il est une chose cependant qui augmente la valeur du manuscrit de l'*Histoire* de Haitze. C'est qu'il a été réuni dans la même reliure avec un Recueil factice formé de cinquante-sept

1. Le titre est complété ainsi : « A Aix, dans la maison d'habitation de l'auteur, MDCLXXXV. — A la Gloire perpétuelle de Louis le Grand, Roy de France et de Navarre, Comte de Provence. » L'ouvrage est précédé d'une Introduction où est exposé le plan de l'auteur, « envoyé à feu M. Colbert, par ordre de Sa Majesté, le 21 juillet 1683 ». Haitze y déclare avoir conçu son histoire « suivant les procédés des grands historiens de l'Antiquité qu'il s'est proposés pour modèles ».

2. Pierre-Joseph de Haitze était, en effet, le fils de Saubat ou Sauveur de Haitze, lieutenant au régiment du comte d'Alais, puis enseigne de ses gardes. Ce prince, qui, à diverses reprises, avait eu l'occasion d'éprouver sa fidélité, lui confia par la suite le commandement d'une compagnie de ses gardes sans cependant lui faire délivrer une commission de capitaine. Il avait épousé Françoise de Gaufridi, nièce et pupille du président du Semestre de Provence, qui devait cette charge au comte d'Alais et dont la fortune parlementaire fut ruinée à la suite des troubles excités à Aix et en Provence par les adversaires du Semestre et du comte d'Alais. (Voir *Histoire de Provence sous le fameux gouvernement du comte d'Alais*, I. II, ch. xxxii, xxxiii, xxxv, et I. III, ch. xi, xviii, xxxix.)

pièces imprimées, se rapportant aux événements qui se sont passés en Provence entre les années 1648 et 1651. Ce sont des documents officiels (Déclarations royales, Édits, Ordonnances, Lettres Patentes, Arrêts du Conseil), des remontrances adressées au roi par le Parlement ou l'Assemblée des Communautés de Provence, des relations des journées de troubles survenues dans les villes de la province, Aix, Marseille, Draguignan, etc., enfin des mémoires et des pamphlets publiés en faveur de l'un ou l'autre des deux partis en présence. Les emprunts que nous avons faits à quelques-unes de ces brochures, dont certaines peuvent être considérées comme de véritables Mazarinades, nous ont permis de saisir de plus près les manifestations de l'esprit public, au cours de cette période si agitée¹.

3° L'*Histoire des troubles de Marseille*, qui raconte la crise survenue à Marseille en 1658 et la catastrophe de 1660 qu'elle amena, ne nous est parvenue qu'en fragments. Au XVIII^e siècle, au moment où le marquis de Méjanès a établi le manuscrit que nous avons eu entre les mains, il existait un exemplaire imprimé de la première partie et du commencement de la deuxième partie de cet ouvrage, correspondant aux 48 premières pages de notre manuscrit. Le reste, compris dans ce manuscrit avec une pagination à part, a été transcrit d'après le manuscrit original prêté au marquis, en 1776, par le P. Papon, bibliothécaire de la Maison de l'Oratoire de Marseille, à qui il appartenait. Mais ce manuscrit était loin de contenir la totalité de l'ouvrage : il y manquait, en effet, la fin de la deuxième et le commencement de la troisième partie, qui n'ont pas été retrouvés depuis et qui se rapportaient aux événements survenus du mois de juillet au mois de décembre 1658, ce qui répond à la période où l'activité du parti des troubles se manifesta de la façon la plus large et la plus caractéristique.

Malgré cette lacune, l'*Histoire des troubles de Marseille* nous

1. Nous nous abstenons d'insister sur la relation intitulée *le Semestre et le Sabre*, qui se trouve en manuscrit à la Bibliothèque Méjanès et qui a été publiée « avec une Introduction, des notes et une table » par Albert Savine, dans une collection dite *Grande Bibliothèque Provençale*, qui n'a pas été continuée (Aix-en-Provence, F. Guittou-Talamel, 1881). Outre que cette relation a été écrite postérieurement à 1753 (voir *le Semestre et le Sabre*, p. 186), l'auteur paraît avoir suivi de très près l'*Histoire* de Haitze, qu'il a résumée la plupart du temps. Cependant, nous avons cru devoir renvoyer à divers passages de cette relation, parce que, jusqu'à présent, elle est la seule qui ait été imprimée et qui puisse être ainsi plus facilement consultée.

paraît avoir été la source essentielle d'où sont sortis tous les récits traditionnels recueillis par les écrivains provençaux qui, jusqu'à aujourd'hui, ont étudié cette partie de l'histoire de Marseille. Nous doutons cependant qu'ils aient connu notre manuscrit et croyons plutôt qu'il n'en ont eu connaissance que par l'*Histoire de Marseille* du P. Papon, celui-ci s'étant borné, pour cette partie de son ouvrage, à transcrire textuellement les principaux passages de l'*Histoire des troubles*.

D'après Papon¹, l'auteur de l'*Histoire des troubles de Marseille* serait le président de La Roque le fils. Le père de ce personnage, déjà lui-même président au Parlement de Provence, avait été mêlé de près aux événements racontés dans cette histoire. Nous le verrons, en effet, entretenir des relations assez suivies avec les principaux membres de l'aristocratie marseillaise, correspondre parfois avec Mazarin et présider enfin la Chambre de Justice envoyée à Marseille en 1660 pour faire le procès des chefs de la sédition. Si donc l'*Histoire des troubles* a été écrite par son fils, celui-ci était on ne peut mieux placé pour mettre en œuvre des renseignements nombreux et précis et des documents importants et authentiques, quoiqu'il se soit écoulé un intervalle de temps assez long entre l'époque où les événements se sont passés et celle où l'ouvrage a été achevé et la première partie en a été imprimée². Nous devons cependant faire une réserve au sujet de l'attribution de cet ouvrage au président de La Roque fils : l'esprit général dans lequel il est écrit est sympathique aux Marseillais, ce qui a lieu de surprendre un peu de la part du fils d'un homme qui a pris une part aussi active au châtement et à l'humiliation de Marseille.

Quel qu'ait été son auteur, l'*Histoire des troubles* nous fournira dans ses lignes essentielles la tradition qui s'est formée et qui s'est maintenue à Marseille au sujet des troubles de 1658-1660, des chefs de partis qui y furent mêlés et de l'intervention royale qui y mit fin. Il est dommage cependant que nous ne possédions pas cet ouvrage au complet : il nous eût permis, en effet, de reconstituer en entier la suite des événements qui se sont accomplis pendant ce temps et que nous avons d'autant plus de peine à retrouver que, pour cette période, les documents

1. *Histoire de Marseille*, IV, 554, note 2.

2. Le privilège est de 1724.

d'origine marseillaise sont plutôt rares, car la répression royale paraît s'être aussi exercée contre les papiers se rapportant aux actes politiques ou administratifs accomplis par les chefs du parti séditieux et condamné.

Nous croyons pouvoir rattacher à cet ouvrage quelques brochures imprimées, conservées à la *Bibliothèque municipale de Marseille*, dont nous avons eu l'occasion de nous servir et qui se rapportent à la période des troubles. L'une renferme une relation des troubles du mois de juillet 1658¹, les autres, des mémoires justificatifs où chacun des deux partis rivaux a voulu établir sa bonne foi et la loyauté de sa conduite vis-à-vis du roi de France².

IV. OUVRAGES IMPRIMÉS. — Nous l'avons déjà dit, les ouvrages imprimés se rapportant à ces événements sont peu nombreux. Dans l'*Histoire de Marseille* de Ruffi³, le récit des événements s'arrête à l'année 1638; la seconde partie de cet ouvrage contient, il est vrai, des mémoires sur divers usages ou institutions que nous avons pu consulter avec fruit, mais seulement pour des points de détail.

L'*Histoire de Marseille*, de Papon⁴, postérieure d'un siècle, ne nous a appris rien de nouveau, car l'auteur s'est surtout inspiré des mémoires du temps que nous avons eus entre les mains.

Quant aux ouvrages tout à fait modernes, aucun ne traite spécialement la période que nous avons étudiée, exception faite de l'étude de P. Gaffarel, *la Fronde en Provence*⁵, encore qu'il n'y soit question que d'une manière tout à fait incidente des événements de Marseille.

Nous ne voyons guère à citer parmi les ouvrages traitant de

1. W. Le Roy, *Relation véritable de tout ce qui s'est passé en la ville de Marseille, depuis les 13 et 19 du mois de juillet de la présente année 1658, jusques à présent*. Brochure in-12 sans nom d'imprimeur ni date.

2. 1° *L'Immuable fidélité de la Ville de Marseille*, broch. in-12 de 34 pages, suivie de *La Fidélité de Marseille*, in-12 de 10 pages (attribué à Lazare de Cordier); — 2° *La Justification de la Ville de Marseille*, in-12 de 28 pages; — 3° *Response à la pièce intitulée « La Justification de la Ville de Marseille »*, in-12 de 11 pages; — 4° *Réplique à la pièce intitulée « Répartie à la Response à la Justification de la Ville de Marseille »*, in-12 de 39 pages.

3. Ruffi, *Histoire de Marseille*, 1^{re} édit., 1 vol., Marseille, 1642; — 2° édit. 2 vol., Marseille, 1696.

4. Le P. Papon, *Histoire de Marseille*.

5. Cette étude a été publiée dans la *Revue Historique*, II, 64.

l'histoire générale de cette ville et parus au siècle dernier, que l'*Histoire de Marseille*, d'Augustin Fabre¹, où cette histoire est très succinctement résumée, et les deux ouvrages plus importants de cet auteur, qui s'est efforcé d'y exposer d'une façon plus originale et parfois mieux informée les résultats de ses recherches, *les Anciennes Rues de Marseille*² et *les Rues de Marseille*³. C'est là que nous avons trouvé sur certains points particuliers les renseignements les plus sûrs, et sur d'autres l'exposé complet de la tradition admise communément à Marseille.

Nous avons enfin eu recours à l'œuvre de Chéruel, l'*Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*⁴ et l'*Histoire de France sous le ministère de Mazarin*⁵, quand les événements de l'histoire générale ont eu leur répercussion sur ceux dont Marseille et la Provence étaient le théâtre⁶.

1. Aug. Fabre, *Histoire de Marseille*, 2 vol.

2. *Les Anciennes Rues de Marseille*, 1 vol., Marseille, 1862.

3. *Les Rues de Marseille*, 5 vol., Marseille, 1867-1869. Dans l'Avant-Propos de cet ouvrage (I, p. v), Aug. Fabre fait la même constatation que nous sur la pauvreté de la Bibliographie marseillaise. « On a beaucoup écrit, dit-il, sur la ville de Marseille, mais il existe, sur ce sujet, bien peu d'ouvrages approfondis, originaux, puisés aux sources authentiques.... »

4. 4 vol., Paris, 1879-1880.

5. 3 vol., Paris, 1882.

6. Qu'il me soit permis d'adresser, en même temps qu'un souvenir reconnaissant à la mémoire de J.-Ph. Mabilly, ancien archiviste de la ville de Marseille, sans les renseignements éclairés de qui il m'eût été presque impossible, faute d'inventaire, de diriger mes recherches dans le dépôt dont il avait la garde, l'expression de ma reconnaissance la plus vive et la plus cordiale à M. Georges Espinas, attaché aux Archives des Affaires étrangères et à ses collègues de ce dépôt, à MM. Joseph Fournier, archiviste honoraire, Raoul Busquet, archiviste en chef et Maurice Rimbault, archiviste adjoint des Bouches-du-Rhône, Barré, bibliothécaire en chef de la ville de Marseille, et Aude, conservateur de la Bibliothèque Méjanès, à Aix. C'est à l'empressement avec lequel ils se sont tous mis à ma disposition pour faciliter mes recherches, que je dois d'avoir pu les mener à bonne fin, malgré les empêchements et les retards causés par la nécessité de faire face aux exigences d'une tâche professionnelle souvent lourde.

MARSEILLE

ET LA ROYAUTÉ

PENDANT LA MINORITÉ DE LOUIS XIV

(1643-1660)

PREMIÈRE PARTIE

LES INSTITUTIONS MARSEILLAISES EN 1645

CHAPITRE PREMIER

MARSEILLE ET LA PROVENCE

I. LA VILLE DE MARSEILLE : TOPOGRAPHIE. — II. MARSEILLE ET LA PROVENCE : ELLE EST VILLE « A PART ». — III. LE DROIT DE CITÉ ET LE CARACTÈRE PARTICULIER DE LA POPULATION MARSEILLAISE.

En 1643, au moment où commence, avec le règne de Louis XIV, le ministère de Mazarin, qui devait être funeste à ses libertés séculaires, Marseille paraît être encore ce qu'elle était au moyen âge quand, ville vassale des comtes de Provence, elle jouissait de ses franchises municipales.

Malgré l'immense étendue de son terroir qui couvrait, comme aujourd'hui, une superficie d'environ 23 kilomètres carrés¹, la ville proprement dite était encore resserrée dans son étroite

1. Le territoire ou *terroir* de Marseille, limité à l'ouest par le golfe compris entre l'extrémité des montagnes de l'Estaque ou *Pointe de Corbière* d'une part et le *Bec de Port-Miou* de l'autre, s'étendait à l'intérieur jusqu'aux territoires des communes de Gignac, des Pennes et de Septèmes au nord, d'Allauch et d'Aubagne à l'est, de Cassis au sud. Ce sont là encore aujourd'hui les limites de la commune de Marseille.

enceinte du ^{xiv}^e siècle¹. Cependant, sa population était déjà relativement considérable : si nous en croyons Ruffi², elle aurait été de 65 000 habitants en 1640. Il est vrai que ce chiffre est le plus fort qui ait été atteint jusque-là, que l'accroissement est loin d'avoir été régulier, qu'il a subi un temps d'arrêt au ^{xiv}^e siècle³ et que, peut-être, les Marseillais, se sentant menacés à tout instant par terre ou par mer d'une attaque des Espagnols, éprouvaient des répugnances à démolir une enceinte fortifiée qui, à deux reprises, avait mis leur ville à l'abri des armées de Bourbon et de Charles-Quint, et qui passait à cette époque pour être parmi les plus solides et les plus résistantes de France⁴.

Il est facile de se représenter aujourd'hui assez exactement la physionomie de Marseille vers le milieu du ^{xvii}^e siècle. La plus grande partie de la vieille ville subsiste encore⁵. Ce sont les quartiers qui s'étagent au sud depuis le quai du Port, qu'on venait d'élargir en 1631⁶, jusqu'au plateau dont les rebords

1. Voir sur l'enceinte de Marseille au moyen âge, notre *VI^e Livre des Statuts de Marseille* (st. xxviii, p. 63, n. 5).

2. *Histoire de Marseille*, 2^e édit., I, 476. Il est vrai que Villeneuve (*Statistique des Bouches-du-Rhône*, III, 35) donne les chiffres suivants : ^{xvi}^e siècle, 82 100 habitants; ^{xvii}^e siècle, 93 000 habitants. Mais Villeneuve a dressé ses tableaux de la population des communes de Provence, qui ont formé le département des Bouches-du-Rhône, en établissant un rapport entre le chiffre de la population et la taxe d'affouagement imposée à chaque commune (III, 21). Or, ce procédé, assez exact en général, n'a pu être employé pour Marseille qui n'a jamais été affouagée. Villeneuve a donc été réduit à évaluer approximativement la population de cette ville en prenant Arles pour point de comparaison. « Au temps de Charles d'Anjou, dit-il (III, 26), Marseille, selon tous les historiens, était plus considérable qu'Arles. Or, cette dernière avait 60 000 habitants, et nous en donnons 65 000 à Marseille. Dans la suite, Arles perdit et Marseille gagna.... La peste de 1547 emporta le dixième des habitants de Marseille, et M. Bertrand, dans son Précis des différentes pestes qui ont affligé Marseille, assure qu'il périt à cette époque 8 000 personnes. Il y avait donc dans le ^{xvi}^e siècle, 80 000 âmes à Marseille. » Ce raisonnement nous paraît trop légèrement établi pour que nous puissions accepter ce chiffre. Au contraire, celui de Ruffi nous semble d'autant plus acceptable que l'*Histoire de Marseille* a été publiée en 1640, que l'auteur vivait encore à cette date et que, étroitement mêlé à la vie municipale de Marseille par lui-même ou par ses parents, il pouvait avoir des éléments d'information qui ont manqué à Villeneuve.

3. Au commencement du ^{xv}^e siècle, le roi de Naples, Louis II, réduisit à 37 le nombre des membres du Conseil de Ville « parce que la guerre et les maladies avaient fait de si grands ravages qu'il était difficile chaque année d'élire 83 conseillers ». (Lettres Patentes du 20 juin 1409. Arch. com. de Marseille, AA. 5, *Livre Noir*, f^o 25.)

4. Aug. Fabre, *Les Rues de Marseille*, I, 41. Déjà, vers 1640, commence à se poser la question de l'agrandissement de la ville. Elle sera résolue un peu plus tard, quand Vauban aura créé un nouveau système de fortifications pour la défense des villes et que les victoires de Louis XIV, en affaiblissant la monarchie espagnole, auront écarté les craintes d'attaque inopinée dont les Marseillais n'avaient pas cessé d'être préoccupés depuis le siège de Bourbon.

5. L'autre partie, qui s'étendait entre le Vieux-Port, la Cannebière, le Cours Belsunce, la rue d'Aix, la Porte d'Aix et le Boulevard des Dames, a disparu en très grande partie pendant la dernière moitié du ^{xix}^e siècle, pour faire place aux nouvelles constructions de la rue de la République et de la rue Colbert. Ce qu'il en reste est appelé à disparaître avec les vieux quartiers dits de « derrière la Bourse ».

6. *Marseille à la fin de l'Ancien Régime*, p. 8.

dominant, à l'est, la rue actuelle de la République, et à l'ouest et au nord les bassins de la Joliette et le boulevard des Dames, limite extrême de l'ancienne enceinte de la ville. Là s'élevaient avec l'Hôtel de Ville, la plupart des édifices qui avaient été le théâtre des événements les plus importants et les plus caractéristiques de la vie de Marseille au moyen âge, l'église des Accoules, l'Hôtel-Dieu ou ancien hôpital du Saint-Esprit¹ et la vieille église de la Major, remplacée depuis par la nouvelle cathédrale.

La ville était divisée en quatre quartiers, après l'avoir été en six au moyen âge² : le Corps de Ville, Cavaillon, Blanquerie et Saint-Jean. Chacun avait son existence propre dont il était tenu compte dans l'organisation administrative : chacun avait au Conseil le même nombre de représentants; chacun fournissait à la milice urbaine une compagnie avec son capitaine et son enseigne; chacun avait enfin son corps de garde où étaient réunis les hommes de la compagnie chargés d'assurer sa sécurité³. Il est probable que cette division ne répondait pas seulement à une nécessité administrative; elle consacrait une sorte de distinction sociale entre les habitants. Les marins et les pêcheurs habitaient le quartier Saint-Jean : la Prudhomie des pêcheurs y avait sa maison près de la chapelle placée sous l'invocation de ce saint⁴. Le quartier de Blanquerie, avec l'église de Saint-Martin, paraît avoir été habité surtout par des familles de l'aristocratie marseillaise⁵. Quant aux artisans et membres des corps de métiers, ils étaient groupés dans le quartier de Cavaillon et surtout dans celui du Corps de Ville, comme l'indiquent les noms donnés aux rues avoisinant l'Hôtel de Ville et empruntés aux différents corps de métiers⁶.

Au reste, quelle qu'ait pu être la qualité de leurs habitants, les rues étaient étroites et tortueuses, quelques-unes en escaliers, toutes imparfaitement pavées, mal entretenues⁷, pour la

1. En 1593, l'hôpital du Saint-Esprit, fondé en 1188, avait pris le nom d'*Hôtel-Dieu*, après sa réunion à l'hôpital de Saint-Jacques de Galice. (*Inventaire sommaire des Archives hospitalières antérieures à 1790 : Hospices de Marseille*, Marseille, 1872.)

2. Voir notre *VI^e Livre des Statuts de Marseille*, st. LXXIII, p. 142, n. 2.

3. Aug. Fabre, *Les Rues de Marseille*, I, 53 et suiv.

4. Aug. Fabre, *loc. cit.*, I, 379.

5. Les rôles des membres du Conseil transcrits chaque année sur les Registres des délibérations nous paraissent, en effet, contenir une plus forte proportion de nobles pour le quartier de Blanquerie que pour les autres quartiers de la ville. D'autre part, des hôtels de familles nobles, notamment celui des Valbelles et celui des Glandevès-Niozelles, étaient situés dans ce quartier (Voir Aug. Fabre, *Anciennes Rues de Marseille*, 46 et *Les Rues de Marseille*, II, 420).

6. Voici quelques-unes de ces rues : rues de la Loge (appelée aussi du Change, de la Draperie ou de l'Epicerie), Coutellerie, Cuiraterie, etc. (Voir Fabre, *Les Rues de Marseille*, II, 333).

7. Arch. comm. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 8 v° : 5 novembre 1639. Contrat passé entre les consuls et le sieur François Amouret, maître-maçon, pour l'entretien et réparation des pavés de la ville, pour une durée de six années.

plupart mal bâties. Les places étaient peu nombreuses et resserrées. Les promenades étaient rares : seul, le quai du Port, centre de la vie maritime, était aussi le centre de la vie extérieure. Heureusement abrité contre le mistral, exposé pour cette raison à une température uniformément tiède, que rafraichissait seule la brise de mer, offrant au regard pendant le jour un spectacle animé, varié et pittoresque, avec le décor grandiose qui lui fait face, le quai du Port était le rendez-vous des oisifs marseillais. Le soir, à la belle saison, ils aimaient s'y rencontrer, hommes et femmes, nobles, bourgeois et artisans. Ils s'y entretenaient de leurs affaires privées et des affaires publiques : parfois les querelles des partis s'y continuaient, les adversaires y venaient aux mains : il arriva même que la promenade fut ensanglantée, aux heures d'agitation civile assez fréquentes dans l'histoire municipale de Marseille¹.

Mais déjà la vie de Marseille avait débordé au delà de cette enceinte où elle se trouvait trop à l'étroit. Sur la rive méridionale du Port, non loin de l'Arsenal des galères, Charles IX avait fait construire le quai de Rive-Neuve² : c'était un embryon de ville royale, en face de la Cité municipale, à côté de l'antique abbaye de Saint-Victor, au pied de la colline surmontée par le fort et par l'église de Notre-Dame-de-la-Garde.

Mais ce qui prolongeait véritablement la ville au delà de son enceinte fortifiée, c'étaient les cinq mille bastides ou métairies disséminées dans la campagne marseillaise : celle-ci commençait aux portes mêmes de la ville, là où s'élèvent aujourd'hui les plus élégants quartiers de Marseille³. Dans cette campagne on cultivait le blé⁴, l'olivier, le figuier, quelques arbres fruitiers et la vigne. Celle-ci paraît avoir été à cette époque la principale source de revenus des propriétaires de bastides. Quand venait le temps des vendanges, la vie urbaine était à peu près complètement suspendue, même les consuls avaient de la peine à réunir

1. *Histoire des troubles de Marseille*, 3^e partie, liv. V, p. 31. — Arch. des Aff. étr. France, 1725, f^o 67 (Lettre de d'Oppède à Mazarin, 2 sept. 1659) et f^o 202 (Lettre du pⁱ de La Roque, 31 janvier 1660).

2. Aug. Fabre, *loc. cit.*, I, 148. C'est sur les terrains de Rive-Neuve, anciennes salines comblées pendant le règne de Louis XII, que s'élevaient l'Arsenal des Galères et un édifice appelé la *Maison du Roi*, ancienne résidence du roi René, où avait logé François I^{er} lors de son séjour à Marseille (octobre 1533), bien que cette maison ne fût plus alors la propriété du roi de France. Le roi se considérait comme le propriétaire des terrains de Rive Neuve, comme l'atteste le document suivant (Arch. des Aff. étr. (France) 1712, f^o 178) : « Le roy estant à Paris, voulant gratifier et favorablement traiter le sieur de Boyer, capitaine de la galère dite la *Mazarine*, en considération de ses services, Sa Majesté, par l'avis de la Reine-Régente, sa mère, luy a accordé et fait don d'un magasin, qui est dans la ville de Marseille au lieu dit la Rive Neuve, proche de ceux qu'Elle a accordés pour l'hospital des galères ». (26 mars 1647.)

3. Ruffi, *Hist. de Marseille*, II, 279.

4. Culture de médiocre rapport, le blé rapportait à peine de quoi nourrir les habitants de Marseille pendant trois ou quatre mois (Ruffi, *loc. cit.*, II, 280).

l'Assemblée municipale¹. Les conseillers, tous riches citoyens et, par conséquent, propriétaires de bastides, avaient quitté la ville pour aller surveiller leur récolte. Ils veillaient ensuite, le reste de l'année, au maintien de l'antique privilège inscrit dans leurs Statuts, par lequel il était interdit d'entrer dans Marseille du vin étranger². Les bastides servaient aussi de lieu de villégiature pendant l'été, et surtout de lieu de refuge quand la peste, qui revenait presque périodiquement à cette époque, chassait de la ville tous ceux des habitants qui avaient les moyens de se mettre à l'abri de la contagion. Cet exode vers les bastides était regardé comme un excellent moyen prophylactique : quand les habitants se sont retirés dans leurs bastides, remarque Ruffi³, « par ce moyen, la communication cessant parmi eux, ceste maladie ne scauroit faire un grand progrès ».

Cette configuration du territoire de Marseille, sa vaste étendue, la distinction bien tranchée entre la ville et sa banlieue, la ceinture de collines qui l'entourait du côté de la terre et qui séparait son terroir de celui des communes voisines, la mer enfin qui dessinait autour d'elle un golfe vaste et élégant, tout cela ne laissait pas que de donner à Marseille une physionomie originale. Bien isolée des autres villes ou communes de Provence, elle formait véritablement une province distincte, une cité au sens antique du mot, qui prenait jalousement garde de ne se laisser confondre en rien avec les autres villes voisines.

Marseille conservait encore soigneusement, au milieu du ^{xvii}^e siècle, la tradition d'après laquelle elle aurait formé au moyen âge une république autonome et indépendante, semblable aux républiques municipales d'Italie. Elle prétendait même se rattacher à l'antique *Massilia*, qui avait traité de pair avec Rome et dont les anciens avaient admiré l'organisation politique, qui se serait perpétuée à travers les siècles avec des fortunes diverses⁴.

L'orgueil municipal des Marseillais ne parvenait cependant pas à cacher la catastrophe où avait disparu la souveraineté politique de leur ville. En 1257, le comte de Provence, Charles

1. Voir notamment *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f°s 344 et 345, Conseils des 6 et 7 octobre 1658.

2. Ruffi, *loc. cit.*, II, 280-283. Cf. notre *VI^e Livre des Statuts de Marseille*, st. xxxiv, p. 68.

3. *Loc. cit.*, II, 279.

4. Ruffi, *loc. cit.*, I, ch. 1^{re}. Il n'est pas nécessaire de faire ici toutes nos réserves sur cette tradition. Laissant résolument de côté tout ce qui regarde l'histoire de Marseille ancienne, nous croyons pouvoir affirmer que les origines de la commune de Marseille, à la fin du ^{xii}^e et au commencement du ^{xiii}^e siècle, nous paraissent encore fort obscures, malgré l'ouvrage consciencieux mais, à notre avis, trop empreint de parti pris particulariste de F. Portal, *La République Marseillaise au XIII^e siècle* (Marseille, Ruat, 1907). Nous avons eu l'occasion d'indiquer quelques-unes de nos objections à la thèse de M. Portal dans les *Annales de la Société d'Etudes provençales* (janvier-février 1908) : *La République Marseillaise au XIII^e siècle d'après deux ouvrages récents*,

d'Anjou, réussit à contraindre les Marseillais à le reconnaître comme souverain. Un traité fixa les droits respectifs du prince et de la ville : ce sont les *Chapitres de Paix* que nous trouvons encore, au xvii^e siècle, à la base du droit public de Marseille¹.

Dès lors, Marseille avait cessé d'être indépendante. Elle avait reconnu le comte de Provence pour son seigneur, mais elle n'était pas devenue pour cela une ville provençale. Les conditions particulières dans lesquelles elle était passée sous la domination du Comte, le caractère contractuel de l'acte de 1257, la reconnaissance par le Comte de l'organisation municipale, la promesse de conserver aux Marseillais certains privilèges judiciaires, financiers, militaires ou économiques dont ne pouvaient pas se réclamer les autres Provençaux, tout cela faisait à Marseille une situation différente de celle des autres villes du Comté, lui donnant parfois l'illusion d'une liberté sans limite.

Par la suite, il en avait toujours été ainsi, même quand les rois de France eurent succédé aux comtes de Provence. A chaque nouveau règne, les comtes, puis les rois, avaient juré de conserver les « privilèges, franchises et libertés de la ville de Marseille ». Bien plus, ils ne possédaient pas Marseille en leur qualité de comtes de Provence, mais simplement en qualité de seigneurs de Marseille. Les actes législatifs, édits, ordonnances, lettres-patentes, qui intéressaient la ville, étaient souscrits au nom du « Roi de France, Comte de Provence et *Terres Adjacentes* », Marseille étant comprise, avec Arles et quelques autres villes de moindre importance, parmi les *Terres Adjacentes*, ayant même une situation distincte parmi celles-ci. En effet, les Marseillais du xvii^e siècle se flattaient que le roi de France eût naguère encore porté officiellement le titre de seigneur de Marseille².

Il ne faut pas voir là un vain souci de gloriole. La séparation de Marseille du reste de la Provence avait des conséquences pratiques, qui regardaient au plus haut degré les intérêts moraux et matériels de la ville. Sans doute, elle avait la satisfaction de jouer un rôle à part, toutes les fois qu'il s'agissait

1. Le texte latin des Chapitres de Paix est aux Archives communales de Marseille, AA. 1, f^o 122-137 et AA. 3.; il en existe aussi une traduction en français du xvi^e siècle (*Ibid.*, AA. 4. f^o 1-33). Sternfeld (*Karl von Anjou, als Graf von Provence*) a publié le texte latin, d'après un manuscrit des Archives départementales des Bouches-du-Rhône (B. 354). Voir Portal, *loc. cit.*, p. 291 et 310. Méry et Guindon (*Histoire analytique et chronologique des Actes et des délibérations du Corps et du Conseil de Marseille*, t. IX, 283 et suiv.) en ont publié l'index en latin et une traduction française, d'ailleurs défectueuse.

2. Ruffi, *loc. cit.*, I, 287-288, Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*. Reg. I. *Les Consuls au comte de Brienne* (21 décembre 1655) : « ... Comme vous savez, Monseigneur, Marseille n'est pas du Corps du Pays et il n'y a que fort peu de tems que nos rois ont cessé d'ajouter à la qualité de Comtes de Provence celle de Seigneurs de Marseille, qu'ils prenoient d'ordinaire aux expéditions nous concernant. »

pour elle et pour le reste de la Provence de participer à un acte important de la vie nationale. Ainsi, Marseille députait elle-même directement aux Etats généraux, sans que ses députés se confondissent avec ceux de la province. En 1651, lorsque Anne d'Autriche poussée à bout par la Fronde, sera sur le point de convoquer cette assemblée, les consuls rappelleront énergiquement à la Régente et à ses conseillers cette prérogative de leur ville et signifieront aussi leur intention de ne pas la laisser négliger¹. Ils exigeront, en cette circonstance, une lettre de convocation qui devra leur être adressée directement, sans passer par l'intermédiaire d'aucun des officiers du roi en Provence, si haut placé soit-il. De même, tous les consuls exigeaient une lettre particulière toutes les fois qu'il s'agissait de faire célébrer une cérémonie solennelle, *Te Deum* ou Pompe funèbre, ou de recevoir au nom du roi un grand personnage étranger².

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I, *Les consuls à Moustier, député de la Ville en Cour* (15 août 1651) : « ... Quant à la lettre que le Roy escrivit à nos devanciers en l'année 1614, il nous a esté impossible de la trouver. Mais, comme le droit que nous avons d'assister à ceste célèbre Assemblée ne depend pas d'une lettre du Roy mais d'un privilège acquis à nostre ville depuis qu'elle a l'honneur d'estre soumise à la Couronne, ainsy que M. le Comte de Brienne peut vérifier sur tous les anciens registres, comme les députés de nostre ville ont toujours eu voix délibérative dans les Etats généraux, où le Premier Consul, l'Assesseur et un autre gentilhomme de la ville ont accoustumé d'estre députés, de sorte que mon dit sieur le Comte de Brienne peut nous envoyer une lettre du Roy conforme à celle de Messieurs les Eschevins de Paris et des autres villes qui ont un esgal privilège, afin que nous n'ayons pas subject de plainte et que nous ne soyons pas privés d'un avantage si important. » Les consuls obtinrent satisfaction (Voir leur lettre au marquis d'Aiguebonne, du 21 septembre 1651. *Mém. reg.*). Leurs successeurs, les maires et échevins de Marseille, invoquèrent la même prérogative en 1789 (Voir J. Viguier, *La Convocation des Etats généraux en Provence*, Paris-Marseille, 1896, p. 23-25, 104-106, 124-125, et J. Fournier, *Cahiers des Doléances de la Sénéchaussée de Marseille*, Marseille, 1908, Introduction, XVI-XIX).

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I, Lettres du 28 juillet 1654 au comte de Brienne et aux députés de Marseille en Cour, et Lettre du 25 juillet 1656 à l'avocat Ycard. Voici le principal passage de la lettre au comte de Brienne : « Mais vous nous permettez, Monseigneur, de vous demander la lettre qu'on nous doit avoir retenue par laquelle Sa Majesté nous mandoit d'adcister au *Te Deum* et faire ensuite les feux de joye et resjouissance publique et que ceste ville, comme vous sçavez, est en possession de recevoir, car elle ne prend point en cela les ordres immédiatement que du Roy comme ville à part et séparée de la province. Et nous avons dit à ceux de nos habitans qui sont dans une juste jalousie de cest honneur que nous l'avions reçue. Il vous souviendra, s'il vous plaist, Monseigneur, de nous la faire envoyer et d'agréer que nous vous fassions souvenir par quelques copies d'autres lettres qu'il vous a pleu nous escrire touchant la nuisance du Roy d'aujourd'huy, les heureux succès des diverses campagnes et les prises des villes, que nous en avons esté toujours avertis et commis à ce devoir par des lettres expresses. Nous sommes assurés, Monseigneur, que vous l'avez ainsy ordonné. C'est pourquoy il vous plaira nous faire envoyer le duplicata de ladite lettre que nous montrerons aux curieux et remettrons dans nos Archifs, où il y en a une infinité de ceste sorte en tous les siècles... » La lettre à l'avocat Ycard est ainsi conçue : « Le Roy ayant escript à M. le Comte de Carcès de recevoir avec tous les honneurs possibles la reine de Suède, qui doit passer par ceste province et se débarquer en ceste ville, il a mandé l'un de nous pour l'aller trouver à Aix, afin de concerter ensemblement ce qui se pourra faire à l'entrée de ceste reine. Vous sçavez qu'en ces occasions, où nostre ville est obligée à des dépenses extraordinaires et où nous faisons icy l'honneur de la France, nous avons accoustumé de recevoir une dépesche du

C'est le même souci de maintenir une étroite distinction entre les affaires de leur ville et celles de la province, qui réglait les rapports des consuls avec le Pays de Provence. En entrant dans le royaume de France, celui-ci avait conservé ses assemblées provinciales. Elles étaient de deux sortes : l'Assemblée des États où siégeaient les représentants des trois ordres de la province et l'Assemblée des Communautés à laquelle prenaient part les consuls des différentes communes provençales. Les consuls d'Aix exerçaient une sorte de délégation de cette dernière Assemblée, dans l'intervalle des sessions : pour cette raison, ils portaient le titre de procureurs du Pays. Or, les représentants de Marseille ne siégeaient ni dans l'une ni dans l'autre de ces assemblées¹. Cependant, comme le voisinage et une longue destinée commune, sous la souveraineté des princes Angevins et sous celle des rois de France, n'avaient pas manqué de faire naître une certaine communauté d'intérêts, ni Marseille, ni Arles, ni les autres Terres Adjacentes, n'avaient pu s'isoler complètement de la province et demeurer tout à fait indifférentes à ses affaires. L'habitude avait été prise de les inviter à se faire représenter par des députés aux assemblées provinciales, mais ces députés ne prenaient aucune part à leurs délibérations. Vers le commencement du XVII^e siècle, on réglementa cette représentation et il fut établi que Marseille et Arles députeraient alternativement aux États et Assemblées, « l'une, l'année qui est pair, qu'est Marseille, et l'autre année, qui est non pair, Arles ». Mais il fut nettement arrêté que ces deux villes ainsi convoquées n'auraient dans ces assemblées « aucune voix ni opinion ».

Déjà, longtemps avant cette réglementation, les représentants de Marseille à l'assemblée provinciale y avaient assisté en étrangers, même quand exceptionnellement celle-ci avait été réunie dans leur ville même et qu'ils avaient donné aux députés l'hospitalité dans leur Hôtel de Ville. Le 21 juin 1572, le comte de Tende, gouverneur de Provence, avait convoqué à Marseille une assemblée des « consuls des principales villes dudit pays ». Elle se tint « en la salle de la maison commune de la dite ville,

Roy en particulier. C'est pourquoi nous nous donnons l'honneur d'en escrire à M. le Comte de Brienne pour luy en faire souvenir et nous maintenir dans ce droit qui n'est pas si fort inutile qu'il ne serve à nous distinguer du corps de la province et à nous faire recevoir dans ces occasions extraordinaires les ordres de la Cour immédiatement de la main du Roy... »

1. Arles et les Terres adjacentes n'étaient également représentées ni aux États provinciaux ni à l'Assemblée des Communautés. Cette situation, qui persista au XVIII^e siècle, entraîna des difficultés au moment de la convocation des États généraux en 1789 (Voir Vignier, *La Convocation des États généraux en Provence*, p. 239 et suiv.).

2. Archives départementales des Bouches-du-Rhône, C. 14, *Délibérations des États de Provence et des Assemblées des Communautés* (1622-1626), f^o 1, « Rôle et la tenue des États et Assemblées, »

par-devant M^r Balthasar Catin, sieur de Saint-Savournin, conseiller du roi et lieutenant au siège dudit Marseille ». Le procès-verbal énumère les assistants, mais si le rédacteur place en tête de cette énumération « Messieurs les consuls et assesseur de ladite ville de Marseille », il ne les nomme pas individuellement, comme il fait pour les autres membres de l'assemblée, consuls et députés des communautés provençales; la place même qu'il leur assigne, avant « Monsieur M^r Boniface Pellicot et M^r Honoré Delphin..., consuls de la ville d'Aix, procureurs dudit pays », paraît souligner qu'ils sont là extraordinairement, par simple devoir de politesse et non par une obligation stricte de leur charge. Il était, en cela, d'accord avec les Marseillais eux-mêmes. En effet, amené à prendre la parole au cours de la délibération, pour protester contre une décision prise de nature à léser les intérêts de sa ville, l'assesseur de Marseille, parlant au nom des consuls, rappela « que, par leur assistance, ils n'entendent aucunement contrevenir à leurs privilèges et conventions¹... »

Peu après, on précisa le caractère de la présence des consuls de Marseille à ces assemblées. A une réunion des États, tenue à Marseille le 8 mars 1597, il fut décidé que les consuls de cette ville n'y assisteraient pas revêtus de leurs chaperons, insignes de la dignité consulaire, cette prérogative étant réservée aux seuls procureurs du Pays².

Malgré ces réserves, les assemblées avaient continué à être réunies à Marseille, à des intervalles assez rapprochés³. A la fin, les Marseillais en prirent ombrage : ils signifièrent un jour au gouverneur leur désir de le voir mettre fin à ces convocations. Les raisons qu'ils avançaient sont les mêmes que nous avons trouvées dans la bouche de l'assesseur de 1572 : Marseille ne faisant pas partie du corps du Pays ne doit pas, sans danger pour ses privilèges, être choisie pour le lieu de réunion des assemblées de la province⁴.

1. Archives départementales des Bouches-du-Rhône, C. 2, *Délibérations*, etc., f^o 237 v^o. Convocation et assemblée des Communes de Provence à Marseille, le 21 juin 1572.

2. Archives départementales des Bouches-du-Rhône, C. 8, *Délibérations*, etc. : États tenus à Marseille, le 8 mars 1597.

3. Archives départementales des Bouches-du-Rhône, C. 3. : États tenus à Marseille, le 17 février 1578; — C. 4. : Assemblée particulière des Communautés, le 3 septembre 1585; — C. 5. : Assemblée des Communautés, le 11 novembre 1588; — C. 8. : Assemblée générale des Communautés, le 25 août 1600; — C. 12. : États tenus à Marseille, le 9 septembre 1620; — C. 16. : Assemblée générale des Communautés, le 12 janvier 1631.

4. *Mémoires* d'Antoine de Valbelle, 55 v^o. Le comte d'Alais, gouverneur de Provence, ayant, le 15 juillet 1643, fait part aux consuls de Marseille de son intention de réunir dans leur ville les *Procureurs joints*, « le sieur Louis de Fréjus, dernier consul, lui répartit fort hardiment que cela ne se pouvoit point faire et que, ceste ville n'estant point du Corps du Pays, semblables assemblées choquoient nos libertés, et qu'ils supplioient Sa Grandeur de faire l'Assemblée des Procureurs joints en quelque autre part ».

En se défendant ainsi, les Marseillais ne cherchaient pas seulement à sauvegarder l'autonomie de leur ville. Ils préservaient aussi ses intérêts financiers. S'ils ne s'étaient pas défendus avec cette véhémence persévérante de prendre part aux délibérations des États provinciaux ou des assemblées des Communautés, Marseille aurait, à coup sûr, fini par être soumise aux taxes levées sur la province, alors que ses privilèges l'en exemptaient. Si, à l'assemblée du 21 juin 1572, l'assesseur de Marseille avait formulé des réserves, c'est parce que les membres de cette assemblée venaient de décider l'envoi d'un député en Cour, chargé de représenter au roi que les Communautés ne lui accordaient le subside de 75 000 livres demandé en son nom que « à la charge que les villes de Marseille, Arles et autres terres adjacentes soient comprises à la contribution de ladite somme ». D'ailleurs, l'assesseur ne s'en était pas tenu aux seules réserves transcrites ci-dessus, et il avait poursuivi en disant que les consuls et lui « n'entendaient en aucune manière entrer en la contribution de ladite somme, pour estre exempts d'icelle contribution, à cause qu'ils ne sont point du Pays avec les Terres adjacentes¹ ». Le procès-verbal mentionne, il est vrai, que, après avoir entendu ces paroles, l'assemblée persista dans sa décision².

Les représentants des Communautés ne devaient pas se faire beaucoup d'illusions sur le succès de la démarche dont ils avaient chargé leur député en Cour, et en travers de laquelle ne manqueraient pas de se mettre les consuls de Marseille. Ceux-ci pouvaient, en effet, invoquer des précédents à l'appui de leurs protestations. Ce sont des lettres patentes de François I^{er}, obtenues en septembre 1543, à la suite d'une tentative faite pour assujettir Marseille à payer avec les autres villes de Provence les subsides nécessaires à l'entretien de 500 hommes de pied et confirmées par d'autres lettres patentes données l'année suivante à Fontainebleau³. Quelques années après, en 1559, François II ayant envoyé dans les provinces des commissaires chargés de contracter sur les habitants les plus aisés un emprunt au denier douze, quelques particuliers de Marseille furent taxés jusqu'à concurrence de 30 000 livres, en leur qualité de membres « du corps de la province et du pays ». Mais la ville fit de nouvelles représentations et elle obtint encore des lettres patentes déclai-

1. Archives départementales des Bouches-du-Rhône, C. 2.

2. *Ibid.* « Et, au contraire, ladite Assemblée a dit qu'il est raisonnable que les dites villes de Marseille, Arles, Hyères et autres Terres Adjacentes soient comprises à la contribution de ladite somme de 15 000 livres, attendu que c'est pour la garde et tuition dudit pays, et ne consent aucunement auxdites protestations. »

3. Ruffi, *Histoire de Marseille*, I, 334. « Le Roy... déclara qu'il n'entendoit point que ceste ville fust comprise dans le Corps du Pays de Provence, et que le sieur de Grignan, son lieutenant-général, la feroit jouir de ses privilèges, droits et conventions. » Henri II confirma cette décision en 1548.

rant « qu'elle n'estoit point comprise dans les subsides du pays de Provence et qu'elle estoit ville à part ¹ ».

Dans les derniers mois du règne de Louis XIII, les Marseillais avaient remporté un avantage autrement considérable, qui paraissait devoir mettre désormais leur ville à l'abri des prétentions des assemblées de la province. La guerre de Trente ans et la nécessité de la défense de la frontière des Alpes et de la côte imposaient de lourdes charges aux Provençaux. En décembre 1641, le roi avait demandé aux Communautés une somme de 619 016 livres destinée à « l'entretienement de deux régimens, garnisons extraordinaires et tours le long de la coste, durant l'année prochaine mil-six-cens-quarante-deux », et une autre somme de 300 000 livres « que sa Majesté a cotisé ceste province y compris les terres adjacentes, pour la part la concernant de la somme de 18 millions 500 mille livres, à laquelle se monte l'entretien de ses troupes pendant le présent quartier d'hiver ² ».

Pour soulager la province, les Communautés avaient envoyé en Cour le sieur Blanc, leur assesseur, chargé de présenter au Roi un cahier de doléances dont le quatrième article demandait qu'il fût décidé « que les villes et lieux des Terres adjacentes contribueroient aux charges du Pays à proportion de leurs feux ». Louis XIII avait accueilli cette demande : un arrêt du Conseil avait décidé qu'il en serait ainsi, mais qu'en retour les Terres adjacentes députerait aux « États et Assemblées générales des Communautés, pour y avoir voix délibérative, à l'instar des autres Communautés qui y ont entrée », et que leurs habitants pourraient aussi prétendre « aux charges de Procureurs du Pays ³ ».

Cet arrêt avait été rendu le 30 octobre. Mais l'assesseur Blanc, informé sans doute à l'avance de la décision du Roi, s'était hâté d'en faire part à ses mandants avant d'en avoir reçu l'avis officiel. La nouvelle n'avait pas laissé que de causer quelque émotion. Le gouverneur de Provence, le comte d'Alais, s'était empressé de manifester au Secrétaire d'État des Noyers qu'il désapprouvait cette mesure. « La dernière lettre du sieur Blanc, qui va un peu bien vite, écrivait-il, m'a mis dans une très grande surprise et qui m'oblige à m'en expliquer avec vous. Il m'a fait entendre qu'il a obtenu par mon entremise la réunion des Terres adjacentes au Corps du Pays, y compris les villes d'Arles et de Marseille. C'est un intérêt si délicat que je ferois grande difficulté d'y donner mon suffrage et particulièrement

1. Ruff, *loc. cit.*, I, 337-338.

2. Archives départementales des Bouches-du-Rhône, C. 26. : Assemblée générale des Communautés tenue à Antibes, le 24 décembre 1641.

3. Archives départementales des Bouches-du-Rhône, C. 26, f° 248. : Assemblée d'Antibes, séance du 29 décembre 1641.

pour ceste dernière. Je vous puis protester que je n'ai jamais ouy parler de ceste affaire, qui est tout à fait contre mes sentimens¹. »

Fort de l'appui du gouverneur, les Marseillais se mettent alors en mesure d'éviter le coup qui les menace. Ils envoient de minutieuses instructions à leur agent à Paris. l'avocat au Conseil Ycard, qu'ils chargent de poursuivre l'annulation de l'arrêt; chaque courrier lui renouvelle cet objet qu'il ne doit pas perdre de vue². Ses correspondants le mettent au courant des démarches qu'ils ont faites, des bruits qu'ils ont recueillis, des assurances qu'on leur a données, des craintes que leur inspire la lenteur avec laquelle l'affaire est menée : ils redoutent que les promesses qu'on leur fait ne servent qu'à les endormir et que leurs adversaires ne réussissent enfin à l'emporter³.

Ils finissent cependant par obtenir satisfaction. Ils en reçoivent un premier avis de l'intendant de Vautorte⁴. Peu après, Ycard leur confirme la bonne nouvelle : « Je vous ay toujours escript que l'arrest que le sieur Blanc, syndic des Communautés, avoit obtenu icy contre vostre ville n'estoit pas parti. Aussy, il a esté résolu que l'extrait et la minute seroient défaits, en sorte que n'y l'un n'y l'autre ne paroistront jamais. Et je n'estime pas que ce député vienne une autre fois faire de pareilles propositions n'y qu'on l'escoute, tant on est mal satisfait de luy. Vous avez des obligations très grandes à M. le Gouverneur qui, sans doute, ne manquera pas de vous faire scavoir ceste bonne nouvelle⁵. »

Cependant, les Procureurs du Pays, avertis des intentions de la Cour, avaient essayé de donner satisfaction à Marseille, dans

1. Arch. des Aff. étrang. France, 1707, f. 386. Le comte d'Alais à M. des Noyers, d'Aix, 4 novembre 1641.

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les Consuls à Ycard, 5, 12, 19, 26 novembre, 13, 14 décembre 1641.

3. Ils écrivent à Ycard, le 19 novembre : « ... Pour l'affaire du dessein du Pays contre nous, nous estimons qu'il fera plus de bruit que d'effet dans son premier fondement et Mgr le Comte, nostre gouverneur, que nous avons vu tant pour luy rendre nos complimens que pour ce subject, trouve estrange ceste procedure, et les sieurs Procureurs du Pays la désavouent. Mondit seigneur nous a promis d'en escrire au Roy et à messieurs les ministres pour en empescher les progrès et conclusions : nous attendons l'effet et la response de ces lettres. Cependant, il seroit à propos de prendre occasion d'en parler encore à Mgr le Chancelier et luy faire cognoistre comme par bruit commun les dits sieurs Procureurs du Pays désavouent la poursuite que ce député a faite de ceste jonction dudit Pays avec nous, qui n'est sortable ni aux affaires du Roy ni à la tranquillité publique et seroit avec raison comme une chose impossible... » Plus inquiets, à mesure que le temps passe et que la solution n'arrive pas, ils écrivent à Ycard, le 13 décembre : « Nous sommes comme vous en attente du succès des lettres escrites en Cour par Mgr le Comte, nostre gouverneur, en faveur de ceste ville contre les mauvais desseins du Pays et sommes en quelque inquiétude dans ceste attente, d'autant qu'on nous assure par lettre et de vive voix que ceste affaire est tellement avancée que nostre ville a esté déjà affouagée. Néanmoins, nous attendons, avant de nous plaindre, les responses de mondit seigneur. »

4. Arch. com. de Marseille, BB. — *Lettres reçues*, liasse V.

5. *Ibid.*, *Lettres reçues*, liasse Y.

l'espoir que les autres Terres adjacentes seraient contraintes d'en passer par où ils voulaient. Après avoir reçu communication de l'arrêt du 30 octobre, l'Assemblée générale des Communautés avait délibéré, le 29 décembre, « que le Pays poursuivra l'exécution dudit arrest pour faire contribuer dès à présent les dites Terres adjacentes aux charges communes, sans y comprendre la ville de Marseille¹ ».

Au lieu de rassurer les consuls de Marseille, cette délibération paraît, au contraire, avoir excité leurs méfiances. Aussi manifestent-ils de nouvelles inquiétudes, malgré la lettre de l'intendant et celle d'Ycard. Ils se croient d'autant plus fondés à les exprimer qu'ils n'ont pas encore reçu du comte d'Alais la confirmation de la bonne nouvelle, quoique de Vautorte et Ycard leur aient annoncé l'intention du gouverneur de leur en faire part. Ils redoutent que tout cela ne cache un piège et que, l'arrêt subsistant, on ne leur en impose l'observation quand les circonstances paraîtront favorables : pour être tout à fait tranquilles, ils voudraient avoir un nouvel arrêt annulant expressément le premier². Ycard fait de grands efforts pour les rassurer, sans réussir à leur donner confiance jusqu'au jour où il peut leur annoncer que, d'ordre du secrétaire d'Etat, l'arrêt ne sera pas exécuté, non seulement contre Marseille, mais aussi contre toutes les autres Terres adjacentes³. Ainsi il ne sera

1. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône. C. 26. Assemblée générale des Communautés tenue à Antibes, séance du 29 décembre 1641.

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard (14 janvier 1642). « L'affaire du Pays dont vous nous parlez par la vostre du 3 de ce mois nous tient l'esprit en perplexité, car Mgr nostre gouverneur ne nous en donne aucune nouvelle, et celles que vous nous en donnez ne portent pas une décision parfaitement accomplie, car il y a différence d'avoir résolu et d'avoir exécuté. » — Le 28 janvier, ils lui écrivent encore : « Vous aurez vu ce que nous avons dit par nos précédentes touchant l'affaire que le syndic du Pays avoit tentée contre nous, et désirons fort sçavoir une détermination assurée de ce fait, car nous n'en apprenons rien icy pour nous satisfaire entièrement l'esprit... qui ne peut demeurer satisfait qu'au moyen de la copie de l'arrest de suspension, au cas qu'il y en ait un. »

3. Arch. com. de Marseille, BB. — *Lettres reçues*, liasse Y. — Lettres d'Ycard aux consuls des 17, 24 et 31 janvier. — Ycard écrit le 24 janvier : « Ce que vous avez vu s'estre passé contre le sieur Blanc, syndic des Communautés, qui avoit poursuivi l'arrest contre vostre ville, est un témoignage qu'on ne veut pas exécuter ce qu'on luy avoit accordé et défait. Je sçais que la minute de l'arrest a esté retirée du greffe et est entre les mains de M. des Noyers, aussy bien que l'extrait qui avoit été expédié sur ladite minute. De sçavoir maintenant si on veut garder cela pour le faire revivre en un autre temps, c'est ce que je ne puis sçavoir ny pénétrer dans la pensée dudit sieur des Noyers, mais tant y a que ce qu'il a dit, ce qu'il a escrit à Mgr le gouverneur et ce qui s'est passé contre ledit syndic des Communautés tesmoigne bien le contraire. » — Le 31 janvier, Ycard écrit une dernière fois aux consuls : « Il est impossible de vous donner autre esclaircissement touchant l'arrest que le Pays avoit obtenu, sinon que l'extrait qui en avoit esté expédié a esté bruslé et la minute a esté retirée du greffe et est entre les mains de M. des Noyers, qui est sy bien résolu de la supprimer que, le Pays luy ayant ces jours passés déclaré qu'ils ne s'en vouloient pas servir contre vostre ville, de laquelle ils consentent la descharge, mais qu'ils désirent s'en servir contre Arles et les autres terres y mentionnées, ledit seigneur des Noyers leur a respondu qu'il n'auroit lieu ny pour l'une ny pour l'autre, et que c'estoit une affaire résolue à laquelle on ne toucheroit plus... »

apporté aucun changement à l'organisation générale de la province et Marseille continuera, comme par le passé, à rester en dehors de la Provence, renfermée pour ainsi dire en Terre marseillaise.

Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que d'incessants conflits éclatent entre la ville de Marseille et les procureurs du Pays. Marseille et la Provence ont trop d'intérêts généraux communs, leurs destinées surtout depuis le ^{xiii}^e siècle ont été si étroitement unies, soit sous le gouvernement des comtes de Provence, soit sous l'autorité des rois de France, pour qu'on ne soit pas souvent tenté de les confondre. Aussi les consuls ne cessent pas d'être en contestation, soit avec les procureurs du Pays, soit avec les agents royaux, soit avec les Cours souveraines d'Aix, qui veulent les astreindre aux diverses obligations incombant à la généralité des habitants de la province. Tantôt, ce sont les procureurs du Pays qui s'ingèrent dans l'administration de Marseille et émettent la prétention de faire rapporter une délibération du Conseil de Ville qu'ils jugent préjudiciable aux intérêts de la province. Au lendemain du règlement de la contestation soulevée par le projet de réunion au Corps du Pays de Marseille et des Terres adjacentes, surgit une nouvelle difficulté. Elle est provoquée par l'imposition d'un droit de 10 sous par quintal établi par le Conseil de Ville, sur le poisson sortant par terre ou par mer de Marseille. Sous prétexte que ce droit portait un grave préjudice aux habitants de la province, les procureurs du Pays avaient obtenu du Conseil du roi un arrêt annulant l'autorisation précédemment accordée aux consuls de Marseille¹. Mais ceux-ci s'étaient pourvus contre cet arrêt, alléguant la malheureuse situation des finances de la ville et leur privilège d'établir les taxes qui leur convenaient². L'affaire traîna longtemps : elle était encore pendante en 1645. Cette année-là, l'Assemblée générale des Communautés, tenue à Ollioules, discuta un projet de traité entre Marseille et le Pays pour la suppression du droit de 10 sous par quintal³. D'ailleurs, ce projet n'aboutit pas : il fallut, en effet, menacer les Marseillais de représailles, prendre une délibération interdisant aux habitants de la province d'aller chercher du poisson à Marseille⁴, obtenir de la Cour des Comptes de Provence un décret

1. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, C. 2, f^o 130. Extrait d'un arrêt du Conseil du 30 juillet 1642.

2. Arch. com. de Marseille, BB, *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les Consuls au comte d'Alais, 17 mars 1643.

3. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, C. 27. Assemblée générale des Communautés, tenue à Ollioules, le 25 janvier 1645.

4. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, C. 2, f^o 130. Arrêt de la Cour des Comptes homologuant la délibération prise par l'Assemblée générale des Communautés tenue à Ollioules (11 mars 1645).

de prise de corps contre les fermiers du droit contesté¹, pour contraindre le Conseil de Ville à annuler la délibération par laquelle ce droit avait été établi; en retour, les procureurs du Pays devaient rapporter l'interdiction faite d'aller prendre du poisson à Marseille².

À l'occasion de ce conflit, la ville de Marseille et le corps du Pays nous apparaissent pour ainsi dire comme deux puissances rivales disposant de moyens d'action différents, et traitant d'égale à égale, en vertu du privilège qui place Marseille en dehors de la province.

Il n'est pas jusqu'aux citoyens de Marseille, quelle que soit leur qualité, nobles ou bourgeois, à qui il ne soit interdit d'être à la foi Marseillais et Provençaux, bien que la plupart des familles nobles de la ville soient propriétaires de domaines en Provence et alliées à des familles de la noblesse provençale. Il était défendu aux citoyens de Marseille d'accepter aucune charge ou emploi de la province, sous peine de perdre leur qualité de Marseillais et les droits, privilèges et prérogatives qui pouvaient y être attachés. Les consuls et le Conseil veillaient soigneusement à l'observation de cette défense, même lorsqu'il s'agissait d'une de ces charges tout honorifiques qu'il était d'usage de conférer à un gentilhomme à l'occasion de réjouissances publiques pour qu'il en payât la plus grosse part. En 1656, le Conseil mit le sieur de Peypin, gentilhomme de Marseille, en demeure de choisir entre sa qualité de Marseillais et la charge de Prince d'Amour³, qui lui avait été conférée par les consuls d'Aix, procureurs du Pays⁴. Les consuls ne se contentèrent pas, à cette occasion, de déclarer le sieur de Peypin déchu des droits et prérogatives attachés au titre de citoyen de Marseille parce que, passant outre à la mise en demeure du Conseil, il avait accepté et rempli la charge de Prince d'Amour⁵, ils attaquèrent aussi devant le Conseil du roi la décision des procureurs du Pays, comme ayant été prise en violation des privilèges de Marseille⁶.

1. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, C. 2, f° 130. Arrêt de la Cour des Comptes (24 mars 1645).

2. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, C. 2, f° 130. Ordonnance du gouverneur (9 juin 1645).

3. Office honorifique créé par le Roi René. Celui qui en était investi devait prendre une part active à l'organisation de la procession du Saint-Sacrement, le jour de la Fête-Dieu, dont la plus grande partie des dépenses étaient à sa charge.

4. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil général de la Ville*, Reg. n° 56 (1655-1656), f° 69 : Conseil des Trois Cents du 7 juin 1656.

5. *Ibid.*, f° 74 : Conseil des Cent du 9 juillet 1656.

6. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations*, etc. : Conseil du 7 juin 1656; — *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettres aux consuls d'Aix, procureurs du Pays (9 juin 1656), à Ycard (20 juin et 4 juillet); — *Lettres reçues*, liasse A., les procureurs du Pays aux consuls de Marseille (10 juin 1656); — liasse Y, Ycard aux consuls (30 juin 1656).

Donc, en toutes circonstances, les Marseillais étaient attentifs à sauvegarder les privilèges de leur ville. Ils tenaient par-dessus tout à lui conserver sa qualité de « ville à part », que revendiqueront encore les rédacteurs des cahiers de Marseille en 1789¹, et que les Marseillais, devenus sujets du roi de France, s'étaient efforcés en tout temps de préserver, malgré les réclamations envieuses des autres habitants de la Provence ou les empiètements de la centralisation monarchique.

Ville à part, Marseille prétendait encore, au xvii^e siècle, distinguer parmi ses habitants deux groupes différents, celui des Marseillais et celui des étrangers. Parmi ceux-ci, le droit marseillais paraît avoir indistinctement confondu les sujets du roi, Provençaux et Français, et les étrangers proprement dits, non-sujets du roi de France, les uns et les autres ayant une même aptitude à devenir Marseillais, à la condition de remplir les prescriptions ordonnées par les statuts de Marseille.

La qualité de Marseillais s'acquerrait naturellement par la naissance. Elle entraînait pour le citoyen « natif et résidant de la ville »² la jouissance « des honneurs, droits, franchises et libertés » que garantissaient les statuts³. Cette qualité paraît avoir pu se perdre, comme le prouve l'exemple du sieur de Peypin, coupable d'avoir accepté la charge de Prince d'Amour, malgré la défense du Conseil, et déclaré, par délibération de ce Conseil, « incapable de posséder aucunes charges, honneurs et prérogatives de ceste ville et privé pour toujours des privilèges d'icelle⁴. »

De pareils exemples sont cependant très rares : c'est le seul que nous ayons relevé dans les documents municipaux pour la période que nous avons étudiée. Bien plus, au cas du sieur de Peypin, dépouillé de sa qualité de Marseillais pour avoir consenti à remplir une charge honorifique conférée par les procureurs du Pays, nous pouvons opposer des cas multiples de gentilshommes marseillais, conservant leur qualité de citoyens de Marseille, tout en remplissant, soit à Marseille même, soit dans une autre ville de Provence, soit dans le reste de la France, des charges publiques. Ce sont, à Marseille, Nicolas de Bausset, lieutenant de Sénéchal, Antoine de Valbelle, lieutenant de l'Amirauté, de Foresta, juge du Palais; à Aix, de Valbelle, sieur de Meyrargues, conseiller au Parlement; ailleurs, les Marseillais qui servent le Roi de France dans ses armées ou sur ses vaisseaux⁵.

1. Voir notre étude : Le Particularisme municipal à Marseille en 1789, dans *La Révolution française*, 26^e année, n° 9, p. 193.

2. Arch. com. de Marseille, BB. *D. libérations*, etc. Reg. n° 56, f° 69.

3. *Ibid.*, Reg. n° 47, f° 4.

4. *Ibid.*, Reg. n° 56, f° 74.

5. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations et Correspondance des consuls*,

Les statuts proclament, il est vrai, l'incompatibilité entre ces diverses charges royales et celles de l'Hôtel de Ville : ceux de ces officiers qui résident à Marseille sont donc incapables de remplir les charges municipales. La mesure paraît excessive à ceux à qui elle s'applique. Elle n'en est pas moins rigoureusement exécutée, sauf aux heures de crise où les partis sont entraînés par la passion qui les anime à perdre de vue les règles observées en temps ordinaire¹. Il est assez difficile de déterminer les raisons qui ont dicté cette mesure. Est-ce simplement parce que les Marseillais, jaloux de leurs franchises et de leur autonomie, craignaient que leurs concitoyens passés au service du Roi ne fussent plus assez indépendants pour administrer les affaires de la ville? Est-ce, au contraire, parce qu'ils voulaient par-dessus tout conserver à Marseille son caractère de ville à part, étrangère à la Province et à l'Etat? Cette dernière supposition nous paraît la plus vraisemblable, puisque les coutumes excluent encore d'autres personnages des charges municipales. Un chevalier de Malte, par exemple, ne peut pas siéger au Conseil : si même un conseiller acquiert cette dignité pendant l'exercice de son mandat, il est aussitôt mis en demeure d'y renoncer². Il en était de même des ecclésiastiques : ceux-ci ne siégeaient pas d'ailleurs au Conseil et ne pouvaient prétendre à aucune charge municipale³.

Cependant, ni les officiers du Roi, ni les chevaliers de Malte, ni les ecclésiastiques, qu'ils appartiennent à l'abbaye de Saint-Victor ou au clergé séculier de la ville, n'étaient pas déchus de tous les droits attachés à la qualité de citoyens de Marseille. Ils formaient une catégorie spéciale de citoyens, à demi actifs, à demi passifs, qui étaient loin de rester indifférents et étrangers aux affaires de leur ville. Nous aurons maintes fois l'occasion de noter la présence de certains d'entre eux parmi les chefs des différents partis qui se disputeront la direction de l'Hôtel de

passim; — *Mémoires d'Antoine de Valbelle, passim*; — *Histoire des troubles de Marseille, passim*.

1. *Mémoires de Valbelle*, 55 v° : « Contre les ordres de la Maison de ville et l'ancienne coutume de tout temps observée, je voulois mettre dans les charges et faire entrer dans le Conseil mes cousins de Valbelle et de Mont oliu, capitaines des galères, qui, à cause de leurs commissions et brevets, sont officiers du Roy... ». — *Ibid.*, 559. Une assemblée, tenue le 1^{er} mars 1650 au couvent des Frères Prêcheurs, ayant député de Montolieu à Paris, Valbelle observe : « Ce mesme gentilhomme, estant capitaine d'une des galères du Roy, n'auroit pas esté député dans un conseil ou assemblée réglée à cause que, par une mauvoise coutume, qui passe néanmoins pour loi dans l'opinion de quelques-uns, les officiers du Roy sont exclus des emplois de la Maison de Ville ».

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations*, etc., Reg. n° 57, f° 413. Conseil des 300, du dimanche 27 octobre 1657. Le premier consul propose de remplacer François de Bausset, membre du Conseil, qui s'en trouve exclu parce qu'il a été reçu chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem.

3. Antoine de Félix, qui a été mêlé de très près, comme nous le verrons, aux événements que nous racontons, a cessé de faire partie du Conseil quand il est devenu l'abbé de Félix.

Ville, et ils ne seront pas toujours les moins ardents. Il ne résulte pas moins de tout ce qui précède que ces personnages ne jouissaient pas de la plénitude des droits de citoyens marseillais que leur avait conférés la naissance. Ces droits pouvaient donc se perdre en totalité ou en partie.

Ils pouvaient aussi s'acquérir. L'histoire de Marseille aux époques antérieures à celle dont nous nous occupons, nous fournirait l'exemple de nombreuses familles marseillaises dont les fondateurs, étrangers à cette ville, étaient venus s'y établir, parfois d'Italie ou de Corse. Ils y avaient acquis le droit de cité et, assez souvent, leurs descendants s'étaient poussés au premier rang de l'aristocratie municipale¹. Par la suite, les règlements municipaux avaient fixé les conditions auxquelles les étrangers pourraient devenir citoyens de Marseille.

C'est un vote du Conseil général de la ville qui confère la qualité de citoyen de Marseille. C'est là une condition essentielle, à laquelle on essayait parfois de se soustraire en faisant prendre la décision par un Conseil réduit. Bureau ou Conseil des Cent, dont les règlements municipaux prévoyaient l'existence en leur conférant des attributions particulières. Dans ce cas, la délibération risquait d'être attaquée comme illégale et, par la suite, d'être annulée².

Il ne suffisait pas, pour être inattaquable, que la décision eût été prise par le Conseil général : il fallait aussi qu'elle eût été votée au cours de l'une des deux séances qui avaient lieu réglementairement chaque année, l'une, le 28 octobre, jour des

1. Nous aurons l'occasion de noter, au cours de cette étude, l'origine étrangère de quelques-unes des familles marseillaises dont les chefs joueront un rôle important dans les événements que nous raconterons.

2. Arch. com. de Marseille, *Corresp. des consuls*, Reg. I. Les consuls au duc de Vendôme, amiral de France (6 novembre 1655). — Le duc de Vendôme avait recommandé aux consuls un marchand, de religion réformée, qui sollicitait le droit de cité. En s'excusant auprès du prince de ne pouvoir admettre son protégé, à cause de sa religion, les consuls lui disent : « ... Et si ledit sieur vouloit changer de religion, quoique nous fussions obligés de le renvoyer au conseil des Trois Cents... ». — *Délibérations*, etc. Reg. n° 59, f° 35 v°, Conseil des Cent du 9 février 1659 : renvoi au Conseil des Trois Cents de la demande du droit de cité faite par le sieur de Rochefort, marchand de la ville de Lyon, résidant à Marseille, le Conseil ayant jugé « que ceste affaire, qui s'en va au détriment du plus beau privilège qu'ait la ville, estoit trop importante pour estre résolue dans ledit Conseil ». — Un règlement municipal fixe avec précision les conditions auxquelles il faut satisfaire et la procédure qui doit être suivie en ce qui concerne la collation du droit de cité : c'est le règlement du 6 octobre 1585, dit *Règlement d'Angoulême*, parce qu'il fut promulgué par Henri III sur la proposition de François d'Angoulême, grand prieur de France, alors gouverneur de Provence (Arch. com. de Marseille, AA. 5, *Livre Noir*, f° 270). Toutefois ce règlement n'était plus en vigueur à notre époque, et celui qui était alors en usage ne renferme aucune disposition relative à la collation du droit de cité. Cependant, les indications, que nous avons relevées dans divers documents et d'après lesquelles nous déterminons les conditions auxquelles était conféré ce droit, sont conformes aux prescriptions du règlement d'Angoulême. Il est probable que, pour ce point particulier, l'auteur de ce règlement n'avait fait que reproduire des coutumes depuis longtemps en vigueur à Marseille et que l'abrogation du règlement ne rendit pas caduques. Nous pensons donc pouvoir utiliser à ce point de vue le règlement d'Angoulême.

Saint-Simon et Saint-Jude. pour l'élection des officiers municipaux, et l'autre, dans la première moitié du mois de novembre, au jour dit de *Lauthorié*, pour l'installation et la confirmation des officiers nouveaux ¹.

Le Conseil statuait sur la demande de l'intéressé, préalablement présentée aux consuls qui devaient examiner si elle était recevable avant de la porter devant l'Assemblée. Ils devaient se conformer aux prescriptions des règlements municipaux qui indiquaient les conditions auxquelles devaient satisfaire les aspirants au titre de citoyen de Marseille.

La première stipulait la nécessité d'avoir fait à Marseille un séjour ininterrompu d'au moins dix années, au cours desquelles il fallait y avoir créé un établissement définitif et acquis des biens immobiliers. Tout étranger marié devait y avoir vécu avec sa femme et ses enfants; tout étranger célibataire était écarté s'il n'épousait une Marseillaise ². En outre, la profession de la religion catholique, apostolique et romaine était exigée à l'exclusion de toute autre ³.

Les deux prescriptions relatives à la résidence et à la religion

1. Voir règlement d'Angoulême. — « Ne pourra toutes fois estre receu aucun citadin que ce ne soit au jour dudict grand Conseil, tenu à la Saint-Simon et Jude, ou bien au jour de Lauthorié. » Les délibérations, dont nous faisons état, ont été prises, l'une au Conseil de Lauthorié du 15 novembre 1643, l'autre au Conseil de Lauthorié du 6 novembre 1644. Cette condition, comme celle qui rendait obligatoire la délibération du Conseil général, n'a pas toujours été rigoureusement appliquée, surtout pendant la période troublée qui commence en 1643.

2. Voir règlement d'Angoulême. — « Aucuns estrangers ne pourront estre receus citadins de ladite ville que, préalablement y venant avec leurs femmes et enfans, n'ayant demeuré actuellement en ladite ville avec leur famille, tenant feu et maison ouverte en gens de bien dix ans entiers et révolus, y ayant apporté leurs facultez et acheté bien immeubles.... Et quant aux estrangers qui ne seront point mariez, ne pourront estre receus citadins en quelques tems ne en façon que ce soit si ce n'est qu'ils épousent une fille née en ladite ville.... » Dans la pratique, cet article était appliqué de la manière suivante : « *Conseil de Lauthorié du 15 novembre 1643*.... Et finalement a esté proposé par ledict sieur premier consul que Anthoine Melve, marchand de Manosque, ayant remonstré à luy et à ses collègues que, puis treize années, se devoit rester en ceste ville de Marseille, y ayant dressé domicile et maison ouverte, faict venir sa femme, famille et une grande partie de ses facultez, au moyen de quoy il faict très humblement requérir ledict Conseil le vouloir recevoir pour citoyen de la ville.... » (Arch. com., BB. *Délibération*, etc. Reg. n° 47, f° 4.)

3. Le règlement d'Angoulême ne porte pas cette prescription. Elle était cependant, en vigueur au XVII^e siècle comme l'indique une lettre des consuls au duc de Vendôme, amiral de France, du 6 novembre 1655. (Arch. com., BB. *Corresp.*, Reg. I.) « Nous avons receu la lettre qu'il a pleu à Vostre Altesse de nous escrire en faveur du sieur Ragonier.... Comme vostre satisfaction, Monseigneur, et l'obéissance que nous vous devons passe parmi nous pour la plus importante affaire qui nous puisse arriver, Vostre Altesse aura, s'il luy plaist, agréable que nous commencions par celle de Ragonier, auquel nous avons fait entendre qu'il seroit receu citadin et qu'il n'y a sorte de faveur et de protection qu'il ne doive s'en promettre ensuite de celle de Vostre Altesse, mais que nos statuts, chapitres de paix et vieux règlements, qui n'ont jamais esté violés et desquels nous jurons annuellement l'observation, touchant ceux de la religion prétendue réformée, nous lioient les mains et s'opposoient malgré nous à nostre inclination et au désir que nous avons d'obéir et de satisfaire aveuglément aux ordres et aux commandemens de Vostre Altesse.... »

étaient essentielles. La première même devait encore être observée une fois l'admission prononcée par le Conseil, après que le nouveau citoyen avait été mis en possession des droits et prérogatives attachés à ce titre. S'il faisait de Marseille une absence sans doute prolongée, il était déclaré déchu de la qualité précédemment acquise¹. Il ne faut voir là qu'une mesure de fiscalité, si nous en croyons le règlement d'Angoulême : la collation du droit de cité étant gratuite², les nouveaux citoyens devaient dédommager leur cité d'adoption des privilèges qu'elle leur avait conférés en s'astreignant à payer leur vie durant les taxes levées sur les habitants.

Quant à la prescription qui exclut tous les non-catholiques, si elle s'explique par l'aversion que les Marseillais ont ressentie pour la Réforme, source d'agitations et de troubles sanglants à Marseille dans les dernières années du xvi^e siècle, et qui se manifeste au xvii^e siècle par la formule du serment prêté par les officiers municipaux à leur entrée en charge³, elle ne laisse pas cependant que de surprendre puisque, en 1643, la France vit sous le régime de l'Edit de Nantes. Les privilèges de Marseille lui permettaient de se soustraire aux prescriptions d'un acte émanant de la volonté souveraine du Roi, qui obligeait indistinctement tous ses sujets. En cela, Marseille se distinguait encore du reste de la France et justifiait sa prétention d'être une ville à part.

Cette différence est encore rendue plus sensible par le silence

1. Règlement d'Angoulême. « Et pour regard de ceux qui ont esté receus citoyens et n'ont observé ne observent le contenu en le statut de citadinage, s'estant absentés de la ville qui est contre leur estroite promesse faite à leur réception, ils seront et demeureront dez maintenant et à tousjours descheus et privez du bénéfice de citadinage, comme si jamais n'avoient esté receus, et de mesme sera observé pour l'advenir, attendu la faulte que telles gens commettent aux gabelles du Roy et de la ville. »

2. Arch. com., BB. Délibérations du Conseil, Reg. n° 47, f° 4. *Conseil de Lauthorie du 15 novembre 1643*. « Sur quoy, ledict Conseil, par pluralité de voix, en ballottant à l'accoustumée, a receu ledict Anthoine Melve pour citoyen de ladite ville et qu'il jouira des mesmes honneurs, privilèges, droits, franchises, libertez, et aultres immunitiez octroyées, appartenant et ainsy qu'ont accoustumé jouir et user les citoyens originaires d'icelle et ce, par pur don gratuit, avec ceste condition qu'il contribuera aux charges de ladite ville présens et advenir, ainsy que font tous les aultres citoyens. »

3. Arch. com., BB. Délibérations du Conseil, Reg. n° 44, f° 1. « Par les Estatus, Privilèges, Conventions, Chapitres de Paix, faitz et accordez entre les feux de bonne mémoire Roys, Comptes de Provence, et les Citoyens, manans et habitans de ceste ville de Marseille, confirmez et jurez par le Très-Chrestien Prince Louis, treiziesme de ce nom... est dict et ordonné!

« Que tous ceux qui seront annuellement esleus et proveus de l'estat et charge de Consul et aultres officiers de ladite ville pour la régir et gouverner, soubz le nom et obéissance de Sa Majesté, seront tenus, au commencement et entrée de leur charge, prester bon et loyal serement aux saints Evangiles et plaine assemblée publique.

« ... Et finalement qu'ils poursuivront de tout leur pouvoir et chasseront hors ladite ville, sondict terroir, distroict et jurisdiction, Vaudois, hérétiques, fauteurs et adhérens à iceux et aultres persécuteurs et mal sentans de la foy catholique, apostolique et romaine. »

des règlements municipaux au sujet de la nationalité de ceux qui sollicitent le droit de cité. En fait, le Conseil admettait indistinctement tous ceux qui remplissaient les conditions énumérées ci-dessus, sans se préoccuper de savoir s'ils étaient Français ou étrangers. Parmi ceux qui furent reçus citoyens de Marseille pendant la période qui nous occupe, nous citons les noms d'Antoine Malve, marchand de Manosque¹, de Jean Germain, « marchand-droguiste de la ville de Nize² », de Pierre Raspaine « marchand de la ville de Venise³ », et du sieur de Rochefort, « marchand de la ville de Lyon⁴ », soit deux sujets du roi de France, un du duc de Savoie et un citoyen de la République de Venise, au total deux étrangers pour deux Français⁵.

Il est vrai que la formule du serment, que aussitôt après son admission le nouveau citoyen devait prêter entre les mains du viguier ou de son représentant et des consuls et assesseur, contenait l'engagement « d'estre vray vassal et subject du Roy, nostre souverain seigneur, et luy obéir, ensemble à ses dicts subjects officiers et à ceux de la ville présens et futurs; le bien et utilité de Sadiete Majesté et ladiete cité procurer et poursuivre et, au contraire, esviter et empescher de tout son pouvoir le mal et dommaige; en oultre, jamais n'adeister aux compagnies et conseils où se traicteront et feront choses revenant au dommaige, intérêt et préjudice de Sadiete Majesté et de ladiete ville, soubs obligation de sa personne et biens présens et advenir⁶ ». Mais ce serment est toujours le même, qu'il soit prêté par un Français d'origine ou par un étranger. En outre, le roi n'y est nommé qu'en sa qualité de « souverain et seigneur de Marseille », il n'a aucune part effective à la cérémonie et l'officier royal, viguier ou juge du Palais, qui y assiste, ne s'y trouve que pour l'autoriser par sa présence, comme lorsqu'il préside une séance du Conseil. Il ne prend pas nécessairement au nom du Roi acte des engagements souscrits par le récipiendaire. La cérémonie du serment n'a donc pas pour effet de faire de celui-ci un sujet du Roi de France, quand il ne l'est pas déjà; elle en fait seulement un citoyen de Marseille.

Ainsi se précise le caractère particulier, indépendant, à demi étranger au royaume de Marseille et de ses habitants. Ce caractère a persisté jusqu'à l'avènement de Louis XIV. Dans ses

1. Arch. com., BB. Délibérations, Reg. n° 47, f° 4 (15 novembre 1643).

2. *Ibid.*, Reg. n° 47, f° 143 v° (6 novembre 1644).

3. *Ibid.*, Reg. n° 57, f° 57 (12 août 1657).

4. *Ibid.*, Reg. n° 59, f° 35 v° (9 février 1659).

5. Un cinquième personnage reçut le droit de cité pendant cette période. C'est un nommé Gabriel Dubois, marchand quincaillier, recommandé par le duc de Vendôme, amiral de France; mais le procès-verbal de la délibération ne mentionne pas la ville dont Dubois était originaire. (Arch. com., BB. Délibérations, Reg. n° 55, f° 15 : Conseil des Cent du 5 janvier 1658).

6. Arch. com., BB. Délibérations, Reg. n° 47, f° 4 (15 novembre 1643).

lignes essentielles, l'organisation municipale est restée ce qu'elle était pendant la domination des comtes de Provence. Ceux-ci, maintenant les prescriptions des Chapitres de Paix, avaient laissé aux Marseillais une large autonomie. Ils n'avaient réformé les règlements municipaux qu'avec beaucoup de précaution, probablement dans leur intérêt, mais en se défendant de ne rien faire qu'avec le consentement et même sur la prière d'une partie, sinon de la totalité des habitants, cherchant plutôt à se ménager un parti dans la ville qu'à mettre complètement la main sur son gouvernement.

Les rois de France avaient suivi la même ligne de conduite. A diverses reprises, ils avaient essayé de soumettre Marseille à la règle qu'ils imposaient indistinctement aux autres villes. Ils avaient dû céder devant les protestations des habitants, qui leur avaient opposé les Chapitres de Paix et leurs privilèges. Les rois avaient alors reculé devant la perspective d'un conflit avec une ville dont l'activité commerciale contribuait largement à la prospérité générale du royaume et que sa position sur la Méditerranée leur rendait précieuse dans la lutte qu'ils soutenaient soit en Italie soit contre les rois d'Espagne. Mais les prétentions de Marseille étaient incompatibles avec les tendances centralisatrices et absolutistes de la monarchie française. Aussi, lorsque le souci de la lutte contre l'Espagne s'atténua, la royauté, ne craignant plus de jeter Marseille dans les bras de son ennemi et d'ouvrir ainsi à celui-ci les portes de la France, tiendra résolument tête aux revendications de cette cité et, mettant par la force un terme à son autonomie, la ramènera au même rang que les autres villes du royaume.

CHAPITRE II

LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX

I. LES STATUTS ET LES CHAPITRES DE PAIX. — II. LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX DES COMTES DE PROVENCE. — III. LE RÈGLEMENT DE SAINT-VALLIER ET LE RÈGLEMENT D'ANGOULÊME. — IV. CARACTÈRES GÉNÉRAUX DES INSTITUTIONS MARSEILLAISES. — V. L'ARISTOCRATIE MUNICIPALE.

Au moment où les circonstances allaient permettre à la royauté française de s'attaquer aux libertés et aux franchises séculaires de Marseille et de leur porter un coup funeste, cette ville professait encore un profond attachement et une grande fierté pour son long passé d'autonomie municipale. Ses Statuts et ses Chapitres de Paix, qui remontaient au XII^e siècle, étaient encore en vigueur au XVII^e. Un jurisconsulte marseillais, François d'Aix, allait publier en 1656 un recueil des *Statuts municipaux et Coutumes anciennes de la ville de Marseille*, dont le commentaire « et autres pièces utiles et nécessaires en fait tant de police que de justice » étaient, à coup sûr, destinés aux avocats contemporains¹. A cette même époque, le secrétaire de la Communauté inscrivait, chaque année, sur le premier feuillet du registre des délibérations du Conseil, la formule du serment prêté par les officiers municipaux à leur entrée en charge et prescrit « par les Estatus, Privilèges, Conventions, Chapitres de Paix, faitz et accordez entre les feuz de bonne mémoire Roys, Comptes de Provence, et les Citoyens, Manans et Habitans de ceste ville de Marseille²... ». Aucun acte législatif n'avait donc encore infirmé la valeur des « Estatus » et des Chapitres de Paix. Sans doute, au cours des siècles, des modifications avaient été apportées à certaines de leurs dispositions, mais ils restaient encore à cette époque le fondement essentiel, en principe indestructible, du droit public marseillais.

1. Voir notre édition du VI^e Livre des Statuts de Marseille, Introduction, p. XIII.

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n^o 44, f^o 1.

Ce qui atteste cette importance, c'est le profond respect que les citoyens de Marseille professent pour ces antiques monuments de leur droit municipal. Sans parler des préambules de la plupart des documents relatifs à la vie de la cité qui, comme la formule du serment rapportée plus haut, mentionnent les Statuts et surtout les Chapitres de Paix, il n'est pas une seule manifestation de la vie municipale qu'on ne cherche à justifier en invoquant leurs prescriptions. Ils sont véritablement le Palladium des libertés de Marseille : dès que celles-ci sont ou paraissent menacées, les consuls, qui en sont les défenseurs naturels, prétendent s'en servir comme d'une arme à laquelle leurs concitoyens et eux-mêmes prêtent une vertu miraculeuse¹.

Dans une certaine mesure, cette confiance est méritée. Pendant quatre siècles, Marseille a souvent changé de seigneur : après Charles d'Anjou et ses successeurs immédiats, elle a obéi aux comtes de la seconde maison Angevine, puis aux rois de France. Jamais, aucun de ces princes n'a complètement bouleversé au point de les rendre méconnaissables les institutions marseillaises, telles qu'elles existaient au moment de la conclusion des Chapitres de Paix et de la rédaction des Statuts dans la forme où ils nous sont parvenus².

Le gouvernement de Marseille est, en effet, organisé au xvi^e siècle suivant les principes arrêtés par les Statuts et les Chapitres de Paix. Ceux-ci avaient placé à la tête de l'administration municipale des magistrats annuels, consuls ou syndics, assistés d'un Conseil général également annuel et d'un magistrat étranger à la ville, le viguier, espèce d'arbitre entre les partis, analogue au podestat des villes italiennes, choisi par les citoyens tant que la ville avait été indépendante, désigné par le comte de Provence quand celui-ci fut devenu seigneur de Marseille.

Le système électoral en vigueur au xiii^e et au xiv^e siècle, avant et après les Chapitres de Paix, avait peu varié : avant 1257, les Statuts confiaient le soin d'élire les conseillers et les syndics à douze prudhommes choisis par les syndics, les clavaires et les semainiers des chefs de métiers alors en exercice; après 1257, cette mission fut confiée au viguier assisté de six prud'hommes choisis parmi les membres du Conseil et déclarés incapables de remplir une seconde fois cette charge avant un intervalle de trois années³. Les Statuts fixaient ensuite à 83 le nombre des conseillers et déterminaient quelles conditions de résidence et de fortune devaient remplir les citoyens pour être valablement

1. Voir les différents registres de délibérations, de l'année 1639-1640 à l'année 1660-1661, et la Correspondance des consuls, Reg. n° 1, *passim*.

2. Voir, sur l'origine et la rédaction des Statuts, Portal, *La République marseillaise du XIII^e siècle*, p. 81 et suiv., et notre édition du *VI^e Livre des Statuts de Marseille*, Introduction, chap. II.

3. Statuts, I, VIII; V, LXVI; — Chapitres de Paix, VIII; voir notre édition du *VI^e Livre des Statuts*, X, p. 15 note 1.

appelés à siéger au Conseil. Les Chapitres de Paix n'avaient rien changé à ces prescriptions ni à celles des Statuts relatives à la composition, au recrutement et au mode d'élection des différents tribunaux de la ville.

Ainsi, à l'origine, la commune de Marseille aurait été organisée aristocratiquement puisque les magistrats et les membres du Conseil étaient désignés par cooptation plutôt que par élection et que pouvaient seuls prétendre aux charges publiques les citoyens justifiant de la possession d'un bien-fonds situé sur le territoire de la ville et d'une valeur de 50 marcs d'argent¹.

Les détails de ces prescriptions ont pu changer : un organisme politique ne subsiste pas intact pendant quatre siècles. Les règlements municipaux furent donc réformés à quatre reprises : mais les réformateurs conservèrent l'esprit dans lequel ils avaient été primitivement conçus et les réformes n'altèrent pas le caractère des institutions marseillaises. Elles n'ont pas eu d'autre objet que de consolider ce qui existait déjà, de fortifier la situation prépondérante de l'aristocratie, et de mettre souvent un terme à des troubles qui la menaçaient dans la tranquille possession de ses privilèges.

En 1643, le gouvernement de Marseille était placé sous le régime du règlement de Saint-Vallier. Celui-ci avait été publié en 1492 par le roi de France Charles VIII. sur la proposition du grand sénéchal de Provence, Aymar de Poitiers, sieur de Saint-Vallier, dont le nom lui avait été donné². Il était resté en vigueur une première fois jusqu'en 1585. Cette année-là, Marseille avait été troublée par les intrigues du consul Louis Dariez qui avait essayé de faire triompher le parti de la Ligue. Quand Dariez eut été vaincu et décapité, le prieur d'Angoulême, gouverneur de Provence, fit publier par Henri III un nouveau règlement destiné, sans doute, dans l'esprit de son auteur, à assurer au parti vainqueur la possession du pouvoir. Mais, en 1586, le prieur d'Angoulême fut tué à Aix par un gentilhomme de Marseille, Philippe d'Altovitis³. Cette mort rendit l'influence au parti de la Ligue. De sa propre autorité, celui-ci fit les élections de 1588 suivant le règlement de Saint-Vallier, puis demanda au Roi de sanctionner ce changement. Henri III y consentit et remit en vigueur le règlement de 1492. par l'édit suivant :

« Henry, par la grâce de Dieu, Roy..., au sénéchal de Provence ou son lieutenant à Marseille, salut. Nos bien amez, les

1. Le marc de Marseille aurait pesé, vers la fin du XIII^e siècle, 4 767 grains de Paris ou 253 gr., 19172 (Mabilly, *Marcs et Livres de Marseille*, 1273-1792 : *Annales de la Société d'Etudes provençales*, 1908) : les 50 marcs d'argent auraient donc valu 2 550 francs, valeur absolue.

2. Arch. com. de Marseille, AA. 8. Il y a aussi une copie du règlement de Saint-Vallier dans le *Livre Noir*, f^o 282 (AA. 5) : cette copie est de l'année 1589.

3. Ruffi, *Histoire de Marseille*, I, 368-370.

consuls de nostre dite ville de Marseille nous ont fait remonstrer en nostre Conseil que, suivant leurs privilèges et Statuts appelez de Saint-Vallier, ils ont procédé ceste année à la nomination des consuls et aultres officiers de ladite ville, nous suppliant et requérant, pour conserver lesdits supplians en leurs dits privilèges, les remettre en l'ancienne institution pour la création de leurs dits officiers suivant les Chapitres de Saint-Vallier; et conserver la nomination des dits consuls et aultres officiers qu'ils ont faicte ladite présente année suivant lesdits Chapitres. Nous, ayant esgard à ladite requeste et voulant, autant qu'il nous est possible, gratifier les dits supplians, les avons remis et remettons en l'ancienne institution pour la création de leurs dits officiers suivant ledit Chapitre de Saint-Vallier qui sera doresnavant observé sans qu'il y soit contrevenu. Et, à ceste fin, nous mandons faire enregistrer et du contenu jouir et user pleinement et paisiblement les dits supplians, cessant et faisant cesser tout trouble et empeschement au contraire et contraindant à ce faire, jouir et obéir, et pour ce feront et contraindront par toutes voies dues et raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques et sans préjudice d'icelles. Car tel est nostre plaisir. Donné à Blois, le xvi^e jour de février, l'an de grâce 1589¹. »

Le règlement de Saint-Vallier ne cessa plus dès lors d'être observé à Marseille², malgré la défaite du parti de la Ligue avec Charles de Casaulx en 1596. On peut donc dire que, depuis sa réunion à la France en 1481, Marseille a pour ainsi dire toujours vécu sous le même régime municipal. Malgré des troubles intérieurs assez fréquents, dont quelques-uns eurent un caractère particulier de violence, les successeurs de Charles VIII n'ont apporté aucun changement aux règlements que ce prince

1. Le *Livre Noir*, f° 270 (AA. 5), renferme une copie du règlement d'Angoulême, mais elle a été cancellée comme le sont, dans ce cartulaire, les documents qui ont été abrogés après avoir été publiés et momentanément mis en vigueur. Quelques feuillets plus loin (f° 282) se trouve la copie du règlement de Saint-Vallier : elle a été transcrite là en même temps que l'édit de rétablissement de Henri III, sans doute parce que, auparavant, on avait transcrit dans ce recueil le règlement d'Angoulême. En effet, si les Marseillais avaient eu l'habitude d'insérer au *Livre Noir* leurs règlements municipaux, ce n'est pas à cette place que devrait se trouver le règlement de Saint-Vallier. — L'édit de Henri III est transcrit à la suite, f° 286 v°.

2. Voir les procès-verbaux de l'élection du *Nouveau Estat* dans les Registres des Délibérations de 1589 à 1643. Le préambule mentionne expressément que l'élection se fait conformément au règlement de Saint-Vallier. Voici le préambule de l'un de ces procès-verbaux (Arch. com., BB., Délibérations du Conseil. Reg. n° 44, f° 135 : délibération du 28 octobre 1640). « L'an mil six cens quarante et le vingt-huitiesme du mois d'octobre, jour et feste de Saint-Simon et Jude..., a este deubnement convoqué et assemblé le Grand Conseil de la présente ville de Marseille, à la grand salle de la Maison commune d'icelle... aux fins de procéder à la création du Nouveau Estat pour l'année prochaine... et ce, suivant les Chapitres, Status, Regglements faitz par feu Messire Aymar de Poitiers, sieur de Saint-Vallier, lors grand senechal et lieutenant général pour le Roy en ce pays de Provence... »

avait publiés. Plus heureux, sans doute parce que plus agréable aux Marseillais, que le règlement de la reine Marie, qui ne fut en vigueur que pendant quatre-vingt-dix années (1385-1475), ou que le règlement de Jean de Cossa, publié en 1475 mais abrogé en 1492¹, le règlement de Saint-Vallier subsista plus d'un siècle et demi (1492-1652).

Le règlement de Saint-Vallier réglait la composition du Conseil de la cité et le système d'après lequel devaient être élus ses membres et les divers officiers municipaux; il contenait également quelques prescriptions relatives à l'administration financière et au tribunal des marchands.

Ce règlement confiait le soin de gouverner Marseille à un Conseil de soixante-douze membres², qui seraient choisis en nombre égal dans chacun de six quartiers de la ville³ et qui prendraient le titre de Conseillers de la Cité⁴. Ce Conseil se réunissait sur la convocation des consuls : suivant l'importance des affaires à traiter et d'après l'appréciation des consuls, il devait être au complet ou le nombre des conseillers présents pouvait être abaissé jusqu'à vingt-quatre⁵. Le Conseil, élu pour trois ans, devait être renouvelé par tiers : tous les ans, vingt-quatre conseillers, étaient remplacés, à l'expiration de leur troisième année de charge⁶. Les anciens conseillers ne pouvaient être élus de nouveau que lorsqu'un intervalle de trois années

1. Arch. com. de Marseille, AA. 8 : *Règlements municipaux*.

2. À l'origine, nous l'avons déjà vu, le Conseil avait été composé de 83 membres. Mais ce nombre n'avait pu être maintenu et, en 1409, le roi Louis II l'avait réduit à 37, à cause de la diminution de la population (Arch. com., AA. 5, *Livre Noir*, f° 25 v°). Par la suite, le règlement de Jean de Cossa ou de Cossé, approuvé et publié, le 17 avril 1475, par le roi René, avait décidé que le Conseil compterait 48 membres.

3. Les 6 quartiers de la ville, qui existaient depuis le moyen âge, furent réduits à 4 au xvi^e siècle.

4. Règlement de Saint-Vallier. « Premièrement, en gardant et observant le Chapitre de Paix et la coutume ancienne de ladicte cité, avons esleu et nommé septante-deux personages cy-dessous nommez et escrits, lesquels avons prins des six quartiers de ladicte cité, c'est-à-dire de chascun quartier douse, lesquels septante-deux s'appelleront doresnavant les Conseillers de la Cité et jureront en nos mains et, en nostre absence, du Viguiier de ladicte cité présent et à venir de bien et loyalement conseiller le fait et les affaires de la cité et de la chose publique, selon la forme et teneur dudict Chapitre de Paix. »

5. *Ibid.*, art. IV : « Item, lesdicts consuls..., avec tout le demourant des septante-deux ou des deux parts d'eux ou de moindre nombre, selon l'exigence des matières, ainsy que leur semblera pour le mieux, régiront et gouverneront les affaires de la cité et de la chose publique. » De même, l'art. XIV : « Item, pour les matières qui surviendront et pourront survenir au long de l'année, que lesdicts trois consuls appelleront ou fairoient appeler le demourant dudict nombre des septante-deux mesmement pour les causes qui seront de grande importance, ou autres moindres, tels qu'ils adviseront pour le mieux, du moins jusques à vingt-quatre, pour l'expédition et conclusion desdictes matières. »

6. *Ibid.*, art. V : « Item, advenant la fin de ladicte année, le demourant dudict nombre des septante-deux, convoquez et assemblez tous en la Maison du Conseil... et en esliront... aultres vingt-quatre de ladicte cité gens de bien, pour tousjours avoir le nombre des septante-deux... *Ad idem* se fera suivant l'ordre de la première année chascun an, et ainsy lesdicts septante-deux conseillers... seront muez dedans trois ans. »

se serait écoulé après leur sortie du Conseil¹. En outre, le règlement interdisait au père et au fils, aux frères, au beau-père et au gendre de siéger en même temps au Conseil².

Les élections avaient lieu tous les ans, trois jours avant la fête de la Toussaint, c'est-à-dire le 28 octobre, jour des Saint-Simon et Saint-Jude. Ce jour-là, on élisait, en même temps que les vingt-quatre nouveaux conseillers, les trois consuls, l'assesseur, les deux juges de Saint-Louis et de Saint-Lazare, les juges des marchands, les deux trésoriers de la ville et du port, et les notaires chargés de différents services du secrétariat de l'hôtel de ville³.

Le règlement de Saint-Vallier établissait le système suivant lequel il devrait être procédé à ces diverses élections. Le jour de l'élection venu, le Conseil se réunissait au complet sous la présidence du viguier et procédait d'abord au remplacement des vingt-quatre conseillers sortants. Le viguier designait ou *nommait* les candidats remplissant les conditions exigées pour remplir ces fonctions. Les conseillers votaient ensuite sur les candidats nommés par le viguier : les vingt-quatre, dont les noms avaient réuni les suffrages de la majorité, étaient proclamés et installés⁴.

Le Conseil ainsi complété procédait ensuite, dans les mêmes formes, à la désignation de vingt-quatre de ses membres, désignés par le règlement sous le nom « des vingt-quatre des honneurs » et destinés à tenir la place et à remplir la fonction des six prud'hommes que les Chapitres de Paix avaient établis pour servir de conseil au viguier, en particulier pour la désignation des officiers de la ville⁵. Le règlement prescrit que deux cousins

1. *Ibid.*, art. XI : « Item... quant ez aultres officiers et les septante-deux du Conseil, ayant considération à la paucité de gens de la cité idoines et suffisans à ce, voulons et déclarons que les dessusdicts ne le puissent estre jusques à 3 ans aprez qu'ils auront esté evoquez desdicts offices et Conseil. »

2. *Ibid.*, art. VI : « Item... que esdictes eslections ne en offices ne puissent estre ensemble père et fils, deux frères, et suègre et gendre. »

3. Dans la suite, on élut aussi au Conseil du 28 octobre, d'autres officiers municipaux, notamment les quatre capitaines de quartiers et le capitaine de l'artillerie, mais il n'en est pas question dans le règlement de Saint-Vallier.

4. Règlement de Saint-Vallier, art. V : « Item, advenant la fin de ladicte année, trois jours avant la feste de Toussains, lesdicts vingt-quatre des honneurs de la première année, en compaignie du demourant dudict nombre de septante-deux, convoquez et assemblez tous en la Maison du Conseil, s'en osteront et leveront lesdicts vingt-quatre des honneurs... et en esliront, à la nomination dudict viguier et abalotas suivant la forme accoustumée, aultres vingt-quatre de ladicte cité gens de bien, pour tousjours avoir le nombre des septante-deux. »

5. Chapitres de Paix, VII (Cf. notre *V^e Livre des Statuts*, X, p. 15, n. 2). Le règlement de Saint-Vallier institue les vingt-quatre des honneurs en ces termes (art. II) : « Item, lesdicts septante-deux s'assembleront trois jours avant la feste de Toussains prochaine en la maison du Conseil de ladicte Cité et, présent le viguier, appellé le notaire dudict Conseil, esliront dudict nombre des septante-deux, à la nomination dudict viguier, vingt-quatre personnes abalotas et en la forme accoustumée, c'est-à-sçavoir six qu'on appelloit anciennement les six des honneurs et dix-huit qui seront adjoints à eux, pour esviter fraud, engin et malengin et toute souspicion de contamination et de corruption. »

germains ne pourront pas en même temps faire partie de cette commission¹. Ce sont les vingt-quatre des honneurs qui forment, chaque année, le tiers sortant du Conseil.

C'est aux vingt-quatre des honneurs que le règlement de Saint-Vallier confie le soin de créer les consuls et autres officiers de la ville, de concert avec le viguier. Après avoir élu la commission des vingt-quatre, le Conseil se retire. La commission entre alors en séance avec le viguier et le notaire secrétaire de la Communauté. Le viguier *nomme* les candidats, choisis parmi les autres membres du Conseil et les vingt-quatre les font passer à « la ballotte ». Ceux qui obtiennent la majorité sont proclamés respectivement premier, second et troisième consuls, étant bien entendu qu'aucun des vingt-quatre ne pourra être désigné comme consul ni comme assesseur².

Les vingt-quatre des honneurs procèdent ensuite de la même manière à l'élection des autres officiers, en tenant compte, comme pour les consuls, des prescriptions du règlement relatives à la période d'inéligibilité des anciens détenteurs des charges municipales³, et des conditions particulières imposées aux anciens trésoriers appelés à remplir un office⁴.

Le règlement de Saint-Vallier contient encore un article réglant la procédure à suivre pour la reddition annuelle des comptes des trésoriers et autres comptables des deniers municipaux⁵ et

1. Règlement de Saint-Vallier, art. VI : « Item, que esdictes eslections ne en offices, ne Conseil, ne puissent estre ensemble père et fils, deux frères, suègre et gendre, ne deux cousins germains mesmement en offices de consuls et des vingt-quatre des honneurs. »

2. Règlement de Saint-Vallier, art. II : « ... Et iceux six et dix-huict adjoints, que fairont vingt-quatre, esleus et bolletez, le demourant desdicts septante-deux sailiront hors du Conseil, restans lesdicts vingt-quatre avecques lesdicts viguier et notaire dedans et là, incontinent avant que partir dudict Conseil, lesdicts vingt-quatre à la nomination dudict viguier, euë considération et regard condigne à l'estat, dignité et qualité des personnes, nommant premier, second et tiers, fairont et esliront abalotas, comme dict est, dudict nombre des septante-deux trois consuls, selon le contenu dudict Chapitre de Paix,... déclarant que nul qui soit ou sera du nombre des vingt-quatre des honneurs ne pourra estre consul ou assesseur pour ceste année. »

3. La durée de la période d'inéligibilité est fixée à trois années pour les charges municipales, comme pour les fonctions de membres du Conseil, à l'exception des consuls et des vingt-quatre des honneurs, comme nous l'avons vu plus haut.

4. Règlement de Saint-Vallier, art. IX. « Item, que nul débiteur, soit trésorier, receveur ou aultre de la cité, de quelque estat ou condition, qu'il soit liquide ou qu'il ne tienne à luy prest de liquider, ne sera ne pourra estre esleu ez honneurs et offices de la cité, c'est à sçavoir consul, assesseur, ne des vingt-quatre des honneurs, des conseillers, jusques à ce qu'il aye faict satisfaction condigne et payé dedans un mois après son eslection les deniers qu'il pourroit devoir à la cité. »

5. Règlement de Saint-Vallier, art. XIII : « Item, que les trésoriers tant de la cité que du port doivent et soient tenus, quinze jours après la fin de leur année, en présence dudict nombre des septante-deux ou des députéz et commis par eux, rendre compte des deniers de la cité et du port par eux receus et payez, et, s'ils se treuvent eux estre débiteurs par la reddition et conclusion de leurs comptes, que l'argent qu'ils debvront soit incontinent et sans délai par eux baillé èz trésoriers qui seront après eux pour en faire recepte et tenir compte à la cité et que tels deniers, si besoin estoit, soient levez et exigez dessus desdicts trésoriers »

un article relatif à la juridiction des juges des marchands¹. Il ordonne enfin des peines sévères contre les officiers municipaux et les vingt-quatre des honneurs qui se seront rendus coupables de fraude ou de corruption dans l'exercice de leurs fonctions d'électeurs².

Les auteurs de ce règlement auraient donc eu la prétention de mettre un terme à une agitation, à des intrigues et à des fraudes qui compromettaient la bonne administration de la ville. Un article du règlement prescrivait, en effet, des mesures propres à empêcher le retour de scènes scandaleuses qui avaient troublé les séances du Conseil³. Cependant, ce désir avoué de probité

comme pour deniers royaux *more fiscalium debitorum*, et que lesdits trésoriers, au commencement de l'année, donneront ferme et suffisante caution de rendre bon compte et reliqua à ladite cité. »

1. Règlement de Saint-Vallier, art. XV : « Item, car les juges des marchands, qui sont esté instituez pour conserver le commerce de ceste présente cité et abréviation des causes, les mettent en délai et en font procez ordinaires qui est au grand dommaige et préjudice des marchands, ayant sur ce considération, ordonnons que en quelque chose mercantile doresnavant ne se fasse aucun procez ains sommairement et de plain *sive simplo*, si ce n'est la citation, pétition, réponses, preuves et sentences, et aultrement en bonne foy *procedatur*, ouies les raisons et droicts des parties, et si les nouveaux juges sont en quelque différence qu'ils appellent les vieux s'ils n'ont jugé desdictes causes, et s'ils y ont jugé qu'ils appellent des marchands non suspects en pareil nombre, et que les causes soient terminées et deffinies de quinze jours du jour que seront commencées aux estrangers, et dedans un mois celles des gens de la cité, et au cas qu'ils ne la décident et terminent dedans ledict tems, s'il ne tient aux parties voulans faire leurs preuves en pais lointains et estrangers, que à leurs despens les marchands demourent dans la cité et, en oultre, payeront les dommaiges et interests; et s'il y estoit aucun point de droit appelleront les trois juges de la cité s'il ne touche aucun citadin pour esviter suspexion, auquel cas en prendront de non suspects et *cum voto illorum* termineront les questions, et si le notaire escrit plus avant que dix termes n'y fant de venir tous les jours à la Cour desdits marchands, qu'il contribue avec lesdits juges ez despens, dommaiges et interests dessus dicts à eux marchands ainsy plaidoyans; et se tiendra ladite Cour tous les jours s'il est besoin à une heure après-midy et, pour les grands abus que on commet à ladite Cour au préjudice des juges ordinaires de la cité, ordonnons que doresnavant lesdits juges des marchands ne se entremettent ne évoquent à eux, ne ayent a cognoistre si ce n'est de chose mercantile et entre marchands, sur peine de vingt-cinq mares d'argent fin pour chacun desdicts juges à appliquer au Roy et privation de leurs offices perpétuellement. »

2. Règlement de Saint-Vallier, art. VII : « Item, s'il se treuve que pratique, fraud ou malengin soient faicts en eslisant et creant les officiers de la cité, tant ceux qui l'auront faict, tant ceux, celui ou aultre des vingt-quatre qui aura esconté et fait ou commis, et quiconque qui se sera entremis ou le scaura et ne le relèvera, sera puni et banni de tous privilèges, honneurs, libertes et prerogatives perpétuellement de la cité, et encourront la peine de vingt-cinq mares d'argent, appliquez au Roy, sans remission nulle, et sera reputé infâme et entendons que le vignier, qui pour lors sera, faisant les nominations, en y commettant aucun fraud, encouure lesdictes peines et privation de son office, lequel vignier jurera, chascun an, advenant le tems de sa nomination et eslection sur les Saints-Evangiles, presens lesdits vingt-quatre, de non nommer personne à la requeste d'autrui, mais selon Dieu et sa conscience. »

3. Règlement de Saint-Vallier, art. XVI : « Item, que avons depuis sceu que, aucunes fois, entre les conseillers et gens du Conseil de ladite cité, eux estant à la maison dudit Conseil, y a eu des paroles coutumeliuses et injurieuses les uns contre les autres conseillers et traitant les affaires de ladite cité, d'autant que aprez les paroles on ne vienne aux faicts, ordonnons que doresnavant, en suivant les coutumes anciennes, les conseillers de ladite cité n'osent porter espee, couteau ne aultre armure petite ou grande dedans la maison dudit Conseil,

politique¹, de bonne entente entre les citoyens et de paix publique, ne paraît pas avoir été la véritable cause de ce règlement. Au moment où il fut publié, on était au lendemain de la réunion de Marseille et de la Provence à la France. Tous les Marseillais n'avaient pas accepté de bon gré cet événement. Leur mécontentement s'était peut-être manifesté dans le sein du Conseil par des paroles vives et par des violences. Dans tous les cas, le règlement en vigueur ne présentait pas assez de garanties au parti français dont le chef était Honoré Forbin². Celui-ci, envoyé en ambassade auprès de Charles VIII, en demanda le changement, espérant sans doute que les dispositions nouvelles dont il poursuivait l'approbation maintiendraient longtemps ses amis au pouvoir³. D'ailleurs, le Roi accentua davantage le caractère et le but de la réforme en choisissant lui-même, en dehors de toute élection, les soixante-douze premiers membres du Conseil⁴. Ainsi les partisans du roi de France étaient assurés de

ne injurier l'un l'autre, ne entrerompre la voix d'un qui parlera en traitant et conseillant les affaires de ladite cité, comme dict est, pour esviter les inconveniens qui en pourroient à venir, auxquels desirons obvier, sur peine de vingt-cinq marcs d'argent à appliquer au Roy pour chascun venant à l'encontre de ceste nostre ordonnance et pour chascune fois et privation de l'entrée dudit Conseil et de leurs offices de conseillers ou aultres offices pour cinq ans aprez sans nulle rémission. »

1. Règlement de Saint-Vallier, art V : « ... Et ainsy lesdicts septante-deux conseillers... seront muez dedans trois ans et, en ce faisant, sera levée souspesion de subornation et de toute corruption et chascun de ladite cité, au moyen dudit ordre, aura sa part des charges et des honneurs comme raison est, qui sera cause de les tenir en paix, en amour et en bonne union ce que désirons; pareillement, à l'occasion de ce, justice aura lieu et sera administrée en ladite cité, ainsy qu'il appartient au bien et honneur du Roy et de la chose publique. »

2. Le règlement en vigueur en 1492 était le règlement dit de Jean de Cossa, publié en 1475 par le roi René (Arch. com. de Marseille, AA. 8). Rédigé en provençal, ce règlement instituait un Conseil de quarante-huit membres, élu pour quatre années et divisé, par tirage au sort, en quatre groupées de douze membres chacun. Chaque groupe avait, pendant un an, l'administration de la ville; choisissait dans son sein tous les trois mois trois conseillers qui, pendant un trimestre, remplissaient les fonctions et portaient le titre de consuls; ne réunissait que dans les cas extraordinaires le Conseil complet des quarante-huit. Pendant l'année de leur charge, les douze élaient tous les autres officiers de la ville « a nominacion de Moussur lou Viguier, abalottotas senço color. » Le règlement n'indique pas si les quarante-huit conseillers doivent être élus de la même manière ou s'ils le seront conformément au règlement de 1385, dit de la reine Marie, qui avait établi que l'élection se ferait « *fato et ad fortunam* », c'est-à-dire par un système de tirage au sort.

3. Règlement de Saint-Vallier, préambule : « ... Nous avons ouï les requestes et remonstrances à nous faictes, dictes et proposées, tant de bouche que escrit, par nostre cher et bien amé Honorat Forbin, escuyer, comme délégué et envoyé devers nous de la partie de nos chers et bien amez les consuls, manans et habitans de nostre ville et cité de Marseille en nostre dict pays et comté, par lesquelles entre aultres choses il a dict que, puis naguères, pour pourvoir à l'estat, régime, gouvernement et bien public de ladite ville... ont été faictes, ordonnez et établis certains statuts, régimes, édicts, et ordonnances desquels l'on dict la teneur estre telle pour pourvoir à l'estat, régime et gouvernement de ceste cité de Marseille, ainsy que avons esté requis tant par ceux des quarante-huit que par aucuns aultres de ladite cité en bon et grand nombre... »

4. Règlement de Saint-Vallier, art. I : « Premièrement, en gardant et observant le Chapitre de Paix et la coustume ancienne de ladite cité avons esleu et nommé septante-deux personnages cy-dessous nommez et escrits, lesquelles avons

conserver longtemps la direction des affaires : il suffisait, pour qu'il en fût ainsi, que l'accord se maintint entre le viguier et les conseillers, puisque c'est à eux seuls que le règlement confiait le soin de choisir leurs remplaçants et les officiers municipaux. C'était donc toujours le même système de cooptation qui existait déjà à l'origine de la commune et dont le système du sort, un moment en vigueur sous le régime du règlement de 1385, n'avait qu'imparfaitement interrompu la tradition.

Au moment où il fut publié, le règlement de Saint-Vallier devait favoriser le parti de Forbin et du roi de France. Appelés à choisir eux-mêmes leurs successeurs, sous le contrôle du viguier royal, les soixante-douze membres du premier conseil, désignés par le roi lui-même, ne pouvaient pas ne pas faire des choix agréables à leur parti. Il en fut de même des Conseils qui siégèrent immédiatement après. Mais, peu à peu, les passions qui les avaient animés s'apaisèrent et les deux fractions qui avaient été aux prises se disloquèrent. Certes, on ne cessa pas de se disputer le pouvoir avec la même ardeur : mais les motifs de la querelle changèrent. Marseille ayant fini par prendre son parti de sa réunion à la France, il n'y eut plus en présence ni amis ni adversaires déclarés du Roi. Celui-ci n'eut plus le même intérêt à voir à l'hôtel de ville des partisans résolus : ses agents n'eurent plus à intervenir dans les compétitions locales. Le parti le plus fort put à son aise appliquer au mieux de ses intérêts particuliers les dispositions du règlement de Saint-Vallier et peupler de ses créatures les charges municipales. C'est parce qu'il jugeait trop dangereuse cette puissance que le prieur d'Angoulême essaya, en 1585, de le remplacer par le règlement qui porte son nom. Mais le parti qui avait retiré du règlement de Saint-Vallier de si précieux avantages ne s'en laissa pas déposséder. Il lui fut facile, à la faveur des troubles qui agitaient, à ce moment, la Provence et la France tout entière et qui paralysaient l'action du Roi et de ses agents, de rétablir par un véritable coup d'autorité le règlement de Saint-Vallier¹.

prises des six quartiers de ladite cité... ». Après l'art. XVI, le règlement porte : « S'ensuivent les noms des septante-deux personnages esleus et nommez par nous pour estre consuls et du Conseil de la cité, en la forme cy-dessus dicté et déclarée... ».

1. Le règlement d'Angoulême est le plus complet des règlements municipaux de Marseille : ses prescriptions sont aussi les plus minutieuses. Le Conseil, toujours composé de 72 membres renouvelables annuellement par tiers, était désigné, sur la *nomination* du viguier, par un système combiné d'élection et de tirage au sort : le viguier nommait ou présentait dix-huit noms pour chaque quartier, les conseillers approuvaient ces noms à la ballote, sans pouvoir en rejeter plus de six par quartier; on tirait ensuite au sort les six élus parmi les douze qui avaient été approuvés. Le règlement établissait un mode différent d'élection pour les consuls et les autres principaux officiers de la ville. Les consuls arrivés au terme de leur année se réunissaient en présence du viguier, avec les consuls de l'année précédente et dressaient successivement trois listes contenant chacune les noms de trois membres du Conseil des soixante-douze

Il ne nous paraît donc pas imprudent de dire que c'est pendant le siècle et demi qui s'est écoulé depuis la publication du règlement de Saint-Vallier que s'est développée et fortifiée à Marseille l'aristocratie municipale que nous allons voir à l'œuvre pendant la minorité de Louis XIV. L'application ininterrompue du règlement de 1492 avait assuré à ses membres la tranquille possession du pouvoir municipal. Le système électoral en vigueur leur avait permis d'écarter ceux de leurs concitoyens qui n'étaient pas de leur coterie.

Des prescriptions des Statuts, qu'aucun règlement n'avait abrogées, imposaient de sévères conditions de fortune aux Marseillais qui aspiraient aux charges municipales. Au XIII^e siècle, il fallait, pour entrer au Conseil, justifier de la possession d'un bien-fonds d'une valeur de 50 marcs d'argent¹. Cette prescription était encore observée sous le régime du règlement de Saint-Vallier. Cet acte, il est vrai, ne la mentionne pas, et les règlements de 1385 et de 1475 sont également muets à cet égard. Mais ceux-ci n'innovaient que sur des points particuliers et laissent subsister les Chapitres de Paix et autres coutumes en tant qu'ils ne sont pas contraires à ces dispositions nouvelles². D'autre part, si le règlement de Saint-Vallier n'ordonne pas expressément que les consuls et les membres du Conseil soient pris dans une classe déterminée de citoyens, il laisse entendre de façon suffisamment précise que les conditions antérieurement établies subsistent et qu'il convient de s'y conformer. Il prescrit, en effet, que, aussitôt après la formation de la commission des vingt-quatre des honneurs et la sortie de la salle du Conseil

présentés respectivement pour le premier, le second ou le troisième chaperons par chacun des trois consuls en exercice. On agissait de même pour les quatre capitaines de quartier et pour l'assesseur. Les noms approuvés à la ballote étaient inscrits sur une liste de présentation et soumis aux vingt-quatre des honneurs en présence desquels avait lieu le tirage au sort. C'est un système peu différent de celui qui avait été établi par le règlement de Saint-Vallier : comme lui, il avait pour objet non de transformer de fond en comble les institutions de Marseille, mais seulement de consacrer le triomphe d'un parti, de consolider sa situation prépondérante et de le maintenir le plus longtemps possible au pouvoir. Cependant, le règlement d'Angoulême se distingue des règlements antérieurs en ce qu'il fixe les conditions de naissance, d'âge et de fortune requises des citoyens appelés à remplir les différentes charges de la ville. Il indique aussi un certain nombre d'incompatibilités. Il détermine encore les attributions de certains officiers municipaux ; il règle les conditions auxquelles pourra être conféré le droit de cité ; il établit enfin certaines prescriptions relatives au viguier.

1. Voir plus haut, p. 25, n. 1.

2. Le règlement de 1385 s'exprime ainsi : « Nihilominus Sindicis, Consilio et hominibus dicte Civitatis presentibus et futuris harum serie mandamus et expresse injungimus quatenus forma presentium diligenter attentata hoc statutum nostrum, voluntatemque et ordinationem nostras prefata, studeant fideliter et inviolabiliter observare, Capitulo Pacis predicto nec non consuetudinibus, edictis generalibus vel specialibus dicte Civitatis ad hoc contrariis nonobstantibus quibuscumque... ». De même, le règlement de 1475 : « Non entenden enpéro que aquesta novella ordnacion prejudicat al Capítols de la Pas, per laqual causa si supplicara alla Majestat del Rey et al dich Moussur lou Grand Senechal per aver provision sus aquo aussi que non sia deranja al dichs Capítols de Pas ».

« du demourant des septante-deux... restans lesdicts vingt-quatre avec lesdicts Viguiier et notaire dedans, là, incontinent avant que partir dudit conseil, lesdicts vingt-quatre, à la nomination dudit viguiier, *euë consideration et regard condigne à l'estat, dignité et qualité des personnes*, nommant premier, second et tiers, fairont et éliront *abolotas*, comme dict est, dudit nombre de septante-deux, trois consuls¹... ». De même, fixant, par l'article XI, à cinq années l'intervalle de temps qui doit s'écouler entre les deux consulats d'un même personnage, notre règlement ajoute : « Et, quant ez aultres officiers et les septante-deux du Conseil, *ayant considération à la paucité de gens de la cité idoines et suffisans à ce*, voulons et déclarons que les dessus dictz ne les puissent estre jusques à trois ans... ». Pouvons-nous ajouter que les rédacteurs du règlement, ne croyant pas nécessaire de revenir sur les prescriptions des Statuts susceptibles d'être encore comprises en 1492, ne précisaient pas la signification des termes qu'ils employaient ? En effet, le marc d'argent est encore, en 1492, une monnaie de compte en usage à Marseille : à deux reprises, le règlement de Saint-Vallier lui-même punit d'une amende de 25 marcs d'argent les infractions à certaines de ses prescriptions². Les Marseillais de 1492 sont donc à même de comprendre et d'observer la prescription des Statuts qui impose aux membres du Conseil l'obligation de posséder un bien-fonds de 50 marcs d'argent.

Depuis 1492, il est vrai, l'usage du marc d'argent a cessé et la prescription a risqué de n'être plus comprise : aussi le règlement d'Angoulême a-t-il précisé les conditions de cens auxquelles devaient satisfaire les membres du Conseil et les consuls. Aucun citoyen de Marseille ne peut entrer au Conseil des Soixante-douze, s'il ne possède « en biens et facultez deux mille escus pour le moins³ ». Cette fortune ne lui suffisait pas s'il prétendait aux charges consulaires, ou même à celle plus modeste de capitaine de quartier. « Nul ne pourra estre premier consul, disait le règlement, qu'il ne soit gentilhomme, ou bien tenu ou réputé pour tel, ayant vaillamment dix mil escus, le second six mil, et le tiers quatre mil⁴ » ; quant aux capitaines, ils « seront de l'aage de vingt-cinq ans, en sus possédans en biens ou facultez six mil escus chascun ».

Vraisemblablement, le règlement d'Angoulême ne faisait qu'exprimer sous cette forme un état de choses existant déjà et qui ne faisait qu'adapter aux usages du moment les prescriptions de statuts antérieurs : il est certain, par exemple, que le premier consul était au xvi^e siècle choisi exclusivement parmi

1. Règlement de Saint-Vallier, art. I^{er}.

2. Cf. Règlement de Saint-Vallier, art. XII et XV.

3. Règlement d'Angoulême, art. I^{er}.

4. Règlement d'Angoulême, art. IV.

les gentilshommes de la ville, bien que la chose ne se trouve inscrite dans aucun autre règlement municipal. La prescription du règlement d'Angoulême relative à la qualité de cet important personnage était donc encore observée, quoique ce règlement eût été abrogé : c'est que l'auteur de ce règlement n'avait fait que transcrire, sous une forme nouvelle, une disposition législative observée depuis longtemps. Il est donc permis d'admettre qu'il en avait été ainsi des dispositions de ce règlement relatives à la fortune exigée des membres du Conseil, des consuls et des autres officiers municipaux. La longue période pendant laquelle le règlement de Saint-Vallier était resté en vigueur explique assez pourquoi les auteurs du règlement d'Angoulême ont jugé à propos d'y introduire des modifications de détail pour le mettre en rapport avec les besoins et les usages du moment. On aurait pu, il est vrai, introduire ces dispositions dans le règlement de Saint-Vallier quand il fut remis en vigueur. Mais, comme il aurait fallu recourir à une procédure compliquée, peut-être dangereuse pour les libertés de la ville et surtout pour les privilèges de la classe qui détenait le pouvoir, pour obtenir du Roi cette réforme même partielle du règlement, que, d'autre part, ces dispositions nouvelles ne faisaient que consacrer un état de choses toujours observé, on aima mieux s'en tenir à un usage qui n'avait jamais cessé d'être respecté.

Les procès-verbaux des délibérations du Conseil indiquent, il est vrai, que le premier, le second et le troisième consuls appartenaient à trois classes différentes de citoyens : ainsi, le procès-verbal de la séance tenue, le 28 octobre 1640, pour la création du « Nouveau Estat », constate que, après les formalités réglementaires, « sont esté esleus, faitz et creiez pour premier, second et troisième consuls, nobles et honorables personnes, Anthoine de Riquetty, sieur de Négreaux, Pierre de Lascours, escuyer, Jean Malaval, bourgeois ¹ ». Assurément, la naissance servait à établir entre ces trois personnages les distinctions nécessaires. Cependant, dans la ville de commerce qu'était Marseille, la fortune pouvait mieux que la naissance permettre de distinguer les citoyens, même quand ils étaient investis de charges publiques. Aussi persistons-nous à croire que, conformément aux prescriptions du règlement d'Angoulême, le premier consul devait avoir une fortune d'au moins dix mille écus, et le second et le troisième en posséder respectivement six mille et quatre mille.

Ces distinctions étaient les seules qui eussent leur raison d'être à Marseille. Cette noblesse marseillaise, en effet, qui se parait au ^{xvii}^e siècle de titres flatteurs, n'avait pas toujours une origine très aristocratique. Elle était en très grande partie formée de familles de marchands, à qui la fortune, acquise dans

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*. Reg. n° 44, f° 135.

le commerce maritime, avait permis de s'élever à la noblesse. Ils n'avaient pas cessé pour cela de suivre la carrière de leurs ancêtres : en 1566, ils avaient obtenu de Charles IX des lettres patentes leur permettant, sans déroger, de se livrer au commerce¹. Au XVII^e siècle, il en est encore ainsi et les chefs des plus nobles familles de Marseille ne croient pas manquer à leur naissance en se mêlant aux affaires commerciales qui font la fortune de leur ville. Parmi les officiers municipaux, élus annuellement par le Conseil du jour des Saint-Simon et Saint-Jude, sont deux députés du Commerce chargés de veiller aux intérêts si nombreux et si complexes du commerce marseillais. Ils sont assistés du Bureau du Commerce où siègent un certain nombre de leurs concitoyens. Régulièrement, l'un des deux députés du Commerce appartient à la noblesse, et dans le Bureau du Commerce figurent à la fois des nobles et des bourgeois. Ces nobles n'appartiennent pas aux familles les moins haut placées de la ville; eux-mêmes ne sont pas des cadets à qui le droit d'aînesse faisait une obligation de chercher fortune par tous les moyens licites. Ils sont, au contraire, de très importants personnages, qui ont déjà occupé ou qui occuperont plus tard les charges municipales les plus honorées et les plus recherchées. En 1617, par exemple, c'est Cosme de Valbelle, qui sera élu premier consul le 28 octobre de la même année; en 1618, c'est Jean-Baptiste de Félix, que nous verrons mêlé de près et en véritable chef aux événements que nous nous proposons de raconter. Parmi les nobles, membres du Bureau du Commerce de 1618, nous trouvons Antoine de Riquetti, sieur de Négreaux, qui fut premier consul en 1640².

¹ Certains de ces gentilshommes ne sont pas, il est vrai, à proprement parler des négociants ou des marchands. Ils se contentent de commanditer d'importantes maisons de commerce, dont ils suivent de près les opérations. Quelques-uns cependant ne dédaignent pas de faire du commerce pour leur propre compte. Dans ce cas, il font partie d'un des corps de métiers entre lesquels se répartissent les membres du haut commerce marseillais. Le 29 décembre 1618, un noble, Jean d'Agoult, est admis par les consuls en qualité de courtier à la place de feu François d'Agoult, son père³. D'autres s'en vont aux Echelles

1. Ruffi, *Histoire de Marseille*, I, 346. « En 1566, les Marseillois ayant représenté au Roy que la ville estoit située sur un bord de mer dont le terroir estoit si infertile et de peu d'étendue, que sans le commerce elle ne pouvoit pas subsister et que, à l'exemple de Gênes, Venise et Pise, il plust à Sa Majesté de permettre aux nobles de négocier sans tenir boutique ouverte ni de marchander en détail et sans, par ce moyen, déroger à la noblesse, Sa Majesté leur accorda la demande et leur en fit expédier des Lettres Patentes. »

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*. Années 1616-1617 et 1618-1619.

3. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, années 1618-1619, f° 29 v° et 302. Gaspard et Joseph d'Agoult figurent sur le « Roole de ceux qui sont qua-

du Levant accomplir de longs et intéressants voyages d'affaires. Parmi les familles les plus en vue à Marseille dans la première moitié du ^{xviii}^e siècle est la famille Cornier; un de ses membres, l'avocat Ambroise Cornier, jouera un rôle actif dans les événements qui aboutiront à la catastrophe de 1660. Pendant qu'il se mêle ainsi de près aux affaires de la ville, un de ses frères, Honoré Cornier¹, voyage en Orient et entretient avec Farrenc, le chef d'une des plus grandes et des plus anciennes maisons d'armement de Marseille, une très intéressante correspondance d'affaires. En même temps que les intérêts de Farrenc, il surveille aussi ceux de sa famille et il cherche à vendre, pour le compte de son frère resté à Marseille, des marchandises difficiles à placer. « Mon frère se plaint, écrit-il d'Alep le 6 août 1640, que je n'aie pas vendu ses étoffes. C'est ce qui m'a esté impossible jusques aujourd'hui, et ne sçais si cela se pourra débiter. Toute la broderie est d'or faux, ce qui rend la vente très difficile. On m'en a offert trente piastres : jugez par là s'il y a bien de l'apparence que je laisse une chose qu'on estime trois cens piastres pour trente. Je ne le ferai jamais que j'aie ordre exprès de lui.... La place ne fut jamais meilleure : il y a quantité de soies de Perse². »

Par de nombreux points, la profession d'avocat touchait au commerce. Elle était aussi fort recherchée à Marseille et souvent exercée par des membres de famille noble. C'est que les règlements municipaux avaient toujours réservé aux avocats une part importante dans l'administration des affaires de la ville. A l'origine, trois juriconsultes devaient siéger au Conseil. Par la suite, un avocat fut adjoint aux consuls et il prit vite place, sous le nom d'assesseur, parmi les chefs du gouvernement de la cité. C'était une fonction considérable qui conférait encore à celui qui l'avait exercée le droit d'être appelé, à l'expiration de sa charge, à siéger comme juge dans l'un des deux tribunaux de Saint-Louis et de Saint-Lazare. Or, si le règlement d'Angoulême n'impose à l'assesseur aucune des conditions de fortune qu'il prescrit pour les trois consuls, il ordonne cependant qu'il soit fils de famille. Il signale, en même temps, le petit nombre d'avocats susceptibles d'être investis de cette charge et, pour cette raison, réduit à cinq années l'intervalle de temps qui devra s'écouler entre un premier et un second assessorat³. Les plus grandes familles de Marseille tenaient à honneur de voir un de leurs membres occuper cette charge même plusieurs fois dans sa vie : elles y cherchaient l'occasion de prendre ainsi plus

lifiés nobles et escuyers », dont on peut approximativement fixer la date à 1650 (Arch. com. de Marseille, série II).

1. Honoré Cornier figure également sur le rôle cité à la note précédente.

2. Arch. com. de Marseille, papiers Farrenc, carton 6.

3. Règlement d'Angoulême, IV.

d'influence à l'hôtel de ville, d'y surveiller leurs intérêts particuliers et d'y faire en même temps les affaires de leur parti. Parmi les avocats qui furent assesseurs pendant la première moitié du XVII^e siècle, nous relevons les noms de Villages, de Riquetti, de Félix, de Bausset, d'Arène, c'est-à-dire ceux de quelques-unes des familles les plus notables à cette époque¹.

Cette noblesse, de modeste origine et souvent d'occupations roturières, n'en prétendait pas moins à tous les privilèges dont jouissaient dans le reste du royaume les nobles vivant noblement. Ruffi raconte, avec complaisance, que, à l'occasion du voyage que Louis XIII fit en Languedoc en 1622, Marseille députa pour saluer le roi en son nom son premier et son second consuls, Honoré de Riquetti, sieur de Mirabeau, et Melchion de Monier, accompagnés de l'assesseur Claude Rainaud. « Comme ils s'estoient mis à genoux, poursuit l'historien de Marseille, le Roy les fit lever. Le duc d'Épernon, qui estoit près de sa personne, luy dit qu'il n'y avoit que les gentilshommes qui parlassent debout, et Sa Majesté luy répondit en ces termes : « Les consuls de ma ville de Marseille sont gentilshommes². »

Les gentilshommes marseillais savaient retirer tous les avantages de cette condition. Ils servaient le Roi dans ses armées et sur ses vaisseaux en qualité d'officiers. Louis de Félix avait été capitaine au régiment de la Reine, avant d'être placé à la tête de la garde bourgeoise en qualité de major au moment des troubles de 1650³. Il eut en face de lui, dans le camp ennemi, un de ses concitoyens, le chevalier Thomas de Villages, capitaine du régiment dont le comte d'Alais, gouverneur de la province, était colonel⁴. Mais les nobles marseillais servaient surtout dans la marine royale : la famille de Valbelle fournit aux galères du Roi quelques-uns de leurs plus brillants capitaines ; elle eut même l'honneur de donner son nom à l'une d'elles⁵. Un allié de cette famille, M. de Montolieu, commanda aussi une galère du Roi⁶. Le chevalier Paul, qui fut un illustre chef d'escadre dans la première partie du XVII^e siècle, était aussi un gentilhomme marseillais⁷. Enfin, un arrêt du Conseil du Roi, du 8 mars 1645, donne à François d'Arène, autre gentilhomme

1. Voir dans Méry et Guindon (*Histoire*, etc., IV, 11-15) la liste des consuls et assesseurs entre 1585 et 1643.

2. Ruffi, *Histoire de Marseille*, I, 468. Cependant, les députés de Marseille aux États généraux de 1614, élus sans distinction d'ordre, siègent parmi les députés du Tiers-Etat et, en 1789, Mirabeau, renonçant à sa qualité de membre de la noblesse de Provence et se souvenant de sa qualité originelle de citoyen de Marseille, est élu député de cette ville et siège, parce qu'il est gentilhomme marseillais, parmi les membres du Tiers.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 267.

4. *Ibid.*, 603 v^o.

5. Archives de la Marine, C. 334, dossier Valbelle.

6. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 87.

7. *Histoire des troubles de Marseille*, 1^{re} partie, p. 47.

de Marseille, le titre de commissaire général de la marine du Levant¹.

Cependant, cette noblesse, fortement teintée de bourgeoisie, remplissait de préférence des offices de justice ou de police. A Marseille même, la plupart des charges d'officiers du Roi étaient occupées par des gentilshommes de la ville : les Valbelle de Montfuron étaient de père en fils lieutenants de l'Amirauté, et les Bausset lieutenants au siège de Marseille. Les familles nobles de Marseille étaient aussi représentées parmi les membres du parlement de Provence : nous aurons l'occasion de constater qu'un frère du lieutenant de Valbelle, M. de Meyrargues, y fut conseiller en même temps que quelques autres de ses compatriotes.

Enfin, des membres de cette noblesse détenaient d'importants bénéfices de l'église de Marseille, en particulier ceux de l'abbaye de Saint-Victor. La famille de Valbelle, par exemple, s'y transmettait par droit d'héritage l'office d'infirmier², tandis qu'un autre de ses membres en était le sacristain³. Les Félix comptaient aussi parmi eux des membres du clergé et Antoine de Félix joua, quand il fut entré dans les ordres, un rôle important dans les événements de 1658⁴. Mais, par-dessus tout, les familles nobles de Marseille étaient fières quand un des leurs était admis dans l'ordre de Malte : elles y voyaient la consécration d'une qualité que leurs occupations mercantiles risquaient parfois de faire méconnaître. « Il n'y a point, constate Antoine de Valbelle⁵, de plus assurée marque de noblesse en une famille que d'avoir eu ou bien d'avoir présentement des chevaliers de Malte. Et lorsqu'on voit quelqu'un qui porte la croix d'or que ceux du mesme ordre appellent la Croix de Justice, l'on ne s'enquiert plus de sa condition et l'on ne se demande pas s'il est gentilhomme. »

La noblesse marseillaise se présente donc avec des traits nettement accusés, qui lui donnent une physionomie singulièrement originale. Elle participe à la fois de la noblesse d'épée par les grades que ses membres ont obtenus dans les armées du Roi, par les commandements qu'ils exercent sur ses navires, par les bénéfices ecclésiastiques qu'ils détiennent. Tandis qu'elle aspire par ce moyen à se confondre avec la haute noblesse, elle conserve de solides attaches avec la noblesse de robe, issue comme elle de la bourgeoisie. Son expérience des affaires lui permet de remplir avec succès les charges de justice ou de finances que sa fortune lui a permis d'acquérir. Mais,

1. Bibliothèque Nationale, mss fr. E. 1689, f° 49.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 67 v°.

3. *Ibid.*, 741.

4. Voir Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, années 1568-1660.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 85.

par-dessus tout, elle n'a garde d'oublier ses origines municipales. Ce sont encore les charges de l'Hôtel de Ville qui ont le plus d'attraits pour elle, tandis qu'elle consacre au maintien et à la défense des franchises de la ville, qui sont véritablement sa raison d'être, le plus clair de son intelligence, de son activité et de son temps. Elle est marseillaise avant tout, et elle entend le demeurer.

Ce qui ajoute encore à l'influence et à la force des grandes familles qui la composent c'est que, par des mariages, elles mettent en commun leurs ambitions, leur fortune et leurs influences. La maison de Valbelle, dont le rôle fut prépondérant pendant cette période, puisait une partie de sa force dans des alliances habilement contractées avec la plupart des grandes maisons marseillaises : elle se trouvait ainsi apparentée aux Félix, aux d'Arène, aux Villages, aux Riquetti, etc. Les *Mémoires* d'Antoine de Valbelle, où nous trouvons maints renseignements à ce sujet, notent avec le même soin les liens du même genre qui unissaient entre elles d'autres grandes familles. Ils nous révèlent que souvent les querelles des partis n'ont pas eu d'autre objet que la satisfaction de l'ambition ou des rancunes de deux familles rivales, qui ont réussi à grouper respectivement autour d'elles la foule de parents ou d'alliés dont elles se sont fait une sorte de clientèle.

Quant au peuple des petits marchands et des artisans, il ne compte pas et il n'a, d'ailleurs, jamais compté. Écarté de la vie publique par les règlements municipaux qui ne lui faisaient de part ni aux élections ni au gouvernement, à la merci des consuls et du Conseil par le fait des fréquentes épidémies de peste et de la grande difficulté d'approvisionner la ville en grains, exposé aux exigences fiscales d'une administration municipale qui n'avait guère d'autres ressources que celles provenant des taxes sur la viande, sur le vin et parfois même sur le poisson, nourriture essentielle des pauvres gens, réduits à n'attendre du travail que de ces nobles qui étaient à la fois marchands, armateurs, magistrats municipaux et officiers de justice, le peuple était devenu un instrument aveugle entre les mains de cette aristocratie ambitieuse et exclusive. Pour satisfaire ses intérêts et ses ambitions, celle-ci savait exploiter la misère et l'attachement à de soi-disant franchises d'une population ardente, généreuse et inconsidérée qu'il était trop facile d'exciter et d'entraîner aux excès et aux violences.

CHAPITRE III

LE GOUVERNEMENT ET LA VIE MUNICIPALE

I. LE CONSEIL, LE BUREAU ET LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES EXTRAORDINAIRES. — II. LES OFFICIERS MUNICIPAUX. — III. LES JURIDICTIONS MUNICIPALES. — IV. LES FINANCES : REVENUS, DÉPENSES, EMPRUNTS.

Conformément aux Statuts, confirmés par les Chapitres de Paix et par les Règlements donnés par les comtes de Provence ou par les rois de France, le gouvernement de Marseille appartient aux trois consuls, émanation du Conseil de la ville. Les documents officiels donnent à cette assemblée le nom de *Grand Conseil de la ville de Marseille*¹. Comme nous l'avons vu, le Grand Conseil se compose de soixante-douze membres, élus pour trois ans et renouvelables par tiers chaque année. Chaque groupe de vingt-quatre conseillers doit être réparti entre les quatre quartiers de la ville, Corps-de-Ville, Blancarie, Cavaillon et Saint-Jean, à raison de six conseillers pour chacun d'eux.

L'élection se fait suivant les prescriptions du règlement de Saint-Vallier, en tenant compte des conditions imposées par les Statuts aux divers candidats et des incapacités qui frappent certaines catégories de citoyens. En plus de celles que nous avons déjà relevées², les règlements prononcent encore l'exclusion du Conseil des citoyens intéressés dans la ferme d'une des taxes levées sur les habitants de Marseille; si même un citoyen, se trouvant dans ce cas a réussi à forcer l'entrée de l'Assemblée municipale grâce à l'ignorance de ceux qui l'ont choisi, il doit en sortir aussitôt que sa véritable situation a été découverte³.

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 135 : Conseil du 28 octobre 1640 : « L'an mil six cens quarante et le vingt-huitiesme du moys d'octobre, jour et feste de Saint-Simon et Jude... a esté deuehment convoqué et assamblé le Grand Conseil de la présante ville de Marseille... ».

2. Voir ci-dessus, p. 17.

3. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 45, f° 75. Conseil du 5 avril 1641. « A esté remonstré par ledit sieur Consul qu'on ne doit point admettre dans le Conseil les personnes qui se meslent de parti et convention pour estre directement contre le bien public et pour ce que le sieur Chacournac, qui est un

Enfin, et la chose paraît toute naturelle, un citoyen sous le coup d'une poursuite criminelle ne peut être élu ni au Conseil ni à aucun des offices municipaux. Il arrivait cependant que, au milieu des violentes querelles des partis, on essayât de transgresser cette défense. Dans ce cas, les coupables étaient vivement rappelés au respect de la loi, même quand la poursuite criminelle dont ils étaient l'objet n'avait pas d'autre motif qu'une participation active à des troubles civils¹.

Quand le Conseil était régulièrement constitué, ses membres devaient, avant d'entrer en charge, prêter le serment que les règlements imposaient indistinctement à tous les officiers de la ville. En voici la formule inscrite en tête de chaque registre des délibérations.

« Par les Estatutz, Privillèges, Conventions, Chapitres de Paix, faitz et accordez entre les feuz de bonne mémoire roys, comtes de Provence, et les citoyens manans et habitans de ceste ville de Marseille, confirmez et jurez par Tres Chrestien Prince Louys, treiziesme de ce nom, par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre, Compte de Provence, Forcalquier et Terres adjacentes, triomphant et victorieux puisse estre avec heureuse fellicité, est dict et ordonné :

« Que tous ceux qui seront annuellement esleus et proveus de l'estat et charge de consul et aultres officiers de ladiete ville pour la régir et gouverner soubz le nom et obéissance de Sa Majesté seront tenus au commencement et entrée de leurs charges prester bon et loyal seremant aux Sainets Evangiles ez plaine asssemblée publique :

« Que soubz bonne foy et sans dol, fraude, mallice ny mal engin conserveront, protègeront et défendront la communauté, citoyens, manans et habitans en ladiete ville, son terroir et distroict, leurs personnes et biens de tout leur pouvoir, traicter

des septante-deux conseillers du Conseil de ceste communauté, est soupçonné d'avoir intervenu audit parti de cinq pour cent, ledit sieur consul désireroit estre résolu si on treuvera à propos de destituer ledit Chacournac de ladiete charge de conseiller ou bien si on surseiera à ceste destitution jusques à ce qu'on sçache au vray s'il est compromis dans ladiete affaire... Sur quoy ledit Conseil, par pluralité de voix, après avoir remonstre auxdits sieurs consuls qu'il y a une grande apparence que ledit sieur Chacournac se soit mesle desdites affaires, dont le simple soupçon osteroit de dire leurs sentimens aux affaires qui seroient traitées en sa présence, a délibéré que ledit sieur Chacournac sera et demeurera destitué de ladiete charge de conseiller et, ad ces fins, qu'il sera esleu un à sa place au Conseil du Nouveau Estat... » Voir de même *Correspondances des consuls Lettres reçues*, liasse L : Le Roi aux consuls, 19 octobre 1646.

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 213 v°. « Le 28 octobre 1646, le Conseil s'estant assemblé, comme il lui question de subroger aux conseillers absens, le sieur Louis de Caradet-Bourgeois, qui a toujours esté du bon party, se leva de sa place et, s'estant adressé au viguier lui dit qu'on ne pouvoit point balloter tant que Joseph Gay et Christophle Deydier, avocat, prevenus de crimes, seroient presens dans le Conseil, et que, par les ordonnances du Roy et les arrests de tous les Parlemens du royaume, les criminels n'ont point de seance ny de voix délibérative dans les conseils et assemblées publiques. »

et accomplir toutes choses concernant à l'honneur, profit et utilité d'icelle ville et communauté et leur dommage et préjudice esviter ;

« Qu'ils n'adcisteront ez Conseils et Assamblées, esquelles ladiete communauté, citoyens et habitans puissent estre tancez ne endommagez en leurs honneurs, droits et prerogatives, ains les maintenir en tout et partout selon leur pouvoir.

« Que virilement et soubz bonne foy, ils garderont, observeront, feront garder, observer et entretenir lesdicts Chapitres de Paix, Estatutz, Privilèges, Franchises, Libertez, Immunitiez, entientes et louables Coustumes de ladiete ville tout ainsy qu'elles ont esté accordées ;

« Tout ce que sera dict, proposé, conclud et arresté ezdicts Conseils et Assamblées tiendront secret, et observeront, garderont et mettront à deub et entière exécution ;

« Et finalement, qu'ils poursuivront de tout leur pouvoir et chasseront hors ladiete ville, sondiet terroir, distroict et jurisdiction. Vandois, hérétiques, fauteurs et adhérens à iceux et aultres persécuteurs et mal sentans de la foy catholique, apostolique et romaine.... »

Le Conseil se réunissait sur la convocation du viguier, des consuls et de l'assesseur, faite « à voix de trompe, cry public et son de cloche, par tous les lieux et carrefours de Marseille, à la manière accoustumée¹ ». Les réunions avaient lieu « dans la grande salle de la Maison commune² » bien délabrée et bien peu digne d'une ville de l'importance de la nôtre, si nous en croyons la délibération du 7 septembre 1653, qui ordonne la construction d'un nouvel Hôtel de Ville et la démolition de l'ancien³. Le viguier présidait la séance, tenant à la main le *bâton du Roi*, insigne de ses fonctions. En l'absence du viguier, la présidence appartenait au juge du Palais ; si, à son tour, celui-ci était absent, l'un des deux juges de Saint-Louis ou de Saint-Lazare tenait sa place⁴.

Réglementairement, le Conseil se réunissait trois fois par an, dont deux à date fixe, le 28 octobre, jour des Saints Simon et Jude, et le 28 décembre, jour des Saints-Innocents. La troisième réunion ordinaire avait lieu au mois de novembre : la date n'en était pas arrêtée d'avance et on l'appelait le jour de Lauthorié.

Chacun de ces trois Conseils avait un ordre du jour réglementaire. Le Conseil du jour des Saints Simon et Jude devait

1. Cette formule se trouve dans le préambule de tous les procès-verbaux des séances du Conseil (Voir Reg. des délibérations, années 1640-1660, *passim*).

2. *Ibid.*

3. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 53, f° 60 v°. Conseil des Cent du 7 septembre 1653. Délibération prise de démolir la Maison commune « qui est et se trouve fort vieille et ruineuse, en laquelle on ne peut plus y demeurer sans péril et danger malheureux qui pourroient survenir inopinément ».

4. Cf. *Délibérations du Conseil*, *passim*.

procéder au remplacement des vingt-quatre conseillers sortants, à l'élection des consuls et des autres officiers municipaux. Quand il avait achevé ces opérations importantes, le Conseil désignait encore les personnes qui devaient occuper les divers emplois de la ville pendant la nouvelle année ¹.

Ce Conseil était suivi de la cérémonie solennelle de l'entrée en fonctions des nouveaux magistrats. Celle-ci avait lieu le 1^{er} novembre ². Cependant, elle ne suffisait pas pour conférer aux consuls et aux divers officiers municipaux qui en étaient les héros les pouvoirs nécessaires à l'exercice de leurs charges. Un Conseil était spécialement tenu à cet effet : c'était le Conseil du jour de Lauthorié ³. Ce jour-là, les consuls et les principaux officiers municipaux recevaient du Conseil une délégation générale pour pouvoir remplir leurs fonctions pendant leur année d'exercice.

« Auquel Conseilh. ainsi que dessus assamblé, dit le procès-verbal ⁴, après les propositions en tel cas requises faictes, ledict noble André de Gérente d'Andréa, premier consul, a proposé et remonstré estre de coustume de donner pouvoir et autorité auxdicts sieurs consuls de gouverner, régir et administrer tous et chascung les affaires de ladiete ville et communauté, observer autorités, bonnes et louables coustumes, et leur passer procuration et autorité pour ce faire.

« Ce que entendu par ledict Conseilh et ensuivant l'ordre et coustume de tout temps observée a faict et constitué acteurs et procureurs de ladiete ville et commune de Marseille, lesdicts sieurs consuls présens et acceptans la charge ausquels ledict Conseilh a donné pouvoir régir, gouverner et administrer tous et chascung les affaires de ladiete ville et communauté, observer, garder, faire observer, maintenir et entretenir lesdicts Chapitres de Paix, Statuts, privilèges, franchises et libertés, enciennes et louables coustumes de ladiete ville et contraindre les contravenans par les voyes à ce requises : durant ladiete année, emparer et deffendre par moyen des advocats, procureurs et solliciteurs de ladiete ville toutes et chascunes ses causes, procez et différens meus et à mouvoir, tant en demandant que deffendant pardevant tous juges et magistrats que la cognoissance appartiendra, faire les poursuites et procédures nécessaires, passer et stipuler tous actes et contrats concernant les affaires de la ville, obliger les biens de ladiete communauté à toutes cours, arrester les gabelles et fermes pendant les tems et manière

1. Ces emplois étaient nombreux et variés. La liste en est régulièrement reproduite tous les ans dans le procès-verbal de la séance du Conseil du jour de Saint-Simon.

2. Arch. com., BB. 67. *Cérémonial*, f° 379.

3. On disait aussi jour ou conseil de *Lactorié*.

4. Arch. com., BB. *Délibérations...*, Reg. n° 44, f° 5. Conseil du 13 novembre 1640.

accoutumée, substituer procureurs tels que besoning sera, promettant ledict Conseil avoir pour agréable, observer et garder tout ce que par lesdits sieurs consuls, assesseur et les substitués sera fait et les relever *ind. anno* de ladicte procuration et autorisation en bonne et deue forme.... »

Ce Conseil, indispensable pour la validité des actes à venir des consuls, ne se tenait pas à date fixe. En général, il se plaçait entre le 1^{er} et le 15 novembre. Cependant, on dépassait parfois cette date extrême : en 1646, par exemple, le Conseil de Lauthorié eut lieu le 9 décembre¹. Les consuls attendaient pour le convoquer que les circonstances le permissent. Peut-être étaient-ils tenus de ne pas faire cette convocation avant d'avoir reçu du Roi la réponse à la lettre par laquelle ils lui annonçaient leur élection et leur entrée en fonctions². Il paraît bien, en effet, qu'il était nécessaire de faire approuver par le Roi les opérations électorales du jour de Saint-Simon pour que les élus pussent être valablement investis par le Conseil de Lauthorié et remplir ainsi régulièrement toutes les attributions qui leur étaient dévolues.

Une procédure suivie au mois de mars 1650 nous indique qu'il devait en être ainsi. A la suite de troubles sur lesquels nous aurons à insister longuement dans une autre partie de cet ouvrage, les consuls créés le 28 octobre 1649 avaient été renversés et remplacés par d'autres magistrats élus tumultuairement. Mais ceux-ci avaient des scrupules à prendre des décisions importantes, particulièrement en matière de finances, parce que leur élection n'avait pas été confirmée par le Roi, malgré la requête qu'ils avaient présentée dans ce but. Les affaires les pressant et la réponse royale se faisant attendre, ils sollicitèrent la confirmation de leurs pouvoirs du Parlement de Provence. Celui-ci rendit, le 23 mars 1650, l'arrêt désiré. Peu après, le Roi confirma à son tour l'élection, et, le 19 avril, on put tenir le Conseil de Lauthorié et revenir à l'observation des règles auxquelles on avait manqué³.

1. Arch. com., BB. *Délibérations...*, Reg. n° 47, f° 8; — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 263.

2. Arch. com. de Marseille, *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettres au Roi, à Mazarin, au comte de Brienne, etc. — Arch. des Aff. étr., France, 1715, f° 349. Brienne aux consuls de Marseille (2 décembre 1650) : « J'ay fait sçavoir à Leurs Majestés comme, dans l'asssemblée du Nouvel Estat de la ville de Marseille, on a fait choix de vos personnes pour remplir les places des consuls et assesseur. Elles ont eu très agréable que le sort soit tombé sur vous, connaissant que vous estes affectionnés à Son service. »

3. Voir livre II, le détail des événements. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 615 : « Et d'autant que ces nouveaux consuls n'avoient point d'autre titre ni d'autre caractère que celuy de leur mise en possession par le suffrage du peuple et par le verbal qui en fut dressé, il fut jugé à propos pour les en rendre plus capables et encore pour leur décharge d'obtenir des arrests du Parlement ». Une requête fut présentée par les consuls pour « jusques au retour de l'envoyé qu'ils ont mandé à Paris auprès du Roy pour faire confirmer leurs pouvoirs, obtenir l'autorisation de leur eslection, pourvoir plus valablement à la conduite des biens

En même temps qu'il confère aux nouveaux consuls la plénitude des pouvoirs nécessaires au gouvernement et à l'administration de la ville, le Conseil de Lauthorié doit aussi pourvoir aux moyens d'assurer ce gouvernement et cette administration au mieux de l'intérêt général. Il procède notamment à l'élection des officiers municipaux dont le règlement de Saint-Vallier n'a pas prévu l'existence et qui sont, cependant, utiles à la bonne marche des affaires municipales. Ce sont les huit auditeurs des comptes « pour clore et arrester ceux qui seront rendus tant par les trésoriers de ladite ville que du port », les deux députés du Commerce et les huit auditeurs de requêtes. Il confère aussi aux consuls le droit de constituer le Bureau qui les assistera pour l'expédition des affaires ordinaires. Il leur donne le droit d'engager des dépenses jusqu'à concurrence d'une somme de 1 000 l. « pour distribuer aux œuvres pies » et de délivrer des mandats et des « billetttes » payables par le trésorier de la ville « pour subvenir aux affaires qui arrivent journellement à ladite ville ». Il leur donne enfin le pouvoir d'engager, de poursuivre ou d'arranger « tous les procez que la Communauté peut avoir ou pourra avoir durant l'année¹ ».

Le Conseil de Lauthorié est donc le complément indispensable du Conseil de Saint-Simon. Dans ces deux réunions, les conseillers de la cité pourvoient à la bonne organisation des affaires pour l'année administrative qui va commencer.

Quant au Conseil des Saints-Innocents, son ordre du jour n'a pas la fixité de ceux des deux conseils précédents. Cependant, c'est en général au conseil tenu ce jour-là qu'est réservé le soin de dresser la liste des trois gentilshommes de la province qui seront proposés au Roi pour remplir pendant une année la charge de vignier de Marseille². Mais, nous le verrons plus loin, les candidats à la viguerie ne sont pas nécessairement choisis le 28 décembre. Aussi le Conseil tenu obligatoirement ce jour-là peut s'occuper de beaucoup d'autres affaires intéressant la ville³.

En dehors de ces trois jours, le Grand Conseil peut tenir des

et rentes, passations des contrats et obligations et généralement pour toutes les affaires occurrentes de leur ville. » Un arrêt fut donc rendu qui, « en attendant la volonté du Roy, a permis et permet auxdits... d'exercer et faire toutes les fonctions des consuls aux occasions qui se présenteront ». — Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 51 (non folioté). Conseil de Lauthorié du 19 avril 1650. Le premier consul « a remonstré qu'il est de bonne coustume que ledit Conseil, chaque année après l'eslection des sieurs consuls et aultres officiers de ceste ville, en approuvant tout ce qui a esté fait de l'eslection dernière desdits consuls, assesseur, capitaines et vingt-quatre conseillers dudit Conseil en date du 16 de ce mois, donner pouvoir, etc... ».

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 5. Conseil du 13 novembre 1640.

2. Arch. com., BB. *Délibérations...*, Reg. n° 43. Conseil du 20 février 1640.

3. Arch. com., BB. *Délibérations...*, Reg. de 1640 à 1660, *passim*.

séances qu'on pourrait appeler extraordinaires, toutes les fois que les consuls jugent à propos de le convoquer. On ne saurait établir avec précision ni la date ni le nombre de ces réunions : tout dépend des circonstances¹.

Le Conseil des Septante-deux ne se réunit que dans des cas exceptionnels puisque, le jour de Lauthorié, il a autorisé les consuls à veiller aux affaires de la ville et à prendre toutes les décisions qui leur sembleront bonnes. Ses réunions extraordinaires n'auront donc pas d'autre objet que de suivre de plus près les actes des consuls, d'approuver les mesures qu'ils auront prises dans des cas importants, de pourvoir à l'approvisionnement et à l'administration de la ville pendant une peste, de statuer sur les demandes de subsides présentées au nom du Roi, de procurer aux consuls les ressources financières dont ils peuvent avoir besoin quand les revenus ordinaires de la ville sont insuffisants, soit en créant des taxes nouvelles soit en décidant des emprunts². D'ailleurs, lorsque la circonstance est pressante, le Conseil de Saint-Simon et surtout celui de Lauthorié ne se laissent pas arrêter par l'objet particulier de leur ordre du jour et ils prennent les décisions qu'ils jugent nécessaires : par exemple, le 13 novembre 1640, les consuls, une fois achevées les opérations réglementaires qui incombent au Conseil de Lauthorié, saisissent cette assemblée de la mauvaise situation financière de la ville qui n'a pas permis au trésorier de l'année précédente d'acquitter tous les paiements rigoureusement exigibles. Sans renvoyer l'examen de cette question à une réunion ultérieure, le Conseil délibère unanimement « que ne sera fait aucuns emprunts par lesdits sieurs consuls, ains que sera mis une imposition en forme de subsistance... attendu l'urgente et pressante nécessité³ ».

Il appartenait aux consuls d'assurer l'exécution des diverses décisions prises par le Conseil, sauf pour celles qui n'étaient exécutoires que sous la réserve, expressément formulée dans la délibération, de l'approbation du Roi⁴. Cependant, les citoyens pouvaient faire opposition à la délibération et solliciter du Parlement de Provence un arrêt d'annulation. Le Parlement encou-

1. Pendant l'année comprise entre le 1^{er} novembre 1639 et le 31 octobre 1640, des conseils ont été tenus les 5 novembre et 28 décembre 1639, et les 20 février, 24 mars, 1^{er} avril, 13 avril, 20 mai, 19 juin, 10 et 13 septembre, et 28 octobre 1640 (*Délibérations...*, Reg. n° 43); au contraire, pendant l'année 1640-1641, il n'y a eu que six conseils, les 13 novembre et 28 décembre 1640, et les 3, 17 avril, 4 mai et 28 octobre 1641 (*Délibérations...*, Reg. n° 44).

2. Le Conseil du 13 avril 1640, peut donner une idée de ces différentes décisions (*Délibérations*, Reg. n° 44, f° 58 v°).

3. Délibération du 13 novembre 1640.

4. En général, cette réserve était faite pour les délibérations relatives à l'établissement d'une taxe nouvelle sur les habitants : par exemple, la délibération du 13 novembre 1640, citée ci-dessus, réserve « le Bon plaisir de Sa Majesté ou de Nosseigneurs du Parlement ».

rageait cette procédure, sans doute pour se ménager le plus d'occasions possibles d'intervenir dans les affaires de Marseille. De leur côté, les consuls protestaient contre les arrêts rendus par le Parlement, en faisant valoir l'impossibilité où l'on serait d'administrer la ville si la minorité se mettait ainsi en travers des décisions prises par la majorité.

« Vous trouverez ci-inclus, écrivent-ils le 27 juin 1645 à un de leurs députés à Paris¹, deux copies d'arrests rendus par la Cour [de Parlement] sur l'opposition formée par quatre de la délibération faite par le Conseil portant don en faveur du Chapitre des Accoules de toutes les sommes que le sieur de Meyrargues peut devoir, pour icelles estre employées en augment des prestres et pour le service de Dieu. Ceste opposition a esté poursuivie si vivement que nous n'avons pas eu moyen de nous pourvoir au Conseil. Néanmoins, nous avons interest de nous pourvoir contre cest arrest; parceque s'il estoit permis à un petit nombre de former des oppositions à ce qui a esté résolu par le plus grand, tous les ordres de ceste Maison commune seroient pervertis et quels conseils que nous tinssions, il n'y auroit jamais rien de fini ni de résolu, puisque, en l'estat que nous sommes, il seroit malaisé que les choses proposées par les consuls fussent au gré et consentement généralement de tous, et il arriveroit toujours que deux ou trois opposans arresteroient le cours de toute sorte d'affaires. Il faut donc nous pourvoir contre ces arrests, faire dire que, conformément à nos statuts, les propositions qui seront agréées et approuvées par la pluralité et où le particulier n'y aura aucun interest seront exécutées, ainsi qu'il se rencontre à celle dont est question. »

Cependant, dans des cas exceptionnellement graves, l'autorité du Conseil des Septante-deux ne suffisait pas, soit pour entraîner l'adhésion unanime de la population à la décision prise, soit pour en imposer au Roi et à ses ministres l'approbation et leur arracher un consentement qu'ils auraient eu de la peine à accorder à un vœu présenté par les consuls au nom de l'assemblée ordinaire de la ville. On avait alors recours à ce que les Statuts du xiii^e et du xiv^e siècle appellent le *Publicum Parlamentum*² et qui est devenu au xvii^e siècle l'Assemblée des notables habitants de la ville ou des principaux chefs de familles. On y avait recours en temps de crise, par exemple, quand un danger public menaçait la ville, épidémie de peste ou attaque prochaine de l'ennemi, ou bien quand les divisions des partis avaient créé une situation si troublée qu'il était permis de craindre qu'elle n'entraînât des mouvements séditions.

1. Arch. com., *Correspondance des consuls*, Reg. I, Les consuls à M. Maurelet, 27 juin 1645.

2. Voir notre édition du *VII^e Livre des Statuts*, Introduction, p. xxxiv.

Suivant l'affluence des assistants, cette assemblée était réunie soit « dans la grand'salle de la Maison commune », soit dans une salle plus vaste, le réfectoire du couvent des Frères Prêcheurs. Nous aurons plus loin l'occasion d'étudier les résolutions prises par certaines de ces grandes assemblées au cours de la période agitée de la Fronde : la plus importante est celle qui délibéra sur le projet de Règlement du Sort destiné à remplacer le Règlement de Saint-Vallier. Mais avant cette époque, il avait été tenu des assemblées des personnes notables de la ville, notamment le 11 avril 1640, pour aviser aux mesures à prendre à la suite de l'apparition du mal contagieux ¹.

Le procès-verbal de cette assemblée mentionne la présence de plus de soixante-dix personnes dont il donne les noms. Mais, il est à présumer que, par analogie avec les assemblées postérieures, il y avait un plus grand nombre d'assistants, dont les noms n'ont pas été notés par le secrétaire. La chose est d'autant plus vraisemblable que l'assemblée n'a aucun caractère officiel, qu'elle a été convoquée seulement à titre consultatif, et que les décisions qui y seront prises n'auront de valeur qu'autant qu'elles auront été approuvées par le Conseil lui-même. En effet, après avoir exposé les causes de la réunion, le premier consul remarque « comme il est très expédient de prouvoir et prévoir à l'avance audit inconvénient qui pourroit arriver en cas de pareil accident [l'apparition du mal contagieux à Arles], ceste assemblée est convoquée afin de trouver les moyens, estimant pour luy que le plus prompt et le meilleur est d'emprunter de l'argent pour faire amas et achepter de bleds et autres choses nécessaires en cas que Dieu vouldust nous affliger de semblable mal, suppliant l'Assemblée de vouloir là-dessus dire ses sentimens et contribuer ses bons advis et favorables adiestances en une occasion si urgente ». Les assistants répondent à cette mise en demeure en délibérant « qu'en tant que ladite Assemblée peut et soubz le bon plaisir du Conseil sera permis aux consuls d'emprunter telles sommes de deniers qu'ils adviseront et leur sera nécessaire... ». L'Assemblée décide, en outre, qu'il sera établi pour la durée de la maladie une commission extraordinaire ou Bureau, chargée d'assister les consuls. Ceux-ci en choisiront eux-mêmes les membres « pour aprez proposer iceux au Conseil et en faire agréer le Bureau ».

Aucune de ces diverses décisions ne sera donc valable qu'autant que les consuls en auront obtenu la ratification du Conseil, ce qui eut lieu le 13 avril suivant². Ce qui atteste

1. Arch. com., *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 57 v°.

2. Arch. com., *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 58 v°. « Auquel Conseil a esté représenté par ledit sieur consul que, sur les premiers advis de la contagion en la ville d'Arles, ils auroient convoqué une assemblée des plus callifés de la ville.... » Le Conseil autorise les consuls... « ainsi qu'il a esté résolu par l'Assam-

encore le caractère consultatif, même extra-réglementaire de ces sortes d'assemblées, c'est que le viguier n'y assiste pas et qu'il n'y est représenté par aucun de ses suppléants ordinaires, juge du Palais, juge de Saint-Louis ou de Saint-Lazare.

Au contraire, l'assemblée désignée sous le nom de Bureau est légale, constituée conformément aux règlements municipaux. L'origine en est lointaine : elle remonte au ^{xiii}^e siècle. Le statut XIII du Livre Premier ordonne la création d'un Conseil secret dont les membres assisteront les syndics, les clavaires et les semainiers des corps de métiers¹. Les règlements de 1385 et de 1475 ne parlent pas de cette institution ; le règlement de Saint-Vallier n'en fait pas mention non plus. Elle a dû subsister sans interruption, cependant, car le règlement d'Angoulême précise sa composition et ses attributions, et en fait un organe essentiel de l'administration municipale².

Il ne semble pas que, sous le régime du règlement de Saint-Vallier, le Bureau ait eu un rôle aussi étroitement défini que celui qui lui est assigné par le règlement d'Angoulême. L'origine de ses pouvoirs n'est pas la même : au lieu d'être élu en même temps que les autres officiers municipaux par le Conseil du jour de Saint-Simon, comme le veut le règlement d'Angoulême, les membres du Bureau sont élus par le Conseil de Lauthorié. Ce conseil n'en désigne cependant que seize, les consuls ayant le pouvoir d'y faire entrer, à leur choix, « autres personnes de mérite et de qualité », ce qui modifie singulièrement le caractère de ces assemblées et peut en faire un auxiliaire docile, presque un instrument, entre les mains des consuls, et non le pouvoir de contrôle qu'avait établi le règlement d'Angoulême.

Les attributions du Bureau ne sont plus aussi exactement définies qu'elles le sont par le règlement d'Angoulême. La délibération du Conseil de Lauthorié qui l'établit chaque année est

blée.... Davantage, a esté proposé que, conformément à l'advis de la dernière Assemblée, il seroit bon d'establiir ung Bureau.... »

1. *Livre des Statuts*, I, XIII. « De Consiliariis secreti Consilii eligendis. Ordinamus presentibus constitutionibus deinceps firmiter observanda quod quancumque visum fuerit Rectori Massilie cum suis Officialibus, scilicet Syndicis et Clavariis et Septimanariis, Secretum Concilium eligere ipsum eligant bona fide. »

2. Règlement d'Angoulême, art. VII. « Lesdits vingt-quatre conseillers, en procédant à la création du Nouveau Estat, feront eslection de seize personnaiges des plus aparens et notables qui seront pris du Conseil desdits Septante-deux conseillers, et huit hors dudit Conseil, quatre pour chaque quartier, pour adsister et servir de Conseil aux consuls durant l'année de leur charge, sans qu'ils puissent délibérer, conclure ne ordonner des deniers de la ville ne d'aucuns autres affaires qu'avec le conseil et advis desdits seize ou de la plus grande partie d'iceux, à peine de nullité dont en sera fait acte par le greffier et secrétaire de ladite ville; et à l'effet susdit, lesdits consuls et députés tiendront le Bureau une fois la semaine dans la Maison commune pour traiter et délibérer desdites affaires, avec inhibitions et défenses au trésorier de faire aucun paiement en vertu des mandemens desdits consuls sans l'advis et conseil desdits seize ou de la plus grande partie d'iceux à peine du quadruple. »

vague et indécise : « Comme aussi a esté remonstré par ledit sieur premier consul qu'on a coustume d'establiir un Bureau de personnes des plus callifiées et espérimentées de la ville pour délibérer tous ensemblement avec Messieurs les consuls telles personnes de qualité et mérite qu'ils adviseront, requérant par ainsin vouloir establiir ledit Bureau. Sur quoy, à la nomination dudit sieur premier consul, ledit Conseil, par pluralité de voix, a esleu et créé pour ledit Bureau en nombre de seize, et outre ce, Messieurs les consuls vieux et nouveaux (suivent les noms), ausquels, avec Messieurs les consuls et assesseur et autres personnes de mérite et de quallité que lesdits sieurs consuls y appelleront, tous ensemblement ledit Conseil a donné pouvoir de procéder aux affaires qui se présentent tant de la Communauté que du Commerce et y apporter tout ce qui sera par eux jugé utile et nécessaire¹. »

Le Bureau ne se réunit pas régulièrement, comme le prescrit le règlement d'Angoulême. Le plus souvent, ses réunions ont pour objet, soit de préparer le travail que devra faire un prochain Conseil, soit de permettre aux consuls de se concerter avec ceux de leurs amis politiques qui le composent au sujet d'une affaire importante pour leur parti.

Il y a des circonstances où le Bureau ne suffit pas pour remplir une tâche particulièrement grave. Dans ce cas, le Conseil crée une commission extraordinaire, dont les attributions ne paraissent pas cependant être bien différentes de celles qui sont ordinairement dévolues au Bureau. Il est vrai que, le plus souvent, quand une commission de ce genre est créée, l'administration régulière elle-même a été suspendue : le Bureau ordinaire a donc dû disparaître également. C'est ce qui se produit quand éclate une épidémie de peste. Les consuls sont alors investis de pouvoirs exceptionnels, tandis que la majeure partie de la population, en particulier la classe aisée qui fournit la plupart des officiers de la ville et du Roi, fuit Marseille et se réfugie dans les bastides du terroir. Dès que les craintes de contagion commencent à se manifester, le Conseil organise l'administration pour cette période d'interim. Il ordonne notamment l'établissement d'un bureau dit de la Santé, formé de vingt-quatre membres auxquels sont adjoints les consuls et l'assesseur de l'année précédente, et deux intendants de la Santé. Ce bureau doit « répondre et dellibérer des affaires plus pressantes qui surviendront... puisqu'il n'est pas possible d'assembler si souvent le Conseil² ».

Aucun de ces conseils, Grand Conseil, Bureau ordinaire ou

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 5. Conseil du 13 novembre 1640.

2. Arch. com., BB. *Délib. du Conseil*, Reg. n° 44, f° 58 v°. Conseil du 13 avril 1640.

Bureau extraordinaire, ne disposait d'un pouvoir très étendu. Assemblée de contrôle ou assemblée consultative, ni le Conseil ni le Bureau n'avait le droit d'initiative. Celui-ci appartenait tout entier aux consuls, en particulier au premier consul. A ce sujet, Valbelle rapporte dans ses *Mémoires* un incident significatif, qui met manifestement en lumière l'étroite subordination des conseillers au Consulat. « Par le Conseil tenu le 3^e du mois de février 1653, Jean Vignon, qui avoit parlé audacieusement et qui s'étoit emporté jusque-là d'oser dire qu'il ne falloit opiner sur aucune affaire que M. de La Salle¹ n'eust proposé celle des escandalières (qui sont certaines femmes lesquelles tiennent et débitent en des magasins et celliers le vin des meilleures maisons de la ville et qui, sous ce prétexte, font aussi commerce du vin estranger), il fut incontinent résolu et délibéré que ce mesme Vignon sortiroit du Conseil et que, par punition de sa témérité, il en demeureroit exclu, *la parole n'estant qu'en la bouche du premier consul et c'est à lui seul à qui appartient de faire les propositions sur lesquelles après le Conseil délibere*². » Ceci se passait cependant sous le régime du règlement du Sort de 1652, qui aurait eu pour effet de restreindre les pouvoirs des consuls au profit du Conseil, si nous en croyons, du moins, ce passage d'une lettre des consuls à Ycard : « Mais comme autrefois les consuls dispoient de tout, nous ne faisons rien aujourd'hui que nous ne communiquions au Conseil et que nous n'en ayions l'approbation³ ». Nous pouvons donc conclure que, avant 1652, rien ne limitait la toute-puissance des consuls, pas même l'intervention des Conseils. C'est cette conclusion que Valbelle tire avec amertume d'incidents survenus au cours de la querelle du comte d'Alais et du Parlement de Provence : « Tout dépend des consuls, constate-t-il, et le peuple... comme un aveugle, se laisse conduire par le Chaperon⁴ ».

A Marseille, le Consulat était entouré d'un prestige considérable. Pendant leur année de charge, les consuls étaient l'objet de maintes preuves de déférence et de respect de la part de leurs concitoyens. Chacun recevait 300 livres de gages⁵. La ville leur

1. Alors premier consul.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 989 v°.

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard, 3 février 1654.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 467 v°.

5. Le règlement de Saint-Vallier (art. II) prescrit d'allouer aux consuls « florins cent cinquante, lesquels florins cent cinquante se partiront ensemble par esgales portions ». D'autre part, le règlement d'Angoulême (art. VI) dit : « Les consuls et assesseur auront pour leurs gages cinquante escus chacun et, avec cela, ils se feront la robe ancienne d'escarlate et le chaperon... ». Mais, en 1643, aucune de ces deux prescriptions n'est exactement remplie. Les Comptes trésoraires de 1639-1640 et des années qui suivent portent, en effet, « pour les gages des consuls et assesseur, ... 1 200 livres », soit 300 livres pour chacun. Ce sont bien là les cinquante écus du règlement d'Angoulême, mais, contrairement à ce règlement, la dépense de la robe d'écarlate et celle du chaperon ne sont plus à la charge des magistrats.

offrait aussi un chaperon de velours cramoisi liséré de blanc : c'était l'insigne essentiel de leur charge et ils devaient le revêtir toutes les fois qu'ils en remplissaient les fonctions¹. Quand un consul essayait une disgrâce, de la part du Roi ou de la part de ses concitoyens, il déposait le chaperon : c'était la plus cruelle mortification qui pût être infligée à l'amour-propre d'un citoyen marseillais. Les consuls revêtaient aussi, suivant les circonstances, des robes d'écarlate ou des robes de damas cramoisi dont l'achat et la façon étaient aussi payés sur les fonds de la ville². La robe d'écarlate était celle des grandes cérémonies; celle de damas se portait dans des occasions moins solennelles³. Les consuls se coiffaient d'une toque de velours noir⁴.

Ce costume rehaussait matériellement l'éclat du Consulat. Il ne suffirait pas pour expliquer la considération que les Marseillais avaient pour les premiers magistrats de leur ville. Cette considération s'étendait même aux citoyens qui avaient occupé ces hautes charges et qui en étaient sortis. Comme à Rome autrefois, les personnages consulaires formaient à Marseille un groupe de citoyens à part, objet du respect et de la déférence de tous⁵, parfois arbitres entre les partis, souvent chargés de missions délicates auprès du gouverneur, des ministres ou du Roi, et même des gouvernements étrangers⁶. Il faut voir là, à la fois, l'effet de la persistance des souvenirs se rattachant à l'origine de Marseille et à son rôle dans l'antiquité, et de l'influence des études classiques qui paraissent avoir été particulièrement en honneur dans l'aristocratie marseillaise à en juger

1. Comptes trésoraires. « Pour les chaperons des consuls et assesseur, 124 livres. » Le terme « le chaperon » avait fini, ainsi que l'indique le passage de Valbelle rapporté ci-dessus, par désigner la fonction consulaire elle-même; l'expression « l'honneur du chaperon » était d'un usage courant dans les délibérations, la correspondance des consuls et les mémoires du temps pour désigner les prétentions et les prérogatives du Consulat.

2. Comptes trésoraires. « Pour les robes d'écarlate des consuls et assesseur, 781 l. 16 s.; façon desdites robes, 16 l. Pour les robes de damas cramoisi des consuls et assesseur, 780 l. 16 s.; façon desdites robes, 16 l. »

3. La robe de damas était de création récente. Ruffi (*Hist. de Marseille*, I, 350) assigne à cette innovation la date de 1575 où, dit-il, un Conseil décida « que les consuls pour éviter les chaleurs aux Processions porteroient une robe de damas ». Une miniature du *Livre Rouge*, cartulaire des Archives communales de Marseille, représente les consuls en costumé officiel du xiv^e siècle; ce costume paraît avoir peu changé par la suite.

4. Voir Augustin Fabre, *Les Rues de Marseille*, II, 382, note 1.

5. A l'expiration de leur année, les trois consuls formaient, au Conseil, un groupe à part et, sous le nom de syndics, faisaient de droit partie du Bureau, assistaient les consuls de l'année dans la plupart de leurs fonctions et pouvaient, au besoin, les suppléer.

6. Cela ressort nettement de la *Correspondance des consuls*, des *Mémoires d'Antoine de Valbelle* et d'autres documents contemporains. Des faits confirment cette impression : en 1653, Antoine de Félix, premier consul de 1653, est envoyé, avec l'assentiment du Roi, en ambassade extraordinaire auprès de la République de Gênes; en 1658, Nicolas de Félix, sieur de La Reynarde, premier consul de 1650, est envoyé à la Cour pour expliquer et justifier les troubles qui se sont produits au mois de juillet et pour solliciter des lettres d'abolition.

par l'estime dans laquelle ses concitoyens tenaient l'avocat poète Balthasar de Vias¹. Mais il y a d'autres raisons pour expliquer la haute opinion que les Marseillais avaient de leurs consuls et l'orgueil de ceux qui portaient ou qui avaient porté ce titre et qui ne désespéraient pas de le porter de nouveau.

En fait les consuls étaient absolument les maîtres du gouvernement de Marseille : leur amour-propre et celui de leurs concitoyens pouvaient s'exalter d'autant plus à bon droit qu'ils avaient réussi à maintenir la plupart de leurs prérogatives malgré les prétentions des rois de France et les empiètements des agents royaux.

Les consuls se regardaient comme les premiers personnages de la ville, plaçant la fonction consulaire de beaucoup au-dessus de tous les offices royaux exercés dans leur ville par certains de leurs concitoyens ou par des gentilshommes étrangers². Ils ne supportaient de la part de ces officiers royaux aucune tentative pour prendre le pas sur eux à l'occasion d'une cérémonie qu'elle quelle fût et ils n'hésitaient pas, dans ce cas, à s'engager dans d'interminables querelles de préséance, mettant tout en œuvre pour obtenir satisfaction. Ils venaient justement de résoudre à leur gré deux contestations assez délicates qui s'étaient élevées entre eux et le lieutenant du sénéchal au siège de Marseille à l'occasion des cérémonies funebres de Marie de Médicis et de Louis XIII, célébrées en 1642 et en 1643. Le lieutenant du sénéchal, Nicolas de Bausset, alléguant sa qualité d'officier du Roi et l'exemple des autres villes du royaume où les officiers de justice précédaient les consuls, avait revendiqué le droit d'occuper la première place à l'église des Accoules, où la cérémonie devait être célébrée. Il rappelait que, en semblable circonstance, lors de la mort de Henri IV, les consuls de 1610 n'avaient pas fait de difficulté pour lui céder le pas. Mais, en 1642, il se heurta à l'opiniâtre résistance du premier consul, de La Salle, qui n'y voulut jamais consentir, croyant « qu'il y alloit de l'honneur de sa charge et qu'un consul, homme de bien, doit tenter d'acquérir de nouveaux droits au Chaperon ». Devant ce refus catégorique, Bausset et les autres officiers de justice s'excusèrent de ne pas assister à la cérémonie³.

En 1643, ni les consuls ni le lieutenant du sénéchal ne

1. Sur ce personnage, voir Aug. Fabre, *Les Rues de Marseille*, IV, 362-366.

2. Antoine de Valbelle (*Mémoires*, 969) rapporte ceci : « Je ne dois pas oublier que le jour où M. le duc de Mercœur fut en l'Hostel de Ville pour faire lire les Lettres patentes du Sort (octobre 1652), le sieur d'Aiglun, premier consul, portoit le baston de Viguiier suivant et conformément aux nouvelles lettres de Sa Majesté, par lesquelles il est permis au premier consul de porter le baston et tenir la place du viguiier absent aux cérémonies publiques, actions et droits honorifiques, ce que M. de La Salle a depuis rejeté et creu au-dessous de son rang, voire mesme de la grandeur et dignité du Chaperon. »

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 33.

voulant démordre de leurs prétentions, on chercha à les accorder. Exaltés par le succès de leurs prédécesseurs immédiats et jaloux d'augmenter la force de ce précédent par un nouvel avantage, les consuls répondirent orgueilleusement à ceux qui s'étaient entremis « qu'il n'y avoit point d'accommodement ni de milieu à prendre, et que, ces officiers ne s'estant point trouvés à la cérémonie des funérailles de la Reine, mère du Roy, il s'en estoit fait un préjugé qui servoit de loi et de règle¹ ».

Premiers personnages de la ville, les consuls sont plus des chefs politiques que des administrateurs municipaux. Le titre dont ils se parent dans tous les actes publics consacre cette qualité. Ils sont « Gouverneurs, Protecteurs et Défenseurs des franchises et libertés de la ville² », et ils s'en autorisent pour essayer de se soustraire au contrôle et aux ordres des agents du Roi. En fait, ils profitent de l'autorité que leur confère ce titre pour veiller à la fois aux intérêts généraux de la ville et aux intérêts particuliers du parti dont ils sont les chefs. Les règlements municipaux et les usages leur font à ce point de vue une situation prépondérante.

Ce sont les consuls sortants qui, le jour de la Saint-Simon, ont le droit de nommer ou de proposer les citoyens entre lesquels le Conseil choisira les vingt-quatre conseillers nouveaux, les consuls, l'assesseur, les capitaines de quartiers, et les autres principaux officiers de la ville. Il est certain, nous le verrons plus loin, que les consuls n'ont jamais usé de ce droit que pour favoriser le maintien au pouvoir de leurs amis politiques. Comme le choix du Conseil ne pouvait s'exercer que sur les personnages qu'ils avaient nommés, ils étaient tout-puissants en cette matière. Les règlements réservent, il est vrai, les droits du viguier, représentant suprême du Roi dans la ville. Mais si le Roi désigne tous les ans le viguier de Marseille, son choix ne peut pas se porter arbitrairement sur un gentilhomme quelconque de la province. Il est obligé — et il se conforme le plus souvent à cette obligation imposée par les règlements — de choisir le viguier sur une liste de trois nobles provençaux qui lui est présentée au nom du Conseil de la ville et que celui-ci a dressée suivant des prescriptions sem-

1. *Ibid.*, 49 v°. Valbelle termine ainsi son récit : « Ce que j'ai bien voulu remarquer en ce lieu afin qu'il serve à l'avenir ».

2. Ruffi (*Histoire de Marseille*, II, 273-277) raconte que les rois de France firent au xvi^e siècle plusieurs tentatives pour donner à Marseille un gouverneur particulier, mais durent y renoncer devant la résistance des consuls. Il ajoute : « Lorsque la ville de Marseille eut brisé les fers de la tyrannie de Louis d'Aix et de Charles de Casaulx..., le gouvernement fut donné aux viguier et consuls de Marseille durant la vie de Libertat, et, après la mort de Libertat, aux consuls qui l'ont possédé tous ensemble et en corps et en ont porté le titre et la qualification suivant le pouvoir qu'Henry IV leur en donna par le texte de l'Edit de sa réduction jusqu'en l'an 1660. »

blables à celles qui règlent l'élection des consuls. Le vignier ne peut être ainsi que la créature du parti qui domine à l'Hôtel de Ville, un instrument docile entre les mains des consuls. Ceux-ci ont donc les moyens de gouverner et d'administrer Marseille au profit exclusif du parti dont, pendant une année, ils sont les chefs officiels.

Les trois consuls n'ont pas tous le même pouvoir. Le règlement et la coutume distinguent entre eux un premier, un second et un troisième consuls. Cette distinction ne résulte pas seulement de la différence de naissance et de fortune que les règlements ont établie entre ces trois personnages : elle repose aussi sur une différence d'attributions. Le premier consul est véritablement le chef de l'administration municipale. Les documents officiels le nomment le premier, quand ils énumèrent les divers officiers de la ville. Dans les séances du Conseil, c'est lui seul qui porte la parole et qui présente les propositions sur lesquelles les conseillers sont appelés à délibérer¹ : peut-être même n'est-il pas toujours, en cette circonstance, l'interprète exact et véridique de l'opinion de ses collègues. Dans tous les cas, c'est à lui seul qu'il appartient de statuer en premier ressort sur les requêtes et les propositions présentées au Consulat : il n'a pas à tenir compte, pour prendre sa décision, des sentiments du second et du troisième consuls².

Cependant, si disposé que puisse être le premier consul à garder pour lui la plénitude du pouvoir, ses deux collègues ont aussi des attributions qui peuvent à certains moments contrebalancer les siennes et tenir en échec sa volonté.

D'abord, le second consul et, à son défaut, le troisième suppléent le premier toutes les fois qu'il est absent. Ce sont là des prérogatives naturelles qui, en temps ordinaire, ne peuvent avoir que des conséquences favorables à la bonne gestion des

1. Arch. comm. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 5. Conseil du 13 novembre 1640. « Auquel Conseil, ainsy que dessus assamblé, après les propositions en tel cas requises faites, ledit noble André de Gèrente d'Andréa, premier consul, a proposé et remonstré estre de coustume, etc.... Conformément à la coustume et sur la présentation du premier consul, le Conseil.... Aussy a esté proposé par ledit sieur premier consul que la ville a de grands procès.... De plus, ledit sieur premier consul a proposé que, à faulte de fonds.... Esté aussy proposé par ledit sieur premier consul que sur le point de terminer l'affaire du sieur de Montolieu.... » — Cf. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 989 v° : « La parole n'estant qu'en la bouche du premier consul et c'est à lui seul à qui appartient de faire les propositions sur lesquelles après le Conseil délibère. »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 233 v°. « L'an mil six cens quarante six et le jour dernier du mois d'octobre avant midy, dans la grande salle de l'hostel de ceste ville de Marseille; par devant... consuls et gouverneurs de ceste ville, sont comparus nobles... Pierre de Salomon, Gaspard de Villages, sieur de La Salle... et autres, lesquels s'estant adressés auxdits sieurs consuls leur auroient demandé une Assemblée générale pour délibérer s'il sera nécessaire de députer au Roy.... Ce que, entendu par ledit sieur de Bègue, premier consul, il a dit qu'il ne trouve pas à propos ceste Assemblée générale pour deux raisons... en façon qu'il ne consent pas à ceste Assemblée.... »

affaires municipales. Il peut en être autrement quand le second ou le troisième consul sont appelés à prendre la place du premier à un moment difficile, quand la ville ou même tout le royaume traversent une crise. Dans ce cas, la présence à la seconde place d'un personnage ambitieux, qui souffre de l'effacement auquel le condamne sa situation relativement subordonnée, peut entraîner de très graves dangers. C'est pendant une absence du premier consul, Antoine d'Arène, au mois d'avril 1585, que le second consul, Louis de la Motte d'Ariès, secrètement d'accord avec le chevalier de Vins, agent du parti des Guises en Provence, essaya d'entraîner Marseille dans le parti de la Ligue. C'est seulement parce que, au dernier moment, il manqua de décision que les partisans du Roi purent reprendre l'avantage et, se saisissant de sa personne, le firent condamner à mort et exécuter¹.

Sans aller aussi loin, un parti éloigné de l'Hôtel de Ville peut spéculer sur l'opposition de sentiments qui existe entre les consuls ou sur la faiblesse de caractère du second et du troisième consuls pour essayer de reprendre sur ses adversaires l'avantage qu'il a perdu. Nous verrons que, en 1658, le parti de La Salle et de Niozelles, après avoir réussi, grâce à une émeute, à éloigner de Marseille son principal adversaire, le premier consul Vento de La Baume, imposera par la crainte sa manière de voir aux second et troisième consuls, Boniface de Pascal et Joseph Fabre et essaiera ainsi de tirer de sa victoire tous les profits qu'elle pourra lui procurer².

Ce sont là, il est vrai, des cas exceptionnels. Toutefois, dans la vie ordinaire de la cité, les prérogatives du premier consul sont limitées par celles de ses deux collègues. Si le plus souvent ses décisions sont souveraines, cela ne veut pas dire qu'en droit il puisse les prendre et en imposer le respect à ses concitoyens sans avoir, au préalable, pris l'avis du second et du troisième consuls. Il arrive même que cette obligation qui lui est imposée par les règlements devient pour lui une garantie contre les réclamations et les exigences de ses adversaires. C'est en vain que, en 1647, le parti de Valbelle a demandé au premier consul, Pierre de Bausset, sieur de Roquefort, la convocation d'un Conseil pour régler un différend survenu entre les deux partis rivaux : jamais le Conseil ne s'est trouvé en nombre suffisant pour délibérer. A la fin, las d'attendre une réunion que leurs adversaires rendent impossible par leur abstention concertée, les intéressés requièrent le premier consul de convoquer une assemblée générale de citoyens. Mais de Bausset-Roquefort objecte qu'il ne peut satisfaire à cette requête

1. Ruffi, *Histoire de Marseille*, I, 355 et suiv.

2. Voir plus loin, III^e partie.

« qu'avec la présence et consentement de ses collègues », que l'on fait alors vainement rechercher à leur domicile, et les requérants sont obligés de recourir à une procédure extraordinaire pour avoir raison de la mauvaise volonté évidente de leurs adversaires¹.

De même que le premier consul peut opposer aux réclamations des citoyens le refus de ses collègues, de même les citoyens peuvent, de leur côté, en appeler au second et au troisième consuls d'une décision du premier. Lorsque, en octobre 1646, à la suite de troubles survenus le jour de Saint-Simon, La Salle, Félix et d'autres membres du parti de Valbelle ont inutilement présenté au premier consul Bègue une requête tendant à la convocation d'une assemblée générale, ils sollicitent ensuite le second et le troisième consuls, d'Amphossy et Chambon, et obtiennent que l'Assemblée sera réunie malgré l'opposition du premier consul².

Nous pouvons donc dire que si le premier consul a des prérogatives réelles qui en font véritablement le chef du gouvernement et de l'administration de Marseille, il ne peut valablement en user qu'après s'être concerté avec ses collègues. Ceux-ci exercent sur ses actes une sorte de pouvoir de contrôle et collaborent véritablement avec lui, malgré le prestige dont l'entourent la naissance, la fortune et souvent le mérite personnel.

Il y a, au XVII^e siècle, un quatrième magistrat qui a pris une grande importance, est devenu un collaborateur immédiat et indispensable des consuls, et s'est élevé pour ainsi dire au rang d'un quatrième consul. C'est l'assesseur qui doit être choisi par le Conseil de Saint-Simon parmi les avocats et docteurs de la ville, déjà membres du Conseil, âgés de vingt-cinq ans et fils de famille, dit le règlement d'Angoulême.

Cette charge est de création relativement récente. Elle fut instituée en 1410, par le roi de Sicile, Louis II, qui autorisa les Marseillais à adjoindre aux syndics un avocat pour les assister, dit Ruffi³, « à la manutention des privilèges et libertés de la ville ». Ce n'est cependant qu'en 1456 que cet avocat fut désigné pour la première fois sous le titre d'assesseur⁴.

Le nombre et l'importance des affaires ne cessant d'augmenter, par suite du développement même de la ville et des fré-

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 293 et suiv.

2. *Ibid.*, 235 v^o. « ... Et sur ce, ledit premier persistant à sa susdite réponse, lesdits sieurs comparans se sont adressés aux sieurs d'Amphossi et Chambon, ses collègues, lesquels, après avoir oui ceste affaire en délibération, ont accordé ladite assemblée pour cejourd'huy à deux heures après midy.... »

3. *Histoire de Marseille*, II, 245. Ruffi place à tort en 1413 la création de la charge d'assesseur. Il y a, en effet, au *Livre Noir* (f^o 17 v^o) une copie des Lettres Patentes de Louis II adressées au viguier de Marseille pour lui ordonner cette création et datées du 22 avril 1410.

4. Ruffi, *Ibid.*

quentes tentatives des agents du Roi pour restreindre ses privilèges, le rôle de l'assesseur s'accrut aussi. Des magistrats placés à la tête de l'administration municipale, sa culture intellectuelle et ses connaissances juridiques le rendaient seul capable d'éclaircir les affaires naturellement embrouillées par l'accumulation des documents contradictoires, de mettre au point les questions délicates, de régler avec compétence et de surveiller avec profit la conduite des divers agents, procureurs et avocats, que Marseille entretenait auprès du Parlement, des Cours souveraines de Provence et du Conseil du Roi, de tenir tête aux très habiles gens du Roi avec lesquels il avait à débattre les intérêts de sa ville. Cependant, si indispensable qu'ait pu devenir l'assesseur et si considérables qu'aient pu être ses services, il ne cessa pas officiellement d'être seulement l'auxiliaire, nous dirions aujourd'hui le conseil judiciaire, des consuls. Aux ignorants et aux malveillants qui étaient tentés de le confondre avec eux, ceux-ci s'empressaient d'indiquer en quoi consistaient au juste ses fonctions. Ainsi les consuls de 1646 écrivaient au procureur de la ville près le Parlement d'Aix pour décharger l'assesseur d'une citation lancée contre lui en même temps que d'autres lancées contre eux :

« Pour raison de l'assignation qui fut donnée à M. l'assesseur vous la pouvez débattre de nullité sur ce que, par le règlement de nostre ville concernant la forme du Conseil et l'eslection des officiers de police, résulte que la charge d'assesseur n'a pas esté de tout tems, que d'ancienneté il n'y a jamais eu que trois consuls et ce jusques en l'an 1410 qu'ensuite de quelques remonstrances que les Marseillois firent à Louis second sur ce que, comme d'ordinaire, ceux qui estoient admis aux charges de consuls n'estoient point versés aux lettres pour avoir soin de la conservation de leurs privilèges, Sa Majesté leur accorda, par lettres patentes données à Saint-Victor le 22 avril de la mesme année, le pouvoir d'eslire annuellement un avocat pour assister les consuls à la manutention des privilèges, franchises et libertés de la ville¹. Mais il faut remarquer que cest avocat ne portoit point le chaperon ni la robe rouge. Il est vrai que, environ un siècle après, cela lui fut accordé en considération du soin qu'il prenoit pour les affaires publiques. A quoi on peut ajouter ceste considération qu'encore aujourd'hui l'assesseur ne se mesle aucunement de ce qui regarde la charge des consuls et, en quelle affaire que ce soit, il n'a point voix délibérative avec eux, sinon que comme les autres conseillers². »

Telle était donc la doctrine officielle relativement à cette

1. Rufin (*loc. cit.*) se sert des mêmes expressions quand il caractérise les fonctions de l'assesseur.

2. Arch. comm., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Guitton à Aix, 19 avril 1646.

charge. Cependant, dans son *Histoire de Marseille*, dont la première édition parut justement en 1646, Ruffi, qui résume de la même manière les diverses phases de l'histoire de l'assessorat, ajoute cette phrase qui nous paraît contredire quelque peu la lettre ci-dessus : « En ce qui est des procédures judiciaires, les assesseurs estoient nommés après les consuls, et conjointement avec eux aux affaires où la communauté avoit intérêt, et signoient d'ordinaire les principaux contrats¹ ».

Il semble résulter de ce passage que, en fait, l'assesseur avait une situation supérieure à celle que lui assignaient les règlements municipaux et qu'il avait fini par s'élever au rang même des consuls. Il est, en effet, impossible de rejeter le témoignage de Ruffi qui fut mêlé personnellement à ce qu'il appelle la manutention des affaires de la ville et qui avait, par conséquent, une compétence particulière pour parler des institutions qui fonctionnaient sous ses yeux et parfois même avec son aide. D'ailleurs, la lettre des consuls n'a pas pour objet de déterminer impartialement, comme pour la postérité ainsi que le fait Ruffi, quel rôle l'assesseur joue dans les conseils de la ville. Elle a pour but de détourner de lui une poursuite en responsabilité devant le Parlement de Provence : elle doit donc réduire son rôle aux proportions les plus modestes et, partant, en faire le simple assistant des consuls, le représenter comme n'ayant pas même la plus légère part à la délibération et à la résolution des affaires dont il a cependant l'étude et la préparation.

Il paraît invraisemblable que l'assesseur ait été un aussi modeste personnage. S'il en avait été ainsi, on ne comprendrait pas pourquoi, tout en ne fixant pas pour lui, comme pour les consuls, des conditions de fortune, le règlement d'Angoulême aurait exigé que l'assesseur fût pris parmi les « fils de famille », alors qu'il n'exigeait pas une semblable condition pour le secrétaire du Conseil, choisi parmi les notaires de la ville, pourvu d'un diplôme, comme l'assesseur et, comme lui, auxiliaire indispensable des consuls. On comprendrait encore moins pourquoi l'assesseur recevait les mêmes gages que les consuls et pourquoi il portait avec eux le chaperon et la robe d'écarlate, alors qu'aucun autre officier de la ville ne jouissait ni de semblables avantages pécuniaires ni de semblables prérogatives honorifiques. Tout cela devait répondre à une réalité. Aussi concluons-nous que si les règlements n'assimilent pas tout à fait l'assesseur aux consuls, du moins, en fait celui-là était regardé comme l'égal de ceux-ci.

L'assesseur n'était pas seulement chargé de remplir auprès des consuls le rôle de conseil judiciaire auquel le destinait sa qualité d'avocat. Il avait aussi d'autres attributions qui lui

1. II, 245-246.

avaient été dévolues en raison de la culture intellectuelle que lui supposait cette profession et qui lui réservaient un rôle plus actif dans la gestion des affaires de la ville. Il était chargé de la correspondance des consuls¹. Il se concertait avec eux et ne faisait ordinairement que suivre leurs indications. Mais, par la raison qu'il était maître de la forme et qu'il avait préalablement discuté le fond, il est permis de supposer que la correspondance reflétait plus souvent sa pensée que celle des consuls. Il est vrai que ceux-ci signaient les lettres et que la signature de l'assesseur n'y paraissait pas : mais ce fait, qui ne portait que sur la forme matérielle même des lettres, ne pouvait en aucune façon diminuer l'influence de leur rédacteur.

En d'autres circonstances, l'assesseur était appelé à jouer un rôle plus apparent que celui qui était réservé aux consuls. C'est lui qui était chargé de prendre publiquement la parole dans les cérémonies solennelles, ordinaires et extraordinaires². C'est encore lui qui haranguait au nom de la ville les grands personnages qui la traversaient³ : l'assesseur était donc, chose naturelle, l'orateur officiel du Conseil. Ce dernier rôle paraît lui avoir procuré plus de satisfactions d'amour-propre que de puissance réelle. Nous avons conservé quelques-uns de ces discours : ils consistent en une suite pompeuse et boursouflée de lieux communs auxquels se mêlent de longs développements sur le passé de Marseille et sur ce qu'en ont dit les écrivains anciens, mais on y trouve rarement des renseignements précis sur les circonstances dans lesquelles a été prononcé ce morceau d'éloquence ou sur les institutions actuelles de la ville.

Ce qui achevait de donner à la charge d'assesseur toute son importance et qui la faisait rechercher par les avocats avec un empressement égal à celui des notables citoyens briguant le consulat, c'est que l'assesseur, à l'expiration de son année de charge, était appelé à exercer la charge de juge de Saint-Louis. Ce n'était pas un droit absolu, consacré par les statuts ou les règlements, mais l'usage en était si bien établi qu'Antoine de Valbelle dit n'avoir eu connaissance que de deux dérogations survenues de son temps⁴.

1. Le Reg. I de la *Correspondance des consuls* est formé de plusieurs cahiers. L'un de ces cahiers porte cette rubrique inscrite sur son premier feuillet : « Copies des lettres ou abrégés d'icelles, depuis le 27^e mars 1646 jusques au 17^e juillet, mesme année, estant consuls noble François de Bègue, Gaspard Anfossy, escuyer, et Louis Chambon; Monsieur M^c Charles Milonis, assesseur. La plupart d'icelles sont esté dictées par ledit sieur assesseur. »

2. Archives Nationales, K. 1220, n^o 53 : Harangue prononcée le 20 mai 1640 à l'installation du viguier de Marseille.

3. Voir le récit de la réception à Marseille de la reine Christine de Suède, dans Augustin Fabre, *Les Rues de Marseille*, I, 152-153.

4. *Mémoires*, 655 v^o. « Au Conseil du 15 mai 1650, Lazare de Cordier, avocat..., pour lors juge de Saint-Louis, tint la place du viguier. Et estoit juge de Saint-Louis, bien qu'il n'eust pas esté assesseur l'année dernière et que ce fust Antoine Gras, n'y ayant eu de nostre tems que celui-cy et François Bétandier,

Les consuls, joints à l'assesseur, forment donc le pouvoir permanent de l'administration municipale. Ils connaissent de toutes les affaires concernant la ville, la représentent dans les circonstances ordinaires et extraordinaires¹, se présentent en justice en son nom, adressent des requêtes au Parlement, à la Cour des comptes et au Conseil du Roi, font et signent la correspondance administrative. La délibération du Conseil de Lauthorié leur confère de façon précise et formelle les pouvoirs nécessaires pour remplir ces diverses attributions. Elle leur confère aussi le pouvoir de mettre en adjudication les fermes de la ville et de conclure avec les adjudicataires tous les contrats nécessaires; ils veillent à l'exécution de ces contrats. Ils contractent les emprunts et passent à cet effet toutes les conventions utiles avec les créanciers de la ville². Ils signent encore des conventions avec les entrepreneurs de travaux publics³ et surveillent la gestion des intendants et du trésorier du port sous la direction desquels s'exécutent les travaux d'entretien du port de Marseille. Ils ont la police des marchés, font observer la taxe du pain, contrôlent le service des poids et mesures⁴. Ils sont enfin les ordonnateurs des dépenses, signent les billettes et les mandats sur le vu desquels le trésorier de la ville fait les paiements⁵.

Les consuls administrent encore les affaires intéressant le commerce de Marseille. Ils siègent au bureau du Commerce, assurent l'exécution de ses décisions. Ils nomment, quand une vacance se produit, à l'une des quarante-six charges de censal-juré ou courtier de commerce, reçoivent le serment du nouveau censal, lui délivrent des lettres de nomination⁶. Ils veillent de même à l'observation des statuts des différentes corporations

en l'année 1636, lesquels, au sortir de leur charge, aient été privés de celle de juge qui est comme annexée et affectée aux assesseurs.

1. Les consuls, à leur entrée en charge, se rendent auprès du gouverneur, pour lui présenter leurs compliments. Quand un nouveau gouverneur vient en Provence, les trois consuls et l'assesseur, ou deux ou trois d'entre eux, vont au-devant de lui aux limites de la province (Arch. comm., AA 67, *Cérémonial*).

2. Voir plus loin ce que nous disons de l'administration financière.

3. Arch. comm., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 8 v°. — 5 novembre 1639, contrat passé entre les consuls de la ville, qui se sont adjoints les intendants du port, et le sieur Pascal Amouret, maître-maçon, pour l'entretien et la réparation des pavés de la ville, pendant six années, au prix de 150 l. par an, dont 75 l. seront payées par la Communauté et 75 l. par les Intendants du port par avance.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 675 (année 1650). « Ces braves et généreux consuls voulurent bien faire l'essai de ce qu'une charge de blé pouvoit rendre de pain. Ils trouvèrent que la *Seisette* d'Arles faisoit 400 pains; le blé du Bastion 380, si bien que, les boulangers ne s'estant obligés à fournir pour chaque charge de blé que 330 pains de 12 onces la pièce ou 360 du poids de 11 onces, il fut délibéré d'y remédier pour l'advenir et de régler ce grand nombre de boulangers à trois seulement par chaque quartier. »

5. Voir les registres des Comptes trésoraires (Arch. com. de Marseille, CC.).

6. Arch. comm. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 27. Lettre de nomination à la charge de censal du 5 novembre 1639.

de la ville, dont quelques-uns remontant au moyen âge ont été rédigés par leurs prédécesseurs¹.

Les consuls ont enfin d'importantes attributions de police et de justice.

En leur qualité de chefs de la police, les consuls font des ordonnances qui se rapportent aux diverses matières de l'administration municipale, police, voirie, marchés, et qui sont publiées sous forme de criées dans les différents quartiers par le trompette de la ville². C'est à eux que s'adressent les différents officiers du Roi lorsqu'ils veulent faire publier à Marseille une décision intéressant la police générale de la province. Dans ce cas, les consuls ont le pouvoir d'accorder, de refuser ou d'ajourner leur autorisation jusqu'à ce qu'ils aient pris toutes les informations qu'ils jugent nécessaires³.

Pour assurer l'exécution de leurs décisions, la tranquillité de la ville et la sécurité des habitants, les consuls disposent d'une force de police, formée de compagnies levées dans les quatre quartiers de la ville et placées sous le commandement des capitaines de quartiers. Tous les habitants du quartier, chefs de maison, peuvent être commandés par le capitaine « pour aller à la garde ». Ils sont tenus d'obéir à cet ordre « si ce n'est en cas de maladie ou autre légitime empeschement », sous peine d'une amende qui, fixée à 50 l. par une criée du 1^{er} juillet 1625, fut réduite à 100 sous par une autre criée du 12 mai 1626. Chaque homme fournit lui-même ses armes et ses munitions « poudre, mèches et balles⁴ ».

En temps ordinaire, les compagnies occupent les corps de garde établis dans chaque quartier, veillent aux autres corps de garde placés aux portes de la ville, font le soir, « après la retraite sonnée... » des patrouilles pour « rechercher les personnes suspectes, vagabondes et de mauvaise vie⁵ ».

Les compagnies de la milice urbaine ne sont pas seulement chargées d'assurer la police de la ville. Elles forment la seule

1. Voir dans notre édition du VI^e Livre des Statuts, différents statuts sur la Blaquerie et la Corroierie.

2. Arch. comm., FF. Criées publiques.

3. Arch. comm., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I, 26 juin 1648. « Au prince de Mourgues, duc et pair de France. Les respects que nous devons à Vostre Excellence nous obligent de l'informer de ce que, le sieur général des Monnoies en ceste province désirant faire faire des criées en ceste ville portant défenses de certaines monnoies de billon fabriquées aux coin et armes de Vostre Excellence, nous n'avons pas voulu le permettre sans Luy en donner advis. C'est pourquoy nous avons jugé à propos d'envoyer y inclus le contenu et teneur desdites criées afin que Vostre Excellence voie le tout. Nous différerons jusques à ce qu'Elle nous donne Ses volontés pour laquelle nous ne manquerons jamais de respect et d'obéissance. »

4. Arch. com., FF. Criées publiques. Ces prescriptions sont confirmées par une délibération du Conseil des Cent du 7 décembre 1653 (*Delib. du Conseil*, Reg. n° 54, p. 82).

5. Arch. com. *Correspondance des consuls*, Reg. I, 21 février 1646, Les consuls au comte d'Alais.

force militaire de Marseille et doivent concourir à elles seules à la défense en cas d'attaque de l'ennemi. A cet effet, le Conseil et les consuls veillent attentivement à l'instruction militaire de leurs concitoyens : en 1648, le Conseil approuve l'engagement conclu entre les consuls et un nommé François du Bois, qui s'est chargé, moyennant une pension de 400 l., de « monstrier aux habitans à manier le mousquet et la pique », ce qui, remarque Antoine de Valbelle, « n'est pas moins nécessaire aux villes frontières que l'étude des bonnes lettres¹ ».

Cependant, comme en temps de guerre, les contingents des compagnies de quartiers seraient insuffisants, il est d'usage, dans ce cas, de créer des capitaines supplémentaires, dits *capitaines de crue*, et de lever des compagnies de gens de paye. Celles-ci se distinguent des premières en ce que les hommes qui les composent touchent une solde, tandis que les habitants servent gratuitement dans les compagnies de quartiers. C'est encore aux troupes de crue que les consuls ont recours en cas de graves troubles civils : mais ils ne peuvent pas ordonner la levée de gens de paye sans délibération du Conseil. Les fréquentes dérogations à cet usage furent, de 1646 à 1658, un des plus graves griefs que le parti de l'opposition aux consuls eut contre ses adversaires qui se maintenaient au pouvoir par ce moyen et grâce à la faveur des gouverneurs².

Les attributions de police qui confèrent aux consuls le droit de disposer souverainement des forces militaires de Marseille peuvent être rangées parmi celles qui assurent au consulat une force véritable et une singulière autorité. Mais les consuls tirent encore des attributions d'un autre genre, tout aussi importantes, de leur qualité de chefs de la police. Ils ont le droit de juger les contrevenants à leurs criées et ordonnances. Ils prétendent aussi se réserver, à l'exclusion de toute autre juridiction, la connaissance des affaires où sont impliqués les vagabonds et les malfaiteurs arrêtés par les patrouilles de la milice urbaine.

Dans le premier cas, ils tirent leurs droits de lettres patentes, édits et ordonnances des rois de France, confirmés par une

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 363 v°.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 367. — Les consuls, créés en octobre 1648, apaisent une sédition des soldats et mariniers des galères, contre leur général, le duc de Richelieu, en payant aux mutins une partie de la somme qui leur est due et qu'ils réclament. Les consuls accompagnent ensuite le duc de Richelieu à son domicile et le font « garder depuis par le capitaine de Saint-Jean, ... avec des gens de paye, qui est la première levée qui s'est faite dans ceste ville aux dépens du public et laquelle jamais on n'auroit permise si le premier consul, qui faisoit tout de soi, l'eust proposé dans une assemblée ou conseil. » — En 1658, le parti des libertés municipales, maître du Conseil, décide de « confirmer la délibération de l'Assemblée générale du 28 juillet dernier, portant que messieurs les consuls ne pourront à l'avenir lever ni tenir des soldats et gens de paye pour quelle occasion que ce soit, sans délibération précédente du Conseil des Trois Cens ni redoubler la garde ordinaire de la ville, sans en faire sçavoir la cause au mesme Conseil des Trois Cens ».

ordonnance de Louis XIII du mois d'octobre 1632. En vertu de cette ordonnance, ils ont « pouvoir, faculté et autorité... de juger et condamner jusques à la somme de 10 l. d'amende ceux qui contreviendront aux statuts, réglemens et ordonnances de police, qui ont esté cy-devant faits ou le seront cy-aprez par lesdits consuls ou leurs successeurs esdites charges, et particulièrement ceux qui seront surpris fraudans et altérans les poids et mesures en la vente et débit des denrées, voulant qu'à cest effet les sentences qui seront rendues par lesdits consuls... soient promptement exécutées et lesdites amendes levées sans délai sur les condamnés par ceux que lesdits consuls auront commis pour cest effet et pour les distribuer selon leurs ordonnances, et lesdits condamnés contraints au paiement d'icelles par toutes voies dues et raisonnables et comme pour nos propres deniers et affaires, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, avec pouvoir et faculté aussi de condamner au carcan et collier ceux qui, après avoir esté punis une ou deux fois pour les malversations par eux commises touchant le fait de ladite police et notamment pour les faux poids et fausses mesures en la vente des denrées, persisteront en leurs fraudes et abus et seront convaincus de la mesme faute, à la charge néanmoins de l'appel pour ce regard en nostre Cour de Parlement¹ ».

L'exercice de ce droit de police et de justice ne va pas sans difficulté. Les consuls entrent parfois en conflit avec les officiers du Roi, contre lesquels ils défendent leurs prérogatives par tous les moyens de procédure dont ils disposent. Un lundi de février 1646, à dix heures du soir, le capitaine Blanc, du quartier de Cavaillon, avait arrêté, avec sa patrouille, un sergent royal, nommé Proally, homme de mauvaise réputation, qu'il avait surpris l'épée nue à la main en compagnie d'individus, condamnés à mort contumaces. Alléguant la qualité de criminels avérés de ces personnages, les officiers du siège avaient évoqué l'affaire devant eux. Mais les consuls avaient protesté auprès de l'intendant parce que, disaient-ils, « ceste affaire estoit de police et, conséquemment, de leur connoissance² ». Puis, jugeant cette protestation insuffisante, ils demandent au gouverneur qu'il les assiste « à la résolution qu'ils ont prise d'empescher que les officiers du siège et autres ne se meslent point de leur police et de ce qui regarde leur autorité, mesmement aux affaires de semblable nature car, autrement, et eux et tous les capitaines n'auroient pas sujet d'aller courir la nuit pour l'assurance du général et des particuliers de la ville et, par ce

1. Arch. com. de Marseille, FF. 1555-1641. Police et Objets généraux. — A cette ordonnance royale est jointe une ordonnance du maréchal de Vitry, gouverneur de Provence, du 7 novembre 1632, prescrivant l'exécution de la décision du Roi.

2. Arch. com. *Correspondance des consuls*, Reg. I, Lettre des consuls à l'intendant Champigny, 21 février 1646.

moyen, ne pourroient point exécuter la volonté du Roy et les ordres du gouverneur sur ce sujet¹ ». Puis, comme le Parlement, sans tenir compte de ces protestations, a rendu son arrêt, les consuls avisent l'intendant qu'ils sont « résolus de se pourvoir au Conseil et, sous sa permission, d'y envoyer en diligence Thibaut, son huissier, attendu que c'est une affaire d'Etat et que la connoissance leur en doit estre renvoyée, pourquoy ils n'espargneront rien, attendu l'importance de l'affaire et les inconvénients qui pourroient arriver à leur ville s'ils souffroient que le Parlement les traitast de la sorte et que, en matière de tels crimes, il donnast semblables arrests sans haine et passion sans les ouïr² ».

La procédure suivie devant ce tribunal de police est toute sommaire, seulement « verbale et d'autorité ». Le pouvoir des magistrats qui le composent ne s'étend que sur des matières de police et ceux-ci savent se récuser avec fermeté quand des affaires d'un autre genre sont portées devant eux. Néanmoins, lorsqu'une affaire ne rentre pas dans leur compétence, ils ont le pouvoir de conférer le droit d'instrumenter à ceux qui sont chargés de la poursuivre devant la juridiction compétente³.

A ces diverses attributions, dont les consuls sont ordinairement investis par le fait de leur élection ou par la délibération du Conseil de Lauthorié, peuvent aussi s'ajouter des pouvoirs extraordinaires. Marseille a été longtemps exposée aux ravages de la peste. Il est même parfois arrivé que, après quelques mois de répit, l'épidémie a repris de plus belle, désolant véritablement la ville plusieurs années de suite. La vie normale était alors à peu près complètement suspendue. La plupart des habitants s'enfuyaient devant le fléau et s'isolaient dans les campagnes environnantes. Les services municipaux étaient interrompus : la plus grande partie des membres du Conseil abandonnaient la ville⁴, en même temps que les divers officiers du Roi. Il ne restait bientôt plus dans Marseille qu'une malheureuse population de marins et de gens de métiers que la misère retenait et exposait encore davantage aux atteintes du fléau.

1. Arch. com. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre des consuls au comte d'Alais, 21 février 1646.

2. Arch. com. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre des consuls à l'intendant, 23 février 1646.

3. Arch. com. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre des consuls au duc de Mercœur, 11 octobre 1653. « Nous serions ravis d'avoir juridiction pour pouvoir députer de séquestre afin d'exécuter les ordres de Vostre Altesse. Mais, comme nostre pouvoir ne s'étend que sur la police et comme la sequestration de ce qu'Elle nous ordonne seroit inutile, puisque toutes nos procédures ne sont que verbales et d'autorité, nous estimons que pour députer de séquestre il faut s'adresser à la justice suivant les formes ordinaires : nous croyons que c'est au lieutenant de l'Amirauté d'en faire la procédure. Que si Vostre Altesse mande quelque gentilhomme et qu'il ait besoin de quelque autorité, nous la lui donnons tout entiere, puisque nous ne saurions la mieux employer qu'au service de Vostre Altesse.... »

4. Voir plus haut, p. 5.

Seuls, les consuls demeuraient à leur poste, assistés d'un Bureau de la Santé que le Conseil avait constitué à la nouvelle de l'apparition du mal contagieux. Installés à l'Hôtel de Ville, comme à un poste d'honneur et de devoir, ils pourvoyaient aux besoins des malades et des bien portants, assuraient l'approvisionnement de la ville en blé, dispensaient de remplir les obligations de son contrat pendant toute la durée de la contagion le fermier de la boucherie, organisaient un service municipal de distribution de viande, contractaient les emprunts indispensables à la bonne marche de cette organisation exceptionnelle¹. Il leur fallait aussi veiller à la sécurité complète de la ville, à la bonne et prompte administration de la justice. Mais leurs attributions ordinaires de chefs de la police ne suffisaient plus. Ils obtenaient alors du Roi des lettres patentes qui les investissaient de pouvoirs extraordinaires et leur conféraient les droits de justice les plus étendus. Cela arriva notamment en 1630, pendant le consulat de Léon de Valbelle, baron de la Tour-Saint-Symphorien. Mais c'est surtout en 1649, pendant le consulat de Jean-Louis-Antoine de Glandevès, sieur de Niozelles, que les lettres royales furent « les plus estendues et les plus expresses² ». Accordées aux consuls le 27 novembre 1649, elles étaient ainsi conçues ;

« Dieu ayant voulu affliger Nostre dite ville du mal contagieux, la plus grande partie des habitans seroient sortis et réfugiés en leurs métairies ou en des lieux et villages circonvoisins et vous seriez demeurez pour donner les ordres nécessaires à la nourriture du peuple qui est resté dedans, pour rendre les remèdes à ceux qui se sont trouvez atteints de peste et empêcher aussy les désordres et voleries qui se pouvoient commettre de jour ou de nuit dans ladite ville pendant que les maisons sont quasi toutes désertes. Et sur ce que vous Nous avez remonstré que vous aviez esté contraints d'exercer souverainement la justice criminelle contre les coupables à l'imitation de vos prédécesseurs qui, en pareil cas de peste, en ont ainsy usé, et que vous Nous avez requis d'autoriser et approuver tout ce qui a esté par vous fait à ceste occasion et vous donner pouvoir de continuer de la mesme sorte pour l'avenir. A ces causes, aprez avoir considéré vostre zèle au bien public et esté bien informé de ce qui en a réussi au cours dudit mal, de l'advis de la Reine régente, Nostre très honorée Dame et Mère, Nous avons approuvé et autorisé, approuvons et autorisons par ces présentes, signées de Nostre main, toutes les sentences et jugemens que vous avez rendus en matière criminelle depuis que la

1. Voir notamment les Registres des Délibérations et les Comptes trésoraires des années 1648, 1649, 1650. — Voir aussi les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 517.

contagion a commencé en Nostre dite ville de Marseille, comme s'ils avoient esté donnez par juges souverains. et, pour l'advenir, Nous vous avons commis et ordonnez, commettons et ordonnons pour, avec l'advis et conseil de l'assesseur de ladite ville et, en son absence, d'un gradué, procéder contre les coupables et juger suivant les formes establies en semblables occasions souverainement de tous les cas et crimes qui pourroient estre commis dans ladite ville, son terroir et district pendant ce tems de contagion, seulement et jusques à ce que les officiers puissent revenir y rendre la justice à l'accoustumée, vous donnant aussy pouvoir de choisir personne suffisante et capable pour faire la fonction de Nostre procureur tant pour donner ses conclusions que pour requérir et poursuivre, selon qu'il sera besoin de ce faire¹.... »

Les consuls paraissent avoir tenu beaucoup à ces fonctions extraordinaires et s'en être jalousement réservé l'exercice. Valbelle raconte que l'avocat Coutron, alors assesseur, ayant quitté Marseille au moment de la contagion de 1650, le juge au tribunal de Saint-Louis, Lazare de Cordier, offrit aux consuls « de demeurer dans la maison de ville et d'y exercer la justice sans aucune crainte de mal. Mais les consuls ne voulurent point accepter son offre, pour ne se départir du droit qu'ils ont de faire eux-mêmes la justice durant tout le tems de la contagion² ». Cependant, l'importance et la variété de la tâche, qui leur incombait durant ces temps difficiles, ne leur permirent pas de satisfaire à toutes les exigences de leur rôle de juges et, le 17 juillet, ils donnèrent à Lazare de Cordier commission « pour vaquer aux instructions et procédures de justice auxquelles ils ne pouvoient pas suffire eux-mêmes³ ».

Ces pouvoirs extraordinaires, qui duraient parfois assez longtemps, ne contribuaient pas peu à augmenter le prestige et l'éclat de la fonction consulaire. Les consuls gouvernaient alors souverainement la ville jusqu'à ce qu'ils eussent sollicité et obtenu du Parlement un arrêt constatant la fin de la contagion et accordant aux Provençaux libre entrée dans Marseille. Mais l'orgueil des consuls ne se soumettait pas toujours volontiers à cette démarche et il arrivait parfois que le premier consul faisait sentir aux parlementaires qu'il la jugeait humiliante pour une ville de l'importance de celle dont il était le premier magistrat. Le 22 janvier 1650, à la fin d'une contagion qui durait depuis l'été, le premier consul Glandevès se rendit à Aix présenter sa

1. Archives des Affaires étrangères, France, 1714, f° 418. — Valbelle a transcrit ces lettres patentes dans ses *Mémoires*, 517. Il a fait précéder sa transcription par ces mots : « Et comme ces lettres patentes sont plus étendues et plus expresses que celles de l'année 1630... j'ai cru estre à propos de les copier dans ces Mémoires ».

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 669 v°.

3. *Ibid.*, 679.

requête. « Ce qu'il fit, raconte Valbelle, et parla en consul de Marseille, protestant que c'estoit plutost par civilité que par nécessité que la ville demandoit l'entrée et qu'elle estoit d'une importance et considération à n'avoir pas besoin d'arrest pour cela¹. »

L'importance des fonctions consulaires, l'étendue des attributions ordinaires ou extraordinaires dévolues à ceux qui en étaient investis, la considération dans laquelle les Marseillais les tenaient, les satisfactions d'amour-propre qu'elles procuraient, n'étaient pas cependant les seules considérations qui poussaient les nobles et les riches bourgeois à les rechercher avec empressement. Elles rapportaient aussi d'assez précieux avantages matériels.

En sus des gages ordinaires qu'ils touchaient et des costumes de gala qui leur étaient attribués, les consuls recevaient d'autres présents dans des occasions extraordinaires. Quand le gouverneur faisait dans Marseille sa première entrée solennelle, il était d'usage d'offrir aux consuls et à l'assesseur des robes et des housses, ce qui représentait pour la ville une dépense de 2000 l. Les consuls pouvaient, il est vrai, refuser ce présent².

Mais des consuls, moins scrupuleux ou moins économes des deniers de la ville, ne négligeaient pas ces petits profits. Ils en recherchaient même d'autres plus importants, sans paraître se soucier des médisances que provoquait leur conduite. Les uns voyaient dans l'exercice du Consulat une occasion de se mettre en vue, de rechercher et d'obtenir des faveurs du Roi et des ministres. Le moyen le plus sûr était de se rendre à la Cour en qualité de député de la ville. Le député en revenait d'ordinaire soit avec un présent en argent, soit avec une commission d'officier dans un régiment ou sur un des navires du Roi, soit avec la promesse d'un bénéfice³.

Mais ce n'était pas l'usage qu'un consul, et surtout le premier consul, s'éloignât de Marseille pendant son année de charge : le règlement d'Angoulême avait consacré cet usage en imposant formellement aux consuls l'obligation « de faire résidence actuelle et personnelle en ladite ville⁴ ». Par force, les consuls se conformaient à cette obligation, mais ils intriguaient, quand il s'agissait d'envoyer une ambassade à la Cour, pour en faire charger

1. *Ibid.*, 529.

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 53, Conseil des Cent du 30 mars 1653. — Le premier consul fait part de la prochaine entrée du duc de Mercœur, « et cependant, attendu que cette dite Communauté se trouve endettée de notables sommes... lesdits consuls ont déclaré qu'ils ne prétendent point avoir ni se prévaloir des robes et housses que par ci-devant on avoit accoustumé donner à messieurs les consuls, leurs devanciers, aux entrées des gouverneurs qui se montoient à environ 500 l. pour chacun, étant par ce moyen une espargne à la ville de plus de 2 000 l. ».

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle, passim.*

4. Règlement d'Angoulême, art. XII.

un de leurs parents, souvent un fils ou un frère. Parfois même, ils abusaient de leur droit de nomination au Conseil pour présenter un de leurs proches, à l'exclusion d'autres candidats. C'était un grief dont leurs adversaires ne manquaient pas de faire état, mais il était rare qu'eux-mêmes ou leurs successeurs en tinssent compte, quand l'occasion se représentait. Certains en vinrent même à faire du choix de leurs parents la condition de l'envoi de l'ambassade, subordonnant ainsi les intérêts de la ville à leur intérêt particulier¹.

Il n'était pas toujours possible de faire naître l'occasion d'une députation en Cour. Le plus souvent les consuls étaient obligés de se contenter de profits plus modestes. L'un demandait et obtenait que la ville prit à sa charge l'installation d'une fontaine au-devant de sa maison². D'autres, allant plus loin, n'hésitaient pas à commettre de véritables actes de prévarication. Valbelle rapporte avec complaisance, tout en se défendant d'y croire cependant, que le sieur des Pennes, consul en 1644, avait favorisé la délivrance de la ferme de la Boucherie, la plus importante des fermes de la ville, à son beau-frère, et celle des Pestres, moins importante il est vrai, à un de ses domestiques³.

À l'expiration de leur magistrature, les consuls pouvaient être l'objet de poursuites en responsabilité par-devant le Parlement de la part des particuliers. Mais ils pouvaient facilement se dérober à cette recherche et obtenir de leurs successeurs qu'ils demandassent au Conseil de substituer la responsabilité de la ville à la leur en invoquant l'animosité politique des demandeurs⁴.

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 795 (janvier 1651). « Depuis le dernier consulat du sieur de Glandevès, il n'y a point eu de consul qui n'ait esté bien aise de députer au Roy quelqu'un de ses proches et, qu'à ceste occasion, il n'ait cherché des sujets véritables ou supposés.... Et, d'autant que, par l'un des articles de nostre réconciliation, il estoit convenu d'envoyer exprez à la Cour pour demander une amnistie des choses passées, le sieur d'Arène, profitant de ceste occasion qui paroissoit agréable à tous, fit partir le Cadet de Moustier, son cousin germain. Le parti contraire se formalisa et osa bien demander d'envoyer quelqu'un des siens aux despens de la ville avec le Cadet de Moustier. Mais Arène, bien aise que son parent fist ce voyage seul, rejeta leur proposition et leur dit que la ville ne demanderoit pas d'abolition pour eux, s'ils pensoient d'envoyer quelqu'un. »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 473. « Par ce mesme Conseil (14 juin 1649), la dépense de la fontaine que Jean Boulle, dernier consul, avoit fait bastir devant sa maison fut approuvée et ratifiée. »

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 103 v°. « Les ennemis de ce consulat publioient que le sieur de Pennes n'avoit que faire de rechercher le chaperon avec tant de passion... pour s'acquitter si mal de sa charge, la negliger de la façon et souffrir que Jean-Pol Clavelly ou, plutost, le sieur de Cabrières, son beau-frère, eust pris la ferme de la boucherie, Coutier, son domestique et son suivant, celle des Pestres, et autres discours que j'aime mieux taire plutost que d'en laisser mémoire à la postérité ne les croyant pas véritables. »

4. Arch. com., *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à M. de Pontevès, procureur au Parlement, à Aix, 6 décembre 1646. « Il y a un nommé Bonnifay, qui a fait donner satisfaction à M. Anfossi, consul l'année précédente; et, comme ce n'est qu'une animosité et que, le voyant hors de charge, le voudroit inquiéter pour un sujet qui regarde la ville, nous désirons prendre la cause en mains et défendre pour lui.... »

De semblables interventions risquaient de laisser échapper à un juste châtement des magistrats maladroits, imprévoyants ou malhonnêtes. Mais elles n'étaient pas inspirées par le seul souci de couvrir malgré tout des coupables. Elles avaient le plus souvent pour objet de soustraire aux poursuites et aux représailles d'une faction contraire les magistrats sortis de charge qui, pendant une année, avaient représenté leur parti à l'Hôtel de Ville et dont les successeurs se trouvaient être à leur tour les chefs de ce même parti. S'il en avait été autrement, il eût été difficile d'administrer une ville où les passions politiques étaient si ardentes, les divisions si profondes, les haines si vives et si tenaces. Le changement annuel des magistrats aurait encore ajouté à ces difficultés. De la sorte, il se créait entre les magistrats d'une année et ceux des années précédentes une sorte de solidarité, après tout légitime puisqu'elle avait pour effet l'établissement d'une tradition utile aux intérêts généraux de la ville, qui se maintenait d'année en année tant qu'un même parti restait au pouvoir, et que le parti vainqueur s'empressait de rétablir au profit de ses membres aussitôt après sa victoire. Ainsi s'affirmait l'esprit politique de l'aristocratie marseillaise, dont le Consulat était l'émanation la plus caractéristique et la plus haute.

Un certain nombre d'officiers secondaient les consuls dans l'exercice de leurs fonctions d'officiers de police, d'administrateurs des finances et des subsistances, ou pour l'accomplissement des devoirs d'assistance publique qui leur incombaient¹. Parmi eux, les officiers les plus importants, susceptibles de jouer un rôle politique, sont les quatre capitaines de quartiers, les deux notaires et secrétaires du Conseil et le trésorier des deniers communs. Ils sont tous annuels et représentent aussi comme les consuls et l'assesseur le parti qui est au pouvoir.

Le règlement de Saint-Vallier ne mentionne pas expressément les capitaines de quartiers parmi les officiers qui doivent être élus le jour de Saint-Simon. Il les confond parmi les « autres officiers accoustumés », à la suite des « juges des auditoires qu'on appelle Saint-Lazare et Saint-Louis, juges des marchands.

1. Les procès-verbaux de la séance du Conseil du jour de Saint-Simon fournissent la nomenclature de ces divers offices ou emplois municipaux, dont beaucoup sont subalternes et ne paraissent pas avoir changé de titulaires tous les ans. Les officiers municipaux auxquels incombe la gestion des œuvres religieuses et des services d'assistance publique sont : les 4 recteurs du Collège, les 3 ouvriers de l'église des Accoules, les 3 ouvriers de l'église Saint-Martin, les 3 recteurs des hôpitaux du Saint-Esprit et de Saint-Jacques de Galice, 2 recteurs vieux et un trésorier desdits hôpitaux, 2 recteurs et un trésorier de l'hôpital Saint-Lazare, 2 recteurs de l'hôpital des Pèlerins, 2 recteurs du monastère de Sainte-Claire, 2 recteurs du monastère Saint-Sauveur, 2 recteurs du monastère Sainte-Ursule, 2 recteurs des Carmélites, 2 recteurs des Saintes-Maries, 2 recteurs des Filles-Orphelines, 2 recteurs des Bernardines, 2 recteurs des Augustines, 2 chirurgiens des hôpitaux; les consuls sont recteurs des Capucins et des Filles-Repenties.

trésoriers tant de la cité que du port, notaires¹ ». Au contraire, le règlement d'Angoulême nomme les « quatre capitaines des quartiers » immédiatement après les consuls et l'assesseur². C'est que, dans l'intervalle de temps qui s'est écoulé entre le règlement de Saint-Vallier et le règlement d'Angoulême, les quatre capitaines de quartiers ont pris une importance plus grande. Elle est attestée par les conditions imposées par le règlement d'Angoulême à ceux qui sont appelés à les remplir. « Les quatre capitaines seront de l'âge de vingt-cinq ans, en sus possédans en biens ou facultez six mil escus chacun. et pouvant estre pris et esleus tant du nombre de septante-deux que hors d'iceluy et, s'ils sont fils de famille, le père sera tenu de respondre pour le fils et, au cas qu'il ne le voulust faire, le Conseil de Lauthorié en eslira d'autres en leur place en la forme susdite³. » Ruffi nous explique d'ailleurs les raisons de ce changement considérable apporté aux règlements et aux coutumes de Marseille⁴.

« Ceux qui ont connoissance, dit-il, des ordres qu'on observe à Marseille parmi les officiers de police, s'estonneront peut-estre de ce que ce règlement [de Saint-Vallier] ne fait nulle mention expresse des capitaines de quartiers et qu'ils ne sont compris que sous le nom général d'officiers. Car il faut demeurer d'accord qu'alors leurs charges n'estoient point dans l'estime qu'on les a vues. En effet, anciennement on n'en faisoit que deux en tems de paix, qui ne servoient que deux mois de l'année, souvent le premier estoit gentilhomme et quelquefois il ne l'estoit pas. Le terme de deux mois de leur exercice estant expiré, on en eslisoit pareil nombre à leur place. Ces capitaines n'avoient que cinq florins de gages, et, outre cela, on leur payoit la dépense des chandelles et des autres choses, dont le tout ne montoit que onze florins.... Après on fit trois capitaines, et enfin quatre qui servoient toute l'année.... On ne commença à faire un cas particulier des capitaines que depuis les premiers troubles que les Religionnaires excitèrent en l'an 1560.... Les capitaines furent alors employés pour veiller soigneusement à la conservation de leur ville et, comme l'on reconnut que leur soin et leur fonction estoient de très grande importance pour la seureté publique, la nécessité du tems leur donna plus de réputation qu'ils n'avoient auparavant, de sorte que, comme cest ancien disoit que le bruit des armes l'avoit empesché d'entendre ceux des lois, ils se prévalurent de la saison pour devancer les juges

1. Règlement de Saint-Vallier, art. III.

2. Règlement d'Angoulême, art. III. « Ce semblable nombre de trois sera observé pour les second et tiers consuls et pour un capitaine en chacun quartier, qui seront nommez, comme dit est, par le premier, second et tiers consuls. »

3. Règlement d'Angoulême, art. IV.

4. *Histoire de Marseille*, II, 246-247.

ordinaires, à qui par le droit et par toutes sortes de raisons ils doivent céder. »

Ruffi ne donne peut-être pas toutes les raisons de la grande importance prise au xvi^e siècle par les capitaines de quartiers. Il est certain que les troubles fréquents qui ont agité Marseille pendant cette période ont contribué à faire prendre en considération une charge qu'auparavant on jugeait secondaire. Cela n'expliquerait pourtant pas pourquoi les auteurs du règlement d'Angoulême, qui consacre la plupart des changements introduits dans les institutions marseillaises depuis 1492, auraient imposé des conditions de fortune et de naissance aux capitaines de quartiers. Ceux-ci auraient pu tout aussi bien assurer l'ordre et la sécurité de la ville sans être nobles et sans être riches à six mille écus au moins. Mais les capitaines de quartiers étaient les chefs de la milice urbaine, la seule force militaire dont pussent disposer les consuls soit pour la garde soit pour la police de Marseille. Sur cette force reposaient leur pouvoir et leur autorité : que la milice cédât devant l'attaque imprévue des factieux, qu'elle abandonnât un de ses corps de garde, et les rebelles, devenus les maîtres d'un quartier, pouvaient tenter un coup de main heureux contre l'Hôtel de Ville. Les consuls, chefs de parti, devaient donc naturellement faire en sorte de placer à la tête de cette force des hommes dont ils seraient absolument sûrs, des membres de leur parti, au besoin leurs parents ou leurs amis. L'aristocratie municipale fut donc mise à contribution : elle fournit les capitaines de quartiers, comme elle fournissait déjà les consuls, l'assesseur, les juges de Saint-Louis et de Saint-Lazare. Pour flatter son amour-propre on accorda plus de considération à un office qui se recruta désormais exclusivement parmi ses membres. Les capitaines de quartiers furent élevés de plusieurs rangs dans la hiérarchie des officiers municipaux.

L'âge de vingt-cinq ans, exigé des candidats à cette charge, nous indique cependant qu'elle n'avait pas par elle-même une grande importance. Les capitaines de quartiers nous apparaissent, en effet, comme des aides de camp des consuls plutôt que comme de véritables chefs militaires¹. En temps de troubles civils ou d'attaque de l'ennemi, ils ne jouaient qu'un rôle subalterne et la défense de la ville était placée sous le haut commandement d'un officier extraordinaire, le major, choisi parmi les gentilshommes marseillais qui avaient servi comme officiers à l'armée du Roi².

1. C'est ce qui paraît ressortir d'un certain nombre de passages des procès-verbaux des *Délibérations du Conseil* et de la *Correspondance des consuls*.

2. Pendant la période 1643-1660, le poste de major fut occupé par Louis de Félix, ancien capitaine au régiment de la Reine, que ses contemporains appelaient ordinairement le major de Félix.

Cependant, les capitaines de quartiers avaient des attributions régulières, pour lesquelles ils recevaient chacun des gages annuels de 75 l.¹. Ils organisaient leurs compagnies, nous l'avons vu, en incorporant les hommes des quartiers appelés à servir dans la milice. Ils avaient à leur charge l'entretien des compagnies, ainsi que l'entretien des corps de garde². Ils choisissaient eux-mêmes leurs lieutenants qui commandaient en leur absence : leur choix pouvait porter, indistinctement sur des citoyens marseillais ou sur des étrangers domiciliés, sans que les consuls ou le Conseil pussent intervenir³.

La principale fonction des capitaines de quartiers était d'assurer la garde de la ville et de veiller à la sécurité des habitants. Ils devaient aussi pourvoir à l'organisation de la garde d'honneur des consuls dans les cérémonies solennelles et de l'escorte des grands personnages reçus officiellement dans la ville⁴. Ils servaient aussi de courriers extraordinaires aux consuls, qui les chargeaient de remplir des missions de confiance auprès du gouverneur ou de l'intendant⁵.

Tout cela suffit à montrer que leur rôle militaire était insignifiant. Au reste, en cas de troubles civils ou de guerre étrangère, on ne se contentait pas de les subordonner à un major, sorte de gouverneur militaire de la ville, on amoindissait encore leur part de commandement en créant des capitaines de crue. On procédait pour cette création de la même manière que pour la création annuelle des quatre capitaines de quartiers. Il y avait alors six capitaines de crue qui partageaient avec ceux-ci le service des patrouilles de nuit, des corps de garde et de la garde des portes et des remparts⁶.

1. Comptes trésoraires, 1639-1640. « Au capitaine du quartier du Corps-de-Ville,... la somme que la ville a accoustumé donner pour le service qu'il rend pendant l'année de son exercice... 75 l. » Cette rubrique est répétée pour les capitaines des trois autres quartiers.

2. Ruffi, *Histoire de Marseille*, II, 246.

3. Cet usage persista jusqu'au 2 août 1654 où le Conseil des Cent prit la délibération suivante (*Délibérations du Conseil*, Reg. n° 54, p. 443). Le sieur Piquet que, sur l'ordre du Roi, les consuls avaient fait arrêter et conduire à la tour Saint-Jean par Pierre Séguessy, lieutenant du capitaine du quartier alors absent, s'est échappé en compagnie de Séguessy lui-même, sans que les consuls aient pu découvrir le chemin pris par les fugitifs. Les consuls proposent au Conseil, et celui-ci délibère qu'il en sera ainsi désormais, que les lieutenants des capitaines de quartiers ne puissent pas être étrangers mais originaires de la ville ou y habitant depuis au moins dix années, « sans que lesdits capitaines, qui sont annuellement élus par le Conseil, en puissent disposer autrement ».

4. Archives com., AA. 67, *Cérémonial*.

5. Voir plus loin la mission du capitaine Gaze auprès du duc de Mercœur, en 1659. Cf. Comptes trésoraires, 1643-1644, 1647-1648, etc.

6. Archives com. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 50, f° 712. Conseil du 29 juin 1649. « A esté proposé par M. de Glandevès, premier consul, que, par délibération du bureau du 9^e du present mois, il avoit esté treuvé à propos de faire des capitaines de crue pour la garde de la ville afin que, par le nombre de ceux qui seront créés, les capitaines en chef estant beaucoup soulagés de leurs veilles, la fonction de la garde en feust mieux faite et la ville demeurast dans une parfaite seureté, ayant à ces fins, ledit consul et ses collègues, fait assembler

Il y avait aussi un capitaine annuel de l'artillerie. Inscrit dans la hiérarchie des officiers municipaux au même rang que les capitaines de quartiers, probablement soumis aux mêmes conditions de naissance et de fortune¹, le capitaine de l'artillerie ne touchait cependant que 30 l. de gages annuels². Il devait faire mettre en état l'artillerie de la ville, la faire placer sur les remparts en cas de besoin³, faire tirer le canon dans les occasions solennelles⁴. Il avait aussi la charge de fournir des vivres à ses canonniers quand ils étaient de service⁵. Mais son service était moins lourd que celui des capitaines de quartiers, car il n'avait la charge ni de faire des patrouilles ni de veiller à la garde de la ville. C'est peut-être là la raison des gages réduits qui lui étaient alloués.

Quant aux autres officiers municipaux, leurs emplois étaient loin d'avoir l'importance de ceux dont nous venons de parler.

L'office de secrétaire du Conseil remontait à l'origine même de la commune de Marseille : un ou plusieurs notaires étaient chargés de le remplir pendant une année⁶. Il en était encore ainsi au xvii^e siècle : l'un des deux secrétaires portait le titre de notaire-secrétaire exerçant ; l'autre celui de notaire-secrétaire élu. Celui-là assistait les consuls dans l'exercice de leurs fonctions, dressait les minutes des différents actes publics qu'il conservait dans ses archives et dont il transcrivait une copie sur les registres du Conseil. L'autre assistait son collègue dans les différents actes de son ministère, s'initiant auprès de

ledit Conseil pour voir s'il auroit agréable ladite délibération. Ce que entendu par messieurs du Conseil, ils auroient unanimement applaudi à ladite proposition et requis ledit sieur consul de vouloir nommer lesdits capitaines, pour estre balotés suivant l'usage ordinaire. » Après l'élection, le Conseil « a délibéré que lesdits capitaines de crue recevroient de la ville les mesmes esmolumens et avantages que ceux qu'avoient retirés ceux qui les ont dernièrement précédés à ladite charge, sans autre ».

1. Le règlement d'Angoulême ne parle pas du capitaine de l'artillerie. Ruffi (*Hist. de Marseille*, II, 246) n'en dit que ces quelques mots : « Anciennement, on faisoit aussi deux capitaines de l'artillerie; après on n'en fit qu'un ». Il paraît certain que, comme les capitaines de quartiers, le capitaine de l'artillerie était choisi parmi les jeunes nobles de Marseille. Nous relevons, en effet, dans les Comptes trésoraires de 1643-1644, le nom de François de Moustier, capitaine de l'artillerie, qui appartenait à une famille de l'aristocratie marseillaise, dont un membre, Antoine, fut premier consul en 1654, et deux autres, François et Simon, seconds consuls, l'un en 1642, l'autre en 1644 (Cf., sur cette famille, Augustin Fabre, *Les anciennes Rues de Marseille*, 160, et *Les Rues de Marseille*, IV, 268).

2. Comptes trésoraires, 1639-1640. « Gages annuels du capitaine de l'artillerie, 30 l. »

3. Comptes trésoraires, 1647-1648. « Au sieur Pierre Caze, capitaine de l'artillerie, pour despeses qu'il a faites pour avoir mis en estat les canons des murailles de la ville du costé de la mer et avoir donné à souper à divers canonniers qui ont couché auxdits canons, le jour du signal fait par Nostre-Dame-de-la-Garde... 11 l. »

4. Comptes trésoraires, 1643-1644. « Novembre. A M. François de Moustier, capitaine de l'artillerie, pour la despesse à faire tirer l'artillerie à l'entrée de Mgr le comte, nostre gouverneur... 45 l. »

5. Voir ci-dessus, note 3.

6. *Livre des Statuts*, I, viii, ix; et notre VI^e Livre des Statuts, x, p. 14.

lui aux divers services du secrétariat de l'Hôtel de Ville dont il devait avoir la direction l'année suivante, comme l'indique son titre de secrétaire élu. Ils recevaient tous deux le même gage annuel de 30 l.¹, mais un seul, probablement le secrétaire exerçant, avait droit à un pourpoint de satin du prix de 30 l.². Les règlements de Saint-Vallier et d'Angoulême ne renferment à leur sujet aucune prescription particulière. Il est donc permis de supposer qu'ils ne jouaient à l'Hôtel de Ville qu'un rôle tout à fait subordonné.

Le trésorier des deniers communs était l'agent financier de la ville. Bien qu'il n'eût aucune initiative, puisqu'il ne pouvait faire aucun paiement sans l'ordre des consuls, et qu'il ne siégeait pas au Conseil, il devait être cependant choisi dans l'une des trois classes de citoyens où se recrutaient les principaux officiers municipaux, puisque le règlement de Saint-Vallier ordonne de ne point élire « èz honneurs et offices de la cité », aucun « trésorier, receveur ou autre débiteur de la ville... jusques à ce qu'il aye fait satisfaction condigne et payé dedans un mois après son eslection les deniers qu'il pourroit debvoir à la cité³ ». Cette prescription avait été, en quelque sorte, consacrée par le règlement d'Angoulême, qui ordonnait que les « trésoriers de la ville et du port », seraient « eslus des plus apparens de la ville, natifs et originaires d'icelle, et non d'autre qualité⁴ ». Cependant, le trésorier n'avait pas conservé son importance d'autrefois : il ne participait plus notamment, comme autrefois les clavaires, à l'élection annuelle des officiers de la ville⁵. Ses gages étaient de 30 livres⁶.

Il y avait une foule d'autres officiers municipaux qui n'étaient guère, bien que leurs charges fussent électives et, en principe, annuelles, que des employés municipaux préposés aux divers services du secrétariat et des archives, des subsistances et des marchés, de la voirie, de l'assistance publique, de la milice urbaine et de la police des mœurs⁷. Ces différents personnages ne jouaient aucun rôle politique. C'était cependant de leur activité, de leur dévouement et de leur intelligence que dépendait la bonne marche des affaires de Marseille.

1. Comptes trésoraires, 1639-1640. « Gages annuels du notaire-secrétaire exerçant, 30 l. ; — Gages annuels du notaire-secrétaire eslu, 30 l. »

2. Comptes trésoraires, 1639-1640. « Pour le pourpoint de satin du secrétaire, 30 l. »

3. Règlement de Saint-Vallier, art. IX.

4. Règlement d'Angoulême, art. XX.

5. *Livre des Statuts*, I, VIII et XII.

6. Comptes trésoraires, 1639-1640. « Gages annuels du trésorier, 30 l. »

7. La nomenclature de ces divers emplois se trouve dans les procès-verbaux des séances du Conseil tenues le jour de Saint-Simon. Quelques-uns de ces officiers recevaient des gages, inscrits dans les Comptes trésoraires : celui dont les gages étaient les plus élevés était l'archiviste, préposé à la garde des documents qui consacraient les droits et les privilèges de la ville ; il recevait par an 350 l.

A côté des divers magistrats et officiers de la ville, dont nous avons essayé d'indiquer et de préciser les attributions, il y avait encore à Marseille d'autres magistrats élus, chargés d'assurer le service des tribunaux de la ville. Ces tribunaux ou *juridictions* remontaient au moyen âge. Les Statuts en avaient réglé l'organisation et le fonctionnement¹, les Chapitres de Paix en avaient ensuite confirmé l'existence et les comtes de Provence avaient fidèlement observé les engagements pris par Charles d'Anjou. Par la suite, les rois de France, qui avaient établi à Marseille la juridiction royale de la Sénéchaussée², avaient essayé sinon de supprimer ces juridictions municipales, du moins d'en modifier le caractère à leur avantage : mais ils avaient dû s'incliner devant les réclamations des Marseillais. Ces juridictions avaient donc subsisté; elles étaient au nombre de trois, celle du juge du Palais, celle du juge de Saint-Louis et celle du juge de Saint-Lazare³.

En principe, ces trois magistrats étaient égaux. Cela résultait de lettres patentes du roi René données en 1452⁴. Mais la nomination du juge du Palais avait toujours appartenu au comte de Provence et cela suffisait pour distinguer ce magistrat des deux autres. Ceux-ci étaient d'origine exclusivement municipale : soit sous le nom ancien de juges des premières appellations, soit sous celui plus moderne de juges de Saint-Louis et de Saint-Lazare, ils étaient élus annuellement par le Conseil, en même temps que les autres officiers municipaux et choisis exclusivement parmi les avocats de la ville⁵. Ces deux juges avaient même conservé le droit, dont ils avaient joui autrefois, de plaider, pendant leur année de charge, devant les autres juridictions de Marseille, sauf dans les procès dont ils auraient eu précédemment à connaître en leur qualité de juges⁶.

Leur compétence était très étendue. Ils connaissaient, en première instance, de « toutes les causes civiles et criminelles des particuliers, manans et habitans de la ville, son terroir, distroit et juridiction⁷ ». Cette compétence se heurtait par-

1. Voir notre édition du *VI^e Livre des Statuts*, ix, p. 11, note 1.

2. Voir plus loin, I^{re} partie, chap. iv.

3. Archives com., FF. Juridictions. Lettres patentes de François I^{er}, du 15 novembre 1531. — Ruffi, *Histoire de Marseille*, II, 228.

4. Arch. com., FF. Juridictions.

5. *Livre des Statuts*, I, iv et v. — Voir les procès-verbaux des séances du Conseil tenues le jour de Saint-Simon. Nous avons vu plus haut qu'il était d'usage de nommer l'assesseur sortant juge de Saint-Louis.

6. Arch. com., FF. Juridictions. Lettres patentes de François I^{er}, du 20 août 1536. « Mandons... commettre par ces présentes que vous faites, souffrez et permettez lesdits deux juges ordinaires de pratiquer et postuler èz causes de leurs parties en toutes les Cours de ladite ville et cité, fors que en celles où ils sont et seront juges et tout ainsi que par ci-devant et de toute ancienneté ils en ont joui et usé et jouissent de présent. »

7. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 47, p. 187. Acte du 29 mai 1647, passé entre les consuls et l'évêque de Marseille, par lequel celui-ci abandonne, au profit de la ville et moyennant certains dédommagements stipulés dans l'acte,

fois aux prétentions du lieutenant du sénéchal : mais les consuls prenaient vigoureusement parti pour les tribunaux locaux et réclamaient au Parlement ou au Conseil du Roi en faveur de leurs prérogatives méconnues. Ils ne s'inclinaient que lorsqu'il s'agissait d'accusés poursuivis « pour crimes privilégiés ». C'est ce qu'ils font en 1654, à la suite de l'arrestation, faite par leurs soins, de quatre malfaiteurs dangereux, « gens de la lie du peuple¹ », qui avaient profité des fêtes de Pâques pour venir à Marseille, « se prévaloir du tems et commettre quelque insigne volerie² ». — « Nous les avons remis entre les mains de la justice, racontent-ils au marquis de Régusse, président au Parlement. Et comme il ne nous appert pas qu'ils aient présentement fait aucun crime privilégié, nous en avons donné incontinent avis au sieur de Vacon, juge de Saint-Louis, qui, avec beaucoup d'esprit, a beaucoup de zèle pour la justice et par la diligente adresse duquel le public espéroit la découverte de deux crimes qu'on dit que les dites personnes ont commis³. » Aussi les consuls tiennent-ils à conserver à ce juge la connaissance de ces diverses affaires, car les crimes les plus graves risqueraient de rester impunis, si l'on tenait compte des réclamations incessantes du lieutenant du sénéchal et si l'on dessaisissait à son profit la juridiction compétente de la ville.

Les deux juges de Saint-Louis et de Saint-Lazare exercent donc à Marseille une juridiction équivalente à celle qu'exercent dans d'autres villes les lieutenants civils et criminels. Ils jouissent dans la ville d'une considération égale à l'importance des hautes fonctions dont ils sont investis. Bien qu'ils soient élus par le Conseil, que l'un d'eux ait été mêlé l'année précédente en sa qualité d'assesseur aux querelles politiques qui troublent la ville, que leur naissance, leur fortune et leur profession d'avocat les destinent dans l'avenir à sieger au Conseil ou à être appelés de nouveau aux fonctions d'assesseur et même de consul, on les regarde, pendant leur année de charge, comme placés en dehors et au-dessus des partis. Ils acquièrent, de par leurs fonctions judiciaires, une impartialité qui s'applique non seulement aux affaires qu'ils ont à juger mais encore aux questions intéressant le gouvernement et l'administration de la ville. Ils président, en effet, le Conseil en l'absence du viguier et du juge du Palais et ils tiennent à leur place le bâton du Roi. La ville ne leur donne aucun gage et ne leur fournit aucun costume d'apparat.

ses prétentions au « droit de haute, moyenne et basse juridiction du Cartier de Saint-Marcel ».

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Messieurs les avocats et procureurs généraux du Roi, à Aix, 6 avril 1654.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au marquis de Régusse, à Aix, 6 avril 1654.

3. *Ibid.*

Il y avait une autre juridiction élective, d'un autre caractère, celle-là : celle des juges des marchands¹. Ils étaient élus tous les ans par le Conseil du jour de Saint-Simon, à la façon des autres officiers municipaux et choisis, comme les députés du Commerce, l'un parmi les « gentilshommes ou réputés tels », et l'autre « parmi les bourgeois ou marchands un peu relevés² ». Leur compétence s'étendait sur toutes les contestations d'ordre commercial qui pouvaient surgir entre les marchands ou entre des marchands et des particuliers. Leur jugement était sans appel pour les affaires dont l'importance ne dépassait pas 500 l. ; ils étaient exécutoires, nonobstant l'appel, pour les procès de plus grande importance³.

Conformément à l'esprit qui avait présidé à cette institution, le règlement de Saint-Vallier prescrivait aux juges des marchands de juger sommairement, sans autre procédure que l'audition « des raisons et droits des parties », et sans faire durer les affaires plus de quinze jours quand un plaideur étranger y était intéressé, et plus d'un mois quand il n'y avait en présence que des habitants de Marseille. Si les juges ne parvenaient pas à se mettre d'accord, ils devaient appeler pour les départager les deux juges ou syndics de l'année précédente, et, à leur défaut, des marchands non suspects de partialité. Dans le cas où ils auraient à trancher un point de droit, ils auraient recours à l'un des juges ordinaires de la ville. S'ils contrevenaient à l'une de ces prescriptions, ils devaient être rendus responsables du préjudice causé par leur faute et payer des dommages-intérêts. Le règlement leur défendait enfin, sous peine d'une amende de 25 marcs, d'évoquer devant eux une affaire dont la connaissance devait appartenir à l'un des tribunaux ordinaires de la ville⁴.

Contrairement à ce qui se passait pour les deux juges de Saint-Louis et de Saint-Lazare, les juges des marchands recevaient de la ville des gages annuels et une robe « d'écarlate violette ». C'est que, en principe, leur juridiction était gratuite, tandis que, pour les procès civils ou criminels, les Statuts ordonnaient qu'une partie des amendes, la moitié ou le tiers suivant les cas, serait appliquée au tribunal qui aurait connu

1. Sur l'origine des juges des marchands, voir notre édition du VI^e Livre des Statuts, xcvi, p. 192, et Léon Magnan, *Histoire des Juges-consuls et du Tribunal de Commerce de Marseille* (Marseille, Barlatier, 1906).

2. Ruffi, *Histoire de Marseille*, II, 229.

3. Arch. com., BB, *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au premier président, à Aix, 8 décembre 1652. « Nous avons recours à vostre protection afin d'appuyer en justice une cause ou la juridiction de nos juges des marchands pourroit estre blessée et nostre ville souffrir la diminution d'un privilège extrêmement jaloux qui donne pouvoir auxdits juges de prononcer sans appel jusques à cinq cens l. et, nonobstant l'appel, aux sommes qui excèdent, à l'égal du conservateur des foires de Lyon et des juges consuls de la ville de Paris. »

4. Règlement de Saint-Vallier, art. XII.

de l'affaire¹. Les gages des juges des marchands sont, il est vrai, insignifiants : les comptes trésoraires leur attribuent 300 l. soit 150 l. à chacun, sous cette rubrique : « Aux deux juges du commerce pour gages et robes violettes ». Ruffi prétend, d'autre part, que la valeur de la robe, qui leur fut attribuée par le Conseil en 1572, d'abord fixée à 120 l., fut portée à 150 en 1612². Les gages auraient donc servi à couvrir la dépense nécessitée par l'achat et la confection du costume assigné à ces magistrats et, par conséquent, leurs fonctions auraient été gratuites si l'on était resté fidèle à l'esprit qui avait inspiré leur institution.

Il ne paraît pas qu'il en ait été ainsi. En 1641, en effet, un partisan poursuivait contre le greffier des juges du commerce le recouvrement d'une somme de 800 l. à laquelle celui-ci avait été taxé conformément à une déclaration du Roi de 1637 « pour jouir de quarante livres d'augmentation des gages héréditaires et estre deschargé des prétentions et demandes que Sa Majesté faisoit à quantité de ses officiers³ ». Les consuls protestaient contre cette réclamation, rappelant avec énergie que le greffier des juges du commerce est « un office qu'ils créent annuellement avec les juges du commerce, suivant la faculté ancienne qu'ils en ont par lettres patentes des comtes de Provence et de leurs rois, et qu'il n'est point du domaine comme estant des offices annuellement créés par leur Maison Commune ». Ils obtinrent un arrêt du Conseil « portant surseoir aux exécutions⁴ » et le Conseil de Saint-Simon continua à créer un greffier du commerce⁵.

Cependant les conditions de cette création sont différentes de celles qui règlent l'élection des cinq autres greffiers de la ville⁶. Ceux-ci sont choisis librement parmi les notaires : au contraire, la rubrique relative à la nomination du greffier du commerce est suivie de ces mots : « M^e Jean Gardane, *suivant son contrat* ». Il nous paraît donc résulter que la ville affermaît à un notaire le greffe du commerce. Mais les comptes trésoraires ne mentionnent nulle part le revenu de cette ferme : était-il perçu au profit de juges des marchands ou au profit du Commerce ? C'est ce qu'il ne nous a pas été possible de déterminer.

Marseille possédait donc les trois degrés de juridiction

1. Voir le *Livre des Statuts*, et, en particulier, notre édition du *VI^e Livre des Statuts*, I, II, III, V, etc.

2. *Histoire de Marseille*, II, 229.

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard, 22 janvier 1641.

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard, 3 avril 1641.

5. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 135. Conseil du 28 octobre 1640.

6. Ce sont les greffiers du Palais, de Saint-Louis, de Saint-Lazare, des appellations, des tares, maîtres-jurés et aterminateurs.

indispensables à la vie d'une ville de son importance. Les consuls, juges des contraventions et des délits de police, formaient le premier degré; les juges de Saint-Louis et de Saint-Lazare, juges des crimes et des procès civils, formaient le second degré; les juges des marchands jugeaient les affaires du commerce.

La ville possédait encore un tribunal d'appel, dont l'origine remontait aux premiers temps de son organisation municipale : c'était celui du juge du Palais¹. Mais, conformément à un principe du droit public marseillais, qui investissait de l'autorité supérieure des étrangers de préférence à des citoyens, le juge du Palais n'était pas pris parmi ceux-ci : il appartenait à la catégorie des officiers étrangers à la ville dont nous aurons à nous occuper plus loin. Il complétait cependant l'organisation judiciaire de Marseille, qui pouvait ainsi se suffire à elle-même et jouir sans réserve du privilège de *non extrahendo* que lui avaient garanti les Chapitres de Paix.

La législation qui était appliquée par ces divers tribunaux nous paraît avoir été particulière à notre ville. Elle se composait de deux éléments essentiels : d'une part, les Statuts dont nous avons montré ailleurs l'origine et les caractères² : ils étaient encore en vigueur au xvii^e siècle, malgré leur ancienneté, ainsi que l'atteste le recueil de François d'Aix. L'autre élément de la législation marseillaise était formé par les *Criées* ou ordonnances des consuls, publiées sur les places et dans les carrefours par le trompette de la ville. Réunies en un recueil, elles constituaient un ensemble de coutumes se rapportant aux objets les plus variés, mais principalement aux matières de police et de voirie³. Par là s'affirmait l'unité des institutions de Marseille : les consuls et le Conseil possédaient à la fois le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif; les magistrats rendaient la justice en leur nom, en vertu d'une délégation que leur avait conférée l'élection du jour de Saint-Simon.

L'administration des finances était avec celle de la justice la préoccupation essentielle des consuls de Marseille. En cette matière, ils avaient aussi fort à batailler pour défendre les droits de leur ville contre les empiètements des agents du Roi⁴. Il leur fallait aussi trouver des ressources suffisantes pour faire face aux besoins de leur administration.

Marseille, en effet, n'a jamais été une ville bien riche, ou, plus exactement, ses ressources n'ont jamais été proportionnées à ses besoins. Son sol est peu fertile : calciné par le soleil,

1. Voir notre édition du *VI^e Livre des Statuts*, ix, p. 11, note 1.

2. *Le VI^e Livre des Statuts de Marseille*, Introduction.

3. Arch. com., série FF. Criées publiques.

4. Voir plus loin, 1^{re} partie, chap. v.

raviné par les eaux d'orage qui ruissellent avec force sur ses pentes dépourvues d'arbres et de plantes, il n'offre quelque commodité à l'agriculture que dans les vallons où se sont déposées les terres entraînées des collines par la pluie et par le vent. La création du canal de Marseille a fait aujourd'hui de ces coins privilégiés des centres de culture assez prospères. Mais, au XVII^e siècle, le canal de Marseille n'existait pas, et les petits canaux ou *Béals*, qui conduisaient à l'*Aqueduc de l'Huveaune* les eaux de cette rivière et une partie de celles du Jarret¹, étaient loin de suffire, même avec les eaux du Grand-Puits distribuées par des fontaines à une partie des quartiers bas voisins de l'Hôtel de Ville, à l'alimentation d'une population assez nombreuse et à l'irrigation de la campagne marseillaise². Comme la plupart des villes et des villages de la Provence et du Bas-Languedoc, Marseille souffrait de la sécheresse et l'agriculture était loin d'y prospérer.

La condition des classes inférieures de la population s'en ressentait. Impuissants à mettre en valeur un sol stérile, ils n'avaient guère d'autres moyens d'existence que la pêche et n'avaient pour ainsi dire pas d'autre nourriture que le poisson³.

La ville souffrait aussi de la stérilité de son territoire. Elle n'avait aucun domaine, ni bois, ni forêts, ni champs cultivés, d'où elle aurait pu tirer d'importants revenus. Son domaine était sur la mer. Mais si les négociants marseillais pouvaient l'exploiter à leur aise, l'administration municipale n'en tirait aucun profit. Depuis 1257, en effet, Marseille avait dû abandonner au comté de Provence les revenus de son port, à la condition que le comte prélèverait les sommes nécessaires aux dépenses des ambassades de la ville auprès de lui et au service de la Cure du port⁴. Les rois de France avaient à leur tour pu disposer à leur guise de ces revenus. Ils avaient établi à l'entrée ou à la sortie des marchandises diverses taxes dont la plus grande partie pesait nécessairement sur le commerce marseil-

1. Le canal dérivé du Jarret était appelé le canal des Jardiniers.

2. G. Melquiond, *Etude sur l'aqueduc de l'Huveaune et les autres anciennes eaux de la ville de Marseille* (Marseille, Typographie et Lithographie Méridionales, 82).

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au comte de Brienne, 26 juin 1646. « Comme nostre terroir, à raison tant de sa petite étendue que de sa grande stérilité, n'est pas capable d'occuper tant de pauvre peuple dont nostre ville abonde plus qu'aucune autre du royaume, la mer en occupe la plus grande partie à la pesche. Le petit profit de laquelle estant incertain, à cause que la prise du poisson est casuelle et ne se faisant que dans les hasards qu'on court ordinairement sur mer, si, après cela, on estoit aux pescheurs la liberté qu'ils ont et qu'ils tiennent cher à l'esgal de leur vie, ce seroit les contraindre à abandonner entièrement la pesche, ce qui désoleroit tout à fait nostre ville. Car, après tout, dans la pauvreté où elle se trouve réduite par la cessation du négoce et par le malheur des tems, tout son peuple est contraint de quitter l'usage de la chair qui est à trop haut prix et de ne manger que du poisson qui lui revient à compte. »

4. Chopitres de Paix, III et IV. — Voir sur la *Cure du port*, notre VI^e Livre des *Statuts de Marseille*, Introd., XXVI et p. 6, n. 3, 59-61, 95, 166.

lais et ajoutait encore aux difficultés financières au milieu desquelles la ville se débattait. Le commerce acquittait notamment un droit de 3 p. 100 pour payer les dettes contractées en Orient par un ambassadeur de France à Constantinople, M. de Cézzy¹. En outre, quand le Roi accordait aux consuls l'autorisation de lever une taxe sur les marchandises arrivant à Marseille, il stipulait formellement que les fonds qui en proviendraient seraient employés aux besoins du négoce et non à ceux de la ville². La distinction établie par les Chapitres de Paix entre les revenus du port et ceux de la ville s'était donc maintenue à travers les siècles. Quoique les consuls et le Conseil participassent à l'administration des affaires du Commerce, l'administration des revenus du port et du commerce était distincte de celle des revenus de la ville : le trésorier du port en était chargé. Il existait aussi quatre intendants du port, qui avaient entre autres attributions celle de veiller à l'entretien ou à la cure du port. Leurs fonctions, comme celles du trésorier, étaient annuelles et ils étaient élus de la même manière que les autres officiers de la ville par le Conseil du jour de Saint-Simon³.

Si l'on excepte la mer, on constate que le domaine communal de Marseille se réduisait à presque rien. La ville possédait en effet : les îles de Riou et de Maître, situées au sud-est du golfe.

1. Voir plus loin, 1^{re} partie, chap. v.

2. Archives de la Marine, A¹ III. 98. Lettres patentes du Roi qui permettent aux consuls [de Marseille] de lever le droit d'un demi p. 100 sur toutes les marchandises venant des Echelles du Levant (27 juillet 1623). « Louis, etc. Sur ce qui nous a esté représenté par le sixiesme article du cahier de nos très chers et bien amez les consuls de nostre dite ville de Marseille, que le négoce se trouve chargé et est obligé de soutenir de très grandes et excessives despenses, soit par voyages, députations, passages et nourriture des Chaoux, donatives et présens qu'il faut faire aux occasions qui le requièrent, pour à quoi survenir il n'y a aucuns fonds ni moyens, sinon celui que l'on peut tirer de quelques impositions, Nous ayant pour ces considérations supplié, attendu qu'ils sont maintenant en plus grande nécessité qu'ils n'ont point encore esté par le passé à cause desdites despenses et de plusieurs dettes dont ils sont chargés au moyen de quoi il leur seroit impossible de pouvoir supporter plus longuement lesdits frais, qu'il nous plust leur accorder l'imposition d'un pour cent en toutes les Eschelles du Levant qui sera affermé par-devant les viguier et consuls de ladite ville en la manière accoustumée, afin de pouvoir survenir aux charges dudit négoce. En quoi, désirant en tant qu'il nous est possible, soulager et gratifier lesdits consuls et habitants, Nous aurions, par la response par Nous faite sur ledit article et ayant esgard aux frais et despenses qu'il leur convient faire pour l'entretien du négoce qui tourne non seulement à leur bénéfice mais aussi des autres sujets de nostre royaume qui trafiquent au Levant, accordé ausdits supplians la levée du droit d'un demi pour cent sur toutes les marchandises qui sortiront des Eschelles du Levant et en la mesme sorte que les consuls desdites Eschelles tirent leurs droits de Consulat et ce pour trois ans consécutifs, lequel droit sera affermé par-devant les viguier et consuls dudit Marseille pour estre les deniers qui en proviendront employez aux susdites despenses et non ailleurs. Ce que voulant estre effectué... Donné à Saint-Germain-en-Laye, le vingt-septiesme jour de juillet, l'an de grâce mil six cens vingt trois.... »

3. Voir les procès-verbaux des séances du Conseil du jour de Saint-Simon. La principale ressource ordinaire du port provenait de la « Ferme et Gabelle des deniers du port et ancorage », adjugée en 1639 au prix de 21 000 l. (*Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 2).

dont elle affermaît tous les ans les herbages moyennant une somme variant entre 21 et 50 l.¹; — 2° la Madrague, affermée 4000 l. en 1643-1644; — 3° deux immeubles, l'un formé « d'une boutique et d'une maison, dite de la Communauté », attenant à l'Hôtel de Ville, et l'autre consistant en une autre maison située rue de la Pierre-qui-Rage². Les comptes trésoraires de 1639-1640 indiquent que la « rente de la boutique et maison de la communauté » était, cette année-là, de 60 l.; ceux de 1644-1645 portent, au contraire, une somme de 130 l. 16 s.; mais les comptes trésoraires de 1643-1644 n'enregistrent pas la recette provenant de la rente de cet immeuble : il nous est donc permis de supposer que la recette inscrite sur les comptes de 1644-1645 représente deux années de location et que, par conséquent, la boutique et maison de la Communauté rapportait bon an mal an de 60 à 75 l. Quant à la maison de la rue de la Pierre-qui-Rage portée, en 1643-1644, pour une rente de 120 l., elle ne rapporte que 60 l. en 1644-1645, sans doute pour la même raison.

C'étaient les seules propriétés de la ville. Celle-ci en retirait un revenu de 4120 à 4150 l., suivant les années. C'était une somme à peine suffisante pour payer les gages des consuls et des autres officiers et pour subvenir aux dépenses nécessitées par l'achat et la confection de leurs costumes d'apparat et de ceux de leurs serviteurs.

Marseille était donc obligée de percevoir sur ses habitants, sous la forme de taxes et de droits divers, l'argent qu'il lui fallait pour alimenter le budget municipal. Les droits étaient surtout levés sur des objets de consommation, viande, vin, pain; il y en avait encore qui provenaient de la location ou de l'exploitation de certains services municipaux, bassin de carénage, abattoir, éclairage de la ville, etc. Aucun de ces droits n'était perçu directement par des agents de la ville. Tous étaient affermés pour une ou plusieurs années par les soins des consuls. C'étaient les *Fermes et Gabelles de la ville*.

La Ferme de la boucherie ou de « l'onoe de la chair » était la plus importante. Elle consistait en un « droit de six deniers pour l'onoe sur toute sorte de chair qui se vendra, débitera dans ceste ville et son terroir durant les termes d'une année »; le fermier devait, en outre, « s'obliger à fournir et peser ladite boucherie de ceste ville et son terroir de toute sorte de chair,

1. Comptes trésoraires, 1639-1640 : « Ferme des herbages des Isles... 21 l. »; 1644-1645 : « Ferme des herbes... 50 l. »

2. Cette maison avait été achetée par les consuls le 14 juillet 1640, suivant une délibération du Conseil du 3 avril, pour permettre le déplacement de la fontaine qui avait donné son nom à la rue, la *Peiro que Rayo* (la Pierre qui coule, *lapidem raiantem*, dit un acte de notaire du xv^e siècle). Cette fontaine occupait alors le milieu de la rue et y gênait la circulation : on l'adossa à la maison acquise par la ville. (Voir Augustin Fabre, *Les Rues de Marseille*, II, 412-413.)

scavoir moutons, agneaux de camps, brebis, bœufs, menons et autres à suffisance¹... ». L'alimentation de la ville en viande reposait donc entièrement entre les mains du fermier de la boucherie. Aussi les consuls se préoccupaient de faire participer un très grand nombre de concurrents à l'adjudication de la ferme qui avait lieu au mois de janvier. Ils en faisaient publier la date dans la ville, dans le terroir, en Provence et jusqu'en Languedoc, « à voix de trompe et cri public... et mettre des affiches partout par hommes exprès² ». Le jour venu, l'adjudication avait lieu à la chandelle et, « après la consommation de trois chandelles », la ferme était adjugée au plus offrant. Mais les jours suivants des surenchères pouvaient se produire. Les consuls convoquaient alors tous les concurrents, recueillaient de nouvelles offres quelquefois pendant plusieurs jours de suite et ne proclamaient l'enchère close que lorsque les divers concurrents avaient déclaré « ne plus vouloir surenchérir ». Ils délivraient alors la ferme aux plus offrant et dernier enchérisseur. Celui-ci s'engageait à remplir les obligations imposées au fermier, présentait et faisait agréer pour cautions trois citoyens de Marseille et était ensuite mis en possession de sa ferme³. Cette procédure permettait aux consuls de retirer de la Ferme de la boucherie un important revenu : en 1639, il fut de 45 600 l.; en 1640, de 50 050 l.; en 1643, il tomba à 38 670 l. et, en 1644, à 38 500 l.; mais en 1645, il remonta à 48 700 l.⁴. Il devait, d'ailleurs, atteindre par la suite un chiffre plus élevé.

La Ferme et Gabelle du vin était adjugée de la même manière que celle de l'once de la chair. C'est un droit que la ville « a de coustume exiger annuellement sur le vin qui se vend et débite par le menu en icelle ». La durée de la ferme est d'une année, du 1^{er} décembre au 30 novembre suivant, et le fermier, qui « doit en acquitter le prix tout comptant, le jour de la dellivrance », s'engage à n'exiger aucun dédommagement, sauf le cas de guerre, siège ou peste, « mesme en cas que lesdits sieurs consuls fissent abattre les rameaux et enseignes et def fendre à tous les hostels de la borgade et autres du terroir de ladite ville de ne tenir aucung logis ny cabaret, moins vendre

1. Arch. com., BB. *Delibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 36 v°. 26 janvier 1640. Procès-verbal d'adjudication de la Ferme de la boucherie.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. Comptes trésoraires, années 1639-1640, 1640-1641, 1643-1644, 1644-1645. La durée de la ferme était d'une année, commençant au 1^{er} janvier et finissant au 31 décembre. Elle se payait par semestre ou en quatre quartiers. Le trésorier, en charge du 1^{er} novembre au 31 octobre suivant, percevait un semestre ou deux quartiers de la ferme qui finissait et un semestre ou deux quartiers de la ferme qui commençait pendant son année d'exercice. Aussi, les Comptes trésoraires de 1639-1640 portent-ils, par exemple : « Ferme de la boucherie, pour les deux derniers quartiers de 1639, 22 800 l. — Ferme de la boucherie, deux premiers quartiers de 1640, 25 025 l. »

ny débiter aucun vin au détail par iceux et autres hors les marchands de ladite ville et son terroir¹ ». Le revenu de cette ferme était à peu près équivalent au revenu de la Ferme de la boucherie : il fut de 39 925 l. en 1639-1640, de 41 300 l. en 1643-1644, de 38 800 l. en 1644-1645².

La Ferme et Gabelle des Pestres était loin d'avoir autant d'importance. Elle avait pour objet la perception du droit « que la ville de Marseille ou ses fermiers ont accoustumé de lever et exiger sur les boulangers, maganiers et autres qui font estat de vendre et débiter farine et pain à détail et par le menu en ladite ville ». La durée en était aussi d'une année du 1^{er} décembre au 30 novembre suivant et le fermier en payait « le prix en argent comptant au trésorier des deniers commungs³ ». Adjugée le 25 novembre 1639 à 2 110 l. elle tomba à 1 493 l. 4 s. en 1643, et à 1 551 l. 3 s. 6 d. en 1644⁴.

La ville tirait encore des revenus médiocres des autres fermes, ferme des Chandelles de suif⁵, ferme des « Maguezins et Peirols de la Pourqueterie et de l'Adoubadou⁶ », ferme et gabelle des Extravagants⁷, ferme et gabelle du « vintain droit de rompre et carène⁸ ». Enfin la vente et l'enlèvement du fumier de « l'Adoubadou » donnait aussi lieu à une ferme⁹. En 1639-1640, ces diverses fermes ont rapporté 1 409 l.; en 1643-1644, 2 257 l.; et, en 1644-1645, 1 400 l. 10 s.

Si l'on ajoute au revenu total de ces diverses fermes, le revenu de la ferme des places de la Poissonnerie, qui s'éleva en 1644-1645 à 760 l., on aura le tableau complet des revenus ordinaires de la ville de Marseille. En joignant aux diverses sommes payées par les fermiers de la ville le montant des revenus du modeste domaine de Marseille, le chiffre des revenus ordinaires atteindra la somme de 94 897 l. 5 s. pour l'année 1639-1640. En 1641-1642, ces revenus sont plus forts : la recette du trésorier est, en effet, de 113 637 l. 17 s. 11 d.; en 1643-1644, 115 141 l. 12 s.; en 1644-1645, 94 372 l. 16 s. 6 d.;

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 13, 25 novembre 1639. Procès-verbal d'adjudication de la Ferme et Gabelle du vin.

2. Comptes trésoraires, années 1639-1640, 1643-1644, 1644-1645.

3. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 15 v°, 25 novembre 1639. Procès-verbal d'adjudication de la Ferme et Gabelle des Pestres.

4. Comptes trésoraires. Années 1639-1640, 1643-1644, 1644-1645.

5. Cette Ferme est adjugée « à qui voudra entendre à prouver et fournir ceste dite ville et son terroir de bonnes et suffisantes chandelles de suif, durant trois années... en payant le prix de la ferme comptant par année et la première année le jour de la délivrance ». Adjugée le 21 mars 1640 pour 825 l. par an à Jullien Dulard, marchand-chandellier de ladite ville. (*Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 48 v°.) — En 1643-1644, cette ferme a rapporté 1 270 l.

6. Location des magasins de la porcherie et des chaudrons de l'abattoir. Adjugé à 500 l. le 23 novembre 1640.

7. Droit sur les troupeaux étrangers. Adjugé à 180 l. en 1639, à 186 l. en 1643, à 690 l. en 1644.

8. Adjugé à 305 l. en 1639.

9. Adjugé à 146 l. en 1639.

en 1645-1646, 92 391 l. 19 s. Il dépassait donc rarement 100 000 livres.

Ce revenu suffisait-il pour faire face à toutes les dépenses incombant à la ville?

Les Comptes trésoraires distinguent parmi les dépenses ordinaires celles qui se renouvellent tous les mois et qui se font sur billettes ou bullettes signées par les consuls et celles qui se font en une fois dans le cours de l'année. Les premières ne comportent qu'un petit nombre de rubriques sur les registres du trésorier de la ville. Ce sont, en 1639-1640, les « gages à divers employés de la ville », les sommes versées « aux capitaines des quatre quartiers pour dépenses de leurs corps de garde », et la solde des « gardes des barrières de la Porte-Réale ». Les sommes payées pour ces divers motifs ne sont pas uniformes : elles varient d'un mois à l'autre. Elles sont de 579 l. 9 s. pour le mois de novembre 1639, de 625 l. 1 s. pour le mois de décembre; elles varient ensuite entre 615 et 637 l. du mois de janvier au mois d'octobre 1640. Cela représente une dépense totale annuelle de 7 500 livres¹. Les comptes des années qui suivent accusent un chiffre plus élevé : 11 370 l. 8 s., en 1641-1642, en 1642-1643, en 1643-1644; 11 220 l. 8 s., en 1644-1645; 12 101 l. 2 s. en 1645-1646; 10 955 l. 8 s. en 1646-1647, etc.

Les « dépenses ordinaires des gages qui se payent toutes les années et autres dépenses »², sont plus élevées. Elles ont aussi des objets plus variés. Elles comportent les gages annuels des divers officiers municipaux, consuls, assesseur, capitaines de quartiers et de l'artillerie, trésoriers, notaires, secrétaires, archivair³, juges du commerce, procureurs et avocats de la ville au Parlement, à la Chambre des Comptes de Provence et au siège de Marseille⁴, agent et solliciteur des procès de la ville à Aix⁵, etc. Nous trouvons encore sous cette rubrique l'achat et la façon des chaperons et des robes d'écarlate et de damas des consuls et de l'assesseur, des habits, chapeaux et souliers des serviteurs de la Maison commune, l'entretien des fontaines de la ville, etc. En 1639-1640, le compte de ces divers paiements s'élève à 9 740 l. 11 s. Pour d'autres années, le trésorier fait aussi entrer sous cette rubrique les quar-

1. Comptes trésoraires. Année 1639-1640. « Novembre 1639. Gages à divers employés de la ville... 405 l. 9 s.; — aux capitaines des quatre quartiers, pour dépenses de leurs corps de garde... 150 l.; — aux gardes des barrières de la Porte Reale... 24 l. — Décembre. Gages à divers employés de la ville... 451 l. 1 s. »; le reste comme ci-dessus.

2. Ces dépenses sont réunies sous cette rubrique dans les Comptes trésoraires de 1645-1646.

3. « A l'archivair, ses gages annuels... 350 l. »

4. Chacun des trois procureurs reçoit 15 l.; les deux avocats au Parlement, 30 l. chacun.

5. Les gages de ce personnage sont de 250 l.

tiers payés aux Pères de l'Oratoire¹, chargés du Collège de la ville, ainsi que les prix distribués à leurs élèves « après les examens », le présent de 1 500 l. qu'il est d'usage de faire au vignier, et parfois un don gratuit payé au Roi². Les frais des voyages faits à Aix ou dans d'autres villes de la province auprès du gouverneur ou du Parlement figurent encore sous cette rubrique³. Aussi le total varie sensiblement d'une année à l'autre : en 1639-1640, il est de 38 343 l. 19 s. ; en 1640-1641, de 69 873 l. 11 s. 11 d. ; en 1641-1642, de 41 847 l. 4 s. 2 d. ; en 1642-1648, de 50 441 l. 14 s. 8 d. ; en 1643-1644, de 47 899 l. 11 s. 6 d. ; en 1644-1645, de 62 987 l. 11 s., etc.

Il est encore d'usage de faire comprendre dans les dépenses ordinaires, « le paiement des intérêts à pensions des capitaux dus, ensuite des mandats adressés par Messieurs les consuls et quittances concédées par Messieurs les créanciers⁴ ». En 1639-1640, cette dépense s'élève à 56 693 l. 12 s. 2 d. ; en 1640-1641, à 46 499 l. 1 s. 9 d. ; en 1641-1642, à 48 551 l. 6 d. ; en 1643-1644, à 49 581 l. 12 s. 3 d. ; en 1644-1645, à 56 351 l. 7 s. 3 d., etc.

Le chiffre des dépenses peut donc varier entre 101 768 l. 4 s. 8 d., chiffre de 1641-1642, et 130 559 l. 6 s. 3 d., chiffre de 1644-1645. Si donc, en moyenne, les recettes balancent à peu près les dépenses, il n'en est pas ainsi quand on prend, année par année, le détail du budget de Marseille. En 1641-1642, année des plus faibles dépenses, l'excédent des recettes sur les dépenses est de 11 869 l. 13 s. 3 d., mais il tombe à 6 290 l. 9 s. 3 d., en 1642-1643, et, l'année suivante où les dépenses atteignent le chiffre maximum de 130 559 l. 6 s. 3 d. et où les recettes ont fléchi et ont atteint seulement à 94 372 l. 16 s. 6 d., le déficit dépasse 36 000 livres. Celui-ci ira en augmentant pendant les années de crise qui vont suivre, aggravant ainsi la situation financière.

Quand même la situation intérieure serait restée normale, il

1. Comptes trésoraires, 1640-1641. Les Pères de l'Oratoire reçoivent deux quartiers de 600 l. chacun, l'un en mars, l'autre en septembre; la dépense pour achat de livres est de 120 l.; elle est faite au mois d'août 1641.

2. Comptes trésoraires, 1640-1641. « Mai 1641. Au sieur Jean-Antoine Venel, commis de l'extraordinaire des guerres, porteur des quittances du sieur Leclerc, trésorier dudit extraordinaire, et suivant la délibération du Conseil, ont ordonné [les consuls] de donner au Roy gratuitement 20 000 l. »

3. Comptes trésoraires, 1642-1643. « Octobre 1643. A sieur François Pagy, maître du relai, pour chevaux de poste donnés à M. l'assesseur pour s'en aller vers Mgr notre gouverneur à Aubagne, 6 l. » — 1643-1644 : « Février 1644. A M. de Saint-Victoret, pour deux voyages faits à Arles donner avis à M. le gouverneur de la contention arrivée avec MM. des galères et MM. du siège, 92 l. 16 s.; — mars : A M. l'assesseur pour trois voyages, l'un à Aix... ayant demeuré cinq jours, l'autre à La Valette, pour se trouver à l'Assemblée [des Communautés], et le dernier audit Aix pour informer la Cour de ce qu'il estoit passé de la contention... 168 l. »

4. Le trésorier de cette année-là a réuni sous cette rubrique les dépenses payées sur billettes et celles payées sur mandats.

5. Comptes trésoraires, année 1639-1640.

paraît difficile qu'une ville de l'importance de Marseille ait pu se mouvoir dans des limites budgétaires aussi étroites que celles que nous venons d'indiquer. Des obligations imprévues lui incombaient parfois : de toute nécessité, il fallait y faire face. Quand éclatait la contagion et que la vie municipale était suspendue, les consuls, investis de pouvoirs extraordinaires, devaient pourvoir à la fois à la sécurité sanitaire des habitants et à leur subsistance. Les contrats des fermes n'étaient plus observés : les consuls administraient eux-mêmes la ferme de la boucherie et faisaient des achats de blé qu'ils distribuaient à leurs concitoyens restés enfermés avec eux dans la ville. Cette charge était d'autant plus lourde que, en temps de contagion, les revenus étaient réduits à presque rien. Par exemple, à la suite d'une épidémie de peste particulièrement grave, qui désola la ville à deux reprises, du mois de juillet 1649 au mois de mars 1650, les Comptes trésoraires enregistrent une dépense de 188 543 l. 7 s. 8 d. pour divers achats de blé et pour assurer le transport par mer de ces grains¹.

Cette dépense malheureusement inévitable se renouvelait assez fréquemment, grevant lourdement le budget d'une ville pauvre. Pour y faire face, les consuls n'avaient pas d'autre ressource que la levée de nouvelles taxes ou l'emprunt. Parfois, le Conseil décidait la création d'une nouvelle ferme, qui devait avoir pour effet, tantôt la perception d'un droit sur un objet de consommation, et tantôt l'établissement d'une taxe sur les biens immeubles. En 1643-1644, on leva un droit sur le poisson entrant ou sortant de la ville : il rapporta 25 000 livres². Nous avons déjà vu les difficultés soulevées par la Province à propos de ce droit et l'obligation où furent mis les consuls de le supprimer. Or, parmi les objets de consommation courante, par conséquent de bon rapport, il n'y avait guère que le poisson qui ne fût pas taxé. Il restait bien la ressource de percevoir un droit sur les propriétaires des immeubles de la ville : déjà un droit de ce genre avait été établi et les Comptes trésoraires de 1639-1640 accusent une recette de 6 400 l. sous cette rubrique : « Reste de la ferme du droit sur les biens immeubles ». Mais, ce droit avait cessé d'être levé dès 1640-1641 et nous verrons par la suite l'impossibilité où furent les consuls de le rétablir, à cause de la résistance des propriétaires imposés.

Les consuls ne pouvaient donc se tirer d'embarras que par l'emprunt.

L'emprunt est, en effet, la source unique des revenus extra-

1. Comptes trésoraires, années 1648-1650. « Dépenses extraordinaires payées par le trésorier pendant le tems de la contagion, par ordre des consuls, de juillet 1649 à 1650. Nolis et assurés, 11 734 l. 18 s. ; — Achats de blé, 67 594 l. 15 s, 7 d. ; autres achats de blé, 109 213 l. 13 s. 6 d. »

2. Comptes trésoraires, 1643-1644.

ordinaires de Marseille¹. Chaque année, les consuls sont contraints d'y recourir, même quand les recettes équilibrent les dépenses et qu'il ne se produit aucun événement imprévu auquel il faudrait faire face. En 1639-1640, année de dépenses normales, ils empruntent 74 059 l. 17 s.; en 1641-1642, 46 881 l. 1 s. 6 d.; en 1643-1644, 65 244 l. 6 s. 8 d.; en 1644-1645, 149 999 l. 2 s. 4 d.; en 1645-1646, 84 028 l. 4 sous².

Ces sommes sont destinées à couvrir les dépenses extraordinaires et, en cas d'insuffisance des revenus, les dépenses ordinaires. Le plus souvent, on les emploie à amortir les dettes de la ville³. Parfois, la totalité des sommes empruntées sert à cet usage : les Comptes trésoraires de 1641-1642 inscrivent une somme de 45 881 l. 1 s. 6 d. sous la rubrique « capitaux reçus » et une somme égale sous la rubrique « remboursements ». En général, les sommes empruntées sont plus fortes que les sommes remboursées : en 1644-1645, on emprunte 149 999 l. 2 s. 4 d. et on ne rembourse que 95 783 l. 17 s. 2 d. Il est vrai que cette année l'excédent des dépenses sur les recettes est de 46 186 livres 2 sous 5 deniers.

La dette de Marseille allait donc augmentant d'année en année. En 1660, elle s'élevait à 2 060 000 l.; huit ans après, elle était de 2 760 000 l. quoique, depuis 1660, les revenus aient augmenté dans d'assez fortes proportions, par suite de la création de trois nouvelles fermes, celle de la farine, du demi-pourcent et du poisson salé⁴.

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au comte de Brienne, 25 avril 1656. « Vous sçavez, monseigneur, qu'elle [notre ville] doit plus de 2 millions de livres, sans parler des dettes du commerce qui grossissent tous les jours et il nous faut annuellement emprunter pour payer lesdits interests. »

2. Comptes trésoraires.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 979 v°. « Les consuls de l'année dernière (1651-1652) n'ayant pu payer les interests et pensions que la ville doit, à cause de la dépense extraordinaire des gens de guerre et de la jalousie où nos ennemis nous tenoient, fut dit par le Conseil du 24 novembre (1652) qu'on payeroit sans délaiement les arrérages et le courant. » — *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au chancelier Seguier, 26 avril 1656. « Nostre ville est endettée de plus de 2 millions de livres... de sorte, monseigneur, qu'il nous est impossible de satisfaire annuellement aux pensions et aux interests d'une si grande somme, qui est due aux hospitaux, aux maisons religieuses, à des pauvres veuves, pupilles et autres personnes, la plupart desquelles n'ont presque aucune chose pour leur subsistance que lesdits interests qui demeurent en arrérages ou, pour y satisfaire, estant nous obligés de faire annuellement des nouvelles dettes, elles iroient dans l'infini... »

4. Arch. com., CC. État des dettes de la ville. « La ville de Marseille devoit, en l'année mil six cens soixante, deux millions soixante mille l., ce qui est justifié par les réglemens faits par Sa Majesté, estant dans ladite ville le mois de mars de ladite année 1660, par lequel le Roy supprima la charge des consuls et créa à leur place celle des eschevins. En l'année 1668, la ville doit deux millions sept cens soixante mille l., sans comprendre à cette somme toutes celles qu'elle s'est obligée de nouveau de payer pour l'agrandissement et sans compter aussi tout ce que le commerce doit qui va à plus de huit cens mille l. — Revenu de la ville : ferme du vin, l. 60 000 ; ferme du poisson salé, l. 12 000 ; ferme des peystres, l. 3 000 ; — de diverses petites fermes, l. 4 500 ; — ferme de la boucherie, l. 60 000 ; — ferme de la farine, l. 81 000 ; — ferme du demi pour cent, l. 45 000 ; — ferme de la gabelle du port, l. 18 000. »

Les consuls empruntaient directement à des communautés religieuses ou à des particuliers, probablement au fur et à mesure des besoins¹. Les sommes empruntées, dont il était délivré une quittance transcrite sur le registre des délibérations de l'année, n'étaient pas uniformes. Nous relevons sur les Comptes trésoraires des emprunts supérieurs à 10 000 l. et d'autres inférieurs à 1 000 livres². La somme empruntée à une même personne variait le plus souvent entre 3 000 et 6 000 livres³. Le taux de l'intérêt payé par la ville était fixé par le Conseil : il était, suivant les années de six et quart pour 100 ou de cinq pour 100. On s'efforçait cependant de le ramener uniformément à cinq pour 100⁴, mais en usant de beaucoup de précautions, afin de ne pas compromettre le crédit de la ville.

Malgré ces efforts faits pour inspirer confiance, on peut se rendre compte des graves inconvénients qui résultaient pour Marseille de ce défaut de solides institutions financières. L'emprunt au jour le jour, tel qu'il s'était pratiqué jusqu'alors, était d'autant moins un système régulier et profitable qu'il pouvait arriver un moment où, le besoin d'argent étant encore plus grand que d'habitude, on risquait de ne pas trouver assez de particuliers disposés à prêter sans d'autres garanties que celles offertes par des finances qu'on ne pouvait équilibrer qu'au moyen de l'emprunt. Les troubles qui agiterent Marseille pendant la minorité de Louis XIV et qui entraînèrent cette ville dans des dépenses plus grandes que celles qu'elle avait eu jusqu'alors l'habitude de faire, plusieurs épidémies successives de peste qui

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 559. — Appelé à payer, en mars 1650, un mandat de 2 000 l. pour la députation en Cour du sieur de Montolieu, « le trésorier de la ville disant qu'il n'avait point d'argent, j'en fis l'avance afin de ne retarder son paiement ». — *Ibid.*, 667 v°. Au cours de la contagion (11 juin-5 août 1650), « je fus des premiers à ouvrir ma bourse et commençai de prester. Le sieur de La Salle et plusieurs autres en firent de même, mais aucun de ceux du parti contraire ne voulut secourir la ville, et ils croyoient tous que les consuls ne trouveroient point de l'argent et, partant, qu'ils seroient en danger de leur vie et que le peuple les dévoreroit. » — *Ibid.*, 709. A l'occasion de l'occupation du fort de Notre-Dame-de-la-Garde (août 1650), Valbelle fait accepter par le Conseil de guerre les conditions auxquelles Caze consent à évacuer le fort : « Je fus d'avis, dit-il, de lui accorder les 500 escus qu'il demandoit et, qui plus est, j'en fis l'avance ».

2. Comptes trésoraires, année 1639-1640. « Etat des sommes empruntées : A Louis Latil, 10 000 l.; — à Pierre Bonnes, 14 400 l.; — à Pierre Mayolli, docteur en médecine, 800 l.; — à l'hospital du Saint-Esprit et Saint-Jacques de Galice, 1 000 l. »

3. Comptes trésoraires, année 1639-1640. « Etat des sommes empruntées : A M^e Antoine Ripert, docteur en médecine, 4 800 l.; — aux religieuses de la Visitation, 3 000 l.; — à J.-B. de Ramel, 6 000 l.; — à Jean Baptellin, 4 000 l.; — à Guillaume Cadenel, 3 000 l.; — à André Salade, 3 000 l.; — aux religieuses de la Visitation, 3 000 l. »

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 25 v°-27 (année 1640-1641). « Il fut aussi délibéré d'emprunter à cinq pour cent pour payer les dettes à six et quart, n'ayant pas voulu la ville se servir du bénéfice de l'édit qui ordonne ceste réduction pour toutes les autres communautés de la province, comme ayant besoin de se maintenir dans le crédit qui seul fait subsister les villes et surtout celle-ci aux grandes occasions. »

ajoutèrent encore à ces charges, vinrent accuser fortement les vices du système¹. Vainement les consuls essayèrent d'y remédier en imaginant des combinaisons plus ingénieuses que celles auxquelles leurs prédécesseurs avaient eu recours². Les embarras financiers subsistèrent et ne furent pas une des moindres causes de l'intervention du Roi en 1660.

Cette situation financière était en partie le résultat de l'organisation municipale elle-même et des prérogatives et des privilèges dont les règlements assuraient la jouissance à l'aristocratie. Celle-ci, avant tout préoccupée de gouverner la ville à son profit, se refusait avec un parti pris égoïste à participer aux charges publiques en proportion de ses facultés. Les droits sur la viande, sur le vin et sur les pestres ne pesaient sur elle guère plus lourdement que sur le reste des habitants. Quand le Conseil cherchait à établir de nouveaux droits, dont la perception aurait donné plus d'aisance au budget municipal, il établissait une taxe sur le poisson frais ou salé qui, de l'aveu des consuls eux-mêmes, était l'élément essentiel de la nourriture des gens du peuple³. Si, par hasard, des consuls plus clairvoyants, plus courageux et plus désintéressés proposaient au

1. Voir ci-dessus p. 90 note 3 et p. 90 note 1 les deux lettres des consuls au chancelier Séguier et au comte de Brienne, des 25 et 26 avril 1656.

2. Pour sortir d'embarras, les consuls de 1653 avaient proposé au Conseil de décider d'amortir « les fonds et capital des dettes à jour dont ceste communauté se trouve surchargée, en prenant pareil capital d'un nombre considérable de personnes, d'environ 300, qui placent chascune mil escus sur ladite communauté au nom d'un de leurs enfants ou de tels qu'ils adviseront à pension, à raison de cinq pour cent, qui sera retirée par ceulx sur la vie desquels l'obligation aura esté rendue, et ce à proportion de leur employ, et, arrivant la mort d'un ou plusieurs d'iceulx, la pension de tout le montant dudit capital régalée entre les survivans de telle sorte que, si ledit capital se montoit à 300 000 escus, le dernier jouiroit de 15 000 escus de pension pour mil escus de capital, tout lequel capital néanmoins sera acquis à ladite communauté et la dernière pension entièrement esteinte et amortie après le décès de tous ceulx en faveur desquels ladite obligation aura esté conclue, comme dit est. Estimant ledit sieur de La Salle qui se trouvera des personnes qui voudront faire cest emploi et assurer à leurs enfans un patrimoine qui ne diminuera jamais, ains augmentera jour et jour pendant le vivant d'iceulx, estant certain que dans trente ans le revenu des survivans vaudra plus qu'une commanderie de Malte. » (*Délibérations du Conseil*, Reg. n° 53, f° 57 : 3 août 1653). Le Conseil avait approuvé cette proposition et donné pleins pouvoirs aux consuls pour en assurer l'exécution. Mais le 7 septembre, il n'y avait encore que deux souscripteurs, l'un de 3 000 et l'autre de 4 000 escus, tandis que des particuliers avaient demandé, avant de s'engager, sur quels revenus des fermes de la ville seraient garanties les pensions promises aux souscripteurs ou à leurs ayants-droits (même Reg., f° 59 v°). Le 5 octobre 1653, le Conseil décide que ces pensions seront payées sur le revenu de l'once de la chair, « sans que ladite communauté puisse divertir le prix d'icelle pour quelle cause, sujet, prétexte et occasion que ce soit ou ce puisse estre, et, en cas de cessation de ladite ferme par peste, guerre ou par quel accident que ce fust, icelle communante sera obligée de remplacer lesdits interests, et pareillement sera obligée, en cas que le Roy voulust exiger quelque an gratuit sur les communautés, de le payer en son propre, sans que soit rien tranche sur lesdits interests, attendu que les capitaux demeurent acquis à la ville après le décès de tous ceulx sur la vie desquels l'obligation aura esté convenue. » Ceci décidé, les consuls reçoivent mandat de faire homologuer cette décision par un arrêt du Conseil du Roi (même Reg., f° 72).

3. Voir ci-dessus p. 82, note 3.

Conseil d'imposer les propriétaires fonciers de la ville, et si la proposition était adoptée, l'exécution en était rendue impossible par la mauvaise volonté et la résistance des citoyens soumis à ce nouveau droit et il fallait bientôt y renoncer¹. Ainsi, au lieu d'assurer la prospérité d'une ville qui, plus qu'aucune autre, avait besoin de liberté pour vivre, pour grandir et pour permettre à ses remarquables facultés un épanouissement fécond, l'autonomie marseillaise n'avait d'autre résultat que de créer une situation exceptionnelle, disproportionnée avec son intelligence et les services qu'elle rendait, à une oligarchie à l'esprit étroit et égoïste, préoccupée avant tout de conserver à tout prix les privilèges que lui garantissaient les statuts et les règlements municipaux.

1. Arch. comm., *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 53, f° 57. Conseil du 3 août 1653. « Le sieur de La Salle a remontré que, par la délibération du Conseil tenu le 12 de mai dernier, auroit esté résolu que si, entre lors et le premier Conseil après suivant, ne se trouvoit aucun fermier pour la levée et exaction du droit de quarante sols imposé sur chasque cheminéc, ledit droit seroit primitivement payé par ceulx du Conseil des Trois Cens, et, après et à leur exemple, par tous les autres habitans de ladite ville et du terroir d'icelle, desquels ledit droit seroit levé et exigé par les mesmes conseillers suivant le répartition qui, à ces fins, en seroit fait par les douze députés y dénommez, lesquels n'auroient daigné s'assembler, bien que lesdits sieurs consuls les aient fait convoquer divers jours en conséquence de ladite délibération, demeurant icelle et, par ce moyen, infructueuse et sans examen, sans aussi que se soit présenté personne pour mettre prix à ladite ferme. »

CHAPITRE IV

LES POUVOIRS ÉTRANGERS

I. LE CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE. — II. LES OFFICIERS DU ROI : LE VIGUIER. — III. LA JUSTICE ROYALE : LE JUGE DU PALAIS, LE LIEUTENANT DU SÉNÉCHAL, L'AMIRAUTÉ. — IV. LE PARLEMENT, L'INTENDANT, LE GOUVERNEUR. — V. LE RECOURS AU ROI : NÉGOCIATIONS EN COUR; AGENTS PERMANENTS, DÉPUTÉS.

Depuis 1257, Marseille ne jouit de ses franchises que par le consentement des comtes de Provence et de leurs héritiers, les rois de France, seigneurs de Marseille : ceux-ci ont fixé dans les règlements municipaux le régime politique auquel la ville devait être soumise. Si restreinte qu'ait pu être la part qu'ils se sont réservés dans ce gouvernement, ils n'ont jamais cessé de l'exercer, soit directement au moyen de leurs édits, ordonnances ou lettres patentes, soit indirectement par l'intermédiaire des agents établis à demeure dans la ville ou dans la province. Deux pouvoirs coexistent donc à Marseille. L'un s'incarne dans les officiers municipaux : il s'appuie sur une lointaine tradition, sur des chartes nombreuses et authentiques, sur des précédents parfois contradictoires pour affirmer son indépendance, faire prévaloir ses prétentions et respecter ses privilèges. L'autre pouvoir est représenté par les officiers du Roi : forts du prestige et des ressources de la royauté, sûrs d'une méthode éprouvée ailleurs par une expérience plusieurs fois séculaire, persuadés que, quoi qu'il arrive, l'heure du Roi finira toujours par sonner, ils poursuivent sans se lasser le triomphe des prétentions monarchiques.

Le Viguiier est le plus ancien des officiers royaux; mais, à travers les siècles, sa charge a perdu quelques-uns des caractères qu'elle avait eus d'abord et qui lui assuraient des pouvoirs prépondérants. Cette diminution d'importance et ce changement de caractère avaient été la conséquence de l'établissement d'un gouverneur et d'un intendant en Provence qui exerçaient main-

tenant à Marseille la plupart des pouvoirs que le viguier y avait jadis exercés au nom des Comtes, puis du Roi.

Sa charge a été établie par les Chapitres de Paix qui en fixent le caractère et les attributions. A l'origine, le viguier participe à tous les actes du gouvernement et de l'administration, perçoit les taxes réservées au comte de Provence, prononce en dernier ressort dans les procès civils et criminels, exerce, en un mot, au nom du seigneur, une sorte de tutelle sur la commune. Sa fonction est annuelle et il ne peut être choisi parmi les citoyens marseillais. Au moment de son entrée en charge, il prête en présence des syndics ou consuls un serment dont la formule est identique à celle du serment que prêtait avant 1257 le recteur de la ville¹. A cette époque, le viguier paraît avoir été, non seulement l'agent actif du comte de Provence dans une ville où celui-ci avait tant d'intérêts importants à sauvegarder², mais encore une sorte de modérateur entre les citoyens et d'arbitre entre les partis, comme ses hautes attributions judiciaires en faisaient l'arbitre souverain entre les plaideurs.

C'est dans cet esprit que s'est maintenue la viguerie. Insensiblement, cependant, le rôle politique du viguier s'est affirmé avec plus de force, tandis que son rôle judiciaire diminuait. En 1452, par exemple, les Marseillais se plaignent au roi René de l'ignorance juridique des viguiers qui, cependant, négligent de consulter le juge du Palais, avant de rendre leurs sentences, comme les Chapitres de Paix et les Statuts leur en font une obligation. Le Roi prend cette plainte en considération et, par des lettres patentes datées du 1^{er} mai 1452, il rappelle au viguier les obligations qui lui incombent en ces matières³. Cependant, dès cette époque, il est admis par tout le monde que le viguier est plutôt un homme d'épée qu'un homme de loi⁴. Par la suite, il en sera de plus en plus ainsi⁵.

En devenant souverains de la Provence et de Marseille, les rois de France ont maintenu la viguerie, songeant à tirer de cette institution le meilleur parti possible. Sans modifier ses

1. *Chapitres de Paix*, *passim*; — *Statuts*, I, 1. — Voir notre édition du *VI^e Livre des Statuts*, 1, p. 3, note 2 et IX, p. 11, note 1, et F. Portal, *La République marseillaise* du *XIII^e siècle*, p. 90 et suiv.

2. Les comtes de Provence, rois de Sicile ou prétendants à la couronne de Sicile et de Naples, avaient un intérêt primordial à maintenir étroitement Marseille en leur pouvoir : si elle leur avait échappé, cette ville serait infailliblement tombée aux mains de leurs rivaux, les rois d'Aragon.

3. Arch. comm., AA. 67, *Livre Noir*, f^o 99 v^o.

4. *Lettres patentes* du 1^{er} mai 1452 : « Quia ipsi vicarii magis scire arma quam leges debent ».

5. Voir diverses *Lettres patentes* de Louis XII, François I^{er}, Henri II et Charles IX (Arch. comm., FF, Juridictions). Leurs prescriptions concernent à la fois le viguier et le juge du Palais. Celui-ci, appelé à juger deux fois les mêmes affaires, portées d'abord devant son tribunal, puis devant celui du viguier qu'il doit assister, finit par substituer son tribunal à celui du viguier avec lequel il fait double emploi. Au reste, la qualité de gentilhomme exigée du viguier éloigne nécessairement ce personnage des fonctions judiciaires.

attributions, ils ont hésité sur le caractère qu'il convenait de lui donner. Entretenant d'organiser l'administration du royaume suivant des règles uniformes, ils ont essayé à plusieurs reprises d'en faire un office perpétuel et vénal. Mais il leur a fallu renoncer à ces projets, les Marseillais les ayant rappelés au respect des Chapitres de paix et de leurs privilèges¹.

1. Arch. comm., FF. Juridiction. *Édit de Louis XII du 24 mai 1506*. « ... Avons dit, déclaré, ordonné, disons, déclarons, ordonnons... voulons et nous plaist que doresnavant nul desdits habitants de nostre dite cité de Marseille ne puisse tenir ne exercer esdits offices de viguier et juge du Palais, tant en chef comme lieutenant.... » *Lettres patentes de Henri II, d'avril 1550*. « ... Pour obvier à l'ambition d'aucuns de ladite ville, qui s'efforçoient violer et enfreindre lesdits accords et privilèges d'icelle, et poursuivre d'estre viguier et juge perpétuels, feu Nostre très honoré seigneur et grand-père, le roy Louis douziesme..., auroit en l'an mil cinq cens six, par son Edit perpétuel et irrévocable, ordonné que aucuns des habitants de ladite ville de Marseille ne pourroient tenir ne exercer lesdits offices.... Suivant lequel Edit nosdits prédécesseurs auroient tous les ans pourveu et commis un viguier et juge du Palais n'estant de ladite ville jusques en l'an MVCXXIX que lesdits offices de viguier et juge du Palais et aultres de ladite ville, qui estoient annuels furent créés en offices formés et perpétuels, desquels aucuns furent pourvus moyennant la finance qu'ils en payèrent lors. Quoi voyant, lesdits consuls et que ladite création estoit contre la forme desdits contrats, accords, conventions, privilèges et édits, présentèrent requeste à feu Nostre très honoré Seigneur et Père, le Roy dernièrement décédé, à ce que, pour les causes y contenues, il luy pleust remettre lesdits offices annuels comme ils estoient auparavant ladite création. Laquelle requeste feu Nostre Seigneur et Père renvoya à certains commissaires pour appeler nostre procureur général et les pourvus desdits offices, informer sur la commodité ou incommodité que seroit à nous et à la chose publique remettre lesdits offices. Ce que auroit esté faict et les parties respectivement produit devant lesdits commissaires, lesquels auroient renvoyé lesdites requestes et productions à Nostredit feu Seigneur et Père qui, pareillement, renvoya le tout en Nostre grand Conseil pour en avoir son advis, lequel Nostredit Conseil, le tout veu, auroit donné sondit advis et renvoyé à Nostredit feu Seigneur et Père qui, en ensuivant ledit advis, par son édit perpétuel et irrévocable du vingt-quatriesme jour de may mil cinq cens trente un, ordonna que lesdits offices seroient et demeureroient annuels comme ils estoient auparavant ladite création, en remboursant par lesdits habitants ceux qui avoient esté pourvus desdits offices, ce que lesdits habitants auroient fait. A ceste cause, lesdits offices demeurèrent annuels comme auparavant. Mais, en l'an mil cinq cens trente cinq, en procédant à la réformation de la justice en ladite Provence et ville de Marseille, Nostredit feu Père par aultre Edit ordonna que tous les offices de ladite ville seroient et demeureroient perpétuels.... A ceste cause, lesdits habitants nous ont, par leur député, faict entendre que ledit viguier est le premier juge civil et criminel et a la superintendance, préside et conclut en toutes les affaires et charges de ladite ville et à la nomination chascun an de tous les consuls, officiers et des soixante-douze conseillers, des quatre capitaines de ladite ville et de deux sur l'artillerie, ayant en ce moyen toute la ville en sa puissance et sujétion, de sorte que, si ledit viguier vouloit faire quelques entreprises ou monopoles pourroit, en trois années, faire ceux qu'il luy plairoit du Conseil et officiers de ladite ville et prendre telle alliance et cognoissance que bon luy sembleroit et seroit en sa puissance disposer d'icelle ville. Nous suppliant et requérant que Nostre bon plaisir feust garder, observer et entretenir ledit traité, accord et convention et ordonner que lesdits Edits dudit an MVCVI et MVCXXXI sortiroient leur plein et entier effet et seroient gardez, observez et entretenus et, en ce faisant, déclarer lesdits offices de viguier et juge du Palais n'estre comprins audit Edit de l'an MVCXXXV et partant que besoin seroit les supprimer et remettre comme ils estoient auparavant ladite création et aultrement prouver sur la conservation de ladite ville et habitants d'icelle et de leurs privilèges comme verriens estre à faire.... *Sçavoir* faisons que Nous... avons dit, déclaré, voulu et ordonné, disons, déclarons, voulons, ordonnons et nous plaist que, nonobstant iceluy édit dudit an MVCXXXV... lesdits traité, accord et conventions, privilèges, confirmation et approbation d'iceux, avec les édits consé-

A la fin du xvi^e siècle, le souverain et les sujets avaient fini par se mettre d'accord et le règlement d'Angoulême consacra leur entente¹. Désormais, le viguier fut choisi par le Roi sur une liste de trois gentilshommes provençaux, étrangers à la ville, dressée par le Conseil et les consuls suivant les règles prescrites pour les élections des divers officiers municipaux. Ainsi, tout en continuant à être regardé comme le représentant du Roi dans la ville, le viguier fut aussi l'élu des Marseillais : ce double caractère ne put qu'affaiblir son autorité et paralyser ses moyens d'action.

C'est au Conseil du jour des Innocents, tenu le 28 décembre de chaque année, que le viguier est désigné². Conformément

cutifs dudit an MCVI et VCXXXI auront lieu, sortiront leur effet et seront entretenus, gardez et observez inviolablement et, suivant iceux, demeureront lesdits offices de viguier et juge du Palais annuels pour y estre par Nous prouvé par chacun an de personages qui ne soient natifs de la mesme ville et en la mesme forme et manière qu'il a esté fait par le passé.... » — *Lettres patentes de Charles IX (octobre 1563)* : « ... Ayant esté duement advertis par les députés de Nostredit pays de Provence des abus et malversations qui se font et commettent ordinairement en l'eslection des viguiers en iceluy, se donnant lesdits offices indifféremment à tous capables ou incapables, sans aulcune considération d'age, sçavoir ni aultres qualités requises en telles charges et estats.... Sçavoir faisons que Nous, voulant à ce pouvoir comme il est plus que requis et nécessaire pour le bien et utilité de Nostredit pays, repos, soulagement et tranquillité de nos subjects et ne laisser rien en arriver de ce qui peut servir pour establir nostre justice et la maintenir en l'autorité, sincérité, dignité, honneur et redevance, telle qu'elle puisse contenir Nostdits subjects en leur devoir et que le principal moyen de la redresser et remettre et la chose publique en sa splendeur et réputation ancienne, est d'avoir viguiers gens de bien, craignant Dieu, amateurs d'équité et de justice, éloignés de toute espèce d'avarice, de bonne foy, ayant l'usage des choses publiques, avons... statué et ordonné et, par la teneur de ces présentes, statuons et ordonnons que, pour faire eslection desdits viguiers, les consuls et conseillers de ville de Nostredit pays nommeront en chascune desdites villes annuellement et au tems et termes accoustumez trois suffisans et capables personages et de la qualité susdite pour d'iceux que par Nous ou Nostre lieutenant général et gouverneur de nostredit pays de Provence estre choisis et élus ceux qu'il trouvera les plus capables et utiles... prohibant et défendant à Nostdits lieutenans-généraux et gouverneurs de Nostredit pays présens et à venir et à chascun d'eux à son regard que, doresnavant, ils n'ayent à faire aulcune eslection desdits viguiers sinon de ceux que, par lesdits consuls et conseillers de Nostdites villes leur seront présentez et nommez.... » — Des lettres patentes de Charles IX, de novembre 1564, ayant « supprimé et aboli toutes les juridictions des juges ordinaires [de Marseille] et icelles unies et incorporées en un seul degré sous la cognoissance du lieutenant du sénéchal de Provence en sadite ville de Marseille, tant au civil qu'au criminel », et « institué un viguier triennal pour, par commission, exercer ledit office », le même roi, par de nouvelles lettres patentes données le 6 août 1571, ordonna, « que ledit estat de viguier en la ville de Marseille sera remis annuel, voulant que, par chascun an, soit procédé à nouvelle eslection de personage capable et de qualité requise selon la forme prescrite par nostre Edit sur le règlement desdits viguiers au mois d'octobre mil cinq cens soixante trois.... »

1. Règlement d'Angoulême, art. XXIV. « Ceux qui seront cy-aprez nommez pour viguier dans ladite ville seront gentilshommes, seigneurs de place, ayant et possédant au moins six cens escus de rente, extraits de maison noble, ne seront mariez avec fille de ladite ville ne apparentez d'aucun d'iceux qui sera en charge de consul au degré cy-dessus mentionné, et ils seront estrangers. »

2. Nous avons vu cependant que cette prescription n'était pas toujours suivie rigoureusement et que le viguier pouvait ne pas être élu ce jour-là, quand il se produisait un empêchement. C'est ce qui ressort aussi de ce passage des *Mémoires d'Antoine de Valbelle* (p. 21 v^o). « Bien que le sieur de Négreaux, lors premier

au règlement, le premier consul y propose que « suivant les Estatuz et privilèges de ceste ville de Marseille, la coustume est de faire eslection et nomination cejourd'huy de trois gentilshommes pour estre l'un d'iceux par Sa Majesté prouveu à ladite charge de viguier de ceste ville pour l'année prochaine.... Requéran par ainsy que ledit Conseil ayt de faire eslection de personnes dignes en ceste charge, gentilshommes d'honneur et zelle au service du Roy et bien public. » Ceci entendu, le Conseil procède à l'élection des trois gentilshommes « après les avoir au préalable ballottez sur la nomination que lesdits consuls l'ung après l'autre en ont faicte à l'accoustumée¹ ».

Le nouveau viguier entrait en charge le 1^{er} mai. L'intervalle de quatre mois, qui s'écoulait entre sa désignation et la prise de possession de ses fonctions, était nécessaire : il fallait, pendant ce temps, envoyer au Roi la liste de présentation et attendre sa décision. En général, les consuls s'empressaient d'informer directement le Roi du résultat du Conseil du jour des Innocents, en lui demandant de sanctionner leur choix. Ils écrivaient aussi au secrétaire d'Etat et à l'avocat de la ville au Conseil qu'ils chargeaient de poursuivre la délivrance des lettres de provisions². Il pouvait arriver, d'ailleurs, malgré ces précautions, que le secrétaire d'Etat perdît cette affaire de vue et qu'une nouvelle correspondance fût nécessaire entre la Cour et les consuls pour qu'elle fût résolue à la date accoutumée³.

Quand le viguier avait été choisi par le Roi, que ses lettres de provisions lui avaient été expédiées⁴ et que le jour de son

consul (1640-1641), ne feust point à la ville, on ne laissa pas de tenir le Conseil le jour des Innocens destiné pour la nomination du viguier, non pas avec la mesme nécessité qu'est celuy de Saint-Simon, car nos consuls ne peuvent estre crééz que ce jour-là, mais pour les viguiers on les peut nommer en tout tems. »

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 23 : Conseil du 28 décembre 1639.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard (1^{er} janvier 1641). « Suivant nostre ordinaire coustume, nous avons tenu conseil le jour des Innocens pour nommer trois gentilshommes de ceste province pour estre l'un des trois que le Roy treuvera bon viguier de ceste ville pour une année qui commencera au mois de may. Nous en escrivons à Sa Majesté et à Mgr des Noyers et lui envoyons la délibération de nostre Conseil contenant la nomination d'iceux qui sont... Vous rendrez, s'il vous plaist, nostre paquet à mondit sieur des Noyers et prendrez soin d'en poursuivre l'expédition. »

3. Voir, par exemple, les longs retards causés par le malentendu qui s'éleva en 1640 entre la Cour et les consuls, à l'occasion de la désignation faite par le Conseil des Innocents. (*Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 40 : Bureau du 20 février 1640.)

4. « Louis, etc., à nostre très cher et bien amé François de Damian, sieur de Vernègue, salut. Le sieur Jean-Baptiste de Donis, sieur de Gonsi, qui exerce présentement l'estat et charge de viguier de Nostre ville de Marseille, en debvant sortir au dernier jour du mois d'avril prochain ainsi qu'il est accoustumé, et estant nécessaire de remplir ceste charge de quelque personne qui aye les qualités requises pour s'en acquitter dignement, Nous avons creu ne pouvoir pour cest effect faire meilleur choix que de vous sur la confiance que Nous prenons en vos sens, suffisance, loyauté, prudence et expérience au faict de la justice et pollice, fidellité et affection pour Nostre service et du public de Nostre ville de Marseille. A ces causes et autres bonnes considérations à ce Nous

entrée en charge était arrivé, il était appelé à prêter entre les mains du lieutenant de sénéchal le serment prescrit par les Statuts¹, puis il était solennellement installé dans ses fonctions, au cours d'une séance du Conseil, à laquelle assistait parfois le gouverneur lui-même. Quand les formalités prescrites avaient été remplies, il était d'usage que l'assesseur prononçât une harangue en l'honneur du nouveau magistrat. Celui-ci était enfin mis en possession du bâton du Roi, insigne de sa charge².

mouvans, Nous vous avons commis, ordonné et estably, commettons et ordonnons et établissons. par ces présentes signées de Nostre main, viguier de Nostredite ville de Marseille, et ladite charge vous avons donnée, octroyée, donnons et octroyons pour icelle exercer, en jouir et user durant le tems d'un an qui commencera au premier jour du moys de may prochain et finira le dernier jour d'avril de l'année suivante, aux honneurs, autorités, prérogatives, prééminences, franchises, libertez, gaiges, droits, profitz, revenus et esmollumens accoustumez et quy appartiennent, tels et semblables qu'en ont joui les autres viguiers quy ont cy-devant exercé ladite charge, pourveu que vous soyez de la religion cathollique, apostolique et romaine. Sy donnons en mandement au lieutenant de Nostre sénéchal audit Marseille que de vous présent et ayant reçu le serment en tel cas requis et accoustumé et vous recogneu mette et institue de par Nous en pocession dudit estat et charge, d'icelle ensamble des honneurs, autorités, prérogatives, prééminences, franchises, libertez, gaiges, droits, profitz, revenus et esmollumens dessus ditz, le fasse souffrir et laisser jouir et user plainement et paisiblement et à vous obéyr et entendre de tous ceux et ainsy qu'il appartiendra ez choses touchant et concernant ledit estat et charge. Mandons en outre à Nos très chers et bien amez les consuls, protecteurs et défenseurs des Chappitres de Paix, Conventions, Status, Privillèges et Libertez de Nostredite ville de Marseille de vous recognoistre en ladite qualité de viguier et à Nos amez et féaux conseillers les trésoriers généraux de France en Nostredit pays de Provence que, par le recepveur général de Nos finances en iceluy ou autre qu'il appartiendra, ils vous fassent payer les gaiges et droits à ladite charge appartenant durant ledit tems à la manière accoustumée et rapportant ces présentes au copie d'icelles deube collation pour une fois seulement avec vostre quittance sur ce suffisante. Nous voulons que celui de Nos recepveurs ou autre que vous aura payé lesdits gaiges et droitz en soit tenu quitte et deschargé en ses comptes par Nos amez et féaux les Gens de Nos Comptes, Aydes et Finances audit Pays, auxquels nous mandons ainsy le faire sans difficulté; car tel est Nostre plaisir. Donné en Saint-Germain-en-Laye le 25^e jour d'avril, l'an de grâce 1640, et de nostre règne le 30^e. Signé Louys. » (*Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 89 : 20 mai 1640.)

1. « Teneur des Estatuz. Par Estatutz, Privillèges, Convantions, Libertez et Chapitres de Paix, faitz et accordez entre feuz de bonne mémoire Roys, Comptes de Provence et les citoyens, manans et habitans de ceste ville de Marseille, confirmez et jurez par Très Chrestien Prince Louis, treiziesme du nom, par la grâce de Dieu Roy de France, etc., auquel Dieu donne très longue et heureuse vie, est dit et ordonné : Que tous ceux qui seront annuellement esleus et pourvus à la charge et ofice de viguier de ladite ville, au commencement et entrée de leur charge, seront tenus de prester bon et loyal sermant aux Saints Evangiles ez plaine Asssemblée publique, que, soubz bonne foy, sans aucun dol, fraud, mallices ny mal engin, ils régiront, conserveront, protégeront et deffandront la Communauté, manans et habitans de ladite ville, son terroir et distroict, garderont et observeront les Chapitres de Paix, Estatutz, Privillèges, Franchises et Libertez de ladite ville sans y contravenir directement ou indirectement et qu'ils prochasseront à leurs pouvoirs mettre hors de ladite ville et son terroir, distroict et jurisdiction, tous vauldois, hérétiques, fauteurs et adhérans à iceux et autres persécuteurs et mal sentans de la foy. » (*Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 89.)

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 89; Conseil du 20 mai 1640. L'an mil six cens quarante et le vingtiesme jour du moys de may, sur les huit heures du matin, en la présante ville de Marseille et dans la grand salle de la Maison commune, par-devant très haut et très puissant prince Louys de Valoix, comte d'Alaix, colonel général de la cavalerie légère de France, gou-

Les lettres de provisions indiquaient que le viguier recevait des gages du Roi. Les tentatives faites au xvi^e siècle par François I^{er} et Charles IX pour rendre cette charge vénale et l'obligation imposée aux Marseillais de rembourser les acquéreurs quand Henri II et Charles IX la rétablirent annuelle et élective, montrent assez qu'elle rapportait quelques revenus. Probablement, le viguier percevait une partie des frais des procès jugés à son tribunal¹. Mais il ne nous est pas possible de dire à combien s'élevaient les gages qui lui étaient assignés sur les caisses du Roi. Nous savons, au contraire, qu'il recevait un présent de la ville à l'expiration de son année. Le règlement d'Angoulême² prescrit, en effet, qu'il « ne pourra lui estre donné des deniers de la ville à la fin de l'année de son exercice que cinquante escus pour le plus, à peine d'estre répété sur les ordonnateurs ». Ce n'était là qu'une faculté dont les consuls et le Conseil étaient libres d'user, sans que les viguiers, en faveur desquels cette

verneur et lieutenant général pour le Roy en ceste province, hault et puissant seigneur Jean de Pontevès, comte de Carcès, conseiller du Roy en ses Conseilz et grand sénéchal par Sa Majesté audit pays, noble André de Géroente d'Andréa, sieur de Vénelles, Carry et Rouet, Antoine de Moustier, escuyer, Pierre Roux, bourgeois, et noble Monsieur M^e Anthoine de Félix, consuls et assesseur, gouverneurs et protecteurs et deffanseurs des privilèges, franchises et libertez de ceste ville de Marseille, et de moy, notaire royal et secrétaire du Conseil de la Maison commune dudit Marseille soubzsigné, et grand nombre de notables personnes aparens de ladite ville, assemblez et convoquez en ladite salle, se seroit présenté messire François de Damian, chevalier, sieur de Vernègue, lequel auroit fait dire et représenter par le sieur Mascaron, advocat en la Cour, qu'il a pleu à Sa Majesté le prouver de l'estat et charge de viguier de ceste ville, pour une année seulement, à compter dès le premier de ce mois et finissant le dernier jour d'avril prochain mil six cens quarante un, requérant estre procédé en la mise en pcession et saizine dudit estat et office de viguier annuel par ledit seigneur gouverneur, auquel il a remis et présentement exhibé les lettres de provisions dudit office, données en Saint-Germain-en-Laye le vingt-cinquième avril dernier, signé Louys et, plus bas, Sublet, secrétaire, attendu qu'il a déjà presté le serment requis par-devant Monsieur le lieutenant particulier de ceste ville, en absence du sieur lieutenant de sénéchal, auquel lesdites lettres estoient adressées, lesquelles lettres veues par ledit seigneur gouverneur auroit icelles remises entre les mains de moydit notaire et secrétaire, m'ayant comandé d'en faire la publication et lecture, ensemble des statutz, coustumes et usages de ceste ville. Ce qu'ayant esté par moydit notaire et secrétaire fait, ledit noble Anthoine de Félix, acesseur, se seroit levé et, parlant au nom des sieurs consuls, auroit remonstré qu'attandu le serment jà presté par ledit sieur du Vernègue, ils n'empeschent qu'il soit mis et installé en pcession dudit office à la charge qu'il observera, gardera et sustiendra les Conventions, Chappitres de Paix, Privilèges, antiennes et louables Coustumes de ladite ville et se comportera ainsy que s'appartient durant l'année de son exercice, aprez que ledit seigneur gouverneur auroit mis en pcession et saizine ledit sieur de Vernègue, par la tradition et deslivrance que luy en a esté faite du baston du Roy, et néantmoins ordonne que lesdites lettres de provisions seront enregistrées en la manière acoustumée, de toutes lesquelles ainsin que dessus faictes lesdits sieurs consuls et acesseur en ont requis acte à moydit notaire et secrétaire soubzsigné qui leur a esté concédé. » Le texte imprimé de la harangue prononcée par l'assesseur Antoine de Félix, dont il est parlé dans ce procès-verbal, nous est parvenu. (Arch. nat., K. 1220, n^o 53, *Harangue prononcée le 20 mai 1640.*)

1. Rappelons que les Statuts ordonnent qu'une partie des condamnations à l'amende qu'ils édictent devra être appliquée au tribunal qui l'aura prononcée. (Voir notre édition du VI^e Livre des Statuts de Marseille.)

2. Art. XXIV.

mesure n'était pas prise, pussent les y contraindre. Des viguiers avaient essayé d'obtenir du Parlement un arrêt qui aurait rendu ce présent obligatoire : ils n'y avaient pas réussi et la ville avait conservé le droit de leur accorder ou de leur refuser ce témoignage de reconnaissance¹. Il était rare néanmoins que le Conseil ne décidât pas qu'un présent serait fait au viguier sortant : la plupart des comptes trésoraires enregistrent le paiement à ce personnage d'une somme de 1 500 livres. C'est que, remarque Ruffi², « comme ceste charge estoit nécessaire à l'eslection de tous les officiers municipaux de la ville, puisque les viguiers en avoient la nomination, ceux qui avoient la passion d'estre les maistres du Conseil et de gouverner les affaires publiques, pour attirer le viguier à leur parti, leur faisoient donner un grand présent, et nous avons vu souvent qu'elle a donné la somme de cinquante escus ». Cependant, le refus restait toujours possible. Dans des cas exceptionnels, le Conseil y recourait pour manifester le mécontentement qu'il avait ressenti de la politique du viguier³.

Il paraît donc que le viguier était encore capable de jouer un rôle politique important et que sa charge était tenue en particulière considération. Dans la harangue qu'il prononça, le 20 mai 1640, à la cérémonie d'installation du viguier François de Damian, sieur de Vernègues, l'assesseur Antoine de Félix souligna cette importance et le prestige dont ce magistrat était entouré⁴ :

« Il ne sera pas aussi hors de propos, dit-il, de vous faire sçavoir quelles sont les fonctions et le rang de la charge de viguier de Marseille, et que le Roy l'a jugée de telle importance au bien de son service qu'il s'en est réservé le choix sur la nomination que le Conseil de la ville de Marseille fait tous les ans de trois gentilshommes des plus illustres familles de Provence, n'estant pas permis de nommer un gentilhomme de Marseille, de peur que ceste charge entre les mains d'un homme appuyé de parens et d'amis ne donnast de la jalousie. Dès le

1. Ruffi, *Histoire de Marseille*, II, 219. « La ville faisoit un présent anciennement aux viguiers tel qu'elle jugeoit à propos; j'ai vu des délibérations du Conseil fort différentes : tantost on leur donnoit trente escus d'or sol., tantost cent florins; et, quoique cela feust arbitraire, les viguiers se pourveurent à la Cour du Parlement pour le rendre obligatoire; mais, par arrest, la ville de Marseille ne feust condamnée à donner que cinquante escus par forme de recognoissance. »

2. *Loc. cit.*

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 637. « Le 19^e du mois d'avril de ceste mesme année (1650), on convoqua un Conseil qui seroit tout ensemble pour Lauthorié et pour la nomination des viguiers.... Comme aussy il fut dit par le mesme Conseil que..., et finalement que le sieur baron de Hugues, partisan du comte d'Alais, n'auroit point les cinq cens livres (?) dont ceste ville fait un présent au viguier car, ceste gratitude estant volontaire, celui-ci en fut privé. »

4. Archives Nationales, K. 1220, n° 53. *Harangue prononcée le 20 mai 1640*. On peut rapprocher de ce document un passage des lettres patentes de Henri II d'avril 1550, précédemment citées. « A ceste cause lesdits habitans nous ont, par leur député, fait entendre que ledit viguier est, etc.... »

jour que le viguier est mis en possession de sa charge, il préside à toutes les assemblées qu'on fait dans l'Hostel de Ville, dont les délibérations seroient sans effet si elles n'estoient autorisées de sa présence ou de celle des juges ordinaires, qui sont comme ses lieutenans en ceste fonction et qui portent en son absence le baston comme la marque de son autorité: il a droit encore de nommer les consuls et tous les autres officiers de police, qui ne peuvent estre choisis par les suffrages de l'Assemblée que sur sa nomination, et jouit enfin de beaucoup d'autres prérogatives, que j'ometts pour ne vous ennuyer pas davantage; joint que j'en ai assez dit pour faire cognoistre la puissance de cest officier dans une ville si grande et si célèbre, et la dignité de la cérémonie qui a donné subject au discours que je vous présente. »

Ainsi présenté, le rôle de viguier est considérable. Mais ces paroles ne sont-elles pas un pur artifice de rhétorique? La réalité répond-elle exactement à tout cela et le viguier royal est-il véritablement, comme Antoine de Félix paraît le dire, le premier magistrat de la ville?

Les réglemens conféraient au viguier des prérogatives considérables, mais ils nous paraissent en avoir rendu l'exercice fort difficile, sinon impossible, en fixant à une seule année la durée de ses fonctions et en interdisant leur accès aux citoyens de Marseille. Ceux-ci vivant dans la ville, au courant des moindres détails de son administration, mêlés aux querelles des partis, auraient pu sans peine, même dans un aussi court espace de temps, exercer une action décisive sur les affaires de la cité. Au contraire, le gentilhomme provençal appelé à séjourner extraordinairement dans une ville où il était étranger, dont il connaissait les institutions sans en avoir vu de près le maniement et l'usage, qui ignorait le plus souvent les mobiles secrets qui faisaient agir les chefs des différents partis, n'avait pas le temps nécessaire pour s'initier à tout ce qu'il ne savait pas et pour devenir capable d'imprimer lui-même une direction au gouvernement. Sans doute, dans la longue suite des viguiers préposés chaque année à la direction de la politique marseillaise, il aurait pu se trouver un homme en état de satisfaire exactement à toutes les exigences de sa fonction, mais, à la fin de son année, on se serait trouvé dans l'obligation de le laisser sortir de charge, et de mettre à sa place un autre homme d'un esprit, d'un caractère, d'un tempérament et d'une volonté différents, qui aurait laissé perdre tous les avantages acquis par son prédécesseur.

Privé des moyens d'agir par lui-même, le viguier ne pouvait être qu'un instrument entre les mains du gouverneur de la province, ou entre celles des consuls et des chefs de leur parti. Il pouvait d'autant plus facilement en être ainsi que le viguier

ne jouait en somme qu'un rôle négatif. Les règlements et la tradition ne lui laissaient aucune initiative : muet aux séances du Conseil, où seul le premier consul avait le droit de proposition, il ne paraît pas avoir agi davantage dans la vie journalière de l'Hôtel de Ville¹. C'était un surveillant maintenu par le Roi auprès des consuls et que ceux-ci pouvaient sans grande peine gagner à leur parti, s'il n'était déjà leur créature, puisqu'il avait été proposé au Roi à la suite d'une décision du Conseil et qu'il avait, sans doute, à cœur d'obtenir à la fin de son année le présent de 1 500 livres.

Les consuls cherchaient naturellement à s'assurer d'avance un viguier qui fût prêt à seconder leur politique. Chaque année, quand venait le moment de choisir ce personnage, ils agissaient avec énergie pour arriver à leurs fins. Le plus souvent, leurs efforts étaient inutiles, car le Roi délivrait d'ordinaire ses lettres de provisions au gentilhomme inscrit le premier sur la liste de présentation². C'était dans les moments où la ville était calme et où la conduite des consuls ne semblait pas devoir porter ombrage à la royauté. Cela arrivait aussi quand les consuls et le gouverneur étaient d'accord et se soutenaient mutuellement contre un parti rival³.

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 329 v°. « Et le vingt-huitiesme de ce mesme mois de décembre [1647], jour des Innocens, fust nommé viguier, François de Vintimille, sieur du Luc, qui., comme partisan du comte d'Alais, fera en son tems parler de luy, s'estant acquis de nouveaux droits et plus d'autorité que les viguiers n'ont dans Marseille. » — Valbelle (*Ibid.*, 425) raconte que du Luc, tout acquis au comte d'Alais, logeant dans la maison de son agent, le chevalier de Vins, se mit à la tête d'une troupe de gens armés qui, le 14 mars 1648, provoquèrent une émotion populaire. Valbelle ajoute que, ayant eu lui-même à ce sujet un entretien avec le premier consul Glandevès, celui-ci l'approuva d'avoir pris des précautions pour se défendre contre une nouvelle agression, disant que « si le viguier estait si osé de paroistre sur le pavé, il s'en prendroit à luy tout le premier ». Valbelle poursuit : « Je ne manquai pas de luy dire encore que si le viguier passoit au-delà des droits de sa charge et qu'il ne faisoit tout ce bruit que pour se faire cognoistre aux ministres et dérober la gloire qui n'estoit due qu'à luy seul, ce qui sembloit le chatouiller ».

2. En 1625, le Conseil des Innocents propose Louis de Thomas, seigneur d'Ardenne, Gaspard de Forbin, seigneur de Manes, Jean de Sabran, seigneur de Baudinard (*Délibérations*, Reg. 34, f° 18). Le roi nomme Jean de Sabran (mém. Reg., f° 31). En 1626, il n'est pas tenu de Conseil des Innocents et c'est seulement le 1^{er} septembre 1627 que Gaspard de Forbin, présenté le second l'année précédente, fait enregistrer des lettres de provisions (Reg. n° 35, f° 34). Mais en 1628, en 1629, en 1630 et en 1631, ce sont respectivement Pierre de Valavoyre, seigneur paroit lieu et de Vaux, Pol de Marin, sieur de Saint-Michel, Dominique de Mistral de Mondragon, baron de Groze, et François de Gallien, sieur des Yssarts, présentés les premiers par les conseils des Innocents de 1627, 1628, 1629 et 1630, qui sont reçus viguiers (*Délibérations*, Reg. 35, ff° 13, 200, 257 et Reg. 36, ff° 21, 96; Reg. 37, ff° 31 et 137). Une seule fois, en 1632, le roi nomme viguier François de Reynaud, sieur d'Alleins (Reg. 38, f° 46) qui ne figure pas sur la liste dressée par le Conseil le 28 décembre 1631 (Reg. 38, f° 19). Donc, pour une période de sept années, le roi tient plus ou moins compte six fois des propositions du Conseil; une seule fois, il passe outre à ces propositions. Nous serions amenés à faire des remarques analogues si nous avions cherché nos exemples pour d'autres années.

3. Arch. des Affaires Étrangères, France 1710, f° 6. Chavigny au comte d'Alais, 11 janvier 1645. « La reigne a eu aussi bien agréable de remplir la commission du viguier de Marseille de la personne du sieur de Mondragon, ainsi que vous

Au contraire, quand les consuls et le gouverneur étaient en mésintelligence, la désignation du viguier devenait une affaire importante, susceptible d'amener de longues contestations, parfois même de graves conflits. Chacun s'obstinait à poursuivre la nomination de son candidat préféré. Les consuls multipliaient leurs démarches auprès du Roi, des ministres et du Conseil pour faire sanctionner les décisions prises le jour des Innocents. Le gouverneur intervenait de son côté, signalant à la Cour les inconvénients qui pourraient résulter de l'approbation donnée au choix de l'Hôtel de Ville. S'il était influent et persuasif, il pouvait, comme le maréchal de Vitry en 1632, obtenir une lettre royale ordonnant aux consuls de faire de nouvelles présentations et appuyer ensuite la candidature d'un gentilhomme disposé à recevoir ses directions¹.

Il pouvait arriver que les consuls ne fussent pas disposés à se soumettre aux injonctions royales et qu'ils missent, au contraire, tout en œuvre pour maintenir leurs premières propositions et enlever la nomination du viguier de leur choix.

C'est ce qui arriva en 1640. Suivant l'usage, le 28 décembre 1639, le Conseil avait approuvé la présentation de François de Damian, sieur de Vernègues, Gaspard de Seytres, sieur de Verquières et César de Vachières². Le Roi en avait été saisi et il ne restait plus qu'à recevoir l'avis de sa décision quand, le 18 février 1640, l'assesseur Antoine de Félix, étant allé à Aix, eut communication d'une « dépêche et lettre du Roy, escripte le troisieme du courant, par laquelle Sa Majesté mande de faire assembler le Conseil de ceste Maison commune et nommer

l'avez désiré. » *Ibid.*, 1711, f° 50. Le comte d'Alais à Mazarin, 2 janvier 1646. « Monsieur mon cousin, Je vous envoie la nomination que les sieurs consuls de la ville de Marseille ont faite à la manière accoustumée des trois gentilshommes dont Leurs Majestés ont le choix pour donner à l'un d'eux la charge de viguier de ladite ville. M. le baron de Movans, l'un des principaux gentilshommes de ceste province, est celuy à qui M. l'intendant et moi donnons nos suffrages. Je vous supplie de le faire agréer et pourvoir de ladite charge dont je suis assuré qu'il s'acquittera dignement. » — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 371. « Il ne faut que jeter les yeux sur l'acte du conseil de Lauthorié [15 novembre 1648] pour voir par quel esprit il estoit gouverné et de quelle hauteur ce premier consul faisoit toutes choses. Il tesmoignoît d'estre indépendant et faisoit semblant d'estre mon ami pour donner de la jalousie à ceux qui l'approchoient le plus, mais, en effet, il s'ajustoit à tous les desseins du comte d'Alais et ses enfans, qui peuvent beaucoup sur son esprit, s'estoient laissés gagner aux soins du sieur de Bormes. Ainsy, il nomma pour viguier celuy que Bormes désiroit, sçavoir le sieur baron de Hugues, passionné pour les intérêts du comte d'Alais et propre à négocier toute sorte d'affaires et passer à l'exécution si l'occasion s'en présentoit. »

1. Arch. des Affaires étrangères, France 1702, f° 20. Le maréchal de Vitry à Richelieu, 28 février 1632. « J'ai fait nommer, selon la lettre du Roy, trois gentilshommes pour viguier de Marseille, la première nomination ayant esté à bon droit suspecte à Sa Majesté pour son service. De ces trois derniers, dont elle choisit celuy qu'il Luy plaist à l'accoustumée, il faut prendre le sieur d'Aleins pour son mérite, sa qualité et sa fidélité continuelle au service du Roy et, s'il vous plaist, tenir la main, Monseigneur, à ce choix particulier, les autres n'estant de nulle valeur à son esgard en toutes façon. »

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 44, f° 23.

troys gentilshommes de ceste ville, pour estre l'un d'entre eux proueu de ladite charge de viguier¹ ».

De retour à Marseille, Félix remit cette lettre aux consuls. Ceux-ci, surpris de l'ordre qu'elle portait, et émus du changement dans les institutions marseillaises qu'elle leur faisait prévoir, assemblèrent aussitôt un Bureau, où le premier consul communiqua la nouvelle à ses collègues. « Il paroist évident, dit-il, qu'il y a heu équivoque et n'est pas croyable que Sa Majesté entende de nommer de gentilshommes de la ville..., au contre, le viguier estant d'ordinaire un gentilhomme de la province. » Ce qui ajoute encore à sa surprise et à son inquiétude, c'est que la lettre royale ne parle pas de la désignation faite par le Conseil du jour des Innocents : aussi conclut-il « que ce seroit grandement abrécher leurs privilèges et renverser les ordres entiens que de nommer de nouveau à ladite charge de viguier de gentilshommes de ceste ville² »

Le Bureau partagea l'inquiétude du premier consul et il délibéra aussitôt « d'escripre au nom de la ville à Sa Majesté pour la supplier très humblement d'apreuer la nomination qui a esté déjà faicte, suivant la coustume, le jour et feste des Innocens, vingt-huitiesme décembre dernier, et faire assavoir plus expressément son intantion touchant la nouvelle nomination que Sa Majesté ordonne estre faicte, pour luy estre obéi comme bons et fidèles subjects ». Mais ce n'est là qu'une précaution. Comme le Bureau redoute que cette démarche ne soit pas décisive, il recourt au procédé en usage à Marseille toutes les fois qu'il s'agit de faire trancher une affaire délicate au profit de la ville : il s'adresse à l'avocat au Conseil du Roi, Ycard, lui promettant une récompense exceptionnelle en cas de succès³.

Ce n'est pas sans raison que les consuls et le Bureau avaient craint qu'on ne cherchât à « abrécher leurs privilèges et renverser les ordres entiens ». Les démarches d'Ycard furent longues et laborieuses : elles étaient contrariées par des démarches contraires du comte d'Alais, gouverneur de la Provence, nouveau venu dans ce pays où il cherchait à établir solidement son autorité, même aux dépens des libertés et des traditions marseillaises. Aussi la date accoutumée de l'entrée en fonctions était passée quand

1. *Ibid.*, Bureau du 20 février 1640.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.* « Et, néanmoins que les sieurs consuls escripront au sieur Ycard, advocat au Conseil, qui fait les affaires de ladite ville, de poursuivre soigneusement ceste affaire et luy promettre que, en cas qu'il puisse obtenir de Sa Majesté l'approbation de la nomination desdits sieurs viguiers faicte par ledit Conseil ledit jour vingt-huitiesme décembre, et que Sa Majesté choisisse l'un des troys gentilshommes nommés en l'acte dudit Conseil, *audit cas et non autrement*, il aura pour ses peynes et travaux trente pistolles de recognoissance, donnant ad ces fins ledit Bureau tout pouvoir auxdits sieurs consuls, atandu que, par ce moyen, on espargne le voyage d'un homme exprès qui cousteroit beaucoup davantage. »

Ycard put enfin annoncer son succès. « Je vous marquai vendredy dernier, écrivit-il, que l'affaire du viguier avoit esté résolue ce jour-là, après avoir esté longtems balancée et que peut-estre encore ce mesme jour l'on enverroit l'expédition, s'il y avoit assez de tems. De fait, elle fust envoyée à Mgr le gouverneur en blanc, Sa Majesté luy ayant laissé le choix de la remplir de l'un des troys gentilshommes que vous avez nommez qu'il jugera le plus capable, ce que vous trouverez véritable s'il vous plaist de remarquer que le nom du prouveu est escript d'autre main que la patente. Tellement que de ceste manière, l'on a accommodé l'affaire en sorte que mondit gouverneur y treuve son compte et vous le vostre, puisque vostre nomination subsiste sans que l'on ait touché ou innové à vos privilèges. Cette expédition a esté très heureuse, car, après avoir poursuivi si longtems, elle a succédé à vostre contentement et a esté achevée deux jours auparavant le départ du Roy, qui partit lundy pour Picardie où Son Eminence et M. des Noyers l'ont suivi deux jours après. Dieu sçait combien et comment j'ai parlé et agi pour avoir conclusion et obtenir ce que vous avez désiré, à quoy le personnage que j'ai employé m'a beaucoup servi, pour la satisfaction duquel j'ai pris, suivant vos ordres, cinquante pistolles dont je vous ai fait lettre de change ¹.... »

C'était en somme de l'argent bien gagné et les consuls ne pouvaient pas se plaindre, le viguier nommé étant justement le gentilhomme qu'ils avaient inserit le premier sur leur liste de présentation, François de Damian, sieur de Vernègues. Ce fut, sans doute, pour manifester leur joie de ce succès qu'ils donnèrent une solennité particulière à la cérémonie de son installation, comme en témoigne la harangue prononcée à cette occasion par l'assesseur Antoine de Félix ².

On était alors à la veille de moments difficiles. Il était essentiel pour les partis en présence, et surtout pour celui qui occupait l'Hôtel de Ville, de pouvoir compter sur le concours absolu du viguier. On redoutait par-dessus tout qu'il fût pris dans la ville même, parce que le choix du Roi se serait porté, à l'instigation du gouverneur, sur un gentilhomme engagé très avant dans les querelles locales, tout acquis au parti que protégeait le gouverneur, prêt à mettre son influence exclusivement au service de ce parti et, par conséquent, à favoriser, suivant le cas, son accès ou son maintien à l'Hôtel de Ville. La lutte n'aurait pas cessé d'être ouverte entre lui et les consuls d'un bout de l'année à l'autre : elle aurait abouti peut-être à des troubles le jour de la Saint Simon et compromis l'existence des libertés traditionnelles.

1. Arch. com. Lettres reçues, liasse Y : Ycard aux consuls, 4 mai 1640.

2. Voir ci-dessus, p. 98, notes 3 et 4 et p. 101.

Le viguier ne pouvait donc être que l'instrument des factions qui divisaient la ville. Il y représentait bien nominalemeut le Roi, mais il ne pouvait en aucune manière veiller à la sauvegarde de ses intérêts, parce qu'il était privé de tout moyen d'action efficace sur le gouvernement et sur l'administration de la ville. Sa qualité d'étranger, son origine élective, la brièveté de ses fonctions, la faculté laissée aux consuls de lui offrir ou de lui refuser un présent important, tout faisait de sa charge une magistrature d'apparat et du personnage qui en était investi la créature ou le prisonnier des consuls, et non l'agent résolu, actif, puissant et utile du roi de France.

De bonne heure, les rois s'étaient peut-être rendu compte de l'impuissance du viguier. Aussi ils avaient essayé, au xvi^e siècle, de faire de la viguerie un office perpétuel : du moins leur trésor aurait-il retiré un profit de la mise en vente d'une charge dont les attributions étaient telles qu'elle ne pouvait que rendre de médiocres services à leur politique. Les revendications des Marseillais, jaloux de sauvegarder l'intégrité de leurs franchises, ne leur avaient pas permis de réussir dans cette entreprise. Sans s'arrêter à cet échec, la royauté s'attaqua aux justices locales, et essaya de les amoindrir, sinon de les ruiner complètement, en introduisant dans la ville des juges royaux.

La tâche ne laissait pas que de présenter d'assez sérieuses difficultés, puisqu'il fallait respecter les antiques privilèges judiciaires de Marseille. Les Chapitres de Paix lui reconnaissaient le privilège de *non extrahendo*, c'est-à-dire le droit pour tous les habitants de voir juger sur place tous leurs procès, quelle qu'en soit la nature et quel que soit le degré de juridiction¹. Les anciens Statuts et les Chapitres de Paix avaient donc institué un système de juridictions superposées, avec des magistrats dont les uns étaient élus par le Conseil de la ville et dont les autres étaient nommés par le comte de Provence, ceux-là rendant la justice en première instance et ceux-ci en appel et en dernier ressort². Lorsque les rois de France devinrent seigneurs de Marseille, il leur fallut tenir compte de ce privilège puisqu'ils avaient juré de respecter tous les privilèges et franchises de leur nouvelle ville. Tout en tenant leurs engagements, ils s'efforcèrent de faire entrer les juridictions particulières de Marseille dans le système général d'organisation judiciaire du royaume.

En train d'établir la perpétuité et la vénalité des offices de justice, ils voulurent que ceux des offices marseillais qu'ils avaient à pourvoir directement subissent le sort commun.

1. Chapitres de Paix, X.

2. Statuts, I, iv, v, vi, vii. — Voir notre édition du VI^e Livre des Statuts de Marseille, ix, p. 11, note 1.

C'étaient ceux du juge du Palais et du juge des secondes Appellations, assistants judiciaires du viguier¹.

Le juge du Palais avait d'abord suivi la fortune du viguier, dont il partageait aussi le pouvoir politique. Il le remplaçait dans toutes ses fonctions lorsqu'il était empêché d'y vaquer lui-même et il présidait en son absence les séances du Conseil où il tenait le bâton du Roi. Le règlement de Saint-Vallier avait maintenu l'obligation de le choisir, comme le viguier, en dehors de la ville et de ne le laisser en fonction que pendant une année². L'édit de Louis XII, du 24 mai 1506, avait confirmé ces prescriptions, que des lettres patentes de Henri II, d'avril 1550 avaient remises en vigueur³. Mais, en 1571, Charles IX supprima le juge du Palais⁴. Il ne fut rétabli qu'en mai 1581, la ville, qui n'avait pas cessé pendant dix ans de poursuivre son rétablissement, ayant consenti à ce qu'il fût érigé en office perpétuel⁵. Depuis, aucun changement n'avait été apporté au caractère de cette charge sinon que, en 1624, un arrêt du Conseil du Roi l'avait déclarée héréditaire dans une famille de la noblesse marseillaise, la famille de Foresta. Vainement, les consuls avaient essayé de s'opposer à la reconnaissance de l'hérédité de cet office, comme contraire aux libertés de leur ville : la décision du Conseil leur avait imposé silence⁶.

Après avoir complètement disparu une ou deux fois, le juge du Palais a donc été tour à tour l'élu des consuls et du Conseil de la ville, un magistrat royal, enfin un officier de justice héréditaire. Ces changements successifs ont insensiblement diminué son importance, affaibli son autorité, réduit son rôle politique au simple remplacement du viguier absent aux séances du Conseil. Il n'avait cependant rien rabattu de ses prétentions⁷, sans doute, pour mieux conserver les privilèges honorifiques ou autres attachés à sa charge. Cependant les Marseillais, toujours fidèles à leurs anciennes institutions, continuaient à témoigner à ce personnage beaucoup de déférence en souvenir de son importance passée. D'ailleurs, par la raison qu'il se rattachait si étroitement à l'ancienne organisation marseillaise, il ne pouvait pas seconder efficacement l'action du pouvoir royal.

Le Roi avait paralysé son action en conférant la plupart de

1. Statuts, I, III et VI. — VI^e Livre des Statuts, IX, p. 11, note 1. — Livre Noir, 99 v^o : Lettres patentes du roi René du 1^{er} mai 1452.

2. Règlement de Saint-Vallier, X.

3. Voir ci-dessus, p. 96, note 1.

4. Arch. com., FF. Juridictions. Lettres patentes de Charles IX du 6 août 1571. (Voir ci-dessus, p. 97, note.)

5. Ruffi, *Histoire de Marseille*, II, 228.

6. Augustin Fabre, *Anciennes Rues de Marseille*, 42-43.

7. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard, 20 mai, 10 et 24 juin 1659. Les consuls sollicitent et obtiennent l'évocation devant le parlement de Toulouse d'un procès qu'ils ont avec le juge du Palais « pour raison des judicatures que cette ville a en partage avec la sienne ».

ses prérogatives judiciaires au lieutenant de sénéchal. L'origine de cet office remontait à François 1^{er}. En septembre 1535, ce prince avait procédé à l'organisation judiciaire de la Provence en instituant un siège principal et général à Aix, quatre sièges particuliers à Draguignan, Digne, Forcalquier et Arles, et en laissant Marseille en dehors de cette organisation¹. Mais « aucuns des habitans ayant requis... leurs privilèges leur estre gardez et entretenus et que, en ce faisant, l'exercice de la justice feust entièrement fait audit Marseille, tant en première instance que en première et seconde appellations, comme avoit esté fait par cy devant ». le Roi, par un nouvel édit, donné à Crémieu en février 1536², avait ordonné « que la cognoissance et décision des premières appellations sera et appartiendra audit sénéchal de Provence ou son lieutenant audit Marseille », et avait établi à cet effet, « pour l'exercice de la justice audit siège... en chef et titre d'office formé un lieutenant, un avocat et un procureur³ ». Le même édit avait institué auprès du siège un sergent et un receveur.

Pour la première fois, un tribunal royal complet se trouvait établi à Marseille. Son importance alla vite en augmentant. En 1622, le siège compta un lieutenant général, un lieutenant particulier, deux conseillers, un avocat et un procureur du Roi⁴. Le système de la vénalité des offices avait permis à des gentilshommes de Marseille de les acquérir et de les occuper de père en fils : celui de lieutenant général appartenait à la famille de Bausset⁵.

Le lieutenant de sénéchal se montrait souvent jaloux des prérogatives que lui conférait sa qualité de « magistrat principal de la justice de la ville⁶ ». Il savait les défendre avec énergie quand il les voyait menacées par des prétentions rivales⁷. Il

1. Cf. J. Fournier, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Marseille pour les Etats généraux de 1789*. (Collection des documents inédits pour l'histoire économique de la Révolution française.) Marseille, 1908. — Introduction, IX et suiv.

2. Nouveau style.

3. Arch. com., AA67. *Livre Noir*, f° 240.

4. Ruffi, *Histoire de Marseille*, I, 469.

5. Ruffi, *loc. cit.* En 1622, les autres sièges étaient occupés par Nicolas de Vento (lieutenant particulier), Jean d'Athenosi et Elsieas d'Oraison (conseillers), Paul-Emile d'Arène et Pierre de Blanc (avocat et procureur du Roi).

6. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au chancelier, 16 février 1644.

7. Voir la lettre des consuls au chancelier du 16 février 1644. Il y est question d'un conflit élevé entre le lieutenant de sénéchal et le commandant des galères royales, à la suite d'un décret rendu par le lieutenant contre des commis des galères accusés d'avoir « excédé un gentilhomme de la ville ». Le commandant a fait arrêter et conduire sur la galère royale le trompette qui a crié ce décret; le lieutenant a riposté en faisant conduire et retenir en prison « un corporal des galères » qui a participé à cette arrestation. Mais le commandant, pour avoir le dernier mot, « a fait saisir par une troupe des siens, sur l'entrée de la nuit, le greffier dudit sénéchal et le traite comme prisonnier dans la galère royale ». Les consuls ont essayé d'intervenir : ils n'ont pu faire entendre raison aux deux parties. Il fallut un ordre de la Régente pour faire élargir les prisonniers (lettre à Ycard, 22 mai).

allait même parfois jusqu'à disputer le pas aux consuls dans les cérémonies publiques, tant était haute l'idée qu'il se faisait de sa fonction¹. Mais il n'agissait ainsi que lorsque ses intérêts ou son amour-propre étaient en jeu. Comme la plupart des officiers de justice du royaume, il n'avait pas un égal souci du service du Roi. Les Bausset n'oublièrent jamais, en effet, leur origine marseillaise et il leur arriva parfois de faire servir l'autorité dont ils étaient investis à la satisfaction du parti local auquel ils se rattachaient, même contre les intérêts du Roi, dont ils étaient les représentants dans la ville².

Il nous paraît donc que les rois de France n'ont pas retiré de la création du siège de Marseille tous les profits qu'ils ont pu en espérer. En respectant le droit de *non extrahendo* et en instituant une juridiction royale particulière à cette ville, ils ont fortifié au lieu de les affaiblir ses privilèges, entretenu l'esprit particulariste de ses habitants et ils ne se sont pas procuré les moyens d'intervenir utilement dans ses affaires ni dans son gouvernement.

Les affaires du Roi ne gagnèrent pas davantage à l'établissement du lieutenant de l'Amirauté. Au xvii^e siècle, cet office n'avait plus l'importance qu'il avait eue à l'origine, lors de sa création par Henri II, en 1555. Sa juridiction s'était alors étendue sur toute la côte de Provence, depuis Marseille jusqu'à Antibes³. Le duc de Guise, gouverneur de Provence de 1593 à 1631, avait fait supprimer le lieutenant général de l'Amirauté de France. Celui-ci avait été remplacé par six lieutenants particuliers, siégeant respectivement à Arles, à Martigues, à Toulon, à Saint-Tropez, à Antibes et à Marseille. Ces magistrats s'étaient partagé les attributions du lieutenant général. Cependant, le lieutenant de l'Amirauté de Marseille paraît avoir gardé une plus grande part de son importance, à cause du grand nombre des affaires qui étaient portées devant lui, comme en témoigne un rapport de maréchal de Vitry à Richelieu⁴. En

1. Voir plus haut, p. 54.

2. Voir plus loin II^e et III^e parties.

3. Ruffi, *Histoire de Marseille*, II, 230.

4. Archives des Affaires étrangères, France, 1701, f^o 66-67. *Lettres du maréchal de Vitry sur l'amirauté de Provence*. « Il n'y avait qu'un lieutenant de l'amirauté autrefois en ceste province. Mais M. de Guise ayant eu quelque arrest, il le subdivisa par ce moyen en tirant de l'argent, pour son profit particulier, en cinq aultres oultre le premier, à sçavoir un en Arles, un aux Martigues, un à Toulon, un à Saint-Tropez, un à Antibes, et celui de Marseille qui estoit le seul autrefois. Ceste charge en tous ces lieux est de grande consequence, car ils ont droit de visite qui est, comme vous sçavez très bien, que tous vaisseaux qui vont dehors sont obligez de les advertir pour aller dedans faire registre de toutes les marchandises, de la quantité et de la valeur, du canon, des mariniers et pilotes, des soldats et de tout ce qui regarde la dependance du voyage et les congédient après avoir fait un passeport signé des officiers et scellé des armes du Roy. Ils ont aussy de mesme droit de rapport, qui est que tous vaisseaux qui viennent de la mer doivent estre visitez par eux soit dans le port ou à la rade, et celui de Marseille, pour ceste considération, vaut bien trente mille escus, car tels voyages ne se font pas qu'avec un grand argent pour le salaire des officiers. »

1643, on évaluait à 10 000 l. la valeur de sa charge, et à 222 l. 4 s. 4 d., la taxe du soixantième qu'il devait acquitter¹.

Le maréchal de Vitry n'indique, dans son rapport, qu'une partie des attributions du lieutenant de l'Amirauté. « Les officiers des sièges d'amirautés avaient des attributions de deux sortes : les unes judiciaires, les autres administratives. Comme officiers de justice, ils connaissaient de toutes les causes relatives aux contrats maritimes, tels que les contrats d'association, les chartes-parties, les affrètements, connaissements, polices d'assurances, obligations à la grosse aventure et autres semblables, passés soit entre des négociants regnicoles, soit entre ceux-ci et des négociants étrangers. Ils connaissaient aussi des discussions entre les armateurs, les capitaines de navires et les gens des équipages, des saisies de navires, des difficultés sur les réclamations des effets naufragés, en un mot de toutes les questions qui naissent du commerce maritime.... Au point de vue administratif, les officiers de l'amirauté avaient la police des ports, quais et hâvres et celle de la pêche².... »

Dans une ville comme Marseille, où toute la vie économique dépendait du commerce de mer, c'était, à côté de la justice consulaire des juges des marchands, une juridiction rivale, capable d'empiètements incessants, qui risquaient d'être toujours résolus au profit du tribunal du Roi. En 1644, un grave conflit était pendant entre le lieutenant de l'Amirauté et les juges des marchands. Celui-là prétendait « empêcher qu'ils ne cognoissent pas entre autres choses du fait des assurés³... ». Comme les consuls et le Conseil avaient pris en mains la cause des juges consulaires et soutenaient leurs prétentions en invoquant un édit de Charles IX qui leur avait formellement attribué la connaissance des affaires de ce genre⁴, le lieutenant avait « fait

1. Archives de la Marine, C⁴ 225. Extrait des taxes faites par le Roy pour jouir par les officiers de Sa Majesté, tant de judicatures, officiers de finances qu'autres officiers de ce royaume..., leurs veuves et héritiers, de la dispense des quarante jours, suivant la déclaration du xxj^e octobre 1638 et arrest du Conseil du xiiii^e octobre 1643, arrêté au Conseil de Marine le iii^e juillet 1643.

Ressort du Parlement d'Aix.

	ÉVALUATION	QUART EN SUS	60 DENIERS DU TOTAL
L'office du lieutenant général civil et criminel est évalué	10 000 l.	3 333 l. 7 s.	222 l. 4 s. 4 d.
L'office de procureur du Roy	6 000 l.	2 000 l.	133 l. 6 s. 8 d.
Deux huissiers à 300 l. chacun	600 l.	200 l.	13 l. 6 s. 8 d.
Deux huissiers auditeurs à 300 l. chacun	600 l.	200 l.	13 l. 6 s. 8 d.

Vient ensuite l'évaluation des offices du lieutenant général à Toulon, Arles, Martigues, Fréjus, Saint-Tropez et Antibes.

2. Archives de la Marine, *État sommaire*, p. 452.

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à M. Mau-relet, député du commerce, à Paris, 21 février 1645.

4. *Ibid.*

assigner plusieurs personnes qui sont du Conseil des Septante-deux au parlement de Grenoble par raison d'un procès que la Communauté a contre le sieur lieutenant de l'Amirauté pour faire régler sa juridiction avec celle du Commerce et faire régler aussi les droits qu'il surexigeoit de sa charge, attendu que lesdits conseillers ont délibéré sur cela au Conseil de Lauthorié dernier¹ ».

Le lieutenant de l'Amirauté qui défendait ses prérogatives avec tant d'âpreté était Antoine de Valbelle, qui avait hérité la charge de son père. Quoique officier du roi, il se mêlait activement des affaires de l'Hôtel de Ville et nous verrons plus loin qu'il se conduisait en véritable chef de parti. Il ne s'embarrassait pas de scrupules et, mieux encore que le lieutenant de sénéchal Nicolas de Bausset, ne se gênait pas pour employer l'autorité qu'il tenait de sa charge au succès de ses entreprises municipales plutôt qu'au progrès de la prérogative royale. Ainsi, ce conflit d'attributions, qu'il avait élevé contre les juges des marchands, n'était qu'un prétexte pour entraîner dans une affaire désagréable les consuls de 1644-1645, dont il était l'implacable adversaire politique².

Des deux juridictions que les rois de France avaient établies à Marseille au xvr^e siècle, aucune ne paraît avoir suppléé à l'insuffisance des institutions seigneuriales qui avaient existé dans cette ville pendant la période angevine. Le lieutenant de sénéchal ou le lieutenant de l'Amirauté entraient en conflit indistinctement avec d'autres officiers du Roi ou avec des magistrats municipaux. Ils se préoccupaient exclusivement des intérêts de leurs charges, mais ils se souciaient peu des intérêts du Roi. Celui-ci ne pouvait donc pas compter sur eux pour faire prévaloir ses vues sur le gouvernement de Marseille.

Les rois avaient essayé de faire pénétrer davantage à Marseille l'idée monarchique en y introduisant la justice du Parlement. Il ne leur avait pas été possible de faire du Parlement de Provence tout entier le tribunal suprême d'appel de tous les procès jugés en première instance ou en premières appellations par les juges de Saint-Louis et de Saint-Lazare ou par le lieutenant de sénéchal. Les Marseillais jouissaient aussi du droit de *non extra-hendo* pour les secondes appellations et, pendant la période angevine, un juge des secondes appellations avait existé dans leur ville³. Les rois de France avaient supprimé le juge des secondes appellations, mais ils avaient dû respecter le privilège des habitants même pour ce qui concernait ce suprême degré de

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. non numéroté (années 1643-1645), f^o 6. Conseil du 28 décembre 1644.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au comte de Brienne, 11 octobre 1644.

3. Voir notre édition du *V^e Livre des Statuts de Marseille*, ix, p. 11, note 1.

juridiction. Ils avaient donc imaginé de faire siéger à Marseille, à époques fixes, une commission du Parlement.

Par l'édit de Crémieu de février 1536, qui avait établi la sénéchaussée de Marseille, François I^{er} avait ordonné que, « au regard du jugement des secondes appellations et en final et dernier ressort, iceluy devra estre fait par sa Cour et Parlement de Provence laquelle, pour le faire, en nombre de six conseillers et un président, ira, pour chascun an durant le tems du Parlement, en sa ville de Marseille où sadite Cour sera et demourera le tems et espace de vingt jours continuels, durant lequel tems ladite Cour en un nombre susdit vacquera et entendra à l'expédition des procès et affaires dudit Marseille... Et, pour la poursuite de ses affaires et de sadite chose publique audit Marseille », le Roi prescrivait « que des avocats et procureurs de sadite Cour ou un substitut de sesdits procureurs aillent et se trouvent audit Marseille durant lesdits vingt jours, et... que le garde du scel se trouve audit Marseille durant ledit tems et qu'il expédie toutes les lettres, tant celles qui concernent le fait audit siège de Marseille que celles des autres sièges et lieux de sondit Pays. » L'Edit ajoutait : « Et à ce que Nostdits habitans puissent préparer et mettre en estat les procez et les procédures qu'ils auront à poursuivre durant lesdits vingt jours en Nostredite Cour et que aucun n'en puisse prétendre cause d'ignorance, Nous avons ordonné et ordonnons que Nostredite Cour fera publier deux mois auparavant en Nostredite Cour de Parlement et en Nostredite ville de Marseille ladite tenue et à quel jour se commencera ¹. »

Ces sessions, appelées les Grands-Jours, sans doute pour une autre raison que celle donnée par Ruffi ², furent régulièrement tenues jusqu'au moment des troubles de la Ligue. Interrompues de 1596 à 1602, elles subsistèrent quelques années encore par la suite. « Mais il y a longtemps qu'on a discontinué, dit Ruffi ³, et, par ce moïen, cet article des Chapitres de Paix, si important et si avantageux, se trouve entièrement anéanti. » Le Parlement de Provence n'avait pas cessé, en effet, d'avoir un droit de juridiction suprême sur les tribunaux marseillais, mais, l'exerçant désormais à Aix, il échappait aux influences locales plus facilement que n'aurait pu le faire sa commission détachée à Marseille ⁴.

1. Arch. com., AA. 67. *Livre Noir*, f° 240.

2. *Histoire de Marseille*, II, 213. « Je crois que, depuis l'an 1565, au lieu de venir au mois de mars, elle [la commission du Parlement] vint au mois de mai; voilà pourquoi cette séance fut appelée les *Grands jours*, à cause que les jours deviennent plus grands en ce mois-là... »

3. *Loc. cit.*, II, 214.

4. Ruffi poursuit : « Il est arrivé souvent que quelques particuliers de la ville l'ont fait valoir; car quand ils ont esté assignés en des juridictions subalternes de Provence, et en des souveraines du Roïaume, et mesme au Conseil du Roy, à la réserve néanmoins du Parlement de Provence, et qu'ils ont demandé leur renvoi ensuite de leur privilège de *non extrahendo*, ils l'ont obtenu et ont esté renvoyés par devant leurs juges ».

Il pouvait donc plus aisément contrôler les actes des divers tribunaux locaux et imposer avec plus d'indépendance et plus d'autorité la doctrine royale.

Par le droit d'appel, le Parlement n'était pas seulement investi d'un droit de contrôle sur les divers organes de la justice marseillaise, il pouvait aussi étendre sa surveillance à la plupart des actes de l'administration municipale. Il était à certains moments un auxiliaire précieux des agents que le Roi entretenait dans la province. Le premier président secondait souvent activement le gouverneur, qu'il était même appelé à suppléer en cas d'absence, mettant à son service l'influence qu'il exerçait sur les membres de la Cour et parfois l'autorité des arrêts de justice qu'il lui faisait rendre. Il pouvait saisir le Parlement de sa propre initiative et tenir en échec des décisions prises par le Conseil de la ville et l'action des consuls¹. Ce droit d'intervenir dans les affaires de Marseille permet aussi au Parlement et à son premier président de favoriser une action des consuls ou d'un parti politique rival contre le gouverneur et la faction sur laquelle il s'appuie. En 1647, le président de Mégrigny ne fait rendre un arrêt ordonnant de surseoir aux travaux d'ouverture d'une nouvelle porte au quartier Saint-Jean que pour soutenir une protestation du parti de Valbelle, hostile aux consuls qui ont ordonné ces travaux². Quelques années plus tard, au mois de mars 1650, le premier consul, Nicolas de Félix de la Reynarde, élevé au chaperon à la suite d'une émeute dirigée contre les consuls du parti du comte d'Alais, demande au Parlement, en lutte avec ce dernier, un arrêt qui le confirme

1. Archives des Affaires étrangères, France, 1712, f° 241. Le président de Mégrigny à Mazarin, 6 août 1647. « Mes lettres seroient plus fréquentes si je n'estois assez heureux d'estre honoré des commandemens de Vostre Eminence et, ayant peur d'estre importun, je diffère de lui escrire, s'il n'y a quelque occasion pressante. Il s'en présente une en la ville de Marseille où les consuls ont voulu faire une nouvelle porte au quartier Saint-Jean du costé de la mer, presque au mesme endroit par lequel Charles-Quint prétendoit emporter ceste ville. Nous avons creu au Parlement devoir empescher l'ouverture de ceste porte jusques à ce qu'il nous parust de la volonté de Leurs Majestés, estant très dangereux en tems de guerre d'affoiblir une ville de la conséquence de Marseille par un petit intérêt de particuliers qui, par le voisinage de ceste nouvelle porte, seroient plus près de la promenade et de la culture de leurs terres. »

2. Voir la suite de la lettre ci-dessus : « La plus grande et saine partie des habitans de Marseille, qui n'ont cest interest, ne veulent point souffrir ceste nouveauté... ». — Valbelle (*Mémoires*, 301 v°) raconte cet événement sans parler, toutefois, de l'intervention du Parlement. Les consuls, ayant, au mois de mai 1647, demandé au comte d'Alais la permission « d'ouvrir une nouvelle porte, un peu au-dessus de l'endroit appelé porte Galle, proche le couvent de l'Observance », y sont autorisés le 14 mai. Mais les amis de Valbelle protestent, déclarent ces travaux inutiles et le comte d'Alais écrit aux consuls « de n'y point faire travailler ». — Cependant les consuls passent outre et, malgré l'intervention du président de Mégrigny et du Parlement, un arrêt du Conseil du Roi approuve l'ordonnance rendue par le comte d'Alais le 24 mai, qui autorise les consuls de Marseille « pour la commodité publique de ladite ville de faire ouvrir l'ancienne porie d'icelle appelée des Gaulès, proche le couvent de l'Observance aux conditions accoustumées ». (Arch. des Aff. étr. France, 1712, f° 284.)

dans sa charge, en attendant d'avoir obtenu la confirmation royale¹.

Cependant, l'intervention du Parlement ne se produisait que dans des circonstances exceptionnelles. L'affaire de 1647 n'a été possible que parce qu'il s'agissait, par suite de l'ouverture d'une porte nouvelle, d'apporter des changements à l'enceinte de la ville et de modifier les conditions de défense d'une place indispensable à la sécurité du royaume. Mais ni le Parlement ni le premier président ne pouvaient exercer un contrôle quotidien sur les actes administratifs des consuls et du Conseil. Il fallait pour les mettre en mouvement recourir à la procédure compliquée en vigueur à cette époque et on y regardait à deux fois avant de l'entreprendre.

Le Roi devait aussi tenir compte de l'esprit de parti qui animait le Parlement. Il pouvait ne pas le trouver toujours docile à ses directions. Donc, pour faire sentir efficacement son action dans la ville, il ne pouvait guère compter que sur ses deux principaux agents dans la province, le gouverneur et l'intendant.

Ces personnages informent exactement le Roi et les ministres de tout ce qui se passe à Marseille. Ils servent souvent d'intermédiaires entre la Cour et les consuls. Ils sont chargés de faire exécuter les décisions royales qui regardent la ville. Mais ils ne résident pas à Marseillé; ils ne s'y transportent que dans des cas extraordinaires, pour prendre part à une cérémonie importante ou pour ramener le calme par leur présence². Leur action est intermittente, elle risque donc de ne pas être efficace.

Des deux, c'est le gouverneur qui joue le rôle le plus considérable. En 1643, les intendants, nouveaux venus en Provence, n'ont pas encore pu y acquérir une influence susceptible de diminuer celle du gouverneur et de lui porter ombrage. De plus, depuis 1630, où arriva dans la province le premier intendant, d'Aubray, l'emploi a été successivement rempli par quatre titulaires différents, celui-ci, de la Poterie, de Champigny et de Vautorte. Ce dernier n'a fait qu'un court séjour et il a été remplacé par Champigny, renvoyé en Provence. Si nous en croyons Valbelle, ces changements auraient été dus au comte d'Alais, le gouverneur, qui n'aurait pas supporté à ses côtés un auxiliaire au caractère indépendant³.

1. Voir ci-dessus, chap. III, p. 45.

2. Voir les Registres des *Délibérations* et de la *Correspondance*, *passim*.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 21. « Dans le mesme consulat (celui de Gêrente d'Andréa, 1639-1640) arriva en ceste ville François Caret, sieur de Vautorte, nouveau intendant de la justice à la place de Champigny, qui fust envoyé à Lyon. Celuy-ci avoit succédé au sieur de la Poterie, et le sieur de la Poterie au sieur d'Aubray, premier venu en ce pays en 1630, car auparavant on ne scavoit ce que c'estoit et ne pouvoit-on mesme comprendre la fonction et autorité de ceste charge d'intendant. Mais le sieur de Vautorte, estant homme d'honneur et indépendant, ne fust pas longtemps en ceste province, le comte d'Alais demandant des âmes lasches et serviles et des esprits à suivre ses passions et mouvemens. »

Le gouverneur portait une attention particulière aux affaires de Marseille. C'était la ville la plus grande et la plus importante de la province, et elle servait souvent d'exemple aux autres villes provençales. La situation du gouverneur dans la Provence tout entière dépendait souvent de la nature des relations qu'il entretenait avec Marseille. Il courait le risque de perdre complètement son autorité et son crédit, s'il avait le malheur de se brouiller avec elle. « A dire la vérité, écrit Valbelle¹, Marseille donne un grand exemple, voire le branle à tout le reste du pays, et c'est d'elle que les gouverneurs doivent faire estat pour l'establisement de leur autorité et pour le très grand avantage qu'ils retirent de la seule réputation d'avoir du crédit dans Marseille. C'est principalement pour ceste raison que feu M. le duc de Guise, qui estoit un grand prince, avoit durant trente ans choisi et préféré le séjour de ceste ville à tout autre de la province. »

Les successeurs du duc de Guise n'avaient pas suivi son exemple. Ils avaient cependant attentivement surveillé Marseille, ses magistrats et ses habitants. Les circonstances les avaient bien servis et ils avaient su tirer un parti avantageux des divisions qui n'avaient pas cessé de déchirer la ville, sans apporter trop de changements aux relations traditionnelles que les consuls avaient entretenues de tout temps avec les gouverneurs.

Comme leurs devanciers, les consuls de la première moitié du XVII^e siècle témoignent beaucoup de déférence au gouverneur. Aussitôt entrés en charge, ils l'ont le voyage d'Aix pour lui présenter leurs devoirs². S'il vient à se produire dans la ville un événement qu'ils jugent grave ou seulement important, ils l'en avertissent immédiatement, soit par lettre, soit par un envoyé, sollicitant ses avis, son intervention, quelquefois même sa présence³. Ils paraissent recourir à lui, en ces diverses occasions, comme à un protecteur haut placé, naturellement désigné par sa charge pour prendre en mains les intérêts de leur ville, plutôt qu'à un chef investi d'une autorité effective sur leurs concitoyens et sur eux-mêmes. Ils n'en laissent pas moins se multiplier ces interventions. Ils donnent au gouverneur l'habitude de se mêler des affaires de Marseille, d'y jouer le rôle d'arbitre, et d'y asseoir son autorité. Ils auront beau parfois se poser en adversaires de ce personnage, ne pas tenir compte de ses instructions, contrecarrer sa politique, opposer à ses ordres les traditions et les privilèges de Marseille, agir, en un mot, comme s'ils étaient légitimement soustraits à son contrôle et à

1. *Mémoires*, 871.

2. Voir Registres des *Delibérations* et de la *Correspondance*, *passim*.

3. Voir par exemple, *Correspondance des consuls*, Reg. 1 : lettres à Ycard (28 juin 1644), au comte d'Alais (22 décembre 1645, 6 mars 1647, 2 juillet 1647, 4 avril 1648), au duc de Mercœur (11 mars 1653).

son pouvoir. Comme ils sont profondément divisés, que deux, souvent même plusieurs, factions rivales et irréconciliables se disputent l'Hôtel de Ville, ils ont, les uns et les autres, trop pris l'habitude de regarder du côté d'Aix, pour que le gouverneur ne puisse pas tirer de ces querelles et de l'impuissance où elles mettent les consuls un parti fort avantageux pour la royauté. Les privilèges et les franchises de Marseille subsistent encore en droit; en fait, l'action presque quotidienne et, en apparence, insignifiante du gouverneur de la province y a porté déjà des coups redoutables. Mieux que le viguier royal, le lieutenant de sénéchal, le lieutenant de l'Amirauté ou le Parlement de Provence, le gouverneur a pu devenir l'agent actif et précieux de la centralisation et de l'absolutisme.

Il a été secondé dans son œuvre par l'habitude qu'ont prise les consuls de soumettre à l'approbation du Roi les décisions importantes du Conseil. Ce recours ne paraissait pas présenter de *redoutables* inconvénients. Il semblait, au contraire, offrir cet avantage que, la décision royale une fois prise, tous les habitants étaient obligés de se soumettre. Les consuls ne manquaient pas, d'ailleurs, d'affirmer leurs droits souverains toutes les fois qu'ils recouraient à semblable procédure ¹. Mais ce seul

1. *Affaire du droit sur le poisson salé. Correspondance des consuls, Reg. I. Les consuls à d'Emery, surintendant général des finances, 25 février 1648.* « Nous estimons que les nécessités de ceste ville ne sont pas inconnues à Vostre Grandeur et qu'il y a longtems qu'Elle sçait que ceste ville est surchargée de grandes dettes qui ont tellement grossi jusqu'à sture que nous n'avons pas de quoi payer les intérêts. En ceste extrémité, nous avons recherché tous les moyens les plus propres pour avoir quelque subsistance et trouver de quoy dégager la foy publique en payant le courant à nos créanciers, et nous n'en avons pas trouvé de plus plausible que de prendre un sol par livre du poisson salé qui vient par mer des autres provinces. Et si bien par les privilèges généraux de ceste province et par ceux de ceste ville nous avons la faculté de faire semblables positions, néanmoins pour prévenir toutes les difficultés qui pourroient arriver en la levée dudit droit, nous avons désiré obtenir de Sa Majesté un arrest en son Conseil, lequel nous estimons nous devoir estre facilement expédié, comme il a esté plusieurs fois pour des droits plus importants. » — *Les consuls à M. Baumes, à Paris, 21 juillet 1648.* « Nous estimons que vous sçavez l'imposition que nostre Conseil a faite au commencement de nos charges sur l'entrée par la Chaisne du poisson salé à raison de 10 sols par quintal. Et parce qu'il nous est extrêmement nécessaire d'avoir l'autorisation de Sa Majesté pour contraindre les débiteurs refusant ce dit droit, sçachant l'affection que vous avez toujours eue au bien de nostre ville, nous vous prions de nous faire la faveur de nous faire obtenir ladite autorisation de Sa Majesté, et, à cest effet, en avoir l'arrest nécessaire.... Il nous est grandement important d'avoir promptement les expéditions parce que nous approchons de la sortie de nos charges et de la saison du poisson, outre qu'il y a quelques particuliers débiteurs dudit droit qui se rendent refusans sous le prétexte que le Roy n'a pas encore autorisé ledit droit.... » — Le 25 avril 1656, à propos d'une autre affaire, les consuls écrivent de même à Ycard : « Vous trouverez ci-inclus le projet ou minute des lettres patentes pour autoriser la délibération de nostre Conseil que vous verrez, afin d'exiger le droit qui sera imposé avec plus de force et d'autorité.... Et parce qu'il importe que vous soyez informé de nos intentions, vous sçauvez, s'il vous plaist, que, par les privilèges de ceste ville, il nous est permis d'imposer, mais, comme tous ceux de la ville ne se rendent pas toujours faciles à payer les impositions, il nous faut passer nécessairement par les mains de la justice que nous ne pouvons pas faire de nous-mesmes, et c'est pourquoi il est besoin d'obtenir des lettres ou arrests.... »

recours et cette affirmation répétée étaient, au contraire, un éclatant aveu d'impuissance, la preuve qu'ils n'avaient plus, quels qu'ils fussent, assez d'autorité pour faire accepter bénévolement par tous leurs concitoyens les décisions de l'Hôtel de Ville.

Le recours au Roi risquait aussi de mettre la ville à la discrétion du gouvernement central. Les ministres discutaient la légitimité de la décision qui leur était soumise, en faisaient parfois modifier les termes¹, essayaient d'obtenir en échange de leur approbation quelque avantage ou quelque dédommagement pour le Roi². Ils faisaient toujours attendre longtemps leur réponse, laissant en suspens les affaires les plus graves, compromettant d'importants intérêts. Quelquefois même, ils finissaient par lasser les consuls qui aimaient mieux alors renoncer à poursuivre l'affaire que céder à leurs exigences³.

Cette procédure faussait les rouages essentiels de l'administration municipale en paralysant la tâche des consuls. Elle nécessitait l'existence d'une véritable agence des affaires de Marseille à Paris et entraînait la ville à des démarches incessantes et onéreuses auprès de la Cour, des ministres et des membres du Conseil.

Le chef permanent de cette agence était l'avocat de la ville au

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Lettres reçues, liasse Y. Ycard aux consuls, 5 mai 1656. « Au reste, pour ce qui est des patentes ou arrest que vous voulez obtenir pour lever l'imposition que vous avez résolue, je vous dirai que nous n'avons osé rendre les dépesches que vous nous avez envoyées pour ceste affaire, laquelle il ne faut pas exécuter en la forme que vos deliberations sont conques, parce qu'il paroistra monstrueux que vous leviez quarante mille escus par an durant quatre années, et sans doute que nous serons refusés tout plat, outre que les seuls frais du sceau monteroient à plus de 4000 l. sans y comprendre les autres gratifications qu'il faudra faire pour y parvenir. Il est donc nécessaire que vous envoyiez une autre délibération, dans laquelle on exagérera l'immensité des dettes, des intérêts qui sont dus et de la grande difficulté qu'il faut faire annuellement pour la garde, conservation et entretien de la ville auxquelles on ne peut fournir et pour lesquelles on doit des grands arrérages qui augmentent à proportion.... » Le 16 mai, les consuls répondent (*Corresp.*, Reg. D) : « Nous ferons assembler nostre Conseil dimanche prochain pour faire résoudre la délibération pour imposer en la forme que vous nous marquez par la vostre, puisque vous appréhendez que celle que nous vous avions mandée pour ce sujet ne fist trop d'esclat... ».

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à de Born, avocat au Conseil du Roi, 19 décembre 1645. « Nous estimons que si nostre demande sur ce sujet est bien entendue, elle nous sera facilement accordée puisque les mesmes motifs qu'eurent Nosseigneurs du Conseil à nous permettre d'imposer sur le poisson qui sortoit de nostre ville, les mesmes les doivent porter à nous permettre d'imposer sur celui qui vient par mer dans nostre port. Bien davantage qu'il y a plus de raison de nous permettre ceste imposition d'entrée par mer que de sortie par terre... n'estant aucunement considérables les prétextes que nosdits seigneurs prennent pour nous refuser l'entérinement de nostre requeste, car il n'est pas raisonnable que nostre ville paie aucun quartier d'hiver, puisque ses franchises et libertés confirmées par tous nos rois l'en exemptent. »

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard, 20 mai 1656. « Respondant à vostre lettre du 19^e de ce mois, nous vous dirons qu'il n'y a rien qui presse pour l'imposition et que, nous approchant de la fin de nostre année, nous laisserons ce soin à nos successeurs. C'est pourquoi vous n'en parlerez point, et tiendrez, s'il vous plaist, l'affaire secrète. » — Cf. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 56, f° 65 : séance du Conseil des Cent du 28 mai 1656.

Conseil. C'était un emploi recherché qui rapportait à celui qui en était pourvu des gages annuels et des gratifications en cas de succès dans des démarches importantes¹. On ne le recherchait pas seulement pour le profit qu'on pouvait en retirer, mais encore pour le rôle que l'agent des affaires de Marseille à la Cour était appelé à jouer². Aussi, en arrivant à l'Hôtel de Ville, les partis cherchaient à s'assurer au Conseil du Roi un avocat dévoué, prêt à s'employer activement à favoriser le succès de toutes leurs démarches à la Cour et de toutes leurs instances au Conseil. Parfois, pour atteindre plus certainement cet objet, les nouveaux consuls révoquaient l'avocat en fonction, qui, à leurs yeux, avait donné trop de gages au parti vaincu, et en mettaient un autre à sa place qui leur paraissait plus propre à les servir.

Depuis plusieurs années déjà, l'avocat au Conseil Ycard remplissait cette charge, sans doute à la sollicitation et à la satisfaction du parti dont le lieutenant Antoine de Valbelle était le chef, puisque c'était le propre greffier de l'Amirauté qui le représentait à Marseille, lorsque, en 1644, ce parti perdit l'Hôtel de Ville. Les nouveaux consuls devaient le pouvoir au comte d'Alais, ennemi juré du lieutenant. Ils saisirent la première occasion qui se présenta d'être agréables à leur protecteur. Révoquant Ycard, ils le remplacèrent par un autre avocat au Conseil, de Born, recommandé par l'intendant de Champigny, tout acquis au gouverneur³. La réponse d'Ycard à la nouvelle

1. Comptes trésoraires, année 1639-1640. « A M^e Jacques Durand, greffier en l'amirauté, procureur de M. M^e Jean Ycard, avocat au Conseil privé du Roy et ayant charge des affaires de ceste ville, tant pour frais, vacations et fournitures qu'il a faits pour ceste Communauté que pour sa pension annuelle... 565 l. 19 s. » — Nous avons vu plus haut que le Bureau, tenu le 20 février 1640, avait donné mandat aux consuls d'écrire à Ycard « de poursuivre soigneusement l'affaire de la nomination du viguier » et de lui promettre, en cas de succès, que « il aura pour ses peynes et travaux trente pistolles de recognoissance ».

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Lettres reçues, liasse Y. — Ycard aux consuls, 19 novembre 1638 : « Je dois beaucoup à Messieurs vos devanciers de m'avoir proposé pour agir en Cour aux affaires de vostre Communauté, mais je suis parfaitement redevable à vos grâces de m'avoir agréé et confirmé, nonobstant l'effort qu'on a fait au contraire. Ceste faveur m'est si avantageuse qu'elle m'oblige très estroitement à vous honorer tous en particulier et à tesmoigner au public par ma fidélité et mes services, combien j'estime ces emplois. »

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Bausset, assesseur, député à Paris, 7 mars 1645. « Nous vous envoyons le désaveu que vous désirez sur la procédure tenue par le sieur Ycard, afin de faire réparer l'arrest au 18 octobre... Nous vous envoyons aussy la révocation dudit sieur Ycard et procuration pour establir en son lieu et place le sieur de Born. » — Même Reg. Les consuls à de Born, 7 mars 1645. « Sur la bonne relation qui nous a esté donnée par M. de Champigny, intendant de la justice en ceste province, de vostre intégrité, capacité et vigilance, et la bonne affection que M. l'assesseur nous a assurés que vous avez pour nostre ville, ainsy qu'il a reconnu par l'assistance que vous luy avez donnée en toutes les occasions qui se sont présentées, nous ont donné sujet de nous adresser à vous pour vous remettre entre vos mains la direction et conduite de toutes les affaires que nostre Communauté a et pourra avoir au Conseil. Nous nous prions de les vouloir embrasser avec affection et diligence et, à cest effet, nous vous envoyons procuration générale pour y occuper, portant révocation de M. Ycard, avocat audit Conseil, qui avoit cy-devant la charge de nosdites affaires.... »

de sa révocation souligna le caractère tout politique de cette mesure. « J'estois préparé à recevoir la révocation dont on m'a si souvent menacé si je ne manquois à mon honneur, quand en la lisant j'ay esté surpris d'y trouver un désaveu injurieux, auquel vous n'auriez pas dû vos emporter parce que vostre office doit estre désintéressé et que je suis fort homme de bien. Je le souffrirai avec patience comme un contre-coup du tems qui ne peut rien sur mon honneur, me réservant pourtant les voies légitimes¹. . . » Il eut satisfaction quand le parti qu'il avait servi revint au pouvoir : le 12 avril 1650, les consuls du parti de Valbelle le chargèrent de nouveau du soin des affaires de la ville à Paris².

L'avocat de Marseille au Conseil du Roi était donc avant tout l'homme d'affaires d'un parti. Chacun des partis qui se disputaient le pouvoir avait à la Cour ses protecteurs particuliers : il était naturel qu'il choisit pour être son intermédiaire auprès d'eux celui qui leur était le plus sympathique et qu'ils étaient le plus disposés à écouter.

Les affaires dont ce personnage était chargé ne laissaient pas que d'être fort nombreuses. Pour s'en rendre compte, il suffit de parcourir les lettres qui lui sont adressées et qui sont transcrites dans le registre de la Correspondance des consuls. La ville avait toujours une affaire pendante devant le Conseil et il ne se passait pas de semaine où l'ordinaire³ n'apportât à l'avocat des instructions nouvelles, des pièces à produire, des requêtes subsidiaires à présenter, etc. Ses correspondants n'étaient pas toujours satisfaits de ses démarches ou des résultats obtenus. Certains ne se gênaient pas pour lui témoigner leur surprise ou leur mécontentement⁴. Il lui arrivait de se

1. Arch. com., BB. Lettres reçues, liasse Y. — Ycard aux consuls, 24 mars 1645.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard, 12 avril 1650. « La satisfaction, que ceste ville a retenue autrefois de vos bons soins, nous a obligés de vous remettre dans les affaires de ceste Communauté et de faire dresser la procuration dont vous verrez cy l'expédition. Nous vous prions d'en accepter la charge et d'agir pour les intérêts de ceste ville suivant l'affection que vous avez toujours eue pour nous. »

3. L'ordinaire était le courrier hebdomadaire qui faisait le service de la poste entre Marseille et Paris. Dans les circonstances exceptionnelles, les consuls envoyaient un courrier extraordinaire. Quelquefois, ils profitaient de l'occasion du courrier du gouverneur ou de celui du Parlement.

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. L'assesseur à Ycard, 19 mai 1643. « Il faut que je vous die franchement que, depuis que je manie les affaires de la Maison commune de ceste ville, il ne s'est présente aucune rencontre qui m'ait plus tourmenté l'esprit que la mainlevée dont est question, dans le mécontentement que je vois à Messieurs les consuls à faute de l'obtention d'icelle, et, le pire de mon ressentiment est que, bien qu'ils ne me le disent pas ouvertement, ils me font cognoistre qu'il y a de la nonchalance de vostre part, ce qui m'afflige extrêmement. Et, ceste matinée leur ayant parlé des depesches d'aujourd'huy, ils m'ont dit qu'il estoit superflu de vous escrire et que tous vos depesches estoient sans avancement des affaires de la ville, ce qui est cause que je vous envoie ces lignes et vous conjure, au nom de Dieu, de n'espargner rien pour l'obtention de ladite mainlevée, puisque vous en avez le pouvoir libre et leur faire paroistre, en effet, le zèle que vous avez au bien des affaires de ceste ville, comme je suis assuré... »

défendre et de réussir à ramener ses mandants à une plus exacte notion des choses¹. Quelquefois, il est vrai, le blâme était plus catégorique et on lui laissait le soin de réparer lui-même les fautes qu'on lui reprochait².

Le rôle de l'avocat chargé des affaires de Marseille à Paris ne se bornait pas à des interventions fréquentes auprès du Conseil du Roi ou des secrétaires d'Etat. Il informait aussi les consuls des événements importants qui se passaient à la Cour, des affaires générales du royaume, de la santé du Roi, etc. Il leur envoyait aussi, quelquefois fort régulièrement, les gazettes qui étaient publiées et qui donnaient les nouvelles de la Cour et de la ville. En ce temps où les moyens d'informations étaient rares, un correspondant avisé et informé, comme ne pouvait manquer de l'être un avocat au Conseil, était on ne peut plus précieux pour une ville fort éloignée de Paris et obligée par le souci de ses affaires d'être très régulièrement tenue au courant de tous les incidents politiques qui venaient à se produire³.

L'avocat, obligé par les devoirs de sa charge de s'occuper de beaucoup d'autres affaires, ne pouvait pas toujours remplir avec rapidité les diverses missions que les consuls lui confiaient. De là des récriminations et des plaintes provenant surtout des Marseillais, appelés à séjourner longtemps à Paris pour le règlement d'affaires particulières, qui profitaient de leur présence dans la capitale pour s'occuper des affaires de la ville et correspondre à leur sujet avec les consuls⁴. Ils avaient parfois

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les Consuls à Ycard, 2 juin 1613. « Quant au fait de la main levée, son importance esmeut quelquefois nos sentimens, mais nous ne croyons pas, en effet, que vous n'y ayez contribué vostre possible. Nous avons trop de confiance en vous pour en opiner autrement. Il est question seulement de prendre vostre tems et rapporter les moyens et ordres nécessaires, afin que ce qui a esté fait se puisse faire le plus promptement qu'il se pourra. »

2. Arch. com. BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à de Born, 5 mars 1647. « Nous avons esté grandement surpris quand nous avons vu le discours injurieux que vous avez fait par l'inventaire qu'avez donné à nostre nom par forme d'avertissement contre Antoine Martichou et qui blesse encore beaucoup l'honneur du sieur lieutenant de l'Admirauté et du Parlement de ce pays, desquels ayant eu plainte, nous avons esté obligés de leur donner une lettre pour vous rendre par laquelle nous vous disons que nous n'approuvons point lesdites paroles injurieuses. Aussi nous ne vous avons jamais donné ceste charge et serions bien marris de blasmer personne, bien nostre intention est de nous tenir aux termes de la défense de nos droits. Nous vous prions donc de réparer ceste affaire... »

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I, 7 juin 1650. « Nous vous envoyons ci-inclus une copie des ordres que nous avons fait expédier pour la garde de ceste ville et vous prions, à l'avenir, de nous envoyer les *Gazettes*, comme vous faisiez autrefois [Ycard venait d'être rétabli dans la charge d'avocat de la ville] et les avis que vous jugerez importans et que vous pourrez faire escrire d'une autre main, afin que nous soyons avertis des choses qui se passent de par de là, quoiqu'il soit bien difficile d'en savoir en détail le secret mouvement... » — Voir comme exemple des lettres de l'avocat de la ville relatant les « choses qui se passent par delà », *Correspondance* : lettres reçues, liasse D, les lettres de Born aux consuls des 28 août 1648 (relation de la Journée des Barrières) et 8 janvier 1649 (départ de la Cour de Paris, arrivée à Saint-Germain, etc.).

4. Arch. com., BB. *Lettres reçues*, liasse B. — De Bermond aux consuls, de Paris, 8 novembre 1647. « Après les acclamations publiques et les félicitations

des parents, des amis ou des connaissances qui n'auraient pas été fâchés d'être attachés officiellement au service de Marseille, même dans le rôle subalterne d'auxiliaire de l'avocat au Conseil et avec des gages modestes. Leurs amis les proposaient, espérant peut-être qu'ils s'occuperaient avec plus de zèle de leurs affaires privées : aussi faisaient-ils valoir auprès des consuls le profit que la ville ne manquerait pas de retirer de l'augmentation du nombre de ses agents¹.

Les consuls ne dédaignaient pas toujours de recourir à ces bonnes volontés quand elles s'offraient. Cependant, ils aimaient mieux envoyer à la Cour un ou plusieurs députés, quand ils trouvaient nécessaire de stimuler l'activité de leur agent officiel ou quand il s'agissait de traiter une affaire particulièrement importante. Ils demeuraient fidèles à de vieux usages remontant aux Chapitres de Paix, qui mettaient à la charge du comte de Provence les dépenses des ambassades marseillaises envoyées auprès de lui. La tradition ne s'était pas conservée tout entière, puisque la ville supportait maintenant les frais des ambassades, non sans difficulté parfois comme en témoignent les *Mémoires* d'Antoine de Valbelle².

La désignation des députés était faite par les consuls, après que le Conseil, ou quelquefois une assemblée extraordinaire des principaux chefs de famille, avait décidé qu'il y avait lieu de faire une députation. Nous avons vu que ce choix donnait souvent lieu à des intrigues, conséquences des compétitions qui s'élevaient entre les deux partis politiques en présence ou des ambitions qui se manifestaient dans un même parti. Parfois les

générales que vous avez reçues avec grands applaudissemens de tous nos concitoyens pour vostre heureuse eslection au consulat et gouvernement de nostre chère Patrie, je viens, à mon tour, vous rendre mes humbles devoirs par ceste lettre ne pouvant m'en acquitter de vive voix et en personne pour un sujet qui ne vous peut estre inconnu, vu que, depuis quatre années ou environ que je suis à la suite de la Cour pour avoir raison des oppressions qu'un de mes frères a souffert pour avoir servi le Roy et le public en la charge de consul d'Egypte par ordre exprès de Sa Majesté, sans l'avoir requis, j'ai esté contraint de joindre mes plaintes et doléances particulières à celles de tous les négocians audit pays et mesme du commerce pour en avoir justice et faire le remède convenable pour la cessation des droits et impositions qui nous menaçoient d'une ruine entière.... »

1. Arch. com., BB. *Correspondance*, Lettres reçues (liasse B). De Bermond aux consuls, de Paris, 14 juillet 1645. « Néanmoins, messieurs, je suis obligé de vous dire en passant que les affaires publiques vont parfois avec une telle affluence qu'une personne seule n'y peut pas subvenir, ainsi que M. l'assesseur et ledit sieur Maurellet vous pourront tesmoigner, ayant esté contraint d'y occuper le sieur Charloix, qui est icy puis longtems, versé aux affaires de Cour et fort expérimenté. Si vous jugiez à propos de le faire continuer dans l'employ, vous n'avez qu'à luy en donner les ordres, tant pour solliciter Messieurs les ministres que pour esveiller Monsieur l'avocat, lequel estant occupé d'ailleurs ne peut estre partout et faut de nécessité que quelque chose souffre, s'il n'y a quelqu'un qui presse les expéditions, comme nous expérimentons tous les jours. De sorte que si la ville donnoit une petite pension par-dessus l'ordinaire, elle s'en prévandroit de beaucoup, les affaires se feroient avec plus de facilité et moins de péril.... »

2. Voir ci-dessus, chap. III, p. 91, note 1.

consuls avaient assez d'autorité ou assez d'énergie pour imposer leur choix¹. Parfois, au contraire, ils ne se sentaient pas assez forts pour prendre une décision et la question de l'ambassade restait en suspens pendant de longs mois au risque de compromettre d'importants intérêts. Au mois de juin 1643, il fut question d'envoyer des députés qui, tout en portant au nouveau Roi et à la Régente les compliments et les hommages de Marseille, profiteraient de leur présence à la Cour pour régler quelques affaires d'importance. L'avocat de la ville avait reçu l'ordre de suspendre ses démarches jusqu'à leur arrivée². Elle se fit longtemps attendre : les consuls ne parvenaient pas à tenir le Conseil qui devait décider la députation. Ils ne désespéraient pourtant pas d'y réussir et entretenaient toujours l'avocat de ce qu'il conviendrait de faire quand les députés se mettraient en route³. Mais le terme de leur mandat approchant et la députation n'étant pas encore choisie, ils finirent par ordonner à Ycard de s'occuper d'une affaire pressante, sans renoncer cependant à l'espoir de faire une députation à son sujet⁴. Le Conseil du jour de Saint-Simon fut néanmoins tenu sans qu'il en ait été question : les nouveaux consuls en étaient confus, mais ils avouaient leur impuissance. A la fin, ils furent heureux de trouver à Paris un Marseillais complaisant qu'ils chargèrent

1. Voir ci-dessus, chap. III, p. 70.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard, dernier juin 1643. « Nous espérons de faire une députation au premier jour pour aller rendre les devoirs de notre ville au Roy et à la Reyne.... » Les Mêmes au Même, 7 juillet : « Il faut véritablement faire halte à nos affaires jusques à l'arrivée de nos députés, lesquels nous ne sçavons pas qui ils seront jusques aujourd'huy pour n'avoir point encore tenu de Conseil, mais assurément ils vous porteront de besogne taillée... ».

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard, 14 juillet 1643. « Nous ne sçavons point encore quels seront nos députés, ceste députation s'avancant fort lentement. Mais tant y a-t-il enfin qu'elle se fasse pour le bien de nos affaires. » — Les Mêmes au Même, 21 juillet. « Nous trouvons vostre avis très bon de laisser sortir de Paris M. de Chavigny pour son ambassade avant que de parler de nostre affaire du paiement des Anglois, car, fondé sur ses opinions précédentes, il pourroit nuire à la justice de nostre cause et, en son absence, nostre droit passera assurément pour certain et assuré, tellement que vous pourrez attendre nos députés pendant que ledit seigneur se disposera pour son voyage, et, à leur arrivée, vous entreprendrez et traiterez de nouveau l'affaire ensemble les autres que nous avons qui sont très importantes comme vous sçavez et verrez par les cahiers que lesdits députés porteront. Nous n'avons point tenu encore Conseil, ce qu'il faut que nécessairement nous fassions pour le sujet de ladite députation : nous ne tarderons pas de le faire.... » — Les Mêmes au Même, 18 août 1643. « Nous sommes au mesme estat que nous estions et nostre députation ne s'est point avancée. Elle le sera quand il plaira à Dieu, qui est l'unique ressource que nous pourrions rechercher pour le bien de nos affaires.... » — Les Mêmes au Même, 15 septembre 1643. « Il n'y a point d'apparence encore de nostre députation qui seroit tant nécessaire.... » — Cf. les lettres du 25 juillet, des 11 et 25 août 1643.

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard, 1^{er} octobre 1643. « Attendu les progrès lents de nostre députation, nous vous entretenmes de quelques affaires par nostre dernière qu'il seroit très bon de tenter au fait de nostre procès de la foraine. Vous verrez d'y faire ce qu'il faut et d'avancer cependant nos affaires.... »

de faire les démarches que leurs prédécesseurs et eux-mêmes avaient cru longtemps pouvoir confier à des députés¹.

Ordinairement, l'envoi d'une députation rencontrait moins de difficultés. En général, elle se composait de deux membres. Quand ils avaient été choisis, les consuls se préoccupaient de leur ménager un accueil bienveillant à la Cour. Ils s'adressaient aux ministres et demandaient leur appui². Ils sollicitaient aussi et obtenaient la recommandation du gouverneur³. Quelquefois même les députés s'arrêtaient à Aix et se concertaient avec ce personnage sur la conduite qu'il leur faudrait suivre à la Cour⁴.

Malgré ces précautions, les députés ne rencontraient pas toujours la bienveillance et l'empressement sur lesquels ils avaient cru pouvoir compter. Il leur arrivait souvent d'attendre

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à de Ramel, à Paris, 15 décembre 1643. « Et quant à ce que vous nous dites de nostre députation, nous trouvons que c'est un manquement à nostre ville de n'avoir député à l'occasion de la mort du feu Roy et trouvons les honneurs tellement contraires à leur bien que nous serions bien en peine de corriger ceste faute et peut-estre que ceste correction ne sera pas à nostre puissance, tellement qu'il se faut résoudre que, pendant que vous estes à Paris, vous travaillez à ceste affaire de laquelle vous estes particulièrement capable et continuez par ce moyen d'obliger nostre ville et nous servir à toutes sortes d'occasions.... » — Les Mêmes au Mème, 29 décembre 1643. « Nous avons vu que, sollicitant M. d'Emery, il vous a demandé si nous n'irions pas en Cour. C'est chose qui, comme vous sçavez, depend de nostre Conseil et que nous ne croyons pas de pouvoir faire : toutes fois nous y travaillerons. Mais il ne se faut, s'il vous plaist, point raffier à nostre voyage et faire à l'affaire tout ce que vous adviserez et la pousser sans nous attendre aucunement ni autre députation.... » — Les Mêmes au Mème, 19 janvier 1644. « Nous eussions fort désiré qu'un de nos députés eust paru de delà, mais il a esté jusques à présent impossible de faire comprendre à ceux qui traversent la députation que l'importance de l'affaire méritast d'y envoyer. Nous tascherons néanmoins d'y faire nostre possible, après quoy nous n'aurons point de regret.... »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1702, f° 108. Les consuls de Marseille à Richelieu, 1^{er} septembre 1632. « Monseigneur, ayant le Conseil de nostre ville, pour affaires important à icelle, député vers le Roy le sieur de Montolieu, premier consul d'icelle, pour informer Sa Majesté de la continuation des maux que nous souffrons par le moyen de la levée des 3 p. 100 que le sieur de Cézzy, cy-devant ambassadeur pour Sa Majesté au Levant, fait exiger sur les François és dites parties de Levant, et pour autres affaires que le sieur de Montolieu représentera à Vostre Eminence pour le rang qu'Elle tient dans ce royaume et le zèle qu'Elle a à l'avancement de sa gloire, ce qui nous gardera icy de Lennuyer d'un long discours sur le subject de nos plaintes, seulement nous supplions très humblement Vostre Eminence de nous y vouloir estre favorable selon le poids de Son autorité et nostre présente nécessité, afin que, par ce bienfait, nous soyons de nouveau obligés à Vostre service et Luy continuer l'affection et obéissance que nous Luy devons et rendrons toujours aussy affectueusement que nous prions Dieu donner à Vostre Eminence heureuse et longue vie et à nous le moyen de Vous tesmoigner que nous sommes.... »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1702, f° 118. Le maréchal de Vitry à Richelieu, de Beaucaire, 4 septembre 1632. « J'ay chargé le sieur de Montolieu de cellescy pour faire sçavoir que la ville de Marseille en gros et luy en particulier ont tesmoigné une vive affection au service du Roy en ce rencontre, de quoy je crois qu'il ne sera que bien qu'il Vous plaise de luy en dire un mot de bonne façon tant pour son esgard que pour ceste Communauté de laquelle il est député. Il est chargé, après le compliment qu'il porte au Roy sur son approche, de quelques cahiers d'affaires qui leur importent particulièrement. Je Vous supplie très humblement, Monseigneur, despartir à ceste ville les grâces que Vous distribuez ordinairement à ceux qui servent bien Sa Majesté, car elle les merite bien fort par ceste considération.... »

4. Voir *Délibérations du Conseil et Correspondance des consuls*, *passim*.

pendant des mois entiers qu'on voulût bien régler l'affaire pour laquelle ils avaient été envoyés. L'assesseur de Bausset, arrivé à Paris au mois de décembre 1644, y était encore à la fin du mois de mars suivant. Pendant ce long séjour, il n'avait pas réussi à obtenir des ministres une décision au sujet de la suppression du droit d'épiceries et drogueries, préjudiciable au commerce marseillais, qu'il avait été spécialement chargé de poursuivre¹. Il se rendait compte de la mauvaise volonté du ministère à son égard et attribuait son insuccès aux intrigues de personnages intéressés au maintien des droits et à son impuissance à acheter argent comptant l'appui des ministres et de leurs commis. « Je ne me suis pas contenté, écrit-il dès son arrivée², de rendre vos lettres à M. le comte de Brienne, mais je l'ai encore sollicité par raison à vous donner satisfaction. Il est impossible de vaincre son opiniastreté : je ne me lasserai point à le presser pour le faire démodre, ce qui seroit d'autant plus facile si n'étoit ceux qui sont auprès de lui, et particulièrement un nommé Munier qui fait pour Martichou³, qui intéresse dans cette affaire de personnes qui l'appuient avec lesquelles il partage ses deux sous pour livre, ce qui fait nostre plus grand obstacle, car en ce pays on ne fait point d'affaires s'il n'y a eu un peu de la douceur et sera bon que vous vous résolviez à trouver des expédiens pour cela.... » Sans manifester d'indignation pour ces procédés de corruption en usage à la Cour, les consuls lui avaient aussitôt répondu : « Il seroit bien malaisé que nous puissions fournir les pensions et donatives que les particuliers font pour avoir la faveur de ceux qui ont la direction des affaires. Vous sçavez comme nostre ville se gouverne et que malaisément les consuls peuvent faire des donatives de telle sorte sans passer pour des intéressés, quoique ce fust pour le bien de la ville, si bien que de ce costé-là nous ne voyons pas de remède⁴.... »

Ces difficultés se rencontraient presque toujours. Des Marseillais, résidant à Paris et fort au courant des affaires de la Cour, insistaient auprès des consuls, comme l'avait fait Bausset en 1644. Ils en obtenaient la même réponse. « Vous voyez bien, écrivaient les consuls en 1648⁵, ce que vous dites de tascher de nous acquérir des amis et des puissances en Cour pour favoriser nostre ville en beaucoup de circonstances : il nous seroit très

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Bausset, 6, 13, 27 décembre 1644, 3 janvier, dernier février et 21 mars 1645.

2. Arch. com., BB. *Lettres reçues*, liasse B. De Bausset aux consuls, de Paris, 16 décembre 1644.

3. Le fermier du droit.

4. Arch. com., *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Bausset, 27 décembre 1644.

5. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. A Lambert, citoyen de Marseille et receveur des droits de la Maison de la Reine, 18 août 1648.

nécessaire, salutaire et avantageux. Mais comme nous ne pouvons pas dispenser de nous-mêmes à faire des donatives considérables et qu'il faut faire résoudre telles choses par un Conseil qui est composé de beaucoup de personnes dont beaucoup ne vont que dans le mesnage et dans l'espargne et ne savent pas comme se gouvernent les affaires de la Cour et que le large gagne plus que l'estroit, nous appréhendons que nous serons contraints d'en demeurer toujours en l'estat où nous sommes.... » Aussi, un député de Marseille à la Cour, l'assesseur Coutron, pouvait écrire de Paris le 10 février 1651. « Nostre ville fait si peu de largesses et de libéralités de deçà que personne ne passionne l'expédition de nos affaires, et ce n'est que par cette qualité qu'on considère et les personnes et les villes et les provinces¹. »

Les consuls se lassèrent à la fin d'une politique, sans doute digne d'éloges, puisqu'elle s'inspirait d'un sage esprit d'économie, mais préjudiciable aux intérêts de la ville, puisqu'elle les faisait souvent sacrifier à des intérêts moins légitimes mais mieux soutenus auprès des puissants. Dès 1654, l'usage s'introduit de faire au comte de Brienne, secrétaire d'Etat chargé des affaires de Marseille et de la province, un présent annuel de 1500 livres, et à son premier commis, de Rouquette, un autre présent de 500 livres. Au début, les consuls protestent vivement qu'il ne faut y voir qu'« un acte de reconnoissance » et non « un acte d'obligation et de nécessité. Si bien, ajoutent-ils, qu'il dependra de nos successeurs de faire ou de ne faire pas². »

1. Arch. com., BB. *Lettres reques*, liasse C. Coutron aux consuls, de Paris, 10 février 1651. La lettre poursuit : « M'estant donc avisé que de là pouvoit procéder ce retardement, je suis esté ce matin voir M. Yeard pour scavoir de luy si, pour les expéditions des viguiers, on n'avoit point accoustumé de donner quelques douceurs aux commis du sieur Brisacier : il m'a dit que, lorsque les secrétaires d'Etat envoient lesdites expéditions au gouverneur de la province, qu'on ne leur avoit jamais rien donné : mais lorsqu'ils délivrent à Messieurs les consuls ou à ceux qui interviennent pour eux de deçà qu'on leur donne quelque chose, ainsi qu'il avoit fait l'année dernière. Tellement que je l'ai amené chez ledit sieur Brisacier pour donner ce qui bon luy sembleroit à ses commis, n'ayant point le visage pour présenter de l'argent à des personnes qui entretiennent carrosses. Il leur a donné trois pistoles, moyennant lesquelles ils ont promis que les provisions seroient scellées à ce soir.... »

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Yeard, 17 mars 1654. Les consuls disent encore : « Et il y avoit si longtems qu'on n'avoit rien fait de semblable que l'on ne doit pas marchander. Et croyez, s'il vous plaist, qu'il nous a fallu employer beaucoup de paroles pour faire agréer ce présent, qui a paru extraordinaire au moins au dire de plusieurs.... » (Voir dans le même registre, une précédente lettre à Yeard, du 3 février.) Le 7 avril 1654, les consuls annonçaient au comte de Brienne la nouvelle du présent que lui faisait la ville de Marseille. « Vous aurez, s'il vous plaist, agréable de recevoir des mains du sieur Gueydon, un de nos concitoyens, qui est présentement à Paris, la somme de quinze cens livres que le Conseil de ceste ville a délibéré vous estre donnée. Et quoique, en nostre particulier, nous ayons confusion de vous offrir si peu de choses, nous vous supplions très humblement, Monseigneur, d'agréer ce présent que le public vous fait en un tems auquel ceste ville se trouve endettée à plus de deux millions de livres. Vous avez toujours eu tant d'affection, l'estime et de bonte pour Marseille qui n'est pas moins considérable par sa

Mais, par la suite, le présent est renouvelé chaque année : régulièrement le comte de Brienne est prié d'accepter en témoignage de gratitude une somme de 1500 livres pour lui-même et de 500 livres pour son premier commis¹.

En se résignant à gagner à prix d'argent la bienveillance du secrétaire d'Etat, les consuls avaient cru bien servir les intérêts de leur ville. Ils n'avaient fait que rendre plus étroite la subordination dans laquelle celle-ci se trouvait placée vis-à-vis de la royauté.

Les divers officiers du Roi, fixés dans la ville, n'exercent à la vérité qu'une influence insignifiante, les uns, parce qu'ils sont désignés au choix du Roi par les Marseillais eux-mêmes, les autres, parce qu'ils occupent des offices héréditaires, et qu'ils sont amenés à subordonner le succès des affaires du prince à la satisfaction de leurs intérêts particuliers. Mais, par ses fréquentes interventions, le gouverneur habitue les Marseillais à compter avec le Roi et les entraîne insensiblement à multiplier les affaires dont ils attendent la solution de la Cour. L'existence d'un agent permanent à Paris, les appels adressés aux citoyens marseillais de passage ou à demeure dans cette ville, l'envoi de députés en Cour, enfin le présent annuel fait au secrétaire d'Etat, tout cela montre de reste quels progrès le pouvoir royal avait déjà faits à Marseille dans la première partie du xvii^e siècle et qu'il était en mesure, quand il le voudrait, de tenir en échec les libertés traditionnelles de cette ville.

situation que par la fidélité de ses habitants, que vous aurez quelque plaisir de voir qu'elle aime votre nom et qu'elle a des respects tout particuliers pour votre personne.... »

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Bonin, assesseur, député en Cour, 24 août 1655. « Nous vous envoyons une lettre de change de deux mille livres pour le régal dont nous avons parlé l'ordinaire dernier, et c'est pour donner quinze cens livres à M. le comte de Brienne et cinq cens livres au sieur de Rouquette, son premier commis.... Et, pour vous descouvrir le secret de l'affaire, nous faisons ceste donation de nostre mouvement et sans en avoir parlé à un Conseil de peur que, la chose estant éventée, le présent ne fust pas si agréable à M. le comte de Brienne et ne fist pas l'effet que nous en espérons.... » Voir aussi même Reg., les lettres à Ycard (24 août 1655), à Ycard et à Bonin (28 septembre 1655). La démarche des consuls fut approuvée par le Conseil des Cent du 10 octobre 1655 (*Délibérations*, Reg. n° 55, f° 192). En 1656, des présents de même valeur sont faits au comte de Brienne et au premier commis de Rouquette. *Corresp.* : *lettres reçues* (liasse Y) : Ycard aux consuls, 11 février 1656. *Délibérations*, Reg. n° 56, f° 65 v° : Conseil des Cent du 28 mai 1656).

CHAPITRE V

LES PRIVILÈGES ET LES INFRACTIONS AUX PRIVILÈGES

I. LES PRIVILÈGES POLITIQUES ET LA CRÉATION DES CONSULS PAR LE ROI. — II. LES PRIVILÈGES JUDICIAIRES : JUSTICES MUNICIPALES ET JUSTICES ROYALES; LES EMPIÈTEMENTS DU PARLEMENT; LE PRIVILÈGE DE « NON EXTRAHENDO » ET LES GRANDS JOURS. — III. L'AUTONOMIE ADMINISTRATIVE ET LES DÉMÊLÉS AVEC LA COUR DES COMPTES. — IV. LES PRIVILÈGES FINANCIERS : EXEMPTION DES CITOYENS DU PAIEMENT DES TAXES ROYALES : LA FORAINE ET LES TAXES SUR LE COMMERCE; EXEMPTION DE LA VILLE DES CHARGES PUBLIQUES : LES DEMANDES DE SUBSIDES EXTRAORDINAIRES DU ROI, LE QUARTIER D'HIVER. — V. LES RÉSISTANCES MARSEILLAISES ET LA COUR; L'ESPRIT PUBLIC.

La royauté avait insensiblement amené les Marseillais à tout attendre d'elle quand il s'agissait de régler une affaire importante. Sa souveraineté n'était pas discutée et Marseille ne jouissait de ses franchises que sous le contrôle des agents royaux résidant en Provence et sous la tutelle étroite et parfois peu désintéressée des secrétaires d'Etat. En apparence, cependant, rien n'avait été changé aux institutions de la ville. Ses privilèges demeuraient intacts : depuis Louis XI, aucun roi de France ne s'était dispensé de les confirmer et de les jurer solennellement¹. Les documents contenant ces actes de confirmation

1. Ruffi, *Histoire de Marseille*, I, 287-288. « Dans les patentes que le roi Louis XI leur fit expédier en confirmation de tous ces droits, il est expressément porté que les habitants de Marseille, à cause de la petite étendue de son terroir et de sa stérilité, seront maintenus dans le droit et dans la possession qu'ils avoient de faire venir de toutes parts sur leurs vaisseaux, ou autrement, du blé, de l'huile, du poisson et autres munitions de bouche, des laines, des peaux, des draps et autres marchandises sans payer aucun droit. Et, parce que les habitants de la ville, pour avoir voulu suivre le roi Louis II au royaume de Naples, l'avaient dépeuplée et donné lieu, par ce moyen, à Alphonse d'Aragon de la prendre et de la brusler, à cause qu'elle est de grande garde, il est porté expressément que nul de la

étaient si nombreux que les consuls hésitaient à les expédier à leur avocat au Conseil qui les réclamait, « car, disaient-ils, il y en auroit presque pour charger le courrier ¹ ».

Louis XIII ne s'était pas soustrait à cette tradition exactement suivie jusque-là par ses prédécesseurs : à son tour il avait signé des lettres patentes de confirmation au mois de septembre 1610 ². Ce prince ne s'était pas contenté de promettre le maintien des anciennes franchises et libertés accordées et jurées avant lui, il les avait encore étendues sur des points particuliers. Des lettres patentes du 13 septembre 1616, rendues à la prière des habitants, avaient prononcé la peine du fouet contre les voituriers et muletiers qui, contrairement à d'anciens privilèges, introduiraient du vin étranger dans la ville, et une amende de 100 livres contre les propriétaires du vin ainsi frauduleusement introduit ³.

Les Marseillais se reposaient en toute confiance sur des actes solennels aussi fréquemment renouvelés. Ils croyaient leurs privilèges intangibles, préservés contre toute violation de la part de la royauté par les serments répétés des rois qui s'étaient succédé depuis Louis XI. Ils allaient même jusqu'à regarder comme superflue une nouvelle confirmation : tout en souhaitant voir Louis XIV suivre l'exemple de tous ses prédécesseurs en leur adressant des lettres de confirmation dont ils poursuivaient la délivrance depuis 1647 ⁴, ils croyaient être en droit d'affirmer qu'ils pouvaient s'en passer. « Nous espérons, écrivaient-ils à Ycard le 3 septembre 1654, que vous presserez les expéditions de la confirmation des privilèges, qui est autant une marque de nostre respect et de nostre soumission et une espèce d'hommage que d'aucune nécessité que nous en ayons, car nos principaux

ville, en temps de paix ou de guerre, ne pourra estre contraint d'en sortir, et quant au ban et arrière-ban que les originaires de Marseille en seront exempts. Que les Marseillois seront francs de péage par toute la Provence; qu'ils mettront le capitaine de la tour Saint-Jean; que Sa Majesté et ses successeurs, conformément aux Conventions, ne pourront imposer ni exiger aucuns nouveaux droits, subsides et gabelles; que les Marseillois pourront mettre des gabelles et autres subsides, et les oster et les remettre comme bon leur semblera; que le privilège de *non extrahendo* seroit gardé et, pour cest effet, que les procès des habitants seroient finis et terminés dans la ville; que la juridiction des juges des marchands subsisteroit; que nul ne seroit logé dans la ville par fourriers et billettes, à la réserve de la sacrée personne du Roy et de celle de la Reine; que dans les patentes que le Roy feroit expédier, concernant la ville de Marseille, il prendroit le titre de seigneur de Marseille après celui de comte de Provence, et que celles à qui ce titre auroit esté omis n'y pourroient point estre exécutées; qu'il estoit permis aux Marseillois de pescher dans toutes les terres du domaine du Roy. » Voir Arch. com., AA. 46 et AA. 55 : Lettres patentes de Louis XI et de divers rois de France confirmant les privilèges de Marseille.

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à du Born, 24 décembre 1647.

2. Arch. com., AA. 56.

3. Archives de la marine, A¹ III, 21. Lettres patentes du Roi portant peine du fouet contre les infracteurs du privilège du vin (placard imprimé).

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à du Born, 24 décembre 1647.

privilèges étant appuyés sur les Conventions et Chapitres de Paix, qui ont esté vérifiés et par tant de fois confirmés durant cinq cens ans, nous n'avons pas quasi-besoin de ladite confirmation, et ce seroit le mal prendre que de nous disputer un droit si bien acquis et si justement mérité¹. »

La royauté était loin de partager cette opinion. Sans se croire liés par les engagements solennels qu'ils prenaient dans leurs lettres de confirmation, les rois avaient depuis longtemps, dans la pratique quotidienne de la vie gouvernementale, essayé de restreindre des privilèges que, en théorie, ils se défendaient de vouloir détruire. Insensiblement, ils avaient ébranlé par de fréquentes interventions les franchises politiques, judiciaires et financières de Marseille, espérant peut-être bien arriver un jour à les faire disparaître complètement. Cependant, il leur avait fallu agir avec circonspection car la fidélité de Marseille était indispensable au succès de leur politique extérieure, comme l'avaient prouvé les deux sièges du temps de François I^{er}; les rois ne voulaient pas pousser à bout ses habitants, dont ils connaissaient le tempérament ardent et passionné, souvent incapable de mesure.

Un des privilèges les plus insupportables à la royauté était, à coup sûr, celui qui reconnaissait aux Marseillais le droit d'élire annuellement leurs consuls et les autres officiers municipaux. Les rois y voyaient d'abord une atteinte directe à leur autorité souveraine : il leur était désagréable de penser qu'il existait dans leur royaume des officiers publics qui tenaient leurs pouvoirs d'une autre volonté que la leur. Cette considération mise de côté, les rois craignaient encore de ne trouver chez des magistrats élus ni assez de souplesse ni assez de docilité pour en obtenir les concours politiques et surtout financiers dont ils avaient besoin. Aussi ils ne se contentaient pas des rares occasions qui leur étaient offertes par une vieille tradition de substituer leur propre volonté aux choix des citoyens pour la création

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard, 8 septembre 1654. Les consuls avaient écrit à Ycard quelques mois auparavant (Même Reg., 10 mars 1654). « Nous nous sommes pris garde que, depuis que ceste ville a esté réunie à la couronne de France, tous les rois, successivement de règne en règne, ont confirmé les Conventions, Chapitres de Paix et privilèges de ceste ville par leurs lettres patentes dument vérifiées et enregistrées, mesme le feu Roy Louis XIII^e d'heureuse mémoire, ce qui est proprement une nouvelle prestation de serment, hommage et reconnoissance. Mais, comme toutes les fois que semblable chose a esté faite il n'a rien cousté à la ville, nous voudrions, s'il se peut, obtenir ceste mesme confirmation du Roi dujourdhuy, sans toutesfois qu'il nous coustast autres choses que les droits ordinaires que vous nous ferez, s'il vous plaist, scavoir à quoi il se monte, afin que là-dessus nous prenions nos mesures et que nous puissions en parler et donner ensuite charge de présenter pour ladite confirmation requeste à nostre nom que nous vous enverrons d'ici avec les dernières lettres de confirmation, car autrement la ville est pauvre et, comme il y a dix ans que nous nous en passons, nous tascherons aussi de n'en avoir pas de besoin, tout cela, à dire vrai, n'estant que ad melius esse, et n'ajoute ni diminue à nostre droit. »

des magistrats marseillais. Ils s'empressaient encore de saisir toutes les occasions favorables pour suspendre l'exercice du droit d'élection, en *créant* par lettres patentes les consuls et les autres officiers qui devaient être élus au Conseil du jour de Saint-Simon.

On ne considérait pas toujours, à Marseille, cette création des consuls par le Roi comme une violation formelle des franchises électorales. On y voyait plutôt l'exercice d'un droit que le Roi partageait avec les citoyens et dont l'usage était en quelque sorte réglementé. Une coutume fixait, en effet, les règles à suivre à cette occasion. « Il est bon de sçavoir, remarque Antoine de Valbelle, que, lorsque le Roy fait les consuls, il nomme les vingt-quatre conseillers, les huit des honneurs qui sont pris de ce mesme nombre, ceux qui sont eslus à la place des morts, les capitaines et les consuls ¹. » Les rédacteurs des lettres patentes de création prenaient la précaution de rassurer les Marseillais sur les conséquences de cette intervention royale, en introduisant cette formule qui en soulignait le caractère exceptionnel « pour ceste fois seulement et sans tirer à conséquence ny préjudicier aux privilèges, conventions, Chapitres de Paix, libertez, franchises, immunitéz et coustumes de ladite ville ² ».

Les Marseillais considéraient comme régulière l'intervention du Roi en deux circonstances. C'était, d'abord, quand le Roi publiait un nouveau règlement municipal. Cette publication était généralement due à l'intervention d'un parti dont la royauté croyait pouvoir escompter d'avance les services. Il était naturel qu'elle lui facilitât la possession des charges municipales. En 1492, Charles VIII avait fait suivre le règlement de Saint-Vallier des « noms des septante-deux personnages esleus et nommez par luy pour estre conseillers et du Conseil de la cité en la forme cy-dessus dite et déclarée pour commencement et introduction de ce nouveau Estat ³ ». De même, en octobre 1585, le règlement d'Angoulême était accompagné des lettres patentes par lesquelles Henri III procédait à la création des vingt-quatre conseillers, des trois consuls, de l'assesseur et des seize membres du Bureau ⁴. Il en sera encore ainsi en 1652, au moment de la publication du Règlement du Sort.

La royauté usait encore normalement de son droit d'intervention quand les divisions des partis étaient si profondes dans la ville et dans le Conseil qu'il était impossible de se mettre d'accord le jour de Saint-Simon. Dans ce cas, il se produisait ce qu'on appelait la *rupture du Conseil* et le Roi, informé de

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 75 v°.

2. Arch. com., BB. 6 octobre 1585. Lettres patentes de Henri III.

3. Arch. com., BB. Règlement de Saint-Vallier.

4. Arch. com., BB. Extrait du règlement d'Angoulême pour l'administration et création des officiers de l'Hostel de Ville de Marseille.

l'impuissance des citoyens à créer le Nouveau État, le créait lui-même, s'attribuant le rôle d'arbitre entre les partis auquel le destinait légitimement la fonction royale¹.

Bien que ces deux interventions fussent consacrées par l'usage, l'opinion publique était loin de s'y montrer favorable. Le parti même qui en profitait témoignait peu d'enthousiasme, même quand la création des consuls par le Roi résultait de la publication d'un nouveau règlement municipal, d'ailleurs ardemment désiré. « Il semble, dit Antoine de Valbelle, que le Roi choque nos privilèges et notre liberté quand il fait nos consuls². »

À plus forte raison, peut-on voir une entreprise véritable du Roi sur les libertés marseillaises quand la création des consuls a pour cause la rupture du Conseil. Cet événement peut être l'effet d'intrigues d'un parti qui veut se saisir du pouvoir à tout prix, qui se sait cependant en minorité dans le Conseil et qui, par ses violences calculées et préparées, cherche à empêcher l'élection de se faire régulièrement. Il lui suffira de s'être assuré du concours du gouverneur pour mettre le Roi dans son jeu et obtenir des lettres patentes de création³. Ainsi l'intervention royale, au lieu d'être légitime, devient arbitraire et les Marseillais ne sont plus assurés de jouir en paix de leurs franchises.

Ce qui justifie d'autant plus leurs défiances, c'est que les rois ne se contentent pas de ces occasions exceptionnelles, consacrées par l'usage, pour priver momentanément le Conseil de ville du droit de choisir les consuls et de pourvoir lui-même au remplacement de ses membres sortants. Quand le moment leur paraît propice, ils s'arrogent le droit de substituer leur initiative à celle des citoyens. Trois années de suite, de 1607 à 1609, Henri IV créa lui-même les consuls ou maintint en exercice ceux qu'il avait nommés l'année précédente. La première fois, en 1607, il donna pour raison que, le 28 octobre, en procédant, comme à l'ordinaire, à l'élection de leurs nouveaux officiers, les Marseillais avaient enfreint l'ordre qu'il leur avait donné de surseoir à cette élection jusqu'à ce que le duc de Guise, gouverneur de Provence, fût retourné dans son gouvernement⁴. Mais, l'année suivante, ce motif n'existant plus, le Roi se dispensa de justifier son acte⁵, et, en 1609, il manda au duc de Guise de faire retar-

1. *Mémoires de Valbelle*, 53 (année 1643). « ... Toute la question estoit s'il falloit attendre la rupture du Conseil avant que d'obtenir les lettres patentes, parce que le Roy n'a pas accoustumé de faire nos consuls que lorsque le Conseil se rompt, c'est-à-dire qu'on ne peut pas s'accorder à eslire de nouveaux consuls.... »

2. *Mémoires de Valbelle*, 953 v°. — Cette réflexion est faite à l'occasion de la création des consuls qui suivit la publication du règlement de 1652, dont le lieutenant de Valbelle avait été cependant le plus ardent promoteur.

3. Sur les combinaisons et les intrigues auxquelles on avait recours pour obtenir des lettres patentes de création, voir *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 53-57.

4. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 25, f° 93. Conseil du 6 décembre 1607.

5. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 25, f° 155. Conseil du 28 octobre 1608. « Lettre du Roy. — A Nos très chers et bien amés les viguier et consuls

der l'Assemblée jusqu'à ce qu'il eût pris sur les affaires de Marseille une décision à laquelle les affaires de l'Empire et de l'Allemagne ne lui laissent pas le loisir de penser : en attendant, il ordonnait de maintenir en charge les consuls de l'année précédente¹. Il semblait, à ce moment, que la royauté, devenue plus forte, voulût prendre l'habitude de pourvoir elle-même de ses consuls l'Hôtel de Ville de Marseille. Peut-être aussi Henri IV, à la veille de réaliser ses grands projets contre la maison d'Autriche, songeait-il à prévenir ainsi le retour d'une alerte semblable à celle que lui avait causée naguère l'affaire de Charles de Casaulx, qu'on avait accusé d'avoir voulu livrer Marseille au roi d'Espagne.

La mort inattendue de Henri IV était venue rendre aux Marseillais la libre disposition des charges municipales. Pendant la plus grande partie du règne de Louis XIII, les consuls avaient été régulièrement élus par le Conseil conformément aux prescriptions du règlement de Saint-Vallier². C'est seulement dans les dernières années de la vie de ce prince, pendant le gouvernement du maréchal de Vitry³, et surtout pendant le gouvernement du comte d'Alais, que la royauté parut disposée à reprendre la tradition interrompue depuis 1610⁴.

Il est assez difficile de déterminer exactement les mobiles qui

de Nostre ville de Marseille. De par le Roy, comte de Provence. Très chers et bien amés. Ayant fait choix de ceux que nous voulons servir en la prochaine année, commençant le jour Saint-Simon et Saint-Jude, aux charges de consuls, assesseur, capitaines et autres officiers de la Maison commune de Nostre ville de Marseille, Nous vous envoyons le rôle que Nous avons fait expédier avec l'acte de Nostre volonté sur iceluy, laquelle nous vous mandons et ordonnons que vous ayiez et observiez comme vous avez fait en la présente année dont Nous sommes très contents et satisfaits. Donné à Fontainebleau, le 22^e jour d'octobre 1608. »

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 25, f° 284. Conseil du 28 octobre 1609. Transcription d'une lettre du Roi au duc de Guise. « Mon neveu, j'ay receu hier la vostre dépesche du 12 avec le rôle de ceux qui peuvent estre nommez pour les charges de la ville de Marseille pour l'année prochaine et cela s'est rencontré que je suis maintenant occupé à d'autres importantes affaires, ayant ici des ambassadeurs tant de l'empereur que quasi de tous les princes d'Allemagne, que je suis contraint de remettre la résolution de vostre dépesche encore pour quelques jours. Vous en ayant cependant bien voulu advertir, afin que vous fassiez différer l'Assemblée qui a coustume de se faire pour ladite nomination jusques au retour de ceux qu'avez envoyés deçà qui vous rapportera ma résolution. — Escrit à Fontainebleau, le 19 octobre 1609. »

2. Voir Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n°s 25 à 29.

3. Le maréchal de Vitry a été gouverneur de Provence de 1631 à 1638. Le comte d'Alais lui succéda.

4. C'est en 1634 que Louis XIII crée les consuls par lettres patentes (Reg. n° 40, f° 194 v°). L'année suivante, les consuls en exercice reçoivent en octobre l'ordre de rester en fonctions « jusques aux ordres que Sa Majesté doit mander » (Assemblée du 27 octobre 1635, Reg. n° 41, f° 72). Les consuls nouveaux sont créés ensuite par lettres patentes du 22 octobre (Conseil du 13 novembre 1635, même Reg., f° 74). Le Roi justifie sa décision par la persistance des « divisions et brigues », qui lui ont dicté la mesure prise l'année précédente. Mais l'année suivante, les élections se font régulièrement au Conseil de Saint-Simon (Reg. n° 42, f° 151). Il en est de même en octobre 1638 (Reg. n° 43, f° 99). L'absence aux Archives communales du registre des délibérations de 1637-1638 ne permet pas d'affirmer qu'il en a été de même en octobre 1637.

L'ont poussée à agir ainsi. Les lettres patentes de création des officiers municipaux, pour cette période, donnent pour raison les « divisions et brigues » qui troublent la ville. Mais ces querelles pour la possession du pouvoir municipal sont de tout temps un des éléments essentiels de la vie politique de Marseille, et cependant le Roi n'intervient pas chaque année pour y mettre un terme. Peut-être Richelieu qui, en 1634, est sur le point d'intervenir directement dans la guerre de Trente Ans, veut-il se mettre en garde contre une surprise des Espagnols du côté de la Méditerranée en plaçant à la tête de l'administration municipale de Marseille des hommes dont il croit être sûr; peut-être espère-t-il obtenir des consuls qu'il a choisis lui-même des concours indispensables, en hommes, en navires ou en argent, pour la lutte qu'il va lui falloir soutenir contre la marine espagnole.

Cette dernière hypothèse paraîtra la plus vraisemblable si nous rapportons l'incident qui eut lieu à la séance du Conseil de Saint-Simon de 1636. A peine ce Conseil venait-il, selon les formes réglementaires, de procéder à l'élection des vingt-quatre des honneurs, qu'un gentilhomme marseillais, Louis de Félix, capitaine au régiment du maréchal de Vitry, se présenta porteur d'une lettre de celui-ci adressée aux consuls. C'était une demande d'« aide d'assistance de cinq à six compagnies de cent hommes pour employer au recouvrement des Isles de Sainte-Marguerite ». Après en avoir entendu la lecture, le Conseil protesta que les règlements lui interdisaient de délibérer sur des questions étrangères à la création du Nouveau Etat pour laquelle il avait été réuni spécialement ce jour-là. Il décida de renvoyer l'examen de la demande du gouverneur à une séance prochaine, et il poursuivit ensuite l'élection de ses officiers. Le gouverneur et le Roi ne lui firent pas rigueur de cette procédure : peu après, en effet, les consuls reçurent de Louis XIII une lettre où il leur faisait savoir qu'il « a eu agréable la création du Nouveau Estat, suivant les estatuts et autres privilèges de ceste ville¹ ».

En rendant aux Marseillais la liberté de choisir eux-mêmes leurs consuls, après les en avoir privés pendant deux années consécutives, la royauté escomptait les effets de leur reconnaissance. Elle cherchait même à les précipiter, puisque le gouverneur faisait faire une démarche le jour même de la Saint-Simon, n'ayant ni assez de patience ni peut être assez de confiance dans l'attachement des Marseillais à leur Roi pour attendre que cette reconnaissance se manifestât spontanément une fois que les consuls seraient entrés en fonctions.

C'est surtout pendant le gouvernement du comte d'Alais que des atteintes plus fréquentes devaient être portées au droit d'élection des citoyens de Marseille. Cependant, ceux-ci ne

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 42, f° 151 et suiv.

voulaient pas y voir les effets d'un système politique adopté par la royauté pour ruiner insensiblement leurs franchises. Ils croyaient, au contraire, que ces mesures n'avaient le plus souvent d'autre objet que la satisfaction de l'ambition du gouverneur ou des convoitises de son entourage. Il paraît certain, en effet, que le palais du gouverneur de Provence était, chaque année, le théâtre d'intrigues de toute sorte menées par les chefs des divers partis en présence pour s'assurer la possession du pouvoir municipal. Les serviteurs du gouverneur étaient l'objet de sollicitations, de flatteries ou de promesses qu'ils écoutaient avec complaisance. La création par lettres patentes des consuls de 1644 n'aurait pas eu d'autre cause, si nous en croyons Valbelle. Celui-ci rapporte, en effet, que, à cette occasion, « plusieurs disoient que Villeronde, secrétaire du comte d'Alais, avoit touché 200 pistoles pour le premier chaperon, que Chatagnier en avoit 50 et 80 pas de satin, et que Maure, notaire, avoit aussi acheté la charge de secrétaire qui estoit tombée au partage du maistre d'hostel¹ ».

Les défenseurs des libertés municipales essayaient de réagir, profitant parfois des bonnes dispositions des ministres pour obtenir des prescriptions susceptibles, si elles avaient été rigoureusement observées, de sauvegarder les franchises marseillaises. Tout cela était vain et souvent, au lendemain même d'une décision du Roi, on revenait à la pratique condamnée pour peu qu'il survint un événement qui fournit un semblant de raison à cette violation des engagements pris². C'est que la royauté, toujours en éveil, saisissait toutes les occasions favorables pour intervenir dans les affaires de Marseille. Les décisions mêmes par lesquelles elle ordonnait de respecter les règlements électoraux n'étaient qu'un moyen parmi tant d'autres de rappeler qu'elle avait le droit

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 125-127.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, liv. II, 1^{re} part., p. 2. « Par la déclaration et les lettres patentes de Sa Majesté en forme d'édit du mois de mars 1649, Sa Majesté avoit expressément ordonné que, pour assurer le repos et la tranquillité des villes d'Aix, de Marseille et d'Arles, il ne seroit désormais et à l'avenir rien innové aux coutumes de tout tems observées en ces trois principales villes pour les eslections consulaires et qu'à cest effet on n'auroit aucun esgard aux lettres patentes ou lettres de cachet qui pourroient estre données au contraire. » — Archives des Affaires étrangères, France, 1714, f^o 412. Le Roi aux consuls de Marseille, 22 octobre 1649. « De par le Roy. Très chers et bien amés. Lorsque Nous croyions que les habitans de Nostre ville de Marseille estoient entièrement délivrés de la contagion, Nous avons appris avec beaucoup de regret qu'elle a recommencé de nouveau par la communication durant les vendanges, et l'amour que Nous portons à vostre ville, à cause qu'elle s'est toujours maintenue dans le devoir et la fidélité qui Nous est due, Nous ayant porté à prendre soin particulier de sa conservation, Nous vous mandons et ordonnons, par l'avis de la Reine-Régente, Nostre très honorée Dame et Mère, de ne point tenir l'Assemblée qui a accoustumé de se faire au jour Saint-Simon prochain pour l'eslection et création des nouveaux consuls, Conseil et officiers de Nostredite ville et la surseoir pour six semaines, vous enjoignant cependant et à tous les autres qui sont de présent en charge dans la Maison commune de ladite ville d'en continuer l'exercice et en faire les fonctions pendant ledit tems, Nous donnant advis de l'estat de vostre ville le plus que vous pourrez. »

souverain de régler à sa guise toutes les questions intéressant la vie politique de cette ville.

La royauté disposait d'autres moyens pour entraver le libre exercice des franchises marseillaises. Autant que le droit de choisir librement les consuls et les autres officiers municipaux, le privilège de *non extrahendo* conférait à la ville de précieuses prérogatives et contribuait à asseoir solidement son autonomie. La royauté avait bien juxtaposé la juridiction de la sénéchaussée aux juridictions municipales, mais elle n'avait pas osé porter atteinte à cette vieille coutume consacrée depuis les Chapitres de Paix par tous les comtes de Provence. Elle avait cependant essayé de subordonner les diverses cours judiciaires qui siégeaient à Marseille, aux cours souveraines qui représentaient véritablement en Provence la justice royale, et, en particulier, au Parlement de Provence. Dès le xvi^e siècle, elle avait envoyé une chambre du Parlement tenir à Marseille des assises régulières : ce furent les Grands Jours, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler.

Si nous en croyons Ruffi, cette institution serait tombée en désuétude peu après l'année 1607¹. Cependant la royauté n'y avait pas renoncé, puisque nous la voyons reparaitre pendant le règne de Louis XIII. A ce moment, nous assistons à un nouvel effort tenté pour donner aux Grands Jours de Marseille une organisation régulière qu'ils n'avaient pas eue jusqu'alors, ce régime devant satisfaire à la fois la royauté, qui intervenait ainsi de plus près dans les affaires marseillaises, et les membres du Parlement dont les épices auraient été certainement augmentées dans une importante proportion par le fait des nombreux procès portés devant cette nouvelle chambre, dont la connaissance aurait dû leur échapper sans cela².

La première tentative faite pour instituer ce régime avait provoqué des troubles graves. Des habitants s'étaient portés à des excès et à des violences contre les magistrats de cette commission³. Pour venger cet outrage, le Roi ne s'était pas

1. *Histoire de Marseille*, II, 212.

2. Archives de la Marine, B¹ 49, f^o 52. *Cahier de Marseille, répondu le 15 juillet* (1625). « ... Vostredit Parlement a obtenu lettres patentes de Vostre Majesté portant permission de venir une fois tous les ans durant trois années, et après de venir de trois ans en trois ans une fois, ce qui reviendrait à la ruine et oppression du pauvre peuple que la nécessité ne porte que trop souvent, pour ne pouvoir payer et pour gagner le tems, aux procès en ayant la comodité, laquelle leur estant ostée ils pourront s'en retirer. »

3. Archives des Affaires étrangères, France, 1701, f^o 14. *Lettres patentes de juin 1623 concernant les Grands Jours de Marseille*. « Par l'advis que Nous avons reçu des insolences, attentats et desordres commis depuis peu de jours en Nostredite ville de Marseille par aucuns particuliers séditions contre l'autorité de Nostre justice en la personne des officiers de Nostre Cour de Parlement d'Aix qui, par Nostre commandement y avoient esté tenir les Grands Jours, ayant mesme lesdits séditions esto portés à un tel excez d'audace, temérité et impudence qu'ensuite des procez qui avoient esté faits par Nostdits officiers par contumace à aucuns habitans de Nostredite ville prévenus de crimes et de l'exécution qui

contenté d'approuver la décision prise par les commissaires de poursuivre leur session « tant et si longuement qu'il sera jugé nécessaire pour la recherche et punition des coupables desdits désordres », il avait aussi, par de nouvelles lettres patentes, prescrit que le Parlement enverrait tous les ans une commission tenir à Marseille une session des Grands Jours¹.

Les Marseillais ne s'étaient pas soumis avec bonne grâce. Les consuls s'étaient d'abord empressés de désavouer les excès commis par d'imprudents concitoyens², espérant peut-être par ce moyen détourner les effets de la colère légitime du Roi. Ils avaient ensuite attendu que le souvenir en fût effacé et, deux ans après, ils avaient essayé d'obtenir l'abolition d'une institution qu'ils déclaraient préjudiciable aux franchises politiques de leur ville et aux intérêts privés de leurs concitoyens. Ils profitèrent de l'envoi en Cour d'une importante députation pour négocier cette affaire. Le cahier dont les députés avaient été chargés contenait ce long passage destiné à convaincre le Roi de la nécessité de la mesure qu'on sollicitait de lui.

« Parceque, Sire, le nom et l'effet de Juste est très dignement donné à Vostre Majesté et que le principal de Vostre justice gist à conserver les bonnes et importantes villes de Vostre royaume, mesme celles qui n'ont jamais manqué à la fidélité et affection que tous bons sujets doivent à son Roy, dans les immunités et franchises que leur fidélité leur a fait accorder par des princes souverains, on supplie très humblement Vostre Majesté, faisant réflexion sur les actions immémoriales que Vostre bonne ville de Marseille a toujours rendues de la passion et sincérité qu'elle a tesmoignées à Vostre service, ne permettre que ce peu qu'elle en a et que Vostre Majesté a promis leur conserver leur soit osté au préjudice de Vostre promesse royale, mesme celui de *non extrahendo*, par lequel il est porté que les Grands Jours de Vostre Parlement de Provence, qui sont inutiles à Vostredite ville pour n'estre le Parlement que à cinq lieues loin, ne pourront y venir que lorsqu'ils en seront requis et suppliés par le corps de Vostre dite ville, ce néanmoins Vostredit Parlement a obtenu lettres patentes de Vostre Majesté portant permission de venir tous les ans durant trois années et, après, d'y venir de trois ans en trois

avoit esté faite de leurs personnes en effigie pour n'avoir pas esté appréhendés, selon les formes ordinaires de la justice et les lois et ordonnances de Nostre royaume, ils auroient entrepris en dérision et mespris de la justice de lever et pendre en figures de paille les président et conseillers de Nostredite Cour de Parlement qui sont en Nostredite ville avec escriteaux et libelles diffamatoires qu'ils ont attachés à la plupart des portes des maisons des officiers de Nostredite Cour. »

1. Lettres patentes du 17 juillet 1623.

2. Archives des Affaires étrangères, France, 1701, f° 14-15. Lettres patentes de juin 1623. « ... Considérant mesme par le ressentiment et desplaisir que les consuls et principaux habitans de Nostredite ville de Marseille ont tesmoignées à Nostdits officiers au nom de Nostre ville de ceste insolence.... »

ans une fois, ce qui reviendrait à la ruine et oppression du pauvre peuple que la nécessité ne porte que trop souvent, pour ne pouvoir payer et pour gagner le tems, aux procès en ayant la comodité laquelle leur estant ostée ils pourront s'en retirer. Et, parce qu'il pleust à Vostre Majesté, par l'article huitiesme du dernier cahier qui Vous fut présenté, d'ordonner que Vous y pourvoieriez selon le bien de Vostre service, repos et soulagement de Vos pauvres sujets de ladite ville, estant le profit de Vos sujets ce qui revient à leur descharge et soulagement comme de n'avoir pas si souvent ni si ordinairement les Grands Jours, non qu'ils n'honorent et craignent la justice comme tous bons sujets doivent faire, mais pour se descharger de cette surcharge vu mesme la proximité des lieux de Marseille et d'Aix, Vostre Majesté est très humblement suppliée et requise, en considération de la perpétuelle fidélité et affection de Vosdits sujets, qu'ils tascheront toujours d'augmenter davantage, et encore de la royale promesse qu'il Vous pleust leur faire quand ils eurent ce bien de Dieu de voir et jouir de la faveur de Vostre face, ne vouloir permettre que leurs privilèges leur soient ainsi ostés, ains en les leur confirmant, ordonner que les lettres patentes obtenues seront révoquées et que les Grands Jours ne pourront estre tenus à Vostredite ville de Marseille que lorsqu'ils en seront requis par les consuls et corps d'icelle¹.... »

Les députés obtinrent cette réponse : « La tenue des Grands Jours en la ville de Marseille, portée par les lettres patentes de Sa Majesté du 17 juillet 1623, a esté ordonnée pour bonnes considérations qui regardoient le bien de la justice et le bon ordre et tranquillité de ladite ville, partant Elle ne les peut révoquer quant à présent, voulant néanmoins pour l'avenir que la séance desdits Grands Jours soit tenue par l'ordre et commandement que Sa Majesté en donnera à sa cour de Parlement d'Aix, selon qu'Elle verra estre du bien de son service et repos de ladite ville² ». »

Les Marseillais n'obtenaient pas tout à fait gain de cause : le Conseil d'Etat maintenait le droit du Roi d'ordonner lui-même des assises des Grands Jours dans leur ville. Cependant, il ne maintenait pas le principe de la périodicité, qui aurait fini par violer trop ouvertement le privilège de *non extrahendo*. C'était là une de ces solutions bâtarde dont les rois de France avaient depuis longtemps l'habitude et qui leur permettaient de tenir tous leurs sujets à leur discrétion.

Au reste, les Marseillais n'avaient pas à se tenir en garde

1. Archives de la Marine, B7 49, f° 52. *Cahier de Marseille*, répondu le 15 juillet 1625.

2. *Ibid.* Réponse sur le cahier de Marseille : Quatrième article. La réponse est signée « Haligre, Brulart et de Mesmes. » Elle est ainsi datée : « Fait au Conseil d'Etat du Roy, à Fontainebleau, et depuis rapport à Sa Majesté le 15^e jour de juillet 1625 ». »

contre les seuls empiètements du Parlement de Provence. Il y avait à Aix une autre cour souveraine qui cherchait aussi à entreprendre contre leurs franchises. C'était la Cour des Comptes, Aides et Finances. Dans la première partie du *xvii^e* siècle, cette compagnie souleva à diverses reprises de graves conflits avec les officiers municipaux. Elle en poussa même un à un tel point qu'il faillit entraîner des mouvements séditieux.

Le même cahier de doléances de juillet 1625, qui contenait des représentations au Roi au sujet de la périodicité des Grands Jours, renfermait aussi une plainte fort vive contre la Cour des Comptes : les consuls lui reprochaient, entre autres choses, d'accueillir en première instance les plaintes des fermiers des gabelles de Marseille, au mépris d'un arrêt du Conseil donné le 23 août 1608, qui en réservait la connaissance au lieutenant de sénéchal, en premier ou en dernier ressort suivant leur importance¹. C'était, toujours, quoique sous une forme différente, la question du privilège de *non extrahendo* qui se posait de nouveau. Saisi de cette requête, le Conseil du Roi rendit un arrêt confirmant celui du 23 août 1608². Il ne paraît pas avoir été observé davantage puisque, en 1643, les consuls se plaignaient encore d'un nouvel arrêt par lequel la Cour des Comptes ordonnait que « les fermiers [de la ville] s'adresseront en première instance par-devant eux au préjudice des lettres patentes...

1. *Ibid.* « ... Et pour faire voir à Vostre Majesté que mesme les règlements et arrests de vostre Conseil ne sont observés, on Vous remonstre que, encore que par l'arrest d'iceluy donné le 23^e aoust 1608, sur le différend des juridictions entre la Cour de Parlement et celle des Comptes, Aides et Finances de Provence, soit établi un règlement entre les deux compagnies souveraines par lequel, voulant non seulement pourvoir à l'union d'icelles et faire cesser leurs contentions mais encore prendre un particulier souci du soulagement du peuple, auroit par le 22^e article dudit arrest ordonné que les causes des tailles, aides et gabelles qui n'excéderoient cent sols seraient jugées en première instance par lesdits lieutenans et par appel à la Cour des Aides. Et bien que ledit arrest dust estre gardé comme une loi perpétuelle et inviolable, ce néanmoins les fermiers des gabelles de Marseille, au lieu de s'adresser en première instance par-devant le sénéchal de ladite ville, se retirent à la Cour des Aides au greffe de laquelle ils lèvent leurs contraintes et, ayant fait les saisies, y assignent les parties lesquelles, pour réduire la peine et l'incommodité d'aller plaider hors leur domicile, entrent en des compositions désavantageuses avec lesdits fermiers qui font infinies extorsions pour lesquelles on ne peut recourir à la justice. Et d'autant, Sire, que l'article 22^e dudit arrest regarde le soulagement de vostre peuple et qu'il a esté ainsi ordonné sur de bonnes et justes considérations, Vostre Majesté est très humblement suppliée d'ordonner que défenses seront faites à Vostredite Cour des Aides d'y contrévenir ny prendre en première instance aucune connoissance du fait desdites gabelles à peine de nullité des procédures et que mesmes inhibitions et défenses seront faites au fermier de s'adresser en première instance que par-devant ledit lieutenant à peine de mille livres. »

2. *Ibid.* Réponse sur le Cahier de Marseille, 3^e article. « Accordé, et seront les causes en fait d'aides, gabelles, lattes et inquants (entre les fermiers des droits de la ville et les particuliers) qui n'excéderont cent sols vuidées et jugées en dernier ressort par le sénéchal de Provence ou son lieutenant à Marseille, et les autres qui excéderont jugées en première instance par ledit lieutenant et, par appel, en la Cour des Aides suivant et conformément l'arrest du Conseil du 23^e aoust 1608. »

par lesquelles, en première instance, ils se doivent adresser au sieur lieutenant de ceste ville¹ ».

Il est vrai que, sur cette question comme sur celle des Grands Jours, l'arrêt du 15 juillet 1625 n'avait accordé aux Marseillais qu'une demi-satisfaction. Les députés avaient, en effet, présenté dans leur cahier une requête qui avait pour objet de mettre tous leurs privilèges à l'abri de toute atteinte des deux Cours souveraines de Provence, en sollicitant une évocation générale au Conseil du Roi². Leur demande avait été repoussée. « Sa Majesté, leur avait-il été répondu, entend maintenir les supplians en leurs privilèges, sans toutefois oster la connoissance à ses Cours de Parlement, Comptes et Aides de Provence des différends qui pourroient naistre sur iceux; mais s'il intervenoit arrest desdites cours pour raison desdits privilèges auquel il fust évident que la justice et la grâce de Sa Majesté ne leur eust pas esté gardée et conservée, en ce cas il leur sera pourveu au Conseil de Sa Majesté ainsi que de raison³. »

En se réservant, d'une part, la faculté d'intervenir, le cas échéant, la royauté affirmait son droit souverain de trancher à sa guise et dans son seul intérêt les conflits à venir entre Marseille et ses Cours de Provence. En reconnaissant, d'autre part, à celles-ci le droit de prononcer sur les affaires de cette ville, elle multipliait les occasions de conflit et, partant, se procurait de fréquents prétextes pour se mêler de ces affaires, faire prévaloir sa manière de voir, et, en dernière analyse, restreindre de plus en plus les franchises marseillaises.

Entre ces corps privilégiés et rivaux, les différends ne pouvaient, en effet, manquer de se produire. A peine un venait-il d'être réglé, qu'il en surgissait un autre. Au commencement de l'année 1643, il en éclata un particulièrement grave, qui causa quelque effervescence dans la ville, menaça d'entraîner de graves conséquences, et ne laissa pas que d'être fort long à trancher

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard, 27 janvier 1643.

2. Arch. de la Marine, B⁷ 49, f^o 52. *Cahier de Marseille*. « Et pour donner encore moyen à ceste pauvre ville de reprendre son ancien lustre et se remettre aucunement dans son premier estat, mesme qu'il plust à Vostre Majesté de sa grâce royale à Son heureuse et joyeuse entree en icelle promettre de conserver Vosdits sujets dans la faculté de leurs privilèges et franchises que tous ces grands Rois, Vos prédécesseurs, leur ont librement accordés et mesme de très glorieuse et immortelle mémoire Henry le Grand Vostre père, lesquels chacun tasche de leur retrancher, mesme les Cours de Parlement et des Comptes, Aides et Finances de Provence pour la connoissance aux occasions qu'ils en veulent prendre contre le devoir et la raison car, depuis que nous les tenons de tous les Rois Vos prédécesseurs et de Vostre Majesté particulièrement, nous arrivant différends et difficultés sur iceux, nous ne devons avoir ni reconnoistre pour juges en ce cas que Vostre Majesté et Nosseigneurs de Son Conseil. C'est pourquoi, Sire, Vous estes tres humblement supplie que toutes les difficultes et différends nés et à naistre qui regarderont et concerneront nosdits privilèges et immunités, la connoissance en soit evoquee à Vostre Conseil et ne pourront estre jugés que par Vostredit Majesté et Nosseigneurs de Vostredit Conseil.... »

3. *Ibid.* « Réponse sur le cahier de Marseille. — 2^e article. »

par le fait de la mauvaise volonté du gouverneur et de l'intendant à l'égard de Marseille.

Poursuivant son dessein de s'ingérer dans l'administration financière de la ville, la Cour des Comptes avait rendu un arrêt ordonnant au trésorier du port de rendre ses comptes devant elle. Jusqu'alors, ce personnage, élu par le Conseil de Saint-Simon dans les mêmes formes que le trésorier de la ville, avait, comme celui-ci, présenté le compte rendu de sa gestion à des auditeurs des comptes désignés par le Conseil, qui les avaient vérifiés et lui en avaient donné quittance au nom de l'administration municipale¹.

Déjà, en 1615, la Cour des Comptes avait prétendu rompre cet usage : des lettres patentes lui avaient donné tort et, depuis, elle avait respecté ce privilège de Marseille². Croyant le moment venu de faire revivre ses prétentions, elle avait pris ce nouvel arrêt, rendant les consuls et les autres officiers municipaux responsables sur leurs biens propres de son exécution.

En droit, aucune raison ne paraissait justifier un arrêt aussi sévère. Aussi les consuls en attribuaient-ils la cause à une affaire particulière dans laquelle se seraient trouvés engagés les intérêts du premier président, de Séguiran. Celui-ci, propriétaire d'une machine propre aux travaux de la cure du port, aurait demandé aux intendants de la mettre en usage, en s'engageant à s'en servir pendant dix ans. Les intendants avaient refusé, alléguant leur qualité de magistrats annuels et l'impossibilité où ils se trouvaient pour cette raison de prendre des engagements à une aussi longue échéance³. De là, la mauvaise

1. Cette longue affaire est exposée dans une série de lettres écrites par les consuls à l'avocat de la ville au Conseil et au comte d'Alais, alors à la Cour, du mois de janvier au mois de juin 1643. Ces lettres sont réunies dans le Reg. I de la *Correspondance des consuls*. Un moment interrompue, la correspondance sur ce sujet reprend l'année suivante : nous aurons l'occasion de citer quelques lettres des consuls à Ycard et une lettre de ce dernier à ses commettants, écrites en 1644. — La première lettre qui saisit Ycard de l'affaire est du 27 janvier 1643. Elle en expose le début en ces termes : « Voici maintenant une vexation nouvelle et bien fascheuse, de laquelle il faut que nous nous tirions en toutes les façons du monde et que vous nous annotiez et disiez ce qu'il nous faudra faire pour parvenir au but de nostre intervention et nous délivrer d'oppression. Messieurs de la Cour des Comptes de ce pays ont donné un arrest, à la requeste du procureur du Roy, portant que le trésorier des deniers du port de ceste ville rendra compte de son administration par-devant eux. Et, à faute de l'avoir fait, leur animosité s'est portée à ce point que, par autre arrest, ils ont condamné nous, les Conseillers de nostre Maison commune, les intendans du port et leur trésorier en 6 000 l. d'amende en nos propres et laxé *exigat* pour le recouvrement d'icelle, ce qui est une chose insupportable. Il faut noter que, de tout tems immémorial, les comptes de l'administration du port ne sont rendus que par-devant les auditeurs des comptes créés par le Conseil de nostre Maison commune et ce, suivant nos anciens réglemens et statuts et privilèges de nostre ville. »

2. Les consuls à Ycard, 27 janvier 1643. « Il est vray qu'en 1615, lesdits sieurs de la Cour des Comptes voulurent attenter sur ceste ancienne coustume et en avoir la jurisdiction. Mais, par lettres patentes du Roy, ils furent inhibés et nous maintenus à nostre estat ancien. Depuis, il ne s'estoit point parlé de ceste affaire jusques auxdits arrests, dernièrement donnés. »

3. *Ibid.* « Ces arrests dernièrement donnés... ont pris leur origine de ce que

humeur du premier président, qui se serait vengé sur la ville tout entière de ce refus. Du moins, les consuls de 1643 ne voyaient pas d'autre raison à la méchante querelle que leur cherchait la Cour des Comptes. Appelés à reprendre devant le Conseil du Roi la poursuite précédemment engagée et laissée en suspens pendant quelques mois, leurs successeurs répondaient à Yeard, qui leur demandait des précisions sur l'origine de l'affaire, qu'aucun document en leur possession ne donnait d'éclaircissement à ce sujet¹. C'est donc pour la satisfaction des seuls intérêts privés du premier président que la Cour des Comptes allait poursuivre avec passion l'exécution intégrale de l'arrêt rendu contre Marseille.

Ce n'avait pas été par une vaine menace que la Cour avait ordonné de rendre responsables sur leurs biens propres les divers officiers municipaux à qui revenait le soin de faire exécuter sa décision. Les délais observés en pareille circonstance étaient à peine écoulés que, sans tenir compte de l'opposition régulière des consuls et de leur requête au Conseil d'État aux fins d'évocation devant la Cour des Aides de Montpellier², l'arrêt recevait une première et rigoureuse exécution. Sur l'ordre de la Cour, une saisie était opérée dans une ferme, située sur le terroir d'Aix et appartenant au premier consul, Jean de Riquetti : les récoltes étaient mises sous séquestre, les meubles enlevés et les animaux domestiques conduits à Aix. Peu après, on saisissait aussi à Aubagne des créances que l'assesseur Pierre d'Albert avait sur cette ville³. La vengeance du premier président ne s'en

M. de Séguiran, premier président en ladite Cour, ayant une machine et engin pour la cure du port, proposa aux sieurs intendans dudit port de l'année passée de la faire travailler pour dix ans, ce que lesdits intendans refusèrent à juste titre ne pouvant, par raison, consentir à l'emploi de ladite machine que pendant le tems de leur exercice qui n'est que d'une année. La promptitude et violence dudit sieur président fit naistre au mesme tems tous ces arrests y ayant de ce refus et un autre encore duquel vous aurez ouï parler.... »

1. Les consuls à Yeard, 24 mai 1644. « Nous verrons les actes que vous nous demandez ou autres qui pourroient servir à discerner l'origine de la pique de ladite Cour et les vous enverrons tous l'ordinaire prochain.... » — Au Même, 7 juin 1644. « Et par raison des actes que vous nous demandez pour l'affaire de la Cour des Comptes, pour faire voir le sujet de la pique, ils ne peuvent de rien servir car, par iceux, n'est donné aucun esclaireissement. »

2. Les consuls à Yeard, 27 janvier 1643. « Il est question que nous nous voulons pourvoir contre lesdits arrests et faire valoir nos lettres patentes, privilèges et anciennes coustumes et nous tirer de la connoissance de ces Messieurs et travailler vigoureusement pour avoir une évocation générale de toutes nos causes, tant pour le présent que pour l'avenir à la Cour des Aides de Montpellier. Il faut à cela porter vostre esprit et nous indiquer les moyens pour y parvenir.... Il faut remarquer qu'ils n'ont jamais voulu vérifier lesdites lettres patentes qui leur ont esté intimées et, nonobstant icelles au préjudice de la volonté du Roy, ils ont donné lesdits arrests, ce qui semble un sujet assez bastant pour avoir ladite esvocation, indiquant suffisamment la mauvoise volonté qu'ils ont contre nous et le désir qu'ils ont de dévorer une bonne partie des deniers qui s'emploient à la cure du port, au détriment du service du Roy, de nostre ville et son commerce.... »

3. Les consuls à Yeard, 17 février 1643. « En ce qui regarde Messieurs des Comptes, leur animosité, mais à vrai dire celle du seul président Séguiran a esté si grande et s'est portée à tels excès d'extrémité que, pour les amendes men-

tenait pas la : ses agents s'acharnaient contre le premier consul, le seul peut-être des officiers municipaux qu'ils pussent atteindre à cause de sa propriété située hors du territoire de Marseille. Il n'était pas jusqu'au malheureux granger de Jean de Riquetti à qui il ne fût défendu de prendre le bois et les autres provisions de la campagne dont il pouvait avoir besoin pour son usage personnel¹.

La rigueur de ces exécutions avait causé beaucoup d'émotion dans la ville². Les consuls redoutaient qu'il n'y éclatât un mouvement séditieux, lorsque viendrait le moment de la cueillette des foin et des fruits, sur lesquels les huissiers de la Cour pourraient aussi mettre la main. Désirant avant tout écarter ce danger, les consuls pressaient Ycard de poursuivre d'abord la mainlevée du séquestre³, consentant à attendre le retour en

tionnées en l'arrest duquel nous vous avons envoyé copie et ensuite de l'*exigat* laxé par ledit arrest, il a fait ravager une grange de M. de Riquetty, premier de nous, au terroir d'Aix, à laquelle il a fait découpler les bœufs qui labourent au joug, saisi tous les grains, emporté les meubles et laissé la maison en désolation, en telle sorte que c'est plutôt une action d'hostilité que d'apparence de justice. Ils ont emmené à Aix seize bœufs, quatre mules, tous les troupeaux de menu bétail et les ânesses de leur service et, à dire en un mot, fait un coup de petite guerre et fourragé tout le lieu. Et de plus, ils ont fait saisir à Aubagne des capitaux de Monsieur notre assesseur et vont continuant de nous faire le pis qu'ils peuvent. » — Voir la lettre des consuls au comte d'Alais, 17 mars 1643.... « Enfin, Monseigneur, ladite Cour des Comptes, abusant de son autorité au mépris des ordres et de la volonté du Roy, s'est portée dans un tel excès de passion que, en haine de ce que nous n'avons pas, avec raison, voulu consentir à ceste prétendue reddition des comptes, elle a rendu un arrest qui laxé *exigat* de 6 000 l. d'amende contre nous, les Conseillers de nostre Maison commune et les intendans du port et fait saisir, en forme d'iceluy, avec ravages extraordinaires, une grange du sieur de Riquetty, premier de nous, fonds et fruits, emporter tous les blés et autres grains de la provision de la maison, prendre tout son bétail, gros et menu, jusques aux bestes aratoires sous le joug, emmener et traîner le tout à Aix, comme un pillage de petite guerre. Elle a de plus saisi divers capitaux et pensions que le sieur d'Albert, nostre assesseur, a sur la commune d'Aubagne et va, exerçant contre nostre ville, toutes les indignités et mauvois traitemens qu'elle se peut imaginer.... »

1. Les consuls à Ycard, 10 mars 1643. « Mais ces Messieurs des Comptes nous serrent le bouton de si près et continuent leur mauvoise volonté avec tant de passion et de violence que, ayant fait establir des sequestres à la grange de M. nostre premier consul pour nous piquer et desplaire, s'en formalisent si extraordinairement que défendent mesme au granger de couper de bois nécessaire pour son usage. » — Voir la lettre au comte d'Alais, du 17 mars : « Après, elle a établi des sequestres au régime des fruits de ladite grange lesquels, par une insolence intolérable, défendent mesme, suivant leurs ordres, aux grangers de se servir des broussailles de bois pour la nécessité de leur usage. »

2. Les consuls à Ycard, 17 février 1643. « Nous ne sommes pas sans peine de contenir nostre monde et quand nous sommes enquis de ces indignités et insolences, nous ne nous en osons quasi pas plaindre ni le faire esclater de peur de quelque grand désordre. »

3. Les consuls à Ycard, 10 mars 1643. « De façon que, pour tourner et esviter leur malice par voie juridique et licite, quoiqu'ils en soient entièrement sortis, il faut de nécessité poursuivre ceste affaire et la mettre à tel sens au moins que, au tems de la cueillette des foin, nous n'ayons pas ces obstacles de sequestres en teste. Et, pour cest effet, nous vous prions très instamment d'y employer toutes vos forces et celles de vos amis, car, assurément, il arriveroit quelque notable désordre, ce que nous désirons esviter de tout nostre pouvoir.... » — Au Même, 17 mars 1643. « Tellement que nous sommes d'avis de ne nous mettre point à la mer sans voir le calme et supercéder encore pour quelques tems à la poursuite

Provence de l'intendant de Vautorte, à qui ils voulaient bien laisser le soin de trancher l'affaire au fond ¹.

Les consuls croyaient pouvoir compter sur le concours bien-vieillant du comte d'Alais et de l'intendant. Quand celui-ci était parti pour son expédition au secours de Tortose, ils lui avaient fait savoir que Marseille était disposée à aider le Roi dans cette entreprise ². Ils espéraient qu'on saurait gré à leur ville de cette marque de bonne volonté et qu'elle ressentirait les effets de la reconnaissance royale à l'occasion de sa querelle avec la Cour

de nosdites affaires au fond, sans désister cependant de moyenner la main-levée des saisies faites par ladite Cour des Comptes et tascher de l'obtenir provisionnellement, de crainte qu'attendant de faire juger lesdites saisies avec le principal de la question, la fin n'en tarde trop et outre-passe le tems de la cueillette ou récolte des fruits lesquels les sequestres établis se voudront juger de percevoir, auquel cas il arriveroit assurément quelques notables inconvénients. » — Au Même, 24 mars. « Et à présent nous persistons très justement et nous redoublons la prière que nous vous avons faite d'employer toutes vos forces pour nous faire avoir main-levée des choses saisies et n'y espargner tout du monde ni amis ni argent de peur de quelque grand inconvénient infaillible si la cueillette ou récolte des fruits nous surprend auparavant ladite main-levée. » — Au Même, dernier mars 1643. « Vous ferez donc, s'il vous plaist, toutes vos diligences et apporterez tous vos soins pour avoir ladite main-levée dans l'appréhension que nous avons que le retardement de l'obtention d'icelle ne cause quelque sinistre événement comme nous vous avons dit par nos précédentes. »

1. Les consuls à Ycard, 17 mars 1643. « Vostre pensée sur le renvoi à M. de Vautorte pour avoir son avis est très bien prise, mais dans la résolution que nous avons le sujet nous est indifférent, car nous voulons absolument nous desliver et sortir des prétentions qu'on a sur nous et accommoder le tout si nous pouvons avec le sieur de Vautorte.... Comme nous vous avons dit ci-devant, il a esté en ceste ville et il y a eu quelque commencement au traité de nos affaires, mais rien de résolu, ne s'estant pu arrester ici. Il est parti en haste pour pourvoir promptement au secours de Tortose assiégée par les ennemis, suivant l'ordre du Roy que M. le comte de Carcès lui a remis.... » Au Même, 7 avril 1643. « Nonobstant l'arrêt de renvoi à M. de Vautorte, il faut de nouveau faire vos diligences possibles pour avoir la main-levée dont est question. C'est pourquoi il ne faut rien négliger et y employer tout. En ce qui regarde le fonds, ces messieurs qui nous veulent tenir sous la férule en pourront estre satisfaits, quoique s'ils se veulent payer de raison et de justice vous avez moyen de leur faire voir nostre droit indubitable et certain... toutefois, quand ils voudront renvoyer la connoissance du fonds à M. de Vautorte, il n'y aura pas danger.... Si ne fût l'absence de M. de Vautorte, l'affaire seroit terminée, car nous n'avons autre désir que d'en sortir. Mais il n'est point encore de retour du voyage qu'il a fait à la coste pour le service du Roy : nous l'attendons avec devotion pour conclure tout et adoucir par nos effets les esprits qui nous sont contraires.... »

2. Les consuls à Ycard, 17 mars 1643. « Nous voulusmes tesmoigner à mesdits sieurs (de Vautorte et comte de Carcès), à ceste occasion, la bonne volonté et zèle que nous avons pour le service du Roy et, ayant appris ceste nouvelle le lendemain du départ du sieur de Vautorte, nous despeschasmes un courrier exprès pour leur offrir tout ce qui pouvoit estre à nostre puissance pour l'avancement dudit secours et les assurer que nous n'attendions que leur ordre pour effectuer ce qu'ils trouveroient bon que nous fissions pour ce sujet. Ils reçurent nostre offre en très bonne part et nous en remercièrent courtoisement par leurs lettres, nous assurant qu'ils feroient scavoir au Roy l'affection que nous avons pour le service de Sa Majesté et la publieroient en Cour. Et, par la lettre dudit sieur de Vautorte, il nous dit notamment que M. le comte de Carcès recevoit nostre offre et si, dans ceste occasion, il avoit besoin de quelque chose il s'adresseroit volontiers à nous; qu'il ne pouvoit encore nous dire ce qui en seroit, ne voulant nous employer qu'en cas de nécessité pour rendre nostre service plus agréable au Roy. Nous sommes depuis attendant les commandemens de mesdits sieurs pour les mettre à exécution et faire voir, en effet, comme nous scavons servir le Roy au besoin, attendant le retour de M. de Vautorte pour conclure avec lui toutes nos affaires. »

des Comptes. Ils avaient même attendu d'avoir réalisé l'offre qu'ils avaient faite, pour adresser au comte d'Alais, alors à la Cour, leur protestation contre l'arrêt de la Cour des Comptes¹. Mais ils s'étaient mépris sur les bonnes dispositions du gouverneur. Celui-ci ne leur prêta pas le concours espéré. D'abord, il différa de répondre et renvoya Ycard « après feste pour parler d'affaires². » Puis, sur une nouvelle démarche, il se prononça catégoriquement contre les prétentions des Marseillais, ignorant ou feignant d'ignorer les promesses qu'ils avaient faites à de Vautorte.

Cette attitude ne laissa pas que de décourager un moment les consuls : ils ne renoncèrent pas cependant à faire valoir leurs droits et à essayer d'en imposer la reconnaissance et le respect.

« Nous nous sommes assurés, écrivaient-ils à Ycard le 28 avril, par le discours que vous nous faites, que Mgr nostre gouverneur n'a point de bonne volonté pour nous et d'autant plus par une lettre qu'il nous a escrite qui est tellement crue et mal satisfaisante de personnes oppressées que nous ne voudrions pas l'avoir reçue pour le degoust de nos habitans. Il est question de ne perdre point courage, quoique nous soyons abandonnés et que mesme, suivant la collation qui se fait du discours de mondit seigneur le comte, M. de Vautorte, à qui nous avons déclaré la bonne intention et unique volonté que nous avons de donner tout contentement à Sa Majesté et qu'il n'estoit seulement question que des formes afin qu'à l'avenir nos immunités et privilèges

1. Les consuls à Ycard, 17 mars 1643. « Suivant vostre avis, nous vous envoyons une lettre pour Mgr nostre gouverneur par laquelle nous lui récitons nos mauvaises affaires et implorons son assistance, lui faisons sçavoir les termes auxquels nous sommes avec M. de Vautorte et le supplions de nous estre favorable. Vous verrez la lettre que nous avons laissée ouverte avec le cachet volant que vous fermerez après et rendrez si vous plaist audit seigneur et lui direz en passant ce qui s'est passé en la démonstration de nostre bonne volonté à l'occasion dudit secours de Tortose n'ayant pas trouvé à propos d'en parler à Sa Grandeur par nostre lettre et apprendrez si M. de Vautorte lui a point escript pour le fait du traité de nosdites affaires et nous en donnerez avis et des discours qu'il vous aura tenus. » — Le même jour les consuls écrivent au comte d'Alais. « Monseigneur, comme en l'esloignement du soleil les régions qui en souffrent sont plus sujettes aux tempestes, en l'absence de Vostre Grandeur nostre ville se trouve dans l'orage de quantité d'affaires qui la troublent. Nous prenons la hardiesse de Lui en communiquer les principales avec la mesme confiance que les enfans ont à leurs pères, desquels ils ne peuvent espérer que tout appui et soulagement. En premier lieu, Monseigneur, la Cour des Comptes de ce pays malmène et bafoue nostre ville d'une estrange façon. » Après avoir exposé leurs griefs contre cette compagnie, indiqué un autre différend survenu entre eux et les Procureurs du Pays, les consuls terminent en ces termes : « Vous estes, Monseigneur, nostre unique refuge. Aussi, nous recourons à Vostre Grandeur comme à nostre asile et La supplions, au nom de Dieu, de tenir la main à l'ajustement de ceste affaire, d'informer le Roy de nos bons desirs, de l'injure que sa ville reçoit et des oppressions qui nous sont faites et recommander nostre droit à Messieurs de son Conseil et, dans le ressentiment d'une éternelle obligation, tous nos habitans porteront leurs vœux affectionnés à Dieu pour la conservation de Vostre Grandeur et nous particulièrement, qui attendons le bien de Son bon retour, sommes avec dévotion, etc. »

2. Les consuls à Ycard, 14 avril 1643.

ne se trouvassent pas lésés par nos actions, nous a notoirement trompés ayant dit absolument à Mondit Seigneur que nous n'en voulions rien faire. Tellement qu'il ne faut avoir confiance qu'à nostre bon droit et pousser la poursuite de nostre main-levée avec vigueur, car si Messieurs, qui seront nos juges, daignent voir tant soit peu nos titres et raisons, il faudroit qu'ils fussent despourvus du sens commun ou des ennemis-nés du repos de nostre ville pour nous desnier nostre main-levée, pour l'obtention de laquelle nous vous avons dit de n'espargner rien comme nous vous disons encore et toutes les despenses que vous scauriez faire sur ce sujet vous seront pleinement accordées et nous serons très aises d'avoir contentement par le moyen seul de vostre bonne intelligence, adresse et entremise sans estre tenus ni obligés à autres personnes ¹.... »

Cette obstination fut récompensée. Ycard obtint, en effet, un arrêt de mainlevée et les consuls satisfaits de cette solution, qui écartait les complications redoutées, se résignèrent à attendre des circonstances plus favorables pour faire trancher le fond du litige ². Un an après, au mois de mai 1644, l'affaire était encore pendante et les consuls, alors en exercice, ne paraissaient pas avoir été plus pressés que leurs prédécesseurs de la faire régler définitivement ³. C'est seulement au mois d'octobre sui-

1. Ces instructions étaient confirmées par deux autres lettres des 5 et 12 mai 1643. Dans la première, les consuls s'exprimaient ainsi. « Comme vous avez vu par nostre précédente et vous nous dites par la vostre que nous venons de recevoir, il n'est plus tems de s'amuser et rallier à l'assistance de Mgr nostre gouverneur, puisqu'il n'a point de bonne volonté pour nous, mais il faut employer tous vos efforts pour faire valoir la justice de nostre cause, qui est tellement claire qu'il ne faudroit avoir point des yeux pour ne la voir et discerner. Néanmoins, comme le droit plus certain demande d'estre appuyé, il ne faut espargner ni amis ni sollicitations ni argent pour obtenir la main-levée qui nous est nécessaire absolument et tout ce que vous ferez pour ce sujet vous sera entièrement alloué. Il faut si vous plaist observer en la poursuite et obtention de ladite main-levée de l'avoir provisionnellement car nous redoutons deux choses, la première que, voulant toucher l'affaire au fond, la main-levée ne tarde trop à venir et que nous ne tombions dans le malheur que nous craignons; l'autre que, dans la posture où nous nous trouvons à présent, par la mauvoise volonté et nonchalance des personnes qui ne nous sont guère affectionnées jointes à la puissante sollicitation des députés de la Cour des Comptes qui se trouvent en Cour nostre affaire n'aille très mal si elle se juge dans ceste conjoncture.... » La lettre du 12 mai commençait ainsi : « Il n'est plus tems de s'amuser près de Mgr nostre gouverneur pour mendier sa faveur, pour nous faire obtenir nostre-main-levée, car il n'a point de bonne volonté pour nostre ville.... C'est pourquoy il faut que tout le bien de ceste affaire parte de vostre intelligence et bonne conduite et de la justice de nostre cause.... »

2. Les consuls à Ycard, 9 juin 1643. « Il n'est plus question de justification. Vostre bonne volonté a produit son effet dans nostre ville et nous vous restons obligés. Nous emploierons cependant l'extrait de l'arrest de main-levée que vous nous avez envoyé tout à tems, attendant l'ordinaire prochain que nous le recevions dans la forme qu'il faut. » Au Même, 16 juin 1643. « Nous avons reçu l'arrest de main-levée en la forme qu'il faut et dès lors que nous l'aurons fait intimer et fait faire commandement au procureur général et envoyer les motifs des arrests, nous vous en tiendrons averti. Et cependant faut faire halte à l'affaire, attendant de le faire bien à propos. »

3. Les consuls à Ycard, 3 mai 1644. « Pour regard du procès contre Messieurs de la Cour des Comptes, puisqu'ils sont obligés de faire porter au Conseil le

vant, que leur avocat leur apprit qu'elle était en état d'être rapportée au Conseil dans des conditions particulièrement favorables, le rapporteur étant un de ses amis, encore qu'il ne répondit complètement du succès qu'à la condition d'obtenir une recommandation du gouverneur ¹.

En fin de compte, c'est donc véritablement au profit de la royauté que travaille la Cour des comptes, puisque le Roi est pris comme arbitre entre les deux parties et que son Conseil ne prononce en faveur de la ville que si le gouverneur veut bien lui accorder son appui. Ainsi ces empiétements successifs ont pour effet de remettre toujours en question les libertés marseillaises et d'habituer insensiblement les habitants à cette idée qu'ils n'en jouissent que par la volonté toute-puissante du Roi.

En général, le Roi règle sa conduite sur l'empressement que les consuls et le Conseil de ville mettent à répondre à ses demandes de subsides. En cette matière, il rencontre des résistances encore plus opiniâtres de la part des Marseillais qui opposent à ses exigences des privilèges très étendus et très précis. Tantôt le Roi croit devoir en tenir compte; tantôt, quand il est pressé par de grands besoins d'argent, il persiste dans sa demande, provoquant des conflits autrement graves que ceux qui surgissent à propos d'affaires politiques. Comme les exigences financières de la royauté vont se multipliant, à mesure que grandit son rôle européen, les contestations fiscales avec les Marseillais vont aussi en augmentant. Elles créent un état de défiance et de malaise qui s'exaspérera insensiblement et contribuera plus que toute autre cause à la politique de rigueur que la royauté finira par adopter à l'égard de Marseille.

En vertu des Chapitres de Paix de 1257 et d'une clause du testament de Charles d'Anjou, acceptée et confirmée par Louis XI, son héritier, les habitants de Marseille étaient exempts du paiement de toutes les taxes seigneuriales et, en particulier, des droits de foraine perçus sur les marchandises entrant dans leur ville ou en sortant par mer ². Ce privilège avait été à peu près

motif de leur arrest touchant la reddition des comptes de la gabelle du port, qu'ils prétendent leur appartenir, il me semble que nous ne devons pas nous en presser et que, à faute de donner ledit motif, le Roy nous rendra justice. »

1. Ycard aux consuls, 27 octobre 1644 (Arch. com., *Lettres reçues*, liasse Y). « La deuxiesme affaire est celle contre la Cour des Comptes sur ce qu'elle vous voudroit obliger de rendre vos comptes de la cure du port. Ceste affaire est toute instruite et j'ai fait commettre pour rapporteur M. Brocé, qui me fait l'honneur de m'aimer. Mais il seroit à propos de retirer de Mgr le gouverneur une lettre de recommandation pour Mgr le chancelier et me l'envoyer au plus tost afin que je puisse faire juger l'affaire en ce quartier où nous avons facilité. »

2. Archives de la Marine, A¹ III, 14-20. — Arrêt du Conseil d'Etat qui ordonne que les habitants de Marseille jouiront de la traite et imposition foraine pour les marchandises et denrées du cru de Provence, 1^{er} septembre 1616. « Sur la requête présentée par les consuls et habitants de la ville de Marseille, le 18^e jour de juin dernier passé.... Vu le traité d'accord passé en l'an 1257 entre Charles d'Anjou, comte de Provence, et Béatrix, sa femme, et les Recteurs et Communauté de ladite ville de Marseille, par lequel entre autres choses est convenu que

respecté au xvi^e siècle : François I^{er} en 1543 et Henri II en 1556 l'avaient même confirmé par lettres patentes ¹. Cependant, dès les premières années du xvii^e siècle et à plusieurs reprises, les fermiers du droit avaient essayé d'établir à Marseille des bureaux pour le percevoir. La royauté les avait laissés faire, si elle n'avait pas encouragé leur tentative, si bien qu'un bail passé le 18 juin 1605 avec le fermier de Mance portait « révocation de tous privilèges, excepté de l'Ordre de Malte et la fourniture des galères » et qu'un autre bail, consenti le 16 juin 1611, à Jacques Gautier, contenait « entre autres choses que lesdits habitants de Marseille paieront lesdits droits, excepté pour les denrées qui viendront dudit pays de Provence pour estre consommées en ladite ville et que, pour esviter les abus, il y seroit establi des commis pour y recepvoir lesdits droits sur les denrées et marchandises qui sortiront pour aller à l'estranger, et, en cas de refus de recepvoir lesdits commis, permis audit fermier de faire ledit droit sur ce qui se chargeroit pour estre transporté en ladite ville ² ».

Les Marseillais ayant voulu s'opposer à la perception de ces droits, un arrêt du Conseil avait ordonné qu'ils seraient levés sur « toutes marchandises tant estrangères que du cru du pays de Provence, mesme les blés et autres graines qui seront chargés ès ports et hâvres de Languedoc, pour estre portés par mer à Marseille, jusques à ce que lesdits habitants eussent souffert l'establisement d'un commis en la ville de Marseille pour percevoir lesdits droits sur les marchandises qui seront portées à l'estranger ³ ».

Les Marseillais n'avaient pas supporté cette violation flagrante de leurs privilèges. Ils avaient présenté au Roi une nouvelle requête où ils avaient minutieusement rapporté les divers titres sur lesquels ils reposaient ⁴. Un arrêt, donné le 1^{er} septembre 1616, leur avait accordé une première satisfaction, les déclarant exempts « de la traite et imposition foraine pour les marchandises et denrées du cru du pays de Provence, qui seront por-

lesdits comte et comtesse, leurs héritiers et successeurs n'imposeront à l'avenir sur lesdits habitants aucuns nouveaux impôts et que le denier pour livre dû à la Table de la Mer seroit payé par les estrangers, sans que lesdits habitants en fussent tenus; testament de Charles d'Anjou, comte de Provence, fait en la ville de Marseille, le 10 décembre 1481, par lequel, après avoir institué le roy Louis XI son héritier universel et, après lui, Monsieur le Dauphin, son fils, et ses successeurs roys de France, il prie le Roy sondit héritier de ratifier et confirmer à sesdits sujets dudit pays de Provence, leurs privilèges, franchises et conventions.... »

1. *Ibid.* « Lettres patentes des années 1543 et 1556 par lesquelles, après que lesdits habitants ont fait apparoir au Conseil de leurs droits et privilèges, ils sont déclarés quittes et exempts des impositions foraines comme ils estoient auparavant.... »

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. Voir le préambule de l'arrêt du Conseil du 1^{er} septembre 1616 (Arch. de la Marine, A¹, III, 14-20).

tées par terre en leur ville... et pour les blés et autres grains et victuailles qui seront portés par mer pour l'usage de ladite ville ». L'arrêt ordonnait encore la fermeture des « bureaux établis èz environs de ladite ville pour la levée de ladite imposition ». Il faisait seulement exception pour les huiles, et prescrivait que les bureaux de la perception des droits sur ces produits seraient établis « en lieux plus commodes à l'entrée de la Province ¹ ». Cette dernière exception avait d'ailleurs été levée par un nouvel arrêt, rendu le 13 septembre 1616 sur une nouvelle requête des consuls.

Cependant le fermier de la foraine n'avait pas longtemps observé cet arrêt. De nouveau, en 1625, ses commis avaient essayé de percevoir les droits à Marseille même, et ils avaient été victimes de violences de la part des habitants, auxquels le Roi avait accordé des lettres d'abolition ². Ainsi la situation à laquelle les deux arrêts de 1616 auraient pu mettre fin se perpétuait par les prétentions contradictoires et inconciliables des Marseillais et du fermier. Elle devait même aller en s'envenimant quand le bail de la foraine eut été consenti à un nouveau fermier, Luguët. Celui-ci paraît avoir été résolu à ne renoncer à aucune de ses prétentions, au contraire, à les faire valoir avec la dernière énergie. Il semble avoir pu compter sur l'appui des ministres, comme le fait voir une lettre du comte d'Alais au secrétaire d'Etat Chavigny ³. De leur côté, les consuls n'étaient pas disposés à abdiquer les droits de leur ville. Un procès s'engagea donc : il durait encore en 1644, où un premier arrêt fut rendu par le Conseil du Roi en faveur de Marseille. Mais copie n'en avait pas été retirée à temps par l'avocat Ycard et l'assesseur de Bausset, alors député en Cour, et il n'avait pu être exécuté ⁴.

La question était encore pendante en janvier 1645. Les con-

1. *Ibid.*

2. Archives des Affaires étrangères, France, 1701, 14. Lettres patentes du 9 juin 1623. « Encores que les licences, tumultes, excès et désordres ci-devant survenus en nostre ville de Marseille. mesme ceux qui furent excités par aucuns particuliers habitans de nostredite ville, tant contre les commis pour l'establissement de la foraine que en dernier lieu contre les Turcs qui estoient en icelle, ayent esté par nous esteints et abolis.... »

3. Archives des Affaires étrangères, France, 1706, 120. — 2 mars 1638. « Je crois que le sieur Luguët vous aura fait entendre le soin que je prends de faire réussir son affaire conformément aux intentions du Roy et de Son Éminence. A mon arrivée et auparavant que d'avoir reçu la despesche que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer, ledit sieur Luguët me fit voir un arrest du Conseil du 14^e octobre de l'année passée. Je trouve un peu à dire qu'il eust été deux mois à se faire signifier ce qui fut cause que, trouvant Messieurs de Marseille fort esloignés de lui donner contentement et qui avoient député au Roy sur ce subject, ne voulant pas engager son autorité sans ordre exprès, je ne me suis pas pressé jusques à ceste heure que je ferai sans aucun retardement tout ce qui sera nécessaire pour faire réussir les intentions de Sa Majesté et valoir les arrests de son Conseil.... »

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettres à Ycard et à Bausset, octobre-décembre 1644.

suls redoutaient même qu'elle ne fût définitivement tranchée à leurs dépens. « Nous sommes bien assurés, écrivaient-ils à Bausset le 24 janvier, que vous n'oublierez rien pour sortir l'arrest au fait de la foraine en son entier, quelles difficultés qu'on vous y oppose. Il nous importe beaucoup que le fermier n'ait pas ce qu'il demande, autrement nous aurions grand sujet de nous plaindre. Et nous trouvons fort à propos que vous fassiez connoître à quelques-uns des ministres que si nous n'avons justice contre ce fermier et que si nous ne sommes deschargés de ceste nouvelle contribution et surcharge qu'on prend sur tout ce qui entre jusques aux blés, que nous appréhendons à la fin qu'il n'arrive de désordre, n'estant pas juste que ce qui entre dans nostre ville pour les alimens des habitans et pour l'entretien de vingt-sept galères que le Roy a dans le port qu'on ne le fasse contribuer aux droits de la foraine, comme si on l'emportoit à un pays estranger¹. »

Ces appréhensions étaient vaines : copie de l'arrêt rendu fut expédié quelques jours après et, pour un moment, Marseille se trouva à l'abri des exactions de Luguet et de ses commis². Mais des difficultés devaient encore surgir par la suite et des mouvements populaires éclater dans la ville contre les bureaux de la foraine. Aucun bon Marseillais, en effet, fortement pénétré des traditions de liberté de sa ville, ne considérerait comme un crime à l'égard du Roi les violences commises contre les commis de la foraine : il leur paraissait, au contraire, que le devoir de tout bon citoyen était de ne pas supporter la moindre exaction de leur part. « Il y a, écrit Valbelle³, certaines conjonctures et rencontres de tems dont on doit tirer avantage, et il n'est pas permis aux bons magistrats de les laisser perdre. Ceste ville, qui estoit libre et indépendante depuis l'extinction de la branche aînée des vicomtes, se donna aux comtes de Provence sous certaines conditions et réserves mentionnées dans nos Chapitres et Articles de Paix avec Charles d'Anjou. Les rois de France, qui ont succédé aux comtes de Provence et reçu Marseille avec ses franchises, n'y ont point touché que tout incontinent nous n'ayons employé nos plaintes et nos très humbles remonstrances. Et souvent, lorsque la faveur et la corruption des ministres a empesché le cours d'une justice bien réglée, nous nous sommes portés à des extrémités qui n'ont point esté criminelles. En effet, bien que ceste ville ait toujours esté ferme et inébranlable en sa fidélité qui nous est comme propre et héréditaire, elle n'a pas cru d'offenser l'autorité royale de s'en prendre aux fermiers du droit de la foraine qui, sous la faveur de leurs baux,

1. *Ibid.* Les consuls à Bausset, 24 janvier 1645.

2. *Ibid.* Les consuls à Bausset, 7, 14 et 21 février 1645.

3. *Mémoires*, 857 v°.

commettent mille extorsions et sont ordinairement les harpies et les vraies sangsues du peuple. »

C'était donc un état de guerre perpétuel, entremêlé de courtes trêves, qui existait entre les Marseillais et le fermier de la foraine. Les privilèges de Marseille en cette matière étaient mis en incessante discussion et les habitants ne réussissaient pas toujours à se soustraire au paiement de taxes, dont ils auraient dû être exempts, si l'on avait strictement observé les règlements et franchises de leur ville.

Dans ces circonstances, la royauté pouvait s'excuser sur la cupidité d'un fermier qui cherchait à retirer de sa ferme le plus de profits possible, sans tenir compte des privilèges des corps ou des particuliers légitimement exempts des droits dont il avait la perception. Mais il y avait aussi d'autres circonstances où la royauté paraissait elle-même disposée à faire brèche aux franchises financières de Marseille et entreprenait de tirer de cette ville des subsides que celle-ci se croyait en droit de lui refuser au nom de ses coutumes séculaires. C'était là une nouvelle source de contestations et de conflits d'autant plus graves qu'ils mettaient directement aux prises Marseille et le gouvernement.

A Marseille, ce n'était pas seulement les habitants qui jouissaient individuellement de l'exemption des taxes pesant directement sur eux à l'occasion soit de leur commerce, soit de leur vie quotidienne, c'était encore la ville qui prétendait être quitte de toute obligation fiscale vis-à-vis du Roi, même quand celui-ci lui réclamait des subsides extraordinaires en même temps qu'à ses autres bonnes villes. Marseille refusait de prendre à sa charge la moindre part des dépenses qui incombait à la Provence pour la vie générale du royaume, rappelant à la fois sa qualité de ville à part¹ et la nécessité où elle se trouvait de pourvoir elle-même à sa propre défense, en cas d'attaque de l'ennemi².

Pendant longtemps, semble-t-il, la ville s'était dérobée par ce moyen aux demandes de subsides. Mais « il est presque impos-

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 45, f° 93. Conseil du 17 avril 1641. « Ledit sieur de Négreaux, premier consul, a remontré que Mgr le comte d'Alais, gouverneur de ceste province, leur auroit fait entendre que Sa Majesté estant pressée par la nécessité de ses affaires..., il est bien raisonnable que ceste ville y contribue quelque somme de deniers comme le Corps de la province a fait. A quoi il auroit respondu que Marseille est franche, exempte et immune de semblables contributions, comme estant séparée du Corps dudit Pays.... »

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard, 27 janvier 1643. « Nous conservons nostre ville très importante à l'Estat à nos despens, sans qu'il couste rien au Roy, et quand il est question du service de Sa Majesté nous donnons libéralement du soir au matin les trente mille livres pour faire sortir les galères et fournissons à la fois les vingt tartanes armées de munitions de guerre et de soldats qui ne viennent pas mal à propos au bon service de ses armes et tout plein d'autres services qui seroient trop longs à desduire.... »

sible de refuser toujours et d'exempter la ville de toutes les recherches et demandes qu'on lui peut faire », remarque fort judicieusement Antoine de Valbelle ¹. Aussi quand l'insistance du Roi était trop pressante, les consuls offraient un don gratuit, se donnant ainsi l'illusion de n'avoir rien sacrifié des privilèges de leur ville et d'avoir, du moins, sauvegardé l'avenir. Ainsi Marseille avait fait à Henri IV un présent de 12 000 livres à l'occasion de son mariage ². Quelques années après, Louis XIII ayant taxé les « villes et terres adjacentes » à 100 000 livres pour leur contribution aux dépenses extraordinaires nécessitées par son expédition contre les protestants du Languedoc, Marseille fut invitée par le premier président d'Oppède à « faire paroistre les effets... de la bonne volonté et affection qu'elle avoit d'assister Sa Majesté en de si pressantes occasions ³ ». La ville opposa à cette demande ses conventions et privilèges : elle obtint un arrêt du Conseil qui lui donnait satisfaction; elle fit cependant « présent au Roi de la somme de 38 000 livres ⁴ ».

Mais s'il était facile de se tirer d'embarras dans des cas exceptionnels, comme le mariage du Roi ou une expédition contre des sujets rebelles, il ne pouvait pas en être de même quand les demandes de subsides se présentaient régulièrement chaque année pour permettre au Roi de poursuivre une longue entreprise comme la guerre contre la maison d'Autriche. L'effort qui s'imposait à cette occasion et les heureux résultats qu'on en attendait étaient si considérables qu'il semblait légitime de compter sur le concours de tous les sujets. Comme les ressources ordinaires du Trésor ne pouvaient suffire à une telle entreprise, il fallait taxer extraordinairement les provinces et les villes. Marseille et la Provence devaient d'autant moins y échapper que, placées à une extrémité du royaume, touchant par la Méditerranée et par les routes des Alpes à une partie importante des États des Habsbourgs, elles étaient directement exposées aux attaques de l'ennemi. Les taxes, qu'elles étaient appelées à payer, devaient servir, au moins en partie, à assurer leur défense.

Tout d'abord elles eurent effectivement cet objet précis. Le Roi demanda à la Provence une somme d'argent destinée à payer les travaux de fortification des places de la côte. La part de Marseille fut fixée à 12 000 livres qu'on devait employer aux travaux de mise en état de défense de la Tour de Bouc. Les consuls ayant différé de répondre à la première demande, ils furent mis en demeure de donner satisfaction par une lettre

1. *Mémoires*, 25.

2. Ruffi, *Histoire de Marseille*, I, 445.

3. Arch. com., BB. *Correspondance* : lettres reçues. Liasse O. D'Oppède aux consuls, d'Aix, 31 octobre 1621.

4. Ruffi, *Histoire de Marseille*, I, 468.

royale dont une copie fut adressée au lieutenant de Valbelle, sur qui on comptait pour décider ses concitoyens ¹. Il leur fallut alors s'exécuter, non sans avoir encore essayé de faire traîner les choses en longueur ². L'essentiel n'était pas tant de se soustraire au paiement du subside demandé que de ne pas avoir l'air, en se rendant à cette demande, de créer un précédent dont les ministres auraient pu s'autoriser par la suite pour ne plus tenir compte du privilège dont Marseille jouissait. On rechercha donc avec le lieutenant du gouverneur, le comte de Carcès, et l'intendant de Vautorte, le moyen de donner satisfaction au Roi sans porter atteinte aux franchises de la ville. On finit par tomber d'accord que Marseille ferait un présent de 20 000 livres ³.

Quand tout fut convenu, on fit prendre au Conseil la délibération nécessaire, où l'on inséra soigneusement toutes les

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 45, f° 36. Conseil du 28 décembre 1640. « A esté proposé par ledit sieur de Lascours que, par arrest du Conseil de Sa Majesté, ceste ville se treuve taxée et cottisée pour sa part des fortifications faites en la Tour de Bouc à la somme de 12 000 l., ayant depuis quelques jours reçu une lettre de Sa Majesté ensuite de plusieurs autres sur le mesme subject, portant invitation et commandement exprès de payer ladite somme laquelle lettre leur a esté rendue et donnée par Mgr le gouverneur... » — « *Teneur de la lettre de Sa Majesté*. — De par le Roy, comte de Provence, Très chers et bien amés. Ayant heu advis que Nostre ville de Marseille n'a point encore satisfait au payement de douze mil livres auxquelles elle a esté cy-devant taxée pour les fortifications des places de la coste de Provence, Nous avons esté fort estonnés de voir ce retardement et avons bien voulu vous faire ceste lettre pour vous dire que Nostre intention est que aussitost que vous l'aurez reçue, vous ayez à satisfaire au payement de ladite somme de douze mil livres, dont le délai Nous donneroit subject de croire que vous auriez moins d'affection pour Nostre service que vous ne debriez, veu la modicité de la taxe et les grandes charges que tous Nos subjects dans toutes Nos villes et provinces supportent par la nécessité présente de Nos affaires. Ny faites donc faute sur peine de désobéissance et surtout que vous craignez de nous desplaire. Car tel est Nostre plaisir. — Donné à Saint-Germain-en-Laye, le 10^e novembre 1640, Louys, et plus bas, Sublet. » — V. *Mémoires de Valbelle*, 21 v°.

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 45. — Conseil du 28 décembre 1640. « Sur quoy, le Conseil, après avoir entendu la lecture de ladite lettre cy-après enregistrée, a délibéré que très humbles remonstrances seront faites à Mondit Seigneur le gouverneur de faire entendre à Sa Majesté nos services et secours passés et notre impuissance présente pour, ladite remonstrance faite et la response de Mondit Seigneur entendue et rapportée au premier Conseil, y estre pourveu selon le bon désir que le Conseil a de servir Sa Majesté. »

3. *Mémoires de Valbelle*, 25. « Il est presque impossible de refuser toujours et d'exempter la ville de toutes les recherches et demandes qu'on lui peut faire. C'est pourquoi, après d'inertes resistances, il fut trouvé bon d'accorder aux négociations et prières de M. le comte de Carcès et du sieur de Vautorte, intendant de la justice, lesquels estoient venus exprès en ceste ville, la somme de 20 000 l. par forme de présent et gratification et sans tirer à conséquence.... » — Voir la lettre de Vautorte aux consuls du 6 mars 1641 (Arch. com., BB. *Corresp.* : lettres reçues, liasse I°). « L'offre que vous nous faites en ceste occasion pressante est de si bonne grâce et tesmoigne tant la vérité de vostre zèle au service du Roy que je me sens obligé d'en tesmoigner mon ressentiment et de faire paroistre en Cour que le Roy n'a point de subjects plus sincèrement affectionnés que vous. M. le comte de Carcès reçoit vostre offre et si, dans ceste occasion, il a besoin de quelque chose, il s'adressera volontiers à vous. Il ne peut encore vous dire ce qui en sera, ne voulant vous en... [mutile] qu'en cas de nécessité pour rendre vostre service plus agréable au Roy. Il le sera assez quand il ne produira autre effet que vostre bonne volonté laquelle je vous supplie de conserver jusques à mon retour de la coste.... »

réserve indispensables pour l'avenir, donnant à la chose une apparence de spontanéité qu'elle n'avait pas ¹. Puis, après avoir fait assurer par un député le comte d'Alais, que leur résistance n'avait eu d'autre objet que d'« empêcher la conséquence ² », les consuls demandèrent à un Bureau de « trouver les moyens qu'on se doit servir tant à la passation de la quittance de ceste somme que pour obtenir des lettres patentes de Sa Majesté à ce subject, afin de servir de précaution à l'advenir pour leurs immunités ³ ». Toutes ces précautions prises, ils attendirent qu'on leur demandât avec insistance de verser la somme promise ⁴, prétendant même employer à cet usage une monnaie

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 45. Conseil du 17 avril 1641. « Le sieur de Négreaux, premier consul, a remontré que Sa Majesté estant pressée par la nécessité de ses affaires et les grandes guerres que la France soutient aujourd'hui, il est bien raisonnable que ceste ville y contribue quelque somme de deniers comme le Corps de la province a fait. A quoy, il auroit respondu que Marseille est franche, exempte et immune de semblables contributions, comme estant séparée du Corps dudit pays et partant ne pouvoir accorder sa demande, ayant néanmoins promis d'asssembler le Conseil de ville pour en délibérer. Et d'autant que la chose est importante et d'une conséquence notable, ils ne se sont pas contentés de faire convoquer le Conseil ordinaire, mais ils ont voulu fortifier d'un bon nombre des plus apparens et notables de la ville, requérant à présent d'y pourvoir. — Sur quoy a esté délibéré que bien à propos ledit sieur premier consul a remontré à Mondit Seigneur le gouverneur nos exemptions et privilèges, auxquels ayant de tout tems esté maintenus et conservés tant par le Roy heureusement reigning que ses prédécesseurs, nous ne devons les perdre. Et par ainsy, Mondit Seigneur le comte sera supplié d'agréer la defianse desdits privilèges et néanmoins, pour tesmoigner à Sa Grandeur l'affection que nous avons au service du Roy et pour l'accroissement de ses victoires, de vouloir accepter yingt mille livres que la ville donne gratuitement et volontairement au Roy, bien qu'à présent elle se trouve en une autre extrême pauvreté, le tout sans préjudice desdits privilèges ny que ceste donative puisse estre tirée à conséquence et serve de prétexte d'aucune contribution sur le Pays avec lequel les affaires de ceste Communauté n'ont jamais esté confondues. » — Une Commission, composée des consuls, assesseur et syndics et de membres désignés par l'Assemblée à raison de quatre pour chaque quartier, est chargée de « résoudre les moyens qu'on pourra tenir au payement de ceste somme avec toutes les précautions à ce nécessaires pour n'estre déroge à nos immunités et privilèges ».

2. Arch. com., BB. *Correspondance* : lettres reçues, liasse A. D'Arène aux consuls, d'Arles, 19 avril 1641.

3. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 45, f° 113. Bureau du 4 mai 1641.

4. Arch. com., BB. *Correspondance* : lettres reçues, liasse A. Le comte d'Alais aux consuls, 17 mai 1641. « Vous avez apporté une si grande franchise à contenter le Roy sur le subject des vingt mille livres qui estoient nécessaires pour aider à la subsistance des armées que je ne puis assez vous tesmoigner mon ressentiment. J'ai cru qu'il ne falloit pas vous presser sans besoin de l'effet de votre resolution, c'est ce qui m'a obligé à la surseoir jusques à ceste heure que le tems et les progrès des armes du Roy semblent vous y convier. Je vous prie de faire promptement mettre cette susdite somme entre les mains de M. de Vautorte et de croire.... » — *Ibid.*, liasse V. De Vautorte aux consuls, 18 mai 1641. « Je joins ceste lettre à celle que vous escript Mgr le comte d'Alais pour vous dire qu'on nous presse de la somme de vingt-mille livres que vous avez promise et pour vous prier de la donner promptement. Il n'est question que du tems et celui sous lequel vous nous fuisiez esperer de payer est déjà passé. J'attends avec vostre response de l'argent, connoissant comme je fais vostre bonne volonté qui vous obligera de faire tous efforts pour le service du Roy. » — Du Même aux Mêmes, 16 juin 1641. « M. de Négreaux estant à Toulon la semaine passée, promit à Mgr le comte d'Alais d'estre à Aix samedi dernier et d'y satisfaire ce que vous avez promis au Roy. J'y suis venu expès esperant de vous trouver les

d'un titre inférieur à celui de la monnaie courante, ce qui leur aurait procuré un léger bénéfice ¹. Ayant ainsi épuisé tous les moyens dilatoires auxquels ils pouvaient recourir, ils se résignèrent à payer les 20 000 livres entre les mains d'un commis du trésorier de l'extraordinaire des guerres, qui leur en donna une quittance formulée suivant leurs désirs ².

Les répugnances manifestées par les consuls à se rendre à l'invitation du Roi, les longs délais à acquitter le don gratuit, les réserves transcrites à leur prière sur la quittance qui leur en fut délivrée, n'empêchèrent pas le Roi. l'année suivante, de demander aux Marseillais d'acquitter leur part du quartier d'hiver levé sur toute la Provence. (Il ne s'agissait plus maintenant de dépenses destinées à assurer la défense de la province.) Le comte d'Alais et l'intendant de Vautorte leur en transmirent l'ordre en des termes tels qu'il ne paraît pas que le Roi, ses ministres ou ses agents aient gardé le souvenir des privilèges

uns où les autres et, pour sçavoir la cause de vostre retardement, je vous écris ceste lettre par un laquais que M. Venel envoie exprès à Marseille. Il est venu en ce Pays pour ce subject avec des ordres très exprès de Mgr le Prince pour l'armée duquel ce fonds est destiné. Je vous supplie donc d'y satisfaire promptement et de considérer qu'il y va du service du Roy et que vous l'avez promis et que Mgr le comte d'Alais a affection pour ceste affaire, lequel vous oblige en tout ce qu'il peut. »

1. Arch. com., BB. *Correspondance* : lettres reçues, liasse A. Le comte d'Alais aux consuls, 25 mai 1641. « Vous traitez avec une si grande franchise avec moi que je ne doute pas que vous n'acheviez comme vous avez commencé. Personne ne peut mieux juger que vous la difficulté des monnoies et que dans la ville mesme de Marseille il ne se recoit aucune pièce légère : il ne seroit pas vraisemblable de pratiquer en autrui ce que vous n'acceptez pas chez vous. Il s'agit de quinze ou dix-huit cens livres qui est peu au respect des soulagemens que la ville de Marseille a recus et recevra toujours de la main du Roy. Je vous prie de donner ce prompt secours à ses affaires. » — Le Mème aux Mêmes, 23 juin 1641. « Je suis un peu surpris du procédé que vous tenez dans le paiement des vingt mille livres que vous avez accordées avec tant de franchise. Vous connoissez mieux que tous autres si dans la ville de Marseille on recoit de la monnoie au poids et si, en Catalogne qui est le lieu de la destination de ces deniers, on peut faire estat de ces espèces. Je veux croire que, après y avoir bien pensé, vous ne voudrez pas me desobliger après tant de tesmoignages que vous menez de mon amitié, ni me donner subject de me plaindre de vous.... »

2. Arch. com., CC. *Comptes trésoraires*. Accassy Roux, trésorier, 1640-1641. — « Mai 1641. A sieur Jean-Antoine Venel, commis de l'extraordinaire des guerres, porteur des quittances du sieur Leclerc, trésorier dudit extraordinaire des guerres, et suivant la délibération du Conseil, ont ordonné de donner au Roy gratuitement... 20 000 l. » — Arch. com., CC. « Je Pierre Leclerc, conseiller du Roy et trésorier général de l'extraordinaire des guerres et cavalerie légère ez départemens de deçà et delà les Monts, confesse avoir reçu comptant de Messieurs les consuls, gouverneurs de la ville et cité de Marseille, et de M^{re} Accassy Roux, trésorier de ladite ville, la somme de vingt-mille livres, en présence de noble Louis de Bourg, advocat en la Cour et assesseur de ladite ville, suivant la délibération du Conseil du dix-sept avril dernier, qu'icelle Communauté donne gratuitement et volontairement à Sa Majesté pour l'accroissement de ses victoires, de laquelle somme de vingt-mille livres je me tiens content et en quitte lesdits sieurs consuls et Roux, le tout sans préjudice à ladite ville de ses privilèges et immunités ni que ceste subvention puisse estre en quelque façon tirée à conséquence ni servir de prétexte et augment d'aucune contribution avec le Pays avec lequel les affaires de ladite Communauté n'ont jamais esté confondues et autrement et ainsy qu'est porté par les précédentes déclarations de Sa Majesté, de quoy en a esté protesté. Fait à Aix, le 29 juin 1641. »

que les consuls de l'année précédente avaient revendiqués avec tant d'énergie ¹.

Les consuls de 1642 n'entendaient pas davantage laisser dépouiller leur ville d'une de ses franchises essentielles. Ainsi prit naissance entre Marseille et la royauté un démêlé, qui ira en s'envenimant d'année en année, excitant contre Marseille un vif mécontentement, faisant naître contre elle de profondes méfiances, et qui contribuera à entraîner la royauté à prendre des mesures de rigueur contre la cité récalcitrante.

Dès les premières démarches faites en 1642 pour obtenir le paiement du quartier d'hiver, les consuls invoquèrent l'exemption dont leur ville avait toujours joui, rappelant l'état malheureux de ses finances et surtout les lourdes charges qui résultaient pour elle de sa position, principalement à un moment où la guerre maritime l'obligeait à prendre un soin particulier de sa défense ².

Malgré ce refus catégorique, le comte d'Alais ne désespérait pas encore d'obtenir un subside. Il croyait y réussir en abandonnant ce terme de quartier d'hiver qui était désagréable aux Marseillais, et en leur représentant que la somme demandée n'avait d'autre objet que d'aider le Roi dans le besoin pressant où il se trouvait : ainsi l'amour-propre d'une population ombreuse serait sauf et le prince obtiendrait satisfaction ³. Il n'en

1. Arch. com., BB. *Correspondance* : lettres reçues, liasse A. — Le comte d'Alais aux consuls, 15 mars 1642. « Vous avez appris par la lettre du Roy que je vous ai fait tenir depuis quelques jours ses intentions sur le subject du quartier d'hiver. Toute ceste province et la ville d'Arles mesme a contribué de tout son pouvoir à ce qu'il en a esté prescrit et ordonné par Sa Majesté. J'attends de vostre affection la mesme diligence et des tesmoignages pareils à ceux que vous avez rendus en de pareils rencontres. Je ferai valoir ce signalé service. » — *Ibid.*, liasse V. De Vautorte aux consuls, 17 mars 1642. « Vous recevrez une lettre du Roy par laquelle il vous demande la somme de vingt-cinq mille livres et encore une de Mgr. le comte d'Alais sur le mesme subject. Après quoy, je tiens inutile de vous en escrire car je sçais vostre passion au service du Roy et vous sçavez le besoin que Sa Majesté a maintenant du secours de ses peuples. Toutesfois, je croirois aussi vous offenser si je manquois à vous tesmoigner combien il est important que vous donniez promptement et de bonne grâce ce que le Roy vous demande puisque Messieurs d'Arles, qui ont reçu semblable lettre, y ont déjà satisfait par délibération de la semaine passée. Je n'ajouterai point de persuasion, car vous n'en avez pas besoin pour servir le Roy.... »

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 46, f° 88. Assemblée générale du 8 juillet 1642. Informée par le premier consul que le Roi a demandé à la ville une contribution de 25 000 l. « pour la subsistance de ses troupes pendant le quartier d'hiver dernier », l'assemblée a délibéré qu'« attendu l'estat où se trouve à présent ceste ville surchargée des debtes et despenses extraordinaires qu'il convient faire tous les jours pour la garde d'icelle et principalement à présent que les ennemis ont leur armée navale sur pied, daigne Sa Majesté, non plus que les roys ses prédécesseurs, en considération desdites despenses extraordinaires auxquelles ceste ville se trouve subiecte par différence de la province et mesme du royaume à l'occasion de sa situation, n'ont jamais accoustumé de nous faire contribuer aux charges de la province ni de nous contraindre aux impositions qui sont sur icelle conformément à nos immunités et anciens privilèges. »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1708, 11. Le comte d'Alais à M. des Noyers (d'Aix, 24 mai 1642). « Ayant retenu le sieur Venel jusques à présent, j'ai cru qu'il estoit nécessaire qu'il vous allast rendre compte de sa commission sur

fut rien. Malgré de nouvelles, pressantes et même menaçantes instances de l'intendant¹, les consuls ne purent se résigner à régler cette affaire selon le désir du Roi : ils laissèrent ce soin à leurs successeurs².

L'affaire prit alors des proportions imprévues. Ne pouvant amener par la persuasion les Marseillais à satisfaire à la demande royale, les agents du gouvernement essayèrent de les y contraindre. Ils firent saisir à Montélimar des ballots de marchandises expédiées de Lyon à Marseille. Cette mesure causa une grande émotion dans cette dernière ville. Le commerce en fut paralysé car, par prudence, les consuls ordonnèrent de ne plus laisser sortir les marchands qui voudraient se rendre à Lyon. D'ailleurs, il n'étaient pas rassurés sur les conséquences de cette défense : ils redoutaient surtout que, sur la plainte des marchands ou du fermier de la douane de Lyon³, le Roi ne se laissât entraîner à des représailles contre eux. Ils persistaient cependant, avec la même énergie que leurs prédécesseurs, à refuser d'acquitter la taxe du quartier d'hiver⁴.

le sujet du quartier d'hiver que nous avons entièrement levé à la réserve de ce qui regarde la ville de Marseille, qui a toujours prétendu quelque plus favorable traitement que toutes les autres de ce royaume, ce qui lui fait espérer que, sans parler de quartier d'hiver, votre protection obtiendra de la bonté du Roy une nouvelle lettre qui, supprimant ce mot de quartier d'hiver, fera connoître que les vingt mille livres que l'on leur demande est pour subvenir aux affaires de Sa Majesté. C'est au maistre seul à décider de ce point et à moi d'exécuter ce que vous trouverez bon de m'en prescrire. »

1. Arch. com., BB. *Correspondance* : lettres reçues, liasse V. De Vantorte aux consuls, 26 juin 1642. « Il y a quelques jours que M. le comte d'Alais et M. des Noyers me pressent sur le sujet de la somme de vingt-cinq mille livres que le Roy vous demande, parce que la lettre que le Roy vous en a écrite m'ayant esté adressée il leur semble que j'en suis aucunement responsable. Je la délivrai icy à M. de La Salle qui me promit que vous l'ouvririez incontinent après qu'il seroit arrivé à Marseille et que vous me manderiez votre résolution au mesme temps. Toutefois vous n'en avez encore rien fait, de sorte que je suis bien empesché car je ne voudrois pas dire comme la chose va de peur de vous rendre mauvais office si on sçavoit que vous n'avez pas fait sçavoir promptement votre résolution à faire ce que le Roy désire, et aussy je ne veux pas qu'on me blasme de négligence. Je vous prie donc, Messieurs, de me mander ce que vous désirez que je dise icy sur ceste affaire, laquelle ne peut vous rendre que très mauvais office si vous ne la terminez promptement, selon que le Roy désire.... »

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 46, f° 124. Bureau du 1^{er} octobre 1642. Après lecture d'une lettre du Roi du 12 septembre, par laquelle il « mande et ordonne de payer les 25 000 l. » précédemment réclamées à la ville, le Bureau décide de renvoyer la solution de cette affaire, attendu son importance, au prochain Conseil de Lauthorié.

3. Il y avait à Lyon un bureau de douane chargé de percevoir un droit d'entrée sur toutes les marchandises provenant du Languedoc, de Provence ou du Dauphiné, introduites dans cette ville ou ne faisant qu'y passer à destination « des pays de Piémont, Savoie, Genève, Suisse, Franche-Comté et Allemagne ». — Voir Bibliothèque de l'Arsenal, ms. 4029. *Mémoires sur la Douane de Lyon*.

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard, 27 janvier 1643. « Vous sçauvez en premier lieu qu'on nous a fait saisir cent ballots de marchandises à Montélimar, venant de Lyon en ceste ville, pour le quartier d'hiver qui cause du désordre en ceste ville provenant de la mauvoise volonté que nos voisins d'Aix ont contre nous, qui font agir des puissances qui leur sont complaisantes pour nous faire supporter leurs charges, bien que les nostres nous surchargent assez.... Nous avons donné ordre que aucuns marchands ne sortent de ceste ville pour Lyon pour esviter semblables ravages et prévoyons que Mes-

Cette ferme résolution allait procurer à Marseille quelque répit. Elle eut la bonne fortune d'intéresser à sa cause des personnages importants et influents : l'évêque de Marseille, J.-B. de Gault, s'entremet auprès du secrétaire d'État Chavigny. Il se porta garant du loyalisme des Marseillais, rappelant qu'ils ne manifestaient de mauvaise humeur que quand on s'attaquait à leurs antiques privilèges⁶. Richelieu venait de mourir et sa mort avait apporté quelque incertitude dans le Conseil. Les ministres ne poursuivaient pas avec l'inflexible rigueur du Cardinal l'exécution des décisions royales. Peut-être aussi le Roi n'avait-il plus le même pressant besoin d'argent que naguère. Quoi qu'il en soit, les consuls de Marseille se félicitaient du succès qu'ils avaient eu tant de peine à remporter dans cette lettre écrite au comte d'Alais, alors à la Cour : « Nous comprendrions, Monseigneur, dans ce récit de nos mauvaises affaires la saisie de nos marchandises pour le quartier d'hiver,

sieurs de Lyon et le fermier de la douane s'en plaindront au Roy et que de là il pourroit partir quelque sentiment contraire à nostre ville. C'est pourquoy nous vous prions de vous tenir près de M. des Noyers pour quelque tems et à l'aide de l'intelligence que vous pouvez avoir avec quelques-uns des siens apprendre l'estat des choses et, s'il se fait quelques propositions à nostre préjudice et si l'occasion le requiert, faire esclater et dire que le refus du paiement des vingt-cinq mille livres qu'on nous demande pour ledit quartier d'hiver n'est point à faute de bon désir de servir le Roy car pour ce subject nous voulons employer non seulement nos biens mais encore nos vies, mais que ce nous est une chose dure et grave de voir que, par l'artifice de nos ennemis, nostre ville s'en va insensiblement dans la perte de ses privilèges et immunités en vertu desquelles elle ne peut estre subjecte à aucune contribution, taxe ni charge du Pays. Et nous croyons assurément que Sa Majesté ne sçait point les mauvais traitemens qu'on nous fait. Et quand nosdits privilèges, confirmés par tous nos Rois, ne nous en rendroient point exempts, nos particulières actions et tesmoignages de nostre zèle au service du Roy seroient plus que bastantes de le faire. Nous conservons nostre ville très importante à l'Estat à nos despens, sans qu'il couste rien au Roy, et quand il est question du service de Sa Majesté nous donnons libéralement du soir au matin pour faire sortir les galères et fournissons à la fois les vingt tartanes armées de munitions de guerre et de soldats qui ne viennent pas mal à propos au bon service de ses armes et tout plein d'autres services qui seroient trop longs à deduire, ce que nos malveillans n'ont jamais fait ni scauroient faire. De façon qu'ayant bien observé ce qui pourra survenir de degà, vous nous en donnerez si vous plaist promptement advis, afin que nous donnions ordre à ce qui sera besoin de faire. »

6. Arch. des Affaires étrangères, France, 1708, 145. — L'évêque de Marseille à Chavigny, 2 février 1643. « Si j'ai consolation de ce coste-là de travailler dans un si bon œuvre, j'ai eu à mon arrivée un grand desespoir voyant toute la ville extrêmement esmue sur des propositions qu'on leur a fait de payer vingt-et-un mille livres pour le quartier d'hiver. Ce n'est pas, je vous le dis sincèrement, que ce peuple ne soit très affectionné au service du Roy et porté à le secourir dans ses affaires comme ils ont souvent fait voir dans le passé et sont encore prêts de le faire, mais ils appréhendent qu'on les venille comprendre dans les taxes de la province, ce qui n'a point encore esté fait et ont toujours esté traités comme ville separée. Il y a des voies pour tirer de ceste ville secours pour les affaires de Sa Majesté sans parler du quartier d'hiver et sans que la taxe soit faite dans les Etats de la province, ce qu'ils ne peuvent supporter. La mesme chose peut se tirer d'eux pour l'accommodement des galères et choses semblables. C'est un peuple qui a des ombrages, mais qui véritablement a le cœur françois et aime le Roy : il me semble qu'il seroit bon de ne le pas pousser dans l'extrémité. Ils ont déjà, Monseigneur, ressenti vostre faveur et vous me faites l'honneur de tesmoigner que je vous en aurois parlé : je vous supplie, s'il y a moyen, d'accommoder ceste affaire et considérer dans ce peuple l'affection qu'il a pour le Roy et son service.... »

si cet orage n'avoit été calmé par la bonté et grâce du Roy, qui en ordonna bientôt après le retardement. Nos volontés, Monseigneur ne respirent autre désir que le contentement de Sa Majesté à ce subject et tous autres, comme nous avons fait entendre à M. le comte de Carcès et tesmoigné à M. de Vautorte qui a esté ces jours passés en ceste ville et promet de faire scavoir au Roy et à Messieurs les ministres le zèle tout ardent que nous avons pour le service de Sa Majesté à laquelle nous sommes et serons toujours prests de consacrer nos biens mais encore nos vies et de moyenner tel tempérament en la forme de l'accomplissement de ceste affaire que les ennemis de nostre ville ne puissent pas à l'avenir tirer des conséquences pour nous soumettre à leurs charges, comme ils tentent incessamment contre tout ordre, raison et apparence¹. »

Cependant, le succès n'était pas aussi complet que les consuls paraissaient le croire. Il n'y avait là qu'un *retardement*, comme ils le disaient eux-mêmes, un délai que le Roi accordait à leur ville. La question du quartier d'hiver devait, en effet, être bientôt posée de nouveau et provoquer d'autres difficultés aussi graves, plus graves même que celles qu'elle avait déjà fait naître.

En défendant avec tant d'opiniâtreté tous leurs privilèges, les Marseillais ne croyaient pas manquer à leurs devoirs vis-à-vis du Roi de France. Au contraire, ils ne laissaient échapper aucune occasion de protester de leur dévouement et de leur attachement à leur prince. Parfois, ils accompagnaient de ces protestations les représentations qu'ils adressaient à propos d'une atteinte à leurs franchises². Dans ces cas, il eût été permis de douter de la sincérité de ces sentiments. Mais les Marseillais manifestaient encore leur dévouement et leur zèle pour le service du Roi toutes les fois que l'occasion s'en présentait, sans que

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au comte d'Alais, à Paris, 17 mars 1643.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au comte de Brienne, 26 juin 1646. — Cette lettre a pour objet de protester contre la concession faite par le Roi à ce personnage du privilège de la pêche dans les eaux de Marseille, au préjudice de la Communauté des pêcheurs de cette ville. Elle se termine ainsi : « Ces considérations, jointes à l'affection et à la fidélité inviolables que nostre ville a toujours eues pour le service du Roy, nous font espérer.... » Voir *Délibérations du Conseil*, Reg. 55, f^o 170. Conseil du 22 août 1655. A la demande du Roi et du duc de Mercœur faite à la ville de payer « sa part du quartier d'hiver et de ce qui est dû du reste des précédens, » le Conseil délibère que des représentations seront faites au Roi, tirées de trois raisons, dont « la troisième, c'est que le Roy a trop de bonté pour vouloir brescher les anciennes Conventions et Chapitres de paix que ses prédécesseurs, comtes de Provence, ont arrêtés et si solennellement jurés avec ladite ville et qui ont toujours esté confirmés tant pas les lettres patentes que les mesmes sermens si solennels de leurs successeurs audit Comté et par les Roys Très-Chrestiens depuis que ceste province et ceste ville ont eu le bonheur d'estre unies à ceste couronne et particulièrement par le feu Roy Louis treiziesme de glorieuse et immortelle mémoire à son auguste entrée en ceste ville en l'année 1622; et, ce qui fait le plus grand bonheur d'une ville si fidèle et si passionnée au service de son souverain est que Sa Majesté heureusement régnante luy a aussy fait expédier ses lettres patentes de confirmation.... »

rien pût faire mettre en doute la spontanéité et la sincérité de leur démarche¹. En plusieurs circonstances les agents du Roi en Provence ou les ministres², quelquefois le Roi lui-même³, avaient été obligés de rendre témoignage de cet empressement et d'en exprimer publiquement leur satisfaction.

Les consuls en étaient très fiers, et ne laissaient jamais échapper une occasion d'en glorifier leur ville. Dans la harangue qu'il prononça à l'occasion de l'installation du viguier François de Damian, l'assesseur Antoine de Félix insista avec complaisance sur la fidélité et l'attachement de Marseille au Roi de France.

« La preuve la plus infaillible, s'écria-t-il, de ceste politique que les magistrats de nostre ville de Marseille doivent pratiquer pour s'acquitter dignement de leurs charges, se tire de ce qu'elle n'a que deux principes et deux règles à suivre qui sont escrites céans en assez beaux caractères et se présentent d'abord à ceux qui s'assemblent pour délibérer des affaires publiques, *le service du Roy et le bien public*. Voilà, Monseigneur, toute nostre politique, toutes nos règles, toutes nos maximes. Le service du Roy est à la ville de Marseille ce que l'âme est au corps naturel; et comme elle agit principalement et fait ses fonctions plus nobles au cœur et au cerveau qui sont les sièges de la vie et de la raison,

1. Les consuls écrivent à Ycard, le 16 décembre 1642, à propos de la mort de Richelieu (*Corresp.*, Reg. I) : « Nous avons vu par vostre lettre la mort de ce grand homme, Mgr le Cardinal-duc, qui n'eut point son pareil.... Dieu l'ait reçu en sa gloire et veuille despartir son esprit et fidélité au Conseil du Roy.... » — Apprenant la maladie de Louis XIII, ils écrivent encore à Ycard (5 mai 1643, Même Reg.). « Nous avons esté icy en grand mescontentement et perplexité d'esprit dans l'apprehension du succès de la maladie du Roy et eu recours à Dieu par nos prières pour sa santé en une procession générale faite en ceste ville pour ce subject. Depuis, nous avons esté consolés par les nouvelles reçues.... » — Voir également la lettre à Ycard du 2 juin 1643, sur la proclamation de Louis XIV et l'établissement de la Régence.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1702, 118. — Le maréchal de Vitry à Richelieu, de Beaucaire, 4 septembre 1632. — « Monseigneur, j'ai chargé le sieur de Montolieu de celle-ci pour vous faire sçavoir que la ville de Marseille en gros et lui en particulier ont tesmoigné une vive affection au service du Roy en ce rencontre, de quoi je crois qu'il ne sera que bien qu'il vous plaise de lui en dire un mot de bonne façon tant pour son esgard que pour ceste Communauté de laquelle il est député. Il est chargé, après le compliment qu'il porte au Roy sur son approche, de quelques cahiers d'affaires qui lui importent particulièrement. Je vous supplie très humblement, Monseigneur, despartir à ceste ville les grâces que vous distribuez ordinairement à ceux qui servent bien Sa Majesté, car elle les mérite bien fort par ceste considération.... » — Cf. la lettre du 16 juin 1643, écrite aux consuls de Marseille par l'intendant de Vautorte (Arch. com., BB, *Correspondance* : lettres reçues, liasse V). « Le Roy ayant fini l'employ qu'il m'avoit donné en ce Pays, je me trouve hors d'estat de pouvoir vous servir et de reconnoître les civilités et faveurs dont vous m'avez toujours honoré. Ce m'est un regret très sensible dans l'excès de la passion que j'ai de vous servir. Je la conserverai toute ma vie et publierai partout que le Roy n'a point de plus fidèles serviteurs que Messieurs de Marseille. »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1702, 169. — Année 1632. 1^o Lettre du Roi à écrire aux viguier et consuls-gouverneurs de la ville de Marseille. — 2^o A M. d'Aiglun, premier consul et gouverneur de ma ville de Marseille. — 3^o Lettre de Son Eminence à écrire à M. d'Aiglun, premier consul et gouverneur de la ville de Marseille.

aussy tant que le service du Roy fera comme il fait à présent mouvoir et agir les chefs de ce corps politique et que le respect, la fidélité et l'obéissance qu'ils doivent au prince seront la règle principale de leur politique, elle ne travaillera pas vainement à nostre repos et à nostre sûreté. Il n'est pas difficile de porter un corps vers son centre parce qu'il y va naturellement, et il ne faut pas aussy faire de grands efforts pour obtenir des Marseillois ce que le service du Roy leur ordonne. Nous venons au monde avec la fleur de lys dans le cœur; l'amour, le respect et l'obéissance envers le prince sont des inclinations que la naissance nous donne; et nostre fidélité, qui ne craint ni les artifices des estrangers, ni leurs forces sous un si grand Roy, a toujours mesprisé les prétextes et les pratiques des factieux et des rebelles. Nous révérons mesme religieusement le nom du prince, sa peinture, son ombre, et tout ce qui a tant soit peu de rapport à sa personne sacrée nous est précieux. Et certes, quoi- qu'en cela nostre inclination s'accorde avec nostre devoir, elle nous y attache encore plus fortement que les lois de l'Estat et que la condition de sujets dans laquelle Dieu nous a fait naistre. Et de vray, Monseigneur, nous serions bien insensibles à nostre bonheur, ou bien ingrats envers un si grand monarque, si la gloire et les merveilles qui l'environnent, si les lauriers qui couronnent ce chef auguste, ne nous faisoient chérir sa domination, ne nous faisoient révéler un prince dont toutes les nations de la terre implorent la protection ou redoutent la puissance, mais un prince qui, dans ce haut point d'éclat et de majesté où il est autant élevé par-dessus les rois que les rois le sont par-dessus le vulgaire, daigne regarder la ville de Marseille avec amour et tendresse et se souvenir de la religion du serment qui l'attache à la conservation de nos franchises et de nos privilèges¹. »

Ni ces véhémentes protestations de fidélité et d'obéissance ni les compliments du Roi et des ministres ne nous donnent exactement les sentiments respectifs de la Cour et des Marseillais. C'était une défiance quasi perpétuelle, que désarmaient de temps en temps, soit un acte de bienveillance du Roi, soit une démonstration d'obéissance et de fidélité des Marseillais. Ceux-ci n'entendaient à aucun prix laisser le Roi porter la plus légère atteinte à leurs privilèges; de son côté, celui-là supportait difficilement ce rappel aux Chapitres de Paix et aux lettres patentes de confirmation que les Consuls ne manquaient jamais d'adresser à la Cour quand celle-ci s'engageait dans une voie contraire à leurs franchises. « C'est un peuple qui a des ombrages, mais qui véritablement a le cœur françois et aime le Roy », écrivait l'évêque de Marseille au secrétaire d'Etat Chavigny². Ses

1. Arch. nationales, K. 1220, 53. Harangue prononcée, etc.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1708, 145. 2 février 1643.

ombrages le rendaient insupportable, malgré les preuves de dévouement qu'il avait souvent données à son prince et les services incontestables qu'il avait rendus au royaume en diverses circonstances.

Les gens du Roi, étrangers à la Provence, ne pouvaient s'habituer à l'excessive mobilité de caractère des Provençaux. Ils ne cessaient pas de mettre en garde les ministres contre les dangers qui pouvaient en résulter. « La puissance est nécessaire en ce pays, écrivait le maréchal de Vitry à Richelieu, pour tout plein de raisons tant de la légèreté naturelle des hommes, dont vous avez vu les mouvemens naguère, que des factions passées que j'ai véritablement supprimées apparemment depuis mon arrivée, mais qui peuvent rester dans le cœur jusques à la première occasion. Joint que les forces qui sont ici ne regardent pas seulement ceste province, mais les voisines si, de hasard, par le tems il y arrivoit quelque mal, et que la Provence est aux extrémités du royaume à laquelle il est malaisé de rien porter sur le champ et de plus environnée des puissances les plus suspectes à cest Estat et peut-estre de personnes intéressées avec ceux qui veulent aujourd'hui entamer l'autorité du Roy et nuire à son service autant qu'ils peuvent de tous côtés comme vous le voyez très clairement ¹. » Cette opinion était aussi celle du comte d'Alais qui succéda à Vitry dans le gouvernement de la Provence. Elle est, à son avis, « la province la plus jalouse et la plus remuante du royaume ² », « un pays de factions et d'intrigues ³ », une « province aussi importante et aussi difficile à gouverner qu'il y en ait dans le royaume ⁴ ». Seules « la crainte et la sévérité des châtimens », pouvaient retenir les habitants d'« une province où les esprits sont assez chauds et entreprenans ⁵ ».

On jugeait de même les Marseillais à la Cour: quelquefois. l'opinion que l'on portait sur eux était encore plus sévère. Le comte de Brienne, les ayant un jour qualifiés durement, s'était attiré indirectement cette verte réplique des consuls. « Nous trouvons bien estrange que nous passions dans l'esprit de M. le comte de Brienne pour des *grumeleurs*. Il n'y aura point de mal qu'à la première occasion vous lui fassiez connoistre que nous ne sommes pas gens à nous avantager sur le public ni sur les deniers qui sont destinés pour le Roy: que nous ne recevons ni

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1701, 301. Le maréchal de Vitry à Richelieu, 18 novembre 1631.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1708, 73. Le comte d'Alais à Chavigny, 14 mai 1642.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1708, 228. Le comte d'Alais à Chavigny, 3 décembre 1643.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1708, 241. Mémoire de M. le comte d'Alais touchant le Parlement de Provence (1643).

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 157. Du Boyer à Mazarin, d'Aix, 20 juin 1645.

présens ni pensions de personne, et ne serons pas marris qu'il sçache que nous vous l'escrivons et vous prions de continuer comme vous avez commencé avec cœur et hardiesse, puisque vous parlez pour une ville de très grande importance et de considération, et puisque vous ne demandez que choses raisonnables¹. . . »

Ces protestations étaient vaines. Elles ne pouvaient pas empêcher les ministres de se rappeler que, à deux reprises, au cours des guerres de religion, Marseille avait failli se soustraire à l'autorité du Roi, avec Louis Dariez en 1585 et Charles de Casaulx de 1591 à 1596. Celui-ci avait entretenu des rapports avec le duc de Savoie et avec le roi d'Espagne, dont il avait reçu des subsides². On put craindre un moment qu'il n'eût l'intention de livrer Marseille aux envoyés de Philippe II. Le coup de main heureux du capitaine de Libertat épargna à Henri IV le grave danger de voir le grand et, à ce moment, l'unique port de la Méditerranée française tomber aux mains de son redoutable rival³.

Il ne nous paraît pas douteux que le souvenir de ces événements ait influé sur la politique de la Cour à l'égard de Marseille. Personne, dans l'entourage immédiat du Roi et des ministres, ne méconnaissait la grande importance de cette ville et le rôle considérable qu'elle était appelée à jouer dans la querelle entre la maison de France et la maison d'Espagne. Dans un mémoire sur les affaires générales de Provence, adressé à Richelieu, à la veille de l'ouverture de la période française de la guerre de Trente Ans, le maréchal de Vitry insiste d'abord sur la position géographique de cette province et sur le seul abri contre les vents que ses côtes offrent aux navires se rendant d'Espagne en Italie⁴. Quelques années plus tard, le comte d'Alais accentuait ces observations en écrivant à Mazarin : « La ville de Marseille est de l'importance que chacun connoit », et il lui montrait les dangers de l'indulgence royale à l'égard de certains de ses habitants qui entretenaient des relations suspectes avec Livourne, Gènes et d'autres villes italiennes ennemies de la France⁵.

Les ministres hésitaient à adopter à l'égard de Marseille une politique rigoureuse et bien arrêtée de peur qu'elle ne poussât ses habitants, dans un mouvement de colère, à recevoir dans leur port les vaisseaux du roi d'Espagne et à ouvrir ainsi la France aux armées ennemies. Il valait mieux éviter d'irriter

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à l'assesseur de Bausset, à Paris, 27 décembre 1644.

2. Ruffi, *Histoire de Marseille*, I, 391 et suiv.

3. *Ibid.*, I, 415.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1708, 242. Mémoire sur les affaires générales de Provence, « l'auteur du mémoire est M. le Maréchal ».

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 126. Le comte d'Alais à Mazarin, 26 juillet 1644.

trop fortement les Marseillais, user de ménagements envers eux, et paraître toujours tenir compte de leurs privilèges. Le moment finirait par venir où le Roi pourrait, au besoin par la force, leur imposer sa manière de voir.

On cherchait, en attendant, à diminuer l'importance de Marseille en favorisant l'essor d'un autre port, Toulon, qu'on espérait pouvoir opposer un jour à notre ville et que certains se plaisaient à appeler le « Brouage de cette nouvelle Rochelle ». Les Marseillais n'avaient que du mépris pour ce repaire de corsaires qui prétendait disputer à leur glorieuse cité l'empire de la Méditerranée¹. Mais les habitants de Toulon ne perdaient jamais de vue l'avenir promis à leur ville. Dans les luttes qui allaient si profondément troubler la Provence, Toulon embrassa le parti des ennemis de Marseille et joua un rôle important dans l'effort dirigé contre cette ville. Ce ne sont pas des raisons politiques qui dictaient cette conduite : les Toulonnais étaient guidés par l'espoir qu'une victoire leur assurerait de nouveaux avantages aux dépens de Marseille. Ils confondaient l'intérêt de leur ville avec celui de la royauté. Demandant quelques années après, en 1653, et alors que la querelle allait recommencer entre Marseille et la royauté, la franchise des droits de foraine, douane, épiceries, drogueries, etc., les Toulonnais ajoutaient aux raisons particulières qui paraissaient justifier leur démarche, ces considérations plus générales et d'une autre portée politique. « Ceux qui publient que c'est incommoder Marseille ne font pas réflexion sur les principes de la politique qui ne veulent pas que l'on souffre dans une province frontière et de l'importance de la Provence une ville orgueilleuse, qui n'a jamais reconnu qu'en apparence l'autorité royale et sous de conditions incommodes, puisque encore à présent il se peut dire qu'il ne s'y exécute rien sans l'agrément des consuls et du peuple. Les gouverneurs n'y ont point de pouvoir, et la moindre menace des Marseillois est qu'iront chasser les bureaux des autres villes, si on ne leur accorde ce qu'ils demandent. Si bien que, comme dans la Sicile, la politique a voulu qu'il y eust deux villes de force égale, Messine et Palerme, il faut par ce mesme principe que la ville de Toulon soit en estat de pouvoir marcher de pas égal avec Marseille et de la ranger à son devoir quand elle s'esloignera de l'obéissance qu'elle doit aux ordres de Sa Majesté : l'émulation de ces deux villes contribuera à l'affermissement de

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 81. « Le 23^e de ce mesme mois de novembre 1643, le sieur des Pennes, premier consul, et l'assesseur Cabanes estant allés à Toulon rendre leurs devoirs à M. le duc de Fronsac, marquis de Brézé, amiral de France, les consuls de Toulon ne les furent point voir disant que, lorsqu'ils viennent en ceste ville, nos consuls ne les visitent point : comme si, des gens de trois jours, enrichis des dépouilles et prises des corsaires, devoient pointiller avec une ville qui n'est pas seulement la première de la province, mais, sans contradiction, l'une des plus considérables et plus anciennes de l'Europe. »

l'autorité royale et à l'établissement du gouverneur et au repos de la province¹. »

En parlant ainsi, les consuls de Toulon exprimaient sûrement la pensée secrète des ministres et des autres officiers du Roi qui, en Provence, avaient dû compter si souvent avec les résistances marseillaises. Beaucoup de projets utiles à la royauté avaient été arrêtés, ou, du moins, avaient été modifiés, réduits ou ajournés à cause de la mauvaise volonté de Marseille, refusant d'y prendre sa part. L'obligation de ménager une ville aussi considérable avait contraint les ministres à des mesures qui paraissaient aux Marseillais autant de signes de faiblesse, sinon autant de preuves certaines de l'impuissance du Roi à ruiner leurs institutions municipales et à détruire leurs privilèges. Leur orgueil et leur confiance risquaient de ne connaître plus de bornes si le Roi, enfin débarrassé du souci qui le contraignait à user de ménagements envers eux, assuré d'ailleurs d'avoir bientôt en Méditerranée un port capable de servir utilement de point d'appui à ses flottes, ne trouvait le moyen de réduire cette ville, trop fière de son autonomie et trop indocile à ses directions, à la règle commune qui régissait toutes les autres villes de France.

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 222. Cahier présenté par les habitants de Toulon, 16 février 1653.

DEUXIÈME PARTIE

LA VIE POLITIQUE PENDANT LA FRONDE

CHAPITRE PREMIER

LE COMTE D'ALAIS ET LE LIEUTENANT ANTOINE DE VALBELLE

I. LA PROVENCE SOUS LE GOUVERNEMENT DU COMTE D'ALAIS ET LA MINORITÉ DE LOUIS XIV. — II. LA POLITIQUE PROVENÇALE DU COMTE D'ALAIS : SES PROJETS SUR MARSEILLE. — III. ANTOINE DE VALBELLE, LIEUTENANT DE L'AMIRAUTÉ ; SON ACTION PRÉPONDÉRANTE DANS LES AFFAIRES MUNICIPALES ; ORIGINE DE SON POUVOIR ; SES IDÉES. — IV. LA RIVALITÉ DE VALBELLE ET DU COMTE D'ALAIS : LEURS PARTISANS A MARSEILLE ET A LA COUR. — V. LES TROUBLES DE MARSEILLE DE 1643 A 1647.

La Provence et Marseille avaient mené une existence assez calme pendant le règne de Louis XIII. Richelieu n'en avait pas toujours obtenu, il est vrai, tous les concours qu'il leur avait demandés : on peut dire, cependant, que le roi n'avait pas eu besoin de recourir à des coups de force pour maintenir les Provençaux dans l'obéissance. Dans les dernières années de sa vie, le cardinal-ministre leur avait même accordé des satisfactions pour lesquelles ils lui avaient manifesté leur reconnaissance. Le maréchal de Vitry, qui avait succédé au duc de Guise dans le gouvernement de la province, les avait mécontentés par ses entreprises contre leurs privilèges. Richelieu avait eu aussi à se plaindre de ce personnage : le soupçonnant d'entente secrète avec l'archevêque de Bordeaux, Sourdis, qui avait perdu sa faveur, il le fit rappeler à la Cour¹. Vitry fut remplacé par

1. Haitze, *Histoire de Provence sous le fameux gouvernement du comte d'Alais*, I, III, p. 13.

Louis-Émmanuel de Valois, comte d'Alais, fils du duc d'Angoulême et de Charlotte de Montmorency, petit-fils par son père de Charles IX et de Marie Touchet, et neveu par sa mère du prince de Condé¹.

Il semblerait que, sous ce nouveau gouverneur, la Provence dût avoir plus de repos et de bonheur. Le comte d'Alais était salué par les compliments joyeux de bienvenue des différents corps de la province². En enregistrant ses lettres de provisions, le Parlement de Provence se félicitait de la désignation que le Roi avait faite de ce personnage et en tirait un présage favorable pour le bonheur des Provençaux³. L'archevêque d'Arles se faisait aussi l'interprète de la joie commune et exprimait à Chavigny la reconnaissance des États provinciaux, dont il était le président, pour un choix aussi heureux⁴. Les Marseillais s'étaient associés à ces manifestations : au Conseil tenu le 20 mai 1640, en présence du comte d'Alais, pour l'installation

1. P. Anselme, *Histoire généalogique de la Maison de France*, I, 100.

2. Haitze, *Histoire*, etc., I, vi, p. 33. — « Ce prince (le comte d'Alais) s'étant acquitté de tout ce qu'il devoit à la Cour, après avoir esté pourveu de ce gouvernement, en vint en prendre possession à la fin de l'automne de ceste mesme année (1637). Il y fut reçu avec des honneurs extraordinaires, ou pour mieux dire en roy et en demi-dieu, non pas tant pour honorer le sang royal dont il estoit descendu que pour rendre aux vertus dont son âme estoit enrichie la vénération qui leur estoit due.... Tous les gens de bien et tous ceux qui avoient quelque affection pour le bien public se réjouissoient extrêmement de sa venue, chacun se promettant sous un si sage gouverneur toute sorte de bonheur et de félicité publique. »

3. Papon, *Histoire générale de Provence*, IV, xiv, p. 489. « Il y a longtemps que nous n'avons enregistré des provisions avec autant de plaisir, tant est grande l'obligation que nous avons au Roy d'avoir escouté favorablement les plaintes de ses peuples et d'y avoir généreusement remédié par l'eslection qu'il a fait de vostre personne. Les grands éloges, dont vous estes honoré par Sa Majesté et que vous avez mérités par vos services, relèvent avec plus de gloire le présent qu'Elle a fait à la province, qui soupire après vous et attend avec impatience le jour fortuné qu'elle jouira de votre présence. Nous prenons la plus grande part à ceste joie et nous recevons avec reconnoissance les offres qu'il vous a pleu nous faire, vous suppliant de croire qu'avec déference et respect nous embrasserons et rechercherons toutes les occasions de vous tesmoigner par nos services combien nous vous honorons. »

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1706, 122. L'archevêque d'Aix (Louis de Bretel) à M. de Chavigny, chancelier de Monsieur, frère du Roy, 21 mars 1638. « Le voyage du sieur de Mathan me servira d'une favorable occasion pour me présenter par ces lignes en l'honneur de vostre souvenir et pour vous assurer de mes respects et très humbles services. Il est gentilhomme de si bon esprit et si bien connu de vous que je lui ferois tort de vouloir renchérir sur le compte qu'il vous donnera de nostre vie et de nos joies pour le bon prince qu'il a pleu au Roy nous donner pour gouverneur en Provence. Nous ressentons tous les jours des effets si puissants de sa bonne volonté pour le soulagement de ce pays avec les tesmoignages de sa bonte et amour pour nous en particulier, que nous ne pouvons assez dignement l'en remercier et publier les louanges qui lui en sont dues. Je vous dirai seulement l'en remercier et publier les louanges de ses vertus nous rencontrons en lui tant de douceur et de justice que la province s'estime très heureuse de jouir d'un si grand bien. Aussi, elle a tesmoigné par ses députés de l'Assemblée, qu'il lui a pleu autoriser, la reconnoissance qu'elle en avoit et comme son gouverneur possède tous les cœurs si bien que, méprisant ses propres interests, il fait valoir les ordres du Roy et maintient toutes choses dans les dispositions qu'on peut desirer d'une province grandement pauvre, mais soumise et parfaitement obéissante. »

solennelle du viguier, François de Damian, sieur de Vernègues, l'assesseur Antoine de Félix avait prononcé une harangue dans laquelle il avait fait un éloge pompeux du nouveau gouverneur et rendu un témoignage éclatant de la confiance que ses concitoyens plaçaient en lui ¹.

Le comte d'Alais ne sut pas conserver longtemps l'affection unanime des Provençaux. Tant que Richelieu avait vécu, il s'était attaché à suivre exactement les instructions que celui-ci lui avait données à son départ de la Cour, notamment « de faire tout le contraire de ce que le maréchal de Vitry y avait fait, c'est-à-dire d'estre plus prudent et de se mieux mesnager dans les affaires, et surtout de pourvoir au repos des peuples ² ». Mais il n'était pas de taille à soutenir longtemps le rôle d'arbitre entre les partis que le cardinal lui avait assigné : ni sa naissance, ni son caractère ne l'y avaient préparé ; son entourage et les circonstances l'en éloignèrent encore davantage.

A demi prince du sang, fils d'un père qui avait été un moment suspect aux Bourbons et retenu quelques années prisonnier à la Bastille ³, neveu d'un oncle mort décapité pour crime d'Etat ⁴, Louis de Valois, comte d'Alais, plus tard duc d'Angoulême, avait été d'abord destiné à l'Eglise et avait été élevé en conséquence, étudiant avec goût la philosophie et la théologie ⁵. A la mort de son frère François, survenue en 1622, il avait quitté l'état ecclésiastique et embrassé la carrière des armes, où il

1. Arch. nat., K. 1220, 53. — *Harangue prononcée*, etc., p. 15 et 16. « ...Nos magistrats avouent pourtant, Monseigneur, que leurs soins seroient infructueux sans les vostres et que, vous intéressant avec tant de générosité en tout ce qui touche la ville de Marseille, c'est par vous seulement qu'elle peut esviter les maux dont elle est menacée. Aussi, c'est dans nos mains qu'elle a consigné tous ses biens et toutes ses espérances : elles sont nostre appuy, nostre seureté, nostre défense ; et, comme vous avez pour nous un cœur de père, agréez, Monseigneur, la liberté que je prens de vous dire que nous vous aimons, mais d'un amour respectueux, d'une inclination sincère et obéissante, d'un cœur attaché par des liens de soie et de pourpre et par toutes les grâces et toutes les bontés qui peuvent attirer les volontés des hommes. Nous scavons, Monseigneur, que ces escadrons invincibles, à la teste desquels vous avez fait voir si souvent jusques où la vaillance pouvoit aller par le mespris des dangers, ces généreux guerriers, dis-je, sont jaloux d'un bien que nostre bonne fortune a ravi.... Leur desplaisir et nostre joie sont les fruits de vos vertus éminentes et si les sentimens de ceux qui vous ont perdu sont pleins de tant d'amour et de zèle, jugez, s'il vous plaist, quels sont les transports de ceux que la présence d'un si grand prince honore et protège si puissamment. Permettez-moi, Monseigneur, de vous les découvrir en deux mots et de vous dire que, bien que les sceptres et les couronnes qui honorent votre race vous donnent le droit de commander aux hommes, ceste bonté royale du sang des Valois, qui paroist si hautement dans toutes vos actions, engage encore plus doucement nostre devoir et qu'elle a des charmes et des douceurs qui nous inspirent autant de tendresse et d'amour que ces illustres caractères de naissance et d'autorité nous ordonnent de respect et d'obéissance. »

2. Haitze, *Histoire*, etc., I, x, p. 44.

3. P. Anselme, *loc. cit.*

4. Henri de Montmorency, gouverneur du Languedoc, décapité à Toulouse en 1632, après s'être révolté contre Louis XIII et Richelieu.

5. Il avait été pourvu de l'évêché d'Agde et de l'abbaye de la Chaise-Dieu (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 139 ; — P. Anselme, *loc. cit.* ; — Haitze, *Histoire*, etc., I, III, p. 17 ; — *Le Semestre et le Sabre*, p. 39).

avait servi sans grand éclat¹, ce qui ne l'avait pas empêché de recueillir en 1637 la charge de colonel-général de la Cavalerie légère que son père et son frère avaient remplie avant lui². Il fut pourvu la même année du gouvernement de la Provence. Il n'avait, semble-t-il, aucune des qualités nécessaires pour remplir l'une et l'autre charge. Pourvu d'un embonpoint excessif, qui embarrassait ses mouvements et excitait les railleries de ses ennemis³, il était prompt à la colère⁴, dissimulé⁵, vindicatif⁶. Ses partisans vantaient sa piété, sa science, sa générosité et son faste⁷, mais ils reconnaissaient que ces qualités étaient paralysées par une timidité excessive et une très grande faiblesse de volonté⁸. C'était là, en effet, les deux traits dominants de son caractère. Ils n'avaient échappé ni à ses amis ni à ses ennemis, puisque les *Mémoires* de Valbelle ne le trouvent « ni assez généreux pour faire du bien ni assez hardi pour faire du mal⁹ ».

Peut-être le comte d'Alais aurait-il gouverné la Provence sans

1. P. Gaffarel, *La Fronde en Provence (Revue Historique, II, 64)*.

2. P. Anselme, *loc. cit.*

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 135 v°. « Ceux qui l'ont vu m'ont dit que le comte d'Alais ne pouvoit jamais remettre son épée dans le fourreau et qu'il fallut que le sieur de Mathan lui aidast et lui tint la main. Ceste masse de chair ne s'estoit de longtemps si fort esmue comme ce jour-là » — *Ibid.*, 37 v°. « ... Par une trahison indigne de l'Altesse dont sa grosseur se qualifie... »

4. *Le Semestre et le Sabre*, 39. — Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* (139) rapportent qu'à la Cour on s'étonnait des mouvements de violence auxquels s'abandonnait le comte d'Alais, parce qu'« on le croyait d'autre humeur et on estimait que, ayant esté évesque d'Agde, nourri et élevé aux bonnes lettres, il n'estoit pas capable de telle violence et d'un pareil emportement ».

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 37 v°. « Jamais prince n'a usé d'une plus grande dissimulation ni employé plus d'artifices à tromper les hommes que lui. » — Cf. *Ibid.*, 253 v°. « Les maximes de la vieille Rome et la plus grande partie de celles de Machiavel, sur lesquelles le comte d'Alais méditoit incessamment dans son cabinet... » Le témoignage des *Mémoires d'Antoine de Valbelle* pourrait être récusé, s'il n'était appuyé par certains actes accomplis par le comte d'Alais pendant son gouvernement, notamment celui qu'il commit au moment de la mort du duc de Brézé, et dont nous aurons l'occasion de parler plus loin.

6. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 119. « Si les grands princes se vantent d'estre les images de Dieu, quoique cela ne doive se rapporter qu'aux souverains, ils ne peuvent bien ressembler à cet auguste original que par la clémence et ceste mauvoise maxime, venue d'Italie, de ne pardonner point quand on a offensé, est presque toujours malheureuse. Mais le comte d'Alais fait gloire de la pratiquer et ne peut s'empescher de dire qu'il lui est impossible d'oublier les injures, soit qu'il les fasse ou qu'il les reçoive. » — Cf. dans ces *Mémoires* (p. 429) le récit d'une visite faite à Aix, le 26 mars 1649, par Valbelle, La Salette père et fils, l'évêque, etc., au Parlement et au comte d'Alais pour les féliciter de la paix qui venait d'être conclue entre eux. Le comte « fit un discours qui tesmoignoit assez qu'il ne méditoit que vengeance et qu'il promettoit tout pour ne tenir rien, car il fit venir à propos de dire qu'il y avoit ceste différence entre les princes de la Maison de Valois et celle des Bourbons que ceux-ci sont naturellement cléments et avarés, et ceux-là, au contraire, libéraux et vindicatifs. »

7. Haitze, *Histoire*, etc., I, II, 17; — *Le Semestre et le Sabre*, 39; — Cf. Gaffarel, *loc. cit.*

8. *Le Semestre et le Sabre*, 39 : « Comme il estoit timide, il revenoit avec facilité lorsqu'on lui faisoit envisager le danger et le péril auquel il s'exposoit en persistant dans sa première opinion, ce qui estoit attribué par quelques-uns à foiblesse. »

9. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 251.

éclat mais aussi sans dommage, si ce défaut de volonté n'en avait fait un instrument docile entre les mains de ceux qui surent prendre de l'empire sur lui, son secrétaire Berville¹, et surtout sa femme. La comtesse d'Alais, d'origine relativement modeste², avait porté dans sa maison l'humeur d'une parvenue, dont elle paraît avoir eu quelques ridicules³. Pleine d'orgueil et de morgue, elle avait le désir de dominer et l'ambition de gouverner la Provence sous le nom de son mari. Ayant réussi à éloigner le secrétaire Berville, elle prit sa place, se flatta de ne rien laisser faire qu'elle n'eût d'abord approuvé, et chercha à se pousser dans la faveur des ministres en mettant à leur service son influence sur son mari⁴. Aussi les contemporains ont été d'accord pour lui attribuer la plus large part de responsabilité dans les actes accomplis par le comte d'Alais pendant son gouvernement de Provence⁵ et ses ennemis ont tracé d'elle des portraits peu flatteurs⁶.

La mort de Richelieu et celle de Louis XIII, l'avènement d'un roi enfant et l'établissement d'une régence allaient fournir au comte et à la comtesse d'Alais l'occasion de chercher à satisfaire leur ambition, au risque de troubler profondément la Provence, d'y compromettre l'autorité du gouverneur et de fournir à des corps privilégiés, notamment à l'aristocratie municipale de Marseille, les moyens d'étendre leurs prérogatives aux dépens du

1. Haitze, *Histoire*, etc., I, xxi, 145.

2. Henriette de la Guiche, comtesse d'Alais, était fille de Philibert de la Guiche, grand-maître de l'artillerie, gouverneur du Lyonnais, et veuve de Jacques de Matignon, comte de Thorigny (P. Anselme, *loc. cit.*).

3. Gaffarel, *loc. cit.*, p. 65.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 157. — De Boyer à Mazarin, 20 juin 1645. « Madame la comtesse d'Alais, qui sait que Vostre Eminence me fait l'honneur de me tenir pour son serviteur particulier et très fidèle, a désiré que je vous fisse savoir qu'elle est vostre très humble servante et qu'ayant esté obligée pour le repos de sa maison de forcer Monsieur son mari à esloigner quelques serviteurs, elle appréhende qu'ils ne fassent tous leurs efforts pour lui rendre mauvais offices auprès de Vostre Eminence, qu'elle supplie très humblement de lui réserver toujours le rôle et de croire qu'elle ne manquera jamais de passion dans tout ce qui regardera son service, en sorte que, si Monsieur son mari avoit besoin d'estre inspiré es sortes de choses de ceste nature, elle emploiera tout ce qu'il faut de pouvoir pour faire despendre sa maison et ses volontés de Vostre Eminence et pour ajuster toute leur conduite à vos intentions. »

5. Gaffarel, *loc. cit.*, p. 65.

6. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 149. « Elle n'est pas le plus inutile instrument de ses fourberies. » — *Ibid.*, 397. « La femme la plus méchante de son sexe. » — *Ibid.*, 737 v°. « Outre qu'il est peu de chose de soi-même, il ne suit pas d'autre conseil que celui de sa femme. » — Cf. le pamphlet, la *Justice persécutée par les armes du comte d'Alais*. « Qui ne sait que Madame est une femme artificieuse, hautaine et très intéressée? Elle ne se prosterne si souvent aux pieds des autels que pour immoler nos personnes et nos biens. Elle ne demande à Dieu que le sang et la substance du pauvre, et pendant qu'elle fait bénir des médailles pour abuser à Marseille le bas peuple, qui est très crédule et très peu judicieux, pendant qu'elle lui fait parler de ses révélations et de ses extases et qu'on la traite de bienheureuse dans les églises, ses conférences secrètes vont à la ruine et à la désolation de ceste province. Elle arme son mari contre ce peuple innocent. Elle lui inspire le feu. Elle envenime son âme. Elle l'importune continuellement de ses vengeances, et, sans considérer sa naissance et sa dignité, elle lui communique l'avarice, l'orgueil et la vengeance qui sont les vices de son sexe. »

pouvoir royal. « Comme la minorité des Rois est une espèce d'interrègne et que la plupart des gouverneurs, s'imaginant en ce temps-là que tout leur doit estre permis, abusent de l'autorité qui leur est commise, le comte d'Alais, qui sçavoit d'ailleurs que le commencement d'un règne est le temps le plus favorable pour tenter des choses nouvelles, conçut de meilleures pensées et entreprit, dès l'heure mesme, de se faire valoir tout autant que jusqu'alors il avoit été faible et peu considéré¹. »

Déjà, quelques mois avant la mort de Richelieu, un différend avait éclaté entre le comte d'Alais et le Parlement de Provence, à propos de la création d'une Chambre des requêtes que ce corps avait refusé d'approuver². Le gouverneur, prenant délibérément parti contre les parlementaires, avait intrigué à la Cour³ et, profitant de circonstances favorables, il avait obtenu que le premier président du Bernet serait mandé auprès du Roi⁴. Il crut que

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 53.

2. Voir sur cette affaire, Haitze, *Histoire*, etc., I, xxiii et xxv; — *Le Semestre et le Sabre*, 9-10; — Cf. Gaffarel, *loc. cit.*, 69.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1708, 73. Le comte d'Alais à Chavigny, 14 mai 1642. « Je ne puis dire pour quel malheur il m'est arrivé d'avoir toujours rencontré le premier président de nostre Parlement de Provence opposé à mes desseins quoique désintéressés et que j'aie essayé par toutes les voies raisonnables à le mettre en estat de concourir avec moi au bien du service du Roy. Je ne puis attribuer ce malheur qu'à deux causes : la première, est le désir de domination qui l'a porté avec beaucoup d'inconsidération à s'attirer dans la province mesme autorité que sa charge lui donne légitimement dans le Palais; la seconde, l'attachement qu'il a eu avec M. de Bordeaux (Sourdis) et d'autres personnes de considération que je n'ai jamais considérés comme mes amis, n'estant pas serviteurs de Son Excellence. J'ai esté obligé de maintenir d'autant plus la dignité de mon emploi que j'ai cru y estre obligé par tous les respects qui peuvent piquer un homme de bien et d'honneur. Il vous sera, je m'assure, très aisé de vous ressouvenir, Monsieur, que je me suis plaint, ce me semble avec raison, du trop bon accueil qu'il a reçu à la Cour, après avoir si malicieusement tourné cet intérêt délicat dont nous avons parlé ensemble avec horreur et malmené nostre intendant sur le sujet de la Chambre des Requestes. Le retour de ce voyage l'a mis dans une audace si épouvantable qu'il n'y a aucun outrage dont ces Messieurs n'aient esté offenses ou plutost le Roy en leurs personnes et jusques au point que le sieur André, mon secrétaire, vous fera entendre. Le succès de ceste contestation de dix-huit mois est considéré comme le tombeau des affaires du Roy dans ceste province et je vous puis dire que, ne m'ayant pas trouvé de l'humeur de ceux qui sont bien aises de se descharger du poids des affaires, il a mis toutes choses dans une telle combustion et cabale que, s'il ne sort de la province, je n'y puis espérer d'y faire à l'avenir ce que j'ai fait dans le passé et l'on ne peut attendre que des désordres pareils aux Carcaneaux et à tous ceux qui se sont vus du tems de nos pères. Je me promets l'honneur de vostre assistance en cette occasion où il y va du service du Roy, du salut d'une province, la plus jalouse et la plus remuante du royaume, et de l'intérêt d'une personne qui n'en connoist point de plus sensible que celui.... »

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 196. Chavigny au comte d'Alais, 18 novembre 1641. « ... Ces considerations m'eussent porté à m'opposer à la declaration que vous fistes contre M. du Bernet et vous conjurer d'y faire des réflexions sans la raison qui fait le commencement de ma lettre. Et, en effet, j'ai vu feu M. le Cardinal hésiter à le faire chasser parce qu'il jugeoit ceste action violente et qu'il ne voyoit pas de pretexte assez apparent pour la fonder. Et, sans l'assistance que le mauvais estat où il se trouvoit lors nous donna moyen de lui rendre, jamais il ne se fust porté à telle résolution. Je vous dis, Monseigneur, des choses que j'ai vues et dont je n'ai pas pensé vous devoir

la mort du cardinal et celle de Louis XIII lui permettraient d'étendre ce premier avantage. Il y était poussé par la comtesse d'Alais, à qui Mme du Bernet avait déplu¹, et par un avocat d'Aix, Gaufridy, jurisconsulte de talent, habile et intrigant, qui n'était pas sans influence sur ses concitoyens : désireux de jouer un rôle important en Provence, Gaufridy comptait y parvenir grâce à la charge de président de la Chambre nouvellement créée², qui lui avait été promise.

Pour mieux assurer le succès de son entreprise, le comte d'Alais, qui avait fait un assez long séjour à la Cour où il s'était rendu à la nouvelle que l'état de la santé de Richelieu et de Louis XIII avait empiré³, obtint le remplacement de l'intendant de la province, François Caret de Vautorte, dont il ne se croyait pas assez sûr⁴. Il fit mettre à sa place François Bouchard de Champigny, qui avait une première fois déjà rempli ces fonctions en Provence et dont il avait pu éprouver le dévouement⁵.

Ainsi secondé et conseillé, le comte entreprit de poursuivre plus rigoureusement encore qu'auparavant la lutte qu'il avait commencée contre le Parlement⁶. Mais, pour réduire ce corps à sa merci, il lui fallait trouver un appui auprès de la capitale et des autres villes de la province. Il ne pouvait y parvenir qu'à la condition de s'y rendre maître de l'hôtel de ville, en profitant des rivalités et des querelles politiques des habitants et en poussant aux charges municipales ceux qui se laisseraient

informer qu'à présent. Et je m'assure que vous vous souviendrez qu'après que Son Excellence vous eust assuré d'oster le sieur du Bernet, elle fut quelque tems avant que d'en venir à l'exécution. »

1. Gaffarel, *loc. cit.*, 66.

2. *Le Semestre et le Sabre*, 9-11; — Cf. Gaffarel, *loc. cit.*, 71-72.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 37 v°. — Cf. Arch. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I, les lettres des consuls pendant les premiers mois de 1643.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 21. « Dans le mesme consulat (celui de Gérente, 1639-1640) arriva en ceste ville François Caret, sieur de Vautorte, nouveau intendant de la justice à la place de Champigny, qui fut envoyé à Lyon. Mais, le sieur de Vautorte, estant homme d'honneur et indépendant, ne fut pas longtems en ceste province, le comte d'Alais demandant des âmes lasches et serviles et des esprits à suivre ses passions et mouvemens. »

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1708, 169. Champigny à Chavigny, 21 avril 1643. « Ayant plu à Mgr le comte d'Alais souhaiter que j'eusse l'honneur de retourner servir près de lui en l'intendance de Provence et M. des Noyers, avant son départ de la Cour, lui ayant tesmoigné qu'il m'en enverroit les expéditions, je prends à présent la liberté de recourir à vous, Monseigneur, pour vous demander la continuation de la protection dont vous m'avez honoré et vous supplier très humblement de trouver bon que j'aie l'honneur d'estre employé près de ce prince, au service duquel je suis attaché et par l'inclination que tous les gens de bien doivent avoir pour son mérite et sa vertu et encore par de très étroites obligations en sorte que, sans ingratitude, je ne puis omettre de faire mon possible pour sa satisfaction ». — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 221 v°. « Et comme Champigny faisoit plustost l'office de l'intendant de sa maison que de l'homme du Roy... »

6. Voir sur le détail de la querelle du comte d'Alais et du Parlement, Gaffarel, *loc. cit.*

séduire par ses promesses et qui consentiraient à embrasser son parti. « Il faut remarquer, observe l'historien Haitze¹, que, de tout temps et en tous lieux, il y a eu des brigues et il s'est fait de partis pour parvenir aux charges et surtout en Provence pour celles de son gouvernement politique où les moindres sont recherchées avec tant d'empressement qu'un intendant de justice, qui y était naguère en exercice, admirant ceste démangeaison naturelle des Provençaux, pour avoir quelque part à ces sortes d'emplois, quand ce ne seroit mesme que pour donner son suffrage forcé, suivant l'intention des chefs des partis, dit fort agréablement « qu'il falloit que les viandes des hostels de ville » de ceste province fussent d'un grand goust et excellentment » bonnes, puisque chacun en vouloit goûster quand ce ne seroit » mesme qu'avec le bout du doigt ». Il est vrai que, du temps où la narration de ceste histoire se trouve, cest abus, à qui on pouvoit ce semble donner le nom de coutume, à cause de son ancienneté et de son continuel usage, n'étoit pas si grand dans ceste capitale de la Provence qu'il est aujourd'hui. On sollicitoit, on briguoit puissamment le suffrage de ceux de qui les élections consulaires despendoient. Mais il ne s'y étoit point encore introduit de domination absolue de parti pour ce sujet où les chefs se maintinssent comme dans une place de conquête, n'admettant aucun dans l'emploi sans en avoir reçu une espèce de serment de fidélité, en leur faisant promettre de ne donner leurs voix qu'à leur dévotion. »

Le comte d'Alais essaya de tirer parti de ces dispositions des Provençaux. Il y était d'autant plus engagé que le Parlement, qui se recrutait presque exclusivement dans la noblesse de Provence, entretenait d'étroites intelligences avec les magistrats municipaux des principales villes de la province. Or, dans l'affaire de la Chambre des requêtes, Marseille notamment avait lié partie avec le Parlement et joint ses remontrances à celles d'Aix². Le gouverneur avait donc intérêt à intervenir dans les affaires municipales de Marseille, s'il voulait réunir dans ses mains toutes les chances de succès.

En outre, bien qu'elle ne songeât pas à disputer à Aix son rang de capitale de la province — elle était trop jalouse de sa qualité de ville à part pour cela — Marseille avait un très grand prestige aux yeux des Provençaux et sa conduite en matière politique réglait souvent celle des autres villes. Les Marseillais le constataient avec fierté, et les gouverneurs consacraient cette opinion, soit par l'attitude qu'ils adoptaient eux-mêmes à l'égard de cette ville, soit par le témoignage qu'ils en rendaient souvent au Roi et aux ministres³. Le comte d'Alais allait éprouver à ses dépens

1. *Histoire de Provence sous le fameux gouvernement du comte d'Alais*, I, v, 29.

2. Gaffarel, *loc. cit.*

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 871. « A dire la vérité, Marseille donne

l'étendue de l'influence et de l'action que Marseille exerçait sur tout le reste de la Provence.

A Marseille, le pouvoir municipal était alors aux mains d'un parti dont le chef, fortement appuyé à la Cour, avait su faire servir à son ambition et à l'avantage de ses amis les prescriptions du règlement de Saint-Vallier. Ce personnage était le lieutenant général de l'Amirauté au siège de Marseille. Antoine de Valbelle.

Antoine de Valbelle appartenait à une ancienne famille de la ville : les Valbelles prétendaient, en effet, remonter à Pons, premier vicomte de Marseille, qui vivait au ^x^e siècle¹. Quoi qu'il en soit de cette prétention, peu vraisemblable et, d'ailleurs, partagée avec d'autres familles de la noblesse marseillaise, les Valbelles se flattaient d'avoir joué depuis longtemps un rôle important dans l'histoire de Marseille et dans celle de la Provence. Ils auraient servi les comtes de Provence de la seconde maison d'Anjou dans leurs luttes pour la possession du royaume de Naples², puis les rois de France dans leurs entreprises italiennes³, tout en prenant part au gouvernement de la ville. Depuis le ^{xvi}^e siècle, quelques-uns d'entre eux y avaient exercé le consulat⁴.

La fortune politique de cette maison avait surtout grandi pendant le gouvernement du duc de Guise. Ce prince, qui avait pour Marseille une prédilection particulière et qui y avait fait sa résidence, avait confié au chef de la famille, Cosme de Valbelle, le soin de diriger les affaires de cette ville au mieux des intérêts du Roi⁵. Le système politique établi par le règlement de Saint-Vallier permettait, en effet, à un chef de parti de main-

un grand exemple, voire le bransle, à tout le reste du pays, et c'est d'elle que les gouverneurs doivent faire estat pour l'establisement de l'autorité et pour le très grand avantage qu'ils retirent de la seule réputation d'avoir du crédit dans Marseille. C'est principalement pour ceste raison que feu M. le duc de Guise, qui estoit un grand prince, avoit durant trente ans choisi et préféré le séjour de ceste ville à tout autre de la province. » — Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 209. Le comte d'Alais à Chavigny, 29 novembre 1644. « Je viens aux affaires de Marseille qui sont de telle nature qu'elles décident ce qu'on doit attendre de bien ou de mal pour le service du Roy en ceste province. »

1. Le P. Gabriel Léotard, *Généalogie de la maison de Valbelle*.

2. C'est Marie de Blois, régente en Provence pour son fils, le roi de Naples, Louis II (1384-1417), dont il conservait pieusement dans sa maison un portrait, œuvre du peintre italien Spinelli, qu'Antoine de Valbelle considérait comme la bienfaitrice de sa famille (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 335).

3. Le troisième fils de Barthélemy de Valbelle, seigneur de La Garde et de Beaumelle, capitaine de galère au service du roi René, eut pour parrain Julien de Médicis et en reçut le nom de Cosme (P. Léotard, *loc. cit.*, p. 129).

4. Honoré de Valbelle, second consul en 1527; Léon de Valbelle, sieur de La Tour, premier consul en 1616 et en 1629; Cosme de Valbelle, sieur de Beaumelle, premier consul en 1617 et en 1630.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 225 v^o. « Il est constant que lorsque feu M. le duc de Guise voulut prendre part dans le consulat sous le règne de Henry IV^e, cela fut trouvé si mauvais que, ayant préféré ses amis à d'autres, ils furent révoqués et, qui plus est, ce même prince ayant voulu lui-même assister au Conseil de la Maison de ville, il rencontra assez de générosité en ceux de l'Assem-

tenir ses amis au pouvoir sans violer en apparence les libertés marseillaises et les prérogatives du Conseil de ville, puisque les officiers municipaux et les conseillers sortant de charge désignaient eux-mêmes leurs successeurs et qu'un simulacre d'élection consacrait leur choix. Jusqu'à sa mort donc, Cosme de Valbelle avait pu exercer une sorte de toute-puissance politique, avec l'agrément du gouverneur de la province et l'assentiment du Roi et des ministres, malgré les plaintes et les protestations de quelques concitoyens mécontents soit d'être exclus par lui des charges de l'Hôtel de Ville, soit de voir ainsi méconnaître et violer l'esprit sinon la lettre des règlements municipaux¹.

Cosme de Valbelle était mort au mois de septembre 1638, tué dans un combat livré auprès de Gênes à une flotte espagnole par une escadre française dont il commandait une galère². Malgré l'opposition du comte d'Alais, arrivé depuis peu en Provence, et du premier consul de Marseille, alors en exercice, Henri Cauvet, baron de Marignane, Richelieu avait permis que son cousin, le lieutenant Antoine de Valbelle, recueillît son héritage politique³.

blée pour estre contredit et refusé par la ballote.... Depuis ce tems-là, Messieurs les ministres trouvèrent à propos de remettre en autorité la maison de Valbelle, qui n'a pas rendu de petits services, non seulement en l'occasion des élus mais en plusieurs autres. Et M. le maréchal de Vitry, qui succéda au gouvernement et qui ne se laissoit gouverner à personne, reconnu de quelle importance estoit le secours de ceste maison et les services qu'elle pouvoit rendre. »

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1702, 165. — *Plaintes* (adressées à Richelieu) *des gentilshommes de Marseille contre le sieur de Valbelle* (1632). « Les principaux gentilshommes et habitants de la ville de Marseille sont contraints de porter leurs plaintes à Votre Excellence sur le mauvois gouvernement de la ville et les désordres que l'ambition d'un homme seul y a introduits pour s'y acquérir une autorité absolue. C'est, Monseigneur, le sieur Cosme de Valbelle qui, ayant jeté les premiers fondemens de son autorité dans ladite ville sous l'appui et la faveur de M. de Guise, s'y est depuis maintenu avec telle puissance par les brigues et monopoles qu'il y a su pratiquer, qu'aujourd'hui personne ne peut estre reçu dans le Conseil de la Maison Commune sans son aveu, personne ne peut prétendre ni aspirer aux charges que par sa faveur et de son consentement.... »

2. Cosme de Valbelle avait été appelé, par brevet délivré à Chantilly le 13 juin 1635, à « la charge de capitaine de l'une des nouvelles galères que le Roy a fait construire », pour « le gratifier et favorablement traiter en consideration des services qu'il lui a rendus en diverses occasions importantes », étant, en outre, « assuré de son expérience au fait de la marine et de sa fidélité et affection à son service ». Par un nouveau brevet délivré à Saint-Germain-en-Laye, le 15 décembre 1638, le chevalier Jean-Philippe de Valbelle, son fils, fut appelé au commandement de cette galère, le roi ayant mis « en consideration la valeur avec laquelle le sieur de Valbelle, capitaine d'une des galères de Sa Majesté, a servi au combat que ses galères ont gagné contre celles du roi d'Espagne, au mois de septembre dernier, où il a esté tué, et que le sieur de Valbelle, son fils, son lieutenant en icelle, y a esté grièvement blessé et jusques au danger de la mort en defendant ladite galère avec son père contre deux autres, en sorte qu'elle n'est tombée entre les mains des ennemis qu'après la mort dudit sieur de Valbelle père et que ledit fils a esté mis hors de combat avec les autres officiers et soldats, dont mesme il y a eu une grande partie de tués et ladite galère tout à fait ruinée et désarmée ». (Arch. de la Marine, G¹ 334, dossier Valbelle). — Sur le combat où Cosme de Valbelle trouva la mort, voir Haitze, *Histoire*, etc., I, xiv, 83 et suiv.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 5. « Comme il es^t très véritable que mon autorité m'a attiré beaucoup d'envie et que la haine de M. le comte d'Alais n'a

Agé d'environ quarante ans¹, bien fait de corps, mais borgne², Antoine de Valbelle a été représenté par ses amis « comme un homme fameux, dont la capacité, l'esprit, la droiture, l'affabilité, la façon de procéder ronde et l'humeur splendide lui avaient attiré, dès le commencement de sa vie, presque tous les cœurs de la puissante ville de Marseille³ ». Au contraire, ses ennemis lui ont reproché sa rudesse, qui l'aurait fait haïr du peuple, celui-ci se plaignant qu'il le « gouvernât avec le baston⁴ » ; son ambition, ses abus d'autorité et ses exactions⁵, faisant servir à ses projets politiques le pouvoir qu'il tenait de sa charge de lieutenant de l'Amirauté⁶, entretenant même des

point eu d'autre fondement, je prendrai ce discours dès l'an 1638, auquel tems Cosme de Valbelle, seigneur de Beaumelle, qui gouvernoit ceste ville, ayant esté tué au combat de Gênes, et Jean-Philippe de Valbelle, son fils, ayant regu la blessure dont il mourut dans la suite, la principale autorité m'y fut presque unanimement déferée. La Cour mesme, qui avoit d'abord semblé s'intéresser en faveur de l'abbé de Valbelle, frère de celui qui venait de mourir, ne s'opposa plus au dessein de mes amis, dès que Léon de Valbelle, seigneur de La Tour, mon oncle, eut fait agir en ma faveur M. le cardinal de La Rochefoucauld, avec lequel mondit oncle avoit esté lié d'une intime amitié, si bien que je n'eus à combattre dans le commencement que l'envie et la secrète jalousie du viguier et du premier consul Henri Cauvet, baron de Marignane. Il fit son possible pour me débusquer, prétendant que le pouvoir de la ville n'estoit pas une succession et qu'il avoit assez d'amis et de moyens pour y prétendre. Il se trompa dans sa conjecture.... » Voir sur la protection accordée par Richelieu à Antoine de Valbelle, les *Mémoires* de celui-ci, 9, et une lettre de Richelieu à d'Aiglun, premier consul de Marseille, écrite en 1632 et conservée aux Arch. des Affaires étrangères, France, 1702, 170. — Antoine de Valbelle était fils de Barthélemy, lieutenant de l'Amirauté, mort en 1625, et de dame Aymare de Cabre de Saint-Paul.

1. Il ne nous est pas possible de fixer avec exactitude l'âge d'Antoine de Valbelle. Huitième et avant-dernier enfant de Barthélemy de Valbelle, mort en 1625, il serait lui-même mort, si nous en croyons le P. Léotard (*loc. cit.*, 235), qui ne donne pas la date de sa naissance, le 23 novembre 1655, à l'âge de quarante-cinq ans. Si ce renseignement était exact, Antoine de Valbelle serait né en 1610 et aurait eu vingt-huit ans à la mort de Cosme. Mais, outre qu'il est peu vraisemblable qu'il eût pu être à quinze ans seulement mis en possession de la charge paternelle de lieutenant de l'Amirauté, un détail de sa vie ne nous permet pas d'admettre cette assertion de l'historien de la famille de Valbelle. Nous savons, en effet, qu'au collège de Tournon, où il fit ses études, A. de Valbelle eut pour condisciple Abel Servien (voir plus loin, p. 184, note 4). Or, Servien, né en 1593 (P. Anselme, II, 1758), avait quarante-cinq ans en 1638 : Valbelle ne pouvait pas être de dix-sept ans plus jeune que lui. Il nous paraît donc plus vraisemblable de lui attribuer, à quelques années près, le même âge que son puissant ami et protecteur.

2. P. Léotard, *loc. cit.*, 326 et *Histoire des troubles de Marseille*, 1^{re} part., p. 3. Sur les causes de cette infirmité, les deux ouvrages ne sont pas d'accord : celui-ci l'attribue à un accident survenu au jeu de paume, celui-là à un duel avec un partisan du comte d'Alais, qui aurait été tué dans la rencontre. Les *Mémoires de Valbelle* ne parlent ni de l'accident ni du duel ; ils ne font même aucune allusion à son infirmité. Celle-ci cependant est certaine puisque ses adversaires le désignaient parfois sous ce sobriquet « le borgne ».

3. P. Léotard, *loc. cit.*, 226.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 151 v^o.

5. Les excès d'Antoine de Valbelle étaient déjà dénoncés du vivant de Cosme. Les « Plaintes des gentilshommes de Marseille contre le sieur de Valbelle » s'expriment ainsi : « Les parens mesmes dudit sieur de Valbelle, sous l'autorité de ce gouvernement, prennent mille avantages sur le public et particulièrement le lieutenant de l'Amirauté, son cousin germain, qui, ne trouvant aucune résistance ni contrecarré par le pouvoir absolu de son cousin, fait mille oppressions au pauvre peuple et empiète tous les jours sur les droits et autorité de la ville. »

6. Bibliothèque nationale, Ms. Fr., 18976, f^o 475. *Mémoire touchant l'esmotion*

intelligences avec l'étranger et avec les ennemis du Roi pour mieux faire prévaloir avec leur aide ses projets ambitieux¹. Ce sont là des traits opposés et contradictoires qui s'expliquent, de reste, par le rôle prépondérant qu'Antoine de Valbelle a joué à Marseille pendant dix-sept années, de 1638 à 1655, par les services qu'il a été à même de rendre, par les déceptions, les colères, les haines qu'il a excitées. Nous n'aurions donc qu'une idée très imparfaite de ce personnage, si ses paroles, ses actes et ses idées ne nous permettaient de fixer plus sûrement sa physionomie.

Il était glorieux de sa naissance², de sa fortune³ et de ses amitiés⁴, opiniâtre et résolu, prêt à l'action, mais ne s'abandonnant pas toujours à sa première impression, capable, au contraire, de réflexion et même de dissimulation, disposé à se rendre aux raisons et aux conseils de ses amis⁵. Impitoyable avec ses ennemis, au contraire loyal et constant dans ses amitiés⁶ même quand il avait un risque à courir en s'y montrant fidèle⁷, rendant justice à ses amis même quand il avait eu à s'en plaindre⁸,

populaire arrivée à Marseille le 28^e juin 1644. « ... Que néanmoins ce ne sont pas ces deux sujets ci-dessus qui ont donné lieu à la sédition, ayant été fomentée de longue main pour venger les passions des Valbelle qui se voient exclus de continuer leur domination dans la ville, le borgne Valbelle, lieutenant de l'Amirauté, l'exerçant encore avec tyrannie sur les marchands et négocians dont il est juge. »

1. Voir diverses lettres du comte d'Alais, des intendants Champigny et de Sève, que nous aurons l'occasion de citer au cours de notre récit.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 85. « Il n'y a point de plus assurée marque de noblesse en une famille que d'avoir eu ou bien d'avoir présentement de chevaliers de Malte. Et lorsqu'on voit quelqu'un qui porte la croix d'or, que ceux du mesme ordre appellent la croix de justice, l'on ne s'enquiert plus de sa condition et l'on ne se demande pas s'il est gentilhomme. Aussi, j'ai toujours beaucoup estimé cet ordre, mes parens en ont été et mes enfans en sont. »

3. Voir *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 63 v^o, 205, etc.

4. Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* insistent souvent sur les relations étroites et cordiales qu'il entretient avec les plus grands personnages de la Cour, sur sa liaison d'amitié avec Servien et Hugues de Lionne; ils mentionnent avec satisfaction les lettres flatteuses qu'il en a reçues, les propos bienveillants qui ont été tenus sur son compte, l'honneur que lui ont fait de grands personnages passant par Marseille en venant lui rendre visite et en acceptant de s'asseoir à sa table (*Mémoires*, 201, 335, 365 v^o, 379, 411 v^o, 727, 747, 919 v^o, 967 v^o). Sa correspondance confirme tout cela (voir notamment, Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 84).

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 77, 101 v^o, 105, etc.

6. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 27. « Le sieur de La Salle, lors premier consul, me tesmoignoît autant d'amitié et de confiance que je m'en estois promis et me communiquoit toutes ses pensées et ses intentions... Je puis dire en vérité que j'ai toujours fait gloire d'estre bon ami et de déférer aux personnes que je mettois en charge. »

7. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 31. « Et me souviens qu'en mesme tems, le Roy ayant envoyé M. de Besançon en ceste ville, afin d'informer des actions et des discours de M. l'archevesque de Bordeaux (Sourdis), je ne voulus point déposer et crus indigne d'un homme de ma condition d'accuser ni charger personne. Il m'en sut fort bon gré, et, s'il eust vécu, j'estois assuré que ce petit service n'aurait pas esté oublié par lui. Toutefois, le comte d'Alais, qui lui vouloit mal et qui desiroit de le perdre auprès du Roy et dans l'esprit du cardinal de Richelieu, m'escrivit une lettre qui ne m'esbranla point. »

8. En 1643, La Salle, premier consul, avait abandonné le parti de Valbelle pour embrasser celui du comte d'Alais. « Il se mit donc sur le pavé, qui est un

il plaçait cependant dans ses affections ses parents au-dessus de ses amis et se flattait d'avoir toujours tout sacrifié au désir de sauvegarder les intérêts des siens. Mais s'il avait un attachement sincère pour les Valbelle¹, il portait une affection particulière aux parents de sa femme. François de Félix-Beaulieu, et il ne cessa de leur témoigner une confiance aveugle², d'abord parce qu'elle avait été pour lui une compagne vertueuse, intelligente, courageuse et dévouée, ensuite parce qu'il trouva toujours auprès d'eux des concours empressés et utiles³.

mot qu'il a souvent dans la bouche. Et comme il est parfaitement franc et généreux, mais extrêmement délicat et facile à surprendre et principalement quand on lui dit qu'il est méprisé... » (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 55 v°).

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 741. Après avoir enregistré la mort de son cousin François de Valbelle, sacristain de Saint-Victor et grand vicaire de l'archevêque de Lyon, le cardinal Alphonse de Richelieu, il fait sur cet événement les réflexions suivantes : « La maison perdit beaucoup en le perdant, et la ville se ressentit en quelque façon de ceste perte par la mauvoise intelligence qu'il sembla dès lors naistre parmi nous. Mais c'est chose dont je veux perdre la mémoire et, quoiqu'il y ait moins d'amitié et d'union parmi les parens que parmi les simples amis, j'exhorte mes enfans d'avoir attachement pour la réputation et l'honneur du nom et de préférer le moindre parent à tout autre. J'ai des tendresses pour mon sang et, quelque sujet que je puisse avoir de me plaindre, je crois qu'il n'y en a point d'assez grand pour me faire changer de naturel. »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 299. L'assemblée du 9 mai 1647 « prit ceste résolution d'envoyer à la Cour les deux personnes qui m'estoient les plus chères et les plus considérables, sçavoir François d'Arène et Antoine de Félix. L'âge régla leur préséance, car il n'y en avoit point dans mon cœur pour ces deux personnes que j'ai toujours aimées et estimées également, pouvant dire avec vérité que mon cousin d'Arène n'a jamais esté d'autre parti que du mien et certes pardessus nostre parenté, estant petit-fils de Catherine de Valbelle, fille de Cosme de Valbelle, mon aïeul, je dois mes affections et mes services à la sienne. »

3. P. Léotard, *Généalogie de la maison de Valbelle*, 336. « Ce n'estoit point à la vérité une dame d'une excellente beauté, mais c'estoit bien mesme dans sa vieillesse une des plus majestueuses figures que j'ai vues et qui inspiroit autant de respect. Mais ce qui estoit plus considérable que sa prestance et ses biens, c'estoit une capacité au-dessus de celle de son sexe, un courage mâle et un esprit capable de se démesler de tous les embarras où se jeta son époux dans des temps fascheux ; ce fut son conseil le plus solide et sa consolation la plus assurée dans les différentes situations où il se trouva. Aussi l'honora-t-il infiniment. » — Quand le ministre d'Etat Chavigny passa par Marseille, il fut reçu à souper par Valbelle, qui en rend compte et ajoute avec satisfaction (*Mémoires*, 201) : « Le procédé et l'entregent de ma femme lui plut si fort que le sieur de Taillade m'a depuis souvent dit qu'elle avoit esté beaucoup estimée par M. de Chavigny et qu'il disoit n'avoir point vu hors de la Cour de femme plus civile ni mieux faite. » Quant au concours prêté par Mme de Valbelle à son mari, voici, entre autres témoignages ce qu'en disent les *Mémoires* (145 v°). En 1644, Valbelle revenait en Provence de la Cour où il étoit allé se justifier des accusations portées contre lui par le comte d'Alais et l'intendant Champigny. « Je suivis mon chemin, racontait-il, et me rendis à La Barben où ma femme devoit me venir rencontrer. Il seroit superflu de raconter ma joie à la vue d'une si sage et vertueuse femme et de laquelle je venois de recevoir de si parfaits tesmoignages d'amour et de fermeté. Il suffit que mes enfans sçachent qu'elle m'a beaucoup aidé. » — Mme de Valbelle n'avait qu'un frère, de Félix-Beaulieu, qui ne joua qu'un rôle effacé dans les événements auxquels Valbelle fut mêlé. Mais elle avait trois cousins, Félix l'aîné, l'avocat, plus tard, l'abbé Antoine de Félix, et Louis de Félix, capitaine au régiment de la Reine, qui y prirent, au contraire, une part importante. Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* en parlent souvent, notamment à cette occasion (721 v°). Divers événements survenus à Marseille et en Provence en 1650 obligèrent Valbelle et ses amis « d'avertir le Roy de ce qui se passoit et d'envoyer à cest effet M. de Félix avec créance et liberté d'agir comme il trouveroit à propos. Et il estoit bien juste de nous confier à une personne qui estoit si bien informée des intentions des consuls et des miennes particulières et dont les bons avis estoient

C'est en s'appuyant indistinctement sur tous les siens que Valbelle a poursuivi le succès de sa politique. Les principes qui l'inspirent sont des plus simples. Il s'agit avant tout d'empêcher qu'aucune nouveauté ne soit apportée dans le gouvernement de Marseille, qui devra rester tel qu'il a été établi par les Chapitres de Paix, les Statuts et les Lettres patentes des rois. Valbelle sera donc le défenseur obstiné des traditions et des libertés marseillaises¹. Rien ne le détournera de cette ligne de conduite, ni sa fidélité au service du Roi, ni l'attachement affectueux qu'il a pour quelques-uns des ministres, ni le souci de ses intérêts ou de son repos². En agissant ainsi, il croit d'ailleurs servir le souverain autant que sa ville natale³. Il poursuivra cette politique jusqu'à l'établissement du Règlement du Sort, qu'il considérera comme un triomphe personnel en même temps que comme la consécration définitive des libertés de Marseille. Il ne comprendra pas alors — et aucun de ses concitoyens ne comprendra avec lui — que ce règlement nouveau n'a fait que fortifier les privilèges de l'aristocratie municipale, dont il voulait être le chef incontesté et dont il confondait les intérêts, très particuliers cependant, avec ceux de tous les Marseillais.

Les circonstances dans lesquelles se trouvaient alors la royauté et le gouvernement ont singulièrement favorisé les desseins de Valbelle. La minorité de Louis XIV et la régence d'Anne d'Autriche avaient créé à la Cour deux partis qui se disputaient le pouvoir, celui de Mazarin et celui des Princes. Par ses relations et par ses amitiés, Valbelle se trouva placé

presque toujours suivis et considérés dans toutes nos affaires. » Les Valbelle étaient jaloux de l'ascendant que les Félix avaient pris sur le lieutenant de l'Amirauté, si nous en croyons les *Mémoires* (725), qui rapportent que d'Arène écrivit « au chevalier de Valbelle de quitter tout et de venir en ce pays estre le chef de la cabale qu'ils avoient formée contre moi et contre la maison de Félix qui, à son dire, avoit trop de puissance et de créance dans la mienne ».

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 197 v°. « Et comme l'on croyoit que j'estois un de ceux qui s'y opposoient le plus (à l'établissement d'une Chambre souveraine à Marseille), M. d'Emery, lors surintendant des finances, dit à M. l'abbé de Servien, mon intime ami, que j'avois un grand tort d'empescher ceste affaire, et qu'on trouveroit des moyens de me contenter, si j'y voulois donner les mains. Il faut laisser l'autel où nous l'avons trouvé et croire que, si nous avons un peu plus de subtilité, nous avons aussi moins de solidité que nos pères : ils estoient beaucoup plus sages que nous et nous ont laissé pour enseignement que toutes les nouveautés sont odieuses et, comme j'ai dit en un autre endroit de ces *Mémoires*, non seulement elles procurent la ruine du public mais de ceux-là mesmes qui les favorisent et les fomentent. »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 645 v°. « Il est vrai que j'ai toujours fait gloire de préférer les intérêts du public aux miens particuliers et n'ai connu personne lorsqu'il a esté question de servir la ville. »

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 843 v°. « Je puis dire avec vérité que j'ai conservé ceste ville au service du Roy d'aujourd'hui et du feu Roy son père, non seulement pendant sa minorité mais aussi en d'autres rencontres. Et toutefois quelle récompense en ai-je reçu, sinon celle qu'un homme d'honneur doit estimer la plus grande, qui est la gloire d'avoir bien servi et de laisser à ses enfans une bonne réputation? »

dans celui de Mazarin, tandis que le comte d'Alais fut entraîné par sa naissance et par ses obligations de famille dans celui des princes.

Antoine de Valbelle, qui avait dû sa fortune politique à la protection de Richelieu¹, eut l'occasion d'entrer encore plus avant dans la clientèle et même dans l'amitié de Mazarin. Il avait fait ses études au collège de Tournon, comme ses fils devaient plus tard faire les leurs au collège d'Harcourt². C'était un usage des familles nobles de Marseille d'envoyer ainsi leurs fils dans une de ces grandes maisons d'éducation qui jouissaient alors des faveurs de la société. Ces jeunes gens, « nourris dans leur maison avec trop de délicatesse et de liberté », allaient y apprendre, « avec le latin, la langue françoise et le bon accent de Paris³ ». Ils y faisaient aussi des connaissances et s'y créaient des amitiés qui pouvaient leur être précieuses plus tard quand ils auraient regagné leur ville natale. A Tournon, Antoine de Valbelle s'était rencontré avec Abel Servien, le futur négociateur des traités de Westphalie. Borgnes tous les deux, leur commune infirmité les aurait rapprochés⁴ : il s'était formé entre ces deux jeunes gens une amitié qui résista à l'éloignement et à la différence de fortune⁵. Par Servien, Valbelle se lia aussi avec le neveu de celui-ci, Hugues de Lionne, et, par leur entremise à tous deux, il gagna la protection et les sympathies de Mazarin⁶.

De bonne heure, le lieutenant de l'Amirauté fut des amis du cardinal, dont l'appui lui permit, dès 1644, de tenir tête au comte d'Alais et d'échapper aux conséquences d'une grave accu-

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 9 et 15 v°. — Arch. des Affaires étrangères, France, 1702, 170. Rappelons encore que le frère de Richelieu, le cardinal de Lyon, avait aussi accordé sa protection aux Valbelle, avec qui il était entré en relations suivies en sa qualité d'abbé de Saint-Victor. Il avait créé vicaire-général l'abbé François de Valbelle, sacristain de Saint-Victor et cousin germain d'Antoine. Lorsque le cardinal vint à Marseille en 1640, il descendit et logea chez ce dernier (*Mémoires*, 17).

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 289.

3. *Ibid.*

4. *Histoire des troubles de Marseille*, I, 3.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 747. « M. de Servien, que j'avois informé de nos malheurs et de nos craintes, comme étant le meilleur et le plus puissant de mes amis. » — Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 309. Note du 7 décembre 1643 à Mazarin. « M. le duc de Mercœur m'ordonne d'informer Vostre Eminence que la ville de Marseille n'est pas disposée à rien donner, parce qu'elle espère tout de M. de Servien, par le ministère de la famille de Vaubelle (Valbelle) dont il a toujours appuyé les intérêts et que, comme ils despendent de lui, il faudroit qu'il leur escrivist de la bonne sorte pour obliger le lieutenant à faire ce qu'il doit. »

6. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 84. De Valbelle à de Lionne. « J'en usurai toujours de la sorte puisque, en cela, non seulement je suis vos bons conseils, mais j'y rencontre encore mon inclination jointe à mon devoir aussi bien que aux services que je vous ai voués et que vous pouvez, Monseigneur, vous promettre en tout tems de ceste vieille connoissance et de ceste amitié généreuse et parlaite dont il vous plaist de m'honorer. » Sur les rapports étroits qui existaient entre Mazarin, Servien et Hugues de Lionne, voir Chéruel, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, notamment III, 94.

sation que celui-ci avait portée contre lui¹. Il sut se montrer reconnaissant par la suite et lui demeura fidèlement attaché, malgré les pressantes démarches et les engageantes promesses des chefs de la Fronde auxquels il résista non sans en tirer vanité. « Vous pouvez lui (à Mazarin) faire connoistre, écrivait-il à Hugues de Lionne, que, si je ne suis pas grandement utile, je suis pourtant inébranlable et que j'ai courageusement opposé ma fidélité à toutes les semonces qui m'ont esté faites de la part des plus grandes puissances de l'Estat. J'en userai toujours de la sorte². » Mazarin avait compris qu'il n'était pas inutile à ses intérêts d'avoir dans les principales villes du royaume des hommes de la valeur et de l'importance de Valbelle. Ils étaient capables de tenir en échec les seigneurs et les parlementaires qui, dans les provinces, avaient embrassé la cause des Frondeurs et cherchaient à y fomentier des troubles. Le cardinal leur dut peut-être une partie de sa victoire. Il ne fut pas ingrat pour eux. Valbelle, dont les efforts contribuèrent à maintenir Marseille dans son parti, put donc toujours compter sur sa faveur. Mazarin ne la lui marchandait pas, ne laissant jamais échapper l'occasion de manifester la satisfaction qu'il ressentait de sa conduite³ : quand il mourut, il témoigna à son fils les regrets que lui causait sa mort, dans une lettre dont le ton nous paraît sortir de la banalité des billets dont les grands étaient alors prodigues dans des occasions de ce genre⁴.

Au contraire, Mazarin, qui n'avait d'abord manifesté aucune méfiance à l'égard du comte d'Alais⁵, allait peu à peu s'en

1. Voir plus loin.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 84.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 727. « Mon cousin de Félix (de retour d'une députation en Cour, au mois d'août 1650 me dit à l'oreille que M. le cardinal Mazarin, l'idole de la Cour et le tout-puissant dans l'Estat, ne lui avoit parlé que de moi et l'avoit chargé en partant de me faire ses recommandations. » — Cf. cette lettre de Mazarin à Valbelle écrite en 1648, en réponse aux condoléances de celui-ci à l'occasion de la mort de Michel Mazarin, archevêque d'Aix et cardinal de Sainte-Cécile (*Mémoires*, 365 v°). « Sans faire tort à vostre bon naturel, je puis dire avec grande raison que la mort de mon frère vous doit toucher, puisque c'estoit un des meilleurs amis qu'eust vostre maison et qui aimoit vostre personne autant que qui que ce soit. Néanmoins, cela ne diminue rien du ressentiment que je dois avoir de la part que vous prenez à ma douleur, ayant espruvé vostre affection envers moi en trop de rencontres pour en douter en celle-ci. Je vous prie de me la continuer et de croire que vous n'en aurez jamais pour aucun qui soit plus véritablement que moi, Monsieur, vostre très affectionné à vous faire service.... »

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 356. Mazarin à Léon de Valbelle, 10 décembre 1655. « J'ai esté sensiblement touché de la nouvelle que vous m'avez donnée de la mort de M. vostre père qui étoit un de mes bons amis et je puis dire que ceste perte m'est commune avec vous. Ce me sera beaucoup de consolation de voir revivre en vostre personne l'amitié qu'il avoit pour moi. Vous ne devez pas douter aussi que je ne vous conserve celle que j'ai toujours eue pour lui et que vous n'en receviez les marques en toutes les occasions. »

5. Chéruel, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, I, 196. — Cf. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 125. Mazarin au comte d'Alais, 22 juillet 1644. « Comme je prens plus de part qu'aucun autre de vos serviteurs à tout ce qui vous arrive de bien ou de mal, je ne puis apprendre la mauvoise nouvelle qu'on nous a donnée de la perte de M. vostre fils sans vous tesmoigner aussitost

éloigner et lui témoigner de l'hostilité à mesure qu'il découvrirait qu'il ne pouvait pas compter sur lui, non seulement pour réaliser ses visées personnelles, mais encore pour exécuter ses grands projets politiques au mieux des intérêts du Roi et de l'Etat.

Par sa naissance autant que par l'origine de sa fortune politique, le comte d'Alais devait être entraîné à confondre ses intérêts avec ceux des plus irréductibles adversaires du cardinal et à leur porter le concours précieux qu'ils pouvaient attendre du gouverneur d'une province de l'importance de la Provence. A peine installé dans son gouvernement, le comte rendait grâces de son élévation au secrétaire d'Etat Chavigny, inaugurant dès ce moment avec ce personnage un commerce épistolaire très régulier où se débattaient à la fois les affaires de la province et de l'Etat et les calculs et les projets particuliers des deux correspondants¹. Or, Chavigny était l'ennemi acharné de Mazarin, dont il convoitait la place : il fut, pour cette raison, l'un des chefs les plus actifs de la faction qui combattit le cardinal². Entre ses mains habiles, le comte d'Alais, sans caractère et sans volonté, pouvait être un instrument docile et précieux pour les Frondeurs³.

par ces lignes combien cet accident m'a touché sensiblement et à quel point je participe au déplaisir qu'il vous aura causé. J'appréhenderois d'irriter votre douleur plutôt que de la modérer si j'entreprendois de vouloir vous fournir des consolations que le tems seul et votre vertu sont capables de vous donner. Je me contenterois donc de vous assurer que je ne perds aucune occasion de vous donner des preuves du cas que je fais de votre amitié et de la passion que j'ai pour votre service. »

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1706, 118. Le comte d'Alais à Chavigny, 12 janvier 1638. « Monsieur, quoique vous m'ayez imposé silence, je ne puis, en l'establisement où je me vois par l'honneur de vos bons offices, m'empescher de vous tesmoigner ma reconnoissance et l'extremes passion que j'ai de vous montrer par mes services que personne du monde ne peut vous estre plus estroitement attaché et que je suis du cœur... » — Léon Le Bouthilier, comte de Chavigny, fils de Claude Le Bouthilier, surintendant des finances, était secrétaire d'Etat depuis 1632. Il avait des intérêts en Provence en qualité de gouverneur d'Antibes. La plus grande partie de la correspondance du comte d'Alais et de Chavigny se trouve aux Archives des Affaires étrangères, dans les divers registres du fonds France (*Memoires et Documents*) que nous avons eus entre les mains, mêlée à la correspondance de Mazarin. Celui-ci avait, en effet, fait saisir les papiers de Chavigny à la mort de ce personnage en 1652 (Chérueil, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, IV, 117, note 4). Dans ces lettres, le comte d'Alais observe une attitude humble et soumise et garde le plus souvent le ton d'un obligé ; au contraire, Chavigny s'exprime avec assurance et autorité : parfois, il ne craint pas de réprimander fortement son correspondant, malgré sa qualité d'Altesse royale (Voir notamment Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 230; 1711, 60, 63; 1712, 135, 207, etc.).

2. Sur le rôle de Chavigny pendant la minorité de Louis XIV, voir Chérueil, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, I, 146, 178; II, 131; III, 81, 288.

3. Le 19 janvier 1646, Chavigny écrivait au baron de Marignane, qui était intervenu auprès de lui, à la prière du comte d'Alais, pour dissiper un malentendu survenu entre ces deux personnages à propos du gouvernement de la place d'Antibes : « Outre que je prétens quelque chose de plus de M. le comte d'Alais que de me favoriser quand il en aura un exprès commandement du Roy, il me semble que son amitié doit aller un peu au delà. Je m'assure que vous serez de mon avis quand vous en ferez un peu de réflexion et qu'une autre fois vous ne vous laisserez pas persuader de m'escire des choses si esloignées des vrais sentimens de

Ceux-ci pouvaient encore faire agir sur lui d'autres influences. Le comte était, en effet, en relations étroites et suivies avec l'abbé de la Victoire, l'homme de confiance de Gaston d'Orléans, dont les intrigues risquèrent un moment de le compromettre¹. Enfin, et surtout, il était le neveu du prince de Condé, dont il prenait si fortement à cœur les intérêts et dont il cherchait si aveuglément à favoriser les ambitions qu'il n'hésita pas un jour, pour mieux les servir, à compromettre son honneur de gentilhomme et à mettre même en péril le service du Roi et les plus grands intérêts de l'Etat. Condé prétendait pour son fils, encore duc d'Enghien, à la charge de surintendant général de la navigation occupée par le duc de Brézé. Or, ce seigneur fut tué devant Orbitello, dans un combat livré aux Espagnols le 14 juin 1646. La nouvelle de cet événement était parvenue d'abord à Chavigny, retiré alors dans son gouvernement d'Antibes et il en avait aussitôt informé le comte d'Alais et Michel Mazarin, frère du cardinal et archevêque d'Aix. Mais le comte avait intercepté la lettre destinée à celui-ci et s'était empressé d'aviser Condé, sans en informer le ministère. Sans calculer le grave préjudice qu'il pouvait causer aux affaires du Roi en laissant le Conseil dans l'ignorance d'un événement de cette importance, il avait voulu donner à son oncle, seul à connaître la nouvelle, une avance qui lui permettrait de prendre toutes ses dispositions pour écarter les compétiteurs à la charge qu'il convoitait pour son fils. Mazarin et la Régente, informés seulement trois jours après Condé, en conçurent une vive irritation, mais d'Alais avait si bien pris ses dispositions que personne ne le soupçonna d'abord d'un acte aussi vil et que, à la Cour, on en accusa Chavigny². Celui-ci, qui avait besoin pour se disculper, de l'aveu du vrai coupable, le somma de dire la vérité à l'archevêque d'Aix. Il lui fallut plusieurs mois pour l'y décider, le comte se dérochant avant de consentir à faire une déclaration qui coûtait beaucoup à son amour-propre³.

M. le comte d'Alais lorsqu'on ne les empeschera pas d'agir. Vous ne trouverez pas mauvois que je vous dise les miens franchement et que je vous fasse voir comme à mes autres amis tout ce que j'ai dessus le cœur. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1711, F° 63.)

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 230, lettre du comte d'Alais à Chavigny du 22 août 1645, et 1711, 60, lettre du comte d'Alais à Chavigny du 9 janvier 1646.

2. Dépêche de l'ambassadeur vénitien Mani du 3 juillet 1646, citée par Chéruel, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, II, 209. La manœuvre du comte d'Alais eut un résultat contraire à celui qu'il avait espéré : sur le conseil de Mazarin, Anne d'Autriche prit l'amirauté pour elle-même avec les gouvernements de la Rochelle et de Brouage qu'avait eus Brézé (Chéruel, *op. cit.*, II, 219).

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1712, 135. Chavigny au comte d'Alais, 18 janvier 1647. « Le sieur Musnier, en me rendant votre lettre, m'a dit de votre part que vous ne croyiez pas que j'eusse besoin que vous vous expliquassiez sur la dernière que je m'estois donné l'honneur de vous escrire, ainsi que je vous en avois supplié et que vous le feriez quand l'occasion le requerroit. Je confesse qu'en toute autre rencontre je me déferois de mon sens, mais en celle-ci vous me par-

Mais, au début de son ministère, Mazarin ne savait pas encore ce qu'il pouvait attendre du comte d'Alais. Il était, au contraire, disposé à le soutenir dans son gouvernement, autant pour ménager son père, le duc d'Angoulême et ses parents, les Condé¹, que, pour favoriser les affaires du Roi, la Provence étant appelée à jouer un rôle important dans la lutte décisive qu'il se proposait de soutenir contre l'Espagne. Le comte d'Alais pouvait donc

donner, Monseigneur, si je vous dis que personne ne peut mieux que moi juger de vos intérêts. M. l'archevêque d'Aix m'a assuré qu'il ne pouvoit douter, après m'avoir entendu, que je ne lui eusse écrit sur la nouvelle de la mort de M. le duc de Brézé et que je ne vous en eusse adressé la lettre, mais que, lorsqu'il vous en avoit parlé et à Madame votre femme, vous n'aviez tous deux rien répondu comme si vous m'eussiez fait une grâce par votre silence. Jugez, après cela, si j'ai raison de vous demander que vous parliez.

« Vous sçavez bien, Monseigneur, que, lorsque vous me dites à Antibes que vous aviez ouvert ma lettre à M. l'archevêque d'Aix par mégarde et que vous ne la lui aviez pas voulu envoyer de peur qu'il ne trouvast mauvais de la recevoir sans estre cachetée, vous me promistes de dire comme la chose s'estoit passée parce que je vous tesmoignai de la surprise de cest accident. Vous avez dit la mesme chose aux sieurs de Campels et de Salmatori; et, quand le premier vous en parla, vous ajoutastes que, s'il vouloit, vous lui remettriez ma lettre entre les mains et que vous l'aviez encore.

« Je ne puis deviner d'où naît la cause qui vous donne de la peine à déclarer la vérité : si elle pouvoit vous apporter du préjudice, nous ne vous la demanderions pas; mais il me semble qu'une personne de votre naissance et de votre vertu la doit dire sans considération en tout tems.

« Je ne mérite pas, Monseigneur, les complimens qu'il vous plaist de me faire au commencement de votre lettre. Je ne vous ai pas rendu assez de services pour vous obliger à la reconnoissance que vous me faites l'honneur de me tesmoigner. Mais je crois que vous me devez la vérité, puisque vous ne pouvez la décrier à qui que ce soit par la profession de franchise et de sincérité que vous avez faite toute votre vie. J'ai bien plus sujet de croire qu'on vous détourne de la dire que vous n'en avez de peur que vos ennemis nous pressent de vous en faire instance. Je n'ai nul commerce avec eux, car je ne puis m'imaginer que vous donniez ceste qualité à une personne que je puis assurer vous avoir toujours très fidèlement et très utilement servi, et qui, après la perte de l'honneur de vos bonnes grâces, ne conserve que des sentimens de douleur et de respect pour vous.

« Enfin, Monseigneur, je vous reïtère la mesme supplication que je vous ai faite, c'est-à-dire que vous rendrez le tesmoignage à la vérité qui lui est dû et que votre honneur et votre conscience exigent de vous. Je ne prétens point employer en ma faveur l'amitié que vous estes obligé d'avoir pour moi, parce que vous me l'avez solennellement promise, car je vous ferois voir si je vous croyois capable de refuser à votre plus cruel ennemi ce que je vous demande en ceste rencontre. Je vous supplie, Monseigneur, de ne me plus remettre à la créance du sieur Musnier sur ce sujet et d'avoir agréable de parler à M. l'archevêque d'Aix et de me faire une réponse précise comme je vous en ai conjuré par ma précédente. Vous sçavez mieux que moi à quoi la vérité et l'honneur vous obligent. »

A cette longue lettre, d'Alais répondit par ces simples lignes : « M. l'archevêque d'Aix n'est point ici : à la première vue, je ferai ce que vous désirez de moi en sorte qu'il n'y paroistra rien d'affecté » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1712, 142, 22 janvier 1647). — A la fin, une lettre du 14 mai annonça à Chavigny qu'il avait obtenu satisfaction (Arch. des Affaires étrangères, France, 1712, 207) : «... Je vous dirai en deux mots que j'ai parlé à M. l'archevêque d'Aix de la lettre que vous lui aviez écrite alors que je dépeschai mon courrier à feu M. le Prince. Je lui ai fait entendre que, deux jours auparavant que d'avoir l'honneur de vous voir et vingt-quatre heures entiers avant que d'avoir reçu votre lettre ni celle dudit sieur archevêque, mon courrier estoit dépesché à ceste seule fin de donner avis de la mort de M. de Brézé audit sieur Prince. Je l'ai bien assuré que la lettre avoit esté entre mes mains et, parce qu'elle avoit esté ouverte par mégarde, je n'osai la lui envoyer, ayant mesme appris que ledit sieur de Saint-Tropez et Granier estoient partis trois jours avant le mien : c'est la pure vérité. »

1. Chéruel, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, I, 99.

librement nouer en Provence et à Marseille toutes les intrigues qu'il lui conviendrait. le cardinal s'étant laissé persuader que ce serait le moyen le plus sûr pour briser les résistances que les Provençaux et les Marseillais opposaient aux demandes de subsides du Roi¹.

A Marseille, le principal obstacle aux projets du comte d'Alais était Valbelle et son parti. Depuis 1638, le lieutenant de l'Amirauté poussait aux charges municipales des personnages de son choix², rejetant même avec hauteur les propositions que le gouverneur lui faisait faire à ce sujet³. Le parti de Valbelle était nombreux et discipliné : il venait encore d'augmenter sa force par l'adhésion de Gaspard de Villages, sieur de La Salle, chef d'une famille de la noblesse marseillaise brouillée depuis un siècle avec celle de Valbelle⁴.

Au contraire, le comte d'Alais ne pouvait compter que sur quelques gentilshommes, envieux du pouvoir dont disposait le lieutenant de l'Amirauté et incapables de le combattre par leurs seules ressources, ainsi qu'il aurait convenu dans une ville qui se flattait de jouir de franchises et de libertés étendues. Les principaux étaient Henri Cauvet, baron de Marignane qui, premier consul en 1638, au moment de la mort de Cosme de Valbelle, avait inutilement essayé d'empêcher Antoine de succéder à son cousin⁵; Nicolas de Bausset, lieutenant de sénéchal, mécontent du refus du consulat fait par le lieutenant de l'Amirauté à son cousin de Roquefort en 1639 et, peut-être, jaloux de l'autorité que celui-ci avait su prendre dans la ville, bien qu'il fût placé au-dessous de lui-même dans la hiérarchie des officiers du Roi; Louis-Antoine de Glandevès, sieur de Niozelles; Marc-Antoine de Vento, sieur des Pennes, et quelques autres ambitieux qui comptaient sur la faveur du gouverneur pour se pousser au premier rang⁶. Le baron de Marignane, actif et intrigant, qui avait pris de l'ascendant sur le comte d'Alais et était devenu son confident, se fit accepter pour être à Marseille

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 27. — Mazarin au comte d'Alais, 10 février 1644. « Après ce que vous aviez mandé au Roy, à l'occasion de la création des consuls d'Aix et de Marseille, Sa Majesté avoit espéré qu'autorisant comme elle fit avec éclat les personnes que vous portiez à ces charges, les impositions ne trouveroient plus aucun obstacle dans la province de Provence. »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 5, 13, 21, 27, 33 v°.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 11 v°. « Le comte d'Alais et le sieur de Champigny estant arrivés en ceste ville le 21^e du mois d'octobre (1639), je ne manquai point de les visiter et j'en recus certainement beaucoup de civilités et de caresses. Mais, assuré des consuls, je ne voulus point consentir à l'eslection de Roquefort : et, comme le comte d'Alais m'en pria instamment et me dit que la chose dependoit de moi, je lui répartis que Roquefort n'estoit point agréable et que mes amis n'estoient pas des esclaves et qu'ils avoient leurs volontés libres; qu'il le seroit une autre fois et que je le suppliois d'agréer le sieur de Gérente. » Effectivement, celui-ci fut consul, comme Valbelle l'avait décidé.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 11.

5. *Ibid.*, 5.

6. *Ibid.*, 11.

son intermédiaire auprès des mécontents et il se posa bientôt en chef du parti opposé à Valbelle¹.

Ils auraient peut-être été impuissants à réaliser leurs projets, si le comte d'Alais n'avait réussi à force d'intrigues et de promesses à détacher le sieur de La Salle du parti de Valbelle, dans lequel il venait d'entrer. Profitant, en effet, du long séjour qu'il fait à la Cour lors de la mort de Richelieu et de la maladie de Louis XIII, il gagne à sa cause le frère de La Salle, le chevalier Thomas de Villages, en lui promettant une compagnie dans son régiment². Il prévient en même temps les ministres contre les consuls et le Conseil en exercice, en exagérant leurs résistances à propos du quartier d'hiver, contrarie leurs démarches à l'occasion de leurs démêlés avec la Cour des Comptes³ et part de Paris avec la promesse d'être soutenu contre des gens de qui le Roi ne peut rien espérer.

De retour en Provence, il se présente aux Marseillais comme résolu à les affranchir du despotisme de Valbelle et à leur rendre la liberté des élections municipales⁴. Il brise les dernières hésitations de La Salle, qui se décide enfin à rompre publiquement avec Valbelle et qui consent à prêter la main à la création des consuls et du Conseil de 1643 par lettres patentes. Sa vanité est d'ailleurs satisfaite : le comte d'Alais le charge d'arrêter avec Marignane la liste des nouveaux magistrats qui recevront l'investiture du Roi. Le jour de Saint-Simon, le Conseil se tient en présence du comte d'Alais : Antoine de Vento, sieur des Pennes, Jean-François Bérengier et François Pourret sont créés consuls, et l'avocat Jean de Cabanes, assesseur⁵. Ni Valbelle ni ses amis n'avaient fait entendre de protestation et le comte d'Alais, prenant la parole, pouvait célébrer dans son discours l'importance de cet événement et sa satisfaction de l'avoir préparé⁶.

Ce succès facile l'avait ébloui : il croyait maintenant pouvoir répondre de l'avenir et achever sans de nouvelles difficultés l'entreprise de la Chambre des requêtes, puisqu'il tenait à sa discrétion Marseille et Aix, dont la résistance avait soutenu et fortifié l'opposition du Parlement et du reste de la province.

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, *passim*. — Voir Arch. des Affaires étrangères, France, 1711, 63, lettre de Chavigny au baron de Marignane du 19 janvier 1646, citée p. 183, note 3.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 53.

3. Voir liv. I^{er}, chap. v.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 55.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 73-75. — Arch. com. de Marseille, BB., lettres patentes du 28 septembre 1643.

6. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 75. « Le comte d'Alais, en présence des consuls et de peu de personnes, fit publier les lettres patentes et, par un discours étudié, tesmoigna qu'il estoit ravi d'avoir osté l'autorité à quelques esprits ambitieux pour la remettre aux principaux et plus notables de la ville et qu'il espéroit que les choses se feroient mieux à l'avenir et que le Roy et le public recevroient un grand avantage d'un changement si nécessaire. »

Mais il lui fallait continuer à avoir l'appui de la Cour. « Nostre cher abbé¹ vous dira, écrivait-il à Chavigny le 13 novembre 1643, que je me suis heureusement démeslé du Nouvel Estat de Marseille et d'Aix et que nous avons surmonté les intrigues de nos mutins qui se prévalent de l'audience de leurs députés, à qui il est nécessaire de faire connoistre qu'elle a esté donnée à la dignité de la Compagnie, que l'on sçait leurs cabales, que les interdits ne seront point rétablis ni par leur entremise ni tant qu'ils persisteront à leur extravagance. La Chambre des requestes doit estre maintenue comme un corps attaché au service du Roy et plusieurs raisons qui vous pourront estre expliquées en détail par ledit sieur abbé². »

Le comte d'Alais était trop nouveau venu en Provence pour bien connaître le caractère des habitants. Il ne pouvait pas prévoir que Valbelle et ses amis ne s'en laisseraient pas imposer par le coup d'autorité du 28 octobre 1643 et qu'ils allaient profiter de nouveaux incidents, fortuits ou provoqués, pour essayer de reprendre l'avantage à Marseille et de regagner à la Cour le crédit qu'il leur avait fait perdre.

D'abord, les Marseillais, qui n'avaient pris parti ni pour ni contre le lieutenant de l'Amirauté, avaient été froissés des conditions dans lesquelles avait été créé le Nouvel État : ils ne comprenaient pas qu'on eût jugé bon de faire intervenir le Roi pour mettre un terme « à plusieurs brigues et monopoles faits par certaines personnes qui font admettre dans les charges de la Maison Commune ceux qui bon leur semble contre le bien de son service et du public³ ». Les *Mémoires* de Valbelle rapportent qu'un gentilhomme marseillais, le sieur de Bourgogne l'ainé, étant allé féliciter le nouveau consul Louis de Vento des Pennes, « il lui dit qu'il était bien aise de son élection, mais non pas de la forme par laquelle il avoit esté fait consul et que la ville ce jour-là avoit perdu sa liberté⁴ ».

Cette mauvaise humeur augmenta quand les amis de Valbelle, qui siégeaient encore au Conseil, eurent protesté, le jour de Lauthorié, contre la violation de l'article du règlement de Saint-Vallier qui interdisait à deux cousins germains de remplir la même année les charges de consuls ou de conseillers. Cette protestation était si bien fondée que le premier consul ne put pas l'éluder et qu'il lui fallut laisser le Conseil délibérer « unanimement que très humbles remonstrances seront faites à Sa Majesté que, venant par cy-après à faire les eslections et l'Estat Nouveau de ceste ville, il les conservera en le droit et coustume

1. Probablement l'abbé de la Victoire.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1708, 217.

3. Arch. com. de Marseille, BB., lettres patentes du 28 septembre 1643.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 77 v°.

de n'y faire entrer ou admettre aucuns cousins germains conformément aux réglemens, comme de leur part n'y en scauroit estre dérogé¹ ». Il aurait été imprudent de ne pas consentir : si nous en croyons Valbelle, deux mille personnes attendaient devant la Loge, prêtes à manifester dans le cas où il ne leur aurait pas été donné satisfaction².

La bonne entente n'existait déjà plus dans le parti du comte d'Alais et de Marignanc. Certains avaient été mécontents qu'on eût confié seulement à Marignanc et à La Salle le soin de choisir les consuls et de dresser le rôle des nouveaux conseillers. Des Pennes lui-même, à qui on destinait le premier chaperon, n'avait pas été appelé à ces conciliabules : son dépit, celui de quelques-uns de ses amis, Roquefeuil, Bourgogne et Vias, compromettaient la bonne harmonie indispensable entre les chefs d'un même parti³.

Ce fut autre chose quand les consuls eurent reçu une lettre du Roi qui leur ordonnait de « vaquer incessamment au département, assiette, imposition et levée de la somme de 25 000 livres par forme d'emprunt ou toute autre voie qu'ils trouveroient convenable sur les habitans de la ville de Marseille, pour leur part de la somme de 300 000 livres à laquelle a esté taxé le pays de Provence pour ce qu'il doit porter des 18 millions destinés à la subsistance des troupes pendant le présent quartier d'hiver⁴ ». Les consuls tardèrent à donner une réponse aussi longtemps que cela leur fut possible ; déjà, le comte d'Alais ne se faisait plus d'illusion sur le sort réservé à la demande du Roi⁵, ce qui ne laissait pas que de surprendre fort Mazarin à cause des espérances dont il l'avait entretenu peu auparavant⁶. A la fin, les consuls se décidèrent pourtant à

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 47, f° 2. Conseil du Lauthorié du 13 novembre 1643 ; — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 79. Six conseillers étaient dans ce cas : le premier consul des Pennes, cousin germain de Louis de Félix ; Joseph Guy, cousin germain de Jean-Jacques Cordier ; François Pascal, cousin germain de Joseph O villi, dit Vesque.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 79.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 73 v°.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1708, 259. Le Roi aux échevins (*sic*) de Marseille, 1^{er} jour de janvier 1644.

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 9. Le comte d'Alais à Mazarin, 12 janvier 1644. « Quoique, pour n'ennuyer pas Vostre Eminence par une trop longue lettre, je puisse me rapporter tant aux dépesches précédentes qu'à la dernière que j'escris à M. le comte de Brienne, j'ai cru que je l'en devois informer avec le plus de brièveté qu'il se pourra. Je suis sur le point, Monsieur, de tenir une assemblée de laquelle je n'espère aucun fruit, pour deux raisons principales : la première est que nous avons trop tardé à la tenir et la seconde que les cabales y sont plus fortes que jamais. Les serviteurs du Roy se dégoustent du peu d'appui qu'ils reçoivent ; les brouillons, par leur impunité, augmentent leurs malices et nous avons à soutenir l'autorité du Roy avec ce desplaisir que, les remèdes estant différés, les maux de ceste province se rendent incurables. »

6. Arch. des Affaires étrangères, 1709, 27. Mazarin au comte d'Alais, 10 février 1644. « Après ce que vous aviez mandé au Roy à l'occasion de la création des consuls d'Aix et de Marseille, Sa Majesté avoit espéré qu'autorisant comme elle fit avec éclat les personnes que vous portiez à ces charges, les impositions ne

convoquer le Conseil : ils ne purent pas le réunir, car, fidèles à un usage qui devait avoir déjà plus d'une fois tiré d'embarras leurs prédécesseurs, les conseillers ne s'y trouvaient pas en nombre pour délibérer valablement. Les chefs du parti n'étaient même pas d'accord sur la réponse qu'il convenait de faire au Roi : parmi eux, La Salle se prononçait catégoriquement contre le quartier d'hiver¹. Aussi le comte d'Alais désespérait de nouveau d'avoir raison des résistances provençales : il s'élevait contre le projet formé par Mazarin d'enlever un régiment de la province pour l'envoyer en Catalogne, car il ne répondrait plus du maintien de la tranquillité dans ce pays quand les soldats en seraient sortis². Il pouvait craindre, dès lors, que l'effort accompli au mois d'octobre précédent ne l'eût été en pure perte et que, à Marseille notamment, Valbelle et ses amis ne réussissent à ressaisir le pouvoir.

Un grave événement se produisit bientôt qui démontra publiquement l'impopularité des consuls, troubla profondément la ville et obligea le comte d'Alais à se découvrir davantage et à prendre énergiquement mais maladroitement parti contre le lieutenant de l'Amirauté.

Le 27 juin 1644, un soulèvement populaire, on disait alors

trouveroient plus aucun obstacle dans la province de Provence. J'apprens, par la lettre dont vous m'avez favorisé depuis peu que, bien loin d'en estre assuré, vous n'estiez pas seulement en résolution de proposer dans l'assemblée des Estats la création de la garnison de Mourgues quoique ceste dépense, si utile pour la province mesme puisqu'elle regarde la sûreté d'une place qui lui sert de boulevard, soit beaucoup moindre que celle du régiment des galères qu'elle estoit obligée d'entretenir et dont on l'a déchargée à condition de supporter l'autre. Je veux espérer pourtant, la chose estant si juste, que vous ne nous auez représenté les obstacles que pour en faire valoir le succès et que la première nouvelle que nous en aurons sera l'establissement du fonds de ladite garnison sur la province. Sa Majeste soutient présentement tant d'autres despenses de tous costés que ce sera lui rendre un service très agréable de décharger ses finances de celle-ci.... Vous me mandez que les serviteurs du Roy se dégoustent du peu d'appui qu'ils recoivent. Je m'ai pas su qu'on ait encore rien refusé de tout ce que vous avez désiré et, si vous me faites la faveur de m'en mander le destail, je prendrai soin moi-mesme de la direction seachant que vous ne vous laisserez pas surprendre par des passions particulières et dangereuses, et que vous n'aurez égard qu'au plus grand bien du service du Roy.... »

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 83 v°. « Le sixième mars de la mesme année 1644, le Conseil de la Maison de ville ayant este sonné et convoqué à l'ordinaire, il fut impossible de l'assembler, à cause qu'on y devoit parler du quartier d'hiver, que le sieur de La Salle, qui est homme de bien, a toujours rejeté. »

2. Arch. des Affaires étrangères, 1709, 30. Le comte d'Alais à Mazarin, 16 février 1644. « J'ai appris par celle que vous m'avez fait l'honneur de m'escire comme, sur l'avis que l'on a des preparatifs que le roi d'Espagne fait en Aragon, on desire faire passer le regiment de Provence en Catalogne.... C'est ma douleur que les meschans esprits et les brouillons, à qui nous avons à faire, aient mis ceste province en estat qu'il est impossible d'en esloigner le peu de troupes que nous avons si on ne se vent resoudre à tout perdre. L'intrigue des factieux qui preschent toujours aux peuples l'exemption des impositions, se rallumera sans doute avec plus de chaleur que jamais, et ceux qui ont à soutenir le service du Roy en ceste province parmi tant de perfidies et de maux cachés demeurent en proie à la discretion des mutins qui perdront toute crainte et se flatteront de pouvoir tout entreprendre... » — Voir la réponse de Mazarin du 19 mars 1644 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 84).

une émotion, éclata à Marseille. Une bande d'artisans et de femmes du peuple avaient parcouru la ville, injuriant et menaçant les consuls, se rendant devant la maison du second consul Bérangier, dont ils avaient pillé puis essayé d'incendier les magasins, et de là devant celle du premier consul des Pennes, dont ils avaient criblé la porte de pierres. Ils ne s'étaient dispersés que le soir, à la nouvelle de l'arrivée du comte d'Alais, venu en hâte d'Aubagne à l'appel des consuls. Ce mouvement avait eu pour cause la disette des grains et le refus des boulangers d'accepter une monnaie, les doubles de la Mouche ou doublons pontificaux, qu'on ne voulait plus alors laisser circuler en Provence¹.

Une information, ouverte dès le lendemain, à la requête des consuls, par l'intendant Champigny, arrivé avec le gouverneur, parut démontrer que le mouvement n'avait pas eu d'autre objet que celui-là, ni d'autres auteurs que de modestes artisans, portefaix ou poissonnières, connus ou inconnus, dont le procureur du Roi avait aussitôt requis l'arrestation². Tout le monde accepta d'abord ces conclusions sans réserve et les consuls écrivirent ce jour même à leur avocat au Conseil du Roi, Ycard :

« Il nous est arrivé depuis hier un autre malheur qui procède véritablement en partie de la disette et cherté du blé. Mais, la principale cause est que, par toute la province, personne ne veut recevoir aucun doublon qui, jusques aujourd'hui dans ceste ville, s'estoient librement exposés à douze au sol, mais maintenant personne ne les veut recevoir et principalement les boulangers qui, avec raison, ne le peuvent pas faire parce que ceux qui leur apportent le blé n'en prennent point. Cela a esté cause que, la lie s'estant émue, il y a eu de grand désordre, qui a esté apaisé par l'arrivée de Mgr le comte nostre gouverneur et M. l'intendant en ceste ville, ce qui nous empesche de respondre au surplus de vostre lettre³. »

Bientôt, cependant, les consuls changèrent d'opinion et, soupçonnant leurs adversaires politiques d'avoir exploité contre eux le mécontentement populaire, d'accord avec le comte d'Alais, ils accusèrent Valbelle d'avoir fomenté cette émeute⁴. Un long

1. Le récit détaillé de cette émotion est dans les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* (97 v°-103 v°). Il concorde, dans ses grandes lignes, avec les indications fournies par la *Correspondance des consuls* (Reg. I) et par les dépositions recueillies au cours de la première information faite le lendemain par l'intendant Champigny (Bibl. nat. Fr., 18976, f° 485).

2. Bibl. nat. Fr., 18976, f°s 485-508. Procédures faites sur l'émotion arrivée à Marseille le 27^e juin 1644.

3. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard, 28 juin 1644.

4. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au comte de Brienne, 5 juillet 1644. « Quoique nous soyons assurés que Vostre Grandeur aura esté avertie d'une émeute et sédition populaire que des esprits malins et ennemis du repos public ont fait soulever contre nous sous un prétexte apparent des nécessités, nous n'avons pas néanmoins voulu laisser partir le cour-

mémoire fut adressé au chancelier, probablement par les soins de Champigny, où étaient exposées toutes les charges qu'on avait pu réunir contre le lieutenant de l'Amirauté et ses amis¹. Aucune ne contenait, il est vrai, une preuve positive de leur culpabilité et, quand bien même ces accusations auraient été fondées, elles n'auraient servi qu'à les convaincre d'avoir cherché à profiter dans l'intérêt de leur parti de l'émotion du 27 juin². Les accusateurs s'étaient probablement aperçus de cette pauvreté. Sans tenir compte des lettres écrites par les consuls sous la première impression des événements, ils s'efforçaient maintenant de convaincre les ministres que les plaintes des émeutiers n'étaient pas fondées, puisque Marseille n'avait jamais été dépourvue de blé et que les boulangers avaient été contraints, par arrêt du Parlement et ordonnance du gouverneur, d'accepter les doubles tournois³.

rier sans lui donner avis.... Nous vous dirons donc que les ennemis de nostre repos, ayant animé le peuple sur ce que les artisans et ceux qui vendent du pain et autres mesmes denrées refusoient de prendre les doubles tournois, ils firent descharger leur mescontentement sur nous et les firent aller à nos maisons pour y faire des désordres, comme ils firent.... » — Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 114. Le comte d'Alais à Chavigny, 6 juillet 1644. « Vous verrez par les pièces que mon secrétaire se donnera l'honneur de vous faire voir que le sieur de Valbelle, lieutenant de l'amirauté, est l'auteur de la sédition de la ville de Marseille et des factions qui se forment dans la province au préjudice du service du Roy et du repos public. Et quelques soins et quelque peril où je me sois mis pour y remédier, il est impossible que je puisse servir ni avec honneur ni avec sûreté à l'avenir si, par un coup d'exemple, on ne s'assure des trois personnes de la famille de Valbelle. J'attens, Monsieur, à ceste occasion les effets du zèle que vous avez au service du Roy.... » — Voir *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 103.

1. Bibl. nat., Fr., 18976, f° 475. — *Mémoire touchant l'émotion populaire arrivée à Marseille le XXVII^e juin 1644*. — C'est un résumé des documents envoyés par le comte d'Alais (voir note ci-dessus), préparé dans les bureaux du Chancelier et destiné à l'usage de celui-ci. Ces documents ont été réunis et commentés par l'intendant Champigny, comme l'indiquent ces passages : « M. de Champigny, par la lettre qu'il écrit à M. le Chancelier, du 6^e juillet 1644, conforme au mémoire ci-dessus envoyé par lui au mesme tems.... Ledit sieur de Champigny envoie à Mondit Seigneur le Chancelier avec sa lettre.... »

2. Bibl. nat., Fr., 18976, f°s 475 et suiv. — *Mémoire*, etc. « Qu'il est aisé de voir que ceux qui ont fomenté la sédition ont d'autres pensees que la nécessité des peuples; qu'il ne faut que lire les billets envoyés au sieur de La Salle où on ne le menace rien moins que de le dagner pour s'estre opposé aux mauvois desseins de la populace, celui envoie à M. de Vincheguerre et à M. le comte d'Alais mesme où sa personne n'est pas espargnée. — Que les Valbelle sont les véritables auteurs du désordre, la lettre écrite d'Avignon de la veille du jour de la sédition au sieur de Sainte-Colombe en estant une preuve assurée, les termes de la lettre estant si clairs que l'on ne peut pas douter que l'on n'ait voulu parler des Valbelle. — M. de Champigny par la lettre qu'il écrit à M. le chancelier, du 6^e juillet 1644 conforme au mémoire ci-dessus envoyé par lui au mesme tems, il dit positivement que les Valbelle, scavoir le borgne qui est lieutenant de l'amirauté, le conseiller son frère, et Valbelle, le sacristain de Saint-Victor, son cousin, sont les véritables auteurs du désordre et qu'estant question de restablir le repos et affermir le service du Roy à Marseille et en toute la province..., il y a lieu de faire un exemple en ces trois personnes, qui donne de la tourne à ceux qui seroient assez hardis pour avoir de semblables pensees, et qu'à moins de s'assurer de ces trois personnes il est impossible de les empescher d'entretenir ces noms des rebelles qui exposeront tous les jours la ville de Marseille aux extrémités où elle a esté ces jours passés.... »

3. Bibl. nat., Fr., 18976, f°s 475 et suiv. « Que l'émotion fut excitée par ceux

Les ministres ne furent pas tout à fait convaincus de la culpabilité de Valbelle¹. Mais ils avaient le désir de ménager le comte d'Alais et la crainte de paralyser son action en Provence s'ils lui refusaient les moyens qu'il réclamait de combattre énergiquement ses ennemis. Ils décidèrent donc de faire venir à la Cour le lieutenant de l'Amirauté. Un ordre du Roi lui fut expédié : on l'adressa au gouverneur en lui laissant le soin de le remettre lui-même, s'il le jugeait à propos².

qui fomentèrent le désordre sur deux prétextes spécieux : le premier, de la disette des blés et qu'il n'y avoit plus de pain chez les boulangers, qui est un moyen facile de mettre le peuple en mauvoise humeur; le second, que les boulangers et marchands de blé ne vouloient point prendre des doubles, ce qui a aussi plusieurs fois causé des émotions à Marseille; que, néanmoins, ce ne sont pas ces deux sujets ci-dessus qui ont donné lieu à la sédition, ayant esté fomentée de longue main pour venger les passions des Valbelle, qui se voient exclus de continuer leur domination dans la ville;... qu'il est certain que les habitants de Marseille, pour peu accommodés qu'ils soient, sont toujours pourvus de blé au moins pour un mois ou six semaines; que, ne restant donc que le bas-peuple à en pourvoir, il a esté justifié dans l'Hostel-de-Ville que, de cent ou six-vingts boulangers qui sont dans Marseille, sans les revendeurs qui font du pain et qui le vendent, qu'il y avoit du blé pour faire du pain pour quatre ou cinq jours dans les magasins des marchands de blé, sans ceux qui estoient réservés par personnes de condition. Il s'en est trouvé 7 à 800 charges, outre que pendant la récolte il n'y a point de jour qu'il n'entre dans la ville une cinquante ou plus. Qu'il falloit que la mauvoise humeur du peuple eust d'autre fondement que la nécessité du blé, d'autant que, le lendemain de l'arrivée de M. le comte d'Alais à Marseille par ses soins, il y arriva un vaisseau chargé de blé, deux jours après deux autres barques et encore après un autre vaisseau, ce qui fit remettre le blé au mesme prix qu'aux autres lieux de la province. Quant aux doubles, il fut ordonné par arrest du Parlement de les prendre par toutes personnes, et par une ordonnance de M. le comte d'Alais mesme aux marchands et boulangers de les recevoir sans difficulté et, pour plus de facilité, les consuls firent changer beaucoup de doubles aux pauvres gens, leur faisant donner de la monnaie d'argent. » Il ne faut voir là qu'un essai de justification de l'administration des consuls, et non un acte d'accusation précis et convaincant contre Valbelle. En effet, sans parler de l'aveu des consuls qui, dans leur lettre à Ycard, reconnaissent « la disette et cherté du blé » comme une des causes réelles de l'émotion, une lettre du comte d'Alais à Mazarin, antérieure à ce mouvement (16 février 1644), parle déjà de « la cherté du blé » et y voit un motif suffisant pour craindre que des troubles n'éclatent dans la province (Affaires étrangères, France, 1709, 30). Sans doute, c'était la conséquence d'une récolte médiocre en 1643 : or, le 27 juin 1644, la récolte nouvelle était à peine commencée et l'approvisionnement de Marseille se faisait encore avec peine. Le mémoire de Champigny en convient d'ailleurs, puisqu'il avoue qu'il y avait en magasin une réserve à peine suffisante pour 4 ou 5 jours et que les arrivages dont il parle sont tous postérieurs à l'émotion. Enfin, il reconnaît que ce n'est qu'après l'arrivée de ces convois qu'on put « remettre le blé au mesme prix qu'aux autres lieux de la province » : il était donc plus cher auparavant. Quant à la question des doubles tournois, les Comptes trésoraires de l'année 1643-1644 (Jean Marrot, trésorier) prouvent que l'arrêt du Parlement est postérieur à l'émeute et que, contrairement aux affirmations de Champigny, il n'y a pas eu de doubles tournois changés par les soins des consuls, ainsi que cela s'était passé l'année précédente en semblable circonstance, ce qui alors avait prévenu tout mouvement (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 67; — *Comptes trésoraires*, 1642-1643, César Ravelly, trésorier).

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 116. Brienne au comte d'Alais, 8 juillet 1644 : « Si le lieutenant de Valbelle avoit trempé en ceste action, il faudroit m'en envoyer de bonnes preuves.... »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 121. Le Roi au comte d'Alais, 15 juillet 1644. « Mon cousin, sur l'avis qui m'avoit été donné que le lieutenant de l'amirauté avoit contribué à esmouvoir le peuple dans Marseille, sous prétexte de la cherté des blés et du manque de menues monnoies, je lui ai mandé de me venir trouver pour m'expliquer du sujet, désirant auparavant que de le blâmer

Le jour de l'émotion, Valbelle s'était tenu prudemment renfermé dans sa maison. La troupe des séditeux était cependant passée devant sa porte, acclamant son nom, protestant que ce qui se passait n'aurait pas eu lieu au temps de sa puissance. Il ne s'était pas montré, malgré son envie, se contentant, à la fin de la journée, d'envoyer ses compliments à Mme des Pennes, femme du premier consul, qui s'était réfugiée chez son propre beau-père, de Félix-Beaulieu, dont elle était la nièce¹. Sans se

[ce dernier mot est écrit au-dessus de la ligne : sur la ligne, on lit *bla puis chastier*], estre davantage informé de sa conduite, afin que si elle se trouvoit criminelle, il en fust châtié [sur la ligne, on lit d'abord *de son crime*, au lieu de *sa conduite*]. Le courrier que vous m'avez dépêché m'ayant apporté quelques-uns des billets donnés de main d'ami, j'ai pris de là des plus fortes conjectures contre ledit lieutenant et ses frères. C'est pourquoi je me suis résolu, par l'avis de la Reine régente, Madame ma mère, de vous adresser un duplicata de la première lettre et vous en adresser encore une autre que vous ferez rendre à son frère sur le mesme sujet, dont vous userez avec vostre prudence accoustumée. J'ai tant de colere et d'aigreur contre ceux qui favorisent les seditions que, si je puis avoir la preuve des auteurs de celle de Marseille, je les abandonnerai à ma justice et à la sévérité des lois : c'est tout le remède que j'y puis apporter, me remettant à vostre vigilance et à vos soins d'empescher que les choses ne passent plus avant, à quoi vous emploierez vostre autorité et ferez valoir la mienne en semblable rencontre, car je veux laisser des marques de ma puissance là où paraistront celles de la rébellion et vengerai sur les coupables ce que leur malice fait souvent souffrir aux innocens. Ne doutez point que je n'apporte en ces occasions la vigueur nécessaire et que je ne seconde mes serviteurs. Vous agirez donc comme vous jugerez pour le mieux pour le bien et utilité de mon service. » Cf. la lettre du comte de Brienne au comte d'Alais, du 15 juillet 1644 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 122). « Vous connoistrez bien par la lettre du Roi combien Leurs Majestés prennent à cœur de chastier les coupables de la sedition arrivée depuis peu de jours à Marseille et comme il n'y a rien qu'Elles puissent moins pardonner que les fautes de ceste nature qu'on ne peut excuser. Par la première lettre d'avis qu'il vous plut de m'écrire sur ce sujet, je jugeai qu'il falloit y remédier promptement et, selon vostre pensée, je fis aussitost résoudre au Conseil la lettre de Sa Majesté qui a esté envoyée pour faire venir en Cour le lieutenant de l'amirauté. Vostre courrier estant venu depuis, nous ayant apporté des indices plus pressans contre lui et ses frères, il a esté résolu qu'il vous seroit envoyé un duplicata de ladite lettre avec une autre portant ordre aussi de venir en Cour pour celui de ses frères que vous jugerez le plus coupable : tout cela est remis à vostre prudence pour en user ce que vous estimerez à propos. Seulement, je vous puis dire que, s'il se trouve des preuves suffisantes contre aucuns d'eux qu'ils aient contribué à ceste sedition, ils eprouveront la vigueur de la jussee sans espoir d'aucune grâce. Ces billets qui veulent faire croire qu'on en voudroit à vostre personne m'ont fort surpris et m'ont persuadé qu'il y a de la malice cachée et qu'il faut éventer pour en prevenir les suites. Si vous désirez quelque chose de plus que ce qui a esté fait, il vous plaira me faire scavoir vos intentions afin que, dans une affaire aussi importante, je vous puisse rendre le service que vous doit.... » Une lettre de Brienne à Champigny, du même jour (Affaires étrangères, France, 1709, 123) l'informe de la décision royale et ajoute : « Mais prenez garde que vous ayez des connoissances plus certaines de la conduite de ces Messieurs là afin que, si on enfonce davantage ceste affaire, on y puisse facilement pénétrer et qu'on ne nous engage pas à poursuivre un crime de ceste nature, s'il n'est bien avéré. » L'ordre du Roi adresse à Valbelle était ainsi conçu : « De par le Roy, comte de Provence, Nostre amé et feal, Ayant à vous faire entendre quelque chose qui importe au bien de Nostre service, Nous vous escrivons la présente, de l'avis de la Reine régente, Nostre très honorée dame et mère, pour vous dire qu'incontinent que vous l'aurez recue, vous ayez à vous mettre en chemin pour vous rendre près de Nous là où Nous serons et sans aucun retardement. Si n'y faites faute, car tel est Nostre plaisir. Donné à Paris, le 8^e juillet 1644. Louis, et plus bas, de Loménie. » (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 107.)

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 101 v^o. « Je puis dire sans vanité que plusieurs de ces femmes criaient dans ce désordre que cela ne seroit point arrivé du tems

laisser émouvoir par les accusations et les menaces du comte d'Alais et de ses amis, il attendit le résultat de l'information de Champigny. Il apprit, le 15 juillet, par son cousin d'Arène, qui revenait d'un voyage à Paris, la décision des ministres de le mander à la Cour. Il ne se laissa pas arrêter par les conseils de ceux de ses amis qui l'engageaient à attendre que le comte d'Alais lui fit remettre l'ordre de départ, ce qu'il n'aurait pas osé faire à leur avis. Il aima mieux prévenir son ennemi pensant « que c'étoit à l'avenir le seul moyen de rendre le comte d'Alais inutile et suspect aux mauvais offices qu'il lui pouvoit rendre que de paroître incontinent ». Il partit donc le 17 juillet, avec son frère, le conseiller de Valbelle-Meyrargues, et son cousin, le chevalier d'Arène¹.

D'abord, déconcertés par ce brusque départ, ses ennemis essayèrent ensuite d'en tirer parti. Les lettres des ministres laissaient entendre à d'Alais et à Champigny que les charges relevées contre Valbelle ne paraissaient pas suffisantes pour entraîner sa condamnation, que le crime qu'on lui imputait était loin d'être « bien avéré ». De son côté, le Roi se contentait de « blâmer » sa conduite, se réservant de la « châtier » plus tard quand il aurait la preuve certaine de sa rébellion².

Pour avoir raison de ces scrupules et de ces réserves, les ennemis de Valbelle entreprirent une nouvelle information, espérant y trouver les preuves décisives qu'on exigeait à la Cour. Champigny en fut encore chargé, à la requête de l'assesseur Cabannes, qui aurait eu, si nous en croyons Valbelle, des griefs personnels à satisfaire contre les siens³.

Passant outre à l'opposition de Mme de Valbelle⁴, l'intendant entendit le 25 juillet cinq nouveaux témoins cités à la requête des consuls. Les uns rapportèrent des propos qu'ils avaient entendu tenir par des personnes vivant dans l'intimité ou dans l'entourage du lieutenant de l'Amirauté : ils auraient eu pour objet d'incriminer la conduite des consuls et d'exciter à la rébellion contre eux⁵; les autres vinrent faire le récit de la

de Valbelle, et quelques pauvres gens, en passant devant ma maison, bénissoient ma conduite et maudissoient ceux qui gouvernoient en ce tems-là. Je fus néanmoins mari et fâché de ceste violence et, sans le conseil d'un de mes amis, je crois que ma présence n'auroit pas été inutile pour faire retirer ces femmes; mais on me dit avec raison que je ne devois point le faire pour n'estre soupçonné d'avoir allumé un feu que je pouvois esteindre si facilement. J'envoyai néanmoins faire compliment à madame de Pennes qui s'estoit retirée et cachée chez mon beau-père. »

1. *Memoires d'Antoine de Valbelle*, 105-106.

2. Voir ci-dessus, p. 193, note 2.

3. *Memoires d'Antoine de Valbelle*, 109.

4. *Ibid.*

5. Bibl. Nat., Fr., 18976, f^{os} 485-508. *Procédurés faites sur l'émotion arrivée à Marseille le 27^e juin 1644*. Continuation d'information faite par Nous François Bouchard de Champigny, etc. Du 25^e juillet 1644, en ladite ville de Marseille. Dépôts de Marc-Antoine de Villages, prieur de Caseneuve, et de frère Nicolas de Villages, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem.

rencontre qu'ils avaient faite en mer du lieutenant de l'Amirauté lui-même et de ces paroles : « On voit maintenant ce que sont les consuls ! » qu'ils l'avaient entendu dire à ses compagnons au moment où leur barque croisait la sienne¹.

Loin de fournir la preuve décisive qu'on réclamait à la Cour, cette seconde information accusait à la fois la puérilité des charges que les ennemis de Valbelle prétendaient accumuler contre lui et l'étendue de la haine dont ils le poursuivaient. Le comte d'Alais s'en rendait compte, et son caractère emporté reprenant le dessus, il n'arrivait plus à dissimuler ni son dépit ni sa colère. Accusant Valbelle et ses parents de nouvelles intrigues et de nouveaux crimes, les représentant comme les auteurs d'une entente secrète conclue entre le Parlement et les villes de Marseille, d'Aix et d'Arles pour faire refuser au Roi tous les subsides qu'il demanderait aux Provençaux, il s'indignait, auprès de Mazarin que, au lieu de l'exiler dans une province écartée; on l'eût laissé venir à la Cour où il trouverait des protecteurs assez puissants pour le soustraire à un juste châtimement². Puis, comme le ministre ne paraissait pas encore

1. *Ibid.* Déposition de Jacques d'Anthoine, pêcheur, et d'Antoine Isnard, patron de barque.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 126. Le comte d'Alais à Mazarin, 26 juillet 1644. « J'ai à supplier Vostre Eminence de souffrir ceste longue lettre, puisqu'elle lui fera connoistre au vrai ce qui se passe en ceste province, l'une des plus considérables et des plus jalouses de ce royaume.... La ville de Marseille est de l'importance que chacun connoist. Elle estoit en péril de tomber en de très grands désordres par la faction des Valbelle, ce qui m'a obligé d'y apporter toutes sortes de précautions pour y remédier, ayant la certitude que les Valbelle, pour y maintenir leur tyrannie contre le gré des principaux habitants, n'ont rien oublié de tout ce qui pouvoit brouiller les affaires du Roy en ceste province. Leur principale liaison est faite avec les factieux du Parlement où le conseiller de Valbelle a échappé publiquement en des extravagances qui méritent d'en faire exemple. Les bruits et les mauvoises intrigues de ces Messieurs ont assez importuné le Conseil du Roy. Le sacristain Valbelle, trois ou quatre mois après la mort du feu Roy, s'est trouvé à une certaine conférence chez un gentilhomme nommé La Barben où il fut proposé et résolu d'unir les villes de Marseille et d'Arles avec celle d'Aix et y faire establir des consuls et des procureurs du Pays de leur despendance pour faire sauter à la première assemblée toutes les propositions que le Roy a establies en Provence pour son service, ce qui ne pouvoit aller qu'en m'affoiblissant et me décréditant.... Aujourd'hui les Valbelle sont bien convaincus d'avoir fait soulever la racaille du peuple de Marseille sous prétexte des doubles et de la cherté des blés, trois ou quatre de leurs partisans ayant paru à la teste de cette racaille, qui eust saucagé la ville si je n'y fusse promptement accouru : les informations que M. de Champlain, intendant de ceste province, en a faites sont fort expresses. Au lieu d'envoyer le conseiller Valbelle, le sacristain, qui est tout leur conseil, et le lieutenant de l'amirauté en quelque province esloignée pour oster le moyen de nuire, on les fait venir à la Cour, ce qui est la ruine entière du service du Roy en ce pays. Je suis bien averti, Monsieur, de la protection qu'ils y ont menagée depuis quelque tems, d'où est venue toute leur audace à brouiller et Vostre Eminence aura le desplaisir de voir que, contre son intention et sa propre volonté, par les intrigues qui les soutiennent, ils rempliront de nouvelles espérances leurs partisans et, par le serain (?) qu'ils feront à la Cour et la protection dont ils se tiennent assurés, il leur sera aisé de semer mille mauvois bruits et porter les choses à l'extrémité par les fausses apparences de leur crédit.... Je proteste de ne pouvoir désormais répondre de Marseille ni du mal qui en peut arriver à toute la province, si les Valbelle sont protégés à la Cour dans leurs insolences et si on n'en fait quelque exemple qui puisse assurer le service du Roi et donner à l'avenir la crainte aux factieux. »

convaincu et continuait à réclamer les preuves toujours annoncées et jamais envoyées¹, il insinuait à la fin d'une lettre : « J'oubliois, Monsieur, à faire sçavoir à Vostre Eminence que, par les informations faites par M. de Champigny sur les concussions du lieutenant de Valbelle, il seroit condamné par son mesme père ». Mais, comme il redoutait sans doute qu'un juge moins prévenu ne pensât pas ainsi et que sa vengeance ne lui échappât, il s'empressait d'ajouter : « Il importe qu'elles soient continuées et que M. de Champigny en demeure juge² », découvrant ainsi la passion qui l'animait.

Valbelle avait été plus habile. Arrivé à la Cour en suspect, sinon en coupable avéré, il s'était attaché à faire tomber les préventions qu'on nourrissait contre lui.

Par un coup d'audace, en homme sûr de son innocence, docile d'ailleurs aux conseils de Lionne, aussitôt arrivé il se présente à Chavigny et gagne sa confiance par ses adroites protestations d'obéissance et de dévouement méconnus et par son désir sincère de réconciliation et de bonne entente, qu'il le supplie de l'aider à réaliser. Cette bonne impression produite sur « le plus puissant et meilleur ami du comte d'Alais », il la produit aussi sur le Chancelier et sur le comte de Brienne³. Ceux-ci s'emploient en sa faveur dans le Conseil, tandis que Chavigny intercède auprès du comte d'Alais⁴. Ce dernier a beau protester et mettre en garde ses amis de la Cour contre les feintes de Valbelle⁵ : le Conseil du Roi rend un arrêt qui, dessaisissant Champigny, renvoie devant le Parlement de Grenoble le procès du lieutenant de l'Amirauté. Celui-ci est autorisé à retourner à

1. Affaires étrangères, France, 1708, 330. Mazarin au comte d'Alais, 6 août 1644. « Le lieutenant de l'Amirauté est arrivé avant que j'eusse reçu la lettre dont vous m'avez honoré datée du 26 du mois passé. Il proteste bien fort de son innocence, mais les connoissances qu'a prises M. de Champigny et celles qu'il promet de donner le font soupçonner coupable et, comme le crime est le plus énorme qu'un sujet puisse commettre contre son prince que d'exciter la sédition dans les villes paisibles, il n'y a point de chastimens assez rudes pour ceux qui se trouvent convaincus de ceste malice; s'il y a des preuves entre les mains de M. l'intendant, il sera bien à propos qu'il les envoie.... »

2. Affaires étrangères, France, 1709, 140. Le comte d'Alais à Mazarin, 16 août 1644.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 111-113. Cette entrevue est confirmée par la correspondance de Chavigny et du comte d'Alais, Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 144 et 196.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 115.

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 144. Le comte d'Alais à Chavigny, 31 août 1644. « Il est vrai que le lieutenant de l'amirauté de Marseille en vostre présence tesmoigne de vouloir rentrer en grâce auprès de moi. Mais sa perfidie et ses artifices sont sans exemple et, depuis feu M. de Guise et feu M. le Cardinal jusques à moi, l'on a vu des preuves si certaines de ce que je dis qu'il n'y a pas lieu de le mettre en doute. Ses concussions, sa tyrannie, ses violences et son insolence contre ma personne n'ont jamais eu de bornes. Et, pour ses artifices, dans le tems qu'il se soumet en vostre présence, il brigue ailleurs à son accoustumée et ses dernières dépesches; par où il paroist qu'il est recherché d'accommodement de ma part, font un si mauvois effet que, si les affaires du Roy n'ont un exemple en sa personne et celle de son frère, il les faut abandonner et, en mon particulier, perdre mon crédit, mes amis et tout ce que je puis espérer en ceste province. »

Marseille : mais Chavigny, voulant ménager l'amour-propre du comte d'Alais et lui donner l'apparence de la victoire, obtient qu'il prolongera volontairement quelque temps encore son séjour à la Cour pour permettre au gouverneur de créer encore cette année les consuls par lettres patentes¹. C'est le prix que d'Alais a mis à la réconciliation².

C'était une solution bâtarde qui ne pouvait satisfaire aucun des deux partis. Le comte d'Alais restait maître de l'Hôtel de Ville, mais il lui fallait consentir au retour prochain de Valbelle qui, enhardi par le succès qu'il venait de remporter à la Cour, ne manquerait pas de recommencer ses intrigues et ses cabales. Marseille était donc exposée à être troublée de nouveau par les querelles des partis. Seuls, les ministres trouvaient un avantage à cette situation puisqu'ils seraient de nouveau appelés à servir d'arbitres entre les factions aux prises et à trancher leurs différends au mieux des intérêts de la royauté.

A Marseille, la création des consuls de 1644-1645 par lettres patentes avait causé de la surprise et du mécontentement. Les amis de Valbelle, informés des avantages que celui-ci avait remportés à la Cour, ne comprenaient pas pourquoi les ministres, qui avaient consenti à le protéger contre le comte d'Alais, cédaient aux exigences de celui-ci en suspendant encore cette année la liberté des élections. De son côté, le peuple était irrité de cette nouvelle atteinte portée à ses franchises : il acceptait avec empressement les bruits calomnieux que l'on faisait courir à ce sujet et laissait afficher des placards injurieux contre les nouveaux magistrats³. On murmurait aussi que le choix des consuls et des vingt-quatre conseillers avait mécontenté quelques-uns des chefs les plus influents du parti d'Alais, parmi lesquels le premier consul sortant lui-même, le sieur des Pennes⁴. Aussi les chefs du parti de Valbelle trouvaient la situation favorable pour tenter un coup de main qui pourrait leur rendre l'Hôtel de Ville.

Ils projetèrent de l'exécuter le jour de Lanthoricié, fixé au

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 117-119. — Arch. comm., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. non numéroté, années 1643-1645, f^o 21. Conseil du 1^{er} novembre 1644.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 119-121. — Cf. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 144. Le comte d'Alais à Chavigny, 31 août 1644. « ... S'il y avoit quelque sujet, Monsieur, qui me le pust obliger à le recevoir en grâce, ce seroit ou l'intérêt du service du Roy ou son crédit : pour le premier, il demande, après tant d'agitations qui le ruinent en ceste province, un éclat de foudre qui ne peut estre mieux employé ; pour le dernier, quoi qu'il puisse dire, il est en estat dans la ville de Marseille d'y périr plutost que d'y régner et, si on m'envoie les mesmes ordres pour ceste ville que j'ai eu l'année passée, je les exécuterai hautement et, par ce moyen, il sera en estat dans la Maison de Ville d'avoir doresnavant du dessous pourvu que mes avis soient suivis. »

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 127. Les nouveaux magistrats étaient Marc-Antoine d'Angustine, sieur de Septèmes, premier consul ; Simon Moustier, second consul ; Jean Chastagnier, troisième consul ; M^{re} Nicolas de Bausset, assesseur.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 125.

dimanche 6 novembre 1644, où les nouveaux consuls devaient être officiellement investis de leurs charges. Le chevalier Jean-Philippe de Valbelle, le fils de Cosme, en prit la direction, sans doute avec l'assentiment de son cousin le lieutenant de l'Amirauté¹. Au cours de secrets conciliabules, tenus dans sa maison, on arrêta le plan de l'entreprise². Persuadés de l'avantage qu'ils auraient s'ils entraînaient à leur suite le plus grand nombre possible de gens de métiers, ils eurent des émissaires qui essayèrent de décider les marchands à se rendre ce jour-là devant l'Hôtel de Ville pour faire entendre leurs plaintes et leurs réclamations aux consuls³. Les amis du lieutenant de l'Amirauté se joindraient à eux et protesteraient de leur côté contre le projet que l'on prêtait aux consuls de demander au Conseil de mettre à la charge de la ville les frais du procès dont le Conseil du Roi venait de renvoyer la connaissance au Parlement de Grenoble⁴. Les marchands refusèrent de se prêter à ce dessein, mais cela n'empêcha pas les conjurés de poursuivre leurs préparatifs. Cependant, leurs allées et venues avaient éveillé les méfiances de leurs adversaires. Ceux-ci firent part de leurs craintes au comte d'Alais, qui se trouvait alors à Marseille et qui se hâta d'appeler auprès de lui la plupart des capitaines de ses gardes. Le chevalier de Valbelle en fut averti : il décida ses amis à ne pas attendre le jour de Lauthorié et à tenter l'aventure avant que ces renforts ne fussent arrivés⁵.

Le 5 novembre au matin, le chevalier, accompagné de quelques gentilshommes, tous armés de leurs épées, se rendit devant l'Hôtel de Ville, où se trouva bientôt réunie autour d'eux une foule assez nombreuse de partisans ou de curieux. Quand le premier consul Septèmes parut, le chevalier s'approcha de lui et l'invita à entendre la lecture d'un acte, dressé par un notaire, qu'il avait signé avec ses amis et qui protestait contre le projet de mettre à la charge de la ville les frais du procès de Grenoble. A peine le notaire Parat avait-il fini sa lecture et Septèmes avait-il répondu vivement que cette affaire ne devait pas être présentée au conseil de Lauthorié, qu'un inconnu, perdu dans la foule, pousse ces cris : « *Fouero Larrons ! Vivo lou Rey ! Tue, tue ! Ferme boutique !* » signal accoutumé des séditions populaires à Marseille. Le chevalier et ses amis mettent aussitôt l'épée à la main. A son tour, le premier consul jette le cri d'alarme : « Messieurs, au chaperon ! » qui doit réunir ses partisans autour

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 127 v°.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 131 v°.

3. Arch. comm., FF. Crimes et délits; troubles politiques. *Information faite par Jacques Peissonnis contre Jean-Philippe de Valbelle et ses adhérents*. Du 8^e novembre 1644. Dépositions de Jean Durbot, canonnier, et de Jean Brun, maistre-bonnetier de ceste ville.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 129.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 131.

de lui. La mêlée va s'engager, lorsque le bruit « qu'on se tue à l'Hôtel de Ville! » parvient au comte d'Alais. Celui-ci se porte aussitôt, l'épée haute, au secours des consuls, escorté par douze de ses gardes qui tiennent leurs fusils en joue. Cette apparition disperse les assaillants; ils prennent la fuite serrés de près par quelques-uns des plus ardents défenseurs des consuls : dans une bagarre, l'un d'eux, le chevalier Thomas de Villages, perce d'un coup d'épée le cadet de Bonnet, tandis que le comte d'Alais se retire chez lui, sans parvenir à remettre lui-même son épée au fourreau, tant il est ému par ce qui vient de se passer et gêné par son embonpoint¹.

Une information judiciaire ouverte aussitôt² découvrirait avec évidence la responsabilité du chevalier de Valbelle et de ses parents ou amis. Il y avait là de quoi satisfaire aux exigences les plus rigoureuses des ministres et de quoi justifier le châtiment exemplaire que le comte d'Alais ne cessait de réclamer depuis longtemps contre une famille de factieux. Au reste, on n'avait maintenant plus à redouter un retour offensif de leur parti : les deux épurations successives du Conseil de Ville avaient éliminé le plus grand nombre de leurs amis qui siégeaient dans cette assemblée et les autres, réduits à une minorité ridicule, n'étaient plus capables que de faire entendre de vaines protestations. Le moment était donc venu de frapper le coup décisif qui rallierait les indécis et rétablirait les affaires du Roi et celles du gouverneur³.

1. Arch. comm., FF. Crimes et délits; troubles politiques. 1^o Procès-verbal de François Bouchard de Champigny, intendant, du 5 novembre 1644, et réquisitions du procureur du Roy; 2^o Information faite par Jacques Peissonnis, docteur ès droit et avocat en la Cour, commissaire-délégué par ordonnance faite par messire François Bouchard de Champigny contre Jean-Philippe de Valbelle, escuyer, capitaine d'une des galères de Sa Majesté, et ses adhérens. — Un récit de cette émotion se trouve encore dans les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 133-137. Il ne s'écarte pas beaucoup de la version succincte que nous avons établie d'après les dépositions recueillies au cours de l'information judiciaire.

2. Notons que M^e Jean de Cabanes, juge de Saint-Louis et assesseur de l'année précédente, et M^e Christophe Deydier, juge de Saint-Lazare, avaient refusé successivement la commission délivrée par l'intendant d'ouvrir et poursuivre cette information, le premier « pour estre suspect, attendu que ledit de Valbelle est son ennemi et de sa maison, s'estant déclaré tel en toutes sortes de rencontres », et le second « pour estre suspect, attendu l'inimitié que lui et sa famille ont depuis longtems avec la maison de Valbelle, et particulièrement pour la querelle que lui a eue avec le frère dudit Valbelle capitaine, qui est infirmier du monastère Saint-Victor, ne se saluant point depuis longtems. » Devant ces refus, le procureur du Roi requit à nouveau l'intendant de « commettre le premier juge royal ou gradue non suspect » et Champigny choisit « M^e Jacques de Peissonnis, avocat en la Cour de Parlement ». (Arch. comm., FF. Procès-verbal, etc.)

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 188. Le comte d'Alais à Chavigny, 8 novembre 1644. « Il seroit inutile de vous marquer en détail l'insolence des Valbelle dans Marseille, puisque M. l'abbé pourra vous les faire entendre. Mais je ne puis m'empêcher de vous dire que, s'ils demeurent impunis, il faut abandonner le service du Roy et ne rien attendre que de funeste. Je porte ma personne partout avec la rigueur qu'il faut et ma bonne fortune est telle que tout ce que ces bronillons ont entrepris leur a mal réussi et sur le pavé et dans le Conseil où ils n'ont eu que sept ballottes de cinquante-deux. Leur foiblesse égale leur malice et, si on les punit, leur exemple ramènera ceux que leurs mauvoises menées ont débauchés. »

Mais le comte d'Alais oubliait que le lieutenant de l'Amirauté était encore à la Cour, tenu exactement au courant par sa femme et par ses parents de ce qui se passait à Marseille, assez adroit pour se ménager l'oreille des ministres et des plus puissants personnages, par conséquent assez fort pour combattre et pour détruire les mauvaises impressions que les avis du comte pouvaient faire naître dans leur esprit. Valbelle reçut le premier la nouvelle de l'émotion du 5 juillet par un courrier extraordinaire que sa femme lui avait dépêché et qui fit en quatre jours le trajet de Marseille à Paris¹. Il sut tirer parti de cette avance, montrant des lettres de religieux et de marchands qui donnaient de l'événement la même version que lui, avant que le comte d'Alais n'eût réussi à faire parvenir la sienne², excitant la pitié des ministres sur la mort du Cadet de Bonnet, la seule victime de la journée, « qui estoit vaillant homme et bien son ami³ », s'efforçant de faire tourner tous ces incidents à son avantage et de persuader ceux avec qui il s'entretenait qu'on n'agirait pas ainsi contre « un simple partikulier » et que « par ceste violence publique et générale », il fallait le « regarder comme une personne aimée et suivie et qui avoit un grand parti dans une des meilleures villes du royaume⁴ ».

Les ministres, mis en garde contre les dénonciations qui ne manquèrent pas de leur arriver, n'abandonnèrent pas la réserve où ils se tenaient depuis quelque temps. Le comte de Brienne, malgré ses bonnes dispositions pour le comte d'Alais, s'abstint de faire au Conseil son rapport sur les nouveaux incidents de Marseille. A son avis, ils ne regardaient en aucune façon le service du Roi, étant seulement la manifestation d'« animosités particulières qu'il vaudroit mieux faire cesser que de permettre qu'elles soient excitées ou fomentées⁵ ». Il attendait, pour en saisir le Conseil, que le comte d'Alais et Champigny lui fournissent par une information plus exacte et plus impar-

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 137 v°.

2. *Ibid.*, 139.

3. *Ibid.*, 137.

4. *Ibid.*, 137 v°.

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 205. Le comte de Brienne à Champigny, 18 novembre 1644. « J'ai vu par l'information que vous m'avez envoyée tout ce qui s'est passé à Marseille et vous en avez usé avec prudence de ne vous en estre pas meslé et d'en avoir chargé un autre, car ces Messieurs les accusés infirment tout ce qui est par vous fait contre eux en disant qu'il y a de vostre part quelque passion, quoique je vous croie trop retenu pour agir autrement que pour la justice. M. le comte d'Alais m'ayant escrit de ceste affaire, je n'ai pas voulu en parler au Conseil n'ayant pas trouvé dans vos informations de quoi appuyer le tort qu'on veut donner à M. de Valbelle, le capitaine, et à sa suite. Le motif n'est pas assez découvert pour estre persuadé qu'il y ait eu de la malice en ceste action où il ne s'agit point du service du Roi, mais seulement des animosités particulières qu'il vaudroit mieux faire cesser que de permettre qu'elles soient excitées ou fomentées. »

tiale les moyens de « reconnoître plus clairement la malice de ceux qui sont accusés¹ ».

Pour contrecarrer les démarches et les intrigues de Valbelle, les consuls avaient fait décider qu'on députerait en Cour l'assesseur Nicolas de Bausset². Mais cette décision était trop tardive : déjà, avant le départ de Bausset, le Conseil de Lauthoré avait dû donner acte aux amis de Valbelle de leur protestation contre la proposition du premier consul de poursuivre au nom et aux frais de la ville le procès de Grenoble : bien plus, le consul de l'année précédente, François Bérangier, devant l'attitude résolue des membres du parti contraire, avait mieux aimé se désister de sa plainte contre les auteurs du pillage de ses magasins, qui avait donné naissance à ce procès. Arrivé à la Cour, Bausset ne pouvait pas laisser ignorer aux ministres ces décisions qui révélaient la faiblesse de la cause qu'il était chargé de défendre. Interrogé même sur les événements du 5 novembre, il en donnait une version conforme à celle que Valbelle lui-même en avait donnée tout d'abord³. Aussi, personne à la Cour ne se trouvait disposé à seconder les projets de vengeance du comte d'Alais.

Les amis de ce prince, ses protecteurs les plus résolus, ouvraient maintenant les yeux sur ses imprudences et sur ses maladresses. Ils lui conseillaient de changer de politique, plus

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 204. Le comte de Brienne au comte d'Alais, 18 novembre 1644. « J'ai appris par la lettre qu'il vous a plu de m' écrire ce qui s'est passé à Marseille. J'ai aussi vu l'information que M. de Champigny m'a envoyée dans laquelle n'ayant pas trouvé, ce me semble, des preuves suffisantes pour donner tout le tort d'un si malheureux accident à M. de Valbelle, le capitaine, et aux autres qui le suivoient, j'ai différé d'en faire le rapport au Conseil attendant que, par l'information qu'on m'a dit avoir esté faite par le Parlement, me soit envoyée et que j'y reconnoisse plus clairement la malice de ceux qui sont accusés. Je vous ai souvent escrit que je ne me despartirai jamais de vos sentimens, mais je vous supplie que, pour les appuyer par deçà, comme vous le désirez, j'aie des preuves à la main qui puissent donner l'impression du fait telle que vous m'crivez. Je souhaiterois qu'il vous plust contribuer faire cesser toutes ces animosités particulières qui troublent l'esprit de beaucoup de gens. »

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 47, f° 147. Bureau du 10 novembre 1644. « A esté proposé par ledit sieur premier consul qu'ils ont eu notice que ceux qui ont causé et fait l'esmotion et sedition dernièrement ont député et mandé en Cour et que iceux pouvant donner de faux entendre et impression aux ministres de l'Estat avec désavantage, il a esté nécessaire de deputer le sieur de Bausset, assesseur de la ville, pour esviter les inconveniens que pourroient arriver, mesme pour instruire lesdits ministres de la verité du fait, requérant vouloir appuyer et ratifier la dite députation. » Le Bureau donne l'approbation demandée. — Cf. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 143.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 141 v°. Valbelle rapporte que la protestation fut présentée au Conseil par ses amis Louis de Monier, sieur d'Aiglan, Laurens Gilles et l'avocat Pierre d'Ortignes et qu'elle fut appuyée ou signée par vingt-cinq ou trente conseillers.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 196. Chavigny au comte d'Alais, 18 novembre 1644. « ... J'ai entendu chez M. l'abbé de la Victoire celui qui a esté envoyé pour rendre compte de ce qui s'est passé à Marseille. Ou il n'est pas habile homme ou la vérité le contraint à dire des choses si conformes a ce que les sieurs de Valbelle mettent en avant qu'il paroist que leur plainte n'est pas tout à fait mal fondée. »

encore dans son intérêt que dans celui du Roi. Chavigny se faisait leur interprète : reprenant un à un dans une longue lettre les actes les plus imprudents qu'il avait commis depuis son arrivée en Provence, il lui en montrait les dangers et il l'engageait vivement à renoncer, par une réconciliation avec ses ennemis, à une attitude qui l'amenait à se poser en chef de parti et non en arbitre impartial comme doit être un bon gouverneur¹. Après l'avoir convaincu d'erreur dans ses démêlés avec le premier président du Bernet et le Parlement, il examinait sa conduite dans les affaires de Marseille, s'exprimant en ces termes :

« Je demeure d'accord, Monseigneur, que vous avez eu raison de changer l'Estat de Marseille et que cela importoit au service du Roy et au vostre. Je veux mesme croire que vous en fussiez venu plus malaisément à bout si le lieutenant de Valbelle n'eust eu ordre d'en sortir; mais on pouvoit, à mon avis, se passer de mettre son frère, le conseiller, avec lui, parce que le Parlement y pouvoit prendre part, comme il a fait. Néanmoins, c'est une chose faite, il n'en faut plus parler.

« Depuis que lesdits sieurs de Valbelle sont ici, ils nous ont fait les dernières conjurations à M. l'abbé de la Victoire et à moi afin qu'ils pussent estre vos serviteurs. Ils nous ont protesté que, si vous n'aviez leurs services agréables, ils ne demandoient que de pouvoir vivre en paix dans leurs maisons et qu'ils ne se mesleroient d'aucunes affaires. Ils m'ont prié de vous donner de cela ma parole pour eux et que je les déclarasse pour les plus grands traistres du monde s'ils y contrevenoient à la moindre chose. Je vous avoue, Monseigneur, que je croyois que vous les dussiez recepvoyr à ces conditions et que je ne jugeois pas qu'il y eust rien à perdre pour vous, l'Estat de Marseille estant fait à vostre contentement. Je suis mesme obligé de vous dire qu'ils n'ont fait ici aucune poursuite pour leur retour, qu'ils ne l'ont voulu tenir que de vous et que leurs amis sont demeurés les bras croisés. Je vois pourtant, Monseigneur, que vous ne les voulez pas escouter et que ce qui vient d'arriver à Marseille vous confirme dans la pensée que vous avez eue de les pousser à bout. Je doute, premièrement, quand vous le pourriez, s'il est utile que vous le fassiez; mais trouvez bon, s'il vous plaist, que je vous dise franchement que lorsqu'ils

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 196. Chavigny au comte d'Alais, 18 novembre 1644. Voici le début de cette lettre, dont nous citons aussi un passage dans la note ci-dessus : « Monseigneur, le respect que j'ai toujours eu pour vostre personne et pour tous vos sentimens m'a fait y déferer jusques à ceste heure aveuglément et, quelque pensée qui me soit venue, je l'ai rejetée pour contribuer de tout mon pouvoir, afin qu'ils fussent entièrement exécutés. Mais l'invincible passion que j'ai pour le moindre de vos intérêts et le peu de connoissance que j'ai des affaires présentes m'obligent à vous parler d'autre sorte que je n'ai fait par le passé. Pardonnez, Monseigneur, à un zèle qui peut estre indiscret mais qui part d'un cœur qui est absolument à vous. »

auront perdu l'espérance de se remettre bien auprès de vous et qu'avec l'assistance de leurs amis ils demanderont justice, votre foiblesse paroîtra et le mieux qui vous pourra arriver ce sera de faire semblant alors de leur accorder ce que vous ne leur pourriez plus refuser et le bien que vous leur pouviez faire présentement, ils ne le tiendront plus que de la nécessité qui vous y aura contraint.

« Nous les avons vus, M. l'abbé de la Victoire et moi, sensiblement touchés de la mort de leur parent et ami (le Cadet de Bonnet) et la voix commune est que ceste action n'est pas bonne. Ils sont néanmoins dans la mesme disposition d'estre vos serviteurs et ils sont résolus de souffrir patiemment tout ce qui s'est passé pourvu qu'ils puissent espérer d'estre remis en vos bonnes grâces. Je crois, Monseigneur, que vous estes bien informé quels sont leurs amis, mais, outre ceux-là, par le moyen de la maison de Guise, ils auront quand ils voudront la protection de M. le duc d'Orléans, ce qui n'est pas de petite considération en ce temps-ci.

« Il me semble, après avoir bien examiné toutes choses, qu'il n'y a point de meilleur parti à prendre que de recevoir la soumission desdits sieurs de Valbelle, de procurer leur retour en Provence par une lettre que vous prendrez la peine d'escrire à Son Eminence sous la parole qu'ils donnent d'y vivre et d'y faire vivre leurs amis comme vos serviteurs et de ne se mesler des affaires de Marseille qu'autant qu'il vous plaira. S'ils y contrevennent pendant le temps que vous prendrez pour les éprouver, vous aurez de grands avantages sur ceux que vous n'avez pas; s'ils se conduisent bien, peut-estre pourrez-vous vous en servir sans vous abandonner entre leurs mains¹. »

1. Cette lettre contient encore ces réflexions, que nous croyons intéressantes à rapporter, sur les relations qui doivent exister, pendant une minorité et une régence, entre la Royauté et ses agents, d'une part, et les Parlements de l'autre : « Vous estes brouillé avec le Parlement d'Aix : ceux qui vous servent dans vos affaires disent qu'il est votre ennemi à la réserve de quelques-uns. Cela se pouvoit souffrir au tems passé, quoiqu'il eust esté mieux de n'en pas venir à ceste extrémité. Mais à présent, Monseigneur, dans une régence, il me semble que cela est contre toutes les maximes de la politique. La Reine est régente dans Paris avec le Roy, assistée de M. le duc d'Orléans, de M. le Prince et de M. le duc d'Enghien, avec les regimens des Gardes françoises et suisses, le Parlement de Paris choque tous ses Conseils, il s'oppose à l'exécution de ses ordres, il chasse un conseiller établi par le défunt Roy et en restablit un autre qui avoit esté condamné et chassé par le mesme Roy sans avoir recours à l'autorité de celui qui règne, ce qui est contre les lois fondamentales de l'Estat : la Reine néanmoins ne le déclare pas pour son ennemi; elle dissimule et ne juge pas mesme à propos d'esloigner ceux qu'elle seait certainement estre auteurs de telles délibérations. Comment, après cela, peut-on soutenir que vous devez agir contre le Parlement d'Aix avec la sévérité que vous faites, si vous ne le pouvez que sous l'autorité de la Reine, qui en use d'une autre sorte avec celui de Paris? »

La lettre de Chavigny se termine ainsi : « Permettez-moi, Monseigneur, d'ajouter à tout ce que dessus qu'à l'avenir vous devez employer toute vostre adresse et toute vostre prudence pour esviter de vous commettre avec qui que ce soit de vostre gouvernement et qu'il faut que vous deveniez l'arbitre de tous les différends sans prendre parti dans aucun. S'il y en a qui manquent au

Tout le monde à la Cour avait donc hâte d'en finir avec ces affaires de Provence et de Marseille que les imprudences du comte d'Alais avaient laissé s'envenimer. Tout en protestant encore de ne s'être laissé guider que par le désir de sauvegarder le bien du service du Roi, dont les ennemis étaient les siens¹, le comte dut consentir au retour de Valbelle à Marseille², où, avait-il écrit à la Cour, « il n'y avoit plus nulle sûreté pour lui³ », et où, cependant, ses amis l'accueillirent avec de grandes démonstrations de joie⁴.

Sa présence y était nécessaire. Il venait, en effet, d'arriver en Provence M. de Grémonville, ambassadeur du Roi à Venise, qui avait été chargé, en passant à Marseille où il devait s'embarquer, d'accommoder le différend pendant entre le gouverneur et ses amis et le lieutenant de l'Amirauté⁵. Grémonville séjourna trop peu de temps dans la ville pour mener à bien cette mission délicate : d'ailleurs, les rapports qu'on lui avait faits des deux côtés ne lui faisaient pas désirer d'en rester plus longtemps chargé⁶.

Quand il eut quitté Marseille, Mazarin jeta les yeux pour le remplacer, sur l'archevêque d'Arles, François d'Adhémar de Monteil de Grignan : autant par sa naissance provençale que par le caractère dont il était revêtu et par les qualités et les vertus qu'on s'accordait à lui reconnaître, ce prélat paraissait le plus capable de ramener la paix dans Marseille⁷. Le cardinal l'en fit

service du Roy, faites-en l'affaire de Sa Majesté et non pas la vostre et mandez la chose en sorte qu'il paroisse que vous n'avez aucune animosité. Mais surtout il me semble que vous devez mettre peine à les accommoder tout autant que vous le pourrez par vostre autorité. Si on vous conseille le contraire de toutes ces choses, assurez-vous, Monseigneur, que ce sont des gens qui ne connoissent pas l'estat des affaires présentes et dont les avis sont plus remplis de chaleur que de prudence. Je soumets de bon cœur tous les miens à vostre jugement et je vous proteste, Monseigneur, que rien ne me les a fait escrire que la véritable passion que j'ai pour vostre service qui durera aussi longtems que la vie de celui qui.... »

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 209. Le comte d'Alais à Chavigny, 29 novembre 1644.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 145.

3. Lettre à Chavigny, du 29 novembre 1644.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 147 v^o.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 151 v^o.

6. *Ibid.*

7. Arch. des Affaires étrangères, France, 1711, 16. Mazarin à l'archevêque d'Arles, 28 janvier 1645. « Quoique par la lettre que le Roy vous escrit vous soyez assez informé de ses intentions au sujet des divisions qui sont entre les familles de Villages et de Valbelle en la ville de Marseille et que Sa Majesté vous prescrive ce qu'il faut faire pour leur réconciliation, je ne laisserai de vous dire encore que vous ferez chose très agréable à la Reine de vous employer avec soin et diligence à cest œuvre si charitable en telle sorte que vous puissiez assoupir toutes les querelles et vengeances particulières et étouffer la mémoire et le ressentiment des dernières actions qui se sont passées, afin que les uns et les autres se réunissent pour leur repos particulier et pour la gloire de Dieu qui recommande la paix aux hommes. Je crois qu'une main puissante et aussi adroite que la vostre y pourra beaucoup contribuer et, pour cest effet, je vous adresse une lettre du Roy à M. le comte d'Alais qu'il vous plaira de lui rendre et conférer avec lui des moyens qu'il faudra tenir les plus propres à remédier à tant de

donc charger par le Roi et il invita en même temps le comte d'Alais et ses amis, en particulier les Villages, d'une part, Valbelle et les siens de l'autre à se soumettre à son jugement¹.

La négociation fut assez difficile à mener. Les Valbelle s'y étaient prêtés volontiers, parce que les conditions mêmes dans lesquelles elle avait été engagée leur donnaient de très grandes satisfactions. En effet, le lieutenant de l'Amirauté, son frère et ses cousins avaient reçu chacun une lettre du Roi, qui les invitait à s'en remettre au jugement de l'archevêque². Au contraire, cette invitation n'avait pas été faite dans les mêmes formes aux Villages qui passaient pourtant pour les chefs du parti opposé et à qui, simplement, le comte d'Alais avait été chargé de faire savoir les intentions du Roi et de les disposer à s'y conformer³.

désordres. Je vous adresse aussi des lettres de Sa Majesté aux sieurs de Valbelle par lesquelles Elle leur commande de remettre tous leurs intérêts en vos mains. Elle n'écrit point aux sieurs de Villages parce qu'Elle a cru qu'ils vous remettront bien volontairement les leurs et que M. le comte d'Alais les obligera toujours à satisfaire à ce que la raison et la justice voudront. Je crois qu'il y a de part et d'autre assez de dispositions pour se ranger à tout ce que vous en ordonnerez. Il n'y a que le seul obstacle du père du gentilhomme qui pendant l'émeute et le soupçon qui en tombe sur l'un desdits sieurs de Villages, dont on n'a pu encore avoir l'esclaircissement. Si cela n'estoit pas, l'animosité qui paroist contre lui cesseroit. Et quand bien la chose seroit tout à fait justifiée et qu'il s'en trouveroit coupable, néanmoins estant arrivée fortuitement et par malheur, Leurs Majestés ne peuvent lui en refuser la grâce, tellement qu'il n'en ait plus que de quelque intérêt civil prétendu par le père et les parents du défunt. Mais, comme je le crois trop généreux pour demander et poursuivre le prix du sang en argent, l'autre voie estant fermée par la grâce de l'autrê Rte souveraine, vous trouverez plus de facilité à cest accommodement. Pour moi, connoissant comme je fais vostre mérite, je prends bonne opinion de l'heureux succès de vostre entremise, et vous proteste que j'aurai une joie très parfaite si je puis voir par vos soins et vostre travail une bonne et sincère réconciliation. — Voir *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 157 v^o. « Ce prélat, de la maison de Grignan, ajoute à sa naissance tant de vertus acquises que Leurs Majestés le choisirent comme le gentilhomme le plus capable de ceste province pour trouver les moyens et les expédients de finir nos querelles et terminer nos différends. »

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1711, 17. Le Roi au comte d'Alais, 28 janvier 1645.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1711, 15. Minute d'une lettre de cachet, datée du 26 janvier 1645 destinée à « de Valbelle, lieutenant de l'Amirauté à Marseille, Jean de Valbelle, conseiller au Parlement d'Aix, *uxx en singulier*, à M. le sacristain Valbelle, grand vicaire de mon cousin le cardinal de Lyon : ajouter qu'il doit plus qu'aucun autre contribuer à remettre les esprits en paix, et que sa qualité ecclésiastique le doit encore plus obliger à oublier les offenses : une autre à M. de Valbelle, capitaine de galère. »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1711, 16. Mazarin à l'archevêque d'Arles, 28 janvier 1645. « ... Je vous adresse aussi des lettres de Sa Majesté aux sieurs de Valbelle, par lesquelles Elle leur commande de remettre tous leurs intérêts en vos mains. Elle n'écrit point aux sieurs de Villages parce qu'Elle a cru qu'ils vous remettront bien volontairement les leurs et que M. le comte d'Alais les obligera toujours à satisfaire à ce que la raison et la justice voudront.... » — *Ibid.*, 17. Le Roi au comte d'Alais, 28 janvier 1645. « Et voalant employer mon autorité pour prévenir tout désordre, j'ai résolu de commettre le soin de la réconciliation, au sieur archevesque d'Arles auquel en ayant escrit bien particulièrement, je lui ai adresse des lettres par lesquelles j'ordonne aux Valbelle de remettre en ses mains tous leurs intérêts. Et n'escris point aux Villages, croyant bien que vous les porterez à en faire de mesme et à subir tout ce qui sera trouvé juste et raisonnable par ledit archevesque qui a charge d'en communiquer avec vous. » — *Ibid.*, 15. Minute de la lettre destinée aux Valbelle. « ... Et, comme

comme si on ne les eût considérés à la Cour que comme les instruments du gouverneur. Cette différence de traitement consacrait au nom du Roi la situation exceptionnelle des Valbelle à Marseille : elle les plaçait à un rang éminent, presque égal à celui du gouverneur de la province. C'était là un résultat précieux, dont l'importance n'échappait pas au lieutenant de l'Amirauté : celui-ci devait donc se garder de le compromettre en créant des difficultés à l'archevêque d'Arles.

Ces détails ne pouvaient pas échapper non plus, sinon au comte d'Alais, du moins à son entourage. Il fallait donc essayer d'en prévenir les conséquences, car si l'accommodement était conclu, sans qu'aucun article du traité modifiât la situation des Valbelle à Marseille, les pouvoirs et l'autorité du gouverneur de la province risquaient d'être à tout jamais compromis dans cette ville. De là des propositions que le comte s'efforçait de faire agréer aux ministres, mais que les Valbelle et leurs protecteurs se refusaient à accepter¹. De leur côté, les Villages faisaient des difficultés pour accorder aux parents du Cadet de Bonnet, tué par l'un d'entre eux, les dédommagements qu'ils réclamaient². Les négociations traînaient donc en longueur : elles n'auraient peut-être pas abouti si le prélat, avisé du ferme désir de la Régente et des ministres d'en finir enfin avec ces malheureuses affaires de Marseille, n'avait mis tout en œuvre pour aboutir.

A la fin, il fut convenu que, pour ménager l'amour-propre du comte d'Alais, une lettre de cachet ordonnerait aux Valbelle de se retirer à Avignon, d'où ils avaient la promesse d'être rappelés par une nouvelle lettre de cachet aussitôt après qu'ils y seraient arrivés³. On convint aussi que « par arrest du Conseil, la

Nous ne doutons pas que les sieurs de Villages n'en fassent autant de leur côté, ainsi que Nous l'avons mandé à Nostre très cher cousin, le comte d'Alais, qui saura bien les y porter... »

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 39. Le comte d'Alais à Chavigny, 21 février 1645. « ... De toutes les propositions qui sont faites par ledit sieur archevesque et que M. l'abbé de la Victoire vous fera connoistre, il y en a une que vous trouverez si essentielle qu'elle fait tout le mérite du Roy dans ceste ville. Il s'agit, Monsieur, de mettre en l'estat le lieutenant de Valbelle de ne pouvoir revenir au pouvoir tyrannique et absolu de la Maison commune de Marseille qu'on lui a arraché des mains... » — Cf. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 159 v°. « M. l'archevesque d'Arles ayant reconnu que le parti contraire n'agissoit pas dans une entière liberté et qu'il despendoit immédiatement du comte d'Alais, il me pria de lui remettre une relation véritable de tout ce qui s'estoit passé en ceste ville depuis deux années, c'est-à-dire depuis le tems que M. le comte d'Alais avoit pris goust dans nos affaires et se mesloit du consulat : ce que je fis incontinent. »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 161. « La maison de Villages faisoit en ce tems-là quelque difficulté de s'accommoder que, par un préalable, nous n'eussions consenti à l'abolition qu'elle demandoit pour la mort de Bonnet... » — Voir ci-dessus, p. 205, note 7, la lettre de Mazarin à l'archevêque d'Arles, du 28 janvier 1645.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 161. « Après diverses négociations et conférences fut ainsi résolu trois choses : la première, que pour sauver l'honneur de M. le comte d'Alais, lequel s'estoit si hautement déclaré contre moi et mon cousin de

requeste et procédure des consuls de l'année dernière et les informations faites par Champigny seroient cassées¹, sauf de poursuivre à fins civiles et, ce faisant, que le procès seroit renvoyé au Parlement de Toulouse; et que l'abolition seroit demandée, poursuivie et exécutée aux dépens du public, et, qu'à ces fins, la ville donnerait quelques sommes de deniers aux hoirs de Bonnet² ».

Tout fut arrêté dans les derniers jours de février 1645³. Aussitôt après on commença à l'exécuter. Un arrêt du Conseil du Roi, pris le 8 mars, renvoya au Parlement de Toulouse la connaissance du procès intenté à Antoine de Valbelle⁴ et des lettres patentes, données en même temps, déclarèrent « esteinte et abolie... la mémoire de tout ce qui est arrivé en la ville de Marseille le jour de samedi cinquième novembre », imposèrent « sur ce silence perpétuel aux procureurs généraux et leurs substituts présents et à venir, et à tous autres, mesme aux parens du sieur Bonnet », et enjoignirent « à tous les sujets de la ville de Marseille de vivre désormais en bonne paix, union et intelligence sans qu'ils se fassent les uns aux autres aucuns reproches des choses passées⁵ ». Poursuivant, enfin, l'exécution de l'accord, le Roi adressait, le 14 mars, des lettres de cachet à Antoine et à Jean-Philippe de Valbelle, par lesquelles il leur ordonnait « de quitter pour quelque temps le séjour de sa ville de Marseille pour des considérations importantes au bien de son service, de se retirer à Avignon et y demeurer jusques à ce qu'il leur ait fait sçavoir sa volonté⁶ ». D'ailleurs, conformément à l'engagement pris, une autre lettre leur fut envoyée, le 10 avril, qui leur

Valbelle, le Roy nous escriroit d'aller en Avignon où nous serions sept ou huit jours et reviendrions après par un ordre contraire qui nous seroit remis à mesme tems que le premier. »

1. Il s'agit des consuls de l'année 1643-1644 et de la procédure faite à la suite de l'émotion du 27 juin 1644, dite des *doublets tournois*. Voir plus haut.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 161 v°.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 54. Mazarin à l'archevêque d'Arles, 4 mars 1645. « J'ai appris avec plaisir la bonne intelligence que vous avez procurée à M. le comte d'Alais et à M. de Valbelle. Cela ne m'a pas surpris et bien que ceste affaire eust ses difficultés, je m'estois promis que vostre adresse les surmonteroit. » — Cf. *Ibid.*, 53, la lettre de Brienne à Champigny, du 3 mars et, f° 6, la lettre de Brienne au comte d'Alais, datée par erreur du 11 janvier 1645. « Ayant rendu compte à Leurs Majestés du bon succès de ce qui avoit esté commis à M. l'archevesque d'Arles pour la réunion des principales familles de Marseille et de ce que vous y avez contribué. Elles en sont restées très satisfaites estant un effet de vostre prudence et de l'affection que vous avez toujours tesmoignée pour le bien de leur service. »

4. Arch. nat., E., 1689, f° 49. Arrêt du Conseil du 8 mars 1645; — Arch. com., FF., Crimes et Délits; troubles politiques : Extrait des registres du Conseil d'Etat.

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 81; — Arch. com., FF., Crimes et Délits; troubles politiques : Lettres patentes de mars 1645.

6. Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 60. Lettre du 14 mars 1645 à Antoine de Valbelle et au capitaine de Valbelle. Elles sont expédiées au comte d'Alais qui est chargé de les remettre aux destinataires par une autre lettre royale du même jour.

commandait « de retourner à Marseille pour y faire la fonction de leurs charges¹ ».

Cette paix, à laquelle on avait attaché tant de prix, fut un moment compromise par un coup de tête de Valbelle. Celui-ci, mécontent des termes employés dans l'arrêt du Conseil qui renvoyait son procès au Parlement de Toulouse, et les trouvant « injurieux et piquans », résolut de les relever. Il fit donc assigner les consuls, « ses parties, à comparoître dans le mois² », dénonçant ainsi la paix qu'il avait consentie et faisant craindre à l'archevêque d'Arles que « les soins qu'il avoit pris pour assoupir les affaires de Marseille ne soient peut-estre tout à fait infructueux³ ». Cependant, ces craintes ne se réalisèrent pas. Valbelle, qui était parti pour Toulouse, fut prié par ses amis d'en revenir. Il y consentit et tout parut alors être rentré dans l'ordre⁴.

Il ne devait pas en être longtemps ainsi. A ce moment, les consuls étaient sollicités par deux graves affaires, capables de compromettre la situation de leur parti. En effet, le différend avec la Cour des Comptes venait de renaître. A la suite d'une contestation entre les consuls de Marseille et ceux d'une petite commune voisine, celle des Pennes, la Cour des Comptes avait lancé un décret de prise de corps contre le premier et le troisième consuls de Marseille et deux sergents de la ville⁵. Pour se soustraire à cette poursuite, où ils dénonçaient un attentat « aux droits et privilèges que les services de leurs pères leur avoient acquis⁶ », les consuls recherchaient l'appui de Mazarin, celui du Chancelier et de la plupart des ministres : ils les adjuraient de soustraire leur ville « à la juridiction de juges, qui lui sont non seulement suspects mais ennemis⁷ »,

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 108. Le Roi au comte d'Alais, 10 avril 1645.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 165 v°.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 114. L'archevêque d'Arles à Mazarin, 26 avril 1645.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 167 v°. Il y eut cependant des arrière-pensées de part et d'autre, puisque les lettres patentes d'abolition de mars 1645 ne furent pas présentées au Parlement de Provence « dans le temps requis pour estre vérifiées et enregistrees selon leur forme et teneur ». Il fallut de nouvelles lettres patentes données le 12 septembre 1646 pour remettre en vigueur leurs prescriptions, devenues « surannées » par suite de l'omission de cette formalité (Arch. com., FF., Crimes et Délits : troubles politiques : — ces lettres patentes sont à la suite de celles de mars 1645).

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 47. — Informations prises par Nous, François de Margailhet, conseiller du Roy à sa Cour des comptes, aydes et finances de ce pays de Provence, à la requeste des consuls et communauté du lieu des Pennes, prenant la cause et défense d'Antoine Pusseau, leur trésorier, querelleur en voies de faits et empeschemens donnés à l'exécution des mandemens de la Cour, joignant à eux M. le procureur du Roy, contre les consuls et communauté de la ville de Marseille et autres querellés. — *Ibid.*, 116. Arrêt de la Cour des comptes, du 27 avril 1645.

6. Arch. com., BB., *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Mazarin, 2 mai 1645. — Voir aussi les lettres au Chancelier et à Maurelet, député de la ville, du même jour.

7. Lettre à Mazarin, du 2 mai 1645.

en lui accordant « une évocation générale de toutes ses causes à la plus prochaine Cour, qui est celle de Montpellier, ou telle autre qu'il plaira au roy¹ ».

Ces démarches devaient se poursuivre longtemps², malgré la protection du comte d'Alais et de Champigny³. A la Cour, en effet, on n'était guère disposé en faveur de Marseille, qui prétendait toujours se soustraire au paiement du quartier d'hiver. De nouvelles lettres du Roi, du mois d'octobre 1644, avaient donné commission au comte d'Alais de poursuivre le paiement d'une somme de 25 000 livres représentant la part de Marseille dans la taxe de 300 000 livres imposée à la Provence pour le quartier d'hiver de 1644-1645⁴; puis, comme la ville devait encore les taxes des années précédentes, un arrêt du Conseil avait ordonné que la nouvelle imposition et l'arriéré, soit en tout une somme de 100 000 livres, seraient payés dans le délai d'un mois. Ce délai passé, « les consuls, habitants et possédans biens... de quelque qualité et condition qu'ils puissent estre, seroient solidairement contraints tant par prise et saisie de leurs biens meubles que par emprisonnement de leurs personnes »; l'arrêt ordonnait même « que les débiteurs des particuliers habitants de Marseille, tant par promesses et obligations que constitutions de rentes, fussent aussi contraints par corps au paiement et rachat de son principal desdites rentes, dont eux ce faisant ils demeureront quittes et deschargés envers et contre tous⁵ ». Des lettres envoyées à Champigny et au consul accompagnaient cet arrêt et soulignaient l'intention bien arrêtée du gouvernement d'en poursuivre énergiquement l'exécution⁶.

1. Lettre à Maurelet, du 2 mai 1645.

2. Par une lettre du 25 août 1645, l'avocat de Born envoie aux consuls « copie de l'arrest portant discharge des décrets rendus par la Cour des comptes », en se plaignant des « difficultés » qu'il a rencontrées et dont il n'aurait su « venir à bout sans l'appui de M. l'intendant » (Arch. com., BB., *Correspondance des consuls*, lettres reçues : liasse D). — Voir au Reg. I les diverses lettres écrites sur cette affaire par les consuls à divers personnages entre le 2 mai et la fin du mois d'août 1645.

3. Arch. com., BB., *Correspondance des consuls*, lettres reçues : liasse C. Champigny aux consuls, 7 mai 1645. — Cf. Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 128, 129, 130.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1708, 359-360. Lettres de commission octobre 1644.

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 290. Arrêt du Conseil d'État du Roi, « tenu à Paris le 15^e jour de février 1645 ».

6. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 297. Le Roi à Champigny, 24 février 1645. « M. de Champigny, Il y a trois années que ceux des villes d'Arles et de Marseille n'ont satisfait à ce qui estoit porté par mes commissions pour la levée du quartier d'hiver de mes gens de guerre. Et pour ce que je ne puis plus souffrir ce retardement et que je veux que les arrérages du passé et le courant soient par eux acquittés, je vous ai fait expédier un arrest du Conseil avec commission sur icelui et vous escriis celles-ci, par l'avis de la Reine-Régente, Madame ma Mère, pour vous dire que vous ayez à tenir la main à l'exécution dudit arrest et à faire scavoir de ma part aux consuls desdites deux villes que, s'il n'est par eux satisfait promptement à l'imposition de tout ce qui m'est dû, suivant mesdites commissions que je leur ai envoyées par chascun an, je serai contraint d'user de voies plus rigoureuses puisqu'ils ont manqué d'affection à contribuer comme le

C'était là une mesure d'une rigueur inusitée qui causa dans la ville une émotion d'autant plus forte que, conformément à la décision du Conseil, l'arrêt avait été signifié à la Cour, où ils se trouvaient en mission, à l'assesseur Nicolas de Bausset et au sieur de Ramel¹. Les Marseillais redoutaient qu'on ne se servit de ces deux députés comme otages en profitant de leur présence à Paris pour les faire arrêter et retenir dans une prison d'Etat².

Bien que les consuls ne parussent pas disposés à s'exécuter³, ils ne laissaient pas que d'être fort embarrassés. Ce qui augmentait encore leur embarras, c'est que leurs adversaires les accusaient de secrète intelligence avec le comte d'Alais et les ministres. Ils faisaient courir le bruit que la menace d'arrêter à Paris Bausset et Ramel n'était qu'une feinte imaginée par Septèmes et ses collègues eux-mêmes pour faire consentir les Marseillais à accorder au Roi les subsides qu'il demandait⁴. Aussi les consuls craignaient-ils de nouveaux désordres⁵. Ils pressaient leurs députés en Cour, leur avocat au Conseil, le

autres communautés de Provence aux dépenses auxquelles je suis engagé pour la défense de mon Etat. » — Cf. *Ibid.*, France, 1710, 41. Le Roi aux consuls de Marseille, 24 février 1645.

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 290. Arrêt du 15 février 1645. « La signification du présent arrest sera faite en ceste ville aux personnes des sieurs Bausset et Ramel, députés de ladite ville de Marseille... et, faute du paiement desdites sommes, veut Sa Majesté que les consuls, habitans et possédans biens desdites villes de Marseille et d'Arles, mesme lesdits députés..., soient solidairement contraints.... »

2. Arch. com., BB., *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Bausset, dernier février 1645. « ... Et surtout, nous recommandons de faire diligence de finir les affaires pour vostre retour que chacun souhaite de peur qu'il ne vous arrivast quelque inconvenient de delà, à cause de ces nouveautés.... » — *Ibid.* Les Mêmes au Même, 7 mars 1645. « Au premier jour, M. le premier consul ira à Aix et parlera à M. le comte d'Alais, afin de nous précautionner de son appui contre l'arrest du quartier d'hiver. La nouvelle qu'on en publia dans ceste ville fait un grand bruit et donne de grandes appréhensions. En cas que vous en vissiez de la disposition qu'on voulust agir contre vous, nous vous conseillerions de tout quitter et de vous en venir. »

3. Déjà, au commencement de leur année de charge, ils avaient manifesté quelque hésitation à accepter en tout les directions du comte d'Alais. Valbelle (*Mémoires*, 143 v^o) constate ces hésitations et ajoute : « Dans le désir de me nuire, ils ne se soucioient pas beaucoup de renverser nos privilèges et de pervertir tous nos ordres ».

4. Arch. com., BB., *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Bausset, dernier février 1645. « La nouvelle que nous avons reçue de l'arrest qui nous condamne sans nous ouir au paiement de 100 000 l. pour le quartier d'hiver nous a donné une fort mauvoise fin de carnaval et à tout le général de ceste ville et à fourni et donné grand matière à parler aux uns et aux autres, nos adversaires et mal affectionnés à Mgr le comte, nostre gouverneur, disant que nous avons convenu ensemble pour faire payer ledit quartier d'hiver et que nous vous avons député afin qu'on vous arrestast et que, par ce moyen, fussions contraints de payer et autres discours impertinens. »

5. Arch. com., BB., *Correspondance des consuls*, Reg. I. — Les consuls à Bausset, 14 mars 1645. « Ceste signification de l'arrest du quartier d'hiver nous surprend un peu et beaucoup de gens dans la ville prennent son tems pour crier contre nous, comme si nous en estions la cause. Néanmoins, ce seroit causer de grands désordres si on parloit ici de le payer. Vous le ferez connoistre à ceux qui vous en parleront ; et pour nous, nous n'aurons pas le courage de le proposer et faites bien voir la chose impossible. »

comte d'Alais et Champigny, d'obtenir du ministère qu'il se relachât de ses exigences et qu'il consentit à respecter leurs privilèges¹. Ils réussirent à obtenir un sauf-conduit pour Bausset et de Ramel, à qui s'était joint un député du commerce, Maurelet². Ceux-ci purent, sans crainte pour leur liberté, poursuivre leurs démarches³; mais ils n'obturent pas satisfaction puisque, au mois de novembre 1645, les Marseillais furent de nouveau mis en demeure de payer 25 000 autres livres pour le quartier d'hiver de 1646⁴.

Une détente semblait cependant s'être produite : le comte d'Alais avait laissé les Marseillais user de leurs franchises électorales, comptant peut-être par cette mesure les mieux disposer aux exigences fiscales du Roi. Le Conseil du jour de Saint-Simon de 1645 avait donc choisi lui-même les consuls et les autres officiers municipaux : François de Bègue, Gaspard d'Amphossi et Louis Chambon, assistés de l'avocat Charles de Milonis, élus conformément au règlement de Saint-Vallier, avaient revêtu solennellement le chaperon au Conseil de Lauthorié. Ce jour-là, le nouvel assesseur avait célébré, dans un discours de circonstance, la bonté du Roi qui avait rendu à la ville l'usage de ses libertés, dont, par un effet bienfaisant de

1. Arch. com., BB., *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettres des consuls à Bausset, des « dernier » février, 7, 14 et 21 mars 1645; à Maurelet, dernier février, 14 mars, 28 avril 1645; à de Born, 28 mars 1645; au comte d'Alais et à Champigny, 27 mars 1645. On lit dans la lettre au comte d'Alais : « Nous avons encore ceste affaire du quartier d'hiver qui donne de la crainte à nos députés. Nous vous supplions, Monseigneur, d'en vouloir escrire à nos amis et particulièrement à M. d'Eméri. Nous croyons qu'avec l'assistance de Votre Grandeur ceste affaire, qui est la seule qui nous peut mettre en désordre dans ceste ville, pourroit se terminer à la sollicitation et à la poursuite de nos députés. » Les consuls répètent la même chose à Champigny, ajoutant : « C'est une affaire que, si les ministres se roidissoient à nous y faire contribuer, c'est la seule qui nous pourroit mettre en désordre en ceste ville, sur les bruits que nos ennemis ont semés que nous y donnions la main. » — Cf. la réponse du comte d'Alais, du 28 mars (*Correspondance des Consuls*, lettres reçues : liasse A).

2. Arch. com., BB., *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à de Born, 28 mars 1645. « Nous avons reçu la vostre du 17^e et vu que... vous avez commencé le maneiement de nos affaires par une requeste de surséance des contraintes solidaires qui ont esté décernées contre les habitans de ceste ville pour le paiement du quartier d'hiver et pour esviter qu'en vertu d'icelui nos députés ne soient orrestés à Paris et leur donner la liberté de pouvoir agir.... Nous estimons que vous aurez assuré que la première ne pourra pas porter aucun préjudice ni approbation du paiement dudit quartier d'hiver.... » — *Ibid.* Les Mêmes à Maurelet, 4 avril 1645. « Nous sommes fort aises de l'arrest qu'avez obtenu portant sauf-conduit pour trois mois et surseoit contre vous de la contrainte personnelle du quartier d'hiver, puisque, par ce moyen, vous pourrez sans appréhension agir aux affaires qui vous ont porté de delà.... »

3. Arch. com., BB., *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Maurelet, 20 juin 1645.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 338. Lettres patentes du 15 novembre 1645. Le même jour, il est vrai, d'autres lettres patentes ordonnaient l'établissement d'un impôt destiné à l'entretien et nourriture des prisonniers de guerre faits en Catalogne et envoyés en Provence, lequel impôt devait être réparti et levé « sur tous nos sujets contribuables de l'étendue de nostredite province de Provence et terres adjacentes, excepté les villes d'Arles et de Marseille » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 335).

son « affection paternelle » il l'avait privée pendant deux années pour la soustraire à la domination d'Antoine de Valbelle¹.

C'est sans danger que le Roi avait pu se montrer aussi généreux à l'égard des Marseillais. La politique poursuivie par le comte d'Alais et ses partisans ne courait, en effet, aucun risque par suite de ce retour à la pratique du règlement de Saint-Vallier. Celui-ci prescrivait que le Conseil serait renouvelé par tiers chaque année : depuis deux ans, quarante-huit conseillers y étaient entrés en vertu de la désignation royale. Choisis par le comte d'Alais, ils étaient naturellement dévoués à sa politique : il n'y avait donc pas à craindre que, appelés maintenant à désigner eux-mêmes vingt-quatre nouveaux collègues, ils fussent disposés à faire porter leur choix sur d'autres que des membres de leur parti².

Le comte d'Alais et ses agents les plus actifs n'étaient pas restés étrangers aux pourparlers qui avaient nécessairement précédé l'élection. Ils y avaient pris une part prépondérante et ils avaient pesé de toute leur influence et de toute leur autorité pour faire prévaloir leurs préférences. Marignane, en particulier, y avait joué un rôle décisif, négociant avec Valbelle lui-même qui, pour se venger de la trahison de La Salle, avait consenti que les quelques amis qu'il avait encore au Conseil

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Discours prononcé par l'assesseur le jour de Lauthorié 1646 [novembre 1645]. « Comme l'ambition des citoyens est la plus secrète et dangereuse maladie des villes et qui les fait souvent mourir avant la fin de leur entière accroissance, les rois qui désirent véritablement le bien et le repos de leurs peuples n'agrèent jamais qu'un particulier dans sa ville s'élève en trop grande autorité et puissance. C'est pourquoi nostre prince, qui a une affection paternelle pour ses sujets et particulièrement pour nous, n'eut pas plustost appris qu'un de nos concitoyens estoit si puissant qu'il dispoisoit déjà à son appétit du Conseil, des charges et des affaires de ceste Communauté qu'incontinent il se mit en peine d'arrester son ambition, rechercha les moyens de remettre en estat l'autorité publique et de jeter céans des personnes pour la faire valoir. Et d'autant qu'il ne trouva pas de remède plus convenable et salutaire que de nous priver pour quelque tems de l'eslection de nos magistrats, lui-mesme prit le soin ces deux années dernières de les nous nommer et de remplir ce Conseil de gens tels que le bien de nostre ville et de l'estat de nos affaires pourroit désirer. Et bien nous dit qu'il prist ceste voie et se servist de ce remède, car la nonchalance que nous avons eue des affaires publiques nous avoit tellement affoiblis et avoit insensiblement laissé prendre tel pied et telle force à la domination des ennemis de nos libertés qu'il n'estoit plus à nostre pouvoir de leur résister et d'empescher l'entrée de ceste maison à beaucoup de gens que l'affection du bien et de la liberté de la patrie nous obligeoit d'esloigner de céans. A tant qu'aujourd'hui, Sa Majesté, voyant ce Conseil composé tout de personnes de la qualité requise, tout à fait indépendantes, nullement intéressées et entièrement affectionnées au bien du général, et nous jugeant par ce moyen assez forts pour défendre l'autorité publique contre l'ambition de tous ceux qui la voudroient choquer, Elle nous a redonné la liberté de faire nos consuls et conseillers conformément à nos anciennes coutumes. »

2. C'est là ce que veut dire ce passage du discours de l'assesseur Milonis, cité ci-dessus : « A tant qu'aujourd'hui, Sa Majesté, voyant ce Conseil composé tout de personnes de la qualité requise, etc... ». V. ci-dessus, p. 200, n. 3, la lettre du comte d'Alais à Chavigny, du 8 novembre 1644, où il est constaté que, l'année précédente, les amis de Valbelle n'ont recueilli dans le Conseil « que sept ballottes de cinquante-deux ».

suivissent ses indications¹. Marignane avait aussi, sur la recommandation de Chavigny, réservé à un de ses protégés la charge de notaire-secrétaire de la ville². Il s'était enfin employé si activement au succès de l'entreprise que le comte d'Alais s'en félicitait en ces termes : « Le Nouvel Estat de la ville de Marseille, quoique j'en fusse absent, s'est fait bienheureusement et toutes les personnes que j'ai portées aux charges ont esté acceptées³ ».

Cette élection, bientôt suivie de la désignation pour la charge de vignier du baron de Movans, candidat agréable à d'Alais et à Champigny⁴, paraissait consacrer la toute-puissance de Marignane à Marseille. Il avait rompu avec La Salle, qui avait quitté la ville et s'était retiré à sa maison de campagne, méditant des projets de vengeance⁵. Cette rupture n'avait pas eu seulement pour cause l'ambition de ces deux hommes d'exercer dans la ville une influence prépondérante. Elle avait été imposée aux deux rivaux, surtout à Marignane, par la nécessité de faire aboutir les projets politiques qu'il avait formés et qu'il avait fait agréer au comte d'Alais.

Les nouveaux consuls, en entrant en charge, avaient à résoudre les graves affaires que leurs prédécesseurs n'avaient pu achever. Marseille était toujours en contestation avec la Cour des Comptes et, à la querelle avec la commune des Pennes, allait bientôt s'ajouter le différend toujours pendant relatif au compte rendu de l'administration de la gabelle du port⁶. Mais c'était

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 173 v°. « Marignane avoit plus de crédit [que La Salle], et beaucoup plus d'intrigue dans la maison du comte d'Alais, qui estoit le premier mobile et le chef de ceste cabale. J'avois encore en ces tems-là une vingtaine d'amis dans le Conseil que je pouvois donner à La Salle ou à Marignane et faire pencher la balance du costé que je tournerois. Mais véritablement j'estois ravi de ceste mauvoise intelligence et me trouvois vengé de la defection du sieur de La Salle. Il me fit demander mes amis, mais ils estoient déjà donnés à Marignane. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 253. Chavigny à Marignane, 13 octobre 1645. « Puisqu'il est raisonnable que les officiers de ville soient choisis avec toute sorte de respect pour remplir les emplois, on ne doit pas avoir beaucoup d'égard aux recommandations qui sont faites pour en favoriser les uns et pour estre au prejudice des autres. Néanmoins, je n'ai pu refuser la lettre qu'il m'a demandée pour vous sur l'occasion qui se doit faire de la feste de la Saint-Simon prochaine pour avoir vostre instance en faveur d'un homme Arnaud, notaire royal, qui recherche l'emploi de secretaire de la ville de Marseille. Je crois qu'il a des qualitez propres pour cela et que vous pouvez ainsi avec plus de facilité lui procurer ce qu'il desire. Je ne pretends pas donner aucune contrainte, mais seulement vous dire que je serois bien aise si cela peut reussir pour la satisfaction de celui qui m'en a prié, lequel mérite toute autre considération que moi. »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 263. Le comte d'Alais à Chavigny, 30 octobre 1645. Le billet se termine par ces mots : « Je n'ai pas oublié M. Arnaud, qui est pourvu de celle de secretaire ainsi que vous l'avez désiré ».

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1711, 50. Le comte d'Alais à Mazarin, 2 janvier 1646.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 175.

6. Voir dans le Reg. I de la *Correspondance des consuls*, différentes lettres adressées à ce sujet à l'avocat de Born, notamment celles des 24 juillet, 14, 21, 28 août, 18 septembre et 23 octobre 1646.

surtout l'affaire du quartier d'hiver qui préoccupait les consuls et qui paraissait à Marignane susceptible de lui fournir l'occasion propice qu'il recherchait.

Les consuls de l'année précédente n'avaient pas apporté une grande énergie dans leur affirmation de la prétention de Marseille à l'exemption du paiement du quartier d'hiver. Quand ils avaient eu tiré d'embarras leurs députés en Cour, ils n'avaient pas signifié catégoriquement leur intention de se soustraire aux exigences royales. Au contraire, certaines de leurs lettres laissent supposer qu'ils n'auraient pas été éloignés d'accepter une transaction qui eût sauvegardé l'amour-propre de leurs concitoyens et les eût ainsi mis avec leurs amis à l'abri des effets de la colère et des vengeances du parti contraire¹. Aussi la Cour avait persisté dans ses exigences, comme le prouvent les lettres de commission du 15 novembre dont nous avons déjà parlé. Bien plus, les ministres s'autorisaient des résistances des Marseillais pour s'opposer aux diverses mesures délibérées par le Conseil qui ne pouvaient être exécutées qu'avec la sanction royale. Les consuls poursuivaient, en effet, la délivrance d'un arrêt du Conseil du Roi qui les autoriserait à établir un droit de dix sous par quintal sur le poisson entrant dans le port. Le gouvernement faisait des difficultés pour accorder cette autorisation, le surintendant des finances alléguant que Marseille « ne payait rien au Roi et qu'il n'estoit pas juste de souffrir qu'on y levast des impositions² ». Les consuls, piqués au vif par cette catégorique fin de non-recevoir, répondaient qu'ils ne trouvaient « aucunement considérables ces prétextes... car il n'estoit point raisonnable que leur ville paie aucun quartier d'hiver, puisque ses franchises et libertés confirmées par tous les rois l'en exemptent et que, d'ailleurs, il n'y a point de recontres qu'elle n'ait fait voir au Roi par l'emploi des personnes de ses citoyens et de ses moyens qu'il n'avoit point de villes dans son royaume plus fidèles et plus affectionnées et qui contribuent plus volontiers et plus libéralement pour le bien de son service quand il est de besoin³ ».

Il paraissait donc certain que, tant que les ministres se renfermeraient dans la question du quartier d'hiver, ils n'obtien-

1. Voici, par exemple, une lettre à Maurelet du 20 juin 1645 (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I). « Tenez la main en ce qui regarde nostre prétention pour le quartier d'hiver et voyez s'il n'y auroit point de jour pour terminer ceste affaire favorablement pour nous, car il ne faut pas penser qu'on veuille exiger des arrérages comme si c'estoit une pension. Vous n'oublierez pas de faire sçavoir les sommes que nous avons réservées lorsqu'il a esté nécessaire et nous n'avons jamais refusé de servir le Roy au besoin de nostre vie et de nostre bourse. »

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : Lettres reçues : liasse D, de Born aux consuls, 17 novembre 1645.

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à de Born, 19 décembre 1645. — Voir aussi la lettre des Mêmes au Même, du 28 novembre 1645.

draient rien des Consuls, quel que soit leur dévouement au service du Roi et leur attachement aux intérêts du comte d'Alais. Or, celui-ci n'avait obtenu aucun subside de Marseille bien que, depuis trois années, il eût facilité à ses amis l'accès des charges de l'Hôtel de Ville. Son crédit à la Cour risquait de se ressentir de cet échec. Cependant, il ne pouvait pas braver ouvertement les sentiments de tous les Marseillais, en leur imposant de force le paiement du quartier d'hiver : il aurait compromis son parti, qui aurait couru le risque de perdre le pouvoir dans une entreprise de ce genre. Aussi n'avait-il pas cessé de dissuader les ministres de recourir à la violence à l'égard d'une population aussi ombrageuse¹. Mais les besoins du Roi étaient pressants et l'attitude du surintendant des finances dans l'affaire du droit sur le poisson salé attestait l'irritation du Conseil et faisait craindre que les refus persistants des consuls ne finissent par le pousser à bout.

C'est alors que quelqu'un, un traitant peut-être, imagina de procurer au Roi un dédommagement suffisant en donnant l'idée de créer à Marseille une Chambre de justice souveraine, la vente des offices devant produire une somme au moins équivalente à celle qu'on espérait tirer du quartier d'hiver. On pouvait croire que les Marseillais laisseraient faire, puisque, d'une part, ils n'entendraient plus parler de cette imposition insupportable, et que, d'autre part, en s'y prenant habilement, on pourrait arriver à les persuader que l'établissement de cette Chambre servirait à fortifier leur privilège de *non extrahendo*, en les soustrayant à la juridiction du Parlement de Provence².

Le comte d'Alais acceptait volontiers ce projet. L'établissement d'une Chambre souveraine à Marseille, qu'elle qu'en fût la composition, diminuerait sensiblement l'importance du Parlement, déjà affaibli par la création de la Chambre des requêtes, en enlevant à sa juridiction la plus grande ville de la province. A plus forte raison, l'avantage que le comte retirerait de cette création serait plus considérable encore puisqu'il comptait réserver les nouveaux offices à ses seuls partisans. Le président

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 313. Brienne au comte d'Alais, 31 mars 1645. « Pour l'affaire d'Arles et de Marseille, je ferai connoître l'opinion que vous avez si on les violentoit pour acquitter le quartier d'hiver. »

2. Malgré l'opposition que rencontra ce projet, les ministres n'y renoncèrent qu'en 1647. A ce moment, l'un d'eux eut avec l'avocat de Born une conversation qui prouve bien que c'est avec le produit de la vente des offices de la Chambre de justice que les ministres comptaient dédommager le Trésor de la perte qu'il subissait du fait du privilège de Marseille. De Born rapporte cet entretien dans une lettre aux consuls du 28 juin 1647 (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues. Liasse D). « A mon retour de la Cour, où j'ai tant poussé messieurs les ministres qu'ils ont enfin reconnu le préjudice que porteroit au public et à l'Estat l'établissement d'une Cour souveraine dans Marseille, ils m'ont promis d'en rejeter les propositions qui leur en ont esté faites par les traitans. J'ai bien compris par leurs discours qu'ils se plaignent de quoi vous ne payez rien et ne contribuez pas aux extraordinaires dépenses que tout le royaume supporte. »

en était déjà désigné. C'était Marignane qui, en se faisant investir de cette charge, deviendrait à Marseille le premier officier du Roi et relèguerait au-dessous de lui le lieutenant de l'Amirauté et le lieutenant de Sénéchal. Il pourrait ainsi satisfaire à son aise son ambition et réaliser sans contrainte ses projets politiques¹. Il tiendrait Marseille à la discrétion du comte d'Alais qui, déjà, se promettait de réduire la province à sa merci avec l'aide de Gaufridi, président de la Chambre des requêtes.

Les négociations, d'abord menées secrètement, furent à la fin dévoilées. On apprit que déjà des contrats avaient été passés pour l'acquisition des charges nouvelles : l'assesseur Milonis, le sieur de Saint-Victoret, tous deux beaux-frères du premier consul de l'année précédente, étaient parmi les contractants, qu'encourageait d'ailleurs le surintendant des finances, d'Emeri². Cette découverte causa dans la ville une grande émotion, qui fut aussitôt exploitée par le parti de Valbelle, toujours à l'affût du moindre événement capable de discréditer le parti contraire³. Jusqu'alors, il ne s'était pas présenté d'occasion aussi favorable. Pour la première fois, Valbelle et ses amis allaient pouvoir convaincre leurs adversaires de sacrifier les intérêts, les privilèges et les droits de la ville à leurs intérêts particuliers et aux exigences du gouvernement. Cela leur permettrait de ramener à eux ceux des membres de ce parti qui entendaient rester fidèles aux traditions marseillaises.

La Salle était de ceux-là. Un moment, il avait pu se laisser entraîner par ses préventions contre Valbelle, mais « franc et généreux⁴ », il se flattait d'être attaché par-dessus tout aux privilèges de Marseille. D'ailleurs, écarté des affaires par les intrigues de Marignane au mois d'octobre précédent, animé du désir de se venger, il pensa qu'il ne trouverait pas, pour rompre ouvertement avec celui-ci, de meilleur prétexte que cette entreprise contre les franchises de la ville. Des amis clairvoyants comprirent ces dispositions; de Félix, le cousin de Mme de Valbelle, et Jean-Baptiste d'Impérial, allié de la famille de Villages, voulurent en profiter pour essayer un rapprochement

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 181 v°.

2. *Ibid.*

3. Au mois de décembre 1645, une sédition avait failli éclater sur le bruit, venu on ne sait d'où, qu'on projetait « d'établir une crue du prix du sel ». Des placards avaient été affichés dans la ville qui annonçaient la chose et contenaient cette menace aux consuls que, s'il en était ainsi, « on leur feroit mal leurs affaires ». Les Prudhommes de Saint-Jean étaient venus à l'Hôtel de Ville faire des représentations aux magistrats municipaux tandis que la foule s'était rassemblée menaçante devant la Loge où les consuls « avoient eu toutes les peines du monde à l'apaiser ». (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au comte d'Alais, 22 décembre 1645.) Il est possible que le parti de Valbelle n'ait pas été étranger à ce mouvement dont il aurait pu profiter.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 173 v°.

entre lui et le lieutenant de l'Amirauté. Ils réussirent à ménager entre ces deux hommes un accord secret « dans l'après-dinée du 5^e mars (1646), jour de lundi et jour heureux pour la liberté de la ville¹ ».

Pour ne pas donner l'éveil à leurs adversaires, Valbelle et La Salle s'entendent qu'ils ne rendront pas publique leur réconciliation, mais qu'ils feront suivre à leur parti une même ligne de conduite. Se conformant à cette règle, ils poussent respectivement leurs amis à réclamer des consuls la réunion d'une Assemblée générale pour délibérer sur le projet de création d'une Chambre de justice, qu'ils jugent préjudiciable aux intérêts du commerce, de la ville et du Roi². Obligés de se conformer à une demande présentée dans les formes régulières, les consuls convoquent l'assemblée, lui font part de son objet, la consultent et enregistrent la délibération par laquelle « la dite Assemblée a trouvé expédient et nécessaire de former opposition au nom de la Communauté contre ledit établissement de ladite Chambre³ ».

Valbelle et La Salle avaient réussi à tenir en échec le comte d'Alais et Marignac. Les Consuls, contraints par le devoir de leurs charges de veiller à l'exécution des décisions de l'Assemblée, entreprirent les démarches nécessaires pour les faire aboutir⁴, sans tenir compte des intrigues que les intéressés essayaient de nouer en Provence et à la Cour pour briser une résistance dont ils se flattaient légèrement d'avoir raison⁵. Leurs espérances étaient vaines : si, pendant une année encore, il fut question de temps en temps du projet de cet établisse-

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 183 v°.

2. *Ibid.*, 185.

3. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 48, f° 71. Assemblée générale du 7 mars 1646. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 183. — Plus de deux cents personnes assistèrent à cette assemblée.

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au comte de Brienne, 13 mars 1646; — les Mêmes à de Born, 3 avril 1646.

5. Ils essayèrent notamment de détacher Valbelle du parti des opposants, si nous en croyons ce passage des *Mémoires* (199). « Comme l'on croyoit que j'estois de ceux qui s'y opposoient le plus, M. d'Emeri, lors surintendant des finances, dit à M. l'abbé de Servien, mon intime ami, que j'avois un grand tort d'empescher ceste affaire et qu'on trouveroit des moyens de me contenter si j'y voulois donner les mains. Ceux qui seavent avec quelle fidelite et quelle passion j'ai toujours servi ma patrie peuvent juger de la réponse que je fis à ce mien ami. » Cependant, des témoins désintéressés avaient averti les ministres du danger de ce projet. Le chevalier de Vinchoguerre avait, en effet, écrit à Mazarin, dès le 12 mars 1646. « Je vois le peuple de Marseille fort esmu de l'avis qu'à la Cour on parloit de faire établir en cette dite ville une Chambre souveraine qu'il croit, par l'opinion des sages, estre la ruine de la ville et du négoce par qui elle subsiste, attendu mesme que les marchands faisant le plus grand nombre des habitants, la liberté, qui est absolument nécessaire parmi eux, se trouvant infailliblement gessnée ou déteuite par des intérêts ou des considérations regardant ces juges souverains, il s'ensuivroit la retraite des plus puissans en autres lieux et des estrangers et de la perte du négoce. Et par ce, Monseigneur, qu'il en arriveroit d'extremes desordres prejudiciables au service du Roy, j'ai cru, comme créature et très passionné serviteur de Vostre Eminence, devoir lui en donner cest avis. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1711, 99.)

ment, personne ne le prit plus au sérieux et on finit même par n'en plus parler¹.

C'était pour Valbelle un avantage comme il n'en avait plus remporté depuis longtemps. Il le devait à son entente avec La Salle. Il se montrait disposé à la maintenir, tout en évitant cependant de se laisser aller à un éclat qui aurait pu le compromettre dans l'esprit des personnages de la Cour, dont il avait su gagner et dont il entendait conserver les bonnes grâces². Peut-être aussi jugeait-il habile et prudent de laisser La Salle se découvrir complètement, afin de rendre impossible toute nouvelle défection de sa part.

Il s'empressa cependant d'accueillir la proposition que La Salle lui fit faire de rompre le Conseil le jour de Saint-Simon³. Ce fut une entreprise assez longuement préparée, différente en cela des coups de main qui avaient été tentés auparavant. Les conjurés surent se ménager des intelligences dans le Conseil : ils réussirent à gagner à leur cause le deuxième et le troisième consuls, Gaspard d'Amphossi et Louis Chambon⁴, dont le concours leur était indispensable.

Sans se laisser arrêter par la brusque arrivée du comte d'Alais, accouru à l'appel de Marignane dont la méfiance est en éveil, les deux consuls troublent le Conseil en présentant et en maintenant, malgré les prières et les menaces du viguier, une protestation contre la présence de deux conseillers. Joseph de Gay et Christophe Deydier, qu'ils disent être prévenus de crimes. Tandis que la confusion est extrême dans la salle, à leur appel, une troupe d'amis, conduits par le chevalier Thomas de Villages, en forcent la porte, les armes à la main, en chassent le premier consul Bègue et la plupart des conseillers et obligent le viguier à se retirer. Celui-ci n'a d'autre ressource que de constater dans un procès-verbal l'impossibilité où le Conseil a été mis de remplir son ordre du jour⁵.

Pour la seconde fois, l'avantage était resté à La Salle et à ses amis. Il leur fallait cependant savoir en profiter jusqu'au bout, en obtenant du gouvernement qu'il ne cède pas encore aux

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Lettres reçues, liasse D, de Born aux consuls, 18 juin 1647.

2. Il avait profité du récent séjour de Chavigny en Provence pour essayer de conquérir complètement les sympathies de cet ami du comte d'Alais. Il l'avait reçu à dîner chez lui à son passage à Marseille et avait retenu avec complaisance les compliments qu'il avait faits de Mme de Valbelle (*Mémoires*, 201). Il lui avait ensuite écrit à Antibes pour protester de son vif désir de vivre en paix avec le comte d'Alais (Arch. des Affaires étrangères, France, 1711, 147, 10 juin 1646) et le prier d'user de son influence auprès de ce personnage pour l'amener à lui accorder sa bienveillance.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 207 v°.

4. *Ibid.*, 209 v°.

5. Bibl. nat., Fr., 18977, f° 9. Procès-verbal du viguier de Marseille touchant les difficultés apportées à la création du Nouvel Estat de ceste ville, 28 octobre 1646. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 209 et suiv.

prières du comte d'Alais et que le Roi ne crée pas les nouveaux consuls par lettres patentes¹, comme l'usage lui en donne le droit. Dans ce but, le parti vainqueur fait dresser de l'événement un procès-verbal différent de celui du viguier, qu'il expédie à la Cour avec un mémoire où l'auteur, Antoine de Félix, cherchait à établir que le service du Roi n'a rien à craindre des querelles municipales des Marseillais, dont le comte d'Alais a eu le tort de vouloir se mêler². Pendant ce temps, Valbelle écrit au comte de Brienne³; très habilement, il se défend d'avoir eu quelque part dans ces nouveaux troubles, qu'il attribue à une querelle survenue entre ses deux anciens ennemis, La Salle et Marignane, soit qu'il cherche à montrer par là l'incapacité du comte d'Alais à maintenir la paix dans la province, même entre ses propres amis, soit qu'il ait l'arrière-pensée, en dégageant sa responsabilité, de compromettre tout à fait La Salle et de le rendre aussi odieux que lui-même au gouverneur et à ses partisans⁴.

Ces diverses démarches n'ayant pas eu d'effet, on résolut d'envoyer une députation en Cour. Mais il convenait qu'elle partît investie d'une mission officielle en vertu d'une délibération du Conseil. La Salle, Félix et leurs amis demandèrent donc au premier consul de convoquer une Assemblée générale. Sur son refus, ils s'adressèrent aux deux autres consuls, d'Amphossi et Chambon, qui les accueillirent avec d'autant plus d'empressement qu'ils étaient confondus avec eux dans la même accusation portée par le comte d'Alais contre les auteurs des troubles du 28 octobre.

Dès qu'il connaît leur décision, le premier consul Bègue sort de la ville et prend le chemin de Paris, sans réfléchir qu'il laisse l'administration municipale aux mains de ses ennemis⁵.

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 221 v°.

2. *Ibid.*, 221 v° — 223.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1711, 231. Antoine de Valbelle au comte de Brienne, 29 octobre 1646. « Je suis obligé, Monseigneur, de profiter de ceste occasion pour vous dire que les sieurs de Villages et Marignane, qui s'estoient, il y a deux ou trois ans, ligués contre moi, s'estant désunis, les premiers, qui ont plus d'amis que les seconds et qui sont, d'ailleurs, favorisés par la mauvoise production que ledit sieur de Marignane a fait, l'année passée, du premier consul sa créature et dépendant, ont avancé qu'il ne s'est point tenu de Conseil d'autant que les principaux gentilshommes de toute la ville se sont rencontrés dans un mesme sentiment à ne souffrir point le gouvernement dudit sieur de Marignane et si bien en ceste ville qui s'est passé sans bruit ni desordre aucun et qui ne manque pas de pareils exemples. Je n'ai pris aucune part, n'ayant aucuns amis dans le Conseil et ayant donné l'année dernière ceux qui me restoient audit sieur de Marignane par la seule réflexion de Mgr le comte. Je ne doute pas néanmoins que mes ennemis, qui ont toujours l'honneur d'approcher Mondit Seigneur le comte et assez de malice pour me continuer leurs mauvoies offices, ne lui fassent accroire que je m'en suis meslé et qu'il n'en écrive mesme à la Cour... »

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 221. « J'estois bien aise que le comte d'Alais, qui me haïssoit mortellement, eust occasion de diviser et d'amoinrir sa haine par le juste ressentiment qu'il devoit avoir de l'injure que le sieur de La Salle lui faisoit... »

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 233 v° et suiv.

L'Assemblée se tient aussitôt : elle décide, à la requête du consul d'Amphossi, que deux gentilshommes, Antoine d'Agoult, sieur de Roquefeuil, et Ballthasard de Vias, seront envoyés à la Cour aux frais de la ville, qui pourra emprunter pour pourvoir à cette dépense, ainsi que pour couvrir celle qui a été causée par l'envoi d'un courrier en Cour le jour même de la rupture du Conseil¹.

D'Amphossi et Chambon se chargèrent de souligner le caractère véritable de cette délibération, manifestation évidente d'hostilité contre le comte d'Alais et Marignane, en écrivant à Mazarin une lettre qui le suppliait de ne pas laisser le Conseil du Roi prendre de décision sur ces affaires avant d'avoir entendu Vias et Roquefeuil². Les deux députés eurent, en effet, le temps d'arriver à Paris avant que rien ne fût résolu³ : mais, ils eurent beau montrer « le grand danger qu'il y avoit de souffrir plus longtemps l'administration des affaires entre les mains de Marignane », n'hésitant pas à laisser entendre (ce qui ne devait pas laisser les ministres insensibles) que, par sa faute, « la ville estoit engagée à des sommes immenses et dans l'impuissance de servir le Roi lorsque l'occasion s'en présenteroit⁴ » ; leurs démarches, leurs plaintes et leurs promesses furent inutiles : des lettres patentes du 7 novembre 1646 créèrent les consuls et les officiers municipaux de la nouvelle année⁵. C'est à peine si Mazarin, en avertissant le comte d'Alais de cette mesure, le pria d'agir avec prudence et, « pour son service particulier ainsi que pour celui du Roi, ... de ne pas vouloir s'attacher absolument à la nomination au consulat de ceux qui ont été exclus, au cas où il verroit que le peuple s'opiniastre à y résister⁶ ».

Ces appels à la modération et à la prudence montraient clairement que le gouvernement avait hâte de mettre un terme à ces divisions, qui n'avaient pas d'autres causes que les compétitions des citoyens pour la possession du pouvoir municipal et qui compromettaient cependant le service du Roi dans une des plus grandes villes du royaume. Aussi les nouveaux consuls étaient à peine installés⁷, que l'archevêque d'Arles recevait une

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 48, f° 130 v°. Assemblée générale du 31 octobre 1646.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1711, 266. Les consuls Amphossi et Chambon à Mazarin, 6 novembre 1646.

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à MM. de Roquefeuil et de Vias, députés en Cour, 13, 20, 27 novembre 1646.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 247.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 255. — Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 48, f° 136 v°. Conseil du 30 novembre 1646.

6. Arch. des Affaires étrangères, France, 1711, 274. Mazarin au comte d'Alais, 9 novembre 1646. La lettre se termine ainsi : « Vous sçavez, Monsieur, que c'est toujours le mieux de n'aigrir les esprits et je ne doute point que vostre prudence ne trouve aisément les moyens d'en user ainsi heureusement sans que vostre autorité y diminue ».

7. Joseph de Bourguignon de Binière, sieur de La Mure. Jean Signoret. Jean Marroty, consuls, et Pierre Solle, assesseur.

nouvelle invitation du Roi d'apaiser « la division qui est entre quelques-unes des principales familles de sa ville de Marseille¹ ». Le prélat se rendit donc de nouveau dans cette ville au mois de décembre. Là, après de laborieux pourparlers au cours desquels Valbelle et La Salle rendirent publique leur réconciliation restée secrète jusqu'alors², il fut assez heureux pour mettre en présence Valbelle et le comte d'Alais et pour les faire consentir à un accord dont tout le monde se déclara satisfait³ et dont le médiateur rendit ainsi compte au premier ministre :

« Je vous dirai, Monseigneur, que j'ai trouvé de si grandes divisions dans la ville de Marseille que je ne croyois pas de les pouvoir jamais assoupir. Mais Dieu m'a fait la grâce dans trois jours que j'y ai séjourné d'avoir calmé tout cest orage et mis la ville en estat que je ne sçache aucun particulier qui ne soit bien avec tout le reste de la ville, ayant mesme terminé tous les différends qu'il y avoit parmi eux et qui pouvoient estre à l'avenir semence de division et de discorde. M. le comte d'Alais s'y est employé avec beaucoup de soin et de générosité, ayant vu de très bon cœur Messieurs de Valbelle et contribué à assoupir tous les différends qu'ils avoient avec la ville. Et les dits sieurs de Valbelle ont aussi, de leur costé, fait absolument tout ce que j'ai trouvé bon pour réentrer dans ses bonnes grâces et pour concourir au dessein que j'ai eu de mettre ceste ville dans la tranquillité et le repos. Enfin, Monseigneur, je puis assurer Vostre Éminence qu'Elle n'entendra plus parler de toutes ces divisions passées, mais j'oserai lui dire aussi, avec toute sorte de respect, qu'il sera bon de tesmoigner quelque ressentiment contre ceux qui commenceront à brouiller⁴. »

La satisfaction qu'on manifestait de part et d'autre était cependant plus apparente que réelle. Aucun de deux partis, en effet, ne trouvait son compte dans cet accord. Le comte d'Alais avait dû renoncer aux projets de représailles qu'il avait si longtemps formés contre Valbelle. Les informations judiciaires qu'il

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Lettres reçues : liasse L. Le Roi aux consuls, 5 novembre 1646.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 265 et suiv.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 269. — Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au Roi et au comte de Brienne, 27 décembre 1646.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1711, 289. L'archevêque d'Arles à Mazarin, 23 décembre 1646. — Cf. Arch. des Affaires étrangères, France, 1712, 122. Valbelle à Brienne, 1^{er} janvier 1647. « Ayant eu l'honneur d'estre vu de Mgr le comte d'Alais, qui est ici, bien que je recherchois depuis si longtems et à quoi il vous a plu me rendre de si bons offices, je me croirois coupable d'un crime qui ne me sera jamais reproché, si je ne vous remerciais très humblement, Monseigneur, par ces lignes, de l'appui et protection qu'il vous a plu me despartir en ceste rencontre. Il ne me reste qu'à souhaiter la continuation d'un si grand bien et de vous supplier encore de tesmoigner à mondit seigneur le comte d'Alais avec quelle satisfaction et quel respect je souhaite d'estre connu pour son très humble serviteur et que je tascherai de m'acquérir ses bonnes grâces par toute sorte de services. »

avait fait ouvrir contre lui étaient annulées et le procès engagé devant le Parlement de Toulouse abandonné : le lieutenant de l'Amirauté ne pouvait plus désormais être regardé comme un rebelle et ses intrigues, ses manœuvres et ses entreprises contre les consuls n'étaient plus déclarées criminelles. En retour, il est vrai, les partisans du comte d'Alais conservaient le gouvernement de Marseille et pouvaient espérer se perpétuer dans les charges de l'Hôtel de Ville, sans que rien cependant interdît à leurs adversaires d'essayer de les en chasser. Les deux partis gardaient donc leurs positions : d'un moment à l'autre, ils pouvaient ranimer des querelles qu'on avait eu tant de peine à apaiser. Quant à la royauté, qui avait dû peser de tout le poids de son autorité pour imposer cette réconciliation, elle n'en retirait aucun avantage. Elle avait pu prendre acte des protestations de fidélité et de dévouement dont on avait été prodigue des Marseillais, et l'affaire du quartier d'hiver, qui lui tenait tant à cœur, demeurait en suspens. Il lui aurait fallu être plus forte pour obtenir qu'elle fût réglée à sa satisfaction. Les troubles de la Fronde, qui vont éclater, affaibliront encore davantage son pouvoir dans Marseille. Les deux partis, qu'elle a contraints à une paix singulièrement précaire, y trouveront une nouvelle occasion d'en venir aux mains et le parti vainqueur fortifiera, du moins pour quelques années, la situation indépendante de l'aristocratie municipale.

CHAPITRE II

MARSEILLE ET LA FRONDE PROVENÇALE

- I. LES PARTIS A MARSEILLE APRÈS LA NÉGOCIATION DE L'ARCHEVÊQUE D'ARLES. — II. L'AFFAIRE DU SEMESTRE : LA QUERELLE DU PARLEMENT ET DU COMTE D'ALAIS. — III. LA JOURNÉE DE SAINT-SÉBASTIEN (20 JANVIER 1649) : LE COMTE D'ALAIS EST PRISONNIER DU PARLEMENT ; LA NÉGOCIATION DU CARDINAL BICHI. — IV. MARSEILLE ET LE SEMESTRE : VALBELLE ET LA POLITIQUE DU CONSUL GLANDEVÈS. — V. LA GUERRE DU SEMESTRE : LE COMBAT DU VAL ET LE SIÈGE D'AIX. — VI. LA PESTE A MARSEILLE ET LA DÉCLARATION ROYALE DU 8 AOÛT 1649.

L'accord ménagé par l'archevêque d'Arles entre le comte d'Alais et la maison de Valbelle était précaire : aucune des deux parties n'y trouvait une complète satisfaction. Cependant les ministres avaient si formellement exprimé leur volonté de voir cesser les querelles qui troublaient Marseille que c'eût été risquer gros jeu de ne pas s'y conformer. Aussi, de quelque temps, la ville resta tranquille. Malgré la mort de Marignane (mai 1647)¹, le comte d'Alais put faire créer à sa guise le « Nouveau État » de 1647, sans se servir des lettres patentes qui lui avaient été adressées pour le cas où il aurait rencontré de la résistance². Il put aussi faire choisir comme viguier, par

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 309. — Le fils de Marignane, de Bormes, conseiller au parlement d'Aix, prétendit hériter de l'influence politique de son père et prendre sa place à Marseille à la tête du parti du comte d'Alais (Voir *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 325).

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1712, 254. Brienne au comte d'Alais, 23 septembre 1647. « Leurs Majestés, pour empêcher que, par brigues et monopoles, l'élection prochaine de l'État de la ville de Marseille ne se fasse de personnes plus affectionnées à leurs intérêts particuliers qu'au bien de son service, ont trouvé à propos de vous adresser la commission pour remplir dans icelle et dans le rôle attache sous le contrescel les noms de ceux que vous jugerez capables des charges, avec ordre pourtant de vous faire savoir qu'Elles seront bien aises que vous ne vous en serviez qu'à l'extrémité et encore avec tant de retenue et de prudence qu'il n'en puisse arriver aucun inconvénient. » — Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à de Born, 29 octobre 1647.

le Conseil des Innocents, François de Vintimille, sieur du Luc, qui lui était complètement acquis¹.

Le parti de Valbelle n'avait manifesté aucune velléité de résistance. Ce n'est pas qu'il eût renoncé à toute idée de revanche. Au contraire, dans le cours de l'année 1647, il avait su montrer en diverses circonstances qu'il n'entendait pas se désintéresser des affaires de la ville. A l'occasion d'affaires importantes où les intérêts du commerce de Marseille étaient fortement engagés, il avait imposé aux consuls, qui auraient bien voulu s'y soustraire, l'obligation de réunir une assemblée générale des principaux citoyens en recourant à la procédure extraordinaire prévue par les règlements municipaux². Tout en se tenant sur une réserve prudente, pour n'exciter ni les plaintes du comte d'Alais ni le mécontentement des ministres, les chefs du parti agissaient quand ils le jugeaient à propos avec une tranquille assurance. Ils se sentaient d'autant plus forts qu'une alliance de famille venait de resserrer l'accord politique conclu naguère entre Valbelle et La Salle : le fils de celui-ci avait épousé la fille de celui-là, à la surprise du comte d'Alais et au déplaisir de la comtesse, moins capable de dissimulation et qui crut, dès lors, « son mari moins puissant et moins autorisé dans la ville³ ».

En apparence, il n'en était rien. Tout le monde respectait l'autorité des consuls nouvellement créés. Ceux-ci, de leur côté, affichaient le désir de maintenir la bonne entente entre tous leurs concitoyens. Ils appelaient au Bureau, qui devait les assister pendant leur année de charge, les amis les plus intimes du lieutenant de l'Amirauté, La Salle, d'Arène et de Félix, comme s'ils voulaient les associer à leur pouvoir⁴. Ceux-ci ne repoussaient pas ces avances; ils acceptaient une charge qui leur permettrait de surveiller de près leurs adversaires et de choisir le moment propice pour intervenir contre eux. Du moins n'avaient-ils pas à leur reprocher de se montrer trop dociles aux injonctions du comte d'Alais quand il s'agissait d'accorder au Roi des subsides demandés en violation des privilèges de la ville : comme tous leurs devanciers, les consuls de 1647 refusaient, en effet, de fournir aux armées royales

« Nous avons procédé hier à l'eslection du Nouveau Estat de ceste ville et ont esté créés pour consuls noble Pierre de Bausset, sieur de Roquefort, Louis Borrelly et Antoine Giraudon, et pour assesseur M^e Ambroise Cornier, tous gens de grande probité et de très bonne conduite, extremement à l'approbation de tout le général de ceste ville.... » Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 325, rapportent que le comte d'Alais, venu à Marseille le 23 octobre, en repartit le 26, « sachant bien que l'eslection se feroit en paix et sans bruit et qu'il n'y avoit aucun empeschement à craindre ».

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 329 v^o.

2. *Ibid.*, 291-301.

3. *Ibid.*, 323.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 327.

les « six cens paires d'habits complets... avec des bonnets et autant de paires de souliers » réclamés à Marseille, comme aux autres grandes villes, à la place de la taxe du logement des gens de guerre, dont elle aurait dû être dispensée¹.

Les consuls se montraient ainsi préoccupés de ménager leurs adversaires et de ne rien faire qui fût de nature à exciter le mécontentement de leurs concitoyens, parce que le comte d'Alais avait besoin que Marseille demeurât tranquille aux mains de ses partisans. La lutte sourde qu'il soutenait contre le Parlement depuis son arrivée dans la province était à la veille de prendre une tournure plus ouverte et plus vive. A la Chambre des requêtes, créée en 1644 et maintenue depuis malgré les représentations des anciens parlementaires et les vexations souvent mesquines qu'ils faisaient subir à ses membres², on venait de substituer un Parlement-Semestre et cette création soulevait des protestations plus violentes encore que celles qu'avait provoquées naguère l'établissement des Requêtes³.

Le ministère ne voulut pas en tenir compte : avec une hâte dont il n'était pas coutumier, il décida de faire procéder à l'installation de la nouvelle Cour par le nouvel intendant de Provence, de Sève⁴, assisté des intendants des deux provinces

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse L. Lettre du Roi du 30 octobre 1647; — lettres de Michel Le Tellier des 4, 29 et 30 novembre 1647. — Sur la réponse des consuls, voir *Correspondance*, Reg. I. Les consuls au Roi, 19 novembre 1647.

2. Voir une histoire résumée de la Chambre des requêtes, de mars 1638 à octobre 1647, dans Gaffarel, *La Fronde en Provence* (*Rev. Hist.*, II, 68-74). Haitze (*Histoire de Provence*, etc., II, xxx, p. 317), présente ainsi la situation de la Provence à la suite des querelles provoquées par l'établissement de la Chambre des requêtes et à la veille de la création du Semestre. « Il y avait déjà six ans que la Chambre des requestes avait esté établie dans le Parlement de ceste province. Tout ce temps s'estoit passé dans des troubles et des contestations qui vuvrinrent immédiatement après l'establissement de ceste nouvelle jurisdiction entre les officiers qui l'exercoient et ceux du Vieux-Corps, dont les malheureuses suites ont fait tant de ravages dans la province qu'on n'y avoit vu arriver une si grande division et une si grande haine depuis le tems des troubles de la Ligue, où la cause de la religion fut naistre de si estranges oppositions. Car, non seulement ceste division présente rompit l'union de l'amitié entre les familles et parmi les particuliers, celle de la politique et d'une commune conservation entre les communautés des lieux et des villes, mais encore celle du sang entre les parens et parmi les frères et, ce qui seroit incroyable dans un tems plus esloigné, celle du sacrement le plus unitif en séparant les maris d'avec leurs femmes et en faisant soulever les femmes contre leurs maris, les uns tenant pour le gouverneur de la province et pour le ruban bleu, et les autres pour le Parlement et pour le ruban blanc. »

3. L'édit portant établissement d'un Parlement-Semestre en Provence est du mois d'octobre 1647 (Voir Gaffarel, *loc. cit.*, 74 et suiv.). L'avocat de Born annonçait ainsi cette nouvelle aux consuls de Marseille. « On parle fort ici de faire vostre Parlement semestre, qui leur sera un très grand préjudice. Si l'affaire s'avance, je vous en tiendrai avertis. » (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse D, 18 octobre 1647.)

4. De Sève avait remplacé Champigny à la tête de l'intendance de Provence au mois de décembre 1647 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1712, 101. Le Roi à M. de Mégrigny, premier président du Parlement de Provence, 8 décembre 1647).

voisins du Dauphiné et du Languedoc¹. La cérémonie, dont on ne laissait pas que d'appréhender les suites tant les esprits étaient échauffés², eut lieu le 28 janvier 1648, sans qu'il parut tout d'abord qu'elle eût impressionné défavorablement le peuple d'Aix et celui de la province³.

En cette circonstance, le comte d'Alais était entré avec empressement dans les vues du ministère. Tant que l'affaire du Semestre, écrivait-il à Mazarin⁴, avait été, à ses yeux, « un intérêt de finances », il s'était efforcé de la faire aboutir; maintenant qu'il apprenait « que c'estoit une affaire d'Estat », il promettait de « ne perdre aucun moment pour cest établissement ». Cette affaire favorisait trop ses desseins personnels et

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1713, 5, 7, 8 et 9. Lettres du Roi du 4 janvier 1648 adressées au comte d'Alais, aux « Gens ci-devant tenans nostre Chambre des Requestes en nostre Parlement de Provence », au comte de Carcès, lieutenant du gouverneur, et au premier président de Megrigny. De Born annonçait aussi cette décision aux consuls de Marseille par cette lettre du 3 janvier (Arch. com., BB. *Correspondance* : lettres regnes, liasse D). « Il est parti d'ici des huissiers du Conseil pour alier tenir la main à l'establissement du Semestre de Provence et, comme il est parti en poste, je crois qu'il y sera arrivé auparavant que ceste lettre vous soit rendue. C'est une affaire qui affligera beaucoup ceste Compagnie et de très pernicieuse conséquence pour les autres : ces Messieurs eussent bien fait de divertir l'orage en son commencement. J'ai cru vous en devoir donner avis. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1713, 18. De Sève à Mazarin, 14 janvier 1648. « ... J'apprends, Monseigneur, que ceux des officiers de ce Parlement, qui sont capables de concevoir d'autres pensées que d'une dernière violence, se résolvent à ne pas déférer à l'interdiction et d'ordonner des remonstrances à Leurs Majestés, que cependant ils continueront leur service. De les sortir de force de leurs sièges ce seroit un conseil de scandale et peut-estre d'une fascheuse suite. Mais, Monseigneur, des dépêches du Roy pour escarter les plus séditeux et dont l'adresse soit en blanc pour la remplir de leur nom sont un remède assuré, estant soutenues, comme Vostre Eminence peut en faire estat, du zèle et d'une affection tout entière de M. le comte d'Alais. »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1713, 39. De Sève à Mazarin, 28 janvier 1648. « L'establissement du Semestre s'est fait ce matin et le mérite de l'ouvrage est tout dû aux puissances qui m'y ont appuyé. Je dois, Monseigneur, ce tesmoignage à la vérité que M. le comte d'Alais avoit disposé les choses avec tant de vigueur qu'il n'avoit laissé à Messieurs du Parlement que la nécessité d'obéir. Mais il n'avoit pu leur oster la pensée d'y apporter quelque résistance et, bien que foible et renfermé à leurs seules personnes, le scandale en auroit toujours esté fascheux. L'arrivée et l'excellente conduite de Mgr. le cardinal d'Aix (Michel Mazarin) a rendu leur obéissance volontaire et donné autant de calme à nostre première entrée qu'on le peut désirer d'un establissement bien affermi. Le Clergé, Monseigneur, la Noblesse, le Corps du Pays et la ville d'Arles y ont formé opposition. Mais ce sont offices de particuliers qui ont emprunté le nom du général et plutost offices de crainte ou de civilité que sentiment d'affection ou d'intérêt. Le peuple, Monseigneur, n'a tesmoigné ni l'un ni l'autre. Et c'est le compte que je puis rendre à Vostre Eminence d'une affaire où j'ai esté honoré de ses commandemens. » — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 337. « Le peuple, qui ressemble à ces mauvais valets qui croient de gagner beaucoup en changeant de maîtres, ne reconnut pas d'abord l'importance de ce pernicieux establissement et quelques gentilshommes, envieux de l'autorité des officiers du Parlement, applaudirent à ce semestre sans considérer que c'est le grand nombre qui rend les compagnies plus puissantes. Néanmoins, les gens de bien s'en plainquirent à bon escient et les procureurs du Pays, qui furent conviés ou plutost forcés par le gouverneur à ceste malheureuse et funeste cérémonie, eurent assez de cœur pour en protester et demander acte qui leur fut accordé par arrest. » Pour les détails de cette cérémonie, voir Gaffarel, *loc. cit.*, 78-80.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1713, 13. Lettre du 7 janvier 1648.

ceux de ses amis de la Cour, pour qu'il eût pu hésiter un instant à la faire sienne. La plupart des conseillers des Requêtes étaient entrés au Semestre : Gaufridi en était le président et sa présence à la tête de ce corps, dont, à en croire Valbelle, il était « la seule teste »¹, semblait promettre au gouverneur qu'il serait tout à fait à sa discrétion. A cette heure donc, d'Alais pouvait se croire véritablement à la veille de réaliser ses projets ambitieux d'imposer sa seule autorité à toute la province et déjà ses ennemis publiaient « qu'il ne prétendoit pas moins que de se faire déclarer comte de Provence »². Pour appuyer son pouvoir, il n'avait pas seulement jeté les yeux sur Marseille où il avait réussi à pousser ses partisans au consulat. Il avait aussi cherché à s'établir solidement dans les autres villes, en particulier dans les plus importants ports de la côte. Un moment même, il avait espéré réunir à son gouvernement de la province le gouvernement particulier de Toulon, par ce que, déclarait-il, « un gouverneur de Provence ne peut répondre de son gouvernement sans estre gouverneur de ceste place qui est une des clés du royaume et la seule considérable dans le pays »³. Tout en protestant lui-même⁴ et en faisant protester par Chavigny⁵ de son vif désir de ne rien faire qui ne lui fût agréable, Mazarin écarta cette requête aimant mieux établir

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 341.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 341. « Le comte d'Alais a toujours observé ceste mauvaise politique de se servir de gens souples comme plus disposés à une aveugle obéissance et capables de suivre et appuyer ce grand et ridicule dessein qu'il avoit fait de s'autoriser en façon que tout lui cédast et qu'il ne fust pas mesme au pouvoir du Roy de le révoquer. En effet, ayant son régiment de trente compagnies, celle des gendarmes, des gardes à pied et à cheval, et les garnisons qu'il favorisoit, il estoit le maistre de la campagne comme des bonnes villes par le moyen des consuls qu'il affectoit annuellement. A quoi ajoutant le pouvoir d'une justice souveraine, puisque le Semestre despendoit de lui et que les arrests plus considérables estoient résolus dans son cabinet et souvent concertés en la ruelle du lit de sa femme, sa puissance n'estoit pas beaucoup esloignée de la souveraine et ce n'estoit pas sans raison que quelques imprimés disoient en ce temps-là que le comte d'Alais ne prétendoit pas moins que de se faire déclarer comte de Provence. »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1711, 241. Le comte d'Alais à Mazarin, 12 septembre 1646.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1711, 246. Mazarin au comte d'Alais, 27 septembre 1646. « Je ne puis que je ne me plaigne à vous-mesme de ce qu'ayant eu la pensée que vous me tesmoignez maintenant d'avoir pour le gouvernement de Toulon, vous ayez fait ce tour à la passion que j'ai pour vostre service de vous en estre jamais ouvert à moi. Cependant, il y a près de deux ans que, avec l'aveu de Leurs Majestés, le chevalier Garnier en eut un traité, et la chose estoit assez publique en ce qu'elle estoit comme faite ayant esté portée si avant dans le temps de feu M. le duc de Brezé qu'il n'y avoit plus de difficulté que sur le plus ou sur le moins et que nous avons les expéditions pour y mettre la dernière main. Avec tout cela, si vostre lettre fust arrivée ici plus tost, je n'eusse pas laissé de faire ce qui m'eust esté possible pour vostre satisfaction.... »

5. « Je suis obligé de vous dire que je reconnois en Son Eminence beaucoup de bonne volonté pour vous, Monseigneur, mais que vous la devez mesnager en ne lui demandant pas des choses qui tirent à conséquence parce qu'il a beaucoup de peine lorsqu'il ne vous les peut pas accorder. » (Lettre de Chavigny au comte d'Alais du 11 janvier 1647. Arch. des Affaires étrangères, France, 1712, 130.)

dans une place de cette importance un gouverneur dont il serait plus sûr¹.

La confiance que Mazarin avait d'abord accordée au comte d'Alais était, en effet, ébranlée soit par les rapports de son frère, Michel Mazarin, devenu depuis peu archevêque d'Aix², soit par la conduite du comte d'Alais lui-même qui prenait trop manifestement parti contre les ennemis du cardinal, comme il l'avait prouvé naguère au moment de la mort du duc de Brézé³. C'est sans doute pour cette raison que le ministre avait fait rappeler de Provence l'intendant Champigny et fait mettre à sa place de Sève dont il avait apprécié ailleurs le dévouement et les qualités⁴. De Sève seconderait le comte d'Alais dans l'entreprise menée contre le Parlement dont le succès était nécessaire à la politique que suivait alors le ministère dans tout le royaume. En même temps, il surveillerait le gouverneur et l'empêcherait, le cas échéant, de sacrifier les intérêts du Roi aux siens propres. Mais, comme tout était subordonné à la réussite du Semestre, Mazarin laissait le comte d'Alais réunir des troupes dans la province et en appeler même des provinces voisines⁵,

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1711, 246. Mazarin au comte d'Alais, 27 septembre 1646. « La nouvelle de la mort de feu M. de Solliès ayant esté scue en mesme temps, vous pouvez voir, Monsieur, avec quelle justice Leurs Majestés eussent pu révoquer un bienfait acquis il y a tant de tems à une personne qui, depuis, les a servies fort dignement en toutes les occasions. J'ose me promettre de vostre générosité que, par peu de réflexions vous ayez agréable faire sur cest engagement, vous serez le premier à louer leur intention, d'autant plus qu'elle est à l'avantage d'un de vos anciens serviteurs et qui, pour s'y conformer et même pour me complaire, se comporta en toutes circonstances si respectueusement envers vous que vous n'aurez pas un pouvoir moins absolu dans ceste place que si vous en aviez, en effet, le gouvernement particulier. »

2. Michel Mazarin était archevêque d'Aix, depuis le mois d'août 1645. Le cardinal avait informé le comte d'Alais de son élévation, en l'assurant qu'il aurait « en lui un serviteur sans réserve pour le service du Roy et pour le sien particulier. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 222, août 1645.) Le comte d'Alais avait répondu qu'il ne pouvait « recevoir une plus agréable nouvelle que celle-là », ajoutant : « J'aurai au moins ce bonheur de servir vostre personne en la sienne et donner des preuves de ma passion à vous honorer » (Lettre à Mazarin, du 15 août 1645. Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 228). Mais la bonne entente entre le gouverneur et l'archevêque, devenu cardinal de Sainte-Cécile et vice-roi de Catalogne, était plus apparente que réelle. Le comte d'Alais et ses amis craignaient que le premier ministre n'eût l'arrière-pensée de pousser son frère au gouvernement de Provence et l'attitude de celui-ci, secrètement favorable aux parlementaires (voir ci-dessus la lettre de Sève) et, d'ailleurs, généreux, même prodigue et capable de se faire des amitiés nombreuses et fidèles (Haiteze, *Histoire de Provence*, etc., II, xxviii, 315, suffisait pour justifier les alarmes du gouverneur et de son entourage.

3. Voir ci-dessus, p. 184.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1712, 101. Le Roi à Mégrigny, premier président du Parlement de Provence, 8 décembre 1647. « Le sieur de Sève, conseiller ordinaire en mes Conseils, s'est ci-devant si bien acquitté de la fonction d'intendant de la justice, police et finances en plusieurs de mes provinces, que ces considérations me convient à désirer qu'il en fasse l'exercice en Provence aux lieu et place du sieur de Champigny, que j'en ai rappelé.... »

5. Le colonel d'un régiment cantonné en Dauphiné, M. de Montpezat, écrit, en effet, à Mazarin le 19 février 1648, que son régiment, fort de 400 hommes « fort bons, mais mal habillés », a reçu l'ordre de passer en Provence. Il ajoute qu'il espère pouvoir y conduire 1 200 hommes, comme les officiers l'en ont assuré; il

afin d'être à même de prévenir ou de réprimer tout mouvement séditieux, si les parlementaires ou leurs amis en excitaient un.

L'intendant de Sève, il est vrai, avait fait espérer à Mazarin que l'irritation causée par l'établissement du Semestre se calmerait promptement¹. Nouveau venu en Provence, il s'était laissé tromper par l'attitude du peuple qui avait semblé accueillir cette nouveauté avec sympathie². Il ignorait que les membres du vieux Parlement, atteints à la fois dans leur amour-propre et dans leurs intérêts matériels³, comptaient dans la province de nombreux parents ou amis qui seraient prêts à faire cause commune avec eux le premier moment de surprise passé. Il se forma, en effet, un parti qui intrigua pour empêcher le recrutement de la nouvelle Cour⁴ et qui y réussit d'abord⁵, malgré les mesures de rigueur prises contre des magistrats accusés d'organiser la résistance au Semestre⁶. Cependant, le succès de ces intrigues parut compromis à la nouvelle qu'un Marseillais, Antoine Gueydon, père d'un avocat du Roi en la sénéchaussée de Marseille, avait acquis l'office de conseiller-garde des sceaux au Semestre⁷. Les partisans du Parlement eurent recours à tous les moyens, promesses, intimidations, menaces, pour l'amener à résilier son marché. Gueydon ne céda pas, et il se rendit à Aix pour être mis en possession de sa charge. Ses ennemis ne lui en laissèrent pas le temps : le 18 mars 1648, il fut assassiné par des hommes qui avaient pénétré dans la salle du « Logis de la Mule Noire », où il était en train de souper avec quelques officiers du régiment du comte d'Alais⁸.

craint, cependant, « que M. le comte d'Alais, qui a de coutume d'estre partial pour la Provence, ne serve de prétexte aux officiers pour lui manquer de parole ».

(Arch. des Affaires étrangères, France, 1713, 83.)

1. Voir ci-dessus, p. 227, note 3, la lettre dans laquelle de Sève rend compte à Mazarin de la cérémonie de l'installation du Semestre.

2. Gaffarel, *loc. cit.*, 80.

3. « Ce nouveau Semestre, à qui les ministres en partageant l'année, avoient donné les meilleurs mois au préjudice des anciens... » (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 335 v°.)

4. Quelques magistrats de la Chambre des Requêtes supprimée avaient recherché un siège au Semestre en même temps que leur président Gaufridi. Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 341, signalent parmi eux le chanoine de la Bastide, Rabusse, Suffren, Gautier, Ballon, Thomassin, Laugier, Beaumont, Trimundy et Bernard; ils ajoutent après cette énumération : « c'est tout dire que de les nommer. » Mais il restait encore de nombreux sièges à pourvoir que le traitant cherchait à vendre dans la province.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 343.

6. Gaffarel, *loc. cit.*, 80.

7. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 343 v°.

8. Arch. des Affaires étrangères, France, 1713, 103. Le premier président de Megrigny à Mazarin, 19 mars 1648. « J'ai obéi aux lettres du Roy et aux conseils de Mgr le cardinal de Sainte-Cécile de ne point dessemparer de la ville d'Aix. Mais je crois qu'il eust esté important que j'eusse pu informer de bouche Leurs Majestés et Vostre Eminence de l'estat auquel sont les esprits. Je me trouve en un poste entre les anciens officiers qui sont ulcérés au dernier point de perdre leur bien et les nouveaux qui, pour se maintenir, de juges deviennent parties. Je tasche à rendre justice, mais j'ulcère les deux partis contre moi et, comme je suis le seul où ils aient accès libre des deux costés, il me faut essayer beaucoup de mauvoises

Ce meurtre, resté impuni¹, effraya ceux qui auraient été disposés à acquérir les offices encore vacants : la plupart craignirent d'avoir le même sort que Gueydon. Alors, racontent les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*², « il n'y eut que deux ou trois endettés qui s'y hasardèrent, prenant cest auguste lieu pour un asile de leur mauvaise foi et pour un secours à leur extrême misère.... Dans cet estrange changement et ce bizarre assemblage on eust dit que c'estoit un Parlement comique et qu'il estoit plus propre à représenter un Sénat dans l'Hostel de Bourgogne qu'à rendre justice dans une province. » Michel Mazarin, qui ne cachait pas ses sympathies pour les vieux parlementaires et se posait volontiers en rival du comte d'Alais³, essaya de ménager une entente entre ses protégés et les membres du Semestre. Malgré sa bonne volonté et peut-être les secrets encouragements de son frère, il n'y réussit pas⁴. Il quitta Aix et s'en alla à Rome où il mourut le 4 septembre 1648⁵.

Déjà on était en pleine Fronde parlementaire. Le comte d'Alais était exactement informé des événements de Paris⁶. Il redouta sans doute dans sa province quelque mouvement séditionnel qui ne lui aurait pas laissé l'esprit assez libre pour surveiller attentivement ce qui se passait dans la capitale et en tirer un parti avantageux : il hâta donc la conclusion d'un accord avec les parlementaires. Ceux-ci obtenaient le rappel et le rétablissement de leurs confrères exilés et la suppression du Semestre moyennant la promesse de payer au Roi d'abord 900 000, puis 1 200 000 livres⁷.

paroles. Mais ce ne seroit rien. A présent, on passe aux effets et, hier, sur les neuf heures du soir, des personnes masquées entrèrent dans une hostellerie où estoit logé le sieur Gueydon, pourvu d'un office de nouvelle création. Et, comme il estoit à table, en compagnie de huit personnes de condition, entre autres de M. le commandeur de Montmélian, lieutenant colonel du régiment de M. le comte d'Alais, et de M. le baron de Mont-Saint-Jean, trois des masques assassinèrent ledit Gueydon d'un coup de pistolet dans les reins et de deux coups de dague : pendant ce, quelques autres masques se tenoient à la porte à ce que l'on dit. » — Voir *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 345, et Gaffarel, *loc. cit.*, 81.

1. A la suite d'une information, ouverte aussitôt par le comte d'Alais, l'intendant de Sève et le premier président de Mégrigny, on arrêta et on fit conduire sous bonne escorte au château de Tarascon un nommé Etienne Vaillac, à qui appartenait un des pistolets trouvés sur le lieu du meurtre. On lança aussi un arrêt de prise de corps contre le conseiller au Parlement de Venel, dont le nom était gravé sur un autre pistolet. Mais Madame de Venel était gouvernante des nièces de Mazarin et son mari n'eut pas de peine à échapper à la poursuite dont il était l'objet. Quant à Etienne Vaillac, il fut mis en liberté peu après et ne fut plus jamais recherché. — Voir la lettre du premier président de Mégrigny à Mazarin, du 29 mars ; — les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 345, et Gaffarel, *loc. cit.*

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 349.

3. Haitze, *Histoire de Provence*, etc., II, xxxvi, 345.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*, II, xxxviii, 357. — Voir la lettre écrite par les consuls de Marseille à Mazarin à l'occasion de cette mort, le 18 septembre 1648 (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I). Michel Mazarin eut pour successeur à l'archevêché d'Aix le cardinal Jérôme Grimaldi.

6. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 377.

7. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 377. Cf. Gaffarel, *loc. cit.*, 85.

Tout fut arrêté au mois de décembre 1648. Les exilés rentrèrent alors à Aix, où leurs amis surent leur ménager une réception triomphale. Le gouverneur en conçut un vif dépit qu'augmentèrent bientôt les nouvelles que Condé lui envoya de la Cour¹. Mazarin venait de faire sortir le roi de Paris et de le conduire à Saint-Germain où il s'était mis à préparer la guerre contre le Parlement. Le comte d'Alais pensa que le moment d'agir était venu et que le cardinal ne blâmerait pas une entreprise contre le Parlement de Provence que le Parlement de Paris venait d'inviter à le soutenir dans sa révolte².

Le comte d'Alais prit ses mesures pour porter à ses ennemis un coup décisif. Mais sa conduite leur donna l'éveil et, de leur côté, ils prirent leurs dispositions pour ne pas se laisser surprendre et même pour devancer l'attaque dont ils se sentaient menacés. Le 18 janvier 1649, une rixe éclata à Aix, sur la place des Prêcheurs, entre des serviteurs du gouverneur et des partisans du Parlement. Cela suffit pour mettre la ville en émoi et, des deux côtés, on prit les armes. Malgré les forces dont il disposait, le comte consentit à négocier avant qu'on en vint aux mains. Mais la conclusion d'un armistice permit aux rebelles de fortifier leur position et de renouveler leur tentative avec plus de chances de succès.

Le 20 janvier, quand tout le peuple d'Aix est réuni pour prendre part à la procession qui, depuis le roi René, a lieu ce jour-là dans cette ville en l'honneur de Saint-Sébastien, le bruit se répand que le comte d'Alais va tenter un nouveau coup de main. Aussitôt, les assistants abandonnent la procession, courent aux armes et, dirigés par des parlementaires qui sont dans la rue, revêtus de leurs robes rouges, une épée ou des pistolets armés à la main, tiennent les consuls assiégés dans la cathédrale. Ils finissent par forcer l'entrée de cet édifice et dépouillent les consuls de leurs chaperons qu'ils vont ensuite promener dans les rues fixés au bout de piques. Pendant ce temps, le comte, surpris par ce mouvement inattendu, ne sait pas organiser la résistance de ses soldats et est réduit à leur ordonner de déposer les armes, tandis qu'il est lui-même retenu prisonnier dans son propre palais par les rebelles victorieux. Ceux-ci déclarent qu'ils ne lui en rouvriront les portes que lorsqu'il leur aura délivré les lettres royales d'abolition qu'il s'engage à demander et à obtenir³.

1. Haitze, *Histoire de Provence*, etc., II, XLIV, 369.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 385.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 391 et suiv. « Ceux qui viendront après nous auront de la peine à se persuader que le comte d'Alais, gouverneur dans la province, habitué dans Aix depuis deux ans, fortifié de la présence et de la compagnie du duc de Richelieu, général des galères, de son régiment-colonel de cavalerie qui est, sans doute, le meilleur comme le premier du royaume, de quinze compagnies de son régiment d'infanterie qui faisoient environ mille hommes, de la

Surpris par ces événements à un moment où il était aux prises avec les difficultés les plus graves, Mazarin ne songea pas à tirer vengeance de l'injure faite au représentant du Roi en Provence. Les circonstances ne le lui permettaient pas : s'il voulait, en effet, ménager autant qu'il lui serait possible l'amour-propre du comte d'Alais, parent et protégé de Condé¹ dont le concours lui était si nécessaire dans sa lutte contre le Parlement de Paris, il entendait bien que cette satisfaction ne devrait pas être accordée au comte aux dépens du repos de la province, comme celui-ci semblait se le promettre tout d'abord⁶. Mais ce que Mazarin voulait éviter par-dessus tout, c'était une alliance entre le Parlement de Paris et le Parlement de Provence, qui l'aurait obligé à combattre les rebelles sur deux points du royaume à la fois et dans des conditions particulièrement désavantageuses par suite de l'éloignement de cette dernière province. Certes, le comte d'Alais³ et l'intendant de Sève⁴ annonçaient à la Cour que les principales villes de Provence restaient fidèles au gouverneur et que la plus grande partie de la noblesse provençale refusait son appui au Parlement, mais le cardinal recevait de correspondants

justice souveraine qui dépendoit absolument de ses ordres, des consuls d'Aix et d'une bonne partie du peuple, ait été renfermé et assiégé dans le palais et, de suite, fait prisonnier avec le duc de Richelieu par une poignée de gens de robe longue, tant il est vrai qu'on ne doit pas mépriser l'ennemi et que Dieu est toujours du côté de la bonne cause.... » Suit le récit des journées des 18 et 20 janvier. Ce récit est aussi dans Haitze, *op. cit.*, II, XLV-XLVII. — Cf. Gaffarel, *loc. cit.*, 88-97.

1. Déjà auparavant, le prince de Condé avait pris en mains les intérêts du comte d'Alais et de ses partisans et avait réussi dans ses démarches (Haitze, *op. cit.*, II, XLII, 362). C'est à ce puissant protecteur que le comte d'Alais s'adressait au lendemain de la journée de Saint-Sébastien pour lui faire part de ses sentiments au sujet de ses ennemis et de ses projets, trouvant dans son malheur « un très grand soulagement d'estre plaint de la personne du monde qu'il honore le plus » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 5. Le comte d'Alais à M. le Prince, 29 janvier 1649).

2. Dans sa lettre au prince de Condé, envisageant, semble-t-il, l'hypothèse d'une guerre civile dans le cas où le cardinal Bichi échouerait dans les négociations dont il venait d'être chargé, le comte d'Alais s'exprime ainsi : « Le secours que j'avois promis est en estat et plus fort que je n'avois cru, parce que les amis se montrent dans l'infortune. J'ai donc près de 10 000 hommes ensemble qui n'attendent que les ordres du Roy. Si M. le cardinal Bichi, entre les mains duquel j'ai soumis tous mes intérêts, ne peut rien gagner sur leurs esprits, ils entreront en Provence où ils ne trouveront que la seule ville d'Aix en désordre, tout le reste estant dans l'obéissance. Il me semble que M. de Vaubecour les pourroit commander sous moi en qualité de lieutenant général. Il portera des commissions en blanc pour infanterie et cavalerie et trois brevets de maréchaux de camp que je remplirai. »

3. Voir la note ci-dessus : « ... Ils entreront en Provence où ils ne trouveront que la seule ville d'Aix en désordre, tout le reste estant dans l'obéissance... ».

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 27. De Sève à Mazarin, 29 janvier 1649. « ... Je me contenterai de dire à Votre Eminence que la contagion de ceste ville n'a point passé au reste de la province et que M. le comte d'Alais, quoique sans fonction de sa charge, n'a pas été sans action pour y pourvoir. Enfin, Monseigneur, Arles et Marseille sont très bien persuadées de leur devoir et s'en sont hautement déclarées jusques à n'avoir pas voulu recevoir les députés de ceste compagnie. Nous n'avons pas moins d'assurance de Toulon et des autres places de la coste. On a pourvu à la citadelle de Sisteron..., et à quelques autres lieux considérables au dedans de la province. Les autres villes du plat pays désirent le calme

moins intéressés des avis moins rassurants¹ et il avait hâte d'écarter ces nouvelles difficultés qu'on lui faisait redouter. Enfin, il avait toujours des préoccupations d'ordre financier et il n'aurait pas été fâché que l'occasion lui fût offerte d'obtenir des parlementaires d'Aix une importante somme d'argent en échange des satisfactions et des grâces qu'il leur procurerait². Il chargea donc le cardinal Bichi, évêque de Carpentras et légat du pape à Avignon, de se rendre à Aix et de négocier les termes de l'accord définitif à conclure entre le gouverneur et le Parlement³.

La mission était délicate. Bien qu'il fût sympathique aux deux partis, le médiateur rencontra des difficultés qu'il eut de la peine à surmonter. Les parlementaires prétendaient obtenir des garanties qui les prémuniraient dans l'avenir contre toute tentative de représailles de la part du comte d'Alais : ils exigeaient le licenciement du régiment que celui-ci avait dans la province et la suppression du Semestre et de la Chambre des Requêtes; ils se refusaient aussi à accorder la liberté des prisonniers, tant que l'accord n'aurait pas été sanctionné par le Roi. On admettait cette dernière prétention et on promettait satisfaction pour la seconde; mais le comte d'Alais repoussait la première car il

et les plus qualifiés de la noblesse sont dans le mesme sentiment et, au besoin, prendront les armes pour le service du Roy. Mais une province a toujours trop d'esprits qui aiment la nouveauté et celle-ci n'en est pas plus exempte que les autres. Le meilleur est, Monseigneur, qu'assurément Messieurs de ce Parlement n'ont point encore fait d'union avec celui de Paris, que la plus grande partie y résiste ouvertement, qu'il y a déjà quelques mésintelligences parmi leurs amis et que ceux, qui auroient cru trouver ou plus d'assurances ou plus d'avantages dans la suite du désordre, n'ont pas rencontré dans la province des dispositions qui favorisent les leurs, de sorte, Monseigneur, que tous ne conspirent qu'à pouvoir avoir sûreté pour le mal qui s'est fait sans vouloir soutenir celui que d'autres commettent en s'engageant dans leur querelle... » — Cf. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 33, une autre lettre de Sève à Mazarin du 31 janvier.

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 79. D'Infreville à Mazarin, de Toulon, 9 février 1649. «... Voyant qu'inutilement j'entretiendrois Vostre Eminence des nécessités de la marine, puisque présentement l'on n'y peut pas remédier, je prendrai la liberté de lui dire que les plus zélés au service du Roy remarquent que son autorité s'en va tout à fait détruite si, par quelque effort, l'on ne ruine les chefs d'un parti qui s'augmente par menées et intrigues des personnes puissantes et alliées en toute la province qui recherchent d'intéresser ceux qui leur touchent de parenté ou qui peuvent esmouvoir par argent ou par crainte à suivre leur parti, en sorte que, ne se trouvant point de Communauté où il n'y ait des habitants qui, prévenus par leur adresse, ne preste un tacite consentement à ce qu'ils leur donnent à entendre, il est à craindre que, leur donnant le temps de paroistre les premiers à la campagne, ils ne puissent esbranler, mesme emporter les plus fermes à prendre leur intérêt et à se déclarer pour eux.... »

2. « On taschera d'obtenir quelque secours pour les affaires du Roi... » (de Sève à Mazarin, 29 janvier 1649; — Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 24). « ... A cela on ajoute force autres demandes pour le soulagement du peuple et police de la province et fort peu d'offres pour le compte du Roy » (de Sève à Mazarin, 10 février 1649; — *Ibid.*, 84). « ... Mondit seigneur le cardinal (Bichi)... proposa à la Compagnie de secourir le Roy dans les pressantes nécessités de l'Estat. » (Le président de Régusse à Mazarin, 25 février 1649; — *Ibid.*, f° 138.)

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 84. De Sève à Mazarin, 10 février 1649; — Haitze, *Histoire de Provence*, etc., II, XXI, 340. Cf. Gaffarel, *loc. cit.*, 102.

redoutait de se trouver exposé sans défense aux vengeances de ses ennemis¹. Le cardinal Bichi finit cependant par conclure le traité. Il céda sur les points contestés aux exigences des parlementaires de peur qu'une plus longue résistance ne vint gâter les affaires du Roi en Provence, car, écrivait-il en s'excusant à Mazarin, « quoi qu'on mande par delà, il est certain que, hors de bonnes villes, le reste est fort porté pour le Parlement et que, dans les bonnes villes mêmes, il est vrai que les consuls et leurs adhérens tiennent bon pour le service du Roy, mais il y a aussi un fort parti pour le Parlement² ». Le 27 mars, les dernières ratifications étant échangées, le comte d'Alais fut délivré et un arrêt du Parlement ordonna le respect de la paix dans la province³.

Déjà, cette paix était menacée sur d'autres points. Tandis que le cardinal Bichi y mettait la dernière main, la nouvelle arrivait à Aix que des troubles venaient d'éclater à Arles où une partie de la noblesse, dite l'*ancienne noblesse*, prétendait rétablir une quatrième charge de consul supprimée naguère à son préjudice par le comte d'Alais. Ces troubles furent apaisés à la suite d'une entente entre Bichi, d'Alais, de Sève et l'archevêque d'Arles : on rétablit le chaperon supprimé, puisqu'il « n'estoit point préjudiciable au service du Roy et puisque, avant qu'il fust supprimé, la ville demuroit en paix au lieu que du depuis il y a beaucoup de divisions⁴ ». Mais d'autres mouvements pouvaient se produire sur d'autres points de la province qu'on n'apaiserait pas aussi facilement, et la paix, si laborieusement rétablie, risquait encore d'être rompue d'un moment à l'autre.

Du reste, malgré ses véhémentes protestations d'oubli et de pardon, le comte d'Alais, à peine libre, songeait à se venger des parlementaires. Ses amis avaient fait des préparatifs dans ce but et des troupes à sa solde approchaient de la province. Lui-même sortait d'Aix, le soir de sa délivrance, la menace à la bouche, n'attendant plus que le moment propice pour entrer en campagne et pour engager la guerre civile⁵.

Marseille avait subi le contre-coup de cette agitation. Les querelles des partis mal éteintes par la négociation de l'archevêque d'Arles y avaient été ranimées. Valbelle, La Salle et leurs amis avaient pris parti pour le Parlement. Le comte d'Alais, de son côté, avait trouvé des amis ardents, disposés à embrasser sa

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 84. De Sève à Mazarin, 10 février 1649; — *Ibid.*, 127. Lettre chiffrée du cardinal Bichi à Mazarin, 25 février 1649; — *Ibid.*, 138. Le président de Régusse à Mazarin, 25 février 1649.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 188. Le cardinal Bichi à Mazarin, 9 mars 1649.

3. Gaffarel, *loc. cit.*, 103.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 196. Le cardinal Bichi à Mazarin, 12 mars 1649.

5. Gaffarel, *loc. cit.*, 437 et suiv.

cause et désireux de mettre à son service les ressources matérielles de leur ville et le prestige dont elle jouissait auprès des autres villes de la province. Ils comptaient entraîner avec eux les consuls, leurs propres créatures. Mais ceux-ci y mettaient peu d'empressement, peu soucieux de compromettre le prestige du chaperon dans une entreprise incertaine et de rompre ouvertement avec le lieutenant de l'Amirauté, dont ils éprouvaient chaque jour l'influence dans la ville et n'ignoraient pas les liaisons et le crédit à la Cour.

Très attachée à ses franchises et ennemie des nouveautés, l'aristocratie municipale de Marseille avait pris ombrage de la création du Semestre et les consuls avaient aussi à tenir compte de ce sentiment. Depuis son élection en octobre 1647, le premier consul de Roquefort avait fait preuve de quelque indépendance de caractère. Il avait manifestement cherché à ménager Valbelle et montré clairement son désir de rechercher et de prendre en considération les conseils de ses amis. Dès qu'il fut informé de l'établissement du Semestre, il se rendit sans peine à leurs raisons et consentit à réunir un Conseil qui déciderait de la conduite à tenir en une si grave circonstance¹. Il y fut résolu que Marseille joindrait sa protestation à celle du Parlement et des procureurs du Pays et que, de concert avec eux, elle poursuivrait devant le Conseil du Roi l'annulation de l'édit qui portait un si grave préjudice à ses intérêts et à ceux de la province². Cette décision eut un commencement d'exécution³. Mais, quand

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 331. « Néanmoins, le sieur de Roquefort fut si bien persuadé par nos soins et par la conduite de tous nos amis, entre lesquels je ne dois pas oublier les sieurs de La Salle, d'Arène, d'Aiglun, de Paul, de Félix, d'Impérial et autres, qu'il délibéra que la ville se joindroit à l'opposition que le Parlement devoit faire contre l'establissement du Semestre. »

2. *Ibid.* « Parce que la chose mérite qu'on s'en ressouvienne, voici l'article concernant cette hardie résolution. Je l'appelle ainsi, attendu le temps et le peu de liberté que le comte d'Alais laissoit pour lors en ceste ville. « Par le Conseil tenu le 28^e décembre 1647, dans l'hostel de ceste ville de Marseille, entre autres choses a esté proposé et délibéré ce qui s'ensuit. Le sieur de Roquefort, consul, a représenté que le Roy, par son édit du mois d'octobre dernier, a fait semestre le Parlement de ceste province, par-devant lequel ressortent toutes les affaires de ceste ville. Et d'autant que c'est une nouveauté qui ne peut estre que grandement préjudiciable à ceste ville pour les raisons qu'un chacun scait et qui pourront estre desduites en temps et lieu, a requis ledit sieur consul d'y délibérer... Sur quoi, il a esté unanimement délibéré que, en cas que l'establissement du Semestre soit poursuivi et Messieurs du Parlement forment opposition audit establissement, Messieurs les consuls, au nom de ceste ville, donnent requeste de jonction à ladite opposition et feront, pour raison de ce, tout ce qu'il sera nécessaire. »

3. Arch. comm., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse D. Lettres de de Born des 6 et 8 mars 1648. Voici la lettre du 8 mars. « M. d'Ortigue m'a rendu une lettre de vostre part, datée du 25 du passé, portant créance de ce qu'il me disoit touchant l'affaire du Semestre. Nous tombasmes d'accord que ce que vous m'avez ordonne de faire ne valoit rien, que vous en seriez indubitablement déboutés avec despens, si on la formoit dans les voies ordinaires. Nous avions résolu de porter vos plaintes verbalement à Messieurs les ministres. M. le baron d'Ensuès, premier procureur de vostre province, que nous avons vu ensemble, a esté de ce mesme sentiment. Nous en avons différé l'exécution après en avoir conféré avec Messieurs les députés de vostre Parlement, lesquels

l'assassinat de Gueydon eut donné un caractère criminel à la résistance du Parlement, Roquafort et ses collègues cherchèrent à dégager la ville de tout soupçon de complicité avec les instigateurs du meurtre et ils se défendirent énergiquement contre l'accusation que des malveillants avaient portée contre eux d'avoir donné asile aux magistrats bannis d'Aix à la suite de ce malheureux événement¹. Cependant, comme ils n'en persistaient pas moins à voir dans l'établissement du Semestre un empiétement dangereux sur leurs libertés, ils maintenaient leur opposition et recommandaient à l'avocat de Born de saisir l'occasion favorable pour la faire valoir².

Adversaires du Semestre pour sauvegarder les droits de Marseille, les consuls ne pouvaient pas soutenir franchement la cause du comte d'Alais en lutte avec le Parlement pour lui imposer la reconnaissance de ce même Semestre. Ils ne pouvaient pas davantage, il est vrai, se ranger ouvertement du côté des parlementaires et combattre un gouverneur à qui ils devaient le chaperon. Ils prirent le parti de tenir leur ville à l'écart de cette querelle. Ils firent donc au comte d'Alais d'énergiques représentations à propos de l'installation d'un assez grand nombre de gens d'armes dans une bastide de leur terroir³;

se tiennent cachés à cause du commandement présent qu'ils ont reçu de la part du Roi de se retirer. »

1. Arch. comm., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à de Born, 18 août 1648. « Nous sommes bien estonnés de ce que vous nous dites qu'il a couru bruit que Messieurs les anciens officiers du Parlement de ce pays s'estoient venus retirer dans nostre ville où ils avoient établi leurs séances. Nous ne pouvons sçavoir à quels desseins on fait croire tels faux bruits, mais nous sommes bien assurés que nous ne souffririons jamais tel établissement que par un ordre et commandement expès du Roy. »

2. Arch. comm., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à de Born, 1^{er} août 1648. « Nous vous avons prié par nos précédentes de former opposition à l'establisement du Parlement semestre, conformément à la délibération de nostre Conseil. Et parce que vous n'avez jusques à présent trouvé aucune disposition à faire ladite poursuite, nous estimons néanmoins que le Roy et Nos seigneurs les ministres auront la bonté d'escouter favorablement les intérêts de nostre ville. Ce qui nous oblige à reitérer nos ordres afin qu'il vous plaise de former promptement ladite opposition et de la poursuivre avec toute la chaleur necessaire pour faire réussir nostre dessein auquel nostre ville a tant d'intérêt et de nous donner avis de ce que vous aurez avancé afin que nos citoyens soient satisfaits de nostre conduite... »

3. Arch. comm., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre au comte d'Alais, 4 avril 1648. « Nous avons prié le sieur Dauthier de prendre la peine de s'acheminer vers Vostre Altesse pour Lui donner avis comme beaucoup de personnes les plus qualifiées de ceste ville nous sont venues faire des plaintes de ce nombre assez extraordinaire de soldats qui sont logés dans la bastide du sieur Louis Séguier, nous représentant que de ladite présence il y peut arriver beaucoup des inconviens qu'on doit tascher de prévenir en les faisant retirer. Nous n'estimons pas qu'il soit nécessaire de comprendre dans la brièveté de ceste lettre le détail desdits inconviens car, outre que le sieur Dauthier le pourroit représenter à Vostre Altesse de vive voix, Elle a tant de clairvoyance qu'Elle le comprendra d'abord. Nos paysans qui n'ont point accoustumé de voir des soldats dans le terroir s'effarouchent à ce qu'on nous dit d'en voir un tel nombre dans une seule bastide et quoiqu'on les puisse payer de raisons, comme ils n'en sont guère capables, ils ne restent pas d'estre toujours dans l'ombrage et les appréhensions. Nous supplions donc très humblement Vostre Altesse de nous

mais ils signalèrent aussi à Mazarin le danger de laisser sans surveillance le monastère de Saint-Victor, véritable forteresse où les religieux, dont beaucoup touchaient au Parlement par leurs parentés ou leurs amitiés¹, pouvaient à leur gré introduire une garnison assez forte pour menacer la sécurité de la ville².

Cette politique contrariait assurément les intentions du gouverneur. Aussi quand vint le moment de créer les nouveaux consuls (octobre 1648), celui-ci prit ses dispositions pour faire entrer à l'Hôtel de Ville des magistrats dont il attendait plus de docilité. Malgré l'attitude indépendante qu'il s'était efforcé de garder pendant sa magistrature, Roqufort n'avait pas les moyens de s'opposer à ses projets, la majorité du Conseil étant acquise à d'Alais et le viguier du Luc surveillant de près ses intérêts. Le fils de Marignane, de Bormes, vint donc à Marseille et négocia, non sans peine si nous en croyons les *Mémoires de Valbelle*, l'élection de consuls agréables à son parti. On observa, du moins en apparence, les prescriptions du règlement de Saint-Vallier : on éleva au consulat Jean-Louis-Antoine de Glandevès, Nicolas Curet et Jean Boulle et on fit assesseur l'avocat Antoine Gras³.

Cette élection ne laissa pas que de causer des surprises et

faire paroître en ceste occasion, comme Elle fait en tant d'autres, l'honneur de Son affection.... »

1. Nous avons déjà vu, au chapitre précédent, qu'un cousin du lieutenant de Valbelle était sacristain de Saint-Victor.

2. Dans une lettre à Mazarin, du 22 septembre 1648 (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I), les consuls le prient de les aider à obtenir en Cour de Rome la sécularisation du monastère de Saint-Victor que la ville sollicite depuis longtemps et qui a rencontré l'opposition des Religieux Bénédictins Réformés. Ils estiment que le cardinal ne leur refusera pas son concours « puisque ceste ville ayant eu ce bonheur qu'Elle (Son Eminence) y a parfois passé, Elle aura pu voir que ledit monastère Saint-Victor est basti au delà du port, à l'opposite de la ville, sur un lieu éminent en forme de forteresse de sorte que, au moindre mouvement, les consuls-gouverneurs de la ville sont obliges d'y jeter des gens de guerre pour le conserver et garantir de surprise. En quoi se rencontrent incontinent deux inconveniens : l'un que les soldats apportent de grands désordres et détraquemens dans ledit monastère, l'autre qu'il est impossible de se pouvoir présentement assurer de ceste place, d'autant qu'estant assez vaste et toujours occupée par les Religieux, qui sont en grand nombre et qui ont grande quantité de serviteurs et personnes habitées dans ledit monastère dont ils savent tous les coins et les avenues, il ne seroit pas difficile à quelqu'un d'eux d'introduire des ennemis nonobstant tous les soins et vigilances de la garnison.... » Nous aurons l'occasion de voir plus loin que, l'abbaye de Saint-Victor étant devenue vacante, Mazarin se fit attribuer ce bénéfice, peut-être avec le dessein de prévenir le danger signalé par cette lettre des Consuls de Marseille.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 367. « L'élection des consuls fut faite à la dévotion du comte d'Alais et par les soins du sieur de Bormes.... Les affaires de la Cour estant pour lors brouillées, on avoit de grands desseins et on pensoit à se bien assurer de ceste ville. C'est pourquoi il falloit un homme qui en püst répondre. On nomma donc pour premier consul Jean-Louis-Antoine de Glandevès, et, comme aucun bourgeois ne vouloit estre second consul avec lui, il est certain qu'on fut à ceste extrémité de presser Nicolas Curet d'accepter le second chaperon ; Jean Boulle, domestique et fermier du comte d'Alais, eut le troisième, et Antoine Gras fut assesseur. La posterité ne le croira pas, nous l'avons vu pourtant, le Conseil de la ville estoit si contraint et si dépendant que Barthélemy Cellier, beau-frère du sieur de Gardanne, qu'on avoit résolu de faire second consul, ayant

des craintes¹. Le premier consul, très fier du chaperon qu'il avait revêtu et très jaloux de son autorité, paraît avoir été préoccupé à la fois de ne rien faire qui pût compromettre son prestige aux yeux de ses concitoyens et les lui aliéner et de gagner et conserver en même temps la faveur du comte d'Alais et celle de la Cour pour préparer à ses enfants, en particulier à l'ainé, Gaspard de Niozelles, le futur héros des événements de 1660, une brillante fortune². Glandevès était ainsi amené à ménager Valbelle, dont il savait les accointances et le crédit à la Cour³. Aussi sa politique fut-elle indécise, en apparence neutre entre les deux partis et, en apparence du moins, exclusivement préoccupée des intérêts de la ville, peu différente en somme de celle de son prédécesseur.

La situation devint plus difficile quand la journée de Saint-Sébastien eut changé en une lutte ouverte la querelle sourde jusqu'alors des parlementaires et du comte d'Alais. Des deux côtés, les consuls étaient sollicités de prendre parti : d'Alais envoyait à Glandevès un émissaire, le chevalier de Vins, qui entretenait à Marseille de nombreuses et sûres intelligences⁴. Le Parlement, de son côté, avait chargé un de ses membres les plus considérables, le président de Régusse, de se rendre à Marseille et d'y solliciter la promesse de l'appui de cette ville, la plus importante et la plus influente de toute la province⁵.

Glandevès ne laissa pas que d'être fort embarrassé. C'était au lendemain même de la journée de Saint-Sébastien qu'on lui demandait de se décider et il avait de bonnes raisons pour craindre que, quelle que fût sa décision, elle aurait des conséquences funestes soit pour la ville soit pour ses propres intérêts. Il savait que Mazarin, paralysé dans son gouvernement intérieur et dans sa politique étrangère par la révolte du Parlement de

esté rejeté des septante-deux, on retarda l'élection des consuls jusqu'à ce que le courrier qu'on avoit envoyé dans Aix pour recevoir les ordres et apprendre les intentions du comte d'Alais fust revenu en ceste ville. »

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 369. « Il est bien aussi digne de remarquer qu'estant moi allé le lendemain de ceste eslection visiter M. nostre Evesque, qui est un des sages prélats du royaume, il me dit qu'il n'auguroit pas bien de ce consulat et qu'on lui avoit fait de si mauvoises relations de celui qui en faisoit la teste qu'il prioit Dieu qu'il ne lui arrivast aucun mal. »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 409. « ... Le consul se croyoit bien plus fort et plus considérable y ayant deux partis que s'il n'y en eust point eu du tout. Il faisoit semblant de nous soutenir afin de conserver plus d'autorité avec les siens, mais ses pensées alloient plus avant : il taschoit d'estre reconnu à la Cour pour homme nécessaire et s'amusoit aux espérances, qu'on lui donnoit par delà. Il recevoit des lettres du prince de Condé et de M. le cardinal Mazarin et envoya deux fois son fils à la Cour aux despens de la ville, sans délibération d'aucun Conseil ou Assemblée. »

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 407. « ... Le sieur de Glandevès, qui me tesmoignoît grande amitié et correspondance et qui, par ses démonstrations, m'avoit obligé d'escrire pour lui et en sa faveur aux ministres.... »

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 405 v°. « Le comte d'Alais... leur manda que le chevalier de Vins leur feroit mieux connoistre le secret de son cœur.... »

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 407

Paris, attachait un grand prix au repos de Marseille dont le calme et la fidélité préservaient le royaume de toute tentative de débarquement des Espagnols sur les rivages de la Méditerranée¹. De son côté, Valbelle lui-même, tout acquis au cardinal, ne se souciait pas d'ajouter aux embarras que causait à son protecteur la sédition parisienne, en aggravant les troubles d'Aix par une sédition marseillaise². Il partageait sur les prétentions politiques des Parlements l'opinion de l'entourage du premier ministre et il ne croyait pas devoir les favoriser³. Il n'en restait pas moins l'ennemi irréductible du comte d'Alais, disposé à contrecarrer toujours sa politique. Mais, en cette circonstance, il jugeait qu'il valait mieux pour Marseille et pour lui-même éviter l'occasion de prendre parti : il était donc prêt à seconder Glandevès pour faire prévaloir la politique d'abstention à laquelle celui-ci paraissait vouloir donner la préférence.

Dès qu'on avait été fixé à Marseille sur le véritable caractère des événements d'Aix, Glandevès et Valbelle s'étaient mis d'accord pour obtenir d'une assemblée générale, réunie à l'Hôtel de Ville, un vote unanime qui décida « que, durant ces confusions et ces troubles de la province, la ville se conserveroit dans la neutralité et ne recevrait point d'autres ordres que du Roy lui mesme ; qu'il seroit fait des capitaines de crue et que les portes de la Frache, du Marché et du Portallet seroient fermées et les autres gardées⁴ ». Mais Glandevès n'avait ni assez d'autorité

1. Haitze (*Histoire de Provence*, etc., II, XL, 361) note le projet qu'on prêtait alors aux Espagnols de profiter des troubles de la Fronde pour opérer un débarquement sur les côtes de Provence. « Les Espagnols, dit-il, qui ont toujours passionné la domination de ceste province pour avoir un passage libre par terre pour l'Italie en tout temps, ce qui leur importe assurément pour la conservation de ce qu'ils y possèdent, espérant que la dissension du royaume leur fust aussi favorable que l'union leur a toujours esté funeste, s'aviserent de mettre le feu aux vaisseaux et aux galères du Roy. Mais ils furent bien trompés car, l'ayant mis à quelques vaisseaux, il fut si promptement esteint que leur malice fut sans effet. Leur dessein estoit qu'en restant maistre de la coste ensuite de cest embrasement d'exciter les esprits eschauffés et les mescontens du ministère à cause du Semestre à quelque soulèvement qui les fist appeler dans la province. » — Cf. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I, les lettres des consuls au comte d'Alais (3 octobre 1648) et au comte de Brienne (6 octobre 1648). Nous aurons l'occasion de voir plus loin avec quel soin les correspondants de Mazarin l'informent de ce qui se passe à Marseille.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 417. « Mon humeur et mes correspondances à la Cour m'obligeoient à ne faire point de désordre et je sçavois, d'ailleurs, que l'inquiétude et le chagrin que le Parlement de Paris donnoit au ministre nous estoient désavantageux et faisoient un mauvais retour aux affaires de ce pays. »

3. *Les Mémoires d'Antoine de Valbelle*, en effet, en rapportant (f° 415), les propos que tenaient contre Valbelle, La Salle et leurs amis les partisans du comte d'Alais, font indirectement la critique des prétentions du Parlement de Paris : « On ne manquoit pas d'ajouter qu'il n'y avoit que moi et le sieur de La Salle qui fusions du mauvais parti, et leur ignorance jointe à leur malice leur faisoit dire que, si on n'y mettoit bon ordre, on verroit arriver en France ce qui estoit arrivé en Angleterre, comme s'il y avoit du rapport des Parlemens de France à celui d'Angleterre qui, sous le nom de Parlement, comprend les Etats-Généraux. »

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 403. « Cependant, Marseille estoit aux escoutes et les différens intérêts partageoient les esprits : les uns croyoient que

sur ses amis ni assez d'indépendance vis-à-vis du comte d'Alais¹ pour faire exécuter exactement cette décision. A peine avait-elle été prise qu'il s'était empressé d'en informer le comte. L'Assemblée, annonçait-il², avait unanimement délibéré « de faire cesser toutes les mauvoises intelligences et toutes les mauvoises affections », afin de mettre « tout en paix dans la ville, et dans l'estat... d'obéir avec le plus grand effet », aux ordres du gouverneur. En parlant ainsi, Glandevès dissimulait le véritable caractère de cette décision. Il n'est pas vraisemblable, en effet, alors que Valbelle et ses amis étaient parmi les assistants, qu'aucun cri discordant ne se soit fait entendre et qu'il y ait eu véritablement cet « accord unanime » que constatent à la fois les *Mémoires de Valbelle* et cette lettre, si la réconciliation générale et l'oubli du passé proposés par les consuls et acclamés par les assistants, n'avaient eu d'autre objet que de resserrer davantage les liens qui unissaient Marseille au comte d'Alais. Il vaut mieux croire que Glandevès, d'abord résolu à ne pas prendre parti, a accepté cette délibération avec toutes ses conséquences ; mais, au moment de la faire exécuter, cédant aux sollicitations de ses amis et des émissaires du comte, il a essayé d'en changer le caractère. Au reste, à en croire les *Mémoires de Valbelle*, cela ne lui aurait pas suffi : il aurait encore consenti à envoyer

le comte d'Alais... s'estoit voulu rendre le maistre de la ville et de ces messieurs qui contestoient de force et d'autorité avec lui ; et les autres, plus éclairés, disoient que, par un coup de désespoir, Messieurs du Parlement avoient pris les armes pour prévenir celles du comte d'Alais et se remettre dans leurs charges, leurs maux estant d'une nature à ne pouvoir guérir que par un remède violent. Mais l'événement estant incertain, nous n'osions presque pas expliquer nos pensées et estouffions dans le silence nos véritables sentimens. Nous n'en scûmes la vérité que le lendemain vingt-troisiesme sur les neuf heures du matin, après que les consuls nous eurent conviés dans la Maison de ville.... » Les *Mémoires* assignent à cette assemblée la date du 23 mars. Il vaut mieux adopter celle du 21, qui est celle de la lettre écrite le jour même par les consuls au comte d'Alais pour lui en donner le compte rendu (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I).

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 371. « Ce premier consul tesmoignoit d'estre indépendant et faisoit semblant d'estre mon ami pour donner de la jalousie à ceux qui l'approchoient le plus ; mais, en effet, il s'ajustoit à tous les desseins du comte d'Alais et ses enfans, qui peuvent beaucoup sur son esprit, s'estoient laissés gagner aux soins du sieur de Bormes. »

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, : Reg. I. Lettre au comte d'Alais, 21 janvier 1649. « La ville a esté si fort esmue à la nouvelle de ce qui s'est passé à Aix dans ce dernier rencontre que nous avons esté obligés de donner une Assemblée aux prières qu'on nous en a fait, dans laquelle toutes les volontés ont concouru au service et à la fidélité que nous devons au Roy. Et après, il a esté délibéré unanimement de conserver en cest estat la ville, afin que, lorsque Vostre Altesse commandera, Elle voie que toutes les paroles et le cœur des habitans s'adjustent au grand amour à Vous obéir. Et, pour faire cela avec plus d'effet, il a esté trouvé bon de faire cesser toutes les mauvoises intelligences et toutes les mauvoises affections si bien que, cela ayant esté fait par un concours général de tous les habitans, tout est maintenant en paix dans la ville et dans l'estat de mieux servir le Roy et d'obéir avec le plus grand effet à Vostre Altesse. Et nous avons cru qu'Elle l'agréera ainsi comme la délibération qui a porté de fermer toutes les portes et de faire une crue de capitaines, tout estant destiné pour le repos de la ville qui conserve ses vœux et ses affections pour Vostre Altesse. »

à d'Alais une adresse signée par lui et par ses principaux adhérents par laquelle, déplorant sa captivité, il l'aurait assuré du concours de Marseille où il promettait que ses ennemis seraient impuissants¹.

Malgré cet acte d' « extraordinaire dissimulation² », Glandevès persista quelque temps encore, du moins en public, dans son intention première de rester neutre entre les deux partis. Le Parlement ayant chargé un de ses membres, le président de Régusse, de porter aux consuls de Marseille un message du Roi et de s'en entretenir avec eux, Glandevès laissa d'abord entendre qu'il était disposé à recevoir cet envoyé³; puis, il se ravisa et, affectant de ne pas vouloir assumer seul la responsabilité d'un acte aussi grave, il résolut de soumettre cette question à une assemblée qu'il réunit à l'Hôtel de Ville⁴. A peine lui avait-il exposé cette affaire qu'une querelle éclata entre deux assistants. Il profita du désordre qui en résulta pour renvoyer la réunion sans recueillir son avis⁵ et il prit sur lui d'aviser le président de Régusse qu'il valait mieux différer le voyage qu'il avait projeté⁶. C'est en vain qu'un autre envoyé du Parlement, son propre parent, vint le trouver : il refusa de lui faire connaître quels étaient ses sentiments et quel parti il

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 405. « Le sieur de Glandevès, premier consul, tout habile homme qu'il est, ne voulut point se séparer de la passion de ceux qui l'avoient fait consul. Il escrivit d'abord au comte une lettre qui fut secrètement souscrite par le sieur de Septèmes et quelques autres, toute pleine du desespoir et du regret de sa prison et d'assurance ensuite du service, de l'obéissance et du secours que Son Altesse se devoit promettre de Marseille, où si bien quelques-uns (entendant parler de moi) traversoient leurs desseins, ils avoient néanmoins l'autorité et la force de les produire avec éclat lorsqu'il en seroit besoin. »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 407.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 407. « M. le président de Régusse despescha un courrier dans la nuit du 22^e (janvier 1649) avec deux lettres, l'une au sieur de Glandevès, premier consul, et l'autre à moi, par laquelle il nous dornoit avis que, le Parlement ayant reçu une despesche importante du Roy, il avoit esté député par la Compagnie pour venir en ceste ville faire sçavoir les ordres et les intentions de Sa Majesté et qu'il n'avoit pas voulu partir sans apprendre de nous s'il seroit reçu agréablement. A quoi le sieur de Glandevès fit response qu'il pouvoit venir.... »

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 407 v°.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 409. « Lazare de Tournier, sieur de Saint-Victoret, homme de fougue et susceptible de toute sorte d'impressions, estant mandé comme les autres et parlant avec trop de chaleur, vint des discours aux prises avec le sieur Antoine de Félix, son cousin germain, ce qui donna sujet au consul de ne faire point opiner et rompre l'Assemblée où mes amis estoient sans doute les plus forts.... »

6. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 409 v°. « Enfin, quoiqu'il eust escrit à M. de Régusse qu'il pouvoit venir et qu'il seroit très bien reçu, il ne fit pas de difficulté de se contredire. » Voici la lettre que Régusse répondit à ce contre-ordre, le 25 janvier 1649 : « J'ai reçu l'honneur de la vostre et, suivant vostre désir, j'ai différé mon voyage, lequel, suivant l'intention de la Cour, n'ayant autre objet que le service du Roy, le bien de vostre ville et le repos de la province, je suis en estat de le différer autant qu'il vous plaira. J'avois cru, en prenant ceste commission, de devancer vostre désir, mais, puisque vous ne le trouvez pas bon, j'attendrai de vos nouvelles. » (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls : lettres reçues*, liasse R.)

embrasserait¹. Dès lors, personne ne put se méprendre sur ses intentions secrètes : « Messieurs d'Aix reconnurent qu'il estoit engagé au comte d'Alais² », et, dans une lettre à Mazarin où il lui rendait compte de l'état de la Provence, l'intendant de Sève put noter avec satisfaction « que la contagion de ceste ville d'Aix n'a point passé au reste de la province et que M. le comte d'Alais, quoique sans fonction de sa charge, n'a pas esté sans action pour y pourvoir », car, ajoutait-il, « Arles et Marseille sont très bien persuadées de leur devoir et s'en sont hautement déclarées jusques à n'avoir pas voulu recevoir les députés de cette Compagnie³ ».

De Sève, nouveau venu en Provence, s'était laissé tromper de bonne foi par les affirmations de Glandevès qui répondaient à ses propres désirs et qui avaient déjà valu aux consuls les remerciements et les félicitations du comte d'Alais⁴. Le gouverneur et l'intendant se figuraient que le dévouement des consuls, dont ils ne cessaient pas de recevoir les assurances⁵, suffiraient pour maintenir leur ville dans le repos et la gagner même à leur parti. Ils ne voulaient pas savoir que Valbelle avait embrassé la cause du Parlement⁶ et qu'il agirait quand le moment lui paraîtrait favorable, malgré les protestations d'obéissance et de fidélité dont il accablait Mazarin⁷ et malgré les pressants encouragements et les flatteuses promesses qu'il recevait du cardinal ou du Roi⁸. Ses amis avaient maintenant

1. Ce nouvel envoyé du Parlement était le conseiller de Glandevès-Cuges, neveu du premier consul; il était accompagné d'un conseiller à la Chambre des Comptes, de Tailla-Thomassin, gendre du second consul Guret (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 411).

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 411.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 27. De Sève à Mazarin, 29 janvier 1649.

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse V. Le comte d'Alais aux consuls, 30 janvier 1649.

5. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse V. Le comte d'Alais aux consuls, 9 février 1649. « Je ne vous puis dire la joie que vostre constance au service du Roy me donne. Il n'est pas nécessaire de me députer de nouveau sur ce sujet. Vos actions parlent pour vous... » Cf. *Ibid.*, liasse L. Le Roi aux consuls, 10 février 1649 et Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 92. Le Roi au viguier de Marseille, 10 février 1649.

6. Les *Mémoires de Valbelle* rapportent (411), que, à la suite de l'échec des démarches du président de Régusse et du conseiller de Glandevès-Cuges, « Messieurs d'Aix reconnuent... que j'estois tout pour eux et dans le véritable sentiment d'un homme d'honneur et qui aime sa liberté ».

7. « Je me crus pourtant obligé d'escire à la Cour et d'assurer le Roy et son premier ministre de ma fidélité et obéissance et que je ne me despartirois jamais du service du maistre quelque juste sujet que j'eusse de me plaindre de la mauvoise volonté du comte d'Alais. » (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 411 v°.)

8. Le 28 janvier, à la nouvelle des événements survenus à Aix, le jour de Saint-Sébastien, Mazarin avait écrit à Valbelle pour lui manifester la surprise qu'ils lui avaient causée, puisque le Roi avait donné l'assurance qu'il était disposé à accorder satisfaction à tous, et pour lui recommander d'user de son influence « pour maintenir chacun dans les sentimens qu'il doit avoir et remettre dans le bon chemin ceux qui s'en pourront estre égarés » (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 411 v°). Quelques jours plus tard, il faisait répondre aux lettres que Valbelle se vante d'avoir écrites « au Roy et à son premier ministre », par cette lettre de cachet :

hâte d'être dégagés de la parole qu'il avait donnée au premier ministre. Ils se contenaient avec peine; des querelles particulières éclataient entre eux et les partisans du comte d'Alais et, parfois, dégénéraient en rixes. Déjà, le 23 janvier, au cours de l'assemblée réunie pour délibérer sur l'accueil qu'il convenait de faire au président de Régusse, le sieur de Saint-Victoret s'était pris de querelle avec Antoine de Félix, le parent préféré et le conseiller le plus avisé et le plus écouté du lieutenant de l'Amirauté¹.

Ces symptômes peu rassurants n'échappaient pas à des correspondants de Mazarin, plus clairvoyants que le comte d'Alais et de Sève, probablement par ce qu'ils étaient moins engagés que ceux-ci dans les divisions de la province. Le 1^{er} février 1649, dans un rapport qu'il adressait à Mazarin², Le Roux d'Infreville constatait les preuves de bonne volonté que les gens de Marseille avaient données au cours des derniers événements et se félicitait de leur avoir vu refuser l'entrée de la ville à des parlementaires des mieux apparentés à certains de leurs concitoyens, « de sorte, ajoutait-il, que l'on peut estre assuré de leur fidélité ». Mais il ne pouvait s'empêcher d'observer « que l'on y disoit que quelques habitans taschent de les obliger à n'user de ceste rigueur », et que Valbelle était parmi ceux-là, ce qu'il se refusait à croire « voyant la confiance que Son Éminence y prend³ ». Malgré ces actes de bon augure et ces réserves, d'Infreville ne réussissait pas à cacher tout à fait ses inquiétudes. Il manifestait la crainte que les galères ne soient pas en sûreté dans le port de Marseille, malgré les précautions prises par leurs officiers en l'absence de leur général, le duc de Richelieu, prisonnier du Parlement à Aix en même temps que le comte d'Alais. « Renfermés dans la ville, n'ayant pas de pain », ceux-ci « seroient obligés de se remettre à discrétion à ceux qui sont maîtres de la ville, qu'il importe de ménager ». Il redoutait « les animosités particulières et le parti de ceux qui sont éloignés du consulat, qui pourroient former le dessein d'en oster les autres », et il terminait ainsi son compte rendu : « Je n'ai pas laissé d'escrire à M. de Vincheguerre⁴ et à

• Nostre amé et féal, Nous avons eu fort agréable les protestations d'obéissance et de respect que vous Nous avez faites tant de vostre personne que du Corps de Nostre ville de Marseille, sur l'occasion présente de ce qui s'est passé dans celle d'Aix. Sur quoi, Nous vous escrivons celle-ci, de l'avis de Nostre très honorée Dame et Mère, la Reine-Régente, pour vous dire que vous estes au nombre de ceux dont la fidélité tant esprouvée Nous persuade qu'elle sera toujours inviolable; et ce que vous y ajoutez de zèle et d'affection à Nos intérêts Nous convie de prendre soin de vous et de toute vostre famille, vous assurant que Nous ferons ressentir les effets de Nostre bonne volonté au général de Nostre bonne ville de Marseille et à vous en particulier.... Donné à Saint-Germain-en-Laye, le 6^e février 1649. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 67.)

1. Voir plus haut, p. 242, note 5.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 37.

3. Il ajoute : « Mais, pour ne rien négliger, j'ai cru l'en devoir avertir... ».

4. C'était le commandant des galères, sous les ordres du duc de Richelieu.

M. de Valbelle, pour faire voir à ce dernier la confiance que Vostre Eminence prend en lui et, au premier, afin qu'il se tienne sur ses gardes ». Comme ces craintes étaient plus fondées que les illusions dont s'entretenaient d'Alais et de Sève, d'Infreville revenait à la charge la semaine suivante, accentuant encore la mauvaise impression qu'il avait des dispositions des Marseillais : « Je crois que l'on aura représenté à Vostre Eminence le détail de ce qui s'est passé à Marseille et que les consuls ne sont pas tout à fait assurés de la bourgeoisie¹ ». Ce langage peu rassurant éveillait les craintes des ministres : « Nous sommes ici en souci de l'estat des affaires de vostre ville », écrivait aux consuls l'avocat de Born le 18 février², leur montrant par ces mots, que, malgré les compliments qu'ils lui avaient adressés³, les ministres n'avaient accueilli qu'avec réserve les assurances de fidélité et de calme apportées à la Cour par le propre fils du premier consul, Gaspard de Glandevès de Niozelles, député de la ville par la seule volonté de son père⁴.

Si Gaspard de Glandevès s'était trompé en montrant son père capable de contenir ses concitoyens dans le devoir, il n'avait cependant pas trompé les ministres en leur promettant

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 79. D'Infreville à Mazarin, 9 février 1649.

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*: lettres reçues; liasse D.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 409 v^o. « Il envoya deux fois son fils à la Cour, aux despens de la ville, sans délibération d'aucun Conseil ou Assemblée. » Les consuls avaient été invités par le comte d'Alais à faire cette députation en Cour (Lettre du 30 janvier 1649, Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*: lettres reçues; liasse V).

4. Le Roi aux consuls de Marseille, 15 février 1649. « De par le Roy, comte de Provence. Très chers et bien amés. Encore que Nous ayons respondu à vos lettres portant les assurances de vostre fidélité et respect, Nous n'avons pas voulu laisser retourner le sieur Glandevès, qui Nous les a rendues de vostre part, sans le charger d'une nouvelle response et vous assurer, par l'avis de la Reine-Régente, Nostre très honorée Dame et Mère, que Nous avons reçu avec joie vos protestations d'obéissance et que Nous avons esté très satisfait que vous ayez despesché exprès une personne qualifiée pour ce sujet. Et vous ferez entendre à tous les officiers et habitans de Nostre ville de Marseille que Nous aurons toujours pour le général et le particulier beaucoup d'affection et qu'en toutes rencontres ils esprouveront par les effets Nostre bonne volonté. Sur quoi ledit sieur de Glandevès s'étendra plus particulièrement. » L'original de cette lettre, en minute aux Archives des Affaires étrangères (France, 1714, f^o 107), est aux Archives de Marseille (BB. *Correspondance des consuls*: lettres reçues; liasse L); elle a été transcrite dans les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 413 v^o. — G. de Glandevès était aussi porteur d'une lettre de Mazarin aux consuls, dont la copie se trouve également dans les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* à la suite de la précédente. « Messieurs, quand je n'aurois pas, comme j'ai il y a longtemps, une inclination particulière à m'employer pour les avantages de vostre ville, je serois convié puissamment à en souhaiter l'occasion par la fermeté du zèle que vous faites paroistre en cette conjoncture pour le service du Roy. Faites donc estat du désir que j'ai de vous donner des marques effectives de la vérité de ce sentiment et croyez que, comme il ne se peut rien ajouter à la satisfaction que Sa Majesté a de vostre procédé, il en est de mesme du soin que j'aurai de le faire valoir auprès d'Elle et de Lui en renouveler en toutes les rencontres où il s'agira de vous procurer des grâces, estant de tout mon cœur, etc. »

que Marseille resterait tranquille. Valbelle était peut-être plus désireux que le premier consul lui-même de maintenir la ville en paix. Attaché à la clientèle de Mazarin, soit par la reconnaissance des services que le cardinal lui avait rendus, soit par l'amitié qui le liait à ses plus fidèles serviteurs, il empêcha ses amis de se livrer au moindre désordre, sachant bien que les amis du comte d'Alais n'oseraient pas s'y livrer de leur côté. « Je crus de rendre un gros service à nos voisins (les parlementaires et la ville d'Aix) d'empescher que ceste ville ne se déclarast point contre eux et d'entretenir cependant un parti assez considérable pour m'opposer à tous les desseins du comte d'Alais¹. » Ce service qu'il se flattait d'avoir rendu aux parlementaires, il l'avait aussi rendu à Mazarin, qui lui en témoigna sa satisfaction dans une lettre où il lui donnait en même temps la nouvelle que le Roi venait de ratifier le traité conclu par le cardinal Bichi. « Monsieur, lui disait-il, je vous ai suffisamment répondu à toutes vos précédentes et tesmoigné quelle estoit la satisfaction de Sa Majesté de toutes les choses que vous avez faites pour son service. Elle a agréé et consenti l'exécution de tout ce qui a esté accordé en son nom à ceux du Parlement par M. le cardinal Bichi et toutes les expéditions sont envoyées conformes à ce qu'ils ont désiré en sorte qu'on se promet le repos de la province, ce qui est la plus grande passion qu'ait Sa Majesté, qui a sçu le service qu'avait rendu M. de La Salle, dont on lui sçait gré ainsi qu'il vous le dira par la lettre du Roy qui lui est escrite sur ce sujet et qui a esté mise entre les mains de M. de Glandevès². »

Valbelle était donc disposé à seconder les vues du ministre. Mais tous ses amis ne partageaient pas ses sentiments et ne considéraient pas la paix du cardinal Bichi comme définitive. Quant aux partisans du comte d'Alais, ils n'acceptaient que par contrainte un accord qui consacrait l'humiliation de leur chef et le triomphe des parlementaires, puisqu'il leur promettait l'abolition du Semestre. Ils recherchaient l'occasion d'une revanche : ils essayèrent de la faire naître dans les deux villes de Marseille et d'Arles, les deux plus importantes de la province avec Aix.

A Marseille, nous l'avons vu, les esprits n'étaient pas calmés. Des querelles particulières éclataient chaque jour, dégénérant en rixes et en tumultes, d'ailleurs soigneusement entretenues, semble-t-il, par des émissaires des deux partis rivaux. Le viguier du Luc aurait fait de sa maison, « où il tenoit table ouverte », le rendez-vous de ceux qu'avait irrités la victoire du

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 417.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, f° 175. Mazarin à Valbelle, de Rueil, 8 mars 1649.

Parlement. Le chevalier de Vins, sorti d'Aix sur la promesse qu'il avait faite aux parlementaires de ne pas prendre les armes contre eux, les excitait à la vengeance. Ils se répandaient dans les rues et, s'ils rencontraient des membres du parti contraire, il les provoquaient par des railleries ou des insultes, les appelant « Fairfax, Anglois ou ennemis du Roy et de l'Estat ¹ ».

Déjà, on avait été sur le point d'en venir aux mains ² quand, le 13 mars, les ennemis du Parlement s'émurent à la nouvelle qu'on venait de donner l'entrée de la ville « à deux gentils-hommes des plus zélés partisans de celui-ci ³ ». Ils auraient peut-être pris les armes pour les chasser et se venger de leurs amis si le premier consul, se sentant sans doute lié par les promesses que son fils avait faites au cours de sa mission à la Cour, n'était intervenu et n'avait obtenu que, le lendemain, les deux étrangers quitteraient la ville sans bruit ⁴.

Leur départ ne calma pas cependant l'émotion causée par leur arrivée. Ce jour-là, un dimanche, un apothicaire du parti du comte d'Alais, nommé Guillermy, mêlé à la foule qui s'était rendue à la porte Royale, par laquelle ils étaient sortis le matin, proféra des injures à l'égard des parlementaires et de leurs amis, les traitant de « Fairfax et de rebelles ». Un gentilhomme du parti, le sieur de Gréasque, qui l'entendit, lui donna un soufflet. Poursuivi par la foule, qui avait pris fait et cause pour l'apothicaire, Gréasque lui échappa en escaladant la muraille « du jardin du logis qui a pour enseigne l'image de Nostre-Dame-des-Anges ». Sa fuite ne calma pas les mécontents : ceux-ci se rendirent devant la maison du viguier du Luc, criant que « les gens d'Aix vouloient se saisir de la porte Royale ». A ces cris, les hôtes du viguier sortent en nombre ; le chevalier de Vins fait distribuer des armes aux gens du peuple qui sont là et qui, le viguier se mettant lui-même à leur tête, se rendent à l'Hôtel de Ville demander aux consuls de se joindre à eux. Ils ne trouvent que le troisième consul Boulle, Glandevès souffrant étant chez lui, alité. Boulle refuse de les suivre. Ils tendent alors les chaînes qui barrent les rues voisines de la Loge, se dirigent ensuite vers la porte Royale, s'assurent que les gardes l'ont fermée à la première alerte, et se portent enfin vers la maison de Valbelle qu'ils menacent d'envahir. Le lieutenant de l'Amirauté était absent ; ses amis, le sachant attaqué, courent à son secours, arment ses domes-

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 415.

2. « Ce qui me met plus en peine est Marseille, où la division est ouverte et où l'on a esté (quoique sur des querelles particulières) deux ou trois fois sur le point de venir aux armes. » Le cardinal Bichi à Mazarin, 16 mars 1649. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 210.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 199. Gaspard de Glandevès, fils du premier consul, à Mazarin, 15 mars 1649.

4. *Ibid.*

tiques, organisent la défense en attendant son retour. Averti de ce qui se passe, Valbelle rentre chez lui non sans peine : mais ses ennemis se sont dispersés, car le premier consul est sorti de son lit et, montant à cheval, s'est rendu au milieu d'eux et a réussi à les détourner de leur dessein. Cependant, les amis de Valbelle veulent profiter de l'occasion qui les a réunis en armes : ils se croient en nombre suffisant et pensent qu'ils auront l'avantage¹. Le lieutenant de l'Amirauté s'efforce de les en dissuader, « considérant, d'un côté, le péril où tant de personnes vouloient s'exposer pour l'amour de lui, et, de l'autre, l'incertitude d'une attaque dont le mauvais événement ne pourroit jamais estre réparé et *qu'enfin il s'estoit engagé à la Cour de ne remuer point*² ». A son tour, Glandevès parle avec eux et, bientôt, « par la prière qu'il leur fait de désarmer, tout le monde, par l'aveu de M. le lieutenant de Valbelle, se sépare et ne demeure dans la ville d'armé que ce qui est auprès de Messieurs les consuls et ce qui est pour la garde de la ville³ ».

Cependant Valbelle, pour se garantir contre une nouvelle attaque, prétendait garder auprès de lui quelques serviteurs armés et le premier consul, qu'il avait adroitement irrité contre le viguier du Luc, ne s'y était pas opposé⁴. Cela faisait présager de nouveaux désordres : la paix de Marseille, qu'on avait eu tant de peine à maintenir depuis le commencement des troubles d'Aix, paraissait sur le point d'être rompue et, avec elle, celle de toute la province. Le cardinal Bichi appréhendait que cela ne compromit les bons effets de l'accord qu'il avait laborieusement conclu et qui n'était pas encore exécuté, puisque les lettres patentes portant abolition du semestre n'étaient pas

1. Le récit de cette émotion se trouve à la fois dans la lettre de G. de Glandevès à Mazarin du 15 mars 1649 et dans les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 419 et suiv. La version du premier, écrite le lendemain des événements, ne diffère guère que pour le détail de celle de l'auteur des *Mémoires*. Il résulte bien des deux récits que la responsabilité des événements incombe aux ennemis du Parlement, que, en cette circonstance, le viguier du Luc a joué le rôle de chef de parti, que, au contraire, le premier consul s'est efforcé de ramener le calme et que ses efforts ont été utilement secondés par ceux du lieutenant de l'Amirauté.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 425.

3. Lettre de G. de Glandevès.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 427. « Ayant reconnu la bonne volonté de mes amis en mesme temps que la mauvoise intention de mes ennemis, je me contentai de me faire suivre par trois soldats qui, sous leurs manteaux, portent deux pistolets chacun, et de faire, en présence de tous mes ennemis, travailler aux affluts de deux perriers qui ont toujours depuis demeuré dans ma cour, ayant protesté au sieur de Glandevès que je prétendois de faire amas d'armes pour me défendre au cas que je fusse attaqué. Et, comme il se sentoît offensé de cette dernière entreprise qu'on ne lui avoit point communiquée et qu'il continuoît ceste politique d'entretenir les deux partis dans une égale force pour estre en mesme temps considéré de tous les deux, il ne s'y opposa point et me dit que je faisois bien et qu'il se rangeroit de mon côté si ces gens-là faisoient de semblables insultes et si le viguier estoit si osé de paroistre sur le pavé qu'il s'en prendroit à lui tout le premier. »

expédiées et le comte d'Alais était toujours retenu prisonnier. Le prélat prit donc ses dispositions pour couper court à cette agitation. Ecrivant à Valbelle qu'il savait seul capable de respecter ou de troubler à son gré le repos de la ville, il l'invita à se souvenir « de l'engagement où il s'estoit mis par ses lettres » et il l'exhorta « à tenir de son costé les choses en paix¹ ». Il dépêcha ensuite à Marseille un homme de confiance, M. de Pérussis, qui ménagea un rapprochement entre les deux partis². Chacun désigna six de ses membres qui, sous la médiation du viguier et des consuls, arrêterent les conditions de l'accommodement : la plus importante fut que le chevalier de Vins ne se mêlerait plus des affaires de l'Hôtel de Ville, mais seulement de celles « de sa charge estant attaché auprès de M. de Vincheguerre³ ». C'était une satisfaction donnée au lieutenant de l'Amirauté qui se plaignait depuis longtemps des menées du chevalier.

Valbelle consentit donc à la paix, s'engageant pour sa part à ramener l'ordre et le repos dans la province. Les consuls s'en félicitaient⁴ et Mazarin, de plus en plus persuadé de l'étendue de son crédit dans Marseille, lui adressait cette lettre, écrite le jour même de l'expédition des lettres patentes qui consacraient la paix du cardinal Bichi : « Je n'ai pas de peine à croire que vous n'ayez contribué beaucoup à apaiser la rumeur qu'il y eut l'autre jour dans Marseille, sachant que vous ne manquez pas de zèle ni de crédit pour agir utilement en de semblables rencontres. Je vous prie de continuer à faire vostre possible et par vous-mesme et par vos amis pour maintenir le calme dans la ville et empescher qu'il ne se passe rien contre le service du Roi. Ne vous mettez point en peine des contraintes dont vous vous plaignez : elles serviront à relever d'autant plus le mérite de vos services. Vous en pouvez reposer sur moi⁵. »

Personne ne pouvait se faire illusion sur la solidité de la paix conclue par le cardinal Bichi. Le comte d'Alais était sorti de sa prison la menace à la bouche et des projets de vengeance dans la tête⁶. Profitant de son départ, le Parlement, rétabli dans sa

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 210. Le cardinal Bichi à Mazarin, 16 mars 1649.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 231. Le cardinal Bichi à Mazarin, 24 mars 1649. « Les affaires de Marseille ont esté à la veille d'esclater en un grand embrasement; mais, à l'avis que nous en eumes, y ayant despesché en diligence avec de mes lettres M. de Pérussis, qui estoit près de moi, il y arriva fort opportunément et empescha le désordre. »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 214. Le viguier du Luc au Grand Prieur de Saint-Gilles, 18 mars 1649.

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Mazarin, 18 mars 1649.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 427.

6. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 429 v°. A la nouvelle de la publication de la déclaration du Roi et de la délivrance du comte d'Alais, Valbelle, accompagné de La Salle père et fils, de Félix et d'Impérial, se rendit à Aix féliciter le

fonction, prenait en mains le gouvernement de la province : il ordonnait des poursuites contre les chefs du parti contraire, envoyait des commissaires dans les villes et dans les villages, rendait des arrêts qui annulaient les mesures prises par le comte d'Alais¹. Se sentant ainsi menacés, les chefs du parti contraire ne pouvaient qu'exciter celui-ci à préparer la guerre civile². Ils méditaient de réduire à leur merci le Parlement et la ville d'Aix. Mais ils devaient avant tout ôter à leurs ennemis l'espoir de l'appui et de l'alliance des autres villes de la province. Pour y réussir, ils avaient besoin du concours absolu de Marseille, « la plus voisine et la plus importante », dont la conduite servirait aux autres villes « pour un exemple à ce qu'elles auroient à faire³ », sachant bien « que, ceste ville assurée, toute la coste l'est au service du Roy⁴ », ou du chef qui agit en son nom.

S'ils avaient échoué naguère dans les tentatives qu'ils avaient faites pour gagner complètement cette ville à leur cause, c'est parce que les consuls avaient refusé de les soutenir. Ils cherchèrent donc à les ramener à eux. Le chevalier de Vins, l'un des agents les plus actifs et les plus dévoués du comte d'Alais, d'ailleurs citoyen de Marseille où il avait des parents, des amis et des intérêts⁵, dédaignant l'engagement qu'il venait de prendre de ne plus se mêler des affaires de l'Hôtel de Ville⁶, manœuvra si habilement auprès du troisième consul Jean Boulle, qu'il le décida à embrasser ouvertement le parti du gouverneur. Jean Boulle persuada ses deux collègues encore hésitants d'inviter le comte d'Alais à venir à Marseille quand il sortirait d'Aix⁷. Il se porta même

Parlement de l'abolition du Semestre. Ils allèrent ensuite visiter le comte d'Alais. « Il nous tint un discours qui tesmoignoit assez qu'il ne mesditoit que vengeance et qu'il promettoit tout pour ne tenir rien, car il fit venir à propos de dire qu'il y avoit ceste difference entre les princes de la maison de Valois et celle des Bourbons, que ceux-ci sont naturellement clemens et avarés, et ceux-là, au contraire, libéraux et vindicatifs. » — Cf. la lettre d'Alais à Mazarin, du 29 mars 1649 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 315) où, lui rendant compte de l'accueil qu'il a reçu à Marseille, il parle des « soins du sieur du Luc, viguier, et du sieur de Glandevès, premier consul, qui ont maintenu hautement le service du Roy contre ceux que Vostre Eminence croit le plus ses serviteurs. »

1. Archives des Affaires étrangères, France, 1714, 315. Le président d'Oppède à Mazarin, 4 mai 1649. — Voir également la lettre du Roi aux consuls de Marseille, de Compiègne, 7 mai 1649, où il annonce qu'il prend « sous sa protection et sauvegarde » le viguier du Luc, le chevalier de Vins, les sieurs de Septèmes, Gèrente, etc., contre lesquels des poursuites criminelles avaient été engagées par arrêt du Parlement. (Arch. des Affaires étrangères, France, 1715, 82.)

2. Gaffarel, *loc. cit.*, 436.

3. Fortia de Piles à Mazarin, 13 avril 1649 (Arch. des Affaires étrangères, France 1714, 270).

4. De Sève à Mazarin, 3 mai 1649 (Arch. des Affaires étrangères, France 1714, 309).

5. Il était le propriétaire de la maison où logeait le viguier du Luc.

6. Voir plus haut, 249, note 3.

7. Haitze, *Histoire de Provence*, etc., III, II, 7; — *Le Semestre et le Sabre*, 68; — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 433. — Déjà, le 23 mars, les consuls avaient offert au comte d'Alais l'hospitalité de leur ville, par cette lettre : « Après la joie que nous tesmoignons de la pacification que le Roy, avec sa clémence ordinaire, a donnée à ses sujets, nous supplions Vostre Altesse de nous faire la grâce de

au-devant de lui avec quelques amis : sur leur prière, le comte, qui avait pris le chemin de Roquevaire, se détourna volontiers de sa route. Il arriva à Marseille, le dimanche des Rameaux (28 mars 1649), au milieu d'un cortège important de partisans à qui Boulle avait fait arborer pour la première fois le *ruban bleu*, devenu désormais leur signe de ralliement¹. D'Alais fut enchanté de cet « accueil extraordinaire² », mais il fut bientôt déçu quand Valbelle eut écarté sa prière de s'entremettre « pour moyenner une paix générale³ » et quand le premier et le deuxième consuls, Glandevès et Curet, eurent refusé de laisser exécuter le projet formé par de Vins et du Luc de chasser de la ville les partisans du Parlement⁴. Le comte quitta Marseille se rendant à Toulon où il savait trouver plus d'empressement⁵. Après un court séjour dans cette ville, pendant lequel il réunit quelques troupes⁶, il revint à Marseille, y installa à demeure la comtesse d'Alais qui devait surveiller ses intérêts et entretenir le zèle de ses amis, et se rendit ensuite à Tarascon, dont les habitants lui étaient dévoués et où il se trouvait à portée des amis qu'il avait en Languedoc⁷. Valbelle s'était tenu à l'écart des conciliabules qui avaient eu lieu à Marseille pendant ce nouveau séjour : aussi bien ne craignait-il plus comme naguère d'augmenter les embarras de Mazarin qui venait de signer la paix de Rueil avec le Parlement de Paris. Il redoutait que son inaction n'affaiblît son parti et ne laissât le champ libre à ses adversaires : il se prononça donc ouvertement pour le Parlement, renonçant ainsi à s'associer plus longtemps aux équivoques combinaisons de Glandevès⁸.

prendre Son séjour dans nostre ville qui se promet ce bonheur. Par les acclamations et par l'extérieur de tous les habitans, Elle reconnoistra les affections intérieures et, par l'avantage que nous nous promettons toujours dans Ses bonnes grâces, Vostre Altesse verra qu'avec vérité Elle a le cœur de tous les habitans. « (Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.) — Cf. *Ibid.*, la lettre du 24 mars des Mêmes au Même.

1. Haitze, *loc. cit.*; — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, *loc. cit.*

2. D'Alais à Mazarin, 29 mars 1649 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 245).

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 435 v°.

4. Haitze, *Histoire de Provence*, etc., III, II, 9.

5. « On peut dire, à la louange des habitans de Toulon, qu'ils ont esté les plus fidèles de ceste province dans l'obéissance qu'ils devoient au gouverneur... Le comte aussi reconnoissoit bien ceste affection, car c'estoit sa ville bien-aimée par-dessus toutes les autres de la province » (Haitze, *Histoire de Provence*, etc., III, II, 8). — « Il repartit de ceste ville pour aller à Toulon, comme la ville qui s'estoit le plus déclarée pour lui et qui ne souffroit point d'autre cabale que la sienne. » (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 437). — En se rendant de Marseille à Toulon, le Comte s'était arrêté à Aubagne, d'où il avait écrit à Mazarin, le 29 mars. « Je me haste de me rendre à Toulon et Antibes pour prévenir les mauvais desseins... Je supplie très humblement Vostre Eminence de nous envoyer le régiment de Péraut pour n'estre pas obligé de me confier à des milices, après l'expérience de l'instabilité des peuples que je viens de faire à Aix... » (Arch. des Affaires étrangères, France 1714, 245).

6. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 437.

7. *Ibid.*

8. *Ibid.* « A la considération et par les prières de ce corps illustre que j'ai

Au lieu de ramener le calme dans la province, la paix du cardinal Bichi et la délivrance d'Alais accentuaient donc les divisions des partis et faisaient présager pour bientôt l'éclat de la guerre civile. Quelques-uns se félicitaient encore de cet antagonisme dans l'intérêt du Roi, qui obtiendrait ainsi plus facilement une aide de la province et des villes, en stimulant le dévouement et la fidélité des factions rivales¹. Ceux-là faisaient preuve de peu de clairvoyance. Les divisions étaient trop profondes pour qu'à la Cour on pût songer à traiter des affaires administratives avec les chefs des partis. Au reste, ceux-ci n'avaient plus l'esprit assez libre pour y songer utilement. Le Parlement se préparait fiévreusement à la lutte, envoyait des émissaires dans les principales villes, recherchait leur alliance, se promettait d'isoler le comte d'Alais dans la province, interdisait l'accès de la ville d'Aix à quiconque était suspect d'entente avec lui². Le comte, de son côté, n'entendait se servir de son autorité de gouverneur que pour se procurer des ressources en hommes et en argent, fortifier les villes qui s'étaient déclarées pour lui, tenir les autres en respect par tous les moyens dont il pouvait disposer³. Tout cela causait de l'inquiétude à ceux qui

toujours beaucoup honoré et servi, je m'estois escarté à ce second voyage (du comte d'Alais à Marseille) et, par ce moyen, je rompis cest accommodement qui, faisant cesser les partialités et nous unissant tous, eust osté au Parlement ce peu d'amis qui lui restoient en ceste ville. »

1. De Forbin, prieur de Saint-Gilles, à Mazarin, 27 avril 1649. « La conjoncture des affaires des villes de Marseille et d'Arles, à raison des partis qui s'y rencontrent, nous fait croire qu'on en pourroit exiger quelque chose, d'autant qu'on y voudra à l'envi paroistre bons serviteurs du Roy et que les magistrats seront très aises d'avoir occasion d'effacer les mauvoises impressions qu'on scauroit avoir conques de leur conduite dans ces dernières révolutions. Il ne faudroit pour cela, ce me semble, que des lettres de Sa Majesté et de Vostre Eminence à M. le comte d'Alais et une de M. de Lionne à M. de Valbelle qui, ayant grand crédit à Marseille, y rendroit l'octroi de la demande qu'on feroit plus facile. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 291.)

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 293. — L'archevêque d'Arles à Mazarin, 27 avril 1649. « Je n'ose pas escrire fort au long à Vostre Eminence l'estat des affaires de ceste province pour ne l'ennuyer pas et n'abuser de sa patience. J'en informe M. le comte de Brienne pour vous en rendre compte, Monseigneur, et j'oserai vous dire seulement que les soins extraordinaires que Messieurs du Parlement prennent de faire parti dans toutes les villes me donnent quelques ombrages et qu'il seroit très à propos d'ordonner à M. de Mégrigny, leur premier président, de s'y rendre au plus tost, ce corps ayant très grande nécessité d'un chef. » — *Ibid.*, 309. De Sève à Mazarin, 3 mai 1649. « J'ai déjà rendu compte à Vostre Eminence des désordres qui menacent ceste province, mais, comme le feu y fait progrès, je me sens obligé de lui en faire une recharge. On continue à cabaler dans les villes. On traite dans le pays quelque secrète union : il y en a un escrit dressé et M. le président d'Oppède, allant en Arles, sous prétexte d'y visiter M. l'archevesque, a sollicité les consuls de le souscrire. J'agis comme je peux, mais que puis-je près d'une compagnie vers qui je n'ai aucune craance et suis mesme sans commerce jusque-là que l'entrée d'Aix m'est interdite et que mes domestiques n'y auroient pas de sûreté? »

3. « J'ai aussi despesché un gentilhomme à M. le comte d'Alais pour le supplier de vouloir faire désarmer Tarascon et terminer les affaires d'ici où j'ai mis les choses en estat que, pour peu qu'il y veuille apporter du soin de son costé, les choses se feront agréablement. Et il ne se doit plus attacher à avoir des cabales particulières qui ne lui suscitent que des ennemis, mais, au contraire, d'agir en père commun et ne songer qu'à affermir le service du Roy dans la province et dans

avaient cru voir la fin des troubles de la province et n'avaient plus d'espoir que dans une intervention de Mazarin pour remettre les choses en ordre¹.

Malgré des plaintes très vives qu'il avait reçues en même temps des deux côtés, Mazarin ne désespéra pas d'abord de mettre un terme à cette agitation. Il minuta lui-même à cet effet, au dos de la lettre que de Sève lui avait écrite le 3 mai, un projet de réponse où tout en donnant à son correspondant l'assurance « qu'on n'oublieroit rien pour dissiper toutes intrigues et rétablir solidement le calme dans la province », il l'informait qu'il avait écrit « à M. le cardinal Bichi comme à la personne qui y a travaillé et à qui le Parlement promettoit de s'employer incessamment et fermement pour empêcher un nouveau désordre » ; et il terminait par ces lignes : « Que, à mon avis, le meilleur remède de la part du comte d'Alais seroit de tascher de ramener les esprits égarés par la douceur, les rassurant très tous de plus en plus et leur exprimant qu'il n'aura jamais le moindre souvenir de ce qui s'est passé et en dissimulant beaucoup de choses, car il faut qu'il se donne patience et, avec un peu de temps, estant bien comme il est et bienfaisant, regagner le cœur de tout le monde et, dans le restablissement de l'autorité du Roi, il restablira aussi la sienne² ». Mais alors, à la Cour, l'influence de Mazarin était loin d'être toute-puissante : elle était souvent contrariée par celle du duc d'Orléans ou de Condé. Ceux-ci étaient tout dévoués à d'Alais. Ils intervinrent en sa faveur et obtinrent du Conseil des actes significatifs qui firent croire aux Provençaux que le Roi se prononçait pour le comte contre le Parlement et ses alliés. Le comte de Brienne, acquis au gouver-

les villes principales. » (L'archevêque d'Arles à Mazarin, 27 avril 1649. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 293). — Une lettre écrite à Mazarin par le président d'Oppède, « chargé par sa Compagnie de rendre compte à Son Eminence de ce qu'elle a fait en ce qui se passe présentement en ceste province », réduit « à quatre points principaux » les griefs du Parlement contre le gouverneur. Ce sont : « les excès, violences, incendies, vols et violemens commis par les gens de guerre qui ont passé en ceste province », et sur lesquels le Parlement a donné ordre d'informer « par les lieutenans des ressorts » ; le fait par ses partisans de s'être « différantés ou distingués par rubans et autres moyens extraordinaires » ; la formation d' « une union et d'une ligue offensive et défensive » par « quelques personnes de sa suite » qui les « ont faites et signées et, partout où ils ont passé, ils ont forcé mesme des personnes à la signer ». D'Oppède ajoute : « Et ce qui fait connoistre que leur dessein estoit dangereux et non exempt de soupçon, c'est qu'ils y recevoient toute sorte de personnes jusques et mesme à de simples artisans » ; enfin, contrairement aux stipulations de la paix du cardinal Bichi, le comte a gardé auprès de lui 400 hommes du régiment de Provence, qui auraient dû être licenciés, à qui il a confié la garde d'Antibes et de Toulon et dont il a mis l'entretien à la charge de quelques communautés voisines, malgré l'opposition des procureurs du Pays (Lettre du 4 mai 1649. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 315).

1. De Sève terminait ainsi sa lettre du 3 mai : « Cependant, Monseigneur, le mal fait tous les jours progrès, Vostre Eminence, qui en a su calmer de plus grands, ne sera pas en peine de pourvoir à celui-ci : mais certainement il presse et il faut tout appréhender d'esprits capables de tout ».

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 309.

neur, écrivit à Valbelle, qu'on l'avait accusé d'« estre soigneux d'avoir autour de lui beaucoup de gens et de faire des assemblées en autre lieu qu'en la Maison de ville », ce qui donnait « lieu à d'autres personnes à se tenir sur leurs gardes et à s'attrouper aussi de leur costé » ; il l'avertissait donc « de prendre garde que sa conduite soit prudente et qu'on ne lui puisse rien imputer des désordres qui pourroient naistre¹ ». En même temps, une lettre royale était envoyée aux consuls de Marseille pour les informer que le Roi, « ayant pardonné tout le mal qui a esté fait, ne laisseroit pas impunis ceux qu'on voudroit entreprendre de faire et vouloit aussi récompenser les autres qui ont bien servi et les garantir d'en souffrir aucun préjudice. » Il prenait donc sous « sa protection et sauvegarde » les sieurs du Luc, chevalier de Vins, de Septèmes, de Gérente, de La Baume, de Gardanne, de Saint-Victoret, de Bègue, de Trébelliane « et plusieurs autres », c'est-à-dire les gentilshommes mêmes de Marseille qui avaient embrassé le parti du comte d'Alais². Bien plus, non content de soustraire ces personnages aux représailles dont les menaçait le Parlement, le Roi leur distribuait des pensions, des grâces et des faveurs dont l'importance et l'éclat semblaient annoncer la ruine prochaine du parti de Valbelle et des parlementaires³.

Les amis de Valbelle virent dans ces mesures une sorte de défi. Ils en manifestèrent du dépit et de la colère. La noblesse marseillaise fut dès lors en effervescence. Des provocations s'échangeaient tous les jours entre membres des deux factions rivales. Des duels s'en suivaient : le chevalier de Valbelle se battit avec le Cadet de Bègue, Pierre de Montolieu avec le Cadet de Besson. Ce dernier succomba ; mais sa mort n'arrêta pas la fureur des deux partis. Le capitaine de Montolieu, cousin du lieutenant de l'Amirauté, assisté de Félix-La Jaconière, parent

1. Lettre du 7 mai 1649 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1715, 77). Une copie de cette lettre se trouve dans les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 439.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1715, 82. Lettre du Roi aux consuls de Marseille, 7 mai 1649.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1715, 88-103, 10-15 mai 1649. Octroi au chevalier de Vins, « en reconnaissance de l'importance des services rendus en ces derniers occurrences dans la ville de Marseille », de 3 000 l. de pension « sur les deniers de l'Espargne » et recommandation au Grand-Maitre de Malte « pour le gratifier de la première Commanderie de grâce qui vaquera » ; — attribution au marquis de Fortia de Piles, pour le même motif d'un « brevet de maréchal des camps et armées du Roy » ; — lettre au viguier du Luc l'informant qu'en reconnaissance des services rendus lors des derniers troubles survenus à Marseille et signalés par le comte d'Alais et en mémoire de la mort du chevalier, son frère, tué à Lens, le Roi lui accorde une pension de 3 000 l. et lui promet de se souvenir de son frère, l'abbé, en qui il « a reconnu un sujet capable de bien remplir un évêché » ; — diverses lettres témoignent « le gré » que le Roi sait des services qu'ils lui ont rendus, à l'occasion des troubles survenus en Provence, à plusieurs gentilshommes, notamment à Messieurs de Rousset, de Saint-Victoret, de Septèmes, de La Baume, de Collongue, de Bègue, de Gérente, de Cabanes, de Bausset, de Vincheguerre, de Bricart, etc.

de Mme de Valbelle, se rencontra aussi avec le sieur de Septèmes, qui avait pour second le chevalier Thomas de Villages¹.

Cet état de trouble et de désordre s'était étendu à toute la province : des deux côtés, « on s'accusoit de manquer de parole » et chaque parti faisait retomber sur l'autre la responsabilité d'« une guerre civile qui ne s'esteindra pas lorsqu'on y voudra apporter le remède² ». Mazarin annonçait bien le départ pour la Provence d'un conseiller d'Etat, M. d'Étampes, « personnage de qualité et de grand mérite », envoyé « par ordre de Sa Majesté pour travailler à l'assoupissement des mésintelligences qui sont survenues depuis l'accommodement d'Aix et l'entier rétablissement du repos de la province³ ». Les lenteurs de la route ne devaient pas permettre à l'envoyé royal d'arriver à temps pour empêcher la guerre civile. Déjà, ceux qui sur place avaient essayé de s'entremettre et de prêcher la paix avouaient maintenant leur impuissance. « Les affaires de ceste province se brouillent de plus en plus, annonçait le grand prieur de Saint-Gilles, M. le comte d'Alais se plaignant toujours du Parlement avec aigreur et celui-ci ne pouvant plus souffrir les menaces qui lui sont faites, non plus que la contravention à leur dernier traité, si bien que, Monseigneur, je vois si peu de disposition à la paix de part et d'autres qu'il n'y a celui qui ne croie estre à la veille de la désolation de ceste province. Je fais bien tout ce que je puis par mes voyages et par mes conférences pour adoucir tant d'amertumes : mais, comme chacun se plaint et personne ne veut relascher, j'ai sujet de craindre que mon zèle ne soit enfin inutile⁴. »

On armait, en effet, des deux côtés. Les amis de Valbelle allaient prendre à l'armée que le comte de Carcès organisait à Aix « les emplois que leur courage et leur inclination pour le Parlement méritoient⁵ ». Le comte d'Alais, de son côté, appelait des troupes du Dauphiné et du Languedoc ; il faisait entrer en Provence « le régiment de cavalerie de Saint-André-Montbrun, composé de 250 maîtres, commandés par le sieur de Villefranche⁶ » ; il distribuait des grades dans son régiment de Provence reconstitué aux principaux gentilshommes qui avaient embrassé son parti et, parmi eux, il n'avait garde d'oublier ses

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 441. A propos de la mort du Cadet de Besson, les *Mémoires* font cette étrange constatation qui montre jusqu'à quel degré d'aberration la haine du comte d'Alais avait conduit ses ennemis : « Ce n'estoit pas la moindre marque de la bonté de nostre cause d'avoir la gloire et le dessus en toutes les attaques soit générales et particulières. »

2. L'archevêque d'Arles à Mazarin, 18 mai 1649 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 328).

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 445 : transcription d'une lettre de Mazarin à Valbelle.

4. Lettre du 1^{er} juin 1649 : Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 16.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 441.

6. Haitze, *Histoire de Provence*, etc., III, ix, 27.

amis de Marseille¹. Des deux côtés, on était résolu à risquer l'aventure d'une guerre civile, aucun des deux adversaires ne voulant céder devant l'autre². On était à la merci du premier incident qui viendrait à se produire.

Dans les premiers jours de juin, le sieur de Vaucros, lieutenant au siège de Draguignan, fut assassiné par un ancien conseiller du Semestre, nommé de Meaux, qui l'avait rencontré « revenant d'exécuter une mission du Parlement » et s'était pris de querelle avec lui. A cette nouvelle, le Parlement charge une commission, composée du président d'Oppède, des conseillers de Malijeai et d'Espagnet et de l'avocat général de Cormis, de se rendre sur les lieux et d'ouvrir une information. Apprenant que ces commissaires se font accompagner de 150 hommes, le comte d'Alais les dénonce au cardinal Bichi et, se déclarant menacé, prend ses dernières dispositions pour entrer en campagne³. Ses troupes occupent Brignoles, Sisteron, Montauroux, forteresse située à trois lieues de Draguignan, et le régiment de Saint-André-Montbrun, venu du Dauphiné jusqu'à Manosque, marche sur Aix et s'arrête à 8 heures de cette ville, dans « une plaine entre le Calami et l'Argens, en un creux nommé Le Val⁴ ». Prétextant alors qu'il lui faut favoriser le retour des commissaires du Parlement que ces mouvements de troupes ont pour but d'empêcher, le comte de Carcès sort d'Aix à la tête d'une armée forte de 2 000 hommes environ où se sont empressés de s'enrôler des jeunes gens de la noblesse provençale qui ont embrassé la cause du Parlement. Des parlementaires y ont aussi pris place. Ils brûlent tous de se mesurer avec les soldats du comte d'Alais, moins nombreux, semble-t-il, mais plus expérimentés. Ces « étourdis, qui alloient à la guerre comme à une occasion de combat singulier », engagent l'action, le 14 juin 1649, malgré les avis de leur chef. Leur bravoure se dépense inutilement contre la solidité des troupes ennemies : ils sont taillés en pièces et les survivants, en petit nombre, regagnent Aix en désordre, pendant que le comte d'Alais fonde sur ce premier

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 481.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à de Born, 8 juin 1649. « Les affaires de ceste province sont jusques à sture toujours au mesme estat que sont esté depuis l'abolition et suppression du Semestre. Néanmoins, nous sommes en grande appréhension qu'elles ne se brouillent sur ce que Messieurs du Parlement ne veulent rien relascher de ce qui leur a esté accordé... » — Dans une lettre à Mazarin, le cardinal Bichi parle des instances qu'il a faites auprès des parlementaires et du comte de Carcès et des dispositions où se trouve le comte d'Alais. « Si on peut obtenir, dit-il, que M. le comte de Carcès revienne (à quoi je ne manquerai pas de travailler), le sujet de la rupture viendrait à cesser et M. le comte (d'Alais) pourroit changer de résolution. Toutefois la croyance de ceux qui ont traité avec lui est qu'il ne changera pas et que le dessein qu'il a est de longtemps. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 17, 13 juin 1649.)

3. Lettre du cardinal Bichi à Mazarin, du 13 juin 1649.

4. *Ibid.*; — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 451 v°. — Voir Gaffarel, *loc. cit.*, 443.

succès l'espoir d'une prochaine victoire, plus complète et plus décisive celle-là¹.

Cependant, le premier moment de consternation passé², le Parlement se ressaisit et entreprit de se mettre en état de réparer « la défaite et la honte que la Provence avait reçues ce jour-là³ ». Il continua à mander « aux Communautés de demeurer attachées au service du Roi », fit chasser de Fréjus, qui s'était déclaré pour lui, le gouverneur de Montmeillan⁴, occupa Berre malgré la résistance de Fortia de Piles qui fut remplacé par le chevalier de Valbelle, et se saisit de la Sainte-Baume. En même temps, d'autres villes se prononçaient pour lui, fermaient leurs portes aux troupes d'Alais⁵. Celui-ci qui n'avait pas même su profiter de sa victoire pour rentrer dans Aix, qu'il lui fallait maintenant se préparer à assiéger avec des forces considérables tirées de la province et des provinces voisines⁶.

Seule, Marseille avait résisté aux sollicitations des Parlements et paraissait vouloir rester fidèle au gouverneur. La défaite de l'armée du comte de Carcès avait jeté le trouble et la désolation dans le parti de Valbelle. Le lieutenant de l'Amirauté lui-même n'avait pas échappé au découragement et à la crainte qui s'étaient emparés de ses amis. Redoutant les accusations et les représailles du comte d'Alais, il s'était hâté de chercher une sauvegarde à la Cour : « L'estat des affaires de ceste province, avait-il écrit à Mazarin dès le lendemain du combat du Val⁷, dont la ruine ne peut estre arrêtée que par l'autorité du Roy et la présence des personnes qui seront envoyées de sa part, m'oblige, Monseigneur, de renouveler à Vostre Eminence les vœux de mon obéissance et fidélité à son service. J'en ai donné jusques ici de si visibles marques que je me suis mis en danger d'en souffrir de mauvois effets par ceux qui me sont mal inten-

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 453 v° et suiv.; — Haitze, *Histoire de Provence*, etc., III, x, 27 et suiv.; — *Le Semestre et le Sabre*, 78-79. — Voir Gaffarel, *loc. cit.*, 443. — Au lendemain du combat du Val, les partisans du comte d'Alais publièrent la *Relation véritable de ce qui s'est passé en la défaite des troupes des révoltes de Provence*. L'auteur y avait placé cette réflexion qui laissait entendre quelles étaient alors les espérances du comte d'Alais : « Or, si avec deux cens chevaux on a abattu toutes les forces des rebelles, elles seront en mauvois estat dans peu de jours que l'armée du Roy sera composée de 2000 chevaux et de 9 000 hommes de pied et que la déclaration du Roy qu'on attend pour déclarer tous lesdits rebelles et leurs adhérens criminels de lèse-majesté détrompera ce peu de gens qui abusent du prétexte que ce n'est rien qu'une affaire particulière. »

2. « M. d'Oppède et le comte de Carcès se sont retirés à Aix. Depuis que leur jeunesse a esté défaite près de Brignoles, il y a grande consternation entre eux. » (D'Infreville à Mazarin, 21 juin 1649. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 45.)

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 455 v°.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 45. D'Infreville à Mazarin, 21 juin 1649.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 461.

6. Haitze, *Histoire de Provence*, etc., III, xi, 40.

7. Lettre de Valbelle à Mazarin, du 15 juin 1649 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 36).

tionnés et qui depuis longtemps rejettent mes services. Mais, encore que la défense soit permise à tous ceux que l'on veut opprimer et qu'il n'y ait rien de si sensible aux gens de cœur que le mépris, je vous déclare, Monseigneur, que je suis prest de tout souffrir auparavant que de permettre qu'il soit rien innové ou altéré à ce que mes amis, qui se sont rendus mes cautions, ont promis à Vostre Eminence. C'est pourquoi Elle me fera, s'il lui plaist, la grâce de me continuer sa bonne volonté et sa protection.... »

Quant aux consuls, s'ils affectaient en public un vif désir de paix¹, ils étaient entraînés insensiblement par leur origine et par leurs amitiés à se rapprocher de plus en plus du comte d'Alais et à confondre leur cause avec la sienne. Dès le 14 juin, ils avaient pris des dispositions pour mettre leur ville en état de défense. Cinq capitaines de crue avaient été créés pour chacun des quatre quartiers de la ville qui se partageaient, avec les capitaines de quartiers et sous leur direction, le commandement de la milice urbaine et des « gens de paye » qu'on venait de lever. Pour remplir ces emplois, les consuls avaient choisi des nobles appartenant exclusivement à leur parti. écartant, parce qu'ils étaient connus comme « Parlementaires », ceux qui, ayant exercé l'année précédente la charge de capitaines de quartiers, avaient le privilège en leur qualité de « syndics » d'être appelés à la remplir de nouveau dans des cas extraordinaires². Les consuls prenaient aussi leurs précautions pour que l'approvisionnement de Marseille ne souffrit pas de l'insécurité des routes et des campagnes environnantes : une délibération du Conseil du 29 juin rejeta la demande des fermiers de la Boucherie de suspendre leur ferme pendant la durée des troubles, mais consentit à les dédommager des pertes qu'ils viendraient à subir par le fait de l'enlèvement de leur bétail ou du vol « de leurs deniers » par les gens de guerre³.

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à de Born, 22 juin 1649. « On nous a voulu assurer que M. d'Estampes, conseiller d'Etat, est parti depuis neuf ou dix jours. Nous souhaitons son arrivée avec grand désir, puisqu'on dit qu'il a ordre du Roy de mettre en repos ceste province, comme elle en a un besoin.... »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 471 v°. On donna à chacun 200 l. « pour leurs soins et peines extraordinaires durant ces troubles ».

3. Arch. com., BB. *Deliberations du Conseil*, Reg. n° 50, p. 714. Conseil du 29 juin 1649. « Les fermiers de la Boucherie estant dans une juste appréhension des inconveniens qui leur pourroient arriver à l'occasion des troupes qui se trouvent dans la province, soit par l'enlèvement de leur bestail, du vol de leurs deniers et un extrême danger de leurs personnes, auroient fait offrir auxdits sieurs consuls de leur remettre pour l'avenir ladite ferme et compter pour le passé comme de clerc à maistre. Ce que lesdits sieurs consuls ayant fait entendre à un Bureau qu'ils firent assembler pour ce sujet, les Messieurs du Bureau, toutes choses exactement considérées, ne trouvèrent pas à propos de recevoir l'offre desdits fermiers, mais jugèrent estre fort juste et raisonnable que, au cas d'enlèvement, de vol de bestail, des deniers et de la personne desdits fermiers, la Communauté les indemniasst et leur passast à ces fins obligation de leur estre tenue de tous lesdits accidens, estant iceux bien et dument vérifiés. » Le Conseil approuve ».

Les partisans du comte d'Alais accueillaient ces diverses mesures avec satisfaction. Ils auraient voulu davantage et qu'une décision des consuls fit sortir de la ville leurs ennemis; quelques-uns mêmes parlaient de les tuer. Glandevès avait encore des scrupules : il résista d'abord à ces sollicitations. Mais les violents tenaient maintenant le haut du pavé : ils se promettaient de saccager le terroir d'Aix, traitaient leurs ennemis d'« Espagnols et de rebelles ». Les plus violents, profitant de l'indulgence complaisante ou complice des consuls, parcouraient en bandes les rues de Marseille, injuriaient, menaçaient et maltrahaient leurs ennemis qu'ils rencontraient, obligeaient les citoyens paisibles et indifférents à leur céder le pas, contraignaient sous la menace les gens du peuple, boutiquiers ou artisans, à crier : « Vive le Roi et M. le comte d'Alais ! »

Déjà, d'ailleurs, la plupart des gentilshommes du parti contraire avaient quitté la ville : les uns avaient rejoint l'armée des Parlementaires; les autres étaient allés renforcer la garnison de Berre où commandait le chevalier de Valbelle. Ceux qui restaient étaient hors d'état de résister à ces violences. Ils sentaient peu à peu diminuer leur influence dans la ville; l'affection que le peuple leur avait témoignée auparavant les abandonnait. « Tout despend des consuls, constatent amèrement les *Mémoires* d'Antoine de Valbelle, et le peuple qui, comme un aveugle, se laisse conduire par le chaperon, applaudissait à ces insolences. » Bientôt, Valbelle lui-même ne se sentit plus en sûreté : il avait appris — bruit bien ou mal fondé — que ses ennemis payaient un écu d'or par jour à trois *bravi* qui devaient chercher à l'assassiner; on menaçait de mettre au pillage la bastide de son cousin le sacristain de Saint-Victor; il lui sembla qu'il n'y avait plus de sécurité pour lui ni dans Marseille ni en Provence. Il résolut donc de s'éloigner. Le 19 juin, il partit, accompagné de son gendre La Salle et de son ami l'avocat d'Ortignes. Il se rendit à Castres où son gendre soutenait un procès contre Mme de Bernis¹.

Marseille était, en effet, devenue le quartier général des partisans du comte d'Alais. Celui-ci devait bientôt venir s'y établir, suivi de tous ceux à qui le Parlement avait interdit l'entrée d'Aix, l'intendant de Sève notamment. Sa présence ne pouvait qu'exciter l'ardeur de ses partisans. Satisfaits du départ

sous la réserve que les fermiers ne seront indemnisés que de l'enlèvement du bétail et du vol de leurs deniers provenant du fait des gens de guerre et non de toute autre cause « de quoi la ville ne peut estre tenue », ni des violences dont ils pourraient être victimes. De plus, il a été stipulé, « quoique le Conseil ne doute aucunement de la probité desdits fermiers », et seulement « pour la commune satisfaction », que ceux d'entre eux qui sortiraient de la ville pour aller acheter du bétail viendraient auparavant déclarer aux consuls « la somme de deniers qu'ils veulent porter en leur voyage ».

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 467 v° et suiv.

de Valbelle, qui semblait leur laisser le champ libre, les hommes d'action du parti poursuivaient leurs entreprises d'audace et de violence : ils pénétraient, en armes et de nuit, dans la bastide de François de Bouquier et la fouillaient de fond en comble, sans respecter les appartements des femmes, sous prétexte d'y découvrir un conseiller du Parlement qui s'y serait réfugié ; un autre jour, ils arrêtaient des citoyens de Marseille dans la maison de François d'Arène. Gagné par leur exemple, le comte d'Alais lui-même mandait devant lui et menaçait des galères un religieux qu'il savait être l'ami du Parlement¹. Enfin, l'insistance du consul Boulle réussissait à vaincre les dernières hésitations de ses collègues, Glandevès et Curet. Ceux-ci, au mépris des privilèges dont la garde leur était confiée, laissaient les troupes d'Alais pénétrer dans la ville, y prendre garnison, occuper les corps de garde, à la joie des petites gens dont les yeux ravis contemplaient un spectacle nouveau, et à la satisfaction des marchands qui en retiraient un profit inespéré². Le 4 juillet, le comte d'Alais vint à Marseille prendre le commandement de cette armée et arrêter avec ses amis ses dernières dispositions avant d'entrer en campagne.

Une dernière tentative de conciliation avait été faite par les États du Languedoc, qui appréhendaient sans doute le voisinage de la Provence en pleine guerre civile. Leurs députés, l'évêque de Lodève et le marquis de Calvisson, se heurtèrent à l'attitude intransigeante des deux partis³. Ils durent renoncer à la mission dont ils avaient été chargés. Plus encore que les Parlementaires, le comte d'Alais s'était montré irréductible. Il venait de recevoir une lettre du Roi, publiée aussitôt dans la province sous forme de déclaration, qui le confirmait dans ses pouvoirs et enjoignait aux habitants « de lui obéir exactement en tout ce qu'il com-

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 469.

2. *Ibid.*, 479.

3. *Ibid.*, 475. — Une lettre de l'intendant de Sève à Mazarin (Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, f° 81, 6 juillet 1649) rend ainsi compte de cette négociation et des causes de son échec. « Les commandemens de Vostre Eminence seront toujours la règle de ma conduite. J'ai fait ce que j'ai dû pour les suivre et ce que j'ai pu pour empêcher qu'on en vint aux armes. Mais, Monseigneur, je n'ai pas su prévenir le mal ni, avec les députés du Languedoc que j'ai secondés de mon possible, le guérir. Ils se promettoient d'obtenir que les officiers de ce Parlement souffriroient les évocations qu'on désiroit, qu'ils répareroient les changemens faits des consuls en diverses Communautés pourvu que ceux d'Aix subsistassent, qu'ils payeroient de quelque civilité les injures qu'ils ont faites à M. le comte d'Alais et, enfin, se remettroient à la volonté de Sa Majesté pour le rétablissement de son régiment. Il est vrai, Monseigneur, qu'ils ne lui vouloient point faire raison pour les frais de la guerre ni souscrire à la destitution des consuls d'Aix et ce sont deux points où se tient ferme. Mais, Monseigneur, pour ne rien cacher à Vostre Eminence, les défiances sont si grandes de tous costés, les sentimens maintenant si vifs en M. le comte d'Alais des outrages qu'il a reçus, et la passion et la légèreté de ceste Compagnie si difficiles à maistriser et à fixer, que je ne vois point que l'adresse d'un entremetteur puisse terminer ceste guerre si l'autorité de Leurs Majestés n'en décide les difficultés et ne prononce nettement sur les demandes qui se font. »

mandera... et de ne point reconnoître d'autre autorité que la sienne qui est la seule approuvée par le Roi au fait des armes et autres fonctions attachées à sa charge, d'autant qu'il doit pourvoir à la sûreté de la province tant contre les ennemis du dehors que contre ceux qui voudroient causer du trouble et de la division au-dedans d'icelle¹. »

Se croyant ainsi assuré de l'appui de la Cour, où le comte de Brienne s'efforçait de faire prévaloir ses vues², et comptant sur les renforts que le marquis de Montpezat lui amenait du Languedoc³, le comte d'Alais sortit de Marseille le 8 juillet, s'arrêta quelques jours à Aubagne et, marchant sur Aix, arriva le 15 à Gardanne. Dans cette ville, il publia une ordonnance où il sommait les consuls d'Aix de venir justifier leur conduite et celle de leurs habitants, sinon il procéderait contre leur ville conformément aux ordres du Roi⁴. Mais les Parlementaires avaient eu le temps de se mettre en état de défense et le comte fut obligé d'entreprendre un véritable siège. Or, son armée, surtout forte en cavalerie, pouvait difficilement mener à bien une semblable opération. Il lui fallait en même temps tenir en respect tout le pays où étaient dispersés des châteaux appartenant à des seigneurs du parti contraire qui y tenaient des garnisons assez fortes pour inquiéter les assiégeants par leurs sorties⁵. Enfin, il fallait aussi songer à assurer la subsistance de cette armée. Le comte n'y réussissait qu'en laissant ses soldats ravager la campagne voisine, enlever les troupeaux rencontrés sur les routes et s'emparer des blés que les paysans laissaient coupés dans les champs, car on était au temps de la moisson. Ces exactions avaient pour résultat d'affamer les Aixois : mais elles menaçaient aussi de disette les villes qui avaient pris parti pour le comte, Marseille la première⁶.

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1715, 141. Lettre du Roi aux Communautés d'Aix, Marseille, etc., du 24 juin 1649. Une expédition, adressée aux consuls de Marseille, se trouve aux Archives communales, BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse L. — Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 477, reproduisent celle qui a été adressée au comte d'Alais.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 491.

3. *Ibid.*,

4. *Ibid.*, 493.

5. Dans sa lettre à Mazarin, citée ci-dessus, de Sève fait le tableau des forces du comte d'Alais : « Son infanterie est encore plus foible et n'est que d'environ 1800 hommes. Sa cavalerie est belle et passe 1400 chevaux, outre le régiment-colonel qu'il attend. Je n'entrerai pas à ce qu'il peut faire de ces troupes : Vostre Eminence jugera assez qu'elles ne peuvent pas suffire pour un siège et qu'ainsi, outre l'apprehension qu'Elle a du dehors, on doit craindre que, ne pouvant trouver dans Aix l'obéissance de tous les lieux qui despendent du Parlement, on ne l'aille chercher en courant la province... » Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 499, constatent aussi que l'armée du comte d'Alais n'était pas assez forte pour assiéger utilement Aix, après avoir rapporté qu'il lui fallut se transporter d'abord de Gardanne à Rognes et de Rognes à Peyrolles, où elle séjourna trois semaines pour assiéger le château de Saint-Pol et celui de Meyrargues, ce dernier propriété du frère de Valbelle.

6. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse A. Les procureurs du Pays aux consuls, 28 juillet 1649. « Comme nous travaillions à

Plus qu'en aucun autre moment cette ville devait être sensible à ce désagrément. La peste venait d'éclater, y causant une épidémie redoutable, peut-être l'une des plus fortes dont jusqu'alors elle ait jamais eu à souffrir¹. C'était un contretemps fâcheux dont les amis d'Alais ne voulaient pas prendre leur parti. La « contagion » les privait, en effet, de l'appui efficace que Marseille leur avait prêté depuis quelques mois. Aussi ils cherchaient à empêcher l'exécution des mesures de précaution ordonnées par les consuls, « faisant parole qu'il n'y a point de mal, que ce n'est qu'invention ». Ils cherchaient aussi à alarmer le peuple par de faux bruits, annonçant que Marseille allait être attaquée par terre et par mer, ajoutant qu'il fallait fermer les portes, afin sans doute de tenir sous la main, prête à prendre les armes, la population tout entière, qui, en temps d'épidémie, se dispersait dans la campagne et ne prenait plus aucune part à la vie publique².

vous laisser non-seulement libre la traite des blés, mais que nous mettions ensuite en délibération de vous assister des grains dont nous avions fait assez bonne provision en cas de siège, ce jourd'huy au matin, dans la grande salle du Palais, devant M. le grand-prieur de Saint-Gilles et quantité de gens de condition..., il est arrivé que quatre-vingts ou cent particuliers de la ville, possédant biens dans le terroir de Pierrerond, nous ont fait plainte avec assez de bruit et de ressentiment de ce que Mgr le comte d'Alais, après avoir fait enlever tout le bestail, faisoit encore charrier leurs gerbes de blé dans son camp ; que cela estant, il ne falloit attendre de sa main qu'une entière ruine desdits particuliers qui, en perdant ceste récolte, perdent l'espérance d'en faire aucune l'année prochaine... » — *Ibid. Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au comte d'Alais, 29 juillet 1649. C'est une lettre assez obscure où les consuls paraissent s'excuser auprès du comte d'une mesure qu'ils ont prise et qui lui a été désagréable. Elle devait avoir pour objet de garantir contre ses soldats l'approvisionnement de Marseille, comme il résulte de ce passage : « Nous n'avons pu véritablement refuser au bien de nostre ville de tascher par quelque moyen que nos habitants, qui sont dispersés par tout le terroir, et mesme hors d'icelui, ne fussent molestés en façon quelconque et que ceux qui apportent des bles et provisions nécessaires ne fussent incommodés par les chemins. Nous n'avons jamais eu autre pensée que celle-là. »

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au comte d'Alais, 4 août 1649. « ... Il est véritable que ce mal, au dire des médecins, se produit avec grand venin : aussi les atteints sont incontinent morts et, jusques à ceste heure, il ne s'en sauve point. » Nous verrons que cette épidémie, après avoir sévi avec force pendant l'été et l'automne de 1649, se calma pendant l'hiver et les premiers mois de 1650, mais reparut au printemps et fit de nouveaux ravages. — Cf. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 501 et suiv.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre du 4 août 1649 au comte d'Alais. « Cela n'empesche point que quelques-uns des Messieurs qui se disent envoyés par Vostre Altesse en ceste ville pour surveillans, ils ne fassent parole qu'il n'y a point de mal, que ce n'est qu'invention. Cela ne nous trouble pas tant comme font les bruits qu'ils font courir que nous devons estre attaqués, qu'il y a cinq cens hommes qui nous doivent venir surprendre, qu'il faut fermer les portes. Après, comme cela ne lui réussit pas, sur les dix heures du soir, ils font donner avis par celui qui est dans la tour Saint-Jean que le chasteau d'If et Marseille-Veire font des feux. Nous sommes en temps que nous n'avons pas besoin de fausses alarmes et il est nécessaire que nous ne nous communiquions point. Que s'il y a lieu qu'il le faille, nous le ferons glorieusement pour le service du Roy, pour la conservation de nos maisons, et la considération du mélange ni de la contagion ne nous esloigneront pas de ce devoir. M. Vigne, M. Gay serviroient mieux Vostre Altesse ailleurs, et ne nous donneroient point ce trouble qui est très grand par le temps présent... »

Ils auraient aussi voulu empêcher les conférences qu'il était d'usage d'ouvrir au Pin, à mi-chemin d'Aix et de Marseille, entre les procureurs du Pays, les commissaires du Parlement et les consuls de Marseille. On y suivait la marche de la maladie et on y arrêtait les mesures propres à assurer le ravitaillement de la ville mise en quarantaine, ainsi que la protection du reste de la province. Si cette conférence avait lieu, malgré le siège d'Aix, il faudrait accorder des sauf-conduits aux commissaires et les laisser entrer en conversation avec les gens de Marseille, qu'ils gagneraient peut-être à leur cause¹. Or, les amis du gouverneur se croyaient sur le point de contraindre leurs ennemis à une soumission sans réserve. Le conseiller d'Etat d'Etampes avait fini par arriver en Provence à la fin de juillet² : il avait eu à Aix une conférence avec les procureurs du Pays et les membres du Parlement³; il avait aussi vu le comte d'Alais, avait jugé insuffisantes les forces dont il disposait, mais n'avait pas réussi à le décider à un accommodement⁴. Le comte et ses amis espéraient que, devant l'échec de cette négociation, la Cour, avant d'intervenir de nouveau, leur laisserait le temps de réduire leurs ennemis à leur merci.

Ce n'était pas l'intention de Mazarin. Placé par de Sève en face de ce dilemme « un accommodement ou le châtiment du Parlement⁵ », il se prononçait pour l'accommodement, sachant bien que, s'il favorisait le triomphe complet du comte, il favoriserait du même coup les intrigues auxquelles Condé se livrait depuis la paix de Rueil. Celui-ci, en effet, ne se contentait pas de soutenir à la Cour les intérêts de son parent, il cherchait aussi à prolonger les troubles de la Provence, espérant y trouver

1. *Ibid.* « Nous n'avons pas escrit à Messieurs du Parlement, et Messieurs les procureurs du Pays nous ayant escrit demander par lettre conférence avec nos médecins, nous tesmoignant qu'ils faisoient cela par civilité, nous y avons fait response, les avons remerciés de leurs civilités, lui avons dit qu'il n'estoit pas besoin de conférences de médecins puisque nous ne cachions pas nostre mal. Nous les prions, par-dessus leur civilité, d'avoir pour nous la charité que l'on rend à ses voisins par semblables occasions, qu'ils nous obligeroient de ne troubler point les voitures des grains et des autres choses qui seroient destinées pour nostre ville. Ils nous ont respondu ensuite pour l'establissement de la conférence et nous ont dit charitablement qu'ils nous assisteroient de tout leur pouvoir et que nous demandassions à Vostre Altesse qu'Elle ne souffrist pas qu'on fist aucun acte d'hostilité contre les personnes destinées tant par eux que par nous à la conférence du Pin. Nous nous promettons ceste grâce de Vostre Altesse et lui demandons pour ce sujet des passeports et sauvegardes nécessaires, sans quoi nous demeurerons tout à fait perdus dans nostre misère et hors d'estat de pouvoir recevoir aucun soulagement. »

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à de Born, 20 juillet 1649. « On vient de nous dire que M. d'Estampes est arrivé auprès de Mgr nostre gouverneur.... »

3. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*: lettres reçues, liasse 4. Les procureurs du Pays aux consuls, 28 juillet 1649.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 499 v^o.

5. « Car, enfin, Monseigneur, les choses ont passé si avant qu'il faut en sortir ou par un accommodement ou par le chastiment de ceste Compagnie.... » (De Sève à Mazarin, 6 juillet 1649. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 81.)

son compte. Il avertit d'Alais du départ du comte de Saint-Aignan, chargé de porter en Provence et d'imposer l'ordre formel du Roi de conclure la paix, et il lui fit conseiller par son envoyé de hâter ses opérations contre Aix « s'il vouloit avoir raison des injures et des affronts qu'il avoit reçus de ses habitans ». Sur ces avis, d'Alais essaya de retarder la marche de Saint-Aignan et même de l'empêcher d'entrer en Provence en faisant garder les passages de la Durance en amont d'Avignon et celui du Rhône à Tarascon. Ses instructions furent mal exécutées et Saint-Aignan put parvenir à Aix le 22 août¹. Aussitôt, il donna connaissance aux deux partis de la « Déclaration de la volonté du Roi et de la Reine-Régente, sa mère, sur les présens mouvemens de la ville d'Aix », et il leur imposa d'en jurer l'observation, ce qui mit fin à la guerre du Semestre².

Aucun des deux partis n'en sortait victorieux, car la déclaration royale les renvoyait pour ainsi dire dos à dos. D'abord, le comte d'Alais et le Parlement devaient licencier leurs troupes; ensuite, si le Roi enjoignait aux membres du Parlement et des deux autres Cours souveraines de Provence, ainsi qu'à la ville d'Aix, de députer au comte pour l'assurer « de leurs affections et services, le prier de vouloir bien oublier tout ce qui s'est passé et de vouloir bien retourner dans la ville d'Aix avec assurance qu'il y recevra les honneurs, respects et obéissances qui sont dus à sa qualité et à sa charge », il ordonnait aussi que les officiers municipaux, dépouillés de leurs charges pendant les troubles à la suite des menées de l'un ou de l'autre parti, seraient rétablis dans leurs fonctions jusqu'à la fin de leur année d'exercice, mais que de nouvelles élections auraient lieu incessamment à Aix pour remplacer à la fois les consuls du parti du gouverneur renversés le jour de Saint-Sébastien et ceux du parti du Parlement qui avaient usurpé leurs places et étaient depuis restés en fonctions. La déclaration prescrivait encore qu'il serait « procédé à l'avenir à l'élection des consuls, conseils et officiers des Maisons de ville en la forme prescrite par les ordonnances », confirmant sous cette formule générale les franchises de toutes les Communautés et Villes de Provence et leur accordant une satisfaction qu'on ne devait pas estimer être trop chèrement payée par l'humiliation imposée aux Parlementaires et aux consuls d'Aix d'aller demander pardon au comte d'Alais³.

1. Haitze, *Histoire de Provence*, etc., III, xxvii.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 365. — Cet acte est daté de « Compiègne, huitiesme jour d'aoust 1649. » Il est transcrit dans les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 503.

3. La déclaration contient encore trois articles, intéressant plus particulièrement le service du Roi, qui prescrivent, l'un, la réunion prochaine d'une assemblée des Etats ou des Communautés sous la présidence d'Etampes; l'autre, la continuation de la levée des « deniers » destinés à l'entretien des trente compa-

Aucun article de cette déclaration ne concernait en particulier les affaires de Marseille. Cependant, cette ville prenait sa part de la pacification générale de la province. Ses consuls pouvaient maintenant consacrer tous leurs soins à lutter contre le mal contagieux, qui ne cessait pas de faire des ravages, et leurs adversaires caresser l'espoir de prendre leur place le jour prochain de la Saint-Simon, grâce à l'article de la déclaration qui rétablissait la liberté des élections municipales. Ainsi le souvenir des divisions, des querelles et des haines qu'avait fait naître la guerre du Semestre ne devait pas s'éteindre au lendemain de la publication de la déclaration du Roi. C'est qu'on ne rétablit pas la paix entre les hommes par ordonnance du souverain, quand celui-ci ne dispose d'aucune force pour l'imposer. Les passions avaient été trop fortement surexcitées pendant toute une année pour se calmer instantanément au premier signe venu de la Cour. Dans la plupart des villes, et surtout à Marseille, l'ambition d'exercer le pouvoir était trop âpre pour qu'on se résignât à le rechercher seulement d'une manière paisible et loyale. Les deux partis restèrent donc en présence, prêts à en venir encore une fois aux mains quand l'occasion s'en présenterait, ce qui n'allait pas longtemps tarder.

gnies du régiment de Provence, « qui serviront dans la province ou ailleurs, ainsi qu'il plaira à Sa Majesté d'ordonner » ; et le dernier, enfin, que les troupes qui passeront par la province seront, comme autrefois, logées à ses frais sur l'ordre du gouverneur.

CHAPITRE III

LA JOURNÉE DE SAINT-ANTOINE

I. MARSEILLE, LE COMTE D'ALAIS ET LES PROVENÇAUX APRÈS LA PAIX DE SAINT-AIGNAN : LA PESTE ET LA PROROGATION DES CONSULS. — II. AFFAIBLISSEMENT DU PARTI D'ALAIS : L'ARRESTATION DES PRINCES ; LE RÉVEIL DU PARTI DE VALBELLE. — III. LA JOURNÉE DE SAINT-ANTOINE (14 MARS 1650) : LES AMIS DE VALBELLE REPRENnent LE CONSULAT. — IV. TENTATIVE DU COMTE D'ALAIS CONTRE MARSEILLE : RÉSISTANCE DES HABITANTS ; RETRAITE D'ALAIS. — V. LA COUR ET LES ÉVÉNEMENTS DE MARSEILLE : LA CONFIRMATION DES NOUVEAUX CONSULS ; LA MISSION DE M. DE VARENNES ET LES LETTRES PATENTES D'ABOLITION.

La déclaration royale du 8 août 1649 n'avait pas ramené le calme en Provence. Les deux partis avaient dû obéir aux ordres du Roi et déposer les armes, mais ils attendaient avec impatience que l'occasion leur fût offerte de les reprendre. Le premier, le comte d'Alais ne s'était pas hâté de remplir tous les engagements qu'il avait souscrits. Il n'avait pas licencié les troupes qu'il avait réunies pour combattre les Parlementaires : ses soldats étaient restés en armes et continuaient à vivre aux dépens de la province et à commettre des excès qui excitaient les plaintes et les récriminations des procureurs du Pays¹. On eût

1. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, C. 29, f° 235. Assemblée des procureurs du Pays, du 31 août 1649. « Ledit sieur de Séguiran, assesseur, a remontré que, bien que, par la déclaration du Roy du 8^e août dernier sur les mouvemens passés de ceste province, Sa Majesté ait voulu que, trois jours après la réception de sa volonté, Mgr le gouverneur licencié les troupes tant de cavalerie que d'infanterie par lui levées dans ladite province ou ailleurs, ou les faire marcher incessamment avec les troupes de Sa Majesté qui estoient sur pied auparavant lesdits troubles, néanmoins ils ont appris que la plus grande partie desdites troupes sont encore dans la province et qui la ravagent et continuent les pillages, violemens, rançonnemens, excès et tous actes d'hostilité qu'ils avoient faits.... » — *Ibid.*, C. 29, f° 237 v°. Assemblée du 16 septembre. « Le sieur de Croze, assesseur, a remontré que..., en dernier lieu, ils ont reçu diverses plaintes de toutes parts de ce que, au préjudice de ladite déclaration du Roy, vérifiée le 24^e août dernier, qui porte que les troupes sortiront de la province, elles sont arrestées les unes du costé de Tarascon, et les autres du costé de Colmars et de Seyne, sous

dit que le gouverneur, tenant pour lettre-morte les instructions de la régente et des ministres, informé d'ailleurs des difficultés qui ne cessaient d'augmenter à la Cour, voulait être prêt, au premier signal, à seconder en Provence les efforts des ennemis de Mazarin.

Il se croyait sûr du concours d'une notable partie de la province, qui lui avait déjà permis de tenir en échec ses adversaires. L'aide la plus précieuse lui était venue de Marseille, que les efforts de Valbelle n'avaient réussi ni à maintenir neutre entre les deux partis en présence ni à entraîner dans le parti du Parlement. Les Parlementaires ne s'étaient pas mépris sur la valeur et l'importance de cet appui : ils avaient tout mis en œuvre pour détourner cette ville de la politique où elle s'était engagée et ils y avaient échoué. Maintenant, leurs écrivains et leurs pamphlétaires la rendaient responsable du malheur de la province et lui promettaient un sort misérable, le comte d'Alais, dans son désir de vengeance et de domination, ne distinguant pas ses amis de ses ennemis¹. Ils engageaient avec véhémence

prétexte que Mme de Savoie et M. le comte de Bioules, lieutenant du Roy en Languedoc, ne les veulent pas recevoir encore qu'on leur a fait accroire qu'elles viennent de ceste province où il y a de la maladie contagieuse..., tellement qu'il le retardement est si nuisible à la province par les excessives sommes que lesdits gens de guerre exigent de toutes les Communautés où ils logent et par les ravages, rançonnemens et désordres qu'ils font partout, que Mondit Seigneur en doit avoir connoissance et le supplier par mesme moyen d'avoir pitié de ceste pauvre province afin qu'il lui plaise de les faire sortir au plus tost.... » — *Ibid.*, C. 29, f° 238 v°. Assemblée du 3 octobre. « Ledit sieur de Croze, assesseur, a remontré que, bien que au retour du sieur Alpheran, l'un de ses collègues, du voyage par lui fait à Toulon vers Mgr le gouverneur, ils aient esté assurés de sa part que Son Altesse avoit reçu les ordres du Roy pour faire sortir par le Languedoc les régimens de cavalerie et d'infanterie qui restoient dans la province, puis que Mme la duchesse royale les avoit refusés en Piémont, et qu'à ces fins Mondit Seigneur en eust expédié ses routes à l'exception du régiment-colonel, toutesfois lesdits sieurs procureurs du Pays sont assurés que non seulement ledit régiment-colonel se trouve en garnison jusques à nouvel ordre à Cucuron, Aufoins et Grambois, mais encore il y en a d'autres du costé de Salon et Saint-Chamas, lesquels régimens ont mesme augmenté leurs compagnies et le nombre de leurs cavaliers et soldats et comme sont de si grands rançonnemens, pilleries, violemens, meurtres, brûlemens, batteries et autres désordres qu'ils en reçoivent de plaintes tous les jours; et d'autre part, il leur a esté donné avis que Mondit Seigneur le gouverneur fait entretenir, en vertu de ses ordonnances, par des Communautés du pays, la garnison de Berre et le régiment de Valois au nombre de quarante-six compagnies et, par ce moyen, la province se trouve surchargée de grande dépense au préjudice du soulagement que Sa Majesté lui en a promis par les derniers articles de paix du 8^e aoust passé.... »

1. *La Justice persécutée par les armes du comte d'Alais*, p. 5. « Qu'on ne s'y trompe point; il n'y a plus de différence de l'ami et de l'ennemi, les villages qui le reçoivent sont plus maltraités que ceux qui lui ont refusé la porte. Brignoles a déjà souffert la peine de sa facilité et a trouvé que, pensant recevoir des hostes, il a mis des serpens en son sein qui la dévorent. La ville de Tarascon n'est plus maîtresse de ses armes.... Marseille, toute glorieuse et bizarre qu'elle est, pense-t-elle estre mieux traitée? Les plus sages entre ses habitans prennent l'esloignement des sieurs de Valbelle pour un signe funeste qui présage la mort de toutes leurs libertés. Quand on n'a voulu qu'une obéissance fidèle de ce peuple, le ministère s'en est confié à eux et a dignement loué leur conduite. Pour y établir le service du Roy, ils n'ont eu besoin que de leur exemple et de l'estime qu'ils ont acquies dans le peuple. Mais le comte d'Alais ne se fie pas à ceste maxime : il mesditera la citadelle de Marseille aussi longtems qu'il a fait

le peuple de Marseille à revenir à une conception plus saine de ses traditions et de ses intérêts. « Quel aveuglement de ce peuple ! s'écriait l'un d'eux. Il est lié à la ville d'Aix par un nombre infini d'alliances et de parentés ! Il lui est attaché d'amitié par le voisinage et par un commerce réciproque ! Il voit toute la province dans un juste ressentiment de l'injure qu'on fait à la ville capitale, la ville d'Aix ne demande que l'observation des déclarations de Sa Majesté pour l'intérêt de tout le pays. Le comte d'Alais dit hautement qu'il venge ses propres injures et qu'il se veut réparer de sa détention, et, sous prétexte qu'il appelle rébellion notre défense naturelle, qu'il les abuse par des lettres de cachet, qu'il flatte quelques envieux de l'espérance du gouvernement et quelques-uns du bas-peuple par ses caresses contraintes et peu naturelles, contre les intentions des plus importants de leur ville, ce peuple s'abandonne à un parricide, il suffoque sa propre nourrice, il se réduit à l'extrémité de la faim et de la misère, il pousse la main qui l'égorge et souffle le feu qui embrase toute la campagne¹. »

Un autre pamphlet, dont les attaques furent particulièrement désagréables au comte puisqu'il en fit porter plainte à l'Assemblée des Communautés réunie alors à La Valette, près de Toulon², adjurait avec plus d'insistance encore les Marseillais de renoncer à une politique odieuse à toute la province et indigne de leur cité : « Vostre ville aujourd'hui ressent sa colère (du comte) avec des effets bien plus rigoureux. Marseille gémit sous les chaînes de ce tyran, lorsque toute la France respire. Elle reste opprimée par des impôts et des subsides, lorsque les plus chétifs villages ont rompu leurs fers. Cette puissante ville, recommandable par son antiquité, son port et le nombre de ses habitants, cette sœur jadis de Rome, par la lascheté et la trahison de ses consuls, est devenue l'esclave du comte d'Alais, le mépris de sa province et l'opprobre de la France ! Quelle honte à vostre postérité que des provinces esloignées, le Dauphiné, le Comtat et le Languedoc, aient en ceste occasion tesmoigné plus d'humanité et de sentiment pour la ville d'Aix que la vostre qui n'en est qu'à cinq lieues, qui semble estre la mesme, qui n'est composée que des mesmes habitants et qui, par la proximité et la parentage de ses concitoyens, semble n'estre qu'un mesme corps et ne respire

le Semestre à Aix et ne s'assurera jamais de son pouvoir jusques à ce qu'il soit absolu. »

1. *La Justice persécutée*, etc., p. 6.

2. Ce pamphlet est intitulé : *Lettre d'un gentilhomme de Montpellier à un de Marseille*. — Voir, sur les plaintes du comte d'Alais contre ces « imprimés, escrits, remonstrances et discours calomnieux », Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, C. 29, f° 291 v°, le procès-verbal de l'Assemblée générale des Communautés, du 23 novembre 1649, et *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 521. C'est ce dernier ouvrage qui dit expressément que la plainte portée à l'Assemblée de La Valette par le secrétaire du comte, le sieur de Juvenel, fut motivée par la *Lettre d'un gentilhomme de Montpellier*.

qu'une mesme âme! Quel malheur, ou plutost quel aveuglement à vos habitans que ceste seule ville dans la province ait servi de refuge à l'ennemi de vostre pays et que la plus illustre de la Chrétienté ait esté l'asile des vagabonds et des assassins qui venoient de la Cour du comte d'Alais! Qu'elle seule ait voulu paroistre insensible, aveugle, immobile, lorsque toutes les autres ont agi pour le bien public, lorsqu'elles ont dessillé leurs yeux et tesmoigné leur zèle pour le repos de la province! Vous l'oserois-je dire qu'elle ait, au contraire, abandonné ses proches pour procurer des forces à leurs ennemis, opprimé ses voisins pour secourir les traistres à leur honneur et à leur Patrie, chassé les bons pour retenir les meschans et de la ville du monde où la piété et la dévotion estoient au plus haut point en faire le théâtre de la plus noire impiété et le refuge des huguenots qui sont les ennemis de Dieu, du Roi et de la Patrie¹! »

Les deux partis se disputent donc avec âpreté l'alliance de Marseille qui leur paraît à tous indispensable pour le succès de leurs prétentions. C'est, en effet, autour de cette ville que vont se concentrer maintenant les efforts des adversaires et que se décidera quel rôle la Provence tout entière adoptera dans les graves affaires qui troublent alors la France.

L'influence dont les partisans du comte d'Alais jouissaient à Marseille commençait à faiblir. Déjà des malentendus s'étaient élevés entre le gouverneur et les consuls, à propos de la peste dont l'apparition avait obligé les magistrats à prendre des mesures contraires aux intérêts du comte; plus récemment, à l'occasion d'une députation à envoyer à la Cour, pour laquelle le comte désirait qu'on désignât un de ses protégés, de La Baume, tandis que le premier consul fit choisir son fils, Gaspard de Niozelles². Cependant, la rupture n'avait pas éclaté, car d'Alais

1. *Lettre d'un gentilhomme de Montpellier à un de Marseille*. Voici un autre passage de ce libelle : « Ces raisons et ces vérités seront-elles assez puissantes pour convaincre vos furieux et incrédules? Ouvriront-ils les yeux à la lumière ou s'ils voudront que vostre ville demeure languissante ou ternisse à jamais son ancienne splendeur, au lieu que, pouvant se rendre, par un acte de générosité héroïque en chassant ce tyran, la plus recommandable du monde, elle reprendra son premier lustre, restablira la paix que ce démon en a chassée, réunira les esprits qu'il a divisés. Et persuadée, au contraire, de la vérité, elle redonnera sa première liberté à ses citoyens, de laquelle leurs prédécesseurs ont fait tant d'estime, se rendra l'arbitre de la paix dans son propre pays, et s'attirera la bénédiction de tous les peuples. Qu'attendez-vous donc de plus glorieux? Voulez-vous, en retardant ce bienfait, en diminuer le prix? ou bien, en autorisant les progrès de la tyrannie, souffrir qu'il fasse égorger à vos yeux ce peu de gens de bien qui vous restent, comme il fit autrefois Bonnet? Souffrirez-vous qu'il fasse assassiner dans vos villes, comme il vient de faire dans un grand chemin, les sieurs lieutenant de Vaucroix [Vaucros] et Villehaute et qu'après avoir foulé aux pieds vos anciens privilèges, enchaîné vos franchises et vos libertés, il vous traîne en triomphe comme des captifs? Qu'il se publie hautement, comme il a fait déjà, maistre absolu de vostre ville, vous tenant sous le baston comme des forçats; qu'il vous livre, comme son escuyer Tallant a escrit, à quel parti il lui plaira choisir en France ou en Espagne? »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 515.

avait à l'Hôtel de Ville un partisan dévoué, le troisième consul Boulle, dont l'influence pouvait s'exercer presque sans contrainte : Glandevès, en effet, sujet à de fréquents accès de goutte, devait s'en remettre souvent à ses collègues pour la direction des affaires publiques¹. On sentait néanmoins se dessiner des tendances opposées parmi les chefs du parti alors au pouvoir ; il n'était pas impossible qu'elles se manifestassent publiquement quand viendrait le jour de la création des nouveaux consuls. Déjà, les uns demandaient des lettres patentes ; les autres réclamaient, au contraire, des élections régulières, chaque groupe ayant d'ailleurs des candidats distincts².

Pour couper court à ces divisions, on prétexta la peste qui retenait encore loin de la ville beaucoup de citoyens. On décida, avec l'assentiment du gouverneur, que le conseil de Saint-Simon ne se tiendrait pas cette année et que, par conséquent, Glandevès, Curet et Boulle seraient prorogés dans leurs fonctions. Mais Glandevès vit dans cette mesure une occasion nouvelle d'exalter son orgueil et il continua à suivre sa politique personnelle, subordonnant toujours aux siens propres les intérêts du comte d'Alais. Il chercha même à se rapprocher de ses ennemis. Annonçant que l'épidémie était à son déclin, il engagea des pourparlers avec le Parlement et les procureurs du Pays, obtint, le 22 janvier 1650, un arrêt ordonnant le rétablissement des relations entre Marseille et le reste de la province et reçut une députation de Parlementaires venue, suivant l'usage, à Marseille procéder à la publication solennelle de l'arrêt et accueillie avec empressement par la plupart des habitants³.

De Bormes, le chef du parti d'Alais à Marseille, avait inutilement essayé de s'opposer à ce voyage : Glandevès n'avait pas voulu tenir compte de ses représentations⁴. Il ne se croyait plus obligé à garder beaucoup de ménagements depuis qu'il savait par son fils, alors à la Cour, que le crédit du comte avait diminué et que ses meilleurs amis même blâmaient sa conduite, le dédain qu'il affichait pour la déclaration royale du mois d'août et les mesures qu'il avait ordonnées au mépris de cette déclaration et qui laissaient croire à quelque arrière-pensée de sa part⁵. De son côté, Mazarin paraissait disposé à ne plus le ménager. Il pouvait lui reprocher avec raison de n'avoir obtenu pour le Roi aucune aide du parti qu'il avait poussé au

1. Voir dans les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, le récit de la journée du 14 mars 1649 et celui de la journée de Saint-Antoine.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 529 v°.

3. *Ibid.*, 531 ; — *Le Semestre et le Sabre*, 120. — Cette députation était composée du président d'Oppède et du conseiller d'Espagnet, deux des plus acharnés adversaires du comte d'Alais.

4. *Ibid.*

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 428. Chavigny au comte d'Alais, décembre 1649.

consulat et qui laissait encore sans réponse une nouvelle demande de subsides pour le quartier d'hiver¹. Mais il lui en voulait surtout d'avoir refusé de souscrire au mariage de sa fille, une des plus riches héritières du royaume, avec son neveu Paul Mancini², et il le soupçonnait, avec son entourage, d'avoir en cette circonstance cédé aux conseils de Condé³. Pour mettre le comble au mécontentement et au dépit du cardinal, d'Alais venait de marier sa fille au grand-chambellan, le duc de Joyeuse, pensant sans doute fortifier ainsi sa situation en Provence où le duc de Guise, le père de ce prince, avait autrefois exercé le gouvernement et avait laissé de profonds souvenirs encore vivants dans le cœur des habitants⁴. Pour prévenir les effets de cette manœuvre, Mazarin, avait cherché une autre famille princière sur laquelle il pourrait appuyer sa fortune encore chancelante. Réservant l'amirauté de France au duc de Vendôme, donnant la vice-royauté de Catalogne à son fils, le duc de Mercœur, il se préparait à réunir entre les mains de ces princes la plus grande partie des forces de terre et de mer dont le Roi disposait dans les provinces du Midi et à leur donner ainsi dans ces provinces une autorité et des moyens d'action qui ne pouvaient qu'affaiblir l'influence et le pouvoir du comte d'Alais⁵.

L'arrestation du prince de Condé, de son frère, le prince de Conti, et de son beau-frère, le duc de Longueville, vint rendre encore plus délicate la situation du comte à l'égard d'Anne d'Autriche et du cardinal. Informé de cet événement, le 27 janvier, par le valet de pied du duc de Joyeuse, son gendre, qui vint le trouver à Toulon devançant d'une journée le courrier de la Cour porteur d'une lettre de la Régente⁶, il s'empressa de l'annoncer aux chefs de la marine qui étaient auprès de lui, se contentant d'ajouter, en guise de commentaire, « qu'il chérissait infiniment M. le Prince, mais qu'il sçavoit ce qu'il

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 408. Le Roi aux consuls de Marseille, 1^{er} octobre 1649.

2. *Le Semestre et le Sabre*, 135.

3. Chéruel, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, II, 412, et notes 1, 2 et 3.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 507. Le mariage eut lieu à Toulon, au mois d'octobre 1649.

5. Chéruel, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, III, 365.

6. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 211. D'Infreville à Mazarin, dernier de janvier 1650. « Le valet de pied de M. de Joyeuse, qui estoit venu en si grande diligence, a esté suivi de M. de Saint-André, son escuyer, qui arriva vendredi 28^e de ce mois, qui publia ce qui s'estoit passé en la conduite que l'on avoit faite au bois de Vincennes des personnes de Messieurs les princes de Condé, de Conti et de M. de Longueville.... Le jour précédent... M. le comte d'Alais nous manda M. Paul et M. de Baillibaut et nous fit part de la nouvelle qu'il avoit eue par le valet de pied.... Il s'impatientoit de n'avoir point reçu de despèches de Sa Majesté, lesquelles il reçut le vendredi 28^e par le courrier de traverse qui lui fut envoyé du Saint-Esprit, qui lui donna les lettres de la Reine et celles de Vostre Eminence.... » — Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 535, reproduisent la lettre écrite par Anne d'Autriche et datée de Paris, 20 janvier 1650 : l'arrestation des princes avait eu lieu le 18.

devoit au Roy et qu'il ne se despartiroit point de son service, qu'il les conjuroit tous d'y contribuer¹ ». Deux jours après, ayant eu le temps de réfléchir sur cet événement qui contrariait ses desseins, il confia à un de ses interlocuteurs « que les choses dont l'on chargeait Monsieur le Prince n'estoient point de celles qui méritoient une prison et qu'il ne faut pas douter qu'il ne lui soit sensible par l'attachement qu'il avoit à sa personne² ». Tous les correspondants de Mazarin s'accordaient cependant pour lui déclarer qu'ils ne pensaient pas qu'il y eût rien à craindre de sa part, malgré la situation avantageuse où il se trouvait à Toulon dans le cas où il lui viendrait à l'idée de tenter quelque chose contre le service du Roi³.

Malgré ces réserves, la parenté même du comte d'Alais avec les princes arrêtés le rendait suspect. Ses ennemis n'avaient garde de l'oublier : ils se promettaient de tirer parti des préventions de Mazarin en lui faisant entendre qu'il pouvait s'attendre à voir le gouverneur de Provence se lancer ouvertement dans la rébellion pour soutenir les intérêts de sa famille⁴. Les partisans du comte, au contraire, étaient surpris par cet événement inattendu. Certains, soucieux de leur repos et de leur fortune, s'apprétaient à l'abandonner pour aller grossir le parti du cardinal à qui, pensaient-ils, cette défection ne man-

1. Lettre d'Infreville à Mazarin citée ci-dessus.

2. *Ibid.*

3. D'Infreville terminait ainsi sa lettre : « Mais quelle part qu'il y prenne, je ne crois pas qu'il se détache du service du Roy. Et quand lui il en auroit la pensée, il ne pourroit pas espérer d'estre beaucoup suivi en ceste province, ayant eu peine à s'y soutenir avec toutes les forces que le Roy lui a envoyées. Il est vrai que le séjour qu'il a fait à Toulon avec sa suite et dix-sept compagnies de son régiment, lesquelles il peut renforcer, le rendroient maistre de ceste place, pour peu de secours qu'il tireroit d'autres troupes. Mais je ne crois pas que cela lui entre à la pensée. » — De son côté, le cardinal Bichi écrivait à Mazarin, le 1^{er} février (Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 218) : « Je ne crois pas me tromper en disant que tant Sa Majesté que Vostre Eminence s'en peuvent tout promettre (de l'affection et de l'attachement de la province) et que, quand M. le comte d'Alais voudroit remuer, il se trouveroit très mal suivi, à tout le moins pour ce qui est du dedans de ladite province. Il est vrai qu'estant comme maistre de Toulon, par le moyen de son régiment qui y est en garnison et qui est bien fort, n'y ayant aucun gouverneur de ladite place et lui s'y trouvant en personne, il pourroit facilement donner entrée par là aux ennemis du dehors. Mais je ne veux pas croire qu'il ait de si noires pensées.... »

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 231. Le Parlement à Mazarin, 10 février 1650. « Le sieur Bonfils, conseiller, despesché pour assurer le Roy de nos fidélités, estoit chargé de faire sçavoir à Vostre Eminence les préparatifs que M. le comte d'Alais avoit faits pour se rendre indépendant. Nous avions espéré, Monseigneur, que par la detention de Messieurs les princes, il cesseroit ces desseins et qu'apprehençant la justice du Roy il donneroient quelque calme à la province. Mais, au contraire, il fortifie Brignoles et Berre plus que jamais, fait amas des armes dans le chasteau de Tarascon et en fait descendre par la rivière. Il envoie ses gardes par toutes les villes publier la copie des lettres qu'il a reçues de la Reine, persuader la deslvrance de Messieurs les princes, le soulèvement des autres provinces pour séduire la fidélité des peuples, et exciter des assassinats contre ceux qui ne sont de sa faction comme dans la ville de Pertuis et dans Apt, où, dès hier, il fut entrepris de tuer le sieur baron de Villeneuve, premier procureur du Pays : un de ses domestiques fut blessé à mort; trois des assassins ont esté emmenés prisonniers.... »

querait pas d'être agréable¹. D'autres, plus prudents, ignorant encore lequel l'emporterait définitivement des deux partis qui se disputaient le gouvernement de l'État, donnaient des gages aux uns sans rompre avec les autres.

Le premier consul de Marseille, Glandevès, était de ceux-là. A la nouvelle de l'arrestation de Condé, il s'était rapproché de Valbelle² et du Parlement³, comme s'il eût eu besoin de les prendre pour garants de son loyalisme à l'égard du cardinal, dont il cherchait depuis longtemps et par tous les moyens à s'assurer la protection⁴. Il se ressaisit vite, il est vrai, et, redoutant un retour de fortune des ennemis de Mazarin, il se rapprocha du comte d'Alais : il fut ainsi entraîné à favoriser ses projets⁵.

Ni Toulon, ni Tarascon, ni les places secondaires de la province que le comte occupait, ne valaient Marseille dont le concours était indispensable au succès de ses desseins. Il lui fallait donc à tout prix conserver cette ville à son service. Il crut y parvenir en mettant à profit le crédit dont la maison de Guise y jouissait. Une démarche faite auprès du duc de Joyeuse par le capitaine de Félix, avec l'assentiment de Valbelle lui-même, lui en avait révélé l'étendue. De Félix avait demandé au prince de ménager une entente entre son beau-père et le lieutenant de l'Amirauté. D'Alais avait refusé d'entrer dans les vues de ses adversaires⁶, mais rien ne l'empêchait d'employer son gendre à maintenir les bonnes dispositions de ses amis mar-

1. « J'ai dit qu'outre l'affection qu'il y a pour le service du Roy dans la province, il y en a encore une particulière pour celui de Vostre Eminence. » (Lettre du cardinal Bichi à Mazarin, du 1^{er} février 1650. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 218.)

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 535 v^o. « Le changement de la Cour et ce coup hardi et surprenant donna lieu au sieur de Glandevès d'appréhender que, me servant de l'occasion, je n'obtinse facilement des lettres patentes de Leurs Majestés pour le Nouveau Estat de ceste ville, par le moyen et faveur de M. le comte de Servien, ministre d'Estat, mon ancien ami et le tout-puissant sur l'esprit de Son Eminence. C'est pourquoi M. nostre premier consul me fit proposer par le sieur de Gratian d'aller de concert avec lui.... »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 218. Le cardinal Bichi à Mazarin, 1^{er} février 1650. « J'ai dit qu'outre l'affection qu'il y a pour le service du Roy dans la province, il y en a encore une particulière pour celui de Vostre Eminence. Je lui ajouterai là-dessus que, à l'imitation de la ville d'Aix, celle de Marseille, voyant le désordre de la province, minutoit depuis environ un mois en cà un particulier attachement à Vostre Eminence en quoi concourent non-seulement les Valbelles, qui sont vos serviteurs, et leur parti, mais encore un bon nombre de ceux mesmes qui s'estoient attachés à M. le comte d'Alais, duquel nombre est comme chef M. de Glandevès, gentilhomme fort estimé pour sa naissance, pour son âge et pour sa prudence, et qui est, à présent, premier consul de ladite ville, ayant esté mis en ceste charge par mondit sieur le comte comme un de ses plus affidés. Il vous en devoit écrire.... » — Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 231. Le Parlement à Mazarin, 10 février 1650. « Cependant, Monseigneur, les consuls de Marseille, Arles et ceux de Tarascon nouvellement créés, sont ici pour protester de leurs obéissances au service du Roy. Nous espérons que Vostre Eminence aidera leurs bonnes volontés par la protection de Sa Majesté.... »

4. Voir le chapitre précédent.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 537.

6. *Ibid.*, 525.

seillais et même à essayer de lui en gagner de nouveaux. C'est peut-être sur ses indications, dans tous les cas avec son assentiment¹, que les consuls de Marseille envoyèrent à Toulon un messenger chargé d'inviter en leur nom le duc de Joyeuse à se rendre dans leur ville². L'invitation fut acceptée et le jeune prince fit ses préparatifs de voyage.

Valbelle et ses amis en furent avertis. L'arrestation des princes leur avait donné l'assurance que l'influence de Mazarin était maintenant toute-puissante au Conseil du Roi. Ils pouvaient compter sur la protection sans réserve du cardinal : ils avaient donc l'espoir de reprendre par ce moyen l'avantage sur leurs ennemis. Leur parti augmentait en nombre, grâce aux défections que les nouvelles de la Cour entraînaient dans le parti contraire³. Ils redoutèrent que la venue du duc de Joyeuse n'arrêtât leurs progrès et ne contrariât le dessein qu'ils avaient formé « de secouer le joug pesant et tyrannique » qui pesait sur eux et « de remettre la ville dans sa première liberté⁴ ». Se concertant, ils résolurent d'agir de façon à empêcher le succès de cette nouvelle tentative de leurs ennemis⁵.

Les consuls avaient projeté de ménager au duc de Joyeuse une entrée solennelle où ils seraient allés au-devant de lui entourés de toute la noblesse de Marseille. Les amis de Valbelle décidèrent de former un cortège distinct de celui des consuls qui fût capable de donner au gendre du gouverneur l'impression qu'ils étaient les plus nombreux et qu'ils représentaient le parti le plus fort. Partagés en neuf escouades, d'environ vingi

1. Le jour même où ils adressaient leur invitation au duc de Joyeuse, les consuls écrivaient au comte d'Alais un billet où, après lui avoir fait part de la mission dont leur envoyé était chargé, ils ajoutaient : « Cela se fera avec des démonstrations évidentes du respect que nous devons à Vostre Altesse. Ainsi, Elle connoitra que nos cœurs sont toujours attachés à vous rendre nos obéissances et nos services... » (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre au comte d'Alais, 30 janvier 1650).

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre au duc de Joyeuse, 30 janvier 1650. « Comme Vostre Grandeur nous fait la grâce de nous honorer de sa bienveillance, elle agréera aussi que nous la supplions très humblement de recevoir les assurances de nos très humbles respects et la prière que nous lui faisons, au nom de toute la ville, de vouloir nous donner le bien de sa présence. Le sieur d'Hureux, que nous envoyons vers Vostre Grandeur, est chargé de lui faire sçavoir nos pensées et nos sentimens sur ce sujet. Elle ajoutera foi, s'il lui plaît, à tout ce que le sieur d'Hureux lui assurera de nostre part et nous fera ceste grâce de croire que nous n'avons pas de plus haute ambition que celle de pouvoir tesmoigner par nos très humbles devoirs.... »

3. Voir ci-dessus p. 273, note 3, la lettre du cardinal Bichi à Mazarin du 1^{er} février. Ces défections dans le parti du comte d'Alais sont notées par les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 527. « Il y eut quelques propositions à rentrer l'épée à la main, et d'autres à flatter et négocier l'esprit du sieur de Glandevès et d'employer, pour ceste importante négociation, le sieur d'Arène, mon cousin, et le sieur de Gratian, qui allaient quelquefois conférer avec lui et lesquels, en ce mesme temps, me proposoient de me faire ami avec Marc-Antoine de Septèmes, François Bègue et quelques autres partisans du comte d'Alais qui sembloient s'ennuyer des continuelz patelinages et des résolutions ambiguës du sieur de Glandevès.... »

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 527.

5. *Ibid.*, 537.

cavaliers chacune, que commandaient les plus notables d'entre eux, ils se dirigèrent vers la porte du Marché, où les consuls et leurs amis s'étaient rendus de leur côté. Valbelle marchait à leur tête, fier de montrer à ses ennemis et au duc de Joyeuse lui-même « ceste compagnie, la plus leste et la plus belle qu'on ait jamais vue » (13 février 1650).

Le duc de Joyeuse feignit de ne pas comprendre le véritable caractère de cette démonstration et il voulut s'acquitter quand même de la mission de pacification dont il s'était chargé. Mais les amis de Valbelle, qui auraient désiré profiter de leur réunion en aussi grand nombre pour tenter un coup de main contre les consuls et dont le lieutenant de l'Amirauté avait eu de la peine à calmer l'impatience¹, refusèrent de se prêter à son dessein. Cependant, comme ils n'osaient rien entreprendre en sa présence et qu'ils redoutaient, d'ailleurs, qu'un séjour trop prolongé n'eût pour effet de ramener au parti contraire ceux qui s'en étaient détachés, ils firent annoncer que la peste venait de reparaitre et, pour augmenter la terreur que cette nouvelle causait dans l'entourage même du duc, ils firent passer sous ses fenêtres tous les convois des morts de la journée. Cédant aux prières de ses domestiques affolés, le duc se hâta de regagner Toulon².

Ce départ ébranlait les illusions du comte d'Alais sur l'étendue de son crédit dans Marseille et sur l'attachement des habitants à ses intérêts. Il s'en rendait compte à présent : il était à la veille de perdre cette ville, après Aix, après Arles et la plupart des

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 539, 541 v°.

2. C'est la raison donnée par Haitze (*histoire de Provence*, etc., III, xxxix, 108) et par l'auteur du *Semestre et le Sabre*, 120, de ce départ précipité et inattendu. Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 543, en attribuent bien la cause à la réapparition de la peste, mais ils ne disent pas que ce fut une feinte et ils ne mentionnent pas la ruse à laquelle les amis du lieutenant de l'Amirauté auraient cru devoir recourir pour décider Joyeuse à s'éloigner en hâte. A les en croire, cinq cas de peste se seraient produits dans la nuit qui suivit l'arrivée de ce personnage et auraient entraîné son départ. Mais, nous devons remarquer qu'il ne fut plus question de cette maladie pendant les mois qui suivirent immédiatement et qu'il paraît invraisemblable qu'il ait pu en être ainsi, surtout à cette époque où la défense contre la contagion était encore rudimentaire, si véritablement cinq cas foudroyants s'étaient produits dans une seule nuit. Il vaut donc mieux ajouter foi au récit de Haitze et de l'auteur du *Semestre et le Sabre* et admettre que les Marseillais ont eu réellement recours au subterfuge de mauvais goût qu'ils rapportent. Un autre passage des *Mémoires de Valbelle*, 549, atteste que le lieutenant de l'Amirauté lui-même sut habilement se servir des bruits de peste pour tenir éloignés de Marseille quelques-uns de ses plus notoires adversaires et ôter au comte d'Alais l'envie de venir dans cette ville réchauffer le zèle de ses partisans : ce fut peut-être la ruse heureusement employée à l'égard du duc de Joyeuse qui lui en donna l'idée. En outre, une lettre du chevalier Paul à Mazarin, que nous reproduisons ci-dessus, confirme que le départ de ce personnage fut un départ forcé. Quant au subterfuge grossier dont on se servit pour le précipiter, il répond bien à l'état d'esprit où se trouvaient alors les Provençaux et qui se manifesta au cours de ces luttes civiles par des actes du même genre (voir notamment dans Gaffarel, *loc. cit.*, 440-441, le récit de la procession de la Fête-Dieu, qui eut lieu à Aix en 1649, et la plaisanterie indécente à laquelle on se livra, avec l'assentiment des Parlements, aux dépens du comte d'Alais).

autres villes importantes de la province. « Le voyage que M. le duc de Joyeuse a fait à Marseille n'a esté du tout que de quatre jours, écrivait peu après le chevalier Paul à Mazarin, et il n'y fut pas plus tost arrivé que la haine que tous les habitans de ladite ville tesmoignèrent avoir contre M. le comte d'Alais l'obligea d'en sortir plus tost qu'il ne se l'estoit promis et l'empescha d'y faire aucun séjour. Tous ceux du mesme parti sont contraints d'abandonner la ville aussi bien que lui¹. »

Mais l'Hôtel de Ville était encore aux mains des amis du comte. Glandevès, comprenant qu'il ne pourrait plus rester en charge longtemps encore, puisque l'arrêt du Parlement du 22 janvier en déclarant la fin de la contagion avait mis un terme à la situation exceptionnelle où se trouvait Marseille du fait de cette épidémie, cherchait à conserver son influence dans la ville en préparant l'accession de ses amis au consulat. L'usage donnait au roi le droit de créer les consuls par lettres patentes quand, comme cela était arrivé cette année-là, on avait laissé passer le jour de la Saint-Simon sans faire d'élection. Glandevès avait donc fait solliciter de la Cour, par l'entremise de son fils, la délivrance de lettres patentes de création et il avait soumis au choix du Roi une liste de citoyens qui lui paraissaient le plus propres à remplir les fonctions consulaires². Il avait même prié Valbelle de dresser cette liste avec lui, lui promettant qu'ainsi le choix du souverain ne se porterait que sur leurs amis à tous deux³. Valbelle avait accepté : mais le projet de voyage du duc de Joyeuse lui avait inspiré des doutes sur la sincérité de Glandevès et l'insuccès de ce voyage lui avait donné l'espoir d'arriver à ses fins par les seules ressources de son parti. Il avait donc pris le soin d'informer en hâte ses amis de la Cour des événements de Marseille, de la duplicité du premier consul, de l'échec du voyage de Joyeuse, de la ruine du crédit d'Alais auprès de ses concitoyens, de la nécessité de prendre des garanties contre un gouverneur dont les intentions, sinon les actes, paraissaient suspects aux vrais amis de Mazarin : il suffirait par cela d'ouvrir aux amis de Valbelle l'accès de l'Hôtel de Ville

¹. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 239, lettre du 22 février 1650, écrite de Toulon.

². Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à M. de Niozelles (G. de Glandevès) à Paris, 22 février 1650. « Par le dernier ordinaire, nous vous avons adressé des lettres pour Leurs Majestés et pour M. le comte de Brienne, par lesquelles nous les supplions de nous vouloir descharger de nos charges et nous mander un Nouveau Estat. Et, pour cest effet, nous vous avons aussi envoyé un roole des personnes que nous avons jugées propres pour pouvoir estre nommées pour consuls, capitaines et conseillers sur lesquelles Leurs Majestés pourront choisir qui leur plaira, dans lequel roole y sont aussi les eslus qu'il faut faire à la place de ceux du Conseil qui sont décédés.... Et vous prions de tenir la main à ce qu'il plaise à Leurs Majestés nous envoyer les lettres patentes pour ledit Nouveau Estat de ceste ville le plus promptement que se pourra sans perdre un seul moment de temps.... »

³. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 537 et 543.

où la présence de Glandevès ou de consuls créés sur sa recommandation nuirait toujours aux intérêts du cardinal¹.

Le peuple de Marseille, qui n'avait point de part aux élections mais qui pouvait exercer quelque action sur la marche des affaires, surtout dans des périodes troublées comme celle qu'on traversait alors, avait été gagné peu à peu à la cause de Valbelle. Celui-ci et ses amis avaient décrié à l'envi la conduite des consuls; ils leur avaient reproché à la fois les mesures qu'ils avaient ordonnées pendant la peste et l'empressement avec lequel ils avaient consenti à ce qu'on ne tint pas le Conseil de la Saint-Simon dans l'espoir de rester en charge au delà du temps prescrit par les statuts². Des pamphlets exagéraient ces griefs et créaient dans la ville une opinion publique tout à fait hostile à Glandevès, à ses collègues, et au comte d'Alais, leur protecteur³.

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1715, 329. Valbelle à de Lionne, 15 février 1650. « La passion que j'ai toujours eue au service du Roy et de Son Eminence me fit mettre la main à la plume pour renouveler les protestations de ma fidélité dès les premiers avis de la détention de M. le Prince. Et, comme vous me faites l'honneur de m'aimer et que j'appris à mesme temps que le roole des consuls et conseillers que je vous avois envoyé s'estoit égaré, je me donnai la liberté d'en dresser, Monseigneur, un autre secrètement et de concert avec le sieur de Glandevès, nostre premier consul. Il me promit qu'il en feroit faire instance par son fils qui est à la Cour et qu'il escriroit au nom de la ville. Mais, comme l'autorité a des charmes et qu'on ne l'abandonne jamais volontiers, j'ai reconnu depuis avec tout ce qu'il y a de gens d'honneur dans ceste ville que c'estoit un amusement et que ce consul, attaché d'obligation et d'intérêt avec M. le comte d'Alais, taschait de gagner tems et esviter le bruit que son refus pouvoit causer en ceste ville. En effet, Monseigneur, ce consul et ses compagnons despendant tout-à-fait de M. le comte d'Alais, qui continue ses pratiques et menées plus que jamais afin de se fortifier et assurer dans ceste ville par moyen des amis et du parti qu'il y a et qu'on ne peut ruiner qu'en faisant des consuls qui ne despendent que du Roy et du ministre, je vous envoie de nouveau le roole et responds de l'exécution et du service que Son Eminence s'en doit promettre à tous rencontres. Je veux croire que M. le comte d'Alais n'a pas de mauvais desseins, mais pourquoi fomenteur un parti dans la ville où tous les habitants ne respirent qu'amour et fidélité pour le Roy. Il ne nous a persécutés que pour ce que nous despendions du ministère et que nous donnions des avis. Et comme si les gouverneurs n'estoient pas assez puissans et autorisés d'eux-mesmes, on a jusques aujourd'huy donné à cettuy-ci les consuls d'une ville dont l'exemple donne le branle à tout le reste du pays. Aussi, dans ce dessein, il nous a envoyé M. le duc de Joyeuse pour traiter d'accommodement entre ses amis et les nostres, et, par une union générale, se rendre le maistre absolu. Mais, bien qu'ont ait rendu de grands respects à ce prince, qui porte un nom dont la mémoire est encore chère dedans ceste ville, on lui a pourtant fait connoistre que les principales familles despendent du Roy, et que nous n'avions point des mesures à prendre que pour le service de Sa Majesté, si bien qu'il s'en retourne avec ce dégoust de n'avoir rien fait et je ne pense pas que son beau-père vienne s'il n'y est appelé par les consuls, qui sont absolument à lui, soit pour en faire de nouveaux d'une pareille despendance et pour faire entendre à la Cour qu'il est le maistre de Marseille et se rendre plus considérable. C'est pourquoi, Monseigneur, les plus notables et principaux gentilshommes de ceste ville ont trouvé bon de vous despescher ce courrier avec des lettres qu'ils escrivent au Roy et à Son Eminence et lesquelles ils vous adressent pour estre rendues, appréhendant du costé de M. le comte de Brienne. Il s'agit, Monseigneur, d'assurer ceste ville et de ne laisser point d'ombrage à la Cour pour ce gouvernement. Je vous ai déjà donné cest avis et je m'assure que le Roy et Son Eminence l'auront agréable. Vous nous en ferez, s'il vous plaist, sçavoir les intentions par retour de ce courrier. »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 549; — *Le Semestre et le Sabre*, 121-122.

3. Voir dans les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 559^v-567^v, la *Lettre au*

Sûrs de trouver dans la foule des gens du peuple les concours dont ils avaient besoin pour faire réussir un coup de main, persuadés que le comte d'Alais, prétextant les dangers de l'épidémie, ne viendrait pas à Marseille soutenir ses partisans incapables d'agir et de se défendre hors de sa présence¹, les jeunes gens du parti s'impatientsaient du retard mis par la Cour à procéder à la création des nouveaux consuls. Ils parlaient de ne plus attendre et de chasser de l'Hôtel de Ville, l'épée à la main, Glandevès et ses collègues². Valbelle inclinait à leur donner raison : il voulut bien cependant se rendre aux représentations que lui firent entendre quelques-uns de ses amis, plus prudents³. Du moins, ils furent tous d'accord pour reconnaître qu'il fallait en finir et persuader aux ministres, par une éclatante manifestation, qu'ils sauraient au besoin se passer d'eux pour enlever à leurs ennemis le gouvernement de la ville.

Le 1^{er} mars 1650, cinq cents citoyens, nobles ou bourgeois⁴, se trouvèrent réunis dans le réfectoire du couvent des Domini-

comte d'Alais dont l'auteur véritable, Antoine de Félix, se cachait sous le nom du P. Archange, Carme.

1. « Ce mesme parti ne scauroit rien faire ni mesme se défendre lorsqu'il est attaqué, si ce n'est en vostre présence et par vostre espée.... Ceste fausse valeur dont ils faisoient parade s'est évanouie et vous les avez eus à charge dans Toulon, lorsqu'ils avoient plus de sujet et d'obligation d'estre dans Marseille. Voudraient-ils, Monseigneur, vous prendre pour second de toutes leurs querelles et ces petits cadets, qui n'ont ni créance ni autorité parmi le peuple, osent-ils bien s'imaginer qu'un grand prince comme vous estes soit le vengeur de leurs affronts ? » (*Lettre du P. Archange au comte d'Alais.*)

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1715, 245. *Mémoire anonyme*, sans suscription, daté de Marseille, le 8^e mars 1650. « L'ordinaire d'avant-hier, que toute la ville attendoit avec impatience croyant qu'il apporteroit les expéditions du Nouveau Estat, n'en ayant pas seulement donné des nouvelles assurées, les personnes de condition et le peuple, également las des consuls qui sont à présent en charge, et qu'on croit avoir dessein de continuer, se seroient si fort esmus qu'on a esté sur le point d'en faire d'autres sans plus attendre. »

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 553. « Les sieurs de La Salle, de Montolieu, d'Aiglun et d'Arène n'estoient point d'avis d'hasarder ce coup de faire les consuls l'épée à la main ; les sieurs de Bourgogne, de Félix, de Paul, de La Mure, de Sacco, Las Tourres et toute la jeunesse opinioient au contraire. Je voyois avec desplaisir eschouer ceste affaire par des conseils trop sages et par une prudence qui sembloit hors de saison. Il faut aux grands desseins donner quelque chose au hasard et à la fortune qui sembloit alors nous tendre la main. Tout secondoit un si glorieux dessein, l'opinion du mal, l'absence du comte, les consuls mesme ennuyés et comme assouvis de gain, le peuple aussi lassé de leur gouvernement, et nos amis d'humeur de périr en ceste rencontre ou de reprendre le dessus. Nos sages toutefois, avant que d'en venir à ceste extrémité, voulurent encore tenter un moyen plus paisible et plus doux.... » — Cf. *Mémoire anonyme*, cité ci-dessus. « Il nous a fallu travailler avec tous nos amis pour empescher ce désordre qui auroit esté bien grand, n'ayant pu prendre d'autre expédient que de leur persuader de se donner encore un peu de patience et que, assurément, le Roy par sa bonté donneroit le repos à la ville et contentement à ceux que l'homme a exclus depuis longtemps, et que, le courrier qu'ils avoient envoyé n'estant pas de retour, c'estoit le moins qu'ils devoient faire que de l'attendre. »

4. Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* (555 et suiv.) reproduisent le procès-verbal de cette assemblée : celui-ci désigne nominativement quatre-vingt-cinq assistants et fait suivre cette énumération de ces mots : « et plusieurs autres personnes de condition en nombre d'environ cinq cens ».

cains, en une assemblée générale dont un Notaire royal dressa le procès-verbal, « pièce remarquable, disent les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*¹, et, s'il est permis d'user de ces termes, le titre primitif de nostre chère liberté ». Le plus âgé des anciens consuls présents, Louis de Caradet de Bourgogne, porta la parole : il rappela l'obligation où la peste les avait mis de ne pas renouveler le consulat en temps voulu et la prérogative qui appartenait au Roi en semblable circonstance de faire lui-même les consuls par lettres patentes. Sur sa proposition, les assistants décidèrent de « députer un gentilhomme de ceste assemblée vers Sa Majesté pour en demander et poursuivre les expéditions au plus tost ». M. de Montolieu fut choisi², malgré sa qualité de capitaine d'une galère du Roi qui, en temps ordinaire, l'aurait fait écarter³. Ce choix prouvait, de reste, que ceux qui avaient pris l'initiative de l'assemblée et qui avaient inspiré ses résolutions étaient prêts à tout pour faire aboutir leurs revendications. Ils soulignèrent encore le caractère de leur acte en sollicitant par requête du Parlement l'autorisation de tenir, « si besoin est », de semblables assemblées à l'avenir et en instituant une commission de sept membres, véritable comité exécutif, où entrèrent les chefs les plus actifs et les plus influents du parti, de Bourgogne, de La Salle, de Vias, de Serre, d'Aiglun, d'Arène et de Félix. Les commissaires reçurent une sorte de pouvoir dictatorial, en des termes peu précis, il est vrai, mais, pour cette raison même, pleins de menaçants sous-entendus pour Glandevès et ses amis. La délibération leur confiait, en effet, « la direction et conduite des affaires susdites et autres qui arriveront⁴ ».

Glandevès crut écarter le danger en proposant aux conjurés de consacrer de son autorité consulaire les résolutions qu'ils venaient de prendre. Il consentit à mettre à la charge de la ville les frais de l'ambassade de Montolieu. Il offrit même de désavouer les démarches que son fils poursuivait à la Cour⁵. Mais le trésorier de la ville, invité à remettre au nouvel ambassadeur la somme de 2 000 livres qui devait couvrir ses

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 553 v°.

2. *Ibid.*, 555-559. — Voici comment le *Mémoire anonyme* cité ci-dessus rend compte de cette assemblée. « Cependant, ils vouloient s'assembler dans le grand réfectoire des Jacobins où la pluralité des voix se portoit à faire des consuls. Mais les plus sages réduisirent l'assemblée à députer M. de Montolieu vers le Roy, à demander permission pour s'assembler de nouveau et examiner ce qui sera nécessaire, et à eslire sept directeurs pour avoir à l'avenir la conduite et le soin des affaires, le tout pour le service du Roy et du public. »

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 559.

4. *Ibid.*

5. *Mémoire anonyme*. « Je vous envoie aussi un désaveu des longueurs que M. de Niozelles, fils du premier consul, apporte, fait par lesdits consuls, comme aussi des offres qu'ils ont faites de payer des deniers du public la députation du sieur de Montolieu : par là ils approuvent ce que ladite assemblée faite dans le couvent des Jacobins a délibéré. »

dépenses, répondait qu' « il n'avoit point d'argent¹ », comptant que ce refus, peut-être dicté par Glandevès lui-même, retarderait le départ de Montolieu, au moins jusqu'à l'arrivée des nouvelles de la Cour et de l'envoyé des consuls. A ce moment-là même, en effet, le premier consul faisait écrire à son fils pour le presser d'obtenir des ministres les lettres patentes de création qu'il avait été chargé de solliciter, mais il se gardait bien de le faire instruire de ce qui venait de se passer à Marseille et de le prévenir de la prochaine arrivée de Montolieu, dont les démarches l'auraient pourtant utilement secondé, s'ils avaient tous deux poursuivi le même but². Il est vrai que tous ces calculs étaient déjoués : Valbelle ayant offert d'avancer l'argent qui manquait, Montolieu pouvait partir sans retard, avant qu'aucun des amis de Niozelles n'eût annoncé le résultat de ses sollicitations³.

Ces intrigues n'avaient d'autre objet que de gagner du temps et d'énervier dans l'attente et dans l'inaction des ennemis, maintenant sûrs de leurs forces, impatients d'agir et de profiter de la liberté que semblait leur donner la situation embarrassée de la Régente et des ministres obligés de tenir tête à la révolte ouverte ou sur le point d'éclater de trois des plus importantes provinces du royaume, la Normandie, la Bourgogne et la Guyenne⁴. Cette fois, cependant, les amis de Valbelle ne voulurent pas se laisser jouer plus longtemps : ils résolurent donc de renverser par la force des consuls qui leur étaient odieux, puisque l'état des affaires du royaume ne laissait pas au Roi le loisir de désigner leurs remplaçants bien qu'il en fût sollicité depuis longtemps. Ainsi se décida une affaire qui devait être d'importance pour Marseille et pour la Provence elle-même, puisque l'issue allait fixer de quel côté elles se rangeraient toutes les deux au cours des luttes de partis qui désolaient alors si profondément la France tout entière.

Le 14 mars 1650, jour de Saint-Antoine⁵, des jeunes gens du

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 559 v°.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à M. de Niozelles, à Paris, 8 mars 1650. « Bien que les grands soins que vous avez mis jusques aujourd'hui à la poursuite des affaires de nostre ville nous persuadent fortement que vous les continuerez avec pareille affection pour leur avancement et achèvement, néanmoins le grand désir que nous avons de sortir de nos charges fait que nous vous prions principalement de pourchasser de tout vostre pouvoir la création de nostre nouveau Estat sans y perdre un moment de temps. Nous espérons que vous l'obtiendrez et attendons les agréables nouvelles avec impatience.... »

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 559 v°.

4. L'expédition pour la réduction de la Normandie a lieu en février 1650 et celle contre les rebelles de Bourgogne en mars; ce n'est qu'après ces deux entreprises qu'éclate la révolte de la Guyenne et de Bordeaux (Voir Chéruel, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, IV, ch. I, II et III).

5. Les *Acta Sanctorum* fixent au 15 et non au 14 mars la fête de Saint-Antoine qu'ils qualifient « ordinis minorum S. Francisci monachus in Armenia » et qu'il ne faut pas confondre avec Saint-Antoine le Grand dont la fête est célébrée le 17 janvier.

parti de Valbelle, qui avaient choisi pour chefs le capitaine Louis de Félix et un ancien consul, Joseph de Bourguignon de Bussière de La Mure, se disposaient à s'emparer de la Plate-forme et du quartier de Cavaillon, d'où ils pourraient sans peine surveiller l'arrivée des renforts que leurs amis d'Aix leur avaient promis. Ils étaient sur le point d'exécuter ce projet quand quelques-uns des chefs de leur parti, La Salle, d'Arène et d'Aiglun, leur représentèrent le danger qu'il y avait à concentrer toutes leurs forces dans une position excentrique où leurs ennemis, laissés maîtres du reste de la ville, des portes et des corps de garde, pourraient sans peine les tenir étroitement bloqués, sans communication avec le dehors. Ils cédèrent devant ces raisons, mais, pensant que l'heure était favorable, ils ne déposèrent pas les armes, espérant bien trouver le soir l'occasion propice que la prudence les contraignait d'abandonner le matin¹.

Ils apprenaient l'après-midi que leurs ennemis venaient de se réunir dans la maison du sieur de Cabriès où ils délibéraient s'il ne serait pas utile à leur cause d'envoyer en Cour un député qui combattrait les démarches de Montolieu. Ils se rendaient alors devant le logis où se tenait cette assemblée, l'investissaient les armes à la main et se disposaient à en forcer l'entrée, quand l'apparition de l'évêque, Etienne de Puget, également respecté des deux côtés, les obligea à renoncer encore à leurs desseins. Du moins, en se retirant, obtenaient-ils la promesse que leurs ennemis s'abstiendraient de faire leur députation à la Cour, Niozelles et Montolieu restant seuls chargés d'y défendre les intérêts de Marseille².

Cependant, ces allées et venues, ces pourparlers et ces prises d'armes ont mis la ville en effervescence. Le peuple commence à s'agiter. Des deux côtés on veut profiter de ce trouble, chaque parti espérant bien entraîner à sa suite cette foule sans idées arrêtées, qui paraît prête à s'émouvoir. Déjà des positions avantageuses sont aux mains des ennemis des consuls, la porte Réale, la Tour Saint-Jean. Saint-Victor, Notre-Dame-de-la-Garde³, et la ville prend bientôt son aspect accoutumé des jours d'émotion populaire. Un cheval emporté qu'on poursuit à grands cris dans la rue du sieur d'Aiglun, puis dans celle de Glandevès, jette la terreur dans la foule, fait fermer les boutiques et pousse quelques-uns à prendre les armes⁴. Des amis du premier consul, croyant qu'on veut l'attaquer dans sa maison, poussent le peuple à se joindre à eux pour le défendre : ils

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 567.

2. *Ibid.*, 569; — *Journal de ce qui s'est passé en la ville de Marseille depuis le 14 mars jusques à présent*.

3. *Haitze, Histoire de Provence*, etc., III, xxxix, 109; — *Le Semestre et le Sabre*, 122.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 571 v°.

entraînent ceux qui les écoutent jusque dans la rue de Valbelle¹. Fatalement, d'un moment à l'autre, on va en venir aux mains.

Ce jour-là, comme déjà plusieurs fois auparavant à des heures critiques de son consulat, Glandevès est chez lui retenu au lit par la goutte, hors d'état d'intervenir en personne pour ramener le calme dans la rue. Il confie ce soin à l'évêque qui, déjà quelques instants auparavant, a rempli avec succès une même mission de paix. La foule se trouve maintenant réunie devant la Loge, où les chefs du parti contraire l'ont entraînée. Ceux-ci se préparent à tenter l'assaut de l'Hôtel de Ville. Le capitaine de Félix les commande : il a fait tendre les chaînes des rues et dresser des barricades. Les sages du parti, qui, le matin encore, ont fait entendre des paroles de prudence et conseillé l'abstention, ont surmonté leurs hésitations et leurs scrupules : La Salle, d'Arène et d'Aiglun sont là, prêts à partager avec leurs amis les plus résolus tous les risques de l'entreprise².

L'évêque s'avance au milieu d'eux, accompagné du commandeur de Cuges, fils cadet de Glandevès, et des deux consuls, Curet et Boulle. Il veut parlementer, prêche la conciliation. Ils feignent d'abord de vouloir l'entendre, puis le persuadent d'entrer dans l'Hôtel de Ville afin de pouvoir discuter plus librement, y poussent ses compagnons sur ses pas, ferment ensuite les portes, y placent des sentinelles, s'assurent des autres postes de la ville, et se disposent à tenir leurs ennemis ainsi étroitement assiégés, jusqu'à ce qu'ils aient souscrit aux conditions qu'ils prétendent leur dicter.

Ces précautions prises, ils pénètrent à leur tour dans la Maison Commune. Ils sont accompagnés des trois personnages à qui ils destinent les fonctions consulaires, qu'ils ont mandés en hâte, car ceux-ci se sont tenus ce jour-là dans une prudente réserve³. Sous la menace, Curet et Boulle doivent prêter la main au simulacre d'une élection. Antoine de Félix se charge d'en dresser un procès-verbal qui attestera que tout s'est passé régulièrement. Nicolas de Félix, sieur de la Reynarde, Pierre Dupont et Jean-Baptiste Mazet sont acclamés consuls par leurs amis, et l'avocat Henri de Coutron, assesseur. Ils revêtent les chaperons que leurs prédécesseurs viennent de déposer. Ceci fait, les assistants complètent le Conseil : Gaspard de Villages de La Salle, François d'Arène, Louis de Monier d'Aiglun, et, avec eux, les chefs les plus notoires du parti victorieux, sont désignés parmi les vingt-quatre nouveaux conseillers. La nuit se passe à pourvoir aux autres offices, ainsi qu'il est

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 573.

2. *Ibid.*, 573-575. — *Journal de ce qui s'est passé en la ville de Marseille*, etc.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 575 v^o-577. — *Le Semestre et le Sabre*, 122

d'usage de le faire le jour de Saint-Simon. A sept heures du matin, tout est terminé et les vainqueurs se disposent à faire consacrer leur triomphe par les acclamations populaires, non sans avoir pris la précaution de retenir à l'Hôtel de Ville Curet et Boulle sous la garde de leurs soldats et de garder Glandevès chez lui prisonnier sur parole¹.

Les nouveaux consuls paraissent alors dans la rue, escortés de leurs amis. Suivis d'une foule enthousiaste qui les acclame et va sans cesse grossissant, ils parcourent les divers quartiers, visitent les corps de garde, donnent l'ordre aux chefs de poste, s'assurent que partout les précautions ont été bien prises et signifient ainsi publiquement à tous leur prise de possession du gouvernement de Marseille².

Tout le monde semblait accepter un changement qui venait de s'accomplir sans grave désordre et sans qu'il en eût coûté une goutte de sang³. Entraînés par la satisfaction générale, des hommes, qui, jusque-là, avaient soutenu les intérêts du comte d'Alais, abandonnaient maintenant sa cause et reconnaissaient les nouveaux consuls. Les Pêcheurs de Saint-Jean, dont le précieux concours ne lui avait jamais fait défaut et sur lesquels il avait compté jusqu'au dernier moment pour conserver Marseille à sa dévotion⁴, lui retiraient leur appui : leurs prudhommes venaient à l'Hôtel de Ville déposer leurs pouvoirs, expirés avec ceux de Glandevès, entre les mains de La Reynarde en le priant de faire pourvoir à leur remplacement⁵. Mais les gentilshommes, qui avaient lié partie avec le comte et qui se sentaient inca-

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 589 v°.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 589. — *Le Semestre et le Sabre*, 122.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 219. *Mémoire des habitants de Marseille*, sans date. « M. le comte d'Alais ayant tasché par tous moyens de se rendre maître de la ville de Marseille par le moyen de ses despendans auxquels il escrivoit tous les jours et qui faisoient des assemblées dans ladite ville pour ce sujet..., les serviteurs du Roy et le peuple bien intentionné, sachant que les vieux consuls estoient à la disposition dudit sieur comte d'Alais et l'avoient suivi aux derniers troubles selon sa passion, et d'ailleurs qu'ils estoient hors de charge depuis le mois de novembre dernier, ont demandé une eslection consulaire et ont choisi des gens de bien et bons serviteurs du Roy, ce qui fut fait sans aucune violence.... » — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 593. Deux députés sont envoyés à Aix « informer le Parlement et M. le comte de Carcès des circonstances d'une action dont l'histoire de ceste ville ne nous en donne aucun exemple et de laquelle le succès est d'autant plus miraculeux qu'elle fut faite en un moment sans tuer personne ni piller aucune maison ». — *Le Semestre et le Sabre*, 123. « Tellement que le parti du comte d'Alais fut totalement anéanti dans moins de vingt-quatre heures, sans qu'il y eust eu une goutte de sang respandu, sans pillage de maison et, pour ainsi dire, sans désordre ni tumulte. »

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 219. *Mémoire des habitants de Marseille*.... « M. le comte d'Alais... ayant mesme escrit aux prudhommes de Marseille la lettre qui a esté envoyée à Son Eminence, croyant par leur moyen disposer une partie du peuple à sa dévotion.... »

5. *Le Semestre et le Sabre*, 122-123. « D'abord que les prudhommes, qui sont les chefs des Pescadours (pêcheurs) et qui tiennent un rang distingué parmi le peuple de Marseille, quoiqu'ils eussent promis et juré au comte d'Alais de rester inviolablement attachés à son parti, virent ce qui se passoit et que l'eslection

pables de reprendre l'avantage sans lui, l'informaient de ce qui venait de se passer, accusaient Glandevès de s'être laissé corrompre¹, donnaient à entendre que leur défaite était le résultat d'une surprise et affirmaient que leurs ennemis avaient soudoyé les gens du peuple et des vagabonds et répandu des fausses nouvelles sur les événements de la Cour². Ils ajoutaient qu'il suffirait que le comte se présentât aux portes de la ville pour que tout rentrât dans l'ordre et que ses amis fussent rétablis dans le gouvernement. De son côté, Glandevès avait écrit au comte pour lui rendre compte des événements et le solliciter de venir à Marseille où il lui promettait le concours empressé du peuple tout entier³.

Ces prières répondaient trop aux secrets désirs du comte et de son entourage immédiat pour qu'il ne s'empressât pas d'y satisfaire. Il sortit de Toulon et prit le chemin de Marseille, après avoir mandé à ses officiers et à ses partisans de lui amener toutes les troupes dont ils pourraient disposer et ordonner à cinq galères de se rendre au château d'If d'où elles devraient fermer l'entrée du port⁴.

Les consuls ne s'attendaient pas à tant de hâte de sa part. Il

de nouveaux consuls faisoit cesser leurs fonctions selon l'usage, ils vinrent à la Maison de ville, se démentirent de leurs fonctions volontairement entre les mains des nouveaux consuls et demandèrent qu'on leur donnât des successeurs aux formes ordinaires.... » — Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 219. *Mémoire*, etc. « Les prudhommes auxquels estoit sa plus grande confiance sont venus demander pardon aux consuls nouveaux, ont procédé à une nouvelle eslection et, estant unis entre eux-mêmes, se sont soumis aux ordres du nouveau chaperon.... »

1. *Relation de ce qui s'est passé à Marseille dans le voyage de M. le comte d'Alais, gouverneur de Provence* (Ce pamphlet émane d'un partisan du comte : il y fut répondu par les *Remarques sur la fautive relation de M. le comte d'Alais*). « Ils assemblèrent un beau matin tous ceux de leur faction dans la Maison de ville où ils emprisonnèrent les deux derniers consuls et, après avoir corrompu le premier.... »

2. *Relation*, etc. « Les factieux de ceste province.... s'estant secrètement glissés dans ladite ville, avec quantité de vagabonds, ont formé une si puissante cabale... qu'ils ont chassé ou désarmé le peu qui restoit des gens d'honneur qui pouvoient s'opposer à leurs mauvais desseins.... Ce qu'ils n'ont pas pu faire tout d'un coup, mais petit à petit, en intimidant les uns et gagnant les autres par argent et à force de bonne chère, tenant tables ouvertes en divers cabarets où l'on faisoit lecture de fausses lettres qu'on supposoit venir de la Cour et particulièrement de ceux qui s'y sont rendus considérables depuis l'emprisonnement des princes. »

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 589 v°. « Glandevès ne laissa pas pourtant d'écrire au comte d'Alais comme ceste eslection s'estoit faite tumultuairement, et que, si Son Altesse paroissoit, tout le peuple, qui estoit pour Elle, dévoreroit ces nouveaux consuls. »

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 219. *Mémoire des habitants de Marseille*. « Mais les adhérens dudit sieur comte d'Alais voyant ses desseins estre rompus par ce moyen et lui mesme déçu de ses projets, sitost qu'il en eust la nouvelle, il se mit en chemin, alla coucher au Bausset, après avoir convoqué toutes les troupes qui sont dans la province et tous ses adhérens.... Cependant, il n'a fait partir cinq galères pour le chasteau d'If. » — Haitze, III, xxxix, 110. « Dès le premier avis que le comte avoit eu de ceste esmeute, il se mit d'abord en devoir de l'aller apaiser à la sollicitation de quelques habitants de ceste ville divisée qui en estoient sortis.... » — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 591 v°.

était d'usage, quand il survenait un événement dans le genre de celui qui venait de s'accomplir, que le gouverneur attendit les ordres du Roi avant de ne rien entreprendre pour ou contre les nouveaux consuls. Se conformant à cet usage, La Reynarde et ses collègues avaient envoyé un député, le sieur de Cabre, porter au comte la nouvelle de leur élection, s'excusant des circonstances dans lesquelles elle avait été faite, mais protestant de leur obéissance et sollicitant son appui pour obtenir l'approbation royale¹. En même temps, ils avaient décidé que de Montolieu, retenu encore à Aix, continuerait sa route vers Paris où il poursuivrait en leur nom la délivrance de lettres de confirmation². Enfin, ils avaient demandé au cardinal Bichi de les seconder dans ces démarches et de s'employer pour leur faire obtenir satisfaction³.

Le retour de Cabre leur apprit le départ du comte et sa marche sur Marseille. Ils essayèrent bien de l'arrêter en lui renvoyant de Cabre avec une nouvelle lettre où, dans l'intérêt « de la paix et de la concorde » qu'ils s'engageaient à ramener dans la ville, ils le suppliaient de rebrousser chemin de peur que « son arrivée ne trouble leur repos par le courage que quelques factieux, qui sont battus, pourroient reprendre », et de vouloir bien attendre « jusques à ce que le Roi ait fait sçavoir ses volontés sur le sujet de leur eslection⁴ ». Cependant comme ils ne se faisaient guère d'illusion sur le succès de

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 591 v^o. — *Histoire de Provence*, etc., III, xxxix, 110. — *Le Semestre et le Sabre*, 123. — Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I, 16 mars 1650. « Nous envoyons ce gentilhomme exprès à Vostre Altesse pour l'avertir que, avant-hier au soir, nous fumes nommés et eslus consuls de ceste ville de Marseille, et, quelque résistance que nous ayons su apporter pour n'accepter nos charges, sinon après avoir eu l'approbation de Vostre Altesse, il nous a esté impossible de nous en défendre. C'est pourquoi, Monseigneur, comme nous n'avons point d'autre dessein que de vous rendre nos obéissances, nous espérons aussi que vous nous serez favorable en la confirmation que nous attendons de Sa Majesté et que nous ne tiendrons que de Vostre Altesse. »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 577.

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au cardinal Bichi, à Carpentras, 16 mars 1650. « La bonne volonté que Vostre Éminence a souventes fois tesmoigné au général et particulier de ceste ville, nous oblige aujourd'hui de vous offrir nos obéissances et vous dire que la plupart des personnes de condition et le peuple, lassés des temporisemens et longueurs que l'on apportoit à une nouvelle eslection, nous ont nommés pour consuls, ce qui a esté fait du consentement de nos devanciers et par l'entremise et présence de nostre Evêque. Il n'en reste plus aujourd'hui que d'en obtenir la confirmation, puisque le tout a esté fait sous le bon plaisir de Sa Majesté. Et comme nous sçavons bien, Monseigneur, qu'on délère à vos lettres et recommandations, nous osons vous les demander. Cependant, nous tiendrons ceste ville en estat qu'il n'arrivera aucun désordre, ayant, pour cest effet, dressé des corps de garde qui continueront jusques à la confirmation que nous espérons de Sa Majesté par l'appui et faveur de Vostre Eminence. »

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au comte d'Alais, 17 mars 1650. La lettre, reproduite dans les *Mémoires de Valbelle*, 595 v^o et dans *Le Semestre et le Sabre*, 124, se termine ainsi : « Que s'il plaist à Sa Majesté de l'approuver et la confirmer, comme nous serons dans une autorité légitime, laquelle par le présent se trouve forcée par la chaleur d'un si grand

cette nouvelle démarche, ils écrivaient en même temps à leurs amis d'Aix, à qui ils avaient déjà annoncé la chute de Glandevès et leur élection, pour leur faire part du danger qu'ils couraient et leur demander secours¹.

Déjà d'Alais et sa petite armée s'étaient rapprochés de Marseille. De Cabre les avait rencontrés à Roquevaire. C'est là qu'avait été établi le quartier général, tandis que quelques cavaliers, sous les ordres de Haitze, enseigne des gardes du comte², étaient envoyés en reconnaissance sur la route d'Aix à Marseille, afin d'essayer de surprendre les communications des deux villes maintenant unies contre le gouverneur. Ils arrêtaient, non loin de Gardanne, un laquais que le capitaine de Félix envoyait à Valbelle, qui s'était rendu à Aix pour stimuler le zèle des amis qu'il avait dans cette ville. Les lettres saisies sur le prisonnier mirent le comte au courant des préparatifs qui avaient été faits et de la confiance qu'ils inspiraient à ses ennemis³.

Ces renseignements ne détournèrent pas d'Alais de son dessein. Déjà, son avant-garde était postée devant Marseille, où il arriva lui-même le 18 mars à midi. Il s'établit sur la plaine Saint-Michel, proche le couvent des Minimes, dans une position bien choisie qui lui permettait de découvrir complètement la ville et de suivre tous les mouvements de l'ennemi⁴.

Dès qu'ils furent avertis de son arrivée, les consuls prirent leurs dernières dispositions. Les portes furent fermées; les citoyens furent invités à se rendre dans leurs corps de garde respectifs, établis sur les principales places de la ville, dont l'accès avait été soigneusement fermé par des barricades faites de tonneaux et de fascines et garnies de canons. Des soldats armés de fusils furent placés sur les murailles, sur lesquelles on arbora de grands étendards blancs portant cette inscription : *Pro Rege et Libertate*. Leurs ordres donnés, La Reynarde et Dupont

peuple qui compose nostre ville, nous rendrons à Vostre Altesse autant de respect, d'honneur et d'obéissance que jamais autre gouverneur ait reçu dans ceste province. »

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettres du 17 mars 1650 au comte de Carcès et aux procureurs du Pays. — Haitze, *Histoire de Provence*, etc., III, xxxix, 110. — Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 219 : *Mémoire des habitants de Marseille*. « Cela a obligé ceux de Marseille à se mettre sous les armes et à demander secours à toute la province. »

2. C'était le père de l'historien.

3. Haitze, *Histoire de Provence*, III, xxxix, 110 et suiv. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 593 v°. — *Relation de ce qui s'est passé à Marseille dans le voyage de M. le comte d'Alais, gouverneur de Provence*. Les lettres saisies étaient adressées au comte de Carcès, aux procureurs du Pays et au baron de Bras. Il y avait une quatrième lettre du capitaine de Félix à Valbelle, que Haitze résume ainsi : « Il lui marquoit qu'il avoit très bien disposé les affaires pour la réception du personnage, c'est-à-dire le gouverneur, que les canons estoient prests et que tout le monde estoit disposé à faire merveille ».

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 597 v°. — Haitze, III, xxxix, 112. — *Relation de ce qui s'est passé à Marseille*, etc.

visitèrent les postes, haranguèrent les soldats, les engagèrent à se conduire avec courage, puis revinrent à l'Hôtel de Ville rejoindre leur collègue Mazet et tenir un dernier conseil de guerre¹.

Ces allées et ces venues, ces mouvements de troupes accompagnés du bruit du tambour, donnèrent un moment à réfléchir au comte et à ses lieutenants bien placés pour n'en rien laisser échapper. Certains parmi ceux-ci, confiants dans les paroles de Glandevès et de quelques gentilshommes marseillais qui étaient venus se réfugier au milieu d'eux, assuraient que tout cela annonçait les préparatifs de la réception solennelle que la ville allait faire à son gouverneur. D'autres, mieux informés, manifestaient des craintes². D'Alais voulut en avoir le cœur net. Il commanda à son capitaine des gardes, de Mathan, de prendre avec lui quelques soldats et le chevalier Thomas de Villages, l'un des capitaines de son régiment et le propre frère de La Salle, et de s'avancer jusqu'à la porte Royale pour s'informer des intentions des habitants. A peine cette petite troupe se trouva-t-elle à trente pas de cette porte qu'une décharge de mousquets fut tirée sur l'ordre de Gréasque, qui y commandait : le cheval du chevalier de Villages fut tué, et Mathan lui-même blessé mortellement. Au même instant quelques coups de canon furent tirés de la Plateforme : un boulet tomba et éclata aux pieds du comte, qui se tenait au-devant du couvent des Minimes où on le fit entrer pour le mettre à l'abri³. Jugeant alors que ses amis l'avaient trompé en l'assurant qu'il lui suffirait de se présenter devant Marseille pour qu'on lui en ouvrit aussitôt les portes et que, au contraire, les habitants paraissaient résolus à se défendre avec acharnement⁴, craignant de ne pas avoir des forces suffisantes pour venir à bout de leur résistance⁵, incertain des intentions de la Cour, et redoutant peut-être qu'on ne vît dans sa conduite un acte de rébellion déclarée et qu'on n'en prît prétexte pour le faire

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 593 v° et 599.

2. Haitze, *Histoire de Provence*, etc., III, xxxix, 112. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 603.

3. *Ibid.* — *Relation de ce qui s'est passé à Marseille*, etc.

4. *Le Semestre et le Sabre*, 125-126. « Il y a tout lieu de présumer que, quand le comte s'estoit opiniâtré à vouloir venir à Marseille, nonobstant la prière des consuls, il s'estoit flatté que le parti qu'il y avoit se mettroit en mouvement lorsqu'il le scauroit à portée et que, par son voyage, il pourroit reprendre l'autorité dans la ville. Mais, soit que ses partisans se sentissent les plus foibles, soit que le parti contraire eust pris des mesures assurées pour les tenir en sujétion, personne ne se mit en mouvement. Voyant alors que ses espérances estoient trompées, connoissant qu'avec le seul monde qu'il avoit il ne pouvoit pas forcer les portes et paroissant par la contenance des habitants que sa vie estoit mesme menacée, ce fut ce qui lui fit prendre le parti de se retirer. C'est là une conjecture que je hasarde, car je ne trouve rien d'écrit sur cet article. »

5. Dans la lettre du 18 mars, où ils rendent compte à Mazarin de ces événements, les consuls de Marseille disent que « ses troupes... ne composoient pas plus de trois cens hommes ».

tomber en disgrâce, il aima mieux se retirer : le soir, il couchait à Roquevaire d'où il était parti le matin et où on lui apporta le lendemain la nouvelle de la mort de son capitaine des gardes¹. Un moment, il avait craint d'être inquiété dans sa retraite². Quelques-uns des défenseurs de la ville, exaltés par leur succès facile, proposaient, en effet, de former une petite troupe qui se lancerait à sa poursuite. On les détourna de ce projet téméraire, car les consuls et leurs lieutenants pensaient « que c'estoit assez d'avoir esloigné le comte d'Alais, qui les auroit bien mis en peine s'il se fust logé aux Minimes ou dans le terroir et si, de là, il eust envoyé sur les grands chemins seulement deux cornettes de cavalerie pour empescher la traite et le commerce des bleds³ ».

La retraite du comte d'Alais n'était pas un aveu de défaite, mais un répit qu'il se donnait pour augmenter ses forces et recommencer sa tentative avec de plus sérieuses chances de succès. De Roquevaire, il était retourné à Toulon où se trouvait le gros de ses partisans et d'où il pouvait, mieux qu'en un autre point de la province, puisque Marseille et Aix lui avaient échappé, surveiller à la fois les routes de terre et celles de mer. Il ne lui suffisait pas toutefois de maintenir Toulon dans son parti. La fidélité de Tarascon lui était aussi indispensable. Cette ville, commandant un des principaux passages du Rhône, ouvrait les communications entre la Provence et le Languedoc, où il entretenait de nombreuses intelligences. La crainte d'une défection, semblable à celle de Marseille et peut-être plus funeste à ses intérêts, l'amena, le jour même de son retour à Toulon, à prendre une ordonnance par laquelle il prescrivait aux consuls de Tarascon de « faire de jour et de nuit bonne et sûre garde avec les patrouilles nécessaires; mesme, s'il se trouve quelqu'un qui ose remuer contre le service du Roi, se saisir de sa personne et le constituer prisonnier⁴ ».

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 605. — Haitze, *Histoire de Provence*, III xxxix, 112. — *Relation de ce qui s'est passé à Marseille*, etc.

2. *Relation de ce qui s'est passé à Marseille*, etc. « Elle-mesme (Son Altesse le comte d'Alais)... repassa par toute ceste place, ordonnant une petite espèce d'arrière-garde, dont Elle laissa la conduite à M. de Villefranche-Montbrun, qui se mit à la teste de quelque pen de gentilshommes qui s'attroupèrent pour s'opposer autant qu'ils pourroient aux attaques dont on estoit menacé, le bruit ayant esté qu'il devoit sortir 2000 fusiliers pour achever le reste de la compagnie, le long d'un chemin estroitement fermé de deux hautes murailles près d'une lieue durant... »

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 607 v°.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 253. « Louis de Valois, comte d'Alais, etc. La rébellion de la ville de Marseille, de laquelle un bon nombre de factieux se sont emparés, après avoir de force et par violence opprimé les gens de bien et la liberté du peuple, nous donnant sujet de craindre qu'il n'arrivast la mesme chose à Tarascon où nous scavons par ses déportemens passés que, bien que le peuple et plusieurs personnes de condition aient toujours témoigné une fidélité inébranlable au service du Roy, il ne manque pas de personnes factieuses et qui, par toute sorte de brigues, essaient d'en opprimer les gens de bien et assujettir tyranniquement le peuple. Nous ordonnons que, pour la sûreté

C'était une sorte de mise en état de siège qui laissait d'autant moins de doute sur ses intentions que ces ordres recevaient à Tarascon un commencement d'exécution; que, en d'autres points de la province, ses partisans usaient de représailles à l'égard de leurs adversaires et que les troupes régulières, qu'il avait conservées en Provence, d'ailleurs supérieures en nombre à celles dont le Roi avait autorisé le maintien, s'y livraient à des pillages qui provoquaient les protestations des procureurs du Pays et de l'assemblée des Communautés¹.

Marseille n'était pas davantage à l'abri des provocations et des vexations du comte d'Alais. Les galères, qui, sur son ordre, croisaient dans le golfe depuis la journée de Saint-Antoine, avaient pris la Tour de Bouc pour centre d'opérations et, de là, donnaient la chasse aux vaisseaux qui se dirigeaient vers cette ville. Sous prétexte de pourvoir à leur subsistance, elles capturaient ceux qui, d'Arles ou du Languedoc, étaient chargés de blé pour Marseille, au risque d'affamer la population et de l'entraîner à des désordres à la faveur desquels ses partisans auraient peut-être repris l'avantage. Les consuls s'efforçaient de leur mieux de calmer cette effervescence, mais ils redoutaient d'être débordés et de voir « ce peuple qui, dans l'appréhension de la faim, est capable de se jeter en des extrémités bien dangereuses », les contraindre, malgré eux, à « faire armer leurs barques et vaisseaux et tout ce qu'ils avoient de bâtiment naval pour aller contre ces galères² ». Ils prenaient

de ceste ville, jusques à ce que nous voyons où se termineront les desseins des factieux de ceste province, les consuls d'icelle, etc.... Fait à Toulon, le 20 mars 1650. »

1. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, C. 29, f° 353. Assemblée du 28 mars 1650. « Ledit sieur assesseur a remonstré que, se trouvant ceste province affligée de plusieurs maux depuis longtemps qui l'accablent de toutes parts, elle est encore depuis peu de nouveau investie par des mouvemens qui la vont mettre et plonger dans sa ruine totale si la bonté de Leurs Majestés n'y remédie promptement puisque, après ce qui est arrivé ces jours passés en la ville de Marseille, pour raison de quoi le pays a esté obligé, pour le repos et la tranquillité publique, d'envoyer à la cour M^c Lantier en poste, on eut avis que les habitans de la ville de Tarascon sont sous les armes et qu'on en a chassé les principaux citoyens; qu'à Brignoles et à Toulon on a fait la même chose; qu'on a voulu surprendre la ville des Baux, qui est une place bien importante; qu'il n'est sorti que douze compagnies du régiment de Valois pour aller à Longon bien que, par l'ordre du Roi, il en dust sortir quinze compagnies; que, depuis peu, il est entré par Colmars un régiment de Mme de Savoie; et, par un surcroit de malheur, les troupes de cavalerie et d'infanterie, qui sont encore dans la province, font une infinité de désordres, pilleries et rançonnemens, tant dans leurs marches que dans les lieux de leurs logemens en sorte que ceste province s'en va entièrement désolée.... »

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au Roi, 5 avril 1650. A la suite de cette lettre où La Reynarde et ses collègues adressent leurs plaintes au Roi et l'« implorant » de porter « le souverain remède » aux maux dont ils souffrent, « afin que ses commandemens fassent retirer lesdites galères et leur défendent de ne venir plus dans leurs mers pour semblables desseins », le registre contient d'autres lettres datées du même jour, ayant le même objet et adressées au comte de Brienne, à Montolieu, député de la ville en Cour, et à Mazarin. Ils font remarquer à celui-ci que, s'il est légitime que les galères donnent la chasse aux navires qui portent du blé en Italie, elles devraient déplacer leur poste d'observation et le porter au delà de Marseille, où il « ne peut estre plus propre ni plus à commodité que vers les isles d'Hyères ou vers

des précautions pour empêcher les malveillants de jeter l'inquiétude et le trouble dans l'esprit de leurs concitoyens. Ils donnaient, à cet effet, de sévères instructions aux capitaines de quartiers et aux capitaines extraordinaires qu'ils avaient établis dans divers postes sur le vaste territoire de Marseille¹. En même temps, redoutant toujours quelque surprise nouvelle, soit du côté de la terre, soit du côté de la mer, ils avaient édicté de rigoureuses mesures de défense, qu'on pouvait considérer comme une réponse à l'ordonnance prise par le comte d'Alais au sujet de Tarascon. On veillait surtout avec soin à prévenir une attaque par mer : des hommes armés étaient chargés de surveiller l'entrée du port et d'interdire le passage à tout navire suspect. Ils s'acquittaient exactement de cette mission et parfois leur zèle prévenait ou dépassait les instructions qu'ils avaient reçues².

Il manquait cependant aux pouvoirs des consuls la sanction

la Ciotat. » Ils ajoutent que les blés portés à Marseille « sont nécessaires à la nourriture d'un si grand peuple, dont ceste ville se trouve remplie et qui, mal endurent et fort délicat en ses maux, allume d'autant plus chaudement son feu qui n'estoit déjà que trop eschauffé des derniers mouvemens que M. le comte d'Alais lui a causés sur le sujet du consulat ». Ils ne pourront le calmer que lorsque le Roi aura donné aux galères l'ordre de se retirer et de ne plus se rapprocher d'une ville « estant dans une considération dans l'Estat que sa subsistance doit estre préférable à celle des galères ». La lettre se termine par ces mots : « Et, comme nous regardons Vostre Eminence comme l'esprit qui vivifie le Conseil de Sa Majesté, nous avons estimé nécessaire de la supplier très humblement de vouloir appuyer nostre plainte. »

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 621. « Les consuls, qui establirent de nouveaux capitaines dans les quartiers du terroir, firent incontinent dresser et publier ceste ordonnance : « De par Messieurs les viguier et consuls, gouverneurs de la ville de Marseille, les avis que nous avons de toutes parts des mauvais desseins que quelques factieux ont faits de troubler le repos et la tranquillité de la ville, nous donnant un juste sujet d'en prévenir les suites par la recherche et punition de ceux qui en seront coupables, et, attendant les ordres et intentions du Roy sur ce qui s'est passé les 14^e et 18^e de ce mois pour le bien du service de Sa Majesté, la sûreté de la ville et la liberté du commerce, avons fait défenses à toutes personnes de quelque estat et condition qu'elles soient de semer de faux bruits, escrire ou recevoir des avis et lettres tendantes à entreprendre ou conjuration; enjoignons aux capitaines tant de la ville que du terroir et tous autres, sur qui nostre pouvoir s'estend de veiller à la descoverte de ceux qui font courir lesdits bruits et fausses nouvelles et nous en tenir avertis, les faire saisir et remettre au pouvoir et entre les mains de la justice; et, afin que nul n'en prétende cause d'ignorance, les présentes seront lues et publiées à son de trompe par la ville et envoyées au terroir pour y estre aussi lues et mises par affiches aux lieux ordinaires et accoustumés. Fait à Marseille, le 24^e mai 1650. »

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à M. de Piles, gouverneur du château d'If. Ils s'excusent de ce que les gens qu'ils ont placés « pour prendre garde à qui entre dans la chaisne » aient visité sa frégate, « car, quoiqu'il soit véritable que nous leur ayons défendu de laisser entrer aucuns bateaux sans les visiter, ils ne pourront pourtant nier que nous n'en ayons excepté vostre dite frégate, à laquelle nous leur avons ordonné de donner libre passage sans se formaliser d'aucune chose. Tellement, Monsieur, que, sur vostre plainte, nous leur ayons fait grande réprimande de la façon qu'ils en ont usé par le passé, vous assurant qu'ils n'auront garde à l'avenir de contrevenir à nos ordres, n'ayant autre dessein que de vivre dans une grande correspondance avec vous pour concourir tous ensemble au bien et à l'avantage du service et de la fidélité que nous devons à Sa Majesté et au repos et tranquillité de nostre ville, pour laquelle nous vous avons toujours considéré comme un instrument très utile. »

du Roi pour que leur action ne risquât pas d'être paralysée par les résistances de leurs adversaires, capables de se justifier de leur refus d'obéissance en invoquant l'origine révolutionnaire de leur autorité. La Reynarde et ses collègues eux-mêmes n'étaient pas assurés de pouvoir légitimement remplir toutes les prérogatives de leurs charges; ils redoutaient d'engager leur responsabilité personnelle: par exemple, ils ne se reconnaissaient pas le droit de disposer des finances de la ville, alors qu'il était indispensable de le faire pour soutenir la lutte commencée. Même, ils n'avaient pas encore osé tenir le Conseil de Lauthorié: ainsi, ils ne paraissaient pas régulièrement investis de leurs charges, même aux yeux des concitoyens les moins prévenus contre eux, mais attachés au respect superstitieux des statuts et des coutumes de la ville.

Or, le Roi, sollicité, dès le lendemain de la journée de Saint-Antoine, de sanctionner les événements qui s'y étaient accomplis, tardait à faire savoir son sentiment. A son défaut et à défaut du gouverneur de la province, dont les intentions à l'égard du parti au pouvoir étaient trop connues pour qu'on en pût rien attendre de favorable, on avait décidé de s'adresser au Parlement et d'obtenir un arrêt en bonne forme qui conférerait aux consuls les pouvoirs qui leur manquaient encore et que l'élection populaire avait été impuissante à leur décerner¹. Le Parlement, qui soutenait sa propre cause en soutenant celle des nouveaux consuls de Marseille, accueillit leur requête avec empressement. Par un arrêt, rendu le 23 mars, il permit à « de Félix, Dupont et Mazet d'exercer et faire toutes les fonctions de consuls aux occasions qui se présenteront ». Mais cette autorisation n'était que temporaire et « en attendant la volonté du Roi² ». C'était donc celle-ci qu'il était indispensable

1. Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* (n° 615) racontent que, sur le bruit qui courut du retour du comte d'Alais devant Marseille, les consuls tinrent un Bureau le 18 mars au soir où il fut délibéré « qu'on se serviroit de quatre mille huit cent piastres que j'avois fait mettre en dépôt comme augmentées entre les mains du sieur de Gatinais, lequel pour ne paroistre pas qu'il y eust consenti, souffrit qu'on les allast saisir dans sa bastide et les prendre d'autorité. Et, d'autant que les nouveaux consuls n'avaient point d'autre titre ni d'autre caractère que celui de leur mise en possession par le suffrage du peuple et par le verbal qui en fut dressé, il fut jugé à propos pour les en rendre plus capables et encore pour leur discharge d'obtenir des arrêts du Parlement. »

2. Arch. com., BB. Elections, nominations, liste des consuls, etc. « Extrait des registres du Parlement. Sur la requeste présentée à la Cour par Nicolas de Félix, sieur de La Reynarde, Pierre du Pont, escuyer, et Jean Baptiste Mazet, bourgeois, consuls de la ville de Marseille, disant que lesdits sont obligés pour la conservation de ladite ville au service du Roy, repos et tranquillité d'icelle, exercer les charges de consuls depuis les mouvemens arrivés dans ladite ville, pour raison de quoi le quatorze du présent mois de mars ils ont depputé à Sa Majesté pour l'informer de l'estat de ladite ville, et, d'autant que, pendant le temps du voyage de leur depputé et jusques à ce qu'il aye pleu à Sa Majesté d'envoyer sa vollonté, il est nécessaire que lesdits de Félix, du Pont et Mazet, autorizés de la justice, puissent pourvoir à la conduite des tiers et rantes de ladite Communauté, passation des contrats et obligations pour icelle, et généralement pour toutes les affaires occourantes de ladite ville. Veu ladite requeste et la response

d'obtenir, puisque seule elle pouvait ramener la régularité, l'ordre et la paix dans la ville¹.

Depuis longtemps déjà le Conseil du Roi était saisi de cette affaire. Dans la nuit qui avait suivi l'élection de La Reynarde et de ses deux collègues, il avait été décidé que de Montolieu, précédemment chargé de se rendre à la Cour pour y solliciter la création de nouveaux consuls, poursuivrait son voyage à peine commencé², remettrait au Roi et aux ministres le procès-verbal des événements de cette journée et solliciterait leur approbation en même temps que la confirmation des nouveaux magistrats³. Quand Montolieu arriva à Dijon, où la Cour s'était rendue pour régler les affaires de Bourgogne comme elle venait de régler celles de Normandie⁴, sa mission s'était compliquée. Il ne s'agissait plus seulement de recueillir l'agrément du Roi à l'élection du jour de Saint-Antoine, mais encore de demander et d'obtenir son pardon pour la résistance armée faite au comte d'Alais et pour la mort de son capitaine des gardes. Ces incidents, survenus avant que le Roi eût eu le temps de se prononcer sur l'élection des nouveaux consuls, avaient aggravé le caractère de l'émotion du 14 mars et lui donnaient véritablement l'apparence d'un acte de rébellion.

Les consuls et leurs amis s'attachèrent à effacer autant qu'il était en leur pouvoir la mauvaise impression que tout cela pouvait causer à la Cour. Le comte d'Alais avait à peine battu en retraite qu'ils dépêchaient à Montolieu par un courrier exprès⁵ un récit succinct mais complet de la tentative du comte et de sa retraite⁶. Ce courrier était aussi chargé de remettre

du procureur général du Roy, dellibération de la Maison Commune de ladite ville de Marseille du dix-huitiesme de ce mois, tout considéré, DICT A ESTÉ que la Cour, en attendant la vollonté du Roy, a permis et permet auxdicts de Félix, du Pont et Mazet, d'exercer et faire toutes les fonctions des consuls aux occasions qui se présenteront. Publié à la Barre du Parlement de Provence, scéant à Aix, le vingt-troisiesme mars mil six cens cinquante. »

1. L'arrêt du Parlement ne suffisait pas, en effet, pour assurer la marche normale de l'administration dans les conditions particulières où se trouvaient les consuls élus à la suite d'un mouvement populaire. Le Conseil de Lauthorié ne fut pas tenu aussitôt après la publication de l'arrêt du 23 mars : il n'eut lieu que le 19 avril, après l'arrivée des lettres patentes de confirmation. — V. ci-dessus, 1^{re} partie, ch. III, p. 45.

2. De Montolieu était encore à Aix quand il reçut la nouvelle de la journée de Saint-Antoine qui lui fut apportée par « l'écrivain de sa galère. » (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 587).

3. Montolieu reçut à Aix un paquet contenant des lettres des consuls qu'il devait remettre au Roi et aux ministres ainsi qu'un extrait du procès-verbal de l'élection rédigé par Antoine de Félix (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 587).

4. *Le Semestre et le Sabre*, 126.

5. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au comte de Carcès, 18 mars 1650. « ... Nous envoyons tout-à-l'heure observer la marche de mondit seigneur le comte d'Alais et despescherons ceste nuit un courrier au Roy... » — Les Mêmes à Montolieu, 18 mars 1650. « Nous vous envoyons ce courrier exprès avec des lettres pour Sa Majesté; Son Altesse Royale et Son Eminence, et encore pour M. le comte de Brienne... »

6. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Montolieu, 18 mars 1650. « Nous vous recommandons... de faire connoître que

au Roi, au duc d'Orléans, à Mazarin et au comte de Brienne des lettres contenant un récit de tous ces événements dont le rédacteur s'était efforcé d'atténuer la gravité. Tout en protestant que rien n'avait été fait contre le service du Roi, auquel les Marseillais se déclaraient tous étroitement attachés, il y démontrait la nécessité à laquelle les consuls avaient été réduits de laisser le peuple se mettre en état de défense contre les troupes du comte qui avaient commis des actes de violence et de pillage dans le terroir de Marseille, dès qu'elles y avaient pénétré, et obligé les habitants de venir chercher un refuge derrière les murailles de la ville. La foule s'y était portée en armes; les portes avaient été fermées, quelques coups de feu avaient même été tirés, sans que les consuls, impuissants à maîtriser cette effervescence, aient pu se rendre compte de leurs effets¹. Ils passaient ainsi

nous avons esté contraints par une juste défense à fermer nos portes aux troupes de Mgr le comte d'Alais. Nous nous estions donné l'honneur de lui escrire et de le supplier de ne venir point. Mais il a mieus aimé déferer à la passion de ses partisans qu'aux raisons de nos lettres. Il a paru donc dans nostre terroir, aujourd'hui matin, et, ses troupes ayant fait divers actes d'hostilité, la ville s'est si fort esmue qu'ayant les murailles esté bordées par le peuple en armes, le sieur de Mattan, son capitaine des gardes, a esté tué à nostre grand regret et le sieur chevalier de Villages démonté. Aussitost ceste armée a pris une autre résolution et à ce que nous venons d'apprendre, Son Altesse est allée coucher à Roquemaure. Nous ne savons pas s'il reviendra avec d'autres troupes. Mais, puisque, en ceste action, il ne s'est rien fait contre le service du Roy et que ce n'est qu'un coup de jalousie de quelques-uns de nos concitoyens qui abusent de la faveur de mondit seigneur le comte d'Alais, nous espérons que Sa Majesté nous fera ceste grâce d'approuver nostre eslection, après quoi, la ville n'ayant pas sujet d'estre en aucune défiance, elle retournera d'estre en son premier repos. »

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*. Reg. I. Les consuls au Roi, 18 mars 1650. « Sire, c'est un avec un extrême desplaisir que nous sommes contraints de faire sçavoir à Votre Majesté, par ce courrier exprès, le désordre dans lequel nous sommes entrés avec M. le comte d'Alais car, quoique nos eslections se soient passées avec grande paix et par un suffrage universel de tout ce grand peuple qui compose ceste ville, qu'elle soit esté autorisée par la présence de nostre prestre et d'un juge de la ville et qu'elle ait donné grande satisfaction non-seulement à nos habitans mais encore à tous les ordres de ceste province qui s'en sont conjouis avec nous, ainsi que Votre Majesté en aura déjà esté informée par le gentilhomme que nous lui avons despesché, si est-ce que M. le comte d'Alais en a tesmoigné lui seul grand desplaisir et, pour continuer les divisions qu'il avait semées parmi nous, il auroit fait dessein de venir en ceste ville avec quelques troupes pour fortifier le courage de ceux qui fortifioient sa passion et pour tascher d'infirmier nostre eslection et diminuer le crédit et l'aureté que nos charges nous donnent, dont le principal usage n'est que pour contenir tous nos habitans dans l'obéissance et la fidélité qu'ils doivent à Votre Majesté. Ce que estant venu à nostre connoissance, par l'avis qui nous en a esté donné de diverses parts dont la vérité a esté depuis confirmée par les affaires, nous avons à mesme temps despesché trois gentilshommes vers ledit sieur comte pour lui donner connoissance de tout ce qui s'estoit passé en ceste recontre, lui faire sçavoir l'estat de la ville et encore le désir de nostre peuple qui ne pouvoit souffrir sa venue, de crainte qu'il avoit que sa présence ne rallumast le courage de ses partisans pour ne troubler encore le repos duquel nous étions en possession, le priant en tout cas de suspendre sa venue jusques au retour de nostre courrier pour sçavoir la volonté de Votre Majesté sur le fait de nostre eslection. Et, quoique ceste mesme prière lui soit encore réitérée par autre députation de ces mesmes gentilshommes, si est-ce qu'il a persisté d'y vouloir venir, comme il a fait aujourd'hui. Et, comme ceux de sa suite prennent les impressions qu'il leur inspire, lesquelles ne vont que dans la violence, ils n'ont pas eu mis le premier pied dans nostre terroir qu'ils ont commencé de commettre divers actes d'hostilité ce qui a tellement

sous silence la blessure mortelle de Mathan et la mort du cheval de Thomas de Villages, se préparant habilement un moyen de défense pour le jour où le comte d'Alais leur reprocherait le sang versé. Ils trouvaient aussi dans cette fureur populaire, qu'ils exagéraient à dessein et qu'ils se déclaraient incapables de contenir, un prétexte pour hâter la délivrance des lettres de confirmation qui fortifieraient leur pouvoir et leur crédit sur leurs concitoyens et ramèneraient le repos dans la ville¹. Leurs amis du Parlement, qui appuyaient leur requête, adoptaient la même tactique : le président de Régusse écrivait le même jour un court billet à Mazarin, à qui il représentait qu'une rapide intervention du Roi dans les affaires de Marseille pourrait seule empêcher l'agitation de s'étendre dans toute la province. De cette façon, celle-ci serait mise à l'abri des dangers de la guerre civile qui troublait au même moment d'autres parties du royaume².

esmu tout nostre monde qu'il n'a pas esté à nostre possible de le contenir ni d'arrestier qu'il n'ait tiré sur ses troupes dès aussitost qu'elles ont esté à la cue de nos murailles. Nous ne scavons pas si les coups qui sont esté tirés les ont endommagées, tant il y a qu'elles n'y ont pas beaucoup arresté et se sont bientost retirées. Ce que nous avons cru estre obligés de faire scavoir à Vostre Majesté et l'assurer que nous ne respirons que pour son service, pour lequel nous sommes tous prests d'employer jusques à la dernière goutte de nostre sang comme estant de tout nostre cœur.... » — Dans leur lettre à Mazarin du même jour, les consuls racontent ainsi les incidents du 18 mars. « Ayant couché la nuit passée à Roquevaire, distant de nostre ville de 4 lieues, il en est parti ce matin et a pris sa marche vers nostre terroir, dans lequel ses troupes, qui ne composoient pas plus de 300 hommes mais qui auroient bientost grossi y estant entrées, y auroient à mesme temps commis divers actes d'hostilité et de violence qui sont dans l'humeur de monditi sieur le comte, ainsi qu'il l'a tesmoigné aux derniers mouvemens de ceste province. Tous les habitans de nos bastides espouvantés ont couru dans la ville y porter ceste nouvelle qui a beaucoup eschauffé les esprits de tout nostre monde tellement que, ayant fait fermer les portes de la ville et accouru sur les murailles, aussitost que les troupes de monditi sieur comte sont esté en vue, il lui a tiré dessus, ne scachant si, par tels coups, elles sont esté endommagées : tant y a qu'elles sont esté obligées de reculer ne scachant quelle route elles ont tenue.... » — Cf. la lettre au duc d'Orléans du même jour : « ... Vous suppliant de croire que la violence et la précipitation dudit sieur comte a donné le principal sujet de son desplaisir qu'il taschera sans doute de faire rejaillir contre l'autorité et le service de Sa Majesté. Mais, nous pouvons assurer Vostre Altesse qu'il n'y a personne dans ceste ville qui ne porte dans son cœur l'amour, l'obéissance et la fidélité que nous devons au Roy pour le service duquel nous serons toujours prests de sacrifier nos biens, nos fortunes et nos vies. »

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*. Reg. I. Les consuls au comte de Brienne, 18 mars 1650. « Vous verrez par la lettre que nous escrivons au Roy le détail du démeslé que nostre ville a eu avec M. le comte d'Alais, duquel nous appréhendons quelques mauvaises suites et d'autant plus dangereuses que nous avons à conduire un peuple assez chaud et violent, sur lequel nos autorité ne seront pas assez fortes pour l'arrestier jusques à ce qu'elles soient fondées d'une autorité plus légitime que celle que nous exerçons. Nous vous supplions, Monseigneur, de favoriser les despaches de nostre député et de nous procurer la paix et la tranquillité qui nous est nécessaire pour pouvoir tous concourir au service du Roy. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France 1716, 246. Le président de Régusse à Mazarin, 18 mars 1650. « Les derniers mouvemens arrivés à Marseille sont le sujet de ceste despêche des procureurs du Pays vers Leurs Majestés. Je suis assuré que Vostre Eminence aura déjà sçu par la bouche du sieur de Montolieu le détail de ce qui s'est passé en l'eslection des sieurs consuls de ladite ville. Du depuis, l'approche de Mgr le comte d'Alais auprès d'icelle avec quelque nombre

Les ennemis du comte d'Alais voulaient, en effet, inspirer à Mazarin la crainte que le gouverneur ne fût en Provence l'homme du parti des princes et que ses diverses entreprises, jusque-là malheureuses, n'eussent d'autre objet que de préparer un soulèvement de ce pays en faveur de Condé. « Cependant, disait un rapport anonyme adressé à Mazarin, au lendemain de la tentative contre Marseille¹, ledit sieur comte envoie des gardes par toute la province pour faire agir ceux qui dépendent de lui et publient que MM. les princes doivent estre élargis par l'armée de M. le maréchal de Turenne, composée de 40 000 hommes, et celle des estrangers qui viennent les assister, ce qui n'est pas capable de changer l'inclination des peuples de la province au service du Roi ni les détourner de la défense de la ville de Marseille. »

Voilà pourquoi c'est dans le parti hostile aux princes que les consuls recherchaient leurs protecteurs les plus influents et les plus agissants. S'ils sollicitaient encore, le 22 mars, l'appui du garde des sceaux, Châteauneuf, dont le crédit auprès de Gaston d'Orléans pouvait leur être de quelque utilité² et celui du duc de Beaufort, encore assez populaire à Paris et d'ailleurs rival de Condé³, ils plaçaient surtout leur espoir dans une intervention de Servien et de Lionne et renouaient avec tous ceux qui, à la Cour ou au Conseil du Roi, étaient attachés à la fortune de Mazarin, des relations officielles interrompues depuis que le comte d'Alais avait fait entrer ses créatures à

de gens de guerre qui sont dans la province est plutot matière pour augmenter ce mal que pour le guérir. Et comme la chaleur des esprits au sujet de nos derniers désordres n'est pas bien assoupie et que l'intelligence de nostre compagnie avec Mgr le comte d'Alais est toujours au plus haut degré de méfiance, il seroit à craindre que ceste étincelle n'allumast un feu bien violent, si l'autorité de Leurs Majestés ne calme promptement cest orage. » — Cf. Arch. départ. des Bouches-du-Rhône, C. 29, f° 351. Assemblée du 18 mars 1650. « Le sieur de Croze, assesseur, a remonstré qu'ils viennent d'apprendre que les habitants de la ville de Marseille ont procédé à la création de leur Nouvel Estat à leurs formes ordinaires et parce que, dans ladite ville, il y a quelques divisions parmi lesdits habitants, iceux ont pris les armes, attendant le retour du courrier qu'ils ont envoyé au Roy pour obtenir de Leurs Majestés la confirmation du Nouvel Estat afin d'empescher tous inconvéniens. Ayant Messieurs les procureurs du Pays eu connaissance que Mgr le gouverneur, qui estoit à Toulon, en est parti pour se rendre audit Marseille avec quelques troupes, ce qui pourroit causer de mauvaises suites dans la province, estimant qu'il seroit à propos qu'il fust envoyé un courrier à Leurs Majestés de la par du Pays pour les supplier très humblement de donner le repos et la tranquillité à ladite ville de Marseille, qui est très importante non seulement à la province mais encore à l'Estat. Sur quoi, l'Assemblée a unanimement délibéré qu'il sera escrit au Roy, à Son Altesse Royale, à Mgr le cardinal et à M. le comte de Brienne, secrétaire d'Estat, sur tout ce que dessus et que les despaches seront portées en poste par M. Jacques Lautier, agent des affaires de ceste ville d'Aix. »

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 219. *Mémoire des habitants de Marseille.*

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à M. de Châteauneuf, garde des sceaux de France, 22 mars 1650.

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au duc de Beaufort, 22 mars 1650.

l'Hôtel de Ville : Ycard était, en effet, rétabli dans sa charge d'avocat de Marseille au Conseil d'État qu'on lui avait enlevée naguère pour la donner à de Born¹, Hugues de Lionne était sollicité de s'employer activement pour hâter la délivrance des lettres de confirmation², enfin le chevalier de Valbelle se rendait à la Cour qu'il suivait dans ses déplacements, pour y renouveler d'utiles amitiés et les faire servir à la satisfaction des intérêts de sa famille et de son parti³.

Le 9 mars, à la suite des démarches de Niozelles, les ministres avaient décidé que le Roi n'userait pas du droit qui lui appartenait de créer les consuls et que des élections auraient lieu dans les formes prescrites par le règlement de Saint-Vallier⁴. Avant d'avoir pu donner à cette décision un commencement d'exécution, ils reçurent la nouvelle des troubles de la journée de Saint-Antoine. Tout d'abord, ils y virent un acte dangereux de désobéissance et firent aussitôt rendre un arrêt annulant les élections qui avaient été faites et ordonnant que les anciens consuls, rétablis dans leurs fonctions, les exerçaient jusqu'à ce que le Roi, usant de sa prérogative, eût lui-même pourvu à leur remplacement⁵.

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard, 22 mars 1650. « Votre rétablissement despend de nostre confirmation et, pour en faciliter les voies, nous avons recours aux puissances. Il vous plaira prendre la peine de rendre les incluses ou les donner à M. le chevalier de Valbelle, s'il est à Paris, mais on dit qu'il a suivi la Cour. Vous verrez par cest imprimé ce qui s'est passé. Nous serons sous les armes jusques à la confirmation que vous sollicitez, s'il vous plaist, et vous joindrez pour cela audit sieur de Valbelle en cas qu'il soit à Paris. »

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à de Lionne, 22 mars 1650. « Vous aurez, s'il vous plaist, agreable que nous vous rendions nos respects et que nous vous demandions vostre protection aupres de Leurs Majestés et de Son Eminence. Vous avez déjà appris ce qui est arrivé et ce que nos habitans ont esté contraints de faire pour leur juste défense. On avoit fait dessein de nous esgorger et de se saisir de la ville et le parti contraire, qui n'a jamais rien fait hors de la présence de M. le comte d'Alais, se préparoit à des vengeance dont la ruine de ceste ville se seroit ensuivie. Vous y avez, Monsieur, tant de bons amis que vous nous ferez, s'il vous plaist, ceste grâce de nous procurer au plus tost les expéditions nécessaires pour nostre repos. »

3. Voir ci-dessus, note 1, la lettre des consuls à Ycard, du 22 mars 1650.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1715, 280. Brienne aux consuls de Marseille, de Sens, 9 mars 1650. « Le sieur de Glandevès s'en retourne avec la commission du Roy pour procéder à nouvelle assemblée pour l'eslection de ceux du Nouvel Estat de la ville, Sa Majesté n'ayant pas voulu user de son droit de nommer les officiers sur ce que le jour accoustume de la feste de Saint-Simon et Saint-Jude s'est passé sans avoir rien fait, et mieux aim^t vous renvoyer pour ceste fois et sans tirer à conséquence à faire choix de gens affectionnés à son service, ce qui marque une confiance tout entière à vos prudences. Vous suivrez pour l'exécution de ladite commission les ordres qui vous seront donnés par Mgr le comte d'Alais qui tiendra la main à ce que les nouveaux eslus soient installés et fassent leurs fonctions sans aucun trouble ni empeschement.... » — Cf. *Ibid.*, f^o 281, une lettre au comte d'Alais l'informant de cette décision et le chargeant de veiller à son exécution.

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1715, 384. Arrêt du Conseil d'État du 19 mars 1650. « Vu par le Roy, estant en son Conseil, le procès-verbal fait par le juge au tribunal de Saint-Lazare de Marseille, le xiv^e du présent mois de mars, sur la nomination des consuls et officiers de ladite ville de Marseille, par lequel il appert qu'il a esté procédé à cette nomination tumultuairement et que

Cet arrêt eut bien un commencement d'exécution¹, mais la nouvelle de la tentative malheureuse du comte d'Alais contre Marseille vint tout remettre en question et changer les dispositions du Conseil. La résistance victorieuse des Marseillais, survenant après le succès de l'émotion du jour de Saint-Antoine, faisait apparaître de façon certaine la faiblesse du parti d'Alais et la force du parti contraire. Or, les préférences secrètes de Mazarin le portaient du côté de ce dernier, dans lequel il ne pouvait manquer de voir un allié empressé et utile dans le cas où le comte embrasserait ouvertement la cause de Condé. Il importait donc de le ménager; peut-être même, si nous en croyons Montolieu², le cardinal se serait-il prononcé aussitôt en faveur des nouveaux consuls, s'il n'avait craint de déplaire au duc d'Orléans dont il ignorait les véritables sentiments sur les affaires de Provence. Avant donc de rien décider, il prétextait la nécessité de recueillir l'avis de ce personnage, qui n'avait pas suivi la Cour en Bourgogne, et il différa de répondre jusqu'au retour d'un courrier qu'il lui avait envoyé³. Il espérait

les habitants étant en armes ont fait destituer les consuls de l'année dernière et fait eslire d'autres en leurs places sans permission de Sa Majesté à laquelle ladite nomination appartient faite par ladite ville de Marseille d'avoir procédé à icelle le jour de la feste de Saint-Simon et Saint-Jude, suivant l'usage ordinaire et accoustumé, et voulant Sadite Majesté y pourvoir suivant l'ancien ordre, le Roy étant en son Conseil, la Reine-Régente sa mère présente, a cassé et annullé, casse et annulle la nomination faite desdits consuls et officiers de ladite ville de Marseille, le xiv^e du présent mois, ce faisant, enjoint Sa Majesté aux consuls et officiers de l'année dernière de continuer l'exercice et fonctions de leurs charges jusques à ce qu'il, par Sadite Majesté, y ait esté pourvu, avec défenses à toutes personnes de les y troubler, mesme au Corps de ville de procéder à l'avenir à telles elections à peine de nullité et de désobéissance. Et sera le présent arrest lu et publié dans la ville de Marseille à son de trompe et cri public en la manière accoustumée et enregistré au registre de l'Hostel de Ville. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, la Reine-Régente, sa mère, présente, tenu à Dijon le xix^e de mars, 1650. » Une copie de cet arrêt est aux Archives communales de Marseille, BB. Elections, nominations, listes des consuls et échevins, 1480-1699.

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1715, 290. Brienne aux consuls de Marseille, 21 mars 1650. « Vous verrez par la lettre que le Roy vous escrit et par l'arrest de son Conseil et commission sur icelui, comme son intention est que vous exerciez vos charges jusques à ce qu'Elle y ait pourvu, ayant cassé et annullé l'eslection nouvelle tumultuairement faite contre ses ordres, vous assurant que, dans peu de jours, vous serez relevé de ceste fonction et qu'il en sera establi d'autres par Sa Majesté qui s'est réservé d'y nommer. »

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse M. Montolieu aux consuls, de Dijon, 23 mars 1650. « Vous avez fait une action illustre et nous l'avons appuyée avec M. le chevalier de Valbelle de tant de raisons et de justes plaintes que Son Éminence a bien eu de la peine de se mettre en colere et MM. les ministres aussi. Enfin, il n'en falloit pas moins pour appuyer l'eslection qu'on a faite et pour en avoir la confirmation. Sans cela on m'auroit traîné en longueur et, puisque la chose estoit faite, ils la veulent laisser ainsi et gagner tems, ne croyant pas qu'il pust rien arriver nonobstant toutes les protestations que je lui pouvois faire. Le malheur, qui s'est rencontré pour nous, c'est que le Conseil n'est pas ici et qu'on ne veut rien résoudre sans l'avis de Son Altesse Royale. »

3. *Ibid.* « J'ai fait tout ce qu'il m'a esté possible pour obliger Son Éminence d'envoyer cependant une lettre de cachet portant confirmation jusques aux lettres patentes, mais Elle m'a dit que cela ne se pouvoit pas et j'ai bien jugé que, domme c'estoit ajourner la chose, qu'Elle ne vouloit pas le faire sans avoir eu response de Paris.... »

d'ici-là apprendre les résultats de la mission dont un conseiller d'Etat, de Varennes, venait d'être chargé en Provence, et qui avait un double objet : d'abord, tâcher de conclure un accommodement durable cette fois entre le comte d'Alais et ses ennemis; ensuite, et surtout, s'informer de la sincérité des sentiments que les Provençaux affichaient à l'égard du Roi et des dispositions véritables du comte d'Alais vis-à-vis des Princes¹. Varennes, déjà arrivé en Provence où il avait eu une entrevue avec le Parlement, les consuls d'Aix et les procureurs du Pays, reçut l'ordre de se rendre à Marseille et d'y rechercher le meilleur moyen d'accommoder les affaires de cette ville².

Le 25 mars, l'envoyé royal arriva à Marseille. Il y fut reçu par les consuls avec tous les honneurs dus à un personnage de cette qualité et, par le peuple, aux cris de « Vive le Roi et la Liberté! » Il y séjourna trois jours, logé aux frais de la ville à la commanderie de l'ordre de Malte. Il se félicita de l'accueil qui lui était fait et des sentiments de loyalisme dont il était l'expression. Mais, surpris par le spectacle qu'il eut sous les

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues; liasse L. Le Roi aux consuls de Marseille, 26 février 1650. « Nous avons si fort à cœur le repos de la province que Nous ne voulons rien omettre de tout ce qu'il faut faire pour le bien establir. Mais comme le moyen le plus assuré est qu'un chacun s'acquitte de son devoir et rende l'obéissance à ceux à qui Nous avons commis Nostre autorité, Nous avons voulu vous faire sçavoir Nos intentions par le sieur de Varennes, conseiller en Nos Conseils, qui vous rendra ses lettres de créance, et vous escrire encore celle-ci, par l'avis de la Reine-Régente, Nostre très honorée Dame et Mère, pour vous dire que vous ayez à obéir avec soin et diligence aux ordres de Nostre très cher cousin le comte d'Alais, gouverneur et Nostre lieutenant général en Provence, en toutes les choses qui seront du pouvoir de sa charge et pour le bien de Nostre service, ayant une parfaite confiance en lui et en votre affection et fidélité. Vous aurez donc à contribuer de vostre costé tout ce qui en dépendra. » — Cf. Arch. départ. des Bouches-du-Rhône, C. 29, f° 354. Assemblée du 29 mars 1650. — *Le Semestre et le Sabre*, 126. « Le Roi... envoya le sieur de Varennes, un des gentilshommes de sa Chambre, pour venir en Provence.... Son instruction secrète portoit de réunir, s'il le pouvoit, le comte d'Alais avec la ville de Marseille et de connoistre quelle estoit la disposition des habitans de ceste ville et s'ils estoient véritablement affectionnés au service du Roy comme leur député l'avoit assuré et de tascher de pénétrer quels estoient les sentimens du comte d'Alais à l'égard des princes prisonniers, parce qu'on se méfioit de lui, attendu qu'on sçavoit qu'il avoit toujours esté fort attaché au prince de Condé dont il estoit proche parent, sa mère estant Montmorency. »

2. Archives des Affaires étrangères, France, 1715, 385. De Lionne à de Varennes, 23 mars 1650. « Nous venons d'avoir nouvelles, par un courrier despesché de Marseille, de ce qu'il y estoit arrivé lorsque M. le comte d'Alais est venu pour y entrer et que le capitaine de ses gardes et un autre gentilhomme ont esté tués. Il est malaisé, dans l'incertitude où nous sommes de la façon dont toutes choses se seroient passées avant et après ces incidens, que l'on puisse nous voir prescrire de certain pour la conduite que vous aurez à tenir en ce rencontre. En général, vous ne sçavez manquer de contribuer tout ce que vous pourrez à assoupir et estendre ce nouveau feu de division, adoucissant l'aigreur des esprits et calmant autant qu'il sera en vostre pouvoir toutes choses afin de les mettre au moins dans la disposition d'un accommodement, si vous ne voyez pas jour de les ajuster tout à fait. Cependant, on examinera de deçà toutes choses et on vous fera tenir au premier jour les ordres et les intentions de Leurs Majestés. » — Cf. la fin de la lettre de Montlieu aux consuls, du même jour (*loc. cit.*) : « La Reine et Son Éminence écrivent pourtant à M. de Varennes de la bonne façon pour tascher de pacifier toutes choses en attendant.... »

yeux d'une ville en armes, résolue à subir les rigueurs de l'état de siège jusqu'au jour où il plairait au Roi de confirmer les consuls qu'elle avait choisis, il constata qu'« en beaucoup de choses, entre des rebelles et eux, il n'y a que le ciseau », et, se sentant impuissant à les persuader de renoncer à leurs projets belliqueux, il quitta la ville et se rendit à Toulon, auprès du comte d'Alais¹, qu'on l'accusait déjà de favoriser en secret².

A la Cour, on crut politique de ne pas tenir compte des réserves de Varennes. Mazarin préparait en ce moment une expédition sur les côtes d'Italie et il avait besoin de ne rien faire qui pût lui aliéner les villes de Provence dont le concours était indispensable au succès de cette opération. Or, d'un côté, les rapports de ses agents lui donnaient la crainte que le comte d'Alais, qui disposait en Provence de forts contingents militaires, ne lui marchandât l'appui qui lui était nécessaire³;

1. Archives des Affaires étrangères, France, 1716, 271. De Varennes à Mazarin, 29 mars 1650. « J'ai cru qu'il estoit à propos que je fisse un voyage à Marseille pour empescher, s'il m'estoit possible, que les désordres n'y augmentassent en attendant les ordres sur tout ce qui s'est passé. L'on m'a reçu dans ceste ville beaucoup mieux qu'un plus honneste homme que moi ne scauroit prétendre. L'on y crie hautement : *Vive le Roy et la Liberté!* et je crois véritablement que le fond du cœur des habitans est bon. Mais, à dire le vrai, en beaucoup de choses entre des rebelles et eux il n'y a que le ciseau, car, outre la nomination de leurs consuls, l'assassinat commis en la personne du capitaine des gardes de M. le comte, l'entrée de leur ville qu'ils lui ont refusée, les coups de canon tirés au lieu où il estoit, la tour du port dont ils se sont emparés et rendus maîtres, ils sont toujours sous les armes et ont quantité de corps de garde très bien barricadés et garnis de pièces de canons qu'ils n'ont point voulu oster, quoique je leur aie pu dire et représenter pour les y obliger honnestement. Enfin, ils n'ont rien oublié pour se rendre maîtres absolus de ceste ville où je n'estime pas devoir retourner qu'après en avoir reçu ordre de Vostre Eminence.... Je suis présentement auprès de M. le comte. » — Cf. la relation de ce voyage dans *Le Semestre et le Sabre*, 126, et dans les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 623.

2. « Et quoiqu'il fust ami, voire passionné pour les intérêts du comte d'Alais... » (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 623).

3. Archives des Affaires étrangères, France, 1716, 275. M. de Saint-Léonard à Mazarin, de Toulon, 3 avril 1650. « Pour ce que Vostre Eminence pourroit prétendre de M. le comte d'Alais, elle n'en doit faire nul fondement avantageux. Je suis obligé, ayant l'honneur d'estre à Elle, de lui redire que je le vois très mal intentionné pour les intérêts de Vostre Eminence et je vois bien en ce rencontre où il croit qu'Elle a passion particulière pour la conservation des places de Longon et Piombin qu'il fait ce qu'il peut pour ne servir pas à cela et, bien esloigné, il a fait une chose que Vostre Eminence aura peine à croire, mais je lui puis affirmer que c'est sans imposture; c'est, Monseigneur, qu'après nous avoir promis que, dans les trois compagnies qu'il doit bailler, il y auroit quatre-vingt-dix hommes pour le moins, et de fait ils y estoient, il a envoyé un lieutenant en poste à Antibes où elles estoient et commandé au capitaine d'envoyer tous ses soldats et qu'il ne s'en trouvast pas un lorsque l'on les voudroit embarquer. Et il a si bien fait que tout s'est débandé et mesme les officiers, n'estant resté que le capitaine qui commandoit les trois compagnies tout seul, qui ne s'est pas voulu embarquer avec dix-huit soldats que M. de Campels, qui commande à Antibes, a ramassés et les a fait embarquer.... M. d'Infreville lui a fait ses plaintes sur cela, lui représentant tout ce qui se peut. A quoi, il n'a rien profité et pour toute réponse il dit qu'il ne peut faire autre chose. Et, nous refusant tout court de nous donner cent hommes du reste du corps qui est ici, quoique nous lui ayons dit qu'il les remplaceroit de la levée qu'il dit avoir

d'un autre côté, les consuls de Marseille, dans leurs lettres à la Cour où ils sollicitaient leur confirmation, ne cessaient pas de représenter le danger auquel on exposerait les intérêts du Roi si, en la refusant plus longtemps, on poussait à bout leur peuple « qui a beaucoup de chaleur et qui est capable dans ses impatiences de produire quelques mauvais effets ¹ ». Mazarin savait se plier aux circonstances : il l'avait déjà prouvé en maintes occasions ²; il faisait de cette attitude un des principes essentiels de sa politique, dans les grandes comme dans les petites affaires. « Il y a des conjonctures où la prudence veut que l'on dissimule et que l'on cherche des précautions pour apaiser ces sortes d'esmotions afin d'esviter de plus grands maux », devait-il écrire plus tard au duc de Mercœur aux prises avec des difficultés du même genre à propos de Marseille ³. Il se trouvait en présence d'une de ces conjonctures : il aimait mieux céder, peut-être avec l'arrière-pensée qu'il pourrait en retirer quelque avantage.

Sans revenir sur l'arrêt du 19 mars qui avait cassé l'élection faite le jour de Saint-Antoine et réservé au Roi la création des nouveaux consuls, les lettres patentes du 31 mars appelèrent au consulat et aux différents offices de l'Hôtel de Ville ceux-là mêmes qui avaient été élus « tumultuairement », le 14 mars et que le comte d'Alais avait été sur le point de traiter en rebelles ⁴.

ordonné de faire aux capitaines des trois compagnies pour les remettre, cela ne le persuada nullement et reste dans sa mauvaise intention à quoi, Monseigneur, Votre Eminence doit, s'il lui plaist, prendre garde et ne s'y fier que de la bonne sorte. »

1. Arch. com., BB. *Correspondance des Consuls*, Reg. I. Les consuls au duc d'Orléans, 29 mars 1650. — Cf. même registre, les lettres écrites le même jour à Montolieu, Châteauneuf, Beaufort et Servien. L'original de cette dernière lettre à Servien est aux Archives des Affaires étrangères, France, 1715, 387. Le même jour, Valbelle écrivait à Servien : « J'ai trouvé, Monseigneur, ceste ville sous les armes avec résolution de ne les point quitter qu'il n'ait plu au Roy de leur confirmer les consuls qu'ils ont faits. Ce retardement desdites expéditions pourroit estre nuisible si bien ceste ville est d'aussi une grande tranquillité et très bien intentionnée pour le service du Roy. » (Archives des Affaires étrangères, France, 1715, 388.)

2. Chéruel, *Histoire de France pendant la Minorité de Louis XIV*, II, 238.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, f° 180 v°. Lettre au duc de Mercœur, de Bergues, 1^{er} août 1658. Nous y lisons aussi cette phrase qui nous paraît prouver que Mazarin se souvenait, en l'écrivant, des complaisances qu'il avait eues pour les Marseillais en 1651 : « Mais, à présent, grâce à Dieu, que les armes du Roy prospèrent de tous costés, que ses ennemis sont dans une grande foiblesse et que Sa Majesté se trouve dans la plénitude de sa puissance, elle peut exercer sa justice et soutenir sa dignité sans rien appréhender. »

4. Arch. com. de Marseille, BB. Elections, nominations; listes des consuls et échevins, 1480-1699. « Louis, par la grâce de Dieu, etc. A nos chers et bien aimés les viguier et consuls, gouverneurs de Nostre ville de Marseille, ou autre juge premier sur ce requis, salut. La maladie contagieuse dont il a plu à Dieu affliger Nostre ville de Marseille ayant empesché le Conseil ordinaire de ladite ville de s'assembler pour proceder à la création de nouveaux officiers en la manière accoustumée au jour destiné à cest Estat, ceux qui sont maintenant en charge auroient esté contraints par la nécessité du tems de continuer leurs fonctions jusques à présent et estant nécessaire de les soulager et pourvoir en leurs places des personnes capables et bien intentionnées à Nostre service, nous avons arresté

Montolieu fut chargé d'apporter cette bonne nouvelle à Marseille¹. Il y arriva le 13 avril au matin. Le soir, de Varennes revint dans cette ville présider la double cérémonie de la déposition de La Reynarde et de ses collègues et de leur rétablissement². Six jours après, les consuls réunissaient le Conseil de Lauthorié et lui faisaient approuver les diverses mesures qu'ils avaient ordonnées depuis le 14 mars et dont on aurait pu sans cette formalité contester la régularité. Ils lui demandèrent ensuite de dresser la liste des trois gentilshommes provençaux à présenter au Roi pour remplir la charge de viguier, puisqu'on avait laissé passer le jour des Innocents sans tenir le Conseil auquel il était d'usage de réserver cette nomination³.

Cependant, La Reynarde et ses collègues n'étaient pas au terme de leurs tribulations. Certes, le comte d'Alais n'était pas intervenu pour contrarier les démarches de leurs députés et décevoir leurs espérances. Retiré à Toulon, depuis sa malheu-

en Nostre Conseil (où Nous avons fait mettre ceste affaire en délibération) le roole signé de Nous et scus le contre-scel de Nostre chancelier contenant les noms de ceux que nous avons jugés capables d'exercer dignement lesdites charges sur les bons tesmoignages qui nous ont esté rendus de leur probité, capacité, vigilance, expérience au fait des affaires publiques et de leur fidélité et affection à Nostre service. A ces causes, de l'avis de la Reine-Régente, Nostre très honorée Dame et Mère, et de Nostredit Conseil. Nous vous mandons et ordonnons par ces présentes signées de Nostre main que vous ayez, conformément audit roole, à procéder à l'establisement et installation aux dites charges de conseillers, consuls, capitaines et élus les personnes y dénommées pour les exercer et y servir ainsi qu'il est accoustumé, nonobstant oppositions ou appellations quelconques pour lesquelles ne voulons estre délibéré; de ce faire Nous avons donné et donnons pouvoir, autorité et mandement spécial par ces présentes, mandons et ordonnons à tous nos justiciers, officiers et sujets qu'il appartiendra qu'à vous en ce faisant ils obéissent et entendent, et aux habitants de Nostre dite ville de Marseille qu'ils aient à reconnoître, obéir et entendre les officiers nommés audit roole suivant l'usage accoustumé en Nostredite ville, car tel est Nostre plaisir. Donnée à Dijon, le dernier jour de mars, l'an de grâce mil six cent cinquante et de Nostre règne le septiesme, (*signé*) Louis. Par le Roy, comte de Provence, la Reine-Régente, sa mère, présente, (*signé*) de Lomenie. — Roole des vingt-quatre conseillers, consuls, capitaines et élus de la Maison de Ville de Marseille, choisis par le Roy, de l'avis de la Reine-Régente, sa mère, pour remplir les places de ceux qui en sortent la présente année. *Premier consul*, Nicolas de Félix, sieur de la Reynarde; *second consul*, Pierre Dupont; *troisième consul*, Jean-Baptiste Mazet; *assesseur*, M^e Henry Coutron, avocat.... »

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues : liasse L. De Lionne aux consuls, 7 avril 1650. « Vous verrez par les expéditions que M. de Montolieu emporte d'ici que vous avez obtenu de la bonté de Leurs Majestés tout ce que vous pouviez souhaiter et que vous n'avez pas manqué d'amis ni de bons serviteurs en ceste occasion pour leur représenter le merite de vos personnes. Elles s'assurent que vous aurez autant de zèle pour leur service qu'elles font paroistre d'estime et de bonne volonté pour vous en ceste rencontre, et que vous n'aurez autre but que de procurer de toutes vos forces le repos de la province. Pour moi, Messieurs, qui prends beaucoup de part à ce qui regarde celui de la ville de Marseille, où j'ai plus d'amis qu'en aucune autre du royaume, je m'estimerai toujours bien heureux de rencontrer les occasions d'y contribuer.... » Cf. Arch. des Affaires Étrangères, France, 1715. 395. Lettre de Mazarin aux consuls et gouverneurs de Marseille, non datée.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 625 et suiv.

3. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 51 (non folioté). Conseil général de Lauthorié du 19 avril 1650. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 637. — Cf. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au chevalier de Valbelle à Paris, 17 mai 1650.

reuse expédition du 18 mars, il n'avait manifesté ses intentions par aucun acte significatif, permettant ainsi à ses ennemis de l'accuser de se préparer à la guerre et, à ses amis, de démentir ces bruits, mais entretenant par cela même dans toute la province un état de malaise dont il avait peut-être le secret espoir de profiter¹. Marseille se sentait exposée la première à ses vengeances. Les lettres patentes du 31 mars, qui avaient conféré un pouvoir régulier aux consuls du jour de Saint-Antoine, n'avaient pas amnistié les troubles qui s'étaient produits ce jour-là ni ceux survenus par la suite, notamment les coups de canon tirés contre d'Alais et la mort de son capitaine des gardes. Elles devaient donc être complétées par des lettres d'abolition déjà sollicitées, mais qu'on n'avait pas encore délivrées laissant ainsi peser encore une menace sur Marseille et sur ses habitants².

A la Cour, où les amis du comte d'Alais avaient encore de l'influence avec Gaston d'Orléans, le garde des sceaux Château-neuf et le comte de Brienne, on s'empessa d'entrer dans les vues des Consuls. On ne leur refusa pas l'abolition, mais on essaya de leur faire comprendre, par un raisonnement spécieux, qu'elle ne pourrait leur être accordée que si une procédure d'information était ouverte qui fournirait au rédacteur des lettres patentes les fondements juridiques dont il avait besoin pour les établir³.

1. Arch. des Affaires étrangères, France 1716, 286. De Varennes à Mazarin, d'Aix, 6 avril 1650. Il signale qu'aucun changement n'a été apporté à l'affaire entre le comte d'Alais et le Parlement, « laquelle divise toute la province et la met dans une confusion estrange, laquelle pourtant n'empesche pas que tout le monde ne proteste d'estre serviteur du Roy et d'obeir aveuglement à tout ce qui viendra de sa part.... J'arrivai hier de Toulon où l'on disoit que Messieurs du Parlement armoient; ici, l'on m'a dit la mesme chose de M. le comte d'Alais. Les avis, de part et d'autre, sont, grâce à Dieu, très faux; tout ce que je puis présentement faire c'est d'empescher que les choses n'empirent pas, en attendant les intentions de Leurs Majestés. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1715, 404. Lettre des consuls de Marseille, du 16 avril 1650, remerciant le destinataire, qualifié *Monseigneur* et déclaré tout-puissant auprès de Mazarin (probablement Hugues de Lionne), des bons offices qu'il a rendus à la ville à l'occasion de l'abolition qu'ils sollicitent et sans laquelle ils ne se sentent pas en sûreté vis-à-vis du comte d'Alais. — Cf., *Ibid.*, f° 399, une lettre de Valbelle à Lionne, du 19 avril 1650. « ... J'ai appris par M. de Montolieu les bons offices qu'il vous a plu de rendre à ceste ville, en laquelle, Monseigneur, vous avez autant de serviteurs qu'en nulle autre de ce royaume. Elle a désarmé au premier commandement qui lui a esté fait; mais elle est pourtant en estat de s'empescher de surprise et de se conserver toujours pour le Roy. Il est nécessaire, Monseigneur, d'avoir des lettres d'abolition pour tout ce qui s'est passé, afin d'y établir le repos et tranquillité et donner les sûretés qu'un chacun demande.... »

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues: liasse Y. Yeard aux consuls, 12 avril 1650. « Je tente ceste voie extraordinaire de Lyon, avant le depart de l'ordinaire, pour faire sçavoir que le Seigneur auquel je rendis vostre lettre m'envoya querir hier pour vous assurer qu'il profiteroit toutes les occasions de vous servir avec chaleur, ainsi qu'il vous a escrit, ayant depuis esté voir Monseigneur le garde des Sceaux pour lui parler de vos affaires et de l'abolition que vous désirez qu'il lui a promise, m'ayant pour cest effet envoyé ce matin vers lui avec M. le president de Gallifet, qui est de ses amis et qui vous rend de très bons offices. Mondit Seigneur nous a donc dit deux choses: l'une, que si bien l'on avoit cassé l'eslection; l'autre, qu'il donneroit dès à présent l'abolition promise si, pour la dresser nous avions les procès-verbaux en infor-

Par ce moyen détourné, on donnait au comte d'Alais la satisfaction de voir déclarer les Marseillais coupables, au moins virtuellement, de la résistance armée qu'ils lui avaient opposée puisqu'ils avaient besoin d'une amnistie pour être soustraits aux conséquences de leur action. Peut-être, il est vrai, tous les ministres ne considéraient pas la chose comme Châteauneuf, qui s'était chargé de la faire comprendre à Ycard; mais ils adoptaient sa manière de voir, car ils espéraient obtenir des Marseillais quelque argent pour le roi en échange de l'abolition. Mazarin écrivait, en effet, ce court billet au lieutenant de Valbelle : « Depuis votre lettre du 5^e de ce mois, vous aurez sçu les bontés que Leurs Majestés ont eues pour la ville de Marseille. Cela la doit obliger à donner des preuves d'autant plus esclatantes de sa passion pour le service du Roi. Le chevalier de Valbelle vous informera plus particulièrement de ce que je lui ai dit là-dessus¹. »

Surpris par ces prétentions inattendues, les Consuls voulurent y échapper, d'abord en essayant de détourner Varennes, venu à Marseille pour procéder à l'information, de remplir la mission dont il était chargé; puis, le voyant résolu à passer outre, se faisant assister du conseiller à la Sénéchaussée de Ruffi et du lieutenant de Sénéchal de Bausset, celui-ci partisan avéré du comte d'Alais, ils provoquèrent une manifestation séditieuse contre lui. Un soir, le 25 ou le 26 avril, qu'il rentrait en ville après avoir soupé à la bastide de Montolieu, il fut entouré par une foule menaçante qui lui réclama impérieusement le procès-verbal qu'il avait fait dresser, tandis que La Reynarde lui prenant le bras, comme pour le mettre sous sa protection, l'obligeait à poursuivre son chemin jusqu'à la maison de Montolieu où il logeait, toujours suivi par la foule qui criait en provençal : « Voulèn lou verbal! lou verbal!² ». Saisi de frayeur, il céda³ : mais il se hâta de quitter Marseille où il devait, par la suite, refuser de revenir, ne voulant pas pardonner l'insulte qui lui avait été faite ce jour-là.

mation de ce qui s'est passé, lesquels il vous plaira de m'envoyer incessamment, ou bien le projet de ladite abolition que vous ferez dresser sur lesdits procès-verbaux et sur le modèle des lettres accordées à Aix... » Cf. la lettre de Valbelle à Lionne du 19 avril 1650 (Affaires étrangères, France 1715, f^o 399). « Nous attendons M. de Varennes qui doit faire quelques procédures pour donner lieu ensuite à ceste abolition... »

1. Archives des Affaires étrangères, France, 1715, 401. Mazarin au lieutenant de Valbelle, 22 avril 1650. — Cette lettre est transcrite dans les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 692 v^o, précédée de ces mots : « Le sieur de Varennes reçut dans ce mesme temps l'ordre d'informer sur ce qui s'estoit passé lorsqu'on tua le sieur de Mathan et Son Eminence, qui en vouloit à la bourse de ceux qui avoient fait le coup, m'escrivit la lettre que voici... ».

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 643 et suiv.

3. « Ce qui fit telle peur à cest homme du Roy qu'il ch... de peur dans ses haut-de-chausses et crut tout de bon qu'on le vouloit tuer. » (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 646.)

Les Consuls se hâtèrent de prendre des mesures pour prévenir les conséquences de ce grave incident. Ils dépêchèrent un courrier à la Cour¹ avec une lettre à Mazarin dans laquelle ils s'efforçaient d'en faire retomber la responsabilité sur Varennes lui-même : ils l'accusaient d'être « passionnément dans les intérêts du comte d'Alais, qui est l'ennemi déclaré du repos de la ville » ; d'avoir « failli de les perdre par sa mauvoise conduite » ; enfin, d'être « notoirement suspect et partial ». Ils suppliaient donc le cardinal de ne pas leur refuser plus longtemps « la déclaration du Roy sur ce qui s'est passé, unique moyen de remettre les habitans dans le calme et dans le repos et les obliger tous davantage à son service² ». Ils protestaient en même temps auprès d'Hugues de Lionne, dont ils venaient d'éprouver le crédit auprès du premier ministre, « qu'on ne sçauroit comprendre qu'on fist des informations pour un service rendu à l'Estat³ ». Cependant, comme ils ignoraient l'accueil que la Cour ferait à cette nouvelle incartade, ils se mettaient en état de défense⁴ et cherchaient à entraîner à la rescousse leurs amis du Parlement à qui ils racontaient l'affaire en ajoutant, non sans quelque vanité, qu'ils avaient contraint Varennes à reconnaître « que leur ville n'estoit point un village⁵ ».

On n'entendait pas cependant réduire Marseille à la nécessité de se défendre les armes à la main. A l'heure même où se produisait la manifestation séditieuse contre Varennes, les Consuls recevaient du duc d'Orléans, du duc de Beaufort et de Châteauneuf l'assurance que l'abolition leur était accordée⁶. Mais il restait encore à leur en expédier l'arrêt. On en retarderait peut-être la délivrance, car, si on ne leur tenait pas précisément rigueur

1. Arch. com., CC. *Comptes Trésoraires*, du 17 avril au 31 octobre 1650 (Jean Deliste, trésorier). « *Avril*. A Antoine Ranchier, pour sa peine et despense d'un voyage qu'il est allé faire en Cour pour porter les despesches qu'on a faites pour donner avis au Roy et aux Ministres d'Estat de la contention arrivée au sieur de Varennes..., 735 livres. »

2. Arch. com., BB. *Emotions*, etc. Lettre à Mazarin, sans date. Cette lettre n'a pas été transcrite au Registre de la Correspondance.

3. Archives des Affaires étrangères, France, 1715, 404. Lettre du 26 avril. Voir ci-dessus p. 302, note 2.

4. *Comptes trésoraires*, du 17 avril au 31 octobre 1650. « *Avril*. Au sieur Henri Bricard, capitaine de crue du quartier Saint-Jean, pour despense faite à son corps de garde et fortification d'icelui..., 40 livres ; — au sieur Jean Guérard, capitaine de crue du quartier Saint-Jean, pour despense faite à son corps de garde et fortification d'icelui..., 120 livres ; à moi-mesme Trésorier pour la paye des soldats d'ordre de Messieurs les consuls, depuis le 16 avril jusques au 11 mai suivant..., 2589 livres, 12 sols. »

5. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Messieurs du Parlement. Cette lettre n'est pas datée ; elle est placée dans le registre de la correspondance entre une lettre du 22 mars 1650 adressée à Niozelles et une autre du 23 avril adressée aux consuls de la ville des Martigues. — Cf. *Comptes trésoraires* (17 avril-31 octobre 1650). « *Avril*. A Pierre Rouard... pour despense qu'il a faite au voyage que M. le comte (?) de Félix et autres sont allés faire pour rendre civilité à Messieurs du Parlement..., 48 livres. »

6. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 641. — Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettres au duc de Beaufort, à Châteauneuf et à Ycard du 26 avril 1650.

de leur conduite envers l'envoyé du roi en Provence, on comptait bien s'autoriser de cet événement pour se montrer plus exigeant au sujet de la demande de subsides qui déjà leur avait été adressée¹. Ils refusèrent de se soumettre à cette exigence qui violait leurs traditions les mieux établies : « M. le comte d'Alais, écrivirent-ils au duc de Beaufort², durant les huit années qu'il a gouverné nos affaires, n'a jamais permis que la ville ait rien donné au Roi et il escrivoit à la Cour que c'estoit le moyen de le descréditer dans Marseille que d'obliger les habitants à de pareilles assistances ». S'ils laissaient ainsi entendre à ceux qui paraissaient rechercher l'alliance de leur ville que celle-ci ne l'accorderait qu'à quiconque respecterait ses privilèges, ils faisaient aussi valoir d'autres arguments auprès de ceux qu'ils savaient moins sensibles que Beaufort aux satisfactions d'amour-propre que procure la popularité³. Ils représentaient dans des lettres au Roi, à Mazarin et à Brienne, écrites toutes les trois le même jour, la situation difficile de leur ville, que la peste récente avait contrainte à augmenter sa dette, et qui, à peine délivrée de ce fléau, avait dû faire de nouvelles dépenses extraordinaires pour se défendre contre le comte d'Alais. Elle n'était pas au bout de ses peines et de ses sacrifices : il lui fallait maintenant faire tête au nouveau danger dont la menaçait l'arrivée imminente « d'une puissante armée navale » que les Espagnols étaient en train de préparer « à Naples et en Sicile » et qu'on disait « composée de trente galions, deux bruslots, vingt-sept galères et de tout autant d'autres voiles pour porter les provisions, faisant au tout cent cinquante voiles et douze ou quinze mille hommes qui devoient venir fondre en ceste province⁴ ». Ces raisons n'étaient « ni étudiées ni prétextées, mais palpables et littérales, puisqu'elles ont esté prévues par les obligations des emprunts que leurs devanciers en ont faits, par les moyens desquels les bourses de tous leurs concitoyens sont esté entièrement épuisées⁵ ». On devait s'y rendre d'autant mieux que le Roi « avoit trop de justice et trop de bonté pour vouloir exiger d'eux ce que l'impuissance leur défendoit de donner⁶ » ; il devait trouver « bon de les soulager en ceste rencontre, puisque leurs forces ne leur permettoient pas de lui pouvoir offrir pour le présent autre chose que leurs maisons, leurs terres, leurs fortunes et leurs vies, qui estoient

1. La lettre royale, que nous n'avons pas eue entre les mains, avait été écrite à Dijon le 24 avril 1650. (« Nous avons reçu la lettre qu'il a plu à Vostre Majesté nous escrire de Dijon le 24^e du mois passé. » Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au Roi, 10 mai 1650).

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I, 10 mai 1650.

3. Les consuls écrivirent aussi une lettre du même genre au coadjuteur Paul de Gondi (Arch. com., *loc. cit.*).

4. Lettre au Roi du 10 mai 1650.

5. Lettre à Mazarin du même jour.

6. Lettre au Roi.

toutes en sa disposition et qu'ils sacrifieroient toujours de bon cœur pour le bien de son service¹ ».

Ces excuses, adroitement mêlées à de véhémentes protestations de dévouement, ne pouvaient manquer de produire leur effet. Le chevalier de Valbelle, toujours à la Cour, se chargea de les faire valoir avec énergie auprès de ceux de ses amis qui avaient quelque crédit sur les ministres². Tout cela rappelait à Mazarin que le concours de Marseille lui était également indispensable contre ses ennemis du dedans et contre ceux du dehors. S'il livrait cette ville sans défense à la vengeance du comte d'Alais, il risquait d'en faire sur la Méditerranée, à portée de l'Espagne et de Naples, un boulevard redoutable entre les mains du parti des Princes³. Mais il voulait aussi ne pas achever d'exaspérer d'Alais et le rejeter de colère et de dépit dans les bras de ses ennemis : il savait son caractère indécis et espérait qu'avec des ménagements il pourrait le retenir à son service. Autour de lui, on l'en assurait et le comte de Brienne, « grand ami et un peu l'allié⁴ » du comte parlait en sa faveur avec la même chaleur que Servien et Lionne mettaient au service de Marseille.

On obtint cependant que le comte ferait une démarche en faveur de cette ville : on le persuada peut-être que ce serait le moyen de se réconcilier avec les habitants qui lui en ouvriraient les portes⁵. Ce fut en pure perte. Déjà même, avant de connaître les intentions du roi à ce sujet, les consuls s'étaient vivement défendus contre l'obligation qui pourrait leur être imposée de faire au comte une visite de courtoisie et de soumission⁶.

1. Lettre au comte de Brienne du même jour.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 675 v°. — Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au chevalier de Valbelle, 17 mai 1650. « Nous avons vu par la lettre qu'il vous a plu de nous écrire le soin et l'affection que vous avez pour nos affaires et avec quel point de courage et de fermeté vous portez en tout ce qui touche les intérêts de vostre patrie : c'est un effet de vostre générosité et d'une inclination naturelle qui vous est transmise de père en fils. Tellement qu'après vous en avoir escrit nos humbles remerciemens, nous vous prions de continuer à une si bonne œuvre, laquelle nous est totalement nécessaire pour le rétablissement du repos de nostre ville et de tous nos habitants.... Tant y a que nous vous prions de vouloir obtenir nostre abolition, si fait n'a esté, et d'en presser les expéditions autant que vous pourrez, sous telles clauses que vous et M. Ycard, avec le conseil de vostre bon ami, trouverez bon.... »

3. Haitze, *Histoire de Provence*, etc., III, XLIII, 120. « Les mauvoies offices des Marseillois, gens que la seule considération de l'importance de leur ville rendoit assez considérables en Cour, et surtout en temps de guerre.... »

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 659 v°.

5. Haitze, *Histoire de Provence*, III, XLII, 117. « Le Comte d'Alais, qui faisoit gloire de l'oubli des injures et qui, par une inclination toute bienfaisante, ne manquoit jamais de faire du bien, lorsque l'occasion s'en présentoit, à ceux qui ne lui en avoient point voulu, escrivit en Cour pour faire obtenir aux Marseillois une abolition générale de tous les désordres et de tous les excès qu'ils avoient commis dans la dernière esmeute.... » — *Le Semestre et le Sabre*, 127. « Le comte d'Alais, instruit qu'on demandoit au roy ces lettres patentes, voulant tenter si, par la douceur, il pourroit ramener le peuple à son parti, escrivit fortement en leur faveur pour leur faire obtenir leur demande. »

6. « Mais surtout, esvitez qu'on n'exige pas de nous un compliment envers M. le comte d'Alais » (Lettre au chevalier de Valbelle, 17 mai 1650). Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.

Ils entendaient conserver toute leur liberté d'action envers un prince, aux paroles duquel « il y a, disaient-ils, si peu à se fier que nous craignons toujours de tomber dans ses pièges¹ ». Quand ils apprirent que les lettres d'abolition étaient enfin expédiées, qu'on les avait remises au chevalier de Valbelle, que celui-ci avait été chargé de les faire parvenir à M. de Varennes qui recevait la commission de les faire exécuter, ils se concertèrent avec leurs alliés le Parlement, les procureurs du Pays et les consuls d'Arles² pour arrêter la conduite qu'ils devraient tenir si, avant de les faire publier, de Varennes exigeait d'eux qu'ils se rendissent auprès du comte d'Alais pour lui faire un compliment.

De Varennes ne se sentait pas assez d'autorité pour imposer cette démarche aux consuls s'ils persistaient dans leur intention hautement déclarée de s'y refuser. « Je ne croyois pas, Mgr, écrivait-il à Mazarin³, après ce qui m'est arrivé dans ceste ville, qu'on me voulust envoyer aucun ordre pour y porter, puisqu'il n'est que trop vrai qu'il n'y a point de sûreté pour moi ainsi qu'ils m'ont déclaré et comme vous pourra dire M. de Peiron. » Il ne pouvait pas ignorer, en effet, que les consuls l'avaient maintes fois récusé comme médiateur⁴. Il se résigna cependant à remplir sa commission, mais il ne voulut pas revenir à Marseille.

Les consuls durent envoyer auprès de lui l'assesseur de Coutron, pour arrêter les conditions auxquelles il consentirait à remettre les lettres patentes. Le 31 mai, Coutron se rendit une première fois à Roquevaire, où de Varennes lui signifia qu'il fallait qu'au moins l'un des consuls se rendit à Toulon à la tête d'« une députation célèbre » pour « demander pardon à Son Altesse ». Coutron repoussa cette condition : « il estoit impossible, dit-il, qu'un consul allast à Toulon; la méfiance estoit si grande, ajouta-t-il, qu'on auroit mesme peine à trouver des per-

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Ycard, 17 mai 1650.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettres du 20 mai 1650 au marquis de Régusse, président en la cour du Parlement de Provence, à Salon; aux procureurs du Pays, à Pertuis; aux consuls d'Arles. Dans cette dernière lettre, les consuls expliquent les raisons de cette consultation. « Mais, parce que les despèches en sont esté adressées au sieur de Varennes et que nous appréhendons que, en nous les expédiant, il ne veuille exiger de nous, par ordre de Leurs Majestés, quelque compliment envers M. le comte d'Alais, nous n'avons pas voulu nous engager à rien promettre sans vous le faire sçavoir pour en avoir vostre conseil et vostre agrément.... » Cf. la lettre du président d'Oppède aux consuls du 29 mai (Lettres reçues : liasse O) et celle du président de Régusse du 30 mai (Lettres reçues : liasse R).

3. Lettre du 28 mai 1650, datée de Tarascon (Arch. des Aff. étr., France, 1716, 305). De Varennes dit encore : « Ils sont venus consulter à Salon avec Messieurs du Parlement, procureurs du Pays et députés d'Arles pour sçavoir de quelle façon ils en useroient si on les vouloit obliger à faire une députation à M. le comte, pour laquelle ils ont une telle répugnance qu'ils s'y résoudront très difficilement et disent tout haut qu'ils se passeront bien de ladite abolition. »

4. Voir leurs lettres du 17 mai 1650 au chevalier de Valbelle et à Ycard.

sonnes à y députer ». Devant ce refus catégorique et, avant de rien décider, Varennes voulut prendre l'avis du comte d'Alais. Il se rendit donc à Toulon. Deux jours après, à La Ciotat, il se rencontra de nouveau avec Coutron à qui on avait adjoint, cette fois, Montolieu sans doute à cause des bons rapports qu'il avait eus naguère avec Varennes. Au nom des consuls, et conformément à la décision prise par un Bureau tenu le 2 juin, les deux délégués offrirent à l'envoyé du roi de députer au comte une ambassade dont aucun consul ne ferait partie, à la condition toutefois qu'il la conduirait lui-même « avec la promesse de la ramener en assurance en leur ville ». — « Puisqu'aucun des consuls n'y doit aller, répondit de Varennes, M. le comte d'Alais ne demande point de satisfaction », et il remit à l'assesseur les lettres patentes, sans rien exiger de plus¹.

Enregistrées aussitôt au Parlement², ces lettres rendues « à la recommandation du comte d'Alais », déclaraient « esteints, assoupis et abolis..., à toujours et pour jamais, tous les excès, attentats et désordres, commis à Marseille jusques au dernier jour d'avril³ »; elles prononçaient l'amnistie pour tous ceux qui s'en étaient rendus coupables et annulaient toutes les procédures entamées contre eux⁴.

C'était la reconnaissance absolue de la victoire remportée par le parti d'Antoine de Valbelle sur le comte d'Alais et sur ses amis. Mais ce n'était pas, comme paraissait s'en flatter le rédacteur, le retour de l'ordre, de la bonne entente et de la paix publique dans Marseille⁵. Le parti victorieux s'était révélé le plus fort et avait ainsi obligé la Cour à compter avec lui à un moment où le roi avait besoin d'user de ménagements envers ceux de ses sujets qui s'étaient montrés capables par leur esprit de résolution de tenir en échec son autorité. Mais le parti vaincu n'avouait pas sa défaite, songeait déjà à la revanche et donnait de nouvelles appréhensions aux consuls qui ne se laissaient pas endormir par le succès. « Vous pourrez avertir le chevalier de Valbelle, écrivaient-ils à Ycard le 7 juin en lui rendant compte de l'heureuse issue de leurs pourparlers avec Varennes, que quelques-uns de nos habitants qui sont dans le

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Ycard, datée par erreur du 7 mai : elle est sûrement du 7 juin; — *Ibid.* : lettres reçues; liasse V : lettres de Varennes des *dernier* mai et 3 juin; — *Ibid.* : *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 51, f° 52 v° : Bureau du 2 juin 1650.

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 51, f° 59 v°. Bureau du 6 juin 1650.

3. Comme les consuls en avaient manifesté le désir à différentes reprises, l'abolition s'appliquait ainsi au mouvement séditieux qui avait eu lieu contre Varennes, à la fin du mois d'avril 1650.

4. Arch. com., FF. *Troubles et délits; crimes politiques*. — Lettres d'abolition du mois de mai 1650, données à Paris.

5. *Ibidem*. « A ces causes, voulant... user de clémence et, par un oubli de tout le passé, obliger tous les esprits à se réunir, leur oster tout sujet et prétexte de division.... »

terroir parlent de députer à la Cour et font de grandes menaces sous la protection de M. le comte d'Alais, qui demeure toujours nostre ennemi.... Nous sommes cependant sur nos gardes¹. » En effet, d'Alais et son parti, qui avaient dominé en Provence tant qu'ils avaient eu Marseille avec eux, ne pouvaient accepter que cette ville leur échappât et, avec elle, l'espoir de domination qu'ils avaient longtemps caressé. Ils s'étaient contenus tant que la Cour ne s'était pas prononcée sur les affaires de Marseille. Maintenant qu'une décision, rendue à leur préjudice, consacrait en quelque sorte le droit à l'insurrection contre des pouvoirs régulièrement établis, ils se sentaient libres d'agir comme il leur plairait pour reprendre l'avantage dont ils avaient été dépouillés. D'un jour à l'autre, donc, de nouveaux troubles pouvaient éclater : La Reynarde et ses collègues avaient raison de les prévoir et de se tenir en garde pour les écarter.

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Ycard de 7 juin 1650.

CHAPITRE IV

LE RAPPEL DU COMTE D'ALAIS

I. L'UNION DU PARLEMENT, DES PROCUREURS DU PAYS ET DES PRINCIPALES VILLES DE PROVENCE CONTRE LE COMTE D'ALAIS : LES ALLIÉS DEMANDENT SON RAPPEL. — II. NOUVELLES MENACES DE GUERRE CIVILE : LA SURPRISE DU FORT DE NOTRE-DAME-DE-LA-GARDE ET LES TROUBLES DU TERROIR DE MARSEILLE. — III. LE COMTE D'ALAIS EST RAPPELÉ A LA COUR : SES HÉSITATIONS ET SES VELLÉITÉS DE RÉSISTANCE; IL SE RÉSIGNE AU DÉPART. — IV. LE CONSULAT DE FRANÇOIS D'ARÈNE : SON DÉSACCORD AVEC ANTOINE DE VALBELLE; LEURS ENNEMIS ESSAIENT D'EN PROFITER : LA JOURNÉE DU 17 JANVIER 1651.

L'indulgence excessive et, d'ailleurs, inattendue pour beaucoup, dont le roi avait fait preuve à l'égard des Marseillais était venue compliquer encore davantage la situation troublée de la Provence. Elle procurait aux ennemis du comte d'Alais un avantage si certain et si considérable que la position de ce prince dans son gouvernement en devenait singulièrement difficile et impossible à conserver longtemps, à moins d'un retour de fortune que rien encore ne faisait prévoir. Rien, au contraire, n'interdisait aux Provençaux, qui avaient combattu le comte avec un aussi grand acharnement, d'espérer que bientôt le roi leur donnerait un nouveau gouverneur. Du moins, le souhaitaient-ils ardemment, et l'accord conclu entre le Parlement, les procureurs du Pays, les députés d'Aix, d'Arles et de Marseille¹ n'avait pas d'autre objet que de hâter autant qu'il serait possible la décision royale.

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 657. — Par le Conseil du 15 mai 1650, « le sieur d'Aiglun fut député à Salon pour se trouver à la Conférence entre Messieurs du Parlement (qui estoient pour lors à Salon à cause de la peste d'Aix), les Procureurs du Pays et les villes de Marseille et Arles, et là fut conclu et arrêté, suivant le pouvoir donné au sieur d'Aiglun, lequel s'acquitta dignement de sa commission, que ces trois villes, qui sont les plus puissantes et les capitales de la province, Aix, Marseille et Arles, seroient lignées pour le maintien de leurs droits et pour demander le rappel du comte d'Alais.... » — Arch. des Affaires

Déjà même à Marseille, on se refusait à entretenir plus longtemps avec le comte d'Alais les rapports que toute ville de province devait légitimement avoir avec son gouverneur. Les consuls ayant reçu de ce prince l'avis de l'apparition dans les eaux de Monaco d'une escadre espagnole avec l'invitation, faite en des termes assez élevés, de ne pas « agir par passion et par animosité » et de « conspirer tous au service du Roy et à la défense de la patrie¹ », les membres du Conseil avaient décidé de ne rien négliger pour mettre la ville en état de défense, sans consentir cependant à se concerter avec d'Alais sur ce sujet et à recevoir ses directions². Ils essayaient de se justifier en

étrangères, France 1716, 305. De Varennes à Mazarin, 28 mai 1650 : « Ces Messieurs de Marseille sont venus consulter à Salon avec Messieurs du Parlement, Procureurs du Pays et députés d'Arles.... Ils sont tellement persuadés de ceste créance, [que Mazarin ne souhaite pas leur réconciliation avec le comte d'Alais], que je ne vois quasi plus rien capable de la leur oster, et ce seroit tromper Vostre Eminence que de lui faire espérer ceste réconciliation, ces Messieurs s'imaginant toujours que, s'opiniastant à ne la point vouloir, ils obligeront enfin la Cour à retirer d'ici M. le comte d'Alais, qui est tout leur but et leur dessein.... » — *Ibid.*, f° 315. D'Albertas de Ners à Mazarin, 6 juin 1650. « Vostre Eminence sçait dès l'année dernière les griefs de Messieurs du Parlement aussi bien que leur ressentiment. Mais les principales villes de la province, comme Marseille et Arles, estoient attachées aux intérêts de M. le comte d'Alais. A présent, ces deux villes, qui sont les plus considérables, se trouvent les plus animées contre lui.... »

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues; liasse V. — Le comte d'Alais aux consuls de Toulon, 13 mai 1650. — Cf. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 293. Vignau à Mazarin, de Toulon 14 mai 1650. « ... Les affaires de ceste province sont dans le mesme estat qu'il estoit lorsque je suis arrivé, c'est-à-dire M. le comte d'Alais tout à fait porté à la paix et les autres dans l'incertitude de ce qu'ils doivent faire. Et, pour tesmoigner à Vostre Eminence la vérité de ce que je vous écris, c'est que, dans la nouvelle que M. le comte d'Alais a eue de Gesnes du marquis Giustiniani et de M. le prince de Mourgues que l'armée navale d'Espagne devoit descendre en Provence, M. le comte d'Alais, après avoir mis ordre à la seureté de la coste où il a fait avancer les troupes tant de cavalerie que d'infanterie qui sont dans la province, en a donné advis aux Procureurs du Pays et aux villes de la Province et à la Noblesse, et surtout aux villes qui n'estoient point dans le party du Roy (*lisez* : du comte d'Alais) aux désordres passés et leur a tesmoigné qu'il sera bien aise d'oublier tout le passé et qu'il falloit se réunir tous pour bien servir le Roy dans une occasion si importante que celle-là. »

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 51, f° 20. Conseil du 15 mai 1650. — Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* (655) racontent que, à la réception de la lettre du comte d'Alais, il fut décidé, malgré Valbelle et les consuls, qu'il ne lui serait pas répondu. C'est de Félix qui aurait fait prévaloir cet avis. « On devoit, à son sens, considérer le comte d'Alais comme un ennemi capital et irréconciliable; sans doute, il profiteroit de ceste réponse et l'enverroit à la Cour pour montrer qu'il n'estoit pas si mal avec la ville de Marseille; l'unique moyen de convier le Roy et les Ministres à nous l'oster de ce pays et nous délivrer de nos justes craintes estoit de rendre le comte d'Alais inutile; il n'y avoit ni mesures ni seuretés à prendre avec une personne qui se vante de n'oublier point les injures, et nous lui en avions trop fait pour se fier de lui; et, comme on le refuseroit s'il pensoit de venir faire sa charge dans Marseille, il n'y avoit point aussi apparence de lui écrire ni le reconnoître comme gouverneur et, après tout, que les plaintes qu'il pourroit faire de ce dernier mespris nous seroient plus avantageuses que préjudiciables. » Cf. la lettre de Vignau à Mazarin, citée ci-dessus note 2. « La ville de Marseille ne lui a fait nulle réponse... », et cette lettre des consuls au comte de Brienne du 17 mai 1650 (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. 1) : « Nous avons jugé très à propos de vous faire sçavoir comme, ayant reçu une lettre du xiv^e du courant de M. le comte d'Alais, par laquelle il nous donne advis que l'armée navale d'Espagne a paru devant Mourgues... si est-ce que, pour ne manquer à rien de tout ce qui est nécessaire

alléguant le peu de foi qu'on pouvait donner à sa parole et les ruses auxquelles il ne cessait de recourir pour reprendre sur leur ville l'autorité qu'il y avait eue naguère¹.

Cet exemple était suivi par toute la province. Les agents du ministère déploraient à l'envi l'espèce d'état anarchique où la Provence était tombée depuis qu'on avait usé de tant d'indulgence à l'égard de Marseille. « Ceste Compagnie (le Parlement), aussi bien que les villes de ceste province, ne se gouvernent plus comme autrefois, elles agissent en républiques et ces Messieurs en souverains, si bien qu'il ne faut plus rien attendre des uns et des autres que par des commandemens très exprès, encore les faut-il accompagner de menaces. Il n'y a plus de sûreté pour qui que ce soit dans la province et l'impunité de laquelle on a usé envers ceux de Marseille rend tellement tous les peuples insolens qu'ils se portent volontiers dans toutes les extrémités, s'imaginant qu'on n'oseroit leur refuser des impunités quand ils en auront besoin². »

Cette attitude n'avait fait qu'exalter le mécontentement et l'irritation des amis du comte d'Alais. Celui-ci, porté par son naturel indécis plutôt à l'indulgence qu'à la rigueur³, n'était plus le maître de diriger les sentiments de son entourage, qui manifestait un extrême ressentiment et une âpre ardeur de vengeance à l'égard du parti contraire⁴. Tous ceux qui, comme

pour le bien du service du Roy et pour la conservation de ceste ville, nous nous sommes précautionnés de tout ce que nous avons jugé utile pour nous mettre en défense.... »

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Le consuls à Ycard, 17 mai 1650. « ... Par nos dernières despaches, nous avons escrit au Roy et à Messieurs les Ministres que nostre fidélité est inébranlable et qu'on peut s'assurer de Marseille. Il y a si peu à fier aux paroles de nostre ennemi que nous craignons toujours de tomber dans ses pièges et, quelque traité d'accommodement que l'on nous propose, nous avons occasion de le tenir suspect. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 305. De Varennes à Mazarin, 28 mai 1650. — Cf. La lettre du Même au Même du 31 mai (*Ibid.*, 309). « Mon voyage a esté très inutile, aussi bien que quantité d'autres que j'ai faits en beaucoup de lieux, trouvant partout des gens fort attachés à leurs intérêts et qui ne font les choses que selon qu'elles leur sont avantageuses ou quand ils ne s'en peuvent défendre. Ils se piquent d'une obéissance aveugle pour les commandemens du Roy et je crois qu'il en est quelque chose pourvu qu'on ne leur demande rien et qu'on leur donne tout ce qu'ils demandent. J'ose vous dire, Monseigneur, que ceste province a non-seulement besoin d'ordre mais de chastiment et que, si on la laisse encore quelque temps dans l'estat qu'elle est, je ne sçais ce qui en arrivera.... »

3. « Et je puis assurer Vostre Éminence que M. le comte d'Alais oubliera le passé et qu'il sera leur ami. » Vignau à Mazarin, 14 mai 1650. (Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 293.)

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 315. D'Albertas de Ners à Mazarin, 6 juin 1650. « Deux jours après mon arrivée en ceste ville [Marseille], j'ai esté voir M. le comte d'Alais à Toulon et lui rendre mes devoirs. Je lui ai dit l'estat de ceste ville : il m'a tesmoigné l'avoir déjà sçu.... J'ai pris la liberté de lui dire le danger qu'il y avoit dans la suite de toutes ces animosités, j'en ai parlé à Madame sa femme et à M. l'évesque de Glandevès, qui est, à ce que je crois, celui qui a le plus de pouvoir dans la maison et lequel, quoique ecclésiastique, j'ai trouvé dans un extrême ressentiment de vengeance jusques à ce point que, lui ayant représenté que ce n'estoit point du service du Roy de pousser les choses

de Varennes, avaient essayé de les ramener les uns et les autres à plus de modération et à une plus saine notion des choses, étaient traités en suspects, s'avouaient impuissants à poursuivre plus longtemps la mission de paix dont ils avaient été chargés¹ et souhaitaient qu'on les remplaçât dans la province par « un homme de commandement qui ne fût ni du parti de M. le comte d'Alais ni de celui du Parlement..., l'aigreur estant à un tel point des deux costés qu'il n'y a qu'un tiers qui püst estre généralement obéi² ».

Mazarin ne désespérait pas cependant de surmonter ces difficultés et de rétablir le calme en Provence en amenant les chefs des factions ennemies à se réconcilier. C'est de Marseille qu'il attendait le signal de cet accommodement : il comptait sur le lieutenant de Valbelle pour y décider ses amis. « Leurs Majestés, lui écrivait-il³, souhaitent avec tant de passion de voir la Provence deslivrée des divisions qui la ruinent que vous ne sçauriez rien faire qui leur soit plus agréable que de contribuer de tout vostre possible à un bon accommodement et mesme de porter vos parens et amis à donner exemple aux autres par une prompte et sincère réconciliation avec M. le comte d'Alais. J'ai esté bien aise de vous le tesmoigner encore par ces lignes afin que. si, par les artifices de quelques malintentionnés, vous aviez douté de ceste vérité, vous en soyez désabusé une fois pour toutes⁴ et vous vous disposiez d'autant mieux à estre des premiers à travailler à un bien si nécessaire à vostre patrie et au service du Roy. Je suis assuré que mon dit sieur le comte y apportera de son costé toute sorte de facilité et qu'ensuite vous et vostre famille aurez tout sujet de vous

dans l'extresme et le peu d'avantage que M. le comte d'Alais y trouveroit, ayant presque toute la province contraire, et, comme il ne pouvoit descrier ceste vérité, il me dit qu'avec le temps le Roy tireroit raison des injures qu'on avoit faites à M. le comte d'Alais et que, quelle abolition qu'il y peut avoir, l'on puniroit leur insolence. Je fus contraint de lui dire que ce n'estoit pas l'usage de la France, que véritablement en Espagne l'on ne pardonneroit jamais, mais que l'expérience du Portugal et Catalogne faisoit voir le danger qu'il y a de conserver le souvenir des injures passées. »

1. « ... En ceste ville [Marseille] où, d'ailleurs, ledit sieur de Varennes est extrêmement haï par ceste seule considération qu'on le croit très affectionné au comte d'Alais.... » (Lettre d'Albertas de Ners à Mazarin, citée dans la note ci-dessus.)

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 295. De Varennes à Mazarin, 17 mai 1650.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1715, 421, Mazarin au lieutenant de Valbelle, 27 mai 1650.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 305. De Varennes à Mazarin, 24 mai 1650. « Il y a trois jours qu'à Salon, j'ai reçu celle que Vostre Eminence m'a fait l'honneur de m'écrire, le 13^e de ce mois, laquelle je fis voir en mesme temps à M. le président de Régusse, qui se trouve aujourd'hui le premier du Parlement, pour le désabuser et ses confrères de l'opinion qu'ils ont et qu'ils publient partout que Vostre Eminence ne désire pas qu'ils s'accoromodent avec M. le comte d'Alais. Mais ils sont tellement persuadés de ceste créance par les lettres qu'ils reçoivent de leurs députés et par les conseils et avis qu'ils reçoivent de beaucoup de personnes que je ne vois plus rien capable de la leur oster.... »

louer du bon traitement que vous recevrez de lui. Je vous demande en mon particulier ceste preuve de vostre amitié qui me sera la plus chère que vous me puissiez donner. »

Cet accommodement était impossible, quel que soit le désir de Valbelle de déférer aux vœux du cardinal. Le lieutenant de l'Amirauté n'était plus le maître de déchaîner ou de calmer à son gré les passions de ses concitoyens. Déjà, malgré lui et malgré La Reynarde, le conseil du 15 mai avait refusé de répondre à la lettre du comte d'Alais qui avait apporté aux consuls la nouvelle de l'arrivée prochaine d'une escadre espagnole¹. La chose était allée en empirant depuis et toute une troupe de jeunes gens, ceux-là mêmes dont Valbelle s'était servi pour provoquer la journée de Saint-Antoine, affectaient maintenant de dédaigner ses avis et de se soustraire à la direction des consuls, ce qui ne laissait pas que d'augmenter encore les appréhensions des agents de Mazarin, à qui rien de tout cela n'avait échappé². A les en croire, ces jeunes gens auraient fait régner dans la ville une véritable terreur : ils refusaient d'y laisser rentrer ceux qui en étaient sortis à la suite des événements du mois de mars et qui pensaient que l'abolition devait permettre leur retour³ ; ils chassaient même à coups de bâton les habitants de Toulon qui voulaient pénétrer dans Marseille et tous les autres provinciaux qu'ils accusaient de pactiser avec le comte d'Alais et ils essayaient de justifier ces excès par l'exemple même des mesures ordonnées à Toulon contre leurs concitoyens⁴. Il fallait donc reconnaître que, au lieu de ramener le calme, la délivrance des lettres d'abolition avait au contraire augmenté le trouble et la confusion, d'une part, en exaltant la confiance des ennemis du comte dans le succès final de leurs entreprises et, d'autre part, en exaspérant ses amis qui, dans la crainte de se

1. Voir ci-dessus, p. 311, note 2.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 315. Vignau à Mazarin, 8 juin 1650. « Ce que je trouve de fâcheux en ceste affaire, c'est que les consuls et les principaux de ceste ville ne sont que très peu les maîtres, ayant laissé prendre l'autorité à dix ou douze cadets qui sont ceux de qui ils s'estoient servis pour leur révolte. »

3. *Ibid.* « Et mesme la justice n'y est plus reconnue et ne veulent pas souffrir que les personnes qu'ils avoient exilées rentrent dans leurs maisons, ce qui pourroit avec le temps apporter du désordre. »

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 315. D'Albertas de Ners à Mazarin, 6 juin 1650. « J'ai trouvé tous les esprits des habitants extremement irrités à ne souffrir pas seulement que ceux qu'ils soupçonnent avoir affection pour M. le comte d'Alais entrent dans la ville, non plus que tous les habitants de Toulon que l'on traite à coups de baston lorsqu'ils se présentent aux portes de ceste ville. Et, comme je leur ai voulu représenter qu'ils avoient tort de porter leur haine dans ceste extrémité, ils m'ont dit que M. le comte d'Alais leur avoit montré le chemin et que, n'ayant que quelques bourgs et villages qui fussent dans ses intérêts, il en a chassé et exilé ceux qu'il croyoit ne lui estre pas affectionnés et qu'estant à Toulon, qui est la seule ville où il se croit en seureté, il a fait refuser l'entrée aux habitants de Marseille ce qui les a irrités à un point qu'ils ne veulent ouïr parler d'aucun accommodement, encore moins souffrir que ceux de Toulon entrent dans ceste ville. »

voir bientôt exposés sans défense aux représailles des vainqueurs. étaient prêts à tout tenter pour échapper à cette dangereuse perspective. De nouveau, on se sentait à la veille de la guerre civile et on s'y préparait avec frénésie des deux côtés.

L'épidémie de peste, un moment assoupie pendant les mois d'hiver, reparut au commencement de juin à Marseille non sans avoir déjà exercé des ravages dans les environs dès les premiers jours de printemps¹. Cela vint encore compliquer la situation déjà fort embarrassée. Aussitôt le mal déclaré, les consuls laissèrent sortir tous ceux de leurs concitoyens qui redoutaient la contagion². Ils n'avaient pas réfléchi qu'ils risquaient ainsi de se priver de concours qui pourraient leur être utiles³ et surtout qu'ils procuraient à leurs ennemis, retirés dans leurs bastides, hors des murailles de la ville et à l'abri de toute surveillance, les moyens de se concerter et de préparer quelque nouveau coup de main⁴.

Il est vrai que, par suite de la situation sanitaire, les consuls se trouvaient investis de pouvoirs extraordinaires dont ils pouvaient se servir dans l'intérêt de leur politique⁵. Ils pouvaient ainsi faire d'importants préparatifs militaires, sous prétexte d'interdire toute communication entre la ville contaminée et le pays voisin. La Reynarde et ses collègues n'y manquèrent pas. Ils créèrent des capitaines de crue, qui touchaient une solde de 500 livres par mois, et qui tenaient en permanence de cinquante à soixante hommes dans le corps de garde qu'ils commandaient⁶. La charge était lourde pour les finances de la ville; les consuls et les membres du Conseil crurent cependant devoir l'imposer à leurs concitoyens⁷. Ils donnaient ainsi à Marseille la physionomie d'une place d'armes, qu'à coup sûr elle n'aurait jamais

1. *Le Semestre et le Sabre*, 129; — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 665.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 665.

3. « Je fus des premiers à ouvrir ma bourse et commençai de prêter. Le sieur de La Salle et plusieurs autres en firent de mesme, mais aucun de ceux du parti contraire ne voulut secourir la ville et ils croyoient tous que les consuls ne trouveroient pas de l'argent. » (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 667 v°.)

4. « Tout le parti contraire estoit dans le terroir et s'attendoit de prendre son temps et de faire un effort pour rentrer dans la ville que la peste avoit désertée. » (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 669.)

5. Commission donnée par les consuls au Juge de Saint-Louis, Lazare de Cordier, pour vaquer aux instructions et procédures de justice, 17 juillet 1650 : « Nicolas de Félix, sieur de La Reynarde, Pierre Dupont, écuyer, et Jean-Baptiste Mazet, bourgeois, consuls, gouverneurs et défenseurs des privilèges, franchises et libertés de ceste ville de Marseille, exerçant la justice souveraine en ladite ville, son terroir et destroit pendant le temps qu'elle est affligée de la maladie contagieuse.... Nous, en vertu du pouvoir à nous donné par Sa Majesté par ses lettres patentes, données à Paris le second du courant.... » (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 679.) — Cf. cette lettre d'Ycard aux consuls du 8 juillet 1650 (Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse Y) : « ... Voici vostre pouvoir que j'ai fait expédier promptement lors du départ du Roy qui est à Fontainebleau pour marcher en Guyenne.... »

6. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 669.

7. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 51, f° 59 v° : Bureau du 6 juin 1650.

eue s'il ne s'était agi que de prendre des mesures pour arrêter les progrès de la contagion. « Cette ville est continuellement sous les armes, en effet, remarquait à ce moment un correspondant de Mazarin¹, et l'on n'y entend que les bruits des tambours et mousquets : il y a tous les soirs près de 4 000 hommes sous les armes. »

Les membres du parti contraire espéraient trouver la vigilance des consuls en défaut quelque part, sur un point de l'immense terroir qui entourait la ville, où ils auraient alors essayé de rentrer de force. Ils se réunissaient dans leurs bastides, faisaient en armes, le dimanche, des démonstrations devant la porte des églises, essayaient de gagner à leur cause les paysans en incriminant la conduite des consuls et en répandant de fausses nouvelles sur les affaires du royaume, à l'occasion des troubles de Guyenne².

Pour couper court à ces manœuvres qui entretenaient l'agitation dans le terroir et menaçaient de fournir au comte d'Alais, toujours dans le voisinage et aux aguets³, l'occasion depuis longtemps cherchée de forcer l'entrée de la ville, les consuls résolurent de recourir à un acte énergique. Ils donnèrent mandat au juge de Saint-Louis, Lazare de Cordier, d'ouvrir une information contre deux des agents les plus actifs du parti contraire, le Cadet de Coadre et Chevalier. Le 17 juillet, à la tête d'une bande de vingt à trente hommes armés de fusils, ceux-ci s'étaient présentés à la porte de l'église de Sainte-Marthe pour soulever les habitants de ce bourg à la sortie de la messe⁴. Sur l'ordre des consuls une petite troupe de deux cents soldats fut conduite à Sainte-Marthe. Les coupables s'en étaient enfuis : ils étaient allés chercher refuge dans la bastide d'un de leurs amis, Pierre de Blanc. Les soldats des consuls vinrent l'investir et firent prisonniers le Cadet de Coadre et Chevalier, contre lesquels le Parlement confirma le décret

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 315. D'Albertas de Ners à Mazarin, 6 juin 1650.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 677 v°. — Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au président d'Oppède, 24 juillet 1650.

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse A. Les consuls d'Aix, procureurs du Pays, aux consuls de Marseille, 20 juillet 1650 : « Nous avons reçu très agréablement l'avis qu'il vous a plu nous donner touchant l'apprehension que vous avez eue que le régiment de Modène dust loger à Saint-Marcel... » — *Ibid.*, *Correspondance des consuls*, Reg. I. Au président d'Oppède, 24 juillet : « ... Nous avons encore des avis de toutes parts que tout ce parti se grossit tant de ceux qui se trouvent dans le terroir que dans les villages voisins... On nous baille de plus l'alarme de quelques troupes qui sont descendues tout fraîchement à Auriol. » — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 687 v°. « Le comte d'Alais fit loger le régiment de Carignan à Auriol et celui de cavalerie de Feuquières à Roquevaire. Il sembloit par ces logemens et par l'ordre donné en mesme temps au régiment de Boissac de s'avancer et se loger dans Allauch que le comte d'Alais prétendoit d'assiéger Marseille ou du moins la bloquer. »

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 679.

d'accusation rendu par les consuls¹. A leur tour, les amis des prisonniers prétendirent les venger : ils projetèrent d'enlever de sa bastide le lieutenant de Valbelle, de le retenir prisonnier dans la tour de Bouc et de ne le délivrer que lorsque les consuls auraient consenti à recevoir à Marseille le comte d'Alais et tous ses amis et à rendre le chaperon aux consuls qu'ils en avaient dépouillés². Ce projet échoua, mais il obligea les consuls à faire une garde plus étroite³, et leurs ennemis à former d'autres desseins, car ils regardaient comme une nécessité impérieuse d'être les maîtres de Marseille⁴.

Malgré son indécision naturelle, d'Alais persistait dans son projet de se rendre tout-puissant en Provence. Jugeant sans doute l'occasion propice, au moment où la royauté était absorbée par le souci des affaires de Guyenne, il voulait maintenant tenter dans son gouvernement une diversion utile à la cause des Princes, qu'il n'avait pas osé embrasser ouvertement mais à laquelle il était secrètement favorable. Du moins ses ennemis l'en accusaient et faisaient valoir cette raison pour obtenir de Mazarin qu'il le rappelât à la Cour⁵. Mais, déjà

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au président d'Oppède, 24 juillet 1650. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 681; l'arrêt du Parlement du 29 juillet est reproduit dans les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 683 v°.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 687 v°-689.

3. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse I°. Le chevalier de Villages, chargé de la défense du bourg de Saint-Jullien, rend compte de sa mission aux consuls par deux lettres, l'une non datée, l'autre du 1^{er} août 1650.

4. Haitze, *Histoire de Provence*, III, XLII, 117. « Il (le comte d'Alais) ne pouvoit éluder les desseins du Ministre, qui songeoit à le déposséder, qu'en faisant voir qu'il estoit le plus fort dans la province, ce qu'il ne pouvoit persuader tant qu'on ne le verroit pas le maistre de Marseille, où le Roy mesme ne l'estoit pas absolument. »

5. Arch. des Affaires étrangères, 1716, 328. Le président de Gallifet à Mazarin, 12 juillet 1650. Le président de Gallifet, alors à Paris, ne pouvant porter lui-même à Mazarin les lettres du Parlement de Provence, les lui envoie en insistant sur la nécessité de rappeler immédiatement le comte d'Alais : en effet, le nombre de ses partisans s'augmente de ceux « qui souhaitent la guerre civile pour pescher en eau trouble », et de ceux qui se laissent prendre aux fausses nouvelles qu'il fait répandre et qui mettent le peuple « au désespoir, par la crainte qu'il a que M. le comte d'Alais ne reprenne sa première autorité et ne recommence sa tyrannie. N'osant se déclarer hautement en faveur de M. le Prince, il cherche des occasions plausibles et des prétextes spécieux pour remuer surtout pendant que le Roy est occupé aux affaires de Guyenne pour faire une espèce de diversion, pour donner courage aux Bordelais et un exemple aux autres villes du royaume comme il fit lorsque Sa Majesté alla en Bourgogne pour ranger Bellegarde à son devoir. Pour confirmation de cela, Sa Majesté se ressouviendra, s'il lui plaist, que, depuis la prison de M. le Prince, il a tasché par de secrètes intelligences de surprendre la ville de Marseille, celle de Berre et celle des Baux qui sont les plus fortes de la province. » — De leur côté, les consuls de Marseille dénonçaient à Mazarin les manœuvres du comte d'Alais et l'accusaient de poursuivre par ce moyen le succès du parti des Princes. « Comme ces désordres, disaient-ils, sont inspirés et fomentés par celui qui devoit les défendre et y remédier et qui, depuis longtemps, est la cause des troubles et confusions de la province. Votre Éminence agréera que nous lui envoyions la copie d'une lettre que nous avons interceptée venant de Toulon et que nous lui fassions entendre que les ordonnances nouvelles de ceux qui suivent ce parti c'est la deslvrance des Princes, un infaillible changement dans le ministère de l'Estat et autres nou-

l'expérience l'avait prouvé plusieurs fois, ce n'était pas par un coup de main que ses partisans pouvaient surprendre Marseille et y rétablir leur domination. Les consuls se tenaient trop sur leurs gardes. Pour en avoir raison, il fallait organiser une véritable expédition et attaquer la ville en même temps par terre et par mer.

Le comte en forma le projet. Les galères se trouvaient à Toulon depuis la peste de l'année précédente. On devait les faire partir de cette ville et pénétrer de grand matin dans le port de Marseille, tandis que, à la même heure, le comte lui-même, à la tête de troupes aussi nombreuses qu'il pourrait en réunir, se serait présenté devant la Porte Royale où il aurait fait ouvrir une brèche par son artillerie¹. Ce plan arrêté, on avait poussé les préparatifs avec activité : les principaux lieutenants du comte s'étaient rendus auprès de lui, à Toulon ; des réquisitions avaient été distribuées aux troupes ; le comte les avait passées en revue et il avait été défendu aux galères de s'éloigner du port, comme elles avaient l'habitude de le faire, pour se mettre à la poursuite de navires chargés de blé². Les chefs du parti affairés, fiévreux et incapables de garder le secret, annonçaient avec satisfaction que « bientôt on verroit couler le sang dans les rues et qu'on ne vouloit pas souffrir que de petites gens et sans défense gouvernassent dans Marseille³ ». Mais quand tout fut prêt, d'Alais refusa de donner le signal du départ⁴, à la déception de son entourage qui accusa la comtesse de l'en avoir dissuadé « en criant et tempestant qu'il y auroit du sang versé dont il avoit alors aversion aussi bien qu'elle⁵ ». Il fallut donc revenir à des desseins moins grandioses et recourir à la ruse, puisqu'on ne voulait pas renoncer à Marseille et qu'on n'avait pas les moyens de l'attaquer ouvertement.

veautés qu'ils inventent et qu'ils publient pour entretenir leur cabale et pour se saisir, s'ils pouvoient ensuite de quelque désordre, d'une ville si importante et que Vostre Eminence peut mettre dans le nombre de celles qui sont plus fideles et plus assurées à Leurs Majestés. » (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I : à l'Eminentissime cardinal Mazarin, 2 août 1650.) — Cf. *Ibid.*, les lettres du même jour à Châteauneuf, Brienne, Servien et Ycard. — Dans leur lettre à Ycard, les consuls s'exprimaient ainsi : « Nous donnons avis aux ministres des cabales et des factions qui sont continuées par les desseins d'une personne qui seroit obligée de les en empêcher s'il n'y attendoit des grands avantages, et pensons de servir utilement l'Estat par ceste généreuse résistance que nous faisons contre les entreprises de ceux qui n'ont point de meilleures nouvelles à débiter que la sortie des Princes, un grand changement dans le ministère et la force des armes de l'Espagnol sur la frontière. On peut juger du cœur par la langue et croire que, si jusqu'ici ils n'ont rien fait de considérable, c'est que nous avons rompu les mesures. »

1. *Le Semestre et le Sabre*, 128 ; — Haitze, *Histoire de Provence*, III, XLII, 117.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse C. De Coutron, Assesseur, aux consuls, de Roquevaire, « le jour de Saint-Mathieu » 1650.

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse C. De Coutron aux consuls, de Roquevaire, dernier juillet 1650.

4. Haitze, *Histoire de Provence*, III, XLII, 117 ; — *Le Semestre et le Sabre*, 128.

5. Haitze, *loc. cit.*

S'élevant au sud-est de Marseille, qu'elle domine puisqu'elle est la plus haute des collines qui l'entourent, surveillant à la fois l'entrée du port¹ et la plus grande partie de la campagne environnante, se dressant enfin en face de l'Hôtel de Ville qu'elle pouvait tenir sous la menace de ses canons, la colline de Notre-Dame-de-la-Garde parut être une position désirable aux partisans du comte d'Alais. Le roi de France, sans représentant et sans soldat à Marseille, y possédait, à côté du sanctuaire, un fort qui rappelait aux habitants sa souveraineté et où, en cas de besoin, il pouvait mettre une garnison. C'était, d'ailleurs, un établissement de peu de valeur où le gouverneur royal, nommé de Scudéry, dédaignait de résider, s'en remettant du soin et de la garde de la forteresse à un modeste sergent qui y commandait en son absence, et moyennant des gages insignifiants, à une garnison de cinq hommes². Cependant, le parti qu'un ennemi habile pourrait tirer de cette position n'avait pas échappé à quelques-uns des amis des consuls : Valbelle leur avait conseillé de gagner ce sergent et d'obtenir qu'il leur permit de mettre dans le fort une petite garnison³. La Reynarde négligea cet avis ou, du moins, laissa à ses ennemis le temps de le devancer.

Le 1^{er} août, un des leurs, David Caze, beau-fils du commandant des galères de Vincheguerre, obtint, du sergent Nicolas, moyennant vingt pistoles, la permission de se réfugier dans le fort où il fit entrer avec lui quelques hommes avec des armes et des munitions. Il comptait de là donner la main à ses amis de Toulon et leur faciliter la surprise de la ville. Ceux-ci, à peu près complètement maîtres de la mer grâce aux galères qu'ils renaient dans ce port, pouvaient, sans grande peine, jeter des hommes et des munitions dans les petites anses ou *vallons* (comme on les appelle à Marseille) qui se succèdent le long du rivage marseillais, depuis l'entrée du port et le rocher, où s'élèvent aujourd'hui le fort Saint-Nicolas et le château du Pharo, jusqu'à la plage où l'Huveaune débouche dans la mer. Par des sentiers, soustraits à la surveillance des consuls, qui escaladent la colline à l'ouest et au sud, les communications étaient faciles à établir entre la côte et la forteresse. Le Cadet de Cabanes, ennemi personnel de la famille de Valbelle, se chargea d'exécuter ce plan qui n'avait rien de téméraire. Des

1. « Ce misérable fort... ne sert à autre usage qu'à faire le signal pour tous les vaisseaux qui paraissent en pleine mer.... » (Les consuls de Marseille au Comte de Brienne, 6 sept. 1650. — Arch. com., BB. *Correspondance*, Reg. 1.)

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 695. « Comme il n'y a point de fonds dans l'Espagne pour ceste morte-paye et que gouvernement n'est qu'un titre d'esclat à cause du nom de Marseille, mais au fond onéreux et incommode à celui qui l'a, ce sergent estoit un jeune homme et de peu de sens.... » — « La garnison n'a jamais esté que de cinq hommes, payés par le Roy.... » (Lettre des Consuls à Brienne du 16 sept. 1650.)

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 695 v°.

patrons pêcheurs furent sollicités de prendre dans leurs barques de la poudre, des balles, des mèches et des vivres et de les transporter, sous l'escorte d'une galère que le cadet de Cabanes commanderait lui-même, jusqu'au vallon de l'Oriol d'où on les ferait passer à David Caze et à ses soldats. Les Intendants de la santé de Toulon prêtaient les mains à ce projet et autorisaient cette expédition, quoiqu'on fût en temps d'épidémie et que, pour cette raison, l'entrée du port de Marseille fût interdite aux navires¹.

Cette tentative aurait pu réussir, malgré le petit nombre d'hommes que Caze avait avec lui dans la forteresse², si de La Salle, informé par hasard de ce complot, ne s'était hâté d'en faire part aux consuls. Ceux-ci invitent aussitôt le sergent Nicolas à venir s'expliquer devant eux. Il refuse, en s'excusant « de ne pouvoir quitter la place sous prétexte qu'il n'a que deux soldats avec lui ». Les consuls envoient alors en reconnaissance Ricou, capitaine du quartier de Cavaillon. A peine celui-ci est-il arrivé en vue du fort, accompagné d'un sergent et de deux soldats, que quelques coups de canon et de mousquet sont tirés contre lui et blessent un de ses compagnons. A cette nouvelle, les consuls chargent de Gratian, capitaine du quartier du Corps de Ville, d'aller sommer en leur nom le sergent Nicolas de faire sortir Caze et ses compagnons. Caze s'y refuse et répond qu'il ne sortira pas avant que les consuls n'aient mis en liberté le Cadet de Coadre, qu'ils retiennent à la tour Saint-Jean³. Comprenant alors qu'ils n'auront raison de ces obstinés que par la force, La Reynarde et ses collègues

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 695; — *Le Scemestre et le Sabre*, 128. — Dans ce document, cet événement est placé « dans le commencement du mois de juillet ». Au contraire, tous les autres documents que nous avons eus entre les mains le placent, avec les *Mémoires de Valbelle*, au commencement du mois d'août. Cette dernière date est la vraie, comme en témoigne le procès-verbal dressé par les soins des consuls de Marseille. (Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 29.) « Scavoir faisons que cejourd'huy, quatriesme aoust mil-six-cens-cinquante, estant nous, Nicolas Félix, sieur de La Reynarde, Pierre Dupont, escuyer, et Jean-Baptiste Mazet, bourgeois, Consuls-Gouverneurs de ceste ville de Marseille, dans la salle de l'Hostel-de-Ville, où nous sommes enfermés depuis deux mois à cause de la contagion, avons esté avertis que David Caze, beau-fils du sieur de Vinchegueere et le nommé Barbier... sont entrés avec des soldats de fortune et autres gens sans aveu dans le fort Nostre-Dame-de-la-Garde, où ils ont esté introduits à prix d'argent par le nommé sergent Nicolas, commandant audit fort pour le sieur de Scudéry et qu'ensuite de ladite surprise ils ont pris quelques moutons et battu le boucher qui les conduisoit, faisant dessein de se fortifier audit lieu pour de là faire des courses et avoir une retraite assurée au préjudice des intentions de Sa Majesté contre son service et le repos public.... » — Arch. com. de Marseille, FF. *Dépositions et Enquêtes du Juge de Saint-Louis* : Août 1650 : Information de Lazare de Cordier, « juge royal civil et criminel au tribunal Saint-Louis », commissaire délégué par les consuls. — Du 17 août, déposition de Jean-Baptiste Bouchot, maistre-maçon de cette ville. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 697 v°.

2. Déposition de Jean-Baptiste Bouchot.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 697 et suiv.; — Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 29 : Procès-verbal des consuls de Marseille.

chargent le major de Félix d'organiser contre eux une véritable expédition, après avoir attesté dans un procès-verbal habilement rédigé qu'ils ont été réduits à cette extrémité par le souci légitime de châtier une entreprise criminelle, qui menace à la fois le service du Roi et le repos de la ville¹.

Le major de Félix met aussitôt sur pied dix compagnies avec lesquelles il se propose de faire le blocus de la forteresse, tandis qu'il fait soigneusement garder les chemins et les sentiers qui, de divers côtés, descendent de la colline vers la terre ou vers la mer. Le 4 août au soir, toutes ses dispositions sont prises : la garde est si exacte que le gouverneur du Château d'If, de Piles, dont la barque s'est approchée de la côte, est obligé de rebrousser chemin sur la menace d'être reçu à coups de feu s'il persiste à vouloir aborder. Cependant les assiégés tiennent bon : mais, quand les consuls leur ont fait signifier un arrêt du Parlement les menaçant de poursuites pour crime de lèse-majesté², Caze consent enfin à négocier. Il promet d'évacuer la place si, dans un délai de trois jours, il ne reçoit aucun secours, à la condition toutefois d'être déchargé de poursuites et d'être remboursé des dépenses qu'il a faites pour son entreprise malheureuse. Valbelle obtient de ses amis qu'ils souscrivent à cet accord : le 10 août, Caze reçoit 500 écus³ et de Félix prend possession de la place en faisant tirer, en guise de réjouissance, trois coups de canon et des salves de mousqueterie⁴.

Ce nouvel échec ne découragea pas encore les partisans du comte d'Alais. Ils ne dissimulèrent cependant pas assez leur dépit pour ne pas accuser David Caze de les avoir lâchement trahis, puis, pour laisser entendre que les consuls avaient eux-

1. Procès-verbal des consuls : « Et, d'autant que ceste surprise est un effet des assemblées qui se sont faites au lieu de Gardanne et autres parties de la province par les mal affectionnés au service du Roy et ensuite des discours et menaces dont nous avons donné avis à Leurs Majestés et à ses principaux ministres, nous avons cru estre du dû de nos charges de nous mettre en estat de rendre ceste insulte et entreprise autant inutile qu'elle est criminelle et d'assurer en ce qui despendra de nous et des bons serviteurs du Roy le repos de ceste ville que le parti contraire tasche journellement de troubler... »

2. Cet arrêt, rendu le 5 août, est reproduit dans les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 705 et suiv.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 709. « ... Je fus d'avis de lui accorder les cinq cens escus qu'il demandoit et, qui plus est, j'en fis l'avance tant j'avois de sujet d'apprehender les longueurs qui ne pouvoient estre qu'extremement nuisibles. » — Cf. Arch. com., CC. Comptes trésoraires, 17 avril — 31 octobre 1650, Jean Belisle, trésorier. « Aoust. A moi-mesme Trésorier, que j'ai payé d'ordre de Messieurs les consuls à Sieur David Caze, qui s'estoit saisi de Nostre-Dame-de-la-Garde, pour ses frais et despenses, 1550 l. »

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 709 v°. — *Le Semestre et le Sabre*, 128. — *Haitze, Histoire de Provence*, III, XLII, 119

5. Arch. com., FF. *Dépositions et Enquêtes du Juge de Saint-Louis*. Du 17 août 1650. Déposition d'Antoine Marguerit, maître-tapisserie. « A exposé et fait entendre qu'il y a deux ou trois jours qu'il fut à la conférence de Toulon de la part du sieur David de Caze pour rendre quelques lettres au Cadet de Cabanes et autres, où étant, ledit Cadet de Cabanes ayant reçu ses lettres, il dit que ledit de Caze estoit un voleur d'avoir lâchement donné le fort Nostre-Dame-

mêmes machiné cette affaire afin d'avoir un prétexte pour chasser du fort de Notre-Dame les soldats du Roi et les remplacer par leurs propres troupes¹. Ensuite, se fiant toujours à la promesse du comte de leur envoyer des renforts, ils s'efforcèrent d'entretenir l'agitation dans le terroir, d'y réunir des gens de paye qu'ils cachaient dans leurs bastides et qu'ils tenaient prêts à recourir aux armes si les consuls essayaient de les disperser. Le 12 août, ils montrèrent jusqu'où pouvait aller leur résolution. Ce jour-là, deux compagnies de la milice urbaine s'étant présentées devant la bastide de Louis de Vento, au quartier des Aygalades, pour sommer ceux qui s'y trouvaient d'en sortir, elles furent accueillies à coups de feu et le sergent, qui s'était avancé pour porter la sommation, tomba mort. Il fallut envoyer des renforts pour venir à bout de cette résistance : les chefs, enfin arrêtés, furent ramenés dans la ville et enfermés à la Tour Saint-Jean².

C'en était trop ! Ni Marseille, ni la Provence, dont les principaux représentants, Parlement, procureurs du Pays, consuls d'Aix et d'Arles, avaient lié le sort à celui de cette ville, objet unique des entreprises du parti d'Alais, ne pouvaient rester plus longtemps sous cette incessante menace de guerre civile. Le danger devenait de plus en plus pressant et le désordre de Marseille s'étendait à présent à toute la province³. Il n'y avait point d'autre remède que l'éloignement du comte d'Alais, dont les menées avaient causé tout ce mal. C'est ce que ses ennemis étaient décidés à faire comprendre à la Cour, dont les actes

de-la-Garde à ses ennemis, que tous ses parens et mesme M. le Comte l'avoient abandonné et qu'il ne devoit plus faire estat de personne après une action si lasche.... »

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 41. — *Relation* (imprimée) *de ce qui s'est passé dans la ville de Marseille le vingt-neuvième d'aoust mil six cents cinquante et des feux de joye qu'on y a faits sur la nouvelle de la naissance de Mgr le Prince*. Seconde édition, revue, augmentée, corrigée et réformée. « Après avoir fait part des lettres supposées que nos consuls et leurs supposts ont fait imprimer pour essayer à plastrer les continuel attentats qu'ils ne cessent de commettre contre l'autorité royale et cette lasche conduite, dont ils usent en tous leurs procédés, laquelle se manifesta ces jours passés trop clairement en la surprise du fort de Nostre-Dame-de-la-Garde où ils avoient fait jeter un homme qui apparemment n'estoit point de leur parti, pour prendre quelque prétexte de l'assiéger, de se le faire rendre, en un mot de l'oster au Roy, moyennant la somme de deux mille livres dont ils ont payé le principal acteur de ceste comédie. »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 717.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 265. Note anonyme, sans date, adressée à Mazarin (datée inexactement, par l'auteur du classement, de mars 1650) ; le paragraphe relatif à la tentative de surprise de Marseille par le Cadet de Cabanes montre, au contraire, qu'elle a été écrite au moment de l'affaire du fort de Notre-Dame-de-la-Garde). L'auteur déclare qu'il est indispensable de faire connaître à Son Eminence un certain nombre de choses qu'il est nécessaire qu'elle sache. « Les villes de Brignoles et de Tarascon sont toujours sous les armes, nonobstant les ordres qu'on leur a envoyés et à M. le comte d'Alais pour les faire poser : si bien qu'il y a deux petites républiques au milieu du royaume où l'autorité du Roy ni celle de ses officiers de justice n'est point reconnue, ce qui est d'un très pernicieux exemple. On publie dans ces lieux qu'ils veulent attendre la majo-

contradictoires à propos des affaires de Provence ne permettaient pas de dire si elle lui était ou non favorable¹.

L'entente était très étroite dans le parti du Parlement. Elle avait été cimentée par une correspondance active et par des pourparlers suivis entre les consuls des villes alliées, les procureurs du Pays et les principaux parlementaires². Au moment de l'affaire du fort de Notre-Dame-de-la-Garde, le président d'Oppède, actif, décidé et énergique, avait en quelque sorte pris la direction du parti et prodigué aux consuls de Marseille

rité pour savoir les véritables intentions de Sa Majesté. Il y a eu sédition dans la ville des Baux où le parti des gens de bien a eu tout l'avantage. Cette place, qui est la plus forte de la province, faillit d'être surprise, il y a six semaines, par les partisans que M. le comte d'Alais a dans Tarascon, esloignée seulement de trois lieues. Ceste entreprise qu'on devoit exécuter la nuit est vérifiée par des informations faites sur ce sujet. Depuis dix jours, il a voulu encore surprendre Marseille, par l'entremise du Cadet de Cabanes qui avoit corrompu un sergent pour ouvrir la porte où il estoit de garde : ce qui tesmoigne bien que ses desseins n'ont pas pour objet le service du Roy, puisqu'il ne peut pas douter du zèle et de la fidélité de ceste ville. Sous prétexte de l'armée navale d'Espagne, M. le comte d'Alais a fait rapprocher de Toulon toutes les troupes qui sont dans la province et mandé à ce qu'on dit celles qui sont en Dauphiné. Ce prétexte est favorable à sa passion et à ses desseins et peut-estre il ne seroit pas fâché que les ennemis entreprissent quelque chose en Provence pour s'y rendre nécessaire et afin qu'on lui laissast toujours une armée pour rétablir son autorité, pour continuer ses vengeances et pour favoriser par ceste diversion le parti de M. le Prince. »

1. Les parlementaires reprochaient à Mazarin de protéger le comte d'Alais, dans l'espoir qu'il pourrait lui procurer un asile en Provence, s'il était obligé un jour de fuir de la Cour. « On publie, écrivait l'auteur de la note anonyme citée ci-dessus, que Son Eminence protège M. le comte d'Alais et que la considération du service qu'il rendit au feu cardinal de Richelieu, lorsqu'il se retira à Tarascon, l'oblige à cela pour acquérir son amitié en cas qu'il tombast quelque jour en pareil malheur. Ce qui fait trois mauvais effets : le premier, de fortifier son parti que la prison de son protecteur avoit affaibli; le deuxiesme, d'intimider celui du Parlement; et l'autre, d'altérer les affections que la province concevoit pour Son Eminence, à cause de l'espérance qu'on lui faisoit concevoir de recevoir bientost son salut de sa bonté, car la haine qu'on a pour M. le comte d'Alais est si grande qu'elle rejaillira toujours sur ceux qui l'appuieront. Ce qui fait douter en Provence qu'il n'ait quelque puissant protecteur à la Cour est de voir que, depuis la détention de Monsieur le Prince, on a souffert qu'il ait continué les mesmes violences qu'il pratiquoit auparavant. Il y a beaucoup d'autres particularités qu'on peut très difficilement escrire. »

2. « L'union d'Aix, de Marseille et d'Arles a esté confirmée par une nouvelle assemblée des députés de ces villes avec les procureurs du Pays. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 265. Note anonyme adressée à Mazarin). — Cf. Arch. com., CC, Comptes Trésoraires, 17 avril-31 octobre 1650 (Jean Delisle, trésorier) : « Aoust. Au sieur Jean Maure, pour un voyage fait à Salon vers Mme la présidente d'Oppède, pour les affaires de ceste Communauté..., 12 l.; — aoust, à M. Dupont (second consul), pour despense faite tant par lui que par M. de Félix avec leurs valets au voyage qu'ils ont fait à Salon (où le Parlement tenoit la Chambre des vacations, à cause de l'épidémie)..., 48 l. » — *Ibid.*, BB, *Correspondance des consuls*, Reg. I, lettres du 4 août 1650 à « Nosseigneurs de la souveraine Cour du Parlement de ce Pays », aux procureurs du Pays, au président de Régusse et au président d'Oppède. — Lettres reçues : liasse A, les consuls d'Arles aux consuls de Marseille, 5 août 1650; les procureurs du Pays aux consuls, 11 août 1650 : « Nous sommes tellement attachés aux intérêts de vostre ville que rien ne scauroit la toucher que nous ne soyons obligés de contribuer tous nos soins et tout nostre pouvoir pour seconder vos bonnes intentions. La surprise du fort de Nostre-Dame-de-la-Garde nous fit résoudre incontinent après la nouvelle de courir à Salon pour conférer avec Messieurs (du Parlement) des moyens qu'on pourroit prendre pour calmer cest orage. » — *Ibid.*, liasse C, lettres du comte de Carcès aux consuls, des 5 et 12 août 1650.

ses conseils, ses encouragements à la résistance et des promesses de secours¹. C'est lui qui leur avait recommandé de ne pas négliger d'informer le Roi de cet événement et qui les avait engagés à faire une députation². Quand Antoine de Félix en fut chargé, il emporta, avec les lettres des consuls pour le Roi et les ministres³, une lettre du Parlement, adressée à Mazarin, qui reprenait tous les griefs des Provençaux contre d'Alais, dénonçait ses tentatives malheureuses et ses nouveaux préparatifs contre Marseille, en montrait le danger pour la province et pour le royaume et réclamait catégoriquement son rappel⁴.

« L'entreprise qu'on a faite sur Notre-Dame-de-la-Garde, exposaient les auteurs de cette lettre⁵, les levées et attroupemens de gens de guerre que l'on fait de toutes parts, ne doivent plus laisser de lieu à douter de leurs mauvoises intentions, comme aussi de la fidélité inébranlable que tout le reste de la province a pour le service du Roy, et notamment la ville de Marseille qui a signalé son zèle en la prompte reprise de Nostre-Dame-de-la-Garde que quelques personnes de mauvoise réputation et pourtant avouées secrètement et secourues du costé de Toulon avoient surpris. Nous avions différé, Monseigneur, d'en donner avis à Vostre Éminence jusques à ce que nous puissions lui mander que toutes choses estoient pleinement restablies pour le service du Roy dans Marseille. Mais, quoique la prise de ce fort dust avoir abattu le cœur de ceux qui ont envie de brouiller, néanmoins voyant qu'ils ne laissent de s'assembler, aller dans le terroir de cette ville, attroupés et en armes, pour y esmouvoir

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse O. Lettres du président d'Oppède aux consuls, des 6, 8, 10, 13 et 15 août 1650.

2. « Je vous prie de vous souvenir de mander un courrier à la Cour : vous pourriez avoir reproche de l'avoir négligé » (Lettre du 10 août 1650).

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 721 v°. « L'emprisonnement de ces huit personnes, joint à la réduction de Nostre-Dame-de-la-Garde et aux justes appréhensions des approches des troupes de cavalerie qui estoient pour lors dans ceste province, nous obligèrent d'avertir le Roy de ce qui se passoit ici et d'envoyer à cest effet M. de Félix avec créance et liberté d'agir et de parler comme il trouveroit à propos. » — *Le Semestre et le Sabre*, 129. « Les Marseillois escrivirent au Roy pour l'informer de ce qui venoit de se passer. Le sieur de Félix fut le porteur de la lettre dans laquelle ils représentoient à Sa Majesté la manière violente dont le comte usoit pour reprendre leur ville dont il troubloit la tranquillité et le commerce. » — Huitze, *Histoire de Provence*, III, XLII, 119. « Mais, ayant esté en mesme temps assiégée par ordre des consuls de la ville..., elle [la forteresse de Notre-Dame-de-la-Garde] fut reprise et les clefs de la place portées au Roy, pour mieux couvrir leur dessein, par le sieur Antoine de Félix, qui eut audience de Sa Majesté, le 23 aoust. »

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 723. « Il [de Félix] partit en poste, le 14^e du mesme mois, et passa à Salon et à Carpentras pour prendre les lettres de Messieurs du Parlement et de M. le cardinal Bichi, qui tous concouroient à descrire les entreprises et à demander la sortie et l'esloignement du comte d'Alais. » — Cf. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* lettres reçues, liasse O. D'Oppède aux consuls, de Salon, 15 août 1650. « ... J'ai conseillé à M. de Félix de passer à Carpentras pour y prendre les lettres de M. le cardinal Bichi. Nous escrivons par lui à la Cour dans les termes qu'il faut.... »

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 338. Le Parlement à Mazarin, 15 août 1650.

le peuple, que, hier mesme, les consuls furent obligés de mander quelques personnes pour dissiper ces assemblées, sur lesquelles les assemblés avant voulu tirer, il y eut espèce de combat dans lequel ces séditieux furent mis en déroute et huit des principaux chefs de l'entreprise sur la ville de Marseille furent pris et menés prisonniers aux consuls. Nous voyons aussi que, de toutes parts, les troupes s'approchent de ceste ville et on les loge à tous les villages circonvoisins. On assure mieux, ce que nous avons peine à croire, que quatre galères ont promis à M. le comte d'Alais de se tenir au chasteau d'If et bloquer Marseille du costé de la mer. Tous ceux qui sont dans ceste entreprise ont fait fonds d'argent et Mme la comtesse d'Alais elle-mesme a contribué. La province de l'autre costé s'intéresse tout entière pour la ville de Marseille. Enfin, toutes ces circonstances et beaucoup d'autres tirées de la conduite de ces personnes et de ceux qui les appuient nous obligent par ce courrier d'en donner avis à Vostre Éminence afin que, par un prompt remède, il lui plaise couper la racine de tant de maux qui menacent ceste province et aux entreprises de ceux qui ne souhaitent et ne publient que le désordre de l'Estat. Les remèdes y sont faciles puisqu'ils consistent au deslogement des troupes dont on se sert, après tant d'actes de vengeance et de cruauté qu'on leur a fait commettre, à désoler la plus fidèle ville du royaume et une des plus importantes. L'autre remède, nous sçavons bien quel il est : tous les peuples de ceste province en font tous les jours des vœux au ciel ; Vostre Éminence, Monseigneur, le voit et le connoist mieux que nous. Nous avons trop de respect pour en porter nos très humbles supplications à Leurs Majestés, mais ce que nous n'osons faire, les pleurs et les larmes des pauvres innocens opprimés le font tous les jours envers Dieu qui nous fera un jour ceste grâce de faire connoistre à Leurs Majestés combien ce remède est nécessaire pour le service et le repos de ceste province, qui sont les deux seules choses qui nous obligent de parler et de protester à Vostre Éminence que, quelques ordres que le Roy mande, nous serons trop forts de son seul nom pour les faire exécuter contre qui que ce soit. Vostre Éminence, Monseigneur, considérera, s'il lui plaist, quelle ville est Marseille qu'on veut envahir et à quel dessein et combien il importe à l'Estat qu'elle despende du Roy seul. Et nous sommes obligés de vous dire que ceste affaire négligée peut se rendre aussi mauvoise que celle qui occupe présentement vos soins et vos pensées¹. »

Anne d'Autriche et Mazarin se trouvaient alors en Guyenne où ils étaient allés réduire la révolte de Bordeaux, laissant à Paris Gaston d'Orléans, lieutenant général du royaume, et le

1. La révolte de Bordeaux et de la Guyenne.

garde des sceaux Châteauneuf¹. A part Brienne, acquis à la cause du comte d'Alais, les membres du Conseil, qui accompagnaient la régente et le cardinal, étaient les ennemis résolus des Frondeurs. Parmi eux, Servien était prêt à faire valoir les prétentions de Marseille, pour obliger son ami le lieutenant de Valbelle, dont il savait l'attachement à sa personne et le dévouement aux intérêts de Mazarin². Le choix d'Antoine de Félix, cousin et confident du lieutenant de l'Amirauté, avait donc été des plus habiles, aucun autre gentilhomme de Marseille ne pouvant être plus que lui *persona grata* auprès des ministres qu'il joignit à Libourne³. Il trouva Mazarin, préoccupé des affaires de Provence et disposé à tout pour empêcher qu'elles ne prennent l'importance de celles de Normandie et de Guyenne⁴. Aussi

1. A Paris, Gaston d'Orléans et Châteauneuf étaient l'objet de sollicitations analogues à celles que Félix allait présenter à Mazarin et aux conseillers du Roi qui l'avaient accompagné en Guyenne. Le chevalier de Valbelle, depuis longtemps déjà dans la capitale, s'efforçait d'obtenir de l'oncle du Roi une décision conforme au désir de ses concitoyens et, partant, défavorable au comte d'Alais. Le 19 août, il écrivait aux consuls : « J'ai appris avec douleur l'inquiétude où vous a mis M. Caze par la surprise du fort de Nostre-Dame-de-la-Garde : rien ne pouvoit l'adoucir que l'assurance que me donnent toutes les lettres de sa prompte reddition. Si je ne la tenois assurée, je serois déjà, Messieurs, auprès de vos personnes pour m'animer par vos exemples à servir le Roy et le public qui sont les seuls offensés de ce crime. Ne pouvant m'aider à le châtier par les belles voies que j'estime, celles des armes, je travaille à le rendre connu à Son Altesse Royale et à Messieurs les ministres afin que, si vous en avez retardé le châtiment par respect, ils l'avancent par ordre exprès. Je m'assure que M. Ycard vous marquera de la façon que j'ai parlé à M. le garde des sceaux lui rendant votre lettre et de la manière qu'il m'a répondu. Quant à Son Altesse Royale, je n'ai pas voulu, Messieurs, mesler les affaires publiques avec le compliment que je lui ai fait de votre part sur la naissance de M. le Prince, son fils. Il est vrai, à ne vous cacher rien, qu'il m'en parla d'abord et me remit au soir pour l'en entretenir : la foule du monde ne me le permit pas... » (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse I). On peut rapprocher une lettre datée du même jour écrite par Ycard aux consuls (*Ibid.*, liasse I).

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 47. Le lieutenant de Valbelle à Servien, de Marseille, 6 septembre 1650. « Je ne scaurois vous exprimer le contentement que j'ai reçu par le retour de mon cousin de Félix, puisqu'en m'assurant de l'estat de vostre santé, il m'a entretenu de celui qu'on fait à la Cour de vos sages et prudents conseils et comme vous avez toute l'autorité et le credit que vos serviteurs pourroient souhaiter. Pour moi, Monseigneur, qui suis de ce nombre et qui scais fort bien mesnager l'honneur que vous me faites de m'aimer, sans publier vos lettres ni en faire aucune sorte de démonstration, je ne scaurois apprendre de meilleures nouvelles et j'ai déjà reçu de si parfaites preuves de vostre protection qu'elle ne sera jamais si puissante que mes desirs n'aillent beaucoup au delà... » — Cf. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 733 v°. « Mon cousin de Félix, à qui mes illustres amis, Messieurs de Servien et de Lionne, avoient facilement decouvert les intentions de la Cour... » ; — et *Ibid.*, 727 v°. « Mon cousin de Félix me dit à l'oreille que M. le cardinal Mazarin, l'idole de la Cour et le tout-puissant dans l'Estat, ne lui avoit parlé que de moi et l'avoit chargé en partant de me faire ses recommandations... »

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 721 v°. « Et il estoit bien juste de nous confier à une personne qui estoit si bien informée des intentions des consuls et des miennes particulières et dont les bons avis estoient presque toujours suivis et considérés dans toutes nos affaires... » — *Ibid.*, 727 v°. « Il fait bon envoyer à la Cour des gens qui s'y entendent et qui puissent rendre raison de leur fait. Mon cousin de Félix fit plus d'affaires dans trois jours que d'autres n'en ont fait dans trois mois... »

4. Voir plus loin la lettre de Mazarin à Le Tellier, du 7 octobre 1650.

n'eut-il pas de peine, après avoir gagné Brienne, le seul susceptible de lui faire de l'opposition dans le Conseil¹, à obtenir toutes les satisfactions qu'il avait reçu mandat de réclamer².

Après un très court séjour à Libourne, de Félix revint, en effet, à Marseille. Il y rapportait aux consuls des lettres de Mazarin et du Roi qui approuvaient leur conduite dans l'affaire du fort Notre-Dame-de-la-Garde, interdisaient de tenir désormais des assemblées séditieuses dans le genre de celles que les consuls avaient dû disperser, et évoquaient enfin devant le Conseil du Roi le procès des personnages arrêtés à la suite de l'affaire de la bastide de Louis de Vento³. C'était, pour le parti au pou-

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 727 v^o. « Il s'acquit d'abord l'estime et la bonne grâce de M. le comte de Brienne, qui en parla avec éloge dans le Conseil du Roy... »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 727 v^o. « Il lui fut dit de dresser lui-même les ordres qu'il pouvoit désirer. En quoi, il usa de grande discrétion et d'une égale adresse... » — Haitze, *Histoire de Provence*, III, XLII, 119. « Le sieur Antoine de Félix... eut audience de Sa Majesté, le 23 aoust, dans la ville de Libourne en Guyenne où le Roy se trouvoit pour chasser le parti des Princes de la capitale de ceste province. » — *Le Semestre et le Sabre*, 129. « Ceste lettre [des Marseillais] fut rendue à Sa Majesté, à Libourne, auprès de Bordeaux. Le Roy respondit aux Marseillois qu'il approuvoit leur conduite. »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 40. Mazarin aux consuls de Marseille, de Libourne, 23 août 1650 (au dos, est inscrite cette note : *Minutes de Monseigneur*). « J'ai esté bien aise d'apprendre par la lettre que le sieur de Félix m'a rendue et par sa vive voix ce qui s'est passé au sujet du fort de Notre-Dame-de-la-Garde, n'y ayant personne qui puisse douter des bonnes intentions ni du zèle avec lequel Messieurs de Marseille ont agi en ceste occasion après la soumission et les offres que ce gentilhomme vient de faire de leur part à Sa Majesté. Comme vous sçavez les ordres qu'elle a donnés là-dessus par les despaches de M. le comte de Brienne, je me contenterai de vous assurer que, dans les soins que je prends en général pour le repos de la province, celui de vostre ville m'est particulièrement à cœur... » — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 731. Lettre du Roi aux consuls de Marseille. « Très chers et bien amés. Nous avons appris par le gentilhomme que vous Nous avez despesché et par vos lettres particulières que quelques gens, pour un dessein caché, s'estoient emparés par surprise du fort de Notre-Dame-de-la-Garde et que vous l'avez repris pour le remettre en Nos mains. Sur quoi, Nous vous escrivons celle-ci, par l'avis de la Reine-Régente, Notre très honorée Dame et Mère, pour vous dire que nous ne sçaurions que louer et approuver ce que vous avez fait en ce rencontre par le seul motif de Notre service et de l'obéissance que vous Nous devez. Nous envoyons une commission au sieur de Bézemaux, qui est par-delà, pour commander audit fort auquel vous le remettrez et pourvoirez à la garnison que Nous lui avons ordonné d'y mettre, vous assurant que Nous sçaurons si bien pourvoir à vostre repos et conservation par les soins que Nous prenons de calmer la province que vous serez bientost deslivrés de toute crainte et appréhension et, sur la confiance que Nous avons en vostre fidélité et en vostre zèle, Nous prions Dieu, etc. Escrit à Libourne, le 23^e aoust 1650, signé LOUIS, et plus bas, LOMÉXIE. » — Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n^o 51, f^o 182. « De par le Roy, comte de Provence, Sa Majesté ayant esté informée que des désordres et mouvemens excités dans la ville de Marseille sont survenus durant la contagion dernière et les entreprises et monopoles qui se sont faites par quelques-uns mal intentionnés et que lesdits consuls et autres, ses bons et fideles sujets, se sont comportés avec beaucoup d'affection pour son service, ainsi qu'ils l'ont nouvellement tesmoigné à Sa Majesté, laquelle, désirant pourvoir au repos et tranquillité de ladite ville, a fait très expresses défenses à toutes personnes de quelque estat et condition qu'elles soient de s'attrouper ni faire aucune assemblée tant dans ladite ville que dans le terroir d'icelle ou lieux circonvoisins, signer aucune union ni se distinguer et diviser les uns des autres, par nom et titre de parti ni tenue particulière, à peine d'en courir la rigueur des ordonnances et d'estre procédé contre iceux comme infracteurs d'icelles et perturbateurs du repos public; prescrit auxdits consuls de

voir, un avantage précieux dont le prix était encore augmenté par l'assurance donnée par Mazarin que les citoyens du parti contraire, qui étaient sortis de Marseille depuis le jour de Saint-Antoine, n'y rentreraient pas avant l'élection maintenant prochaine des nouveaux consuls¹. Tout cela, cependant, n'avait que bien peu de valeur aux yeux de Valbelle et de ses amis en comparaison de la nouvelle que de Félix leur apportait du prochain rappel du comte d'Alais².

Pourtant, ce rappel n'était pas le signe d'une disgrâce prochaine. D'abord, bien qu'on eût permis à de Félix de l'annoncer à ses amis, on ne l'avait pas chargé d'en porter lui-même l'ordre signé du Roi. C'est à un envoyé exprès que fut confiée cette mission délicate, en même temps que celle de remettre un ordre semblable au lieutenant du gouverneur, le comte de Carcès, qui, depuis le commencement des troubles, avait été le chef véritable du parti du Parlement. La présence de ce personnage en Provence pendant l'absence du gouverneur que sa charge lui permettait de remplacer, aurait décidément fait trop pencher la balance du côté de ses amis. C'est ce que ne voulait pas la Cour, encore incertaine des véritables intentions du comte d'Alais³.

Marseille et des lieux voisins où lesdites assemblées se pourroient faire d'y courir sus et d'empescher par toutes voies que rien ne s'y fasse et entreprenne contre le service de Sadite Majesté et repos de ladite ville. Et, à l'esgard de ce qui s'est passé, le douziesme de ce mois, en la bastide de Louis Vento par ceux qui s'y estoient assemblés et fortifiés, Sadite Majesté a ordonné que les procédures qui ont esté faites seroient rapportées en son Conseil où les destenus après ledit jour seront obligés de se rendre et, à ces fins, auront lesdits les chemins pour prison. Comme Sadite Majesté a ordonné que les sieurs Cadet de Cabanes et Jean-Baptiste Crozet se rendront de suite en sa Cour, trois jours après la signification de la présente ordonnance, pour respondre sur ce dont ils seront enquis et, en cas de refus ou délayement, seront pris la part où ils se trouveront et mis en bonne et sûre garde. Fait à Libourne, le 24^e jour d'aoust 1650. » Ce dernier document est reproduit dans les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 729.

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 727. « Mon cousin de Félix me dit à l'oreille... qu'il avoit arresté avec Son Eminence qu'aucun de ceux du parti contraire qui estoient hors la ville n'y rentreroient qu'après l'eslection prochaine. »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 725 v°. « Et le trente et uniesme et dernier du mois (août 1650), mon cousin de Félix, revenant de la Cour, arriva en ceste ville avec la meilleure nouvelle que nous puissions jamais recevoir, car, auparavant que de rendre les ordres de la Cour, il nous dit que le comte d'Alais estoit rappelé et que, la surprise de Nostre-Dame-de-la-Garde ayant descouvert ses desseins, on avoit tout incontinent despesché le sieur Thévenard, commis de M. le comte de Brienne, pour porter ce commandement au comte d'Alais. » — Haitze, *Histoire de Provence*, III, XLII, 119. Antoine de Félix « eut cest avantage, ou plutost il procura ce désavantage à la province, que plusieurs courriers qui l'avoient précédé avoient demandé sans pouvoir l'obtenir, d'avoir fait résoudre ce qu'on projettoit depuis quelque temps et qu'on n'osoit délibérer ouvertement de peur d'un préjugé contre le duc d'Anjou, à l'égard de son gouvernement de Guyenne, de faire rappeler le comte d'Alais. »

3. Haitze, *Histoire de Provence*, III, XLIII, 120. « Les mauvais offices des Marseillois, gens que la seule considération de l'importance de leur ville rendoit assez considérables en Cour et surtout en temps de guerre, y ayant fait résoudre le rappel du comte d'Alais, ceste nouvelle fut reçue par les parlementaires avec des transports de joie extraordinaires. De Félix, le député de ceste ville, prenant congé de la Cour, eut ordre de faire partir le comte de Carcès sous prétexte de l'ajuster avec le gouverneur. Il en porta la nouvelle au Parlement réfugié à Salon à cause de la peste d'Aix; le comte de Carcès partit aussitost. »

C'est encore pour cette raison, qu'elle avait cherché à ménager son amour-propre et à ne pas laisser ses partisans exposés sans défense aux représailles de leurs ennemis. Une lettre au Parlement de Provence représentait son rappel comme s'il avait été décidé sur sa prière même afin de pouvoir mieux, pendant son séjour à la Cour, arrêter avec le Roi les mesures propres à ramener la paix dans la province. Cette lettre interdisait aussi à cette Cour souveraine de poursuivre ou d'ouvrir, pendant son absence, aucune procédure contre tous ceux, particuliers ou communautés, qui avaient embrassé son parti¹.

Quel qu'ait été l'esprit qui avait inspiré ces diverses mesures, elles semblaient, du moins, n'avoir eu d'autre objet que de détourner le comte et ses amis de toute idée de désobéissance, en leur laissant l'espoir d'un retour plus ou moins prochain. C'est ainsi que les interprétaient leurs adversaires, pour qui le rappel d'Alais ne pouvait être que définitif et devait être suivi bientôt de la désignation de son remplaçant, dont certains même se hasardaient à murmurer le nom².

Le comte d'Alais reçut d'abord l'ordre de départ avec résignation. « Il n'y a rien, écrivit-il à Chavigny le 5 septembre³, qui me puisse oster la résolution de servir l'État. Je croyois que

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 735 v°. Lettre du Roi au Parlement d'Aix. « De par le Roy, Comte de Provence. Nos amés et féaux, ayant permis à Nostre très cher et bien amé cousin, le comte d'Alais, de se rendre près de Nous, ainsi qu'il a fait supplier de le trouver bon, Nous profiterons de l'occasion de son voyage en Nostre Cour, pour trouver les moyens de remédier tellement à tous les désordres passés qui ont agité la province qu'il n'en reste plus aucune marque ni souvenir et que le calme et le repos puissent estre si bien establis qu'il n'y ait plus aucun sujet de plainte. Sur quoi, Nous vous escrivons celle-ci, par l'avis de la Reine-Régente, Nostre très honorée Dame et Mère, pour vous dire comme Nous désirons que, de vostre costé, vous fassiez les choses qui peuvent servir à un si bon effet. Vous vous absteniendrez pendant que Nostredit cousin sera absent d'agir en quelque manière que ce soit contre les communautés, gentilshommes, et autres habitans du pays qui ont suivi et exécuté ses ordres, voulant qu'il soit par vous sursis à toutes procédures accommencées, jusques à ce que Nous ayons commencé Nostre dessein qui n'est autre que de parvenir à une parfaite réconciliation des esprits. A quoi Nous voulons Nous appliquer avec tant de soin qu'il ne puisse plus naistre d'obstacle à leur repos. A quoi Nous sommes persuadé que vous contribuerez en exécutant ponctuellement Nos intentions. N'y faites donc faute, car tel est Nostre plaisir. Donné à Libourne, le 21^e jour d'aoust 1650. Signé : Louis, et plus bas, DE LOMÉNIE. »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 733 v°. « Mon cousin de Félix, à qui mes illustres amis, Messieurs de Servien et de Lionne, avoient facilement découvert les intentions de la Cour touchant la paix et le repos de la province, nous rapporta que, si bien le comte d'Alais usoit d'une très grande soumission pour la Cour et qu'il eust mesme envoyé à la Reine les lettres que M. le duc de Bouillon et Mme la princesse de Condé, qui estoient à Bordeaux, lui avoient escrit afin de remuer en ce pays, néanmoins le Roy entendoit de changer de gouverneur et que nous aurions infailliblement Son Eminence ou M. le duc de Mercœur, et qu'on ne rappeloit le comte d'Alais et le comte de Carcès avec lui, que pour avoir plus de moyens de le révoquer, sachant bien qu'il estoit impossible d'ajuster des choses si contraires et si opposées. Et partant, M. de Lionne, secrétaire des commandemens de la Reine, chargea principalement mon cousin de dire à l'oreille à M. le comte de Carcès de faire gaieusement ce voyage et de partir tout le premier, afin qu'on eust plus de raison de presser le départ de l'autre. »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 45.

ma fidélité estoit à l'épreuve des orages de la Cour; je m'y suis trompé : la fortune se joue de tout et il n'y a point de prudence humaine qui puisse résister aux caprices de la Cour. » Ses amis lui ayant rapporté que les Parlementaires « assuroient que c'estoit le vrai moyen de pacifier la province et qu'ils n'auroient jamais de paix tandis qu'il seroit avec eux », il leur répondit « que, s'il estoit le Jonas qui eust causé et qui entretenist la tempeste, il vouloit qu'on le jetast dans la mer; qu'il n'estoit pas en Provence pour son propre bien, mais pour celui des Provençaux, et par ainsi qu'il estoit bien aise d'en sortir¹ ». Peut-être, en effet, était-il heureux de mettre fin par sa retraite à une situation difficile que son indécision accoutumée ne lui permettait pas de résoudre, soit en se déclarant catégoriquement déterminé à rester fidèle au Roi, soit en rejetant tout scrupule et en embrassant résolument le parti des Princes.

Mais sa docilité à obéir à l'ordre du Roi ne faisait pas l'affaire de ceux qui l'avaient suivi et qui avaient placé sur lui leurs espérances de fortune. C'étaient quelques gentilshommes du pays, en petit nombre, il est vrai, le gros de la noblesse provençale ayant mieux aimé faire cause commune avec le comte de Carcès et le Parlement². Mais c'étaient surtout les consuls et les bourgeois de Toulon qui, en soutenant d'Alais contre ses ennemis, en lui donnant asile quand les plus importantes villes de la province lui fermaient leurs portes et en l'excitant à la vengeance, pensaient bien retirer pour eux et pour leur ville, si leur allié l'emportait, des avantages précieux aux dépens de Marseille dont la prospérité, les privilèges et le prestige leur portaient ombrage³.

1. Haitze, *Histoire de Provence*, III, XLIII, 120.

2. Bibliothèque nationale, Fr., 18977, f° 322. *Noms des gentilshommes de Provence qui ont entrée et voix aux Estats et qui sont du parti de M. le duc d'Angoulesme* (le comte d'Alais porta ce titre après la mort de son père survenue en décembre 1650). Cette liste comprend cinquante noms, parmi lesquels ceux du marquis des Arcs, du baron de Bormes fils de Marignane), conseiller au Parlement, de M. du Luc, ancien vignier de Marseille, d'un président, M. de Saint-Cézary, et de quatre conseillers au Semestre, MM. de Rougues, de Rousset, de Saint-Michel et de La Bastide. Au contraire, la « *liste des gentilshommes de Provence qui ont entrée et voir aux Estats, c'est-à-dire possédant fiefs, et qui sont du parti du Parlement* », (*Ibid.* f° 324), comprend cent-quatre-vingt-neuf noms auxquels elle ajoute, sans les énumérer, « tous les officiers de justice, toute la noblesse d'Arles et de Marseille, à la réserve de dix ou douze, généralement tous les peuples, excepté celui de Tarascon et une partie de tous les habitants de Toulon et de Brignoles. » Enfin, un troisième document (*Ibid.*, f° 324) ou « *Liste des genti'shommes de Provence du parti du Parlement contre le duc d'Angoulesme* », comprend vingt noms, dont ceux de M. de Valbelle et de M. de la Reynarde, et les fait suivre de cette observation et « plus de deux cens, qui sont dans la province, sont dans un mesme sentiment ». — Cf. Haitze, *Histoire de Provence*, III, XLIII, 120.

3. « Pour le peuple de Toulon, il ne faut rien attendre de bon pour le service du Roy. Il est entièrement à la dévotion de Son Altesse plutôt par lascheté et apprehension d'estre maltraité dans la province que par affection et pour ceux qui ont les intentions bonnes, ils n'osent pas parler de crainte d'estre mal menés comme ils sont menacés. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1715, 320. Lettre non signée, datée du dimanche à midi, 4^e septembre 1650 et adressée proba-

Le comte avait d'abord fait connaître son intention d'obéir à l'ordre du Roi¹. Mais, à peine la nouvelle de son rappel fut-elle connue à Toulon et dans la province que des gentilshommes de son parti, accompagnés de soldats destinés à grossir la garnison

blement à Valbelle). — La querelle était engagée entre Marseille et Toulon. Cette dernière ville espérait que, si Marseille était convaincue de rébellion, elle recueillerait le profit de la ruine de sa puissante voisine. Déjà, elle gardait dans son port les galères qui devaient régulièrement rester à Marseille et n'en étaient parties qu'à cause de la peste; elle sollicitait maintenant une décision du Roi qui aurait établi « la franchise de son port » et lui aurait permis de développer son commerce au détriment de celui de Marseille. Aussi, les Toulonnais ne cessaient pas d'attaquer Marseille et de jeter la suspicion sur cette ville et sur ses habitants, la comparant à La Rochelle, voulant sans doute faire entendre que, sur la Méditerranée, Marseille était capable de contrarier les desseins de Mazarin et de Louis XIV, comme, sur l'Océan, La Rochelle avait contrarié ceux de Louis XIII et de Richelieu. On pouvait lire, en effet, dans un pamphlet dirigé contre les Marseillais et publié à ce moment-là, cette diatribe contre Marseille : « Elle qui, par la considération de son assiette, de son beau port et de son agréable terroir, pourroit passer pour une des plus importantes villes de France, si des fils de mercelots élevés à de puissantes charges, ne pouvant oublier le sordide trafic de leurs ayeuls, n'en avoient, par une infinité de monopoles, de concessions, d'oppressions et de rapines, banni entièrement le commerce, ruiné les autres négocians et dévoré toute la substance des meilleurs citoyens; si l'aveugle ambition et l'insatiable avarice de ceux qui en ont toujours affecté le gouvernement ne les eust point fait violer toutes les lois divines et humaines pour la soustraire à la domination légitime de son Roy; si la peste de la ville, que celle de ces esprits qui la gouvernent y met de temps en temps pour en estre toujours les maistres, n'eust point estouffé la plus grande partie de ses habitans; si la rébellion n'y eust point introduit mille filous et vagabonds pour en chasser tous les gens de bien et les serviteurs du Roy; si tous ces malheurs, joints ensemble, n'avoient point dépouillé ce beau port de ses splendides et magnifiques ornemens, les vaisseaux et les galères; si tout cela, dis-je, n'avoit point fait de ceste belle cité et de son terroir opulent une solitude pleine d'horreurs qui ne sert plus maintenant que de retraite à tous les brigands du pays. — Ne vous attendez pas non plus que je vous describe une feste aussi pompeuse que celle qui fut célébrée l'autre jour à Toulon (maintenant le Brouage de nostre Rochelle) à la naissance du petit-fils de M. le comte d'Alais, gouverneur de la province, etc.... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 41. *Relation de ce qui s'est passé dans la ville de Marseille le vingt-neuvième d'aoust mil six cents cinquante et des feux de joye qu'on y a faits sur la nouvelle de la naissance de Mgr le Prince*, imprimé en-12, 6 pages.) — Cf. ce passage d'une lettre des consuls de Marseille à Ycard, du 4 octobre 1650 (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I). « Nous vous prions de tenir la main à l'affaire de l'affranchissement de Toulon (ou établissement d'un port franc) pour en arrester autant que vous pourrez les expéditions, jusques à ce que nous puissions vous envoyer les raisons que nous avons pour pouvoir les empêcher de droit. Ceux de Toulon se mettent en estat, non pas d'obtenir de nouveaux privilèges, mais de perdre leurs anciens, s'ils en ont, car il n'y a peuple en ceste province qui ne souffle plus au feu de la rébellion que celui-là. Vous en pouvez assurer Mgr le Garde des Sceaux afin qu'il se rende un peu plus difficile à l'expédition de ce qu'ils demandent et le droit du jeu auroit esté que les députés qui sont partis de Toulon avec ceste présomption de pouvoir faire révoquer le rappel de M. le comte fussent esté coffrés dans le Fort-Lévesque. »

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 347. De Varennes à Mazarin, 2 septembre 1650. De Varennes informe le cardinal que, confiant en sa promesse de lui accorder sa protection, le comte d'Alais obéira à l'ordre qu'il a reçu, malgré les instances de la noblesse et des habitants de Toulon. — Haitze (*Histoire de Provence*, III, XLIII, 120) rapporte de son côté, que, sollicité par quelques gentilshommes de ne pas tenir compte de l'ordre de rappel, parce qu'il lui avait été adressé sous la forme d'une simple lettre de cachet et parce qu'il était sûrement informé de l'arrière-pensée de Mazarin de disposer de son gouvernement une fois qu'il en serait sorti, le comte aurait répondu : « Le nom du Roy paroist en ceste lettre, quoiqu'elle ne soit que de cachet; que l'on en abuse tant que l'on voudra, j'y dois obéir ».

de cette ville, s'étaient rendus auprès de lui, tenant des propos « contre le service du Roy, contre ses ministres et au préjudice de l'honneur de ses armes », qui étaient tous de nature à « faire horreur aux bons François. » Il y avait eu d'abord entre eux et les consuls des conciliabules secrets, auxquels le comte et la comtesse eux-mêmes avaient pris part. Quand ils se furent ainsi bien mis d'accord, ils tinrent à la chapelle de Sainte-Croix une grande assemblée où assistèrent plus de deux cents personnes, « la plupart de basse condition, jusques à des savetiers et à des courtauds de boutiques ou marchands intéressés ou créanciers de Son Altesse. » On y représenta le devoir qui s'imposait au comte de veiller à la défense de Toulon et de la province, exposés à une prochaine attaque des Espagnols que le succès de Porto-Longone avait enhardis, et on y décida que des députés iraient exposer au Roi le danger que courrait la Provence si, à cette heure critique, on la privait de son gouverneur; enfin, celui-ci fut invité à différer son départ jusqu'à leur retour. Certains même plus exaltés, qui redoutaient, une fois le comte parti, de se trouver sans défense en butte aux représailles des parlementaires, « leurs ennemis et gens qui ne donnoient pas de quartier », se déclaraient résolus. « si Son Altesse sortoit de la province et plutost que de perdre cest appuy, n'ayant que la ville de Toulon pour leur retraite, de périr et de mettre le feu aux vaisseaux et aux galères du Roy, et faire main-basse dans la ville sur tous ceux qui seroient soupçonnés de l'autre parti ». Cédant à ces instances, le comte consentit à différer son départ : paraissant disposé à recourir au sort des armes, il fit venir d'Antibes les compagnies de son régiment, et, de Cuges, les gardes de la Reine qui y étaient logés¹.

A Marseille, Valbelle et ses amis furent d'abord déçus par cette attitude : ils avaient cru, en effet, que le comte et la comtesse n'oseraient pas faire ainsi échec à la volonté royale². Ils

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 347. Lettre de Varennes à Mazarin. — *Ibid.*, 1715, 320. Lettre non signée, datée du dimanche à midi, 4^e septembre 1650. Cette lettre semble avoir été adressée au lieutenant de Valbelle par un personnage au service du frère de celui-ci, M. de Saint-Symphorien, comme cela résulte du préambule : « Suivant l'ordre de M. de Saint-Symphorien, votre frère, je prends la liberté de vous faire part de ce qui se passe de plus important dans nostre voisinage et, si bien je ne soubseris cette lettre, je crois que vous aurez reconnu par ci-devant mon caractère et la gloire que je fais d'estre vostre serviteur très humble... ». — Cf. sur les manœuvres qui décidèrent le comte d'Alais à différer son départ, Haitze, *op. cit.*, III, XLIII, 121.

2. Arch. com., BB, *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse O. Le président d'Oppède aux consuls, 4 septembre 1650. « J'ai fait voir la despesche dont il vous a plu m'honorer à la Compagnie, qui se sent très obligée du soin que vous prenez de l'avertir de tout ce qui vient à vostre connoissance. Elle avoit reçu de pareils avis de Toulon, mais avec tout cela elle croit que M. d'Alais obéira, puisque M. de Varennes qui, jusqu'ici avoit retenu les ordres du Roy, nous les a mandés et M. de Carcès aussi... » — *Memoires d'Antoine de Valbelle*, 737 v^o. « Mais il avoit beau différer, il ne faisoit que rendre sa cause plus mauvaise et il n'estoit pas homme à donner de la jalousie car, outre qu'il est peu de

entreprirent alors de l'obliger à se soumettre. S'emparant des avis qu'on leur faisait passer de Toulon, ils avertirent Mazarin et les ministres, leur demandant d'ordonner des mesures plus rigoureuses, puisque aussi bien d'Alais se posait décidément en rebelle.

« Les suites font connoître à Vostre Éminence, écrivirent les consuls de Marseille à Mazarin¹, le grand et signalé service que ceste ville a rendu au Roy en reprenant le fort de Nostre-Dame-de-la-Garde et comme véritablement on avoit fait dessein de se saisir de Marseille et s'avantager d'une ville qui, par son assiette et son port, est pour le moins autant considérable que Bordeaux. Le secours sorti de Toulon, l'approche des troupes du Roy et un parti qu'on entretient et que nous avons abattu sont des preuves assez visibles d'une très mauvoise intention. Mais ceste désobéissance qu'on apporte aujourd'hui aux ordres de Sa Majesté ne permettent plus d'en douter et détruisent entièrement les protestations qu'on faisoit d'une fausse fidélité et d'une aveugle despendance. Vostre Eminence sçait mieux que nous que l'armée d'Espagne s'est séparée et retirée depuis la prise du Port-Longon et, néanmoins, par une ridicule invention et par des députations criminelles, l'on veut arrêter les ordres du Roy, permettre, Monseigneur, que le zèle que nous avons pour son service et le soin de nostre repos, qui ne sera jamais assuré tant que M. le comte d'Alais sera en Provence, nous fassent tenir ce langage. Ceste ville est au Roy et à Vostre Éminence et nous pouvons vous assurer que c'est sans autre attachement que les ordres de Leurs Majestés et les vostres y seront toujours respectés. Et ceste seule ville est capable de faire obéir Toulon, non seulement par son exemple, mais par la valeur de nos habitans. Les vaisseaux, les galères et les troupes du Roy qui sont dans la province ne despendent que du Roy mesme. Il y a plus à espérer qu'à craindre de ceste conduite qui descouvre des desseins cachés : nous n'en dirons pas davantage². »

chose de soi-mesme, il ne suit pas d'autre conseil que celui de sa femme, laquelle n'avoit garde de le porter à la rébellion. »

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Mazarin, 6 septembre 1650.

2. Voir les lettres du même jour au comte de Brienne et à Servien (*Ibid.*). — La lettre à Servien contient ce passage, qu'on peut rapprocher de celui que nous avons extrait de la lettre à Mazarin. « ... Il est bien certain, Monseigneur, que nous avons délibéré de ne dépendre que du Roy et de Son Eminence et de conserver ceste ville sans autre intérêt ni attachement que celui de Leurs Majestés. Et cela estant, vous nous permettrez de vous dire que nous avons rendu un signalé service en nous opposant aux desseins qu'on avoit faits de nous surprendre et que la désobéissance qu'on apporte aux ordres du Roy et la contenance qu'on fait de se cantonner dans Toulon justifie toutes nos plaintes et fait voir qu'on n'a fomenté la division dans la province que pour s'en servir dans ceste occasion. Mais le Roy sçaura bien en venir à bout et discerner les faux avis d'une armée navale qui s'est retirée et séparée il y a longtemps et laquelle ne fut jamais en estat d'entreprendre sur la coste de ceste province. Nos peuples, Monseigneur, sont si bons François et tellement ennemis de l'Espagnol qu'il ne

De son côté, Antoine de Valbelle jugeait à propos d'intervenir lui-même auprès de son ami Servien. Lui communiquant la lettre d'un correspondant anonyme qui l'avait renseigné sur la conduite et les projets du comte d'Alais et de ses amis¹, il demandait qu'on ordonnât contre eux des mesures plus rigoureuses que celles qui venaient d'être prises et il insistait avec la liberté qu'il pouvait prendre, en s'adressant à un compagnon de jeunesse, et dont les consuls ne pouvaient user dans une lettre officielle destinée à un ministre et à un prince de l'Église. « Vous verrez, Monseigneur, par celle que Messieurs les consuls vous écrivent, comme l'homme ruine aujourd'hui toutes les protestations de fidélité et d'obéissance qu'il avoit faites par le passé et comme il manquera plutôt de force que d'inclination pour le parti des Princes auquel il est si fort attaché que vous en auriez vu des effets si l'aversion que toutes les bonnes villes ont contre lui ne le renfermoit dans Toulon. Il ne sera pas malaisé de l'en retirer et, s'il n'obéit pas à un second commandement, il n'y a qu'à ordonner aux principales villes, avec lesquelles déjà il n'a aucun commerce ni autorité, comme Marseille, Arles, Aix, Draguignan, Fréjus, Antibes et autres de ceste province, de ne le reconnoître plus, et aux troupes du Roy, d'en sortir sans délaiement et de ne recevoir les ordres que d'un maréchal de camp ou autre que le Roy pourra envoyer.... Les dernières lettres reçues de Livourne nous assurent qu'après la prise de Port-Longon, l'armée d'Espagne, fatiguée de ce siège, s'en est retournée à Naples et en Sicile et c'est une supposition ridicule de dire que ceste armée doit venir de deçà aussi bien que de députer au nom d'une seule ville et de quelques gentilshommes ramassés² pour s'opposer aux intentions du Roy et au repos de la province. Et pour la mesme raison qu'on ne veut point changer les gouverneurs sur la plainte des peuples, on ne doit point aussi les conserver suivant leur désir, le danger estant égal et les conséquences pareilles. Il vous ressouviendra, s'il vous plaist, Monseigneur, que l'année 1631, le Roy et feu Mgr le cardinal-duc voulant pousser feu M. le duc de Guise et le tirer de ce gouvernement, le Roy escrivit aux consuls des bonnes villes de prendre garde à sa conduite, d'observer ses desportemens et de ne déférer point à ses ordres en cas qu'ils fussent contraires aux intentions de Sa Majesté, et cela fit un tel effet qu'il se retira en Italie.

seuroit mettre le pied dans aucun lieu de ceste coste qu'on ne l'en chassast tout incontinent. On n'est point aux termes de craindre l'ennemi ni les forces d'un gouverneur qui protestoit naguere tant de fidélité et d'obéissance.... »

1. Voir ci-dessus p. 332, note 1. Cette lettre fut, en effet, communiquée aux ministres, puisqu'elle se trouve aujourd'hui parmi les papiers d'Etat conservés aux Archives des Affaires étrangères, où sa présence ne peut s'expliquer autrement.

2. Comparer le passage de la lettre des consuls à Mazarin, citée ci-dessus : « ... et néanmoins, par une ridicule invention et par des députations criminelles, on veut arrêter les ordres du Roy... ». On croirait que Valbelle a collaboré avec les consuls à toute cette correspondance.

Vous agréerez, s'il vous plaist, la liberté que je prens de vous entretenir de toutes ces choses, mais je les crois assez importantes pour le service du Roy et de Son Éminence à laquelle je me suis donné et ne prétens n'avoir aucun attachement que pour son service si bien que, quelque train que les affaires prennent, Marseille est assurée au Roy¹. »

Les craintes de révolte, qui se manifestaient dans ces lettres et que les Marseillais désiraient voir dissiper par de nouveaux ordres du Roi plus formels et plus sévères, se précisaient maintenant chaque jour davantage. Les consuls apprenaient, en effet, que le commandeur de Guittau, gouverneur des îles Sainte-Marguerite, augmentait la garnison qu'il avait sous ses ordres par des réquisitions et des levées de déserteurs venus des armées des princes italiens, de recrues faites dans les campagnes de la vallée de l'Arly, et de Turcs capturés sur mer par son neveu le chevalier de la Ferrière, et qu'il faisait exécuter des travaux destinés à renforcer les fortifications des îles, où il faisait porter en quantité par des barques de Gênes des munitions et des vivres. De plus, et cela augmentait encore les défiances des magistrats de Marseille, le commandeur, « tout acquis au prince de Condé », avait obtenu du comte d'Alais la promesse de l'envoi d'une galiote. Observant que ces « préparatifs ne présageoient rien de bon pour le bien de l'Etat, le repos de la province et pour le salut de Marseille », La Reynarde et ses collègues décidèrent de convoquer une assemblée générale des chefs de famille.

Cette assemblée eut lieu le 13 septembre. Après que le premier consul eut fait part aux assistants de « ce qu'il venoit d'apprendre par un homme exprès qui lui a esté despesché de l'armée », il leur fit remarquer « que, si l'on avoit raison de croire qu'il est dangereux de dormir pendant une grande fièvre, il trouvoit que dans les troubles présens, qui allument le feu de la division dans ceste monarchie et qui sont comme la fièvre de cest Estat, on ne pouvoit sans un extresme danger de quelque grand malheur négliger de soin, d'ouvrir les yeux et de veiller plus que jamais à la conservation de la ville ». Il ajouta qu'on devait tout craindre des manœuvres concertées du commandeur de Guittau, « qui est de M. le prince de Condé », et de M. le comte d'Alais, « qui a l'honneur d'estre son cousin germain », et « que les surprises et rébellions de Bellegarde, Stenay et Bordeaux estoient trop récentes et considérables pour n'y faire quelque réflexion ». Enfin, il termina en protestant « que Marseille n'estoit point une ville à recevoir les fers et la servitude dont ceux de ce parti semblent la menacer, qu'elle estoit née dans la liberté, qu'elle s'y estoit toujours conservée par la bonté

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 47. Valbelle à Servien, 6 septembre 1650.

de ses souverains et par le glorieux attachement à leur service ; que Toulon, que Brignoles, que Tarascon estoient seules capables de soutenir ce honteux esclavage, mais non pas une ville de l'importance et de la considération de Marseille ».

L'assemblée applaudit à ces véhémentes paroles, puis elle donna mandat aux consuls de ne rien négliger pour mettre la ville à l'abri d'une surprise, sauvegarder sa liberté et la conserver au service du Roi. Elle les autorisa aussi à choisir parmi les habitants ceux qui paraîtraient les plus capables de former le Conseil « parce qu'un bon conseil est la plus forte citadelle d'une ville », et, décidant enfin qu'une copie de cette délibération serait envoyée à la Cour, elle se sépara en poussant « avec des larmes d'amour et de joie » le cri de « Vive le Roy ! »¹

Persuadés avec leurs amis du Parlement que Marseille devait « estre le principal soutien de l'autorité royale dans la province et l'ancre du commun salut »², les consuls prirent en mains la direction de la résistance aux menées du comte d'Alais. Ils communiquèrent aux consuls des communes voisines la délibération de l'assemblée générale qui venait d'être tenue³, entre-tinrent une correspondance suivie avec le président d'Oppède, qui dirigeait de son côté le Parlement⁴, et reçurent les plaintes et les dénonciations de ceux qui souffraient des exactions du comte et de ses partisans⁵. Leur avocat au Conseil, Ycard les

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 51, f° 146 v°. Assemblée générale des chefs de famille du 13 septembre 1650.

2. Lettre du président d'Oppède aux consuls, du 1^{er} septembre 1650 (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse O).

3. Les consuls de Marseille aux consuls d'Aubagne, Cassis, Roquevaire, Gardanne et Cabriès, Collongue, Allauch, 13 septembre 1650 (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I).

4. Voir dans la *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse O, les diverses lettres du président d'Oppède, des mois d'août et septembre 1650.

5. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse L. M. de La Verdière aux consuls, 19 septembre 1650. « Ayant l'honneur d'estre vignier de votre ville et votre très humble et très oblige serviteur de tant de tesmoignages de l'honneur de votre bienveillance, il faut donc, Messieurs, que je vous fasse part de mes infortunes. C'est que M. le comte d'Alais, ne se pouvant venger sur vous autres, il s'est dechargé contre la partie la plus foible qui sont mes villages, car, non content de m'avoir mande trois ou quatre fois des réginens de cavalerie à Saint-Pol, il m'a logé des gardes de la Reine à Varages qui font cinquante et cinq par jour, et me menace de desoler et perdre entiere-ment mes terres, seulement à cause qu'il seait que j'appuie fortement vos interests et qu'il n'y a rien dans le monde qui m'en puisse destacher que la mort seule, dont je l'estimerai bien employee puisqu'il s'agit de vous servir... » — Le 7 octobre, La Verdière formule de nouvelles plaintes. « Je me sens infiniment redevable à vos faveurs et tascherai de m'en revancher en toutes sortes d'occasions où il vous plaira me despartir l'honneur de vos commandemens que j'embrasse toujours avec toute sorte de passion et de fidélité et, pour cest effet, dans quatre ou cinq jours, je me rendrai à Marseille. Ce que attendant, Messieurs, j'oserois vous supplier très humblement vouloir faire la charité entière, c'est que, n'y ayant plus des gens de guerre, M. le comte d'Alais a imposé d'une autorité absolue sur mes terres cent livres par jour depuis quinze jours et en veut voir la fin, à cause que j'ai l'honneur d'estre votre vignier et serviteur. Et je ne m'en plaindrois pas s'il ne s'agissoit du service du Roy, en ayant fait autant sur cinquante villages et tirant tous les jours 5 ou 600 escus et faisant des levées ouvertes partout, et

encourageait à persévérer dans cette conduite : ses avis étaient d'autant plus précieux que, résidant à Paris, il se faisait une opinion d'après les entretiens qu'il avait avec le duc d'Orléans et Châteauneuf¹.

Le Conseil du Roi ne voulait rien entendre des considérations qu'on faisait valoir pour prolonger le séjour du comte d'Alais en Provence. Les députés de Toulon et des gentilshommes du parti étaient arrivés en Guyenne, en même temps que le duc de Joyeuse. Ils avaient successivement présenté leur requête à Brienne, à Mazarin et à Anne d'Autriche elle-même. Représentant le péril auquel serait exposée la province si l'on exigeait le départ de son gouverneur, ils avaient demandé que, du moins, si le Roi persistait à ordonner à celui-ci de se rendre auprès de lui, Joyeuse, son gendre, fût chargé de commander en son absence. La réponse qui leur avait été faite à tous avait été catégorique : le comte d'Alais devait se soumettre, sans voir cependant dans cette mesure le présage d'une disgrâce plus complète, son rappel n'ayant d'autre objet que de lui faire connaître « les intentions de Leurs Majestés et les moyens qu'il faudra tenir pour conserver l'autorité du Roy dans la province ». Quant à la désignation du duc de Joyeuse pour commander en son absence, elle serait imprudente car elle entretiendrait les divisions de la province « et le mesme désordre auquel on veut remédier² ».

C'est ce que Mazarin lui-même faisait savoir au comte dans un court billet, non sans prendre quelques ménagements, sans doute afin de ne pas le pousser à bout par la rigueur dont on usait à son égard. « Monsieur, lui disait-il, je ne vous ferai pas une longue lettre, ayant entretenu M. le grand-chambellan par qui je ne doute point que vous ne soyez informé de toutes choses. Si je ne me trompe, il a vu le fond de mon cœur, en sorte qu'il est demeuré bien persuadé que vous n'avez pas de serviteur plus passionné que moi. Mais j'espère vous faire encore mieux con-

menaçant de feu et de sang vostre ville, j'en estime que le service du Roy en pastrait.... »

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse Y. Ycard aux consuls, 16 septembre 1650. « L'intrigue des députations mendrées est de mauvoise odeur et l'attente de l'affaire de Bordeaux, tout cela ne pouvant empêcher la sortie du personnage qu'on est résolu et en estat de faire obéir. Et l'abbé qu'il a envoyé en Cour sera arrivé assez tost pour voir rendre ou forcer Bordeaux qui est couvert par les canons, ses députés sortis et ceux du Parlement de Paris arrivés pour achever ceste affaire dont nous attendons la fin assurée par le prochain courrier, cependant que don Gabriel de Tolède, que l'archiduc avait envoyé ici, s'en est retourné depuis hier pour faire trouver les députés à la conférence de la paix générale qui a maintenant une belle conjuncture si Dieu la veut fortifier, comme nous l'en devons prier de bon cœur. M. le chevalier de Valbelle, qui partit hier grand matin, vous aura fait sçavoir l'estat des choses et ce que Son Altesse lui a dit en rendant vostre despesche. Mgr le Garde des Sceaux, à qui j'ai rendu l'autre, vous exhorte toujours au service du Roy qui sçaura bien vous considérer et se faire obéir. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1715, 323. De Brienne à de Varennes, de Bourg-sur-Mer, 21 septembre 1650. — Cf. *Ibid.*, 324, la lettre du même jour de Brienne au comte d'Alais.

noistre ceste vérité à vous-mesme lorsque vous serez ici et vous avouerez alors, je m'assure, que je ne vous ai rien conseillé que pour vostre bien et vostre avantage. C'est dans ceste confiance que je vous conjure derechef, Monsieur, de vous y vouloir rendre au plus tost et de croire qu'il n'y a rien qui soit pour donner plus de confiance à ceux qui ne vous aiment pas et, au contraire, plus de satisfaction à vous et à vos véritables amis¹. »

Ni ces injonctions catégoriques, ni ces avis bienveillants ne décidaient cependant d'Alais à sortir de Provence. Les consuls en manifestaient de l'impatience et de l'inquiétude; ils dénonçaient « quelque fourberie pour faire durer leurs maux ». Craignant que Mazarin et la régente ne fussent pas disposés à les soutenir jusqu'au bout, ils mettaient leur dernier espoir dans une intervention de Gaston d'Orléans : lui seul était capable de mettre fin au péril où se trouvaient Marseille et la Provence en obtenant un ordre du Roi qui commanderait « de ne lui obéir pas et de ne le reconnoître plus pour gouverneur² ».

Les menées d'Alais et de ses partisans semblaient justifier cet état d'esprit. Elles causaient de vives inquiétudes à tous ceux qui en étaient témoins, même s'ils n'étaient pas engagés dans le parti contraire. Le comte continuait à laisser ses soldats commettre des exactions dans le pays : les campagnes étaient mises en réquisition, le bétail saisi et conduit à Toulon. On exigeait des villages un subside quotidien de 500 livres pour l'entretien des troupes, sans que les procureurs du Pays en eussent autorisé l'établissement, comme le prescrivaient les privilèges de la province. La garnison de Toulon s'augmentait tous les jours de nouvelles recrues; on évaluait maintenant à plus de 2 000 hommes l'effectif du régiment de Valois. Enfin, par des ordres sévères, le comte retenait dans le port les galères et les navires commissionnés pour la course, tandis que ses partisans essayaient de surprendre par des coups de main les châteaux forts de la campagne environnante pour s'y établir solidement.

Ce n'était plus seulement ses ennemis qui dénonçaient tous ces indices d'une disposition certaine à la guerre civile³ : c'était

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 64. Mazarin au comte d'Alais, de Bourg-sur-Mer, 21 septembre 1650. — En même temps et toujours dans le but de maintenir l'équilibre en Provence entre les deux partis en présence, on adressait au comte de Carcès une nouvelle lettre de cachet pour « lui dire qu'il ait sans plus de retardement à partir de Provence pour se rendre en la Cour le plus diligemment qu'il lui sera possible » et, le même jour, une lettre de Brienne lui confirmait les intentions du Roi (Arch. des Affaires étrangères, France, 1715, 325. Bourg-sur-Mer, 22 septembre 1650).

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à M. du Tournon, président aux Requêtes, 3 octobre 1650.

3. « Il estime d'amasser des forces dans Toulon aux despens de ceste pauvre province, de laquelle il tire tous les jours 500 livres pour les subsistances qu'il ordonne sans attache de Messieurs les procureurs du Pays. Il impose les pauvres et misérables villages qui sont deschés de murailles et, s'ils refusent de payer, il les mande contraindre par des officiers et soldats de son régiment. Ces jours

aussi des personnages de confiance, que leurs fonctions retenaient en dehors des partis, l'envoyé royal de Varennes¹ et le chevalier Paul. De son bord, celui-ci envoyait à Mazarin cet inquiétant billet : « Je n'ai plus rien à ajouter aux premiers avis que j'ai pris la liberté de donner à Vostre Éminence par mes précédentes lettres touchant le parti que M. le comte d'Alais forme dans ceste province, sinon qu'il augmente de plus en plus et qu'il doit mettre en campagne au premier jour un corps d'armée pour la liberté de Messieurs les Princes² ».

Mazarin n'avait pas de raison pour suspecter la sincérité de ces informations, comme il avait peut-être été tenté de le faire pour les avis que lui adressaient les Marseillais ou les Parlementaires. Elles lui parvenaient au lendemain de l'entrée du Roi dans Bordeaux³ et lui faisaient craindre que l'effort heureux qui venait d'être accompli en Guyenne ne l'eût été en pure perte, puisqu'il allait être obligé maintenant de prévenir les conséquences d'une révolte probable du gouverneur de Provence. Il la jugeait plus grosse de périls pour le Roi et pour le royaume que celles auxquelles il avait jusqu'alors heureusement tenu tête en Normandie, en Bourgogne et en Guyenne⁴. Fidèle à la tac-

passés, ceux du Gastelet ne voulant ou ne pouvant payer la contribution dont il les avoit cotisés, il leur manda trente fusiliers prendre tout le bestail qu'ils trouverent dans ledit terroir, qu'ils amenèrent vendre dans Toulon; et, à tout cela, point de remède. » (Lettre des consuls au président du Tournet.) — Cf. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard, 4 octobre 1650.

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 363. De Varennes à Mazarin, de Toulon, 4 octobre 1650. « ... J'ai mandé à Vostre Éminence comme mondit sieur le comte promettoit toujours de partir s'il apprenoit par le retour de son courrier que l'on continuast à le vouloir, mais je n'en crois plus rien voyant beaucoup plus de préparatifs pour demeurer ici que pour en desloger. Il fortifie tout autant qu'il peut son régiment et le veut mettre à deux mille hommes ainsi que Vostre Éminence pourra sçavoir de M. de la Ferrière. Il ne veut plus permettre qu'on tire aucune munition des magasins ni que les galères sortent comme elles avoient de coustume, et je crois mesme que quantité d'armateurs, qui ont commission pour aller en course, trouveront difficulté à sortir leurs vaisseaux de ce port. Il y a proche d'ici une maison forte et un chasteau où le premier consul est allé et quelqu'un des amis de M. le comte pour mettre du monde dedans, ce qu'ils n'ont pu faire. Enfin, toutes les apparences sont qu'il se veut rendre maistre de ceste ville et je crois qu'en effet qu'il l'est, et de quelques autres, et ne seroit pas si aisé à Messieurs du Parlement de le faire sortir de ceste province comme ils le prosneant.... »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 367. La lettre est datée « de Toulon, à bord de l'*Amiral*, 2 octobre 1650. » Un document est aux Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 371, qui justifie la nouvelle donnée par le chevalier Paul que le comte se prépare à « mettre en campagne au premier jour un corps d'armée pour la liberté de Messieurs les Princes ». C'est un « Etat des troupes de Provence qui sont dans l'armée de Mgr le comte d'Alais. » Ce document lui attribue une cavalerie forte de 488 hommes et une infanterie de 990. Il en fait suivre le dénombrement par ces lignes : « Il y a quatre régimens de dix compagnies chacun qui se font en Languedoc : M. de Rozel lève dans le diocèse de Nismes; M. de Roubiac, dans celui d'Uzès; M. de Montlaur, dans celui de Montpellier; M. de Soustèles, dans les Cévennes ».

3. La Cour avait fait son entrée à Bordeaux le 5 octobre (Chéruel, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, IV, 163.)

4. « Je considère en tout cela que, si M. le comte d'Alais fait le saut, comme il paroist assez par tout ce que dessus qu'il est dans ceste résolution, d'autant plus qu'il a fait grand amas d'argent et qu'il travaille à vendre des terres pour

tique qui lui avait si bien réussi, il se proposait de conduire le Roi et sa mère en Provence, où leur présence aurait été capable de ramener le calme, quand une invitation pressante de Gaston d'Orléans, qu'il avait fait consulter par Le Tellier sur l'opportunité de ce voyage, le rappela à Paris, dont la situation ne permettait pas qu'il en restât plus longtemps éloigné¹.

Chéruel, qui rapporte ces préoccupations et ces projets de Mazarin sans avoir eu entre les mains tous les documents relatifs aux événements de Provence, y voit une feinte de la part du cardinal plutôt que l'expression sincère d'une crainte véritable ressentie à la pensée d'une rébellion possible du comte d'Alais, entraînant avec lui la province. Cet historien admet pour vraisemblable que le cardinal n'ait vu dans tout cela qu'un bon prétexte pour « tenir la Cour éloignée de Paris, où dominaient ses ennemis, et rester à la tête de l'armée qui accompagnait le Roi », et il appuie son opinion du témoignage du Vénitien Morosini². Peut-être, les contemporains, informés du caractère du comte d'Alais, ont pu à la réflexion ne pas prendre au sérieux les intentions qu'on prêtait à ce prince et qui, d'ailleurs, ne furent pas suivies d'effet. La dépêche de Morosini est, en effet, datée du 1^{er} novembre, alors que près d'un mois s'était écoulé depuis que Mazarin avait reçu à Bordeaux les nouvelles qui l'avaient alarmé sur la situation de la Provence. Quelle qu'en fût l'origine, elles concordaient toutes pour dénoncer des manœuvres suspectes et inquiétantes du comte d'Alais, du commandeur de Guittau et de leurs alliés; en politique avisé et prudent, le cardinal devait s'en préoccuper et rechercher les moyens d'échapper au danger qu'elles faisaient prévoir. D'ailleurs, le passage de la dépêche de Morosini cité par Chéruel constate seulement une tendance générale de la politique suivie par Mazarin à ce moment de son ministère : elle ne s'applique pas précisément aux affaires de Provence et il y a eu lieu de n'en pas tenir compte pour ce qui nous intéresse.

Le cardinal jugea donc à propos de prendre des mesures pour

en avoir davantage, je considère que le parti de M. le Prince recevra plus de force de sa déclaration qu'il n'a souffert de préjudice et de diminution par l'accommodement de Bordeaux. Ma raison est fondée sur la situation de la Provence en général et sur celle en particulier des places dont nous avons à craindre, parce qu'étant toutes sur la mer et la Provence étant justement entre l'Espagne et l'Italie, les Espagnols peuvent, en moins de quinze jours, et du duché de Milan, et du royaume de Naples et du costé d'Espagne, envoyer à Toulon et aux autres endroits autant de gens de guerre que le comte d'Alais voudroit, et les rafraichir de mois en mois par le moyen du grand nombre de galères et de vaisseaux qu'ils ont en ceste mer-là. » (Lettre de Mazarin à Le Tellier, du 7 octobre 1650, citée par Chéruel, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, IV, 168.)

1. Chéruel, *op. cit.*, IV, 166-169.

2. Voici le passage de Morosini, cité par Chéruel (*op. cit.*, IV, 169, note 1) : « Sua opinione costante era di tener lontano il rè con tutto il possibile, et di non commettersi alle bizzarrie stravaganti di questi borghesi. » (Première dépêche du 1^{er} novembre 1650.)

empêcher d'éclater la nouvelle révolte qu'il avait de trop justes raisons de redouter. Ignorant encore s'il pourrait entreprendre avec le Roi le voyage de Provence qu'il méditait, il voulut, du moins, ôter au comte d'Alais les moyens de poursuivre ses manœuvres coupables et d'achever ses préparatifs, en le privant de l'autorité que lui donnait son titre de gouverneur. Une lettre de cachet, donnée à Bordeaux le 11 octobre, informa les consuls de Marseille, et probablement aussi ceux des autres villes de la province, les procureurs du Pays et le Parlement, que « commission avoit esté expédiée au marquis d'Aiguebonne, lieutenant-général des armées du Roy, pour commander en l'absence du comte d'Alais ». Ils furent invités, en conséquence, à disposer « toutes choses en sorte qu'il soit reconnu et obéi par tous les officiers et habitans, conformément à sa commission et qu'il jouisse des honneurs, autorités et prérogatives, qu'on a accoustumé de rendre à ceux qui sont en pareille fonction¹... ».

C'était une nouvelle satisfaction accordée aux Marseillais, qui n'avaient cessé de demander, depuis le refus du comte de se soumettre au premier ordre de rappel, qu'on les dégageât de l'obligation de lui obéir et qui même, devant la décision royale, avaient osé publier, dès les premiers jours d'octobre, « qu'ils avoient ordre de ne plus le reconnoître pour gouverneur² ».

Cependant, le souci de ménager le comte apparaissait encore dans cette lettre de cachet, puisqu'elle présentait son départ comme un fait accompli³. Il était loin d'en être ainsi. Le comte d'Alais, qui portait maintenant le titre de duc d'Angoulême, car son père venait de mourir, persistait à rester dans la province. Ainsi, la désignation du marquis d'Aiguebonne n'avait que peu de valeur, celui-ci ne pouvant prendre possession de sa charge que quand il en serait sorti. Au reste, le choix qui avait été fait de ce personnage, de modeste origine et apparenté à des parlementaires, pour tenir la place d'une Altesse Royale, ne laissait pas que de donner lieu à des critiques et à inspirer la crainte qu'il ne manquât de prestige et d'autorité pour remplir la délicate mission dont il était chargé⁴.

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse L. Le Roi aux consuls de Marseille, 11 octobre 1650.

2. Lettre de Varennes à Mazarin, du 4 octobre 1650 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 363).

3. « Nostre très cher et bien amé cousin, le comte d'Alais, gouverneur et nostre lieutenant-général en Provence, en estant parti pour se rendre en nostre Cour suivant l'ordre qu'il en a regu.... »

4. D'Aiguebonne paraît avoir été désigné, du moins officiellement, dès le moment où le rappel du comte d'Alais avait été décidé à la suite de la mission d'Antoine de Félix. Dans une lettre à Mazarin, du 2 septembre 1650 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 347), de Varennes exprimait la crainte qu'il ne résultât quelque désagrément de ce choix, d'Aiguebonne, « quoique très honneste homme, leur [aux gentilshommes du parti d'Alais] estant suspect à cause qu'il est parent fort proche de M. le président de Beaurecueil et de quantité

Ni les pressantes et bienveillantes instances de Mazarin et des ministres, ni la menace répétée que le Roi serait contraint de prendre contre lui des mesures de rigueur, ne décidaient le duc d'Angoulême à sortir de Toulon et à rejoindre la Cour. Il avançait toujours de nouveaux prétextes pour justifier son retard et sa conduite suspecte, assurant les uns que les préparatifs qu'il faisait à Toulon n'avaient d'autre objet que de prévenir une entreprise semblable à celle dont il avait été victime à Aix¹, disant aux autres qu'il désirait savoir avant de se mettre en route quelles dispositions la Cour comptait prendre pour préserver ses partisans contre les représailles de ses ennemis et quelles étaient les intentions du Roi au sujet de son gouvernement².

Cependant, la Régente semblait ne pas vouloir subir de conditions. La conclusion de la paix de Bordeaux, laissant aux

d'autres du Parlement. » De son côté, le cardinal Grimaldi, archevêque d'Aix, a développé ces réserves dans un billet adressé à un autre cardinal italien qui l'a communiqué à Mazarin en le faisant précéder de ces seuls mots : « Il sign. card. Grimaldi mi ha mandato questo biglietto », ce qui a induit l'auteur du classement à attribuer cette communication au cardinal Michel Mazarin, mort depuis longtemps, et à lui assigner la date du 13 août 1648. (Arch. des Affaires étrangères, France, 1713, 233.) Cela ne peut être que le résultat d'une double erreur, puisque le billet se rapporte incontestablement aux événements de l'automne de 1650. Nous croyons donc que le correspondant du cardinal Grimaldi et de Mazarin pourrait être le cardinal Bichi, à qui paraît s'appliquer un passage de ce billet, puisqu'il avait déjà précédemment rempli en Provence ce rôle de médiateur entre les partis maintenant dévolu au marquis d'Aiguebonne. Voici ce billet : « La nouvelle qu'on publie ici de l'envoi de M. d'Aiguebonne en Provence, pour y commander en absence de M. le comte d'Alais et de M. le comte de Carcès, m'oblige de témoigner à Vostre Éminence que je ne pénétre pas la raison de ce choix et le motif du Conseil du Roy en ceste rencontre, car, outre que M. d'Aiguebonne n'est pas d'une condition assez éminente pour avoir ceste autorité dans la province, c'est qu'il est en quelque façon suspect à l'un des partis par l'alliance qu'il y a entre lui et M. le président de Beaurecueil, qui a épousé une sienne nièce, et celle de M. de Lamanon, fils d'une sienne sœur, avec la fille d'un conseiller au Parlement nommé Gaubert, ce qui forme avec la parenté un des partis. Et, comme il est question de réconcilier les esprits divisés, il ne falloit pas seulement une personne de créance et de pouvoir, mais si considérable que son caractère fust au-dessus de la qualité de M. le comte de Carcès et qu'elle pût faire la paix avec le marquis de Trans et autre noblesse qui s'estoit destachée du lieutenant du Roy.... Toutes ces raisons, et tant d'autres qui seroient trop longues à desdire, me persuadent, comme le seul bien du service du Roy dans la province et l'amour que j'ai pour la patrie, que le Conseil du Roy ne pouvoit pas se prévaloir en ceste rencontre d'une entremise plus puissante que celle de Vostre Éminence et que c'estoit bien le plus digne choix qui pouvoit estre fait pour donner le repos à la province. Je n'ai pu dissimuler mes sentimens à Vostre Éminence sur ce sujet.... »

1. « Je ne fais nul doute que l'on ne vous ait rapporté qu'il s'estoit saisi de Toulon et de l'armée navale et qu'il avoit levé force troupes et que, du Dauphiné, il est venu MM. de Villefranche et de Saint-André. Il est vrai qu'ils le sont venus voir et qu'il a mis son regiment d'infanterie à 1500 hommes, mais je vous puis assurer que son dessein n'a jamais esté contre le service du Roy, mais bien pour empêcher qu'il ne lui arrivast pareil accident qu'à Aix. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 369, Vignau à Mazarin, 12 octobre 1650.)

2. « Je l'ai repressé tout de nouveau de partir... Il m'a répondu, comme à l'ordinaire, qu'il obéiroit, quoique tout le monde ne le crust pas, mais qu'il seroit bien aise de sortir de ceste province, en sorte que ses amis ne pussent pas se plaindre de lui, ni ses ennemis se vanter de l'avoir fait chasser.... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 374, de Varennes à Mazarin, 14 octobre 1650.)

ministres le loisir de s'occuper des affaires de Provence, ceux-ci avaient hâte de les terminer rapidement. Le duc d'Orléans écrivait donc à d'Alais « qu'il ne se fasse pas tirer l'oreille et de venir parce que autrement on lui jouera beau jeu¹ », et une lettre du Roi avisait le Parlement qu'il lui était accordé pour sortir de la province un dernier délai de huit jours, passé lequel le marquis d'Aiguebonne avait ordre d'y rentrer et de prendre possession du gouvernement². En même temps, Servien, toujours attentif aux intérêts de Marseille, obtenait que le duc de Joyeuse se rendrait auprès de son beau-père pour presser son départ en lui faisant entendre que « c'estoit l'intention du Roy et l'unique moyen de se conserver le gouvernement³ ».

Après cela, les Marseillais et les parlementaires ne doutaient plus que ne fût enfin arrivé le moment où ils seraient débarassés de ce gouverneur qui leur était odieux. « Le Roy tient pour les gens de bien, écrivait aux consuls le secrétaire du président d'Oppède, et il a fait expédier commission à M. le comte de Carcès pour armer la province et venir avec une armée au cas que le comte d'Alais ne veuille pas obéir. Le gouvernement est flambé pour lui et pour tous les siens sans oublier ses alliés. Enfin, le ciel a béni nos œuvres et la bonté de nostre monarque nous met hors d'appréhension.... Nous avons toutes les peines du monde de contenir nostre peuple dans sa joie⁴. »

Les Marseillais partageaient cette joie. Comme leurs alliés d'Aix⁵, ils pensèrent qu'ils pouvaient la manifester publiquement. Suivant l'usage, les armoiries et le nom du comte d'Alais avaient été inscrits sur divers monuments de la ville. Aussitôt qu'ils eurent l'assurance que des ordres avaient été donnés pour que celui-ci hâtât son départ, les Marseillais s'empressèrent de les faire disparaître et de briser la pierre où ils avaient été gravés. Bien plus, le nom du comte d'Alais figurant dans une inscription placée sur la Porte Royale et destinée à rappeler une réparation faite à cet édifice pendant le consulat de Roquefort, on enleva cette inscription et on la remplaça par une autre. Celle-ci contenait ces seuls mots : *Sub cujus imperio summa libertas*. Gravés sur une pierre de marbre noir, ils résumaient de façon significative toutes les espérances que faisait naître

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse Y. Lettre d'Ycard, du 15 octobre 1650.

2. Lettre de cachet donnée à Saintes, le 18^e octobre 1650, adressée au Parlements « qui la fit imprimer et répandre dans la province » et transcrite dans les *Mémoire, d'Antoine de Valbelle*, 743 v^o.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 747. — Cf. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse M. Mœsnet, secrétaire du président d'Oppède, aux consuls, 22 octobre 1650 ; — liasse O : d'Oppède aux consuls, même jour.

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse M, lettre du 22 octobre 1650. Voir note ci-dessus.

5. En effet, après avoir constaté l'exaltation de la joie du peuple d'Aix, Mœsnet ajoute : « Les sarmens (sans doute destinés à des feux de joie) ont déjà augmenté de prix de plus que de la moitié ».

parmi la noblesse marseillaise la défaite du comte d'Alais et pouvaient, dès ce moment, donner à réfléchir au Roi et à ses conseillers¹.

Ces manifestations étaient encore prématurées. Malgré les instances de la Cour et les garanties qui lui étaient accordées pour ses partisans², malgré l'arrivée du marquis d'Aiguebonne à Pierrelatte, aux frontières de la Provence, où il attendait qu'il en sortit avant d'y entrer à son tour³, le duc d'Angoulême renvoyait toujours son départ, lassant par ces retards ceux-là mêmes qui jusqu'alors avaient répondu de son obéissance⁴. Toujours en éveil, ses ennemis redoutaient qu'il ne préparât quelque nouveau coup de main. Ils ne cessaient pas de supplier le duc d'Orléans, Mazarin et les ministres de mettre un terme à leurs inquiétudes⁵. Les nouveaux consuls de Marseille, entrés

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 745. « On voit encore en divers lieux les armoiries et les noms du duc de Guise et du maréchal de Vitry, qui ont devancé le comte d'Alais au gouvernement de ceste province, mais on n'en trouvera point de celui-ci. Ce consulat estoit trop animé pour laisser en estat aucun souvenir ni aucunes marques de son ennemi. Si bien que, dans la nuit du 18^e de ce mesme mois (d'octobre), l'on brisa toutes les pierres qui, dans nos ouvrages publics, portoient le nom du comte d'Alais et principalement celle de la Porte Royale où, par une vanité inusitée, le sieur de Roquefort, estant consul alors qu'elle fust réparée, fit faire une inscription où lui et ses collègues estoient superbement nommés. Et, de suite, l'on fit poser ceste mesme pierre qui s'y voit à présent et qui, en peu de mots, marque la grandeur de Marseille sous l'autorité de son Roy : *Sub cujus imperio, summa libertas*. » (Pierre de Bausset, sieur de Roquefort, avait été premier consul de novembre 1647 à octobre 1648.) — Arch. com. CC, Comptes trésoraires (17 avril-31 octobre 1650. Jean Delisle, trésorier) : « Octobre. A Jean-Pierre Portal, maistre sculpteur, pour une pierre marbre noir qu'il a travaillée et mise sur la Porte Réale, 45 l. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 74. Mazarin au comte d'Alais, de Fontainebleau, 10 novembre 1650. « Vous serez informé plus particulièrement par les despesches de M. le comte de Brienne et de M. de Varennes des ordres qui ont esté donnés pour le restablissement des exilés et la surseance des causes intéressant ceux qui vous ont suivi. Je m'assure qu'après cela vous ne voudrez pas différer davantage à partir pour vous rendre auprès de Leurs Majestés. J'ai eu lieu de vous escrire tant de fois et si franchement sur ce sujet que je n'ai plus rien à y ajouter, sinon, Monsieur, qu'il importe véritablement au service du Roy que vous fassiez toute la diligence possible. »

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse C. Lettre de Coutron aux consuls, sans date : elle paraît avoir été écrite de Lyon, comme le fait supposer une lettre des consuls à ce personnage, datée du 15 novembre 1650 et commençant ainsi : « Nous avons reçu vostre lettre de Lyon... ». Coutron, rend ainsi compte aux consuls de la première partie de son voyage (voir p. 345, note 1) : « ... Lorsque je fus à Pierrelatte, j'appris que M. d'Aiguebonne y arriva seulement que je me donna l'honneur de l'aller voir et de souper avec lui... Il me dit qu'il s'estoit rendu là pour apprendre les nouvelles des courriers qui montent ou qui descendent et pour se rendre de là dans un demi jour en Provence, dès aussitost qu'il apprendra que M. le comte d'Alais en sera sorti... »

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 386. — Vignau à Mazarin, de Toulon, 14 novembre 1650. Après avoir dit que rien de ce qu'il avait vu ne lui avait permis jusque-là de suspecter les promesses d'obéissance du comte, il ajoute : « Aujourd'hui, je suis obligé de vous dire que je ne sçais plus qu'en croire. La dernière lettre qu'il a reçue du Roy l'a tellement piqué qu'il m'a déclaré que, puisque l'on le vouloit pousser de ceste sorte, qu'il voyoit bien que l'on avoit dessein de le perdre sans lui sauver son honneur ou la moindre des choses qu'il demandoit tant pour lui que pour ses amis et que, cela estant, il se résoudroit d'attendre que l'on le vint chasser d'ici. »

5. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse Y. — Ycard aux consuls, 27 octobre 1650. « L'on nous fait espérer que M. le comte

en charge le 1^{er} novembre 1650, avaient même député en Cour l'assesseur sortant Henri de Coutron, pour qu'il manifestât leur impatience et arrachât enfin les mesures de rigueur qui seules pouvaient avoir raison de cette obstination¹.

Malgré ces démarches et ces plaintes, on hésitait encore à la Cour à brusquer le départ du duc d'Angoulême : d'Aiguebonne assurait, en effet, à Mazarin qu'on arriverait à l'obtenir par la douceur, malgré l'impatience de ses ennemis à qui ces lenteurs étaient insupportables². Le cardinal lui-même partageait cette confiance, ne croyant pas que le duc entreprenne de se révolter au moment où le succès du Roi à Montrond, suivant celui qu'il avait remporté à Bordeaux, privait le parti des Princes de leurs ressources les plus importantes³. Il ne se trompait pas. Dans les derniers jours de novembre, il recevait l'avis de son départ prochain⁴. Sa femme quitta Toulon le 6 décembre; lui-même, partit le lendemain. En chemin, il eut une entrevue avec le marquis d'Aiguebonne, puis il se rendit à Tarascon, d'où il passa en Languedoc, avec l'intention de séjourner quelque

obéira, mais j'ai peine à le croire, ses émissaires usant toujours de menaces. » — *Ibid.*, *Correspondance*, Reg. I. Les consuls à la Reine-Mère, 3 novembre 1650. « Nous avons sçu que le sieur d'Aiguebonne est arrivé sur les frontières de ceste province pour y venir commander par les ordres de Vostre Majesté en absence de M. le comte d'Alais, qui a tesmoigné d'affecter de longueurs extremement suspectes au bien de l'Estat et au repos de ceste ville, ayant fait connoistre audit sieur d'Aiguebonne qu'il n'estoit pas encore en estat de sortir de Toulon. Ce refus nous a donné juste sujet d'appréhender qu'il ne continue à semer des divisions dans ceste ville et, sous le prétexte qu'il prend de n'agir que par les ordres du Roy, il ne tache encore une fois à nous faire ressentir les effets de sa haine.... » — *Ibid.* Les consuls au comte de Brienne, 15 novembre 1650. « La conjuration, que nous venons de decouvrir sur ceste ville et dont nous vous envoyons l'extrait des procédures, fera assez connoistre à Leurs Majestés que le seul zèle de leur service nous a obligés de desputer vers Elles pour implorer Leur protection et demander le rappel de M. le comte d'Alais, dont la presence et l'appui donnent tant de hardiesse aux mauvais serviteurs du Roy qui ne veillent qu'à faire quelque insulte pour se rendre les maistres de ceste ville. »

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 749^{re}. — Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 52, f° 3. Bureau du 2^e novembre 1650. — *Correspondance des consuls*, Reg. I, lettres des consuls, du 3 novembre, à Ycard, Mazarin, Anne d'Autriche; — *Correspondance avec Coutron*, Reg. I, *passim*. — CC. *Comptes trésoraires*, 1650-1651, Jean-Baptiste Bévollan, trésorier. « Novembre. A M. Henri de Coutron, avocat en la Cour, pour les frais du voyage qu'il va faire en la Cour, desputé de la ville : 1500 l. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 393. D'Aiguebonne à Mazarin, 29 novembre 1650. « ... Je pris résolution d'crire la lettre et un mémoire, dont j'envoie la copie à M. le comte de Brienne, qui donneront pleine connoissance à Vostre Eminence de l'estat auquel sont les affaires touchant ce sujet et crois qu'Elle approuvera ma conduite, puisqu'il n'en peut arriver aucun mal et en pouvoit arriver beaucoup si on eust trop pressé ce prince, comme je tache de le faire comprendre aux Parlement et parlementaires, auxquels *Longa mora est omnis quæ gaudia differt*, et je leur fais voir qu'il n'y a en ce retardement de l'incommodité que pour moi, qui diffère à recevoir l'honneur duquel il plaist au Roy et à Vostre Eminence que j'entre en possession.... Néanmoins, j'y serai moins sensible si j'ai obtenu, comme j'espère, de finir ceste affaire avec douceur parmi des esprits qui n'en ont guère et sont fort malaisés à gouverner. »

3. Chéruel, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, IV, 185.

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Coutron, 29 novembre 1650. « ... On nous fait espérer tous les jours que M. le duc d'Angoulême doit sortir de la province et obéir aux ordres du Roy. Déjà quelques mules

temps dans cette province et d'éviter ainsi de se rendre à la cour, où sa conduite aurait été exactement surveillée¹. Pendant ce temps, le marquis d'Aiguebonne entra en Provence et arrivait à Aix où les consuls de Marseille s'empressaient d'aller le saluer².

Le duc d'Angoulême avait donc fini par se soumettre. Suivait-il, comme ses apologistes l'en ont flatté, les inclinations naturelles de son cœur qui l'éloignaient de toute idée de rébellion³? Nourrissait-il, au contraire, l'arrière-pensée d'une prochaine revanche et ne quittait-il la Provence que pour se soustraire à la surveillance de ses ennemis et poursuivre ses préparatifs à l'abri de tout contrôle? Sa retraite en Languedoc, aux portes mêmes de son ancien gouvernement, dans un pays où sa famille et lui-même entretenaient de nombreuses intelligences, particulièrement dans la noblesse dont son titre de comte d'Alais le faisait le chef⁴, laisserait croire, en effet, qu'il allait y attendre une occasion favorable pour recommencer la lutte. La situation de la Cour, dont à coup sûr il ne manquait pas d'être informé, pouvait d'ailleurs lui faire espérer que bientôt ses ennemis seraient privés de l'appui précieux qu'ils avaient trouvé au Conseil du Roi et dont ils s'étaient servis à ses dépens.

Quand même le duc d'Angoulême n'aurait pas nourri lui-même des idées de revanche, les partisans, qu'il avait laissés en Provence dans une situation précaire malgré la sauvegarde que leur avait assurée l'édit royal du 10 novembre⁵, n'avaient pas accepté leur défaite. La perte du pouvoir qu'ils avaient naguère exercé dans Marseille leur était particulièrement sensible : ils savaient bien que, s'ils ne tenaient pas cette ville

chargées de hardes en sont parties et, dans huit jours au plus tard, on affirme que mondit sieur le duc d'Angoulême, avec Madame sa femme et tout leur train, doivent s'en aller. » — Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 388. De Varennes à Mazarin, 26 novembre. — *Ibid.*, 391. Vignau à Mazarin, 28 novembre.

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 397. Varennes à Mazarin, 5 décembre 1650. — Arch. com., BB, *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Coutron, 6 et 13 décembre 1650. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 753 v^o. — Haitze, *Histoire de Provence*, III, XLIII, 122. — Sur le séjour du comte d'Alais en Languedoc, voir Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 128, lettre de Brienne au duc d'Angoulême, 7 février 1651. « Ayant eu commandement de Sa Majesté de signer la lettre qui vous convie de venir à la Cour le plus promptement qu'il vous sera possible, je vous prierai de considérer que le retardement vous seroit préjudiciable et vostre séjour en Languedoc apportera plus de dommages à vos serviteurs qui sont en Provence qu'il ne leur peut apporter de consolation, puisque vos bons offices leur seroient plus utiles ici que partout ailleurs.... »

2. Arch. com., BB, *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Coutron, 20 décembre 1650. « Nous avons déjà donné avis du départ de M. le duc d'Angoulême, qui est sorti de la province après avoir arrêté quelques jours à Tarascon et, par ce moyen, laisse le commandement à M. d'Aiguebonne, qui entra dimanche dans Aix avec beaucoup de pompe. Nous partons aujourd'hui pour lui aller rendre nos devoirs et sçavoir ses mouvemens et en quel temps il nous fera l'honneur de venir dans nostre ville.... »

3. Haitze, *Histoire de Provence*, III, XLIII, 122.

4. *Ibid.*

5. Voir plus haut, p. 344, note 2.

entre leurs mains, il leur serait impossible de dominer dans la province. Ils songeaient donc toujours, malgré les échecs qu'ils avaient successivement essuyés, à tenter un coup de main qui, leur donnant l'Hôtel de Ville, leur permettrait de s'imposer au reste du pays et d'obtenir de la Cour le retour du duc d'Angoulême¹.

La plupart des gentilshommes sortis de Marseille après la journée de Saint-Antoine, que l'opposition opiniâtre des consuls et de leurs amis en avaient tenus éloignés malgré leurs pressantes démarches auprès des ministres et du Roi pour mettre un terme à cet exil², étaient rentrés dès le départ du duc. Leur retour n'avait semblé causer aucune émotion dans la ville : au contraire, il avait paru devoir être le signal d'une réconciliation générale dont le marquis d'Aiguebonne s'était empressé de donner l'espoir à Mazarin³. Ce n'était là qu'une apparence : les exilés, rentrés dans la ville avec l'intention de revendiquer une part légitime dans son gouvernement⁴, allaient surprendre

1. *Le Semestre et le Sabre*, 135. « Ceux qui tenoient dans la province le parti du comte, instruits de toutes les négociations et sachant que les plaintes et les mouvemens des Marseillois estoient ce qui faisoit le plus d'impression à la Cour et pouvoient fournir un prétexte pour depouiller le duc [d'Angoulême] à cause de l'importance de ceste place, crurent qu'ils ne devoient rien négliger pour le mettre en possession de ceste ville. »

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettres des consuls à Brienne, à Servien et à Mazarin, du 6 septembre 1650. La lettre à Servien, la plus explicite, contient ce passage au sujet du rappel des exilés : « Il est nécessaire de nous tenir toujours en l'estat où nous sommes et esloigner ceux qui pourroient brouiller et favoriser le parti des Princes. Vous verrez, Monseigneur, un envoyé de par-delà qui parlera au nom de quelques-uns que nous tenons dehors. Nostre député vous a dit le juste motif que nous en avons et comme il importe au repos de la ville et de sa conservation que nous en usions de la sorte. » — Arch. des Affaires étrangères, France, 1715, 326. De Brienne aux gentilshommes de Marseille, 22 septembre 1650. « Ayant appris par M. de la Baume et par les lettres qu'il m'a rendues de vous les plaintes que vous faites de l'injustice qui vous est rendue par ceux qui sont restés dans la ville de Marseille pendant la contagion en ce qu'ils s'opposent à vostre retour et vous refusent l'entrée de la ville et qu'ils vous font d'autres oppressions dont vous demandez d'estre garantis par le Roy en expliquant son intention, je n'ai pas manqué de faire connoistre aussitost à Leurs Majestés vos intérêts. Mais, comme cela procède de quelque aigreur entre particuliers et qu'il est besoin qu'une personne d'autorité sur les lieux en prenne connoissance pour y apporter le remède, Elles ont résolu de charger de ceste affaire celui qu'Elles envoyeront commander en Provence durant l'absence de M. le comte d'Alais, auquel on a commandé de venir à la Cour. Si bien que, lorsque M. de la Baume s'en retournera, vous fera sçavoir qu'on donnera des ordres exprès pour mettre la main à la réconciliation des esprits et réduire toutes choses au point de la justice et de la raison. Ce qui se fera mieux quand quelqu'un de la part de Sa Majesté y interviendra que par des lettres et des ordres qu'il seroit difficile d'exécuter avec la douceur convenable et nécessaire à vostre repos et soulagement. »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 412. D'Aiguebonne à Mazarin, 27 décembre 1650. « Vostre Eminence aura sçu par mes précédentes l'estat des affaires de ceste province qui, d'heure à autre, s'achemine au calme et à la tranquillité au delà presque de ce qu'on en pouvoit espérer en si peu de temps, car la ville de Tarascon a regu, à l'imitation de celle de Marseille, tous les exilés avec tant de bon accueil que j'attends une députation de leur part composée de ces deux partis réunis qui viennent ensemble protester leur obéissance et affection au service du Roy. »

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 109. Rapport anonyme adressé à Mazarin, de Toulon, 17 janvier 1651. « Les exilés sont revenus à Marseille

dans le parti contraire des signes de mésintelligence et de désunion qui semblaient leur promettre une prochaine réparation.

Le parti de Valbelle était maintenant divisé. Déjà, un premier désaccord s'était élevé entre ses chefs, à la suite de la sédition excitée contre l'envoyé royal de Varennes au mois d'avril 1650. De Montolieu, qui lui avait offert l'hospitalité dans sa maison, et François d'Arène avaient blâmé les violences dont il avait été victime et, dès ce moment, avaient affecté de distinguer leur attitude de celle de leurs amis, sans aller cependant jusqu'à une rupture complète¹. D'Arène ambitionnait le consulat; la prudence lui conseillait donc de ne s'aliéner personne et surtout de conserver les bonnes grâces du lieutenant de l'Amirauté, en qui tous s'accordaient à reconnaître le chef du parti. Mais Valbelle, sollicité par le président d'Oppède de favoriser sa candidature, avait réservé son assentiment, alléguant que d'Arène n'était pas l'homme qui convenait pour gouverner Marseille dans les circonstances difficiles où l'on se trouvait. Ces réserves avaient blessé d'Arène et Montolieu. Ceux-ci n'avaient voulu y voir qu'un prétexte qui aurait permis à Valbelle de pousser au consulat son cousin le major de Félix². Le frère de ce dernier, revenant sur ces entrefaites de sa députation en Cour, commit l'imprudence, en rendant compte à ses amis de sa mission et en leur annonçant le prochain rappel du comte d'Alais, de leur confier « que Leurs Majestés étoient satisfaites de leur conduite, mais qu'on entendoit à la Cour qu'ils (les Marseillais) ne fussent qu'au Roy, et que le Parlement n'y estoit point aimé ». D'Arène surprit ce propos et en fit part à d'Oppède : ils y virent tous deux une nouvelle raison de se méfier, de séparer leurs intérêts de ceux de Valbelle et des Félix et de prendre des garanties contre eux³. D'Arène poussa même la précaution jusqu'à avertir le chevalier Jean-Baptiste de Valbelle, alors à la Cour, lui demandant de hâter son retour à Marseille où sa présence était nécessaire pour prévenir les conséquences de la con-

en si grand nombre qu'ils donnent grand sujet de crainte à leurs ennemis. Quelle bonne mine que ces ennemis reconciliés fassent, je conseille fort à ceux qui gouvernent de ne s'y fier pas : aussi sont-ils résolus de se tenir sur leurs gardes et de faire mesme quelque nombre de soldats secrètement.... » — *Ibid.*, 110. Rapport anonyme, de Marseille, 21 janvier 1651. « Le passage de M. d'Aigebonne en ceste ville y a beaucoup contribué sinon à l'entière reconciliation des deux partis, pour le moins à les contenir dans la tranquillité et le repos.... Il n'y a point d'apparence qu'ils se puissent véritablement reconcilier, d'autant que ceux qui possèdent la Maison de Ville ne s'en voulant point despartir ni admettre leurs adversaires qu'ils en ont chassés, il ne faut pas croire que les nouvellement restablis, qui sont considérables, veuillent faire une paix où ils ne trouveroient aucun avantage et qui ne leur procureroit aucune autorité dans les affaires. Je les vois disposés à vivre paisiblement dans l'estat où ils sont jusques à ce qu'il se présente quelque occasion de reprendre l'avantage sur leurs ennemis.... »

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 651 v°.

2. *Ibid.*, 723.

3. *Ibid.*, 725 v°.

duite du lieutenant, son cousin, qui sacrifiait les intérêts de sa propre famille à ceux de la famille de sa femme¹. Le conseiller de Meyrargues, le propre frère d'Antoine de Valbelle, blâma sa conduite; et, comme tout le Parlement soutenait la candidature d'Arène et qu'il eût été imprudent de se diviser puisque le danger contre lequel on avait combattu n'était pas encore tout à fait écarté, le lieutenant de l'Amirauté se résigna à laisser d'Arène revêtir le premier chapéron, avec Charles Mazenod et Antoine Grange pour collègues, et Pierre d'Ortigue pour assesseur². D'ailleurs, on prit soin de cacher autant qu'il fut possible la division qui existait dès ce moment et le Conseil du jour de Saint-Simon, ayant entendu avant de se séparer un compte rendu de la gestion des consuls sortants, approuva et ratifia leurs actes et leur vota des remerciements et des félicitations³.

Malgré ces précautions, on ne cacha pas longtemps au public la sourde rivalité qui venait d'éclater entre le lieutenant de Valbelle et la famille de Félix d'une part, et ses cousins le chevalier, François d'Arène et de Montolieu de l'autre⁴. Investi du consulat, d'Arène adopta une politique différente de celle de ses prédécesseurs, enleva au capitaine de Félix le titre de major et le commandement militaire de la ville qu'il avait reçus depuis le jour de Saint-Antoine, distribua à ses amis les postes de confiance qu'avaient remplis auparavant les amis de La Reynarde, et surtout, écartant les conseils du lieutenant de l'Amirauté, prétendant user de ménagements envers les partisans du duc d'Angoulême. Quand les exilés furent rentrés dans la ville, il s'en rapprocha et rechercha parmi eux les concours dont il avait besoin pour se dégager complètement de ses anciennes amitiés⁵.

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 723 v°.

2. *Ibid.*, 747 v°.

3. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 51, f° 182 v° : Conseil du 28 octobre 1650.

4. Dès les premiers jours de son consulat, François d'Arène, soutenu par le chevalier de Valbelle, avait adopté pour toutes les affaires qui s'étaient présentées une attitude opposée à celle des Félix et du lieutenant de l'Amirauté. Un envoyé de Mazarin, M. de Seyron, s'étant rendu à Marseille dans le but d'y solliciter des subsides pour le Roi, rendit compte de sa mission en des termes qui montrèrent que, dès le 7 novembre, l'opposition existait entre les deux fractions du parti alors au pouvoir : « Je suis arrivé le troisieme de ce mois à Marseille. J'ai vu M. le lieutenant Vaubelle (*sic*) pour m'instruire de la façon que je devois faire pour réussir à ce que l'on souhaitoit de la ville. J'ai vu, par son avis, Monsieur de Marseille et Messieurs de Félix et le chevalier de Valbelle auparavant de rendre la lettre du Roy et celle de Votre Éminence aux consuls pour les disposer à faciliter toutes choses. M. de Félix et M. de Marseille ont agi en personnes bien intentionnées, mais le chevalier de Valbelle a empêché avec plaisir que l'on n'ait rien obtenu de ce que le Roy a demandé. Et, comme il a fait une cabale pour le nouveau consulat contre son oncle le lieutenant et que le premier consul nommé, M. d'Arène, a esté créé par son instrument, il a fait opposer le sieur d'Arène fortement à ne rien donner, disant de meschantes raisons.... Je n'ai rien oublié pour le faire entendre raison, mais quelque aigreur a fait roidir le chevalier Valbelle opiniastrement en ceste affaire... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 382. M. de Seyron à Mazarin, de Toulon, 7 novembre 1650).

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 751 v°. — Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 109 : Rapport anonyme adressé à Mazarin, de Toulon, 17 janvier 1651.

Sans accorder trop de confiance à ces marques de bienveillance¹, les partisans du duc d'Angoulême, toujours persuadés qu'il leur fallait être maîtres de Marseille pour entraîner à leur suite le reste de la province, trouvèrent les ci constances favorables pour tenter un nouveau coup de main². S'ils n'avaient plus le gouverneur parmi eux et s'ils étaient ainsi privés du concours des troupes régulières dont il disposait, ils avaient, du moins, l'avantage d'être dans la ville, d'y surveiller de près l'ennemi, de connaître l'étendue de ses ressources et son point faible. Ils n'entendaient pas, d'ailleurs, s'abandonner au hasard. De Bormes et son neveu, le marquis de Marignane, étaient venus à Marseille pour les conseiller et diriger leurs préparatifs. Ils tenaient des conciliabules dans leur maison, y rassemblaient des hommes armés, s'efforçaient de gagner les gens du peuple et d'augmenter ainsi peu à peu le nombre de leurs partisans³.

Ces menées néchappèrent pas à leurs adversaires. D'Arène, plein de complaisance envers eux, par humeur débonnaire ou par calcul⁴, n'y aurait peut-être pas pris garde, si les confidents du lieutenant de Valbelle ne lui avaient porté leurs plaintes et ne l'avaient mis en demeure d'y mettre fin. Il ordonna donc une garde plus exacte, commanda des patrouilles pour la nuit et, à son tour, éveilla les méfiances des conjurés. Ceux-ci lui deman-

« Les exilés sont revenus en si grand nombre à Marseille qu'ils donnent grand sujet de craintes à leurs ennemis, surtout au lieutenant et aux Félix qui se voient comme abandonnés de tous leurs anciens amis. d'Arène, le chevalier et Montolieu, qui ont formé un petit triumvirat, obligeant autant qu'ils peuvent ces nouveaux venus et, par cette facilité à recevoir tout le monde à bras ouverts, se sont rendus d'autant plus agréables qu'on sait que le lieutenant et ses partisans les voulaient encore tenir plus longtemps dehors et ont tesmoigné avoir désagréable leur retour.... Le lieutenant ne sait quel parti prendre; il se voit abandonné de ses plus proches et comme exposé à la discrétion de ses ennemis. » — *Ibid.*, 110. Rapport anonyme du 20 janvier. « ... D'Arène, Montolieu et le chevalier vivent toujours de la même façon avec le lieutenant. Ils font toutes choses sans les lui communiquer et le traitent comme si jamais il n'avoit eu crédit dans la ville, pour lui faire connoître qu'ils peuvent subsister sans lui.... »

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 110. Rapport anonyme du 20 janvier. « ... Leurs ennemis.... se doutant que leur mésintelligence ne soit affectée, ne se veulent accorder ni avec les uns ni avec les autres et les considèrent également pour leurs ennemis.... »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 111. *La véritable et désintéressée relation de ce qui s'est passé dans la ville de Marseille depuis le 16 de janvier jusques au 24* (Anonyme; est de la même main que les rapports anonymes cités ci-dessus des 17 et 20 janvier 1651). « Les partisans de M. d'Angoulême qui, à l'occasion des troubles passés, avoient esté contraints d'abandonner Marseille, ayant esté rétablis par l'entremise de M. d'Aiguebonne et la facilité des consuls, ne pouvant souffrir de voir toute l'autorité entre les mains de leurs ennemis, avoient résolu de se rendre les maîtres de la ville, ou, du moins, de s'y rendre si considérables par les postes qu'ils y occuperoient qu'ils pussent obliger les autres à leur accorder des conditions plus honnestes que celles sous lesquelles ils estoient rentrés. »

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 759. — *Le Semestre et le Sabre*, 135. — *Huitze, Histoire de Provence*, III, XLVI, 124.

4. « Le sieur d'Arène, qui a très bon esprit mais qui s'estoit laissé préoccupé aux artifices et cajoleries de nos ennemis. » (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 763.)

dèrent les raisons de sa conduite et le circonvinrent si habilement qu'il consentit à choisir indistinctement parmi ses amis et parmi eux les hommes chargés du service des patrouilles nocturnes¹.

Cette condescendance ne les détourna pas de leur projet. Malgré tout, ils supportaient difficilement les mesures de police que les consuls avaient prescrites : ils y voyaient une sorte de provocation envers eux qui justifiait leurs préparatifs². Ils entretenaient des intelligences avec leurs amis restés à Toulon, dont ils attendaient des renforts; ils comptaient que, à leur premier signal, le duc d'Angoulême s'embarquerait à Aigues-Mortes et viendrait se mettre à leur tête³. Ils avaient même fixé le jour de leur prise d'armes, celui de Saint-Sébastien, dans l'espoir que, ce jour-là, leur parti prendrait à Marseille une revanche éclatante de l'échec qu'il avait essuyé à Aix deux ans auparavant⁴.

Un accident fortuit les obligea à tenter l'entreprise plus tôt qu'ils ne l'avaient décidé. Une rixe ayant éclaté, le 16 janvier, dans la rue des Carmes, entre trois d'entre eux, parmi lesquels l'ancien consul Boulle, et un nommé Pierre Seren, serviteur des consuls de 1650, un nommé Ricou voulut prendre parti pour celui-ci. Aussitôt Boulle et ses compagnons tournent leur fureur contre lui, ils le poursuivent, déchargent sur lui trois coups de pistolets et le laissent mort dans la rue⁵.

Capitaine du quartier de Cavaillon l'année précédente, Ricou

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 759 r°.

2. Bibliothèque nationale, Ms. Fr. 18977, f° 328 et suiv. « *Cahier de la noblesse de Marseille* [présenté au chancelier] contenant divers moyens pour détruire la tyrannie et assoupir les factions d'icelle ville entre autres par l'établissement d'une Chambre souveraine de justice dans icelle ou en y transférant le Bureau des Finances (ce cahier contient en outre force plaintes contre le sieur de Valbelle, lieutenant de l'Amirauté dudit Marseille, lequel adhéroît aux intérêts du Parlement d'Aix pendant le fort des mouvemens de Provence). » f° 332. « ... Après lequel [départ] s'estant enfin reestablis dans leurs maisons [les partisans du comte d'Alais], lesdits rebelles [les amis de Valbelle et du Parlement], estonnés d'en voir un si grand nombre et si considérable par leur naissance et par leurs richesses, et ayant encore considéré l'amour, la tendresse et l'applaudissement dont le peuple les avoit reçus, ils appréhendèrent par là de recevoir le mesme traitement qu'ils leur avoient fait souffrir et résolurent pour ce sujet, après un secret concert parmi eux, de lever sourdement des soldats pour leur garde, sous la solde des deniers publics, dont ils en avoient encore la direction, de fortifier les corps de garde et de faire la nuit sans interruption des patrouilles, lesquelles ils firent ayant leurs testes ceintes d'une serviette blanche pour la livrée de leur faction, pratiquant en ces occasions toutes les insolences que la liberté de la tyrannie permet ordinairement et partout, imprimant tant de crainte et de fureur que d'ouvrir seulement une fenestre, ou soit que la curiosité fust la cause ou la nécessité, passoit pour un crime parmi ces insolens. »

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 761.

4. *Ibid.*

5. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Coutron, 17 janvier 1651. — *Ibid.*, FF. *Relation de ce qui s'est passé à Marseille le jour de Saint-Antoine*, 17 janvier 1651. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 761 r°. — Ni l'auteur du *Semestre et le Sabre* ni Haitze ne mentionnent dans leur récit de cette journée la querelle où Ricou trouva la mort.

avait joué un rôle actif dans les événements qui avaient suivi la journée de Saint-Antoine. C'est lui qui, le 18 mars, commandant à la Plateforme, avait fait tirer le canon sur les troupes du comte d'Alais. Sa mort, survenant dans ces circonstances, frappa beaucoup ses amis qui l'attribuèrent à une vengeance politique et la qualifièrent d'assassinat, tandis que le parti contraire se refusait à lui donner cette importance et la représentait comme l'issue malheureuse d'une querelle particulière où étaient seuls en jeu des intérêts privés¹. Cela leur permettait de critiquer comme excessives les mesures ordonnées par les consuls aussitôt après la mort de Ricou et de laisser à ces magistrats la responsabilité des graves événements qui suivirent.

A la nouvelle que les consuls avaient averti de la mort de Ricou et des circonstances dans lesquelles elle s'était produite le marquis d'Aiguebonne et le Parlement, en suppliant le premier de se rendre à Marseille et le second d'envoyer des commissaires qui ouvriraient une information², les conjurés essayèrent d'abord d'obtenir du premier consul qu'il contremanderait ces démarches. D'Arène y aurait consenti volontiers, mais Valbelle et les Félix se tenaient sur leurs gardes et avaient déjà pris leurs dispositions en prévision d'une nouvelle affaire³. La prière du parti contraire fut donc écartée et celui-ci n'eut plus d'autre ressource que de recourir au coup de main qu'il avait préparé.

Ce fut une seconde journée de Saint-Antoine⁴, qui se ter-

1. Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* (761 v°), interprètes exacts de la pensée des amis de Ricou, font suivre le récit de sa mort de ces mots : « Le bruit de cest assassinat... ». De leur côté, les consuls écrivent à Coutron, le lendemain de cet événement (voir la note ci-dessus) : « Nous avons bien voulu vous donner avis de la mort du pauvre Ricou, qui estoit capitaine de Cavaillon l'année dernière, et qui fut assassiné hier soir, à l'entrée de la nuit, de trois pistolets en se retirant à la maison. Les apparences sont évidentes que ce n'est pas une querelle particulière, mais une suite de parti qui a cause cest assassinat.... » Enfin, l'auteur anonyme de la *Véritable et désintéressée relation*, etc. (voir ci-dessus, p. 350, note 2) s'exprime ainsi : « Un bourgeois de la ville, nommé Ricou, homme de grande valeur et de pareille estime du parti du Parlement, ayant esté assassiné lundi de ce mois sur le soir par quelques-uns du contraire parti.... » De leur côté, les ennemis des consuls interprétaient ainsi cet événement dans le *Cahier de la Noblesse de Marseille*, etc., f° 333 (voir ci-dessus, p. 351, note 2). « Dans ces conjonctures, un nommé Lignon ? fut tué par une occasion particulière et imprévue, le seiziesme jour du mois de janvier dernier. Et, d'autant qu'il estoit du nombre de ces factieux et qu'il avoit tiré le canon sur la personne dudit seigneur d'Angoulesme, ils en conceurent un tel desplaisir qu'ils envoyèrent un courrier à Aix pour prier le sieur d'Aiguebonne de venir promptement à Marseille comme si la mort d'un particulier et d'une si basse condition y pouvoit attirer un commandant par le Roy dans ladite province.... »

2. Lettre des consuls à Coutron, du 17 janvier 1651. — *Relation de ce qui s'est passé à Marseille le jour de Saint-Antoine*. — *La véritable et désintéressée relation*, etc. — *Cahier de la Noblesse de Marseille*, etc., f° 333. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 761 v°.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 763 v°. — *Cahier de la Noblesse*, etc., f° 333.

4. C'est ainsi que cette journée est désignée dans tous les documents du temps, sans qu'il soit possible de la confondre avec la première, qui eût lieu le

mina comme la première, à la confusion des partisans du comte d'Alais.

Le 17 janvier, jour consacré à saint Antoine le Grand, une troupe de cent à cent vingt gentilshommes armés, conduite par Marignane et par Bormes, était venue au-devant de l'Hôtel de Ville, dont elle prétendait forcer l'entrée, essayant d'entraîner la foule à sa suite aux cris de : « Vive le Roy ! le comte d'Alais et la liberté des Princes ! » D'Arène, surpris par cette attaque imprévue de gens qui n'avaient pas cessé jusque-là de protester de leurs bonnes intentions, avait d'abord hésité sur la conduite qu'il devait adopter. Il avait fini par se décider à la résistance quand son collègue Mazenod et quelques amis, venus se jeter avec lui dans l'Hôtel de Ville au premier signal de la sédition, lui avaient représenté l'imprudence de concessions faites sous la menace, puisqu'on prêtait aux conjurés l'intention de déposer les consuls en exercice et de rendre à Glandevès le chaperon qui lui avait été enlevé à la première journée de Saint-Antoine. Les portes de l'Hôtel de Ville avaient donc été barricadées, et la petite troupe, qui formait la garde des consuls, s'était mise en défense pendant que Bormes et ses amis, en occupant le corps de garde de l'Hôtel de Ville et en faisant barrer par des chaînes les rues qui y conduisaient, se disposaient à en faire un siège rigoureux. Isolant ainsi les consuls du reste de la ville, les laissant dans l'ignorance de ce qui s'y passait, ils comptaient lasser la patience de d'Arène, dont ils savaient la faiblesse de caractère et à qui ils ne cessaient de faire entendre leurs cris d'appel par les fenêtres laissées ouvertes.

Cette tactique aurait peut-être été couronnée de succès, sans l'intervention du lieutenant de Valbelle et de ses parents, les Félix et La Salle. A la nouvelle du mouvement dirigé contre l'Hôtel de Ville, Valbelle comprit la faute de ses ennemis qui n'avaient pas songé à s'assurer aussi des principales portes et des autres corps de garde. Il sut en profiter. Accompagné du capitaine de Félix, de La Salle, de Gréasque et de nombreux amis, il alla d'abord occuper la Porte Royale : cette position lui permettait de donner accès dans la ville aux renforts que ne manqueraient pas de lui envoyer ses amis d'Aix et le marquis d'Aiguebonne, avertis en hâte par ses soins de ce qui se passait. Repoussant ensuite une attaque des ennemis, qui avaient compris trop tard leur faute et avaient envoyé un parti avec La Baume et César de Villages pour occuper cette position

14 mars 1650 qui fut autrement importante par ses conséquences et que nous avons racontée dans le chapitre précédent. Celle-là eut lieu le 17 janvier 1651, jour consacré à saint Antoine le Grand, tandis qu'on célèbre le 14 mars la fête d'un autre saint du même nom, désigné ainsi par les *Acta sanctorum* : « Antonius, ordinis Minorum S. Francisci monachus in Armenia ».

indispensable, Valbelle en confie la garde à une garnison sûre et se transporte avec ses compagnons à la Plateforme. « le poste le plus fort et le plus assuré de la ville ». Sa décision et son succès ont rendu courage aux hésitants et fait réfléchir les malintentionnés. La ville reste tranquille et Valbelle, faisant donner l'alarme dans le quartier de Blanquerie, permet à Gréasque de ramasser une petite troupe qui se porte à l'Hôtel de Ville au secours des consuls.

Ceux-ci commençaient à se trouver dans une situation critique. Sans rien relâcher de la rigueur de leur siège, les assaillants avaient fortifié leur position en s'emparant de la tour Saint-Jean et du corps de garde de ce quartier, ce qui pouvait, en quelque façon, assurer leurs communications avec la mer, c'est-à-dire avec leurs amis de Toulon et du Languedoc. En outre, l'un d'entre eux, le Cadet de Bègue, s'étant saisi d'un gros vaisseau génois, l'avait conduit dans le port en face de l'Hôtel de Ville et avait fait braquer sur cet édifice le canon qu'il avait à bord. Cependant, l'arrivée des renforts amenés par Gréasque et la nouvelle que six cents hommes sont à la porte Royale, que les amis des consuls en ont encore un nombre égal dans le quartier de Blanquerie, qu'ils sont les maîtres des postes les plus importants de la ville, et qu'ils ont enfin reçu l'assurance de l'arrivée prochaine d'un fort secours envoyé d'Aix, tout cela démontre aux conjurés qu'ils ne peuvent pas espérer avoir l'avantage. Ils demandent donc à négocier. Au moyen d'une échelle, le chevalier Thomas de Villages pénètre dans l'Hôtel de Ville. Il arrête les termes de l'accord qui consacre la victoire du parti des consuls et oblige la petite armée des assaillants à se disloquer. Bientôt après, le marquis d'Aigubonne, des commissaires du Parlement, le baron de Saint-Marc, premier procureur du Pays, font leur entrée dans la ville à la tête de plusieurs compagnies de soldats : leur présence augmente la confiance du parti victorieux et la déception et la colère des vaincus ¹.

Tout l'honneur de la journée revenait à Valbelle, dont l'initiative et l'esprit de décision avaient causé le succès de son parti et sauvé la dignité du consulat, compromise par les hésitations et les faiblesses de François d'Arène. Dans la relation de la journée que celui-ci avait fait dresser pour l'envoyer aux ministres, il s'était abstenu de signaler la conduite du lieutenant de l'Amirauté ²; bien plus, un passage de cette relation,

1. Arch. com., FF. *Relation de ce qui s'est passé à Marseille le jour de Saint-Antoine*. — *Ibid.*, CG. *Comptes trésoraires*, 1650-1651, Jean-Baptiste Bévollan, trésorier. — *La véritable et désintéressée relation*, etc. — *Cahier de la Noblesse de Marseille*, etc., f° 333. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 765-777 v°. — *Le Semestre et le Sabre*, 135-136. — *Haitze, Histoire de Provence*, etc., III, XLVI, 124.

2. Arch. com., FF. *Relation*, etc. — *Ibid.*, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Ycard du 24 janvier 1651. « Par le dernier courrier nous

où était rapportée l'intervention heureuse de Gréasque et des renforts qu'il avait amenés aux consuls, avait été effacé sur la minute, sans doute pour éviter de mettre en lumière la part importante prise dans cette affaire par ses amis directs¹. Il est vrai que ce témoignage que d'Arène refusait à son ancien allié, le marquis d'Aiguebonne le lui rendait, au contraire, largement dans son rapport à Mazarin : « Il est vrai que, sans la diligence dont usa le lieutenant de Valbelle, les sieurs de La Salle et d'Aiglun et quelques autres gens d'honneur, à se rendre maîtres des places fortes où sont les canons et des portes principales pour me donner l'entrée, l'entreprise auroit réussi infailliblement² ». Certes, l'amour-propre du premier consul, disposé à s'attribuer le mérite de la victoire³, devait souffrir de l'importance qu'on s'accordait à donner au rôle joué par Valbelle en cette circonstance. Mais il ne s'agissait pas seulement de satisfactions morales et d'Arène partageait peut-être le dépit de ses adversaires vaincus puisque, en se jetant ainsi résolument dans la mêlée et en faisant pencher la balance en faveur de son parti, le lieutenant de l'Amirauté avait empêché le succès de combinaisons qui commençaient à se faire jour et qui n'échappaient plus à des yeux perspicaces.

Tout dans l'attitude observée par le premier consul, après la seconde journée de Saint-Antoine, le faisait pressentir. D'abord, d'Arène avait reçu avec empressement le marquis d'Aiguebonne et le baron de Saint-Marc venus à son secours. Il avait permis aux soldats amenés d'Aix de loger dans la ville et il avait laissé les commissaires du Parlement, secondés par l'assesseur d'Ortigue, commencer leur information. Mais, le 19 janvier, il changea brusquement d'attitude. Prétendant soustraire aux recherches de la justice la plupart des coupables, les principaux y ayant échappé par la fuite⁴, il se prit de querelle avec

escrivismes fort à la haste à M. Coutron, nostre député, ce qui s'estoit passé le mesme jour en ceste ville, dont vous recevrez à présent une relation plus exacte et plus estendue pour la faire voir aux ministres, afin que nous recevions la gloire qui nous est due du service que nous avons rendu au Roy en ceste rencontre, en dissipant une sédition qui auroit pu grossir et causer quelques désordres sans nostre secours... »

1. *Relation*, etc. « Peu de temps après, ledit sieur chevalier de Villages avec ledit sieur Estienne Jean, capitaine du quartier de Blanquerie, estant sorti de l'ordre de sieurs consuls pour faire apaiser les mouvemens qui s'estoient excités par la ville, trouvèrent tout près de la Loge, environ deux cens hommes bien armés, conduits par le sieur de Gréasque, qui s'estoit destaché du corps de garde de la Porte Réale pour venir tailler en pièces les assaillans ce qui, sans doute, auroit esté fait à l'instant si, par bonne fortune, lesdits sieurs chevalier et capitaine de Blanquerie ne fussent arrivés à propos pour les faire reculer. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France 1716, 421. Lettre du 24 janvier 1651.

3. Voir ci-dessus, p. 354, note 2.

4. Arch. com., FF. *Relation*, etc. « ... Le lendemain, xviii^e, Messieurs du Parlement informèrent sur la sédition et, comme les principaux auteurs s'estoient évadés et que tous les autres faisoient prières par leurs amis d'oublier les injures passées, lesdits sieurs consuls, voyant la bonne disposition qu'il y avoit à une générale réconciliation qui pourroit apporter plus de tranquillité et de repos à

l'assesseur, puis avec Valbelle qui avait pris parti pour ce dernier. Des mots vifs furent échangés¹; peut-être même le lieutenant, égaré par la colère, se laissa aller à porter la main sur le premier consul. Cette violente altercation, dont le bruit se répandit aussitôt dans la ville², servit de prétexte aux vaincus de la veille pour achever de brouiller tout à fait les amis de naguère et, profitant des dispositions complaisantes des consuls, se débarrasser des soldats venus d'Aix et reprendre ensuite le haut du pavé.

Ils n'eurent pas beaucoup de peine à entraîner la foule qui prenait vite ombrage à la vue de soldats tenant garnison dans Marseille au mépris de ses privilèges, et qui, d'ailleurs, n'aimait pas les Aixois³. Les cris de *Vivo lou Rey! Vivo leis Consous! fouero souldats, fouero estrangiés!* se font entendre; les boutiques se ferment, les hôtelleries du Faucon et du Louvre où logent les gentilshommes aixois sont investies et bientôt les consuls, impuissants à ramener le calme, promettent que le baron de Saint-Marc et ses soldats sortiront de Marseille et, pour décider ceux-ci au départ, s'engagent à leur donner un large dédommagement⁴.

Cependant, ces concessions, dues à un secret calcul ou à la faiblesse de d'Arène⁵, loin de satisfaire ses ennemis, ne faisaient qu'augmenter leurs exigences : d'Arène, devenu leur prisonnier, était en voie de compromettre non seulement le parti dont

la ville et, par mesme moyen, assurer le service du Roy qu'une sévère punition, il y entendoient fort volontiers. »

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 779 v°.

2. *La véritable et désintéressée relation*, etc. « ... Dans ce temps-là, quelques-uns de ses ennemis firent publier par les rues qu'il avoit donné un soufflet au premier consul et que les gens d'Aix se vouloient rendre maîtres de la ville... »

3. Haitze, *Histoire de Provence*, III, etc., XLVI, 124. « ... Mais ils ne purent empêcher que le peuple de Marseille, piqué de jalousie contre ceux d'Aix, entre lesquels et eux il y a toujours eu une secrète antipathie comme il arrive ordinairement entre voisins... »

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 781 v° et suiv. — *La véritable et désintéressée relation*, etc. — *Cahier de la Noblesse de Marseille*. — Haitze, *Histoire de Provence*, III, XLVI, 124. — *La Relation des consuls* (Arch. com., FF.) rapporte simplement ceci : « Le xix^e dudit mois, les corps de garde qui avoient esté dressés dès le xviii^e au soir, furent abattus, les soldats congédiés et la ville commença si fort à changer de face qu'il sembloit que rien n'avoit altéré son repos ». — Les Comptes trésoraires fournissent le relevé des sommes payées à divers aubergistes de la ville « pour despense chez soi le jour de Saint-Antoine ». La ville a sans doute payé de cette façon l'indemnité promise pour obtenir leur départ aux soldats qui étoient venus d'Aix.

5. En divers passages (notamment 783), les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* accusent le premier consul de « foiblesses et de légèretés » et lui reprochent d'avoir cédé « aux délicatesses et ambitions de quelques-uns qui régloient sa conduite et qui gouvernoient son esprit ». C'est bien là l'impression faite sur les contemporains par la conduite de François d'Arène en ces difficiles circonstances : les uns lui en firent un grief, et les autres un titre de gloire. Haitze, favorable au parti du comte d'Alais, dit (III, XLVI, 124) que « la sage conduite des consuls et des principaux habitans, plus prudens que leurs autres concitoyens, apaisa ces divisions naissantes » et l'auteur de la *Véritable et désintéressée relation*, etc., témoin impartial, constate que « d'Arène, le premier consul, s'estant conduit sans passion et comme un père commun, s'est acquis l'amour de tout le peuple ».

il était naguère un des chefs et qui l'avait élevé au consulat, mais encore l'autorité de la haute magistrature dont il était revêtu. Le chevalier de Valbelle s'en rendit compte. Quittant Toulon où il affectait de se consacrer exclusivement à l'armement de sa galère, il vint à Marseille, représenta à d'Arène l'imprudence de sa conduite, obtint qu'il se rapprocherait du lieutenant, prit lui-même des mesures pour tenir tête à une nouvelle attaque et, en imposant ainsi au parti contraire, contraignit ses chefs à implorer la paix de la bonté des consuls¹.

Des arbitres désignés en nombre égal par les deux partis furent chargés, sous la médiation de MM. de Mirabeau, de Nans, et de Libertat, restés neutres en cette circonstance, d'arrêter les conditions du traité. La négociation fut délicate, le parti vaincu repoussant quelques-unes des prétentions de ses adversaires, qu'il jugeait trop dures. Mais les consuls en faisant la condition même du traité, il fallut s'incliner.

L'accommodement fut signé le 24 janvier. Il était tout à l'avantage des consuls. Ceux-ci obtenaient l'éloignement, pendant l'année de leur magistrature, des familles de Bouille et de Gras, coupables du meurtre de Ricou, et celui des soldats qui, le 17 janvier, avaient investi l'Hôtel de Ville, leurs chefs, Bormes et Marignane, s'en remettant sur ce sujet « à leur bonté et discrétion ». Les consuls obtenaient encore le droit de lever une garde de cinquante hommes « pour la sûreté de leurs personnes » et l'interdiction de former dans la ville d'autre parti² « que celui de Messieurs les consuls pour le service du Roy et le bien du public » et de lever des gens de paye, sous peine pour ceux qui ne se soumettraient pas à cette prescription « d'estre informé contre eux comme perturbateurs du repos public ». En retour, les consuls promettaient de constituer une commission « pour lui faire sçavoir les plaintes des particuliers et y remédier », et d'envoyer à la Cour un député chargé de solliciter pour cet arrangement l'approbation du Roi et, au besoin, des lettres d'abolition pour tous les événements arrivés à Marseille « depuis six mois, à la réserve des assassinats commis es-personnes des sieurs Antoine Monier, Jacques Ricou et Nicolas de l'Isle, valet du sieur chevalier de Valbelle³ ».

1. *La véritable et désintéressée relation*, etc.

2. Ce fut, pour le parti des consuls, Louis de Caradet de Bourgogne, Gaspard de Villages, sieur de La Salle, Jean-Baptiste, chevalier de Valbelle, Antoine de Félix, Louis de Monier, sieur d'Aiglon, et Antoine de Vias, avocat; et pour le parti contraire, Jean-Louis-Antoine de Glaudevès, sieur de Niozelles, André de Gérente, sieur de Vénelle, le chevalier Thomas de Villages, Balthazar de Cipriani, sieur de Cabriès, Marc-Antoine d'Augustine, sieur de Septèmes, et Ambroise Cornier, avocat (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 783 v°).

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 783 v°. Les *Mémoires* transcrivent (785 v°) les articles du traité dont une autre copie, avec mention des signatures « à l'original » des douze arbitres, des deux médiateurs, Mirabeau et Libertat, et de « Messieurs les consuls » est aux Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 116

L'article 6 de ce traité stipulait « que la paix, ou pour mieux dire réconciliation générale, se fera en présence de M. l'évesque de Marseille et que les uns et les autres promettront, en présence du Saint-Sacrement, d'oublier tous les deslairs passés et d'estouffer tous leurs ressentimens dans les dernières actions qu'on vient de faire ». Cet article fut solennellement exécuté. Le 28 janvier, les consuls assemblèrent à l'Hôtel de Ville les membres des deux partis et leur ordonnèrent de s'embrasser en leur présence, ce qu'ils firent « sincèrement et avec oubli des choses passées ». Puis, revêtus de leurs robes rouges, les magistrats, suivis de cette brillante troupe, se rendirent à l'église de La Major où la paix fut solennellement jurée, devant le Saint-Sacrement et en présence de l'évêque, comme il avait été convenu. Les consuls retournèrent ensuite à l'Hôtel de Ville, en grande pompe et au bruit du canon, précédés de la « grande bande des violons », comme c'était l'usage le jour de leur entrée en charge. Dans la ville, on célébra la paix par des réjouissances publiques qui se terminèrent par un bal « donné le soir aux dames ¹ ».

D'Arène, s'abandonnant à la joie d'une paix facilement obtenue après une si chaude alerte, se félicitait de sa modération ², que beaucoup de ses amis, à Marseille et à la Cour, ne pouvaient cependant s'empêcher de regretter. « Nonobstant ceste sainte cérémonie, ils sont encore nos ennemis », observait Antoine de Valbelle après la réconciliation ³, et Ycard écrivait de Paris aux consuls : « On loue vostre clémence pourvu que vous n'en usiez pas ainsi une autre fois, les saignées estant nécessaires en pareille rencontre, quand on prend les ennemis les armes à la main, estant certain que ces gens-là ne vous traiteroient pas de la sorte s'ils avoient l'avantage sur vous ⁴ ». De leur côté, les amis du comte d'Alais n'avaient consenti aux clauses de la paix du 24 janvier que parce qu'ils s'étaient rendu compte de leur faiblesse et, partant, de leur impuissance à faire prévaloir leurs vues ⁵. Mais ils n'avaient pas abandonné l'espoir d'une revanche

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 791 v°. — Comptes tresoraires, 1650-1651. « *Ferrier*. A la grande bande de violons, qui ont joué durant tout le jour de la réconciliation générale, que aux femmes qui ont fait le convoi du bal donné aux dames, 65 l. »

2. D'Arène et ses collègues expriment ce sentiment dans diverses lettres écrites à la Cour pour solliciter l'abolition promise par les articles de la paix. Ils s'expriment ainsi dans une lettre au Roi, du 25 janvier : « Vostre Majesté est souvent importunée d'accorder l'abolition et des grâces à ceux qui ont commis quelques crimes, mais Elle trouvera bien extraordinaire que ceux qui ont esté offensés implorent sa clémence pour pardonner à leurs ennemis » (BB. *Correspondance des consuls*, Reg. 1). Cette idée se retrouve, plus longuement développée, dans une lettre à Ycard, du 14 février (*Ibid.*).

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 793 v°.

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse Y; lettre d'Ycard, du 3 février 1651.

5. *La véritable relation*, etc. « Le parti contraire, lequel se voyant le plus foible, a recours à la honte des consuls pour venir à un ajustement auquel on a

qui leur permettrait de mettre un terme à l'éloignement de leur chef en lui ménageant une rentrée triomphale dans son gouvernement.

Cette paix restait donc précaire et chacun des deux partis se flattait de la rompre quand l'occasion lui paraîtrait propice. Seul peut-être, d'Arène aurait voulu la consolider en obtenant du Roi l'amnistie qu'il avait promise. Mais les troubles de la Cour allaient bientôt paralyser les démarches de ses envoyés, retarder la délivrance des lettres d'abolition, laisser en suspens la question du remplacement du comte d'Alais et donner ainsi libre carrière à tous ceux, amis ou ennemis de ce prince, qui prétendaient faire résoudre cette affaire au mieux de leurs préférences ou de leurs intérêts.

donné les mains. » — Cf. dans le *Cahier de la Noblesse de Marseille* tous les griefs accumulés contre d'Arène et ses collègues, accusés de violence et de mauvaise foi à l'occasion de leur conduite au cours des événements de janvier 1651.

CHAPITRE V

LA VACANCE DU GOUVERNEMENT

I. LE PREMIER EXIL DE MAZARIN ET LES AFFAIRES DE PROVENCE. — II. LE DUC D'ANGOULÊME ET LES DÉPUTÉS DE PROVENCE A LA COUR : ILS POSENT LA QUESTION DU GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE ; DÉMARCHES ET INTRIGUES AUPRÈS DES MINISTRES ET DU DUC D'ORLÉANS. — III. CONDÉ RECHERCHE LE GOUVERNEMENT DE PROVENCE POUR LE PRINCE DE CONTI : SES RAPPORTS AVEC LE DUC D'ANGOULÊMES ET AVEC LES DÉPUTÉS — IV. LES HÉSITATIONS D'ANNE D'AUTRICHE : ELLE PRÉTEND RÉCONCILIER LES PARTIS DIVISÉS EN PROVENCE AVANT DE RÉGLER LA QUESTION DU GOUVERNEMENT ; L'ARRÊT DU CONSEIL DE JUIN 1652. — V. MÉCONTENTEMENT ET AGITATION CAUSÉS PAR CET ARRÊT : LES DIVISIONS DU PARLEMENT DE PROVENCE ; FORMATION DU PARTI DU SABRE FAVORABLE AU PRINCE DE CONTI. — VI. VALBELLE SE PRONONCE CONTRE LE SABRE ET MAINTIENT MARSEILLE DANS LE PARTI DE LA COUR. — VII. TROUBLES DANS LA PROVINCE : L'UNION DU SABRE ET DU SEMESTRE ; PRÉPARATIFS DE GUERRE CIVILE. — VIII. LE RETOUR DE MAZARIN ET LA GUERRE DU SABRE ; LE DUC DE MERCŒUR, COMMANDANT POUR LE ROI EN PROVENCE, Y RÉTABLIT L'ORDRE.

Malgré les promesses de pardon des consuls et les baisers de réconciliation échangés solennellement en présence de l'évêque de Marseille, le calme n'était pas revenu dans la ville, aucun des partis n'ayant loyalement accepté les conditions de l'accord du 24 janvier. Marseille suivait les mouvements de la province et, là aussi, l'ordre était toujours menacé par les divisions et les intrigues des factions rivales. Le départ du duc d'Angoulême, au lieu de ramener la paix dans le pays, y avait au contraire exaspéré les haines. Il avait aussi excité chez les différents chefs de partis des prétentions contradictoires que chacun espérait bien satisfaire même au détriment de ses compagnons de lutte. La vacance du gouvernement permettait, en effet, d'escompter l'arrivée prochaine d'un nouveau gouverneur et les efforts de chacun avaient pour objet de seconder les visées de tel grand

personnage de la Cour dont il se promettait d'accaparer la faveur. Tandis donc que les partisans du duc d'Angoulême sollicitaient et attendaient son retour, le parti des Parlementaires se divisait en groupes rivaux dont chacun mettait son activité et son influence dans la province et à la Cour au service d'un grand seigneur qui nourrissait l'ambition de devenir gouverneur de Provence.

« Le parti du seigneur d'Angoulesme subsiste, écrivait à Mazarin le marquis d'Aiguebonne le jour même de la conclusion de l'accommodement de Marseille¹, et le président d'Oppède paraît le chef et principal d'une autre faction de laquelle est La Barben, Taillade et presque tous les Forbins et le conseiller Valbelle, frère du lieutenant, qui est pour M. de Guise. Le chevalier (de Valbelle) et plusieurs autres en font une autre qui est pour M. de Beaufort, correspondante à celle-là, s'entraînant à faire qu'à défaut que le dessein de l'un ne réussisse, on fasse réussir celui de l'autre pour le gouvernement. Le président de La Roque et plusieurs du Parlement y sont meslés... Les troubles de la province se forment sur la fantaisie que chacun a de faire un gouverneur duquel il se puisse prévaloir. »

Il était nécessaire de porter un prompt remède à cette situation périlleuse. L'envoyé du Roi en Provence, d'Aiguebonne, ne s'en sentait pas capable². Seul, Mazarin avait assez de prestige et d'autorité sur les Provençaux pour mener à bien cette œuvre difficile et délicate. D'abord, il disposait du gouvernement et il avait les moyens d'imposer à tous les volontés du Roi. Ensuite, les ennemis du duc d'Angoulême, qui ne cessaient pas de l'assurer de leur attachement inaltérable³, mettaient en lui

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 423.

2. « Il faut que Vostre Eminence y remédie pour l'avenir en assurant ce gouvernement. » (D'Aiguebonne à Mazarin, 20 janvier 1651. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 421.) — « Il en faut un (gouverneur) quel que soit, pour arrêter la pensée de tous les brouillons, quand mesme il ne seroit pas présent et résident. » (D'Aiguebonne à Mazarin, 24 janvier 1651. *Ibid.*, f° 423.) — « Par la dernière despesche que j'ai faite à Vostre Eminence ou celle de M. le comte de Brienne, Elle aura appris véritablement l'estat de ceste province jusques alors. Et maintenant je lui écris ce qui est survenu et survient journellement parmi ces esprits remuans et incessamment cabalisans, avec lesquels il faut avoir de nouveaux procédés et de nouveaux expédiens lorsqu'ils ont perdu la crainte. Il est nécessaire, Monseigneur, d'avoir l'esprit bien présent avec eux pour se garder d'en estre surpris et pour prendre son temps à faire faire les choses qu'on désire d'eux et, par conséquent, l'autorité et le crédit pour agir selon les occasions qui se perdent la plupart lorsqu'il les faut envoyer consulter. Vostre Eminence, comme plus clairvoyante, en peut mieux juger que moi. » (D'Aiguebonne à Mazarin, 31 janvier 1651. *Ibid.*, 425.)

3. Dans une lettre écrite à Mazarin, le 19 mars 1652 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 29), c'est-à-dire postérieurement au premier exil et au retour du cardinal, d'Aiguebonne, revenant sur le passé, rappelle qu'elle avait été l'attitude du Parlement de Provence avant sa sortie du royaume : « Estant véritable, dit-il, que lorsque Vostre Eminence partit de France, ce Parlement estoit en termes de bonne volonté envers Elle et de respect aux commandemens du Roy, estant demeurés retenus à donner leur approbation aux arrests du Parlement de Paris contre Elle... » — De même l'auteur anonyme de la *Véritable et désintéressée rela-*

leur confiance et leur espoir pour qu'il donnât à leur victoire une dernière consécration en nommant un nouveau gouverneur de Provence. Des envoyés du Parlement, des procureurs du Pays et des villes alliées se trouvaient à la Cour où ils pressaient le cardinal et les membres du Conseil de prendre une rapide décision à ce sujet. Sous prétexte de poursuivre la délivrance de l'abolition, qu'il avait promis d'obtenir du Roi lors de l'accordement du 24 janvier, le consul d'Arène avait député à la Cour son parent, le Cadet de Moustier¹, demandant au Roi, à Mazarin, à d'autres membres influents du Conseil, de l'accueillir avec faveur et de prendre sa requête en considération². Mais Moustier était surtout chargé de se joindre aux députés du parti qui l'avaient précédé à Paris pour demander le remplacement définitif du duc d'Angoulême. Les consuls avaient, en effet, refusé au parti contraire l'autorisation de députer de son côté un représentant qui, comme Moustier parlant officiellement au nom de la ville, aurait peut-être secondé ses efforts pour ce qui regardait l'abolition, mais aurait, au contraire, traversé et paralysé ses démarches pour ce qui concernait le gouvernement de la province³.

C'était donc une affaire de parti qu'il s'agissait de faire résoudre à la Cour. Pour la faire aboutir, le concours de Mazarin paraissait entre tous indispensable. Or, au mois de février 1651, Mazarin partait de nouveau pour l'exil⁴. Son absence qui ne devait prendre fin qu'au mois de décembre suivant, allait augmenter l'état de trouble et de confusion où était la Provence, en laissant en suspens la question du gouvernement⁵.

tion de ce qui s'est passé dans la ville de Marseille depuis le 16 de janvier jusques au 24 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 111), rend témoignage de la fidélité du premier consul d'Arène qui, jouissant d'une très grande autorité sur ses concitoyens, assure ainsi de la fidélité de Marseille : « D'Arène, le premier consul, s'estant conduit sans passion et comme un père commun, s'est acquis l'amour de tout le peuple qui despend absolument de lui qu'il en peut faire ce qu'il feroit de sa famille particulière. Je le tiens fort homme d'honneur et bon serviteur du Roy.... Estant assuré de cest homme-là à la Cour, tous les autres sont incapables de rien entreprendre.... »

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 52, f° 74 : Bureau du 30 janvier 1651.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettres du 25 janvier 1651.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 795 v°.

4. Mazarin sortit de Paris dans la nuit du 6 au 7 février 1651 (Chéruel, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, IV, 263). Les consuls de Marseille en furent avisés par ces mots de Moustier, notes dans une lettre datée du 7 février 1651, « Le départ de Son Eminence qui fut lundi au soir [6 février] sur les onze heures. » (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse M.)

5. Moustier avait cru pouvoir espérer que le départ de Mazarin « le pourroit favoriser... à obtenir bientôt l'abolition. » Il se flattait d'une promesse faite par le duc d'Orléans au président de Gallifet, bien qu'il eût été empêché lui-même, « par les affaires de la Cour », de « se donner l'honneur de saluer ce prince » dès son arrivée à Paris (lettre du 7 février aux consuls). Mais, bientôt après, il dut renoncer à cet espoir, comme en témoigne cette lettre d'Ycard aux consuls (3 mars 1651, Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse Y) : « M. Goutron vous dira à son arrivée, comme nous avons vu avec M. Moustier,

et en donnant libre carrière aux intrigues et aux manœuvres des partis, dont les chefs voulurent profiter du désordre de la Cour pour la régler à leur fantaisie.

D'abord, les Provençaux redoutèrent que le départ du cardinal ne permit au duc d'Angoulême de venir reprendre possession de sa province. Le bruit en courut à Paris¹ et les consuls de Marseille, informés, prirent leurs dispositions pour être prêts à se défendre à la première alerte². Mais le duc n'y songea pas. Retiré en Languedoc, il aima mieux écouter les avis qui lui venaient de Paris, lui annonçant la fuite de Mazarin et la délivrance des Princes et le pressant de se rendre en hâte à la Cour prendre part à la joie commune et soutenir en personne ses intérêts et ceux de son parti³.

À la Cour, où il arriva à la fin de février⁴, le duc ne s'inquiéta pas d'abord de la présence des députés du parti contraire qui continuaient à demander son remplacement, sans tenir compte des incidents quotidiens dont ils étaient les témoins et qui éloi-

M. le comte de Brienne pour l'expédition de l'abolition dont il nous dit que la résolution avoit esté changée et qu'on ne vouloit plus l'accorder, disant que les choses n'estoient plus en mesme estat... ».

1. Le bruit en ayant couru à la Cour, Henri de Coutron, alors député de la ville, croyait en voir la confirmation dans un retard du courrier de Provence qui, d'habitude, arrivait à Paris en même temps que ceux de Lyon et de Bourgogne, et qui n'était pas arrivé le 10 février. Il supposait qu'il avait été arrêté sur l'ordre du duc d'Angoulême rentré, selon lui, en Provence à l'instigation du parti des Princes et désireux de laisser ainsi plus longtemps la Cour dans l'ignorance de son entreprise (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse C; lettre de Coutron du 10 février 1651).

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 52, f° 77 v°. Bureau inexactement daté du 6 février. « Et parce que les consuls ont eu avis, par ce dernier courrier, qu'on appréhendoit à la Cour de remuemens, ils estiment qu'il seroit à propos, pour conserver la ville avec plus d'assureté et pour le service du Roy d'augmenter le nombre des 50 soldats [levés précédemment] et pourvoir à la garde d'icelle, du fort de Nostre-Dame-de-la-Garde, de la tour Saint-Jean et autres lieux que besoin sera, comme aussi seroit nécessaire de pourvoir à l'achat d'une quantité de blé considerable pour prévenir les malheurs que la dureté du temps pourroit faire naistre et d'emprunter les deniers que faudra pour subvenir au paiement des blés et l'entretien desdits soldats. Sur lesquelles propositions, ledit Bureau, d'un commun avis et consentement, a donné pouvoir à Messieurs les consuls. » *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 795 v°.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 128. De Brienne au duc d'Angoulême, de Paris, 7 février 1651. « Monseigneur, ayant eu commandement de Sa Majesté de signer la lettre qui vous convie de venir à la Cour le plus promptement qu'il vous sera possible, je vous prie de considérer que le retardement vous seroit préjudiciable et vostre séjour en Languedoc apportera plus de dommage à vos serviteurs qui sont en Provence qu'il ne leur peut apporter de consolation, puisque vos bon offices seroient plus utiles ici que partout ailleurs. Et j'ajouterai encore que, depuis avoir expédié ladite lettre [du 1^{er} février, *Ibid.*, 118], la Reine s'estant résolue de donner la liberté à Messieurs les Princes et de faire partir pour leur annoncer M. le maréchal de Grammont avec Messieurs de Lyonne et Goulard, il y a d'autant plus de raison de vous presser de venir pour prendre part à la joie qu'on en ressentira et pour joindre vos remerciemens à ceux de leurs autres parens et amis.... »

4. « M. d'Angoulesme doit arriver à Paris lundi prochain » (Lettre de Moustier aux consuls, 17 février 1651). — « M. le duc d'Angoulesme s'est rendu en ceste Cour et, ne l'ayant encore pu voir, je n'ai rien pu vous apprendre de ses sentimens » (Lettre de Brienne à d'Aiguebonne, 7 mars 1651. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 149).

gnaient chaque jour davantage le but qu'ils prétendaient atteindre¹. Sollicitant lui-même la permission de retourner en Provence, le duc pouvait opposer aux protestations de ses ennemis les désirs de ses partisans, représentés eux aussi à la Cour par des députés, notamment par ceux qui venaient d'arriver de Marseille malgré l'opposition des consuls². Le danger de nouveaux désordres en Provence se trouvait donc momentanément écarté, puisque les deux partis rivaux s'en remettaient à la royauté du soin de résoudre la question du gouvernement de la province. Ils avaient, l'un et l'autre, à la Cour, des représentants et des protecteurs qui sauraient faire valoir leurs raisons avec vigueur³. Mais ils allaient se trouver entraînés à confondre le sort de leur pays avec celui des deux factions rivales qui se disputaient alors la direction du royaume.

La rentrée triomphale de Condé à la Cour comblait d'aise les amis du duc d'Angoulême. Ils y voyaient le présage certain du retour de celui-ci en Provence et, ni à Marseille ni à Paris, ils ne dissimulaient leur satisfaction et leurs espérances. A Marseille, ils célébraient par des feux de joie la nouvelle de la délivrance des Princes; abusant sans mesure de la liberté obtenue des consuls de se livrer à ces manifestations publiques⁴, ils prétendaient, la menace et l'injure à la bouche, contraindre

1. « Nous sommes logés avec Messieurs les députés du Parlement et du Pays et d'Arles, résolus de bien fronder contre le comte d'Alais », note le Cadet de Moustier dans sa lettre du 17 février (voir ci-dessus, p. 363, note 4). qui contient, en outre, ces renseignements sur les événements de Paris : « La Cour commence à prendre un autre visage par le départ de M. le cardinal et par l'arrivée de Messieurs les Princes qui fut hier sur les cinq heures du soir. Son Altesse Royale alla à leur rencontre accompagné de tous les Frondeurs. Le Mazarin est au Havre et l'on croit qu'il s'en ira à Dunkerque : on ne sait pas où il prendra la route ni où il établira sa demeure : pour la France, il ne faut pas qu'il y pense. Les bourgeois, ils font toujours garde nuit et jour et la continueront jusque le Mazarin soit hors de France. »

2. Cette députation fut confiée à André de Gèrente, sieur de Vénelle, Jean-Augustin de Cabanes, dit le Cadet de Cabanes, à qui se joignit François-Nicolas Betandier (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 797 v^o). Ces députés furent désignés et partirent de Marseille dans les premiers jours de mars (lettre des consuls à Moustier, du 7 mars 1651). Ce sont eux qui ont signé et remis au Chancelier le *Cahier de la noblesse de Marseille*, etc., que nous avons eu déjà l'occasion de citer au chapitre précédent.

3. « La plus importante négociation que vous avez à faire à présent est de combattre d'intelligence avec les députés de Messieurs du Parlement, ceux du Pays et de la ville d'Arles, le retour de M. le comte d'Alais, car, comme notre ville a été autrefois si fort divisée aussi bien que les autres de ceste province, inutilement le Roi nous accorderoit l'abolition qui a servi de principal motif à vostre voyage s'il nous envoyoit après un gouverneur suspect qui nous diviseroit plus que jamais et mettroit une ville de ceste importance en danger d'une totale ruine, étant impossible que mondit sieur le comte puisse jamais s'établir en paix dans ceste province à cause de l'aversion que tant de personnes et tant de villes ont conçue du souvenir des choses passées. C'est ce que nous vous supplions bien fort de représenter à Son Altesse Royale et à Messieurs les ministres et, pour cest effet, de demeurer toujours fortement unis avec ces Messieurs les députés du Parlement, du Pays et d'Arles. »

4. « Nous en ayant demandé la permission que nous leur avons accordée, afin de laisser chacun dans sa liberté. » (Lettre des consuls à Moustier, du 7 mars 1651.)

leurs concitoyens à s'y associer, ce qui n'aurait pas manqué de causer quelque désordre sans une opportune intervention du consul d'Arène¹. Croyant être au bout de leur peine, ils ne se gênaient pas pour dire que le retour du comte était prochain et ils l'annonçaient avec tant d'assurance que l'on finissait par croire que c'était déjà un fait accompli, à la vive inquiétude du parti contraire².

Sans partager complètement la confiance de leurs amis provençaux, le duc et la duchesse espéraient revenir bientôt en Provence. Ils intriguaient à Paris pour en arracher la permission à la Régente, employant tous ceux qu'ils jugeaient capables de les aider utilement. « M. d'Angoulesme et Madame, constatait le député de Marseille Moustier³, remuent ciel et terre pour s'en retourner en Provence; les religieux et religieuses ne sont pas exempts de leurs sollicitations. Je vous proteste qu'ils n'oublient rien pour cela. » Dans le Conseil, ils croyaient pouvoir compter sur le comte de Brienne, qui avait la Provence dans son département⁴ et qui disposait ainsi des moyens d'influencer les ministres en leur faveur. Dès le lendemain du départ de Mazarin, le secrétaire d'Etat avait pris ouvertement parti : il avait engagé les députés du parti contraire à ne pas persévérer dans des démarches qu'il leur avait prédites inutiles, en dépit des promesses qu'il leur avait faites lui-même à leur arrivée. Voulant ramener à son protégé une partie de ses ennemis, il s'était efforcé de rompre l'union conclue entre les villes, le Parlement et les procureurs du Pays, en appréciant les motifs de leur mécontentement respectif et en opposant leurs intérêts. « Il n'y a que trois jours, rapporte aux consuls de Marseille leur envoyé Henri de Coutron, dans une lettre du 17 février⁵, qu'estant allés voir M. le comte de Brienne, lui présenter M. le Cadet de

1. « Nous fusmes contraints d'empescher la continuation de ces feux de joye à cause des mauvoises suites qu'elle pouvoit traîner par l'affectation de ces messieurs qui convioient tout le monde à les imiter et l'insolence de quelques-uns qui appelloient *Espagnols* leurs voisins qui ne faisoient pas feux de joye comme eux. Après quoi, les feux de joye n'ayant pas cessé, nous fusmes obligés de faire de plus rigoureuses défenses et de donner les ordres nécessaires à nous faire obéir. » (Lettre des consuls à Moustier, du 7 mars 1651.)

2. Haitze, *Histoire de Provence*, III, XLVIII, 128. « Comme on eut appris en ceste province que le comte d'Alais, après avoir achevé toutes les affaires qu'il avoit eues en Cour, estoit sur le point de s'en retourner, ayant obtenu l'assurance de son gouvernement, les Parlementaires en furent alarmés et ils ne se tremoussèrent d'abord pas moins que s'il eust esté question d'esloigner d'eux un bien grand malheur. » — Cf. cette lettre de Moustier aux consuls, du 15 mars 1651 (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse M). « Je vous prie de ne pas vous alarmer des bruits que nos ennemis font courir là-bas du retour du comte d'Alais, car ils se servent de ces artifices et si nous croyions tout ce qu'ils disent d'ici, M. d'Angoulesme seroit en Provence, il y auroit longtemps. Mais nous nous moquons de tout ce qu'ils disent et des menaces qu'ils font, puisque nous en sçavons le contraire. »

3. Lettre aux consuls, du 15 mars 1651 (Arch. com., *loc. cit.*).

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 185. Lettre de Brienne à d'Aigüebonne; 12 mai 1651.

5. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse C.

Moustier et lui dire le sujet de sa députation, il nous dit qu'il ne scavoit pas si le Roy voudroit accorder l'abolition que nous demandons; que nous ajoutions toujours dans nostre ville crime sur crime et que, à la fin, le Roy se lasseroit de nous pardonner. Je lui respondis que Sa Majesté n'ouïroit plus parler de semblables choses, moyennant ladite abolition, laquelle seroit le ciment de la paix qui s'estoit faite entre les deux partis. Il me respondit que le Roy n'entendoit qu'il y eust autre parti que celui de son service et je répliquai que Sa Majesté n'avoit autre moyen de faire cesser tous les partis qu'en nous donnant un autre gouverneur et changeant M. le comte d'Alais. « Oui, me dit-il, quelle apparence il y a-t-il que le Roy vous change un homme de bien qui n'a rien fait contre son service? — Il a bien tout au plus fait contre nous, respondis-je. — Et qu'a-t-il fait? me dit-il. — Il a entièrement ruiné et désolé nostre province. — Ceste recherche, respondit M. de Brienne, seroit pardonnable à Messieurs d'Aix, qui ont quelque sujet de se plaindre de la conduite de M. le comte d'Alais, mais pour vous autres que vous avoit-il fait? »

L'appui de Brienne n'était pas à dédaigner. Il aurait été plus précieux encore et, à coup sûr, plus efficace pendant une période de calme intérieur où les affaires du royaume auraient été réglées souverainement au cours des paisibles séances du Conseil du Roi. Mais que pouvait peser l'avis d'un secrétaire d'État, si actif, si laborieux, si compétent qu'il fût, en pleine Fronde, en un moment où les princes les plus haut placés opposaient leurs prétentions contradictoires, se disputaient avec acharnement l'autorité et suspendaient même la vie de l'État en s'abstenant d'assister aux séances du Conseil, qui ne pouvait pas valablement délibérer sans eux, tant qu'ils n'étaient pas assurés d'y faire prévaloir leurs vues¹? Il était donc indispensable au duc d'Angoulême, autant qu'à ses ennemis, de rechercher et d'obtenir la protection des deux princes qui se disputaient alors la confiance d'Anne d'Autriche, le duc d'Orléans et le prince de Condé.

Depuis longtemps déjà, les Parlementaires et leurs alliés de Marseille avaient compris cette nécessité. Ne voulant pas rechercher la faveur de Condé qui passait pour être dévoué aux intérêts de son cousin le comte d'Alais, ils s'étaient tournés du côté de Gaston d'Orléans. Déjà, au mois d'août 1650, c'est-à-dire au moment où se décidait à Marseille la députation d'Antoine de Félix en Guyenne, le chevalier de Valbelle, qui se

1. « J'oubliois de vous dire que, fait deux jours, que je fus faire la révérence à Son Altesse Royale. D'abord, il me dit qu'il serviroit nostre ville avec joie, mais qu'il se falloit donner patience qu'il allast au Conseil, car, depuis ces désordres, il n'y est pas allé. » (Lettre de Moustier aux consuls, 17 février 1651. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse M).

trouvait à Paris, avait entrepris de gagner l'oncle du Roi à son parti. Il avait arrêté cette ligne de conduite d'accord avec Ycard : les consuls, s'engageant à leur tour dans cette voie, avaient célébré sur ses conseils par des réjouissances publiques la naissance du fils de ce prince¹.

A plus forte raison persévéra-t-on dans cette politique quand le départ de Mazarin eut privé les Parlementaires d'Aix du protecteur bienveillant et tout-puissant qu'ils avaient longtemps soutenu et qu'ils n'avaient consenti à sacrifier à la haine de ses ennemis que quand ils avaient compris que toute résistance était devenue inutile et dangereuse pour eux². Cette nouvelle attitude avait paru disposer favorablement le duc d'Orléans à leur égard³ : c'est ce qui les avait engagés à rechercher un appui que le prince ne leur avait pas refusé. Leurs députés manifestaient une grande confiance dans les promesses qu'il leur avait faites et lui attribuaient une grande influence au Conseil. « A ceste heure que les affaires iront leur chemin, écrivait aux consuls Henri de Coutron en leur annonçant l'arrivée à la Cour du Cadet de Moustier, il (le Cadet de Moustier) aura sans doute satisfaction puisqu'il en a la parole de Son Altesse Royale, qu'il m'a dit hier, en lui rendant vostre lettre, qu'il estoit juste à présent d'oublier toutes choses ou de les abolir. C'est le meilleur prince

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse V. Le chevalier de Valbelle aux consuls, 19 août 1650. « J'ai appris avec douleur l'inquiétude où vous a mis M. Caze par la surprise du fort de Nostre-Dame-de-la-Garde... Ne pouvant m'aider à le chastier par les belles voies que j'estime celles des armes, je travaille à le rendre connu à Son Altesse Royale et à Messieurs les ministres afin que, si vous en avez retardé le chastiment par respect, ils l'avancent par ordre exprès. Je m'assure que M. Ycard vous marquera de la façon que j'ai parlé à M. le Garde des Sceaux lui rendant vostre lettre et de la manière qu'il m'a répondu. Quant à Son Altesse Royale, je n'ai pas voulu, Messieurs, mesler les affaires publiques avec le compliment que je lui ai fait de vostre part sur la naissance de M. le Prince, son fils. Il est vrai, à ne vous cacher rien, qu'il m'en parla d'abord et me remit au soir pour l'entretenir : la foule du monde ne me le permit pas. Tout le faubourg Saint-Germain fut en feu le soir : quelque démonstration de joye dans Marseille ne seroit pas dans mon sentiment hors de propos.... » — Cf. la lettre d'Ycard aux consuls, du même jour (*Ibid.*, liasse V) et, pour les réjouissances publiques célébrées en l'honneur de la naissance du fils de Gaston d'Orléans, quoique ce soit un pamphlet contre le parti qui occupait alors l'Hôtel de Ville, la *Relation de ce qui s'est passé dans la ville de Marseille le vingt-neuiesme d'aoust mil six-cens-cinquante et des feux de joye qu'on y a faits sur la nouvelle de la naissance de Mgr le Prince*. Seconde édition, revue, augmentée, corrigée et réformée (Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 41).

2. « Estant véritable que, lorsque Vostre Eminence partit de France, ce Parlement estoit en terme de bonne volonté envers Elle et de respect aux commandemens du Roy, estant demeurés retenus à donner leur approbation aux arrêts du Parlement de Paris contre Elle, dont, soudain après son départ, ils relaschèrent et suivirent le sentiment des autres contre Elle, et condamnèrent de mesme sa conduite au gouvernement des affaires et rejeterent tous les sentimens que Vostre Eminence avoit eus touchant celui de ceste province » (d'Aiguebonne à Mazarin, 19 mars 1652. Arch. des Affaires étrangères, France, 1749, 29).

3. « Messieurs du Parlement de Provence ont donné un grand contentement à Son Altesse Royale et à tous les Frondeurs par l'arrest qu'ils donnent... » (Moustier aux consuls, 17 mars 1651. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse M).

de la terre, qui a de très bonnes et de très sincères attentions et particulièrement pour nostre ville.... Nous verrons à ceste heure de quelle façon M. le Prince vivra avec lui. Les commencemens en sont bons et fort respectueux; je ne sçais s'ils continueront du mesme air, tant y a que lorsque M. le Prince voudra se départir de la bonne intelligence avec Son Altesse Royale qu'Elle aura toujours les forces de le tenir en raison dans l'union qu'Elle a avec Messieurs du Parlement et Messieurs de la Fronde et que, vraisemblablement la Reine aimera mieux se joindre avec Son Altesse qu'avec M. le Prince¹. »

C'était donc le duc d'Orléans qu'il s'agissait maintenant de convaincre des graves inconvénients qui résulteraient du retour du duc d'Angoulême en Provence. Les instructions que les consuls envoyaient à leurs députés avaient pour objet d'obtenir de l'oncle du Roi la promesse que ce retour n'aurait pas lieu². Les députés de Marseille s'ingéniaient, de concert avec ceux du Parlement et du Pays, à trouver le moyen de réussir dans cette mission délicate : ils finirent par imaginer de demander comme gouverneur le propre fils de Gaston d'Orléans, le duc de Valois, ce qui, à leur sens, ne pouvait qu'« obliger un prince de qui ils attendoient toute chose³ ».

Le duc d'Angoulême connaissait ces menées. Un moment, il avait pu croire qu'il en aurait raison, grâce à la protection de son cousin, le prince de Condé, mais bientôt il lui avait fallu reconnaître qu'il s'était fait illusion. Le prince connaissait, à coup sûr, sa faiblesse de caractère et son défaut de volonté : le duc n'avait pas su utiliser à son service les ressources importantes dont il avait un moment disposé dans son gouvernement. Aussi Condé ne se souciait pas d'associer plus longtemps à sa fortune un allié de si peu de consistance. Du moins, dès leur première rencontre, il avait montré quelque froideur à son cousin et peu d'empressement à embrasser sa cause. On en conclut à la Cour que tout était rompu entre eux et cette nouvelle ne tarda pas à être envoyée à Marseille. « Je pourrai vous assurer que M. le Prince ne s'intéressera pas beaucoup dans ces affaires, écrivit Moustier aux consuls, le 17 février. À ce qu'ils en disent beaucoup de gentilshommes de M. le Prince qu'il est

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse C.

2. « Nous avons tant de sujets d'appréhender le retour [du duc d'Angoulême] que nous vous prions d'employer toute l'adresse possible à faire comprendre à Son Altesse d'Orléans, à Messieurs les ministres et à tous ceux qui peuvent nous appuyer en ceste rencontre que si M. d'Angoulesme revenoit, ce seroit un moyen infaillible pour mettre ceste ville en combustion et en estat de nous esgorger les uns et les autres. » (Lettre des consuls à Moustier, 7 mars 1651.)

3. Lettre de Moustier aux consuls, du 17 mars 1651 (*loc. cit.*) : « Il sera fort nécessaire que vous m'envoyez ordre de demander pour nostre gouverneur M. le duc de Valois. Messieurs du Parlement doivent envoyer à M. de Gallifet et à Messieurs les procureurs du Pays : aussi, de ceste façon, nous irions tous de concert. D'ailleurs, cela obligera Son Altesse Royale de qui nous attendons toutes choses. »

très mal satisfait de M. le comte d'Alais¹. » Moins d'un mois après, le 15 mars, Moustier confirmait cette nouvelle avec une satisfaction qu'il ne dissimulait pas car il y voyait le présage assuré de la déconvenue prochaine du parti contraire. « Ils (les partisans du duc) se pourroient bien tromper dans la croyance qu'ils ont que la députation qu'ils ont faite de M. de Gêrente² à M. le Prince leur soit honorable. Je vous assure que M. d'Angoulesme n'est pas si bien comme ces Messieurs pourroient croire avec M. le Prince. Jusques à présent, il ne s'est point expliqué touchant les affaires de M. d'Angoulesme et celles de nostre province.... Bien rira qui rira le dernier!³ »

A la réception de ces nouvelles de bon augure, les consuls, qui s'étaient d'abord abstenus d'adresser à Condé leurs compliments à l'occasion de sa délivrance, s'empressaient de réparer cette négligence peut-être volontaire⁴. De son côté, le prince, sans leur tenir rigueur de ce retard, leur retournait ses remerciements et les assurait de son désir de pouvoir bientôt « leur en tesmoigner sa parfaite reconnoissance⁵ ».

Condé nourrissait alors le projet de se créer dans les principales provinces du royaume une clientèle qui lui permettrait de devenir tout-puissant dans l'État. Il avait d'abord jeté son dévolu sur la Guyenne et sur la Provence. Ces deux provinces pouvaient fort utilement servir ses desseins, leur position à proximité des frontières et des côtes d'Espagne et d'Italie devant permettre à celui qui y commanderait de régler à son gré la marche de la politique extérieure du Roi. Anne d'Autriche, conseillée par Servien et par Lionne, paraissait disposée à entrer dans ces vues. Elle avait permis à Condé de négocier avec le duc d'Epéron l'échange du gouvernement de la Bourgogne contre celui de la Guyenne et elle avait laissé entendre au Prince qu'elle le seconderait aussi pour obtenir

1. Lettre de Moustier aux consuls, du 17 février 1651 (*loc. cit.*).

2. Voir ci-dessus, p. 364, note 2.

3. Lettre de Moustier aux consuls, du 15 mars 1651.

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au prince de Condé, 7 mars 1651. « Votre retour auprès du Roy ayant redonné à toute la France la mesme joye que redonne le soleil recommençant à reluire sur ces peuples qui demeurent six mois sans le voir, nous supplions très humblement Vostre Altesse de croire que, comme cet astre éclaire également les peuples esloignés et les plus proches, nous en avons ressenti les mesmes contentemens que la ville de Paris et les mesmes espérances. Les pertes et les troubles que l'État a soufferts par vostre absence et la croyance que les fideles sujets de Sa Majesté en ont, semblent devoir non seulement effacer de vostre esprit les choses passées, mais le remplir d'une satisfaction merveilleuse de vous-mesme, voyant que vous estes estimé l'épée et le bouclier de la Patrie tout ensemble. Et, pour repousser et battre les ennemis, on a fait des choses dont l'histoire n'a point d'exemple. Ceste gloire surpasse celle que vous vous estes acquis de conquérant et sera plus mémorable à la postérité comme elle est plus singulière. C'est le sentiment de tous les gens de bien et particulièrement de ceux qui ne furent autres que vos admirateurs, comme ils sont, Monseigneur, de Vostre Altesse, etc.... »

5. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse C. Le prince de Condé aux consuls, 22 mars 1651.

du duc d'Angoulême qu'il renonçât au gouvernement de la Provence, à la condition de recevoir en retour celui de la Champagne¹. Mais, outre que l'exécution de ces promesses royales était subordonnée aux consentements respectifs du duc d'Épernon et du duc d'Angoulême, la Reine mère ne les avait faites qu'avec l'arrière-pensée de détacher Condé de ses alliés, les Frondeurs, et d'obtenir de sa reconnaissance son consentement à d'importants changements dans le Conseil. Le prince, persuadé qu'il hâterait la réalisation de ses desseins, avait laissé la Reine éloigner Châteauneuf, rappeler le chancelier Séguier et Chavigny et confier les sceaux au premier président Mathieu Molé². La retraite du coadjuteur, sollicitée et obtenue en même temps, semblait faire prévoir que la Cour allait modifier profondément sa politique. « Voilà bien du changement et en peu de temps, observait Moustier qui en donnait la nouvelle aux consuls de Marseille, on ne sait pas par où la pièce finira³. »

D'abord, la négociation qui paraissait bien s'annoncer, à la satisfaction des députés de Marseille⁴, rencontra de sérieuses difficultés. Le duc d'Angoulême ne se laissa pas tenter par les propositions qui lui étaient faites, déclarant que, s'il se décidait à renoncer à son gouvernement, ce ne pourrait être qu'en faveur de son gendre, le duc de Joyeuse⁵. De son côté, Anne d'Autriche, sans revenir complètement sur sa parole, hésitait à la tenir immédiatement. De son exil, Mazarin veillait sur le royaume et se faisait tenir exactement au courant de ce qui se passait à la Cour. Averti par un de ses correspondants du dessein que Condé avait formé de se faire donner la Guyenne et la Provence, il avait poussé un cri d'alarme et montré le péril auquel on risquait d'exposer l'État si l'on abandonnait « à M. le Prince... les deux provinces les plus jalouses qui soient en France et par le moyen desquelles on peut, avec moins d'obstacles, mettre la monarchie au point de renverser, qui peuvent recevoir avec une très grande facilité de puissans secours de tous les royaumes d'Espagne et de tous les États que ce roy possède en Italie et dont les habitans sont naturellement enclins à la révolte⁶ ».

1. Chéruef, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, IV, 312. — Cf. *le Semestre et le Sabre*, 136-137.

2. Chéruef, *Ibid.*

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse M. Moustier aux consuls, 7 avril 1651.

4. « L'affaire de Messieurs de Bordeaux est arrestée depuis samedi dernier; M. le Prince est leur gouverneur, bien que M. d'Épernon ne veuille point donner sa démission. C'est un préjugé pour nous : il est très assuré que M. d'Angoulême ne retournera plus en Provence pour nostre gouverneur, quoique ces Messieurs veuillent dire ici et on écrira là-bas du contraire. Nous ne sommes pas assurés de celui que le Roy nous voudra donner : M. le prince de Conti y prétend fort. » (Lettre de Moustier aux consuls, 21 avril 1651, *loc. cit.*)

5. *Le Semestre et le Sabre*, 137.

6. Extrait d'une lettre de Mazarin à Hugues de Lionne, citée par Chéruef, *op. cit.*, IV, 344.

Malgré ces sages avertissements, qui cachaient peut-être le secret dessein de concilier plus tard les intérêts du Roi et ceux de la famille de Vendôme, à laquelle Mazarin réservait alors ses faveurs¹, Anne d'Autriche avait de la peine à revenir sur ses engagements. Tout au plus parvenait-elle à en retarder l'exécution, car Condé persistait dans sa prétention à faire de son frère un gouverneur de Provence. Les députés des villes alliées et du Parlement, qui ne montraient de ressentiment que contre le duc d'Angoulême, entraient dans ses vues avec empressement puisqu'elles leur apparaissaient comme le moyen sûr de se débarrasser d'un ennemi qu'ils haïssaient². Ils se laissaient aussi séduire par l'attitude que Condé observait en cette affaire. Celui-ci se rendait compte des répugnances de la régente à satisfaire à ses exigences. Il comptait en venir à bout par sa constance et, très habilement, il cherchait à se concilier les provinciaux dont il convoitait le gouvernement. En effet, le duc d'Epemon ayant refusé d'échanger la Guyenne contre la Bourgogne, le prince était venu déclarer publiquement à la Reine mère qu'il renonçait bien volontiers à une prétention qu'il n'avait eue que parce qu'il l'avait jugée « avantageuse à l'etat, au repos d'une province ruinée et à M. d'Epemon, la Bourgogne valant beaucoup plus » ; il l'abandonnait donc volontiers, satisfait seulement qu'elle voulût bien lui donner « la permission de protéger ceste province contre ceux qui veulent l'oppresser, en cas qu'il y arrive du désordre ». Les députés de Provence avaient recueilli ces paroles avec ravissement : conquis par ce noble désintéressement et par ce pur amour du bien public, ils en avaient auguré avec satisfaction que le prince

1. Dans la première partie de sa lettre à Hugues de Lionne, Mazarin avait laissé paraître d'une façon détournée ses préférences pour la famille de Vendôme, dont un des membres, le duc de Mercœur, était sur le point d'épouser sa nièce. « Quand bien mesme on remunerait dans ceste province [la Provence], je ne serois pas d'avis pour cela qu'on en donnast le gouvernement à M. le Prince. Il faudroit plutost, sous prétexte que le comte d'Alais ne se veut pas contenter de la Champagne, faire un échange avec quelque autre gouvernement ou charge, comme pourroit estre l'amirauté, ne doutant pas que M. de Vendosme ne fust bien aise de la donner pour la Provence, ou tascher avec M. de Lesdiguières, qui a beaucoup de bien dans la Provence, de la changer avec le Dauphiné, ou enfin, je crois, qu'il vaudroit mieux que la Reine donnast la Bretagne à M. de Vendosme et prist la Provence pour donner l'amirauté à M. de Vendosme. » (Chéruel, *op. cit.*, IV, 343.)

2. *Le Semestre et le Sabre*, 137. « Ce qui engagea les députés du Parlement, des villes d'Aix, d'Arles et de Marseille, qui estoient alors à Paris pour solliciter le rappel du comte d'Alais, d'crire ceste nouvelle en Provence où elle fut reçue avec joie, et ils firent alors leur cour assidue au prince de Condé et taschèrent de prendre en leur particulier des mesures pour se procurer la protection du nouveau gouverneur. » — Cf. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 185. Brienne à d'Aiguebonne, 12 mai 1651. « ... Ayant vu les députés du pays de Provence, ceux d'Arles et de Marseille et leurs propositions, j'ai trouvé les uns et les autres et M. le président Gallifet encore plus si emportés qu'il ne m'a pas esté possible de leur faire comprendre que leur désir au changement d'un gouverneur est sans raison et préjudiciable à l'autorité du Roy. Ils préférèrent la passion de se venger à toute autre considération. »

consentirait bien à protéger aussi leur pays comme il revendiquait le droit de le faire pour la Guyenne¹.

Les Marseillais se seraient félicités complètement des bonnes dispositions de Condé à leur égard et ils auraient soutenu ses prétentions, si les hésitations d'Anne d'Autriche à régler au gré de ce prince les affaires de Guyenne et de Provence, qui semblaient destinées maintenant à suivre un sort commun², ne les avaient mis en défiance sur les véritables intentions de la régente et de ses conseillers secrets. Ils avaient entrevu le danger auquel ils pourraient s'exposer s'ils se prononçaient ouvertement en faveur de Condé et ils avaient redouté qu'un revirement du ministère venant à se produire sur ces entrefaites, le duc d'Angoulême n'en tirât parti contre eux³. La prudence leur recommandait donc de ne pas manifester de préférence tant qu'ils ne seraient pas assurés que le Roi était résolu à dépouiller le duc du titre qu'il portait encore et dont il se targuait pour faire courir dans le pays le bruit de son prochain retour⁴. Sur ce point, Moustier et les consuls étaient d'accord : se contentant de solliciter la promesse que le duc ne serait pas rétabli dans son gouvernement, le député de Marseille ne se liait par aucune parole imprudente avec Condé, dont il suivait cependant les menées avec attention et dont il notait avec soin les chances pour en informer ses correspondants⁵. Quand il fut bien certain

1. Lettre de Moustier aux consuls, du 28 avril 1651.

2. « L'affaire de Bordeaux n'estant pas achevée nous retarde la nostre. » (Moustier aux consuls, 5 mai 1651.) — « L'affaire de Bordeaux n'est pas encore achevée. La nostre ne se fera pas que celle de la Guyenne ne soit achevée. » (Moustier aux consuls, 13 mai 1651.) — « L'affaire de la Guyenne s'est achevée par l'échange de la Bourgogne; les intrigues de la Cour pourroient bien retarder la nostre. » (Moustier aux consuls, 19 mai 1651.)

3. *Le Semestre et le Sabre*, 138. « Ceste princesse tantost promettoit ce gouvernement au prince de Conti, tantost elle faisoit espérer au comte d'Alais de l'en laisser jouir tranquillement et mesme d'employer l'autorité du Roy contre ceux qui vouloient se soustraire à son obéissance... »

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettres des consuls à Moustier, des 4, 18, 25 avril, 2 mai et 13 juin 1651. « Il est vrai que les partisans de M. le comte d'Alais font toujours courir des bruits qu'il doit revenir bientost. Mais, comme son retour choque toutes les apparences, les plus clairvoyans n'y ajoutent aucune foi. Nous vous supplions donc de continuer à fronder contre lui et faire connoître à Messieurs les ministres l'évident danger qu'il y auroit de remuement dans ceste ville, si on prenoit pensée de renvoyer un gouverneur qui a semé tant de divisions... » (Lettre du 18 avril). — « Nous voudrions bien estre trop assurés de ne revoir plus en ce pays M. d'Angoulesme et, bien que nous n'en doutions pas, il y a toujours à craindre jusques à ce que le Roy ait nommé un nouveau gouverneur. »

5. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues; liasse M. Lettres de Moustier aux consuls, des 2, 5, 13, 19, 24 mai 1651. « Pour le retour de M. d'Angoulesme, soyez assurés que son retour est fort imaginaire. Je ne doute pas que ses partisans n'escrivent là-bas qu'il s'en retournera pour tout ce mois : moquez-vous de tout ce qu'ils en diront... Nous allons tous les jours chez les ministres pour exclamer contre M. d'Angoulesme et nous sommes tous les députés ensemble. Je vous assure que nous frondons fort vigoureusement. » (Lettre du 5 mai.) — « Nous continuons à exclamer et frondons autant qu'il nous est possible contre le comte d'Alais pour empêcher son retour. Je vous ai escrit plusieurs fois qu'il ne faut pas craindre qu'il y retourne; soyez-en

qu'Anne d'Autriche et ses conseillers n'avaient feint de le favoriser que pour gagner du temps et arriver sans difficulté au moment de la majorité du Roi, il constata sans regret que le prince de Conti pourrait bien ne pas être choisi et les consuls se bornèrent à souhaiter avec lui qu'on désignât un bon gouverneur à qui ils se déclaraient prêts à obéir puisque ce ne serait plus le comte d'Alais¹.

Bien qu'elles leur eussent paru parfois intolérables², les sollicitations répétées des députés de Provence avaient fait comprendre aux ministres d'Anne d'Autriche le danger auquel ils risquaient d'exposer l'autorité du Roi s'ils laissaient le duc d'Angoulême revenir dans son gouvernement. Ils étaient donc disposés à promettre que ce retour n'aurait pas lieu³. Auparavant, ils entendaient prendre leurs précautions afin de soustraire les partisans du duc aux représailles de leurs ennemis, qu'aucun frein ne serait plus dès lors capable de retenir⁴. L'abolition, que les consuls de Marseille s'étaient engagés à obtenir par l'accord du 24 janvier, aurait pu y ramener le calme et, par elle, dans le reste de la province. Mais le parti vaincu, qui avait dû subir cette clause et reconnaître ainsi qu'il avait été coupable, la repoussait à présent et protestait fièrement qu'il n'avait rien voulu faire qui fût contraire au service du Roi⁵. Les

assurés, quoique ses partisans écrivent le contraire. Ce n'est pas une affaire si preste à s'achever, à cause qu'il y a trop de prétendants, mais elle est infail-
lible. » (Lettre du 24 mai.)

1. Moustier aux consuls, 23 juin 1651. « Le retour de M. d'Angoulesme n'est pas si prest et, si ces Messieurs là-bas l'attendent, il sera d'eux comme des Juifs : je ne vous en dis pas davantage. Il est vrai qu'il y a à craindre jusques à ce que le Roy en ait nommé un nouveau. Je vous ai déjà marqué que M. le prince de Conti y avoit bonne part : M. le Prince s'en est fort expliqué : ils n'oublient rien pour cela. Mais, le Palais-Royal ne souhaitant que de gagner la majorité et, à ce qu'on dit, ils ont des pensées toutes contraires. Dieu nous fasse la grâce qu'il leur inspire à nous en donner un bon... » — Les consuls à Moustier, 27 juillet 1651. « Nous ne doutons pas que vous ne frondiez vigoureusement contre M. d'Angoulesme. C'est aussi de quoi nous vous prions à exclamer contre son retour, tesmoignant pourtant aveugle obéissance pour celui qu'il plaira au Roy de choisir à sa place, sans vous expliquer au nom de la ville pour celui que nous nous souhaiterions, estant prests d'obéir hors du comte d'Alais à qui que ce soit... »

2. « Je vous avoue que la manière haute dont agissent les députés m'est insupportable et je leur ai dit que je n'avois pas de peine de remettre le soin de leur province à quelqu'un de mes confrères... » (Brienne à d'Aiguebonne, 12 mai 1651. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 185.)

3. « Pour faire reconnoistre l'autorité du Roy dans la province, il n'y a rien qu'on ne veuille entreprendre hors de mettre le pays en péril, comme d'y restablir M. d'Angoulesme » (*Ibid.*).

4. « Afin que ses amis [ceux du comte d'Alais] voient qu'on ne les abandonne pas » (*Ibid.*).

5. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse M. — Moustier aux consuls, 21 avril 1651. « Je vous ai écrit par ma précédente ce que M. le comte de Brienne me dit quand je lui parlai de l'abolition, que ces Messieurs n'en veulent point. Du depuis, j'ai appris qu'ils poursuivent une déclaration du Roy portant que tout ce qu'ils ont fait l'a esté pour son service. Sur l'avis qu'on m'en donna, j'ai obligé un de mes amis d'aller voir M. de Gèrente pour le pressentir. Le sieur de Gèrente lui dit fort librement qu'ils ne veulent point d'abolition et qu'ils poursuivent la déclaration qu'on lui avoit promise. »

députés qu'il avait de son côté envoyés à la Cour malgré la défense des consuls, avaient, à coup sûr, comme leurs adversaires les en accusaient¹, « rendu leurs respects à M. le Prince, renoué leur intelligence avec M. d'Angoulesme », et, peut-être, pris avec ce dernier quelques dispositions en vue d'un soulèvement prochain du pays. Mais la compétition du prince de Conti avec leur chef leur avait, sans doute, inspiré des craintes sur l'opportunité d'une semblable entreprise; aussi, puisqu'ils repoussaient le pardon que leurs ennemis leur avaient promis, ils avaient mieux aimé profiter de leur présence à la Cour pour essayer de persuader aux ministres qu'ils étaient en Provence les meilleurs serviteurs du Roi et que, à ce titre, ils devaient être soustraits aux vengeances d'ennemis injustement ligues contre eux.

Ce fut l'objet d'un mémoire que ces trois députés, Géroente, le Cadet de Cabanes et Bétandier, présentèrent au Chancelier au nom de la noblesse de Marseille². Après avoir accusé leurs ennemis d'avoir causé la décadence et la ruine de Marseille, « autrefois considérée et fréquentée par toutes les nations, dont elle est aujourd'hui le mespris et le rebut », et raconté les péripéties de la longue querelle qui les avait mis aux prises avec le parti devenu le maître de la ville depuis l'émotion du 14 mars 1650, les rédacteurs du mémoire se plaignaient que, malgré les promesses de pardon contenues dans l'accord du 24 janvier 1651³, les consuls, instruments du lieutenant de Valbelle et de ses amis, eussent permis au Parlement de reprendre les poursuites un moment suspendues et de prétendre condamner des hommes « qui ont toujours constamment servi le Roy, qui ont exposé leurs vies et employé leurs biens pour son service et dont la conduite et les paroles furent toujours réglées et pleines de modération⁴. » Pour se délivrer de la tyrannie que leurs ennemis faisaient peser sur eux, ceux-ci auraient pu recourir à un nouveau coup de force : ils ne l'ont pas voulu, car ils ont « prévu que, dans les désordres, les chaleurs et les vengeances qu'un carnage général produiroit dans ladite ville, que ces fureurs et ces confusions populaires ne fussent aux galères d'Espagne, qui roulent toujours près de ces costes, un moyen et

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Moustier, 7 mars 1651.

2. Bibliothèque nationale. Ms. fr., 18977, f^{os} 328-338. « *Cahier de la noblesse de Marseille contenant divers moyens pour détruire la tyrannie et assoupir les factions d'icelle ville, entre autres par l'establissement d'une Chambre souveraine de justice dans icelle ou en y transférant le bureau des finances.* Ce cahier contient en outre force plaintes contre le sieur de Valbelle, lieutenant de l'amirauté dudit Marseille, lequel adhéroît aux intérêts du Parlement d'Aix, pendant le fort des mouvemens de Provence. » Ce cahier commence ainsi : « Marseille à Monseigneur le Chancelier » : il est signé : « Géroente d'Andréa, de Cabanes, Bétandier. »

3. *Ibid.*, 328-334.

4. *Ibid.*, 334-335.

une conjoncture fatale pour la surprendre et que, dans la dissipation où seroient alors les esprits, on ne pourroit pas peut-être s'en défendre ni en repousser les approches¹ ». Ils n'avaient donc d'autre recours qu'en l'esprit de justice du Chancelier. Ils le suppliaient d'obtenir du Roi qu'il cassât les procédures et décrets du Parlement, qu'il ordonnât l'élargissement des prisonniers et le licenciement des troupes que les consuls avaient levées et entretenaient aux frais de la ville. Pour prévenir le retour de semblables excès, ils ne voyaient d'autres remèdes que le retour des galères dans le port de Marseille, d'où la peste les avait chassées, l'éloignement du lieutenant de Valbelle, la suspension des élections consulaires et la création des consuls par lettres patentes pendant quelques années de suite, des lettres d'évocation pour ceux qui ont des motifs légitimes de suspecter la partialité du Parlement, et surtout l'établissement à Marseille d'une Chambre de justice souveraine, qui préserverait cette ville contre les entreprises séditeuses et l'arbitraire du Parlement².

Les conclusions de ce long mémoire répondaient au secret dessein de la Cour, qui croyait pouvoir ramener la paix en Provence en promettant aux uns de ne pas y laisser retourner le comte d'Alais, et aux autres, de leur donner des sûretés contre leurs ennemis. Au moment même où il était déposé³, Brienne confiait au marquis d'Aiguebonne le plan qu'il avait imaginé : « Pour faire reconnoître l'autorité du Roy dans la province, il n'y a rien qu'on ne veuille entreprendre hors de mettre le pays en péril comme d'y restablir M. d'Angoulesme et, afin que ses amis voient qu'on ne les abandonne pas, on a résolu, en conformité de ce qui a esté ci-devant fait, de leur donner encore un délai de quatre mois pendant lequel le Parlement ne pourra juger les procès civils et criminels où ils seront partie et sera

1. *Mémoire de la noblesse de Marseille*, 335-336.

2. *Ibid.* 336-338. Cette dernière proposition n'est qu'un expédient financier, imaginé par les auteurs du Mémoire pour s'attirer la bienveillance du Conseil du Roi, toujours en quête de nouvelles ressources, qui aurait pu, par cette création, « mettre dans les coffres du Roy six-cens-mille livres. » Ce qui le prouve, c'est qu'ils indiquent que, à défaut de la création d'une Chambre souveraine, « la transférance du Bureau des finances à Marseille y produiroit les mesmes effets et avantageusement. » On pourrait même supposer que Géroente, Cabanes et Bétandier n'ont indiqué ce projet que pour faire pièce au parti contraire qui avait offert de faire voter au Roi un subside de 200 000 livres par l'Assemblée des Communautés, en témoignage de reconnaissance s'il était pourvu au remplacement du comte d'Alais (Lettre de Brienne à d'Aiguebonne, du 12 mai 1651. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717. 185). Les députés de la noblesse n'auraient donc attaché aucune importance à ce projet, portant, au contraire, toute leur attention aux autres vœux qu'ils présentaient dans leur cahier.

3. La requête fut déposée dans les premiers jours de mai. Ycard en donna la nouvelle aux consuls, le 12 mai, par une lettre où il résumait les principales conclusions et indiquait les démarches qu'il avait faites avec Moustier pour la combattre auprès des ministres et auprès du maître des requêtes chargé de la rapporter au Conseil (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse Y).

tenu de déférer à la cédula évocatoire qui sera signifiée au procureur général jusques à ce que le Conseil ait jugé si celui qui l'aura demandée est de la qualité de ceux qui doivent en jouir. Peut-estre un remède plus fort, comme d'ordonner déjà les évocations, auroit produit plus d'effet, mais la prudence enseigne de faire peu à peu ce qui choqueroit s'il estoit fait tout d'un coup¹. »

Le duc d'Angoulême et ses amis avaient bon espoir dans l'issue de cette procédure. Leur insistance auprès du Chancelier avait eu pour effet de lui arracher la promesse que la requête des députés de Marseille serait rapportée au Conseil², et déjà la duchesse se flattait de voir ses amis rentrer bientôt en maîtres dans Marseille³. Les consuls, avertis par Moustier, par Ycard et par le chevalier de Valbelle, revenu depuis peu à Paris, avaient voulu prévenir les conséquences de cette démarche menaçante. Une délibération du Conseil, prise le 21 mai, avait déclaré solennellement que Gérente, Cabanes et Bétandier avaient usurpé, dans leur requête, la qualité « de députés de la noblesse, bourgeois, marchands et habitants de ceste ville », et elle avait mis en demeure leurs amis présents dans la ville de venir, dans les vingt-quatre heures, désavouer publiquement la commission dont ils s'étaient injustement prétendu investis, faute de quoi ordre serait donné de « poursuivre par-devant la Cour de Parlement de ce pays les informations et procédures pour raison de l'attentat et insulte commis le jour de Saint-Antoine⁴ ». Malgré cette menace, personne n'avait consenti à faire le désaveu public exigé par le Conseil⁵, et cette bravade avait exalté le courage des partisans du duc d'Angoulême.

Quelques-uns, enhardis par ce léger succès et aussi par les nouvelles arrivées de la Cour, espérant entraîner à leur suite le peuple, auquel ils avaient fait croire « que, si M. le duc d'Angoulesme revenoit, il auroit le blé à quatre sous la charge »⁶,

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 185, De Brienne à d'Aiguebonne, 12 mai 1651.

2. « J'ai fait tous mes efforts pour empêcher que cette requeste ne fust pas rapportée, mais il ne m'a pas esté possible de l'empêcher. Je crois que M. le Chancelier l'a voulu faire pour se descharger de l'importunité de M. d'Angoulesme et de Madame » (Lettre de Moustier aux consuls, du 23 juin 1651).

3. « L'insulte qui a esté faite à Brignoles, a fait grand bruit séant et les partisans de M. d'Angoulesme en ont tesmoigne une joie très grande et particulièrement Madame d'Angoulesme. Elle ne s'est pas pu empêcher de dire qu'il ne tarderoit pas d'en avoir une autre ville des plus considerables qu'il en feroit autant et mesme elle a voulu faire connoistre que ce seroit la nostre. C'est à vous autres à y prendre garde : il ne faudroit que cela pour le faire remonter sur sa beste. » (Moustier aux consuls, 13 mai 1651).

4. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 12, f° 154, Conseil du 21 mai 1651. — *ibid.*, *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au chevalier de Valbelle, 23 mai 1651.

5. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Moustier, 30 mai 1651.

6. Lettre des consuls à Moustier, du 30 mai.

attaquèrent sur le port quelques-uns de leurs adversaires. Ceux-ci les poursuivirent à coups de plats d'épées, blessèrent deux d'entre eux et, rassemblant leurs amis, se rendirent à l'Hôtel de Ville où le sieur de Mirabeau, ayant voulu prendre la défense des agresseurs et se plaindre de la « tyrannie » qui pesait sur la ville, s'attira des véhémentes ripostes de La Salle, d'Aiglun et de Gréasque (26 mai 1651). Prenant alors Mirabeau pour chef, quoiqu'il eût affecté jusque-là de se tenir à l'écart de ces querelles, les jeunes gens du parti d'Alais se réunissent dans sa maison située aux portes de la ville, y rassemblent des soldats levés dans la province par ses soins, et se préparent à « mettre la ville en liberté. » Les consuls, informés de ces préparatifs, peuvent y couper court : un commissaire du Parlement vient à Marseille ouvrir une information contre Mirabeau et ses complices, fait arrêter quelques agents subalternes et contribue ainsi à ramener un peu de calme¹.

D'Arène et ses collègues voient dans ces incidents un prétexte favorable pour renouveler leurs instances auprès du Chancelier et essayer de détruire dans son esprit l'impression qu'avait pu y faire le mémoire de leurs ennemis. Ils lui demandent de ne pas prêter plus longtemps une oreille complaisante aux « plaintes et aux requestes » de ceux-là mêmes dont « la justice, qui ne fait rien qu'avec connoissance de cause et qui procède sans passion aussi bien que sans violence », venait de découvrir la responsabilité dans ces derniers désordres. Il ne doit plus se laisser « importuner de leurs plaintes et de leurs requestes », mais ordonner qu'« étant prévenus de crimes capitaux, ils doivent s'en purger par les voies ordinaires ». Ce sera le seul moyen de rendre un peu de paix à la province et à leur ville, qui ne goûteront d'ailleurs pleinement le repos que quand « il aura plu au Roy de leur donner un autre gouverneur », puisque aussi bien l'information a démontré « que ces entreprises et ces désordres viennent de plus loin que d'ici² ».

Le Chancelier ne voulut rien entendre. Les consuls eurent beau se plaindre de nouveau, solliciter Servien, leur suprême ressource, d'intercéder en leur faveur³, presser Moustier, Ycard et le chevalier de Valbelle d'intervenir énergiquement pour empêcher le Conseil d'examiner la requête de Gèrente et de ses compagnons, leurs efforts furent inutiles. La Cour, qui consentait à sacrifier le duc d'Angoulême aux rancunes du Parlement, du lieutenant de Valbelle et de leurs partisans, ne voulait pas faire à ce parti une situation prépondérante en Provence en

1. Lettres des consuls à Moustier, du 30 mai et du 6 juin 1651. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 797 v°.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au chancelier, 6 juin 1651.

3. *Ibid.* Les consuls à Moustier, 13 juin 1651.

réduisant le parti contraire à l'impuissance par des poursuites et des condamnations contre ses chefs. Par ce moyen, elle espérait maintenir un équilibre de forces qui lui permettrait d'exercer toujours dans ce pays une action salutaire aux intérêts du Roi. Un sérieux accommodement entre les partis permettrait seul de réaliser ce dessein, en ramenant la paix depuis trop longtemps troublée et en conservant intactes à chaque faction les ressources dont elle disposait dans la province : ainsi elles se tiendraient réciproquement en respect.

C'est sans doute à ce projet que songeait le chancelier quand, au cours d'une entrevue qu'il eut avec Moustier au sujet de tous ces incidents, il ne « lui parla que de faire une bonne réconciliation par une amnistie générale¹. » Mais les ennemis du duc d'Angoulême ne l'entendaient pas ainsi : ils repoussèrent ces propositions. Du moment que leurs adversaires avaient refusé l'abolition quand les consuls l'avaient offerte, il n'était plus temps de parler d'amnistie, mais il convenait de laisser à la justice le soin de châtier les coupables des désordres qui troublaient Marseille depuis près de deux années. Désespérant alors de les persuader, les ministres résolurent d'appliquer la mesure que Brienne avait imaginée et dont il avait confié le dessein à d'Aiguebonne deux mois auparavant. Un arrêt du Conseil évoqua devant cette haute juridiction les différents procès criminels intentés à la suite des divers mouvements séditieux arrivés à Marseille depuis le 12 août 1650 et prononça ainsi le dessaisissement du Parlement de Provence suspect de partialité². En même temps, une autre décision royale accorda aux partisans du duc d'Angoulême une évocation générale devant le Parlement de Dijon pour tous leurs procès civils ou criminels³.

Au lieu de ramener le calme à Marseille et en Provence et d'y préparer « la réconciliation générale » que souhaitait le Chancelier, cet arrêt, imprudent et maladroit, excita le mécontentement des consuls et de leurs amis, irrita les susceptibilités déjà fort éveillées des Parlementaires et précipita un mouvement qu'on aurait peut-être pu éviter et que la situation troublée de la Cour risquait de rendre fort dangereux.

Dès qu'ils en eurent reçu la nouvelle, les consuls de Marseille firent entendre des protestations. Trouvant « bon d'inscrire de bonne encre à Monsieur le Chancelier »⁴, ils lui manifestèrent leur surprise et lui dirent quelle « forte impression » avait faite « dans l'esprit de leurs habitants », dont ils avaient eu de la peine « à contenir l'indignation », cet arrêt, rendu « sans connois-

1. Lettres reçues, liasse M. — Moustier aux consuls, 14 juillet 1651.

2. Arch. Nationales, E., 1697, f° 80. Arrêt du Conseil d'État, du 30 juin 1651.

3. Haitze, *Histoire de Provence*, III. XLVIII, 129.

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Moustier, 25 juillet 1651.

sance de cause », qui ordonnait « que des prisonniers soient eslargis quoiqu'ils soient prévenus de crimes capitaux ». — « Vous sçavez, Monseigneur, ajoutaient-ils, qu'il seroit bien facile à un grand peuple d'opprimer un petit nombre de factieux, qui n'ont autre objet que de nous plonger dans de nouvelles divisions afin d'en tirer avantage. Mais l'espérance que nous lui avons donnée que vous aurez la bonté de faire réparer ceste injustice, nous a obligés d'employer plus de soins pour empescher les violences. Mais il faut que nous vous disions, Monseigneur, par le dû de nos charges, que si les partisans de M. le duc d'Angoulesme sont appuyés avec tant de support que les assassinats soient tolérés, les meurtres permis, les séditions dissimulées et toutes sortes de crimes impunis en interdisant le Parlement de connoistre des causes qui sont de leur naturelle juridiction, nous ne sçaurions empescher que le fort n'opprime le foible et que ceux qui n'ont pas moyen de se faire réparer à la justice cherchent leur satisfaction dans la violence¹. »

Du moins, cette menace ne fut pas exécutée de suite. Les consuls, qui, dans l'excès de leur dépit et de leur colère, avaient accusé le premier commis de Brienne, le sieur de Brisacier, de s'être laissé corrompre par Gérente qui lui aurait fait un présent de 2000 livres², se contentèrent de présenter au Conseil une requête pour obtenir la révocation de l'arrêt³. Ils se vengèrent, il est vrai, de Gérente, du Cadet de Cabanes et de Bétandier, à qui ils reprochaient de l'avoir arraché aux ministres à force d'intrigues et de calomnies répandues sur leur compte⁴ : avertis de leur prochain retour à Marseille et de la suffisance

1. Les consuls au chancelier, 25 juillet 1651.

2. Lettre à Moustier, du 1^{er} août 1651. Brisacier écrit [lui-même aux consuls pour se disculper : à son tour (voir lettre d'Ycard aux consuls : du 11 août) il accusait Gérente d'avoir imaginé lui-même la promesse qu'il lui aurait faite pour obtenir 2000 l. de ses amis, commettant ce qu'Ycard appelle « une pure grivèlerie ». Les consuls répondirent à Brisacier (22 août 1651) : « Nous avons tant de connoissance de vostre intégrité et de la pureté de vos actions que les mauvois discours que l'on a fait courir çà-bas que vous aviez touché 200 pistoles pour faciliter l'expédition d'un arrest injuste n'a point fait d'impression sur nos esprits et la lettre que vous nous avez fait l'honneur de nous escrire pour nous persuader le contraire n'estoit aucunement nécessaire ».

3. Lettre à Moustier, du 1^{er} août 1651. « Pour réparer l'injure que ces prétendus députés nous ont voulu faire, nous avons jugé à propos de nous pourvoir contre l'arrest qu'ils ont obtenu qui est le plus injuste et le plus contraire aux formes du royaume qui se puisse imaginer. Nous avons pour ce sujet fait dresser une requête dans laquelle toutes nos raisons sont exprimées, n'y en ayant qu'une d'omise qui n'a pas pu estre mise sur le papier et que vos ferez valoir de bouche, sçavoir que le sieur de Brisacier a pressé l'expédition dudit arrest moyennant deux mille livres, desquelles le sieur de Gérente lui a fait promesse. Ce qui nous oblige à vous prier de faire rapporter ladite requête en plein Conseil, d'en bien instruire tous les ministres et Messieurs du Conseil, et particulièrement de ce que le sieur de Brisacier fait commerce de la justice et n'appréhende pas de mettre l'honneur de Messieurs du Conseil en compromis.... »

4. « Ces prétendus députés ont fait leur possible pour vous descrire à la Cour et donner de fausses impressions de vostre conduite. Je crois après cela que vous ne marchanderez pas de leur refuser l'entrée de la ville » (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres regues, liasse M).

avec laquelle ils se flattaient d'y rentrer et d'y séjourner malgré eux¹, ils firent décider par un Bureau, tenu le 14 août 1651, que « l'entrée de la ville leur seroit refusée » et que « au cas qu'ils entrent dans icelle ou dans le terroir », on les « en feroit sortir pour esviter quelque plus grand malheur sur leurs personnes et celles de leurs complices² ».

Cependant, aux lenteurs ordinaires de la procédure s'ajoutaient les retards causés par la situation de plus en plus embarrassée de la Cour, et le Conseil ajournait toujours l'examen de la requête des consuls³. Ceux-ci se lassaient de cette longue attente⁴ : à côté d'eux, certains l'interprétaient comme une nouvelle preuve des mauvaises dispositions de la Cour à leur égard et comme un gage donné aux partisans du duc d'Angoulême dont on continuait à annoncer le prochain retour dans la province⁵. Déjà, d'ailleurs, le Parlement avait refusé de tenir compte de l'arrêt qui l'avait dessaisi. Bravant la décision royale, il avait poursuivi les procédures commencées, retenu prisonniers les individus dont le Conseil avait ordonné l'élargissement, et condamné aux galères ou au bannissement quatre individus compromis dans les troubles du mois de juin⁶.

1. Lettre de Moustier, du 22 juillet 1651. « Messieurs de Gérente et de Cabanes s'en vont et un fort honneste homme m'a dit qu'un jour, en parlant avec eux et en leur remontrant qu'ils n'en avoient pas bien usé et que leur requeste estoit injurieuse, que cela vous obligeroit de leur refuser l'entrée de la ville, ils lui respondirent qu'ils se moquoient de cela et qu'ils entrenoient bien sans le faire sçavoir, et, quand ils seroient dedans, ils verroient ceux qui les voudroient faire sortir et qu'il ne seroit pas à vostre pouvoir de le faire. Voyez jusques où va leur insolence et si, après ce discours, vous ne devez pas leur faire voir que vous estes les maistres... »

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 52, f° 197 v° : Bureau du 14 août 1651. — *Ibid.* : *Correspondance des consuls*, Reg. I : lettre à Moustier du 15 août.

3. « Les affaires de la Cour sont si en désordre que je n'ose pas parler à M. le Chancelier de me donner un conseiller d'Etat pour rapporter la requeste que vous m'avez envoyée. D'abord que je verrai les affaires en estat et que Son Altesse Royale ira au Conseil, j'en parlerai à M. le Chancelier » (Moustier aux consuls, 25 août).

4. Le 5 septembre 1651, les consuls écrivent à Moustier : « La continuation des désordres du Conseil nous lasse extresmement que nous ne puissions pas... faire rapporter nostre requeste pour obtenir la cassation d'un arrest injuste... » Le 19 septembre, l'affaire est encore pendante et ils expriment l'espoir, dans une nouvelle lettre à leur député, que la déclaration de la majorite du Roi, en ramenant le calme et en retablissant « le cours des affaires de la justice » va leur permettre enfin d'« obtenir la revocation de l'arrest dont ils lui ont si souvent escrit » (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I).

5. « ... Une assemblée que nous venons de faire avec Messieurs du Parlement, Messieurs les procureurs du Pays et les députés d'Arles, où M. d'Arène a esté présent, à cause des bruits qu'on fait courir du retour de M. d'Angoulême et qui se trouvent confirmés par diverses lettres qui ont esté reçues... » (Les consuls à Moustier, 30 août 1651).

6. Dès que la nouvelle de cet arrêt lui était parvenue, le Parlement avait pris ses dispositions pour en empêcher l'exécution. « Sans doute, écrivaient les consuls à Moustier, le 25 juillet, le Parlement en empeschera l'exécution, n'ayant jamais esté pratiqué que des prisonniers détenus pour crimes grands soient eslargis sans connoissance de cause. Mais, comme cest intérêt blesse principalement l'autorité de Messieurs du Parlement, nous leur laisserons le soin de s'en démesler... » Le Parlement s'en était, en effet, *démeslé* en rendant, au mois

C'était un acte véritable de révolte. Il était dû à l'irritation de plus en plus forte qu'avaient causée aux membres du Parlement les hésitations de la régente à pourvoir au remplacement du duc d'Angoulême, malgré leurs instances pressantes et répétées. Déjà, depuis longtemps, quelques-uns d'entre eux avaient des doutes sur la nature des sentiments de la Cour à leur égard. Lorsque, au mois d'août 1650, Antoine de Félix était revenu de sa mission à la Cour, à Libourne, il avait tenu des propos qui, rapportés au président d'Oppède, avaient excité sa mauvaise humeur et éveillé sa défiance. Mazarin, avait-il été dit, était plein de dispositions bienveillantes pour Marseille, mais il suspectait le Parlement et n'avait point de sympathie pour lui¹. De là, était né chez les Parlementaires le soupçon qu'ils n'avaient rien à attendre du cardinal et de son parti, qu'ils savaient, malgré l'exil, encore influent sur la régente. Ils le croyaient capable pour mieux les tenir en respect, de ménager toujours le duc d'Angoulême. Ils jugèrent donc qu'il ne leur restait plus d'autre ressource que d'embrasser le parti des princes, puisque aussi bien Condé, quand il serait définitivement victorieux, les délivrerait de leur ennemi en faisant donner au prince de Conti le gouvernement de Provence.

La rupture était, en effet, maintenant complète entre Anne d'Autriche et Condé. Le 7 juillet, celui-ci était sorti de Paris et s'était retiré à Saint-Maur-des-Fossés, en compagnie de Conti et de la duchesse de Longueville². Revenu quelques jours après dans la capitale, il avait assisté, sans se présenter devant le Roi, à diverses séances du Parlement, discuté le 19 août les griefs articulés contre lui dans la déclaration royale du 17 et arraché, le 5 septembre, à la Reine mère une nouvelle déclaration qui abandonnait les accusations précédemment portées contre lui³. Mais cette satisfaction n'avait pas modifié son attitude : il avait

d'août, un arrêt condamnant un des accusés, nommé Peyron, aux galères, et trois autres, Tasal, Maire, prêtre, et Le Chapelier, désignés nominativement dans l'arrêt du Conseil d'Etat, à la peine du bannissement, « afin que, écrivaient les consuls en annonçant cette nouvelle à Ycard (lettre du 22 août), le Conseil prenne de là impression que les crimes de ceste nature ne doivent pas demeurer impunis ni les criminels estre relaxés sans connoissance de cause. »

1. Voir ch. iv, p. 318.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse A. — Le marquis d'Aiguebonne aux consuls, juillet 1651. « Je vous envoie une copie de la lettre du Roy par laquelle vous apprendrez ce qui est arrivé touchant la sortie de la Cour de M. le Prince, dont Sa Majesté a désiré que vous fussiez informés.... » La lettre du Roi, datée du 7 juillet, relate l'événement, la mission dont fut chargé le maréchal de Gramont pour obtenir le retour des fugitifs, et les efforts du duc d'Orléans pour « dissiper leurs défiances ». — Chéruel indique que la fuite de Condé eut lieu « dans la nuit du 5 au 6 juillet » (*Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, IV, 363); la copie de la lettre du Roi au marquis d'Aiguebonne, datée du 7 juillet, l'informe que « ses cousins, les princes de Condé et de Conti, et sa cousine, la duchesse de Longueville, se sont retirés la nuit dernière à Saint-Maur-des-Fossés ».

3. Moustier aux consuls. 22 juillet, 4 août 1651. — Voir Chéruel, *op. cit.*, ch. iv et v.

quitté Paris, définitivement cette fois, sans aller prendre congé de la Reine mère, et, dédaignant d'assister le 7 septembre à la déclaration de la majorité de Louis XIV, il s'était rendu à Trie auprès du duc de Longueville, puis à Montrond, attendant sans doute, avant de se poser ouvertement en rebelle, l'issue des pourparlers que ses émissaires avaient entamés dans les différentes provinces où il avait des intelligences¹.

C'est au lendemain du départ de Condé pour Saint-Maur que le baron de Saint-Marc, premier procureur du Pays et l'un des adversaires les plus acharnés du duc d'Angoulême, quitta Paris où il s'était rendu avec les autres députés de la province et rentra à Aix sans prendre congé du Roi². Pendant son séjour à la Cour, ce personnage s'était plu à voir dans le prince de Conti le futur gouverneur de Provence et, jaloux de se ménager sa faveur, avait fait une cour assidue à Condé. De son côté, le chef de la députation du Parlement, le président de Gallifet, avait été d'accord avec lui pour s'attacher au parti des Princes et en préparer le triomphe en lui gagnant leurs amis de Provence³. Le retour inopiné du baron de Saint-Marc n'avait pas d'autre objet que de peser plus directement sur eux et enlever la résolution qu'ils embrasseraient la cause des Princes.

Des Parlementaires y étaient disposés pour les raisons que nous avons déjà dites. Le président d'Oppède, qui avait pris depuis quelque temps une grande influence dans le Parlement et dans le parti et qui ambitionnait la place de premier président, dont le détenteur, M. de Mégrigny, avait, disait-on, l'intention de se démettre, était entré dans ces vues et avait persuadé beaucoup de ses collègues⁴. Mais il y avait encore des récalcitrants qui hésitaient à rompre avec la Cour de peur qu'elle n'ordonnât par représailles le retour du duc d'Angoulême. Pour le même motif, Saint-Marc n'était pas certain de trouver dans les villes les concours dont il avait besoin. D'accord avec d'Oppède et quelques autres parlementaires plus décidés⁵, il différa quelque temps de découvrir son véritable dessein et il imagina une manœuvre qui, rendant encore plus étroite l'union conclue entre le Parlement, les procureurs du Pays et les villes d'Aix, d'Arles et de Marseille, devait nécessairement mettre les alliés en présence de cette alternative, rester fidèles au Roi et subir le duc d'Angoulême, ou changer de gouverneur en faisant cause commune avec Condé.

Sur leur invitation, les consuls de Marseille et d'Arles et les

1. Moustier aux consuls, 7 septembre 1651. — Voir Chéruef, *op. cit.*, IV, ch. v.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 801. — *Le Semestre et le Sabre*, 148.

3. *Le Semestre et le Sabre*, 146-148.

4. *Le Semestre et le Sabre*, 147.

5. C'étaient les conseillers de Glandevis, d'Escalis, de Sabran et d'Antoine de Séguiran fils (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 801).

procureurs du Pays vinrent à Aix tenir une conférence qui décida d'envoyer à la Cour un nouveau député, M. d'Aymar. Celui-ci fut chargé de signifier la pressante nécessité de donner un remplaçant au duc d'Angoulême et qu'une plus longue attente mettrait en péril le repos de la province¹. Les consuls de Marseille s'associèrent à cette démarche : d'Aymar emporta des lettres qu'ils avaient écrites au Roi, à la Reine, au duc d'Orléans, à Séguier et à Servien. Ils leur représentaient l'état d'énervement où se trouvait leur ville encore incertaine de la décision qui serait prise au sujet du gouvernement, redoutant par-dessus tout le retour du duc d'Angoulême que, dans un langage menaçant, ses partisans annonçaient comme prochain, et prête à se laisser aller aux pires aventures plutôt que d'accepter l'autorité de ce personnage et d'être exposée à ses représailles².

Cette mise en demeure arrivait mal à propos. La fuite de Condé avait encore ajouté à la confusion de la Cour. Pour y rétablir un peu d'ordre en donnant une satisfaction apparente à ses ennemis, la régente avait consenti à l'éloignement de Le Tellier, Servien et Lionne, trop attachés à la politique de Mazarin, mais elle avait aussi sacrifié Chavigny aux rancunes et aux récriminations du cardinal³. Ces changements empêchaient le Conseil de s'occuper des affaires des provinces : le comte de Brienne les prétextait pour différer de donner à d'Aymar une réponse catégorique⁴, se contentant de laisser pressentir à ses correspondants provençaux qu'elle serait négative, car la Reine ne paraissait pas disposée à priver le duc

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 801. — Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse O : lettre de l'assesseur d'Ortigue aux consuls d'Aix, 14 juillet 1651.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettres du 17 juillet 1651 au Roi, à la Reine, au duc d'Orléans, au Chancelier et au comte de Servien. « Le délaïement dont on a usé à favoriser une si juste requeste a rendu quelques factieux plus téméraires qui se sont persuadés de pouvoir mieux faire réussir leur entreprise dans les conjonctures présentes, ce qui nous a obligés de despescher un courrier exprès au Roy pour lui donner connoissance du danger qu'il y a à quelque soulèvement si Sa Majesté délaie plus longtemps de nous accorder ceste grâce. »

3. Chéruel, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, IV, 377. — Voir la lettre de Moustier aux consuls, du 22 juillet 1651.

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse M. — Moustier aux consuls, 28 juillet 1651. « Les despesches que M. d'Aymar a portées ont esté rendues, mais il n'a pas vu encore la Reine. Les désordres sont si grands qu'il n'y a ni ministres, ni princes au Conseil. On croit qu'il y aura du changement encore. » — Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 216. Brienne à d'Aiguebonne, 28 juillet 1651. « Les brouilleries de nostre Cour tiennent les choses en suspens sans qu'on puisse prendre aucune résolution sur les affaires de Provence, bien que nous en soyons extraordinairement pressés par les despesches que j'ai reçues par courrier de la part de Messieurs du Parlement et des consuls des trois villes d'Aix, d'Arles et Marseille qui demandent ouvertement un autre gouverneur que M. d'Angoulesme, tel qu'il plaira à Leurs Majestés de choisir à l'exclusion de M. le duc de Joyeuse. J'espère que l'on se déterminera là-dessus aussitost que l'assiette de nostre Cour sera tranquille. »

d'Angoulême de son gouvernement¹. Devinant ces intentions, d'Aymar jugeait inutile de poursuivre des démarches qui devaient rester infructueuses et il s'en retournait en Provence sans avoir rien conclu².

L'insuccès de cette députation fournit au baron de Saint-Marc et au président d'Oppède le prétexte dont ils avaient besoin pour poursuivre utilement leurs desseins. Sur leur initiative, une nouvelle conférence des chefs du parti fut tenue à Aix, le 28 août. Le premier consul, d'Arène, y assistait en même temps qu'un des consuls d'Arles, M. de Bouchon. Il y fut décidé qu'une dernière tentative serait faite auprès du Roi pour obtenir le remplacement du duc d'Angoulême. Le conseiller au Parlement, de Glandevès-Rosset, en fut chargé. Il avait ordre, si on ne lui donnait pas satisfaction, de reconnaître le prince de Conti comme le candidat agréable à la province et de s'en revenir, aussitôt après cette déclaration, sans prendre congé de personne, en ramenant avec lui les députés du Pays, du Parlement, de Marseille et d'Arles qui étaient encore à Paris³.

Sans s'engager au sujet de la candidature du prince de Conti, les consuls confirmèrent ces décisions à Moustier, en l'invitant à s'y conformer dans cette lettre du 30 août : « Vous apprendrez par M. le conseiller de Glandevès le sujet de sa députation qui n'a point d'autre but que de supplier très humblement Leurs Majestés de nous donner promptement un autre gouverneur. Et si, dans peu de jours, il n'a satisfaction, il a ordre de son Corps de s'en revenir avec M. le président de Tholonet. Parce que nous avons résolu d'aller de concert et d'intelligence avec Messieurs du Parlement, nous vous prions bien fort, en cas que le sieur de Glandevès vous fasse connoître qu'il est à propos de s'en revenir, de partir incontinent de compagnie avec lui sans prendre congé de personne, hors de nos intimes amis, ayant esté résolu à une assemblée que nous venons de faire avec Messieurs du Parlement, Messieurs les procureurs du Pays et les députés d'Arles, où M. d'Arène a esté présent, qu'à cause des bruits qu'on fait courir du retour de M. d'Angoulesme et

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 224. De Brienne à d'Aiguebonne. « Je despescherai bientôt le courrier qui a apporté les lettres du Parlement et des consuls des trois villes principales. Sa Majesté n'ayant point changé sa première résolution et voulant laisser le gouvernement en l'estat qu'il est et dissiper toute sorte de cabales et de factions pour donner le repos à la province. » Brienne tenait le même langage au comte de Carcès, alors à Paris, comme cela résulte de cette lettre des consuls à Moustier, du 22 août (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. II). « Le discours que M. le comte de Brienne tient à M. d'Angoulesme mettroit nostre ville et toute la province en désordre, nous avons droit d'espérer de Leurs Majestés un plus favorable traitement et de vostre affection une conduite toute particulière avec la chaleur qu'il faut avoir pour le repos et pour le salut de la Patrie.... »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 803.

3. *Ibid.*

qui se trouvent confirmés par diverses lettres qui ont esté reçues, il estoit nécessaire de députer au Roy pour lui faire connoistre le danger évident dans lequel son retour mettroit toute la province, si on différoit plus longtemps un remède si nécessaire de nous changer un gouverneur qui, sans doute, causeroit un désordre universel dans ceste ville et par toute la province. Ledit sieur conseiller de Glandevès ayant esté choisi pour cela, nous vous prions de suivre ses mouvemens et n'arrester pas un moment après lui, en cas qu'il ne rapporte la satisfaction que tous les gens de bien souhaitent avec tant de chaleur. Nous attendrons avec beaucoup d'impatience l'événement de ceste députation, comme le dernier coup d'essai pour prendre après nos mesures et empêcher les désordres qui pourroient nous brouiller¹. . . »

C'était une sorte d'ultimatum adressé au gouvernement par un parti qui comprenait la plupart des gentilshommes de Provence, le Parlement et les trois grandes villes dont l'influence était si grande sur les autres communautés qu'on pouvait croire avec raison qu'elles les entraîneraient à leur suite. Tandis que se préparait cette levée redoutable en faveur des Princes, qui joindrait la Provence à la Guyenne et ébranlerait peut-être la fidélité du Languedoc, les partisans du duc d'Angoulême s'agitaient de leur côté et répandaient dans le pays une lettre où ce personnage annonçait aux habitants son prochain retour et leur donnait l'assurance qu'il saurait bientôt reconnaître leur constance à le servir². Le duc trouvait auprès des religieux un concours empressé : par leur intermédiaire, il entretenait une correspondance suivie avec ses partisans, leur donnait des instructions et stimulait leur zèle à faire leurs préparatifs en prévision de sa prochaine venue³.

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Moustier, 30 août 1651.

2. La lettre des consuls à Moustier, citée ci-dessus, dit, en effet, que « les bruits du retour de M. d'Angoulême se trouvent confirmés par diverses lettres qui ont esté reçues ». — Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 803 v^o, rapportent que ces lettres, répandues dans la province sous forme de circulaires, étaient ainsi conçues : « Monsieur, j'espère que le commerce de nos lettres finira bientôt et qu'au lieu de continuer à vous assurer par ceste voie de la durée de mon affection, j'irai moi-mesme vous la confirmer de bouche, mais plus solidement encore par mes services. Cependant, quoique ce retardement ne se doive pas estendre au delà de beaucoup de jours, je désire si fort que vous soyez entièrement persuadé de mon estime et de la sincérité de mon amitié que je ne scaurois pas différer plus longtemps à vous en réitérer les assurances, vous protestant qu'elles partent certainement du cœur où les généreux effets de la vostre sont si fortement imprimés que le ressouvenir et le ressentiment que j'en ai ne s'en effaceront jamais et que je cesserai plutost de vivre que d'estre avec passion, Monsieur, vostre plus affectionné à vous servir, Louis de Valois. »

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse M. — Moustier aux consuls, 25 août 1651. « L'on m'a encore confirmé ce que je vous ai escrit par ma précédente des intelligences de M. d'Angoulême... La mesme personne m'a assuré qu'il y a un père de l'Observance, qui est le P. Bousquet, lequel a grande intelligence avec M. d'Angoulême et qu'il lui escrit tous les ordinaires et l'assure par ces lettres que le nombre de ses amis augmente tous les jours et que pour lui il n'oublie rien pour cela. Il escrit aussi par tous les ordinaires à

La situation était critique. A la Cour on feignait de n'y point prendre garde. Anne d'Autriche et ses conseillers donnaient toute leur attention aux manœuvres de Condé : ils croyaient arriver à préserver la Provence des dangers qu'elles pouvaient lui faire courir en opposant entre eux les divers partis qui s'y agitaient, sans en décourager ou en mécontenter aucun par une trop rapide décision au sujet du gouvernement. Au contraire, par des paroles équivoques ou des promesses ambiguës, ils les flattaient tous d'espérances contradictoires, comptant de cette façon gagner du temps et arriver sans de trop grands risques au moment où il leur serait permis de trancher à leur gré le différend qui les divisait¹. Il leur arrivait, en effet, de ce pays des avis rassurants en contradiction avec les nouvelles inquiétantes que leur portaient les députés et les courriers des Parlementaires. Ils en concluaient qu'« il n'y avoit rien à craindre et que les partis et les divisions ne devoient point donner de peine ni de jalousie² ». Aussi la Reine différait de donner au conseiller Glandevès l'entrevue qu'il avait sollicitée dès son arrivée et qui lui avait été promise³. Pouvait-on supposer, à la Cour, qu'il serait plus impatient que ne l'avaient été les autres députés de son parti qu'il avait retrouvés à Paris, où ils séjournaient depuis les premiers jours de février? On ignorait que ceux-ci avaient fini par se lasser de l'attente fastidieuse et vaine qu'on leur avait imposée et qu'ils étaient maintenant résolus à y mettre un terme s'ils n'obtenaient pas une complète satisfaction⁴. On ignorait surtout que l'accord entre Condé et le

Jean Boulle et à un père de son ordre dont il ne m'a pas su dire le nom, mais qui voit tous les jours M. d'Angoulême. Les personnes religieuses sont très dangereuses en ces affaires : ils font plus de mal que les autres.... Soyez assurés que tout ce que je vous en dis est très véritable. » — Le 12 septembre, les consuls répondent : « Ayant voulu approfondir l'avis que vous nous avez donné du commerce qu'a le P. Bousquet avec M. le duc d'Angoulême, nous avons trouvé fort peu d'apparence à cela. Mais, comme il nous importe d'en tirer un entier esclaireissement, nous vous prions de nous marquer tous les moyens par lesquels vous en avez eu connoissance et si le P. Billom d'Aix, qui est présentement à Paris au couvent des Cordeliers, auroit point fait joindre ceste pièce (?) car il nous importe de sçavoir d'où cela vient.... »

1. Cela nous paraît ressortir d'une lettre postérieure d'un mois et demi aux événements que nous rapportons ci-dessus et écrite le 13 octobre 1651 par Brienne au marquis d'Aiguebonne (Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 253). « Ce qui s'est passé depuis peu à Aix donne si grand sujet d'espérer que toutes les choses se reétabliront en Provence..., que Sa Majesté a jugé à propos de les [les parlementaires] maintenir dans leurs bonnes dispositions et, pour cest effet, de mettre dans la lettre qu'elle leur escrit un *terme équivoque* qui leur laisse espérer que M. d'Angoulême ne retournera plus dans le pays et qui, d'un autre côté, ne le déterminant pas, ne peut donner à celui-ci aucun sujet de mécontentement.... »

2. *Memoires d'Antoine de Valbelle*, 809.

3. « M. de Glandevès n'a pas encore parlé à la Reine : on lui avoit donné heure aujourd'hui, mais on l'a remis à demain. » (Lettre de Moustier aux consuls du 25 septembre 1651.)

4. « Si nous n'avons satisfaction nous partirons ensemble et en diligence.... Nous avons résolu, si nous n'avons pas satisfaction entière, de partir sans voir personne.... » (*Ibid.*)

Parlement d'Aix était plus étroit que ne le faisaient prévoir les informations rassurantes qu'on avait reçues : le président de Gallifet, en effet, qui l'avait préparé avec le baron de Saint-Marc, s'était rendu à Montrond, à la suite des Princes, et y avait arrêté avec Conti les dernières dispositions qu'il convenait de prendre en vue du prochain soulèvement de la Provence en sa faveur¹.

En Provence, le baron de Saint-Marc, le président d'Oppède et leurs amis n'avaient pas attendu l'échec de la mission de Glandevès et son départ de la Cour pour continuer leurs menées et activer leurs préparatifs. C'est dans les derniers jours de septembre que les députés quittèrent Paris, sans prendre congé de personne, ainsi qu'il leur avait été recommandé². Avant qu'ils n'aient commencé leur voyage, le 24 septembre, d'Oppède, Saint-Marc et leurs amis accomplissaient une démarche dont l'issue devait décider du sort de leur entreprise.

Depuis la seconde journée de Saint-Antoine, au cours de laquelle son intervention avait été décisive, le lieutenant de Valbelle n'avait pris aucune part active à la vie politique de Marseille. En désaccord avec le premier consul d'Arène et peut-être déconcerté par l'exil de Mazarin, il ne s'était trouvé mêlé ni aux incidents qui s'étaient produits ni aux négociations auxquelles ils avaient donné lieu. Pourtant, il avait suivi de près les événements. Quand il l'avait jugé nécessaire, il était intervenu auprès des amis qu'il avait à la Cour pour leur faire connaître ses sentiments et s'efforcer de les amener à mettre leur influence au service de la cause qu'il défendait. Une première fois, au mois de juillet, il avait cru devoir sortir de la réserve qu'il s'était imposée, en apprenant que la Reine était disposée à autoriser le retour du duc d'Angoulême. Au moment où le Parlement et les villes alliées envoyaient auprès d'elle un nouveau député, d'Aymar, pour obtenir qu'elle renonçât à ce projet, Valbelle, de son côté, avait écrit à Servien : il lui avait dit la crainte que lui inspirait la nouvelle de la prochaine arrivée d'un gouverneur avide de vengeance et l'impuissance où se trouveraient les bons serviteurs du Roi pour empêcher toute

1. *Le Semestre et le Sabre*, 148.

2. Le 26 septembre, les consuls écrivaient à Ycard : « Nous n'escrivons pas à M. de Moustier, puisque M. le chevalier de Valbelle, qui est arrivé ce matin en ceste ville, nous a assurés qu'il estoit parti de la Cour avec les autres députés de la province pour s'en revenir... » (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I). D'ailleurs, leur séjour à Paris ne pouvait pas se prolonger davantage; il n'aurait plus eu d'objet, le Roi ayant quitté Paris le 27 septembre, pour se rendre à Fontainebleau et partir ensuite à la poursuite de Condé (Chéruel, *Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, I, 17). — Cf. ce passage de la lettre de Moustier aux consuls, du 25 septembre 1651 : « Ici, je vous proteste que les désordres sont très grands. M. le Prince est à la Charité ou à Montrond : toutes ses troupes le doivent joindre en peu de jours. Le Roi part jeudi [28 septembre] pour Fontainebleau, de là se mettre à la poursuite de M. le Prince. Toutes choses se disposent aux guerres civiles : que Dieu, par sa bonté, en destourne le coup ! »

la province de se soulever contre lui et il avait demandé, si on voulait préserver ce pays des malheurs de la guerre civile, qu'on lui donnât un autre gouverneur¹.

Ce cri d'alarme n'avait pas été entendu : d'ailleurs, Servien, qu'une décision de la régente venait d'éloigner du Conseil, ne pouvait plus servir utilement les projets de son ami. Cependant, le danger était allé en augmentant. Le bruit du prochain retour du duc avait pris de la consistance; ses émissaires parcouraient le pays et montraient ses lettres pleines de protestations d'attachement et de promesses pour ceux qui embrasseraient sa cause. D'autre part, les conciliabules secrets du baron de Saint-Marc et du président d'Oppède n'avaient pas échappé au lieutenant de l'Amirauté. Il en avait pris de l'ombrage, car il craignait qu'il n'eussent pas pour seul objet de combattre le duc d'Angoulême et il soupçonnait d'Arène de s'y associer. Il redoutait que tout cela n'amènât les pires désordres. Il en appréhendait les conséquences pour lui-même, pour la politique qu'il avait constamment suivie, pour les hommes que ses amitiés et ses intérêts lui commandaient de servir.

Il résolut donc de faire une nouvelle tentative, dont il attendait des résultats plus positifs que ceux qu'avaient amenés ses précédentes interventions, en éclairant sur l'état véritable de la Provence et de Marseille le seul homme qui eût à ses yeux assez de clairvoyance et de crédit pour reconnaître et imposer le remède qui convenait et qu'il réclamait depuis si longtemps. Il

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 211. Valbelle à Servien, 18 juillet 1651. « Je me suis déjà donné l'honneur de vous écrire une autre fois que la seule passion que j'ai au service du Roy m'obligeoit de vous avertir qu'il importe extrêmement de pourvoir au plus tost au gouvernement de ceste province. Maintenant, le mesme motif me convie à vous répéter la mesme chose et y ajouter qu'il est impossible d'estouffer les menées et pratiques que je vois naistre qu'en nous tirant d'appréhension et nous donnant un gouverneur autre toutesfois que M. d'Angoulesme. Le Corps du pays et les principales villes, comme la nostre et celle d'Arles, se réduisent à l'exclusion de la seule personne de cet ennemi commun et ennemi irréconciliable, puisqu'il fait vanité de dire que les princes de Valois, d'où il est descendu, n'oublient jamais les injures et que c'est foiblesse que de pardonner. Mais aussi, après cela, Monseigneur, que Leurs Majestés nous envoient celui qui leur plaira, nous ne manquerons ni de respect ni d'obéissance et il sera très bien reçu. Pour moi, qui fais gloire de ne suivre point d'autres sentimens que les vostres et qui suis toujours du costé de Leurs Majestés, je ne puis vous dissimuler que j'aimerois autant me bannir moi-mesme et sortir du royaume que d'obeir à celui là qui, par diverses fois et par de très injustes et violentes persécutions, m'a attaque en mon honneur, en ma charge et, enfin, il s'en est peu fallu qu'il n'ait passé jusques à la vie. C'est pourquoi, Monseigneur, quand le Roy, qui pardonne volontiers les plus grandes fautes et les crimes de ses sujets, voudroit que M. d'Angoulesme vint venger lui-mesme les injures qu'il s'est procurées pour ses interests particuliers et rallumer la guerre dans ceste province, tout ce que je puis faire c'est de m'en esloigner. Mais je ne responds pas des autres et n'ai point de mesure et d'accommodement à prendre avec une personne qui a si souvent manqué de parole. Je n'en dirai pas davantage et j'espère que, quelques bruits qui courent des affaires du temps et de la Cour, ceste lettre vous trouvera en estat de pouvoir conserver le repos à une province où vos faveurs et vostre générosité vous ont acquis tant de serviteurs et tant de familles... »

savait que, de son exil, Mazarin continuait à conseiller et à diriger Anne d'Autriche et il était initié au mécanisme de la correspondance secrète que le cardinal entretenait avec des serviteurs dévoués, intermédiaires discrets et sûrs entre la Reine-mère et lui. Il écrivit donc à l'un d'eux, nommé Girard, cette lettre dont il savait que la substance au moins serait mise sous les yeux du cardinal¹ :

« Je me suis donné l'honneur d'écrire souvent à notre illustre ami mes sentimens avec franchise, en qualité d'officier et de serviteur du Roy, sur le retour du comte d'Alais et les inconvéniens que je prévoyois et, ne pouvant entrer dans le fond des pensées et des raisons d'Estat, je m'estonnois de ces longueurs et ne savois comprendre le motif d'un retardement si nuisible et si dangereux. Mais certes, la nouvelle que cest ordinaire nous a apportée que M. le comte de Brienne a dit à M. le comte de Carcès que la Reine entendoit que M. le comte d'Alais, qu'on appelle M. d'Angoulesme, retournast en ce pays, a si fort esmu les esprits que je suis obligé de vous dire qu'il n'y a plus moyen de les retenir et qu'on prend des résolutions bien hardies et bien estranges. Vous sçavez que j'ai des amis, mais vous sçavez aussi la juste crainte qu'ils ont tous de s'être exposés à la haine et à la vengeance d'un grand qu'ils ont offensé et avec lequel ils n'ont ni mesure ni sûreté à prendre. Vous sçavez d'ailleurs, que ce consulat ne despend pas de moi et que je ne sçaurois, quelque recommandation et quelque ordre que j'eusse, empêcher la résolution qu'on prend de périr plutost que de retourner sous une puissance qu'ils ont si vigoureusement choquée. Je vous supplie donc d'avertir sérieusement *un de vos amis qui approche la Reine* et, lui parlant de ma fidélité et de l'amitié que j'ai avec nos illustres absens, lui dire que la Guyenne n'a jamais fait tant de folie comme la Provence en feroit et que tous ceux qui disent le contraire flattent Leurs Majestés et engagent mal à propos leur autorité dans ceste province. Je n'affecte point d'autre gouverneur, j'ai les oreilles fermées pour toutes sortes de propositions, je n'ai des vœux que pour le service du Roy et je puis bien vous assurer qu'à l'exclusion de M. le comte d'Alais tout autre, tel qu'il soit, venant de la part du Roy sera le très bien venu et reçu dans Marseille pourvu qu'il ait des lettres patentes de provisions du gouvernement. Et, comme j'aperçois de grandes dispositions à la guerre en cas qu'on s'opiniastre à nous renvoyer ledit comte d'Alais, comme s'il n'y avoit point d'autre prince, grand seigneur ou maréchal de France dans tout le royaume, j'ai osté de chez moi les demoiselles et les ai mises en lieu de sûreté, de quoi vous

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 227. Valbelle à M. Girard, à Paris, 22 août 1651.

pouvez assurer les amis et que, quelque issue que les affaires prennent, leur vie ne court aucun risque, hors d'un saccage général que nos amis, qui sont les plus forts, empêcheront toujours. Je vous envoie une copie de lettre par laquelle vous verrez l'espérance que le comte d'Alais donne à ses amis de rentrer bientôt et que vous ferez voir s'il est de besoin¹. Vous estes instruit des affaires de ceste province, mais je vous supplie de vous souvenir qu'il n'y a point d'apparence de remettre le gouvernement à un homme qui a esté destenu dans Aix, chassé à coups de canon de Marseille et sifflé dans Arles. Jugez si ces trois villes estant les capitales, jointes ensemble et n'obéissant pas, il peut servir le Roy et si l'estat des choses permet de nouveaux mouvemens. »

Cette lettre, datée du 22 août 1651, n'avait pas eu le temps de parvenir à son véritable destinataire, que se tenait à Aix la conférence du 28 août, et que le conseiller de Glandèves était chargé de porter à la régente son ultimatum. Les appréhensions de Valbelle redoublèrent. Il craignit qu'Anne d'Autriche, mise ainsi en demeure de choisir entre le duc d'Angoulême et le prince de Conti, ne se prononçât pour le premier dans l'espoir qu'il s'emploierait à retenir la Provence dans son parti. Pour sa part, le lieutenant de l'Amirauté ne pouvait consentir à ce que la question fût posée ainsi, car pour lui-même, pour son parti et pour le repos de Marseille, il se défiait également des deux hommes qui briguaient le gouvernement. Cependant, comme il ne voulait pas qu'on se méprit sur ses véritables sentiments et que ses adversaires le fissent passer à tort pour un rebelle, il s'ouvrit de ses inquiétudes à Servien et, protestant de son désir de servir toujours fidèlement le Roi, il le pria de le conseiller sur la conduite qu'il lui faudrait tenir et quel parti il devrait prendre si l'une des deux alternatives redoutées venait à se présenter².

1. Voir ci-dessus, p. 385, note 2.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 235. Valbelle à Servien, 29 août 1651. « J'ai reçu la lettre dont il vous a plu me favoriser et, bien qu'elle ne soit qu'en réponse de la mienne, je continuerai, s'il vous plaist, le commerce qui m'est si glorieux. J'ai vu, Monseigneur, que la justice a combattu la calomnie et que la bonne cause est défendue par celui qui en a et aura toujours le pouvoir. Cependant, comme vous me faites l'honneur de m'aimer, j'oserai vous dire avec confiance que, si l'on s'opiniastre à faire revenir M. d'Angoulême, je vois les esprits disposés à s'y opposer vigoureusement. Et, comme je ne voudrois pas estre entraîné par le plus grand nombre et que j'ai intérêt de conserver ma fidélité et mon obéissance dans ceste pureté où vous les avez toujours reconnues, j'ose vous demander vostre bon conseil si, en cas que ceste ville prist les armes pour se défendre contre une personne qui ne respire que vengeance, je dois me retirer ou y demeurer et quelles assurances ou protestations j'ai à faire et donner à Leurs Majestés. Vous pouvez, Monseigneur, les assurer de mes obéissances et comme j'ai jusques ici préféré leur service à ma sûreté. Mais, pardonnez-moi, s'il vous plaist, si je vous importune, et si le discours interrompt le repos dont vous jouissez. Les personnes de vostre mérite ne sont jamais hors des affaires et leurs avis sont recherchés en quelque parti qu'ils soient, je m'assure que les vostres me seront toujours favorables.... »

Nous ignorons quelle fut la réponse de Servien. Quelle qu'elle ait été, le parti de Valbelle était pris quand ceux de ses anciens amis, qui avaient embrassé la cause des Princes et qu'on commençait à désigner dans le pays par le nom de *Sabreurs*¹, vinrent lui demander de se joindre à eux. Ils savaient de quel poids serait son adhésion. La journée du 17 janvier, en effet, les avait éclairés sur l'étendue de la popularité et de l'influence du lieutenant de l'Amirauté, puisque sa seule intervention avait permis ce jour-là de tenir en échec les amis du comte d'Alais, malgré la neutralité bienveillante du premier consul à leur égard. Un événement récent venait de montrer que, malgré la réserve où il s'était tenu depuis, Valbelle n'avait rien perdu de son crédit. Peu de jours auparavant, en effet, le 20 septembre, il avait été l'objet d'une tentative criminelle, à laquelle il avait échappé par hasard. Une cassette, qu'on lui avait présentée comme remplie d'objets précieux, présent prétendu d'un de ses amis fixé en Orient apporté par un navire de Livourne, mais pleine, en réalité, de pièces d'artifices et de pistolets chargés, fit explosion à ses pieds avant qu'il eût eu le temps de l'ouvrir et ne lui causa que d'insignifiantes blessures. Le bruit de sa mort n'en courut pas moins dans la ville, y excitant une grande émotion. Le peuple, qui en accusa aussitôt les partisans du comte d'Alais, prit les armes et il fallut que Valbelle lui-même se montrât pour que, rassuré par sa vue et par ses paroles, il consentit à déposer les armes et renonçât à venger un chef à qui il était si fortement attaché².

1. Haitze (*Histoire de Provence*, IV, II, 142) donne en ces termes l'origine de ce nom : « Ceux de la ville d'Aix qui embrassèrent ce parti furent d'abord appelés *Sabreurs* et leur faction le *Sabre*, à cause que celui qui en estoit le chef portoit ordinairement une épée fort large, qu'on appelle *Sabre*, dont il menaçoit toujours de se défaire de ses ennemis. Ceux, au contraire, du parti du ministère furent nommés *Canifs*, à cause qu'on les estimoit beaucoup moins généreux que les autres, en comparaison desquels ils ressembloient des tranche-plumes qu'on appelle ordinairement *canifs*. » — *Le Semestre et le Sabre*, 146-147 : « Ces deux dénominations furent données à ces partis, parce que le baron de Saint-Marc, qu'on regardoit comme le chef des *Sabreurs*, portoit une épée tudesque qui estoit une espèce de sabre et qu'il disoit ordinairement, lorsque quelqu'un n'adhéroit pas à son sentiment ou qu'il tesmoignoit vouloir lui résister : « Je le sabrerai et le mettrai bien à la raison ». Et le parti, qui estoit opposé, fut appelé du *Canivet* par dérision, comme voulant lui reprocher qu'il n'estoit composé que de gens de robe ou de tranche-plumes.... » — *Les Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 815 v°, confirment ainsi l'origine de ce nom : « Les sages et bons bourgeois condamnoient le procédé et les emportemens du sieur baron de Saint-Marc et de ses frères qui, au lieu de se mettre dans l'estime du peuple, ne parloient que des coups de sabre et outrageoient facilement ceux qui ne vouloient pas adhérer à leur opinion ».

2. Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* sont muets sur cet attentat dont le détail est donné par Haitze (*Histoire de Provence*, III, I, 134) et par *Le Semestre et le Sabre* (141-142). L'auteur de ce dernier ouvrage constate, d'ailleurs, la générosité dont Valbelle fit preuve en cette circonstance : « Le lieutenant de Valbelle n'en a jamais fait une exacte recherche, on doit dire cela à sa louange. » Mais d'Arène et ses collègues en furent autrement émus et, par leur empressement à faire ouvrir une information et à faire rechercher les prétendus coupables jusque dans les Etats du grand-duc de Toscane où on les soupçonnait de s'être réfugiés,

Le concours de Valbelle paraissait donc aux Sabreurs comme la garantie de celui de Marseille et comme la promesse du succès de leur entreprise, puisque, les derniers événements l'avaient largement démontré, la conduite de cette ville déterminait celle de la province. D'Arène, acquis à ce nouveau parti, avait essayé d'entraîner son cousin. Il avait compté sur son amitié pour le duc d'Angoulême et s'était efforcé de le persuader que seuls les Princes seraient assez forts pour en débarrasser la Provence¹. Bien que le lieutenant fût resté obstinément hostile aux projets dont il l'avait entretenu, il avait cependant fini par obtenir de lui qu'il consentit à avoir un entretien avec le sieur du Mesnil, capitaine des gardes du prince de Conti, que ce dernier avait envoyé en Provence pour arrêter les dernières dispositions à prendre avec ses partisans². Conti, sachant le prix de l'adhésion de Valbelle, lui avait écrit ce billet, dont, malgré leur brièveté, les termes ne pouvaient que flatter sa vanité naturelle : « A Montrond, le 16^e septembre. Monsieur, je vous supplie de prendre entière créance à M. du Mesnil que j'envoie pour vous entretenir de beaucoup de choses. Je suis aussi, avec beaucoup de passion, Mon-

ils tinrent, sans doute, à honneur de montrer qu'ils répudiaient toute espèce de responsabilité dans cet attentat que, de tous les côtés, on s'accordait d'ailleurs à réprover — Voir Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*. Reg. I. lettrés au baron de La Roquette, conseiller du Roy en ses Conseils et second président en sa Cour de Parlement de Provence, 28 septembre et 2 octobre 1651 : au grand-duc de Toscane et à M. Pandolfini, gouverneur pour Son Altesse Impériale le grand-duc de Toscane, à Livourne, 6 octobre 1651 : à M. Gabriel, consul de la Nation française à Livourne, 6 octobre 1651. — Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 255. Lettre du Roi aux consuls de Marseille, de Bourges (14 oct. 1651).

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 813. « Les exemples sont contagieux car, tandis que toutes choses se passaient au cœur du royaume et proche de Paris, les malintentionnés taschoient ici de nous surprendre et croyoient que, jetant la guerre dans toute la France et faisant soulever plusieurs provinces en même temps, la Reine seroit à la fin contrainte de changer le Conseil du Roy et de le remplir des amis et des personnes confidentes et affectionnées aux Princes. Il y avoit aussi grand sujet de croire que, dans les justes impatiences que nous estions d'avoir un autre gouverneur, la province renverroit et prendroit les armes en faveur d'un prince qui s'estoit déclaré pour nous et n'avoit pas voulu recevoir dans son amitié non plus qu'en sa maison M. le duc d'Angoulême, qui a l'honneur d'estre son cousin germain. » — *Ibid.*, 817 « Quoique avec grand déplaisir, je ne puis pourtant esviter de faire mention des menées et secrettes intelligences que le sieur d'Arène, nostre premier consul, avoit avec M. le prince de Conti. Il fit tout ce qu'il put pour me desbaucher et me persuader qu'il n'y avoit point d'autre moyen pour me desliver une fois pour toutes de la juste apprehension du retour du duc d'Angoulême qu'en recevant en ceste ville M. le prince de Conti.... » — Huitze, *Histoire de Provence*, IV, III, 146. « Les Sabreurs travaillèrent à s'unir avec ceux de Marseille, ce qui leur sembloit fort facile, en leur proposant d'agir ensemble pour empêcher que le comte d'Alais ne retournast plus en Provence. »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 817 v^o. « Il est constant que je ne voulois point voir le sieur du Mesnil et ne me flattois point de vaines espérances comme le sieur d'Arène, persuadé que les gens de condition et surtout ceux qui ont quelque chose à perdre ne scauront jamais prendre un plus mauvais parti que de s'engager dans des lignes et des factions contraires aux volontés du Roy. Le sieur d'Arène me pressa si fort d'oûir pour le moins la créance de cest envoyé que je ne pus pas me défendre de le lui accorder.... »

sieur, vostre très affectionné à vous faire service, Armand de Bourbon¹. »

A l'insu de ses collègues, le second et le troisième consuls, Charles Mazenod et Antoine Grange², d'Arène ménagea une entrevue secrète entre Valbelle et du Mesnil. Elle eut lieu dans la nuit du 24 septembre, dans le jardin de Valbelle, en dehors de la ville. Le président d'Oppède, le conseiller de Bouc-Ségui-ran, y assistaient avec d'Arène et l'avocat Henri de Coutron, assesseur de l'année précédente, que Valbelle avait prié de l'accompagner³. Le lieutenant se montra intraitable, malgré l'insistance de du Mesnil et les promesses qu'il lui prodigua au nom des Princes⁴. « Y estant allé avec un esprit ferme et résolu, rapportent les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*⁵, je leur dis librement qu'il ne falloit pas espérer que ceste ville prist les armes ni qu'elle se déclarast pour Messieurs les Princes; que, quand bien mesme le Parlement auroit fait arrest d'union avec eux et que la ville d'Aix et la province mesme commenceroient de se soulever et de remuer tout de bon, Marseille ne suivroit pas leur exemple; qu'au reste, mon avis n'estoit pas de faire venir M. le prince de Conti: qu'aux choses de ceste importance, il ne falloit pas se flatter ni commettre l'honneur et la réputation d'un grand prince; que je ne voyois point qu'ils eussent des forces suffisantes pour faire la guerre et que tel promettoit aujourd'hui de les suivre qui les quitteroit au besoin; que je connoissois mieux que pas un les intentions de nostre ville, que véritablement M. le consul y pouvoit beaucoup, mais, quant à moi, je ne croyois point que la ville dust se mesler de ceste affaire.... » En contestant la justesse de ces raisons, d'Oppède essaya d'effacer la mauvaise impression que ce langage avait faite sur du Mesnil⁶. Celui-ci ne se laissa pas convaincre: il retourna en hâte auprès de Conti pour le dissuader de compter plus longtemps sur une province dont le concours lui avait paru si incertain⁷.

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 817 v°.

2. *Ibid.*, 821. — *Le Semestre et le Sabre*, 151.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 819.

4. Haitze, *Histoire de Provence*, IV, III, 146. « Le lieutenant de Valbelle, soutenu des sieurs de La Salle et de Félix, gentilshommes de ceste ville, s'opposa entièrement à ce dessein, nonobstant les avantages qui lui estoient proposés et à ceux de son parti par du Mesnil, capitaine des gardes du prince de Conti, que son maistre avoit envoyé en diligence en ce pays. » — *Le Semestre et le Sabre*, 151. « Du Mesnil avoit esté faire un voyage *incognito* à Marseille pour tenter la fidélité du lieutenant de Valbelle, mais ce magistrat refusa non seulement toutes les offres.... »

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 819.

6. *Ibid.*, 819 v°. « Le sieur du Mesnil gouta mes raisons et me tesmoigna que son maistre ne scauroit bon gré de ceste franchise et que je parlois en homme de bien. Mais le sieur président d'Oppède, auquel on faisoit espérer la charge de premier président et un évesché pour son frère, eut de la peine à consentir aux difficultés que je proposois. Il eut bien désiré que j'eusse esté de son humeur et que j'eusse risqué, comme lui, mon bien et mon honneur.... »

7. *Le Semestre et le Sabre*, 152.

Ce conseil était sage. Quelques jours après, en effet, Aix échappait à son tour aux Sabreurs. Le 3 octobre, une querelle ayant éclaté dans cette ville entre des jeunes gens appartenant au parti du Sabre et à celui de la Cour, il se produisit quelque effervescence dans la rue qui obligea le baron de Saint-Marc et ses amis à se réfugier dans l'Hôtel de Ville. Le marquis de Régusse, président au Parlement et compétiteur du président d'Oppède à la première présidence¹, secrètement d'accord avec Valbelle qui s'était empressé de l'informer de l'échec de la négociation de du Mesnil², voulut profiter de cet avantage : il fit rendre au Parlement un arrêt qui ordonnait à Saint-Marc et à ses amis de sortir de la ville. Bien qu'ils n'y fussent pas compris, d'Oppède persuada aux parlementaires qui faisaient cause commune avec lui d'accompagner les exilés dans leur retraite, espérant que le peuple, se soulevant à la nouvelle de leur départ, leur ménagerait promptement un retour triomphal³. Il n'en fut rien et, par cette journée du 3 octobre, comme le remarque l'historien Haitze⁴, la ville d'Aix « donna moyen au Parlement de maintenir le calme par toute la province et... donna le branle à toutes les autres du royaume pour se conserver dans le respect et l'obéissance ».

La création du Nouveau État de Marseille acheva l'œuvre qui venait de s'accomplir et détruisit les dernières illusions des Sabreurs. Leurs amis de Marseille avaient formé le projet de donner le consulat au chevalier Jean-Baptiste de Valbelle, comptant, sans doute, que le lieutenant de l'Amirauté, partagé entre ses sentiments de famille et ses préoccupations de chef de parti, n'interviendrait pas dans cette élection et favoriserait par son abstention le succès de cette candidature qui laisserait entre leurs mains le gouvernement de la ville.

Antoine de Valbelle ne s'était pas laissé prendre à cette adroite manœuvre. Malgré son affection pour les siens, il nourrissait des préventions contre le chevalier, dont le père l'avait jadis supplanté à la tête du parti et qui lui-même, blâmant ses complaisances pour les Félix, s'était depuis longtemps ouvertement associé à la politique de d'Arène⁵. Il se prononça donc

1. Haitze, *Histoire de Provence*, IV, II, 141. « Pour bien comprendre l'origine de toutes ces intrigues, il faut sçavoir que, le premier président de Mégrigny ne faisant plus dessein de retourner en Provence, on vit aussitost tous les officiers du Parlement divisés en deux partis dont chacun des chefs prétendoit à sa charge : ceux-ci estoient les présidents d'Oppède et de Régusse. » Voir ci-dessus, p. 393, note 6.

2. Haitze, *Histoire de Provence*, IV, III, 146. — *Le Semestre et le Sabre*, 151.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 29, lettre du marquis d'Aiguebonne à Mazarin, du 19 mars 1652. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 823. — Haitze, *op. cit.*, IV, II, 141. — *Le Semestre et le Sabre*, 149 et suiv.

4. Haitze, *op. cit.*, IV, II, 145.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 821 v°. « Le chevalier de Valbelle arriva le 26^e du mois de septembre, à dessein de servir la Cour comme il disoit, mais c'estoit pour avoir le premier chaperon et se faire considérer dans un temps de

contre lui et demeura ferme dans sa décision malgré l'arrivée dans la ville et dans le terroir de soldats qu'on y avait amenés pour soutenir par la force les intérêts du chevalier. Appuyé par le second et le troisième consuls, Mazenod et Grange, qui, mécontents des procédés de d'Arène à leur égard, s'étaient détachés de lui, il obtint qu'on les en ferait sortir et, le jour de Saint-Simon venu, le Conseil, docile à sa direction, créa premier consul Louis de Monier, sieur d'Aiglun, son « véritable ami et homme d'honneur », et lui donna pour collègues Gilles Macé de Gastines et Jean Gonsollin et, pour assesseur, Jean de Riquetti¹.

La Cour avait suivi tous ces événements avec intérêt : elle y voyait la promesse du succès de sa politique en Provence et elle en ressentait une vive satisfaction. Elle entendait bien que les Provençaux, qui avaient si heureusement pris parti contre les Princes, persévéreraient dans leur conduite ; elle les y engageait fortement, mais croyait utile au repos de la province et à ses propres intérêts de laisser encore en suspens la question du gouvernement dans l'espoir que le duc d'Angoulême et ses partisans, trompés par ce silence équivoque, resteraient dans le devoir et se refuseraient, comme venaient de le faire leurs ennemis de Marseille et d'Aix, à embrasser le parti de Condé. « Ce qui s'est depuis peu passé à Aix, écrit en effet Brienne au marquis d'Aiguebonne², donne si grand sujet d'espérer que les choses se rétabliront en Provence, puisque Messieurs du Parlement font paroître tant de zèle et d'affection pour le service du Roy, que Sa Majesté a jugé à propos de les maintenir dans leurs bonnes dispositions et, pour cet effet, de mettre dans la lettre qu'Elle leur écrit un terme équivoque qui leur laisse espérer que M. d'Angoulême ne retournera plus dans le pays et qui, d'autre côté, ne le déterminant pas, ne peut donner à celui-ci aucun sujet de mécontentement³. Et cependant cela produira sans doute un si bon effet de delà que les affaires y changeront

guerre civile. J'eusse bien voulu pouvoir l'y aider, mais outre qu'il n'estoit pas prudent de se fier au fils de celui qui m'avoit débusqué des affaires publiques à la mort de mon père, je m'estois engagé pour le sieur d'Aiglun et j'ai toujours cru qu'un gentilhomme se déshonoroit en manquant de parole. » — *Ibid.*, 827. « Cependant, mes amis pensoient à la nouvelle élection des officiers de ceste ville, et, comme depuis l'année dernière, les esprits estoient partagés, le sieur de Montolieu, qui estoit le tout-puissant sur celui de M. le chevalier de Valbelle, lui persuadoit d'estre consul. Le sieur d'Arène, contre sa promesse, inclinoit aussi de ce côté-là. »

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 827-829 v°.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 253. Lettre de Brienne à d'Aiguebonne, 13 octobre 1651.

3. Nous n'avons pas eu entre les mains cette lettre adressée au Parlement, mais il nous a semblé que le « terme équivoque » que Brienne y a fait introduire se trouve aussi dans une lettre du Roi datée de Bourges, le 14 octobre, et adressée aux consuls de Marseille. Après les avoir félicités des mesures qu'ils ont prises à la suite de l'attentat dont avait été victime le lieutenant de Valbelle, le Roi ajoute : « Au surplus, nous vous assurons que nous apporterons au plus tost le remède convenable pour établir le repos et la tranquillité dans le pays.... »

de face en sorte qu'on les verra aller de bien en mieux, Leurs Majestés estant d'ailleurs bien persuadées qu'elles ne dépériront point en vos mains et qu'au contraire vous les soutiendrez avec tant de prudence et d'adresse que vous empescherez les malintentionnés qui avoient désiré que le prince de Conti fust pourvu du gouvernement, de rien faire de préjudiciable au service du Roy. »

Mais d'Aiguebonne, malgré les compliments et les encouragements que lui adressait Brienne, ne se sentait ni assez de prestige ni assez d'autorité pour mener à bien la tâche qui lui était confiée. Retiré à la Tour d'Aigue, il avait assisté en témoin aux désordres qui avaient agité la province, sans rien faire pour les prévenir ou pour y remédier. Il ne sortit de sa retraite qu'au mois de novembre pour tirer satisfaction d'une soi-disant injure que lui avaient faite les gens d'Aix en recevant avec des honneurs, qui auraient dû, prétendait-il, lui être réservés, le comte de Carcès, lieutenant du gouverneur, revenu brusquement de la Cour où un ordre du Roi le retenait depuis le rappel du comte d'Alais. Malgré la petite troupe dont il était accompagné, d'Aiguebonne ne put obtenir des consuls et du Parlement ni qu'il serait reçu à son tour solennellement dans la ville ni qu'on en ferait sortir Carcès. Il lui fallut se retirer à Roquevaire¹, rendant par cet insuccès plus manifeste encore son impuissance à mettre fin au désordre de la province, qui se trouvait ainsi véritablement maîtresse de décider si elle s'armerait en faveur des Princes ou si elle resterait fidèle au Roi.

Le parti de la Cour comprit fort bien la situation dans laquelle ces derniers incidents avaient mis la Provence. Aussi quand les procureurs du Pays se furent mis d'accord avec leurs alliés du Parlement et de Marseille pour faire partir à la Cour un envoyé spécial, M. du Canet, ils ne se contentèrent pas de lui remettre leur version du différend qui s'était élevé entre la ville d'Aix et le marquis d'Aiguebonne², ils le chargèrent encore de prendre prétexte de ces nouveaux désordres pour représenter au Roi et aux ministres combien il était urgent, dans l'intérêt de la province et du royaume lui-même, de leur donner un nouveau gouverneur, puisque c'était seulement à ce prix que la paix pourrait être rétablie entre les habitants³.

1. Le 9 novembre 1651. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 829 v°. — Haitze, *op. cit.*, IV, v, 149. — *Le Semestre et le Sabre*, 153-157. — Voir encore sur ce retour du comte de Carcès en Provence et sur les motifs politiques qui peuvent l'avoir inspiré, la lettre du marquis d'Aiguebonne à Mazarin, du 19 mars 1652. (Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 29).

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse A. Lettres des procureurs du Pays aux consuls, des 9 et 11 novembre 1651. — *Ibi id.*, Reg. I : lettre des consuls aux procureurs du Pays, du 13 novembre. — Cf. Haitze, *op. cit.*, IV, v, 159.

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au Roi, 10 novembre 1651. « Vostre Majesté sera informée par le sieur du Canet de

Ils étaient les seuls maintenant à réclamer cette mesure. Le parti du Sabre qui, au moment de sa formation, avait protesté de ses sentiments hostiles au duc d'Angoulême, était loin à présent de nourrir la même aversion pour ce personnage. Les partisans de celui-ci, qu'on désignait encore sous le nom de Semestres, avaient conservé dans le pays une situation assez avantageuse. Si les grandes villes leur avaient échappé et, avec elles, les moyens de se maintenir en état d'offensive, ils étaient restés en possession de quelques villes de moindre importance, dont la plus considérable, Toulon, offrait encore de grandes ressources. Ainsi, tout bien considéré, le Semestre se trouvait plus fort que le Sabre, privé du concours, tout d'abord espéré et jugé indispensable, de Marseille, d'Aix et d'Arles. Aveuglés par le désir de vaincre et de se venger de leurs amis d'autrefois qui les avaient abandonnés, les Sabreurs étaient prêts à tout pour assurer leur victoire. Combattus par les ennemis du duc d'Angoulême, ils devaient nécessairement se rapprocher de ses amis, puisque aussi bien ils avaient tous maintenant à se défendre contre les mêmes adversaires¹. Le président de Gallifet, de retour en Provence, les y engageait² et le marquis d'Aiguebonne, fixé à Roquevaire sous prétexte de négocier un accommodement général entre tous les partis et animé de quelque ressentiment à l'égard des procureurs du Pays et des Parlementaires, qui lui avaient causé sa mésaventure d'Aix,

ce qui s'est passé dans Aix entre M. d'Aiguebonne, Messieurs de votre Parlement et les Procureurs du Pays par où Elle jugera facilement combien il importe au service de Votre Majesté de pourvoir au gouvernement de ceste province qui, par ce défaut, peut augmenter les désordres qui n'y sont déjà que trop grands et donnent de l'avantage à quelques malintentionnés pour son service qui taschent, par toutes les voies, d'attirer à leur parti plusieurs personnes qui se peuvent laisser corrompre par des espérances qu'on leur donne du retour de M. d'Angoulesme, voyant que Votre Majesté et son Conseil tardent si longtemps de pourvoir à ceste grâce demandée respectueusement avec tant de nécessité. Nous avons mesme eu des avis par des confesseurs qui ont esté chargés par un homme du mesme parti de nous faire sçavoir qu'il y avoit de mauvais desseins sur vostre ville de Marseille et mesme des intelligences dedans.... » — Cf. la lettre à la Reine, du même jour.

1. Haitze, *op. cit.*, IV, iv, 147. « Comme les Sabreurs virent les affaires de leur parti dans ce désordre, ils crurent de le pouvoir fortifier par celui du comte d'Alais qui tenoit des meilleures places de la province. »

2. *Le Semestre et le Sabre*, 158. « Pendant les mouvemens dont je viens de parler... le président de Gallifet revint en Provence et comme il scût que tous ses amis avoient esté obligés de quitter la ville, que sa conduite estoit désapprouvée et blasmée, il n'osa venir à Aix et fut se retirer à sa terre du Tolonet d'où il rendit compte à sa Compagnie du succès de sa députation, ce qui fut désapprouvé et blasmé, ce qui ne le facha ni l'intimida pour ainsi dire, et, s'il fut sensible à quelque chose, ce fut à l'estat auquel il vit que le parti qu'il avoit voulu former estoit réduit et qu'au lieu d'estre le dominant, comme il avoit espéré et comme il en avoit asuré le prince de Condé, il estoit réduit à quelques particuliers chassés de leurs maisons et qui n'osoient paroistre nulle part. Mais, comme c'estoit un esprit vif et fertile en expédiens, il ne se découragea pas; il réfléchit que les Semestres estoient encore puissans, qu'ils avoient des troupes et estoient maistres de plusieurs places, ce qui lui fit former le projet de travailler à unir ces deux partis, sur le fondement que, les Princes estant liés avec le duc d'Angoulesme, leurs intérêts devoient estre communs. »

servait d'obligeant intermédiaire entre les deux factions autrefois rivales et bientôt alliées¹.

Le duc d'Angoulême s'était jusqu'alors tenu sur la réserve et avait différé de se prononcer entre la Cour et Condé : il autorisa cependant, mais non sans répugnance, ses amis de Provence à confondre sa cause avec celle des Princes. On n'attendait plus que cette permission pour conclure définitivement l'union du Sabre et du Semestre². Les Marseillais de l'ancien parti du Semestre ne furent pas les moins empressés à conseiller et à accepter cette entente : les pourparlers qui la préparèrent eurent lieu dans la bastide de l'un d'eux, de La Baume, qui déjà, au mois d'août 1650, avait servi d'asile aux ennemis des consuls³.

C'est, en effet, par une tentative contre Marseille que les conjurés se proposaient de commencer leur entreprise. Leurs chefs les plus actifs, d'Oppède et le baron de Saint-Marc, avaient levé des soldats dans la province qu'ils projetaient de conduire devant cette ville. Là ils auraient été réunis à une autre troupe que leurs nouveaux amis avaient rassemblée dans une bastide

1. D'Aiguebonne avait entrepris de « procurer le calme dans la province partout où l'on voudra reconnoître l'autorité de Sa Majesté ». (Lettre aux consuls de Marseille, du 12 novembre 1651. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues; liasse A.) Des députés des villes vinrent le trouver pour négocier avec lui les termes de cet accommodement général : le second consul de Marseille, Gilles Macé de Gastines, accompagné de l'assesseur, de deux capitaines et de dix gentilhommes (Arch. com., CC. *Comptes trésoraires*, 1651-1652, Etienne Théric, trésorier, novembre 1651), y arriva le 16 novembre. Dans les entretiens qu'il eut avec eux, d'Aiguebonne insista surtout pour obtenir qu'on laissât rentrer dans la ville les membres du parti contraire, parmi lesquels se confondaient les amis du comte d'Alais et les partisans de Condé. N'y ayant pas réussi, il remit cette négociation à un voyage qu'il se proposait, disait-il, de faire à Marseille et dont il ne voulut pas fixer la date, malgré l'insistance de Gastines qui aurait voulu l'y ramener avec lui. C'est qu'il attendait alors d'un moment à l'autre la visite des présidents d'Oppède et de La Roque et qu'il ne voulait pas s'engager avant de les avoir vus, bien qu'il ne cessât de protester « qu'il n'avoit autre intention que le service du Roy, le repos de la province et surtout celui de Marseille et d'y reestablisher l'union et la paix si nécessaires en ceste saison », et d'affirmer que, « s'il y avoit matière de nécessité pour le service de la ville, en ce cas il quitteroit toutes choses pour s'y rendre » (Lettres de G. Macé de Gastines aux consuls, du 17 novembre 1651. Lettres reçues, liasse G). Il n'est pas surprenant que, en présence de ces tergiversations, l'auteur des *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, ait pu dire que d'Aiguebonne « soit à cause de l'injure qu'il venoit de recevoir, soit par l'inclination qu'il conservoit pour les amis de M. d'Angoulême, appuya de sa faveur et de l'autorité que sa commission lui donnoit en ceste province la jonction des Sabreurs avec les Semestres. » (*Mémoires*, 833 v°.)

2. Haitze, *op. cit.*, IV, iv, 147. « La raison qui obligea l'un et l'autre parti de s'aboucher fut qu'ils apprirent que le comte d'Alais et le prince de Condé estoient de fort bonne intelligence. En effet, toutes les maximes d'une bonne politique sembloient suggérer au comte, qui ne pouvoit plus retenir son gouvernement, de le faire tomber entre les mains d'une personne en qui le bienfait auroit esté une forte obligation pour apaiser ses amis qui restoient du débris du Semestre... »

3. Haitze, *op. cit.*, IV, iv, 147. « Quoique la chose parust impossible attendu l'animosité qui avoit esté entre eux jusqu'alors, la proposition en fut pourtant approuvée par les uns et par les autres qui choisirent, pour conférer de ceste union, la bastide du sieur de La Baume dans le terroir de Marseille. » — Cf. *Le Semestre et le Sabre*, 159.

située aux portes de la ville, du côté du sud, à Saint-Loup, sur le chemin de Toulon et qui appartenait à un gentilhomme marseillais, le sieur de Puget¹. Les consuls, avertis de ces préparatifs², se mirent en état de défense : ils renforcèrent la milice urbaine par la création de dix-huit capitaines de crue, établirent des corps de garde extraordinaires dans le terroir³. Ces précautions prises, le 30 novembre, ils firent investir la bastide de du Puget : l'entrée en fut forcée par leurs soldats, et le propriétaire, mis en état d'arrestation, fut enfermé dans la tour Saint-Jean et décrété d'accusation⁴.

Cette conduite énergique et résolue coupa court aux projets des Sabreurs. Leur désarroi fut encore plus grand quand, coup sur coup, arrivèrent de la Cour des nouvelles inattendues. Surpris par les troubles qui menaçaient d'éclater en Provence, à l'heure même où il leur fallait entreprendre une expédition difficile dans les provinces de l'ouest contre Condé décidément rebelle, la Reine et les ministres voulurent essayer d'éteindre ce nouveau foyer de guerre civile en enlevant aux Sabreurs le prétexte dont ils s'étaient servis pour justifier leur rébellion. Ils se décidèrent donc à faire cette promesse, qu'on avait inutilement tenté de leur arracher depuis une année, que le duc d'Angoulême ne serait pas rétabli dans son gouvernement⁵. Les consuls de Marseille en furent informés par cette lettre du Roi, écrite à Poitiers, le 29 novembre 1651 : « Nous avons reçu la lettre que vous Nous avez escrite tant sur le sujet de ce qui est naguère arrivé en Nostre ville d'Aix lorsque le sieur marquis d'Aiguebonne y vouloit entrer que pour Nous faire sçavoir vostre sentiment touchant le retour de Nostre cousin, le duc d'Angoulesme, en Nostre pays de Provence. Sur quoy, Nous vous escrivons la présente pour vous dire que Nous envoyons présentement ordre à Nostre Cour de Parlement de députer des commissaires pour

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 835 v°.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse R. Lettre du président de La Roquette, 24 novembre 1651. — *Ibid.*, *Correspondance*, Reg. I. Lettres des consuls au président de La Roquette, 23 et 25 novembre.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 833. — Arch. com., CC. *Comptes trésoraires*, 1651-1652, Etienne Théric, trésorier. « Décembre. A moïdit trésorier, pour mesme somme payée tant aux capitaines et soldats des corps de garde ordinaires de la ville, bourgade au delà le quai, à la Chaisne, le Cimetière, la Major, Tuerie que autres quatre compagnies volantes. — 6 597 livres 12 sols. »

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 835 v°. — Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettres des consuls, du 30 novembre 1651, aux présidents de Régusse et de La Roquette et au marquis d'Aiguebonne.

5. Haitze, *op. cit.*, IV, v, 159. « Mais, d'autant que quelques-uns prétendoient pour colorer leurs remuemens l'apprehension du retour du comte d'Alais, le Roy fit sçavoir qu'il n'avoit aucune pensée de le renvoyer en Provence. Ce pourquoi il le fit arrêter encore pour quelque temps de peur que les Provençaux parlementaires, qui ne l'affectionnoient pas, ne se jetassent en haine de son retour dans le parti des Princes, mais qu'au contraire ils se contienroient dans le devoir, dans l'incertitude où ils estoient de quel prince ils seroient gouvernés, d'autant qu'on y parloit fort alors des ducs de Vendosme, de Mercœur et de Beaufort, outre le prince de Conti, pour remplir ce gouvernement. »

informer contre ceux qui se trouveront auteurs et coupables d'avoir excité le désordre et le scandale en ceste occasion et que Nous n'avons point la pensée de renvoyer en Nostredit pays Nostredit cousin le duc d'Angoulesme : ainsi la crainte de son retour ne doit point servir de prétexte à aucune nouveauté préjudiciable au bien de Nostredit service¹. »

Cette nouvelle, depuis si longtemps attendue et également annoncée aux procureurs du Pays, causa dans le parti du Parlement une vive satisfaction². Les chefs de ce parti y virent la consécration de leur politique. Cela était d'autant plus légitime que le Roi, tout en exigeant que le comte de Carcès sortit de nouveau de la province³, faisait bon marché de l'insulte faite au marquis d'Aiguebonne, et abandonnait à la vengeance des Parlementaires les Sabreurs et les Semestres qui avaient fomenté les derniers troubles d'Aix⁴. De leur côté, ceux-ci arrêtaient leurs préparatifs : pendant plus d'un mois, il ne fut plus question d'eux en Provence⁵. On put alors avoir l'espoir que l'ordre

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 282 et Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse L.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls au président de La Roquette, 13 décembre 1651.

3. Une lettre du Roi au comte de Carcès, écrite de Poitiers et dont la date, inexactement fixée au 27 août 1651, doit être reportée au 27 novembre 1651, puisque c'est seulement en novembre que la Cour était à Poitiers, fait allusion à un ordre antérieurement donné au comte de se rendre à la suite de la Cour et le rapporte en partie : « J'ai esté bien aise, y est-il dit, de voir par vostre lettre du 3^e de ce mois, la soumission avec laquelle vous vous disposez à obéir à mes commandemens, de sorte qu'en ceste considération et celle du grand âge de la dame comtesse de Carcès, vostre mère, je me relasche de l'ordre que je vous ai donné de vous rendre en ceste Cour ou à Paris et je vous permets par celle-ci de faire vostre demeure en tel endroit que bon vous semblera, pourvu que ce ne soit point en Provence, où quelques raisons importantes au bien de mon service requièrent que vous ne fassiez pas plus long séjour. » — Cf. Haitze, *op. cit.* IV, v, 159.

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse A. Les procureurs du Pays au consuls, 13 décembre 1651. « Il y a un mois que nous eusmes l'honneur de vous faire sçavoir ce qui s'estoit passé à nos portes au sujet de l'arrivée de Mgr d'Aiguebonne, commandant pour le Roy en ceste province et que nous avions député en Cour le sieur du Canet pour en rendre compte à Leurs Majesté, et porter nostre verbal dont nous vous envoyasmes un extrait. A présent, ayant nous reçu les réponses de Leurs Majestés et de M. le comte de Brienne, nous avons estimé vous en devoir envoyer les copies dans la bonne intelligence qui est entre nostre ville et la vostre et vous supplier de considérer trois choses dans lesdites despesches : la première, que nos lettres ayant eu pour leur principal objet de demander justice au Roy sur l'outrage et l'attentat que cinq des gardes dudit seigneur d'Aiguebonne vinrent faire à nos portes, le Roy désire que Messieurs du Parlement informent aussi bien que des autres choses qui s'y sont passées, en quoi nous espérons de rapporter la réparation qui nous est due; la seconde, que Leurs Majestés sont satisfaites du Corps de nostre ville; et la troisieme, que le Roy n'a aucune pensée de renvoyer dans la province Mgr le duc d'Angoulesme. Nous estimons, Messieurs, que vous aurez à gré d'apprendre les nouvelles pour désabuser ceux qui avoient esté capables de prendre de sinistres impressions de nostre conduite et que vous continuerez vos affections pour achever le grand ouvrage du changement du gouverneur qui doit mettre la province en repos.... »

5. C'est vers le 10 décembre qu'arriva en Provence la lettre royale apportant la nouvelle du prochain remplacement du comte d'Alais. De ce moment aux premiers jours de février 1652, il ne se passa dans cette province aucun fait saillant.

serait d'autant mieux assuré dans le pays, que le retour de Mazarin survenant sur ces entrefaites (décembre 1651¹), vint rendre au parti victorieux le protecteur tout-puissant dont le départ avait si fortement contribué à ses embarras et à ses divisions.

Cependant, les Sabreurs s'étaient déjà trop engagés avec les partisans du duc d'Angoulême pour pouvoir maintenant se déclarer satisfaits de la promesse de son remplacement et déposer les armes. D'ailleurs, on les traitait eux-mêmes en suspects. Des lettres de cachet interdisaient l'entrée des grandes villes de la province, Aix, Arles et Marseille, à leurs chefs, les présidents d'Oppède, de La Roque et de Gallitet, les conseillers de Boyer, de Glandevès, d'Escalis et d'Antoine². Pour se défendre contre de nouvelles rigueurs, il leur fallait persévérer dans leur conduite et lier leur sort à celui des princes rebelles. Le retour de Mazarin paraissait, en effet, avoir ramené parmi ses ennemis l'union que son exil avait réussi à détruire : le 29 décembre, par un nouvel arrêt, le Parlement de Paris avait mis sa tête à prix³ et, le 24 janvier suivant, Gaston d'Orléans et Condé avaient signé un traité d'alliance par lequel ils s'engageaient à ne déposer les armes que lorsqu'il serait de nouveau sorti du royaume⁴. La nouvelle que le duc d'Angoulême avait adhéré à cet accord entraîna ses amis de Provence à conclure une entente plus étroite avec les Sabreurs. Le chevalier de Vins, l'ancien viguier de Marseille du Luc, et M. de Piolenc, premier consul de Toulon, eurent à La Roque-Brussanne, près de Brignoles, une conférence avec les présidents d'Oppède, de Séguiran et de Gallitet : ils y décidèrent l'union du Sabre et du Semestre et l'organisation d'une armée, formée de 300 hommes du régiment d'Angoulême, qui tenait encore garnison à Toulon, et de soldats que d'Oppède s'engageait à lever dans ses domaines et dans le Comtat. Ces troupes devaient être réunies à Vauvenargues, à proximité d'Aix, où les Sabreurs comptaient exciter une sédition en leur faveur⁵.

Mais d'Oppède, « jeune encore et plein d'ambition⁶ », avait promis à ses alliés plus qu'il ne pouvait tenir. Il s'était, semblait-il, fait fort d'obtenir sinon le concours du moins la neutralité

1. Le 13 décembre 1651, une lettre du Roi à Mazarin lui ordonna de rentrer en France. Le cardinal partit aussitôt de Bouillon et se trouva le 24 décembre à Sedan, où il fut reçu par Fabert et où vinrent le rejoindre le maréchal d'Hocquincourt et un certain nombre de seigneurs qui gouvernaient les places fortes du Nord. De Sedan, Mazarin se rendit par petites journées à Poitiers, où se trouvait le Roi et où il arriva le 29 janvier 1652. (Chéruel, *Histoire de France pendant le Ministère de Mazarin*, I, 89 et suiv.).

2. Haitze, *op. cit.* IV, VIII, 164; — *Le Semestre et le Sabre*, 161.

3. Chéruel, *op. cit.* I, 96.

4. *Ibid.* I, 105.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 849. — Haitze, *op. cit.*, IV, VIII, 164. — *Le Semestre et le Sabre*, 161-162. — Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse A : lettre des procureurs du Pays, du 20 février 1652.

6. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 851.

de Marseille où, d'accord avec Gallifet, il s'était efforcé d'endormir les méfiances que l'entrevue de La Roque-Brussanne avait éveillées chez ses anciens amis. Ils leur adressèrent tous deux une lettre où ils leur faisaient savoir que « ne pouvant venir eux-mêmes avec sûreté, ils espéroient qu'on leur feroit ceste grâce d'envoyer quelqu'un vers eux pour qu'ils eussent moyen de rendre compte de leur conduite et comme l'entrevue et la ligue qu'ils avoient faite avec le parti du duc d'Angoulesme n'estoit que pour le bien commun de la cabale, n'ayant jamais eu la pensée de se despartir tant soit peu des intérêts de leurs véritables amis¹ ». Communiquée aux principaux citoyens du parti des consuls, dans une réunion tenue le 14 février 1652, chez le viguier de La Barben, à laquelle assistait le lieutenant de l'Amirauté, cette lettre produisit un effet différent de celui que ses auteurs avoient espéré. L'assemblée décida, en effet, de refuser l'entretien qui y était demandé et d'en informer le Parlement et les procureurs du Pays à qui elle laissait le soin de résoudre ce qu'il convenait de faire².

Après s'être concertés, les procureurs du Pays et les Parlementaires décidèrent de réunir à Aix une conférence à laquelle ils invitèrent les villes de Marseille et d'Arles, les différents corps de justice de la province, les membres du Clergé d'Aix, les syndics de la Noblesse et des Communautés³. En même temps, comme la petite armée des Sabreurs, forte de 5 à 600 hommes, avait continué sa marche et s'était portée de Vauvenargues à Peyruis, ils en donnèrent avis à d'Aiguebonne, mais n'obtinrent de celui-ci que la promesse d'envoyer aux soldats du régiment d'Angoulême l'ordre de regagner Toulon⁴. Ne se faisant point d'illusion sur l'efficacité de cette démarche⁵, ils prirent avec leurs alliés, les consuls de Marseille, leurs dispositions pour se mettre à l'abri d'une attaque possible, car les ennemis cachaient soigneusement l'objet de leur expédition⁶.

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 847.

2. *Ibid.*, 847 v°. Cf. la lettre des consuls au président de La Roquette, du 15 février : « Sçachant que vous n'avez pas de plus fortes inclinations que le service du Roy et le repos de la province et que les nostres ne tendent que là, nous avons trouvé à propos de vous despescher M. de Paul pour vous faire entendre la résolution qui fut prise hier dans une assemblée que nous fismes sur la réconciliation de Messieurs de vostre Corps avec les chefs du parti de M. d'Angoulesme et vous montrer la copie d'une lettre écrite sur le sujet à M. d'Ortigue, n'ayant pas trouvé à propos de faire une conférence avec ces Messieurs-là sans en avoir vostre sentiment que nous voulons suivre et nous conserver dans l'union contractée pour le bien du service du Roy et pour la conservation de la province à quoi nous contribuerons de tout ce qui despendra de nostre pouvoir ».

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse A. Les procureurs du Pays aux consuls, 17 février 1652.

4. *Ibid.* Lettre des procureurs du Pays, 21 février.

5. « Estimant qu'ils obéiront à ses ordres, ce que néanmoins nous ne croyons point, puisqu'ils sont entrés si avant... » (Lettre des procureurs du Pays du 21 février).

6. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 853 v°-855. « De par Messieurs les viguier et consuls, gouverneurs de la ville de Marseille. Les avis que nous avons de

Ces précautions prises, ils tiennent le 25 février la conférence projetée. Le premier président de Mégrigny, revenu depuis peu à Aix sans doute pour essayer d'interposer l'autorité de la haute magistrature dont il est revêtu, y assiste avec la plupart des membres du Parlement restés fidèles à la Cour, les quatre trésoriers généraux de France, les procureurs du Pays, le premier consul d'Arles et le second consul de Marseille, Macé de Gastines. Après que chacun des assistants a protesté « à son rang qu'il n'aura autre despendance que celle du service du Roy ni autre intention que de maintenir la bonne union et intelligence qu'ils ont avec Messieurs du Parlement, du Pays, de Marseille et d'Arles et qu'ils feront paroistre les effets de cette vérité aux occasions », l'Assemblée décide de députer au Roi « une personne de condition, avec des mémoires réglés et des lettres du Parlement, du Pays, de Marseille et d'Arles, toutes à mesmes fins, pour représenter à Sa Majesté l'estat déplorable de la province et de la nécessité qu'il y a de lui donner un autre gouverneur que M. d'Angoulême ». Il est aussi délibéré « de s'opposer de concert aux entreprises des Sabreurs et du Semestre et de ne point souffrir qu'aucun de ces factieux ne demeure dans la province ». On charge enfin de la députation un gentilhomme de Tarascon, le sieur d'Abeille, « adroit et très accompli », qui a fait espérer que sa ville adhérerait à l'union qui vient d'être ainsi resserrée contre le duc d'Angoulême¹.

En attendant de recevoir la nouvelle de son succès, les alliés se défendaient soigneusement contre tout ce qui aurait pu tourner à l'avantage de leurs adversaires. Le Parlement d'Aix venait de recevoir du Parlement de Paris l'invitation de s'associer à la manifestation qu'il avait faite en rendant contre Mazarin

toutes parts des entreprises, levées et attroupemens de gens de guerre qui se font dans le pays sans ordre et commission du Roy, nous obligeant à redoubler nos soins pour la garde et conservation de ceste ville au service de Sa Majesté dans la fidélité et obéissance qui lui est due, comme estant nostre unique et souverain seigneur et maistre, il est expressément défendu à toute sorte de personnes de quelque estat et qualité qu'elles soient, d'acheter aucunes munitions de guerre, chevaux et armes, et aux marchands, boutiquiers, poudriers, et armuriers, de le vendre sans nostre permission par escrit duement conseillée, à peine de confiscation et d'estre poursuivis comme criminels de lèse-majesté et perturbateurs du repos public; faisant pareilles défenses à tous bateliers, muletiers et autres, de mener, conduire et transporter de jour ou de nuit, du costé de la mer ou de terre, en quelque lieu et sous quelque prétexte que ce soit, lesdits chevaux, armes et munitions de guerre sous les mesmes peines et plus grandes s'il y eschoit. Enjoignant au moyen de ce aux capitaines, officiers et gardes des portes, de la chaisne et entrée du port d'y tenir la main et de s'en saisir en procédant à la punition des coupables, estre adjugé un tiers des confiscations aux preneurs et dénonciateurs. Et afin que nul n'en prétende cause d'ignorance, les présentes seront lues et publiées à son de trompe et les copies d'icelles affichées en tous les lieux publics et accoustumés. A Marseille, le 23^e février 1652, d'Aiglun, de Gastines, Gonsollin, consuls. »

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues liasse G. De Gastines aux consuls, 25 février 1652; — *Ibid.*, liasse A. Les procureurs du Pays aux consuls, 2 mars 1652. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 851 v^o 853. — *Haitze, op. cit.*, IV, ix, 65.

un nouvel arrêt de proscription. Non seulement, les magistrats provençaux répondirent par un refus, mais encore ils jugèrent bon, sur les conseils du président de La Roquette, d'envoyer au Roi, sans l'avoir défait, le paquet que leur avaient adressé leurs collègues parisiens¹. Antoine de Valbelle, de son côté, donnait au cardinal une semblable preuve d'attachement en fermant l'oreille aux compliments flatteurs et aux promesses que le commandeur de Châtelus venait lui faire à Marseille même, de la part du duc d'Orléans et du duc de Beaufort².

Il était donc désormais certain que le parti des Princes ne pouvait rien attendre ni d'Aix, ni de Marseille. La capitale et la plus importante des villes de la province leur échappant, les chefs provençaux de ce parti, à qui, sans doute, le commandeur de Châtelus avait porté l'ordre de prendre l'offensive et de créer en Provence une diversion qui ne pourrait qu'embarrasser le gouvernement occupé dans les provinces du centre et de l'Ouest, résolurent de faire une tentative sur Draguignan, dont la possession leur ouvrirait la route des Alpes et du Dauphiné. Le 15 mars, une petite armée, forte de 300 hommes, vint se poster devant cette ville, dont elle entreprit de bombarder la porte de Saint-Augustin et qu'elle essaya de réduire par la famine et par la soif en coupant les conduites amenant l'eau aux moulins et aux fontaines. Mais les habitants, dirigés par leurs consuls, opposèrent une vive résistance, tuèrent ou blessèrent trois ou quatre des assiégeants qu'un corps de cheval-légers

1. *Le Semestre et le Sabre*, 161. — Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 467. *Extrait des lettres de M. le président de La Roquette à la Reine*, reçues le 29 février au soir : « M. le président de La Roquette écrit que, le Parlement de Paris ayant envoyé à celui d'Aix, où il tient la place de premier président en l'absence de M. de Mégrigny, l'arrêt donné contre Son Eminence avec une lettre pour convier ces Messieurs du Parlement de Provence à en donner un semblable, il a supprimé la lettre et l'arrêt, et n'a pas voulu souffrir qu'on en ait parlé à la Compagnie ».

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 863 et suiv. « Il est des hommes de bien comme des femmes d'honneur, la seule occasion leur donne ce titre, leur vertu ne paroist que par leur résistance. Je fus tenté par toutes les puissances et les grands du royaume qui, sous prétexte de choquer le Mazarin, faisoient la guerre au Roy ; mais je resistai fortement à toutes les offres qui me furent faites et fis voir qu'un homme de bien ne change jamais de parti et qu'il est toujours pour son Roy. M. le commandeur de Châtelus, venant en ce pays, eut pour lors ordre de me faire quelques propositions que je ne voulus pas seulement escouter, et me rendit deux lettres, l'une de M. le duc d'Orléans, et l'autre de M. le duc de Beaufort. Celle de Son Altesse mérite bien d'estre copiée : en voici le propre discours : « M. de Valbelle, j'ai este si particulièrement informé de l'afflection que vous faites paroistre pour le service du Roy, mon seigneur et neveu, et le mien sur les conjonctures presentes que j'ai bien voulu vous en tesmoigner mon ressentiment par ceste lettre et vous convier encore davantage à me continuer vos dits services contre le parti du cardinal Mazarin. Vous connoissez assez quels sont les désordres et les confusions qu'il fomenté en toutes les provinces du royaume. C'est pourquoi je m'assure que vous ne manquerez pas d'estre toujours de plus en plus dans le sentiment d'agir en tout ce que vous pourrez pour destruire ces pernicieux desseins. C'est un effet que je me promets de vostre zèle au service du Roy et duquel je vous assure de scavoir si bon gré qu'il ne s'offrira aucune rencontre de vous en faire paroistre des marques que vous n'y connoissiez que je suis, M. de Valbelle, vostre très bon ami, Gaston. A Paris, le cinquième mars 1652. »

du régiment de Montpezat, sorti de la ville à leur poursuite, obligea à battre en retraite¹.

C'était le premier acte de guerre auquel on se fût livré dans la province depuis le rappel du comte d'Alais. Les procureurs du Pays avaient trouvé pour s'y opposer le concours empressé du Parlement et des consuls de Marseille : ceux-ci, réunissant une assemblée à la nouvelle de cette tentative, lui avaient fait unanimement décider que leur ville donnerait à ses alliés une assistance sans réserve².

Cependant, malgré ces efforts et ces sacrifices concertés pour tenir tête à ses ennemis, le parti de la Cour se trouvait trop abandonné à lui-même : il sentait qu'il lui manquait un chef qui, coordonnant ses efforts et imprimant une direction méthodique aux bonnes volontés qui se manifestaient, aurait préparé et assuré le succès. Il regrettait surtout qu'il n'y eût dans le pays personne qui pût agir au nom du Roi et dont l'autorité et le prestige auraient ramené les indifférents. Le marquis d'Aiguebonne, informé par les procureurs du Pays des projets des Sabreurs contre Draguignan, était cette fois encore resté inactif³, justifiant les soupçons et les plaintes dont il avait été déjà l'objet à maintes reprises : les Parlementaires et leurs amis assuraient que sa mauvaise volonté, inspirée par une secrète sympathie pour le parti contraire, paralysait leurs efforts et les empêchait d'écarter le danger auquel était exposée la province. Le rappel de ce personnage s'imposait donc à tout prix. Comme son exemple avait prouvé les inconvénients qu'entraînait une trop longue vacance du gouvernement, il était indispensable que le ministère se décidât enfin à remplacer le duc d'Angoulême⁴. Valbelle n'avait pas cessé de le rappeler à

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse A. Les procureurs du Pays aux consuls, 17 mars 1652. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 855.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls aux procureurs du Pays, 18 mars 1652; — les Mêmes au marquis de Régusse, 18 mars. — *Ibid.*, lettres reçues, liasse A : lettre des procureurs du Pays, 20 mars. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 855 v°.

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse A. Lettre des procureurs du Pays, 17 mars 1652. « ... Nous en avons donné avis par un courrier exprès à Mgr le marquis d'Aiguebonne, commandant pour le Roy en ceste province, pour interposer l'autorité du Roy à faire dissiper ces troupes et lui avons offert les forces du pays et tout ce qui despend du pouvoir de nos charges. » — *Le Semestre et le Sabre*, 167.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 467. *Extrait des lettres de M. le président de La Roquette à la Reine, reçues le 29 février au soir.* « Il dit que, dans tous ces mouvemens, M. d'Aiguebonne seul demeure les bras croisés et ne veut point agir; prie la Reine de leur envoyer un autre commandant parce que celui-là a perdu tout son crédit par l'attachement qu'il a avec le président d'Oppède et les autres. Il assure que, si M. d'Aiguebonne ne s'oppose pas à son dessein, il réduira Toulon à la raison en ruinant son commerce avec les villes et villages circonvoisins par des arrests que le Parlement donnera pourvu que M. de la Ferrière leur ferme la mer, comme il le peut faire à ce qu'il dit... Finalement, il assure que M. de Beaufort, M. d'Angoulême et M. de Guise ont formé un parti très considérable tant dans le Parlement que parmi la noblesse et le

Mazarin depuis son retour d'exil¹, et le nouvel envoyé de la Provence, d'Abeille, était chargé de le lui répéter avec insistance; enfin, le cardinal pouvait d'autant moins fermer l'oreille à ces réclamations que d'Aiguebonne lui-même, dans une longue lettre écrite au lendemain de l'attaque de Draguignan, avouait son impuissance à maintenir l'ordre dans la province et, abandonnant en quelque sorte la partie, s'en remettait à la bienveillance de Mazarin, pour obtenir du Roi qu'il lui assurât une retraite digne de ses longs services et de son irréprochable fidélité².

peuple, et qu'il est important de prévenir les malheurs dont la province est menacée, et rebat incessamment que le plus prompt et le meilleur remède seroit d'oster M. d'Aiguebonne et d'envoyer promptement quelqu'un en sa place. »

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 459. Le lieutenant de Valbelle à Mazarin, 15 février 1652. « Je me suis déjà donné l'honneur d'écrire par deux fois à Votre Eminence depuis son heureuse arrivée dans le royaume et son retour m'a trouvé le mesme que j'estois pendant son absence. Maintenant, Monseigneur, je profite de l'occasion de ce courrier pour faire sçavoir à Votre Eminence qu'il n'y a pas de plus prompt et de plus assuré moyen d'empescher la guerre dans ceste province et d'oster toute sorte de prétexte aux factieux et malintentionnés que d'envoyer un gouverneur autre toutefois que M. le duc d'Angoulesme. Et si les affaires du Roy ne permettent pas d'y pourvoir encore, Votre Eminence agréera que je lui dise qu'il est nécessaire d'envoyer pour le moins un maréchal de France, comme fit le feu Roy qui envoya en ce pays M. le maréchal de Vitry pour y commander pendant l'absence de M. de Guise et jusques à ce qu'il y fust autrement pourvu, car celui que Votre Eminence choisira, estant d'une dignité relevée et parlant de la part du Roy, confirmera les bonnes villes dans l'obéissance et le respect qui est dû à Sa Majesté et donnera aussi toujours plus de courage et de vigueur aux bons serviteurs de Votre Eminence... » — *Ibid.*, 461. Le lieutenant de Valbelle à Mazarin, 20 février 1652. « Je ne m'amuserai point à vous faire des complimens inutiles : Votre Eminence sçait que je suis son fidèle et ancien serviteur et en possession d'écrire du cœur et avec franchise. C'est pourquoi, Monseigneur, Votre Eminence agréera que je lui représente plus que d'une fois que l'unique moyen de contenir ceste ville et toutes les autres de ce pays dans leur devoir et d'esteindre en sa naissance un feu qui semble s'allumer et dont le progrès pourroit faire une notable diversion, c'est de disposer promptement du gouvernement de ceste province, les choses passées ne permettant pas à M. d'Angoulesme de s'y reconstituer. Et si Votre Eminence n'en veut pas favoriser quelqu'un des siens ou de ses amis, qui sera quel qu'il soit le très bien venu venant de la part du Roy, Elle peut tenir ce gouvernement sous le nom de la Reine, de M. d'Anjou ou de Votre Eminence mesme et y mettre un ou deux lieutenans qui lui soient acquis et despendent d'Elle. Ou bien, si les affaires de l'Estat s'y opposent et qu'il y ait des raisons secrètes pour en retarder les expéditions, il est absolument nécessaire d'envoyer cependant quelque personne d'illustre naissance et dignité considérable, comme duc et pair ou maréchal de France, qui puisse faire le hola! et dissiper les ligués et les partis qu'on voit former en divers endroits et qui vont commencer la guerre en ce pays, s'il n'y est promptement pourvu... »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 29. D'Aiguebonne à Mazarin, de la Tour d'Aigue, 19 mars 1652. Cette lettre expose longuement les péripéties de la querelle qui a mis aux prises les membres du Parlement de Provence et a poussé les uns à embrasser la cause du cardinal et les autres celle des Princes, qu'ils auraient été d'abord tous disposés à défendre sans la rivalité de d'Oppède et de Régusse à propos de la première présidence. Les magistrats, partisans des Princes, auraient été obligés, pour se défendre contre les mesures prises par leurs collègues devenus leurs ennemis, de s'unir aux partisans du duc d'Angoulême et de se mettre sous la protection du duc d'Orléans et du Parlement de Paris en attendant d'obtenir du Roi qu'il consentit à les prendre sous sa sauvegarde. « Et l'avois empesché jusqu'ici avec un peu de crédit et de créance qui me reste envers eux, mais ils ont envoyé le sieur de Glandevès, conseiller, et le sieur de Séguiran, capitaine au régiment d'Angoulesme, sans me le faire sçavoir que trois

Mazarin jugea que le moment était enfin venu de résoudre cette question depuis si longtemps pendante du gouvernement de la Provence. La situation générale du royaume le lui permettait : l'armée du Roi venait de remporter à Jargeau un avantage sur celle des Princes (28 mars). Condé lui-même avait essuyé quelques échecs en Guyenne et il était à la veille d'abandonner cette province pour se rendre à Paris, où il comptait ramener à sa cause la bourgeoisie qui paraissait sur le point de se rallier à celle du Roi¹. Mazarin se croyait donc le maître de choisir à son gré le remplaçant du duc d'Angoulême et d'envoyer en Provence un gouverneur qui, lui ayant déjà donné des gages certains de dévouement, serait capable de détacher complètement cette province du parti des Princes et de la conserver à son service.

Les amis du comte d'Alais reprochaient depuis longtemps au cardinal d'ambitionner ce gouvernement soit pour lui-même, soit pour quelqu'un de sa famille. L'élévation de son frère Michel à l'archevêché d'Aix, puis au cardinalat, avait paru un moment justifier ce grief. La mort prématurée de ce personnage avait obligé Mazarin à chercher un autre moyen de réaliser ce projet qu'il n'avait pas abandonné : il avait alors songé à faire épouser à son neveu, Paul Mancini, Mlle d'Alais, qui aurait apporté à son époux, avec une grosse dot, la promesse de la survivance de la charge paternelle. Le mariage de cette jeune princesse avec le duc de Joyeuse l'avait obligé à changer ses dispositions.

C'était le moment où, pour se défendre contre les prétentions de Condé, Mazarin recherchait l'appui de la maison de Vendôme, qu'il avait combattue au début de son ministère². Dès le commencement de la Fronde, il avait fait offrir au duc de Vendôme l'amirauté de France, qu'il avait refusée à Condé, et à son fils cadet, le duc de Mercœur, la vice-royauté de Catalogne.

jours après leur départ. A quoi il faut penser pour remédier à ce qui en peut arriver, considérant l'estat de la province, la qualité des esprits et les forces et le crédit des uns et des autres. En la connoissance de quoi j'ai appréhendé que le conseil de Sa Majesté soit mesconté et leur ai fait scavoir celle que j'en ai que je supplie Vostre Eminence d'estimer véritable, la chose estant considérée de moi sans passion, n'en ayant aucune que pour les intérêts du Roi et ceux de Vostre Eminence dans la direction qu'Elle a de ses plus importantes affaires et pour les siens particuliers autant que j'y suis obligé par l'honneur qu'Elle me fait de me promettre la continuation de son amitié et de ses bonnes grâces, desquelles j'estime qu'Elle me peut donner des preuves, faisant souvenir Sa Majesté que j'ai servi les Rois dans leurs armées depuis cinquante-deux années et, depuis plus de trente, en des lieux et en des affaires très importantes avec bon succès; que j'y ai employé tout mon bien, mon industrie et mon crédit, mon sang, la vie d'un fils, celle de plusieurs de mes neveux et parens que j'ai mis dans les armes, et commandé des personnes qui sont maréchaux de France et ne sont pas de meilleure estoffe que moi, qui n'ai ni gouvernement, ni office, ni bénéfice, ni charge permanente.... »

1. Chéruel, *Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, I, 147-152.

2. *Ibid.*, I, 152.

Malgré l'opposition du duc de Beaufort, qui avait fait échouer cette première négociation¹, il avait persisté dans ce projet. Bien plus, il l'avait renforcé en combinant le mariage d'une de ses nièces, Laure Mancini, avec le duc de Mercœur. Celui-ci s'y était prêté de bonne grâce et, une première fois, au mois de septembre 1649, cette union avait été à la veille d'être célébrée. L'intervention de Condé avait obligé le cardinal à y renoncer². Mais ce n'avait été qu'une feinte. Quand Mazarin eut fait arrêter les Princes, il renouvela ses avances aux Vendômes et promit au duc de le faire mettre en possession de l'amirauté à la condition qu'il consentirait à reprendre les négociations du mariage naguère abandonnées³. Soit qu'il fût véritablement épris de celle qu'on lui destinait pour femme, soit qu'il eût dans la fortune de Mazarin une confiance absolue que l'adversité même ne pouvait pas ébranler, le duc de Mercœur consentit à tout. Malgré l'opposition de son père et de son frère, et malgré les menaces du Parlement qui prétendit le contraindre par arrêt à venir lui rendre compte de sa conduite, Mercœur alla trouver le cardinal dans son exil, à Brühl, et épousa sa nièce⁴.

C'était une rare preuve d'attachement, qui promettait pour l'avenir un dévouement sans limites. Soit qu'il eût l'arrière-pensée, comme ses ennemis l'en accusaient, de trouver en Provence un refuge sûr en cas de disgrâce, soit qu'il voulût simplement récompenser la fidélité de Mercœur, certain désormais de trouver en lui un auxiliaire dévoué pour soutenir la lutte contre ses ennemis dans une province très mobile et sujette par sa mobilité même à d'inquiétantes sautes d'humeur, Mazarin crut qu'il ne pouvait faire un meilleur choix qu'en confiant à l'époux de sa nièce le gouvernement de Provence, comme il lui avait déjà fait donner la vice-royauté de Catalogne. Mais, agissant avec prudence suivant son habitude, il ne voulut pas s'aliéner tout à fait le duc d'Angoulême. Il se contenta donc de faire délivrer à Mercœur une commission qui le substituait seulement au marquis d'Aiguebonne en qualité de commandant pour le Roi en Provence en l'absence du gouverneur⁵.

Des lettres du Roi, adressées aux magistrats des diverses villes de Provence⁶, leur avaient annoncé cette nomination.

1. Chéruel, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, III, 258.

2. *Ibid.*, III, 285 et III, 289.

3. *Ibid.*, IV, 60.

4. *Ibid.*, IV, 359 et IV, 383.

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 59. Lettres patentes d'avril 1652. Des lettres patentes données à Sully, le 1^{er} avril 1652 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 53) allouent au duc de Mercœur « pour tous ses frais et appointemens », une somme de 16 000 l., « à raison de 6 000 l. par chacun mois à prendre sur les deniers du quartier d'hiver et autres deniers qui se lèvent dans le pays ».

6. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 140. Une expédition, signée et datée du 8 avril 1652, de cette lettre, conservée en minute aux Archives des

Elles la présentaient comme « le meilleur moyen pour remettre le calme et la tranquillité en ce pays ». Elles ajoutaient : « Le Roy, qui ne doute pas de la sincérité des protestations de dévouement et de fidélité que n'ont jamais cessé de lui faire, au milieu de leurs querelles, les membres des deux factions rivales qui ont désolé la Provence, et qui leur a déjà donné à tous des preuves nombreuses de sa bienveillance par des amnisties répétées, le rappel simultané du comte d'Alais et du comte de Carcès et la tasche pacificatrice confiée au marquis d'Aiguebonne, attend du duc de Merceur qu'il réconciliera ses sujets divisés et qu'il ne recourra à la force que si les ennemis de l'Estat vouloient se prévaloir de la continuation de leurs divisions¹ ». C'était donc une œuvre de modération et de concilia-

Affaires étrangères, est aux Archives communales de Marseille (BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse L).

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, f° 59. « Louis, etc., à tous ceux qui ces présentes verront, salut... Nous avons vu, à Nostre grand regret, depuis quelques années, Nostre pays et comté de Provence, Forcalquier et Terres adjacentes, divisés en factions, en sorte que Nous avons eu sujet de craindre que l'une par l'aversion qu'elle avoit à l'autre seroit capable de divers emportemens si elle venoit à estre touchée de quelque apprehension que Nous fussions pour donner moins de créance aux assurances qu'ils Nous donnoient de leur fidélité. Et, comme l'un et l'autre des partis travailloit à se mesnager Nostre protection à l'effet de s'en prévaloir, Nous avons toujours pris soin à tenir une conduite si égale envers les deux qu'ils n'eussent aucun sujet de se porter aux extrémités qu'ils ont souvent considérées comme leur seul bien et le moyen d'assurer leurs vies et leurs fortunes. Et, afin de les réunir, Nous avons non seulement accordé l'oubli et l'amnistie des choses qui s'estoient passées, mais ordonné des conditions sur lesquelles nos sujets devoient établir leur repos. Et, Nous estant aperçu que la demeure en Nostredit pays de Nostre très cher et bien aimé cousin le duc d'Angoulême, gouverneur et Nostre lieutenant-général en icelui, y pouvoit causer du trouble, comme aussi la résidence qu'y pourroit faire le sieur comte de Carcès, Nostre lieutenant-général au mesme gouvernement, par l'aversion que quelques-unes des Communautés et nombre de gentils hommes avoient à leurs personnes, pouvoit estre la cause ou le prétexte de la durée de ceste fatale division, Nous résolusmes de leur mander de venir en Nostre Cour, et, pendant leur absence, de commettre le soin, la sûreté et la conduite de ceste importante province à quelque personne de beaucoup d'expérience et d'une fidélité éprouvée qui pust mesnager les esprits des uns et des autres et les réunir en sorte qu'ils n'eussent aussi d'autre pensée que de nous servir, et, bannissant de leurs esprits les haines et les rancunes qu'ils y avoient conservées, s'attacher fermement à ce qui pouvoit estre de leur avantage qui consiste à se maintenir en Nostre obéissance et d'empescher les desseins que les ennemis de Nostre Estat et les factieux pouvoient avoir sur ceste grande province, Nous fismes choix de la personne de Nostre aimé et feal le sieur marquis d'Aiguebonne, lequel ayant vieilli dans Nostre service en divers emplois, Nous avions tout lieu de croire qu'il seroit celui qui apporteroit le calme à la Provence et qui auroit la fortune de l'y établir pour plusieurs siècles. Mais soit que le moment heureux qui doit donner le repos à Nostredit pays ne fust point encore arrivé, ou que les deux partis n'aient pu prendre en lui la confiance qu'il eust esté à désirer et que Nous avions affecté de leur donner, Nous avons vu les désordres continuer, ce qui Nous a souvent fait craindre divers facheux accidens. Et, comme il est du devoir d'un sage et expérimenté prince de se servir d'un second remède quand le premier n'a pas eu d'effet, Nous Nous sommes résolu de retirer ledit sieur d'Aiguebonne dudit pays de Provence et, en sa place, y envoyer Nostre très cher et bien aimé cousin, le duc de Merceur, pair de France, lequel, ayant cest honneur de Nous estre attaché par un lien de parenté et de sang, pourra estre plus propre pour disposer les esprits à une entière réunion, et, si les ennemis de l'Estat vouloient se prévaloir de la continuation de leurs divisions, s'opposer à leurs entreprises; et, ayant mis en considération les belles et grandes qualités qui sont en la per-

tion que Mercœur devait poursuivre et, pour mieux la réaliser, le Roi désirait qu'il se présentât en arbitre impartial aux deux partis.

Mais, si les lettres patentes, qui doivent être publiées et enregistrées au Parlement, s'expriment dans ce ton de bienveillance et d'équité, il n'en est pas de même des instructions secrètes que le duc de Mercœur emporta de la Cour et qui accusent mieux les intentions véritables du ministère¹. Certes, celui-ci se préoccupe de ne pas trop brusquer les choses et désire manifestement que l'arrivée en Provence du duc n'excite ni un trop vif mécontentement chez les partisans du duc d'Angoulême ni une trop forte déception chez ses ennemis. Ceux-ci, Mercœur les comblera de prévenances et de compliments pour la conduite qu'ils ont tenue depuis le commencement des troubles et pour les preuves d'attachement qu'ils n'ont pas cessé de donner au Roi²; mais, comme ils pourraient se plaindre que le duc n'eût pas été pourvu d'emblée du gouvernement, on leur fera entendre que sa nomination définitive n'a été que différée « pour quelques considérations que l'on a esté obligé d'avoir pour mesnager l'esprit de M. d'Angoulesme et avoir plus facilement sa démission en lui donnant un établissement ailleurs, à quoi l'on travaille sans cesse³ »; à ceux-là, au contraire, on

sonne de Nostredit cousin le duc de Mercœur, combien de fois il a exposé sa vie pour la conservation de ce royaume, avec quelle sagesse et modération il s'est conduit en Nostre principauté de Catalogne, comté de Sardaigne (*Cerdagne*) et de Roussillon, et les tesmoignages qu'il a donnés de sa valeur et bonne conduite, pour ces causes et autres considérations à ce Nous mouvans, nous avons par ces présentes signées de Nostre main, etc., donné le pouvoir de gouverner Nostredite province et de général d'armée. »

1. Arch. des Affaires étrangères, 1718, 141. *Instructions au duc de Mercœur*. — C'est par erreur que l'auteur du classement place l'envoi de ces *Instructions* « probablement en juin 1652 »; elles sont manifestement du mois d'avril, sinon des derniers jours de mars, puisqu'elles ont été rédigées avant les lettres patentes de commission délivrées au duc de Mercœur, comme le prouve ce premier paragraphe. « Si l'on ne juge pas à propos de donner présentement les provisions de gouverneur à M. de Mercœur, il faut voir en quels termes fut expédiée la première commission du maréchal de Vitry, lorsqu'il fut envoyé en Provence après le départ de M. de Guise. »

2. « Estant arrivé à Aix, il n'omettra rien pour mesnager l'affection de tous les officiers du Roy, tant du Parlement que des autres Compagnies, afin de les affermir dans l'affection du service de Sa Majesté et dans la resolution d'employer l'autorité que le Roy leur a donnée pour dissiper toutes sortes de factions et conserver le repos dans la Provence, leur faisant valoir la résolution que Sa Majesté a prise d'envoyer M. de Mercœur et leur faisant entendre que la conduite courageuse qu'ils ont tenue pour chasser de la ville ceux de leur Corps dont les deportemens donnoient lieu de se defier d'eux a esté très agréable à Sa Majesté et a beaucoup contribué à la résolution qu'Elle a prise. »

3. Cf. la lettre de Brienne à Mazarin, du 18 décembre 1652 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 214). « La presse qui m'est faite par M. le marquis de Janson de répondre le cahier, duquel il a esté chargé par la dernière assemblée des Communautés de Provence qui a esté tenue, me contraint d'en escrire à Vostre Eminence bien que je ne doute pas que M. Le Tellier ne l'en ait avertie pour la faire souvenir qu'il a esté offert à M. le duc d'Angoulesme le gouvernement d'Auvergne, la survivance pour M. de Joyeuse et celle de la charge de colonel de la cavalerie légère, cinquante mille escus dont on surchargeoit les domaines qu'il a hérités de la succession de Madame d'Angoulesme,

s'efforcera de « faire comprendre les raisons pressantes qui ont obligé d'envoyer sans délai M. de Mercœur pour prévenir la perte entière de la province, qui eust été inévitable par les pratiques secrètes et vives que les partisans de M. le Prince et ceux de M. de Guise font dans toute la province où ils ont grand nombre d'adhérens. » Mais ce désir de prudent équilibre est démenti aussitôt par les mesures que l'on prescrit au duc de Mercœur de prendre dès son arrivée et par la qualité des personnages dont on lui recommande de rechercher les conseils.

Le but de sa mission est de « dissiper par sa présence et son autorité les pratiques que l'on y fait soit pour M. le Prince soit pour M. de Guise » ; il commencera donc par faire arrêter les chefs du parti du Sabre, nobles ou parlementaires, s'il peut le faire sans danger¹ ; il s'assurera en même temps des deux places de Tarascon et de Sisteron qui, si elles restaient entre les mains des factieux, leur permettraient d'entretenir des intelligences avec les rebelles du Languedoc et du Dauphiné². Il devra bien, il est vrai, tenir soigneusement cachées les dispositions

sa grande-tante, et, selon l'opinion de la famille, la jouissance pendant la vie de M. de Joyeuse des domaines d'Angoumois et de Ponthieu. Quant aux premières conditions, ma mémoire me trompe ou elles ont été offertes. Pour la dernière, si Vostre Eminence a eu la bonté de s'y relâcher, c'est ce que je ne sais point, et j'ai à désirer d'estre éclairci de ce qu'on lui voudra donner, afin de me pouvoir employer avec espérance de disposer M. d'Angoulesme à se démettre de son gouvernement. Je sais qu'il ne scauroit estre pourvu de celui d'Auvergne et qu'il faut chercher un équivalent, mais je prends volontiers cela à ma charge, m'ayant esté dit par ceux qui ont la conduite des affaires du pays, qu'ils se porteront à donner une somme considérable et suivre mes avis ; mais il despend du Roy de refuser ou consentir les autres conditions et je dois estre averti de celles que Sa Majesté pourra agréer de crainte que, m'avancant plus qu'il ne seroit de sa volonté, je ne rende l'affaire que j'essaie de faciliter plus difficile, venant à estre désavoué. Il m'a esté dit que M. d'Angoulesme n'est plus si esloigné de traiter que du passé, et il me semble qu'il faut profiter de ceste conjoncture. C'est pourquoi je supplie Vostre Eminence de se résoudre à ce qu'Elle voudra faire et d'autant plus que j'apprends que M. d'Angoulesme est en résolution de suivre le conseil de ses amis et de ne déferer pas aussi aveuglément que du passé à ceux de Madame sa femme.... »

1. *Instructions au duc de Mercœur.* « M. de Mercœur doit faire arrêter, s'il est possible, Barbentane, le baron de Saint-Marc et autres qui cabalent dans le pays pour les Princes, et faire le mesme des personnes des présidens d'Oppède et de La Roque, du sieur de Bouc et autres qui ont esté chassés de la ville d'Aix, sans néanmoins se découvrir de son dessein qu'en cas qu'il voie sûreté pour l'exécuter. »

2. *Ibid.* « Il faudra, s'il est possible, qu'il s'assure de Tarascon sans témoigner aucune... [le mot est laissé en blanc] particulière et qu'il se contente de mettre un homme fidèle dans le chasteau et de réunir les esprits des habitants de la ville, y faisant revenir les exilés du consentement des autres avec lesquels il mesnagera par son autorité une sincère réconciliation... Il seroit très à propos que M. de Mercœur s'assurast aussi du chasteau de Beaucaire, ou par le moyen de celui qui y commande ou y mettant une personne fidèle, si cela se peut, pour empescher que les troubles du Languedoc, en cas qu'ils s'augmentent, ne passent en Provence. Il importe extrêmement qu'il ait aussi l'œil à Sisteron et qu'il s'assure de ceste place ou par le moyen de celui qui y commande présentement, en cas qu'il y ait lieu de prendre confiance en lui, ou, si l'on a sujet de s'en méfier à cause des attachemens qu'il peut avoir avec M. de Guise, en y établissant un autre gouverneur. »

où il se trouve et les projets qu'il médite¹, mais, comme le ministre se rend compte que, seul, il ne pourra en mener aucun à bonne fin dans cette province où il sera nouveau venu et dont il a ignoré jusqu'à présent les êtres et les choses, il l'engage à rechercher les avis du cardinal Bichi, du grand-prieur de Forbin et du marquis d'Aiguebonne². Ceux-là sont depuis longtemps connus pour leur attachement aux intérêts de Mazarin, dont ils ont donné maintes preuves; celui-ci est un vieil et modeste serviteur du Roi, à qui on ne peut faire l'injure gratuite de laisser croire qu'on dédaigne de le consulter. Mais quel compte le duc de Mercœur pourra-t-il tenir de ses avis et de ses conseils, puisqu'il doit « avant son départ acquérir entièrement le comte de Carcès, qui a promis de s'attacher à lui pour le service du Roy et de mettre dans sa despendance lui et tous ses amis³? » Par conséquent, quelle qu'ait pu être la sincérité des intentions conciliantes du ministère, le duc de Mercœur devait nécessairement adopter en Provence une politique tout à fait contraire à celle que le comte d'Alais y avait suivie.

En effet, Mazarin s'était préoccupé d'assurer au nouveau gouverneur, dès son arrivée en Provence, le concours des hommes que son prédécesseur y avait le plus àprement combattus. Aussitôt que la désignation du duc de Mercœur avait été faite, il en avait donné la nouvelle au comte de Carcès, lui demandant de s'employer activement au succès de sa mission⁴: de Carcès s'était facilement rendu aux désirs du cardinal. Mercœur, qui savait les dispositions de ce dernier, s'était empressé.

1. *Instructions au duc de Mercœur*. « ... Ne s'ouvrant de ses desseins que bien à propos, sans toutefois que sa retenue leur puisse donner sujet de croire que l'on ne veuille leur descouvrir toutes choses.... la retenue n'estant nécessaire avec eux que parce que la prudence ne permet pas de communiquer les affaires du Roy qu'à ceux dont l'entremise est nécessaire pour les faire réussir principalement pour ce qui regarde les personnes du pays qu'il vouldra faire arrester et descrediter. »

2. *Ibid.* « En passant à Carpentras, il conferera avec M. le cardinal Bichi et prendra ses bons avis pour sa conduite, afin de réunir les esprits dans toute la Provence, les attacher inséparablement au service du Roy et y establir par ce moyen un durable repos... Pour bien concerter et resoudre les moyens d'exécuter ce que dessus et les autres choses qu'il faudra faire dans la province pour le service du Roy, il prendra les bons avis de M. le cardinal Bichi, de M. d'Aiguebonne et de M. le grand-prieur de Forbin.... »

3. *Le Semestre et le Sabre*, 168. « D'abord que le marquis d'Aiguebonne apprit que le duc de Mercœur estoit entré en Provence et arrive à Orgon, il fut le joindre pour lui remettre le gouvernement, sans tesmoigner ni despit ni chagrin, et, s'il marqua quelque mescontentement ce fut par le refus qu'il fit de voir le comte de Carcès. »

4. *Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 41*. Mazarin au comte de Carcès, de Blois, 21 mars 1652. « Je crois que vous ne serez pas marié du choix que Leurs Majestés ont fait de la personne de M. le duc de Mercœur pour aller commander en Provence. Je vous puis assurer qu'il s'en va d'ici bien résolu de vivre avec vous dans la dernière union et je me persuade aussi que vous n'y apporterez pas de répugnance de vostre part. Je vous prie de n'oublier rien pour lui faciliter les moyens de restablir complètement le repos dans la province et, comme il despend absolument de la réconciliation des esprits, je vous conjure de contribuer à un bien si nécessaire non seulement par vos soins mais aussi par vostre exemple. »

quand il s'était rencontré avec lui à Avignon, de l'inviter à le suivre en Provence, sans se préoccuper de la mauvaise impression que sa présence à ses côtés ne manquerait pas de faire sur le marquis d'Aiguebonne, à qui il lui avait été recommandé de témoigner une déférente attention, et sur le parti d'Angoulême, que les lettres royales se défendaient pourtant de vouloir combattre¹.

Valbelle avait aussi reçu de Mazarin l'avis de la prochaine arrivée du duc de Mercœur avec la prière de le seconder dans sa tâche². Le cardinal avait même cru devoir ajouter quelques lignes de sa main qui laissaient entendre à son correspondant qu'il trouverait en retour auprès de lui l'affection, la confiance et l'appui qui lui seraient nécessaires pour mener à bien ses entreprises qui semblaient si conformes aux intérêts du Roi³.

Ces démarches achevaient de donner au parti du Parlement la certitude de son prochain et définitif triomphe. Il se prépara donc, après avoir manifesté sa satisfaction au Roi⁴, à célébrer avec éclat l'entrée du duc de Mercœur dans son gouvernement. Les consuls de Marseille et les procureurs du Pays, qui avaient attendu avec impatience la nouvelle de son arrivée aux frontières de la province⁵, envoyèrent des députés le saluer à Avignon⁶. Après qu'il eut séjourné quelques jours dans cette ville, le duc entra en Provence, arriva le 9 mai à Aix, où il fut reçu en gouverneur quoi qu'il n'eût pas encore le droit de porter ce

1. *Le Semestre et le Sabre*, 168. « En passant à Avignon, le duc de Mercœur vit le comte de Carcès qui estoit retiré en ceste ville. Ce seigneur avoit obtenu permission depuis le mois de février de revenir en Provence sous la condition qu'il feroit son séjour dans ses terres ou à Avignon et il avoit opté pour ceste dernière ville. Comme le duc de Mercœur venoit chargé d'un pouvoir très ample pour pacifier les troubles et qu'il sçavoit que le comte de Carcès avoit plusieurs amis qui pourroient le servir utilement, il l'invita de le suivre. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 45. Mazarin à Valbelle, de Blois, 23 mars 1652. « L'arrivée de M. le duc de Mercœur en Provence sera, je m'assure, la plus agréable response que je puisse faire à vos lettres (voir ci-dessus, p. 406, note 1). Il part avec toutes les bonnes intentions qu'il est possible d'avoir pour le repos et les avantages de la province et considère votre personne, vostre maison et vos amis autant que vous pouvez souhaiter. Je vous prie de lui faciliter en tout ce qui despendra de vous les moyens de restablir le calme, connoissant sa prudence et tout le bien que le pays peut se promettre de son administration. »

3. Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* (867) transcrivent la lettre ci-dessus qu'ils font suivre de ces lignes : « Et, par apostille de la main de Son Eminence : « Je me dispense de vous faire une longue lettre, puisque M. le duc de Mercœur vous entretiendra de toutes choses avec la confidence que je sçais fort bien qu'il peut avoir en vous qui ne respirez que le service du Roy et qui avez une amitié si sincère et si cordiale pour moi. Je vous conjure de l'assister de vos bons conseils et de faire un estat assuré de son affection. »

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre au Roi, 5 mai 1652.

5. *Ibid.*, Lettres reçues, liasse A. Lettres des procureurs du Pays, 29 avril et 3 mai 1652.

6. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 871; — *Le Semestre et le Sabre*, 168. — Arch. com., CC. *Comptes trésoraires*, 1651-1652 (Et. Théric, trésorier). « Dépense au voyage que M. de Gastines, second consul, accompagné de M. l'assesseur et de douze gentilshommes, a fait en Avignon pour aller rendre les devoirs de la part de la ville à Mgr le duc de Mercœur, 647 l. 5 s. »

titre¹, puis ses lettres de provisions publiées et enregistrées au Parlement, vint à Marseille, le 20 mai. Les consuls, revêtus de leurs costumes de cérémonie, escortés par les compagnies de quartiers « fort lestes et faisant grand feu », et accompagnés par une foule nombreuse de gentilshommes à cheval, se portèrent au-devant de lui jusqu'à la chapelle de Saint-Louis. Le cortège prit ensuite le chemin de la ville : il y entra par la porte d'Aix, au bruit des canons et des mousquets, se rendit à la Place Neuve où le duc passa en revue les compagnies volantes de la milice urbaine qui avaient été laissées pour la garde de la ville et qui se joignirent à celles de l'escorte pour accompagner le cortège à l'église de la Major. Le duc descendit de cheval pour recevoir les compliments de l'évêque et du Chapitre et se rendit de là à l'Hôtel de Ville, puis à la Commanderie de Saint-Jean où le grand prieur de Forbin avait fait préparer ses appartements. Des arcs de triomphe avaient été dressés sur son passage : des musiciens avaient été placés sur celui de la Loge pour saluer le gouverneur au moment de son entrée dans l'Hôtel de Ville².

Le duc resta quelques jours à Marseille, dont on lui fit admirer les beautés et où les consuls et leurs amis le traitèrent avec magnificence³. Mais il est vraisemblable que le temps qu'il passa dans cette ville ne fut pas consacré seulement à des réjouissances ou à des galas. Le duc et ses hôtes s'entretenirent

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 871 v°. — *Le Semestre et le Sabre*, 168.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 879 v°. Les Comptes trésoraires de 1651-1652, dressés par le trésorier Etienne Théric, énumèrent les dépenses faites à l'occasion de l'entrée solennelle du duc de Mercœur à Marseille. « 1652, mai. A moïdit trésorier, payé à Jean-Baptiste Lavoye, maistre peintre, que autres, à compte de la besogne qu'ils doivent faire pour l'entrée de Mgr de Mercœur, 137 l. 10 s. : — Payé à Claude Guigou et autres maistres menuisiers, à compte de 150 l., pour dresser l'arc triomphant pour l'entrée de Mgr de Mercœur, 75 l. : — A M. de Monier, sieur d'Aiglun, premier consul, pour sa despense à l'entrée de Mgr de Mercœur, 480 l. (Même somme aux deuxième et troisième consuls et à l'assesseur) ; — A MM. Christophe de Riquetti, Antoine d'Arène, Claude Grange, Pol de Pourrale, capitaines de quartiers, pour despenses à l'entrée de Mgr de Mercœur, à chacun, 409 l. : — Autres despenses pour le mesme motif, à divers, 447 l. 8 s. : — A Barthélemy Ettre, trompette, tant pour lui que pour quatre autres qui ont sonné sur la balustrade de la porte Réale, à l'entrée de Mgr de Mercœur, 4 l. : — Valeur de 10 pistoles d'Italie données aux valets de pied de Mgr de Mercœur, en considération de ce qu'ils ont rendu le poêle qu'avoit esté présenté à mondit seigneur, 105 l. : — A Laurens Bonachère, maistre poudrier, pour prix de 8 quintaux de poudre, 279 l. 4 s. : — A Antoine Besson, joueur de violon, pour avoir joué avec sa bande sur l'arc triomphant de la Loge, à l'entrée de Mgr de Mercœur et autres jours, 50 l. : — A Jean-Pierre Portal, maistre sculpteur, travail et fournitures qu'il a faits à l'arc triomphant de la Loge, 21 l. : — Valeur de 9 pistoles d'Espagne données tant aux gardes que Gonthier, trompette et suisse de Mgr de Mercœur, 99 l. : — Robes des consuls et assesseur, 208 l. 4 s. : — Pour louage de chevaux qui furent données à ceux qui accompagnèrent Messieurs les consuls le jour que Mgr de Mercœur fit son entrée, 129 l. 16 s. : » soit une dépense totale de 5 776 l. 4 s.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 883. « Le 23^e du mesme mois, Son Altesse alla en la bastide du sieur de Boyet et admira la beauté de nostre terroir; le 24. M. nostre évesque lui donna à disner et, le matin de ce mesme jour, il fut visiter les consuls à l'Hostel de Ville, et le 26^e, Son Altesse me fit l'honneur de venir disner chez moi. »

aussi de l'état de la province et des moyens d'obtenir de gré ou de force des partisans du duc d'Angoulême et des Princes leur soumission au nouveau gouverneur¹. Des trois places où les Sabreurs étaient les maîtres, Sisteron, Tarascon et Toulon, la première, après quelques velléités de résistance, avait fait sa soumission². Mais les deux autres paraissaient, au contraire, résolues à se défendre jusqu'au bout. Le duc de Mercœur aurait peut-être mieux aimé ne pas être réduit à cette extrémité d'assiéger deux villes dont il savait la force de résistance; mais il était poussé à entreprendre contre elles une véritable expédition par leurs voisins, ses alliés d'Arles et de Marseille³, qui voulaient profiter de leur union avec le gouverneur et avec le gros de la province pour ruiner deux villes dont respectivement ils redoutaient le voisinage.

On s'attaqua d'abord à Tarascon. Le comte de Carcès, placé à la tête d'une petite armée, fut chargé d'assiéger cette ville et son château. A son approche, les habitants capitulèrent, mais le gouverneur du château, qui commandait au nom du duc d'Angoulême, refusa de se rendre et Carcès dut faire un siège en règle qui dura quinze jours (10-25 juin), car la forteresse qu'il lui fallait enlever était solide, bien protégée par le Rhône qui formait d'un côté un fossé naturel, et bien défendue. Cependant, le 25 juin, menacé par les mines que le comte de Carcès avait fait poser, et se trouvant d'ailleurs à bout de ressources car ses munitions étaient épuisées, le gouverneur consentit à négocier : la garnison sortit de la place, tambour battant et enseignes déployées et dut être conduite à Toulon où se réfugiaient les derniers défenseurs du duc d'Angoulême⁴.

Malgré les instances des Marseillais⁵ et les sollicitations

1. En effet, dans une lettre qu'il avait écrite d'Aix à Valbelle, le 16 mai, le duc lui avait annoncé sa résolution, dont il avait déjà fait part aux consuls, de remettre au moment de son séjour à Marseille une conférence qu'ils lui avaient demandée pour se concerter sur la conduite à tenir à l'égard de Toulon (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 877).

2. *Le Semestre et le Sabre*, 169. « Ceux de Sisteron, après quelques démonstrations qu'ils firent de vouloir soutenir un siège, entrèrent en pourparlers de composition et convinrent de reconnoître le duc de Mercœur, pourvu qu'ils fussent dédommagés des pertes qu'ils avoient souffertes, qu'ils fussent payés des arrérages qui leur estoient dus, de leurs appointemens et de ce qui estoit dû aux troupes de leur garnison, tellement que, moyennant quelques sommes qui furent payées par la province, ceste place rentra dans le devoir. »

3. *Le Semestre et le Sabre*, 169. « La ville d'Arles, qui estoit animée depuis longtemps contre les habitans de Tarascon, parce que ces deux places se faisoient une petite guerre, qu'ils ravageoient mutuellement leur terroir et enlevoient leurs troupeaux, charmes de l'entreprise que le duc de Mercœur mesditoit, voulurent contribuer à la réussite de ce siège. Ils fournirent deux canons et grande quantité de munitions de guerre et de bouche. »

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 877 v°. Lettre du duc de Mercœur à Valbelle, du 16 mai 1652. — *Le Semestre et le Sabre*, 172.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 909 v°-913. — *Le Semestre et le Sabre*, 169-170.

6. *Le Semestre et le Sabre*, 172. « Cependant les Marseillois, dont le commerce estoit interrompu par les courses des galères et des autres bastimens qui sortoient journellement du port de Toulon, désapprouvoient les mesnagemens du

mêmes que les plus influents d'entre eux, dont Valbelle, adressaient aux ministres dans l'espoir de peser sur sa résolution¹, le duc de Mercœur n'était pas disposé à recourir à la même extrémité contre Toulon², dont les habitants s'étaient cependant soulevés, à la nouvelle de son arrivée en Provence, et avaient chassé de leur port des officiers de la marine du Roi en les injuriant et en les traitant de « Mazarins et de Vendômistes³ ». De leur côté, les procureurs du Pays et l'Assemblée générale des Communautés, qui redoutaient peut-être que la réduction de Toulon par la force, en rompant l'équilibre qui existait entre les différentes villes de la province, n'eût pour résultat d'augmenter l'importance de Marseille au préjudice d'Aix, répugnaient à une expédition dont ils auraient à faire tous les frais. se prononçaient en faveur d'une négociation avec la ville rebelle et chargeaient de la conduire en leur nom le grand vicaire de l'archevêque d'Aix, M. de Mimata, et cinq délégués choisis parmi les représentants des principales villes⁴.

duc de Mercœur, disoient que toutes les négociations estoient à leur préjudice et demandoient avec instance qu'on voulust faire le siège de ceste ville. Ils offroient mesme de fournir à leurs despens une grande partie des munitions qui seroient nécessaires pour ceste expédition. »

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, f° 84. Valbelle à Lionne, 4 juin 1652. «... Je me donne l'honneur d'écrire aussi à Son Eminence qui doit, selon mon foible avis, se déclarer contre Toulon et user tout à fait de sa bonne fortune contre la seule ville qui résiste en ceste province aux ordres de Sa Majesté... »

2. *Le Semestre et le Sabre*, 172. « ... Mais, comme ceste entreprise estoit importante et que les instructions secrètes portoient d'employer la douceur et les négociations pour ne réduire les rebelles qu'à l'extrémité, il [le duc de Mercœur] promettoit aux Marseillois et disoit publiquement qu'il estoit résolu de former le siège de ceste place, qu'il s'y préparoit, mais il ne se pressoit pas de s'y rendre parce qu'il ne vouloit pas qu'on pust lui reprocher d'avoir ruiné une des principales villes de la province par une démarche précipitée. »

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 869.

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse A. Lettre des procureurs du Pays, 16 juin 1652. « Nous nous donnons l'honneur de vous escrire ces lignes au nom de l'Assemblée générale des Communautés de la province, qui est séante en ceste ville d'Aix, et par la charge expresse qu'elle nous en a donnée, pour vous faire sçavoir la délibération qu'elle a faite, avec l'agrément de Mgr le duc de Mercœur, gouverneur et lieutenant-général pour Sa Majesté en ceste province, portant députation du sieur de Mimata, grand-vicaire en l'archevesché d'Aix et de cinq députés des principales, qui assistent à l'Assemblée, pour s'acheminer au lieu de La Valette et de là faire sçavoir à Messieurs les consuls de la ville de Toulon, la charge qu'ils ont de l'Assemblée générale du pays d'entrer en conférence avec eux et de tenter toutes les voies de douceur et de modération pour ramener les esprits de leurs habitans à obéir aux ordres du Roy et à ceux dudit seigneur gouverneur et de suivre l'exemple du restant de la province qui, en cas contraire, fera valoir les ordres qu'il plaira au Roy lui prescrire sur ce sujet. Nous avons estimé dans le zèle que vostre ville a pour le service du Roy et pour le repos général de la province dont chaque jour elle donne des nouvelles preuves qu'elle aura agréable ceste délibération et concourra avec nous, pour procurer, s'il est possible, une paix générale dans le pays etès avancer le calme après lequel il soupire depuis si longtemps. » — Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, qui reproduisent cette lettre (885), rapportent ainsi cette décision de l'Assemblée des Communautés (883 v° et suiv.). « ... L'Assemblée, composée de divers esprits, trouva ce moyen de longueur de conférer avec Toulon et de ne déclarer la guerre qu'à l'extrémité. Elle députa, à cet effet, le sieur de Mimata, grand-vicaire en l'archevesché d'Aix avec quelques autres, et envoya en ceste ville le sieur de Clemens, gentilhomme et député de Tarascon en

Ils eurent d'abord à se féliciter de cette tactique. Une première entrevue eut lieu du 18 au 22 juin à La Valette, près de Toulon, entre les députés de la province et les consuls de cette ville. On y manifesta, des deux côtés, des intentions conciliantes : mais, comme les consuls de Toulon se retranchaient derrière l'obligation où ils se trouvaient de ne rien conclure de définitif avant d'avoir consulté leurs alliés, gentilshommes, parlementaires, gouverneurs et magistrats des villes qui avaient soutenu avec eux la cause du duc d'Angoulême et des Princes, on décida de réunir à Aix une conférence à laquelle ceux-ci seraient tous invités à se faire représenter¹, en même temps que les villes qui, comme Marseille et Arles, ne siégeaient pas d'habitude dans les assemblées de la province².

La conférence fut ouverte dans les derniers jours de juin : le duc de Mercœur y assistait; le premier et le second consuls, d'Aiglun et Macé de Gastines, y représentèrent successivement Marseille³. On y avait appelé, avec les consuls de Toulon, MM. de Pionsin-Giraud, Cordeil et Jullien, le président d'Oppède et

la mesme Assemblée, lequel fit dans l'Hostel de Ville un très beau discours et allégua au sujet des désordres et des mouvemens de Toulon l'histoire de Coriolanus et comme ces sages Romains s'estoient fort bien trouvés d'avoir député sa mère vers lui; que la province estoit la mère de toutes les villes, que, ne faisant qu'un corps, elle avoit intérêt d'en conserver toutes les parties et, enfin, qu'on ne pouvoit faire du mal à Toulon sans en recevoir. » — Cf. *le Semestre et le Sabre*, 173.

1. C'est sous la forme d'articles que furent présentés à la conférence de La Valette les « propositions de Messieurs les députés de l'Assemblée générale de la province à Messieurs les consuls de la ville de Toulon » et la « réponse des consuls » à ces propositions. Les deux documents se trouvent dans les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 889 à 907. Les procureurs du Pays informèrent les consuls de Marseille du résultat de cette première conférence dans une lettre du 24 juin 1652 (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse A).

2. Voici l'invitation à se faire représenter à cette conférence que les procureurs du Pays adressèrent le 26 juin aux consuls de Marseille (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse A). « Nous avons esté chargés de l'Assemblée générale du Pays, composée des députés des trois ordres de la province, qui est séante en ceste ville, de vous faire sçavoir par le sieur de Porchères, premier consul de la ville de Saint-Maximin, qu'elle a député exprès vers vous, comme, ensuite de nos dernières lettres, elle a agréé que Messieurs les consuls de la ville de Toulon et tous les corps qui sont joints à ses intérêts, envoyassent des députés en ceste ville pour entrer en conférence sur le sujet de la pacification générale de la province tant désirée par les gens de bien et si nécessaire pour le bien du service du Roy et le repos du pays, ayant à ces fins l'Assemblée, envoyé de nouveau quatre députés à Toulon pour prendre les leurs et les accompagner en ceste ville avec les serviteurs qu'ils ont désirés. Et pour autant que, dans le zèle que vostre ville a tesmoigné hautement pour le service du Roy et pour le repos de la province, elle nous a fait cest honneur que de prendre part aux intérêts du pays et de vouloir concourir avec nous à l'achèvement de ce glorieux ouvrage de la réunion des esprits, l'Assemblée a délibéré de vous supplier très humblement lui accorder ceste grâce de vouloir députer en ceste ville l'un des chaperons, avec telles personnes que vous trouverez bon, pour estre avec nous les médiateurs de l'affaire la plus importante et la plus mémorable de ce siècle pour le repos général du pays à ce que, estant assistés et fortifiés de vos bons avis, nous puissions mettre la dernière main à un ouvrage que Sa Majesté désire et auquel Mgr le duc de Mercœur, gouverneur de la province, a déjà si utilement travaillé. » — Cf. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 913.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 915 v°.

le marquis de Grimaud, chargés respectivement des intérêts des parlementaires et des gentilshommes du parti du Sabre; mais on refusa d'admettre un gentilhomme marseillais, Lazare de Vento, sieur de La Baume, qui avait revendiqué le droit d'y prendre part au nom du parti contraire aux consuls, l'assemblée ayant jugé que seuls les consuls avaient le privilège d'y représenter indistinctement tous les citoyens de leur ville, amis ou ennemis¹.

Les pourparlers étaient à peine commencés, non sans que les députés de Toulon eussent élevé des difficultés qui faisaient douter de leur désir sincère de paix², que le chevalier de Valbelle, arrivant de Paris, apporta la nouvelle, bientôt confirmée par une lettre de Brienne à Mercœur³, que le duc d'Angoulême se rendant enfin aux instances du duc d'Orléans et du prince de Condé, avait quitté Paris où les Princes avaient repris le dessus⁴, accompagné d'une escorte de 200 cavaliers. Il avait l'intention de se rendre en Provence où Condé lui avait promis d'envoyer un corps d'infanterie de 1 000 hommes⁵. Tandis que les Sabreurs se disposaient à rentrer en campagne dans l'attente de cette venue, leurs ennemis, sur l'ordre de Mercœur⁶, se mettaient sur la défensive : à Marseille, on laissait sur pied les compagnies de crue qu'on n'avait pas encore licenciées et on redoublait de vigilance pour la garde de la ville⁷. Mais l'indécision naturelle au duc d'Angoulême reprenait vite le dessus.

1. *Ibid.*, 917. — *Le Semestre et le Sabre*, 176.

2. *Le Semestre et le Sabre*, 177. « On fut bientôt instruit pourquoi les députés de Toulon avoient fait tant de difficultés sur la fin des conférences et pourquoi ceux qui avoient esté dans ceste ville avoient refusé de souscrire à ce qui avoit esté convenu. »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 106. Brienne à Mercœur, 23 juin 1652. « ... Je ne laisserai pas de vous donner part ici de l'avis que nous avons que M. d'Angoulesme est sorti de Paris sous prétexte de se vouloir retirer en une de ses maisons de Bourgogne, mais que l'on croit que son dessein est de s'acheminer vers la Provence, prenant sujet d'y aller sur ce que vous avez attaqué les gouverneurs des places qui sont à lui ou, pour mieux dire, au Roy.... »

4. Chéruel, *Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, I, 147 et suiv.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 917; — *Le Semestre et le Sabre*, 177; — Haitze, *op. cit.*, IV, xvi, 198.

6. Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* 917, reproduisent une lettre que le duc de Mercœur écrivit le 1^{er} juillet au lieutenant de l'Amirauté : « Monsieur, Ayant sçu par M. le chevalier de Valbelle, que M. le duc d'Angoulesme, à la persuasion de Messieurs les Princes, estoit sorti de Paris pour venir en ceste province y faire la guerre, j'ai voulu en mesme temps vous en donner avis et à Messieurs les consuls afin d'y apporter, en cas que cela fust, les ordres et les remèdes nécessaires. Vous sçavez dudit sieur de Valbelle tout le detail de son avis et vous m'obligerez de m'en mander vostre sentiment, estant bien resolu à faire valoir les ordres du Roy contre tous ceux qui s'y voudront opposer par des voies indirectes. J'espère que vous connoistrez bientôt s'il y a du mystère dans ceste nouvelle, que vous y pourvoirez en ce qui vous concerne, et que vous en avertirez, Monsieur, vostre très affectionné serviteur. »

7. Arch. com., CC. *Comptes trésoraires*, 1651-1652. Etienne Théric, trésorier. « Juin. A moidit trésorier, pour somme payée aux capitains et aux soldats pour la garde de la ville, tant ordinaires qu'extraordinaires, 7821 l. 4 s.; — A Jean Dauphin, pour louage de quatre matelas fournis pour les personnes qui ont veillé à la Maison de Ville, 6 l. »

Soustrait à l'influence de sa femme, qui l'avait peut-être poussé à faire cette démonstration, puisqu'il n'avait plus maintenant d'autre moyen de recouvrer son gouvernement ou d'obtenir un large dédommagement, il fut pris d'hésitations et de scrupules. Arrivé à Orléans, il ne prit pas, comme il aurait fallu, la route du Bourbonnais qui l'aurait plus vite conduit en Provence. Au contraire, réduisant son escorte à vingt chevaux, il se dirigea vers la Touraine et le Poitou où se trouvaient justement des troupes royales. Il arriva ainsi à Saint-Benoît-du-Sault où il fut arrêté et ramené à la suite de la Cour. Le conseiller au Parlement d'Aix, de Glandevès-Rosset, et un capitaine de son régiment, de Séguiran, qui l'avaient suivi jusque-là, furent laissés libres et apportèrent en Provence, vers le 10 juillet, la nouvelle que cette entreprise, annoncée à grand fracas, avait piteusement échoué, peut-être par la propre volonté de son chef, comme ne se gênaient pas de l'insinuer quelques Provençaux, bien instruits des incessantes tergiversations de leur ancien gouverneur¹.

Décus dans leur espoir, les Sabreurs consentirent à reprendre les pourparlers interrompus. Cependant, ils n'entendaient pas être traités en vaincus et les consuls de Toulon, confiants peut-être dans la force de résistance de leur ville, dans le cas où le parti contraire viendrait l'assiéger, prétendaient dicter eux-mêmes les conditions de la paix : ils demandaient notamment une indemnité de 200 000 livres pour couvrir les dépenses du régiment d'Angoulême resté dans leur ville depuis le départ du comte d'Alais². Mercœur paraissait disposé à y consentir. Mais les Marseillais protestèrent. Ils craignaient que trop de modération et d'indulgence ne favorisât les desseins de cette ville qui prétendait se poser en rivale de Marseille, dont elle cherchait à ruiner le commerce par la guerre de prises que lui faisaient les galères restées dans son port depuis la dernière peste. « On rompit, rapportent les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, sur ce que M. le duc de Mercœur m'ayant fait l'honneur de me consulter, je fis connoître à Son Altesse que c'estoit donner de l'argent et des forces à ses ennemis et qu'il falloit se despartir d'un traité si honteux et si préjudiciable au service du Roy³. »

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 919. — *Le Semestre et le Sabre*, 177-178. — *Haitze, Histoire de Provence*, IV, xvi, 198.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 921.

3. *Ibid.* En poursuivant son entretien avec le duc de Mercœur, Valbelle indique à quelles conditions on pourrait, à la rigueur, admettre les exigences financières des consuls de Toulon. « Ou seroit, dit-il, que la ville de Toulon consentist à laisser sortir les galères que, par une notable désobéissance, ceste ville-là retenoit contre les intentions expresses de Sa Majesté; que les galères n'estoient hors de Marseille qu'à cause de la dernière peste et qu'elles y devoient retourner puisque la peste avoit cessé; qu'on sçait bien que la chiourme et le bois des galères souffre et dépérit dans Toulon et que ce n'estoit rien conclure que de laisser le corps des galères dans une ville déjà accoustumée à la rébellion et à la révolte. »

Donnant alors le signal de la rupture, les consuls de Marseille publient, le 5 août, une ordonnance qui dénonce la trêve tacite qui avait existé jusque-là entre les deux villes. Ils enjoignent à leurs concitoyens « qui ont emploi sur les galères qui sont de présent à Toulon, qu'ils aient à se retirer et quitter ledit emploi dans huit jours prochain, et ce attendu que leur service revient au notoire préjudice du service du Roy, faisant de fréquentes courses et invasions contre les vaisseaux, pollacres, barques, facultés et marchandises tant des habitans de ceste ville que autres sujets de Sa Majesté ». Ils ordonnent, en même temps, « à toutes autres personnes de quelle qualité et condition qu'elles soient, ayant maison et famille dans ceste ville de Marseille, lesquelles se trouvent de présent audit Toulon, de revenir en leurs maisons et sortir dudit Toulon dans le mesme temps de huit jours, passé lesquels il est aussi enjoint à toutes les femmes, enfans et domestiques desdits officiers et servans auxdites galères de vuider de Marseille et son terroir dans trois jours après, sans espoir d'y estre plus reçus, leurs biens, denrées, fruits, facultés et meubles saisis, arrestés et vendus par autorité de justice et conformément aux arrests et jugemens sur ce rendus ». L'ordonnance défend encore à tous les habitans de Marseille, « marchands, pratiquans et négocians, de quelle qualité et condition qu'ils soient, de n'aller ni négocier tant par mer que par terre dans ladite ville de Toulon et son terroir sous les mesmes peines », et elle prescrit enfin « à toutes personnes de venir déclarer dans l'Hostel de Ville les biens, marchandises et facultés appartenant aux habitans dudit Toulon qu'ils auront entre leurs mains pour y procéder ainsi qu'il sera avisé, à peine d'en répondre en leur propre¹ ». En même temps, s'établissant en permanence à l'Hôtel de Ville, entourés d'hommes sûrs et fidèles², les consuls faisaient faire bonne et exacte garde dans toute la ville, qu'ils mettaient pour ainsi dire en état de siège³.

Cette attitude résolue effraya les procureurs du Pays. Ils désiraient ardemment voir rétablir la paix dans la province. Ils redoutaient que de nouveaux troubles ne vinssent à éclater tant

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 921 v°.

2. Arch. com., CC. *Comptes trésoraires*, 1651-1652. Etienne Théric, trésorier. « *Septembre 1652*. A Jérôme Rozan, pour pain, vin et biscuit qu'il a fournis pour ceste Communauté pour ceux qui ont veillé la nuit à la Maison de Ville, 150 l.; — A Noël Girard, matelassier, pour louage de six matelas pour ceste Communauté pendant le temps que Messieurs les consuls ont couché à la Maison de Ville, 36 l.; — A Jean Marguerit, pour prix de huit quintals huitante livres chandelles qu'il a fournis pour ceste Communauté pendant le temps que Messieurs les consuls ont veillé dans la Maison de Ville, 270 l. »

3. Arch. com., CC. *Comptes trésoraires*, 1651-1652. Etienne Théric, trésorier. « *Septembre*. A moidit trésorier, pour sommes payées aux capitaines et soldats pour la garde de la ville tant ordinaires qu'extraordinaires, 8 296 l. 4 s.; — A moidit trésorier, pour mesme somme payée aux capitaines et soldats pour la garde de la ville, tant ordinaires qu'extraordinaires, 2 549 l. 18 s. »

qu'on n'aurait pas mis fin aux différends particuliers qui subsistaient encore comme celui qui mettait aux prises Marseille et Toulon. Les divisions persistaient sourdement dans tout le pays, malgré la soumission de toutes les places restées jusqu'à présent aux mains des officiers ou des partisans du duc d'Angoulême, y compris la citadelle de Saint-Tropez, dont ce prince avait en propre le gouvernement et qui venait d'ouvrir ses portes au duc de Mercœur¹. A Aix, à son retour de cette dernière expédition, on avait répandu dans les rues des papiers où se lisaient ces mots : « *Dux tibi Mercurius dat ferrea sæcula belli* », réponse ironique à une inscription placée sur l'arc de triomphe élevé en son honneur lors de sa première entrée dans la ville « *Dux tibi Mercurius dabit aurea sæcula pacis*². » Pour calmer cette effervescence, les procureurs du Pays s'interposèrent et proposèrent de réunir une nouvelle conférence qui s'ouvrit à Roquevaire, le 20 août.

Le troisième consul Gonsollin, le premier député du Commerce de Salomon, Antoine de Félix et François Simon, y représentèrent Marseille; Honoré Baudon, troisième consul, y fut député de Toulon³. De nouveau, on ne put pas s'entendre au sujet des galères. Les procureurs du Pays proposaient de les laisser à Toulon, à la condition que le Roi subviendrait lui-même aux frais de leur entretien et que, n'ayant plus ainsi de raisons pour faire des prises aux dépens des vaisseaux de Marseille et des autres ports français, il leur serait interdit de sortir sans ordre du Roi, sous peine de rendre responsables des dommages causés leurs officiers, les consuls et l'Hôtel de Ville de Toulon. Mais les Sabreurs avaient besoin des galères, où il avaient eux-mêmes pris la place des officiers qui n'avaient pas embrassé leur parti, et dont ils se servaient pour faire à leur profit la police de la mer au grand préjudice des vaisseaux de Marseille⁴.

1. *Le Semestre et le Sabre*, 178-179.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 927.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 925. — Arch. com., CC. *Comptes trésoraires*, 1651-1652, Etienne Théric, trésorier. « *Septembre*. A M. Gonsollin, troisième consul, pour dépense faite au voyage qu'il a fait tant à Aix qu'à Roquevaire avec les députés du Commerce pour traiter avec les consuls de Toulon d'accommodement, 524 l. 5 s. »

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 935 v°. « Mais les députés de Toulon, par un contraire dessein, aimant la guerre et le désordre, ne vouloient s'obliger qu'à rendre les prises que les galères mèneroient dans leur port et, par une insolence qui n'eût jamais d'égale, traitant de pair avec Marseille, ils se réservoient de faire sortir les galères lorsque leur ville auroit nécessité de blé... et pour les cinq qui estoient dehors et que quelques particuliers avoient armées à leurs despens, qu'estant les prises arrivées à Toulon on les feroit rendre à nos citoyens à la réserve des blés que la communauté de Toulon retiendroit au prix courant. Et avec cela, que le payement de la somme accordée pour la subsistance des galères se feroit par avance au commencement de chaque mois.... Son Altesse estoit sensiblement piquée de la sortie de ces cinq galères sans permission du Roy et, de plus, commandées par des nouveaux chefs car, à la réserve du sieur chevalier Thomas de Villages, les autre quatre estoient montées par les sieurs de Bormes et de Bras, conseillers en la Cour du Parlement, Sacqui de Toulon et Bergier. »

Ils repoussèrent donc les conditions qui leur étaient offertes.

Ils espéraient gagner du temps et parvenir à rétablir leurs affaires dans toute la Provence, à la faveur de nouvelles difficultés qui surgissaient à Paris et qui obligeaient Mazarin à prendre pour la seconde fois le chemin de l'exil¹. Mais le duc de Mercœur savait à quoi s'en tenir sur les conditions de ce départ et sur la solidité des forces dont Condé disposait dans la capitale. D'ailleurs, il avait reçu l'ordre de hâter la soumission de Toulon² : il ne se laissa donc pas effrayer par ce refus et il se mit en mesure d'investir cette place par terre et par mer.

Sur son ordre, les troupes qui se trouvaient dans la province, vinrent se poster à Hyères, Cuers, Solliès, La Garde et Ollioules, gardant ainsi toutes les routes qui conduisaient à Toulon. En même temps, l'armée navale, qui revenait de Catalogne avec le chevalier de la Ferrière, vint se mettre à l'ancre dans la rade, menaçant de rendre impossible le ravitaillement de la ville par mer, tandis que les troupes de terre s'apprêtaient à couper les conduites d'eau et à arrêter les convois de vivres³. Les habitants effrayés perdirent courage. Vainement, le commandeur de Vincheguerre, commandant des galères, et le chevalier de Vins, lieutenant-colonel du régiment d'Angoulême, parlaient de se défendre et de soutenir un siège en règle. Les consuls, se rendant aux désirs de leurs concitoyens, jugèrent la résistance inutile⁴.

Le 12 septembre, une conférence arrêta à Ollioules les conditions de la soumission. Sous la promesse du maintien de ses privilèges, de la création d'une milice urbaine chargée de sa garde et d'une amnistie générale, la ville de Toulon s'engageait à laisser sortir le régiment d'Angoulême que le duc de Mercœur

1. Mazarin avait quitté la Cour le 19 août sur la prière du Parlement royaliste de Pontoise, qui voulait, par ce moyen, ôter aux Frondeurs le prétexte dont ils se servaient pour justifier leur rébellion, qu'ils ne faisaient pas la guerre au Roi mais au cardinal. « Il était convenu que son absence ne serait que temporaire et que, pendant son éloignement, rien ne se ferait sans son expresse volonté. » (Chéruel, *Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, I, 244 et suiv.)

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 937 v°.

3. *Ibid.*, 939.

4. *Ibid.*, 947 et suiv. Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 949, indiquent en ces termes quel était l'état de ceux qui conseillaient la résistance : « Jamais gens n'ont été plus opiniâtres et plus audacieux dans un parti que ceux de Toulon : ils croyoient qu'en l'estat où estoit le royaume, il n'estoit plus à la puissance du Roi mesme de les attaquer et se moquoient esgalement des menaces et des forces de M. le duc de Mercœur. » — *Le Semestre et le Sabre*, 180, confirme cette appréciation. « Quoique les habitans et ceux qui y estoient enfermés eussent perdu toute espérance d'estre secourus depuis la détention du duc d'Angoulême, qu'ils conussent qu'ils ne pouvoient attendre aucun secours de la part des Princes parce qu'ils sçavoient qu'ils estoient occupés ailleurs, et qu'ils n'ignoroient pas que, quand ils auroient esté en estat de leur en envoyer, il auroit esté difficile que leurs secours vinssent jusques à Toulon, ils tesmoignèrent pourtant encore de vouloir résister et quelques-uns d'eux osèrent mesme dire qu'il convenoit pour le bien du service du Roy et pour celui de l'Estat que la ville de Toulon restast dans la situation et dans les sentimens où elle estoit. »

dirigerait hors de la province après lui avoir remis une somme de 100 000 livres destinée au paiement des arrérages de la solde et des frais d'entretien. Les consuls obtenaient aussi que les parlementaires compromis avec eux dans les derniers événements seraient autorisés à se retirer dans leurs terres ou à résider dans la province, exception faite des villes de Marseille, Aix et Arles, en attendant que le Roi eût décidé de les rétablir dans leurs charges, comme il en serait prié. Le 13 septembre, le duc de Mercœur, qui avait ratifié ces articles, fit son entrée dans la ville soumise¹.

C'était la fin des troubles qui depuis si longtemps avaient agité la Provence. Ils se terminaient par la victoire complète des ennemis du comte d'Alais, privé bientôt par la nomination définitive du duc de Mercœur comme gouverneur de Provence du dernier espoir qui lui restât de conserver au moins le titre sinon la fonction et de faire payer cher la démission que la Cour lui avait jusqu'à présent demandée avec insistance².

La défaite du comte d'Alais et de ses amis était aussi celle du parti des Princes. Bien que Condé ne se fût pas engagé à fond dans les divisions qui troublaient la Provence, peut-être parce qu'il savait l'inconsistance des promesses de son cousin, il est néanmoins certain qu'il songea un moment à profiter de ces querelles et qu'il caressa l'espoir de trouver sur la Méditerranée, grâce à l'entrée de la Provence dans son parti, un point d'appui aussi précieux que celui que Bordeaux et la Guyenne lui promettaient sur l'Atlantique. S'il avait pu réaliser ce projet, il eût sans peine, et Mazarin le redoutait, dicté ses conditions à Anne d'Autriche et il fût devenu le maître du royaume. La défection de la Provence contribua donc pour une large part à la défaite générale des Frondeurs et au triomphe de Mazarin.

Marseille avait joué dans tous ces événements un rôle prépondérant. Tant que, de gré ou de force, elle avait conservé à

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 951. — *Le Semestre et le Sabre*, 181-183. — Haitze, *op. cit.*, IV, XVIII, 200.

2. Le duc de Mercœur fut pourvu à titre définitif du gouvernement de Provence au mois de juillet 1653 (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse L, lettre du Roi du 23 février). Des démarches avaient été faites à la Cour en sa faveur par les différents Corps de la province, notamment par la ville de Marseille (Cf. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I, lettres à la Reine, à Mazarin et à Servien, du 17 décembre 1652). Une députation, composée du marquis de Janson, député de l'Assemblée des Communautés, du conseiller de Villeneuve et des députés de Marseille et d'Arles, fut même envoyée à la Cour dans le même but. Mais Mazarin hésitait à dépouiller complètement le duc d'Angoulême et il faisait insister auprès de celui-ci pour qu'il consentit à donner sa démission, lui faisant promettre un large dédommagement (voir plus haut, p. 410, note 3, la lettre de Brienne à Mazarin, du 18 décembre 1652). Le duc résistait, mais sa femme finit par le persuader, en lui faisant espérer qu'il recevrait une grosse somme d'argent en échange de sa démission (Haitze, *op. cit.*, IV, XXIII, 210. — *Le Semestre et le Sabre*, 191-192). Le duc d'Angoulême devait mourir quelques mois après à Paris, le 13 novembre 1653 (P. Anselme, *op. cit.*, I, 101).

l'Hôtel de Ville des consuls partisans du comte d'Alais, celui-ci avait maintenu son autorité dans la province, malgré l'opposition acharnée de la capitale et du Parlement. Du jour où le consulat était tombé aux mains de ses ennemis, le comte avait vu décliner sa fortune en Provence et il avait épuisé ses dernières ressources en essayant de ressaisir Marseille. C'est aussi sur cette ville que les Princes avaient d'abord jeté les yeux quand ils avaient tenté de gagner la Provence à leur cause. Le refus de Marseille de prendre contre Mazarin le parti de Condé avait servi d'exemple à la province tout entière et l'avait conservée fidèle au Roi et à son premier ministre.

Dès l'année 1650, tandis qu'il travaillait à déjouer les manœuvres, les intrigues et les rébellions des princes du sang, des grands seigneurs et du Parlement de Paris, Mazarin avait formé le projet de « constituer en France un grand parti monarchique et national, étranger aux factions et aux passions qui désolaient le royaume. Il espérait le trouver dans la bourgeoisie et en faire l'appui solide de la royauté contre les deux Frondes. Cette pensée finit par triompher¹. » Cet appui que le cardinal avait cherché et avait fini par trouver dans la bourgeoisie parisienne, il l'avait aussi trouvé dans la bourgeoisie marseillaise et peut-être aussi dans celle des grandes villes de France. Nulle part, cependant, les bourgeois des villes n'avaient montré autant de constance que les citoyens de Marseille, à moitié nobles et à moitié bourgeois, qui lui étaient restés obstinément fidèles dans la mauvaise comme dans la bonne fortune. Dociles aux directions du lieutenant de l'Amirauté, Antoine de Valbelle, attaché par sentiment, par intérêt et peut-être aussi par quelque clairvoyance politique, à la cause de Mazarin et de son entourage, les Marseillais avaient résolument résisté aux intrigues, aux menaces et aux dangers comme aux flatteries et aux promesses. Ils pouvaient légitimement revendiquer leur part de la paix du royaume qu'allait ramener la victoire de Mazarin et réclamer la récompense que leur avait méritée cette fidélité exemplaire et peut-être inattendue d'une population dont les gouvernements avaient auparavant toujours redouté l'esprit d'indépendance et les excès.

1. Chéruel, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, IV, 227 (Sur les progrès de ce parti à Paris, voir Chéruel, *Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, I, 317).

TROISIÈME PARTIE

LA CHUTE DE LA NOBLESSE

CHAPITRE PREMIER

LE RÈGLEMENT DU SORT

I. L'ALLIANCE DE MAZARIN ET DU LIEUTENANT DE VALBELLE : LE PROJET ET L'ÉTABLISSEMENT DU « RÈGLEMENT DU SORT ». — II. PRINCIPALES DISPOSITIONS DU NOUVEAU RÈGLEMENT; SES EFFETS : IL PRÉPARE L'ACCESSION ET LE MAINTIEN PERPÉTUEL A L'HÔTEL DE VILLE D'UNE OLIGARCHIE DE FAMILLES NOBLES. — III. LES PREMIÈRES APPLICATIONS DU « SORT » : MÉCONTENTEMENT ET INTRIGUES DU PARTI EXCLU DU POUVOIR; DÉCEPTIONS DE MAZARIN. — IV. LA MORT D'ANTOINE DE VALBELLE : LE DUC DE MERCŒUR HÉSITE A CONSERVER SA FAVEUR AUX CHEFS DE SON PARTI. — V. LE BARON D'OPPÈDE DEVIENT PREMIER PRÉSIDENT DU PARLEMENT DE PROVENCE; LA SUPPRESSION DE L'INTENDANCE DE PROVENCE ET LES POUVOIRS POLITIQUES DU PREMIER PRÉSIDENT DANS LA PROVINCE; IL EST L'ADVERSAIRE DES LIBERTÉS MARSEILLAISES. — VI. LES EXIGENCES FINANCIÈRES DE LA ROYAULTÉ ET LES RÉSISTANCES DE L'HÔTEL DE VILLE : L'AFFAIRE DE LA FORAINE ET CELLE DU QUARTIER D'HIVER; L'AFFAIRE DE LA GALÈRE DE GÈNES ACCROÎT LE MÉCONTENTEMENT DE LA COUR. — VII. LA RENAISSANCE DE L'ANCIEN PARTI D'ANGOULÊME : LE PREMIER PRÉSIDENT LUI ACCORDE SON APPUI; LE CONSULAT DE LOUIS DE VENTO (1656-1657) FAVORISE LA RÉFORME DU RÈGLEMENT DU SORT; LES CONSULS DE 1657 SONT CRÉÉS PAR LETTRES PATENTES.

En refusant de s'associer aux projets de Condé et en procurant au duc de Mercœur les moyens de réduire la rébellion du parti du Sabre uni au parti d'Angoulême, la Provence avait rendu un signalé service à la cause de Mazarin, qui se confondait avec celle du Roi. Le cardinal ne pouvait pas s'en dissimuler l'importance lui qui, dès le mois d'octobre 1650, avait

découvert à Le Tellier les appréhensions que lui causaient, pour le succès de sa politique extérieure, les intrigues de Condé en Provence et ses secrètes intelligences avec le comte d'Alais : « Ma raison est fondée, lui disait-il, sur la situation de la Provence en général et sur celle en particulier des places dont nous avons à craindre parce que, étant toutes sur la mer et la Provence étant justement entre l'Espagne et l'Italie, les Espagnols peuvent, en moins de quinze jours, et du duché de Milan et du royaume de Naples et du côté d'Espagne, envoyer à Toulon et aux autres endroits autant de gens de guerre que le comte d'Alais voudrait et les rafraîchir de mois en mois par le moyen du grand nombre de galères et de vaisseaux qu'ils ont en cette mer-là¹ ». Le concours de Marseille n'avait pas peu contribué à écarter ce danger, et le ministre ne pouvait manquer d'éprouver de la reconnaissance pour une ville de cette importance qui était demeurée si obstinément fidèle à ses intérêts.

Les Marseillais, de leur côté, ne s'étaient pas dissimulé la valeur de l'aide qu'ils avaient apportée à la cause royale. Non seulement, en effet, ils n'avaient jamais cessé de protester de leur dévouement², mais encore ils avaient su mettre en lumière les avantages que le Roi et le cardinal pouvaient en retirer : « Les suites font connoître à Vostre Eminence, avaient-ils écrit un jour à Mazarin³, le grand et signalé service que ceste ville a rendu au Roi en reprenant le fort de Nostre-Dame-de-la-Garde et comme véritablement on avoit fait dessein de se saisir de Marseille et s'avantager d'une ville qui, *pour son assiette et son port, est pour le moins autant considérable que Bordeaux...* ». Plus tard, le calme étant tout à fait revenu en Provence, ils avaient revendiqué comme un titre d'honneur la

1. Lettre de Mazarin à Le Tellier, du 7 octobre 1650, citée par Chérueil, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, IV, 166.

2. De nombreuses lettres des consuls de Marseille, adressées au Roi, à Anne d'Autriche, à Mazarin, à Brienne ou à d'autres ministres du parti du cardinal, renouvellent ces incessantes protestations de dévouement. Il y en a qui sont particulièrement significatives, par exemple cette lettre à Servien, du 6 septembre 1650. « ... Il est bien certain, Monseigneur, que nous avons délibéré de ne despendre que du Roy et de Son Eminence et de conserver ceste ville sans autre intérêt et attachement que celui de Leurs Majestés.... » — Plus tard, le 17 avril 1652, les consuls alors en charge rappelaient avec satisfaction à Anne d'Autriche que leur ville n'avait jamais varié dans ses sentiments à l'égard du Roi : « Il est des sentimens et des affections des peuples comme des couleurs : la diversité les sépare et ne les rend pas moins connoissables qu'agréables. Vostre Majesté, qui, dans sa régence, a fait voir à toute l'Europe que les grandes reines que Dieu a désignées pour commander aux hommes ont aussi de grandes lumières, n'a eu que trop d'occasions pour faire ce discernement et pour distinguer ces bons serviteurs dans les mauvois. C'est pourquoi, Madame, sans nous mettre en peine d'assurer Vostre Majesté de la fidélité d'une ville où le sacré nom du Roy a toujours esté dans une très haute vénération, il nous suffit de nous en rapporter à vostre propre connoissance et de vous dire que Marseille est d'une considération qu'elle contient par son exemple le reste de ceste province dans le calme et dans le repos aussi bien qu'en l'obéissance qui est due à Sa Majesté.... » (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.)

3. 6 septembre 1650. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.

conduite qu'ils avaient suivie sans fléchir, et ils avaient su rappeler à Mazarin, qui paraissait alors tenté de l'oublier, de quelle importance avait été l'appui de Marseille dans sa lutte contre les Frondeurs : « Qui n'auroit cru que la ville de Marseille pouvoit tout espérer de vostre ministère puisque c'est la seule peut-estre de France qu'au temps qu'il sembloit que tout fust conjuré contre Vostre Eminence elle a proféré tout haut vos louanges, obéi aveuglément à vos ordres, reçu vos amis opprimés et *pris à grand honneur de se qualifier Mazarine*, lorsque vos envieux ne donnoient ce titre à personne que par injure?... Nous conjurons Vostre Eminence d'y faire réflexion et croire que Marseille est d'une si grande importance qu'elle ne doit point estre abandonnée ni mesprisée de la sorte et surtout vous estant acquise comme elle est¹. »

Antoine de Valbelle avait été le grand meneur de cette politique, mettant au service du cardinal l'influence que sa qualité de lieutenant de l'Amirauté lui donnait dans la ville et l'autorité et le crédit dont il jouissait auprès de ses parents et de ses amis. Ayant lié sa fortune à celle de Mazarin et de ses auxiliaires les plus dévoués, Servien et Lionne, il avait véritablement joué à Marseille et même en Provence le rôle d'un agent entreprenant et habile du premier ministre². En correspondance suivie avec celui-ci, même pendant son exil, il avait, au plus fort de la crise, pu retenir ses concitoyens que certains de ses propres amis, qui l'avaient abandonné, s'étaient flattés d'entraîner dans le parti des Princes. Il avait ainsi préparé la venue et le succès du duc de Mercœur et c'est à lui que Mazarin, en lui annonçant la prochaine arrivée de ce personnage, recommandait, en des termes particulièrement affectueux, de le seconder utilement³. Jamais, ni avant ni après cette arrivée, le cardinal ne lui avait ménagé les témoignages de sa satisfaction et de son estime. Au mois de décembre 1650, il lui avait fait conférer par lettres patentes le titre de Conseiller d'Etat avec tous les avantages matériels et honorifiques qui y étaient attachés⁴. Par la suite,

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Mazarin, du 17 juin 1653.

2. Dans une lettre à Mazarin, du 20 février 1652 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 461) Valbelle écrit : « Vostre Eminence qui peut faire estat assuré de Marseille tant que j'aurai de vie... ».

3. Après avoir reproduit la lettre que Mazarin avait écrite au lieutenant de l'Amirauté pour lui annoncer que Mercœur avait été choisi pour remplacer le duc d'Angoulême (Voir II^e part., ch. v, p. 413, notes 2 et 3), les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* (867 v^o) ajoutent : « Et, par apostille de la main de Son Eminence : « Je me dispense de vous faire une longue lettre, puisque M. le duc de Mercœur vous entretiendra de toutes choses avec la confiance que je sçais fort bien qu'il peut avoir en vous qui ne respirez que le service du Roy et qui avez une amitié si sincère et si cordiale pour moi. Je vous conjure de l'assister de vos bons conseils et de faire un estat assuré de son affection. »

4. P. Léotard, *Généalogie de la maison de Valbelle*, 305-307. Les lettres patentes reproduites par cet auteur sont datées de Paris « le seiziesme jour de décembre, l'an de grâce 1650. » Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* ne parlent pas de cette

il n'avait pas cessé de recevoir ses avis et de les suivre¹ et, le considérant comme le plus actif, le principal et le plus influent représentant de sa politique à Marseille et en Provence, il avait toujours recommandé aux agents qu'il y envoyait de se concerter avec lui afin de mieux assurer le succès de leur mission².

Cependant, l'ambition de Valbelle n'était pas satisfaite. Il n'avait pas oublié qu'il avait rencontré dans son propre parti et jusque dans sa famille des rivaux qui avaient mis un moment son influence en échec. Il nourrissait donc le projet de profiter des bonnes dispositions de Mazarin pour asseoir plus solidement encore son pouvoir dans la ville et le mettre à l'abri de surprises semblables à celle que lui avait causée l'arrivée de François d'Arène au consulat. Il ne pouvait manquer de trouver Mazarin prêt à le seconder. Le premier ministre poursuivait, en effet, le dessein d'obtenir de Marseille d'importantes sommes d'argent dont il avait besoin pour pourvoir aux nécessités de la guerre contre l'Espagne. Il comptait sur Valbelle pour y réussir. Du reste, les Marseillais lui avaient fait espérer qu'ils ne lui marchanderaient pas leur concours quand, par un acte d'autorité, il aurait mis fin à la lutte que le comte d'Alais soutenait contre eux : « Cette ville est au Roi et à Vostre Eminence, lui avaient écrit les consuls, le 6 septembre 1650. et nous pouvons vous assurer que c'est sans autre attachement que les ordres de Leurs Majestés et les vôtres y seront toujours respectés.... Nous espérons, Monseigneur, ceste grâce de Vostre Eminence [le rappel du comte d'Alais] et vous promettons des secours véritables et effectifs dès que nos affaires seront établies³. » Aussitôt

distinction. Bien qu'on ait lieu de s'étonner de ce silence, elle ne saurait cependant être mise en doute : d'abord, parce que le titre même de ces *Mémoires* mentionne la qualité de Conseiller d'Etat de leur héros, ensuite, parce qu'un *Mémoire* (anonyme) pour les affaires de Provence, émanant d'un agent de Mazarin (voir ci-dessous, note 2), en fournit la confirmation : « Il est expédient, y est-il dit, d'envoyer à M. de Valbelle l'expédition de Conseiller d'Etat qu'il demande, en attendant qu'on puisse faire autre chose pour lui. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1712, 118.)

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 459 et 461, lettres de Valbelle à Mazarin des 15 et 20 février 1652. — *Ibid.*, France, 1718, 44, lettre de Mazarin à d'Aiglun, premier consul de Marseille, du 23 mars 1652. — Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse L : lettres du Roi aux consuls de Marseille, des 24 mars et 15 avril 1652.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 382. M. de Seyron à Mazarin, 7 novembre 1650. « Je suis arrivé le troisiemes de ce mois à Marseille, J'ai vu M. le lieutenant Valbelle (*sic*) pour m'instruire de la façon que je devois faire pour réussir à ce que l'on souhaitoit de la ville.... » — Cf. *Ibid.*, 1712, 118, *Mémoire pour les affaires de Provence* (ce *Mémoire* anonyme a peut-être pour auteur ce M. de Seyron, envoyé de Mazarin en Provence dans les derniers mois de 1650). « ... En cas que je ne trouve les assurances qu'on désire au lieutenant de Valbelle, qu'on me dise positivement ce qu'on veut que je fasse. » C'est par l'intermédiaire du frère de Valbelle lui-même, M. de Meyrargues, conseiller au Parlement de Provence, que ce personnage correspondait avec le ministère. « Qu'on adresse toujours, recommande-t-il dans la suite du *Mémoire*, mes lettres à M. de Meyrargues, à Aix, qui aura le soin de me les envoyer où je serai. »

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.

Mazarin, ajoutant foi à ces promesses, avait fait solliciter des consuls un subside, taxe ou emprunt. Mais son envoyé, de Seyron, avait échoué dans sa mission : François d'Arène venait d'arriver au consulat, écartant de l'Hôtel de Ville les magistrats qui recevaient plus docilement que lui les directions du lieutenant de l'Amirauté; celui-ci même s'était montré si peu disposé à seconder ces vues que l'envoyé du cardinal avait conçu et exprimé des doutes sur la sincérité de ses sentiments¹. Loin de prendre garde à ces avis, Mazarin avait continué sa confiance à Valbelle : c'est un mois à peine après les avoir reçus qu'il le faisait élever à la dignité de Conseiller d'Etat, manifestant ainsi son intention de maintenir malgré tout l'espèce d'alliance qui existait entre eux.

Avec beaucoup d'adresse, Antoine de Valbelle attribuait son impuissance à entrer complètement dans les vues du premier ministre à la situation où se trouvait la ville, déchirée par les querelles des partisans et des adversaires du comte d'Alais et par les divisions qui existaient parmi ces derniers et qui l'avaient mis lui-même aux prises avec ses propres parents. Il ne voyait point d'autre remède à cette crise qu'une réforme de la constitution municipale, dont il nourrissait depuis longtemps le projet². Cette réforme devait avoir pour conséquence de fortifier son pouvoir et de le mettre à l'abri d'une surprise semblable à celle qui avait entraîné l'élection de François d'Arène³.

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 382. Lettre de M. de Seyron à Mazarin, 7 novembre 1650. « ... J'ai vu par son avis [du lieutenant] M. de Marseille [l'évêque Et. de Puget] et Messieurs de Félix et le chevalier de Valbelle auparavant de rendre la lettre du Roi et celle de Votre Éminence aux consuls pour les disposer à faciliter toutes choses. M. de Félix et M. de Marseille ont agi en personnes bien intentionnées; mais le chevalier de Valbelle a empêché avec plaisir que l'on n'ait rien obtenu de ce que le Roy a demandé. Et, comme il a fait une cabale pour le nouveau consulat contre son oncle, le lieutenant, et que le premier consul nommé, M. d'Arène, a esté créé par son instrument, il a fait opposer ledit sieur d'Arène fortement à ne rien donner, disant de méchantes raisons et que si on ne sortoit M. le comte d'Alais qu'ils ne donneroient jamais rien. Je n'ai rien oublié pour le faire entendre raison, mais quelque aigreur a fait roidir le chevalier Valbelle opiniâstement à ceste affaire.... Ils m'ont fait perdre huit jours de temps à négocier. J'ai pressenti le lieutenant de l'Amirauté pour faire quelque prest en cas de besoin. Il a tesmoigné que pour prester, il ne falloit nullement s'y attendre et je puis assurer Votre Éminence que c'est un fourbe et qu'Elle ne doit croire que peu de foi à tous ceux de ce nom-là.... »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 661. « Je reçus en ce temps (avril 1650) la forme des élections de la plupart des grandes villes de France et de quelques autres estrangères, comme Amsterdam, Gènes, Bruxelles, Barcelone, etc. Je priai le sieur de La Reynarde, premier consul, de faire assembler quelques personnes de qualité et d'expérience pour dresser le dessein et le projet du Sort que je prétends un jour de faire exécuter comme estant l'unique moyen de mettre en repos ceste ville et couper la racine aux continuelles plaintes et aux injustes jalousies dont je me suis vu persécuté.... Je croyois qu'il estoit autant utile qu'honorable de joindre la paix à la liberté et de maintenir l'une et l'autre par cette heureuse invention; mais, soit la peste, soit les autres accidens qui survinrent, en firent, à mon grand regret, différer la poursuite et retarder l'exécution. »

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 661 v°. « Je voyois bien que mes parens ne seroient pas d'accord lors de la prochaine eslection; que mon cousin d'Arène, aidé de mon frère et poussé à cela par sa propre inclination et par celle de ses

C'est là ce qu'il faisait entendre à Hugues de Lionne dans cette lettre du 26 décembre 1651¹ :

« Quant aux affaires de cette ville, disait-il, je ne puis, Monseigneur, vous dissimuler que quelques esprits malicieux, abusant de la facilité ou jeunesse de mon cousin le chevalier, l'ont voulu persuader de se rendre le chef d'un parti contre moi, afin de se servir de lui pour nous détruire en mesme temps, ou, en tout cas, l'un après l'autre. Et ce désordre estant fomenté par la diversité des intérêts et des affections qui se glissent dans les familles par ceux qui nous approchent, j'ai cru que, pour couper la racine à la jalousie de mes parens aussi bien que de mes ennemis, je devois, Monseigneur, consentir à la paix générale de nostre ville, changer la forme de nos élections et y establir le sort qu'on pratique aux meilleures villes de France.... Et, comme ce dessein est parfaitement bon, j'espère, Monseigneur, que vous serez bientôt en lieu et en estat de le faire agréer et de mander à nos consuls d'en poursuivre l'exécution.... Je ne vous dis pas, Monseigneur, de faire valoir mes services. Vous estes trop généreux et trop bon ami pour vous faire ceste prière : seulement, vous puis-je assurer que je ne serai pas moins considérable lorsque le sort sera establi et qu'au contraire je rencontrerai mon repos dans celui de toute la ville. J'en ai donné avis à M. le comte de Brienne qui sera sans doute ravi de me voir dans ceste humeur. J'espère aussi qu'il en écrira à nos consuls dont le premier est tout à moi et mérite bien que Sa Majesté lui écrive touchant les services qu'il rend dans ceste conjoncture et pour le convier à continuer ses soins. Les miens sont assurés non seulement à suivre toutes les affections du Roy et de la Reine, mais encore à faire tout ce qu'il vous plaira de commander. »

A Marseille, en effet, depuis la Saint-Simon dernière, les circonstances favorisaient les desseins de Valbelle. D'Arène et ses amis avaient été surpris par l'attitude résolue du lieutenant de l'Amirauté qui avait repoussé les avances du prince de Conti et par les événements d'Aix où les Sabreurs avaient eu le dessous². Aussi avaient-ils dû renoncer à leur projet de se maintenir au consulat où Valbelle avait pu pousser son ami Louis de Monier d'Aiglun. Profitant de la présence de celui-ci à l'Hôtel

amis, pensoit au consulat, et que d'autres avoient la mesme prétention, que c'estoit le moyen de désunir et séparer le parti et, par nostre foiblesse, donner ensuite un grand avantage à nos ennemis. Je taschois donc par le sort de prévenir ce coup et de rencontrer mon repos dans celui de toute la ville.... » — *Ibid.*, 837. « Le chevalier de Valbelle, poussé par les sieurs d'Arène et de Montolieu, et ces trois esprits, agités et prévenus par le sieur de Gratian, divisant nostre parti en deux et faisant un schisme, je repris mes premières pensées du Sort et m'accordai fort volontiers à l'humeur du premier consul qui ne demandoit que choses nouvelles et dont il pust laisser mémoire de son consulat. »

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 302.

2. Voir ci-dessus, II^e part., ch. v.

de Ville, Valbelle mit d'autant plus d'empressement à poursuivre l'exécution de la réforme projetée que ses rivaux n'avaient pas abandonné l'espoir d'une revanche et qu'ils intriguaient maintenant pour obtenir la désignation d'un viguier de leurs amis¹. S'ils réussissaient dans cette entreprise, ils pouvaient, avec l'aide du nouveau viguier, tenter de ressaisir le consulat aux élections de 1652.

Le règlement de Saint-Vallier leur permettait ces espérances. En attribuant, en effet, à chacun des trois consuls en exercice la même prérogative pour la désignation des candidats au choix du Conseil, il rendait toujours possible entre le premier consul et l'un de ses collègues, sinon tous les deux à la fois, un conflit qui aurait justifié l'intervention du viguier en faveur du parti contraire. En ce temps d'intrigues et de complots, de revirements inattendus d'opinions et de trahisons, des désaccords de ce genre pouvaient toujours être redoutés, Valbelle le savait mieux que quiconque. Il convenait donc en hâte, puisque le premier consul y consentait et puisque la Cour y serait favorable, de changer ce règlement et de le remplacer par un autre qui offrirait au parti au pouvoir plus de sécurité pour le lendemain.

L'histoire constitutionnelle de Marseille justifiait une semblable opération : toutes les fois que les passions étaient devenues trop vives, les ambitions trop ardentes, les querelles trop âpres et que les divisions trop profondes semblaient ne pouvoir plus être satisfaites que par la violence, on avait eu recours à une réforme radicale du règlement des élections avec l'aide des comtes de Provence ou des Rois de France². Le lieutenant de Valbelle et son cousin Antoine de Félix, qui, pour cette entreprise comme pour beaucoup d'autres, fut son auxiliaire dévoué, éclairé et précieux³, n'avaient qu'à choisir parmi les

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 837. « ... Et, pour faire cesser les brigues qui déjà se formoient parmi nous pour avoir un viguier ami et confident... » — Cf. la lettre de Valbelle à Lionne, du 26 décembre 1651 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 302). « ... Et, partant, la nomination des viguiers se fera à l'avenir au sort comme toutes les autres charges.... » — Voir également Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 314-316, les lettres de Brienne à Valbelle et à d'Aiglun, sans date, mais qu'il convient de placer en janvier 1652, puisque les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* (837 v°) reproduisent partiellement la première et la datent de « Poitiers, 23^e janvier 1652 ».

2. Arch. com., BB. *Règlements sur les élections*, 20 août 1385, lettres patentes en forme de règlement fait par la reine Marie; — 1475, extrait du règlement fait par le roi René et adressé à M. Jean de Cossé (de Cossa), comte de Troyes, grand sénéchal de Provence (ce règlement est publié par Méry et Guindon, *Histoire analytique et chronologique*, etc., IV, 456); — 1492, règlement de Saint-Vallier (Méry et Guindon, *op. cit.*, IV, 460); — 1585, règlement d'Angoulême (Méry et Guindon, *op. cit.*, IV, 469).

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 661 v°. « Antoine de Félix... se chargea de recueillir les opinions et dresser les articles qu'on verra, Dieu aidant, en la suite de ces *Mémoires*.... » — *Ibid.*, 841 v°. « On discuta fort la forme du sort proposée par M. de Félix, lequel, à ma prière, en avoit dressé le premier dessein dans le consulat du sieur de La Reynarde.... » — Cf. *Histoire des troubles de Marseille*,

règlements tombés en désuétude celui qui favoriserait le mieux leurs desseins. Alléguant leur désir de ramener le repos, la concorde et la paix dans la ville, ils s'inspirèrent de ceux qui, en prescrivant que les diverses magistratures seraient tirées au sort, semblaient *a priori* devoir couper court aux factions et aux brigues et établir un régime de liberté, d'égalité et de justice¹.

Sur l'invitation de Valbelle, qui l'avait gagné à ses projets, le premier consul d'Aiglun réunit, le 17 décembre 1651, « une assemblée de tous les Estats de la ville » dans le grand réfectoire du couvent des Frères Prêcheurs. « L'évesque de Marseille, les prévôts des chapitres de la Cathédrale et de Saint-Martin, le doyen des Accoules, l'aumosnier et autres députés du monastère de Saint-Victor », s'y joignirent à la plupart des principaux citoyens, du moins de ceux qui avaient fait cause commune avec les Valbelles, la plus grande partie de leurs adversaires étant encore hors de la ville². On lut aux assistants le *Dessein d'un nouveau règlement pour la création des consuls et autres officiers de la Maison de Ville*³ qui était l'œuvre d'Antoine de Félix, et on leur demanda de confier aux consuls le soin de

I, 2. — « *Note sur le Règlement du sort.* Ce règlement... estoit de l'invention d'Antoine de Félix, qui en fit agréer le projet.... »

1. C'étaient le règlement de 1385, dit de la reine Marie, et le règlement de 1585 ou règlement d'Angoulême. Le premier avait été publié sur la prière des citoyens de Marseille, « quia vicarii dicte civitatis precio vel precibus et sex quorum consilio debet fieri dicta electio eodem modo ex carnali affectione et multis alis rationibus sinistris declinant ad electionem faciendam dictorum officialium partiali modo et non habendo Deum pre oculis, unde factum est quod plures et singule partialitates et scandala et divisiones, necesse personales, offensiones et scandala plurima octa et orta fuerunt et possent verisimiliter exoriri » ; pour ces motifs, la Reine ordonnait « quod amodo inantea electio predicta dictorum officialium Massiliensium... *fato et ad fortunam fiat.* » Quant au règlement d'Angoulême, il avait été édicté par le Roi Henri III. Après consultation du grand prieur d'Angoulême, gouverneur de Provence, d'officiers de la Cour du Parlement et des magistrats et plus notables habitants de Marseille, le Roi de France avait reconnu « qu'il n'y avoit rien si utile et nécessaire pour maintenir la ville en paix et tranquillité.... que de remédier aux désordres et à la mauvoise administration qui se trouvoit en la Maison commune, au moyen des brigues et menées qui se font par anciens, lesquels font profession de s'introduire et perpétuer aux principales charges et dignités d'icelle, plutost pour en tirer profit, exercer leurs passions et mauvoises volontés et commettre, en ce faisant, infinies oppressions et violences sur les habitants... ».

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 837.

3. Arch. com., BB. *Règlement sur les élections.* « *Dessein d'un nouveau règlement pour la création des consuls et autres officiers de la Maison de ville*, reveu et publié, estant consuls noble Louys de Monier, sieur d'Ayglun, Gilles Macé de Gastines, escuyer, Jean Gonsollin, bourgeois, et M. M^e Jean de Riquetti, assesseur. A Marseille, chez Claude Garcin, imprimeur du Roy, du Clergé et de la Ville, 1651. » Ce document porte la date du 29 novembre 1651, écrite à la main. Il ne nous paraît pas ainsi avoir été exactement daté : en effet, les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, d'une part, rapportent que l'assemblée où il en fut donné lecture eut lieu le 17 décembre, et, d'autre part, les lettres par lesquelles les consuls avisèrent le Roi et Brienne de son résultat (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I) et celle, déjà citée, de Valbelle à Lionne, sont toutes du 26 décembre. A coup sûr, ni celui-ci ni ceux-là n'auraient attendu près d'un mois pour adresser leur relation, puisqu'ils avaient hâte d'obtenir une réponse de la Cour au sujet de l'élection du viguier que ce projet de réforme tenait en suspens.

désigner des commissaires qui seraient chargés de l'examiner et d'en faire ensuite leur rapport à une prochaine assemblée. Naturellement, Valbelle et ses amis eurent la majorité dans cette commission. Pour sauvegarder les apparences, d'Aiglun y fit bien entrer quelques-uns des plus notoires partisans du duc d'Angoulême, restés dans la ville, le lieutenant de sénéchal Antoine de Bausset, Marc-Antoine d'Augustine de Septèmes et Lazare de Vento de La Baume. Mais ce n'était qu'une minorité faible et impuissante en présence des sieurs de La Reynarde, de La Salle, de Montolieu, de Vias, de Saint-Maime, de Gratian, de François d'Arène, d'Antoine de Félix et du lieutenant de Valbelle lui-même. Aussi, les commissaires, après avoir discuté le projet et présenté quelques objections, finirent par « rester d'accord que le sieur de Félix avoit très bien pensé et très heureusement travaillé en ceste affaire¹ ».

Avant que cette commission eût accompli sa tâche, Valbelle et ses amis s'étaient préoccupés de s'assurer des bonnes dispositions de la Cour. Les circonstances étaient favorables : Mazarin venait de rentrer d'exil et son retour avait été signalé par des avantages importants remportés par l'armée du Roi sur celle des Princes. Aussi Brienne lui-même, qui avait reçu de Valbelle² et des consuls³ l'avis de la délibération prise par l'assemblée du 17 décembre, encourageait ses correspondants à persévérer dans leur projet et leur promettait son concours auprès du Roi qui, « lorsqu'il connoistra que c'est pour le bien de la ville, repos et tranquillité des habitans, autorisera ce qui a esté

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 841 v°.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 837 v°. « J'en escravis ensuite à M. le comte de Brienne, comme estant secrétaire des commandemens de Sa Majesté... »

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre au comte de Brienne, 26 décembre 1651. « Les grandes pratiques et les divers abus qu'on a reconnus en la forme ancienne de nos eslections nous ayant obligés d'en concevoir une nouvelle et de faire cesser les brigues et les divisions par le moyen du sort dont le seul usage peut mettre la tranquillité dans la ville et affermir la paix que nous venons de faire entre nos habitans, il est, Monseigneur, de nostre devoir de vous envoyer un extrait de la délibération qui s'est prise à l'assemblée générale de tous les ordres et estats de la ville qui, unanimement, ont résolu d'employer le sort aux eslections des charges et offices de l'Hostel de Ville et de vous avertir que, faisant travailler à dresser les articles d'un règlement si nécessaire ont aussi délibéré, sous le bon plaisir de Sa Majesté et par des considérations importantes, de surseoir à la nomination du viguier qui se devoit faire le 28^e de ce mois, et d'autant mieux qu'il n'y a aucun jour affecté pour ladite nomination et qu'on y peut pourvoir jusques au mois de mars prochain puis mesme qu'il n'entre en charge qu'au premier du mois de mai. Et, par conséquent, Monseigneur, comme nos actions n'ont point d'autre visée que de conserver ceste ville en paix dans le service du Roy et, par l'exemple de Marseille, contenir le reste de ceste province, à quoi M. nostre évesque contribue tout ce qu'il peut et va de concert avec nous, nous nous donnons l'honneur d'en escrire au Roy. Nous espérons aussi que nostre conduite vous sera agréable et que vous nous ferez ceste grâce de nous despartir en mesme temps les commandemens de Sa Majesté et les vostres particuliers. » — Cf. *Ibid.*, la lettre au Roi, du même jour.

délibéré sous son bon plaisir, pourvu qu'il n'y ait rien qui blesse ses droits¹. »

Malgré ces assurances, l'approbation du Roi au projet du Règlement du sort, tel que Valbelle et Félix l'avaient conçu, se fit attendre quelque peu. C'est que, à ce moment, Mazarin, Brienne et le Conseil avaient des préoccupations plus graves qui ne leur laissaient pas le loisir de régler en hâte les affaires de Marseille. De plus, à Marseille même, le *Dessein du nouveau règlement* n'était pas accueilli avec une égale satisfaction par tous les citoyens et des critiques se faisaient entendre, même parmi les commissaires chargés de l'examiner. Ceux-ci, malgré le témoignage flatteur qu'ils avaient rendu à l'œuvre d'Antoine de Félix, manifestaient des craintes au sujet de quelques-unes des dispositions du projet. Une surtout leur paraissait dangereuse : c'était celle qui établissait que dorénavant le viguier serait pris parmi les citoyens et pourrait même être choisi parmi les membres du Conseil². Cette proposition coïncidait avec la décision prise par l'Assemblée du 17 décembre de demander au Roi la permission de surseoir à la désignation du viguier jusqu'à l'établissement du nouveau règlement. Aussi les ennemis du lieutenant de Valbelle croyaient découvrir dans tout cela le dessein de celui-ci de s'élever à la viguerie, de rendre même cette charge héréditaire et d'asseoir ainsi plus solidement encore son pouvoir et celui de sa famille³. Parmi ceux qui manifestaient le plus de répugnances à consentir à cette innovation, si contraire aux traditions les plus anciennes de la ville, se trouvaient des amis et des parents même du lieutenant, Montolieu et le chevalier de Valbelle⁴. Peut-être, le

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1710, 314. Lettre de Brienne au premier consul d'Aiglun, sans date. Cette lettre a été inexactement classée avec divers autres documents se rapportant à l'année 1645. Mais, outre que d'Aiglun, qualifié dans la suscription « premier consul de Marseille », n'exerçait pas cette charge en 1645, et l'exerça au contraire de novembre 1651 à octobre 1652, la lettre de Brienne est suivie dans le même registre, 1710, 316, d'une autre lettre du même personnage adressée à Valbelle, dont la première partie, destinée à répondre à une lettre de ce dernier datée du « 26 décembre » et relative au projet « de tirer dorénavant au sort pour les places de viguier et consuls », est intégralement reproduite dans les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 83 v^o, et datée avec sa date véritable : « de Poitiers, ce 23^e janvier 1652 ». Enfin, ce qui ne peut laisser aucun doute sur la date qu'il convient d'attribuer à ces lettres de Brienne, c'est que, dans la seconde partie de sa lettre à Valbelle, laissée de côté par les *Mémoires*, le secrétaire d'Etat parle de « l'arrivée de M. le cardinal, qui est attendu dans ceste ville le 27^e de courant », et d'un succès remporté sur Condé par le maréchal d'Harcourt « qui lui a défait plus de la moitié de sa troupe ».

2. *Dessein d'un nouveau règlement*, etc. « Messieurs les viguiers pourront estre pris tant dudit nombre des Trois Cens que hors d'iceluy, et, à ces fins, Messieurs les consuls, ayant assemblé le Conseil au jour et feste des Innocens, nommeront six gentilshommes originaires de la ville, ou habitans et mariez en icelle, pour estre ballotez à la manière accoustumée, et les trois qui viendront au sort seront ceux qu'on nommera au Roy. »

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 843 v^o. « On craignoit que je ne voulusse mettre ceste charge dans ma maison et la rendre héréditaire comme elle a esté autrefois. »

4. *Ibid.*, 843. « On disputa fort la forme du sort proposée par M. de Félix.... »

lieutenant avait-il eu un moment la pensée qu'ils lui prêtaient. Il crut sage cependant de ne pas les éloigner tout à fait de lui, préoccupé avant tout d'assurer le succès de sa réforme. Il renonça donc au projet formé naguère d'ajourner la nomination du viguier jusqu'à la publication du nouveau règlement; sur une invitation du Roi, qu'il se flatta d'avoir lui-même provoquée¹, un Conseil fut tenu le 5 septembre qui, malgré une tentative du second consul, Macé de Gastines, acquis au chevalier de Valbelle et à ses amis, choisit trois gentilshommes agréables au lieutenant². Celui-ci, satisfait d'avoir montré à ses adversaires la force de son parti, ne voulut pas pousser l'avantage plus loin : il consentit donc à abandonner l'idée de faire choisir désormais le viguier dans la noblesse marseillaise³. Manifestant même un plus grand désir d'entente, il fit décider qu'on laisserait à une commission de six membres, où chacun des

Le sieur de Montolieu, son cousin germain, sembloit lui estre le plus opposé.... » Voir aussi *Ibid.*, 837. « Le chevalier de Valbelle, poussé par les sieurs d'Arène et de Montolieu.... »

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 941. « Cependant, estant à propos de mesurer nos forces et de faire déclarer ceux qui se disoient nos amis dans un Conseil brigué, je me servis de ceste adresse d'avoir une lettre de cachet du Roy par laquelle, en attendant le projet du sort, il estoit mandé à Messieurs nos consuls de procéder à l'eslection et nomination du viguier à la manière accoustumée.... » La lettre de cachet, dont il est question ci-dessus, est datée du 13 août 1652 (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse L). « La grande confiance que Nous avons en vostre fidélité, Nous a empesché jusques ici de pourvoir à la charge de viguier que Nous pouvions remplir de quelque personne notable, attendu que, suivant la coustume, vous n'en avez point nommé en son temps. Néanmoins, puisque, pour de bonnes considérations, vous avez retardé jusques à maintenant, Nous voulons bien vous conserver dans vos droits et coustumes et, pour ce, Nous vous mandons et ordonnons expressément que, la présente reçue, vous assembliez à l'ordinaire vostre Conseil de ville et que, sans plus différer, vous ayez à nommer trois gentilshommes connus et affectionnés à Nostre service pour estre, l'un des trois, par Nous choisi et pourvu de ladite charge, n'estant pas raisonnable qu'au temps où nous sommes Nostredite ville soit despourvue du seul magistrat et officier que Nous avons droit d'establiir et lequel avec vous (desquels Nous avons tout sujet d'estre content et bien satisfait) recevra à l'avenir Nos ordres.... »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 941. « Par le Conseil, tenu le 5^e du mois de septembre, le sieur d'Aiglun, premier consul, nomma pour viguier M. le marquis de Castellanne, qui fut reçu et approuvé par tous ceux du Conseil au nombre de soixante-cinq. Le sieur de Gastines, qui tenoit le parti de M. le chevalier de Valbelle, nomma le sieur de Beauvezer, lequel fut rejeté par le plus grand nombre et, sur cela, le sieur de Gastines, se levant de son siège, entra dans la chambre à plain-pied de la salle où il fut suivi dudit chevalier et de quelques autres du mesme parti. Mais ceux qui demeuroient de nostre costé faisant le plus grand nombre, le sieur d'Ortigue, avocat et juge au tribunal de Saint-Louis, qui tenoit le baston de viguier et présidoit dans ce Conseil, fut prier et interpellé tout ensemble cette troupe de mécontents de retourner prendre leurs places et leur fit entendre qu'on ne laisseroit pas de procéder sans eux et de passer outre. Ce qui fut fait en telle sorte que le Conseil demeurant entier et complet nonobstant la cabale du chevalier de Valbelle, le sieur Gonsollin, dernier consul, continuant de nommer, nomma le sieur de Revest-Chenu, et le sieur d'Aiglun nomma après le sieur de Gignac-Thomas. »

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 843. « Aussi, après plusieurs conférences et les criées réitérées, afin que chacun eust à donner ses avis et ses sentimens sur ce projet du sort, il fut résolu que... l'on continueroit de nommer pour viguiers des gentilshommes de la province et non pas de ceste ville. »

deux partis serait également représenté, le soin de désigner les cent citoyens qui, avec deux cents autres choisis par les consuls, formeraient le nouveau Conseil des Trois Cents¹.

Pour mettre un terme aux commentaires malveillants de leurs ennemis, les consuls auraient voulu obtenir, avec les lettres patentes établissant le nouveau règlement, d'autres lettres royales de confirmation des privilèges de Marseille. C'était, en effet, l'usage que le nouveau roi, au lendemain de son couronnement, confirmât ainsi solennellement les libertés et franchises marseillaises. En sollicitant cette faveur de Louis XIV, d'Aiglun et ses collègues se conformaient à la tradition et témoignaient publiquement de leur attachement à ces libertés. Des députés, le sieur de Maubousquet, le propre fils du premier consul, et le fils du troisième consul, Gonsollin, avaient été envoyés à la Cour pour solliciter cette faveur. On différa de la leur accorder; du moins, on ne refusa pas la sanction royale à la réforme qui avait été mise en train².

Les lettres patentes furent données à Pontoise le 3 octobre 1652³. Elles prescrivaient que désormais « la nomination et élection de Messieurs les viguiers, consuls et autres officiers municipaux de ceste ville se feroit au sort et en façon que l'artifice et le ministère des hommes n'y puisse avoir aucune part⁴. » Néanmoins, après avoir ainsi témoigné solennellement du désir du Roi et des hommes qui avaient inspiré sa décision « de s'en rapporter absolument aux ordres de la Providence, qui ne peut faillir en ses élections et qui juge mieux du mérite des hommes mêmes⁵ », le nouveau règlement établissait à Marseille un régime politique où la part, laissée « à la disposition du hasard et du sort », était bien petite en comparaison de celle qu'il faisait aux combinaisons des hommes. Sa plus importante innovation ne consistait pas, en effet, dans le tirage au sort des magistratures, mais dans l'établissement d' « un Conseil perpé-

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 845 v°-847. • Il fut encore résolu en ceste séance que .. pour composer ce mesme nombre des Trois Cens, Messieurs les consuls en prendroient et éliroient deux cens, et les cent restant seraient nommés par MM. le camérier Gèrente, de Montolieu et d'Arène d'un costé, et MM. de La Reynarde, de Paul et mon cousin de Félix de l'autre. »

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse Y. Lettre d'Ycard aux consuls, des 5 juin et 11 septembre 1652. — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 981 v°.

3. Une copie des lettres patentes du règlement municipal dit *Règlement du sort* est aux archives communales de Marseille (BB. *Elections, nominations, etc.*). Méry et Guindon les ont données au t. V, p. 490 de leur *Histoire analytique... de la commune de Marseille*. Ces lettres furent aussi imprimées au xvii^e siècle, avec d'autres règlements municipaux relatifs à divers objets, sous ce titre : « LE REGLEMENT DU SORT, CONTENANT LA FORME ET LA MANIÈRE de procéder à l'eslection des officiers de la ville de Marseille, reveu et augmenté de plusieurs autres Règlements et Ordonnances de Police, A MARSEILLE, chez Claude Garcin, imprimeur ordinaire du Roy, du Clergé et de la Ville, M.DC.LIV. »

4. *Règlement du sort*, art. 1^{er}.

5. *Desssein d'un nouveau règlement pour la création des consuls et autres officiers de la Maison de Ville, etc.*

tuel, fixe et immuable, composé du nombre de Trois Cens¹. » Les vacances, qui ne pouvaient s'y produire que par décès, démission ou exclusion, devaient être remplies par le Conseil lui-même, suivant une procédure compliquée qui combinait à la fois la cooptation et le tirage au sort², sans prévoir d'autres

1. *Règlement du sort*, art. 2.

2. *Règlement du sort*, art. 9. « La création des conseillers pour remplir la place des morts se fera à l'avenir en la forme suivante : le grand Conseil des Trois Cens s'assemblera, le dimanche avant la feste des Saints Simon et Jude, auquel le viguier et, en cas d'absence et légitime empeschement, l'un des juges ou le plus ancien advocat en deffaut desdits juges dument appelez, présidera à l'ordinaire, et lorsque une heure après-midi aura sonnè et qu' l'Assemblée sera de plus de cent, ne pouvant le Conseil travailler avec un moindre nombre, tous les assistans prendront leur séance à leur place sans distinction de qualitez et estant tous assis, seront nommez par le secrétaire de la ville, par ordre alphabétique, pour voir l'un après l'autre escrire leurs noms sur un morceau de papier esgal, qui sera en mesme temps plié et mis dans une boulle faicte exprez pour contenir ledit papier et en la présence de celui dont le nom aura esté escript. Ceste boulle sera incontinent jettée dans le vase du sort et, lorsque toutes les boules qui seront d'une esgale forme auront esté remplies et jettées dans ledit vase, l'on les remettra sur la table ou bureau pour en faire le compte à la veüe de tous, et, le nombre se trouvant conforme à celui desdits assistans, elles seront confusément remises dans le mesme vase, après quoy un enfant cazuellement trouvé de l'aage de sept ans, et, s'il est possible, au dessoubz, afin que l'innocence de son aage responde à celle de l'action, sera introduit dans la salle de ladite Assemblée, ayant le bras nud ou bien tenant une cuillère faicte exprez, tirera sept boules une après l'autre, lesquelles estant aussy successivement ouvertes par ledit secrétaire en la présence des viguier et consuls, ceux qui y seront dénommez viendront prendre leur place à l'entour du bureau pour estre spectateurs et surveillans de la conduite et eslection fortuite du sort durant toute la tenue et séance dudit Conseil, sans que par leurdite assistance ils soient exclus du droit de nommer et d'estre nommez, et, pour cest effect, leurs noms seront remis aux boules et au mesme instant dedans ledit vase; et, affin que lesdicts surveillans y procédent avecq plus de sincérité et de circonspection, ils jureront l'un aprez l'autre sur les Saints-Evangiles de empescher tous abus et suppositions et d'y apporter leur attention et fidélité. Cela faict, le mesme enfant, reprenant la cuillère ou plongeant le bras dans le vase du sort, tirera une boulle et celui dont le nom se trouvera escript dans ladite boulle, s'approchant avecq modestie du bureau, jurera pareillement sur les Saints-Evangiles que le viguier tiendra en ses mains, d'eslire et nommer aux lieu et place du deffunct celui qu'il jugera en sa conscience le mériter le mieux, et tant que faire se pourra de la mesme condition et qualité du deffunct, comme à la place d'un gentilhomme un autre gentilhomme, et ainsy des autres rangs et qualitez; et, après le serment par luy presté, se tournant vers l'Assemblée respectueusement, dira tout hault : « Je nomme un tel ». Le nom duquel sera incontinent escript et retenu par le secrétaire pour estre en mesme temps le nommé approuvé ou rejeté par cinq approbateurs qui seront aussy pris au sort et tirez dudit vase par ledit enfant, lesquels presteront le mesme serment de procéder selon Dieu et leur conscience sans affectation et support, et ce l'un aprez l'autre, en façon que, le premier approbateur de ce nombre de cinq ayant donné son suffrage et balotte pour l'approbation ou refus, on tirera le second, puis le troisieme, quatrieme et cinquieme; et estant ledit premier nommé trouvé admissible et approuvé, il en sera encore tiré deux autres pour estre semblablement approuvez ou rejettez par un pareil nombre d'approbateurs qu'on changera à chaque nomination, et se fera ladite approbation ou refus le plus adroitement et secrettement qu'on pourra et dans une bouëtte faicte exprez où l'on mettra et plongera la main sans que personne puisse apercevoir sy on la met au *hoc* ou au *non*. Et, au cas que l'un des trois nommez pour estre conseiller en la place du deffunct fust rejeté, l'on changera de nominateurs et d'approbateurs et les trois qui resteront approuvez seront mis dans les boules d'argent toutes semblables, lesquelles estant remises dans la bouëtte dorée en la présence des viguier et consuls et desdits surveillans, le mesme enfant tirera une boulle et celle qui sortira la première portera le nom du conseiller esleu à la place du mort. Et

motifs d'exclusion, en dehors de ceux qui, depuis longtemps, étaient pour ainsi dire de droit public à Marseille¹, que la parenté du père avec ses fils ou ses petits-fils².

Le Règlement du sort attribuait au Conseil des Trois-Cents la création des trois consuls, de l'assesseur, des deux juges de Saint-Louis et de Saint-Lazare, des quatre capitaines de quartiers et du capitaine de l'artillerie, du trésorier de la ville et du trésorier du port, des juges du commerce, des intendants de la santé, des notaires, secrétaires, greffiers, etc. Ces créations devaient avoir lieu le jour de la fête des Saint-Simon et Saint-Jude, suivant une procédure analogue à celle qui était prescrite pour la création des nouveaux conseillers et dont la complication variait suivant l'importance de la magistrature à pourvoir. Pour toutes, d'ailleurs, c'était toujours la même combinaison de la cooptation et du tirage au sort; les prescriptions ne différaient que par le nombre des nominateurs et des approbateurs dont les noms devaient être préalablement tirés au sort et par le nombre des concurrents nommés et approuvés pour chaque place qui devaient être ensuite soumis à l'épreuve du tirage au sort³. C'était encore le Conseil des Trois-Cents qui, en se conformant toujours à la même procédure, devait, « le jour

ainsi sera procédé pour tous les autres conseillers qu'il y aura à faire afin de remplir tous les ans le nombre de Trois-Cens. »

1. Ces exclusions, complètes ou passagères, sont indiquées aux articles 3 et 4. Les premières s'appliquent aux personnes qui ne font pas profession « de la religion catholique, apostolique et romaine », et à « tous ceux qui ne seront pas natifs et originaires, citadins ou mariez avec des filles de la ville, aux mineurs de vingt-cinq ans, aux criminels et prévenus en justice »; les secondes, « aux débiteurs ou comptables à la Communauté, aux fermiers des gabelles d'icelle, leurs cautions et tous autres qui se trouveront avoir procez avecq la ville d'autre nature toutes fois que pour ayant presté à la Communauté, tant que le procez sera en estat..., comme aussy lesdits fermiers et leurs cautions pendant le temps et terme de leur bail ».

2. *Règlement du sort*, art. 8. « Le père estant dudit Conseil exclurra, sa vie durant, son fils et petit-fils en ligne directe et de son estoc, et néantmoins, attendu le grand nombre dont le Conseil est composé, les autres parens et alliés seront admis en quelque degré que ce soit, à condition pourtant qu'il n'y pourra avoir que deux frères de chaque famille, soit qu'ils soient séparés ou qu'ils demourent en mesme maison. »

3. *Règlement du sort*, art. 10, 11 et 12. Le règlement prescrit de faire nommer successivement par quatre nominateurs et approuver par sept approbateurs quatre candidats pour chacune des places de consuls et pour celle d'assesseur, dont les noms seront ensuite soumis à un tirage au sort, les premiers sortis « de la bouëtte dorée » devant être créés respectivement premier, second et troisième consuls et assesseur. Le règlement impose aussi la condition que chaque candidat présenté, pour le premier chaperon « sera gentilhomme, natif et originaire de la ville, âgé de trente ans, bien famé et riche pour le moins de trente mil livres », pour le second, « sera riche pour le moins à vingt mil livres », pour le troisième, « à dix mil livres » et que « l'assesseur sera pris du corps des avocats de la ville » (art. 10). Quant aux autres officiers, ils seront proposés, à raison de trois pour chaque charge, par trois nominateurs à cinq approbateurs seulement (art. 11). Enfin, pour ce qui concerne les charges d'intendants de la santé, le Règlement du sort (art. 12) ordonne qu'il y en aura seize, dont quatre réservées aux trois consuls et à l'assesseur sortant de charge et douze à des citoyens désignés par le sort, après avoir été soumis par un seul nominateur à sept approbateurs.

et feste des Innocens, vingt-huitiesme du mois de décembre », dresser la liste « des trois gentilshommes, possédans fiefs, originaires et habitans de la province », qui devaient « estre proposez au Roy pour estre l'un des trois retenu par Sa Majesté et pourveu annuellement de la charge de viguier en la manière accoustumée¹ ».

C'est à ces seules opérations électorales que le Règlement du sort réduit le rôle politique du Conseil des Trois-Cents. Il confère la réalité du pouvoir de gouvernement et d'administration à une assemblée moins nombreuse, émanation directe de ce Conseil par voie de tirage au sort. Elle est formée de cent membres et reçoit le nom de *Conseil de la ville*. Dans ses réunions mensuelles, dont la date fixe ne pourra être différée de plus d'une semaine² et dont les décisions seront valables, à la condition que la moitié au moins des conseillers y ait pris part³, ce Conseil devra « délibérer et résoudre durant l'année les affaires ordinaires et occurrentes » et tenir la place des *Bureaux* qui existaient sous le régime du règlement de Saint-Vallier et dont le nouveau règlement ordonne qu'ils « seront à l'advenir supprimés et entièrement abolis sans pouvoir les remettre pour quelque cause que ce soit⁴ ». C'est parmi les membres de ce Conseil que seront tirés au sort les six conseillers ou syndics chargés d'assister les consuls dans l'administration journalière de la ville, de contresigner avec eux les procès-verbaux des délibérations du Conseil, de présider avec eux aux adjudications des diverses fermes de la ville et des travaux de la cure du port, de vérifier et de viser deux fois par semaine les mandats de paiement⁵. Ainsi les consuls se trouvent placés plus étroitement qu'ils ne l'étaient auparavant sous le contrôle des divers Conseils institués par le règlement du sort. En outre, ce règlement restreint les indemnités qui leur sont allouées ainsi qu'à l'assesseur quand ils se déplacent pour les affaires de la ville⁶, il prononce l'exclusion de leurs parents des diverses charges municipales pendant leur année d'exercice⁷ et ordonne que désormais les députations en Cour seront décidées et leurs

1. *Règlement du sort*, art. 25. Les consuls nommeront chacun trois gentilshommes qui seront approuvés ou rejetés par sept approbateurs tirés au sort. C'est entre les neuf candidats ainsi présentés que se fera le tirage au sort pour la confection de la liste de présentation au Roi.

2. *Règlement du sort*, art. 14. « Ce mesme Conseil... s'assemblera, au song de la cloche, soit que les trois consuls s'y trouvent ou bien un seul, chaque premier dimanche du mois et plus souvent si les affaires le requierrent, sans pouvoir estre différé que le dimanche aprez. »

3. *Ibid.* « Où le susdit nombre des conseillers ne seroit entièrement complet une heure aprez-midy sonnée, le demourant (pourveu qu'il soit de plus de la moitié) aura le mesme pouvoir que si tout le monde y estoit. »

4. *Ibid.*

5. *Règlement du sort*, art. 16, 17, 18, 19 et 23.

6. *Ibid.*, art. 21 et 22.

7. *Ibid.*, art. 13.

membres désignés par le Conseil et que les consuls en exercice ou leurs parents ne pourront en être chargés¹.

Donnant enfin satisfaction aux mobiles qui ont inspiré les instigateurs de la réforme, le Règlement du sort, qui devra être lu au début de chaque séance du Conseil, « afin qu'il soit mieux connu et observé² », prescrit les mesures de rigueur qui devront être prises contre celui qui sera « convaincu d'avoir monopolé et brigué les nominations, approbations ou autrement usé d'artifice et de fraude pour altérer la pureté et bonne foy du sort; tant luy que ceux lesquels auront si laschement donné les mains et presté leur consiance à une si mauvoise et si dangereuse pratique ou qui le sçachant ne l'auront pas d'abord révélé et déclaré, seront esgallement rejettez du Conseil, leurs noms rayez du cathalogue et déclarez indignes d'y pouvoir estre restablis, et n'étant pas du nombre des Trois-Cens seront dénoncez et accusez en justice suivant la rigueur des lois et des ordonnances³ ».

Ce sont là les principales dispositions du Règlement du sort. La plupart ne font que reproduire dans des termes peu différents celles qui sont contenues dans le *Dessein d'un nouveau règlement* soumis par Antoine de Félix, le lieutenant de Valbelle et le premier consul d'Aiglun à l'assemblée du 18 décembre⁴. Quelques-unes, cependant, s'en distinguent. Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* nous ont appris, en effet, que des discussions s'étaient élevées à propos de certaines d'entre elles parmi les commissaires chargés d'arrêter le projet définitif du sort. « Après plusieurs conférences et les criées réitérées afin que chacun eust à donner ses avis et ses sentimens sur ce projet du sort, y est-il rapporté⁵, il fust résolu qu'on tiendrait au Conseil fixe et immuable; que les Trois Cens seroient pris du total de la ville sans distinction des quartiers⁶; que ceux qui ne seroient pas du nombre des Trois Cens pourroient avoir les charges aussi bien que les autres⁷; que les magistrats, soit de justice et de finances ou autrement pourvus par le Roy, les gouverneurs des places, le capitaine de la Porte Royale, les capitaines des galères,

1. *Règlement du sort*, art. 24.

2. *Ibid.*, art. 27.

3. *Ibid.*, art. 26.

4. Par exemple, les articles relatifs à la nature du Conseil des Trois-Cents (*Règlement*, art. 2. — *Dessein*, art. 1^{er}); aux conditions à remplir par ceux qui en font partie, sauf en ce qui concerne leur répartition égale entre les quatre quartiers de la ville (*Règlement*, art. 3, 4, 8. — *Dessein*, art. 2, 3, 4), à la procédure à suivre pour pourvoir aux vacances survenues par décès dans le Conseil des Trois-Cents et à la création des consuls et des principaux magistrats (*Règlement*, art. 9, 10 et 11. — *Dessein*, art. 6, 7 et 8), etc. Nous devons cependant noter que le Règlement du sort (art. 7) dispose qu'un ancien consul, assesseur, capitaine, etc., ne pourra être de nouveau appelé à remplir la charge précédemment occupée qu'après un intervalle de six années, tandis que le *Dessein* (art. 5) réduit ce délai à cinq ans et ne l'exige que pour le consulat.

5. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 843.

6. *Dessein*, etc., art. 1^{er}.

7. *Ibid.*, art. 16.

et les lieutenans mesmes ayant brevet de Sa Majesté, ne pourroient estre de ce nombre¹; que l'on continueroit de nommer pour viguier des gentilshommes de la province et non pas de ceste ville². »

Il existe aussi entre les deux documents des différences que les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* ont négligé de signaler. Elles portent sur la composition et les attributions du Conseil donné pour auxiliaire aux consuls. Nous avons vu que le Règlement du sort instituait un Conseil de cent membres, pris par tirage au sort dans le Conseil des Trois-Cents et obligé de tenir au moins une séance par mois. C'est dans ce Conseil que le règlement prend encore les six conseillers ou syndics qui assistent les consuls dans l'exercice de leurs plus importantes attributions. Au contraire, si le *Dessein d'un nouveau règlement* laisse prévoir que, dans certaines circonstances, notamment pour la réunion du Conseil de Lauthorié, le nombre des conseillers présents pourra être réduit à cent³, il ne prescrit par aucun de ses articles la formation régulière d'un Conseil de cent membres; il prévoit au contraire, l'établissement, par une élection dont sera chargé le Conseil de Lauthorié, et dans laquelle aucune part ne paraît devoir être faite au sort, d'« un Bureau et Conseil ordinaire, de vingt-quatre membres, dont huit seront pris dans le Conseil à raison de deux par quartier, huit hors du Conseil et dans les mêmes conditions de domicile, et le surplus sera formé par les consuls et assesseur en charge et ceux de l'année précédente ». Ce bureau se réunira au moins une fois par semaine pour « digérer et examiner toutes affaires concernant la Communauté », et fera tenir registre de « toutes ses résolutions⁴ », lesquelles devront être soumises tous les trois mois à l'approbation du Conseil des Trois-Cents⁵.

Ainsi amendé, le nouveau règlement ne présentait plus aux yeux des ennemis du lieutenant de Valbelle les dangers qu'ils croyaient avoir découverts dans le projet primitif, tel qu'il avait été préparé par Antoine de Félix. En apparence donc, l'établissement du Sort donnait satisfaction à tout le monde et les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* peuvent, sans trop altérer la vérité, représenter leur héros et ses amis mis en quelque sorte au défi par leurs adversaires de réaliser le projet qu'ils avaient

1. Bien que le *Dessein du nouveau règlement* soit muet sur cette condition, il suffit de se rappeler l'amertume avec laquelle les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, comme nous avons eu déjà l'occasion de le constater ci-dessus, déplorent l'incapacité dont sont frappés les divers officiers du Roi, pour comprendre que le projet de les en libérer par le nouveau règlement fut présenté par lui-même ou par ses amis et rejeté par ses adversaires dans les conférences dont il est parlé ci-dessus.

2. *Dessein*, art. 26.

3. *Dessein*, art. 15 et 17.

4. *Ibid.*, art. 18 et 19.

5. *Ibid.*, art. 20.

formé¹. En réalité, malgré les changements apportés au projet primitif, cette réforme n'en était pas moins une œuvre de parti, car ces changements n'en altéraient pas le caractère essentiel et le parti qui en avait pris l'initiative pouvait se féliciter d'avoir su la mener à bonne fin.

En effet, ce qui caractérise le Règlement du sort c'est l'action prépondérante qu'il assure aux Trois-Cents aux dépens des consuls. Sous le régime du règlement de Saint-Vallier, ceux-ci étaient tout-puissants dans la ville grâce à la prérogative dont ils jouissaient, à l'exclusion de tout autre, de désigner eux-mêmes les candidats aux plus importantes charges municipales, y compris leurs successeurs et les viguiers, et de composer ainsi à leur guise le Bureau dont ils étaient assistés pendant leur année de magistrature. Cette toute-puissance consulaire avait rendu possible les divers changements d'attitude de Marseille à l'égard du comte d'Alais, puisqu'il avait suffi que les consuls fussent ou non favorables à ce prince pour que tout le corps municipal partageât leur manière de voir, à moins d'un coup de force de leurs adversaires. Il ne pourrait plus en être ainsi sous le régime du Règlement du sort qui dépouillait les consuls de leur prérogative essentielle, le droit de nomination, pour le faire passer aux membres du Conseil des Trois-Cents, qui plaçait ces magistrats sous le contrôle régulier des assemblées mensuelles obligatoires du Conseil des Cent, émanation directe par voie de tirage au sort des Trois-Cents, et qui subordonnait les divers actes de leur vie administrative au contrôle et à l'assentiment des six syndics, délégués permanents du Conseil des Cent, préposés par lui à la surveillance quotidienne des officiers municipaux.

Or, ce Conseil des Trois-Cents devait être « perpétuel, fixe et immuable ». Ses membres avaient le droit de combler eux-mêmes à leur gré les vacances que la mort viendrait à produire parmi eux, par une opération compliquée qui permettait adroitement de corriger d'avance ce que le sort pouvait avoir de trop incertain et de trop dangereux pour le parti au pouvoir. Le plus souvent ce fut le fils, ou le frère ou le neveu du défunt qui fut appelé à remplir sa place sans que le Conseil prit même la peine de recourir aux diverses opérations prescrites par le règlement : il n'y procéda que lorsque le défunt ne laissa aucun héritier

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 843 v^o et suiv. « ... D'autres disoient que nous ne parlions de ce sort que par raison d'Estat et par forme d'acquit et que nous n'avions pas dessein qu'il s'exécutast; que c'estoit de vrai une belle idée, mais qu'il n'y avoit point d'apparence d'en voir jamais la production ni que je voulusse me démettre de l'autorité que j'avois pour en faire part à mes ennemis, que les exemples sont si rares de ceux qui ont quitté volontairement la domination qu'à peine l'histoire romaine nous en fournit un ou deux durant douze siècles, et enfin que c'estoit vouloir faire le sot que d'establiir le sort. Mais je laissois dire aux uns et aux autres. »

susceptible de prendre sa place et qu'il fallut pour cette raison donner à une sorte d'homme nouveau l'accès de l'Hôtel de Ville et l'admettre au bénéfice des honneurs et des profits qu'on retirait des charges municipales¹.

Le Règlement du sort favorisait donc, plus que ne l'avaient fait jusqu'à présent les anciens règlements municipaux, la formation d'une oligarchie très étroite et très fermée qui, à l'avenir, disposerait souverainement des magistratures, dirigerait à sa guise les affaires de la ville, et pourrait même se dérober à l'ingérence des agents du Roi, même s'ils faisaient créer par lettres patentes des consuls de leur choix. C'était bien là le but qu'avaient poursuivi le lieutenant de Valbelle et ses partisans.

Ils avaient d'autant mieux le moyen de l'atteindre qu'ils avaient eux-mêmes distribué à leur fantaisie la plus grande partie sinon la totalité des places créées dans le nouveau Conseil. Par un accord conclu entre eux et leurs adversaires, il avait été convenu, en effet, que « pour composer ce nombre des Trois Cens, Messieurs les consuls en prendroient et esliroient deux cens et les cent restant seroient nommés par MM. le camérier Gérente, de Montolieu et d'Arène d'un côté, et MM. de La Reynarde, de Paul et

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 54, f° 541. Conseil des Trois-Cents du 25 octobre 1654. Le Conseil réuni, le premier consul le requiert de procéder, conformément aux prescriptions du Règlement du sort, à la désignation par le sort de sept personnes pour remplacer sept membres du Conseil décédés dans l'année, et nommèrent Louis de Monier, sieur d'Aiglun, etc. « Laquelle proposition ainsi faite, le sieur Léon de Scalice [d'Escalis] se seroit tout à l'instant levé de sa place et, estant venu au milieu de l'Assemblée, auroit dit et remonstré à icelle qu'il lui sembloit n'estre pas besoin d'eslire aulcung conseiller à la place de feu Louis de Monier, sieur d'Aiglun, son beau-frère, puisque autre Louis de Monier, sieur de Maubousquet, et son fils aîné, se trouve conseiller-né à sa place par les propres termes du Règlement du sort, art. 10°, sur la fin duquel est dit que MM. les consuls, assesseur, capitaines, juges et aultres officiers seront choisis, prins et nommés du nombre des Trois Cens et hors d'iceluy et, par ce moyen, que si le consul et l'assesseur esleu n'estoit point encore dudit nombre des Trois Cens, il en remplira la place du premier de ceux qui *décéderont* DURANT SON ANNÉE, sans qu'il soit nécessaire de le tirer une aultre fois au sort, et par ainsi, ayant ledit sieur de Maubousquet esté assesseur, il est bien raisonnable qu'il remplisse la place de son feu père sans estre tiré au sort. Et après ledit sieur de Scalice a repris sa place.... Sur quoy, ledit Conseil unanimement a résolu et délibéré que, conformément audit Règlement du sort, art 10°, ledit sieur Louis de Maubousquet remplira la place de feu Louis de Monier, sieur d'Aiglun, son père, sans qu'il soit besoin de le tirer une autre fois au sort. » — De même, à la séance du Conseil des Trois-Cents du 25 octobre 1655 (Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 55, f° 204 v°), le sieur de La Salle réclame le bénéfice de l'art. 10 en faveur de Jean de Riquetti, ancien assesseur, et fils de feu Jean de Riquetti, décédé dans l'année. Or, l'art. 10 du Règlement du sort nous paraît avoir été inexactement interprété en 1654 et en 1655, puisque cet article ne dispense du tirage au sort que les consuls et assesseurs en exercice pendant l'année où se produira le décès du conseiller auquel l'un d'eux sera appelé de droit à succéder. Il n'en était ainsi ni pour Louis de Maubousquet ni pour Jean de Riquetti : le premier, assesseur en 1652, était sorti de charge en octobre 1653, le second l'avait été en 1651-1652. Aucun d'eux ne pouvait même justifier d'un tirage au sort antérieur pour se faire dispenser de la procédure prescrite par le Règlement du sort : Riquetti, en effet, avait été assesseur sous le régime du règlement de Saint-Vallier, et Maubousquet, la première année de l'établissement du Sort où les consuls et assesseur furent créés par lettres patentes.

de Félix de l'autre¹ ». Il nous est donc permis de supposer que, au moins, deux cent cinquante nouveaux conseillers sinon davantage, représentaient dans le Conseil des Trois-Cents le parti du lieutenant de l'Amirauté. Dans ces conditions, il aurait fallu que le sort fût bien aveugle, encore que le Règlement donnât le moyen de le corriger, pour que ce personnage ne pût pas diriger à son gré le gouvernement de Marseille².

Le Règlement du sort obtenu et promulgué, il fallait le mettre en pratique. La chose ne laissait pas que d'être délicate. Les promoteurs de la réforme avaient eu l'habileté de la présenter à la Cour comme le plus sûr moyen de ramener la concorde et la paix dans la ville et c'est en se flattant de cet espoir que le Roi l'avait autorisée³. Or, sans parler de ceux qu'elle mécontentait parce qu'elle les dépouillait des prérogatives honorifiques dont les anciens règlements leur avaient jusqu'à présent garanti la jouissance⁴, elle excitait chez ceux qui l'acceptaient de secrètes ambitions qu'il était difficile de satisfaire en même

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 847.

2. C'est bien l'impression de tous les contemporains qui furent les témoins de la réforme de 1652, y compris le duc de Mercœur qui paraît, d'ailleurs, s'être alors prêté avec complaisance aux desseins du lieutenant de l'Amirauté. L'auteur de l'*Histoire des troubles de Marseille* raconte, en effet (I, 20), que, au cours d'une entrevue qu'il eut, par la suite, au mois d'octobre 1657, avec les chefs de l'ancien parti de Valbelle, le duc, après leur avoir fait divers reproches, « passa au Règlement du sort. Son Altesse dit qu'on se plaignoit que, lorsque le Conseil des Trois Cens fut formé, le feu lieutenant de Valbelle, qui estoit le maistre de la ville, y mist tous ses amis et que, pour ceste raison, il fut bien aise de rendre ce Conseil fixe ».

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse L. Lettre du Roi, 3 octobre 1652. « N'ayant point de plus grand desir que d'entretenir Nos peuples dans une entière union et correspondance mutuelle pour le bien de Nostre service et pour leur propre conservation sous Nostre obéissance, Nous avons estimé nécessaire pour une si bonne fin de faire expédier Nos lettres patentes contenant la forme de vos eslections et autres réglemens de l'Hostel commun de Nostre ville de Marseille faisant, par ce moyen, que plusieurs qui en estoient ci-devant exclus y sont appelés et que, sans distinction ni partialité aucune, dont Nous voulons que la mémoire soit à jamais esteinte, chacun se trouve avoir part aux eslections et aux affaires publiques.... Vous ordonnant d'oublier toutes choses passées entre vous et de vivre en paix et concorde parfaite, en sorte que Nous n'ayons plus de plaintes de vos divisions et que vous ne pensiez unanimement qu'à promouvoir le bien public de Nostre ville.... »

4. Le juge du Palais, de Foresta, que le règlement de Saint-Vallier appelait à présider les séances du Conseil de Ville et à tenir la place du viguier, quand celui-ci était absent, se voyant dépouillé de cette prérogative, par le nouveau règlement qui décidait (art. 9) qu'en l'absence du viguier « l'un des juges (de Saint-Louis ou de Saint-Lazare) ou le plus ancien avocat, en défaut desdits juges dûement appelés, présidera à l'ordinaire », intervint auprès du Parlement pour empêcher la vérification et l'enregistrement des lettres patentes. Sa démarche ne servit qu'à retarder de quelques jours cette formalité, dont les Marseillais étaient disposés à se passer, pensant, si nous en croyons les *Mémoires de Valbelle* (971 v°) « qu'aussi bien on se serviroit des lettres patentes enregistrées par le secrétaire de la ville que par le greffier de la Cour ». — Voir sur cette contestation du juge du Palais, Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I, lettres au premier président de Mégrigny des 8 et 15 novembre 1652, au procureur général de Genty, du 8 novembre, au duc de Mercœur du même jour, à l'avocat marseillais d'Ortigue des 12 et 16 novembre, au président de Régusse du 16 novembre.

temps. Suivant la coutume, observée à Marseille toutes les fois que le règlement des élections était réformé, le Roi se réservait la nomination des consuls et autres officiers municipaux de l'année nouvelle¹. Mais dans l'impossibilité où, faute de moyens d'information, il se trouvait de procéder lui-même à leur choix, il avait laissé aux consuls le soin de se mettre d'accord avec le duc de Mercœur pour arrêter la liste qui lui serait soumise. Ce ne fut pas une tâche aisée : les compétitions et les intrigues furent telles que Valbelle craignit même un moment pour le succès de la réforme². Son cousin, le chevalier, revendiquait le premier chaperon qui lui avait été refusé déjà l'année précédente. Le lieutenant, au contraire, mettait en avant le nom d'Antoine de Félix, cousin germain de Mme de Valbelle. Mais, quand il se fut rendu compte que cette candidature lui aliénerait toute sa propre famille et que la division qui en résulterait pourrait provoquer de nouveaux troubles, il aima mieux y renoncer et proposa La Salle comme capable de rétablir l'union dans son parti. Il calma de Félix, que cet abandon avait d'abord irrité³, fit agréer son nouveau candidat par le duc de Mercœur⁴ et, redoutant qu'une surprise ne vint à se produire au dernier moment, il obtint du gouverneur qu'il viendrait en personne, le 28 octobre 1652, présider la séance où seraient lues les lettres patentes du sort et installés les nouveaux magistrats créés par le Roi⁵.

« Ayant pourveu au repos de Nostre ville de Marseille par l'establisement de la nomination et eslection au sort des consuls et autres officiers municipaux de Nostre dite ville et autres règlements de police, ensuite de la délibération de l'Assemblée générale tenue en ladite ville, le dix-huitiesme jour du mois de

1. Lettre du Roi aux consuls, du 3 octobre 1652. « ... Nous avons bien voulu accompagner Nos lettres patentes de celle-ci par laquelle Nous vous mandons de vous conformer audit règlement à l'avenir et cependant de reconnoistre dans les charges de consuls et autres municipales de ladite ville ceux que Nous avons établis pour la présente année, comme il a esté fait par les Rois, Nos prédécesseurs, en semblable cas. »

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 953 v°.

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 951. « Je souhaitois avec ardeur de donner le premier chaperon à Antoine de Félix, cousin germain de ma femme. Mais le chevalier de Valbelle briguant pour lui, aidé du sieur de Montolieu, quoique très proche de Félix, et d'un grand nombre d'amis et de partisans, jusque-là que mon propre frère, M. de Meirargues, et mon cousin de Saint-Symphorien estoient de ceste mesme intrigue et de ceste mesme faction, je crus que l'expédient de faire le sieur de La Salle pouvoit empêcher beaucoup de désordre et remettre la ville et ma maison en paix, et surtout s'agissant de changer l'estat de nos eslections et de commencer ceste année par l'establisement du Sort. Néanmoins, je ne dis pas tout ce que j'en sçavois à mon cousin de Félix qui auroit pu se dégouter et nous en avions besoin pour dresser les despesches et expéditions de la Cour. Il s'en fascha d'abord qu'il en fut averti et se plaignit avec raison du procédé du sieur d'Aiglun. Mais nous le ramenâmes, et, comme il est homme d'honneur, parfaitement désintéressé, et d'ailleurs mon fidèle ami, il tascha d'adoucir le ressentiment de son frère. »

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 953.

5. *Ibid.*, 953 v°.

décembre de l'année dernière mil six cens cinquante-un, Nous aurions, pour bonnes considérations et comme il a esté pratiqué en pareil cas par les Roys, Nos prédécesseurs, voulu nommer pour ceste année seulement et sans tirer à conséquence ny déroger auxdits réglemens, statuts et privilèges de ladite ville, ceux qui doivent remplir les principales charges d'icelle, que Nous aurions prins et choisis du nombre et roole des trois cens conseillers à Nous envoyé, à la réserve seulement de l'assesseur lequel, attendu que son père se trouve desjà desnommé au susdit roole, sortira du Conseil dudit Hostel de Ville incontinant aprez sa charge finie. Et à cet Estat avons, de Nostre propre mouvement, plaine puissance et autorité royale, créé, fait et nommé, créons, faisons et nommons par ces présentes signées de Nostre main, *pour premier consul*, le sieur Gaspard de Villages, sieur de La Salle; *pour second consul*, Laurens Gilles, et, *pour troisième consul*, Jacques Beau; *pour assesseur*, Louis de Monier, sieur de Maubousquet d'Aiglun; *pour capitaines* : du corps de Ville, Antoine Bellin; de Blanquerie, François Monier, sieur de la Girade; de Cavaillon, César-François; de Saint-Jean, Jacques Faisan; *pour capitaine de l'artillerie*, le sieur de Sabattier; *pour juge de Saint-Louis*, Louis-Jean de Riquetti; *pour juge de Saint-Lazare*, Jean-Jacques Gonsollin; *pour premier juge des marchands*, Jean-Baptiste de Monier; *pour second*, Philibert Aurel; et pour toutes les autres charges voulons et entendons que les nominations et eslections en soient faites au sort, conformément aux statutz et réglemens faictz par ladite ville et par Nous continuez. Et, qu'ad ces fins, en vostre présence¹, ledit Conseil des Trois Cens duement assemblé à tel lieu et jour que vous choisirez ayt à y travailler et procéder incessamment. Et pour ce. vous mandons et ordonnons par ces présentes que vous ayez à faire recepvoir, cependant, installer et mettre en possession auxdites charges de consuls, capitaines et juges les cy-dessus nommez et d'icelles les faire jouir et user tous ainsi que s'ils avoient esté faictz et crééz en la Maison Commune de ladite ville, en la manière accoustumée, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons estre différé. Car tel est Nostre plaisir. Donné à Pontoise, le troisieme jour d'octobre, l'an de grâce mil-sixcens cinquante-deux et de nostre règne le dixiesme². »

Les instigateurs du Règlement du sort se flattaient d'avoir accompli une œuvre bonne et utile au repos et au bonheur de leurs concitoyens³. Cependant, la lecture des lettres patentes

1. Les lettres patentes sont adressées au duc de Mercœur et, en son absence, aux viguier et consuls de Marseille.

2. Arch. com., BB. *Elections, nominations, etc.*

3. « Ce fut le jour de la bonne fortune et du repos de la ville » (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 953 r°).

fut accueillie avec froideur par tous les assistants. Un seul, qui avait l'habitude de vivre à Saint-Marcel, loin de la ville et des agitations de la Maison Commune, cria : « Vive le Roi ! » mais son cri n'eut pas d'écho dans l'assemblée. « Il semble, en effet, constatent les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*¹, que le Roy choque nos privilèges et nostre liberté quand il fait nos consuls. » Il se trouvait donc que le lieutenant de l'Amirauté, qui se vantait de ne s'être jamais laissé guider que par le souci des libertés de la ville, pouvait maintenant se voir reprocher d'en avoir fait bon marché pour satisfaire son ambition. Il feignait de n'y point prendre garde et se félicitait, au contraire, d'avoir enfin pu réaliser le rêve qu'il caressait depuis si longtemps. Mais à peine avait-il eu le temps de constater que « la pratique du nouveau règlement fut plus aisée qu'elle ne paroissoit mesme sur le papier² », que déjà reparaissaient dans son propre parti les jalousies, les querelles et les divisions auxquelles il avait espéré mettre fin³ et que, le premier Conseil des Trois-Cents, réuni le 18 novembre pour compléter l'administration municipale, portait une première atteinte au Règlement du sort sous prétexte d'en observer plus exactement l'esprit⁴.

Les rivaux de Valbelle et de Félix, qui avaient paru un moment abandonner leurs rancunes pour s'associer à la réforme du Règlement du sort et avoir une part dans l'administration nouvelle, profitaient de leur présence parmi les Trois-Cents pour essayer de prendre une place prépondérante à l'Hôtel de Ville. Bien plus, les anciens membres du parti d'Angoulême, exclus du Conseil et privés ainsi des moyens de ressaisir le consulat et le gouvernement de la ville, s'efforçaient de renouveler et d'entretenir une agitation propre à favoriser un retour de fortune. A diverses reprises, au cours de l'année 1653, des querelles éclatèrent entre des particuliers et les consuls eurent de la peine à maintenir l'ordre dans la ville. D'abord, suivant un usage auquel

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 953 v°.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 969 v°. Cf. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I, les lettres écrites par les nouveaux consuls, le lendemain de leur installation, au duc de Mercœur (2 novembre 1652), à Maubousquet et à Gonsollin, députés en Cour (5 novembre 1652) et à Servien (8 novembre 1652).

3. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 979 v°. « Le 18 novembre, le Conseil des Trois Cens estant assemblé..., le sieur d'Aiglun, poussé par le chevalier de Valbelle, qui harangua sur l'exactitude et rigueur du Sort, fut contraint de quitter sa place et sortir du mesme Conseil ; mais le sieur de La Salle le devoit laisser aller de son propre mouvement comme il faisoit avant qu'on mist la chose en délibération, ou le mieux soutenir l'ayant retenu. »

4. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 53, f° 1 v°. Conseil des Trois-Cents du 18 novembre 1652. « Et, en ce qui est des six conseillers appelés syndics, qui se doivent tirer du Conseil des Cens pour voir les mandats, les signer, conteroller et rejeter si besoing est suivant l'article 16° dudit règlement, ledit Conseil, en expliquant ledit article, sous le bon plaisir du Roy, attendu l'importance de la charge et emploi desdits syndics, a aussi résolu et délibéré que lesdits six syndics seront nommés à l'avenir chacun par un nominateur et cinq approbateurs, lesquels seront pris et tirés au sort. »

leurs prédécesseurs s'étaient déjà conformés dans des moments difficiles¹, ils s'adressèrent au duc de Mercœur, le suppliant de s'interposer en mandant auprès de lui les deux adversaires². Si cette intervention eut lieu, elle ne fut pas efficace. Les querelles persistèrent pendant toute l'année. Comme elles avaient des causes politiques, elles devinrent plus violentes quand arriva le moment du Nouveau Etat³. Les consuls étaient hors d'état de les réprimer. Les capitaines de quartiers chargés, sous leurs ordres, de faire la police de la ville, ne se conformaient pas à leurs instructions; bien plus, ils prenaient eux-mêmes parti dans ces différends qui menaçaient chaque jour d'ensanglanter la rue. Les consuls durent aviser à d'autres moyens plus efficaces : ils demandèrent au Conseil d'ordonner des mesures énergiques qui mettraient fin à cette situation dangereuse : « Aux querelles qui arrivent parmi les habitans de la ville, représenta le premier consul à ses collègues⁴, les capitaines de quartiers estant employez par Messieurs les consuls pour empescher que les querellans ne se battent, il arrive souvent que les capitaines au lieu d'ensuivre les ordres et les desseins desdits sieurs consuls, ils l'exécutent autrement et, pour ce moyen, ils privent lesdits sieurs consuls de la volonté qu'ils ont de donner le repos et mettre en paix les habitans, ce qui est une chose odieuse et dommageable au public ». Le Conseil délibéra donc qu'il « seroit fait très expresses défenses aux capitaines des quartiers de la ville, leurs lieutenans et autres leurs officiers de ne s'intéresser à aucunes querelles desdits habitans » et donna aux consuls, s'ils y contrevenaient, « plein et ample pouvoir de destituer et dégrader lesdits capitaines et autres leurs officiers ».

Ces menaces eurent beau avoir pour effet de ramener les capi-

1. Voir ci-dessus, II^e part., ch. I et II.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre au duc de Mercœur, 11 mars 1653. « Nous vous despeschons cet exprès pour avertir Vostre Altesse d'une querelle qui est entre... deux personnes qui sont des plus considérables de ceste ville et comme, pour terminer leur différend, il est nécessaire que Vostre Altesse s'en mesle, nous La supplions très humblement de vouloir prendre ce soin et d'envoyer incontinent des gardes à l'un et à l'autre avec ordre exprès de vous aller trouver. »

3. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n^o 53, f^o 42 v^o. Conseil des Cent, du 11 juillet 1653. Le premier consul expose que, depuis leur entrée en charge, « il est arrivé, quasi tous les jours, des querelles entre personnes de condition de la ville..., et, pour esviter et empescher les malheurs et inconvéniens qui s'en pourroient ensuivre, il a fallu envoyer de diverses parts hors la ville les capitaines et autres officiers de ville pour les arrester et, à ces causes, mander exprès plusieurs fois vers Mgr le duc de Mercœur, gouverneur de ceste province et, en son absence, vers M. le comte de Carcès, afin qu'il leur plaise envoyer de leurs gardes pour arrester aussi lesdits querelans ». — Voir *Ibid.*, f^o 76. Conseil des Trois-Cents, du 26 octobre 1653, le compte rendu de la démarche faite par le premier consul auprès du duc de Mercœur pour obtenir que le voyage que la duchesse, sa femme, projetait de faire à Marseille, fût remis après la Saint-Simon, dans la crainte que des troubles n'éclatent dans la ville au moment de la création du Nouveau Etat.

4. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n^o 54, f^o 71. Conseil des Cent, du 16 novembre 1653.

taines de quartiers et leurs subordonnés à une conception plus exacte de leurs devoirs d'officiers de police, la bonne volonté des consuls ne put pas obtenir davantage. Des deux côtés, les adversaires aux prises n'imposèrent pas silence à leurs griefs; les querelles continuèrent de plus belle et l'Hôtel de Ville dut édicter bientôt d'autres mesures de coercition. Ce qui prouve bien cependant qu'il n'y avait pas seulement en jeu des intérêts privés et que ces disputes tiraient leur origine des divisions politiques qui, depuis si longtemps, déchiraient la ville, c'est que le Conseil des Cent ne fut pas unanime à se décider. Les propositions des consuls ne furent approuvées, en effet, que « par pluralité de suffrages¹ ». Ainsi les « querellants », comme on les appelait, pouvaient se croire autorisés à persévérer dans leur attitude factieuse; bien plus, ils pouvaient nourrir l'espoir d'être un jour ou l'autre appuyés par la minorité qui avait manifesté quelque hostilité aux mesures de rigueur proposées contre eux.

L'établissement du Sort n'avait donc pas ramené le repos, l'union et la paix. Bien plus, le nouveau règlement ne semblait pas devoir assurer l'ordre et la régularité dans le gouvernement. Dès les premiers jours où il fut mis en vigueur, le nouveau

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 54, f° 82. Conseil des Cent, du 7 décembre 1653. « Le premier consul a dit que lui et Messieurs ses collègues font tout leur possible pour accommoder les querelles des habitants, lorsqu'elles parviennent à leur cognoissance, afin de maintenir l'union et le repos dans la ville, à quoi ils prennent un singulier plaisir et particulièrement lorsqu'ils trouvent de la disposition aux querellans et qu'iceux recognoissent et rendent l'honneur qu'ils doivent à l'autorité de leur charge; mais, au contraire, ils ont bien du desplaisir quand ils rencontrent, comme ils ont rencontré depuis qu'ils sont en charge, des personnes qu'avec toutes les peines du monde ils leur ont donné les mains aux appointemens et, après les avoir conclus et finis, ils n'ont pas resté le mesme jour de récidiver et se battre de nouveau; d'ailleurs, ils n'ont pas voulu recevoir les offices des capitaines des quartiers que lesdits sieurs consuls leur ont mandés pour les garder ny moins les nourrir pendant le temps qu'ils ont esté auprès d'eux, ce qui revient au mespris du chaperon, et bien que lesdits sieurs consuls aient le pouvoir et le moyen de faire tenir les personnes en leur devoir, ce néanmoins, ils n'en ont pas voulu user sans en donner cognoissance au Conseil pour y pourvoir.... Sur quoy, ledit Conseil, en louant le zèle desdits sieurs consuls et les priant de continuer afin de tenir les habitants en paix et en bonne intelligence, *par pluralité de suffrages*, a résolu et délibéré que tous ceux qui auront dores en advant des querelles dans ceste ville ou son terroir seront tenus remettre leur inthérest entre les mains de Messieurs les consuls pour les accommoder et de donner et obéir aux accommodemens qu'ils en feront, recevoir les officiers qu'ils leur enverront, et encore de nourrir les sergens des capitaines pendant le temps qu'ils demeureront auprès d'eux pour les garder; et, en cas que lesdits querelans ou aucun d'iceux ne veuillent obéir aux commandemens desdits sieurs consuls et qu'au préjudice des accommodemens qui auront esté par eux faits ils retourneront se battre, ledit Conseil dès maintenant comme pour lors a donné et donne plein pouvoir et autorité auxdits sieurs consuls de faire sortir et arrester celuy ou ceux desdits querelans qui aura contrevenu à leur commandement et mesprisé l'autorité de leur charge, et iceux faire mander et conduire en prison à la tour de Saint-Jean pour y demeurer jusques à ce qu'il soit remis à son devoir, avec aussi pouvoir auxdits sieurs consuls de faire gaiger celuy ou ceux des querelans qui n'auront pas voulu nourrir les sergens des capitaines jusques à concurrence de 30 sols par jour et durant tous jours qu'auront esté auprès d'eux pour les garder. »

régime fonctionna, en effet, de façon peu satisfaisante, soit qu'il y eût eu un vice en quelque sorte organique dans le système, soit que déjà la minorité de mécontents, qui existait dans le Conseil, eût voulu de parti pris en rendre l'application difficile. A plusieurs reprises, en effet, au cours de l'année 1653, des réunions mensuelles du Conseil des Cent, régulièrement convoqué cependant, ne purent pas être tenues, faute d'avoir atteint le chiffre réglementaire de cinquante conseillers, dont la présence était indispensable pour rendre valable les décisions qui y seraient prises. Le Conseil des Trois-Cents du 10 mars essaya, une première fois, de menacer ceux des Cent qui s'absenteraient sans motif valable de prononcer contre eux pour trois années l'exclusion de toutes les charges de la ville¹. Cette délibération ne fut, elle aussi, prise que « par pluralité d'opinions² », et des absences injustifiées furent encore constatées en grand nombre aux conseils des mois suivants qui, pour cette raison, ne purent pas être tenus. A la fin, jugeant que toute administration régulière était devenue impossible, le Conseil des Trois-Cents décida, sur la proposition des consuls, de demander au Roi de permettre qu'il fût apporté une première modification au Règlement du sort et que, désormais, il suffît de la présence de trente-trois conseillers pour rendre valables les délibérations du Conseil des Cent³.

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 53, f° 30 v°. Conseil des Trois-Cents, du 10 mars 1653. « Le premier consul a remontré qu'ayant convoqué le 3^e du courant le Conseil des Cent pour y proposer les affaires ordinaires et occurrentes de ceste ville, iceluy n'auroit pu lors se tenir faute d'y avoir heu nombre suffisant qui doit estre de plus de la moitié, suivant l'art. XIV^e du nouveau Règlement du sort. De peu s'en est fallu qu'il ne soit autant arrivé à quasi tous les autres Conseils de Cent cy-devant tenus auxquels avec grande peine y a seulement heu nombre compétent, comme conste par ledit Conseil, ce qui luy auroit donné subject et à Messieurs ses collègues de convoquer et assembler ledit Grand Conseil des Trois Cens pour y pourvoir et remédier promptement afin que le mesme n'arrive cy-après durant le reste de l'année. — Sur quoy, ledit Conseil, *par pluralité d'opinions*, a resolu et délibere que ceux qui sont et seront à l'advenir du Conseil des Cent seront obligés d'adcister à tous les Conseils qui se tiendront dans la Maison Commune au son de la cloche, sauf légitime excuse d'absence ou maladie, à peine d'estre exclus et forelos à l'advenir d'avoir aucunes charges publiques, nominations ni aultres avantages de ladite ville pendant trois années à compter du jour qu'ils auront manqué de se trouver au Conseil, lequel se tiendra d'ores en çà à chasque premier dimanche du mois ou le dimanche après conformément audit art. XIV^e du Sort, laquelle peine néantmoins ne sera exécutée que lorsque le Conseil ne porra pas se tenir faute de nombre suffisant et non autrement. »

2. Voir ci-dessus.

3. Ces absences furent constatées aux Conseils du 8 juin et du 6 juillet, malgré les mesures ordonnées par le Conseil des Trois-Cents du 10 mars. « Et d'autant qu'en exécutant ladite délibération contre ceux qui, après icelle, ont manqué d'adcister et se trouver auxdits Conseils ..., seroit à nuller la plus grande partie dudit Conseil des Cent et, ce faisant, il n'y auroit jamais nombre suffisant et les affaires de ceste Communauté périliteroient grandement », le premier consul requiert le Conseil de délibérer. Celui-ci, « en reformant, soubz le bon plaisir du Roy, ledit art. XIV^e du nouveau Règlement du sort, a unanimement resolu et délibéré que d'hores en çà le Conseil des Cent se porra tenir lhorsqu'il y aura au moins trente-trois conseillers de ceux du nombre de Cent tirés annuellement au sort pour délibérer et résoudre les affaires occurrentes de ladite ville avec

Les ennemis du parti au pouvoir crurent trouver dans ces embarras une occasion favorable pour faire cesser l'exclusion dont ils étaient les victimes. Ils n'attendirent pas que les avantages ou les inconvénients du Sort en matière électorale fussent démontrés par une expérience complète, puisque le Nouveau Etat de 1652 avait été créé par lettres patentes¹, et ils entreprirent d'obtenir de nouvelles lettres patentes pour celui de 1653. A cette occasion, les ministres furent l'objet de sollicitations contradictoires. Dans les premiers jours du mois de septembre, le comte de Brienne reçut une lettre qui combattait ce projet², écrite par un correspondant anonyme, qui est peut-être l'avocat Ycard et qui, dans tous les cas, habitait Paris puisqu'il se proposait d'avoir avec le ministre un entretien à ce sujet. De leur côté, les consuls intervinrent, s'adressèrent en même temps au Roi, à la Reine-mère, à Mazarin et à Brienne, les suppliant de ne pas consentir à ce qui leur était demandé et leur faisant envisager les désordres que pourrait provoquer cette atteinte portée au Règlement du sort la première année même de son application³. « C'est sans exemple qu'après que le Roy a fait un nouveau établissement d'élection pour les officiers, il ait fait les consuls de l'année suivante par lettres patentes, écrivaient-ils à Anne d'Autriche; et nous pouvons assurer Vostre Majesté que ce seroit mettre nostre ville dans le plus grand désordre où une ville puisse estre et n'y ayant personne au monde qui pense que l'événement n'en soit funeste. » Ils n'osaient pas répondre de ce

Messieurs les consuls qui y se trouveront présens, soient qu'ils y soient tous trois ou bien un seul, lesquels trente-trois conseillers auront le mesme pouvoir que si tout le nombre de Cent y estoit, demeurant le surplus dudit article à son entier, sans qu'il y soit autrement dérogé. »

1. Il est vrai que le Conseil des Innocents avait été régulièrement tenu, le 28 décembre 1652, et que, conformément aux prescriptions de l'art. 26 du Règlement du sort, trois gentilshommes provençaux avaient été désignés et présentés au Roi comme candidats à la viguerie, le marquis de Janson, le vicomte de Pourrières et le marquis de Cental (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettres au duc de Mercœur, 29 décembre 1652, au Roi et au comte de Brienne, 18 février 1653). — *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 989.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 179. Copie d'une lettre non signée adressée à Brienne, 7 septembre 1653. « Encore que j'espère d'avoir l'honneur de vous voir bientôt, je crois que vous n'aurez pas désagréable qu'avant cela je vous fasse une très humble prière par ceste lettre. Il y a quelque temps que, pour remettre le calme et le repos dans la ville de Marseille, il fut résolu dans le Conseil qu'ils ne feroient désormais que par le sort et le scrutin l'eslection de leurs consuls, qui a toujours esté le sujet de leurs divisions et de leurs désordres. On crut avec beaucoup de raison que ceste voie, qui est innocente, les tiendrait toujours dans l'union et la bonne intelligence, tant pour leur propre satisfaction que pour le service du Roy. Néanmoins, apprenant qu'on est sur le point d'y apporter quelque changement, pour des considérations qui ne sont pas venues à ma connoissance et que quelques particuliers se servent du nom de la ville pour obtenir de la Cour que cet ordre soit rompu, je prends la liberté de vous supplier très humblement en cas que cela soit de vouloir bien différer ceste résolution nouvelle jusques à ce que j'aie le bien de vous dire de bouche les raisons au contraire que j'ai à représenter sur ce sujet. »

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre au Roi, à la Reine mère, à Mazarin et au comte de Brienne, du « dernier septembre 1653 ».

qu'il adviendrait s'il était passé outre à leurs prières et ils montraient les meilleurs citoyens groupés derrière eux pour demander que le Roi les laissât libres de créer à leur guise leurs magistrats. « Les gens de bien, Sire, demandent le Sort; les meschans ne le voudroient point et seroient bien aises d'avoir l'autorité pour en abuser. Et il est beaucoup mieux, pour vostre service, qu'elle demeure entre les principaux de la ville et les personnes d'âge et de probité qui ne peuvent avoir d'autre dessein que celui d'une parfaite obéissance, qu'entre les mains d'une cabale capable de tout entreprendre¹. »

Déjà, d'ailleurs, le bruit, que les ennemis des consuls se flat- taient d'obtenir du Roi des lettres patentes qui leur rendraient le pouvoir, causait dans la ville un état de malaise aggravé par la persistance de ces querelles particulières que les consuls, nous l'avons vu, avaient été impuissants à réprimer. Mainte- nant, ceux-ci n'étaient plus sûrs de maintenir l'ordre malgré les mesures de rigueur que le Conseil des Cent avait délibéré, unanimement cette fois, de prendre contre ceux « qui poursui- vroient directement ou indirectement la rupture du Sort et pro- jeteroient pour eux ou pour autrui d'avoir des charges par autres voyes que celles dudit Sort². » Aussi, le premier consul de La Salle, ayant eu l'occasion de se rendre à Aix auprès du duc de Mercœur, l'avait supplié de faire ajourner jusqu'après le jour de Saint-Simon le voyage que la duchesse se proposait de faire à Marseille³, sans doute parce qu'il redoutait à la fois les désordres qui pourraient se produire et le mauvais accueil qui risquait d'être fait à la femme du gouverneur, si les nouveaux consuls étaient créés par le Roi et non par le Sort.

Ces craintes étaient chimériques. Du moins, le parti au pou- voir jouissait encore d'assez de crédit à la Cour et auprès du gouverneur de la province pour obtenir satisfaction. Le lieute- nant de Valbelle avait rendu trop de services au duc de Mercœur et faisait trop ouvertement profession de lui être dévoué « et de ne se séparer jamais de ses intérêts », pour que celui-ci songeât jamais à rien faire pour affaiblir son influence et son prestige dans Marseille⁴. Au contraire, il semble que Valbelle ait enfin

1. Lettre au Roi.

2. Cette délibération, dont la sanction était l'exclusion du Conseil des coupables qui en feraient partie et, pour eux et leurs complices, l'incapacité prononcée contre eux et leur postérité d'exercer aucune charge de l'Hôtel de Ville, fut prise, le 5 octobre 1653, par le Conseil des Cent sur le rapport du premier consul. « Selon le bruit qui court icy, il y a des personnes qui pourchassent auprès du Roy de faire l'Estat Nouveau par lettres patentes et veulent, par ce moyen, détruire l'establisement du sort très innocent, agréable à tous les gens de bien et très nécessaire au repos et tranquillité de la ville » (Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 53, f° 72 v°).

3. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 53, f° 76. Conseil des Trois-Cents du 26 octobre 1653.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 985 v°. « On sera peut-estre aussi bien aise de voir que M. le duc de Mercœur rechercha les prières et la recommandation de

réussi à désarmer les méfiances qui s'étaient manifestées contre lui dans son propre parti. Dans tous les cas, les prescriptions du Règlement du sort et la composition même du Conseil des Trois-Cents, à laquelle il avait présidé avec tant de soin, lui permettaient de n'en pas tenir compte. Le jour de la Saint-Simon de l'année 1653 il put, en effet, réaliser le rêve, qu'il avait vainement formé auparavant et qu'il lui avait fallu différer deux fois. Son cousin, son ami fidèle et dévoué, son confident et son conseiller, Antoine de Félix, fut créé premier consul, avec Jean de Fargue et Etienne Benoit pour collègues, et l'avocat Jacques d'Altovitis pour assesseur¹.

Cette élection, quels que fussent ceux qui étaient appelés à revêtir le chaperon avec Antoine de Félix, ne tirait son véritable caractère que de la personne du premier consul. Dans la lettre qu'ils écrivaient au Roi, au lendemain de leur installation, les nouveaux magistrats pouvaient se présenter modestement comme les délégués « de la Providence divine qui seule gouverne le sort et dispose de leurs emplois et de leur fortune comme bon lui semble² ». Ils pouvaient aussi dans une lettre au comte de Brienne parler de « leur fortuite élection³ ». L'accession à la

Marseille à la Cour pour avoir plutôt ses expéditions. Et, comme je souhaite extrêmement de lui complaire et ne me séparer jamais de ses intérêts, je fis, signer la lettre suivante par Messieurs les consuls et l'envoyai au Roy. « Sire le repos de vos peuples étant le principal objet de Vostre Majesté, comme il a toujours esté le premier et le plus grand soin de la Reine et de ces illustres personnes qui assistent à vos Conseils, nous avons occasion de croire que Vostre Majesté n'aura pas désagréable la continuation de nos très humbles remonstrances et de nos prières et qu'enfin, soit pour l'intérêt de vostre service en ceste province, soit pour la considération du calme et de la paix dont elle jouit maintenant, Vostre Majesté nous fera la grâce de nous laisser sous la conduite et le gouvernement de M. le duc de Mercœur. Ce prince, Sire, qui a cest honneur d'estre de vostre Maison, ajoute aux qualités de sa haute naissance tant de mérite et de vertu que, quoique nous soyons accoustumés à une aveugle obéissance, si est-ce que nous recevons avec plus de satisfaction et de facilité les ordres qu'il nous distribue et nous donne de vostre part. Nous lui obéirons d'autant plus volontiers que nostre inclination est conforme à nostre devoir, et qu'il mérite en mesme temps nostre affection et nostre estime. Oui, Sire, M. de Mercœur nous a deslivrés des malheurs et de la confusion où d'autres nous avaient plongés; il a remis par sa prudence le bon ordre dans la province; il a réuni les esprits et dissipé par son adresse autant que par la force et l'autorité de vos armes tout ce qui semblait s'opposer aux justes intentions de Vostre Majesté; il a dompté les uns et persuadé les autres de manière que, comme il est le principal ouvrier de tous ces bons effets, nous sommes assurés qu'il conservera son ouvrage et nous jouirons de la paix qu'il nous a donnée aussi longtemps que nous l'aurons pour gouverneur. Nostre intérêt, Sire, doit estre le vostre. Nous sçavons que vous aimez la tranquillité et le repos de vos sujets et c'est pour cela aussi que nous prenons la hardiesse d'ajouter ces dernières lignes au discours de nos députés aussi bien que de tous les ordres et bonnes villes de ceste province qui, comme nous, Sire, souhaitent ardemment d'obéir à une personne qui vous est si proche et qui, par les exemples de sa fidélité et la passion qu'il a pour vostre service, rend ses commandemens encore plus agréables, plus heureux et plus respectés et fait, par conséquent, que nous sommes toujours davantage, etc. » (24 décembre 1652.)

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 53, f° 78. Conseil des Trois-Cents du 28 octobre 1653.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre au Roi du 4 novembre 1653.

3. *Ibid.* Lettre au comte de Brienne, du même jour.

magistrature consulaire d'Antoine de Félix signifiait clairement que le sort n'était ni si innocent ni si aveugle qu'on se plaisait à le représenter et que le parti de Valbelle s'installait en maître tout-puissant à l'Hôtel de Ville d'où il ne se laisserait pas déloger facilement. D'ailleurs, fidèle à la politique qu'il avait suivie jusqu'à présent, ce parti, par l'organe des nouveaux consuls, se mettait lui-même sans réserve et mettait la ville à laquelle il gouvernait dans la dépendance de Mazarin et du Roi¹.

Valbelle et ses amis jugeaient, en effet, nécessaire de se maintenir dans les bonnes grâces de la Cour. Assurés de la bienveillance de Mazarin, ils pouvaient, à la fois, prévenir les manœuvres de leurs ennemis, qui n'entendaient renoncer à aucune de leurs espérances, et améliorer le Règlement du sort dont les imperfections s'étaient révélées au cours de cette première année d'application. Ils projetaient d'y introduire de nouvelles dispositions qui, augmentant les pouvoirs des consuls, rendraient vains les efforts de leurs adversaires et préviendraient les manœuvres de ceux de leurs amis qui ne s'associaient pas toujours volontiers à leur politique. La présence à la tête de l'administration municipale d'Antoine de Félix, qui avait pris la part la plus active à la préparation et à la rédaction du Règlement du sort, promettait à Valbelle que cette entreprise serait réalisée à son gré.

Presque au lendemain de son entrée en charge, Antoine de Félix prit, en effet, l'initiative de cette nouvelle réforme. Le 4 janvier 1654, il convoqua dans le réfectoire du couvent des Frères Prêcheurs, une réunion du Conseil des Trois-Cents. Après avoir, dans un long discours, fait l'éloge du nouveau règlement, affirmé que sans lui la ville était exposée à « retomber dans les désordres qu'y ont depuis peu failli de la perdre », et protesté que « si on ne doit pas espérer de grandes actions de leur consulat, on ne doit pas aussi en appréhender de mauvaises », le premier consul avait ajouté ces paroles : « Le plus signalé et le plus important service qu'ils s'attendent de faire au public est de bien establir le Sort, sans toucher à sa substance qui doit estre comme sacrée, repasser les mains sur leur propre ouvrage, retrancher les longueurs qui n'avoient pas esté prévues et qui ne se peuvent aussi descouvrir que par l'expérience, puisqu'il est certain qu'il n'y a que Dieu seul qui, dans son essence infinie, voit les choses comme elles sont et comme elles doivent estre et que les projets les mieux concertés et les plus

1. « Vostre Majesté doit estre assurée que, après le service de Dieu, nous n'avons rien tant à cœur que le vostre » (Lettre des consuls au Roi, du 4 novembre 1653). « Nous croirions nostre eslection malheureuse, quoique faite par le sort, dont l'invention et l'innocence entretiendra sans doute ceste ville en paix et concorde, si, dès l'entrée de nos charges, nous ne nous donnions l'honneur d'escrire à Vostre Eminence ce que nous lui devons qui est une fidélité et obeissance parfaite » (Lettre à Mazarin, du même jour).

excellens des hommes ne sont pas toujours tels dans l'exécution que sur le papier. Aussy est-il de ce nouveau mais néanmoins ancien règlement (car la ville s'en est autrefois bien trouvée) comme d'une pierre précieuse qui n'est pas tout à fait polie, d'une pièce d'or qu'il faut raffiner pour la mettre à son juste titre et d'une production véritablement bonne mais laquelle a besoin d'une plus grande perfection. » Il proposait, en conséquence, de donner aux mêmes commissaires, qui avaient été chargés naguère de dresser le premier projet du Sort, « le pouvoir d'en examiner les articles, non pas pour en changer la forme, car à Dieu ne plaise que ceste pensée tombe jamais dans nos esprits, mais pour en rendre l'usage plus pur, plus aisé et plus agréable ». A l'unanimité, le Conseil approuva cette proposition et forma la commission des consuls et assesseur en exercice, des consuls et assesseur de l'année précédente et de tous ceux qui avaient déjà collaboré à la préparation du Règlement du sort, c'est-à-dire trente-deux gentilshommes pris dans les plus illustres familles de la ville et dont les plus en vue étaient le lieutenant de Valbelle, le lieutenant de sénéchal Antoine de Bausset, François d'Arène, le camérier de Gérente, le capitaine de Montolieu, Lazare de Vento de La Baume, Nicolas de Félix de La Reynarde, Thomas de Riquetti de Mirabeau, etc.¹.

Le 12 avril, le résultat des travaux de cette commission fut présenté au Conseil des Trois-Cents, réuni de nouveau dans la salle du réfectoire du couvent des Prêcheurs. Ce nouveau projet respectait soigneusement les prescriptions essentielles du Règlement du sort et n'apportait sur la plupart des points que des modifications de détail destinées à réformer, comme l'avait voulu la délibération du 4 janvier, « ce que la pratique et l'expérience a fait cognoistre estre de superflu, inutile et nuisible² ». Sur

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 54, 108. Conseil des Trois-Cents du 4 janvier 1654. Le Conseil donnait à cette commission « plein et ample pouvoir de procéder à la réformation de tout ce que la pratique et l'expérience a fait cognoistre estre de superflu, inutile et nuisible audit Règlement du sort, afin d'esviter les longueurs et rendre iceluy dans une plus grande perfection, sans néanmoins qu'ils puissent toucher ny altérer sous quel prétexte et considération que ce soit en la substance dudit règlement et articles essentiels d'iceluy, comme aussi réformeront tous les abus, mauvais usages et costumes qui se sont glissés dans l'Hostel de Ville, tant en en dresseront règlement honneurs et complimens des charges consulaires et du tout en dresseront règlement par articles, qu'ils rapporteront au prochain Conseil des Trois Cens, afin de délibérer sur l'approbation et réformation dudit nouveau règlement, ainsi qu'il trouvera pour le mieux ».

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 54, f° 281. Conseil des Trois-Cents du 12 avril 1654. On constate, en effet, le souci des rédacteurs de ce projet de rendre plus rigoureuses les conditions d'éligibilité aux fonctions de membre du Conseil des Trois-Cents (art. 4) et plus précises les obligations imposées aux comptables des deniers de la ville (art. 6); de faciliter, par des prescriptions nouvelles, le contrôle des magistrats et du public lui-même sur les diverses opérations du Sort établies par l'art. 9 du règlement primitif, de simplifier la procédure électorale pour les magistratures considérées comme inférieures (art. 11), etc.

certain points, cependant, les auteurs du projet de réformation innovaient, tout en restant, il est vrai, animés du même esprit qui avait inspiré les rédacteurs du projet primitif. Leur principale innovation consistait dans l'établissement d'une série de conditions imposées aux candidats aux fonctions consulaires, et particulièrement aux candidats au premier chaperon. Au moment de l'élection, ceux-ci devaient faire la preuve d'un siècle de noblesse par-devant une commission composée de commissaires désignés par le Roi, du juge du Palais et de trois syndics de la Noblesse choisis par le Conseil des Trois-Cents parmi les gentilshommes de la ville. Quant aux candidats au second et au troisième chaperons, ils devaient désormais justifier, en plus de leur qualité de citoyens de Marseille acquise par naissance, mariage ou citadinage, les uns, d'avoir porté au moins pendant trente années le titre d'écuyer, et les autres de n'être pas artisan ou de n'avoir jamais « fait actions serviles ou mercenaires »¹. C'était restreindre encore davantage les choix du Conseil et assurer à un petit nombre de familles de l'aristocratie municipale la prépondérance dans la ville.

C'était aussi le même objet que poursuivaient les auteurs du projet en proposant de réduire à quatre-vingt-douze le nombre des conseillers qui, réunis aux consuls et assesseur de l'année courante et à ceux de l'année précédente, formeraient le Conseil des Cent et de n'exiger, pour rendre valables les décisions de cette assemblée, que la présence de trente-trois membres, y compris les consuls et l'assesseur². De cette façon, ceux-ci reprenaient dans le Conseil une influence plus grande et pouvaient faire prévaloir plus facilement les vues de l'oligarchie dont ils étaient les représentants. Ils pourraient aussi exercer la même influence dans le Conseil des intendants de la santé, où l'article 12 réformé ne faisait entrer par voie de nomination et de tirage au sort que des personnes dont les noms seraient préalablement inscrits sur une liste de quarante-huit noms dressée par les soins des consuls et assesseur en charge et des consuls et assesseurs des années précédentes, à raison de quatre noms pour chacun d'eux³. Enfin, une modification apportée à l'article 16 disposait que les six syndics institués pour assister les consuls dans leur administration financière seraient pris exclusivement dans une liste où seraient inscrits tous les anciens consuls et assesseurs à l'exception de ceux qui auraient rempli ces fonctions l'année précédente⁴. Ainsi ceux qu'on appelait des « personnes

1. « Et réformant le dixiesme article, sera dit, etc. » (*Loc. cit.*)

2. *Loc. cit.* « L'article XIII^e est aussi confirmé, y adjoustant que à l'advenir, etc. »

3. *Loc. cit.* « Et d'autant qu'on ne sauroit apporter trop de précautions pour ce qui est de la santé et que la conservation de la ville despend du soin, intelligence et probité des sieurs intendans, en réformant l'art. XII^e, etc. »

4. *Loc. cit.* « L'article seiziesme est confirmé, y adjoustant que les six conseillers qu'on appelle sindicz.... »

consulaires » prenaient une place prééminente dans le gouvernement de la ville et, au-dessus de tous, ceux qui avaient occupé l'office de premier consul, c'est-à-dire les chefs de quelques familles nobles privilégiées. Le lieutenant de Valbelle et Antoine de Félix avaient pu réaliser cette œuvre, obtenir du Conseil des Trois-Cents qu'il se laissât dépouiller de quelques-unes de ses prérogatives essentielles et s'assurer le concours de tous leurs amis pour donner par cette réforme au règlement de 1652 son véritable caractère en ouvrant à tous ceux-là la perspective presque certaine de revêtir un jour le premier chaperon. Les conditions exigées de ceux qui pouvaient prétendre à cette dignité si enviée étaient, en effet, trop rigoureuses pour que le choix des nominateurs pût s'exercer librement sur un grand nombre de gentilshommes capables d'y satisfaire. D'ailleurs, ce choix se trouvait encore limité par cette prescription du règlement qui exigeait qu'il s'écoulât un intervalle de six années avant qu'un consul sorti de charge pût y rentrer une seconde fois et que le même intervalle de temps séparât le consulat du fils de celui du père¹.

Cependant, cette réforme ne pouvait être définitive qu'autant qu'elle serait approuvée par le Roi. Sans tarder, les consuls se mirent en mesure d'obtenir cette approbation, car ils désiraient appliquer la réforme au moment de la création du Nouveau Etat de 1654. Deux députés, choisis parmi les plus fidèles et les plus dévoués à la politique d'Antoine de Valbelle et de Félix, Antoine d'Albertas, sieur de Saint-Mayme, et André de Félix, sieur de Beaulieu, furent chargés de poursuivre à la Cour, de concert avec l'avocat Ycard, la délivrance de lettres patentes ou d'un simple arrêt du Conseil du Roi qui autoriserait les nouveaux articles². Bien que les consuls n'eussent feint de voir dans le projet qu'ils faisaient ainsi soumettre aux ministres que les moyens « les plus nécessaires pour faire durer longtemps le Règlement du sort et qu'on ne pouvoit pas prévoir autrement que par la pratique et l'usage³ », cette négociation fut longue et délicate. Les consuls ne se dissimulaient pas qu'il en serait ainsi. Leurs lettres à leurs députés, où ils s'expliquaient avec plus d'abandon et de franchise que dans celles qu'ils écrivaient à Mazarin ou aux ministres⁴, laissaient paraître leur crainte

1. *Loc. cit.*, art. 10.

2. « Vous recevrez des mains de Messieurs les députés les cahiers des nouveaux articles et réformation du Règlement du sort, sur quoi vous ferez dresser les lettres patentes nécessaires pour la plus grande validité et autorisation d'iceux et examinerez, s'il vous plaist, s'il sera meilleur de faire donner un arrest d'homologation, puisque lesdits nouveaux articles viennent ensuite des lettres patentes du mois d'octobre 1652 duement vérifiées ou enregistrées, ou s'il faut maintenant de nouvelles lettres... » (Lettre à Ycard, du 28 avril 1654. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I).

3. Lettres des consuls au comte de Brienne, 28 avril 1654 (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I).

4. Voir les deux lettres des consuls à Brienne et à Mazarin, du 28 avril et la

que le duc de Mercœur ne se mît en travers de leur projet et que leurs adversaires ne pussent tirer parti de cette opposition. Aussi recommandaient-ils à leurs correspondants d'atténuer l'importance de la réforme et de protester bien haut de la pureté de leurs intentions et de l'innocence de leurs sentiments. « Nous ne manquons pas de respect et ne faisons pas les républicains et les souverains, comme on dit, mais ce que les confrères et les moindres gens de métier ont permission de faire, qui est de dresser parmi eux des statuts et réglemens, et ce que nous vous envoyons et ce que nostre Conseil vient de délibérer ne sont pas de nouvelles lois, mais une ampliation et explication des premières¹. »

Ycard et les députés se trouvaient, en effet, à Paris en présence d'opposants qui prétendaient faire rejeter le projet de règlement qu'ils avaient reçu mission de faire approuver. Sans parler de la sourde résistance du duc de Mercœur, à qui des amis intéressés faisaient entrevoir que le Sort ne tendait à rien moins qu'à dépouiller le gouverneur de Provence de la plupart de ses prérogatives et à le priver de tout moyen d'action pour maintenir son autorité à Marseille², il y avait des gentilshommes qui protestaient contre les nouvelles dispositions qu'on proposait d'introduire dans l'article 10 du Règlement du sort et qui avaient pour objet de proclamer leur incapacité à remplir le cas échéant la magistrature consulaire³. Or, c'est, semble-t-il, à cet article que les consuls et leurs amis tenaient par-dessus tout⁴. Ils essayèrent, d'abord, d'en obtenir l'approbation pure et simple, en recourant à un procédé en usage à l'Hôtel de Ville de Marseille qui consistait à laisser entendre que ce serait pour les ministres le plus sûr moyen d'obtenir de la ville tous les services que le Roi pourrait avoir à lui demander⁵. La ruse

lettre au chancelier Séguier, du 19 mai 1654 (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I).

1. Lettre aux députés de la ville à Paris, 28 avril 1654 (*Ibid.*).

2. « Nous ne doutons pas que quelques-uns n'aient fait entendre à Son Altesse que son autorité seroit beaucoup plus grande s'il n'y avoit point de Sort... » (*Ibid.* Lettre aux députés de la ville, 23 juin 1654). — Cf. une lettre des consuls aux mêmes, du 16 juin 1654 (*Ibid.*) : « Que mondit seigneur le comte de Brienne doit seulement rappeler la mémoire des choses passées et croire que, s'il y a quelque satisfaction pour un gouverneur de province de faire plutost cestuy-cy que cestuy-là, la chose pourtant est différente et de nul effet au regard du Roy, puisque tous sont également serviteurs de Sa Majesté et que le sort ne scauroit tomber que sur ses sujets, l'autorité et la vraie force de Sa Majesté consistant au zèle et affection des concitoyens sans distinction ni préférence. »

3. Voir sur ces intrigues et les pourparlers auxquels elles donnèrent lieu, les deux lettres des consuls aux députés de la ville, des 19 et 20 mai 1654 (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I).

4. « Nous vous envoyons un extrait de la délibération prise au dernier Conseil des Trois Cens afin que, sur icelle que vous remestrez, s'il vous plaist, à M. Ycard, vous fassiez dresser les lettres patentes d'autorisation et confirmation et, ensuite, de commission pour l'exécution du nouveau règlement ou, pour mieux dire, l'explication du dixiesme article » (Lettre aux députés de la ville du 28 avril 1654).

5. « Ce règlement, Monseigneur, qu'il vous a plu de sceller, il y a deux années, a produit la paix et le calme, et a donné depuis quelque commencement à la bonne

n'ayant pas réussi, il leur fallut se résigner à une transaction et consentir à laisser en suspens tout ce qui concernait la réforme de l'article 10, que le Roi se réserverait d'examiner à loisir plus tard¹. Malgré cette preuve de modération, ils n'eurent pas tout de suite gain de cause. Soit que leurs adversaires ne se soient pas hâtés de lever l'opposition qu'ils avaient faite au sceau pour la délivrance des lettres royales², soit que le départ de la Cour pour assister aux opérations du siège de Stenay aient ralenti la procédure ordinaire³, les consuls appréhendaient de ne pas être en possession de ces lettres au moment de la création du Nouveau Etat, ce qui leur paraissait pourtant indispensable⁴. Ils pressaient donc leur avocat et leurs députés de leur procurer cette satisfaction afin d'être assez forts pour couper court à de nouvelles intrigues de leurs adversaires, car ceux-ci prétendaient maintenant reprendre les contestations et les procès qu'ils avaient eu à débattre du temps du comte d'Alais et que des lettres du Roi avaient cependant abolis⁵. De nouvelles lettres d'abolition étaient nécessaires pour mettre un terme à ces manœuvres qui menaçaient de renouveler l'agita-

administration des affaires en ceste ville, en façon que, si elle se peut rendre capable de quelque service, ce ne peut estre que par ce moyen » (Lettre des consuls au chancelier Séguier, 19 mai 1654). « Il n'y a qu'à lui [le comte de Brienne] faire connoître que c'est le service du Roy de tenir ceste ville, que les divisions ne sont jamais bonnes et surtout dans une ville frontière qui, par un coup de désespoir, peut quelquefois prendre un mauvais parti, que, les gens de bien étant esgalement appelés aux affaires, le ministère s'en peut promettre plus de services aux occasions que de la faction et cabale de quelques-uns qui, s'exposant par leur conduite à l'envie des habitants, ne sont jamais assez puissans et trouvent toujours quelque excuse » (Lettre des consuls aux députés de la ville, 16 juin 1654).

1. « ... L'opposition n'estant fondée que sur le centenaire et distinction de qualité, on y a pourvu en surseyant cest article et le remettant à Sa Majesté... » (Les consuls à Ycard, 4 dernier juin 1654).

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse V. Lettre des députés d'Albertas de Saint-Mayme et de Félix-Baulteu, 26 juin 1654.

3. *Ibid.* Lettre des députés aux consuls, 20 juillet 1654. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre aux députés, du 18 août 1654. « La nouvelle de la prise de Stenay nous fait espérer que vous profiterez de l'approche de la Cour et que vous nous enverrez au plus tost les lettres signées et bien fermées.... »

4. « Nous escrivons à Messieurs les députés une lettre assez longue, laquelle sans doute ils vous feront voir, et nous les prions d'aller au lieu où la Cour sera pour achever ceste affaire du Sort, qui n'est pas la moindre de toutes pour les derniers inconvéniens qui pourroient arriver ici lors du Nouveau Etat, si ces additions n'estoient confirmées... » (Les consuls à Ycard, 16 juin 1654).

5. « Nous espérons... qu'ensuite l'on vous aura accordé la declaration demandée qui n'est à proprement parler qu'une confirmation de l'amnistie générale et un moyen de nous tenir toujours mieux en paix et d'assoupir quelques procès lesquels, quoique mal fondés, pourroient beaucoup brouiller la ville... » (Les consuls aux députés, 22 septembre 1654). — « Nous estimons aussi qu'avec sa bonté ordinaire et sans que Sa Grandeur [le comte de Brienne] ajoute plus de foi à des discours intéressés et à des desseins qui lui sont connus qu'à la fidélité irréprochable d'une ville qui subsiste dans le service par ses propres forces et à ses despens, ce prudent et sage seigneur ne nous refusera pas une suite de l'amnistie et se ressouviendra, s'il lui plaist, qu'il n'est rien qui maintienne davantage les peuples dans leur devoir que l'union et la bonne intelligence qui procèdent ordinairement de l'oubli des choses passées... » (Les consuls à Ycard, 22 septembre 1654).

tion des années précédentes et de troubler le parti victorieux dans la quiétude que lui procurait la possession du pouvoir.

Cette double satisfaction fut encore accordée aux consuls. Des lettres patentes, données à Péronne au mois d'août 1654, approuvèrent et autorisèrent tous les changements apportés au Règlement de 1652, « à la réserve toutesfois des additions nouvellement faictes sur l'article dixiesme dudit Règlement, comme appartenant au Roy seulement de distinguer les qualités et d'establiir le temps qui est nécessaire pour rendre ses sujets capables des charges et offices municipaux¹ ». Peu après, d'autres lettres, données à Paris au mois de septembre, confirmant des lettres patentes de mai 1650 et de décembre 1652, et l'invitation adressée « aux consuls et habitants de Marseille, lors de l'establisement du règlement du sort..., d'oublier le souvenir des choses passées, afin de vivre en paix pour leur repos particulier et le bien du service du Roy », proclamaient à nouveau l'intention du souverain « d'effacer, esteindre et abolir entièrement et pour jamais la mémoire et le souvenir de tout ce qui s'est fait et passé en ceste dite ville de Marseille depuis le 14 mars 1650..., sans qu'à présent ni à l'avenir la Communauté ni les consuls qui ont esté et seront cy-après en charge puissent estre recherchés ni tirés pour ce en procès en quelque sorte et manière que ce soit² ».

Valbelle et ses amis l'emportaient. Ils semblaient bien maintenant être assurés de rester pour de longues années les maîtres de la ville. Le lieutenant de l'Amirauté pouvait même nourrir l'espoir de transmettre à l'un de ses fils la situation prépondérante qu'il avait réussi à se faire. Déjà, son fils, Léon, avait été pourvu de l'office de lieutenant particulier, assesseur criminel en l'Amirauté, ce qui paraissait lui promettre la survivance de la charge paternelle : la cérémonie, au cours de laquelle le nouvel officier avait été installé dans ses fonctions, avait donné lieu à une brillante solennité à laquelle n'avait sans doute pas été insensible l'amour-propre de son père³. Le duc de Mercœur considérait celui-ci comme le premier personnage de la ville. Quand, au mois d'avril 1653, définitivement investi du titre de gouverneur de Provence, il fit, en cette qualité, son entrée

1. Arch. com., BB. *Règlements électoraux*. Confirmation et ratification du nouveau règlement faict par les habitants de la ville de Marseille, en exécution des lettres patentes du mois d'octobre 1652.

2. Arch. com., FF. *Troubles et délits, crimes politiques*. Lettres patentes d'abolition, de septembre 1654.

3. Arch. com., BB. 67. *Cérémonial*, f° 531. Cette cérémonie eut lieu le vendredi 20 juin 1653. — Cf. *Recueil des principaux droits et usages des consuls de la ville de Marseille dans le Règlement du sort* (chez Claude Garcin, MDCLIV), 147. « ... Lors de la réception de M. Léon de Valbelle, fils aîné de Monsieur Antoine de Valbelle, conseiller du Roy en ses Conseils et lieutenant général de l'Amirauté, personnage recommandable par ses grandes richesses, par son courage, par sa probité, et par les services qu'il a rendus au Roy et à sa Patrie.... »

solennelle dans Marseille, c'est chez le lieutenant de Valbelle qu'il prit son premier repas, le premier consul de La Salle se trouvant relégué parmi les invités dont le duc avait fait donner la liste à son hôte¹.

Mercœur pouvait, en effet, avoir confiance en lui, régler sur ses avis sa conduite à l'égard de Marseille² et protester de son désir de le servir utilement à la Cour³. Instruit par l'expérience de sa longue querelle avec le comte d'Alais, Valbelle nourrissait maintenant le ferme dessein d'entretenir toujours de bons rapports avec lui et de lui accorder tout ce qu'il serait possible, « quand ce ne seroit que pour esloigner de lui les mescontens⁴ ». C'est donc à bon escient et parce qu'il se promettoit, avec quelque apparence de raison, de trouver une aide utile et précieuse auprès du lieutenant de Valbelle et de ses amis, que le duc de Mercœur n'avait pas contrarié leurs démarches à la Cour, bien qu'il eût été vivement sollicité de le faire.

Ainsi, le 28 octobre 1654, le lieutenant de l'Amirauté vit élever au consulat, conformément aux nouvelles dispositions du Règlement du sort, ses partisans, Antoine de Moustier, Jean-Louis Faudran, André Burle et l'avocat Ignace d'Oraison⁵. C'étaient des personnages de second plan, qui n'avaient joué qu'un rôle effacé dans les luttes des dernières années et qui étaient dominés dans le Conseil des Cent, comme dans le Conseil réduit dont ils étaient assistés, par les huit syndics, consuls et assesseurs des deux années précédentes, dont La Salle et Antoine de Félix étaient à coup sûr les plus autorisés et les plus influents. L'année suivante, le crédit de Valbelle et de ses amis fut encore assez

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 993 v° et suiv.

2. Cf. ce passage d'une lettre du duc de Mercœur à Mazarin, inexactement datée, selon nous, du 7 décembre 1655, et peut-être antérieure de quelques mois à cette date. « Pour Marseille, à mon retour d'Arles, nous tenterons ce qui se pourra faire [au sujet du paiement du quartier d'hiver]. Je n'en espère rien du tout, et le lieutenant de Valbelle m'a dit avoir eu l'honneur de l'inscrire à Vostre Eminence et qu'il n'y avoit nul pouvoir. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 450.)

3. Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 1001 v°, rapportent que, peu après sa réception solennelle à Marseille, Mercœur, obligé de se rendre à la Cour pour y régler des affaires, qu'il avait fait au lieutenant de l'Amirauté « la faveur de lui communiquer », annonça à celui-ci son départ par cette lettre : « Monsieur, vous jugez bien que je ne me serois jamais résolu de faire le voyage de la Cour sans vous en avertir pour que vous me présentiez les occasions de vous y servir. J'aurois un sensible regret de partir sans vous voir si mon séjour y devoit estre plus long que de six semaines. J'espère que, pendant ce temps, vous continuerez dans les bons sentimens que vous avez pour la manutention de Marseille et que vous me confierez le soin de faire valoir l'importance des services que vous rendez qui me font désirer avec passion que vous soyez fortement persuadé de celle que j'ay d'estre cru de vous au point que je le suis, Monsieur, votre très affectionné serviteur, Louis de Vendosme. — D'Aix, ce 24 avril 1653. »

4. « Je diray... en troisième lieu que, toutes les fois qu'on peut bien vivre avec le gouverneur de la province, c'est-à-dire sans bassesse luy accorder certaines choses qu'il souhaite, on doit le faire de bonne grâce quand ce ne seroit que pour esloigner de lui les mescontens. » (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 1005 v°.)

5. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 54, 549. Conseil des Trois-Cents du 28 octobre 1654.

puissant pour déjouer les intrigues de leurs adversaires qui, de nouveau, avaient poursuivi la création du Nouveau Etat par lettres patentes¹. Cette fois encore, on eut recours au Sort : celui-ci fut assez bien inspiré pour désigner un membre de la famille de Villages, qui avait depuis longtemps étroitement mêlé ses intérêts à ceux des Valbelles et des Félix : Jean-Baptiste de Villages, le propre frère de La Salle, fut créé premier consul, avec Joseph Méolan et Dominique Truc pour collègues, et Lazare Barbaroux pour assesseur².

Ces magistrats avaient à peine eu le temps de prendre possession de leurs charges que le lieutenant Antoine de Valbelle mourut d'apoplexie, le 23 novembre 1655³. Cette mort inattendue, qui valut à la mémoire du défunt des témoignages flatteurs de regrets⁴, vint, tout d'un coup, ébranler la situation qu'il avait

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Bonnin, député de la ville, 28 septembre 1655. « On murmure dans la ville que, le jour de Saint-Simon, on verra des lettres patentes pour l'Estat nouveau et pour rompre le Sort. Quoique nous n'y ajoutions point de foi, nous vous le disons afin que, si vous appreniez quelque chose d'approchant à cela, vous nous le fassiez sçavoir et fassiez connoître à M. le comte de Brienne et autres ministres que vous jugerez estre à propos que ceste rupture altérerait extremement le repos de nostre ville... » — *Ibid.* Les Mêmes au Même, 5 octobre 1655. « Nous vous reitérons la recommandation que nous vous avons faite par nostre dernière de surveiller si on parle de nous brouiller par la rupture du sort; et, si vous en descouvriez quelque chose, vous le fassiez connoître à M. le comte de Brienne et autres ministres. Que si cela estoit, il causeroit infailliblement un grand désordre à nostre ville. » — Cf. Conseil des Cent du 10 octobre 1655 (*Délibérations du Conseil*, Reg. n° 55, f° 193). « Le premier cousul a représenté que, depuis quelques jours, on a fait courir un bruit par la ville que des personnes mal affectionnées au bien public avoient dessein de rompre le Sort, sur quoy, ayant fait faire lecture par nous dit secrétaire de l'article 27 dudit règlement, a requis le Conseil de délibérer. Sur quoy, le Conseil a unanimement délibéré que, conformément audit article, pour conserver le repos et la paix dans la ville, tous ceux qui, à l'advenir, pour des desseins cachés et particuliers, parleront et entreprendront, directement ou indirectement, sous quel prétexte et par quelque voie que ce soit, de le rompre, seront eux et leur postérité traités comme perturbateurs du repos public et déclarés indignes de posséder jamais aucune charge dans ceste dite ville. »

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 55, f° 211. Conseil des Trois-Cents du 28 octobre 1655. Cf. la lettre des consuls à Ycard, du 26 octobre 1655. « ... Nous commençâmes, dimanche dernier, à travailler pour nostre Nouveau Estat, ayant subrogé aux lieu et place des conseillers qui sont morts durant ceste année et, après demain, Dieu aidant, nous travaillerons à la création des nouveaux consuls pour l'année prochaine. Nous prions la divine bonté nous en vouloir donner qui soient bien zelés et affectionnés pour le bien de la ville et du public... » Sur la signification qu'il convient de donner à cette election, voir ce passage de *l'Histoire des troubles de Marseille*, t. I, l. 1. « ... Les consuls d'alors ne se conduisoient que par Antoine de Felix, et Jean-Baptiste de Villages, qui en estoit le chef, estoit attaché à Valbelle par l'amitié et des alliances. »

3. Le P. Léotard, *Généalogie de la maison de Valbelle*, 332.

4. Nous avons précédemment cité (II^e part., ch. 1^{re}, p. 182, note 4) la lettre que Mazarin écrivit à cette occasion à Leon de Valbelle, fils aîné du lieutenant, le 10 décembre 1655 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 356). De son côté, l'auteur de *l'Histoire des troubles de Marseille* rapporte t. I, l. 1, que le duc de Mercœur « fit l'honneur à Francoise de Felix, sa veuve, de lui despescher un gentilhomme avec une lettre de consolation où feu son mari estoit traité d'incomparable et d'illustre... Peu de temps après, ce prince prit la peine de venir lui-même à Marseille à ceste occasion : il la pria de conserver les amis de sa maison et l'autorité que son mari avoit eue et dont il s'estoit si dignement servi pour les intérêts du Roy, lui offrant pour cela sa protection à la Cour et dans la province. »

su faire et conserver à ses amis en changeant les dispositions du duc de Mercœur à leur égard.

En secret, ce prince avait difficilement supporté l'espèce de tutelle où Valbelle l'avait tenu pour ce qui regardait les affaires de Marseille. Plus que lui, son entourage avait subi à contre-cœur cette situation subordonnée que les circonstances au milieu desquelles avait eu lieu l'arrivée du duc en Provence autant que des instructions formelles de la Cour lui avaient imposée¹. Déjà, avant la mort de Valbelle, le secrétaire du duc, Bossuet, intriguait contre le parti au pouvoir : les consuls avaient même dû mettre en garde contre ses manœuvres leurs correspondants à la Cour². A plus forte raison, ces manœuvres allaient-elles reprendre de plus belle à présent que Valbelle ne serait plus là pour les déjouer et qu'il n'y aurait plus dans son parti un homme capable comme lui de mettre en jeu de toutes-puissantes influences au ministère³. Au reste, les anciennes rivalités, nées au sein de ce parti et que le Règlement du sort avait un moment apaisées, allaient renaître parmi ces gentilshommes qui étaient tous désireux de prendre à sa tête la première place. Mais ils manquaient tous des grandes relations que le lieutenant de Valbelle avait eues à la Cour⁴ et si, à défaut de la protection d'un ministre, ils se seraient contentés de celle du duc de Mercœur, celui-ci hésitait à choisir parmi eux⁵, bien qu'il

1. « Après la mort d'Antoine de Valbelle, qui s'estoit acquis un pouvoir absolu dans Marseille, le duc de Mercœur, gouverneur de la province, las de voir l'autorité de sa charge partagée par un particulier à Marseille, résolut, par le conseil de ses confidens, de ne plus souffrir que personne eust à l'avenir dans ceste ville quelque pouvoir indépendant du sien. On lui représentoit souvent qu'il estoit de son intérêt et de son honneur de ne pas permettre que son autorité passast de la personne de Valbelle à ses enfans... » (*Histoire des troubles de Marseille*, I, 1).

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre aux députés d'Albertas de Saint-Mayme et de Félix-Beaulieu, 1^{er} septembre 1654. « Vous avez très bien fait de retirer les lettres de la confirmation des privilèges et de vouloir attendre de vous en esclaircir avec M. le duc de Mercœur, car, à ne vous rien cacher, nous croyons qu'on nous rend de mauvois offices auprès de Son Altesse et, dernièrement, dans Aix, ce mot de privilège, de franchise et de liberté, qui nous est aussi naturel que l'air que nous respirons et aussi bien dû que nos maisons propres, fut mal reçu par M. Bossuet qui se fasche, sans doute, de rencontrer de l'opposition aux nouveautés qu'il voudroit faire et que nous ne devons souffrir... » — *Ibid.* Lettre à Bonnin, du 5 octobre 1655. « ... Nous appréhendons aussi que le sieur Bossuet, qui est parti ces jours passés pour la Cour, ne vous y rende quelque mauvois offices...; et si vous descouvrez quelque chose, nous en donner avis. »

3. *Histoire des troubles de Marseille*, I, 1, et suiv.

4. *Ibid.*, I, 3.

5. Nous lisons dans l'*Histoire des troubles de Marseille*, I, 3, que, après son entrevue avec Mme de Valbelle, « le duc... s'adressa à Gaspard de Villages, seigneur de La Salle, et à Antoine de Félix, à qui il dit à peu près la mesme chose. La Salle respondit que Marseille ne se conduisoit plus comme autrefois; que le seul Conseil de la ville estoit le maistre; que, néanmoins, en ce qui concerneroit la satisfaction particulière de Son Altesse, Elle pouvoit s'assurer qu'Elle recevroit les mesmes respects et la meime obéissance qu'auparavant. Ce prince parut satisfait de ces sentimens et résolut à l'avenir de lier une étroite union avec eux, comme estant les plus puissans dans le Conseil de ville et les chefs des amis de la maison de Valbelle. »

reconnût qu'Antoine de Félix était maintenant le plus capable de tenir le premier rôle¹.

Mercœur aurait peut-être fini par se décider à s'en remettre à Félix du soin de diriger les affaires de Marseille au mieux des intérêts du Roi, malgré quelques graves incidents survenus au cours des années précédentes qui étaient de nature, nous le verrons plus loin, à lui inspirer des doutes sur la sincérité et la profondeur du loyalisme des Marseillais. Mais, au moment même où la mort de Valbelle le mettait dans cet embarras, une décision du Roi élevait Henry de Maynier, baron d'Oppède, déjà président à mortier, à la place de premier président du Parlement de Provence laissée vacante par le départ du premier président de Mégrigny, que le Roi venait de rappeler à son Conseil d'Etat privé².

De vieille et riche noblesse provençale³, ambitieux et actif, homme d'initiative et de décision, doué d'un esprit politique avisé, ferme et tenace dans ses desseins qu'il ne subordonnait d'ailleurs qu'à ses intérêts, le nouveau chef du Parlement avait montré, au cours des événements qui venaient à peine de prendre fin après avoir si profondément troublé la Provence, toutes les ressources d'une intelligence âpre et sans scrupules. Engagé à fond dans la querelle du Parlement avec le comte d'Alais, il avait en maintes circonstances fait figure de chef de parti, par-

1. « Pour éclaircir ces deux choses, j'aurai l'honneur de dire à Vostre Eminence que je n'ai jamais consenti à l'envoi du sieur de Félix [à Gènes] que par la connoissance que j'avois de la foiblesse de l'estat consulaire de ladite ville.... J'ai cru la députation de bien plus grand esclat entre les mains du gentilhomme de la ville le plus considéré et acéréité et qui maintenant, le lieutenant de Valbelle estant mort, tient le gouvernail d'icelle. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 458. Lettre de Mercœur à Mazarin, de décembre 1655.)

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 370. Lettres patentes, sur parchemin, données en 1655, sans indication de mois ni de jour, conférant la charge de premier président du Parlement de Provence à Henry de Maynier, chevalier, baron d'Oppède.

3. Henri de Forbin-Maynier, baron d'Oppède, né à Aix le 25 avril 1620, mort à Lambesc le 13 novembre 1671, était le fils de Vincent-Anne et d'Aimare de Castellane-La Verdière. Avant lui, sa famille avait déjà fourni trois premiers présidents au Parlement de Provence, Accurce Maynier, premier baron d'Oppède, premier président en 1507; son fils, Jean Maynier, né en 1495, mort en 1558, premier président en 1543, dont le nom est resté attaché au souvenir des massacres de Mérindol et de Cabrières; et le petit-fils de celui-ci, Vincent-Anne de Forbin-Maynier, qui occupa la première présidence de 1621 à 1631 et fut le père de Henri (Voir marquis de Boisgelin, *Chronologie des officiers des Cours souveraines*, dans les *Annales de la Société d'Etudes provençales*, mai-juin 1904). C'est Vincent-Anne qui, par une coïncidence curieuse, se trouva mêlé, en 1623, avec le sieur de Glandèves, le père de Niozelles, à divers incidents qui agitérent Marseille cette année-là (*Papiers de Barbarin*, lettre des consuls de Marseille aux députés de Villages et Cornier, 12 décembre 1659). — Le baron d'Oppède possédait de vastes domaines sur les rives de la Durance, aux confins de la Provence et du Comtat Venaissin, comme le prouvent des lettres patentes de mars 1648, lui accordant, « en considération de ses bons et remarquables services... la faculté de dériver de la rivière de Durance un canal en tel lieu et de telle largeur et profondeur que bon lui semblera, pour servir à l'arrosage des terres qu'il a et peut avoir tant en nostre pays de Provence qu'au Comtat-Venaissin... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1713, 125).

courant la province pour stimuler le zèle des conjurés, mettant au service de la cause qu'il avait embrassée, comme il devait les mettre plus tard au service du Roi et de Mazarin, sa grande fortune et le crédit dont il jouissait dans les pays limitrophes de la Provence et du Comtat Venaisin où ses vastes domaines étaient situés¹. Bien qu'il eût été signalé plusieurs fois comme un des plus rudes adversaires du gouverneur, qui avait obtenu en 1648 son exil à Saumur², et bien que, sur la fin de sa carrière d'agitateur, désespérant d'avoir raison du duc d'Angoulême avec l'aide de Mazarin, il eût embrassé le parti des Princes avec le baron de Saint-Marc et le président de Gallifet, il s'efforça toujours de se ménager les bonnes grâces du cardinal³. Celui-ci, de son côté, tout en le signalant à Mercœur comme un des plus dangereux chefs du parti du Sabre et en lui prescrivant de le faire arrêter⁴, se rendait compte des services qu'il pouvait attendre d'un personnage aussi considérable par sa fortune et par son crédit⁵ : il laissait donc le nouveau gouverneur négocier avec lui pour essayer de le détacher du parti rebelle et de le gagner à la cause royale⁶.

1. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 391, 401, 480-491, 585, 801, 813 v°, 823, 847. — Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 309, lettre de l'intendant de Sève à Mazarin, 3 mai 1649. — *Ibid.*, 315, Compte rendu fait par le président d'Oppède à Mazarin, au nom du Parlement de Provence, des actes accomplis par cette assemblée au sujet de quatre affaires relatives à la conduite du comte d'Alais et de ses partisans en Provence. — *Ibid.*, 1716, 16, lettre du comte d'Alais à Mazarin, du 8 juin 1649. — *Ibid.*, 423, lettre d'Aiguebonne à Mazarin, du 24 janvier 1651. — *Ibid.*, 467, extrait des lettres du président de La Roquette à la Reine, reçues le 29 février 1651, au soir. — L'aide pécuniaire que d'Oppède prêta au gouvernement de Mazarin est attestée par une lettre du premier président au cardinal, du 27 août 1658, où il lui indique qu'il est hors d'état de faire comme précédemment face aux dépenses d'entretien des galères et des navires, faute de ressources particulières et de prêteurs, Colbert ne lui ayant pas encore remboursé ses avances (Affaires étrangères, France, 1723, 151).

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1713, 188. Lettre de cachet du 29 mai 1648, au président d'Oppède.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1714, 127. Le cardinal Bichi à Mazarin, 25 février 1649. « ... M. le président d'Oppède m'a prié d'assurer Votre Eminence de ses services et de sa fidélité au service du Roy. C'est un des meilleurs de ce Parlement et qui, par son esprit et sa naissance, s'est acquis beaucoup de crédit parmi les autres. »

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 141. Instructions données au duc de Mercœur au moment de son arrivée en Provence.

5. *Le Semestre et le Sabre*, 188. L'auteur racontant que, au mois d'octobre 1652, les lettres patentes d'abolition, accordées à la ville de Toulon et aux parlementaires du parti du Sabre, ne furent pas enregistrées par le Parlement dès leur présentation, explique que cette formalité « souffroit une grande difficulté parce que le Parlement estoit divisé en trois partis. Le président de Régusse estoit à la teste du premier, qui estoit le plus nombreux : il s'opposoit à ceste enregistrement parce qu'il présuinoit que, si le président d'Oppède revenoit à Aix et rentroit dans l'exercice de sa charge, il tiendrait bientôt le haut bout dans la ville, dans la province et dans le Parlement mesme. Il avoit vu avec chagrin que, quand ce président estoit venu pour régler la capitulation de Toulon, sa maison estoit toujours remplie de gens de tout estat; que, lorsqu'il sortoit, il estoit ordinairement très accompagné, ce qui le faisoit craindre que le crédit qu'il avoit alors dans la ville et dans le Parlement ne diminuast beaucoup lorsque le président d'Oppède seroit entièrement restabl. »

6. Un des pamphlets publiés en Provence pendant les troubles du Semestre et du Sabre, *La vérité toute nue au peuple de Provence*, expose avec quel esprit de modération et de conciliation le duc de Mercœur entreprit de remplir la mission

Il semble bien, en effet, que, dès ce moment, malgré la fermeté avec laquelle d'Oppède repousse ces offres si engageantes pour ne pas être accusé de trahir ses amis, le choix de Mazarin est fait entre les deux compétiteurs à la première présidence, le président de Régusse, obstinément fidèle à la cause du premier ministre, et le président d'Oppède, chef et meneur des rebelles provençaux¹.

Depuis la déclaration royale du 18 juillet 1648², confirmée par la paix de Rueil du 11 mars 1649 conclue entre Anne d'Autriche et le Parlement de Paris³, les intendants avaient été supprimés dans le royaume. En Provence, où la déclaration avait maintenu l'intendance, de Sève avait exercé ses fonctions jusqu'au mois de novembre 1649, c'est-à-dire quelques mois après l'accommodement qui avait mis fin à la guerre du Semestre⁴. Il n'avait pas été remplacé. Par la suite, après le rappel du comte d'Alais et du comte de Carcès, les fonctions du gouvernement avaient été remplies par le marquis d'Aiguebonne qui avait porté le titre militaire de lieutenant du Roi. La guerre du Sabre terminée et la paix rétablie en Provence, on n'avait pas jugé à propos à la Cour de donner un auxiliaire au duc de Mercœur et l'intendance de Provence était encore restée vacante. Sur ces entrefaites, la lieutenance générale était aussi devenue vacante par la mort du comte de Carcès, et il n'y avait pas davantage été pourvu. Ainsi le premier président était devenu le premier personnage de la province après le gouverneur, et son remplaçant naturel en cas d'absence. Or, le duc de Mercœur était aussi vice-roi de Catalogne, chargé en cette qualité de jouer un rôle important dans la guerre contre l'Espagne qui venait de reprendre et exposé pour cette raison à rester souvent et longtemps éloigné de son gouvernement de Provence. Autrefois, quand un cas analogue s'était présenté, le premier président avait été chargé de remplir l'intérim du gouvernement. En 1544, par exemple, le comte de

dont le Roi l'avait chargé et rappelle que c'est de cet esprit qu'il s'inspira dans ses premiers rapports avec le président d'Oppède. « Examinez, de grâce, la conduite de M. le duc de Mercœur depuis qu'il est entré en Provence.... Il n'estoit pas encore dans vostre pays qu'il fit connoistre à ceux qui furent le rencontrer sur la frontière qu'il n'avoit point d'autre dessein que de mettre la paix dans la province et d'en chasser les désordres et les divisions, et il protesta qu'il n'avoit rien tant à cœur que d'unir les esprits des officiers du Parlement, les interests desquels sembloient partager les volontes du peuple. Il commença de vouloir exécuter cest avantageux dessein en la personne de M. le président d'Oppède auquel il fit sçavoir qu'il avoit une lettre de cachet du Roy pour son restablisement, pourvu qu'il se détachast du parti qu'il avoit embrassé. Il ne tint qu'à lui d'accepter ceste grâce, mais il la refusa et ne voulut pas de restablisement pour lui que ses amis ne fussent pareillement remis dans leurs maisons. »

1. Sur cette compétition du président d'Oppède et du président de Régusse pour la première présidence du Parlement de Provence, voir plus haut, II^e part., ch. v.

2. Chéruel, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, III, 16.

3. *Ibid.*, III, 210-211.

4. Voir ci-dessus, II^e part., ch. III.

Tende, gouverneur de Provence, étant tombé en disgrâce, et le comte de Grignan, lieutenant du Roi, étant absent, le premier président Jean d'Oppède avait été investi du commandement dans la province¹. Les circonstances allaient permettre au premier président Henri d'Oppède de faire revivre ce précédent et de devenir le véritable chef du gouvernement en Provence.

L'esprit d'indépendance des Parlementaires, de la Noblesse et du Tiers Etat de Provence, naturellement portés à prendre ombrage des moindres empiètements du pouvoir royal sur leurs privilèges, devait favoriser les desseins du premier président. Une année à peine après son élévation à cette charge, la nouvelle arriva qu'un commissaire du Roi, M. d'Orgeval, était envoyé en Provence pour y veiller à l'exécution des règlements relatifs aux gens de guerre. Les Provençaux s'en émurent. Quoique Mazarin eût promis à d'Oppède de ne pas envoyer d'intendant dans leur province, ils soupçonnèrent que cette mesure cachait quelque arrière-pensée du ministère et qu'elle ne pouvait être que la préface du rétablissement de l'intendance. La Chambre des comptes, la Cour des aides et les procureurs du Pays manifestèrent de vives alarmes et prétendirent adresser des représentations au Roi. Le Parlement délibéra aussi sur ce sujet : il projeta même de prendre un arrêt par lequel il signifierait son refus d'entrer en relations avec le commissaire royal. D'Oppède n'était peut-être pas fâché de tout ce bruit fait autour de cette affaire. Il comptait sans doute qu'il ferait sur Mazarin quelque impression et lui inspirerait assez de craintes au sujet du repos de la Provence pour le décider à tenir sa promesse. Cependant, le premier président tenait à ce que rien ne fût fait qui fût de nature à irriter le cardinal contre le Parlement et contre son chef. Il s'employa donc à calmer les Parlementaires et obtint qu'ils réduiraient leur projet de délibération à une formule insignifiante. Il sut habilement présenter à Mazarin ce succès comme s'il était dû à l'énergique fermeté avec laquelle, pendant une semaine, il avait lutté pour sauvegarder les droits du Roi, n'ayant pas oublié, suivant ses propres expressions, que « s'il devoit respect au Parlement et à ses arrêts, premier, il devoit une aveugle obéissance au Roy et qu'il feroit ce qui seroit commandé par Sa Majesté² ». La précaution avait été sage, car,

1. Marquis de Boisgelin, *Chronologie des officiers des Cours souveraines*, dans les *Annales de la Société d'Etudes provençales*, mai-juin 1904. Ce sont sans doute les pouvoirs dont il était investi en cette qualité qui ont permis au premier président Jean d'Oppède d'entreprendre et d'exécuter l'expédition de Cabrières et de Mérindol, au mois d'avril 1545.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1721, 59. Lettre d'Oppède à Mazarin, 12 décembre 1656. « ... Les nouvelles, Monseigneur, de l'envoi de M. d'Orgeval ont beaucoup ici alarmé et m'ont donné tout aujourd'hui beaucoup d'exercice ayant eu à soutenir durant quatre heures l'effort du Parlement qui vouloit sur ce délibérer. Et, quoique je les aie assurés que Vostre Eminence avoit la bonté de ne vouloir point envoyer ici d'intendant, et que celui-ci n'y

sur ce sujet, Mazarin n'entendait pas se laisser faire la leçon par les Parlementaires d'Aix. « Je ne peux assez m'estonner, écrivit-il à d'Oppède, de la conduite du Parlement à l'égard de M. d'Orgeval, puisque, au lieu des emportemens qu'il a fait paroître, il devoit tesmoigner par toutes sortes de voies ses reconnoissances envers Sa Majesté qui n'avoit eu autre but dans l'envoi dudit sieur d'Orgeval que le soulagement de la province en contenant les gens de guerre dans l'ordre et punissant sévèrement ceux qui y

venoit que pour les troupes et qu'il devoit s'en retourner avec les troupes, je n'ai jamais si bien pu les guérir de l'appréhension où l'on est ici de l'emploi et de l'humeur de M. d'Orgeval, qu'ils connoissent à ce qu'ils disent et que je ne connois point. Néanmoins comme je dois avoir une obéissance aveugle pour tout ce que Votre Eminence veut, j'ai fait en ce rencontre ce que j'estois obligé et ai empesché la résolution des arrests que l'on y a proposés, et tout ce à quoi on a pu détourner la délibération a esté que l'on feroit sçavoir à M. le duc de Mercœur la peine que cest envoi faisoit qui, avec sa prudence, le feroit sçavoir à M. d'Orgeval, afin qu'il pust en entrant guérir par sa conduite les esprits. Et cependant ils ont fait résolution que nul du Corps ne lui rendroit visite, dans laquelle défense ils m'ont déclaré qu'ils me comprenoient. Je leur ai répondu que je leur devois respect, mais que premier je devois une aveugle obéissance au Roy et que je ferois ce qui me seroit commandé par Sa Majesté. La Chambre des comptes et la Cour des aides est dans les mesmes alarmes et les procureurs du Pays encore plus. Votre Eminence peut facilement juger que M. le duc de Mercœur et moi ne sommes pas sans peine, et il sera de la prudence de M. d'Orgeval de bien ou mal commencer. Tout le monde demeure d'accord que l'on ne peut rien trouver à dire à son emploi pour les troupes. Mais l'appréhension est que, dans la suite, il ne se veuille mesler de la justice. Pour moi, Monseigneur, dans les appréhensions où j'estois de ce que je vois, dans les premiers bruits du dessein d'envoyer un intendant, je pris la liberté d'en escrire à Votre Eminence qui a eu la bonté de se déterminer de n'en envoyer aucun, de quoi je lui demeure infiniment redevable. Mais ni ceste appréhension ni aucune autre considération ne m'obligeront jamais à avoir aucune complaisance ni tolérance pour ce qui pourroit estre fait ou entrepris contre les ordres du Roy et de Votre Eminence.... » — *Ibid.*, 1721, 60. Lettre d'Oppède à Mazarin, 19 décembre 1656. — « ... Les embarras au sujet de M. d'Orgeval continuent toujours. Il y a huit jours entiers que je suis obligé à soutenir trois ou quatre heures par jour l'impétuosité de toute la Compagnie que j'ai empeschée jusqu'à ceste heure de prendre aucune des résolutions fascheuses et qui ont esté proposées. Mais, par adresse, j'ai mis l'affaire en négociations et, à cest effet, diverses députations ont esté faites à M. de Mercœur pour ce sujet. Nous tascherons par là d'amortir le feu, ce qui ne seroit pas aisé à nous si on ne donnoit du temps et quelques adoucissements. Et comme j'ai vu qu'après avoir durant huit jours par force et autorité empesché qu'il n'y eust aucun arrest, qu'il m'estoit impossible de le porter plus loin, j'ai du moins pour lors fait par le moyen de mes amis que l'arrest qui a esté résolu ne touche en rien la commission de M. d'Orgeval et tient lieu d'un beaucoup plus fascheux que j'appréhendois. Ce n'est point, Monseigneur, la commission pour les gens de guerre qui effarouche le monde, mais c'est le soupçon que l'on a qu'il ne se veuille establir par là et ensuite demeurer pour intendant de justice. On a donc destourné l'orage sur le sujet de leur appréhension et on fait arrest qu'il ne feroit point de fonction d'intendant sous le bon plaisir du Roy, arrest inutile à l'égard de M. d'Orgeval puisque effectivement il n'est point intendant et n'en a point la commission, et qu'il ne lui empeschera point de faire sa fonction pour les troupes, ce qui n'est point compris dans nostre arrest. Et, par là, on a amorti le feu et empesché qu'ils n'aient pris des résolutions moins juridiques et plus hors les formes. Ils ont résolu mesme de lui faire signifier l'arrest. Voilà, Monseigneur, où nous en sommes pour ceste affaire qui nous peine beaucoup, en laquelle je continuerai d'agir avec la rigueur et la force que je dois avoir pour les choses du service et de la volonté de Votre Eminence. C'est un mal qui doit estre adouci et je puis dire à Votre Eminence que c'est une merveille d'avoir si heureusement conduit les choses jusques à ceste heure : toute autre personne qu'un maistre des requestes on n'eust rien dit. »

contreviendroient sans autre qualité que celle de commissaire. Tout le monde est ici fort scandalisé de ce procédé et je ne crois pas qu'il se trouve personne qui ose conseiller le Roy de souffrir l'atteinte que le Parlement a donné de gaieté de cœur à son autorité, s'il est vray que l'arrest soit conçu dans les termes qu'on a mandés. Je suis très marri de ne pouvoir pas m'employer en sa faveur, ayant l'affection que j'ai pour ce Corps à la teste duquel est une personne que j'aime et estime extremement et que je sçais qui n'a rien oublié pour obliger la Compagnie de ne rien faire qui pust desplaire au Roy. Vous sçavez que le Roy a establi des intendans par toutes les provinces et particulièrement en celles où il y a des Parlemens sans qu'on ait dit un seul mot, et celui de Provence s'emporte parce qu'on y envoie un commissaire pour faire observer aux gens de guerre le règlement qu'on a fait pour les contenir. Je vous laisse à penser si cela est soutenable¹. »

Cependant, le bruit fait autour de cette affaire avait servi les intérêts du premier président. Il avait rappelé à Mazarin le danger qu'il pouvait y avoir en pleine guerre avec l'Espagne à s'aliéner le Parlement de Provence et son chef. Celui-ci, en effet, n'aurait pas hésité, comme l'attestait son passé de chef de parti, à faire cause commune avec sa Compagnie dans le cas où il aurait vu déjouer ses calculs ambitieux par l'envoi d'un intendant. Déjà, d'ailleurs, le cardinal avait prodigué à d'Oppède des preuves de sa bienveillance et de son désir de vivre en bonne intelligence avec lui. « Je ne puis que louer extremement la résolution que vous avez prise, avait-il écrit dès l'année précédente au duc de Mercœur², de considérer M. le premier président d'Oppède comme un de vos serviteurs et de mes amis particuliers, et de rejeter comme autant d'artifices de vos ennemis communs tout ce qui pourroit altérer la bonne intelligence que le service du Roy et toutes sortes de raisons veulent qui soit entre vous et lui, et laquelle je suis assuré qu'il cultivera de son costé avec soin et empressement. » Il avait compris de quel appui serait pour sa politique en Provence le concours absolu d'un homme de la naissance, de la situation de fortune et de l'autorité de d'Oppède³. Par lui, mieux que par un maître des requêtes, étranger au pays et, par cela seul, suspect aux habitants, il retiendrait dans l'obéissance la plus grande partie de la noblesse et du Parlement et il en obtiendrait l'assistance dont il aurait besoin. Il crut donc politique, quand l'occasion lui permit de le faire sans avoir l'air de céder aux injonctions des Parlemen-

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1720, 99, Mazarin à Mercœur, 29 décembre 1656.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 366. Mazarin à Mercœur, 9 décembre 1655.

3. Voir ci-dessus, p. 465, note 1.

taires, de trancher catégoriquement cette question de l'intendance et d'investir d'Oppède de pouvoirs qui ne rentraient pas d'habitude dans les attributions du premier président. Dès le mois de février 1657, le duc de Mercœur ayant quitté son gouvernement, appelé à la Cour par la mort de sa femme, Mazarin fit savoir à d'Oppède que c'était à lui à remplir les fonctions de gouverneur et de lieutenant du Roi¹ et, peu après, il fit donner par son secrétaire Rose au comte de Brienne l'ordre d'expédier au premier président « un pouvoir pour commander seul dans la province de Provence en l'absence du gouverneur². » Sur ces entrefaites, le marquis de Gordes, neveu du comte de Carcès, pourvu de la lieutenance générale de Provence que la mort de son oncle avait rendue vacante³, eut successivement, dès son arrivée à Aix, des difficultés avec d'Oppède et avec Mercœur. Aussitôt qu'il en fut informé, Mazarin se hâta de le rappeler vigoureusement à l'ordre et lui fit savoir que « si cela continuait, il n'auroit pas à hésiter sur le choix du parti qu'il devoit prendre⁴ ».

Les Marseillais ne devaient pas se féliciter du nouveau régime sous lequel la Provence venait d'être placée. Depuis longtemps, en effet, d'Oppède n'entretenait pas de bons rapports avec eux, du moins avec les principaux chefs du parti qui commandait à l'Hôtel de Ville. Dans la querelle qui naguère avait divisé les

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1720, 123. Mazarin à d'Oppède, 9 février 1657. « ... Aussitôt que l'affliction où nous sommes de la perte de manière de Mercœur nous aura donné un peu de relâche, M. de Mercœur pourra partir pour s'en retourner en Provence et vous sçavez plus particulièrement par lui les intentions du Roy ou en tout cas on vous les mandera par quelque autre voie. Cependant, je vous dirai que vous avez prudemment fait de surseoir l'exécution des ordres qu'il vous avoit envoyés, car enfin, quoique Sa Majesté ne veuille pas que les gens de guerre fassent des exactions sur le peuple, il faut leur donner moyen de subsister et de se pouvoir remettre en estat de servir. En un mot, ce sont de certains ordres qu'il est bon d'exécuter avec discrétion : au reste, c'est à vous seul, et non à vostre Compagnie, d'y tenir la main en l'absence du gouverneur et du lieutenant du Roy, et vous vous feriez tort de partager avec qui que ce soit ce qui n'appartient qu'à vous. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1720, 153. Lettre de Rose au comte de Brienne, 14 avril 1657.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1720, 111. Lettres patentes, données le... [en blanc] 1656, conférant la lieutenance générale de Provence, vacante par suite de la mort du comte de Carcès, à François de Simiane, comte de Carcès, marquis de Gordes.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1720, 209. Mazarin au marquis de Gordes, de la Fère, 27 juin 1657. « J'ai esté bien marri d'apprendre le différend que vous avez eu avec M. le premier président d'Oppède à vostre arrivée à Aix. Je vous prie de le considérer comme un de mes meilleurs amis et de prendre soin de vivre avec lui dans une parfaite intelligence. Il en sera de mesme avec vous, et, outre que ceste union est nécessaire pour le bien du service du Roy dans la province, vous m'obligerez en y apportant tout ce qui dependra de vous. — P.-S. — Depuis ceste lettre, j'ai aussi appris que vous aviez quelque différend avec M. le duc de Mercœur pour des prétentions qui ne peuvent avoir lieu en sa présence. Je ne sçais pas ce qui vous peut obliger d'en user de la sorte, mais vous voulez bien que je vous dise que si cela continue je n'aurai pas à hésiter sur le choix du parti que je devrai prendre, quoique d'ailleurs je vous estime et considère fort. »

amis de Valbelle, il s'était mis du côté d'Arène, de Montolieu et du chevalier contre les Félix et La Salle. Plus tard, sous l'influence du lieutenant de l'Amirauté, Marseille avait refusé de suivre les Sabreurs qui, avec d'Oppède et Gallifet, s'étaient prononcés pour les Princes contre Mazarin. Le premier président pouvait en avoir gardé rancune à ceux dont l'attitude résolue avait fait échouer ses combinaisons et risqué de compromettre sa fortune politique. Pendant les années qu'il avait soutenu, d'accord avec les Marseillais, la lutte contre le comte d'Alais, il avait surpris les secrètes pensées de ses alliés. Mieux que n'aurait pu l'être un intendant venu de la Cour, il était informé de l'esprit d'indépendance qui les animait, de leur attachement à leurs franchises traditionnelles, de leurs sentiments de fidélité conditionnelle au Roi. Il croyait aussi connaître leurs défauts et les moyens d'avoir raison de leurs résistances. Aussi, malgré les égards dont les consuls de Marseille l'avaient entouré, dès son élévation à la première présidence du Parlement et pour ainsi dire au gouvernement de la province¹, il n'avait pas dissimulé à Mazarin son opinion sur le compte de cette ville et de ses habitants, sans craindre même d'entrer sur ce sujet en opposition avec Mercœur. « J'ai dit, Monseigneur, avait-il écrit au cardinal², franchement mes sentiments sur ce sujet à M. le duc de Mercœur, comme il a agréé que je lui dise partout où il ira de l'intérêt du service du Roy, qu'il est vray que ceux de Marseille doivent estre mesnagés, mais que c'est sans qu'ils s'en aperçoivent et en maintenant toujours l'autorité en effet où l'on pourra ou à tout le moins en apparence, car hors cela ils se lèveroient si haut qu'ils mespriseroient toute autorité. » Et, dans une autre lettre, écrite le mois suivant à propos d'un différend survenu entre Marseille et la république de Gènes dont le Roi avait dû se mêler, il précisait encore sa pensée et indiquait dès ce moment quelle attitude il comptait adopter à l'égard de

1. « Nous avons ici depuis hier au soir M. le premier président que nous taschons de caresser et régaler le mieux qu'il nous est possible, tant pour l'autorité de sa charge, augmentée par l'absence et par la mort de nos lieutenans généraux, que pour le mérite de sa personne et les belles qualités dont il est doué. » (Lettre des consuls à Ycard, 5 septembre 1656. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.) — Les *Comptes trésoraires* de 1655-1656, de Pierre Roman, trésorier de la ville, enregistrent les dépenses qui furent faites à l'occasion de cette réception. Elles s'élevèrent à 2 002 l. 12 s. 6 d., dont 1 206 l. pour l'achat d'un cheval barbe dont on lui fit présent, 275 l. pour « régal au sieur Faucher, son secrétaire », et le reste pour le repas de gala qui lui fut offert au nom de la ville. Cependant, si nous en croyons l'auteur de l'*Histoire des troubles de Marseille*, I, 7, d'Oppède ne fut pas content des consuls. Il leur en voulait déjà d'avoir refusé de faire tirer le canon à l'occasion du sacre de son cousin, Toussaint de Forbin, évêque de Philadelphie et coadjuteur de Digne. Son mécontentement s'accrut encore, « cinq ou six mois après, lorsqu'il prétendit estre reçu à Marseille avec cortège et au bruit du canon, en l'absence du duc de Mercœur, qui estoit alors en Italie (?) au siège de Valence, et à la mort du comte de Carcès, lieutenant du Roy en ceste province. »

2. Lettre du 28 décembre 1655. Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 462.

cette ville : « M. de Mercœur travaille fortement à faire réparer l'affaire de Marseille à l'égard de Gênes, et je le seconde de toutes mes forces. Mais ces gens-là sont si fort avantagés de la première négociation qu'il y a toutes les peines du monde à les ramener.... Je m'y porterai étant très véritable que si on tesmoigne de les appréhender après ce second refus, s'ils le font, il ne faut plus parler d'obéissance dans ceste ville. Et je suis certain que, par les voies de la justice, je l'y réduirai, n'y ayant ville au monde qui la craigne comme celle-là, quelque opinion que l'on ait au contraire¹. »

La mort du lieutenant de Valbelle et l'élévation de d'Oppède à une situation prépondérante dans la province coïncidaient, en effet, avec de nouvelles et sérieuses difficultés entre Marseille et la royauté. C'étaient, d'une part, des différends d'ordre financier qui remettaient en question les antiques privilèges de la ville, et, d'autre part, des imprudences commises par la population marseillaise, toujours prompte à s'échauffer, qui étaient de nature à compromettre le succès des combinaisons diplomatiques de Mazarin.

Jamais Marseille, quel que fût le parti au pouvoir à l'Hôtel de Ville, n'avait accepté sans protestations véhémentes et quelquefois même sans violences, que les agents du Roi empiétassent de quelque façon sur ses franchises et ses privilèges financiers². Les troubles, qui avaient agité le royaume et qui avaient eu une si longue répercussion dans cette ville, avaient écarté pour un temps les prétentions de la royauté et suspendu les

1. Lettre à Mazarin, du 25 janvier 1656. Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 470.

2. A deux reprises, en 1644 et en 1648, pendant que l'Hôtel de Ville était occupé par des consuls du parti du comte d'Alais, des mouvements séditieux avaient éclaté pour protester, l'un contre l'établissement dans la ville des bureaux du fermier du droit de 5 p. 100 levé sur le Commerce « pour l'acquittement des dettes de la Nation françoise qui trafique en Egypte », et l'autre, contre la prétention du fermier du droit de 3 p. 100, levé sur le Commerce pour l'acquittement des dettes de M. de Cézzy, ambassadeur à Constantinople, de faire proroger son bail au delà du terme primitivement fixé. Cette dernière émotion avait été particulièrement grave : la foule avait exigé des consuls, qui s'y étaient prêtés de bon ou de mauvais gré, qu'ils fissent fermer les bureaux de la recette, jeter les meubles sur le quai, saisir les livres. Les deux fois, d'ailleurs, l'intervention du comte d'Alais et de l'intendant Champigny avait permis aux coupables et aux consuls complaisants ou complices d'échapper aux responsabilités auxquelles ils s'étaient exposés. (Voir sur la première affaire, du 8 avril 1644, le *Memoire de ce qui s'est passé à Marseille pour l'affaire d'Alexandrie*, Arch. des Affaires étrangères, France, 1709, 70, et la lettre du Roi à Champigny, *Ibid.*, 159; — et, sur la seconde affaire, du 6 avril 1648, les *Mémoires des consuls*, Reg. I, lettres des 6, 14 avril et 19 mai 1648 au comte de Brienne, du 6 avril au comte d'Alais, à l'intendant de Sève et au chancelier Séguier, du 14 avril, au surintendant des finances d'Emery, des 14 avril et 5 mai, à M. Lambert, agent de la ville à Paris, du 14 juillet, à l'avocat Deborn; — Arch. des Affaires étrangères, France, 1213, 119, 129, 130, 141, 153 et 157, lettres de Brienne à Valbelle, 27 mars et 17 avril 1648, aux consuls 4 et 24 avril; — Procès-verbal dressé par les receveur, contrôleur et gardes du fermier de Riche, lettre de l'intendant de Sève à Mazarin 7 avril.

tentatives de ses agents. Mais, l'ordre une fois rétabli dans l'Etat, Mazarin songeait maintenant à poursuivre avec vigueur la lutte contre l'Espagne qu'il avait dû négliger pendant la Fronde. Il avait donc besoin d'abondantes ressources financières pour entretenir les armées et les navires qu'il comptait mettre en mouvement. Il lui fallait pour cela faire appel aux subsides de toutes les provinces de France et Marseille ne pouvait pas être à l'abri de ses demandes.

Déjà, les Marseillais venaient de manifester avec éclat la mauvaise humeur que leur causait toute innovation susceptible de laisser croire que leurs privilèges étaient menacés. En 1652, le fermier des droits de foraine avait, au préjudice d'un arrêt du Conseil rendu en 1616 et avec la protection de la Cour¹, établi ses bureaux aux portes de la ville, prétendant percevoir les droits sur les différentes marchandises qui y entraient par terre et par mer. Les premières réclamations des consuls présentées à Mercœur et à Brienne n'ayant pas eu d'effet et le Conseil d'Etat tardant à se prononcer dans le procès que les consuls avaient intenté au fermier devant cette haute juridiction², un mouvement éclata dans la ville au mois de mars 1653 : la foule saccagea les bureaux de la Ferme et se porta même à quelques violences contre les commis. Les consuls, complices ou complaisants, se déclarèrent impuissants à la maintenir dans le calme où ils avaient eu de la peine à la ramener si le Roi ne lui donnait pas satisfaction en faisant observer l'arrêt de 1616³. Des députés, de Félix-Beaulieu et Bonin, furent envoyés auprès du duc de Mercœur pour le convaincre de la légitimité de cette réclamation⁴, tandis que, à la Cour, l'avocat Ycard, secondé par un autre député de la ville, de Maubousquet, était chargé de soutenir les prétentions consulaires devant le Conseil d'Etat⁵. Mais la décision se faisait attendre. Quoique un ordre du duc de Mercœur eût maintenu les bureaux fermés jusqu'au terme du procès⁶, l'impatience était grande à Marseille. Les consuls supportaient difficilement l'idée que le Roi et surtout Mazarin permissent ainsi à un simple fermier de tenir aussi longtemps

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 38. Le Roi aux consuls, 21 mars 1652.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse M : lettre de Maubousquet, député en Cour, 10 juin 1652. — *Ibid.* *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à Ycard, 25 mars 1653.

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettres du 27 mars 1653 au duc de Mercœur, à M. Tallemant, maître des requêtes de l'Hôtel du Roi à Aix, et au premier président de Mégrigny.

4. Lettre au duc de Mercœur du 27 mars 1653.

5. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Ycard, du 6 mai 1653. — *Ibid.*, lettres reçues, liasse Y : lettre d'Ycard, du 9 mai.

6. « Son Altesse, par sa prudence, apaisa ceste émotion en cassant l'establisement desdits bureaux par l'ordre qu'il en manda par son maréchal des logis » (Les consuls à Ycard, 6 mai). — Voir la lettre de remerciement des consuls au duc de Mercœur, 26 mars 1653.

en échec les intérêts et les droits d'une ville qui en tant de circonstances avait prodigué au souverain et au ministre des preuves éclatantes de sa fidélité et de son dévouement.

« Le retour du sieur Maubousquet, écrivaient-ils à Mazarin ¹, a esté trouvé si estrange et a si fort ulcéré le cœur de tous les

1. Lettre des consuls à Mazarin, du 17 juin 1653 (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I). Cf. même Reg. deux lettres du même jour, adressées l'une au duc de Mercœur et l'autre au Roi. Celle-ci, conçue dans le même esprit que celle destinée à Mazarin, s'exprime ainsi : « L'arrivée qu'a faite le sieur de Maubousquet, assesseur de ceste ville, a produit une générale consternation dans le cœur de tous nos citoyens le voyant revenir sans arrest après une si longue poursuite et considérant le mespris qu'on fait d'une ville qui, dans tous les mouvemens qui sont arrivés à la France, a esté inébranlable dans sa fidélité, a donné dans tous les siècles l'exemple à toutes les villes de vostre royaume du zèle qu'elles doivent avoir pour l'autorité et qui, pour n'aller pas plus loin, en a donné des marques si utiles à l'Estat depuis l'année 1630 et affermi par son exemple la province toute esbranlée par l'establisement que le ministre desiroit faire de la Cour des Elus et la Provence a contenu, à son imitation, les provinces de Languedoc et Dauphiné dans leur devoir, lesquelles estoient extremement agitées par les pratiques et séductions des factieux et malintentionnés au service du feu Roy, vostre père, de très heureuse memoire, espérant de faire leur fortune en peschant en eau trouble. Elle a escarté de nos costes, par le secours de trois galères armées à nos despens tout à point pour défendre, celui que les ennemis vouloient faire entrer dans les isles Sainte-Marguerite et Saint-Honorat et, par ce moyen, a assuré la reprise desdites isles dont l'ennemi en faisoit tant d'estat qu'il les croyoit le port assuré pour faire entrer autant de gens qu'ils auroient voulu dans la province. Mais, comme nous nous rendrions ennuyeux si nous voulions redire tant de signalés services que nous avons rendus à nos Rois, vos prédécesseurs, et ne le prendre pas de si haut, que n'a-t-il pas fait vostre ville de Marseille aux derniers troubles de ceste province? qu'a-t-elle oublié pour y faire valoir vos ordres et fermer la porte aux cabalistes qui ne s'en vouloient prendre pas moins qu'à vostre autorité? Elle a si vertement agi qu'en leur fermant la porte de nostre ville, elle leur a bouché les avenues de toute la province et les a obligés de porter ailleurs la rebellion, n'y ayant que trop de semence dans la province, comme très bien scait Vostre Majesté et tout le ministère. Et elle s'est si fort affoiblie par les immenses despenses qu'elle a esté obligée de faire pour se garder de surprise et se conserver à Vostre Majesté qu'elle est presque dans le désespoir de se pouvoir remettre hors du secours de vostre bonté royale, se trouvant engagée et endettée de plus de deux millions et quelques cent mille livres. Et, au temps qu'elle croyoit de respirer et recevoir les fruits de tant de signalés services et obtenir de son bon Roy des privilèges et grâces toutes nouvelles, elle ne trouve qu'un déni de justice pour tout recompenser. Vostre Conseil, Sire, traite vos habitans de Marseille en Espagnols et estrangers, puisqu'il souffre qu'on fasse payer le droit de la foraine du pain et autres denrées nécessaires pour leur subsistance, au préjudice des conventions et traités faits avec les comtes de Provence, confirmés par tous les rois, vos predecesseurs, par lettres patentes et arrests de vostre Parlement et Chambre des comptes... Et c'est éluder la justice de nostre cause ce que vos ministres avancent que nous devons estre satisfaits, les bureaux de la foraine par terre estant abolis, si les bles et autres denrées qui viennent par mer dans nostre ville paient, parce que ce qui entre par terre ne fait pas la centiesme partie de ce qui est nécessaire pour la subsistance de nostre peuple. Vous assurant, Sire, que vostre Conseil a si peu considéré vostre ville de Marseille que la plupart d'icelui n'a souffert nostre affaire contre le fermier de la foraine que pour trouver des moyens à la nous faire perdre. Mais, n'en trouvant point et voyant que ce seroit choquer entièrement la justice que Vostre Majesté accorde à tout le monde, on ne l'a pas voulu juger, laissant l'affaire indécise, ce qui donne moyen au fermier de continuer ses voleries, ne pouvant injustes et sans fondement de raisons. Ce qui nous fait recourir à Vostre Majesté et La supplier très humblement de considérer que si une ville de Toulon, après avoir traîné les armes de vostre principal ministre, de Mgr l'amiral, fait sortir de leur ville vos fidèles sujets et refusé incessamment vos ordres, fait perdre la Catalogne estant liguée avec vos ennemis, a la témérité de vous demander des

Marseillois voyant que, sous le ministère de Vostre Eminence, ils ne pouvoient pas avoir justice contre un malotru fermier, que vos amis et ennemis ne savent plus à qui s'en prendre. Car, qui n'auroit cru que la ville de Marseille pouvoit tout espérer de votre ministère, puisque c'est la seule peut-être de France qu'au temps qu'il sembloit que tout fust conjuré contre Vostre Eminence, elle a proféré tout haut vos louanges, obéi aveuglément à vos ordres, reçu vos amis oppressés et pris à grand honneur de se qualifier *Mazarine*, lorsque vos envieux ne donnoient ce titre à personne que par injure. Si tout cela ne sont pas des témoignages d'amour, de bienveillance et de zèle pour votre gloire, nous en faisons le juge Vostre Eminence! Mais qu'Elle reconnoisse de tous ces services un déni de justice en faveur d'un fermier de la foraine, qui est de si peu d'estime que nous avons plus de deux mille de nos habitans beaucoup plus considérables et ne croyons pas que, quand nous aurions esté comme Toulon vos plus criminels ennemis, Vostre Eminence nous peut traiter avec plus d'indifférence que de souffrir qu'on nous traite comme Espagnols et estrangers, puisqu'on fait payer la foraine au blé et autres denrées qui viennent par mer dans nostre ville, qui sont si considérables que ce qui vient par terre n'est pas la centième partie de ce qui est nécessaire pour la subsistance de nos habitans. Nous conjurons Vostre Eminence d'y faire réflexion et croire que Marseille est d'une si grande importance qu'elle ne doit point estre abandonnée ni mesprisée de la sorte et surtout vous estant acquise comme elle est. Il ne vous sera pas beaucoup difficile de nous accorder ce que nous vous demandons, puisque vous ne sçauriez le nous refuser en faisant justice. Nous en escrivons au Roy et nous espérons de Vostre Eminence qu'Elle appuiera nos justes plaintes et fera connoître à Sa Majesté l'intérêt qu'Elle a de nous faire raison pour calmer des cœurs outrés de douleur du maltraitement qu'on nous fait, ce qui fera augmenter le zèle que nous avons toujours eu pour votre gloire.... »

Malgré d'incessantes protestations contre les prétentions du fermier qu'ils proclamaient insoutenables et d'ailleurs périlleuses, si elles étaient admises, pour le repos et la paix de la ville¹, malgré l'engagement pris par l'Assemblée des Commu-

grâces et nouvelles franchises, que ne doit pas espérer votre ville de Marseille, qui ne demande que justice, après s'estre épuisée pour votre service et avoir servi à toute la France de fidélité. Elle vous fait la présente, Sire, pour vous faire connoître nos justes plaintes et vous demander très humblement justice, vous conjurant de ne la nous pas refuser, afin que les cœurs qui semblent ulcérés par le déni de justice de votre Conseil puissent estre guéris, consolidés par votre bonté royale, pour la santé de laquelle, etc. »

1. Cette affaire traina, en effet, jusqu'à la fin de l'année 1654. Pendant cette année-là, il y eut à son sujet de fréquents échanges de lettres entre les consuls et Ycard, ceux-là ayant déclaré impossible l'envoi d'une députation à la Cour. Dans une lettre datée du 17 mars 1654, les consuls déclaraient à Ycard : « Quant à

nautés de les soutenir dans leurs réclamations¹, malgré les conclusions favorables que promettait de présenter le conseiller d'Etat de Laffemas², chargé de rapporter l'affaire, malgré les lenteurs de la procédure qui paraissaient accuser les hésitations des ministres et du Conseil, Ycard avertit enfin les consuls qu'un arrêt avait été rendu, en quelque sorte par surprise, qui, ordonnant le rétablissement des bureaux, n'exemptait des droits de foraine que « tout ce qui est du crû de Provence entrant par terre et par mer, excepté les huiles et les amandes³ ». Les consuls s'y attendaient. Ils crurent cependant politique de feindre la surprise et de faire savoir à la Cour qu'ils laissaient

l'affaire de la foraine, elle est l'une des plus importantes et pour laquelle nous porterons à de grandes extrémités si, contre toute sorte de droits et de justice, les bureaux sont remis aux environs de ceste ville.... Et il est bien mieux de n'engager pas l'autorité du Roy en une affaire où Sa Majesté n'a presque rien à perdre que de contenter le fermier.... » Le 7 avril, ils lui écrivaient de nouveau : « Vous pouvez croire que, si nous venons à perdre ce procès, tout nostre peuple qui est informé de son droit et qui, depuis quelques années, gousté la douceur de ceste exemption, nous forceroit sans doute à soutenir les privilèges et les franchises de la ville et à faire valoir, par toute sorte de voies, l'arrêt de l'année 1616, ce que vous pouvez dire respectueusement à Nosseigneurs les ministres, et qu'enfin la fidélité et la fermeté de Marseille méritent quelque protection contre la violente poursuite et l'injustice d'un fermier. »

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre du 9 janvier 1654 aux consuls d'Aix, procureurs du Pays.

2. *Ibid.* Lettre à Ycard du 17 mars 1654. « Vous sçavez, Monsieur, qu'il ne peut y avoir d'autre commissaire que M. de Laffemas, qui a rapporté par trois fois le procès. Et d'autant mieux que vous trouverez que la ville a payé pour la continuation dudit M. de Laffemas, et, comme il en est déjà instruit, on nous persuade qu'il ne faut pas le changer. » La lettre du 7 avril, citée ci-dessus, p. 475, note 1, dit encore : « M^e Martin, que vous verrez bientôt par-delà, nous persuade que M. de Laffemas estoit bien disposé pour nous, et il est croyable que le fermier de la foraine n'en gagne quelqu'un d'autre. » Sur l'attitude observée par le conseiller de Laffemas en cette affaire, voir une lettre d'Ycard aux consuls, du 20 novembre 1654 et le billet joint à la lettre des consuls à Ycard, du 1^{er} décembre.

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse Y. Ycard aux consuls, 20 novembre 1654 (Cette lettre est en très mauvais état : des passages en sont mutilés et n'ont pas pu être rétablis). « Je me donnai l'honneur de vous écrire par le dernier courrier que l'affaire de la foraine avoit esté remise pour en parler au Roy, ce qui sembloit devoir tirer de longueur. Mais, le lendemain du départ de l'ordinaire, entre 9 et 10 heures du matin, un des commis de M. le surintendant vint dire à MM. de Laffemas et Dugué, rapporteurs, que Sa Majesté avoit commandé de les aller quérir pour venir incontinent parler de l'affaire au Conseil où le sieur de Laffemas dit qu'il n'estoit pas prest et qu'aussi il estoit trop tard pour laisser à un chacun la liberté d'opiner comme il estoit juste puisque l'affaire estoit si importante... mais [illisible]... lui répondit que le Roy avoit fait [savoir] sa volonté qui estoit que les [bureaux sero] ient restablis aux frais du fermier sous la sauvegarde de vous, Messieurs, et que tout ce qui est du crû de Provence entrant par mer et par terre ne paiera aucun droit, excepté les huiles et les amandes. Et, sur la restitution que vous demandez aux précédens fermiers et sur les dommages et intérêts que le nouveau fermier prétendoit à cause de la rupture des bureaux, les parties hors de cause et de procès, M. de Laffemas insista fort que l'exception des huiles et des amandes ne doit estre que par provision afin qu'on puisse un jour revenir à l'exemption entière, quoiqu'elle ait esté mortellement blessée par l'arrêt de 1634, et quant à la sauvegarde, il exagéra qu'on ne devoit [point vous] mettre en [deux lignes manquent]... l'honneur du peuple qui s'emporte de soi-mesme. Et, comme l'arrêt n'est pas encore signé, l'on doit encore reparler demain de ces deux points de l'affaire qu'on a estouffée d'autorité absolue. Il est vrai qu'on n'a pas osé vous faire tout le mal qu'on eust bien voulu. »

le peuple dans l'ignorance de cette décision de crainte que la colère ne l'entraînât à de nouveaux excès, espérant, sans doute, obtenir ainsi des ministres la promesse que l'arrêt ne serait pas exécuté¹.

Ce n'était là qu'une attitude destinée à sauvegarder le prestige et l'autorité des consuls sur leurs concitoyens. D'autres difficultés plus graves s'élevaient, en effet, entre Marseille et la royauté qui, mieux encore que l'affaire de la foraine, révélaient les intentions et les arrière-pensées des ministres au sujet des privilèges de cette ville. D'abord, contrairement à un usage consacré par de nombreux précédents, Louis XIV, pourtant déclaré majeur depuis deux ans, n'avait pas encore accordé les lettres patentes portant confirmation des privilèges et franchises de Marseille que les rois, ses prédécesseurs, avaient accordées au moment de leur couronnement. Tout en feignant de ne pas ajouter trop d'importance à ce qu'ils affectaient de regarder comme une formalité, dont l'ancienneté des titres de leur ville leur permettait de se passer², ils poursuivaient cependant l'expédition et la délivrance de ces lettres de confirmation au moment même où leur procès avec le fermier de la foraine se trouvait pendant devant le Conseil d'Etat. Mais ils se heurtaient à des résistances : les unes provenaient des répugnances

1. C'est ce qui nous paraît résulter d'une lettre à Ycard, datée du 1^{er} décembre et écrite en réponse à celle du 20 novembre que nous donnons dans la note ci-dessus. Les consuls « surpris et embarrassés » opposent à la décision qui vient d'être rendue à leur préjudice l'arrêt de 1616, « lequel, ayant esté rendu avec grande connoissance de cause, est un titre pour ceste ville que les citoyens ne souffriront jamais estre bresché, non plus que tous les autres privilèges, lesquels ils ont mérités par leurs anciens et continuels services et pour la conservation desquels ils ne feroient pas difficulté de tout entreprendre. » Les consuls ajoutent qu'ils n'ont « pas osé divulguer la lettre d'Ycard, de peur que ce ne fust levain de quelque tumulte dans ceste ville. » Mais ils redoutent de ne pas pouvoir cacher longtemps la mauvaise nouvelle, et ils terminent leur lettre en donnant ces instructions à Ycard : « Nous vous prions et conjurons autant qu'il est en nostre pouvoir que, sitost reçue la présente, si l'arrest n'est point expédié et la chose sans remède, que vous apportiez tous vos soins et diligences pour faire comprendre aux ministres que si cest arrest sort à effet nous ne pouvons pas respondre des événements. Car il n'est pas au pouvoir de tous les hommes du monde de faire subir ce nouveau joug à ce peuple qui est si jaloux de sa liberté et a si fort à horreur ledit droit de foraine que la moindre nouveauté ou surcharge qui lui arrivast de ce costé seroit capable de le porter au désespoir. » Mais cette lettre si catégorique n'a d'autre objet, en faisant craindre aux ministres qu'il n'éclate quelque nouveau désordre à Marseille, que de les amener à décider un traitement plus favorable pour cette ville. C'est, du moins, ce que paraît prouver ce billet qui l'accompagne : « Vous connoistrez par les termes de ceste lettre que nous avons intérêt qu'elle soit vue et entendue de Messieurs les ministres. Ce n'est pas pourtant que nous désirions que vous la montriez indifféremment à tout le monde, mais que vous en usiez seulement suivant vostre prudence et surtout que vous la fassiez voir à M. de Laffemas à qui véritablement nous sommes fort obligés. Et bruslez, s'il vous plaist, ce billet sitost que vous l'aurez lu et gardez que la lettre ne sorte de vos mains.... »

2. « Comme il y a dix ans que nous nous en passons, nous tascherons aussi de n'en avoir pas besoin. Tout cela, à dire vrai, n'estant que *ad melius esse* et n'ajoute ni diminue à nostre droit... » (Lettre à Ycard du 10 mars 1654. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I). — Cf. la lettre à Ycard du 8 septembre 1654 que nous citons dans la note ci-dessus.

mêmes de divers personnages mêlés à ces négociations pour les mots de *franchises* et de *libertés*¹. Ils auraient peut-être fini par les vaincre, si le ministère n'en avait opposé d'autres tirées de la peine qu'éprouvait le Roi à obtenir que Marseille participât de ses deniers aux charges financières de l'Etat. Or, non seulement les consuls prétendaient obtenir la délivrance des lettres de confirmation sans qu'il leur en coûtât rien², mais ils invoquaient encore la situation obérée des finances de Marseille pour justifier le refus qu'ils ne cessaient d'opposer aux demandes de subsides du ministère.

« Nous espérons que le retour du Roy à Paris, écrivaient-ils à Ycard, le 8 septembre 1654³, nous fera avoir plus tost que nous n'aurions pas eu les expéditions du Sort et de la foire franche et que, ensuite, vous presserez celle de la confirmation des privilèges qui est autant une marque de nostre respect et de nostre soumission et une espèce d'hommage que d'aucune nécessité que nous en ayons car, nos principaux privilèges estant appuyés sur les Conventions et Chapitres de Paix qui ont esté vérifiés et par tant de fois confirmés durant cinq cens ans, nous n'avons pas quasi besoin de ladite confirmation. Et ce serait le mal prendre que de nous disputer un droit si bien acquis et si justement mérité. On doit sçavoir, d'ailleurs, que ceste ville est endettée de quatre millions de livres et que ceste grande somme procède en partie des frais de la guerre qu'il nous a fallu soutenir en ces dernières occasions pour le service du Roy, la fidélité de Marseille ayant contenu presque dans son devoir le reste de ceste province, de la nourriture du peuple dans trois pestes consécutives et de ce qu'il a fallu payer pour les ambassades à Constantinople par ordre de Sa Majesté. Si bien que vous pouvez faire connoistre que, si nous sommes avarés, c'est parce que nous sommes pauvres, que nous avons donné lorsque nous avons pu; que nous faisons ici l'honneur

1. « Vous avez très bien fait de retirer les lettres de la confirmation des privilèges et de vouloir attendre de vous en esclaircir avec M. le duc de Mercœur. Car, à ne vous rien cacher, nous croyons qu'on nous rend de mauvois offices auprès de Son Altesse et, dernièrement, dans Aix, ce mot de *privilèges*, de *franchises* et de *libertés*, qui nous est aussi naturel que l'air que nous respirons et aussi bien dû que nos maisons propres, fut mal reçu par M. Bossuet, qui se fâche, sans doute, de rencontrer de l'opposition aux nouveautés qu'il voudroit faire et que nous ne devons souffrir... » (Lettre aux députés de la ville, 1^{er} septembre 1654. Arch. com., *Correspondance des consuls*, Reg. I).

2. « Nous nous sommes pris garde que, depuis que ceste ville a esté réunie à la couronne de France, tous les rois successivement de règne en règne, ont confirmé les Conventions, Chapitres de Paix et Privilèges de ceste ville par leurs lettres patentes dument vérifiées et enregistrées, mesme le feu Roy Louis XIII, d'heureuse mémoire, ce qui est proprement une nouvelle prestation de serment, hommage et reconnaissance. Mais, comme toutes les fois que semblable chose a esté faite, il n'a rien cousté à la ville, nous voudrions, s'il se peut, obtenir ceste mesme confirmation du Roy dujourd'hui, sans toutesfois qu'il nous coustast autre chose que les droits ordinaires... » (Lettre à Ycard, 10 mars 1654).

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.

de la France sans qu'il en couste rien au Roy¹; et qu'enfin, lorsqu'on nous refusera ceste expédition, nous serons obligés de nous en descharger sur les autres de ce refus et de le dire hautement et publiquement qu'on en veut à nos privilèges et à nos libertés.... »

Il est vrai que la situation financière de Marseille était alors très précaire. Depuis l'établissement du Règlement du sort, les consuls se préoccupaient d'y porter remède. En 1652, ils avaient proposé au Conseil, qui avait approuvé leur proposition, d'établir de nouvelles taxes sur divers produits alimentaires et diverses marchandises importés dans la ville et sur les jeux de « cartes et tarots » qui y étaient fabriqués². Il avait même été question, dans le cas où le produit de ces taxes ne suffirait pas à combler le déficit, de percevoir une « imposition la plus douce et sortable que faire se pourra » sur les cheminées des maisons et bastides, « à considérer les foyers, laquelle imposition, qui sera réglée après avoir fixé le nombre et qualité desdits foyers, sera payée par ceux qui demeurent esdites maisons et bastides, sans que les locataires puissent rejeter ledit droit sur les propriétaires³ ». Mais ce projet n'avait pas eu de suites. Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* nous apprennent que, peu après, au mois de février 1653, Antoine de Félix fit approuver par le Conseil « d'assujettir et de comprendre dans les exactions et impositions qu'il conviendra faire pour le paiement de nos dettes tous les biens que les prestres, moines et religieux possèdent hors de leur closture et des maisons joignantes aux églises et monastères⁴ ».

Aucun de ces projets ne paraît avoir été réalisé. Quand bien

1. C'est ce qui avait été déjà dit, en citant des exemples à l'appui, dans une délibération du Conseil des Cent, prise le 5 juillet 1654 (*Délibérations du Conseil*, Reg. n° 54, f° 418). « ... Qu'elle fait l'honneur de la France en recevant, visitant et régallant de présens les princes et seigneurs estrangers et personnes considérables, comme depuis qu'ils sont en charge ils ont fait présent à M. le Baillif de Vallançay, revenant de son ambassade de Rome, et à M. le vice-légat d'Avignon.... »

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 53, f° 5. Conseil des Cent du 24 novembre 1652. Sur la proposition du premier consul, le Conseil charge une commission de douze membres, « pour ensemblement avec Messieurs les consuls prendre et trouver des moyens et expédiens pour payer et acquitter les arrérages et courans des pensions et intérêts deubs par ceste Communauté et le tout rapporter au premier Conseil. » C'est cette commission qui propose au Conseil des Cent du 1^{er} décembre 1652 (*Ibid.*, f° 8 v°) d'établir : 1° une imposition « de 10 sols par ballots de papiers de fabriques étrangères venant hors du terroir » ; 2° de 10 sols « par quintal de savons venant du dehors » ; 3° de 20 sols par quintal de tabac ; 4° de 20 sols par charge d'amandes ; 5° de 10 sols par charge de miel ; 6° de 20 sols par charge de cire jaune ; 7° de 10 sols par charge de prunes sèches ; 8° de 20 sols par charge d'huile venant hors du terroir ; 9° de 6 deniers pour chaque jeu de cartes ; de 1 sol pour chaque jeu de tarots, « et ce tant des cartes et tarots qui se fabriquent en ceste ville et son terroir que des cartes et tarots qui viennent du dehors, et, ad ces fins, lesdits jeux de cartes et tarots seront boulés et marqués. »

3. *Ibid.* Conseil des Cent du 1^{er} décembre 1652.

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 991.

même il en eût été autrement, le conflit latent depuis longtemps entre Marseille et la royauté, au sujet de la participation de cette ville aux charges de l'Etat, n'en aurait pas moins éclaté. Les ministres et les Marseillais se plaçaient, en effet, à des points de vue tout à fait opposés, les uns pour exiger, les autres pour refuser les subsides destinés alors, sous le nom de quartier d'hiver ou de taxes des Terres adjacentes, à payer les dépenses d'entretien des armées et des flottes du Roi.

Mazarin avait escompté l'arrivée au pouvoir des amis de Valbelle pour obtenir que Marseille consentirait enfin à payer la taxe de 25 000 livres qui lui avait été imposée pour sa part du quartier d'hiver établi sur la Provence et s'élevant à une somme totale de 300 000 livres. Depuis le commencement des troubles du Semestre, Marseille s'était dérobée à cette obligation. Le calme à peine rétabli, le cardinal avait donné des ordres pour qu'elle fût mise en demeure de s'y soumettre¹. Bien que ses agents lui eussent donné à entendre qu'il aurait de la peine à recevoir satisfaction, même de la part de quelques-uns des amis du lieutenant de l'Amirauté², il avait cru habile d'intéresser le duc de Mercœur à s'employer activement au recouvrement de cette taxe en faisant assigner, par arrêt du Conseil donné le 1^{er} avril 1652, « sur les deniers du quartier d'hiver et autres deniers qui se lèvent dans le pays », les gages mensuels de 6 000 livres attribués au nouveau gouverneur de Provence³. En outre, l'autorisation donnée au Règlement du sort et les promesses de concours que lui avait prodiguées le parti au pouvoir en échange des promesses d'appui qu'il lui avait demandées, tout cela lui avait fait croire que sa démarche serait couronnée de succès. Mais, déjà du vivant même de Valbelle et pendant l'administration de ses amis les plus directs, le premier ministre rencontrait des résistances inattendues⁴. Elles devaient bientôt se préciser, prendre la tournure d'un véritable différend et placer le ministère dans l'alternative de les admettre ou de les briser par la force.

En 1654, en effet, les demandes du Roi étaient devenues plus

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1717, 297. Lettres du 13 décembre 1651 donnant commission pour la levée des quartiers d'hiver de 1649 et de 1650, fixés à 25 000 l. chacun, sur la ville de Marseille, qui n'ont pas été levés au moment où ils ont été primitivement imposés.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1716, 382. Lettre de M. de Seyron à Mazarin, du 7 novembre 1650.

3. Arch. des Affaires étrangères, France 1718, 53.

4. Arch. des Affaires étrangères, France 1719, 309. Note du 7 décembre 1653, non signée et adressée au cardinal Mazarin. « M. le duc de Mercœur m'ordonne d'informer Votre Eminence que la ville de Marseille n'est pas disposée à rien donner, parce qu'elle espère tout de la protection de M. de Servien par le ministère de la famille des Vaubelle (*sic*) dont il a toujours appuyé les intérêts; et que, comme ils despendent de lui, il faudroit qu'il leur escrivist de la bonne sorte pour obliger le lieutenant à faire ce qu'il doit, et que le délai que M. de Mercœur a pris de se rendre à Marseille donnera le temps d'escire. »

pressantes. « Nous sommes surpris qu'après vous avoir escript plusieurs fois pour vous convier de Nous assister dans l'urgente nécessité de Nos affaires, du moins à proportion de ce que vous devez porter pour vostre part de la taxe des Terres adjacentes, vous ayez toujours donné de meschantes raisons pour vous en dispenser pendant que toutes les autres villes de la province et du royaume s'efforcent à l'envi de Nous tesmoigner leur zèle, et il semble qu'il n'y ait que vous seuls qui refusez vostre secours lorsque Nous le demandons, dont Nous sommes estonné vu les grandes grâces que Nous vous avons accordées en toutes sortes de rencontres. Et comme Nous ne voulons plus entendre les choses que vous mettez en avant pour vous défendre de ce que nous désirons, Nous vous mandons et ordonnons de pourvoir incessamment au paiement de ce que vous Nous devez pour vostre part des taxes des Terres adjacentes tant du passé que du courant¹. »

Dans une entrevue qu'il avait eue à Aix, à la fin du mois de juin, avec le premier et le troisième consuls venus pour le saluer avant son départ pour la Cour, le duc de Mercœur avait appuyé cette demande. Il les avait interrogés pour « sçavoir d'eux ce qu'il pourra respondre quand on lui demandera pourquoi est-ce que la ville n'a rien donné au Roy en un temps auquel toutes les autres villes de ce royaume ont fait des efforts pour tesmoigner leur zelle et contribuer aux grandes despenses que Sa Majesté est contrainte de supporter pour les affaires de l'Estat² ». Ainsi mis au pied du mur, le premier consul avait répété les excuses que tous ses prédécesseurs n'avaient pas manqué de présenter en semblable circonstance : « Son Altesse, avait-il dit, estoit très humblement suppliée de faire connoistre à Sa Majesté que ce n'a point esté à faute d'affection et de fidélité, mais par impuissance, que ceste ville n'a rien donné; qu'elle doit plus de deux millions à cause des diverses pertes et des grandes despances qu'il lui a fallu essuyer non-seulement pour sa subsistance particulière mais pour le service du Roy et pour la conservation de la ville dans les mouvemens de ceste province, pendant lesquels elle a servi d'exemple de fidélité et fait contenir tout le reste; qu'elle fait l'honneur de la France en visitant et régallant de présens les princes et seigneurs estrangers et personnes considérables, comme depuis qu'ils sont en charge ils ont fait présent à Monsieur le Baillif de Vallançay, revenant de son ambassade de Rome, et à Monsieur le vice-légat d'Avignon, et enfin que, si ceste ville ne donne, elle ne couste rien aussi et lui est une des plus fideles de l'Estat³ ».

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse L. Lettre de cachet de 1654, sans date de jour ni de mois.

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 54, 418. Conseil des Cent, du 5 juillet 1654.

3. *Ibid.* Cf. la lettre des consuls aux députés en Cour, Bonnin et de Félix-Beaulieu, du 23 juin 1654, qui rend compte, à peu près dans les mêmes termes,

Quoique les consuls se fussent flattés d'avoir, par ces raisons, « beaucoup contenté Son Altesse », qui leur aurait « promis de faire valoir leurs bonnes volontés »¹, le gouvernement n'accepta pas cette défaite. Sans doute, de quelque temps, il ne fut plus question de cette affaire, mais quand, au printemps de 1655, Mazarin entreprit une nouvelle campagne, il fit réclamer aux Marseillais l'arriéré des taxes qu'ils avaient jusqu'à ce jour refusé d'acquitter et il fit demander à son ami de Valbelle d'intervenir pour lui faire donner satisfaction². Mais, pas plus en 1655 qu'en 1654, pour nous servir de l'expression employée par les consuls de 1654 en confiant leurs intentions secrètes aux députés de la ville, ils n'étaient « ni en estat ni en volonté de ne rien donner »³. Cette nouvelle démarche du cardinal n'eut donc pas de succès. Il n'abandonna pas pour cela la partie et montra, au contraire, de diverses façons qu'il entendait enfin faire régler au mieux des intérêts du Roi, cette affaire restée trop longtemps en suspens. Il fit donc expédier aux consuls une lettre de cachet dans laquelle le Roi leur faisait savoir que, pour « se faire obéir », il saurait recourir aux « voies légitimes que Dieu a mises en sa puissance » : il les mettait en demeure de s'acquitter de leur part du quartier d'hiver et de l'arriéré des taxes des années précédentes et leur exprimait la surprise que lui causerait un nouveau refus puisqu'il destinait cet argent « à la subsistance de ses galères dont le corps, si important à l'Estat et si nécessaire pour la sûreté de la province et la liberté du commerce, manqueroit de toutes choses s'ils ne fournissoient dans la conjoncture présente celles qu'on leur demandera de sa part »⁴. Le duc de Mercœur reçut l'ordre de faire parvenir cette lettre à sa destination ; si elle ne produisait pas d'effet, il aviserait « aux moyens de faire que le Roy puisse avoir son compte par quelque autre voie, n'estant pas juste de souffrir un refus si injuste lorsque tous les autres sujets de Sa Majesté s'efforcent à l'envi de la secourir dans la pressante nécessité de ses affaires »⁵.

de cette entrevue avec le duc de Mercœur et se termine ainsi : « Nous ne savons pas si ceste response lui aura esté agréable, nous ayant dit que ces raisons devoient estre représentées par nos députés et qu'il les appuyeroit. »

1. Conseil des Cent du 5 juillet 1654.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 302. Lettre de Mazarin, à l'Evêque d'Orange, 16 avril 1655. « ... Je vous envoie une lettre pour M. le lieutenant de Valbelle afin qu'il s'emploie pour faire payer ce que la ville de Marseille doit pour sa part des Terres adjacentes. Vous aurez soin, s'il vous plaist, de la lui faire tenir et de l'accompagner d'une des vostres par laquelle vous lui expliquerez comme cest argent estant destiné pour les troupes et pour les galères, la nécessité d'assister les uns et les autres est si grande et si pressante qu'il ne scauroit donner de meilleure marque de son zèle pour le service du Roy et de l'amitié qu'il m'a toujours tesmoignée que de faire promptement acquitter ceste partie. »

3. Lettre des consuls aux députés de Marseille, du 23 juin 1654.

4. Arch. com., BB. *Correspondance des Consuls*, lettres reçues, liasse L. Lettre du 19 juillet 1655.

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 326. Lettre de Mazarin au duc de Mercœur, du 17 juillet 1655.

En envoyant aux consuls la lettre du Roi, Mercœur leur commanda « d'assembler le Conseil et de faire résoudre le secours le plus avantageusement qu'il leur sera possible », les exhortant « de faire effort à ceste occasion, attendu les affaires pressantes de Sa Majesté, et les assurant que cela lui donnera plus de moyen de faire cognoistre à Sadite Majesté les sincères affections qu'ils ont pour son service et qu'il attendra leur response pour adviser s'il y aura lieu de faire quelque réduction de ceste demande... et que le général et le particulier de ceste ville jugeront de leur conduite par les événemens ». Pour se conformer à cet ordre, le 22 août, les consuls réunirent le Conseil des Trois-Cents, « comme le plus grand de ceste ville, afin qu'une affaire de si haulte importance soit murement examinée et solempnellement délibérée ». Après avoir pris connaissance des volontés du Roi et des instructions du gouverneur, le Conseil délibéra unanimement qu'il serait remontré au Roi l'impossibilité où se trouvait la ville de lui donner satisfaction. Il reprit avec un soin minutieux tous les arguments dont les Marseillais n'avaient jamais cessé de se servir quand ils avaient voulu se dérober aux demandes de subsides. Leur ville, « la plus passionnée qui soit en France pour le service du Roi », n'a jamais ménagé au souverain les « preuves esclatantes » de son attachement et de sa fidélité. Pour lui, elle a soutenu les « deux fameux sièges de Charles de Bourbon et de l'empereur Charles-Quint », elle a pris part « aux dernières guerres contre ceux de la religion », et « depuis la rupture des deux couronnes, après la surprise des isles Sainte-Marguerite et Saint-Honorat, elle a, par plusieurs fois, fourni des sommes considérables et qui estoient par-dessus ses forces, et, le plus souvent, elle s'y est portée de son mouvement, sans ordre ni avis, à mesure qu'elle a recogneu la nécessité des affaires et les avantages qui en reviendroient à Sa Majesté et au bien de son Estat ». A présent, la situation de ses finances ne lui permet pas, malgré sa bonne volonté, de consentir les sacrifices que le Roi lui demande. Elle s'est endettée de plus de deux millions pour satisfaire à toutes les obligations qui pèsent sur elle, « tant pour sa garde et conservation au service du Roy que pour l'honneur de la France à l'arrivée et passage des princes, grands seigneurs et ambassadeurs françois et estrangers qui y abordent tous les jours tant par mer que par terre ». Ses revenus ne suffisent plus à payer ses créanciers ; chaque année, elle emprunte des sommes considérables, et elle devra, dans l'avenir, contracter de nouveaux emprunts, car « l'impôt qu'elle prend sur le vin et sur la chair que ses habitans consomment », ne lui procure plus des ressources aussi importantes que celles qu'elle en retirait autrefois, et son commerce, déjà grevé des axes levées sur lui pour le paiement des dettes « des ambassa-

deurs de Sa Majesté en Levant, Messieurs de Cézy et de Martheville », souffre encore des prises que font à ses dépens « les corsaires de Barbarie, Anglois et Maillorquins », qui, l'année précédente, lui ont enlevé « plus de douze cent mille escus ».

Il y a enfin une dernière raison pour admettre leurs excuses. « C'est que le Roy a trop de bonté pour vouloir brescher les anciennes Conventions et Chapitres de Paix que ses prédécesseurs, comtes de Provence, ont arrestés et si solempnellement jurés avec ladite ville et qui ont esté toujours confirmés tant par les lettres patentes que par les mesmes sermens si solennels de leurs successeurs audit comté et par les Roys Très-Chrétiens depuis que ceste province et ceste ville ont heu le bonheur d'estre unies à ceste couronne et particulièrement par le feu roy Louis XIII^e de glorieuse et immortelle mémoire à son auguste entrée en ceste ville en l'année 1622...., suivant lesquelles Conventions et Chapitres de Paix lesdits roys et comtes ne pourront rien exiger des habitans de ladite ville que de leur bon gré et sans y pouvoir estre contraints. » Croyant avoir ainsi justifié par toutes ces raisons son « très grand regret de ne pouvoir fournir les sommes demandées pour le quartier d'hyver qu'elle n'a jamais payé comme n'y estant point subjecte et que ce seroit introduire une nouveauté tout à fait contraire auxdits Chapitres et Conventions », le Conseil terminait sa délibération en exprimant l'espoir que « Sa Majesté y auroit esgard comme tous les Roys ses prédécesseurs, et que les traitant comme un bon père, elle ne voudroit pas les obliger à l'impossibilité ». Puis, chargeant les consuls d'adresser au duc de Mercœur un extrait de cette délibération, elle suppliait « très humblement » celui-ci « d'accompagner de sa faveur la justice de ces trois raisons et de vouloir donner un nouveau tesmoignage de son affection à ceste ville qui en conservera un perpétuel souvenir¹ ».

Ces raisons ne furent pas favorablement entendues à la Cour. Les consuls avaient cependant pris la précaution de faire remettre en leurs noms un présent de 1500 livres au comte de Brienne et un de 500 à son premier commis de Rouquette², au

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 55, f° 170 v° et suiv. Conseil des Trois-Cents, du 22 août 1655.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Bonnin, député de la ville, du 24 août 1655. « Nous vous envoyons une lettre de change de 2000 l. pour le régal dont nous vous avons parlé par l'ordinaire dernier, et c'est pour donner 1500 l. à M. le comte de Brienne et 500 l. au sieur de Rouquette, son premier commis. Nous vous prions de prendre le soin de les leur présenter avec la presence du sieur Yeard et, pour vous descouvrir le secret de l'affaire, nous faisons ceste donation de nostre mouvement et sans en avoir parlé à un Conseil de peur que, la chose estant éventée, le présent ne fust pas si agréable à M. le comte de Brienne et ne fist pas l'effet que nous en espérons. Et la conjuncture de nos affaires est si importante et dans un estat si chatouilleux que nous n'y pouvons aller avec trop de précautions, comme vous le jugerez par le second article de ceste lettre. [Celui-ci contient le compte rendu de la séance du Conseil des Trois-Cents du 22 août].... Vous ferez tout vostre possible pour

moment où ils s'excusaient, malgré « leurs souhaits et leur zèle », de n'avoir pas réussi à « inspirer » à ceste assemblée « les mesmes sentimens qu'ils avoient de faire quelque effort en ceste occasion et de se surmonter eux-mesmes¹ ». Mais Brienne, tout en exprimant sa gratitude, s'était récusé, disant « que cela ne despendoit pas de lui et qu'il ne pouvoit qu'en parler ». Les consuls, cachant leur dépit, s'étaient alors contentés de dire qu'il ne leur restait plus « qu'à se tenir sur leurs gardes et voir ce qui en arrivera² ».

Résolu à fermer l'oreille à leurs représentations, Mazarin ordonnait maintenant à Mercœur « de redoubler de soins pour le paiement de la taxe des Terres adjacentes », et « d'employer toute son autorité pour surmonter tous les obstacles et toutes les longueurs qui s'y pourraient rencontrer³ ». Mercœur pressentait ces difficultés, déclarait même qu'il ne viendrait pas à bout de la résistance de Marseille⁴. Celle-ci, qui n'était plus contenue par l'ascendant de Valbelle, s'affirmait plus tenace. Dédaignant d'invoquer plus longtemps la pénurie de leurs finances, les consuls alléguaient uniquement la situation privilégiée de leur ville, exemptée de tout temps du paiement des taxes royales, et se plaçaient sous l'égide d'un droit vieux de plusieurs siècles et que rien n'avait aboli. Le 21 décembre 1655, ils rédigeaient dans cet esprit un véritable plaidoyer destiné à Brienne que, dans l'isolement où les laissait la mort récente du lieutenant de l'Amirauté, ils se plaisaient à regarder comme « leur unique appui et protecteur auprès du Roy ».

faire valoir ce présent à ces Messieurs et encore plus nos bonnes volontés et la chaleur de nos intentions; et, s'ils ne sont pas encore de retour à Paris, vous leur ferez tenir les lettres en diligence et leur offrirez de compter l'argent à qui ils vous ordonneront ou de leur conserver jusques à leur retour. »

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre au Roi, du 24 août 1655. Cette lettre fut envoyée à Ycard dans un paquet contenant, avec la copie de la délibération destinée au Roi, deux lettres destinées l'une, au comte de Brienne et l'autre, à Ycard lui-même. Celle-ci, qui contenait les instructions des consuls, lui recommandait de faire parvenir en hâte ces divers envois à leurs destinataires respectifs et, en particulier, à Brienne, « afin que ces despesches y arrivent avant celles de M. le gouverneur », et elle l'entretenait enfin du présent qu'ils avaient chargé Bonnin de faire en leur nom au secrétaire d'Etat et à son premier commis.

2. Lettres des consuls à Ycard et à Bonnin, du 28 septembre 1655.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 330. Lettre du 18 septembre 1655.

4. « Pour Marseille, à mon retour d'Arles, nous tenterons ce qui se pourra faire. Je n'en espère rien du tout, et le lieutenant de Valbelle m'a dit avoir eu l'honneur de l'écrire à Vostre Eminence et qu'il n'y avoit nul pouvoir. » (Mercœur à Mazarin, 7 décembre 1655, Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 450.) — « Pour ce qui regarde la taxe des Terres adjacentes et particulièrement de la ville de Marseille, j'ai eu l'honneur de Lui (à Vostre Eminence) dire plusieurs fois et écrire encore plus que toutes les lettres et ordres seroient de peu d'effet, que les résolutions devoient se prendre de haut et que, lorsque je les recevrais, je les scaurois exécuter à mon ordinaire. Partant, Vostre Eminence doit, s'il lui plaist, ordonner et je scaurai obéir aveuglément : j'envverrai aux consuls celle du Roy et la sienne et n'oublierai rien pour la réussite de ceste affaire, sans pourtant en vouloir répondre. » (Mercœur à Mazarin, décembre 1655. Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 458.)

« C'est pourquoi, Monseigneur, écrivaient-ils, dans ceste véritable et solide affection, nous ne scaurions vous rien cacher et surtout aux choses qui regardent nos Conventions et Chapitres de Paix, qui sont aujourd'hui tout ce qui nous reste de réputation et de bien et que les comtes de Provence et les roys de France, après eux nos souverains seigneurs et maistres, ont conservés par leur justice aussi bien que par leur bonté. De sorte, Monseigneur, que le refus que nous faisons de payer le quartier d'hiver, comme nos devanciers ont fait, est accompagné de tant de raisons, puisqu'il est fondé sur ces mesmes Chapitres de Paix, qu'il ne peut estre mal reçu et mal expliqué. Et ce refus ne peut aussi estre tiré à conséquence ni à servir d'exemple aux autres villes du royaume, car, outre que chacune jouit de quelque droit particulier, il est certain que celles qui ont le bonheur d'estre frontières et d'estre exposées à la vue des ennemis et des estrangers sont incomparablement mieux traitées et méritent une plus grande protection. Mais, Monseigneur, sans recourir aux avantages de la situation d'une ville si ancienne et si importante, il n'est point question d'un privilège qui pourroit estre révoqué, quoique nous n'en ayons aucun que nos ancestres n'aient bien mérité par des services signalés, mais d'une convention expresse et réciproque, d'un traité de paix accordé et juré solennellement qui nous met à couvert de semblables contributions et nous donne lieu maintenant d'alléguer nostre droit avec tout le respect que nous devons, *absque damno et timore aliquo*, qui sont les propres termes de l'original que Charles d'Anjou, comte de Provence, eut la bonté d'agréer et faire insérer en l'article 42^e, si bien qu'on ne trouvera point que, depuis l'année 1257 que la ville de Marseille, laquelle estoit libre et se donna volontairement à ce prince sous la foi néanmoins de ceste convention, ait jamais payé de quartiers d'hiver ni autres semblables recherches et impositions, auxquels la Provence peut estre sujette. Et ce, comme vous sçavez, Monseigneur, Marseille n'est pas du Corps du Pays et il n'y a que fort peu de temps que nos roys ont cessé d'ajouter à la qualité de comte de Provence celle de *seigneur de Marseille* qu'ils prenoient d'ordinaire aux expéditions nous concernant. Ce n'est pas, Monseigneur, que dans les occasions elle n'ait fait des efforts pour tesmoigner son zèle et la passion qu'elle a au service du Roy et, s'il estoit besoin d'en faire voir le compte, vous jugeriez sans doute que nous avons plus donné qu'on ne croit, que nous nous sommes toujours défendus, maintenus de nous-mesmes sans qu'il en ait rien cousté à Sa Majesté; que, quelque commerce que nos habitans aient eu avec les estrangers, leur fidélité a toujours esté inviolable et inébranlable; que c'est d'ici comme d'un canal que découlent insensiblement les facultés et les richesses du Levant qui font subsister le

commerce et valoir les fermes du Roy. Et enfin que, sans faire aucune réflexion à tous ces avantages, nous ne faisons rien d'extraordinaire lorsque nous demandons d'estre exempts du quartier d'hiver *que nous ne devons pas* et qui n'a jamais esté prétendu que depuis la haine que feu M. le duc d'Angoulesme avoit conçue contre ceste ville¹. »

Mazarin ne voulut pas entrer dans la discussion où les consuls prétendaient l'entraîner, car il ne jugeait pas encore le moment venu de s'attaquer ouvertement aux privilèges d'une ville dont la bonne volonté n'était pas à dédaigner à l'heure de l'effort suprême qu'il tentait contre l'Espagne. Il entendait cependant tirer quelques subsides de Marseille. Il renouvela donc ses demandes au mois de janvier 1656, s'efforçant de stimuler l'amour-propre des consuls en leur représentant « qu'il n'y a personne dans le Conseil qui ne se soit scandalisé de voir que, tandis que les autres villes et communautés de la province et de tout le reste du royaume s'efforcent à l'envi d'assister le Roy, la seule ville de Marseille refuse de lui donner aucun secours² ». Mais il était loin de se montrer aussi catégorique qu'autrefois et ne dissimulait pas à Mercœur qu'il s'accommoderait d'un arrangement qui sauvegarderait les principes dont les consuls s'étaient réclamés. « Le Roy a jugé à propos, écrivait-il le même jour³, d'escire encore une lettre aux consuls de Marseille, en conformité de laquelle je leur en ai escrit une aussi en mon particulier, afin de les obliger à assister le Roy *de façon ou d'autre*, en sorte que Sa Majesté en tire pour le moins le mesme secours que ce lui seroit d'estre payée de leur part de la taxe des Terres adjacentes. Je vous supplie, Monsieur, de tenir la main que Sa Majesté ne soit pas frustrée de ceste assistance pour laquelle c'est une honte qu'ils se fassent tant solliciter. »

Même en recourant à cet expédient, Mercœur ne pouvait rien obtenir de Marseille. Bien plus, d'Oppède, chargé maintenant de veiller à l'exécution des ordres du Roi dans la province, faisait craindre à Mazarin que le refus de Marseille n'entraînât aussi celui d'Arles. Du moins, s'il avouait en quelque sorte son impuissance à faire revenir les Marseillais à de meilleures dispositions, il engageait aussi vivement le ministre à ne pas per-

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre au comte de Brienne, du 21 décembre 1655. — Le même jour, les consuls écrivaient à Mazarin une lettre beaucoup plus courte, « pour ne pas l'importuner du long discours de leurs raisons », où ils se défendaient contre la mauvaise impression produite à la Cour par le refus de leurs devanciers et d'eux-mêmes de payer le quartier d'hiver, qui, « mal reçu et mal expliqué, diminueoit l'estime de la fidélité de Marseille qui est si connue à Son Eminence, n'y ayant point de ville en France qui, en toute sorte de temps, ait paru plus ferme et plus assurée à son service.... »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 377. Lettre aux consuls de Marseille, 6 janvier 1656.

3. *Ibid.*, 375. Lettre au duc de Mercœur, 6 janvier 1656.

mettre aux Arlésiens de les imiter¹. C'est à cet effort que le premier président devait s'employer pendant la plus grande partie de l'année 1656². A la fin de cette année-là, il croyait pouvoir exprimer à Mazarin l'espoir qu'il avait d'obtenir quelque satisfaction du côté d'Arles³, mais il ne pouvait pas en dire autant de Marseille : « Pour ce qui est de Marseille, il n'y a rien à en attendre⁴ » ; — « pour Marseille, il n'y a rien à espérer⁵ » ; écrivait-il coup sur coup à son correspondant. Celui-ci, que les préoccupations de la politique étrangère obligeaient à détourner quelque temps son attention des affaires d'une ville dont il venait d'apprendre à mesurer l'ingratitude, ne renonçait pas cependant à la contraindre. Il s'en ouvrait encore un an après au premier président, en esquissant légèrement la politique qu'il conviendrait de pratiquer pour y réussir. « J'apprends qu'autrefois les Terres adjacentes valoient 100 000 livres tous les ans, y compris Marseille et Arles, chacune pour 30 000 livres, et que M. d'Angoulesme les faisoit fort bien payer, *ayant l'œil à ce que ni l'une ni l'autre n'obtinsent d'ici aucune grâce et ne leur en faisant aucune de celles qui despendoient de lui, qu'elles n'eussent payé leur part.* Je ne vois pas ce qui pourroit empêcher qu'avec un peu d'application le Roy ne retireroit encore à présent le mesme avantage. Je vous prie d'en parler de ma part au duc de Mercœur⁶ » ; et d'Oppède, entrant complètement dans ses vues, lui répondait : « Nous avons remis Arles dans ce train ; pour ce qui est de Marseille, il faut espier une occasion : à moins de cela, on ne réussiroit pas⁷ ».

En 1656, Mazarin, déjà lassé des refus persistants et systématiques opposés par les Marseillais aux demandes de subsides du Roi, était encore mécontent de l'embarras où ils l'avaient

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 504. D'Oppède à Mazarin, 16 mai 1656. « ... Vostre Eminence sçait comme en a usé depuis quelques années Marseille qui n'en a point voulu payer, et la ville d'Arles, à son exemple, commence aussi de refuser. Pour Marseille, je ne crois pas qu'ils le donnent, mais, à tout le moins, faudroit-il voir de leur faire fournir quelque chose pour le service, et si on avoit besoin de quelques munitions de guerre ou de bouche pour faire passer par mer s'il estoit possible pour l'armée d'Italie, il se pourroit faire qu'en les pressant du quartier d'hiver, on les obligeroit à fournir quelque secours de ceste nature : le coup n'en est pas sûr, mais il est bon à tenter. Pour Arles, je ne crois pas qu'il soit de service de les laisser accoutumer à suivre l'exemple de Marseille et si ceux-là sont pressés bien vigoureusement et avec un peu d'intrigue on en pourroit venir à bout.... »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1720, 24, 33, 66, 72, 84. Lettres de Mazarin à d'Oppède, des 22 mai, 22 juin, 19 octobre, 6 novembre et 1^{er} décembre 1656.

3. « Je vous prie de me mander de quelle somme l'on peut faire estat pour les Terres adjacentes, dans quel temps on peut espérer que le recouvrement en sera fait et combien vous prétendez tirer de la ville d'Arles... » (Lettre de Mazarin à d'Oppède, du 1^{er} décembre, 1656).

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1721, 46. Lettre du 21 novembre 1656.

5. *Ibid.*, 58. Lettre du 19 décembre 1656.

6. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 39. Mazarin à d'Oppède, 1^{er} février 1658.

7. Arch. des Affaires étrangères, France, 1721, 378. Lettre du 13 février 1658.

mis à l'égard de la république de Gênes dont il voulait alors se ménager les bonnes grâces à l'occasion de sa lutte contre l'Espagne.

Dans les derniers jours du mois de novembre 1655, des marchands de Marseille avaient eu à souffrir des pillages de corsaires de Majorque. Ceux-ci s'étaient avancés avec leurs barques jusqu'à l'entrée même du port, avaient débarqué à l'extrémité du rivage où ils avaient saccagé quelques bastides et enlevé des moutons, puis, reprenant la mer, avaient côtoyé les murailles de la ville et pourchassé quelques navires marchands¹. A ce moment, il n'y avait dans le port aucune galère du Roi. Les Marseillais se trouvaient donc désarmés, hors d'état de tirer vengeance de ces actes de piraterie. Cependant plutôt que de les laisser impunis, ils avisèrent une galère de Gênes, qui mouillait alors dans leurs eaux attendant l'ambassadeur de Portugal qu'elle devait transporter en Italie. Ils s'en emparèrent malgré les protestations du capitaine et s'en servirent pour donner, inutilement d'ailleurs, la chasse aux Maillorquins, non sans avoir remplacé le pavillon génois par celui du Roi de France². De retour au port, les auteurs de cet acte avaient compris quelle imprudence ils venaient de commettre en violant la neutralité que la république de Gênes entendait observer entre le roi d'Espagne et le roi de France. Les consuls, qui, d'abord, n'avaient pas voulu s'y associer mais qui n'avaient pas pu l'empêcher³, avaient essayé de calmer la légitime colère du capitaine génois en lui offrant de payer une indemnité et en lui remettant une lettre destinée aux chefs du gouvernement de la république où ils exprimaient leurs excuses et leurs regrets⁴.

Ceux-ci n'en furent pas satisfaits. Leur ambassadeur, le marquis de Pallavicini, porta leur protestation au Roi de France

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre du 23 novembre 1655, au comte de Brienne. — *Ibid.* *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 56, f° 13. Conseil des Trois-Cents, du 28 décembre 1655. — *Histoire des troubles de Marseille*, I, 4.

2. « Il est vrai, Monsieur, que, pour sauver les apparences, on changea de bannière et que, au lieu de celle de Gênes, on arbora l'étendard blanc, et, comme cela, on sortit du port... » (Lettre des consuls au comte de Brienne). — « Et néanmoins, pour le respect que ceste ville a toujours conservé et conservera à l'endroit de ladite Sérénissime République de Gênes, ceux qui conduisoient ladite galère, lorsqu'elle démarra de ce port, firent plier l'étendard de Gênes et arborer un estendard blanc, à ce qu'il fust coru contre ces corsaires maillorquins sous autrre bannière que celle de Gênes » (Conseil des Trois-Cents du 28 décembre 1655).

3. « ... Ce qui nous ayant esté proposé, nous n'y voulusmes point entendre, attendu la neutralité de la république de Gênes. Mais, comme l'extremes besoin ne prend conseil que de soi-mesme et qu'une partie de nos habitans se rencontroit intéressée dans les prises que ces barques venoient de faire et que les autres estimoient que la seule montre de ceste galère feroit lascher ces mesmes prises, il ne fut pas en nostre pouvoir d'empescher que les plus remuans et les plus hardis ne montassent sur la galère où, sans doute, il seroit arrivé un très grand désordre si l'un de nous ne fust promptement accouru... » (Lettre à Brienne, du 23 novembre 1655).

4. Lettre des consuls à Brienne, du 23 novembre 1655. — *Histoire des troubles de Marseille*, loc. cit.

et exigea une réparation. Sous le coup de la vive irritation que leur avait causée le récit de cette nouvelle incartade des Marseillais, les ministres décidèrent de faire faire le procès des coupables et d'exiger en outre que l'un des consuls irait à Gênes porter au Doge et au Sénat les regrets de la ville. Déjà d'Oppède se préparait à faire exécuter exactement ces ordres du Roi : des commissaires du Parlement, un président, deux conseillers et un avocat général, avaient été désignés sur son invitation pour aller à Marseille ouvrir sur place une information¹. Mais le duc de Mercœur, peut-être à la recommandation de Brienne désireux, sans doute, de donner aux Marseillais une preuve de sa reconnaissance pour le présent qu'ils lui avaient fait², conseilla d'user de plus d'indulgence, de surseoir aux poursuites et de se contenter de la députation d'un consul.

D'Oppède aurait voulu plus de sévérité. Il exécuta cependant les instructions du gouverneur, mais il signifia aux consuls que les commissaires, dont le départ venait d'être suspendu, se rendraient à Marseille pour y faire le procès des coupables s'ils ne donnaient pas entière satisfaction au Roi³. En même temps, le premier président ne cacha pas à Mazarin les regrets et les

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 460. D'Oppède à Mazarin, 21 décembre 1655. « J'ai reçu, Monseigneur, aujourd'hui un ordre du Roy pour faire chastier ceux de Marseille qui commirent cest excès sur la galère de Gênes, qui estoit naguère dans le port. Je m'y conduirai suivant la volonté de Sa Majesté et de Vostre Eminence et l'instruction particulière que j'en ai vu entre les mains de M. le duc de Mercœur. Et, à cest effet, nous avons mandé quérir les consuls de Marseille pour faire qu'ils fassent envers la république de Gênes ce que le Roy et Vostre Eminence désirez; et, demain, je ferai députer par le Parlement un président, un conseiller et un des gens du Roy pour aller à Marseille informer sur les lieux de cest excès, saisir s'il est possible quelqu'un des coupables et faire la procédure avec tant d'esclat que ces Messieurs de Gênes auront lieu de connoître que Sa Majesté et Vostre Eminence avez pris soin particulier de leur rendre en ce rencontre justice. » — Cf. *Histoire des troubles de Marseille*, loc. cit.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, loc. cit.

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse O. D'Oppède aux consuls, 28 décembre 1655. « Après avoir attendu durant trois jours entiers, vostre response à ma despesche du 21^e de ce mois, qui vous devoit avoir esté rendue le mesme jour par un gentilhomme que M. le duc de Mercœur m'assura vous despescher pour ce mesme sujet, je me suis trouvé obligé d'aller faire un tour hors la ville pour affaires très pressantes. A mon retour, j'ai trouvé chez moi deux de vos lettres, l'une du 25 de ce mois portée par le sieur Felix en créance sur lui au sujet de ma despesche, sur laquelle je ne puis rien vous répondre ne m'estant pas trouvé ici pour l'apprendre. Et l'autre d'aujourd'hui, portée par le sieur d'Altovitis, par laquelle vous désirez, Messieurs, que je vous donne ce qu'il faut de temps pour satisfaire aux ordres et intentions de Sa Majesté sur le sujet de la galère de Gênes et, pour cest effet, que j'arreste le voyage de Messieurs les commissaires de la Cour députés par raison de ce conformément aux ordres que j'en ai reçus du Roy. J'en ai prié M. le président de La Roque et les autres commissaires ce dont j'ai voulu vous informer, Messieurs, et vous conjurer en mesme temps de vous vouloir disposer de donner en ce rencontre entière satisfaction au Roy. Il est toujours très doux, outre qu'il est du devoir, d'obéir en tout à nostre maistre et de faire ce qui lui plaît. J'attendrai donc, Messieurs, jusques à ce qu'il vous plaise me marquer ce qui aura esté par vous résolu pour la satisfaction de Sa Majesté, afin que, la lui donnant tout entière, comme je ne doute nullement que vous ne fassiez, je fasse résoudre à nostre Compagnie ce qui sera nécessaire pour le bien et le service de vostre ville.... »

appréhensions que lui causait l'excessive bienveillance de Mercœur.

« Par le précédent courrier, Monseigneur, je rendis compte à Vostre Eminence de la diligence que j'avois dessein de faire pour exécuter l'ordre du Roy que j'avois reçu pour ceux de Marseille à l'esgard de la galère de Gênes. En effet, je fis faire la députation d'un président, deux conseillers et un des gens du Roy pour aller informer et décréter à Marseille, pour, après cela, comme ils recouroient à M. le duc de Mercœur et à moi, leur inspirer et les obliger à faire ce que le Roi désire en ce rencontre. Mes affaires domestiques m'ayant obligé de demeurer deux jours dehors, j'ai trouvé à mon retour que M. le duc de Mercœur avoit commencé avec eux une autre négociation qui va bien au mesme but, mais dans laquelle le Roy ne sera pas obéi avec la hauteur qu'il l'eust esté. J'ai esté obligé de déférer à la prière que M. le duc de Mercœur s'est engagé avec Messieurs de Marseille de me faire pour retarder le départ des commissaires et à la prière qu'eux-mesmes m'en ont faite en attendant ce que leur Conseil aura résolu sur ce sujet aujourd'hui qu'il doit estre assemblé. J'ai dit, Monseigneur, franchement mes sentimens sur ce sujet à M. le duc de Mercœur, comme il a agréé que je lui dise partout où il ira de l'intérêt du service du Roy, qu'il est vrai que ceux de Marseille doivent estre mesnagés, mais que c'est sans qu'ils s'en aperçoivent et en maintenant toujours l'autorité en effet où l'on pourra ou, à tout le moins, en apparence, car, hors cela, ils se lèveroient si haut qu'ils mespriseroient toute autorité. Et, pour ne leur donner point à connoistre que j'ai déferé à leur seul caprice le retardement du départ des commissaires, je leur envoyai que je le retardois sur l'assurance qu'ils me donnent que, dans ce Conseil, ils feroient la chose de si bonne grâce et si conforme aux volontés du Roy que je pourrois m'excuser envers Sa Majesté d'avoir différé l'exécution de cet ordre, que, hors cela, je ne m'en voulois point rendre responsable et passerois outre. Ils m'ont escrit une lettre fort soumise en response de la mienne et promettent de faire toutes choses et m'en avertir par courrier exprès après le départ de l'ordinaire. S'il arrive assez à temps, j'ajouterai à cette lettre ce que ce courrier aura rapporté de leur délibération pour laquelle aussi j'ai fait que mes amis agiront. Mais, je ne puis dissimuler à Vostre Eminence que j'appréhende que ceux de Marseille ne prennent à l'avenir avantage du procédé qui a esté tenu à ceste occasion et que, si j'eusse esté ici, je crois que M. le duc de Mercœur qui, en tout cela, n'est allé que pour le bien, m'eust fait cest honneur peut-estre de déférer à mes sentimens. C'est tout ce que je vous peux dire¹. »

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 642. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 28 décembre 1655.

Le Conseil des Trois-Cents se réunissait, en effet, le jour même où d'Oppède confiait ces craintes à Mazarin. Le premier consul de Villages fit à l'assemblée l'exposé de l'affaire, rendit compte « de la plainte que Messieurs de la Sérénissime République de Gènes ont faict à Sa Majesté » et, demandant « de délibérer ce qui sera jugé à propos pour satisfaire à la plainte de ladite Sérénissime République et entretenir la bonne correspondance qui a toujours esté entre elle et ceste ville », il émit l'avis qu'il convenait d'envoyer un député à Gènes et « qu'on ne pourroit faire un plus digne choix que de la personne de M. Anthoine de Félix, gentilhomme de ceste ville, naguère premier consul, et qui a la qualité nécessaire pour se bien acquitter de ceste commission ». Adoptant cette manière de voir, « par la pluralité des suffrages », le Conseil confia à Antoine de Félix la mission de se rendre à Gènes, « supplier Messieurs de la Sérénissime République de croire que, en l'action du service que aucuns des habitans de ceste ville ont voulu prendre de ceste galère, le général ni le particulier n'ont heu la moindre pensée ni dessein de leur faire injure et, qu'en cela, ils n'ont heu aultre mouvement que de tascher de repousser l'invasion desdits corsaires par la seule voie capable de ce faire que la nécessité leur présentoit; que toute la ville de Marseille a reçu un grand desplaisir de la pensée contraire que lesdits seigneurs de la République ont heue et que, si elle en eust heu le moindre doute, elle auroit prévenu leur plainte par la voie d'un gentilhomme qui les auroit assurés de la sincérité des actions de tous ses habitans et des respects qu'ils ont pour ladite Sérénissime République, laquelle ledit sieur de Félix suppliera de vouloir estre satisfaite des tesmoignages de soumission et des protestations de service et de respect que la ville de Marseille lui faict avec ceste très humble prière de vouloir conserver l'affection et la bonne intelligence que ladite République a heue de tout temps pour ceste ville de Marseille et de daigner intercéder pour elle auprès de Sa Majesté afin d'effacer de son esprit les mauvoises impressions qui pourroient lui avoir esté données de leur procédé en ceste occasion, à ce que Sa Majesté en soit satisfaite dans l'advis qu'il plaira auxdits seigneurs de Gènes de lui donner de ce qu'ils en demeurent satisfaiets ¹. »

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 56, f° 13. Conseil des Trois-Cents, du 28 décembre 1655. Une délibération du Conseil des Cent, du 5 janvier 1656 (*Même Reg.*, f° 15 v°) autorise de Félix, « pour l'honneur et réputation de la ville » à se faire accompagner dans son voyage « d'un gentilhomme tel qu'il voudra choisir », et à prendre « trois valets habillés de sa livrée et telles autres personnes qu'il trouvera bon ». Il recevra « pour ceste despense une somme de 3 000 livres ». Les *Comptes trésoraires de 1655-1656* (Pierre Roman, trésorier) mentionnent que le paiement de cette somme fut fait à Félix au mois de janvier.

Cette décision était contraire aux ordres du Roi qui avait enjoint que la députation fût confiée à un consul en exercice. En outre, elle n'était pas motivée et les consuls qui, à la rigueur, auraient pu alléguer les règlements municipaux leur interdisant de remplir une ambassade et de sortir de la ville pendant leur année de charge, ne donnaient pas la raison qui l'avait dictée au Conseil. Toutes les suppositions étaient permises et d'Oppède, déjà prévenu contre les Marseillais, s'empressa d'y voir le parti pris de tenir en échec la volonté royale. Averti à temps, avant le départ du courrier¹, pour informer Mazarin du résultat de cette séance, il ajouta ces lignes à sa lettre : « Depuis ma lettre fermée, Monseigneur, nous avons eu courrier exprès des consuls de Marseille qui nous donnent avis qu'ils ont résolu d'envoyer à Gênes un gentilhomme. L'instruction de M. de Brienne portoit qu'il falloit que ce fust un des consuls : voilà un des effets de mon appréhension qui, quoique petit en apparence, est beaucoup en effet, n'ayant pas voulu envoyer un consul sachant que c'étoit la volonté du Roy, ce qu'ils eussent fait si on eust poursuivi ce qui avoit esté premièrement conclu et porté la chose avec autorité. »

Ces récriminations avaient une si forte apparence de vérité que Mazarin, d'ailleurs imparfaitement renseigné par son correspondant², en conçut lui aussi un vif mécontentement et même quelque irritation contre Mercœur que d'Oppède rendait responsable de ces divers incidents : « Je ne vous dois pas celer aussi, écrivit-il aussitôt au gouverneur³, que quelques-uns de leurs correspondans qui sont ici se sont vantés qu'ils trouveroient bien moyen d'éluder l'exécution des ordres du Roy dans l'affaire de Gênes, et mesme il court un bruit depuis hier au soir qu'il a esté résolu dans leur Assemblée de ville de ne députer qu'un gentilhomme et non pas un consul. Mais je ne puis croire que, si cela est, vous ayez pu vous résoudre à vous

1. La délibération se terminait ainsi : « Néantmoins a esté aussi délibéré que Mgr le duc de Mercœur et Mgr le baron d'Oppède seront très humblement suppliés, au nom de ceste ville, de vouloir lui faire ceste faveur que d'escripre au Roy et à Messieurs les ministres sur la vérité de ce qui s'est passé au sujet de ladite galère de Gênes et sur la sincérité de l'action inopinée qui a esté faite et aussi du devoir où ceste ville s'est mise par la présente délibération pour satisfaire à la plainte de Messieurs de la République de Gênes et de rendre tant au général que au particulier de ceste ville leurs bons offices envers Sa Majesté. »

2. Nous remarquons, en effet, que d'Oppède se contente d'indiquer à Mazarin que le Conseil a décidé « d'envoyer à Gênes un gentilhomme », sans nommer Félix et sans faire valoir, comme le fait la délibération, que ce personnage tire une particulière autorité de sa qualité d'ancien premier consul. Mazarin, qui connaissait personnellement Félix qu'il avait vu à Libourne en septembre 1650 et qu'il paraissait alors avoir apprécié au cours d'une mission délicate, aurait peut-être pris une autre opinion de la décision du Conseil des Trois-Cents s'il avait su tout d'abord qu'il était le « gentilhomme » dont lui parlait d'Oppède sans le nommer....

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 375. Mazarin à Mercœur, 6 janvier 1656.

contenter d'une chose si fort au-dessous de la satisfaction que Sa Majesté est obligée par justice et pour l'intérêt de son autorité et du bien de ses affaires de donner à la République de Gênes, si sensiblement offensée par ceux de Marseille. Je m'assure que les premières nouvelles que nous aurons de ceste affaire nous confirmeront qu'elle aura esté terminée ponctuellement suivant l'instruction qui vous a esté envoyée de la part du Roy, sans que rien vous ait pu obliger à vous relascher tant soit peu de ce qu'Elle vous a fait connoistre que c'estoit de sa volonté. »

Mercœur se défendit de n'avoir rien voulu faire ou accorder qui ne fût conforme aux ordres du Roi; mais il indiqua en même temps que le choix d'Antoine de Félix ne pouvait que rehausser l'éclat de la réparation qu'il s'agissait d'accorder à la république de Gênes. Il fit cependant observer que, le député ne s'étant pas encore mis en route, on pouvait faire surseoir à son départ et mettre en demeure ses concitoyens de donner au Roi toutes les satisfactions qu'il exigeait¹. D'Oppède se chargea donc d'aviser les consuls que le Roi n'avait pas approuvé la délibération du Conseil des Trois-Cents, qu'il persistait à réclamer que l'un des trois consuls en exercice fût envoyé à Gênes et que le duc de Mercœur et lui-même les engageaient à se soumettre et à les « tirer en cela du blâme qu'ils

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 458. Mercœur à Mazarin (La date de cette lettre manquait à l'original, celui-ci figure au classement avec cette date ajoutée après coup « décembre 1655 ». C'est là une erreur due à ce que cette lettre n'a pas été rapprochée de celle de Mazarin à Mercœur, du 6 janvier 1656, à laquelle elle répond. Elle a donc été écrite dans la dernière moitié de janvier, entre le 15 et le 20, comme permet de le supposer la lettre de d'Oppède aux consuls de Marseille du 20 janvier, qui ne fait que mettre à exécution la proposition que Mercœur fait à Mazarin de faire revenir les Marseillais sur leur décision). « Je ne puis ni ne dois laisser partir le sieur du Fouillou sans lui en rendre mes respects, à quoi je suis doublement obligé par celle dont Vostre Eminence m'a honoré le dernier ordinaire qui semble qu'Elle ait quelque opinion que, dans les deux affaires de Marseille qui servent de principal sujet à sa lettre, j'ai biaisé ou tout au moins exécuté foiblement les ordres et volontés du Roy et les siens, reproche qu'Elle me permettra d'esviter par toutes sortes de voies et que j'ose lui dire ne pouvoir m'estre fait avec justice, n'ayant épargné âme vivante depuis que j'ai l'honneur de commander dans ceste province et de cela j'ai des preuves si convaincantes qu'il seroit impossible d'en douter. Et, pour lui esclaircir ces deux choses, j'aurai l'honneur de lui dire que je n'ai jamais consenti à l'envoi du sieur de Félix que par la connoissance parfaite que j'avois de la foiblesse de l'estat consulaire de ladite ville, le premier étant goutteux et en estat de ne pouvoir sortir de la ville sans mourir, et les autres de si petite naissance et esprit que j'ai cru la députation de bien plus grand esclat entre les mains du gentilhomme de la ville le plus considéré et accrédité et qui maintenant, le lieutenant de Valbelle estant mort, tient le gouvernail d'icelle. Cependant, il n'est pas parti encore, et je puis assurer Vostre Eminence que l'instruction qui m'a esté envoyée sera suivie ponctuellement, la suppliant seulement d'estre persuadée que quiconque a mandé de ce pays qu'ils éluderoient l'exécution des ordres ne connoist pas la manière dont je les scais exécuter. Tels discours ne m'estonnent guère, mais bien que Vostre Eminence de qui je dois estre connu ait pu douter de la fausseté d'iceux : c'est une justice que j'attends d'Elle en ce rencontre et en tous autres où on pourroit avancer quelque chose qui me touchast de vouloir suspendre son jugement après m'avoir oui. »

avoient couru à la Cour à leur considération ». Et comme le premier président n'avait pas renoncé à son projet de châtier Marseille, qui ne cessait pas de créer de graves embarras au gouvernement, il terminait sa lettre par ces menaces : « Cependant songez-y et tachez par vos déférences aux ordres du Roy d'obtenir l'oubli entier d'une action qui a desplu à Sa Majesté¹. » Il espérait secrètement un nouveau refus et ne cachait pas à Mazarin que, seules, « les voies de la justice » pourraient avoir raison de cette résistance opiniâtre, « n'y ayant ville au monde qui la craigne comme celle-là, quelque opinion que l'on ait au contraire² ».

Poussés par Félix, qui ne voulait pas laisser échapper l'occasion d'une mission aussi brillante³, les consuls manifestaient leur dessein de ne pas se soumettre à cette nouvelle injonction. Ils discutaient à présent l'importance de l'injure faite à la république de Gênes, faisaient valoir l'extrémité où leurs concitoyens s'étaient trouvés réduits, faute d'autres navires, de se servir d'un vaisseau étranger pour donner la chasse aux corsaires et, parlant un langage que les ministres et les autres agents du Roi n'avaient alors pas l'habitude d'entendre, affirmaient « que le droit naturel, qui leur permet de se défendre et de garantir leur bien par tout ce qui le peut aider et que l'occasion leur présente, l'emporte partout sur le droit des gens⁴ ». Il est vrai qu'ils parlaient autrement à Brienne et à Mazarin dont ils sollicitaient la protection. Ils représentaient au premier combien il serait injuste de leur imposer « des dépenses superflues » quand ils n'étaient pas même en état de satisfaire aux demandes de subsides qu'on leur adressait⁵, et laissaient entendre au second, en lui témoignant « la joie qu'ils avoient reçue de voir la bonne part qu'il avoit dans ceste ville par ses provisions de

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues; liasse O. Lettre d'Oppède, du 20 janvier 1656.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 470. D'Oppède à Mazarin, 25 janvier 1656. Voici le commencement de cette lettre qui précise les arrière-pensées du premier président à l'égard de Marseille et marque le début des efforts qu'il va entreprendre pour détruire l'opinion bienveillante de Mazarin sur cette ville. « M le duc de Mercœur travaille fortement à faire réparer l'affaire de Marseille à l'égard de Gênes et je le seconde de toutes mes forces. Mais ces gens-là se sont si fort avantagés de la première négociation qu'il y a toutes les peines du monde à les ramener en façon que, s'ils ne députent un consul à présent, j'exécute les ordres que j'ai du Roy, y ferai aller les commissaires, et toutes les choses qui se pourront faire pour venger et réparer l'autorité du Roy. Je m'y porterai, estant très véritable que si on tesmoigne de les appréhender après ce second refus, s'ils le font, il ne faut plus parler d'obéissance dans ceste ville. Et je suis certain que par les voies de la justice je l'y réduirai, n'y ayant ville au monde qui la craigne comme celle-là, quelque opinion que l'on ait au contraire. »

3. « Félix, que cest honneur regardoit le plus, ne s'endormit pas. Il usa de tout le pouvoir que le consulat lui donnoit... » (*Histoire des troubles de Marseille*, I, 7).

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Mercœur du 23 janvier 1656.

5. Lettre à Brienne, du 25 janvier 1656.

l'abbaye de Saint-Victor, l'une des plus anciennes et célèbres de la Chrétienté », que « c'étoit à sa seule considération qu'ils avoient disputé à Gènes le sieur de Félix, naguère premier consul ¹ ». Au reste, ils ne pouvaient pas par eux-mêmes régler cette question, puisque le Conseil des Trois-Cents avait été appelé une première fois à la résoudre : c'était à cette assemblée qu'il appartenait maintenant de dire le dernier mot ².

Ce Conseil fut réuni le 30 janvier 1656. « Par pluralité d'opinions », il confirma la première décision dont il subordonna cependant l'exécution à l'agrément du Roi, par une réserve qu'il avait négligé de faire la première fois ³. Les consuls s'empresèrent d'en informer aussitôt Mercœur et d'Oppède avertissant le duc que « Félix ne partiroit point jusques à nouvel ordre ⁴ », mais insistant d'une façon inattendue auprès du premier président dont ils avaient, sans doute, deviné la secrète hostilité : « Nous espérons tant de vostre protection et de la bonne volonté que vous avez pour nostre ville que vous aurez, s'il vous plaist, agréable de faire connoistre à Son Eminence les justes raisons que nous avons de ne faire point ce voyage à Gènes. Ce n'est point, Monseigneur, que nous contestions avec le ministre : toute nostre plus grande joie est de lui obéir. Mais, considérez s'il vous plaist, Monseigneur, que nous ne saurions de nous-mêmes nous porter à une résolution que l'histoire nous reprocheroit. Vos illustres ancêtres, qui sont sortis de Marseille, auroient-ils voulu faire une pareille soumission et qu'à peine la ville auroit-elle voulu encourir qui nous chargeast de tant de honte comme feroit une semblable délibération? On s'est tenu à ce qui avoit esté déjà résolu et on a ajouté que vous seriez de nouveau, Monseigneur, supplié de le faire agréer à Son Eminence; c'est de quoi nous prenons la hardiesse de vous supplier ⁵. »

Mais Mazarin était maintenant résolu à se départir de ses exigences : il jugeait sans doute que le moment n'était pas encore venu d'appliquer à Marseille les mesures de stricte justice que réclamait d'Oppède. Il se déclarait donc prêt à approuver ce que les Marseillais avaient délibéré. « En tout cas, le député estant quasi le premier de la ville et le premier consul indisposé, on pouvoit en toute extrémité en demeurer là sans inconvénient, avait-il écrit dès le 27 janvier au premier président ⁶, tandis que, le même jour, il écrivait à Mercœur : « Je ne doute point que, dans le choix du député de Marseille pour

1. Lettre à Mazarin, du même jour.

2. Lettre à Mercœur et à d'Oppède, du 26 janvier.

3. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 56, f° 24. Conseil des Trois-Cents du 30 janvier 1656.

4. Lettre à Mercœur, du 30 janvier.

5. Lettre à d'Oppède, du même jour.

6. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 391. Mazarin à d'Oppède, 27 janvier 1656.

aller faire compliment à la République de Gènes, on n'avoit tout fait pour le mieux. Néanmoins, vous me permettrez de vous dire que l'envoi du premier consul eust esté de plus grand esclat, estant une personne, et l'autre un simple particulier. Mais, avec tout cela, quand les choses en demeureront à la première délibération, il n'y aura pas grand mal¹. »

A la Cour, en effet, on avoit hâte de terminer une affaire qui n'avoit que trop duré². Aussi, les démarches d'Ycard et du député Bonnin pour faire approuver la délibération du Conseil du 30 janvier ne furent qu'une simple formalité. Sur l'ordre de Mazarin, ceux-ci durent faire une visite à l'ambassadeur de la République, le marquis de Pallavicini, et faire connaître aux consuls la décision du Roi que Mercœur fut chargé de leur remettre officiellement³.

Plus rien ne s'opposait à présent au départ de Félix. Il se rendit donc à Gènes dans les derniers jours de février et s'acquitta de sa mission à la satisfaction de la République et du Roi⁴. Seul, d'Oppède, dont les avis avoient été dédaignés, en garda du dépit : il se mit aussitôt en mesure de ruiner à Marseille et à la Cour la puissance et le crédit de ce personnage dont on pouvait murmurer en Provence qu'il avoit tenu en échec son autorité et dont cette ambassade si heureusement remplie ne pouvait que relever le prestige aux yeux de ses concitoyens et des ministres eux-mêmes⁵. A aucun prix, dans l'esprit du premier président, il ne fallait permettre à un nouveau Valbelle, plus dangereux peut-être que l'autre puisqu'il ne serait pas retenu par un titre d'officier du Roi, d'être le véritable maître de Marseille.

1. Arch. des Affaires Etrangères, France, 1718, 395, Mazarin à Mercœur, même date.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse Y. Lettre d'Ycard, du 4 février 1656.

3. *Ibid.* Lettre d'Ycard, du 9 février 1656.

4. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 56, f° 50 v°. Conseil des Cent du 26 mars 1656. Félix rend compte de sa mission et donne lecture de la lettre de remerciements du Doge et du Sénat de Gènes. — *Ibid.*, f° 56 : Conseil des Cent du 7 mai 1656. Le premier consul communique une lettre du Roi du 21 avril, inscrite à la suite du procès-verbal, exprimant sa satisfaction de l'heureuse issue de la mission de Félix. — Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 482. Lettre, datée de Gènes du 8 mars 1656, écrite par Félix à Mazarin. « M'estant déjà donné l'honneur d'escrire à Votre Eminence que j'avois esté eslu pour venir porter la parole et faire les excuses de nostre ville de Marseille à la République de Gènes, j'espère que Votre Eminence pardonnera facilement à la liberté que je prends de lui envoyer le discours que j'ai fait au Sénat où je ne crois d'avoir réussi qu'en tant que je me suis conformé aux intentions et aux ordres de Votre Eminence et que j'ai suivi les avis qu'il a plu à M. le marquis Giustiniani de me despartir. En quoi, Monseigneur, je suis obligé de faire souvenir Votre Eminence que ce gentilhomme qui fait ici les affaires du Roy connoist si bien l'esprit et l'humeur de ses compatriotes et qu'il est si affectionné au service de Sa Majesté et de Votre Eminence que c'est de lui seul que je tiens le bon succès de ceste affaire et que c'est par son entremise que j'ai reçu autant de satisfaction comme j'en puis avoir donné par mes soumissions et par mes respects. Il n'y a donc plus rien qui m'arreste ici et je m'en retourne à Marseille pour y servir Votre Eminence avec affection et fidélité toutes les fois qu'il lui plaira honorer de ses commandemens.... »

5. *Histoire des troubles de Marseille*, I, 6-7.

Dès ce moment, d'Oppède, qui ne pardonne pas davantage aux Marseillais leur obstination irréductible à refuser des subsides au Roi, profite de toutes les occasions qui se présentent pour jeter contre eux des soupçons dans l'esprit de Mazarin, déjà prévenu contre eux¹. Un jour, le premier président apprend que les consuls ont reçu une lettre séditieuse dont ils ne lui ont pas fait part. Non seulement, il se hâte de leur demander des explications et d'exprimer le regret de ne pas en avoir été avisé aussitôt², mais encore, malgré une réponse dont il ne peut que se déclarer satisfait car elle prouve manifestement la correction et la bonne foi de ses correspondants³, il en informe Mazarin et, tout en attestant l'innocence des consuls et du peuple de Marseille tout entier, il y mêle des insinuations qui ne peuvent que faire mauvaise impression sur le cardinal à qui les souvenirs de la Fronde sont restés insupportables⁴. Ainsi, sous la plume de d'Oppède, qui en rend

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1718, 413. Mazarin à Mercœur 24 février 1656. « J'apprends qu'il se fait des cabales secrètes dans Marseille. Je vous prie d'y avoir l'œil et d'y prendre garde, sans en faire bruit : cela est de l'importance que vous pouvez juger. »

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse O., D'Oppède aux consuls, 10 mai 1656. « J'ai esté extraordinairement surpris d'apprendre que vous avez reçu une lettre sans souscription tendante à sédition et contre le service du Roy. J'eusse fort souhaité qu'il vous eust plu m'en donner avis, et que la chose n'eust point esté si fort divulguée. Et, comme l'autorité de Sa Majesté se trouve blessée en ce rencontre, vous devez, ce me semble, envoyer ceste lettre séditieuse à Sa Majesté pour lui faire voir que vous n'appuyez point les actions de ceste nature et que vous les sçavez bien punir. Et il vous plaira aussi m'en envoyer la copie ou l'original mesme afin que j'y fasse mon devoir. J'ai fait chercher tout ce matin Monsieur vostre assesseur pour m'en esclairer avec lui et pour vous envoyer en diligence mes sentimens là-dessus. C'est pourquoi j'attendrai les vostres avec une impatience particulière, estant une chose qui est importante pour le service du Roy et le repos du public d'y estre remédié dès le commencement.... »

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Les consuls à d'Oppède, 11 mai 1656. « Nous venons de recevoir la lettre qu'il vous a plu nous escrire au sujet de celle que nous regusmes par le dernier courrier sans estre signée de personne et laquelle au-dessus portoit ces mots : à Monsieur, Monsieur le premier Eschevin de Marseille, à Marseille. Et au-dedans, il y avoit escrit en gros caractères : *Le perturbateur Mazarin empesche lui seul la paix générale et le repos de toute l'Europe*. Ceste lettre séditieuse nous fut rendue avec les autres de l'ordinaire en la présence de plusieurs personnes. Mais, comme ceste ville n'a point d'autre passion que pour le service du Roy et de Son Eminence, nous jugeasmes d'abord par ce mot d'eschevin et parce que le port de ceste mesme lettre estoit taxé à 5 sols, qu'elle ne pouvoit venir que de Paris, de quelque esprit brouillon et factieux, qui est atteint lui-mesme du crime de perturbateur de la paix dont sa main sacrilège ose accuser ce grand ministre. Aussi, Monsieur, cest escrit fut mis en pièces en mesme temps comme son auteur mériteroit de l'estre. Et bien qu'à nostre esgard semblables pièces soient inutiles, nous n'avons jamais manqué d'en avertir M. le duc de Mercœur par le dernier ordinaire. Nous nous serions aussi donné l'honneur de vous en escrire, si nous eussions reconnu que ceste lettre eust fait ici la moindre impression. Mais nous pouvons vous assurer, Monsieur, de la fidélité inviolable de ceste ville, à qui cette sorte d'allumettes ne sauroit faire prendre feu, tant elle est passionnée pour le service de son prince et pour cest heureux ministère à qui nous sommes attachés par de si grandes obligations.... »

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 504. D'Oppède à Mazarin, 16 mai 1656. « ... Ayant appris que les consuls de Marseille avoient reçu par l'ordi-

très exactement compte au premier ministre, sans doute dans le dessein de mieux faire valoir son zèle, les moindres incidents survenus à Marseille prennent les proportions d'une grave affaire d'Etat, soit qu'il s'agisse d'un mouvement contre un officier du duc de Vendôme, amiral de France¹, soit qu'il s'agisse d'un conflit de préséance entre les consuls et le Parlement². En toutes circonstances, d'Oppède intervient à la manière forte pour faire prévaloir l'autorité du Roi. Il saisit ces différents prétextes pour répéter au cardinal ce qu'il ne cesse de lui dire depuis qu'il est investi de sa confiance, à savoir que ce n'est que par la rigueur qu'on pourra avoir raison de l'esprit de résistance et des velléités d'indépendance de Marseille³. D'ailleurs, il ne s'autorise pas seulement des événements qui surgissent à Marseille pour tenir ces propos : dès qu'il survient la moindre difficulté dans la province, il dénonce cette ville pour l'avoir inspirée par son fâcheux exemple⁴.

naire une lettre sans souscription et séditieuse contre le service du Roy et l'honneur de Vostre Eminence, en mesme temps je leur envoyai pour sçavoir ce que c'estoit. Je leur fis correction très grande de ce qu'ils n'avoient pas à l'abord supprimé ceste lettre et leur ordonnai de l'envoyer au Roy ou à moi tout le moins pour faire ici une exacte recherche pour sçavoir d'où elle pouvoit venir. Ils m'ont respondu la lettre que j'envoie en original à Vostre Eminence. Et véritablement à l'abord cela me fit peine, parce que je croyois qu'il pouvoit y avoir quelque mystère, n'ayant en toute la province esté envoyé de lettre semblable qu'à Marseille, et cela me faisoit appréhender qu'il n'y eust quelque intelligence ou correspondance des vieux amis de la maison de Retz avec les factieux et malintentionnés à l'Estat. Mais, après avoir vu la lettre que les consuls m'ont escrite et sçu de mes amis particuliers que ceste ville est fort bien disposée et que ceste maison de Retz n'y a pas un seul ami, j'ai mon esprit plus en repos. J'y veillerai pourtant, Monseigneur, fort exactement et si quelque chose avoit seulement pensé de branler, je ne balancerai point et ferai hautement et sans marchander ce à quoi mon devoir m'oblige.... »

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 514. D'Oppède à Mazarin, 6 juin 1656. « Il est arrivé, Monseigneur, deux grandes séditions, l'une à Marseille, l'autre à Toulon. Celle de Marseille fut contre le juge des terres de M. le duc de Vendosme et excitée par les intéressés au vaisseau qu'une frégate de ce prince prit il y a quelques mois et dont Vostre Eminence a oui parler. Ceste sédition fut si grande et si générale que les consuls, qui accoururent d'abord, ne sçurent trouver autre expédient pour lui sauver la vie que de le mener en prison sous prétexte de le faire chastier. Et, sur l'avis que les consuls m'en donnèrent à l'abord, je leur ordonnai d'eslargir et mettre en part de sûreté cest homme et au lieutenant de Marseille d'informer et faire les procédures de justice, ce qui fut d'abord exécuté. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 518. D'Oppède à Mazarin, 20 juin 1656. « Je me donnai, Monseigneur, l'honneur d'escire à Vostre Eminence par le précédent courrier le procédé injurieux pour le Parlement de ceux de Marseille et la résolution où nous estions de faire valoir l'autorité qu'il plaist au Roy nous confier en ceste province. Ceux de Marseille avoient si peu de raisons et nous y avons procédé avec tant de prudence et de vigueur que nous les avons mis à la raison : ils ont obéi, ils nous ont fait des excuses de leur emportement, et le gentilhomme a marché à la procession dans les formes ordinaires. »

3. C'est la conclusion de la lettre citée dans la note ci-dessus : « Ceste expérience, Monseigneur, justifie ce que je me suis toujours donné l'honneur d'escire à Vostre Eminence que ceste ville se perd dans le mesnagement, et, qu'estant menée avec autorité et rigueur, on en tire beaucoup de choses que l'on n'en a pas quand on leur tesmoigne de les appréhender ».

4. Dans une lettre du 6 mars 1657 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1720, 136), d'Oppède rend compte à Brienne d'un attentat commis à Arles par

Le duc de Mercœur, dont les sentiments bienveillants à l'égard de Marseille n'avaient pas encore changé¹ et qui demeurerait, d'ailleurs, étranger à ces divers incidents, aurait pu se mettre en travers de ces menaces du premier président et atténuer par son témoignage la mauvaise impression que les affirmations de celui-ci pouvaient faire à la Cour. Mais il était alors absent de Provence, retenu en Catalogne par les opérations militaires que Mazarin menait vigoureusement contre l'Espagne. Son absence laissait donc à d'Oppède toute liberté pour poursuivre à sa guise la politique qu'il avait imaginée contre Marseille et surtout contre le parti qui y détenait le pouvoir.

Recourant aux pratiques du comte d'Alais, d'Oppède entreprit de former à Marseille un parti auquel il donnerait son appui et ménagerait la faveur du duc de Mercœur pour l'opposer au parti au pouvoir. Il se rendit donc dans cette ville, au mois de septembre 1656, espérant, sans doute, y nouer assez fortement son intrigue pour pousser à l'Hôtel de Ville quelques-uns de ses amis au moment de la création prochaine du Nouveau Etat. Il ne se laissa pas détourner de son projet par les honneurs extraordinaires, inusités jusqu'alors pour la réception d'un premier président, que lui rendirent les consuls² et qu'il

« douze personnes masquées » contre un commis du fermier « pour l'exaction des droits établis et vérifiés pour le remboursement des officiers des Requestes et Semestre supprimés de Provence » et des « impertinences » dont les consuls se seraient rendus coupables contre les commissaires du Parlement envoyés dans ceste ville pour ouvrir une information. Il se plaint de la prétention des consuls d'obtenir du Roi « abolition et évocation », fait valoir le préjudice matériel et moral qui en résulterait pour la royauté et termine ainsi sa lettre : « Et, ce qui est à remarquer, c'est que ceste ville, qui a toujours esté fort soumise, se veut présentement à l'exemple de Marseille ériger en demi-république. Il est facile de réprimer un mal qui dans la suite vient incurable. »

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Lettres reçues, liasse M. Mercœur aux consuls. De Lyon, 13 juin 1656. « Partant pour l'Italie, j'ai voulu vous assurer auparavant que j'emporte les mesmes affections que j'ai toujours eues pour les intérêts de vostre ville. Ayez soin que rien s'y passe au préjudice du service du Roy et de la tranquillité qui y est bien établie et ne souffrez aucunes partialités ni divisions. C'est à quoi je vous invite et de croire que, si vous avez besoin de moi, me le faisant connoître, je vous rendrai service de tout ce que je pourrai. Prenez le soin de m'informer des choses qui se passeront dans vostre ville et me croyez toujours.... » — *Ibid.* Mercœur aux consuls. « Du camp de Valence, 3 août 1656. Vos affections me sont si bien connues que je ne douterai jamais que vous ne me les conserviez dans mon esloignement aussi bien que lorsque je suis dans la province et les assurances que vous m'en donnez par vostre lettre ne font que redoubler la reconnoissance que je vous en dois et ceste forte passion d'y satisfaire d'une façon que vous puissiez connoître que mes sentimens seront toujours portés à servir tous ceux de vostre ville. Pour vostre particulier, vous pouvez estre librement persuadés que je ne serai jamais surpris dans les occasions que vous me ferez la grâce de me présenter et que je vous servirai de toutes mes affections. »

2. « Nous avons ici depuis hier au soir M. le premier président que nous taschons de caresser et régaler le mieux qu'il nous est possible, tant pour l'autorité de sa charge augmentée par la mort et par l'absence de nos lieutenans-généraux que pour le mérite de sa personne et les belles qualités dont il est doué.... » (Lettre des consuls à Ycard, du 3 septembre 1656.) — « La ville lui rendit des honneurs extraordinaires. On le reçut à quelques pas hors de la Porte Royale. En entrant, le corps de garde de cette porte se mit sous les armes, le

reconnut d'ailleurs publiquement en leur faisant présent d'un portrait de Louis XIV¹, et il travailla à grouper autour de lui tous les gentilshommes qu'avaient mécontentés soit l'établissement et l'application du Règlement du sort soit la prépondérance de La Salle et de Félix. François d'Arène était de ceux-là et il lui parut devoir être une précieuse recrue. D'Oppède réussit à le gagner à ses desseins. Mais d'Arène n'entraîna avec lui aucun personnage important du parti de Valbelle² et d'Oppède dut se contenter des anciens partisans du duc d'Angoulême qui, à défaut de Bormes-Marignane³ reconnaissaient maintenant pour chef Lazare de Vento, sieur de La Baume. Jusqu'alors, il est vrai, La Baume avait été malheureux dans ses entreprises et ses amis étaient désemparés par les défaites successives qu'ils avaient essuyées depuis six ans. Cependant, leur désir de revanche était si vif et ils avaient témoigné au premier président un si grand empressement à entrer dans ses vues que celui-ci, quittant Marseille, croyait pouvoir assurer à Mazarin que, dans cette ville, les affaires allaient prendre maintenant une tournure favorable à ses desseins⁴.

Les choses ne se passèrent pas aussi bien que d'Oppède l'avait espéré. Au Conseil du jour de Saint-Simon, son candidat, La Baume, fut bien nommé et approuvé⁵, mais son nom ne sortit pas de la « boîte dorée ». Le premier consul, désigné par le sort, fut son propre cousin, Louis de Vento, qui eut pour collègues Jean-Baptiste Marquézy et Jourdan Fabre, et, pour assesseur, l'avocat Jean-Martin de Champourcin⁶. Malgré la déception que leur causa l'échec de leur chef, les amis de La Baume accueil-

tambour battant. Il fut accompagné jusqu'à son hostel par les consuls. Les capitaines de la ville lui demandèrent l'ordre et le regurent de lui. Il ne se trouva point d'exemple dans le *Cérémonial de la ville* qu'un premier président ait jamais reçu un semblable honneur dans Marseille.... » (*Histoire des troubles de Marseille*, I, 8.)

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Lettres-reçues, liasse O. Lettre d'Oppède aux consuls, du 29 octobre 1656. D'après l'auteur de l'*Histoire des troubles de Marseille*, I, 8, ce tableau, œuvre de Mignard, « qui représentait le Roy à cheval, fut placé au fond de la grande salle de l'Hostel de Ville », avec une inscription.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, I, 9. D'Oppède avait espéré qu'il pourrait, avec l'aide de François d'Arène, détacher le premier consul en exercice Nicolas de Villages, du parti de son frère La Salle et de Félix. Il lui fit promettre pour son fils la charge de capitaine de ville et d'autres charges pour quelques-uns de ses amis. Mais Nicolas de Villages ne se laissa pas séduire.

3. *Histoire des troubles de Marseille*, I, 8-9.

4. « Cependant, je vous prie de presser les autres terres adjacentes, de mesme Marseille et Arles où vous m'avez toujours assuré que l'on trouveroit plus de facilité que les années précédentes. » (Lettre de Mazarin à d'Oppède, du 19 octobre 1656. Arch. des Affaires étrangères, France, 1720, 66.)

5. *Histoire des troubles de Marseille*, I, 9. « Le Conseil fut tenu dans les formes ordinaires et l'élection se fit suivant le Règlement du sort. La brigade se trouva si forte pour La Baume qu'il fut nommé tout le premier. »

6. *Histoire des troubles de Marseille*, I, 9. — Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 56, f° 97. Conseil des Trois-Cents du 28 octobre 1656.

lirent ce résultat avec satisfaction, le regardant comme un premier avantage remporté sur leurs adversaires. Un des leurs se rendit à Arles en porter l'assurance au premier président, qui fut loin cependant de partager leur joie¹.

Le nouveau premier consul était un vaniteux, fantasque, autoritaire et violent², qui eut vite fait de ramener le désordre auquel avait su mettre fin l'administration du parti de Valbelle. A peine entré en charge, il eut une querelle de préséance avec le Chapitre de la Major et crut habile d'entretenir la jalousie qui existait entre les chanoines de cette église et ceux de l'église collégiale des Accoules en donnant à ceux-ci une importance qu'ils ne devaient pas avoir³. Bientôt après, il s'aliéna la puissante corporation des Pêcheurs en assistant, entouré d'une compagnie de soldats, à l'élection de leurs prudhommes et en leur imposant des candidats de son choix⁴. Un jour même, il poussa l'arbitraire jusqu'à faire arrêter et conduire en prison un bourgeois notable qui n'avait pas commis d'autre faute que de refuser de répéter devant des témoins des propos qu'il lui avait tenus en particulier⁵. Mais, dès ce moment, il était entré dans les vues du premier président : celui-ci, devinant le parti qu'il pourrait tirer d'un tel homme, était revenu de ses premières impressions et le laissait semer dans la ville le trouble et la division qui fourniraient un prétexte à son intervention.

Dès ses premiers actes, le premier consul avait provoqué l'opposition de Félix et de ses amis. Affectant de ne pas tenir compte des prescriptions du Règlement du sort, tantôt il demandait au Conseil des Cent de délibérer sur une affaire qui n'était pas de sa compétence⁶, tantôt, au contraire, il négligeait de réunir le Conseil et soumettait l'examen des affaires importantes à une « assemblée » plus restreinte de trente personnes environ qu'il avait soigneusement choisies parmi ses amis et ses parti-

1. « La nouvelle de ceste eslection fut aussitôt portée au premier président qui estoit à Arles. Le député lui en parla comme d'une victoire que Marseille venoit de remporter sur le parti oppose. Il lui dit que ce nouveau consul estoit un homme tel qu'il le falloir pour desliver la ville de la servitude et de l'oppression où ceux qui avoient gouverné si longtemps l'avoient tenue jusqu'alors. Mais quelque espérance qu'on voulost faire concevoir au premier president de ce consulat, il tesmoigna n'en estre pas satisfait parce qu'il reconnoissoit l'humeur et le genre de Vento.... » (*Histoire des troubles de Marseille*, I, 9.)

2. « Dès le lendemain de son eslection. Louis de Vento tira l'espée à demi en plein Conseil, sur ce qu'on avoit nommé un trésorier de la ville qui ne lui estoit pas agréable. » (*Histoire des troubles de Marseille*, I, 9.)

3. *Histoire des troubles de Marseille*, I, 10 et I, 15.

4. *Ibid.*, I, 12.

5. *Ibid.*, I, 18.

6. Une délibération du Conseil des Cent, du 9 février 1659 (Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 35 v°) constate que, contrairement aux statuts et règlements, le consul Louis de Vento a laissé le Conseil des Cent statuer sur une demande de droit de cité pour laquelle le Conseil des Trois-Cents seul était compétent. — Cf. *l'Histoire des troubles de Marseille* I, 18, où il est rapporté que ses ennemis avaient reproché à Vento « de recevoir un citadin contre la disposition du règlement par un motif d'intérêt... ».

sans¹. Pour intimider ses adversaires, il se faisait accompagner d'une garde d'hommes de paye que la coutume ne lui donnait pas le droit d'entretenir. Bien plus, il prétendit armer trois vaisseaux, qui escorteraient les navires des négociants marseillais à destination des Echelles du Levant et pourraient faire des prises au profit de la ville. Il se heurta, à cette occasion, à l'opposition énergique de l'avocat Ambroise Cornier, de Félix de La Reynarde et d'Antoine de Félix, qui firent rejeter sa proposition par le Conseil des Trois-Cents, auquel il avait cru devoir la soumettre. Puis, comme il voulut passer outre et obtenir l'assentiment d'une assemblée de son choix, les chefs du parti contraire renouvelèrent leur opposition dans des formes régulières et le premier consul dut s'incliner². Mais il leur en garda rancune et, flattant Mercœur et d'Oppède en affectant un zèle exagéré pour le service du Roi³ et en les accablant eux-mêmes de prévenances et de flatteries excessives⁴, il obtint un décret de prise de corps contre un de ses adversaires, l'avocat Lazare Cordier. qu'il ne fit pas exécuter, il est vrai, mais dont il prétendit se servir comme d'une menace dans le cas où il persisterait dans son opposition⁵. Enfin, il donna son véritable caractère à cette politique de provocations et de violences en intentant par devant le Parlement, contre le lieutenant général de l'Amirauté,

¹. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 57. Compte rendu de diverses « Assemblées » auxquelles n'assistent que trente personnes avec les trois consuls et l'assesseur, et qui ne sont présidées ni par le viguier ni par son représentant, notamment l'« Assemblée » du 29 novembre 1656 (Reg. n° 57, f° 25) et celle du 13 mai 1657 (même Reg., f° 259).

². *Histoire des troubles de Marseille*, I, 13. Si nous en croyons ce que rapporte l'auteur de cette histoire, Mazarin aurait éprouvé d'abord quelque répugnance à embrasser le parti de Vento et, « le tournant en ridicule, auroit dit qu'il y avoit du vent dans la teste de ce consul, comme dans son nom ». Il aurait ajouté « qu'il n'estoit pas moins dangereux de prendre les armes contre les habitants que de souffrir qu'on s'atroupast contre les consuls. Il escrivit ensuite au duc de Mercœur que, tant que le nom et l'autorité du Roy ne seroient point meslés dans ces sortes d'affaires, il le prioit de rester neutre et dans l'équilibre de sa charge sans tesmoigner de quel costé il penchoit. »

³. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 57, f° 259. « Assemblée » du 13 mai 1657. Le premier consul rend compte qu'on a arrêté dans une tartane, prise par le capitaine de la galère garde-côte, « un courrier extraordinaire mandé par l'archiduc Léopold à Sa Majesté Catholique, avec valise presque remplie de paquets adressés à Sadite Majesté et autres grands personnages d'Espagne. Lui et ses collègues en ont avisé le gouverneur, qui leur a mandé d'adresser le tout au Roy par courrier extraordinaire. » — Cf. Une lettre de Mazarin aux consuls, écrite d'Amiens le 22 mai 1657, qui leur accuse réception de cet envoi et les informe qu'il « n'a pas manqué de faire valoir au Roy ceste nouvelle marque de leur zèle » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1720, 188).

⁴. Une note anonyme, non datée mais qui paraît devoir se placer au mois de mai ou de juin 1657, rend compte à Mazarin que « les députés de Marseille ont encore esté à Aix complimenter M. le duc de Mercœur, pour prier Son Altesse de ne venir pas dans la ville de Marseille que la seconde feste de la Pentecoste, afin d'avoir du temps de le recevoir suivant le mérite de sa naissance et de sa personne ». Cette note ajoute : « Les préparatifs que l'on fait audit Marseille sont si grands que l'on ne croit pas que de longtemps on n'ait reçu aucun gouverneur avec si grande pompe, ce qui fait que plusieurs personnes d'Aix se disposent pour y aller » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1721, 189).

⁵. *Histoire des troubles de Marseille*, I, 14-17.

Léon de Valbelle de Montfuron, des abus judiciaires duquel il se plaignait au nom du Commerce de Marseille, un procès qui n'était en réalité qu'une action posthume contre Antoine de Valbelle et ses amis¹. Au reste, pour servir à la fois la cause du premier président d'Oppède et de ses amis marseillais, il cherchait à compromettre aussi dans sa poursuite le président de Régusse, le compétiteur malheureux de d'Oppède à la première présidence et l'ancien chef du parti opposé aux Sabreurs².

Vento et ses collègues se vantaient d'être pour toutes ces affaires en communion d'idées avec la plupart de leurs concitoyens. Mercœur et d'Oppède, de leur côté, feignaient d'en être persuadés³, sans doute pour les rendre plus dociles à leurs suggestions. Mais, ils ne pouvaient ignorer ni le mécontentement que causait dans la ville la conduite maladroite du premier consul, ni l'agitation qui en résultait⁴. D'Aubagne, où ils s'étaient rendus pour assister à l'Assemblée des Communautés, ils surveillaient les mouvements qui se produisaient à Marseille, prêts à saisir la première occasion qui leur permettrait d'intervenir⁵.

1. *Histoire des troubles de Marseille*, I, 17.

2. C'est ce qui nous paraît résulter de cette lettre écrite le 20 juin 1657, par le second consul à Louis de Vento, qui était alors à Aix avec le premier député du Commerce, Lazare Tournier de Saint-Victoret, pour y suivre le procès fait au lieutenant de l'Amirauté. « En mesme temps que j'ai reçu la vostre, je n'ai manqué de quitter tout et envoyer quérir M. Besaudun pour sçavoir de lui combien il y avoit des obligations depuis dix années dues par M. de Régusse en faveur de M. le lieutenant de Valbelle et le conjurer de me dire la vérité du fait. Il m'a dit qu'il n'en avoit qu'une de 60 000 livres, que le sieur de Régusse estoit obligé avec plusieurs autres depuis l'année 1648, comme il vous plaira voir par l'extract ci-inclus que je vous envoie avec la procure. Il m'a offert si je voulois voir tous les registres et juré qu'il n'en avoit que celle-ci. Et comme j'ai vu qu'il en avoit assez pour le pouvoir récuser, je me suis contenté de cela pour vous despescher plus promptement le sieur Michel, afin qu'ayez temps pour vous préparer de demain de matin... » (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.)

3. La lettre, dont nous donnons la première partie dans la note ci-dessus, se termine ainsi : « Tout ce que je vous puis dire que toute la ville attend avec passion les progrès de ceste affaire et, quoique nous ayons fait de bonnes choses dans nostre année, celle-ci est le coup de partie.... Je vous envoyai hier le comparant, n'y ayant que vingt de signé; que s'il estoit besoin d'en avoir davantage, toutes les heures vient des gens s'offrir à ce faire.... Toutes les autres affaires sont en bon estat, Dieu grâces. N'ayez regret de rien : je suis plus exact lorsque vous n'y estes pas, parce que vostre présence sert de rempart à tous nos ennemis et, me voyant commander sans vous, on appréhende tellement vostre pouvoir que tout est calme, Dieu merci.... » — Cf. *Histoire des troubles de Marseille*, I, 14.

4. « Le duc et le premier président n'estoient pas fâchés de ceste mésintelligence qui obligeoit Vento de recourir à leur autorité. Aussi leurs émissaires travailloient sans cesse à entretenir le premier consul dans son humeur fière et indépendante. Ils le qualifioient de chef de parti et lui confirmoient ce qu'il s'estoit déjà persuadé lui-mesme que, quoique quelques personnes de qualité ne fussent pas de ses amis, sa conduite estoit louée et applaudie de toute la ville. »

5. Arch. com., CC. *Comptes trésoraires*, 1656-1657. Bertrand Besq, trésorier. « Aoust. A moi trésorier, payé et déboursé aux sieurs de Candolle et Payan, lieutenans des quartiers de Blanquarie et Saint-Jean, pour despense faite par lesdits avec 3 sergens et 6 fusiliers, estant allés à la bastide du sieur chevalier de Valbelle, 36 livres. »

6. *Histoire des troubles de Marseille*, I, 18.

Les chefs du parti contraire leur fournirent le prétexte qu'ils attendaient. Antoine de Félix était venu à Aubagne, accompagné de La Salle, Mirabeau, La Reynarde, André de Félix-Beaulieu et Balthazar de Vias, pour se plaindre à Mercœur des abus que Vento avait commis pendant son consulat, notamment des levées irrégulières de soldats auxquelles il avait procédé et qui avaient troublé si profondément le repos de la ville. Ils ajoutaient qu'ils auraient pu recourir à la violence pour se venger de ces actes arbitraires, mais qu'ils avaient préféré s'en remettre à l'esprit de justice du gouverneur. Tout en se défendant d'avoir rien fait ou dit qui eût pu laisser croire aux consuls qu'il approuvait leurs actes, Mercœur ne cacha pas cependant que la Cour et lui-même étaient bien disposés en leur faveur, « parce que, dit-il à ses interlocuteurs, ils promettoient tout et qu'eux, au contraire, n'avoient jamais rien voulu donner ». Puis, la conversation dégénérant en un dialogue animé entre le gouverneur et Antoine de Félix, celui-là, après avoir rappelé à celui-ci « qu'il lui avoit osté jusqu'à l'espérance » d'obtenir le moindre subside des Marseillais, aborda la question du Règlement du sort et indiqua les griefs qu'on avait faits à ses auteurs. Félix essaya de se défendre, voulant écarter à tout prix la menace que les amis de Vento avaient répandue que ce consul ferait faire le Nouveau Etat par lettres patentes, mais Mercœur rompit l'entretien, promettant de le reprendre à Marseille, où il comptait se rendre d'ici peu¹.

Ce recours à la justice du gouverneur, qu'Antoine de Félix avait cru un coup d'habileté, le mettait, au contraire, avec tous ses amis à la discrétion de Mercœur et de d'Oppède. Sous peine d'être accusés de manquer à leur parole, ils s'étaient condamnés eux-mêmes à rester désarmés et impuissants devant les menées de leurs adversaires, en attendant la décision de celui-là même qui déjà secrètement avait pris parti contre eux. En effet, tandis que le duc, feignant d'observer l'engagement qu'il venait de prendre à Aubagne, retardait son voyage à Marseille et ne laissait pas présager sa résolution, d'Oppède, qui ne se sentait pas lié puisqu'il avait refusé de prendre part à la conférence², poussait les ministres à entrer dans ses vues et leur faisait entendre qu'il ne se représenterait jamais une occasion aussi favorable pour rendre au Roi l'influence et l'autorité qu'il avait perdues à l'Hôtel de Ville.

« Il y a quelque temps », écrivait-il à Mazarin, le lendemain même de l'entrevue d'Aubagne³, « que Vostre Eminence me fit

1. *Histoire des troubles de Marseille*, I, 18. 20.

2. *Ibid.*, I, 21.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1721, 232. Cette lettre est du 7 octobre 1657; l'entrevue d'Aubagne avait eu lieu le 6 (*Histoire des troubles de Marseille*, I, 18).

l'honneur de m'escire de voir si on pourroit faire quelque chose à Marseille pour y establir en charge et en gouvernement des personnes qui pussent servir le Roi aux occasions. Vostre Eminence en ayant aussi parlé au sieur chevalier de la Penne et en ayant escrit pareillement à M. le duc de Mercœur, nous en avons trouvé une conjoncture favorable, et j'ai si bien mesné les consuls qu'eux-mesmes ont supplié M. le duc de Mercœur de vouloir faire nommer par le Roy leurs successeurs et obtenir quelque réforme dans leur règlement, ce qui remplira des personnes dans le gouvernement de ceste ville-là qui serviront fort bien le Roy et seront dans l'aveugle despendance de Vostre Eminence. C'est une conjoncture que l'on ne pourroit trouver d'un siècle et la plus favorable du monde : tout le parti de M. le duc d'Angoulesme et une bonne partie de l'autre est dans cest interest, et ceux qui y peuvent résister ont déjà remis leurs interests à M. le duc de Mercœur qui doit aller à Marseille pour ce sujet. Nous présentons, Monseigneur, à Vostre Eminence l'occasion de pouvoir disposer de ceste ville : Vostre Eminence en peut profiter et très utilement pour le service du Roy, la chose presse et l'expédition en est très nécessaire. Il faut que le courrier soit de retour ici avant le 25 de ce mois, parce que les consuls se font le 26, veille de la Saint-Simon, et il seroit fort fascheux et contre les ordres de délayer. Vostre Eminence voit par là si on fait diligence aux choses qu'Elle ordonne. »

Le cardinal se laissa persuader. Il chargea Brienne de donner au chancelier l'ordre de faire expédier et sceller des lettres patentes qui donnaient satisfaction aux amis du premier président, créaient de nouveaux magistrats et, réformant le Règlement du sort, dépouillaient le parti au pouvoir de la situation prépondérante qu'il avait acquise. Cependant, à la Cour, on redoutait les conséquences de cette entreprise. Mazarin était sorti depuis trop peu de temps des embarras de la guerre civile pour ne pas chercher à prévenir les effets du mécontentement des Marseillais. Il fit donc recommander à Mercœur d'user de prudence et de ne se servir des lettres patentes portant création des consuls et des autres officiers qu'à la dernière extrémité et dans le cas seulement où il ne pourrait pas obtenir du parti de Félix et de La Salle son consentement à la réforme¹.

Mercœur et d'Oppède se rendirent à Marseille pour faire exécuter la décision royale. Ils y arrivèrent le 26 octobre². Deux jours les séparaient à peine de la création du Nouveau Etat et la besogne qu'ils avaient à accomplir était délicate. Le

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1720, 317. Brienne au chancelier, 16 octobre 1657.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1720, 355. *Relation anonyme* des événements d'octobre 1657, rédigée par un membre du parti de Félix. — *Histoire des troubles de Marseille*, I, 22.

premier consul, Louis de Vento, avait, en effet, imaginé de donner sa place à son beau-père, Antoine de Ruffi, et avait été sur le point de se mettre d'accord pour cette affaire avec Félix et ses amis. Or, d'Oppède avait depuis longtemps promis le premier chaperon à La Baume et il tenait à remplir sa promesse : le gouverneur et lui devaient donc d'abord obtenir de Louis de Vento qu'il renonçât à son projet et qu'il se prononçât en faveur de leur candidat¹.

Il fallait aussi, pour remplir les intentions du ministère, négocier avec le parti qu'on voulait déposséder et lui arracher son consentement au changement qui se préparait. Les chefs de ce parti se prêtèrent d'eux-mêmes à ces négociations. Sans méfiance vis-à-vis de Mercœur, dont ils ne voulaient pas oublier les preuves de bienveillance qu'il leur avait prodiguées naguère, ils vinrent le trouver dès le soir de son arrivée pour se plaindre des soldats que Vento avait maintenus malgré la présence de ses gardes, et exprimer la crainte que ce déploiement de forces n'entachât de nullité les élections prochaines². Le duc profita de leur visite pour leur annoncer la décision prise par le Roi de renouveler le conseil des Trois-Cents et leur demanda de désigner des commissaires qui régleraient avec lui cette question. Il proposa ensuite à Thomas Riquetti de Mirabeau, Jean-Baptiste de Montolieu, Antoine de Félix et Jean Cabanes, désignés à cet effet, de partager exactement le Conseil entre les deux partis, mais se refusa à examiner en même temps, comme ils le demandèrent alors, la question du partage du consulat³. C'était peut-être un moyen, concerté d'avance avec d'Oppède, de faire traîner les choses en longueur et de laisser ainsi à Vento le temps de se décider en faveur de La Baume.

Ainsi se passèrent sans de nouveaux pourparlers la journée du 27 octobre et la plus grande partie de celle du 28. Ce jour-là, le Conseil ne fut pas réuni, comme il aurait dû l'être et, d'ailleurs, il n'aurait pu être valablement convoqué puisque aucune des opérations préparatoires, prescrites par le Règlement du sort, n'avait pas encore été accomplie. Mercœur et d'Oppède attendaient, en effet, la décision de Vento. Celui-ci ayant enfin donné son assentiment à l'élévation de La Baume au premier chaperon en échange de dédommagements accordés à lui-même et à ses amis, on jugea bon d'en finir et de couper court par un coup de surprise aux résistances que Félix et ses amis avaient opposées aux propositions du gouverneur et que, dans l'entourage de celui-ci, on croyait susceptibles de dégénérer en actes

1. *Relation anonyme. — Histoire des troubles de Marseille, I, 21.*

2. *Histoire des troubles de Marseille, I, 22.*

3. *Relation anonyme. — Histoire des troubles de Marseille, loc. cit.*

de violence. Le duc manda donc chez lui les principaux d'entre eux sous prétexte de se mettre d'accord sur la composition du Conseil et sur l'attribution des magistratures. Ils n'y étaient pas plus tôt arrivés qu'on vint avertir Mercœur que des cris poussés dans la rue et quelque tumulte faisaient craindre qu'une sédition populaire ne fût sur le point d'éclater. Celui-ci s'excusa auprès de ses interlocuteurs sur l'obligation où il se trouvait d'aller se rendre compte de ce qui se passait et les pria d'attendre son retour. Il sortit, les laissant pour ainsi dire prisonniers dans sa maison et ne reparut pas du reste de la nuit. Ce n'était, en effet, qu'un prétexte pour les tenir en sûreté, loin de l'Hôtel de Ville où s'accomplissaient les changements préparés par d'Oppède¹.

A l'Hôtel de Ville, dont le corps de garde avait été doublé et dont l'accès était interdit par les chaînes des rues que l'on avait fait tendre, le duc de Mercœur fit donner lecture à une assistance composée de membres du Conseil des Trois-Cents et d'« un bon nombre de personnes de condition, bourgeois et marchands de la ville », des lettres royales, signées à Metz le 16 octobre 1657, qui créaient consuls et assesseur pour l'année nouvelle, Lazare de Vento, sieur de la Baume, Boniface Pascal, Joseph Fabre² et l'avocat Jean Descamps, et donnaient commission au duc de Mercœur de désigner lui-même les autres officiers de la ville et les Trois Cents nouveaux conseillers destinés à remplacer ceux qui siégeaient dans l'ancien Conseil dont ces lettres prononçaient la dissolution³. Ces lettres patentes réformaient en outre l'article premier du Règlement du sort : elles prescrivaient que le Conseil des Trois-Cents cesserait d'être « fixe et immuable », que, chaque année, vingt-cinq de ses membres tirés au sort en sorti-

1. *Relation anonyme*. « Cependant, la nuit étant arrivée et ne sachant plus comme quoi trouver de prétextes pour amuser nos amis, après plusieurs allées et venues, leur ayant enfin accordé et promis le second chaperon et Son Altesse les ayant priés de lui remettre le restant de leurs intérêts, tout à coup le sieur Vento, de concert avec M. d'Oppède qui le faisoit agir, entra dans la chambre de Son Altesse, lui dit qu'il y avoit du bruit dans la rue... Et, sur ce faux prétexte comploté parmi eux dès le matin, Son Altesse et ledit sieur d'Oppède étant sortis pour voir ce que c'estoit, si bien ils trouvèrent que tout estoit calme dans les rues et que ce bruit n'avoit esté exécuté que par dix ou douze soldats du régiment de Mercœur, qu'on avoit à dessein destaché du corps de garde pour faire ceste fanfare. Ils ne laissèrent pas de continuer leur chemin au lieu de revenir dans la chambre où ils avoient laissé nos amis, comme ils leur avoient promis, et, de ce même pas, ils allèrent dans l'Hostel de Ville accompagnés des consuls et de ces mesmes soldats qui estoient venus donner le signal de partir et de quelques autres de leur cabale. » — *Histoire des troubles de Marseille*, I, 25.

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 57, f° 423 v°. Conseil des Trois-Cents du 29 octobre 1657. Les lettres patentes ont été transcrites sur ce registre à la suite du procès-verbal de la séance du Conseil. — *Histoire des troubles de Marseille*, I, 25-26.

3. « ... Et, pour ce qui est des capitaines, juges et autres principaux officiers, comme aussi des Trois Cens conseillers qui doivent entrer dans le Conseil, Nous voulons que ceux qui seront dénommés dans le rôle qui en sera expédié par Notre cousin le duc de Mercœur soient installés et établis dans ledit Conseil de ville à les susdites charges publiques.... » (Lettres patentes du 16 octobre 1657.)

raient pour être remplacés par vingt-cinq nouveaux conseillers et que les anciens conseillers ne pourraient être de nouveau appelés à en faire partie qu'après un intervalle de trois ans¹.

Les instigateurs de cette réforme la présentaient, non sans habileté, comme un changement considérable apporté à l'organisation municipale en vigueur à Marseille depuis 1652, et comme une satisfaction appréciable donnée aux citoyens qui, par la création d'un « Conseil perpétuel, fixe et immuable », avaient été mis à l'écart des charges municipales². En réa-

1. Lettres patentes du 16 octobre 1657. « ... Pour rendre ledit sort mobile et laisser l'espérance à chacun d'entrer dans lesdites charges, il sera tiré vingt-cinq conseillers chaque année le dimanche auparavant le jour et feste Saint-Simon et Saint-Jude et il en rentrera pareil nombre, le tout par le sort, et ce outre ceux qui doivent estre subrogés pour remplir le nombre des morts, à condition que ceux qui sortiront dudit Conseil ne pourront y rentrer que trois années après et ceux qui y rentreront ne pourront en estre tirés que trois années pareillement; et le surplus du contenu en Nos lettres patentes du mois d'octobre 1652 sera observé suivant sa forme et teneur.... »

2. Procès-verbal du Conseil des Trois-Cents, du 29 octobre 1657. « Scachant tous présens et à venir que ceste ville de Marseille, pour assoupir toutes les brigues et jalousies qui se formoient annuellement pour les charges et gouvernement des affaires de la Communauté d'icelle, auroit établi un sort composé du nombre des Trois Cens conseillers perpétuels pour faire annuellement la création du Nouveau Estat de ladite ville, lequel sort ayant esté confirmé et autorisé par lettres patentes de Sa Majesté du mois d'octobre 1652, il auroit toujours esté procédé en ceste forme à la création du Nouveau Estat jusques à l'année dernière 1656; pendant lequel temps, plusieurs bonnes et riches familles de ceste dite ville se trouvant exclues dudit nombre de conseillers et en estat de n'y pouvoir jamais entrer s'en seroient plaints diverses fois et mesme, pour raison de ce, fait de brigues et cabales la présente année pour anéantir et rompre ledit Règlement du sort, ce qu'avait donné sujet à messire Louis de Vento et sieur Jourdan Fabre, deux de Messieurs les consuls estant à présent en charge, d'en donner connoissance à Sa Majesté pour y remédier, Laquelle, sur les très humbles remontrances que lesdits sieurs consuls lui ont de ce faites, etc.... » Cf. la lettre de Brienne au chancelier, du 16 octobre 1657 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1720, 317). « De la lecture de deux lettres et de l'arrest que vous trouverez sous mon pli, que vous aurez agréable de sceller et signer, vous serez informé de la résolution que le Roy a prise de faire l'Estat de la ville de Marseille ou, du moins, d'apporter du changement à celui qui présentement y est en force, mais non des raisons qui l'y ont porté qui sont qu'il a esté averti que le plus grand nombre des bons habitans dans la ville, setrouvant pour toujours exclus de la direction des affaires publiques, s'estoient résolus de s'en plaindre, se promettant de la bonté de Sa Majesté qu'il seroit remédié à leurs justes doléances, dont ceux qui se sont attirés l'autorité ayant eu connoissance auroient formé résolution de s'y opposer; ce qui auroit obligé le magistrat qui en a esté averti de faire armer les bourgeois qui sont sous l'obéissance du chaperon et de mettre sur pied nombre de soldats pour contenir les autres en leur devoir et la ville en sûreté. Et, comme pour la régler, il y a déjà du temps que le nommé Gérente s'estoit rendu à la suite de Sadite Majesté pour obtenir que le sort se conservast, qui a semblé un remède et le seul capable d'empescher les ressentimens de ceux qui estoient exclus des charges contre ceux qui ne les avoient pas nommés qu'on le confirmast; il fut néanmoins dit que, par année, vingt-cinq des trois cens dont le Conseil est composé, qui, par la mesme patente estoient établis en ceste dignité pour la durée de leurs jours, en seroient tirés et un pareil nombre substitué en leur place dont l'eslection se feroit par le sort. Cela mesme ayant esté de nouveau présenté par M. de Mercœur et M. le premier président, Sa Majesté a cru ne pouvoir mieux faire que d'y consentir, mesme d'envoyer lettre patente qui porte la cassation de ce dernier établissement et qui reestablit l'ancien ordre des eslections des consuls et autres magistrats, afin que l'appréhension de la voir mettre à exécution et que le magistrat fust créé de l'autorité de Sa Majesté, comme il a souventes fois esté fait, porte ceux qui ont proposé le sort à souffrir que par le mesme, chaque année, on tire

lité, ce n'était là qu'une satisfaction apparente. En n'éliminant que vingt-cinq conseillers par an, on conservait, en effet, au Conseil des Trois-Cents un caractère permanent assez fortement prononcé. Ce n'était, en effet, qu'au bout de douze années qu'il pouvait être complètement renouvelé, à la condition toutefois que les conseillers sortis pendant ce long espace de temps n'aient pas été appelés à y siéger de nouveau une fois écoulées les trois années pendant lesquelles ils devaient rester hors du Conseil conformément aux prescriptions nouvelles. C'est que d'Oppède et ses protégés entendaient à leur tour tirer du Règlement du sort tous les avantages dont leurs adversaires venaient de jouir. Pas plus que ceux-ci, ils n'étaient préoccupés de l'intérêt général; ils cherchaient avant tout à satisfaire leur ambition et ils n'étaient inspirés que par le seul esprit de parti. Entrant en possession du pouvoir à la faveur de lettres royales qui leur donnaient les magistratures et la majorité des places au Conseil¹, ils ne voulaient pas être exposés à perdre le gouvernement de Marseille par la nécessité de remplacer chaque année un trop grand nombre de conseillers. De là, la légère modification apportée au Règlement du sort qui, tout en ayant l'air de donner satisfaction aux mécontents, ne compromettait pas la situation prépondérante qu'ils venaient d'acquérir.

Les nouveaux consuls, interprètes du parti victorieux, s'étaient hâtés d'en exprimer leur reconnaissance au Roi² et à Mazarin³. Mais leurs adversaires n'avaient pas accepté avec résignation l'éviction dont ils venaient d'être victimes. Ils avaient voulu faire valoir à la fois la qualité et le passé de ceux qui venaient de triompher, les circonstances dans lesquelles l'opération avait été faite, le stratagème déloyal dont on avait usé pour écarter leur opposition, les violations des prescriptions du règlement

et on remette dans la Maison de ville le nombre des vingt-cinq conseillers. Si l'on ne se porte à l'une de ces choses, il seroit difficile de maintenir dans la ville le calme et la tranquillité que Sa Majesté y doit désirer, les bons pouvant estre capables des mesmes emportemens que ceux dont ils se plaignent, plutost que d'endurer que le parti qu'ils ont en haine fust perpetué dans l'autorité. Et on se persuade que ce que celui-ci a désiré se trouvant confirme bien qu'en quelque manière adouci les satisfera autant que l'autre aura sujet de l'estre de ce qu'on a eu en considération leurs plaintes et qu'on y aura remédié par la voie qu'ils ont proposée.... »

1. Le Conseil des Trois-Cents, en effet, ne fut pas renouvelé en totalité au mois d'octobre ou, du moins, on y maintint quelques-uns de ses anciens membres et même, par habileté politique et pour avoir une réponse facile à leurs protestations, la plupart des chefs du parti à qui on venait d'enlever le pouvoir. Ainsi Gaspard de Villages de La Salle continua à faire parti du Conseil des Trois-Cents; il fut même désigné pour siéger au Conseil des Cent, mais il se récusa parce qu'on avait désigné pour être avec lui membres de ce Conseil, les sieurs de Villevieille et de Léon, ses parents à des degrés prohibés par le Règlement du sort (Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 34, v°. Conseil des Cent du 8 novembre 1657).

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre des consuls au Roi, du 6 novembre 1657.

3. *Ibid.* Lettre à Mazarin, du même jour.

municipal qui avaient été commises. Ils accusaient formellement d'Oppède d'avoir préparé tout cela, montraient le duc de Mercœur entraîné dans cette politique malgré lui, peut-être pour ne pas indisposer Mazarin par des plaintes trop vives contre l'époux de sa nièce, et s'en remettaient à l'esprit de justice du Roi pour porter remède à la situation malheureuse où ces événements venaient de nouveau de plonger la ville¹.

Deux années ne s'étaient pas encore écoulées depuis la mort d'Antoine de Valbelle et l'œuvre qu'il avait si patiemment échafaudée était maintenant compromise, sinon détruite. Le parti auquel il avait réussi à enlever l'Hôtel de Ville, autant par sa politique persévérante et énergique que grâce à la situation troublée de la Provence et du royaume dont il avait su profiter

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1720, 356. *Relation anonyme*. Après avoir raconté les pourparlers et les intrigues qui précédèrent la nuit du 28 au 29 octobre, l'auteur de cette *Relation* poursuit ainsi son récit : « A l'instant qu'ils furent arrivés dans l'Hostel de Ville, Son Altesse et ledit sieur d'Oppède... firent publier les lettres patentes qu'ils avaient dès le matin remplies du nom des trois cens conseillers qu'ils avoient choisis dans le contraire parti qui subsiste toujours le mesme, c'est-à-dire celui qui a esté de tout temps opposé aux ordres du Roy et attaché fortement aux intérêts de M. le Prince, n'ayant pas tenu à eux, comme vous sçavez, Monsieur, qu'ils n'aient livré la ville à ses partisans dans les années dernières. On eslut aussi les quatre consuls de ceste mesme cabale et avec ceste nullité essentielle et considérable que le premier et le second consuls, nommés Vento et Pascal, sont tout proches parens de celui qui a quitté présentement le chaperon, qu'on nomme Vento du mesme nom que M. de La Baume nouvellement eslu, et que le dernier consul, nommé Fabre, eslu ceste année, est le fils de Fabre, dernier consul de l'année passée, âge seulement de dix-huit ans, fils de famille et lequel son père n'a porté en cest emploi que parce que, estant obligé de rendre compte de son administration devant son successeur suivant l'usage, il trouvera en son fils par-devers lequel il se doit rendre un support qu'il n'auroit pu se promettre d'aucun autre, surtout ayant donné, comme il est très constant, mille louis d'or des deniers publics pour avoir les lettres patentes desquelles on s'est servi pour tascher de détruire le parti des véritables serveurs du Roy et de ceux qui ont toujours esté fermes dans l'obéissance et qui n'ont jamais trempé dans le parti de M. le Prince et qui ont très fidèlement servi en toute sorte de rencontres. Mais, comme ceste voie de procéder est non seulement odieuse mais mesme inouïe et extraordinaire dans toutes ses formes, le parti des gens de bien demeure plus uni et plus fort que jamais et l'on peut assurer avec certitude que, des quatre parts, les trois des personnes de condition de la ville, des riches marchands et des bons bourgeois subsistent dans le mesme sentiment de faire valoir le Règlement du sort qui procuroit la paix et l'union dans la ville et de porter leurs justes plaintes au Roy pour faire réparer une nouveauté qui rallume le feu de la division et qui ne sçauroit durer que par le secours des gens de guerre qui sont les opposés à ceux du commerce. L'on espère de la justice et de la clémence de Sa Majesté que puisque, par un règlement si saint et si innocent que celui du sort, Elle avoit restabli le calme dans ceste ville, Elle ne voudra pas souffrir que l'ambition démesurée du sieur d'Oppède pour contenter la faction de quelques factieux renverse un parti qui a toujours esté soumis aux ordres de Sa Majesté et lequel peut sans doute mieux dans la tranquillité que le sort demeure concourir au bien du service que non pas si on laisse la ville dans le désordre où elle est à présent, dans lequel il est impossible qu'elle puisse jamais rien donner au Roy, quoi qu'on ait pu promettre au contraire, si on n'y remédie. Ladite eslection est si nulle et si fort monopolisée contre les formes ordinaires de ces eslections consulaires et contre tout ordre de justice qu'un Estienne Féraud, beau-fils dudit Fabre pour avoir espousé sa fille, qui est très pauvre, insolvable et qui a fait banqueroute et son père aussi, a esté fait trésorier de ladite Communauté sans avoir donné caution et, partant, court risque de perdre les deniers publics que ledit Féraud recevra de ladite Communauté. »

si habilement, y rentrait avec la protection du ministre même dont il avait soutenu la cause avec tant d'ardeur, avec l'appui d'un gouverneur qu'il avait si efficacement aidé à conquérir son gouvernement et avec le concours d'un premier président qui avait été longtemps son allié contre ses nouveaux amis. Le règlement municipal même, dont il avait souhaité l'établissement, dont il avait fixé lui-même les dispositions essentielles et qui était destiné, dans son esprit, à assurer des lendemains à la victoire de son parti, servait sous une forme détournée à procurer la revanche du parti contraire. C'est que ses amis, qui avaient prétendu recueillir son héritage politique, ne s'étaient pas assez sagement inspirés des principes qui avaient réglé sa conduite à l'égard de la Cour : persuadés que Mazarin n'oublierait jamais qu'ils avaient été de ses partisans les plus fidèles et les plus utiles et s'en montreraient toujours reconnaissant, et convaincus en même temps que le Règlement du sort leur assurerait dans la ville une situation que rien ne pourrait entamer, ils avaient cru pouvoir se dérober impunément aux exigences financières du Roi, contrarier par leurs refus systématiques de subsides l'effort militaire du gouvernement et compromettre même un moment les combinaisons diplomatiques du premier ministre en exposant imprudemment la marine française aux repréailles des Gênois. Tandis que, par ces diverses fautes, ils excitaient le mécontentement du cardinal qui ne trouvait plus parmi eux l'homme à qui il aurait pu abandonner comme autrefois en toute confiance le soin des intérêts du Roi et des siens propres, s'élevait à la tête du Parlement et de la province un personnage qui aspirait à prendre auprès de lui la place que la mort de Valbelle avait laissée vacante et qu'aucun Marseillais n'avait été capable de recueillir. Les efforts du premier président d'Oppède, jaloux de ne partager avec personne l'autorité et l'influence que lui donnaient ses hautes fonctions, avaient abouti à rendre l'espérance, l'initiative et l'énergie à l'ancien parti du duc d'Angoulême, tombé dans le découragement, l'impuissance et l'inaction depuis qu'il avait vu se retirer de lui la bienveillance et la protection du ministère.

De nouveau, les deux partis rivaux se trouvaient aux prises. Leur querelle allait précipiter Marseille dans une crise encore plus grave que les précédentes, car le gouvernement, dont les troubles du royaume et les difficultés de la guerre étrangère avaient jusqu'alors détourné l'attention des affaires de cette ville, allait avoir bientôt assez de liberté d'esprit pour aviser aux moyens d'en finir à tout jamais.

CHAPITRE II

LES TROUBLES DU MOIS DE JUILLET 1658

I. LE CONSULAT DE LA BAUME : SES COMMENCEMENTS DIFFICILES ; NOUVELLES QUERELLES ET NOUVELLES DIVISIONS. — II. AGITATION ET INTRIGUES EN PROVENCE CONTRE LE DUC DE MERCŒUR ET LE PREMIER PRÉSIDENT : LES MÉCONTENTES DE MARSEILLE S'ACCORDENT AVEC LES MÉCONTENTES DE LA PROVINCE. — III. L'ORIGINE DES TROUBLES DE MARSEILLE : L'AFFAIRE DU COUVENT DES CARMÉLITES ET L'AFFAIRE DE L'ARMEMENT DE LA GALÈRE GARDE-CÔTES. — IV. LES JOURNÉES DU 13 ET DU 19 JUILLET 1658 : LA FUITE DE LA BAUME LAISSE LA VILLE AU POUVOIR DES SÉDITIEUX. — V. LES PROJETS DE RÉPRESSION DE MERCŒUR ET DE D'OPPÈDE : LE BLOCUS DE MARSEILLE PAR TERRE ET PAR MER ; PRÉPARATIFS DE RÉSISTANCE DES HABITANTS ; LES NÉGOCIATIONS ET L'ARRANGEMENT DU 2 AOÛT.

Les intrigues auxquelles on venait de se livrer, à l'instigation du premier président, avaient abouti à l'éviction de l'Hôtel de Ville des chefs du parti que Valbelle avait poussé et maintenu au pouvoir contre les amis et partisans du duc d'Angoulême. Mercœur et d'Oppède se félicitaient de cet avantage comme d'un triomphe décisif de l'autorité royale que le parti vaincu avait souvent tenue en échec. Le duc ne se dissimulait pas cependant la force de ce parti, mais il croyait qu'en lui enlevant le pouvoir il le priverait des moyens dont il avait disposé auparavant pour se soustraire à l'exécution des ordres du souverain ; il jugeait, au contraire, que les hommes qu'il avait élevés à sa place n'auraient jamais par eux-mêmes assez de force et de prestige pour pouvoir rien faire et qu'ils ne pourraient jamais se maintenir sans être obligés de chercher un appui auprès du gouvernement. C'était la raison qui l'avait inspiré quand il avait imaginé de partager également le Conseil des Trois-Cents entre les deux partis rivaux, se figurant qu'il resterait ainsi au cardinal et à ses agents assez d'autorité et assez

d'influence pour les départager au mieux des intérêts du Roi¹. Ainsi le vieux principe « diviser pour régner », dont s'était autrefois si souvent inspirée la royauté française, était de nouveau mis en pratique pour essayer d'amoinrir sinon d'anéantir les libertés de Marseille.

Quant à d'Oppède, dont l'expérience des affaires de Provence avait contribué à fixer la pensée hésitante de Mercœur, il se félicitait que les exigences de ses adversaires leur eussent fait perdre le second chaperon que le gouverneur avait été sur le point de leur accorder². Il ne cachait pas que c'était bien là le but qu'il avait poursuivi : « Vostre Eminence peut estre assurée que le Roi est le maistre en ceste ville, écrivait-il à Mazarin dans le compte rendu de ces événements que Mercœur lui avait laissé le soin d'adresser³. Et cela par deux raisons : l'une, que le parti que l'on a élevé à présent n'est point celui de liberté comme l'autre que l'on a abaissé, que c'est celui de M. d'Angoulesme, qui a tesmoigné, tant qu'il a esté en vigueur, résignation et obéissance à la Cour et que l'on a élevé et fait dans ceste manière. *L'autre raison est que, tant que les deux partis seront unis, ils ne songeront qu'à se conserver leur liberté et se maintenir républicains*; au contraire, estant divisés, il faut de nécessité que celui qui sera appuyé par le Roi serve et fasse une bonne partie des choses que l'on souhaitera, dans la jalousie de l'autre et les menaçant de les abandonner. » Et d'Oppède ajoutait, non sans satisfaction : « Par la bonne conduite de M. le duc de Mercœur, voilà Marseille et Arles dans un estat

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1721, 251. Le duc de Mercœur à Mazarin, de Marseille, 30 octobre 1657. « Les ordres que Sa Majesté a envoyés pour Marseille ont esté exécutés. J'ai tasché à l'abord de mettre le Sort en un estat que les uns et les autres fussent partagés au Conseil également. Il y a eu de la contrariété entre les partis, mais plus de chicanes que de raisons. Néanmoins, je les ai partagés dans ledit Conseil : chaque parti en a eu cent cinquante conseillers et j'ai fait les consuls et donné les charges publiques, le tout sans bruit; au contraire, les consuls ont eu une forte acclamation. *Ce n'est pas qu'il n'y ait des plainçans, mais j'ai cru qu'il falloit les mettre en un estat que ceux-ci puissent se mettre en la volonté de servir aux avantages que Vostre Eminence peut désirer....* » — Cf. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 26-27. « Le duc de Mercœur et le premier président ne manquèrent pas d'écrire à la Cour qu'ils s'estoient enfin assurés de Marseille, qu'ils avoient establi leurs amis dans les charges et dans le Conseil et que, toutes les fois que le Roy demanderoit de l'argent, Marseille ne donneroit plus aux autres villes de la province le mauvais exemple d'un refus; qu'un changement si considérable avoit esté fait sans tumulte et sans opposition. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1721, 254 v°. D'Oppède à Mazarin, de Marseille, 30 octobre 1657. « ... Par-dessus cela, M. le duc de Mercœur avoit si bien mesné tous les intérêts qu'ils avoient sujet d'estre satisfaits, car, des trois cens dont le Conseil est composé, on les a partagés entre les deux partis; des trois consuls, M. le duc de Mercœur leur faisoit avoir le second. Ils s'opiniastroient à avoir encore l'assesseur, qui est une charge de peu de considération, ce qui a esté cause qu'ils n'ont eu aucuns consuls pour eux. Et s'ils ont sujet de plainte, ce ne peut estre d'autre chose que de ce qu'ils ne sont plus les maistres. »

3. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 30 octobre 1657.

d'une parfaite obéissance, et ne sont plus des républiques, comme elles ont esté depuis plusieurs années... ».

Mercœur et d'Oppède croyaient donc maintenant pouvoir tout attendre de la bonne volonté et du dévouement des magistrats qu'ils avaient placés à la tête du gouvernement de Marseille. A Mazarin, qui leur avait témoigné sa satisfaction pour le succès qu'ils venaient de remporter et les espérances qu'il lui faisait concevoir pour l'avenir¹, le premier président laissait entendre qu'il n'éprouverait plus de déception à ce sujet : « Pour Marseille, Monseigneur, Votre Eminence peut estre assurée que l'on y mesnagera les choses pour le service du Roy le plus avantageusement qu'il sera possible; mais il faut un peu laisser prendre place à ceux qui y sont et qui ont bonne volonté. Et Votre Eminence peut estre assurée que ceste ville-là est à elle et à sa disposition, comme la moindre des places qu'ait Votre Eminence². »

Le gouverneur et le premier président se laissaient entraîner par l'illusion que leur avait donnée la facilité relative de leur succès. Ils se flattaient d'avoir réduit leurs adversaires à l'impuissance et les montraient désormais sans prestige aux yeux du peuple et soustraits aux repréailles du parti contraire par la seule protection du gouverneur³. Celui-ci, étranger à la Provence et qui n'avait pas pénétré assez profondément le caractère de ses habitants, pouvait se laisser tromper par les apparences. Mais d'Oppède, mêlé depuis longtemps à la vie politique du pays, et instruit par sa propre expérience de l'excessive promptitude des revirements de l'opinion, commettait quelque imprudence en affectant une si grande confiance dans l'efficacité et la durée de son œuvre. Abattu par une

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1720, 323. Mazarin à d'Oppède, novembre 1657 (la date du jour n'est pas indiquée). « Je suis bien aise que toutes choses se soient passées à Marseille pour l'autorité du Roy et pour le bien de son service aussi avantageusement que vous me marquez. Ce qui reste à faire maintenant est de profiter du zèle des nouveaux conseillers de ville et de l'émulation des anciens, en sorte que le Roy puisse estre reconnu et assisté de la ville de Marseille à proportion des autres lieux de la province, et je m'assure que M. le duc de Mercœur et vous n'y oublierez rien.... »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1721, 276. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 20 novembre 1657. — Cf. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 27. « Le premier ministre, par sa réponse, lui recommanda de conserver cet avantage. »

3. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 30 octobre 1657. « Enfin, Monseigneur, les choses y ont esté conduites par M. le duc de Mercœur avec tant de justice, de prudence et de vigueur que les volontés du Roy y ont esté exécutées aux cris et à l'applaudissement du peuple, à l'impatience de qui M. le duc de Mercœur donna hier sa santé et sa patience jusques après minuit que l'on demeura dans la Maison de ville. Si ceux à qui on a rogné un peu l'autorité se plaignent, c'est sans justice et sans raison, car la présence de M. le duc de Mercœur et sa vigoureuse conduite les a préservés de quelque accident fascheux qui certainement leur fust arrivé s'il n'eust pas pris la peine de venir ici.... Enfin, l'intention du Roy et de Votre Eminence a esté suivie : le parti que l'on a relevé est le maistre dans la Maison de ville, fort avoué et beaucoup plus que l'autre dans le peuple. »

défaite inattendue, les chefs du parti vaincu devaient vite se ressaisir. Après avoir vainement essayé d'obtenir de la justice de Mazarin la réparation qu'ils croyaient leur être due¹, ils allaient reprendre la lutte et recourir à de nouvelles manœuvres et même à de nouveaux coups de force, avec d'autant plus de chances de réussite qu'ils disposaient auprès de leurs compatriotes d'une influence plus grande que celle qu'on leur supposait : ils donnaient, en effet, pour mobile à leurs actes le souci de défendre les libertés, les franchises et les traditions municipales, menacées par les empiétements des agents du Roi, auxquelles le peuple de Marseille avait voué un attachement aveugle et superstitieux.

Dès le lendemain de l'entrée en charge de La Baume, il fut sensible que le repos de Marseille allait être de nouveau troublé par les querelles des partis. Le premier consul essaya d'abord de désarmer ses adversaires en protestant de sa bonne foi, de son désintéressement et de son désir de mériter l'affection du peuple et « l'estime des personnes de qualité » par sa conduite loyale et ses efforts pour alléger les charges publiques². Ces promesses ne trouvèrent que des incrédules parmi ceux qu'elles étaient destinées à convaincre. Ceux-ci étaient persuadés, au contraire, que La Baume ne serait jamais qu'un instrument entre les mains de d'Oppède, que les plus modérés d'entre eux accusaient « d'être le dépendant de la Cour³ », et à qui les plus violents reprochaient d'avoir « formé le projet d'une domination particulière dans la province », et d'avoir « jeté les yeux sur ceste ville importante pour la faire servir comme de base à appuyer la grandeur de ses desseins⁴ ».

Mécontents de Louis de Vento, le consul de l'année précédente, parce que, après avoir un moment semblé faire cause commune avec eux, il avait ensuite favorisé l'élection de

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1720, f° 355. *Relation anonyme* (Voir ci-dessus, III^e part., chap. 1^{er}, p. 511, note 1.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 26.

3. « Si je ne regardois que mes intérêts particuliers, je ne parlerois pas de la sorte car, en servant comme je fais, je m'attire la haine et le reproche de ceux qu'il faut ou choquer ou pousser. Le plus grand blâme qu'ils sèment contre moi, c'est d'estre le dependant de la Cour. Ce m'est un grand honneur.... » (Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 30 octobre 1657, citée ci-dessus.)

4. *La Justification de la ville de Marseille*, 5. — Prévenant ce reproche, d'Oppède s'en était justifié d'avance auprès de Mazarin dans sa lettre du 30 octobre : « Ils n'osent se plaindre de la Cour parce qu'ils savent bien qu'elle n'a pas sujet d'estre satisfaite d'eux. Ils n'osent rien dire contre M. le duc de Mercœur, et c'est contre moi que toute la plainte se fait. De quoi je ne me tourmente pas beaucoup, ne faisant rien que par les ordres de Vostre Eminence et pour le service. Et de plus, j'ai ceste satisfaction en ceste affaire que s'ils se plaignent à Vostre Eminence, ils la trouveront fort instruite que je n'ai fait en ceste négociation que suivre et exécuter la pensée de Vostre Eminence qui me l'a ordonné et encore au chevalier de la Penne de me l'escire, dans un tems où je ne songeois nullement à Marseille et que je regardois ceste ville comme un lieu où il n'y avoit rien à faire pour le service. »

La Baume, La Salle et ses amis lui reprochaient d'avoir cédé aux instances de d'Oppède par crainte de voir son administration financière critiquée et condamnée par un Conseil impartial. Pour calmer ces appréhensions et en échange de la promesse de son concours, le premier président aurait permis au consul sortant de faire nommer les auditeurs des comptes le jour de la Saint-Simon, contrairement à l'usage qui plaçait cette nomination au jour de Lauthorié. Mais, l'élection passée, Vento n'était plus sûr de trouver auprès de La Baume et de ses amis, dont il avait favorisé l'intrigue, l'appui dont il avait besoin pour tenir tête à ces graves accusations. Les nouveaux consuls rejetaient, en effet, la responsabilité de tout ce qui venait de se passer sur sa mauvaise administration et sur ses manœuvres pour pousser ses créatures au consulat¹. Il fallait que le consul de l'année précédente se tirât par un coup d'audace du mauvais pas où il se trouvait engagé, au risque de provoquer un éclat qui contraindrait chacun des deux partis à prendre nettement position.

Au Conseil des Cent du 8 novembre 1657, Louis de Vento, prenant la parole, représenta donc aux assistants « que tous ceux qui administrent les affaires publiques doivent désirer que leur conduite soit examinée, connue de plusieurs personnes afin qu'elles en fassent un fidèle rapport pour désabuser ceux qui en auroient conçu de fausses impressions; et que, ayant dans la nécessité de la charge de consul qu'il a exercée, agi conjointement avec ses collègues avec toute la probité et économie qu'il leur a esté possible, ayant payé toutes les charges de l'année courante et encore demeuré entre les mains des fermiers plus de 40 000 livres dont la ville pourra d'autant s'en acquitter envers ses créanciers, ce qui fait voir qu'ils n'ont eu autre zèle que l'honneur et l'avantage de sa patrie, et bien que les discours tenus mal à propos par leurs envieux et l'exemple du passé les aient obligés à fortifier leur autorité pour maintenir l'honneur et la gloire du chaperon, afin de se garantir des violences dont les perturbateurs du repos public les menaçoient pour avoir procuré à la patrie tant d'avantages et demandé au Roy la liberté pour la mobilité du Sort, laquelle leur a esté accordée pour la satisfaction du public; et, ayant Sa Majesté voulu, pour main-

1. Un pamphlet, publié après les événements du mois de juillet 1658, sous le titre de *Response à la Justification de la ville de Marseille*, par les soins du parti de La Baume et destiné à défendre ce parti contre les accusations portées par ses adversaires dans la *Justification*, rend, en effet, Louis de Vento seul responsable des troubles qui sont survenus. « Si nous raisonnons bien sur toutes les choses que nous avons vues, nous attribuerons aux bonnes intentions de M. de Vento et du sieur Jordan Fabre l'origine de nos désordres. Ce sont les fruits de ces racines, ce sont les ruisseaux de ces deux sources. L'ambition de M. d'Oppède ne les a pas fait couler dans Marseille. Tout le monde scait l'envoi de M. l'abbé de Gèrente à la Cour par ces deux consuls avec ordre de poursuivre l'expédition des lettres patentes.... » (*Response à la Justification...*, 2.)

tenir les choses commencées, nommer des consuls dignes des charges qu'ils possèdent, ordonné à Mgr le duc de Mercœur de remplir le rôle de toutes les autres charges et auditeurs des comptes, comme il pourroit sembler à plusieurs que cela eust esté fait à dessein de favoriser la despense qui en a esté faite pendant toute l'année, bien que ceux qui ont esté nommés à ces charges soient gens d'honneur et de condition, pour oster toute sorte de prétexte, il auroit prié très justement le Conseil de leur donner des impugnateurs afin que l'on vist clairement la fidélité avec laquelle ils ont administré. »

Les adversaires de Louis de Vento présents à ce Conseil n'eurent garde de laisser échapper l'occasion qui leur était offerte d'ouvrir un débat sur une question essentielle à leurs yeux qui leur permettrait de mettre en discussion toute l'administration de ce personnage. Gaspard de Villages de La Salle se chargea de lui répondre. Après avoir signalé la violation des prescriptions du Règlement du sort en appelant des cousins germains à siéger au Conseil¹, il attaqua comme irrégulière l'élection des auditeurs des comptes et manifesta son intention « de faire venir un commissaire [du Roi] pour examiner les comptes de l'année précédente », ajoutant, d'ailleurs, qu'il était prêt à soumettre également à l'examen de ce personnage les comptes de ses deux consulats.

Le Conseil écarta cette proposition et refusa à Vento les impugnateurs qu'il demandait, Louis de Cabre, sieur de Roquevaire, ayant protesté au nom « de plus de 3 000 personnes des plus qualifiées et riches de la ville », contre la venue d'un commissaire, la déclarant « une chose inutile et contre les privilèges de la ville ». La majorité ne put pas cependant ne pas tenir compte du rappel au Règlement du sort que La Salle avait formulé : elle lui donna cette satisfaction, toute platonique, il est vrai, de « délibérer unanimement que très humbles remontrances seront faites au Roy que, venant par ci-après à faire les eslections et l'Estat Nouveau de ceste ville, il nous considère en ce droit et coustume, et suivant les articles du Sort, de ne mettre dans le nombre des Cent aucuns beau-frère et cousin germain et encore de réserver la création des audi-

1. La Salle voulait, sans doute, saisir l'occasion qui lui était offerte par Vento pour montrer que toute l'élection de 1657 était entachée d'irrégularité. On ne comprendrait pas bien, sans cela, qu'il eût cru devoir parler de la parenté à un degré prohibé par le Règlement du sort à propos de la désignation irrégulière des auditeurs des comptes. Il se contentait, d'autre part, de signaler que son beau-frère, le sieur de Villevieille, et son cousin germain, le sieur de Léon, avaient été appelés en même temps que lui au Conseil des Cent. Mais il usait d'habileté en ne mettant ainsi en jeu que ses seuls parents et il sous-entendait qu'il pouvait y avoir d'autres conseillers se trouvant dans un cas semblable, quand ce n'aurait été que le premier consul en exercice, Lazare de Vento, sieur de La Baume, et son cousin, Louis de Vento, premier consul de l'année précédente.

teurs des comptes au Conseil qui se tient le jour de Lauthorié suivant ladite coustume¹ ».

Par ce moyen, les consuls et leurs amis avaient espérer calmer l'irritation que La Salle et Vento nourrissaient l'un contre l'autre. Il n'en fut rien et les deux adversaires essayèrent de régler d'une autre façon le différend que le Conseil avait cru assoupir en refusant de prendre parti. Aussi les consuls eurent bientôt peur qu'à leur première rencontre ces deux hommes n'en vinssent aux mains et que cette querelle ne fût le signal de troubles dans la rue². Leurs craintes paraissaient d'autant plus fondées qu'il était venu à leur connaissance que d'autres gentilshommes s'apprétaient à vider de la même façon des différends qui avaient aussi une origine politique. Ils avaient bien fait appel au duc de Mercœur pour qu'il mandât auprès de lui les adversaires³, mais ils n'étaient pas rassurés, car les Mirabeau, mêlés à l'une de ces affaires, venaient de se soustraire aux recherches du garde qui leur avait porté un ordre du gouverneur, mettant les consuls dans l'appréhension de les voir reparaitre soudain⁴.

Pour prévenir ces querelles, qui menaçaient de s'étendre, les consuls eurent recours à des mesures de police. Ils interdirent aux habitants de s'assembler dans les cabarets et autres lieux publics, passé neuf heures du soir. On ne tint pas compte de cette défense; bien plus, les propos désobligeants que leurs adversaires tenaient contre eux continuèrent à circuler⁵. Bientôt, il ne fut plus en leur pouvoir de maintenir l'ordre dans la rue. Un des membres du parti contraire, Dominique Truc, qui avait été troisième consul en 1655-1656 avec Jean-Baptiste de Vilages, fut attaqué et frappé dans la rue par un gentilhomme,

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 34 v°. Conseil des Cent, du 8 novembre 1657.

2. « Nous souhaiterions encore avoir ceste grâce de vostre bonté qu'il lui plust d'escrire à M. de Villages pour l'obliger de se rendre auprès de Vostre Altesse, afin de le faire voir avec M. de Vento, puisque nous sommes assurés que, à la première occasion qu'ils se verront, il n'y peut arriver que du désordre. » (Lettre des consuls au duc de Mercœur, du 19 novembre 1657. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.)

3. La lettre citée dans la note ci-dessus a, en effet, pour principal objet, d'obtenir du gouverneur qu'il mande l'ordre de se rendre auprès de lui à M. de Beaumont, pour « prendre les moyens nécessaires à l'assoupissement d'une querelle » où il se trouve mêlé et dont les consuls ont précédemment entretenu le duc. Nous ignorons quel était l'adversaire de M. de Beaumont, peut-être s'agit-il des « Messieurs de Mirabeau », dont il est question dans une autre lettre des consuls à Mercœur, datée du 12 novembre. Cette lettre se termine ainsi : « Nous sommes aussi obligés de donner avis [à Votre Altesse] que M. le chevalier de Valbelle avec M. le chevalier de Foresta se sont encore rebrouillés et que si Votre Altesse n'y met la main nous ne pourrons empêcher qu'ils ne se battent ».

4. « Nous avons fait tout nostre pouvoir pour faire que le garde de Vostre Altesse eust moyen d'arrester ces Messieurs de Mirabeau, l'ayant envoyé avec quelques-uns de nos officiers dans leurs maisons diverses fois, sans les y avoir pu rencontrer, attendu qu'ils se sont tenus cachés. C'est pourquoi Vostre Altesse agréera que nous le lui renvoyions, puisqu'il ne peut rien faire attendant que ces Messieurs paraissent. » (Lettre des consuls à Mercœur, du 12 novembre 1657.)

5. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 27-28.

Charles de Monteaux, qui avait pris parti dans sa querelle avec le sieur de Roquefeuil¹.

La situation de la Provence tout entière pouvait faire craindre que l'effervescence qui se manifestait à Marseille n'aboutît à quelque mouvement séditieux qui s'étendrait de là dans le reste de la province. Une contestation venait de s'élever, en effet, entre les procureurs du Pays et Mercœur et d'Oppède au sujet de troupes que Mazarin avait voulu envoyer en Provence pour y prendre leurs quartiers d'hiver². Les souvenirs de l'administration du comte d'Alais et de ses efforts pour tenir à demeure dans son gouvernement d'importantes garnisons étaient encore trop frais pour que cette prétention ne portât quelque ombrage aux Provençaux. Aussi Mazarin avait eu beau faire protester que le Roi ne prenait pas cette mesure « pour chastier le pays, mais par pure nécessité³ », quelques gentilshommes en avaient fait grief à d'Oppède, dont ils avaient incriminé la conduite auprès des ministres eux-mêmes et qui avait été réduit à se défendre contre leurs imputations⁴. Des

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 84. Conseil des Cent, du 13 janvier 1658; et même Reg., f° 249 v°, Bureau du 5 août 1658.

2. Voir aux Arch. des Affaires étrangères, France, 1721, les lettres écrites à Mazarin, du mois de novembre 1657 au mois de février 1658, par le duc de Mercœur, d'Oppède, le cardinal Grimaldi et les procureurs du Pays au sujet de cette affaire. Un moment, Mercœur et d'Oppède avaient cru pouvoir promettre à ceux-ci que le Roi renoncerait à son projet moyennant le vote d'un subside en argent. Mais, sans repousser cette combinaison, à laquelle, d'ailleurs, les Provençaux ne semblaient pas souscrire avec empressement, Mazarin manifestait ses préférences pour l'envoi dans la province de régiments qui y auraient vécu à ses frais pendant l'hiver, comme en témoigne cette lettre écrite à d'Oppède, le 27 décembre 1657 : « Je n'ai rien à répliquer aux diligences que M. le duc de Mercœur a faites et que vous avez secondées par les vôtres pour obliger les procureurs du Pays à faire accorder au Roy par la province la somme qu'il leur a demandée, si ce n'est que, s'ils le font, j'en serai bien aise pour l'avantage et le repos de la province, car, hors ceste considération, j'aimerois mieux qu'ils ne donnassent rien, vu que le Roy trouvera bien mieux son compte à y loger des gens de guerre qu'à en tirer de l'argent. Et ceux qui mettent en avant que ce logement est une chimère sont bien mal informés, car il n'y a rien de plus vrai que les troupes marchent et qu'on les verra arriver au premier jour en Provence.... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1720, 347.)

3. Lettre à d'Oppède, du 27 décembre 1657.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1721, 342. D'Oppède à Mazarin, 22 janvier 1658. « ... Je n'ai point de repos, Monseigneur, et suis inconsolable sur un avis que j'ai eu par une personne qui a vu un mémorial que M. le cardinal Grimaldi a présenté à Votre Eminence contre moi. Il m'en marque le détail et conclut que le Conseil du Roy a ouvert les yeux et trouvé les raisons pertinentes, c'est-à-dire par là que je suis convaincu d'avoir manqué de fidélité envers le Roy et Votre Eminence. C'est le dernier des reproches que l'on me peut faire et, si cela est véritable ou que l'on m'ombrage, je ne veux plus vivre. Cela est cause que j'ai dressé un mémoire succinct sur tous les chefs qui sont contenus au mémorial présenté à Votre Eminence, j'ose la conjurer à genoux d'y vouloir jeter les yeux. Je dis les choses avec naïveté et franchise et avec autant de vérité que l'autre est fait avec artifice. Enfin, Monseigneur, je suis la victime que l'on demande : tout mon crime, c'est d'estre à Votre Eminence et d'avoir écrit à Votre Eminence la vérité. Je prétends, en faisant cela, m'acquitter de mon devoir et non de m'attirer pour partie un cardinal et d'entrer en lice avec lui.... J'ai eu déjà l'honneur d'écrire à Votre Eminence que toute la haine et le reproche des affaires tombaient sur moi.... »

magistrats du Parlement, depuis longtemps en rivalité avec le premier président, le président de Régusse, le président de Bras, l'avocat général de Cormis, le conseiller de Glandevès-Rosset, des membres influents de la noblesse provençale, parmi lesquels le comte de Barbentane, avaient embrassé ce parti. Le marquis de Gordes, qui, depuis sa prise de possession de la charge du lieutenant du Roi, n'avait cessé d'être en conflit d'attributions avec d'Oppède, et l'archevêque d'Aix, le cardinal Grimaldi, qui souffrait de ne pas jouer dans la province le rôle prépondérant que paraissait lui réserver sa qualité de prince de l'Eglise, s'offraient à eux pour être leurs chefs et leurs porte-parole à la Cour¹.

Pour couper court à ces intrigues, Mercœur et d'Oppède résolurent de faire arrêter l'un de ces meneurs, le conseiller de Glandevès-Rosset. Mais ce n'était guère qu'un comparse que d'Oppède lui-même représentait dans une lettre à Mazarin comme un personnage criblé de dettes et déconsidéré². Son arrestation ne pouvait donc pas réduire ses amis au silence et à l'inaction puisque, en leur laissant des chefs plus haut placés que lui, elle semblait attester l'impuissance du gouverneur et du premier président de toucher à eux à cause de leur situation trop élevée³. Cette arrestation allait entraîner encore un inconvénient plus immédiat. Glandevès-Rosset était le cousin germain de Niozelles. Celui-ci se plaignit publiquement de sa détention et prétendit s'en venger sur La Baume, qu'il faisait accuser à Marseille d'être l'homme-lige de d'Oppède⁴.

Gaspard de Glandevès, sieur de Niozelles, qui se posait ainsi à Marseille en allié et en défenseur du parti soulevé à Aix contre le premier président, n'avait jusqu'à présent joué qu'un rôle effacé dans la ville. Jeune encore — il n'avait guère que

1. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 28. — Arch. des Affaires étrangères, France, 1721, 393.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1721, 393. Lettre d'Oppède à Mazarin du 25 février 1658.

3. C'est là, du moins, ce qui paraît résulter d'une lettre écrite quelques mois après, le 28 juin 1658, par Mazarin à d'Oppède, dans laquelle le cardinal exprime le regret que lui a causé l'échec des négociations du premier président avec les procureurs du Pays. « J'ai reçu vostre lettre du 14 et, quoique je ne doute pas que vous n'avez eu autre but que le bien du service du Roy dans la résolution que vous avez prise pour accommoder les affaires en Provence, je vous dirai pourtant que, nonobstant que j'aie jugé à propos de faire réponse d'une autre manière à ceux qui m'ont escrit sur la matière, je suis un peu fâché que les malintentionnés de ceste province-là soient venus à bout d'empescher que la province ne payast ce qui estoit dû de reste aux troupes, car, sans doute, le relaschement de nostre costé les enorgueillira et les rendra plus hardis et opiniastres en une autre rencontre. Car, à ne nous flatter pas, quelque adoucissement que vous apportiez dans la résolution que vous avez prise, la vérité est que les procureurs du Pays et ceux qui les fomentoient sont sortis de ceste affaire en la manière qu'ils ont voulu et vous verrez que, si nous ne prenons bien nos mesures et de bonne heure, on trouvera plus de difficulté à surmonter dans la prochaine assemblée que vous ne vous imaginez. »

4. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 28.

trente ans — il était le fils aîné de Jean-Louis-Antoine de Glandevès qui, en octobre 1648, avait été créé premier consul par lettres patentes sur la proposition du comte d'Alais et qui, resté en charge au delà de la date accoutumée, à cause de la peste de 1649, avait été renversé au mois de mai 1650, à la suite de la journée de Saint-Antoine. Niozelles, — comme on l'appelait pour le distinguer de son frère cadet,¹ le commandeur de Glandevès, désigné lui-même plus tard sous le nom de commandeur de Cuges, — avait été d'autant plus sensible à cet événement, qui devait l'écarter en même temps que son père et pour de longues années des affaires publiques, qu'il semblait avoir escompté la magistrature paternelle et la protection du comte d'Alais pour se mettre en vue à la Cour et en retirer des honneurs ou des profits¹. Mais, dès ce moment, dans leur propre parti, l'ambition des Glandevès s'était heurtée à celle de La Baume. Niozelles avait été en compétition avec celui-ci pour une députation à la Cour. Il l'avait emporté, malgré le comte d'Alais qui s'était prononcé pour son concurrent et grâce à son père qui avait fait agréer sa désignation par ses deux collègues, le second et le troisième consuls². C'est peut-être qu'il convient de voir dans cette compétition l'origine de l'animosité qui devait plus tard l'exciter contre son rival, devenu premier consul en 1657 par la faveur du duc de Mercœur et du premier président. Peut-être aussi Niozelles, poussé « par la fierté naturelle de sa famille³ », et par une vanité excessive et irraisonnée dont il devait plus tard donner tant de preuves, croyait que La Baume le frustrait d'une place qui aurait dû lui revenir, puisque son père et sa famille en avaient été dépouillés par ceux-là mêmes qu'on chassait à présent de l'Hôtel de Ville avec l'appui de ce parti d'Angoulême pour lequel ils avaient subi jadis une injuste disgrâce. Quoi qu'il en soit, ce gentilhomme, qui n'avait pas hésité naguère à entrer avec tous ses parents dans la clientèle du comte d'Alais, bien que celui-ci poursuivît l'affaiblissement sinon la ruine des libertés marseillaises, et qui avait cherché par tous les moyens à mériter les bonnes grâces de Mazarin⁴, paraissait à présent peu qualifié pour prendre en mains la défense de franchises et de privilèges qu'il avait auparavant délibérément sacrifiés à son ambition. C'est cependant Niozelles qui allait être le héros de la dernière aventure où devait sombrer l'antique constitution marseillaise et prendre, à travers le temps, la figure légendaire de l'homme qui, pour

1. Voir ci-dessus, II^e part., chap. III, La journée de Saint-Antoine.

2. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 515.

3. *Ibid.*, 403.

4. Voir Arch. des Affaires étrangères, France. 1714, 199, une lettre du 15 mars 1649 où Niozelles rend compte à Mazarin de l'émotion survenue à Marseille les 13 et 14 mars et des efforts heureux de son père et de lui-même pour rétablir l'ordre menacé par les partisans du Parlement d'Aix.

défendre les libertés de sa ville natale, avait osé tenir tête au Grand Roi lui-même¹.

Allié aux Félix de la Reynarde² et aux Valbelles³, dont son père cependant avait été autrefois l'ennemi, lié d'amitié par son frère, le commandeur de Cuges, avec le fils de La Salle⁴, sachant la haine que ces gentilhommes, leurs parents et leurs amis, portaient à La Baume, il s'efforça de les entraîner avec lui. Ceux-ci reconnaissaient maintenant La Salle pour chef. Antoine de Félix, en effet, qui avait joué naguère un rôle si important, venait, par une décision inattendue, de renoncer à la vie publique en embrassant l'état ecclésiastique : devenu l'abbé de Félix, il allait s'abstenir désormais de toute démarche incompatible avec sa nouvelle qualité, s'efforçant de se poser entre les partis en conciliateur et en médiateur, ainsi qu'il convenait à son nouveau caractère, gardant cependant au fond du cœur une ardente sympathie pour ceux dont il avait été si souvent le compagnon, le conseiller et le chef⁵.

La Salle, que cette retraite plaçait à la tête du parti, était loin d'avoir ses qualités. Jusqu'à présent, il n'avait joué qu'un rôle secondaire : il n'avait été qu'un instrument docile entre les mains du lieutenant de Valbelle et d'Antoine de Félix lui-même qui, habilement, avaient su mettre en jeu son amour-propre et son ambition⁶. Arrivé maintenant au seuil de la vieillesse — il avait près de soixante-dix ans, — il était possédé de ce même désir du pouvoir, qui jadis l'avait fait osciller du parti d'Alais à celui de Valbelle et qui avait fini par le fixer dans ce dernier parti où il avait trouvé toutes les satisfactions qu'il recherchait avec âpreté⁷. Le retour offensif de La Baume, protégé de

1. Une tradition, qui repose sur une connaissance imparfaite des événements, des antécédents et du caractère de Niozelles, s'est, en effet, transmise et a persisté à Marseille, qui fait de ce personnage le champion et le martyr de l'indépendance communale. Elle a été recueillie pieusement par les historiens de Marseille qui ont écrit au XIX^e siècle et qui n'ont eu ni l'idée ni les moyens d'aller chercher aux sources les documents qui leur auraient permis d'en éprouver la vérité. Qu'il nous suffise de citer parmi eux Méry et Guindon (*Histoire de la commune de Marseille*, VI, xxv et suiv.) et Augustin Fabre (*Les Rues de Marseille*, II, 425 et suiv.). Dans ces derniers temps, un félibre marseillais, J.-B. Astier, a célébré dans un poème provençal les différents épisodes de la légende de Niozelles (*Nièuzello*, Marsiho, Pau Ruat, éditour, 1911). Nous verrons au cours de notre récit la part de vérité que comporte cette tradition.

2. Nicolas de Félix de La Reynarde, consul en 1650, était l'oncle maternel de Niozelles (*Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 577 v^o).

3. Il était le cousin de Françoise de Félix-Beaulieu, dame de Valbelle, veuve du lieutenant de l'Amirauté (*Histoire des troubles de Marseille*, II, 37).

4. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 27.

5. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 31. — Cf. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n^o 58, f^o 368. Conseil des Cent du 27 octobre 1657. Le Conseil procède au remplacement : 1^o des conseillers décédés pendant l'année écoulée; — 2^o d'Antoine de Félix, revêtu de la qualité sacerdotale de protonotaire du Saint-Siège apostolique, etc.

6. Voir ci-dessus II^e part., chap. II et III.

7. Les ennemis de La Salle ont exagéré ce travers de son caractère que ses amis eux-mêmes reconnaissaient, comme le prouvent différents passages des

Mercœur et de d'Oppède, l'en privait à l'heure même où la retraite volontaire d'Antoine de Félix, survenant peu après la mort du lieutenant de l'Amirauté, semblait lui promettre dans son parti et dans la ville, grâce au Règlement du sort, une situation prépondérante. Il ne pouvait le pardonner à ceux qui lui causaient une si forte déception. Niozelles put donc sans peine le décider à faire cause commune avec lui. Très habilement, il sut le prendre par son faible, s'effaça modestement derrière lui, fit un chaleureux appel à son dévouement aux intérêts de la ville, le salua du titre de « libérateur de la patrie¹ » et fit ainsi de lui l'allié précieux dont il avait besoin².

La Salle mit cependant une condition à son acceptation. Il associerait à l'entreprise la plupart de ses amis, François d'Arène, Pierre de Paul, les Candolles, les Riquetti et surtout les Félix, que la réforme du Règlement du sort avait si vivement irrités contre La Baume et d'Oppède. Niozelles fit d'abord quelques difficultés avant de consentir à lier partie avec ces hommes, dont quelques-uns, anciens consuls et personnages de premier plan, étaient susceptibles de contrarier ses projets personnels en faisant valoir leur passé plus éclatant que le sien, les services rendus et en opposant leurs ambitions à la sienne³. Il finit cependant par accepter les concours que La Salle lui offrait.

Son parti se trouva donc formé de tous ceux que la politique inaugurée récemment à Marseille par Mercœur et par d'Oppède avait mécontentés. La plupart des anciens amis de Valbelle s'y trouvaient réunis. Deux des fils de l'ancien lieutenant de l'Amirauté, Bruno de Valbelle, chevalier de Malte, et son frère, le chevalier de Montfuron, y avaient suivi leur beau-frère, Jean-Baptiste de Villages, fils aîné de La Salle⁴. Cependant, ni leur frère aîné, Léon, lieutenant de l'Amirauté, ni leur cousin, le chevalier Jean-Baptiste de Valbelle, n'y avaient adhéré. Le premier paraît avoir observé la neutralité entre les deux factions ; quant au second, capitaine d'une des galères du Roi, il resta fidèle à Mercœur et se trouva ainsi enrôlé dans le parti de La

Mémoires d'Antoine de Valbelle que nous avons eu l'occasion de citer dans les chapitres précédents. La *Response à la justification de la ville de Marseille*, 9-10, publiée par les amis de La Baume, représente, en effet, La Salle comme animé d'une sorte de passion sénile du pouvoir qui le rend naturellement l'ennemi irréductible de tous ceux qu'il accuse de l'en avoir dépouillé. « Pouvez-vous ignorer, y lisons-nous, que M. de La Salle ne soit le plus vieux galant de l'autorité ? Il ne peut souffrir sans jalousie qu'un autre la possède. On l'a toujours vu lutter contre les personnes qui ont le gouvernement, plutôt pour satisfaire sa passion que pour servir sa Patrie et, toutes les fois qu'il y a eu des désordres, bien ou mal prétextés, il a paru sur le pavé, tant il est vrai qu'il est né pour allumer les séditions et non pas pour les éteindre. Sachez qu'il suffisoit pour l'apaiser de remplir les lettres patentes de l'année passée d'un consul de ses amis ou de ses créatures.... »

1. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 29.

2. *Ibid.*, I, II, 29-30.

3. *Ibid.*, I, II, 29-30.

4. *Ibid.*

Baume, qu'il avait naguère combattu en même temps que tous les autres partisans du comte d'Alais¹.

Malgré cette défection, que pouvait faire prévoir l'animosité toujours mal contenue du chevalier de Valbelle contre les Félix, La Salle et ses amis apportaient à Niozelles un concours précieux. Ils avaient encore quelque crédit dans la ville et ils conservaient à la Cour de précieuses relations. Hugues de Lionne leur restait fidèle. De plus, une nièce de La Salle lui-même, Mme de Vénelles, était gouvernante des nièces de Mazarin². Quant à Niozelles, il apportait à ses nouveaux amis l'alliance des Parlementaires d'Aix et des membres de la noblesse de Provence : ceux-ci venaient de rompre avec Mercœur et d'Oppède à propos de l'affaire des régiments envoyés dans la province pour y prendre leurs quartiers d'hiver. Mais c'était un parti disparate et sans cohésion, que quelques-uns de ses membres pouvaient compromettre par leurs intrigues et par leurs excès. Niozelles lui-même, au tempérament exalté, capable de passion et de violence même, était loin d'être le chef qui convenait à une entreprise du genre de celle qui allait être tentée.

Par des actes positifs de son administration, La Baume fournit bientôt des prétextes d'agir à ce parti, qui n'avait pu d'abord qu'incriminer ses tendances et dont il avait affecté lui-même de négliger l'importance³.

Le premier consul commit d'abord l'imprudence de réveiller une affaire qui, quinze années auparavant, en 1643, avait été rapportée au Conseil par le premier consul alors en exercice, Antoine de Vento, sieur des Pennes, son parent. Cette affaire n'avait pas été réglée à ce moment parce qu'elle mettait en opposition des intérêts matériels contradictoires. Les religieuses Carmélites, dont le couvent était situé près de la place de l'Observance, dans le quartier actuel de la Joliette, avaient projeté d'agrandir leur propriété en obtenant du Conseil l'autorisation d'y enclore une rue avoisinante que la ville leur aurait cédée gratuitement⁴. Ce projet avait été abandonné pendant la

1. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 37.

2. Cf. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 251, la lettre de La Salle à Mme de Vénelles, du 16 novembre 1658.

3. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 30. « La Baume n'ignorait pas ceste ligue secrète et il pouvoit la rompre dès le commencement, mais, soit par négligence ou par mespris, il la laissa se fortifier, se contentant de se tenir ferme dans son parti et de s'assurer de quelques hommes de main qui le suivoient partout. » « La Baume, pour montrer le peu de cas qu'il faisoit de ceste jeunesse attachée aux pas de Niozelles... »

4. *Mémoires d'Antoine de Valbelle*, 79. — Aucun des textes que nous avons eus entre les mains ne désigne par son nom la rue dont il s'agissait. Les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* indiquent que c'était « la rue tirant de la fontaine de la Magdelaine à la Maison des Pauvres de la Charité ». Si nous reconnaissons sans peine dans ce dernier édifice l'immeuble qui subsiste encore aujourd'hui et qui, désigné sous le nom de « Vieille Charité », est compris entre la rue de la Charité, la rue et la place de l'Observance, la rue des Grandes-Maries et la rue des Jardins (voir Aug. Fabre, *les Rues de Marseille*, I, 219, 238), nous ne savons pas

période de troubles qui suivit. La Baume le reprit, à la prière, disait-on, de d'Oppède, dont deux sœurs appartenaient à ce couvent¹. Le Conseil des Cent accueillit favorablement la requête du premier consul² et les commissaires du Parlement vinrent mettre les Carmélites en possession de la rue qui leur était cédée et qui fut aussitôt fermée par un mur³. Cette opération souleva des protestations de la part des Pères de l'Observance et de quelques bourgeois, qui possédaient des biens dans le voisinage : ils se déclarèrent lésés et présentèrent une requête au lieutenant de sénéchal. Celui-ci les renvoya à se pourvoir devant le Roi, mais il ordonna en même temps que la rue resterait fermée⁴. Les mécontents s'en prirent alors aux consuls qu'ils accusèrent d'avoir, en cette affaire, fait bon marché « de la beauté de la ville et de la commodité de ses habitants⁵ ».

Bien que les ennemis des consuls eussent essayé d'en exagérer l'importance, cette affaire, qui n'intéressait qu'un petit nombre de particuliers, n'aurait pas eu de conséquences graves, si elle n'avait coïncidé avec d'autres incidents de nature, comme elle, à justifier les accusations tendancieuses qu'on commençait à diriger contre La Baume et ses collègues. Le bruit courait, en effet, qu'un accord avait été conclu entre le premier consul et le premier président pour se rendre définitivement maîtres de Marseille : dans ce but, ils préparaient la suppression du Règlement du sort et le rétablissement du Règlement de Saint-Vallier, d'une application moins délicate et susceptible de donner des résultats plus sûrs au parti qui aurait la charge de la diriger⁶.

exactement où se trouvait « la fontaine de la Magdelaine », à moins qu'on ne doive la confondre avec la fontaine de la Samaritaine, qui avait donné son nom à une rue disparue aujourd'hui, allant de la place du Cheval-Blanc à la rue de la Couronne (voir Aug. Fabre, *les Anciennes Rues de Marseille*, 165-166 et 179-183). D'autre part, nous lisons dans l'*Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 28, que cette rue, qui n'est pas désignée autrement, « aboutissait à l'église des Religieux de l'Observance de Saint-François ». Les deux renseignements concordent donc. Ils s'accordent, enfin, avec un troisième document d'autre origine : c'est un arrêt du Conseil du Roi, rendu à Aix, le 11 mars 1660, pendant le séjour que la Cour fit dans cette ville, qui permet d'enclorre la rue Bausseque dans le couvent des Carmélites (Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 272). L'emplacement de cette rue permet d'ailleurs de l'identifier avec celles qui sont indiquées dans les *Mémoires d'Antoine de Valbelle* et l'*Histoire des troubles de Marseille*. (Sur la rue Bausseque, voir Aug. Fabre, *les Rues de Marseille*, I, 208.)

1. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 28 et I, II, 30.

2. D'après la *Response à la Justification*, 3, cette décision aurait été prise par le Conseil des Cent à l'unanimité des membres présents moins quatre voir.

3. *La Justification de la ville de Marseille*, 6.

4. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 28.

5. *La Justification de la ville de Marseille*, 6-7.

6. *La Justification de la ville de Marseille*, 8. « La matière n'estoit pas encore prestee ni le choix des moyens arresté. C'est pourquoi les conférences se continuent à Aix entre M. d'Oppède, Messieurs les consuls et des particuliers de Marseille que nous ne nommerons pas; et, enfin, on résoud que, pour n'estre pas tous les ans à la mesme peine, il faut abolir le Sort, qui est d'un naturel trop intraitable pour ceux qui le veulent dominer assurément, qu'il faut mettre en vigueur les ordonnances de Saint-Vallier, qui sont une forme de gouvernement plus commode et par laquelle un homme d'autorité peut fort aisément s'assurer de l'avenir.... »

Il est difficile de dire la part de vérité que contenaient ces accusations. Il ne paraît pas cependant téméraire d'affirmer que, à ce moment-là, c'est-à-dire au printemps de 1658, une entente très étroite existait entre d'Oppède et La Baume. Au mois de mai, Mme d'Oppède était venue à Marseille : les consuls l'avaient reçue avec des honneurs extraordinaires, presque égaux à ceux qu'il était d'usage d'accorder à la femme du gouverneur, et qui furent naturellement regardés comme excessifs puisqu'ils étaient décernés à la femme d'un premier président¹. De son côté, d'Oppède n'était pas en reste d'égards et de bontés avec La Baume. Il sollicitait en sa faveur de Mazarin, qui en avait la disposition comme abbé de Saint-Victor, un prieuré de 6 000 livres de revenus qui dépendait de cette abbaye². Il obtenait de Mercœur qu'il intervint personnellement auprès du cardinal pour appuyer cette demande et le gouverneur le faisait en des termes tels qu'il est impossible de douter qu'il ne se soit pas rendu compte de l'intérêt qu'il y avait pour sa politique et pour celle du premier président de s'assurer par tous les moyens le concours de La Baume³.

Cette entente, soupçonnée par La Salle, Niozelles et leurs amis, leur rendait naturellement suspectes les diverses mesures projetées ou ordonnées par les consuls. Depuis quelque temps déjà, ceux-ci avaient conçu le dessein d'établir à demeure dans le port et d'entretenir aux frais de la ville une galère du Roi. Ils cherchaient à justifier leur projet en prétextant les dangers auxquels se trouvaient exposés les navires marseillais par suite de la présence dans les eaux avoisinantes de corsaires qui leur donnaient la chasse. Ils rappelaient, en même temps, la situation fâcheuse où avaient été réduits naguère

1. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 30. — *Response à la Justification*, 3.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 33. Il s'agissait du prieuré de la Selle, dont le bénéficiaire, Louis Tornier, sieur de Saint-Victoret, venait de mourir. Mazarin ne put pas l'attribuer à La Baume, l'ayant déjà promis à un conseiller au Parlement de Paris, nommé Le Boults.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 34. Mercœur à Mazarin, 6 juillet 1658. « Je ne connois M. de La Baume, premier consul de la ville de Marseille, que parce qu'il s'est toujours fait considérer comme une personne fortement attachée aux intérêts de Vostre Eminence et, si je prends la liberté de lui demander l'honneur de sa protection pour ce gentilhomme, ce n'est que dans la pensée de donner cœur et soutenir dans ses bons sentimens une personne qui sert très dignement et dont la conduite n'a pour principe que le service du Roy et celui de Vostre Eminence. Il part pour aller lui-même porter les protestations d'un attachement inviolable à tout ce qui regarde Vostre Eminence et recourir à ses bontés pour un bénéfice qui vaque par la mort de M. de Saint-Victoret, son parent, et qui est depuis fort longtemps dans sa maison. Mais j'ose la supplier d'agréer que je le retienne ici pour le service du Roy, étant absolument nécessaire dans Marseille dans cette conjoncture et que cet envoyé puisse avoir l'honneur de représenter à Vostre Eminence toutes ses raisons ou, du moins, que le chevalier de La Penne, que j'ai chargé de la chose, puisse avoir cet avantage. Ce que je dois à ce gentilhomme, ses services et ceux de ses amis qui s'intéressent dans sa satisfaction, me forcent d'importuner Vostre Eminence et La supplier de vouloir donner quelque chose à ma considération.... »

les Marseillais quand, pour se défendre contre les incursions de pirates maillorquins, ils avaient dû, faute de vaisseaux du roi dans le port, se servir d'une galère génoise. Ils alléguaient enfin que, à la suite de cet événement, on avait fait venir de Toulon la galère de M. de Montolieu et que, par la suite, on l'avait renvoyée sans motif. Leurs adversaires, il est vrai, n'admettaient pas ces raisons. D'après eux, les causes qui avaient déterminé l'incident de la galère de Gênes n'existaient plus et c'était à bon droit que le Conseil avait renvoyé la galère de M. de Montolieu, puisque les vaisseaux anglais, qui croisaient maintenant dans le voisinage, avaient donné la chasse aux pirates et leur avaient ôté l'envie de reparaitre¹. Ils voyaient donc dans ce projet, que déjà l'année précédente le consul Louis de Vento avait inutilement essayé de réaliser, un prétexte pour mettre sous la main des consuls des soldats qu'il leur serait impossible de se procurer autrement s'ils en avaient besoin, en cas d'émotion populaire². Leur méfiance était d'autant plus mise en éveil que la galère qu'il s'agissait de faire venir à Marseille était celle dont le fils du duc de Mercœur, le jeune duc de Vendôme, avait le commandement nominal et dont, par conséquent, le capitaine, les officiers et le reste de l'équipage étaient prêts à obéir à tous les ordres, quels qu'ils fussent, qu'ils recevraient du gouverneur, du premier président et du premier consul lui-même³.

Cependant, un armement de ce genre, dont les frais incombaient au Commerce, qui les acquittait au moyen d'une taxe spéciale, ne pouvait être fait qu'avec l'autorisation du Conseil de ville et des députés du Commerce⁴. Les ennemis de La Baume manœuvrèrent donc pour que cette autorisation fût refusée. D'abord, ils essayèrent d'exciter les marchands à se prononcer avec eux contre ce projet. Un jour que Niozelles passait devant l'Hôtel de Ville, escorté d'une troupe de jeunes gens, comme depuis quelque temps il en avait pris l'habitude, il s'adressa aux marchands réunis en cet endroit : « Point de galère, Messieurs, dit-il, point de galère⁵ ! » Craignant que ces paroles, prononcées sur un ton provocateur, n'entraînaient quelque

1. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 28-29. — *La Fidélité de Marseille*, 3-5. — *La Justification de Marseille*, 8-11. — *Response à la Justification*, 3-4.

2. *La Justification de Marseille*, 9. Dans les conférences qui sont tenues à Aix entre d'Oppède, les consuls et des particuliers de Marseille, « on résoud... que, pour avoir des soldats, sans donner du soupçon au peuple défiant, on se doit servir du prétexte de l'armement d'une galère qu'on feroit trouver bon au Commerce de payer, afin de garder la coste et la défendre de l'incursion des pirates durant les mois que la bonace règne. On ajoute qu'ainsi Marseille, forgeant elle-même les chaines qui la doivent attacher, est plus insensiblement menée à la servitude.... »

3. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 28.

4. *Ibid.*

5. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 31.

sédition, des hommes d'esprit plus calme et de sens plus rassis voulurent s'interposer. L'un d'eux obtint de l'abbé de Félix qu'il irait trouver La Baume, lui démontrerait le danger auquel la ville serait exposée s'il persistait dans son projet et l'adjurerait d'y renoncer, lui promettant en retour que les chefs du parti contraire viendraient s'excuser auprès de lui des paroles imprudentes de Niozelles. La Baume y consentit avec beaucoup de peine, puis recevant La Salle, le major de Félix et Pierre de Paul, il accepta d'assez bonne grâce leurs excuses et leur promit de ne faire sortir la galère « que lorsque les marchands et la nécessité le demanderoient¹ ».

Cette promesse, arrachée à La Baume par les arguments pressants de l'abbé de Félix, contrariait les desseins de d'Opède. Elle marquait, en effet, un avantage du parti contraire. Par sa vigilance, celui-ci réduisait La Baume à l'inaction et empêchait son parti de recueillir tous les fruits de sa présence à l'Hôtel de Ville. Le temps de la Saint-Simon approchait — on était alors au mois de juillet — et le premier président pouvait craindre que, se trouvant ainsi paralysé, il n'eût pas le loisir de faire aboutir à son gré les projets qu'il avait formés pour la création du Nouveau État. Il obtint donc de La Baume qu'il n'accomplirait pas le voyage à la Cour auquel il s'était préparé pour solliciter la collation du prieuré de la Selle. Il jugeait en effet sa présence indispensable à Marseille², afin de pouvoir reprendre et réaliser le projet d'armement de la galère. C'est le chevalier de La Penne, qui commandait la galère au nom du duc de Vendôme, qui se chargea de presser vivement le premier consul et qui emporta sa résolution³.

1. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 31-32. Par la suite, les ennemis de La Baume devaient justifier leur sédition du 13 juillet 1658 en rappelant que le premier consul avait manqué à la parole qu'il leur avait donnée ce jour-là et qu'il avait fait armer la galère sans consulter ni les marchands ni le Conseil. Les partisans de La Baume n'ont pas réussi à écarter ce reproche. En effet, la *Response à la Justification*, 3-4, rapportant cette entrevue qui aurait eu lieu à l'Hôtel de Ville le 29 juin 1658, prétend bien que la démarche de La Salle et de ses compagnons avait été déterminée par une raison tout autre que celle que nous avons indiquée, mais reconnaît toutefois que « par hasard M. de La Salle parla de la galère et ce fut tout de bon que M. de La Baume s'engagea à ne rien faire contre le sentiment des marchands et qu'il les appelleroit quand il en seroit besoin ». Il est donc certain que La Baume avait pris cet engagement et que, plus tard, ses adversaires furent bien fondés en l'accusant d'y avoir manqué.

2. Cf. la lettre de Mercœur à Mazarin, du 6 juillet 1658, citée ci-dessus, p. 527, note 3. « ... Il part pour aller lui-même porter les protestations d'un attachement inviolable à tout ce qui regarde Votre Eminence et recourir à ses bontés pour un bénéfice qui vogue.... Mais j'ose la supplier d'agréer que je le retienne ici pour le service du Roi, étant absolument nécessaire dans Marseille pour ceste conjuncture.... »

3. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 29. — *La Justification de Marseille*, 13, rapporte ainsi cet incident. « Le chevalier de La Penne eut d'autant plus d'ascendant sur La Baume à ceste occasion que c'est lui que Mercœur venoit de charger d'aller à la Cour intercéder auprès du cardinal en faveur du premier consul que sollicitoit le prieuré de la Selle. La Baume avoit donc besoin de s'assurer les bonnes grâces du chevalier qui ne se trouvoit effectivement pas à bord de la galère

L'ouverture prochaine de la foire de Beaucaire¹ fournit à La Baume le prétexte qu'il lui fallait pour revenir sur sa parole. Il prétendit que des marchands, qui devaient y prendre part, lui avaient demandé la galère pour escorter les barques où ils avaient chargé leurs marchandises, en lui offrant d'ailleurs d'en supporter la dépense². Ainsi La Baume avait pensé qu'il pouvait, sans réunir le Conseil, satisfaire à cette requête, puisqu'il ne devait rien en coûter à la ville³. Mais ses adversaires n'acceptaient pas ces raisons. Ils affirmaient que la démarche qu'il alléguait pour justifier sa conduite avait été suggérée à quelques marchands de ses amis, parmi lesquels les frères Boule, marchands-tanneurs, dont l'un, Jean, second consul en 1648, s'était signalé par son attachement au parti du comte d'Alais et par sa haine pour Valbelle et ses amis⁴.

Irrités de la mauvaise foi de La Baume, La Salle et ses amis avaient cependant jugé sage de lui faire de nouvelles représentations. Ils s'étaient donc rendus auprès de lui, le samedi 13 juillet, au matin, et lui avaient arraché la promesse de réunir le soir une Assemblée à laquelle il devait soumettre cette affaire. Mais, tandis que les gentilshommes du parti de Niozelles et de La Salle se réunissaient devant l'Hôtel de Ville avec des marchands venus en grand nombre, attendant l'invitation de monter dans la salle du Conseil, La Baume, qui, de son côté, avait fait venir ses amis, prit peur de se trouver en minorité. Il se ravisa donc et, réunissant à la hâte un bureau du Commerce, formé de douze membres, parmi lesquels les trois consuls et l'assesseur, il lui fit décider que cette affaire n'était pas de la compétence de l'Assemblée, puisque la dépense ne devait incomber

de Vendosme le 13 juillet, jour de la première sédition : la galère, ce jour-là, estoit commandée par le lieutenant Bastin. » (Cf. la lettre de Mercœur à Mazarin, du 6 juillet 1658, et *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 33).

1. Cette foire célèbre s'ouvrait le 22 juillet, jour de la fête de sainte Marie-Madeleine; on l'appelait, pour cette raison, la « foire de la Magdelaine ».

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 45 v^o, lettre d'Oppède à Mazarin, 16 juillet 1658. — *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 33. — *La Justification de Marseille*, 13. — *Response à la Justification*, 4.

3. C'est là l'argument essentiel que font valoir les amis de La Baume pour expliquer et justifier sa conduite. « Sur la demande que quelques marchands firent aux consuls de la galère Vendosme pour escorter leurs marchandises à la foire de la Magdelaine, expose d'Oppède dans sa lettre à Mazarin du 16 juillet, et les consuls la leur ayant accordée pourvu que ceux qui la demandoient en fissent le deffray... » Et de même, la *Response à la Justification* s'exprime ainsi : « S'il se fust proposé d'armer la galère à l'accoustumée, d'establiir un droit de un demi pour cent durant cinq ou six mois et pour un armement général et commun à tous les marchands, il n'auroit pas esté esclave de sa parole de le résoudre sans convoquer une Assemblée et sans consulter les marchands. Mais il n'estoit question que d'escorter des barques à la foire de la Magdelaine: il ne s'agissoit ici que d'un armement particulier demandé par des marchands qui chargeoient des marchandises pour Beaucaire et, par conséquent, Messieurs les consuls ont pu, sans manquer à leur parole, résoudre dans le bureau de la Chambre du Commerce le refus ou l'octroi de l'armement de la galère pour escorter les barques ».

4. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 33. Voir ci-dessus, II^e part., chap. III.

qu'aux seuls marchands intéressés à l'armement, et que, par conséquent, la galère pourrait sortir¹.

Cependant, l'impatience gagne les gentilshommes et les marchands qui attendent devant la Loge le signal du premier consul². La Salle et Gueydon père sont chargés d'aller s'informer auprès de lui des causes de ce retard. Ils entrent, trouvent La Baume entouré de ses amis et reçoivent de lui la nouvelle de la décision qui vient d'être prise et que le premier consul justifie en déclarant « qu'il n'y a rien de si permis que de se faire escorter en payant³ ». Puis, il clôt l'entretien en ajoutant « qu'il ne répond de ses actions qu'au Roi ou au gouverneur de la province et que, au reste, il saura bien faire valoir son autorité et opposer la force à la force en cas de besoin⁴ ».

Au moment de rapporter cet entretien à ses amis, La Salle essaie d'abord d'en atténuer la vivacité⁵; mais son compagnon, Gueydon, n'a pas sa prudence. Alors, la foule, plus nombreuse que tout à l'heure et qui, maintenant, « occupe tout l'espace compris entre l'Hôtel de Ville et la place Neuve⁶ », s'emporte en entendant son récit, pousse les cris « *fouëro galero! fouëro galero!* (point de galère! point de galère!) », et se précipite, à la suite du Cadet de Gueydon et peut-être aussi de Niozelles⁷, qui, l'épée à la main, veulent forcer l'entrée de l'Hôtel de Ville. Deux gentilshommes, qui s'y trouvaient, paraissent sur le seuil et, aidés d'un valet, essaient de refouler les assaillants. Une courte

1. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 33-34. — *Response à la Justification*, 4.

2. D'après d'Oppède (lettre à Mazarin du 16 juillet), La Salle et Niozelles s'étaient rendus devant l'Hôtel de Ville avec leurs amis, au nombre de « cent ou six-vingts, armés d'épées, pistolets ou fusils ».

3. *Response à la Justification*, 4. Dans sa lettre du 16 juillet, d'Oppède raconte ainsi cette scène à Mazarin : « Le sieur de La Salle monta seul en haut et le sieur de Glandevès-Niozelles demeura en bas à la teste de tous ses factionnaires. Le sieur de La Salle demanda raison au sieur de La Baume pourquoi il avoit consenti à laisser sortir ceste galère; l'autre lui répondit que ce n'estoit l'intérêt de personne, puisqu'il ne l'avoit accordée qu'à ceux qui l'avoient demandée et que ce seroit eux seuls qui la paieroient et non le Commerce.... »

4. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 34-35.

5. C'est là, du moins, ce que rapporte l'*Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 35. Mais d'Oppède, dans sa lettre à Mazarin, loin de rendre hommage à la prudence et à la modération de La Salle, rapporte ceci : « Là-dessus, le sieur de La Salle descendit, criant : On veut établir la galère! à la liberté! » Le rôle de parlementaire et de conciliateur que La Salle a joué pendant toute la première partie de cette journée, de l'aveu même de ses adversaires, et son grand âge même s'accordent mal avec une semblable attitude; la version de l'*Histoire des troubles* nous paraît donc vraisemblable. D'ailleurs, en lisant la suite de la lettre de d'Oppède à Mazarin, nous aurons l'occasion de constater l'effort visible tenté par le premier président pour faire peser sur La Salle et sur Niozelles seuls la responsabilité des événements survenus dans cette journée.

6. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 35. La place Neuve est aujourd'hui la place Victor Gélu.

7. C'est au Cadet de Gueydon que l'*Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 35, attribue ce premier geste de rébellion. Mais d'Oppède l'attribue à Niozelles : « Pour lors, dit-il après avoir enregistré l'appel « à la liberté! » poussé par La Salle, le sieur de Glandevès-Niozelles mit l'épée et le pistolet à la main; toute sa troupe en fit de mesme et voulurent forcer la porte de la Maison de ville pour monter en haut et déchaperonner le consul... ».

mêlée s'ensuit et Niozelles reçoit une légère blessure au bras gauche. Ses amis déchargent alors leurs mousquetons contre l'Hôtel de Ville. Mais les consuls ont eu le temps d'en faire fermer la porte et de se munir des armes qui y sont déposées et qu'ils distribuent aux quelques gentilshommes qui y sont renfermés avec eux. Ceux-ci, à leur tour, tirent des fenêtres des coups de mousquets, qui ne font d'ailleurs aucun mal, car les mousquets, dit-on, ont été seulement chargés à poudre. Mais ce simulacre de défense dégage les abords de la Loge et donne le temps au gouverneur du château d'If, Paul Fortia de Piles, de s'interposer et de ramener le calme des deux côtés ¹.

L'action, arrêtée sur ce point de la ville, recommença cependant sur un autre. Des amis de Niozelles, les frères de Bausset, d'Airague et quelques autres, au bruit de l'échauffourée de l'Hôtel de Ville, avaient couru s'emparer de la Porte du Marché et de la Porte Royale, une des plus fortes de la ville ². Niozelles était allé les y rejoindre, tandis que les consuls, sortis de l'Hôtel de Ville en compagnie de leurs principaux amis, notamment du chevalier de Valbelle, avaient donné l'ordre aux capitaines de quartiers de rassembler leurs hommes, de faire tendre les chaines, de barricader le corps de garde de la Loge, d'y placer un canon et de faire braquer sur la ville celui de la galère amarrée dans le port. Mais, sur ces entrefaites, le capitaine de Blanquerie venait leur rapporter la solide position des ennemis retranchés à la Porte Royale et la difficulté de les en déloger. Bien qu'il en fût pressé par quelques-uns de ses amis, La Baume hésita à donner l'ordre de l'attaque : il eut peur d'un échec. Il consentit donc à s'en remettre à une nouvelle intervention de Fortia de Piles ³. Celui-ci obtint de Niozelles et de ses amis qu'ils évacueraient le corps de garde de la Porte Royale et que leurs partisans déposeraient les armes. Il les décida même, en leur promettant sans doute qu'on n'userait pas contre eux de représailles ⁴, à laisser les Consuls conserver « quelques gens armés dans la Maison de Ville pour quelque bienséance à l'honneur du chaperon », mais pour quelques jours seulement et en petit nombre, et à consentir à

1. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 16 juillet 1658. — *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 35-36. — *La Justification de la ville de Marseille*, 13-15. — *Response à la Justification*, 4-5.

2. « Cette troupe de séditeux... se jette dans le corps de garde de la Porte Royale qu'ils saisissent, où il y a deux bonnes tours et, je crois, du canon.... » (Lettre de d'Oppède à Mazarin.)

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 59, lettres de Fortia de Piles à Mazarin, 22 juillet 1658. — *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 36. — *La Justification*, 14-15.

4. La lettre de Piles à Mazarin est muette sur cette clause de l'accord du 13 juillet. Celle-ci est cependant mentionnée à la fois dans la *Justification*, 15 et dans la *Response à la Justification*, 6 : puisque les adversaires s'accordent à ce sujet, il ne nous semble pas qu'il y ait lieu de mettre en doute cette convention.

la sortie de la galère « pour le service des marchands qui la demanderoient¹ ».

C'est à peine si La Baume laissa à ses adversaires le temps d'exécuter cette convention. Au lieu de désarmer les corps de garde, comme il s'y était engagé, il y maintint leurs garnisons; il mit aussi des soldats dans le poste de la Porte Royale, qui venait d'être évacué par le parti contraire²; puis, sans tenir compte de la promesse de pardon que de Piles avait faite en son nom, il proposa de faire arrêter La Salle et Niozelles et de faire sortir de la ville les autres chefs de leur parti. Ceux-ci ayant trouvé des défenseurs dans son entourage même, car « ils estoient tous parens ou alliés³ ». La Baume renonça à ce projet, mais il s'empessa d'écrire à Mercœur et à d'Oppède, leur demandant d'accourir à son aide et de lui amener des renforts⁴.

Le premier consul s'était efforcé de faire partager à ses deux correspondants cette opinion que les seules menées de La Salle et de Niozelles avaient causé ce mouvement et qu'il suffirait que le Roi ordonnât de châtier ces deux personnages pour qu'aussitôt tout rentrât dans l'ordre⁵. Il n'eut pas de peine à en persuader d'Oppède. Sans prendre le temps de consulter le

1. Lettre de Piles à Mazarin, du 22 juillet. Aucun des documents que nous avons eus entre les mains ne rapporte de la même façon les conditions proposées par de Pilles et acceptées par les deux partis. *L'Histoire des troubles*, I, II, 26 et la *Justification*, 15, qui sont favorables au parti de Niozelles, rapportent seulement qu'il y eut de part et d'autre promesse de désarmement et engagement de la part des consuls « de satisfaire le public touchant la galère ». Quant à la *Response à la Justification*, 6, elle omet d'indiquer que les soldats, que les consuls étaient autorisés à conserver en armes, devaient être peu nombreux et destinés seulement à la garde de l'Hôtel de Ville. Enfin, dans sa lettre à Mazarin du 16 juillet, d'Oppède ne dit pas que les consuls aient pris des engagements vis-à-vis de leurs adversaires. Mais ces indications, qui sont en contradiction avec celles contenues dans la lettre de Piles, ne doivent pas nous étonner : elles ont pour cause le désir respectif des deux partis de laisser croire qu'il s'est retiré avec avantage de cette première échauffourée. C'est pour cette raison que nous admettons la version de Fortia de Piles qui, en cette circonstance, est un témoin impartial, dégagé de toute préoccupation d'intérêt de parti.

2. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 16 juillet 1658. « ... Les consuls les y allant attaquer, le sieur de Piles, gouverneur du chasteau d'If, s'entremet, les arresta et obligea les autres à se séparer. Les consuls saisirent ce corps de garde et le fortifièrent comme les autres.... Cependant, ceste ville est en cest estat que les consuls sont armés, tous les corps de garde saisis par eux et bien fortifiés, en attendant l'arrivée de M. le duc. » — Lettre de Piles à Mazarin, du 22 juillet. « ... Néanmoins, lesdits consuls, au préjudice de cest accord, se trouvant les maistres, les armes ne furent pas sitost mises bas et les portes abandonnées par leur parti, qu'ils s'en saisirent et les pourvurent d'hommes et de munitions, comme aussi leur Maison de ville.... »

3. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 36.

4. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 16 juillet 1658. « ... Les consuls envoyèrent à mesme temps des courriers à M. le duc et à moi; j'en ai envoyé en mon particulier à M. le duc pour le supplier de s'approcher et d'aller en ceste ville pour que les commissaires du Parlement que j'y envoie, fortifiés par son autorité et sa présence, en fassent mieux valoir la justice.... »

5. « Quelques-uns ont cru que La Baume escrivit en particulier au duc que La Salle, Niozelles et Félix avoient été les auteurs de ceste émotion ajoustant, selon la coustume, qu'il lui rendroit bon compte de la ville pourvu qu'il eust la bonté de lui envoyer des soldats.... » (*Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 38.)

gouverneur, le premier président s'empressa, en effet, d'adresser à Mazarin un compte rendu de cette journée : après y avoir exposé les faits sous le jour le plus favorable aux consuls tout en dissimulant les engagements auxquels de Piles les avait fait souscrire, il demandait un châtiment exemplaire pour les deux chefs de parti et une récompense éclatante pour le premier consul. « Tout ce que je puis dire à Vostre Eminence, disait-il en concluant, c'est que la justice ordinaire est trop foible pour chastier ceste ville que l'envie de conserver leur liberté rend difficile, tous y concourant pour l'empescher, et l'impunité les rend audacieux. Il faudroit que la main du Roy les touchast une fois et l'exemple en seroit fort à propos sur les sieurs de La Salle et Glandevès-Niozelles, les deux auteurs de cest attentat qui alloit à tuer et à déchaperonner les consuls et se saisir de la ville; après cela, je ne sçais ce qu'ils eussent fait. Et sur l'action vigoureuse des consuls, Vostre Eminence pourra connoistre si j'ai bien fait de lui demander le prieuré de la Selle pour le sieur de La Baume, premier consul¹. »

Ces événements surprenaient le duc de Mercœur à un moment difficile. A Tarascon, où il se trouvait avec quelques troupes, il venait de recevoir, par le courrier extraordinaire, la nouvelle que Louis XIV était tombé malade à Mardyk où il suivait, avec Mazarin et la Cour, les opérations de l'armée qui assiégeait Dunkerque, et que les jours du Roi paraissaient en danger. Le cardinal n'avait certainement pas caché à son neveu les vives alarmes que lui causait cet événement ni les espérances qu'avait fait naître chez ses ennemis la perspective d'un changement de règne². Dans une telle conjoncture, Mercœur, allié à Mazarin et associé à sa fortune, avait un intérêt évident, quand même celui-ci ne lui en eût pas donné l'ordre, à maintenir sa province en repos et à empêcher que les troubles de Marseille n'y eussent quelque répercussion³. Il aurait pu, à la vérité, ordonner aux

1. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 16 juillet 1658. Pour mieux décider Mazarin à souscrire aux mesures de rigueur qu'il proposait, d'Oppède lui donnait à entendre que ces troubles auraient bien pu éclater à l'instigation du cardinal de Retz. « parce que, disait-il, ceste maison avoit beaucoup d'amis à Marseille ». Mais ce n'était là qu'une manœuvre destinée à exagérer aux yeux de Mazarin l'importance de ces événements; d'Oppède, en effet, ne pouvait pas oublier que, deux ans auparavant, au mois de mai 1656, après avoir insinué, comme il le faisait à ce moment, que ses adversaires marseillais entretenaient des relations secrètes avec la maison de Retz, il avait dû revenir sur cette accusation gratuite. « Cela me faisoit apprehender, avait-il écrit ce jour-là à Mazarin, qu'il n'y eust quelque intelligence ou correspondance des vieux amis de la maison de Retz avec les factieux et malintentionnés à l'Estat. Mais après avoir lu la lettre que les consuls m'ont escrite et sçu de mes amis particuliers que ceste ville est fort bien disposée et que ceste maison de Retz n'y a pas un seul ami, j'ai mon esprit plus en repos. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 504. Lettre du 16 mai 1656.)

2. Sur cette maladie de Louis XIV, les inquiétudes qu'elle a données à Anne d'Autriche et à Mazarin et les intrigues qui se nouèrent autour du jeune duc d'Anjou, son frère et son successeur éventuel, voir Chéruel, *Histoire de France pendant le ministère de Mazarin*, III, 171-184.

3. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 38.

consuls de faire des concessions à leurs adversaires ou entreprendre lui-même, de concert avec d'Oppède, de ménager une réconciliation entre les deux partis. Mais l'attitude adoptée par La Baume, dès le soir même du 13 juillet, rendait impossible toute négociation de ce genre. Mercœur n'avait donc pas d'autre alternative que d'adopter les mesures de rigueur proposées par d'Oppède. Il cacha donc soigneusement l'état de la santé du Roi et, sans sortir de Tarascon où il était retenu, il accorda aux consuls tous les renforts qu'ils avaient demandés¹.

C'est ainsi que, les jours qui suivirent le 13 juillet, les consuls purent faire d'importants préparatifs militaires. Ils garnirent les principaux corps de garde, les Portes et l'Hôtel de Ville, de soldats levés sur place sans l'autorisation du Conseil ou envoyés du dehors par les soins de d'Oppède et de Mercœur² : ils en logèrent même dans les maisons de leurs principaux amis et dans leurs propres maisons et laissèrent ces hommes se livrer à des provocations contre leurs ennemis³. Ceux-ci se plaignaient que les engagements pris avec eux n'eussent pas

1. Dans une lettre à Mme de Vénelles, sa nièce, gouvernante des nièces de Mazarin, La Salle reproche à La Baume d'avoir caché aux Marseillais la maladie de Louis XIV, dont il aurait été averti par Mercœur et de ne pas avoir, comme c'était l'usage, ordonné des prières pour le rétablissement de la santé du Roi (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 251. Lettre du 16 novembre 1658). La Baume ne peut avoir agi ainsi que sur l'ordre de Mercœur. L'*Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 38, rapporte, en effet, que le gouverneur, avait écrit au premier consul l'obligation que lui imposait cet événement « de ne point sortir de Tarascon », et l'ordre « d'empêcher la continuation de ces mouvements, soit en s'accommodant avec le parti contraire ou en s'assurant par l'autorité des auteurs des troubles et de ne rien épargner pour cela ». Dans tous les cas, il est certain que les choses se sont envenimées parce que Mercœur a été empêché de se transporter à Marseille à la nouvelle de l'émotion du 13 juillet, comme d'Oppède et La Baume l'en avaient prié (voir la lettre de d'Oppède à Mazarin, du 16 juillet). La *Response à la Jus'ification*, 6, laisse entendre, en effet, que le retard d'un courrier envoyé par de Piles au gouverneur causa les événements du 19 juillet, qui ne se seraient pas produits sans cela. « M. de Piles fut heureux dans ceste négociation et il la finissoit par sa prudence si le courrier envoyé à Tarascon, où M. le duc de Mercœur estoit, fust arrivé le 18 de juillet et si les malintentionnés n'eussent fomenté la sédition du 19^e dudit mois. » Cela est d'ailleurs confirmé par un passage d'une lettre de Piles à Mazarin, dont nous aurons l'occasion de parler.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 38. — W. LE ROY, *Relation véritable* (imprimée) *de tout ce qui s'est passé en la ville de Marseille depuis les 13 et 19 du mois de juillet de la présente année 1658 jusques à présent*, 4. — *La Fidélité de Marseille*, 5. — Cf. la lettre de La Salle à Mme de Vénelles : « Tout cela ne seroit rien si cet honneste homme (La Baume), ayant esté averti de l'extresme maladie du Roy, au lieu de faire prier Dieu pour sa santé, sans en avertir personne, il se renforça à mesme temps de soldats en grand nombre et, ayant communiqué son mauvois dessein au chevalier de Valbelle, se saisissant de l'Hostel de Ville, de la Maison du Roy et de toutes les places fortes et corps de garde... ».

3. La Salle raconte à Mme de Vénelles que La Baume payait, à raison de 4 livres par jour, 50 à 60 cadets qui se tenaient en sentinelle dans les divers cabarets de la ville et qu'il entretenait dans sa propre maison 30 soldats. Ceux-ci le voyant un jour d'une fenêtre passer devant la maison du premier consul, dirent entre eux : « Voyez La Salle ! » et, prenant leurs fusils, le mirent en joue. Ils auraient tiré s'ils n'avaient été « détournés par la servante du consul qui se mit à crier, qui donna l'alarme à tout le monde et m'eut par ce moyen miraculeusement préservé du dernier de mes jours » (Lettre du 16 novembre 1658).

été tenus; ils reprochaient à La Baume d'avoir manqué de parole à Fortia de Piles et ils l'accusaient de déloyauté. Se sentant engagé, le gouverneur du château d'If était intervenu, désireux de remettre les choses en bon état. Il avait écrit à Mercœur, lui demandant des ordres : sa lettre était restée sans réponse¹.

Le mécontentement des ennemis des consuls allait en augmentant et les excitait à redoubler d'efforts pour entraîner le peuple contre eux. Ils donnaient à craindre aux marchands que ce grand nombre de soldats qu'on introduisait dans la ville n'eût pour objet de « détruire le commerce et de rendre Marseille une ville de garnison² ». Ils demandaient « quelle raison il y avait de faire des soldats et conserver la ville en frais, en ce temps où elle est si fort affoiblie par la pesanteur de ses dettes » ? Puis, montrant, d'une part, la déférence et le respect dont, à les en croire, ils auraient toujours entouré les consuls, et, d'autre part, la paix et le repos dont la ville n'avait pas cessé de jouir jusqu'à ces derniers jours, ils affirmaient ne voir d'autre motif à une grande levée d'hommes que le désir « de faire passer l'armement de la galère », et ils condamnaient cette « procédure », qu'ils déclaraient « violente et injurieuse. Violente, parce que les consuls ne doivent rien entreprendre à main armée; injurieuse, parce que le Conseil étant par-dessus les consuls, ils ne doivent jamais faire une chose de leur mouvement particulier³. »

Ces récriminations trouvaient un écho auprès des marchands. Ceux-ci s'attroupaient devant la Loge pour surveiller les actes des consuls, de leurs amis ou de leurs serviteurs, tandis que les partisans de Niozelles répandaient et faisaient afficher sur les murs des placards imprimés qui contenaient des attaques contre les consuls et des appels à la liberté⁴.

1. Lettre de Fortia de Piles à Mazarin, du 22 juillet 1658. « ... En sorte, Monseigneur, que chacun piqué et se plaignant qu'on m'avoit manqué de parole et de foi, le murmure en fut si grand que tous les esprits se réchauffèrent de nouveau très facilement et en firent un second prétexte, ce qui me fit craindre avec grande raison les suites et m'obligea en mesme temps, pour tascher de les esviter, de remettre les choses dans un nouveau traité pour pouvoir attendre les ordres de M. de Mercœur auquel je m'estois donné l'honneur d'escrire mes petits sentiments.... »

2. *Relation véritable*, etc., 4.

3. *La Fidélité de Marseille*, 5-7.

4. Voici un de ces placards manuscrits qui fut, sans doute, envoyé à Mazarin puisqu'il est conservé aux Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 145. Nous en reproduisons la disposition.

W. LE ROY
W. MARSEILLE
W. LES PEUPLES
FORE VOLEURS
PLUS DE TIRANNIE
LIBERTÉ
LIBERTÉ

Les choses en étaient là quand, le 19 juillet, le bruit se répand que, la nuit précédente, une compagnie de soixante hommes a été introduite dans l'Hôtel de Ville. On surprend, en même temps, les allées et venues des serviteurs des consuls qui vont, de leur part, inviter leurs amis à se rendre auprès d'eux à midi. La crainte et l'irritation gagnent les marchands et les gentilshommes du parti contraire. Cependant, ils n'en font rien paraître et les consuls s'étonnent et s'inquiètent même de ce calme. Ils veulent savoir s'il ne cache pas quelques préparatifs secrets. Le chevalier de Valbelle s'offre à faire le tour de la ville et à revenir rendre compte de ce qu'il aura vu. Il part accompagné de quelques amis ou serviteurs. Comme il tarde à revenir, l'inquiétude des consuls augmente. Ils se consultent avec les gentilshommes qui les entourent¹ et ils décident de sortir armés de l'Hôtel de Ville et d'aller s'assurer des postes les plus importants.

Il est midi. C'est l'heure où les marchands s'assemblent d'habitude devant la Loge pour y traiter leurs affaires. Ce jour-là, ils s'y trouvent en assez grand nombre. Les compagnons des consuls, armés de mousquetons, de fusils et de halberdes, essayent brutalement de les écarter pour se faire un passage². Leur intervention produit quelque tumulte, qui gagne de là le reste de la ville. L'abbé de Félix, qui a persuadé La Baume de rebrousser chemin pour regagner l'Hôtel de Ville, Fortia de Piles, qui est accouru au premier bruit, s'interposent inutilement auprès des chefs des deux partis pour les engager au calme. Les excitations qui, les jours précédents, ont été répandues dans le peuple, produisent maintenant tout leur effet. Les marchands, bousculés à la Loge, ont pris les armes et ils se répandent dans les rues aux cris de : *Vivo lou Rey! fouëro soldats!*

1. *L'Histoire des troubles*, I, II, 39, en donne l'énumération. Ce sont : « les chevaliers de Mirabeau et de Beaumont frères, Beaumont leur aîné, les Martin frères, Vincheguerre, Capel, le Cadet de Garnier, Martin-Teissière, le Cadet de Luquet, Gratin Blanc, Tornier, Cipière, Merveille, d'Aiglun frères, Greffet, trésorier de France, le capitaine Le Bar.... »

2. C'est sans doute à ce moment que se place un incident dont les ennemis des consuls ont essayé, en l'exagérant, de tirer parti pour justifier leur prise d'armes. Au cours de cette rencontre, un des compagnons des consuls aurait tiré la moustache d'un marchand et ce geste, considéré comme un outrage, aurait provoqué la première collision de la journée. *L'Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 38-43, ne parle pas de cet incident. Il est rapporté dans la *Justification de la ville de Marseille*, 17, et dans la lettre de La Salle à Mme de Vénelles; celui-ci l'attribue même au chevalier de Valbelle, enregistreur, sans doute, un racontar qui avait pris quelque consistance, puisque la *Response à la Justification*, 3-6, prend la peine de repousser cette accusation portée contre le chevalier. Il ne nous paraît pas, en effet, que celui-ci puisse avoir accompli ce geste, puisqu'il ne se trouvait pas à ce moment dans la petite troupe qui accompagnait les consuls. Il est probable qu'il lui a été attribué après coup par La Salle, les Félix et d'Arène qui, ne lui pardonnant pas d'avoir fait défection ouverte à leur parti, dont naguère il était encore un des chefs, ont ainsi voulu faire retomber sur lui la responsabilité effective de la sédition du 19 juillet.

Sur le bruit, vraisemblable mais inexact, que La Salle et Niozelles sont assiégés dans leurs maisons, sous le coup d'une arrestation ou d'une expulsion de la ville, cette troupe, qu'on dit forte de 2000 hommes, se porte au secours de ses chefs. Les gentilshommes du parti se joignent à ceux qui la composent : l'un d'eux déclare à Piles, qui essaie de les calmer, qu'ils ne déposeront pas les armes avant que les consuls n'aient congédié leurs soldats. Ils se portent ensuite sur la place Neuve où les consuls, renfermés dans l'Hôtel de Ville, envoient contre eux une compagnie. Celle-ci est repoussée, poursuivie jusqu'à l'Hôtel de Ville dont le corps de garde est un moment attaqué par les assaillants. Le canon de la galère qu'on fait tourner contre eux les oblige à lâcher la place. Mais les principales rues de la ville ont été pendant ce temps couvertes de barricades. Les principaux chefs du parti, Niozelles, le commandeur de Cuges, son frère, La Salle fils, La Reynarde, le chevalier de Valbelle-Montfuron, le chevalier de Bausset, sont à la tête de leurs amis. Ils se battent impétueusement contre des adversaires qui soutiennent leur attaque avec une égale vigueur. Les deux troupes disposent chacune d'un canon, mais s'en servent avec maladresse puisque, de part et d'autre, cette artillerie ne fait pas beaucoup de mal¹. Cependant, le cercle des assaillants se resserre autour de l'Hôtel de Ville, et les consuls, qui auraient pu faire reculer les ennemis en opérant vigoureusement contre eux au début de l'action, s'y trouvent maintenant assiégés.

Niozelles et La Salle cherchent alors à se rendre maîtres du reste de la ville. Ils parcourent le quartier de Cavaillon à la tête d'une troupe de gens armés dont le nombre va en grossissant. Ils veulent s'emparer de la Plateforme : la vigoureuse défense du chevalier de Foresta les en détourne, mais ils se portent sur la cathédrale dont le rempart voisin, qui domine la mer, est garni de cinq gros canons. Ils s'en rendent maîtres, et l'un des leurs, monté au clocher, sonne le tocsin. De Piles essaie encore de ramener le calme : c'est en vain et un de ses domestiques tombe à ses côtés, tué d'un coup de mousquet. L'évêque de Marseille, sollicité à son tour d'intervenir pour mettre fin à ce combat, se dérobe en déclarant « qu'il ne peut opposer à cet orage que ses larmes et ses prières ». Pendant ce temps, La Salle et Niozelles, laissant des amis à la cathédrale et sur le rempart, reviennent à la place Neuve ; ils font occuper la place Vivaux où leurs soldats dressent des barricades avec « des balles de laine, de grosses poutres et de grands quartiers de pierre ». Ils s'assurent de même de la place du

1. « Les canons furent de part et d'autre chargés à cartouches et la postérité aura de la peine à croire que, des deux côtés, ils firent toujours faux-feu, ce qui sauva la vie à bien des citoyens. » (*Histoire des troubles*, I, II, 40.)

Palais, de l'église des Accoules et de la tour de la Grande-Horloge d'où ils font sonner le tocsin et d'où ils peuvent tirer sur les soldats qui, de l'Hôtel de Ville, font feu sur les barricades de la place Vivaux. Enfin, Lazare de Cordier imagine de couper les conduites qui amènent l'eau de l'aqueduc à l'Hôtel de Ville et La Baume, réduit à cette extrémité, doit songer à renoncer à toute nouvelle résistance. Mais il ne veut pas tomber entre les mains de ses ennemis victorieux. Avec l'aide de François Tornier, premier capitaine de la ville, il réussit à se réfugier dans une maison voisine de l'Hôtel de Ville, laissant au second et au troisième consuls, Pascal et Fabre, qui, d'ailleurs, ignorent sa fuite, le soin de régler les conditions de la capitulation¹.

Il était six heures du soir. La bataille dans les rues durait depuis midi : elle avait coûté la vie à une cinquantaine de personnes, presque toutes du parti des consuls². Les deux consuls, abandonnés par leur collègue, jugèrent qu'il était impossible de poursuivre plus longtemps la lutte. Ils firent arborer une écharpe blanche à la fenêtre de l'Hôtel de Ville et entamèrent des pourparlers avec La Reynarde, envoyé vers eux comme parlementaire. Celui-ci protesta des bons sentiments dont ses amis étaient animés à l'égard des consuls et posa seulement comme condition à la cessation de la lutte le licenciement des soldats dont on avait rempli la ville. Les consuls s'y engagèrent : aussitôt, des barques, conduites par des amis de La Salle et de Niozelles, transportèrent au delà du port, et de là hors du territoire de Marseille, les compagnies que La Baume y avait fait venir. Cependant, le chevalier de Foresta, qui commandait à la Plateforme, refusait d'exécuter l'ordre de licenciement. Il fallut que le second consul, Boniface Pascal, se rendit en personne auprès de lui, escorté par quelques amis de Niozelles, et qu'il lui fit connaître la fuite de La Baume et l'impuissance où l'on se trouvait de poursuivre la lutte. Il se résigna donc, non sans regret, à abandonner la place et à en rendre les clefs qui furent apportées à l'Hôtel de Ville. La Salle et Niozelles s'y étaient établis, prenant en mains la direction effective des affaires de la ville, dont, par prudence, ils laissaient le gouvernement aux deux consuls restants. C'est pendant que ces diverses questions achevaient d'être réglées qu'une troupe de jeunes gens, à laquelle s'étaient mêlés quelques voisins dont

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 59, de Piles à Mazarin, 22 juillet 1658. — *Ibid.*, f° 259, La Salle à Mme de Vénelles, 16 novembre 1658. — *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 38-43. — *Relation véritable*, etc., 4-5. — *La Justification de la ville de Marseille*, 17-18. — *Response à la Justification*, 6.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 44. « Pendant tout ce désordre, qui dura environ quatre heures, il n'y eut que le jeune Cadet de Cabre de tué du côté de Niozelles, les autres, morts ou blessés, au nombre de cinquante, estoient tous des soldats de la Maison de ville ou des artisans. »

les intérêts avaient été lésés par la décision de La Baume, se porta devant le couvent des Carmélites et renversa le mur cause de tant de plaintes¹. Puis, tout parut rentrer dans l'ordre et la ville reprit si promptement sa première tranquillité que « ceux des deux partis se promenèrent, le soir mesme, à leur ordinaire, comme s'il ne fust rien arrivé² ».

Tout n'était cependant pas fini. Sous un déguisement, La Baume avait réussi à gagner une maison amie et à se soustraire aux recherches des vainqueurs³. Ceux-ci, entrés en maîtres à l'Hôtel de Ville, avaient agité un moment la question de déposer les consuls et d'en créer de nouveaux. Mais La Salle et l'abbé de Félix, qui savaient, par l'expérience de 1650, à quels risques on s'exposait en agissant ainsi, avaient fait écarter cette proposition⁴ et décider, au contraire, qu'on négocierait un accommodement avec les consuls en exercice. Ils avaient sous la main, à l'Hôtel de Ville, le second et le troisième consuls et l'assesseur, qui pouvaient leur servir à la fois d'otages et d'instruments dans le cas où La Baume ne souscrirait pas aux conditions que Jean-Baptiste de Félix de La Reynarde fut chargé de lui porter en leur nom⁵. Ils demandaient que les consuls, reprenant possession de leurs fonctions, consentissent à agréer leurs excuses et à députer à la Cour pour solliciter des lettres d'abolition en leur faveur. En attendant, et pour se garantir contre toute surprise, ils resteraient en possession de la Plateforme qui servirait de lieu d'asile et de sauvegarde pour les plus compromis d'entre eux. La Baume refusa d'entendre ces propositions : « Ce n'estoit plus son affaire, dit-il, mais celle du Roi ». Puis,

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 259. La Salle à Mme de Vénelles. — *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 43-45. — *La Justification de la ville de Marseille*, 19-20. — La démolition du mur des Carmélites ne fut pas approuvée par tous les amis de Niozelles. L'abbé de Félix blâma cette entreprise, parce qu'il la jugeait imprudente, à cause des protecteurs que les Carmélites avaient à la Cour, et qu'il craignait qu'on ne la représentât comme « le plus grand crime de ceste journée ». (*Histoire des troubles*, I, II, 45.) Plus tard, le Conseil du Roi, par arrêt rendu à Aix, le 11 mars 1660, ordonna la reconstruction de ce mur (voir plus haut, p. 525, note 4).

2. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 45. — Cf. la lettre de La Salle à Mme de Vénelles : « Si bien que, tout ce peuple ayant fait sortir les soldats de la ville, toutes choses furent pacifiées, après avoir abattu la rue que La Baume avoit fait fermer ».

3. « Mais ce lasche de La Baume abandonna son chaperon et s'évada d'avec ses collègues en habit de prestre. » (Lettre de La Salle à Mme de Vénelles.) — Cf. *Histoire des troubles*, I, II, 45-46.

4. *Histoire des troubles*, I, II, 45. — Lettre de La Salle à Mme de Vénelles : « Et lorsque tout cela fut fait, j'en estois bien loin, ayant plutost agi pour inviter que pour lors on ne fist pas des consuls à la voix du peuple comme je fis et mettre la ville en repos. Et vous puis assurer que, si La Baume n'eust fui, il auroit continué sa charge aussi bien que ses collègues. »

5. « Jean-Baptiste de Félix, sieur de La Reynarde... fut chargé de ceste négociation vers La Baume..., le plus propre et le plus capable de la faire réussir parce que, d'un costé, il estoit cousin germain de Niozelles, et, de l'autre, neveu du chef de sa femme du chevalier de Valbelle, qui estoit le principal conseil de La Baume. » (*Histoire des troubles*, I, II, 45.)

comme un témoin de cet entretien lui représentait « qu'il se perdoit d'honneur, s'il ne retournoit à l'Hostel de Ville », il lui répondit « qu'il croyoit que la dernière chose qu'il devoit perdre estoit la vie et que, en la conservant, comme il avoit résolu, il viendrait bien à bout du reste¹ ».

Résolus, malgré cet échec, à ne point créer de nouveaux consuls, les vainqueurs devaient s'assurer plus étroitement encore de la personne des deux derniers consuls et de l'assesseur². Or, celui-ci venait d'échapper à ses gardiens, en compagnie du troisième consul, Fabre. On les rechercha toute la nuit et on finit par les découvrir et par les ramener à l'Hôtel de Ville. Pour se mettre à l'abri d'une nouvelle surprise, Niozelles fit fermer la chaîne du port dont on lui avait livré les clefs et des patrouilles, qui circulèrent pendant la nuit à travers la ville, y maintinrent l'ordre et le repos³.

Il ne suffisait pas d'avoir gagné cette partie. Il fallait aussi prévenir tout retour offensif de la part des ennemis. Or, l'intransigeance hautaine avec laquelle La Baume avait refusé de souscrire aux propositions des vainqueurs, sa fuite hors de la ville, bientôt suivie de celle de ses principaux amis, parmi lesquels le chevalier J.-B. de Valbelle⁴, tout cela indiquait que le parti vaincu n'accepterait pas sa défaite et que, pour se ménager une revanche, il aurait recours à l'aide et à la protection du duc de Mercœur et du premier président.

Pour échapper aux mesures de rigueur que ceux-ci pouvaient ordonner et que, sur leur rapport, le ministère était capable d'approuver, il fallait se hâter de représenter ces événements comme la conséquence de divisions intérieures, très violentes sans doute, mais où l'autorité du Roi ne se trouvait engagée en aucune façon⁵.

1. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 46. — *La Justification de la ville de Marseille*, 19-20.

2. *La Justification de la ville de Marseille*, 19. « ... Le peuple fit bonne garde toute la nuit de ce jour et il pria M. Pascal, second consul, de coucher ce soir-là à l'Hostel de Ville, de peur que l'esloignement de ses magistrats, si fort à contre-temps, ne l'obligeast d'en élire d'autres, ce qu'il n'avoit jamais eu dessein de faire.... »

3. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 46.

4. Le chevalier de Valbelle, qui était d'abord resté dans la ville, fut obligé d'en sortir, après avoir provoqué quelque tumulte en adressant, d'une fenêtre d'une maison située près de la Loge, quelques paroles à des marchands pour les engager à rappeler La Baume. La Salle et Niozelles réussirent bien à le soustraire aux coups de la populace, mais il lui fallut s'éloigner de Marseille (*Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 47-48). — Le procès-verbal de la séance du Bureau tenu le 2 août 1658 donne la liste des gentilshommes qui suivirent La Baume (Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 292).

5. C'est l'impression qui se dégage non seulement des documents manuscrits que nous allons avoir à citer, mais encore des brochures et pamphlets qui ont été publiés à cette occasion et qui reflètent très exactement les sentiments du parti de Niozelles comme ils reproduisent tous les arguments que ce parti faisait valoir en sa faveur. Par exemple, trois de ces brochures portent ces titres caractéristiques : *l'Immuable Fidélité de la ville de Marseille*; *la Fidélité de Marseille*; *la Justification de la ville de Marseille*. L'auteur d'une autre brochure, intitulée *Relation*

Au premier abord la chose pouvait paraître difficile. Mais, outre que ce n'était pas la première fois qu'on usait à Marseille d'un semblable procédé pour tirer d'affaire les chefs d'un mouvement séditieux et qu'on y avait presque toujours réussi, les circonstances semblaient favoriser les desseins de ceux qui avaient imaginé d'y recourir une fois encore. Maîtres du second et du troisième consuls, Boniface Pascal et Joseph Fabre, et de l'assesseur, l'avocat Descamps, qu'ils retenaient prisonniers dans l'Hôtel de Ville, ils résolurent de les contraindre à mettre à leur service l'autorité dont ils étaient légalement revêtus, afin de les couvrir auprès du Roi et des ministres.

Ils obligèrent donc les consuls à réunir dans le réfectoire du couvent des Dominicains une assemblée générale des principaux citoyens de la ville¹. Là, dictant au second consul les propositions qu'il devait soumettre et faire voter aux assistants, ils présentèrent par sa bouche une version des événements, qui dégageait leur responsabilité, soit à l'égard des consuls, soit à l'égard du Roi², et qui avait cet avantage, étant rapportée officiellement au nom des consuls par l'un d'entre eux, de pouvoir être regardée comme l'expression même de la vérité. Les propositions qui en découlaient avaient toutes pour objet de les soustraire au châtiement qu'ils craignaient de voir Mercœur décréter contre eux. C'était l'envoi d'un député en Cour, Jean-Baptiste de Félix de

véritable de ce qui s'est passé en la ville de Marseille, se dissimule sous ce pseudonyme, W. LE ROY, qui doit se lire *Vive le Roy!* comme se lit la première ligne du placard cité dans une note précédente.

1. Arch. com., BB, *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 283. Assemblée du 21 juillet 1658. Cette assemblée, « tenue au subject des mouvemens et soulèvements arrivés en ceste ville de Marseille », est présidée par « M. M^e Jean de Riequety, docteur en droit, advocat en la Cour, juge au tribunal Saint-Lazare, l'une des cours ordinaires de ceste ville », tenant le bâton du Roi en l'absence du viguier. Sont présents : Boniface Pascal, second consul, Joseph Fabre, troisième consul, M^e Jean Descamps, assesseur, cent vingt-huit citoyens nommés dans le procès-verbal, « et plusieurs autres personnes en très grand nombre, tant bourgeois, marchands que autres ».

2. Voici, d'après le procès-verbal, l'exposé fait par Boniface Pascal. « Ayant esté jugé à propos par la plus grande partie des personnes de condition et des riches marchands de la ville de remettre la garde bourgeoise qui a esté de toute ancienneté la meilleure et la plus assurée mesme pour le service du Roy et le soulagement du public, Messieurs les consuls, ses collègues et lui estoient en volonté de congédier lesdits soldats et de satisfaire en cela au désir de toute la ville et, pour cest effect, donner cognoissance à Mgr le duc de Mercœur, gouverneur de ceste province, du désir que toute la ville a d'estre en paix. Mais le peuple pouvant faire délai pour refuser à la venue desdits soldats, qui faisoient d'ailleurs quelques insolences irritant toujours davantage les bourgeois et marchands qui en avoient demandé le licenciement, ils se seroient tout à coup soulevés et mis sous les armes et fait de nouveau instance contre lesdits soldats comme inutiles et à la surcharge publique, ce que leur ayant esté accordé, ils auroient d'abord quitté les armes et abattu les barricades qu'ils avoient dressées contre l'Hôtel de Ville. Et comme ceste action n'a esté faite pour aucun mauvais dessein contre le service du Roy ni le repos de la ville, ains pour mieux affermir l'un et l'autre, et que la suite a fait cognoistre qu'on n'en vouloit point à leurs personnes ni à l'autorité de leurs charges, ils ont convoqué ceste Assemblée générale pour sçavoir ce qu'il y a à faire pour conserver la ville en paix et oster toute sorte de soupçon et de mesfiance. »

La Reynarde, qui, fort du témoignage du second consul inscrit au procès-verbal de cette Assemblée, recevait la mission de poursuivre la délivrance de lettres d'abolition¹. C'était aussi la prière faite au duc de Mercœur de seconder les démarches de cet envoyé en intercédant en faveur d'une ville qui déclarait n'avoir rien à se reprocher contre le service du Roi². Mais, comme ils n'étaient pas tout à fait rassurés au sujet des intentions de leurs adversaires, ils faisaient aussi ordonner par l'Assemblée qu'il serait désormais interdit aux consuls de lever des soldats sans l'autorisation du Conseil³ et que, pour mettre la ville à l'abri des surprises des « ennemis et mal affectionnés au repos public », il serait créé des capitaines de crue, dont la liste était dressée sur-le-champ et approuvée par les assistants⁴. Enfin, jugeant à propos de couper court par une manifestation publique à toute insinuation malveillante qui aurait pu faire suspecter leur loyalisme, ils criaient tous, en se retirant, « Vive le Roi et la Paix ! »

Le duc de Mercœur était le premier à convaincre de la sincérité des sentiments qu'ils étalaient ainsi. Ils chargèrent donc l'un d'entre eux, Jean-Augustin de Cabanes, de se rendre en hâte auprès de lui. Il atténuerait à ses yeux l'importance du mouvement qui venait d'éclater et s'efforcerait de le persuader que c'était là l'effet de querelles de partis où n'étaient engagés ni l'autorité du Roi ni la sienne propre et d'obtenir qu'il voulût bien appuyer à la Cour les démarches de La Reynarde⁵.

Mercœur était à Tarascon, en train de faire sortir de la province pour les envoyer en Catalogne les régiments dont il avait le commandement. Dès qu'il reçut la nouvelle des événements

1. *Ibid.* « Sur quoy, ladite Assemblée a unanimement délibéré que le Roy sera présentement adverti de ce qui s'est passé en ceste ville, ensemble de l'estat où elle se trouve à présent pour son service, et sera Sa Majesté très humblement suppliée par le susdit noble Jean-Baptiste de Félix, sieur de La Reynarde, que l'Assemblée a pour cest effect député, de pardonner, si besoing est, les derniers mouvemens et soulèvemens arrivés en ceste ville les 13^e et 19^e du présent mois, puisqu'ils n'ont eu pour fin que le service de Sadite Majesté et le restablissement de l'ordre ancien de tout temps gardé en ceste ville et, ad ces fins, sera fait mandat sur le trésorier de la ville de la somme qui lui sera accordée pour son voyage. »

2. « ... Et néantmoins, M. le duc de Mercœur, gouverneur de ceste province, sera aussi très humblement supplié d'escrire à Sadite Majesté en faveur de ceste ville et de vouloir maintenir par son autorité la paix et le repos, dont elle jouit présentement, sans trouble ni division aucune. »

3. « ... Pour empescher à l'avenir semblable mouvement, Messieurs les consuls ne pourront, pour quelle cause et occasion que ce soit, tenir pour la garde de la ville et pour leurs personnes, dans les corps de garde ou ailleurs, aucuns soldats ni gens de paye, et iceux, dans les occasions qui surviendront et où il faudra se garder, seront obligez d'assembler un Conseil général et d'y proposer le subject de ladite garde... »

4. « Et pour ce que les ennemis et mal affectionnez au repos public pourroient causer et fomentier de nouveaux troubles, il a esté aussi délibéré dès aujourd'hui de faire des capitaines de crue qui entreront en service lorsque Messieurs les consuls le jugeront à propos, sans pouvoir prétendre aucuns gages ni autres avantages, et, pour cest effect, ont esté nommés et approuvés par l'Assemblée, sans pourtant déroger au Règlement du sort, etc. »

5. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 47. — *Relation véritable*, etc.

de Marseille, il suspendit les opérations et, quittant Tarascon, il se rendit en hâte à Aix où il prit la précaution de se faire suivre par les troupes qui n'avaient pas encore quitté la Provence¹. Sans vouloir écouter les protestations d'obéissance que Jean de Cabanes lui apportait au nom de ceux qu'il considérait comme des rebelles, il le renvoya avec des paroles de colère et de menaces² et, se concertant avec d'Oppède, peut-être même avec La Baume qui s'était réfugié auprès du premier président, il arrêta ce qu'il convenait de faire pour ramener l'ordre dans la ville, rétablir le premier consul et ses collègues dans leurs charges³ et châtier les coupables d'une façon exemplaire.

Avertis par Cabanes de ses intentions, les Marseillais s'empressèrent de faire à Aix une nouvelle députation. Ils crurent habile de la composer de l'assesseur Jean-Antoine Descamps et du consul de l'année précédente, Louis de Vento, c'est-à-dire de deux hommes dont l'un devait à Mercœur son chaperon d'assesseur et dont l'autre avait favorisé l'élévation au consulat de La Baume, son parent. Ils étaient chargés de deux lettres, adressées l'une à Mercœur⁴, l'autre à d'Oppède⁵, où, au nom de Niozelles et de ses amis qui les avaient dictées, les deux consuls suppliaient le gouverneur et le premier président d'accueillir leurs envoyés avec bienveillance et de seconder leurs efforts en vue de la paix, protestant « que les mouvemens derniers n'ont eu aucun objet pour choquer l'intérêt du Roi au service duquel leur ville a toujours demeuré, comme elle sera, inébranlable⁶ ».

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 61. Mercœur à Mazarin, 23 juillet 1658. « J'ai esté obligé, pour une esmotion arrivée à Marseille, il y a quatre jours, de quitter Tarascon où j'estois occupé à faire filer les troupes pour la Catalogne, et m'en revenir dans ceste ville où j'arrivai hier au soir, ayant fait remarcher mon régiment d'infanterie et Massanne-Cavalerie et à mesme temps ceux de Gilly-Anjou et Penthievre pour prendre les passages par terre de ladite ville. »

2. « Le jour que je partis de Tarascon pour m'en revenir, ils m'envoyèrent un gentilhomme de leur ville pour me tesmoigner verbalement qu'ils estoient prests d'obéir à mes ordres... » (Lettre de Mercœur à Mazarin, du 23 juillet.) — Cf. *Histoire des troubles de Marseille*, I, II, 47. « ... Mercœur lui respondit brusquement qu'il sçavoit mieux que lui comment tout s'estoit passé; que La Salle estoit un bonhomme qu'on avoit séduit, mais qu'il ne tarderoit pas à s'en repentir: pour Niozelles, qu'il en respondoit et que, s'il continuoît, celle de son cousin de Rosset, prisonnier de la citadelle de Saint-Tropez, n'estoit pas assurée. Il ajouta, quant à La Reynarde, qu'il l'empescheroit bien de faire le voyage de la Cour et, enfin, qu'il mettroit bientost la ville à la raison. »

3. Un passage de la lettre de Mercœur à Mazarin, du 23 juillet, indique, en effet, que le refus de l'entrée de la ville à La Baume et la violence exercée contre ses collègues formaient un des principaux griefs de Mercœur et de d'Oppède contre les rebelles de Marseille. « N'ayant pas encore fait reprendre la fonction aux trois consuls qui restent prisonniers dans la ville et le sieur de La Baume, premier, en estant sorti, après avoir tous quatre couru fortune de la vie plusieurs fois, maintenant ils se servent du nom de ces trois pour couvrir toutes leurs actions, les font signer et escrire tout ce qui leur plaist. »

4. Arch. com. BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Mercœur, du 22 juillet 1658.

5. *Ibid.* Lettre à d'Oppède, du même jour.

6. Lettre à d'Oppède.

Or, Mercœur et d'Oppède étaient persuadés du contraire, peut-être parce qu'ils avaient été prévenus par les rapports de La Baume et de ceux de ses partisans qui l'avaient suivi dans sa fuite¹. Pour le gouverneur et le premier président, en effet, la sédition n'avait pas eu pour cause la rivalité des deux partis qui luttaient entre eux pour la possession de l'Hôtel de Ville : elle était la conséquence d'intrigues et de manœuvres dont quelques chefs rebelles, sinon tous, s'étaient rendus complices et qui avaient pour auteurs ces mêmes factieux qui avaient tenté naguère de soulever la province. Le cardinal Grimaldi était l'âme de ce parti, à qui l'indulgence des ministres pour le comte de Carcès avait donné l'espoir qu'ils trouveraient à la Cour de secrètes et efficaces bienveillances. La nouvelle de la maladie du Roi, et la perspective qu'elle laissait entrevoir de prochains et importants changements dans le gouvernement avaient redoublé leur audace et précipité leurs mouvements. Il était à craindre, si on n'y mettait le holà par un châtiment exemplaire, que la sédition ne s'étendit de Marseille au reste de la province et que l'autorité du Roi n'y fût irrémédiablement compromise en même temps que le prestige et l'influence de ses représentants².

1. C'est, du moins, ce que laissent entendre quelques passages des deux lettres du 22 juillet, dont Descamps et Vento étaient porteurs. « Par le retour du sieur de Cabanes, lit-on dans la lettre adressée à Mercœur, que ceste ville avoit envoyé à Vostre Altesse pour l'informer de ce qui s'y est passé, nous avons appris qu'on lui avoit donné des impressions contraires à la vérité... » — « Nous vous supplions, Monseigneur, disait la lettre à d'Oppède, d'agréer nostre très humble prière à laquelle nous espérons que vous déférerez beaucoup par le récit véritable que M. l'assesseur et M. de Vento, que nous envoyons exprès à Vostre Altesse, vous feront de l'estat de ceste ville.... » Quant à l'origine de ces relations, soi-disant mensongères, la *Justification de la ville de Marseille*, 21, les attribue aux exilés du parti vaincu, qu'elle accuse d'avoir fait à Mercœur des récits « partiiaux ».

2. « Les intrigues des malintentionnés ont esclaté après la tentative précédente marquée à Vostre Eminence (celle du 13 juillet) et ont saisi tous les postes de la ville, tant du costé de la mer que par terre, et cela dans le temps que ces mauvois esprits croyoient la maladie de Sa Majesté très grande. Ces mesmes gens sont pour la plupart, ou au moins les plus apparens, attachés à Glandevès, prisonnier de cest hiver, et n'ont entrepris ceste action que depuis avoir appris la maladie du Roy et la liberté du comte de Carcès, leurs partisans ayant publié hautement que, dans une conjoncture pareille, ils pouvoient tout oser et tout entreprendre sans crainte. Toutes ces raisons et beaucoup d'autres, du fond du pays où je voyois clairement cabales perpétuelles fomentées par les mesmes personnes de l'année passée et toutes sous l'autorité de M. le cardinal Grimaldi, m'ont fait juger d'absolue nécessité.... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 61. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 23 juillet 1658.) — « Toute la province regarde ceste affaire et en souhaite l'impunité pour de là en prendre exemple. Enfin, Monseigneur, il ne faut point dissimuler à Vostre Eminence, l'autorité du Roy est à bas et tous ceux qui sont dans les affaires du Roy exposés, si ceste affaire demeure impunie; et, s'il y a le moindre chastiment, c'est couper la teste à la sédition et à la révolte et establir l'autorité du Roy pour toujours. Marseille, qui passe pour république et une ville qui ne reconnoist aucune autorité, pliée et les séditieux chasties, tout le reste tremblera et l'on sera destrômpé pour toujours en ceste province de ceste maxime qu'ils y établissent et qui sert de fondement à toutes les séditions, et qui a esté tant rechantée dans ceste province depuis une année, sçavoir qu'il n'y a qu'à tout oser et tout entreprendre, que moyennant que l'on soit le plus fort que tout est avoué à la Cour et tout demeure impuni. Par ces raisons et par toutes

Accordant cependant à Descamps et à Vento l'entretien qu'il avait refusé à Jean de Cabanes, Mercœur leur signifia qu'il était résolu à poursuivre vigoureusement la réduction de Marseille, qu'il considérait comme une ville rebelle. Il consentit cependant à les écouter et les laissa lui représenter que les preuves de fidélité et de sacrifice que Marseille avait prodiguées au Roi dans le passé protestaient contre un semblable châtiement. Mais, s'il daigna leur répondre « que Marseille est une bonne femme, mais qu'elle est un peu trop orgueilleuse¹ », il n'en écrivit pas moins aux consuls cette lettre qui ne laissait à ceux à qui elle était véritablement destinée aucun doute sur ses intentions : « J'ai reçu votre lettre du 22^e de ce mois que votre assesseur m'a rendue ensemble le sieur de Vento, lesquels j'ai ouïs sur le sujet de leurs despèches. En quoi je n'ai rien trouvé de conforme à la liberté d'agir que des consuls de Marseille doivent avoir. Aussi, je ne m'explique pas à vous de la sorte que je ferois si le caractère du Roi que vous portez n'estoit flétri par l'oppression que l'on vous fait. Sa Majesté sçaura bien vous rendre toute votre liberté et restablir son autorité dans son estat, en sorte que ceux qui s'efforcent de l'opprimer doivent appréhender sa justice. Je n'ai rien de plus à vous dire². »

Avec cette lettre, les députés apportaient la nouvelle des résolutions que le duc avait prises d'accord avec le premier président. Rappelant deux régiments qui étaient déjà sortis de la province, Montauban-Infanterie et Mercœur-Cavalerie, il les réunissait à ceux qu'il avait amenés de Tarascon, les régiments d'infanterie d'Anjou, de Silly et de Provence et les régiments de cavalerie de Massanne et de Penthievre³ et il les dirigeait sur Marseille qu'il leur ordonnait de bloquer complètement par terre. En même temps, profitant de la présence dans les eaux de la Méditerranée d'une escadre anglaise, que Cromwell y avait envoyée en exécution de son traité d'alliance avec Louis XIV, il

celles que nous connoissons, par l'aspect et l'estat de la province, il y a du tout au tout de plier ceste ville et sa mutinerie, et je le crois aussi important au restant de l'Estat par la réputation de ceste ville, et ce sera un exemple d'utilité certainement. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 66. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 23 juillet 1658.)

1. *Relation véritable*, etc., 5.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Lettres reçues, liasse V. Lettre du duc de Mercœur, du 23 juillet 1658. Le même jour, d'Oppède répondit à peu près dans les mêmes termes. (*Ibid.*, liasse O.) « Vos prières et vos tesmoignages pourroient estre reçus et portés au Roy et à M. le duc de Mercœur s'ils parloient des personnes libres dans leurs fonctions et leurs actions. Mais cela n'estant pas, tout ce que j'ai pu faire en mon particulier a esté de faire sçavoir au Parlement l'estat de votre ville, qui a résolu comme il est obligé de soutenir en ceste occasion l'autorité du Roy et de faire justice. C'est d'une meilleure et plus soumise conduite que ceux qui vous font escrire doivent attendre ce qu'ils souhaitent aujourd'hui, et c'est le conseil que vous leur devez donner s'il vous reste encore assez de liberté pour cela. »

3. Lettres de Mercœur et de d'Oppède à Mazarin, du 23 juillet 1658. — Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 287 : Conseil des Trois-Cents, du 4 juillet. — *Relation véritable*, etc., 6.

mandait à son chef de venir mouiller dans les parages de Marseille. Il ordonnait encore au commandeur Paul, qui commandait l'armée navale de Toulon, de s'y porter également, afin de fermer aussi du côté de la mer l'entrée de Marseille, d'affamer ainsi ses habitants et de ruiner son commerce¹. Un arrêt du Parlement, rendu le 23 juillet, autorisait ces mesures de rigueur, commandait aux Marseillais de déposer les armes, déclarant criminels de lèse-majesté ceux qui s'y refuseraient et ordonnant de « saisir par toute la province les effets et marchandises de Marseille, notamment celles de la foire de Beaucaire² ».

« De tous ceux qui connoistront Marseille comme nous, écrivait ce jour-là d'Oppède à Mazarin³, il n'y en a pas un seul qui ne dise que c'est la ville du royaume la plus aisée à réduire et à plier. Il faut que la viande, le blé et le bois entrent tous les jours dans leur ville. Il faut que dix mille pêcheurs vivent du jour à la journée de leur pesche. Si on peut donc empêcher les pêcheurs de sortir par mer et le restant d'y entrer par terre, il est très constant qu'il faut que tout ce peuple qui seroit à la faim pende ou livre lui-mesme les séditieux.

« D'ailleurs, jamais la conjoncture ne fut si belle. Ils ont à la foire de Beaucaire pour 5 à 600 000 livres de marchandises et attendent du Levant quatre ou cinq navires. Leurs raisins, qui sont leur plus grande récolte, pendant aux vignes et leurs bastides, qu'ils chérissent infiniment, exposées, il n'y a donc qu'à fermer le passage par mer et par terre, ce qui est aussi très facile dans la conjoncture présente, y ayant des vaisseaux anglois tout en estat et des vaisseaux du Roy tout équipés, qui aimeront autant manger leurs victuailles au chasteau d'If que dans le port de Toulon. Nous avons à Toulon les galères la *Princesse* et la *Colongue* qui sont en estat : il ne coustera pas plus de les nourrir aussi là qu'à Toulon. On y mettra dessus des soldats de la garnison de Toulon ou d'autres. Tout ce qui coustera de plus, ce sera quelques mariniers qu'il faudra payer, ce qui est moins que rien. Avec cela, Monseigneur, Vostre Eminence peut demeurer assurée qu'il n'y entrera quoique ce soit par mer.

« Quant à la terre, il n'en faut pas approcher qu'à 2 ou 3 lieues près et il n'y a qu'à garder trois passages par où tout ce qui va et entre à Marseille passe, qui sont les Pennes, Septèmes et Aubagne. Pour faire cela, M. le duc a les régimens d'Anjou, Mercœur, Silly et Provence-Infanterie; pour la cavalerie, les

1. Lettres de Mercœur et de d'Oppède à Mazarin, du 23 juillet 1658. *La Relation véritable*, etc., 6, évalue à quatre les vaisseaux anglais qui « mouillèrent l'ancre entre le chasteau d'If et la ville ». — *La Justification de la ville de Marseille*, 21-22.

2. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 23 juillet 1658.

3. *Ibid.*

régimens de Massanne et Penthievre, et attend ceux de Mercœur et Montauban. Cela est plus que suffisant pour le faire et sans hasarder seulement un homme. »

A la nouvelle que ces menaces avaient eu un commencement d'exécution et que Mercœur se préparait à quitter Aix pour aller prendre le commandement de ses troupes¹, les Marseillais se mirent en état de défense. Depuis longtemps, en effet, même au temps du comte d'Alais, leur ville n'avait couru un semblable danger. Il ne s'agissait pas seulement pour eux de défendre leurs franchises; ils devaient aussi préserver leur commerce contre les prises dont le menaçait l'arrêt du Parlement, et leurs campagnes contre les pillages et les violences des soldats du gouverneur. Le Conseil des Trois-Cents réuni le 24 juillet, fut invité par le second consul, interprète forcé des ennemis de son parti, à aviser aux moyens de conjurer tous ces périls². Il courut d'abord au plus pressé : préoccupé de calmer avant tout l'inquiétude des marchands³, il décida que deux galères, qui se trouvaient dans le port, seraient armées aux frais de la ville et employées à assurer son ravitaillement et à protéger son commerce⁴. Confirmant ensuite les décisions prises par l'Assemblée générale du 21 juillet⁵, le Conseil donna aux consuls les moyens financiers de les faire exécuter : il ordonna donc aux trésoriers de la Ville et du Commerce de mettre à leur disposition tous les fonds qui se trouveraient entre leurs mains, qu'ils proviennent soit des Fermes de la ville, soit des deniers du Commerce, soit même d'emprunts extraordinaires que les consuls étaient autorisés à contracter⁶. Voulant

1. « ... Son Altesse a fait avancer les troupes du Roy, qui sont restées dans la province et les a logées aux limites de nostre terroir, pour nous bloquer et nous oster l'entrée des vivres, comme aussi il a menacé de fermer nostre port par les galères et vaisseaux qui sont à Toulon pour mettre à la faim ce grand peuple qui ne subsiste que de ce qui vient du dehors du jour à la journée. On assure mesme que Son Altesse doit coucher ce soir aux Pennes et qu'Elle doit aller à Aubagne pour y assembler ses forces... » (Conseil des Trois-Cents, du 24 juillet.)

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 287.

3. « ... Il est vrai que, à vous parler en confidence, le rapport que M. de Cabanes a fait que Son Altesse avoit menacé de faire servir sa galère à prendre les barques au retour de la foire a extremement poussé les esprits.... On fit bien plus ici hier au soir : c'est que l'on voulut désarmer la galère sur le bruit qui courut qu'elle vouloit sortir et sur quelque contenance que l'on pensa d'avoir observée, laquelle mettoit les marchands en defiance.... » (Lettre des consuls à l'assesseur Descamps, à Aix, 25 juillet, Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.)

4. Conseil des Trois-Cents, du 24 juillet.

5. « Le sieur Pascal, second consul, a proposé que, sur ce qui s'est passé en ceste ville touchant la levée et licenciement des soldats fut tenue une Assemblée générale, le 21^e du présent mois, à laquelle fut délibéré envoyer promptement au Roy M. de la Reynarde pour informer Sa Majesté de l'estat et fidélité de la ville à son service et pris d'autres résolutions comme chacun scait, lesquelles, suivant nos formes et pour plus grande validité de ladite Assemblée, ont besoin de l'approbation et ratification du présent Conseil, à quoy et avant toutes choses le présent Conseil a esté prié et requis de délibérer. » Le Conseil a approuvé unanimement (*Délibérations du Conseil des Trois-Cents*, du 24 juillet).

6. *Ibid.* « ... Pour cest effect, sera pris argent à change et intérêt au meilleur que faire se pourra, et Messieurs les consuls auront le pouvoir d'en passer les

aussi tenir l'ennemi en respect loin des murailles de la ville, derrière lesquelles, à l'approche des régiments de Mercœur, de nombreux habitants du terroir étaient venus mettre à l'abri leurs personnes et leurs biens¹, le Conseil prescrivit à tous les habitants, les prêtres exceptés, de se rendre armés aux remparts et aux corps de garde à la première alerte². Enfin, en se séparant, le Conseil jugea à propos de prendre des garanties contre les consuls, dont il suspectait avec raison le dévouement à la cause qu'il s'agissait de défendre, et qu'il avait cependant investis de pouvoirs singulièrement étendus, sans doute pour donner plus de force aux arguments de ceux qui soutenaient, à Aix, auprès du gouverneur, à la Cour, auprès des ministres, et dans toute la province, que tous les Marseillais étroitement unis autour de leurs consuls n'étaient ni des factieux ni des rebelles. Le Conseil décida donc la création d'un bureau qui, se tenant en permanence à l'Hôtel de Ville, recevait le mandat de veiller avec les consuls « au repos et au soulagement du public et au service du Roy³ », et qui, en réalité, devait exercer une surveillance étroite et active sur les consuls suspects et empêcher qu'aucun de leurs actes ne fût préjudiciable au parti dont ils étaient les prisonniers.

Ce bureau, véritable Conseil exécutif permanent, comprenait parmi ses membres les chefs les plus notoires du parti de la sédition. Il y avait La Salle, Niozelles, Nicolas de Félix de La Reynarde, François d'Arène, Louis de Vento, Jean de Cabanes et Antoine de Bausset⁴. Ceux-ci devenaient véritablement les

actes requis et en iceux obliger et tous et chacun les biens, rentes et revenus de ceste Communauté en faveur des créanciers qui en feront le prest. Aussi a esté délibéré que le trésorier de la ville sera obligé de fournir les deniers procédant des Fermes de la ville, comme aussi le sieur Louis Gardane, ci-devant trésorier du Commerce, remettra au pouvoir du sieur Henri Prat, que le Conseil a à cest effet nommé, tous les deniers qu'il a en son pouvoir provenant de la transaction passée l'année dernière avec M. le président de Régusse, reçue par M^e Chauban, lors notaire, et sous bonne quittance, moyennant laquelle ledit Gardane demeurera bien et valablement discharged tant envers le Commerce créancier d'Alexandrie que tous autres et, par mesme moyen, ceste Communauté demeurera obligée de payer et acquitter tous lesdits créanciers d'Alexandrie jusques à la concurrence des deniers que ledit sieur Gardane remettra audit sieur Prat, lequel sera tenu s'en désaisir ensuite des mandats que Messieurs les consuls lui adresseront. »

1. « M. d'Oppède... obtint de Son Altesse que les troupes qui estoient dans la province se logeroient aux frontières de nostre territoire; que celles qui estoient en marche pour la Catalogne seroient contremandées et que les navires anglois et ceux du Roy, commandés par M. Paul, lieutenant-général, mouilleroient dans nostre port pour empêcher le commerce tant du costé de la mer que du costé de la terre et commencer par ce blocus le siège dont on faisoit si grand bruit que nos habitans charrioient à la ville tous les meubles qu'ils ont à la campagne. » (*La Justification de la ville de Marseille*, 21-22.)

2. Conseil des Trois-Cents du 24 juillet.

3. « Et, parce que la plupart des personnes qui composent le présent Conseil sont employés par la garde de la ville, Messieurs les consuls feront un bureau qui s'assemblera tous les jours pour le moins une fois afin de pourvoir aux choses qu'il conviendra faire et estre toujours en estat de veiller au repos et soulagement du public et pour le service du Roy. » (Conseil des Trois-Cents, du 24 juillet.)

4. Les autres membres étaient Louis de Pontevès, sieur de Saint-Ferréol,

chefs du gouvernement de Marseille. Couverts par la délibération du Conseil des Trois-Cents qui les avait établis conformément aux prescriptions du Règlement du sort, ils disposaient de toute l'autorité nécessaire pour imposer leurs volontés aux consuls et à leurs concitoyens et, parlant et agissant officiellement au nom de la ville, justifier tous leurs actes aux yeux des ministres et des représentants du Roi.

Aussitôt nommés, ils prirent leurs dispositions pour garantir la ville contre une attaque toujours possible des ennemis, quoique Mercœur ait laissé entendre qu'il se contenterait d'en interdire l'accès sans tenter le moindre coup de main¹. La situation n'en était pas moins inquiétante. Les huit régiments que le duc avait rassemblés occupaient maintenant les trois routes des Pennes, de Roquevaire et d'Aubagne, qui seules donnaient alors accès à Marseille². Le commandeur Paul était venu avec l'armée navale de Toulon mouiller dans les eaux de l'Estaque et, de son côté, le commandant des navires anglais avait établi dans les parages du château d'If son escadre que les uns disaient forte de quatorze vaisseaux et dont d'autres réduisaient le nombre à quatre seulement³. Puisque, faute de barques et de galères, on ne pouvait pas assurer la liberté des navires marchands qui se rendaient à Marseille ou qui en sortaient⁴, du moins était-il encore possible de prendre des

Jacques d'Eyguezier des Tourres, François de Vintimille, des comtes de Marseille, sieur de Seisson et de Saint-Jullien, Pierre Gueydon, Charles Mazenod, Lange Bonnin, François de Gaze, Laurens Gilles, Etienne Audiffren, Jacques de Granier, Nicolas Fabre, Gaspard Caulet.

1. « Il est vrai que nos derniers députés ont dit qu'elles n'entreront point dans le terroir, mais qu'elles empescheront que rien n'y entre, ce qui est pourtant assez difficile de faire.... » (Conseil des Trois-Cents, du 24 juillet.)

2. Voir la lettre d'Oppède à Mazarin, du 23 juillet. *Relation véritable*, etc., 6.

3. « M. Paul, sur mes sollicitations et prières, est venu mouiller à la rade de Marseille et les Anglois aussi.... » Lettre de Mercœur à Mazarin, du 30 juillet 1658. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 77.) Voir la lettre du commandeur Paul à Mazarin, datée « de la Rade de Marseille, 4 août 1658 » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 96) et une lettre des consuls de Marseille du « dernier juillet » adressée au « commandeur Paul, à bord de l'*Amiral*, à l'Estaque » (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I). Sur le nombre des navires anglais et sur leur mouillage au château d'If, voir le passage de la délibération du Conseil des Trois-Cents du 24 juillet : « attendu l'avis que ledit seigneur de Piles a donné tout présentement qu'il y avoit escouadre de quatorze vaisseaux anglois pour bloquer ceste ville, vu ce qu'il avoit appris du sieur général de ladite escouadre ». Mais la *Relation véritable*, etc., 6, dit : « C'est de son ordre [de Mercœur] que quatre vaisseaux anglois mouillèrent l'ancre entre le chasteau d'If et la ville ».

4. Pour empêcher les vaisseaux marchands, qui se dirigeaient vers Marseille, de tomber entre les mains des navires qui faisaient le blocus du port, le bureau avait imaginé de leur faire prendre une autre route et de les diriger vers le port voisin de La Ciotat, comme le prouvent deux lettres écrites le 2 août par les consuls de Marseille à ceux de La Ciotat. « Estant M. le commandeur Paul venu prendre poste avec douze vaisseaux à nos Isles, ensuite de quelques mouvemens arrivés en ceste ville, cela nous a donné subject d'apprehender qu'il ne fust fait desplaisir aux vaisseaux ou barques qui viennent pour aborder dans ce port. Et, à ce subject, nous avons accordé deux bastaux armés pour aller aux avenues afin d'en avertir les voiles qui prendront la route pour ce port pour les faire aller

mesures suffisantes pour préserver la campagne et les faubourgs du côté de la terre. Le 28 juillet, le bureau décida la création de onze compagnies volantes de douze hommes chacune avec un capitaine, l'établissement à la Plateforme d'une garnison de huit hommes avec son tambour et son capitaine et d'une autre de cinq hommes seulement avec son capitaine à la tour du Fanal. Chaque homme recevait une solde de 12 sous par jour et les capitaines de 50 sous. Le bureau établit aussi trois aide-majors, un pour la ville et deux pour le terroir, à qui il attribua une paie de 3 livres par jour; il accorda une indemnité de 13 écus par mois à chaque capitaine de crue chargé de la garde de nuit. Il nomma enfin un commandant en chef pour le terroir à qui seraient remboursées toutes les dépenses qu'il lui faudrait faire en raison de sa charge¹.

Le bureau se préoccupait aussi d'organiser une garde bourgeoise qui, mieux que cette poignée d'auxiliaires soldés, devait former le gros de la garnison de la ville. Par ses soins et au nom des « consuls, gouverneurs de Marseille » des ordres furent publiés qui réglaient les conditions du service que cette garde devait assurer dans le terroir et dans la ville et le rôle qui lui était réservé en cas d'alerte². Après avoir constitué leurs compagnies ou « centaines » en y faisant entrer les « personnes en estat d'aller à la garde et de servir dans l'occasion », en ayant soin de noter « les armes qu'ils ont dans leurs maisons » et d'obliger à « en acheter, en cas qu'ils aient de quoi le faire, ceux qui n'en auront point », les capitaines de la ville, ceux des quatre quartiers aussi bien que ceux de crue, devront faire le service de garde; quatre compagnies prendront la garde chaque jour entre quatre et cinq heures³, suivant un ordre déterminé

prendre retraite dans le vostre où nous croyons qu'ils seront en assurance et qu'ils recevront de vous toute sorte de faveur et assistance, comme nous vous en prions de la leur donner et despartir.... » Voici la seconde lettre : « Tout maintenant, et après vous avoir escrit une lettre que ces Messieurs vous donneront qui contient la prière que nous vous faisons de donner protection générale à tous nos vaisseaux et barques, que la crainte des vaisseaux de guerre qui sont dans nos mers feroit aller dans vostre port et que nous estimons que vous leur accorderez, nous venons de recevoir nouvelles que le vaisseau de capitaine Camille Thou, de Livourne, a esté pressé par un vaisseau de guerre, qui l'a obligé de se mettre dans vostre port. Nous croyons que vous aurez la bonté de commencer vostre protection à celui-ci et que vous empescherez que rien de mal n'y arrive et que, mesme, vous ferez la grâce que, en cas que les commis de la douane ou foraine prétendent quelque chose, attendu que ledit vaisseau est entré dans vostre port, de leur faire quitter ces prétentions que nous estimerions injustes, si cela estoit, puisqu'il a esté forcé d'entrer.... » (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.)

1. Arch. com., BB. *Delibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 289 v°. Bureau du 28 juillet 1658.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 53 (*Imprimé*). Ordres donnés par Messieurs les consuls, gouverneurs de ceste ville de Marseille, aux capitaines du terroir d'icelle. — *Ibid.*, 55 (*Imprimé*). Ordres donnés par Messieurs les consuls-gouverneurs de Marseille aux capitaines de la ville.

3. « Personne ne sera exempt d'aller ou envoyer à la garde, excepté les prestres.... » (Ordres donnés... aux capitaines de la ville.)

par un tirage au sort sans qu'aucun des quatre capitaines de quartiers ni aucun autre se puisse prévaloir d'un titre quelconque pour choisir le poste dont il devra assurer la garde. En cas d'alerte, annoncée par le tocsin sonné aux clochers de toutes les églises et des chapelles des maisons religieuses¹, les capitaines, qui ne seront pas de service, se rendront avec leurs compagnies aux lieux de rassemblement qui leur auront été préalablement fixés : pour qu'il ne se produise aucun conflit de préséance entre les capitaines réunis en un même point, il leur est prescrit de prendre successivement rang d'après l'ordre de leur service de garde respectif. Deux places pour chacun des quatre quartiers de la ville sont fixées comme point de rassemblement, la place Neuve et la place du Palais pour le Corps de Ville, la place des Hommes et la place Jean Guin pour Blanquerie, la place devant l'église de l'Observance et la place devant l'église des Carmes pour Cavaillon, la place de Lenche et la place Vivaux pour Saint-Jean. L'ordre prescrit enfin que le plus gros vaisseau, que l'on pourra trouver, sera placé à l'entrée du port pour fermer le passage, qu'il sera armé « le mieux que l'on pourra » et que l'on y embarquera le nombre de soldats « qu'on avisera² ».

L'ordre destiné aux capitaines et aux compagnies préposés à la garde et à la défense du terroir prescrivait ce qu'il convenait de faire aussitôt l'alarme donnée³. « En cas d'alarme, toutes les chapelles, églises et couvens du terroir sonneront la cloche et le tocsin et tous les habitans se mettront sous les armes et se rangeront auprès de leurs capitaines ou lieutenans, pour se rendre aux lieux ci-après mentionnés, afin de se donner secours les uns aux autres. Et s'il arrivoit que la cavalerie entrast dans le terroir, couperont des arbres qu'ils mettront sur les chemins pour empescher ladite cavalerie ou fossoyeront lesdits chemins à la distance qu'un cheval ne puisse pas la franchir par un saut. Si c'est l'infanterie, se serviront de l'avantage des murailles de leurs bastides, remettant le tout à leur valeur, pour faire la guerre à l'œil. » L'ordre fixait ensuite les divers points de rassemblement : Saint-Marcel⁴, la plaine Saint-Michel⁵, la place de l'église des « Galades » (Aygalades?)⁶, la place devant

1. « ... Et, de nuit, chacun mettra des lumières aux fenestres de leurs maisons, tant que l'alarme durera. »

2. Ordres donnés... aux capitaines de la ville.

3. Ordre donné... aux capitaines du terroir.

4. *Ibid.* « Les capitaines des quartiers d'Eoures, des Accates, la Valentine, les Rampaux, Saint-Marcel, la Serviane, les Caillouz (Caillols), Saint-Jullien, les Olives, Saint-Barnabé, Sarturan, le Pouls des Gaults, Saint-Géniez et le Revest de la Garde, se rendront avec leurs troupes à Saint-Marcel, pour *illec* prendre leur route où il sera besoin de se rendre. »

5. Pour les capitaines de Mazargues, Luménie, Sainte-Marguerite, Montredon, Bonneveine, Saint-Loup et Lantignane.

6. Pour les compagnies de la Floride, le Canet, Sainte-Marthe, Marignèle, Plombières, Montjusieu, Cap de Manteau et Roquetaillade.

l'église de Saint-Jérôme¹, et celle devant la chapelle de Séon², la Tuilière et la place devant l'église Saint-Lazare pour les compagnies des faubourgs.

C'était des précautions minutieuses, comme depuis longtemps on n'en avait pas pris à Marseille, même en 1650, lors de l'attaque du comte d'Alais. Elles paraissaient révéler chez ceux qui les prescrivaient l'intention bien arrêtée de tenir tête au duc de Mercœur et de soutenir au besoin un siège contre lui. Elles étaient surtout destinées à impressionner le gouverneur et son entourage, à leur faire concevoir la crainte que l'entreprise contre Marseille ne traîne en longueur ou que, du moins, elle ne leur coûte plus de peine qu'ils ne l'avaient d'abord supposé, et à leur faire envisager avec complaisance la perspective d'un accommodement qui laisserait les choses en l'état jusqu'à la décision du Roi. Ayant montré qu'ils étaient résolus à se défendre au prix des plus grands sacrifices, Niozelles et ses amis pourraient facilement obtenir un arrangement plus avantageux que celui qui leur aurait été accordé s'ils avaient fait preuve de découragement et d'abandon.

Ils avaient toujours, et dès le premier moment de la sédition, caressé secrètement l'espoir de la paix. Dans ce but, ils avaient essayé de provoquer des interventions favorables à leur cause auprès du gouverneur et du premier président, en intéressant à leur sort les magistrats des principales villes et les plus importants personnages de la province. Ils avaient écrit aux procureurs du Pays et aux consuls d'Arles³, leur rendant un compte succinct des événements qui venaient de se passer, leur faisant part des appréhensions que leur causaient les propos tenus par Mercœur à leur envoyé de Cabanes, faisant appel à « la générosité » de ceux-là pour « contribuer à leur paix et les assister de ce qu'ils pourroient avoir besoin⁴ », et rappelant à ceux-ci « qu'ils ont toujours connu qu'ils ont des inclinations conformes sur ce qui touche le service du Roy et le bien général de la province⁵ ». D'autres villes avaient été aussi l'objet de semblables sollicitations⁶. Ils espéraient obtenir de toutes qu'elles

1. Pour les compagnies de Saint-Jérôme, Saint-Just, Montcault, Gatmort, Aygalades et la Pinède.

2. Pour les compagnies de Séon, les Baumes, Saint-Antoine, Saint-Louis et la Nerthe.

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettres du 23 juillet aux consuls de la ville d'Aix, procureurs du Pays et aux consuls-gouverneurs de la ville d'Arles.

4. Lettre aux procureurs du Pays.

5. Lettre aux consuls d'Arles.

6. Parmi les lettres écrites à cette occasion, il y en eut une adressée aux consuls de Draguignan. Elle ne nous est pas parvenue. Mais le duc de Mercœur en parle dans une lettre à Mazarin du 30 juillet 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 77) et nous possédons la réponse des consuls de Draguignan aux consuls de Marseille, dont les termes étaient loin de leur donner satisfaction. « Nous avons appris par la vostre avec sensible desplaisir les fascheux mouvemens

intercéderaient en leur faveur et que leurs démarches disposeraient Mercœur et d'Oppède à l'indulgence en leur faisant craindre un soulèvement général de la province. Une délibération du Conseil des Trois-Cents avait aussi sollicité l'évêque de Marseille, Etienne de Puget, et le gouverneur du château d'If, Fortia de Piles, qui avaient déjà donné des preuves de leurs bonnes dispositions au cours des deux journées du 13 et du 19 juillet. On leur demandait « de se porter vers Son Altesse, non point de la part de ceste ville, mais comme venant d'eux-mesmes, par un pur zèle de leur bonté, afin que, en usant de soumission et de respect, on puisse sçavoir dudit seigneur de Mercœur, gouverneur, ce qui le peut obliger d'user de sévérité et de rigueur envers ceste dite ville¹ ». C'était un moyen détourné pour amener ces deux personnages, placés en dehors des partis, à se poser en conciliateurs et à convaincre Mercœur de la nécessité d'agir avec plus d'indulgence. Au reste, une lettre des consuls écrite quelques jours après à Fortia de Piles l'invitait expressément « à vouloir travailler à la pacification des difficultés qui restent et à s'en rendre médiateur² ». Le commandeur Paul lui-même, malgré la charge dont il était investi et qui le plaçait d'autant plus étroitement sous la dépendance de Mercœur que le père de ce dernier, le duc de Vendôme, était amiral de France, avait reçu des consuls la prière de s'interposer en faveur de sa ville natale³ et il ne paraît pas qu'il ait découragé ses sollicitateurs.

De leur côté, Mercœur et d'Oppède étaient quelque peu en peine pour tirer des résultats décisifs de la démonstration mili-

arrivés dans vostre ville, ayant au sujet d'icelle fait assembler aucun des plus apparens de nos habitans qui ont tous unanimement résolu de vous tesmoigner par celle-ci combien ils sont obligés de l'estime qu'avez pour nous et voudroient avoir contribué de son sang de vous voir dans une bonne intelligence avec Son Altesse M. le duc de Mercœur pour maintenir d'autant mieux dans vostre ville la paix et le service du Roy, sans quoi nous ne pourrions pas vous assurer des nostres.... » (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse D, lettre du 27 juillet 1658.)

1. Conseil des Trois-Cents, du 24 juillet 1658.

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à M. de Piles, au chasteau d'If (dernier juillet 1658).

3. « Au commandeur Paul, lieutenant-général des armées navales du Roy, à Toulon (24 juillet 1658). Les mouvemens arrivés ces jours passés en ceste ville ayant esté interprétés au désavantage de nostre peuple par Son Altesse qui a cru que, en cela, le service du Roi estoit choqué, quoiqu'il soit incapable d'une telle faute par l'inclination naturelle que la naissance lui donne de garder une fidélité inviolable pour son prince, qui est le mouvement qui vous a rendu recommandable par tant de signalées actions que vous avez faites pour son service, et ceste croyance lui ayant fait prendre des sentimens de chaleur poussé par des esprits malintentionnés, nous avons esté obligés de demeurer dans quelque méfiance et de nous tenir sur nos gardes, attendant que nostre député à la Cour ait fait connoistre au Roi la droiture de nos intentions. Et comme nous sçavons que ceste ville a ceste gloire de vous avoir vu naistre, et que, par ce moyen, vous ne pouvez avoir qu'une inclination très favorable pour ce qui nous regarde, nous avons cru estre de nostre devoir de vous avertir de ce qui se passe, estant assurés que vostre affection nous despartira vostre assistance et quelle ne fournira aucune force pour nous venir inquiéter suivant la bonté que vous eustes aux troubles anciens du temps de feu M. d'Angoulesme.... » (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.)

taire et navale qu'ils avaient ordonnée. On leur avait représenté les chefs de la sédition embarrassés de leur victoire et hors d'état d'en profiter comme ils auraient voulu. « Ils ont les consuls parmi eux qu'ils font fort bien garder, avait écrit d'Oppède à Mazarin¹; le premier consul et beaucoup de gens de condition sont sortis et en estat de paroistre quand il faudra. Les séditieux n'ont pu convenir parmi eux de faire des nouveaux consuls et sont en nécessité de se servir des autres : ils sont même à présent dans la peur et dans la consternation. » Le gouverneur et le premier président avaient accueilli ces informations avec confiance, quoiqu'elles leur eussent été fournies par des hommes intéressés à leur cacher la situation exacte de Marseille. Ils y avaient vu la promesse certaine d'une répression facile et en avaient pris prétexte pour exécuter le plan qu'ils avaient formé². Leur confiance faiblit quand ils apprirent les préparatifs de résistance que l'on faisait à Marseille. Ils savaient la correspondance échangée entre les chefs des séditieux et les consuls des villes de la province et ils pouvaient craindre que la rébellion ne gagnât bientôt toute la Provence; ils n'ignoraient pas que certains esprits y étaient préparés et que de fausses nouvelles répandues par les séditieux sur la situation des armées royales et les projets fiscaux du gouvernement ne pouvaient que faire tomber leurs dernières hésitations et les décider à se prononcer³. Ils ne croyaient même pas pouvoir compter

1. Lettre du 23 juillet 1658.

2. C'est bien, en effet, la confiance dans un prompt et facile succès qu'exprime la lettre de d'Oppède à Mazarin que nous avons citée plus haut.

3. Une lettre de d'Oppède à Mazarin, écrite une semaine après celle à laquelle nous renvoyons dans la note précédente, est loin de manifester la même confiance. « Ceste province estoit pliée, tout y estoit soumis, mais ces belles espérances que ces Messieurs leur donnent avec ce qu'ils ont cru le roy mort, les a fait esclater dans Marseille et en mesme temps murmurer partout. Et j'insiste toujours à cela que, si le courrier de Marseille a satisfaction, comme on les assure ici et que les ordres du Roy ne viennent point tels qu'une action comme cela mérite, je puis à bonne heure assurer Vostre Eminence qu'Elle sera obligée dans peu de faire peut-estre un chastiment universel en toute ceste province. Dieu veuille que je sois faux prophète!... » Cette même lettre rapporte que, à Marseille, à la nouvelle des conditions que Mercœur prétendait imposer, « toute la response fut que Perpignan estoit assiégé, qu'il n'y avoit plus rien à faire. C'est par de pareilles faussetés qu'ils fomentent et entretiennent ce peuple. Ils ont fait imprimer une liste de deux cens édits, qui n'ont jamais esté en nature et auxquels on n'a point songé, et le font crier et donner dans leur ville à tout le peuple, et entre autres que, de tous les enfants qui viendront à naistre, des masles on donnera cinq escus et des filles deux. » (Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 30 juillet 1658. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 86.) Déjà, dans sa lettre du 23 juillet, d'Oppède avait indiqué qu'une des causes de la sédition du 19 avait été la publication de fausses nouvelles sur les projets politiques et financiers que le ministère comptait réaliser avec l'aide de La Baume et de son parti. « Le bruit de ceste extrême maladie du Roy, Monseigneur, a donné cœur aux séditieux de Marseille qui, pour parvenir à leur but plus facilement, ont semé fortement parmi ce peuple que les consuls demeueroient armés pour, après que la galère seroit sortie, establir les Anglois dans Marseille, y faire bastir des temples, mettre des impositions de 25 à 30 pour cent sur les marchandises, y exécuter une vingtaine d'édits.... » La *Response à la Justification*, 6-7, dément le bruit qu'on fit courir que La Baume « favoriseroit la levée de 800 000 livres d'édits ».

absolument sur tous les concours qu'ils jugeaient indispensables pour mener à bonne fin leurs projets de répression : le commandeur Paul était en coquetterie avec les Marseillais, ses compatriotes, dont il recevait des lettres et dont il accueillait avec empressement les envoyés à son bord¹; il demandait un ordre de l'amiral avant de poursuivre les opérations qui lui étaient commandées. Quant au commandant des vaisseaux anglais, il restait aussi inactif attendant les instructions de l'ambassadeur d'Angleterre².

Déjà, des intercessions s'étaient produites dans le but d'amener Mercœur à faire des conditions moins rigoureuses que celles qu'il avait signifiées à Descamps et à Louis de Vento quand ils étaient allés le trouver à Aix de la part des chefs de la sédition³. C'était celles des procureurs du Pays, des consuls d'Arles⁴, de

1. Voir ci-dessus, p. 554, note 3, la lettre des consuls au commandeur Paul, du 24 juillet. Le « dernier juillet », les consuls lui adressaient une autre lettre dont les termes ne laissent aucun doute sur les intentions bienveillantes de ce personnage à l'égard de Marseille. « Nous ne nous sommes pas trompés dans la confiance que nous avons toujours eue en votre bonté puisque le retour des sieurs d'Eyrague et Caulet, qui vous sont allés faire les offres de nos services, nous ont confirmés dans ceste créance, nous ayant tesmoigné la bonne volonté que vous avez pour la pacification de nos affaires. Nous croyons, Monsieur, que si vous vous vouliez donner la peine de prendre connoissance des difficultés qui restent à vaincre pour le repos de nostre ville, nous ne saurions trouver un personnage qui pist mieux réussir. C'est pour ce sujet que nous vous supplions très humblement de nous faire ceste grâce et c'est aussi ce que lesdits sieurs d'Eyrague et Caulet vous prieront de nostre part de faire.... » (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.) Le commandeur Paul lui-même rendait compte à Mazarin, dans une lettre du 4 août (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 96), des bons rapports qu'il avait entretenus avec les gens de Marseille pendant le séjour de son escadre dans les eaux de cette ville. « Le voyage que j'ai fait ici, à la rade de Marseille, avec l'armée navale du Roy, a esté très nécessaire pour le bien du service de Sa Majesté et pour la gloire de Vostre Eminence. Enfin, Monseigneur, d'abord que je fus arrivé, ces Messieurs saluèrent le pavillon, apres quoy ils me députèrent des gentilshommes et bourgeois de leur ville, les quels je traitai si civilement et je leur représentai tant de choses pour le bien du service du Roy et pour la tranquillité de leur ville, qu'ils se débarquèrent très satisfaits et s'en furent faire leur rapport au Conseil de leur Maison de ville. Apres quoy, ces Messieurs les consuls de Marseille me députèrent par une seconde fois, et ils m'écrivirent une lettre par laquelle ils me supplièrent de vouloir travailler pour le bien du service du Roy et pour la tranquillité de leur ville, ainsi que Vostre Eminence le verra par la copie ci-jointe de leur lettre.... »

2. « M. Paul, sur mes sollicitations et prières, est venu mouiller à la rade de Marseille avec des navires, et les Anglois aussi. Si Vostre Eminence se résout à quelque chose contre Marseille, Elle aura la bonté d'écrire aux uns et aux autres ce qui Lui plaira, avec ordre de M. l'amiral pour le premier et de M. l'ambassadeur d'Angleterre pour le dernier, pour y faire ce qu'Elle ordonnera. » (Mercœur à Mazarin, 30 juillet 1658, Arch. des affaires étrangères, France, 1723, 77.)

3. Dans sa lettre à Mazarin, du 23 juillet, Mercœur rend ainsi compte des conditions qu'il avait voulu d'abord imposer aux rebelles. « Ce matin, j'ai renvoyé leurs députés avec la response dont Vostre Eminence trouvera la copie sous ce pli, ne leur ayant imposé aucune condition qu'une obéissance aveugle aux ordres que je leur enverrois et désarmement entier sans rien excepter et, en mon particulier, de laisser sortir la galere qui porte mon nom pour s'en aller à Toulon, ne voulant pas, puisque mon fils a l'honneur d'en estre capitaine, qu'elle soit parmi des rebelles et leur serve de prétexte à leurs emportemens... »

4. Le « dernier juillet », les consuls de Marseille adressaient aux consuls d'Arles une lettre pour les remercier d'avoir envoyé deux députés, dont l'un d'eux qui

quelques parlementaires, parmi lesquels le conseiller de Valbelle de Meyrargues, frère du feu lieutenant de l'amirauté, de son cousin de Saint-Symphorien, et surtout du cardinal Grimaldi¹. Celui-ci, tout acquis au parti du la sédition, suivait avec attention ces démarches et ne cachait pas son désir de les voir couronnées de succès². Tous offraient leur intervention aux deux partis. Maintenant, d'Oppède et Mercœur y inclinaient, les ordres du Roi étant lents à venir et Jean-Baptiste de la Reynarde ayant réussi à déjouer la surveillance de leurs agents et à gagner la Cour où il pouvait combattre les propositions de répression qu'ils avaient soumises à Mazarin³. D'ailleurs, celui-ci n'était pas à la Cour : il était resté en Flandre à surveiller les opérations de Turenne et du maréchal de la Ferté, tandis que le Roi, accompagné de sa mère et de quelques-uns de ses ministres, était parti pour Compiègne où il allait achever sa convalescence. Mais aucune décision ne pouvait être prise sur les affaires de l'Etat avant que Mazarin n'eût été consulté et n'eût fait connaître son avis⁴. De la, de nouvelles causes de retard ajoutées à celles qui résultaient de la longue distance entre Paris et la Provence. Mercœur et d'Oppède, qui appréhendaient que le Conseil du Roi ne réglât en dehors d'eux les affaires de Marseille, proclamaient au contraire l'extrême nécessité de ne rien décider qui ne passât par leur intermédiaire, afin de maintenir plus sûrement leur prestige et leur

« avec Messieurs les procureurs du Pays », s'étaient rendus dans leur ville, « pour leur proposer les moyens d'en pacifier l'estat présent ». (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.)

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 86, lettre de d'Oppède à Mazarin, du 30 juillet 1658. — Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre au cardinal Grimaldi, du 26 juillet. — Cf. le passage suivant extrait d'une lettre postérieure d'Oppède à Mazarin. « Quant à M. le cardinal Grimaldi, la relation de lui au sieur de Glandevès-Niozelles est publique et connue : Mme de Cabriès, sœur du prisonnier, en fait la liaison. Dès que la chose a esté faite à Marseille, ces gens-là despeschèrent d'abord un courrier à ceste Eminence qui, nonobstant sa retraite aux champs et sa lenteur en toutes choses, vint ici se mettre sur les rangs et proposer d'aller lui-mesme à Marseille, dont M. le duc le remercia. Tant que le désordre a duré, ceste Eminence a regu et despesché des courriers tous les jours régulièrement dans Marseille. On nous a fait pressentir que, si nous voulions réussir en ce traité, il se fist par l'entremise de ceste Eminence, qui auparavant ceci n'estoit pas seulement connue en ceste ville où naturellement il n'est guère de courtisans. » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 13 août 1658. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 112.)

2. Voir les lettres des consuls de Marseille au cardinal, des 26 et « dernier » juillet, et, en particulier, le début de la lettre du 26 juillet. « Nous sommes infiniment obligés à Votre Eminence du tesmoignage de bonne volonté qu'Elle nous a donné par sa lettre et par le retour de l'exprès que nous avons envoyé vers Elle. Mais nous le sommes encore avec plus de raison puisque Votre Eminence a pris la peine de s'acheminer à Aix à nostre considération.... »

3. Mercœur et d'Oppède avaient établi une surveillance pour empêcher La Reynarde de partir, en empruntant la route ordinaire qui conduisait alors de Provence à Paris. Mais La Reynarde déjoua cette surveillance en partant par mer. Mercœur avait aussi ordonné de l'arrêter en chemin si on le rencontrait : mais La Reynarde avait pu, sans être autrement inquiété, poursuivre tranquillement son voyage jusqu'au bout (Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 23 juillet.)

4. Chéruel, *Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, III, 184. — Voir notre chapitre III, sur cet échange de lettres entre Compiègne où se trouvait la Cour, et Bergues et Calais, où séjourna Mazarin pendant cette période.

autorité dans la province et de sauvegarder par ce moyen l'autorité du Roi¹. Voilà pourquoi, ils jugèrent qu'il convenait de prêter l'oreille à ces propositions d'accommodement et laissèrent les médiateurs bénévoles s'entremettre entre eux et les Marseillais.

Ils laissèrent donc les conseillers de Valbelle, à qui s'était joint M. de Mirabeau, partir pour Marseille, dès le 25 juillet². Mieux qu'aucun autre négociateur, ceux-ci étaient à même de mener à bien la délicate mission dont ils s'étaient chargés. Ils avaient des proches parents dans l'un et l'autre parti et ils n'avaient pas quitté depuis si longtemps leur ville natale pour ne pas prendre à cœur le soin de ses affaires. Mais les conditions que Mercœur les avait chargés de faire aux Marseillais étaient encore trop rigoureuses pour que ceux-ci acceptassent de s'y soumettre. Ils devaient « poser les armes, recevoir et rétablir en toute liberté et fonctions les consuls »; en outre, « les procédures de justice seroient continuées et aussi il se feroit une grande et célèbre députation pour venir demander pardon à M. le duc et, par ceste soumission, réparer l'autorité du Roy³ ». C'eût été pour les chefs de la sédition l'aveu d'une faute qu'ils ne voulaient pas reconnaître; s'ils l'avaient fait, ils n'avaient plus d'autre ressource que de s'en remettre au pardon de leurs ennemis et à la générosité de Mercœur et d'Oppède. Le bureau répondit donc à Meyrargues et à Saint-Symphorien qu'il ne « trouvoit pas » dans ces propositions « toutes les assurances que leurs habitans pouvoient désirer pour estre exempts de recherches »; et il demanda qu'on voulût bien « chercher des moyens d'adoucissement ». Les négociateurs virent dans cette réponse un refus catégorique déguisé et ils s'en retournèrent à Aix sans insister davantage⁴.

1. Dans sa lettre du 30 juillet, d'Oppède demandait expressément à Mazarin de n'accorder aucune grâce aux Marseillais sinon par l'intermédiaire de Mercœur. « Il semble, disait-il, que quand Vostre Eminence voudra leur faire grâce, il est nécessaire pour les affaires d'ici-bas de congédier hors la Cour ceux qui sollicitent les mains vides et, dans un temps d'après proportionné, faire partir les grâces de la seule bonté du Roy et de Vostre Eminence et les faire découler par les mains de M. le duc de Mercœur, afin que l'on reconnoisse que Vostre Eminence ne veut point discréditer M. le duc en son gouvernement, comme ils disent, et que les memes mains que l'on emploie à leur faire le mal, les memes le Roi et Vostre Eminence les mettent en œuvre pour leur faire grâce. » (Arch. des Affaires étrangères, France 1723, 86.)

2. « L'affaire de Marseille est en cest estat que, depuis le courrier despesché, Messieurs les conseillers de Valbelle et le sieur de Mirabeau pressèrent fortement M. le duc pour recevoir à pardon et à grâce ces gens de Marseille. On leur laissa faire d'eux-mesmes le voyage avec une minute d'ordonnance de M. le duc de Mercœur... » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 30 juillet 1658).

3. *Ibid.*

4. Lettre des consuls de Marseille au cardinal Grimaldi (26 juillet). Dans cette lettre, les consuls donnent à entendre que ce départ de Meyrargues et de Saint-Symphorien fut le résultat d'une méprise, ces personnages ayant pris pour un refus du bureau ce qui n'était de sa part que l'expression d'un désir pour obtenir des conditions plus douces. D'Oppède, au contraire, représente ce refus comme une nouvelle bravade. « Après un jour de séjour, écrit-il, toute la response fut que Perpignan estoit assiégé et qu'il n'y avoit plus rien à faire.... »

Ce fut au tour des procureurs du Pays et des consuls d'Arles de solliciter du gouverneur l'autorisation de reprendre les négociations et d'essayer cette fois de les mener à bonne fin. Mercœur et d'Oppède y consentirent. Ils reconnaissaient à présent « qu'il y avoit intérêt à désarmer les malintentionnés¹ ». Ils s'étaient, en effet, départis de leur rigueur des premiers jours et, s'ils exigeaient toujours le retour de La Baume et son rétablissement dans les fonctions consulaires, ils accordaient une garantie à ses ennemis en autorisant le maintien de la garde bourgeoise dans l'état où ils l'avaient organisée². Mais les chefs du parti ne trouvaient pas encore cette concession suffisante et ils se plaignaient que les négociateurs ne leur eussent pas apporté la promesse du gouverneur d'intervenir à la Cour pour leur faire obtenir une amnistie.

Ils cachaient cependant ce sentiment. Ils feignaient, en effet, de souscrire au retour de La Baume, mais ils affectaient de craindre que sa présence dans Marseille, où les esprits étaient encore vivement surexcités des deux côtés, n'y causât quelque nouvelle émotion et ne l'exposât lui-même à quelque grave danger³. Mais ils s'ouvraient au cardinal Grimaldi, qu'ils tenaient soigneusement au courant de la marche de ces négociations⁴, et que d'Oppède accusait d'être « leur conseil et leur appui⁵ », des véritables motifs qui leur avaient fait repousser les propositions des procureurs du Pays et des consuls d'Arles : « Le Conseil, voyant que cette garde bourgeoise despendoit absolument dudit sieur premier consul par les ordres qu'elle seroit obligée d'en prendre, et d'ailleurs que sa charge lui donne l'avantage de tenir les clefs des portes, il n'a pas trouvé l'assurance qui nous est nécessaire, appréhendant les malheurs qu'un esprit offensé et qui a l'autorité en mains pourroit causer. Outre que nos concitoyens, d'un parti et d'autre, conservant encore

1. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 30 juillet.

2. Lettre des consuls au cardinal Grimaldi, du « dernier juillet » 1658. (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.)

3. *Ibid.* « ... Il est vrai que nous avons proposé à ces Messieurs que, pour ajuster ceste affaire, il falloit qu'ils témoignassent à Son Altesse que nous voulions agréablement accorder cet article pour lui faire voir nos déférences, néanmoins avec ceste retenue de persuader ledit sieur de La Baume de ne pas venir et de ne se commettre pas à un autre inconvénient pire que le premier, mesme pour sa personne.... »

4. Comme le prouvent les lettres détaillées des 26 et « dernier » juillet, par lesquelles ils l'informaient des résultats des négociations successives de Meyrargues et de Saint-Symphorien et des consuls d'Arles et des procureurs du Pays. Nous n'avons pas eu entre les mains les lettres du cardinal Grimaldi : elles ont cependant existé puisque la lettre des consuls du 31 juillet contient cette phrase : « Puisque Vostre Eminence l'a très bien marqué dans sa lettre... ». Il paraît donc certain qu'une correspondance très suivie a été échangée à ce moment entre le cardinal Grimaldi et les chefs du parti de la sédition.

5. « ... Cependant, Monseigneur, il ne faut point le cacher à Vostre Eminence, c'est le cardinal Grimaldi qui est leur conseil et ils s'expliquent qu'ils ne veulent point que l'affaire soit terminée que par sa main. » (Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 30 juillet.)

les aigreurs des choses passées et ne pouvant les assoupir que par la venue de l'amnistic, on a eu sujet de craindre des querelles particulières par le moyen desquelles le feu se seroit de nouveau mis en nostre ville et peut-estre avec un succès moins favorable qu'il n'arrivoit aux jours passés. Nous avons eu encore, Monseigneur, ceste considération, qui nous a esté fournie par la plupart de nos concitoyens, qu'il ne falloit pas exposer la personne du sieur de La Baume en ceste ville jusques à ce qu'il ait plu au Roy d'oublier les esmotions passées, puisqu'on en attribue la cause à la conduite dudit sieur premier consul. Voilà, Monseigneur, les raisons qui nous ont portés à n'accepter point ce retour présentement. » En d'autres termes, les chefs du parti de la sédition nourrissaient l'arrière-pensée de faire de la délivrance de lettres patentes d'amnistie, qui les mettraient à l'abri des poursuites dont le Parlement avait décrété l'ouverture, la condition indispensable de la rentrée à Marseille de La Baume et de ses compagnons de fuite.

Ils n'en désiraient pas moins la prompte conclusion de l'accommodement que ces diverses négociations leur avaient fait espérer. A peine avaient-ils laissé partir les procureurs du Pays et les consuls d'Arles qu'ils sollicitaient Fortia de Piles et le commandeur Paul « de travailler à la pacification des difficultés qui restent et de s'en rendre médiateurs¹ ». Ils ressentaient, en effet, le besoin de conclure leur paix avec le gouverneur. L'état de défense où ils avaient mis la ville leur imposait de lourdes charges : les seules compagnies volantes qu'ils avaient dû mettre sur pied, avec les garnisons de la Plateforme et du Fanal et les officiers extraordinaires qu'ils avaient créés, entraînaient une dépense quotidienne de 127 livres 12 sous par jour². A cette somme, déjà considérable, s'ajoutaient celles qui provenaient d'autres dépenses autorisées par le Conseil, notamment pour la solde des capitaines de quartiers et les dépenses de leurs corps de garde, des capitaines de crue, pour les « députations » et pour « les dépenses de bouche tant à l'Hostel de Ville que au cabaret qui sont esté déjà faites et qu'il conviendra faire dorénavant, réparation aux artilleries et généralement toutes celles qui ont esté faites et faudra faire³ ». Pour couvrir ces dépenses, diverses délibérations du Conseil ou du bureau avaient engagé les revenus de la ville et ceux du Commerce, et autorisé les consuls à contracter des emprunts. Mais le blocus, qui fermait maintenant par terre et par mer les avenues de Marseille, tarissait les recettes des fermiers en empêchant l'arrivée des marchandises soumises aux droits et, menaçant de ruiner le commerce, gênait les riches citoyens qui, d'habitude, prêtaient

1. Délibération du bureau du 28 juillet.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

de l'argent à la Communauté. Sans doute, dans un élan d'enthousiasme, on avait décidé que, en cas de plus grande nécessité, « on employeroit tout jusqu'à la vaisselle des églises¹ », et qu'on « engageroit, s'il le falloit, la châsse de Saint-Lazare, celle de Saint-Victor et toutes les cloches et joyaux des églises, comme on fit après la prise et désolation d'Alphonse d'Aragon² ». Mais, au fond du cœur, on désirait ne pas être réduit à cette triste extrémité.

Mercœur et d'Oppède n'étaient guère plus à leur aise. Ils resentaient aussi la nécessité de conclure coûte que coûte un arrangement. Prolonger plus longtemps l'entreprise eût été, en effet, risquer gros jeu : outre qu'ils ignoraient quelle serait la décision de Mazarin dont la réponse ne leur était pas encore parvenue³, ils ne disposaient pas, sans ordre du Roi entre leurs mains, de moyens suffisants pour contraindre les Marseillais à l'obéissance. Ils se voyaient même menacés d'être abandonnés, sans avoir encore rien fait, par le commandant des navires anglais et par le commandeur Paul lui-même⁴. Une reculade de leur part eût été, dans ce cas, autrement dangereuse que quelques concessions habilement accordées à propos.

D'ailleurs, les négociateurs, qui s'étaient succédés à Marseille depuis quelques jours, avaient pu, malgré l'insuccès de leurs démarches, se rendre compte de l'état des esprits. Si Niozelles et les Bausset se montraient irréductibles, résolus à repousser toutes les propositions d'arrangement quelles qu'elles fussent, il n'en était pas de même de l'ancien parti de Valbelle, dont les chefs, les Félix et La Salle, probablement gagnés à des idées de conciliation par leurs parents, Meyrargues et Saint-Symphorien, se montraient plus accommodants⁵.

1. *La Justification de la ville de Marseille*, 22.

2. *Relation véritable*, etc. — En 1423, le roi d'Aragon, Alphonse V, avait assiégé et pris Marseille et livré cette ville au pillage (Ruffi, *Histoire de Marseille*, I, 252-256).

3. Voir la lettre d'Oppède à Mazarin, du 4 août 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 100) : « On a esté obligé de terminer ceste affaire... sans mesme attendre le retour du courrier despesché à Vostre Eminence ».

4. « Le commandant des Anglois a protesté à M. le duc, ainsi que Votre Eminence le verra par l'original de sa lettre, qu'il ne pouvoit rien faire contre Marseille, et que mesme il avoit fait sçavoir à ceux de ceste ville et qui avoit fait un très meschant effet. M. Paul n'avoit plus de victuailles et tous les jours pressoit M. le duc de finir au plus tost, prétextant de ne se pouvoir plus tenir là. La mésintelligence est si grande parmi les capitaines de vaisseaux et M. Paul qu'il est presque impossible que le service se fasse de la sorte.... » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 4 août 1658.)

5. « La nécessité où les choses estoient réduites du costé de la mer et la parfaite connoissance que nous avions que l'on vouloit embarrasser la province dans le mesme jeu que Marseille, a obligé M. le duc de Mercœur de travailler à la direction de ceux qui restoient dans Marseille par le moyen de MM. de Valbelle. Cela a si bien réussi que tous les parens et amis de ces gens-là avec les indifférens et les amis de ceux qui avoient esté battus, le sieur de La Salle en teste, commençèrent, il y a deux jours, à s'expliquer pour la paix.... » (Lettre d'Oppède, du 4 août 1658.) — « M. le cardinal Grimaldi et ses suivans ont failli à désespérer de la conclusion de ceste affaire, à laquelle ils ont donné le feu de tout leur pouvoir et, au contraire, les Valbelles et Villages leurs soins pour la terminer.... »

Informé de ces dispositions, Mercœur consentit à laisser retourner à Marseille les procureurs du Pays et les consuls d'Arles, qui étaient venus à Aix lui rendre compte de l'insuccès de leur première démarche. Ils y furent accompagnés par un gentilhomme aixois, M. de Cormis, syndic des Communautés du Pays. C'est lui qui exerça l'action décisive et obtint, non sans peine, l'agrément des Marseillais aux conditions que le gouverneur leur avait fait offrir¹. C'étaient celles que le bureau avait précédemment rejetées et auxquelles Mercœur et d'Oppède n'avaient pas cru devoir renoncer : les consuls seraient rétablis dans l'exercice de leurs charges, les citoyens mettraient bas les armes, et les portes seraient ouvertes. En retour, le duc, autorisait le maintien de la garde bourgeoise qui resterait organisée jusqu'à ce que le Roi eût accordé l'amnistie qu'il s'engageait lui-même à demander en leur faveur ; il promettait encore le rétablissement de la liberté du commerce et la restitution des marchandises et autres effets qui avaient pu être saisis². Cependant, et c'est là peut-être ce qui faisait l'objet d'articles secrets dont La Salle avait été rendu dépositaire³, le duc n'exi-

(Lettre de Mercœur à Mazarin, du 4 août 1658. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 98.) — Cf. ce passage d'une lettre de Bossuet, secrétaire de Mercœur, à Mazarin, du 4 août 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 102). « Le parti des Valbelles, des Félix et des Villages, dont La Salle est le chef, s'estoit uni au lieutenant Bausset et à Niozelles-Glandevès et quelques autres dont Niozelles estoit le chef. Ce Niozelles estoit porté secrètement par M. le cardinal Grimaldi avec lequel il avoit toutes relations, et ce parti ne vouloit point de pacification et pousoit tout à l'extremes; mais l'autre a toujours voulu prendre port, de sorte que Messieurs de Meyrargues et Saint-Symphorien-Valbelle, conseillers, avec M. de Mirabeau, ayant négocié mais inutilement, l'affaire fut reprise par les procureurs du Pays et les députés et consuls d'Arles, qui n'eurent pas encore l'effet entier. Mais aussi, ils opérèrent beaucoup pour les faire réduire à y mettre quelque disposition, surtout au parti des Valbelles.... »

1. « En effet, estant ici lesdits sieurs procureurs du Pays retournés et fait leurs rapports, Son Altesse à leurs prières les laissa retourner avec le syndic de Cormis, qui est celui qui a tout achevé.... » (Lettre de Bossuet à Mazarin.)

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 95. Ordonnance du duc de Mercœur (Aix, 2 août 1658). « Que les consuls, assesseur et officiers d'icelle ville seront dans une pleine et entière fonction de leurs charges et qu'ils agiront en toute liberté ainsi qu'auparavant, et toutes choses seront remises au mesme estat qu'elles estoient avant le 13^e et 19^e du mois passé: qu'incontinent nostre présente ordonnance publiée, tous les habitans qui ont pris les armes les mettront bas et désarmeront, et, à ces fins, les portes murées seront ouvertes, permettant néanmoins auxdits habitans d'avoir une garde bourgeoise pour maintenir le repos et la sûreté publique jusques à ce qu'il ait plu au Roy d'accorder une amnistie; et finalement, nous ordonnons l'entière liberté du commerce et, s'il y a eu des effets arrestés, ils seront relasches.... » Cette ordonnance, avec son préambule, a été transcrite sur le Registre des *Délibérations du Conseil* à la suite du procès-verbal de la séance du bureau du 2 août (Reg. n° 58, f° 292).

3. Il n'est question de ces articles secrets, dont le dépôt fut confié à La Salle, que dans le procès-verbal de la séance du bureau du 2 août. (« Et cependant ledit sieur de La Salle sera dépositaire des articles secrets, comme en effet iceux sont estes par lui reçus tout présentement au vu des susdits délibérans assemblés et moydit notaire et secrétaire », et dans le procès-verbal de l'Assemblée générale du 3 août, tenue dans le réfectoire du couvent des Jacobins (*Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 293), où il en est parlé en ces termes : « Et d'autant qu'il est venu à la notice de la présente assemblée que M. de La Salle estoit dépositaire de certains articles secrets, les délibérans auroient requis que leur en feus-

geait plus l'exécution immédiate de toutes ces conditions, en particulier de celle qui avait pour objet le retour de La Baume et son rétablissement dans les fonctions consulaires. Il était entendu, au contraire, que le premier consul et la plupart des citoyens, qui étaient sortis avec lui de Marseille après l'émeute du 19 juillet, resteraient hors de la ville jusqu'à la proclamation de l'amnistie¹. Mais, par un habile subterfuge, ce serait volontairement qu'ils renonceraient à jouir momentanément de la faculté qui leur était accordée de rentrer dans la ville. En apparence même. La Baume recevait une satisfaction complète, puisqu'il était entendu qu'une délibération régulière du Conseil le placerait, en sa qualité de premier consul, à la tête de la députation nombreuse qui serait chargée de porter au duc de Mercœur les remerciements et les promesses de soumission et d'obéissance de la ville et de tous ses habitants².

Hormis Niozelles et quelques-uns de ses amis particuliers³, tout le monde à Marseille approuva la conclusion de cet arrangement. Un bureau, tenu immédiatement, ordonna la publication et l'enregistrement de l'ordonnance du duc de Mercœur à

fait présentement lecture, comme désirant en avoir cognoissance. Mais, parce que ledit sieur de La Salle, un desdits délibérans, ne les avoit point apportés et s'estant mis en debvoir d'aller chez soi pour les prendre, pour lui esviter ceste peine, M. de Cormis, syndic des Communautés du Pays, qui en est pleinement informé, s'estant trouvé présent à ceste assemblée générale, en auroit brièvement donné cognoissance à icelle, de quoy un chacun se seroit contenté. » Nous n'avons d'ailleurs trouvé aucune autre indication relative à ces articles secrets ni dans la *Correspondance des consuls* ni dans celle de Mercœur ou d'Oppède. Nous ne croyons pas émettre une opinion téméraire en supposant qu'ils avaient pour objet un arrangement relatif au séjour de La Baume hors de la ville jusqu'à la publication de l'amnistie, ainsi qu'il était convenu dans le traité public.

1. « Néanmoins, comme il arrive souvent à Marseille aux moindres occasions, parce qu'ils sont en appréhension et jalousie de ceux qui sont dehors, et notamment du sieur de La Baume, premier consul, M. le duc... a fait consentir ceux qui sont dehors de ne rentrer point que l'amnistie ne soit venue. » (D'Oppède à Mazarin, 4 août.) — « Il est vrai que le peuple aigri demanda que La Baume ne rentrast pas à la ville que l'amnistie ou abolition ne fust venue... » (Bossuet à Mazarin, 4 août.) — Cf. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 292. Bureau du 2 août 1658. « LISTE DE CEUX QUI DOIVENT DEMEURER DEHORS. M. de La Baume; M. Jean-Baptiste de Valbelle; M. Louis de Griffet, trésorier-général de France; M. Jean-Paul de Foresta, sieur de Castelard, juge du Palais; M. de Boisson, sieur de Méneville; M. Alexandre de Gérenton, sieur de Château neuf, trésorier-général de France; M. François de Vincheguerre; M. Joseph de Cipières; MM. Louis et André de Monier-Ferrer, sieurs d'Ayglun; M. Luguët; les deux sieurs Cadets de Bastian; M. de Gratian; M. Lazare de Tournier, sieur de Saint Victoret; M. d'Hermitte fils; M. de la Rouvière; M. le chevalier de Roquefeuil; M. Jean-Louis de Serre. »

2. « ... Et tout incontinent, ladite Assemblée auroit disputé vers Son Altesse, se trouvant maintenant audit Aix, les suivans : M. de la Baume, premier consul, se trouvant maintenant audit Aix... » (Bureau du 2 août.) — « Ce qu'entendu par ladite Assemblée a approuvé et confirmé la députation desdits sieurs de La Baume, etc. » (Assemblée générale du 3 août.) — Cf. la lettre de Bossuet à Mazarin. « ... Pour y trouver un moyen qui ne pust estre rebutté par Son Altesse, ils disputèrent La Baume, premier consul, quoiqu'absent, pour, avec neuf députés gentilshommes ou bourgeois, supplier Son Altesse de les recevoir et ouïr en leurs personnes le pardon qu'ils demandoient au Roy afin de l'obtenir, ce qu'ils ont cejourd'hui exécuté, le sieur de La Baume portant la parole. »

3. Voir ci-dessus, p. 561, note 5.

la suite du procès-verbal de la séance. Il désigna les députés qui devaient accompagner La Baume auprès de celui-ci et il prescrivit la réunion d'une assemblée générale de tous les chefs de famille pour lui faire connaître les conditions de la paix¹. Cette assemblée, réunie le lendemain, approuva ces décisions, porta à neuf le nombre des députés envoyés à Mercœur et, se déclarant satisfaite du bref exposé que de Cormis lui fit des articles secrets, se sépara en poussant le cri de : Vive le Roy!²

Des deux côtés, on se hâta de remplir les engagements qui venaient d'être pris. Le 4 août, le duc de Mercœur, recevant la députation solennelle qui avait été faite et que conduisait La Baume, l'accueillit avec bienveillance et écrivit à la Cour pour appuyer la demande d'amnistie qu'il avait promis d'obtenir³. Il donna en même temps au commandeur Paul l'ordre de se retirer à Toulon avec ses vaisseaux, rappela les régiments qu'il avait établis autour de Marseille et se disposa à partir avec eux pour la Catalogne où sa présence était nécessaire, non sans éprouver, il est vrai, quelque appréhension sur les conséquences de son départ⁴. De leur côté, les Marseillais donnèrent des gages de leur désir de paix : le 5 août, un bureau ordonna le désarmement et le licenciement des compagnies volantes créées quelques jours auparavant, supprima les gardes de jour auxquelles avaient été tenus jusqu'alors les capitaines de crue et ne les obligea désormais qu'à des gardes de nuit et à un séjour de vingt-quatre heures au corps de garde, tous les quinze jours seulement⁵.

Ce n'était cependant pas encore une paix définitive et complète et l'on pouvait se demander lequel des deux partis sortait avec avantage de cette aventure. Le duc de Mercœur, d'Oppède et leurs protégés, les consuls, étaient remis en possession de l'autorité dont ils avaient été dépouillés depuis le 19 juillet. Mais La Baume et les principaux chefs de son parti se voyaient encore interdit l'accès de la ville et se soumettaient à cette condition. En outre, si les citoyens de Marseille étaient désarmés, la garde bourgeoise restait constituée avec la permission du gouverneur, il est vrai, et sous l'autorité des consuls. Ceux-

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, 292. Bureau du 2 août 1658.

2. *Ibid.*, 293. Assemblée générale du 3 août 1658.

3. Lettres du 4 août, de d'Oppède et Bossuet à Mazarin.

4. Lettre du 4 août, du commandeur Paul à Mazarin. — Lettre de Mercœur à Mazarin, 4 août 1658. « Cependant, Votre Eminence doit, s'il lui plaît, s'attendre qu'à la première occasion ceux qui l'ont manqué recommenceront tout de plus belle la suite de leur projet et ne me trouvant plus ici, devant partir avant huit jours pour Catalogne, y feront peut-être plus de mal que l'on n'y pense. Ce dont je suis obligé d'avertir Votre Eminence pour n'en estre pas responsable à l'avenir et le pauvre M. d'Oppède ne sera pas sans peine. »

5. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 294 v°. Bureau du 5 août.

ci n'avaient pas dissous le bureau formé au lendemain des troubles et cette assemblée continuait comme naguère à donner des ordres aux capitaines et à régler les mouvements des troupes dans la ville. Elle pouvait, quand elle voudrait, donner de nouveau le signal de la révolte et décréter l'état de siège : les consuls présents ne pourraient pas s'opposer à ces décisions. Le parti de la sédition conservait donc la plupart de ses positions en attendant l'amnistie que Mercœur s'était engagé à lui faire obtenir. Suivant que les conditions posées par le Roi à son pardon lui conviendraient ou non, il déposerait complètement les armes ou il reprendrait la lutte, et il était plus que le parti contraire en mesure d'imposer ses volontés, car il restait véritablement le maître de la ville. C'était à lui que Mazarin allait avoir affaire, puisque aussi bien l'armistice n'avait été conclu entre les deux partis que pour donner au premier ministre le temps de se prononcer.

CHAPITRE III

LES TROUBLES ET LA POLITIQUE DE MAZARIN

I. LA MISSION DE JEAN-BAPTISTE DE LA REYNARDE A LA COUR : LA JUSTIFICATION DES TROUBLES ET LA SOLLICITATION D'UNE AMNISTIE. — II. LE MÉCONTENTEMENT DE MAZARIN ET LES PROJETS DE RÉPRESSION : ILS SONT ABANDONNÉS POUR NE PAS CONTRARIER LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CARDINAL. — III. LES LETTRES D'ABOLITION DU MOIS DE SEPTEMBRE 1658 : ELLES NE SATISFONT PAS LES MARSEILLAIS ; RETARDS CALCULÉS APPORTÉS A LEUR EXAMEN : LE CONSEIL DES TROIS CENTS LES REFUSE ; D'OPPÈDE, LA SALLE, NIOZELLES ET LA CRÉATION PROCHAINE DES CONSULS DE 1658. — IV. MAZARIN ET LE REFUS DE L'ABOLITION : L'ORDONNANCE D'AJOURNEMENT DES ÉLECTIONS CONSULAIRES ET LA NOUVELLE ABOLITION DU MOIS D'OCTOBRE 1658 ; COINCIDENCE DE CES DÉCISIONS AVEC LE VOYAGE DE LA COUR A LYON ET L'OUVERTURE DES PREMIERS POURPARLERS DE PAIX AVEC L'ESPAGNE.

Marseille, mise à l'abri de la répression immédiate dont elle venait d'être menacée, pouvait maintenant espérer qu'une fois de plus ses sollicitations auprès des puissances, les démarches de ses députés, les intrigues et le crédit de ses protecteurs la préserveraient du châtimement impitoyable que Mercœur et d'Oppède avaient médité contre elle. Trop souvent Mazarin s'était prononcé en sa faveur contre le gré des divers agents de la royauté, dont elle avait contrecarré l'administration et combattu la politique, pour qu'elle ne caressât pas l'espoir d'obtenir du cardinal une nouvelle preuve de sa bienveillance, même contre Mercœur dont la fortune et les intérêts se confondaient pourtant avec ceux du premier ministre.

C'était là l'objet de la mission que, le 21 juillet, les chefs de la sédition avaient confiée à leur envoyé Jean-Baptiste de Félix de La Reynarde. Des lettres écrites au Roi, à Mazarin et à Brienne et signées par les deux consuls, instruments involontaires de leurs ennemis victorieux, réduisaient à d'insignifiantes que-

relles intérieures les mouvements qui avaient eu lieu et protestaient de la fermeté des sentiments d'attachement et de fidélité que les Marseillais professaient pour le Roi et pour son gouvernement : « Sur l'occasion de quelques esmotions arrivées en ceste ville, écrivait-on à Mazarin, nous avons disputé vers Sa Majesté par nostre Assemblée générale tenue hier, le sieur de La Reynarde, l'un de nos principaux gentilshommes. Vostre Eminence apprendra, s'il Lui plaist, de sa bouche quelles ont esté les causes de ces mouvemens et verra qu'il ne s'est passé en tout cela rien qui ait tant soit peu regardé le nom du Roy ni le service particulier de Vostre Eminence. Nous pouvons encore ajouter que, pour ces deux choses, ceste ville est tellement vive que quoique ce soit du monde ne la scauroit diviser. Si bien que nous avons maintenant d'autant plus de hardiesse à supplier très humblement Vostre Eminence d'escouter avec sa bonté ordinaire nostredit député¹. . . »

Dès ce moment, cependant, persuadés que leurs affirmations seront combattues par Mercœur et par d'Oppède, qui viennent de refuser d'entendre leur envoyé Jean de Cabannes, ils cherchent quels personnages de la Cour ou du gouvernement seront disposés à seconder les démarches de La Reynarde et à tenir en balance l'influence de Mercœur et de d'Oppède. Ils ont à ce sujet des indications dont ils pourront se servir. Il y a, en effet, à la Cour, des gentilshommes provençaux qui y ont été mandés à la suite du différend survenu entre le gouverneur et le premier président d'une part et l'assemblée des Communautés de l'autre. Ce sont le lieutenant-général de la province, le marquis de Gordes, un ancien procureur du Pays, La Barben, et le président de Régusse. Ceux-ci intriguent contre leurs adversaires et tiennent au courant des événements de la Cour leurs amis de Provence. Ils sont eux-mêmes l'objet de sollicitations de la part des ennemis de Mazarin, dont la haine tenace n'a pas encore désarmé et qui s'efforcent d'exciter le mécontentement des Provençaux et de les entraîner dans le mouvement qu'ils méditent contre le premier ministre². C'est parmi ces

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Son Eminence, 22 juillet 1658. — Cf. la lettre au Roi et celle au comte de Brienne, du même jour. La lettre au Roi ne l'informe même pas qu'une émotion a éclaté dans la ville, et elle attribue à « quelques occasions extraordinaires » la cause du départ de La Reynarde, chargé d'une mission auprès de lui par « sa fidèle ville de Marseille », et, en particulier, de « l'informer des choses qui se passent et de l'assurer de la constante fidélité qu'elle gardera toujours à son service ». La lettre adressée à Brienne n'est guère plus explicite. La Reynarde, qu'ils « ont disputé vers Sa Majesté sur le sujet de certain mouvement arrivé en leur ville », est porteur d'une lettre pour lui, « afin qu'il soit appuyé dans toute ceste rencontre de la protection que sa bonté leur a rendue si utile en tant d'autres ». Il ne peut la leur refuser « puisque, en tous leurs démentis, il n'y a que de simples considérations de villes, sans qu'il s'y soit jamais rien meslé qui blesse la fidélité qu'ils doivent au Roy ni la passion qu'ils ont à son service. »

2. Voir les diverses lettres de Mercœur et d'Oppède à Mazarin, des mois de juillet et d'août 1658.

mécontents, qui les ont sollicités, que les Provençaux mandés à la Cour ont engagé les chefs de la sédition marseillaise à rechercher les personnages influents dont ils pourraient avoir à demander l'appui : ils se flattent notamment d'avoir intéressé à leur cause l'évêque de Fréjus, Ondedei, et la Princesse Palatine¹.

Sur leurs indications, Niozelles et La Salle imposent aux consuls d'écrire à cette princesse, dont ils escomptent le crédit sur Anne d'Autriche, pour obtenir de celle-ci qu'elle accueille La Reynarde avec bienveillance². Cependant, La Salle et les Félix n'oublent pas que leur parti « eut naguère, quand le lieutenant Antoine de Valbelle vivoit encore, un protecteur tout puissant, Abel Servien ». Dans l'embarras où ils se trouvent, ils lui font aussi demander son appui³. Personne ne doute que ces concours précieux ne soient accordés; chacun espère que grâce à eux, le Conseil du Roi refusera de sanctionner les projets de répression que propose Mercœur.

1. « Les séditeux n'agitent en toutes rencontres que le bien et la liberté publique et disent hautement qu'ils seront escoutés à la Cour. Ils ne se cachent point d'avoir adressé leur courrier à M. de Fréjus et à Madame la Princesse Palatine et que leur desputé est chargé de présens, par lesquels non-seulement ils prétendent cest appui et se faire considérer à la Cour, mais encore de perdre tous ceux qui s'exposent pour l'exécution des ordres du Roy et de Vostre Eminence.... » (Mercœur à Mazarin, lettre non datée mais certainement postérieure au 1^{er} août 1658. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 92.) — Cf. ce passage d'une autre lettre du 27 août, de Mercœur à Mazarin (*Ibid.*, 148) : « ... Ces derniers protégés ouvertement de M. le cardinal Grimaldi et de tous les adhérens que Vostre Eminence connoist à M. de Gordes, et à la Cour par Madame la Palatine et par M. Ondedei, de quoi publiquement ils se vantent, disant qu'ils ont donné de l'argent pour cela. »

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. « A la Princesse Palatine (Anne de Gonzague), 22 juillet 1658. Les bonnes causes trouvent auprès de Vostre Altesse un si ferme appui que nous osons bien très humblement La supplier de vouloir nous en faire sentir les effets dans une occasion qui nous les rend nécessaires auprès du Roy et de Son Eminence. C'est sur quelques esmotions arrivées en nostre ville pour lesquelles nous avons desputé à Sa Majesté M. de La Reynarde, l'un de nos gentilshommes, lequel a ordre exprès de faire la révérence à Vostre Altesse. Elle agréera, s'il Lui plaist, que nous nous remettons à lui de tout le discours de nos désordres et que nous ne nous occupions ici qu'à protester à Vostre Altesse qu'Elle ne scauroit faire des reconnoissances si respectueux pour sa personne.... »

3. *Ibid.* Lettre à Servien, du 26 juillet 1658. « C'est sans doute le plus doux emploi de la vertu que celui de protéger des gens de bien et Vostre Grandeur est dans cest exercice par une inclination si naturelle qu'il semble que nous serions les seuls du royaume à ne le pas connoistre si nous croyions qu'Elle peut nous refuser les effets de Sa générosité en l'occasion où nous les pouvons implorer avec justice. Les différens partis de nostre ville nous ont jetés dans des mouvemens qui nous ont obligés de desputer au Roy M. de La Reynarde, l'un de nos gentilshommes. Mais comme les bonnes causes ne se soutiennent pas d'elles-mêmes et qu'elles sont sujettes à l'impression que les colères des ennemis leur peuvent donner, nous avons pensé qu'outre les raisons que nostre desputé avancera et que vous aurez aussi, Monsieur, s'il vous plaist, la bonté d'escouter, il lui estoit encore nécessaire d'estre appuyé de vostre faveur auprès de Sa Majesté et de Son Eminence. Nous supplions donc très humblement Vostre Grandeur d'estre maintenant nostre asile comme Elle l'a esté autrefois et de n'estre pas fâchée d'acquiescer si souvent des titres à engager nostre ville à une éternelle reconnoissance puisque, mesme dans les matières présentes, il n'y a rien qui choque tant soit peu le service du Roy.... »

Mercœur et d'Oppède auraient voulu empêcher La Reynarde d'arriver à la Cour et d'y nouer ces intrigues. A la nouvelle de sa députation et de son prochain départ de Marseille, ils avaient fait surveiller les routes de terre ; puis, apprenant qu'il avait déjoué cette surveillance et qu'il était parti par mer, pour gagner ensuite par un point ignoré de la côte le chemin de Paris, ils avaient lancé un courrier à sa poursuite, avec l'ordre de l'arrêter s'il le rencontrait¹. Comme ils doutaient cependant du succès de cette entreprise, ils avaient adjuré Mazarin de ne pas souffrir qu'il se présentât à la Cour, lui représentant qu'un exemple était « d'une absolue nécessité² ».

A ce moment, en effet, ils s'efforçaient d'obtenir l'adhésion de Mazarin aux mesures de rigueur qu'ils avaient prescrites dès la nouvelle de l'émotion du 19 juillet et qui devaient, à leur avis, et dans un bref délai, réduire à leur merci les rebelles de Marseille. Dans les rapports qu'ils avaient adressés au cardinal, par deux courriers successifs, le 23 et le 30 juillet, ils lui avaient représenté qu'il ne s'agissait pas, comme les coupables cherchaient à l'en persuader, d'une simple querelle de partis, mais d'un acte d'une extrême gravité, dont la répercussion se ferait sentir dans toute la province, s'il n'y était mis promptement bon ordre. Le châtimement de Marseille, au contraire, ramènerait pour longtemps le calme dans tout ce pays qui prenait volontiers exemple sur la grande cité. « Toute la province regarde ceste affaire et en souhaite l'impunité pour de là en prendre exemple. Enfin, Monseigneur, il ne faut point dissimuler à Vostre Eminence, l'autorité du Roy est à bas et tous ceux qui sont dans les affaires du Roy exposés si ceste affaire demeure impunie, et s'il y a le moindre chastiment, c'est couper la teste à la sédition et à la révolte et c'est establir l'autorité du Roy pour toujours. Marseille, qui passe pour république et une ville qui ne reconnoist aucune autorité, pliée et les séditieux chastiés, tout le reste tremblera et l'on sera destrompé pour toujours en ceste province de ceste maxime qu'ils y établissent et qui sert de fondement à toutes les séditions et qui a esté tant rechantée dans ceste province depuis une année, sçavoir qu'il n'y a qu'à tout oser et tout entre-

1. « La Reynarde a esté desputé et, contre la parole donnée à M. le duc, est parti à la desrobée par mer. Ce courrier porte ordre de M. le duc, si on l'attrappe en chemin, de le fasire arrester et, s'il arrive jusques à la Cour et que Vostre Eminence ne le fasse arrester, tout est perdu ici-bas et on ne mettra difficulté à rien. Vostre Eminence fera, s'il Lui plaist, Ses réflexions. » (Lettre d'Oppède à Mazarin, 23 juillet 1658. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 66.)

2. Lettre de Mercœur à Mazarin, 23 juillet 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 61). Voici le passage où il est question de La Reynarde. « ... Et cependant donnèrent temps à un gentilhomme, nommé La Reynarde, qu'ils ont despesché à la Cour, d'y aller persuader leur innocence.... Si le courrier va jusques à la Cour, j'ose dire à Vostre Eminence qu'un exemple est d'une absolue nécessité, ce que je ne puis refuser à l'urgence du service, encore qu'il soit proche parent de plusieurs personnes que j'estime bien fort.... »

prendre, que, moyennant que l'on soit le plus fort que tout est avoué à la Cour et tout demeure impuni. Par ces raisons et par toutes celles que nous connoissons, par l'aspect et l'estat de la province, il y va du tout au tout de plier ceste ville et sa mutinerie; je le crois aussi important au restant de l'Estat par la réputation de ceste ville, et ce sera un exemple d'utilité certainement¹. »

Depuis une année, en effet, des factieux, secrètement poussés par le cardinal Grimaldi, ont essayé de provoquer un soulèvement général de toute la Provence. Ils ont répandu les pires accusations contre les représentants du Roi, en particulier contre le premier président, qui a eu le seul tort de refuser de faire cause commune avec eux et de s'être mis en travers de leurs projets séditionnels². La création par lettres patentes des consuls de Marseille, au mois d'octobre 1657, avait permis de les tenir en respect pendant quelques mois : la révolte de Marseille, qu'ils ont fait éclater grâce à la complicité de Niozelles, remet en question l'œuvre laborieuse que d'Oppède et Mercœur ont entreprise et compromet l'autorité du Roi dans tout le pays³. On peut craindre que cette agitation ne se ré-

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, f° 60. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 23 juillet 1658.

2. C'est ce dont d'Oppède se plaint à Mazarin à la fin de sa lettre du 23 juillet : « Cependant, Monseigneur, dit-il, comme il est de mon devoir, et que je ne m'en destacherai jamais, quoi qu'il arrive, il faut que je fasse montre partout et que, dans l'estendue de ma charge et tout ce que le Roy me commande, j'y agisse et m'y porte avec abandonnement sans me mesnager. Cela m'attire une infinité d'ennemis qui ne l'estoient pas. On me fait passer pour celui qui obéit et embrasse aveuglément les intérêts de la Cour : on me descrie, on me proclame. Si je voulois agir comme M. de Gordes et autres messieurs, je puis me flatter que, faisant ma charge, je serois aimé et suivi plus qu'eux. Mais je manquerois au Roy, à Votre Eminence et à mon devoir. » Il se plaint ensuite d'avoir été attaqué à la Cour par ceux-là mêmes qui y ont été appelés pour se justifier (de Gordes, le président de Bras et La Barben) : qu'il n'a pas touché ses pensions depuis trois ans et que, cependant, on le fait passer « pour un mangeur et un pillleur de province ». — De son côté, Mercœur enregistre des accusations du même genre (Lettre à Mazarin, du 4 août, Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, f° 98). « ... Le pauvre M. d'Oppède ne sera pas sans peine. Ses ennemis, parmi lesquels M. de Gordes, avoient de plus accusé, à ce que l'on m'a dit, mon secrétaire et le sien de beaucoup de voleries. Votre Eminence est trop juste pour ne les pas faire chastier s'ils sont coupables, comme lui et moi vous en supplions très humblement et, en mesme temps, s'ils ne le sont pas, de leur faire rendre justice, en faisant tomber la peine sur leurs accusateurs. »

3. « L'année dernière, Monseigneur, quand nous donnâmes nos avis sur les lettres patentes pour les consuls de Marseille, nous scavions fort bien ceste intrigue de ces gens de Marseille avec M. le cardinal Grimaldi, les exilés et prisonniers. Et ce fut la raison pour laquelle nous pressâmes de faire les consuls par lettres patentes qui, durant neuf mois entiers, ont résisté à la force, la calomnie et l'artifice; enfin, par ces malices noires parmi le peuple et par une perfidie et manque de parole, ils les ont superchés. Votre Eminence peut juger que, s'ils eussent eu l'autorité en mains, ils n'eussent pas perdu les occasions de brouiller avec la province cet hiver, au lieu qu'à présent on les peut chastier... » (D'Oppède à Mazarin, 30 juillet 1658, Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 86.) — Cf. la lettre de Mercœur à Mazarin, du même jour (Arch. des Affaires étrangères, 1723, 77). « Lorsque mon courrier partit, j'avois bien un soupçon très grand que le principe du mal venoit de plus haut que ce qu'il paraissoit, mais je n'en estois pas assuré comme à ceste heure que toute la terre s'aperçoit de

pande de là dans le reste du royaume. Les rebelles de Provence entretiennent, en effet, des relations certaines avec les malintentionnés de la Cour. Le cardinal de Retz, dont le père a occupé en Provence la charge de général des galères et a laissé dans le pays des obligés et des amis, parmi lesquels le propre père de Niozelles, est au courant de ces menées et les encourage¹. A la Cour, l'évêque de Fréjus et la Princesse Palatine les protègent et peuvent circonvenir le Roi en leur faveur. Céder aux démarches et aux sollicitations de ces puissants protecteurs serait peut-être exposer le royaume aux dangers d'une nouvelle Fronde. Il faut donc conjurer ce péril en ordonnant de poursuivre la réduction de Marseille dans les conditions mêmes où le duc de Mercœur l'a commencée². Les circonstances sont favorables : la situation de la Catalogne permet, en effet, de distraire sans danger les troupes destinées à faire campagne dans ce pays qui ont été retenues en Provence³. La considération

l'esclat des intrigues qui ont esmu ceste sédition de Marseille. Je ne puis dissimuler à Vostre Eminence que M. le cardinal Grimaldi est le premier mobile de tout ceci et encore que, selon sa coutume, il ne paroisse pas publiquement, il n'y a personne de tant soit peu de sens qui ne le connoisse clairement.... » — Dans des lettres postérieures, Mercœur et d'Oppède reviennent encore sur le rôle prépondérant que le cardinal Grimaldi a joué en toutes ces affaires : « M. le cardinal Grimaldi affecte tout ce qui le peut accréditer parmi le peuple et tout ce qui peut décréditer les affaires du Roy et ceux qui en sont chargés... » (Mercœur à Mazarin, août 1658. Arch. des Affaires étrangères, 1723, 92). — « Enfin, Monseigneur, il ne faut point dissimuler à Vostre Eminence, le cardinal Grimaldi est le refuge de tous ceux qui n'ont point l'esprit en repos. Et, pour mieux esclaircir la liaison de ceux de Marseille avec M. le cardinal Grimaldi et M. de Gordes, Vostre Eminence peut scavoir, s'il lui plaist, qu'à la Cour le sieur de La Reynarde, desputé de ceste ville, n'a en autre adresse que ceux qui portent les intérêts de M. le cardinal Grimaldi et qui ont agi pour l'eslargissement de M. de Gordes.... »

1. Le soupçon de cette entente entre les factieux de Provence et le cardinal de Retz, déjà précédemment exprimé, se précise dans l'esprit de Mercœur et de d'Oppède, comme l'indique ce passage d'une lettre de Mercœur à Mazarin, du mois d'août 1658. « Ce n'est que par la suggestion de M. le cardinal Grimaldi et du cardinal de Retz et ses partisans : le père de Glandevès de Marseille a esté domestique du père de Gondi, lorsqu'il estoit général des galères, et ceste maison ayant encore plusieurs serviteurs dans ceste ville.... » (Mercœur à Mazarin, août 1658. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 92.)

2. « Nous avons jugé à propos, M. d'Oppède et moi, d'armer deux galères à Toulon pour mois, afin de sortir de ceste affaire promptement, ce que lui et moi avons jugé tout à fait nécessaire pour couper la teste de l'hydre dans sa naissance, qui sans doute auroit produit de très pernicieux effets et particulièrement dans mon absence de la province et n'y ayant plus de troupes. Si Vostre Eminence n'approuve pas nostre résolution fondée sur toutes ces raisons, Elle aura, s'il lui plaist, la bonté de m'envoyer ses ordres par ce gentilhomme qui seront ponctuellement exécutés, estant pourtant obligé de lui dire, si Elle souffre impunément cest attentat, que ni moi ni personne de ceux qui ont l'honneur de servir le Roy ici se trouveront tout à fait hors d'estat d'y exécuter ses ordres, lui pouvant protester avec vérité que je ne suis nullement partial en ce rencontre ni passionné que pour le service du Roy et la gloire du ministère de Vostre Eminence.... » (Mercœur à Mazarin, 23 juillet 1658.) — « J'ose mesme dire à Vostre Eminence que tout est au désespoir ici-bas de voir que l'on ne marchande pas et, si en ceste ville ici [Aix] on osoit, on se soulèveroit pour l'empescher parce que, avec cest exemple, ils voient mourir la sédition et le désordre. » (Lettre de d'Oppède, du 23 juillet.)

3. « Ce qui m'a obligé de faire retourner les troupes avec plus de facilité, outre l'importance de ceste affaire, ç'a esté la foiblesse persistante des ennemis en Catalogne. » (Mercœur à Mazarin, 23 juillet.)

de la lutte à poursuivre contre l'Espagne ne doit donc pas peser sur la décision du cardinal. Celui-ci ne s'arrêtera pas davantage à la promesse de payer d'importants subsides au Roi que La Reynarde aurait été, dit-on, chargé de porter à la Cour de la part de ses concitoyens : quand Marseille aura été soumise par la force, le gouvernement aura les moyens de lui imposer le paiement régulier des taxes auxquelles il lui plaira de l'assujettir¹. Au surplus, Mazarin pourra réduire à son gré l'étendue du châtimement qu'il conviendra d'infliger aux rebelles : il aura, en effet, la faculté d'excepter de l'amnistie les seuls citoyens qui auront mérité d'être punis. Il faudra seulement, s'il veut assurer l'avenir et sauvegarder les droits du Roi et l'autorité de ses représentants, que le duc de Mercœur reçoive seul la mission de faire exécuter ses ordres, afin qu'il apparaisse bien aux yeux de tous que le gouverneur a conservé la confiance du souverain et que c'est avec son assentiment que ces diverses décisions ont été prises².

Ces rapports pouvaient avec raison causer quelque inquiétude à Mazarin. La Provence, que naguère ses serviteurs avaient eu tant de peine à retenir dans son parti, allait-elle maintenant faire défection et donner le signal d'une nouvelle Fronde? Le cardinal n'oubliait pas les services que les Marseillais lui avaient rendus autrefois avec Antoine de Valbelle, mais il ne pouvait pas oublier davantage les difficultés qu'ils lui avaient créées depuis, en refusant d'acquitter la taxe du quartier d'hiver et en l'exposant par leur conduite inconsidérée à se brouiller avec la république de Gènes. Survenant après ces incidents qui l'avaient déjà mis en défiance contre ses anciens alliés,

1. « On dit que leur disputé a ordre d'offrir de l'argent au Roy : ce n'est que pour échapper ceste fois. Mais il faudroit les mettre en estat qu'ils en donnassent toutes les années et qu'il fust aussi aisé d'en avoir de ceste ville comme des autres de la province. Votre Eminence le peut facilement ceste fois : c'est à Votre Eminence à y faire ses réflexions. » (D'Oppède à Mazarin, 30 juillet 1658.)

2. « Il est nécessaire que Votre Eminence rebutte en haut toutes leurs propositions et que, quand mesme Votre Eminence se relascheroit à quelque chose, qu'Elle les renvoie ici-bas et mande à M. le duc de Mercœur les intentions du Roy, autrement il perd en ceste province toute créance. J'en parle à Votre Eminence avec la liberté qu'Elle m'a ordonnée, mais avec respect, soumission et vérité.... Votre Eminence enverra donc avec diligence, s'il lui plaist, les ordres par le retour du courrier et, par-dessus ceux que M. le duc de Mercœur peut demander à Votre Eminence pour l'exécution de son dessein, il est nécessaire que Votre Eminence envoie une amnistie expédiée fort secrètement et double, l'une pure et simple, et l'autre avec exception de ceux dont nous envoyons le rôle à Votre Eminence. Et ceux de Marseille, à qui on fait appréhender, se voyant à couvert, ils ne se voudront pas perdre pour les autres.... » (D'Oppède à Mazarin, 23 juillet.) — « Il semble que, quand Votre Eminence voudra leur faire grâce, il est nécessaire pour les affaires d'ici-bas de congédier hors la Cour ceux qui sollicitent les mains vides et, dans un temps d'après proportionné, faire partir les grâces de la seule bonté du Roy et de Votre Eminence et de le faire découler par les mains de M. le duc de Mercœur, afin que l'on reconnoisse que Votre Eminence ne veut point discréditer M. le duc en son gouvernement comme ils disent et que les mesmes mains que l'on emploie à leur faire le mal, le Roy et Votre Eminence mettent en œuvre pour leur faire grâce.... » (D'Oppède à Mazarin, 30 juillet.)

la sédition du 19 juillet ne pouvait qu'accoître la mauvaise humeur qu'il nourrissait contre eux. Il devait donc être d'autant moins disposé à leur pardonner que ses agents lui donnaient à entendre que les rebelles de Marseille avaient été les instruments de ses propres ennemis dont la haine n'avait pas encore désarmé¹. Voilà pourquoi, à la nouvelle de ces événements et sur le coup de la colère, il se prononça pour un châtement exemplaire des coupables.

« Je n'ai pas besoin d'être excité pour faire prendre au Roy les voies qui peuvent soutenir plus hautement son autorité, répondit-il à Mercœur, le 1^{er} août². Il y a des conjonctures où la prudence veut que l'on dissimule et que l'on cherche des précautions pour apaiser ces sortes d'émotions, afin d'éviter de plus grands maux. Mais, à présent, grâce à Dieu, que les armes du Roy prospèrent de tous costés, que ses ennemis sont dans une grande foiblesse et que Sa Majesté se trouve dans la plénitude de sa puissance, Elle peut exercer sa justice et soutenir sa dignité sans rien appréhender. C'est pourquoi elle a approuvé tout ce que vous avez résolu de faire pour ranger à la raison la ville de Marseille et punir ceux qui se sont écartés de leur devoir. »

En même temps, agissant avec une égale décision, il donnait des ordres pour faire arrêter La Reynarde dès son arrivée à la Cour³ et, refusant d'envisager la délivrance d'une abolition pure et simple, qui aurait permis aux coupables d'échapper à la juste punition qu'ils avaient méritée et dont le spectacle devait retenir les villes de province disposées à suivre l'exemple de Marseille, il manifestait l'intention d'infliger à La Salle et à Niozelles un châtement exemplaire⁴. Il semblait,

1. Dans sa lettre à d'Oppède, écrite de Bergues, le 1^{er} août 1658 (Affaires étrangères, 1722, 176 v°), Mazarin se montre préoccupé, à la suite de Mercœur et de d'Oppède, de rattacher les événements de Marseille et de Provence aux menées de Retz n'a pas cessé de poursuivre contre lui. « Je voudrais bien, dit-il, que vous puissiez pénétrer s'il y a quelque relation de ce qui s'est passé à Marseille avec le cardinal de Retz et quelles peuvent estre ses correspondances en ces quartiers. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 180 v°. Mazarin à Mercœur, 1^{er} août 1658. — Cf. la lettre à d'Oppède, du même jour : « Il est certain qu'il ne faut rien oublier pour faire une punition exemplaire des coupables, afin de retenir par l'exemple les autres villes de la province dans leur devoir. C'est pourquoi on a approuvé tout ce que le duc de Mercœur et vous avez résolu là-dessus et on lui envoie tous les ordres que vous avez cru nécessaire d'estre expédiés pour soutenir hautement l'autorité du Roy.... »

3. « Le sieur de La Reynarde n'a point encore paru à la Cour. S'il y vient, il y aura ordre de le faire aussitôt arrêter, et il faudroit qu'il fust bien éloquent pour me persuader de l'innocence de ceux qui l'envoient après ce que vous m'crivez. » (Lettre à Mercœur du 1^{er} août). La lettre à d'Oppède, du même jour, n'est le plus souvent que la répétition, sous une forme un peu différente, de celle adressée à Mercœur.

4. « On a fait aussi expédier deux abolitions, l'une pure et simple, et l'autre à l'exception de quelques personnes qui devront estre reléguées, dont on laisse le nom en blanc, dont vous servirez comme vous le jugerez à propos. Je vous dirai seulement que, comme dans ceste affaire on veut prendre la voie de la rigueur et profiter de ceste occasion pour faire quelque chastiment exemplaire qui serve

en effet, préoccupé par-dessus tout de rétablir en Provence l'autorité du Roi, indiquait ce principal objet à l'activité et aux efforts de Mercœur et d'Oppède et se félicitait que, pour l'atteindre plus vite, la situation de la Catalogne eût permis de ne pas y envoyer les troupes qu'on désirait employer à la punition de Marseille¹.

Mais, à peine Mazarin avait-il écrit ces lettres et donné les ordres qu'elles annonçaient, qu'il se ressaisissait, hésitant à poursuivre l'exécution des mesures rigoureuses qu'on lui avait proposées et qu'il avait d'abord approuvées. Il faisait alors ralentir l'expédition des ordres qu'il avait promis. Pour justifier ce retard, il prétendait son éloignement de la Cour et gardait le secret espoir que Mercœur n'aurait accompli rien d'irréparable tant qu'il n'aurait pas reçu de lui une approbation formelle². C'est qu'il s'était pris à douter de l'efficacité de la répression telle que le duc l'avait conçue et l'avait entreprise. Il se demandait si c'était bien ainsi qu'on mettrait pour toujours un terme aux mouvements séditieux dont Marseille était coutumière ; si on n'aurait pas à en réprimer un nouveau quelques mois à peine après avoir sévèrement châtié celui-là et s'il ne conviendrait pas mieux d'appliquer un autre remède qui « seroit d'aller à la source du mal et de la tarir, en sorte qu'on ne courre point le risque d'y retomber à l'avenir³ ». Il regrettait aussi le contretemps que l'affaire de Marseille faisait subir à ses projets sur la Catalogne en immobilisant en Provence des troupes qui auraient été utilement employées dans ce pays. Il se demandait même avec inquiétude s'il ne serait pas obligé d'abandonner ses vues de ce côté, car il appréhendait que La Reynarde, qu'on lui avait dit être parti par mer et qui n'avait pas encore paru à la Cour, ne fût allé en Espagne ou à Naples offrir un concours qui, créant en France une diversion favorable

à contenir les austres villes de la province dans le devoir et dans l'obéissance, il semble que l'abolition pure et simple sera superflue car, si on s'en servoit, on ne feroit point de chastiment et on perdrait le premier fruit qu'on se propose. » (Lettre à Mercœur.) — « Il faut particulièrement songer à chastier exemplairement les sieurs de La Salle et de Glandevès. » (Lettre à d'Oppède.)

1. « ... Maintenir l'autorité de Sa Majesté est, en effet, le premier but qu'il se faut proposer et vous avez eu raison de croire que les troupes seroient plus utilement employées en cela qu'en Catalogne où les ennemis non seulement sont dans un estat qui ne nous donne rien à craindre, mais qui nous pourroit faire beaucoup espérer si vous pouviez estre bientôt débarrassé de l'affaire de Marseille. » (Lettre à Mercœur.)

2. Lettre du 3 août 1658 à d'Oppède (Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 183).

3. « Vous verrez qu'on envoie tous les ordres que M. de Mercœur et vous avez désirés. Mais, il me semble qu'il y aura quelque chose à faire de plus ou de moins. Car, si on y pousse l'affaire à l'extrémité et qu'ensuite on fasse quelque punition des coupables, c'est bien assoupir la rébellion mais non pas l'esteindre et elle pourra renaître dans six mois. C'est pourquoi, si on avoit à bien profiter de ceste conjoncture, ce seroit d'aller à la source du mal et de la tarir en sorte qu'on ne courre point de risque d'y retomber à l'avenir. » (Lettre du 3 août à d'Oppède.)

aux ennemis, ne vint compromettre les heureux résultats de sa politique¹.

A quelques jours de là, ses hésitations étaient tombées : au lieu de se prononcer pour des mesures d'extrême rigueur, comme il l'avait fait d'abord, il manifestait catégoriquement ses préférences pour un accommodement. Il avait, sans doute, entre les mains les deux lettres que Mercœur et d'Oppède lui avaient écrites le 30 juillet, où ses correspondants, lui découvrant l'état troublé de la Provence, exprimaient la crainte que cette province n'embrassât la cause de Marseille² et lui rapportaient en même temps les premières négociations entamées avec leur assentiment en vue d'une entente avec les rebelles³. Il avait alors compris combien serait hasardeuse la répression qu'il avait été un moment question d'infliger à Marseille et qui risquait de soulever en sa faveur la Provence tout entière et combien il serait plus politique, puisque aussi bien les affaires du Roi n'étaient pas encore tout à fait en état de courir ce risque, de profiter des dispositions conciliantes que manifestaient la plupart des Provençaux.

Mazarin venait aussi d'apprendre que La Reynarde était enfin arrivé à Compiègne, « où l'on n'avoit pas jugé à propos de

1. Déjà, la lettre du 1^{er} août à Mercœur se termine par ces mots qui laissent percer le regret que Mazarin éprouve d'avoir été empêché par les troubles de Marseille de faire passer en Catalogne toutes les troupes qu'il avait fait préparer à cette intention. « Vous avez eu raison de croire que les troupes seroient plus utilement employées en cela qu'en Catalogne où les ennemis non seulement sont dans un estat qui ne nous donne rien à craindre, *mais qui nous pourroit faire beaucoup espérer si vous pouviez estre bientôt débarrassé de l'affaire de Marseille.* » Le 3, ses soupçons ayant été éveillés par l'avis donné par d'Oppède (lettre du 23 juillet) que La Reynarde a pris la route de mer, il exprime la crainte d'une négociation possible entre Marseille et le roi d'Espagne, qui lui ferait perdre l'avantage qu'il a en ce moment sur l'ennemi. « Le sieur de La Reynarde, dit-il, n'a point encore paru ici et il ne seroit pas hors de raison de croire que lui-même, ou quelque autre personne qu'il auroit envoyée, fust passé en Espagne ou à Naples pour y demander secours en faveur des rebelles, quoique les Espagnols ne soient guère en estat de l'entreprendre, sachant nostre flotte et les vaisseaux anglois en la rade de Toulon. »

2. Mercœur avait, en effet, écrit à Mazarin le 30 juillet : « Lorsque mon courrier partit, j'avois bien un soupçon très grand que le principe du mal venoit de plus haut que ce qu'il paroissoit, mais je n'en estois pas assuré comme à ceste heure que toute la terre s'aperçoit de l'esclat des intrigues qui ont esmu ceste sédition de Marseille.... Les souffrances de ceste province, les deux années dernières, ont joint à ces malintentionnés tous ceux qui ont souffert.... Tous les amis du comte de Carcès, particulièrement depuis sa liberté, ont levé le masque à découvert, et ceux de La Barben à cet exemple et du président de Régusse jouent le mesme jeu qu'ils publient estre le seul et prompt remède pour les tirer d'affaire. Enfin Vostre Eminence doit, s'il lui plaist, se persuader que Dieu a sauvé ceste province d'un soulèvement entier, qui estoit infaillible si, lorsque la nouvelle de l'extrémité du mal du Roy arriva ici, j'eusse esté hors de la province, aussi bien qu'à Tarascon faisant passer les dernières troupes et qu'elles eussent tout à fait esté dehors, ce qui arrivoit deux jours après en cas qu'ils n'eussent pas précipité leur dessein, qui n'a eu pour principe que l'extrémité où ils croyoient Sa Majesté. Je tremble d'horreur à une telle pensée, mais je suis obligé de ne la céler pas à Vostre Eminence le jugeant trop important et, de plus, de mon devoir auquel je ne manquerai jamais tant que j'aurai de vie. » (Lettre de Mercœur à Mazarin, du 30 juillet.)

3. Lettre de d'Oppède, du 30 juillet.

l'arrêter¹. » Cette nouvelle lui avait ôté la crainte qu'il avait eue un moment d'une entente possible des séditeux de Marseille avec le roi d'Espagne et, par ce prince, avec Condé. Il était donc disposé à plus d'indulgence. Enfin on lui faisait savoir de la Cour qu'« on y avoit représenté les choses diversement de ce qu'elles lui avoient esté dites et que la plupart des personnes y estoient persuadées que ce n'estoit qu'une affaire particulière pour la galère que l'on vouloit contraindre les marchands de Marseille d'entretenir malgré eux et sans nécessité² ». Cela lui avait encore donné à réfléchir. Aussi le 10 août son parti était pris : ce jour-là, il écrivit à Mercœur et à d'Oppède que décidément ses préférences étaient pour un arrangement, à la condition toutefois qu'il fût fait « avec dignité et réputation³ ».

« Il est certain, disait-il à d'Oppède⁴, que ceste affaire est d'assez grande conséquence pour l'examiner mûrement et ne rien faire avec précipitation. Et vous devez bien prendre garde qu'au lieu de soutenir l'autorité du Roy on ne l'abatte tout à fait et dans Marseille et dans la plupart des autres villes de la province qui suivroient sans doute l'exemple qu'elle leur donneroit si l'on ne réussissoit pas dans ce que l'on veut entreprendre. J'en escris avec franchise mon sentiment plus long à M. le duc de Mercœur et, outre toutes les considérations que je lui représente, il doit encore avoir celle de ne se rendre point irréconciliables les esprits d'une des principales villes de la province dont il doit estre toujours gouverneur. »

Dans sa lettre à Mercœur⁵, il précisait ces réflexions qu'il s'était contenté d'indiquer à d'Oppède. « Je vous dirai seulement que, si ceste affaire se pouvoit accommoder, en sorte que vostre réputation et la dignité du Roy n'y fussent point intéressées, mon sentiment seroit que l'on préférast ceste voie à celle de la force : premièrement, parce qu'il seroit très important, pour soutenir les affaires de Catalogne et y faire les progrès que la foiblesse des ennemis nous peut faire espérer, que les troupes qui sont destinées pour servir de ce costé-là fussent en liberté d'y aller, d'autant plus que, dans la créance qu'a eue M. de Saint-Aunès qu'elles le joindroient bientôt, il s'est engagé au siège de Campredon duquel il pourroit peut-estre estre nécessité de se retirer faute de secours. De plus, n'y ayant pas la dernière certitude que l'on pust venir à bout de Marseille par la rigueur, vous jugez bien que ce seroit s'exposer à d'estranges inconvéniens et que si l'on s'estoit efforcé inutilement de chastier les séditeux,

1. Lettre de Mazarin à d'Oppède, de Calais, 10 août 1658. Mazarin fait suivre cette nouvelle de ces mots : « Et je n'ai pas l'autorité de le faire ».

2. Lettre de Mazarin à Mercœur, du même jour.

3. *Ibid.*

4. Lettre du 10 août 1658. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 189.

5. Lettre du 10 août 1658. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 186.

l'assurance qu'ils auroient par ceste expérience de l'impunité de tous leurs crimes leur feroit peut-estre prendre la résolution de les porter plus loin et de se soustraire tout à fait de l'obéissance, ce qui seroit sans comparaison de plus dangereux exemple à l'égard de toutes les autres villes de la province que ce que vous dites que pourroit produire la voie de la douceur. Outre cela, il faut considérer que, quand on seroit présentement en estat de faire quelque punition des révoltés, ce ne seroit que couvrir le feu et non pas l'esteindre puisque ces esprits, qui sont naturellement chauds et turbulens, estant aigris par le châtiment qu'ils auroient reçu, seroient encore dans une plus meschante disposition qu'auparavant et ne songeroient qu'à la faire esclater lorsque les troupes seroient esloignées de leur territoire et qu'ils auroient pris leurs mesures pour le faire en sûreté¹. »

Mazarin fut encore plus disposé à un arrangement après la conversation qu'il eut avec La Reynarde, venu de Compiègne à Calais pour l'entretenir de l'objet de sa mission et protester auprès de lui, comme il avait déjà fait auprès des ministres qu'il avait vus, des bonnes dispositions de ses compatriotes à l'égard du Roi². La seule condition que le cardinal mettait c'est qu'il serait ménagé par les soins de Mercœur, dont il jugeait indispensable de fortifier par ce moyen l'autorité sur toute la province³. Très habilement, d'ailleurs, vis-à-vis de La Reynarde autant que de Mercœur, il s'abstenait de s'engager de quelque manière que ce fût, faisant valoir son éloignement de la Cour et l'impossibilité où il se trouvait pour cette raison de rien

1. Cette lettre se termine ainsi : « Je vous dis mes pensées avec la franchise qui doit toujours estre entre nous, me remettant en tout aux ordres que vous recevrez de la Cour et vous assurant qu'à quoi que vous déterminiez, j'appuierai de tout mon pouvoir ce que vous aurez fait, estant fort persuadé que vous n'agirez que pour un pur objet du bien des affaires de Sa Majesté ». Un *post-scriptum*, « de la main de Son Eminence », dit encore : « Quelque chose que je vous écrive, je n'oublie rien pour donner la dernière terreur à ceux de Marseille, afin qu'ils se disposent d'autant plus à avoir recours à vous et à satisfaire le Roy par vostre moyen. »

2. « J'ai entretenu le sieur de La Reynarde qui est venu ici. Il m'a parlé de la part de la ville de Marseille en des termes tous remplis de soumission et d'obéissance, m'a tesmoigné que, dans ce qui s'est passé en dernier lieu, elle n'avoit eu aucun dessein de choquer les ordres et autorité du Roy ni la vostre, et, enfin, m'a répondu que tous les habitans estoient prests de faire tout ce que vous jugeriez estre de la dignité et de la satisfaction de Sa Majesté ou de la vostre particulière... » (Mazarin à Mercœur, de Calais, 14 août 1658. Affaires étrangères, France, 1722, 195.)

3. « Je lui ai répondu... que c'estoit à vous qu'ils devoient recourir et que je croyois qu'ils ne pouvoient pas avoir un intercesseur plus favorable, puisque, outre l'affection que vous aviez toujours tesmoignée pour Marseille, vous seriez sans doute bien aise devant estre toujours gouverneur de Provence de pouvoir vous concilier de plus en plus les esprits d'une des principales villes de la province et que vous n'emploieriez la force que contre vostre inclination, après avoir tenté inutilement de leur faire faire ce qu'ils doivent par la voie de la douceur et reconnu que leurs intentions sont fort contraires aux assurances qu'ils ont fait donner par leur député... » (*Ibid.*)

résoudre de lui-même, puisqu'il devait laisser au Roi le soin de décider en toute souveraineté¹.

En réalité, il n'en était pas tout à fait ainsi et Mazarin se faisait moins puissant qu'il n'était. C'est qu'il voulait sans doute ménager l'amour-propre des autres membres du Conseil, dont quelques-uns lui étaient peut-être encore secrètement hostiles, et surtout laisser toujours la porte ouverte à quelque changement d'opinion, si, au dernier moment, les circonstances paraissaient l'imposer. De Calais, il avait préparé lui-même le dossier de l'affaire de Marseille, tel qu'il devait être soumis aux délibérations du Conseil par son fidèle secrétaire Rose et tel qu'il devait amener cette assemblée à se prononcer, pour ainsi dire d'elle-même, en faveur de la solution qui avait ses propres préférences. Il est vrai que, le jour de la délibération, les membres du Conseil eurent en mains des éléments d'appréciation ignorés du cardinal quand il avait envoyé ses instructions à Rose. Dans l'intervalle, en effet, il était arrivé un courrier de Provence apportant à la Cour la nouvelle de l'arrangement conclu le 2 août entre Mercœur et les Marseillais et le texte de l'ordonnance du gouverneur qui le sanctionnait. Il paraît pourtant vraisemblable que les ministres se seraient prononcés sans cela pour une solution amiable et l'habileté de Rose, préalablement stylé par Mazarin, fut de leur laisser croire qu'ils s'étaient déterminés de leur propre mouvement et même contre le gré du cardinal. C'est du moins ce qui ressort du fidèle compte rendu de cette séance que Rose s'empessa d'envoyer à son maître².

« M. Servien ni M. de Fréjus ne s'étant pas trouvés chez eux et M. le procureur-général étant à Saint-Mandé, il n'y a eu que M. le chancelier, M. le maréchal de Villeroy et M. le comte de Brienne qui aient examiné l'extrait des lettres de Provence qu'il a plu à Vostre Eminence de m'envoyer et les despesches de ce pays-là du dernier ordinaire, lesquelles suivant l'ordre de Vostre Eminence je leur ai communiquées.

« Après avoir escouté attentivement la lecture de la lettre de M. d'Oppède et de la lettre et de l'ordonnance de M. le duc de Mercœur, avec la relation qui m'estoit adressée dont Margerie aura envoyé une copie à Vostre Eminence, la lui ayant envoyée ce matin par la poste de Calais, tous unanimement ont esté d'avis qu'il s'en faut tenir à ce qui est réglé par ladite ordonnance.

« Les voyant fixés à ceste opinion, *Nemine discrepante*, je leur

1. « Je lui ai respondu que, me trouvant esloigné de la Cour, je ne pouvois lui rien dire, si ce n'est que je sçavois que le Roy estoit fort en colère de ceste dernière esmotion et que Sa Majesté vous enverroit pouvoir de faire tout ce que vous estimeriez nécessaire pour le bien de son service et pour le soutien de son autorité. » (Lettre de Mazarin à Mercœur, 14 août 1658.)

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 116. Rose à Mazarin, de Paris, 14 août.

ai fait voir l'article de la lettre de Vostre Eminence qui dit qu'il ne faut pas se tromper ni croire que l'affaire de Marseille soit une querelle particulière, qu'il n'y a jamais eu de sédition plus insigne et que, s'il y a lieu de le faire avec succès, il semble que l'on doit prendre toute autre voie que celle de la douceur.

« Ils n'ont point changé pour cela et M. de Brienne fut chargé d'écrire à M. de Mercœur que le Roy approuve l'ordonnance par lui décernée pour la pacification du tumulte de Marseille et tout ce qui s'en est ensuivi; qu'il seroit à souhaiter qu'on eust pu tenir plus hautement l'autorité royale, mais que Sa Majesté est persuadée qu'il a tout fait pour le mieux; qu'il n'y a qu'à consommer ceste affaire, puisque par avance on lui a envoyé l'abolition; qu'il ait à l'œil la conduite des malintentionnés dont il tesmoigne d'appréhender les cabales; que s'il reconnoist quelque chose, il pourvoie sans délai à ce qui despendra de lui et donne avis sans perdre de temps de ce qu'on devra faire de ce costé afin que l'on y mette ordre.

« Je me suis bien gardé de donner connoissance à personne de ce que Vostre Eminence escrit à M. le duc de Mercœur et à M. le président d'Oppède pour leur insinuer la douceur. J'ai mesme esté tenté de supprimer les lettres qu'Elle m'a adressées pour eux puisque, avant que de les avoir vues, ils avoient déjà pris le parti de l'accommodement¹. »

Tout semblaient donc se terminer selon le vœu du cardinal. La lettre de Mercœur, qui lui annonçait la conclusion de l'arrangement et qui lui arrivait en même temps que ce rapport de Rose, exprimait, il est vrai, la crainte que son départ pour la Catalogne avec les régiments qu'il avait employés contre Marseille ne servit de prétexte à quelque nouvelle agitation². Le cardinal croyait écarter ce danger en recommandant au gouverneur de ne pas partir s'il jugeait sa présence plus néces-

1. Arch. des Aff. étr., France, 1723, f° 122, Lettre de Brienne à Mazarin, du 15 août 1658. « Selon l'ordre que Vostre Eminence en avoit donné, M. le chancelier ayant fait prier M. le maréchal de Villeroy de se trouver chez lui, nous y prîmes la lecture de diverses lettres qui avoient esté escrites à Vostre Eminence tant par M. le duc de Mercœur que par M. le président d'Oppède et, après les avoir bien sérieusement examinées, comme M. Rose qui y estoit aussi le mandera sans doute à Vostre Eminence, nous fusmes tous d'avis de louer M. de Mercœur de ce qu'il avoit fait, ayant pris le conseil de M. d'Oppède, et ne crusmes pas qu'il y eût lieu de changer la résolution qui avoit esté embrassée de pacifier la ville de Marseille, mais bien de faire connoistre à M. de Mercœur et à M. d'Oppède qu'on avoit suivi leurs sentimens sur un présupposé qui leur tourne à gloire qu'ils ne pouvoient pas mieux faire et qu'on l'avoit ainsi préjugé et parce qu'ils avoient consenti et parce qu'ils nous en avoient escrit, afin que, si l'événement ne correspondoit pas à leur attente, ils n'eussent pas raison de nous dire qu'ils ont exécuté les ordres qu'ils ont reçus et qu'il pouvoit estre entrepris quelque chose de plus fort qui eust affermi pour toujours l'autorité du Roy dans la ville de Marseille laquelle, estant divisée en tout temps, ne se réduira que bien difficilement à oublier une fausse liberté dont leurs esprits sont empoisonnés et ne sera pas pour suivre ce qui leur sera en toutes rencontres commandé pour le service du Roy. »

2. Voir ci-dessus, p. 564, n. 4, la lettre de Mercœur à Mazarin, du 4 août 1658.

saire en Provence qu'en Catalogne¹. Il pensait que cela suffirait pour maintenir Marseille et la province dans le calme et le repos qu'il se félicitait d'y voir rétablis². Considérant même l'affaire de Marseille comme tout à fait achevée, il s'apprêtait à renvoyer La Reynarde avec un ordre pour Mercœur enjoignant à celui-ci de remettre aux Marseillais l'abolition déjà entre ses mains³, et avec des lettres où il témoignait sa satisfaction à ceux qui avaient pris quelque part à l'œuvre de la pacification⁴, comme il était d'usage de le faire quand une affaire un peu délicate se terminait au gré du Roi et de la Cour.

C'était se féliciter trop tôt de l'heureuse issue d'une affaire qui était loin d'être achevée. Les Marseillais, en effet, se tenaient toujours sur le qui-vive, malgré l'engagement qu'ils avaient pris de désarmer. Interprétant à la lettre les termes de l'accord du 2 août, ils conservaient et renforçaient même l'organisation de défense que le duc de Mercœur les avait autorisés à maintenir pour la garde de la ville pendant la nuit. Une délibération prise

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 196. Mazarin à Mercœur, 19 août 1658. « Ce qui me fait de la peine dans cest accommodement est de voir que vous estes persuadé qu'aussitost que les vaisseaux et les troupes se seront esloignés et que vous ne serez plus dans la province, les malintentionnés ne manqueront pas d'y faire renaistre les mesmes désordres qu'il sera alors plus difficile d'apaiser car, cela estant, il vaudroit bien mieux que l'affaire ne fust pas encore terminée. Et, en tout cas, quoiqu'il soit important que vous passiez au plus tost en Catalogne, il l'est encore bien davantage que vous demeuriez dans la province, si vous croyez que vostre présence soit absolument nécessaire pour y maintenir le calme et le repos et qu'il ne manqueroit pas d'estre troublé aussitost que vous seriez parti.... » — Cf. la lettre du même jour de Mazarin à d'Oppède (Affaires étrangères, France, 1722, 199). « Il faut prendre garde que ce ne soit un accommodement plastré et qu'ils ne recommencent aussitost que les vaisseaux et les troupes seront esloignés comme M. le duc de Mercœur tesmoigne d'apprehender. Sur quoi je lui mande qu'encore qu'il soit fort important qu'il s'en aille au plus tost en Catalogne, il l'est néanmoins encore davantage qu'il demeure dans la province, s'il juge que sa présence y soit nécessaire pour maintenir le calme. Et, en tout cas, je m'assure que, quand il seroit parti, vous scaurez bien par vostre adresse et vostre crédit de concilier tant de differens esprits et empescher que pas un ne s'escarte de son devoir.... »

2. Les deux lettres du 19 août, écrites à Mercœur et à d'Oppède, dont nous citons dans la note précédente les passages essentiels, commencent toutes les deux par l'expression de la satisfaction causée à Mazarin par la conclusion de l'arrangement du 2 août. « J'ai reçu, écrit-il à Mercœur, les deux lettres que vous avez pris la peine de m'crire du 4^e et du 5^e de ce mois, où j'ai esté fort aise de voir que les désordres de Marseille furent apaisés. » De même, Mazarin écrit à d'Oppède : « Je suis bien aise que les désordres de Marseille aient esté apaisés par la douceur. »

3. Dans sa lettre du 19 août, Mazarin avait informé Mercœur du départ de La Reynarde, dont il considérait ainsi la mission comme terminée. Il avisait en même temps le duc qu'il avait confié au député de Marseille une lettre pour lui, qu'il devait « juger bien estre ostensible. » Cette lettre, datée également du 19 août, est aux Archives des Affaires étrangères, France, 1722, 200-201.

4. Voir la lettre du 19 août à Fortia de Piles, où Mazarin lui témoigne sa satisfaction du « grand zèle qu'il a tesmoigné pour le service du Roy dans les derniers mouvemens de Marseille » (Affaires étrangères, France, 1722, 200), et les deux lettres du 20 août aux consuls de Marseille (*Ibid.*, 201) et au chevalier J.-B. de Valbelle (*Ibid.*, 203) pour les engager à persévérer dans l'œuvre de la pacification à laquelle ils ont pris part et leur en exprimer sa satisfaction. — Dans la lettre aux consuls, Mazarin rend encore hommage à la façon dont La Reynarde « s'est très bien acquitté de la commission qu'ils lui ont donnée ».

par un bureau tenu le 10 août ordonnait l'armement et l'entretien d'un bateau destiné à surveiller l'entrée du port et à empêcher toute surprise nocturne du côté de la mer. La même délibération prescrivait qu'une démarche serait faite auprès des moines de Saint-Victor pour les prier « de ne souffrir aucune conférence dans leur monastère¹ ». Quelques jours après, le 14 août, une délibération du Conseil des Trois-Cents approuvait toutes les dépenses extraordinaires faites jusqu'à ce jour pour subvenir aux frais de courriers envoyés à la Cour et aux diverses obligations auxquelles il avait fallu satisfaire, autorisait celles qu'« il faudra faire à l'avenir pour les affaires de ceste Communauté », et donnait pouvoir aux consuls d'emprunter toutes les sommes dont ils auraient besoin, « à cause que le trésorier n'a point d'argent² ». Ce même Conseil, considérant que la ville devait être maintenue dans le même état de défense « jusques à ce que l'amnistie soit venue », confirmait les pouvoirs du bureau extraordinaire de 14 membres institué par la délibération du 23 juillet³.

Sans doute, les chefs du mouvement pensaient que, en conservant cette organisation quasi révolutionnaire, ils obtiendraient plus facilement du Roi le pardon promis par Mercœur dans les conditions et dans les termes qu'ils désiraient. C'était l'objet des démarches qu'ils poursuivaient à Aix⁴ et à la Cour⁵, tout en prenant à Marseille ces délibérations pleines de menaçants sous-entendus, dont le véritable caractère n'échappait pas à Mercœur et qu'il attribuait à l'influence brouillonne du cardinal Grimaldi⁶. Il jugeait cependant nécessaire d'y mettre un

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 296. Bureau du 10 août 1658.

2. *Ibid.*, f° 297 v°. Conseil des Trois-Cents du 14 août 1658.

3. *Ibid.*

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Au duc de Mercœur, 8 août 1658.

5. *Ibid.* A de La Reynarde, 8 août 1658; à Brienne, à Mazarin, à Servien et au chancelier Séguier, 12 août. — L'original de la lettre à Mazarin se trouve aux Archives des Affaires étrangères (France, 1723, 139), mais il est daté du 20 août, probablement parce que la minute porte la date du jour où elle a été rédigée, et l'original celle du jour où il a été copié, signé et expédié.

6. « Ce n'est pas qu'il n'y ait encore de l'aigreur dans Marseille et mesme quelque inexécution aux choses qu'ils ont promises, mais ce n'est que par la suggestion de M. le cardinal Grimaldi » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 92. Lettre de Mercœur à Mazarin). Cette lettre, qui ne porte pas de date, l'extrémité du feuillet où celle-ci était inscrite ayant été déchirée, a été inexactement classée parmi les lettres écrites au mois de juillet. Elle nous parait, en effet, avoir été écrite le 13 août 1658 et avoir fait partie d'un courrier, expédié ce jour-là à Mazarin, qui, sans cela, n'aurait compris qu'une lettre de d'Oppède, alors que chaque courrier expédié d'Aix pour la Cour comportait une lettre de Mercœur et une de d'Oppède, ainsi que nous avons pu le vérifier facilement. Il y a d'ailleurs un trait commun de ressemblance entre cette lettre de Mercœur et celle de d'Oppède datée du 13 août. Celle-ci contient cette phrase en réponse à une observation contenue dans une lettre de Mazarin : « C'est en quoi nous avons prévenu l'intention et l'ordre de Vostre Eminence, qu'il falloit faire quelque chose de plus ou de moins ». On lit aussi dans la lettre de Mercœur : « Vostre Eminence a très bien connu qu'il falloit faire plus ou moins à ceste occasion ».

terme, pressait de toutes ses forces l'expédition des lettres patentes qui couperait court à ces manœuvres¹ et était ainsi conduit à accueillir et à appuyer toutes les requêtes qui lui étaient adressées de Marseille².

Dès ce moment pourtant, il y avait entre les Marseillais, Mercœur, d'Oppède et Mazarin un malentendu qui devait, en s'aggravant peu à peu, compromettre les résultats de l'accord du 2 août et fournir à ceux-là un prétexte, peut-être secrètement souhaité, de ne pas remplir les engagements qu'ils avaient souscrits et de rester en état de rébellion.

En vertu des conventions qui venaient d'être passées, une *amnistie royale* devait consacrer le rétablissement de la paix de Marseille et la réconciliation des citoyens : Mercœur l'avait publié expressément dans son ordonnance, lorsqu'il avait permis « aux habitants d'avoir une garde bourgeoise pour maintenir le repos et la sûreté publique, jusqu'à ce qu'il ait plu au Roy d'accorder une amnistie³ ». Il avait fait lui-même les premières démarches à la Cour pour obtenir la délivrance des lettres patentes qui devaient faire de ses promesses une réalité. Le Conseil des Trois-Cents avait à peine ratifié l'entente que le gouverneur avait dépêché à Mazarin, le 4 août, un courrier extraordinaire, « pour lui demander l'amnistie pour la ville de Marseille » à laquelle il avait rendu ce témoignage d'avoir, « malgré toutes les cabales et intrigues des malintentionnés au service du Roy et repos de la province, obéi aux ordres qu'il leur a envoyés de désarmer et de lui avoir envoyé ce jour une députation de douze des principaux de la ville pour tesmoigner l'obéissance qu'ils doivent au Roy en sa personne et le prier d'intercéder auprès de Vostre Eminence pour leur faire obtenir

1. « Il faut se mettre à couvert par ceste abolition pure et simple et le plus tost est le meilleur. » (Mercœur à Mazarin, 13 août 1658.)

2. Voir les diverses lettres écrites à Mercœur par les consuls de Marseille, dans le courant du mois d'août 1658. Toutes le remercient de son intervention à la Cour en faveur des Marseillais. « Nous n'espérons pas moins de la générosité de Vostre Altesse pour le repos de nostre ville, lui écrit-on le 8 août, que ce qui nous a esté rapporté par les députés que nous avions envoyés vers Elle. Vostre bonté, Monseigneur, a si fort esclaté dans ceste occasion à l'avantage de tous nos concitoyens, que nous pouvons vous assurer que l'autorité de Vostre Altesse s'estend aussi bien sur les cœurs et la volonté de nos habitans que sur leurs personnes. En effet, que ne doit-on pas à un prince et à un gouverneur qui a honoré nostre ville d'un tesmoignage authentique de nos fidélités envers Sa Majesté, mais que ne lui doit-on pas par la facilité qu'Elle apporte à nous procurer une paix et tranquillité achevée? C'est un bien qui nous est si cher que nous n'en scaurions perdre le souvenir et que nous tascherons de pouvoir mériter de mieux en mieux par nos respects et nos obéissances. C'est ce que le sieur assesseur et le sieur de Beaulieu protesteront de nouveau à Vostre Altesse, lesquels nous lui envoyons expressément pour La supplier de donner sa despesche qu'Elle a promise pour l'obtention de l'amnistie qui est nécessaire à nos concitoyens afin qu'ils la puissent mander par le courrier que nous leur avons donné sous l'agrément de Vostre Altesse.... »

3. Ordonnance du duc de Mercœur, du 2 août 1658 (Arch. com., BB, *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 292; — Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 95).

de la bonté du Roy une *amnistie*¹... ». De son côté, d'Oppède, étroitement d'accord avec Mercœur pour toutes ces affaires, avait aussi jugé que, seule, une amnistie pourrait mettre fin à la situation troublée de Marseille, qui, de cette ville, menaçait de gagner toute la province. Avant même qu'il ne fût question de désarmer les séditeux en leur faisant les concessions et les promesses contenues dans l'ordonnance du 2 août et lorsque, au contraire, il s'agissait de réduire par la force la rébellion marseillaise, d'Oppède avait, le premier, posé la question de l'amnistie. Il avait compris qu'il serait impossible, et d'ailleurs impolitique, de comprendre indistinctement tous les habitants dans le châtement qu'il méditait d'infliger aux coupables après le succès de la démonstration militaire et navale qu'il avait imaginée. Il avait, dès ce moment, projeté d'obtenir du Roi une amnistie dont on n'aurait exclu que les chefs du mouvement et leurs principaux complices, et il avait indiqué à Mazarin la procédure qu'il faudrait suivre et les précédents dont on pourrait s'autoriser². Il lui avait donc paru naturel et, pourrions-nous dire, légitime que Mercœur s'engageât à obtenir une amnistie générale quand les préparatifs de résistance faits à Marseille lui eurent démontré que la répression ne serait pas aussi facile qu'il l'avait espéré, et il avait lui-même répété à Mazarin qu'on n'attendait plus que l'amnistie pour que tout rentrât dans l'ordre³.

S'autorisant des dispositions et des promesses des deux représentants les plus autorisés du Roi dans la province, les Marseillais devaient se croire justement fondés à demander l'amnistie. Mercœur les laissait expédier à La Reynarde, par un courrier extraordinaire, la minute des lettres patentes dont ils le chargeaient de poursuivre la délivrance et lui-même, approuvant leur rédaction, consentait à joindre sa recommandation à leur envoi⁴. Tout leur permettait donc de supposer qu'ils

1. Lettre de Mercœur à Mazarin, 23 juillet 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 98).

2. D'Oppède à Mazarin, 23 juillet 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 66). « Par-dessus les ordres que M. le duc de Mercœur peut demander à Votre Eminence pour l'exécution de son dessein, il est nécessaire que Votre Eminence envoie une amnistie expédiée fort secrètement et double, l'une pure et simple, et l'autre avec exception de ceux dont nous envoyons le rôle à Votre Eminence. En 1634, à l'occasion d'une imposition du sel, il y eut une semblable chose : on envoya une amnistie à la ville et ordre de rélegation à quelques particuliers qui obéirent. »

3. Lettre de d'Oppède à Mazarin, 4 août 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 100). « Néanmoins, M. le duc a ordonné que l'on feroit la nuit une petite garde bourgeoise et non le jour, et a fait consentir ceux qui sont dehors de ne rentrer point que l'amnistie ne soit venue. »

4. « Par cest exprès vous recevrez, s'il vous plaist, la minute de l'amnistie que nous avons fait faire le mieux qu'il nous a esté possible pour faire que la grâce du Roy soit efficace envers tous nos habitants, ce que vous n'aurez pas peine d'obtenir, puisque M. le duc de Mercœur, nostre gouverneur, a eu la bonté de nous donner des lettres pour appuyer nostre demande, lesquelles vous recevrez dans le mesme pli.... » (Les consuls à La Reynarde, 8 août 1658. Arch. com., BB.

allaient recevoir une prompte et complète satisfaction et c'est, en somme, avec confiance qu'ils présentaient à ce sujet leur requête dans des lettres adressées au Roi et à ses principaux ministres¹.

Contrairement à leur attente, Mazarin ne s'y montra pas disposé, malgré son désir de mettre fin aux troubles de Marseille. Ce n'était pas, il est vrai, dans le dessein de refuser aux Marseillais coupables le pardon du Roi. Mais il redoutait que l'amnistie, avec ses larges effets juridiques tant en matière civile qu'en matière criminelle, ne compromît le prestige de la royauté aux yeux de sujets trop souvent disposés à le battre en brèche. Quand, pour la première fois, d'Oppède lui avait parlé d'accorder à Marseille une amnistie dont les coupables seraient exclus, Mazarin avait représenté au premier président les inconvénients de cette solution : « Je vous ferai remarquer, lui avait-il écrit, qu'il n'est pas de la dignité du Roy de parler d'*amnistie* en des affaires de la nature de celle-ci où la rébellion paraît ouvertement, puisque les princes du sang mesme, quand ils ont eu le malheur de manquer à ce qu'ils doivent au Roy, ne font pas scrupule de demander une abolition². » Puis, comme d'Oppède, sans tenir compte de cette observation, avait souscrit aux promesses de Mercœur et avait de nouveau parlé d'une amnistie pour les gens de Marseille, le cardinal lui avait répondu sur un ton qui n'admettait pas de réplique : « Vous trouverez bon que je m'estonne qu'une personne de vostre profession et de vostre suffisance se serve toujours d'un terme qui convient si peu entre le Roy et ses sujets que celui d'*amnistie*, puisque vous devez sçavoir que, dans toutes ces lettres qui sont expédiées du sceau, on n'use que de celui d'*abolition*. Je vous prie donc de le supprimer à l'avenir³. » Il semblait à Mazarin que, parvenue au degré de puissance auquel, pour une large

Correspondance des consuls, Reg. I). Voir ci-dessus, p. 582, note 2, la lettre des consuls à Mercœur.

1. Voir ci-dessus, p. 581, note 5. La lettre à de Brienne parle de la délivrance de l'amnistie comme d'une chose qui ne fait pas de doute dans l'esprit des rédacteurs. « ... Il ne nous reste maintenant qu'à supplier Vostre Grandeur d'ajouter à tant de faveurs et de grâces celle de donner créance au sieur de La Reynarde, nostre député, sur ce sujet de l'amnistie... » De même, la lettre à Mazarin se termine ainsi : « ... Pourvu que Vostre Eminence en soit satisfaite, nous n'avons rien à souhaiter davantage sinon que, par l'amnistie et l'oubli des choses passées que nostre peuple veut tenir de vostre seule autorité, nous jouirons à l'avenir d'un entier et parfait repos... ». Les consuls écrivent encore à Servien : « M. le duc de Mercœur... nous donne aujourd'hui ses lettres de faveur et de recommandation pour obtenir plus facilement l'amnistie que nostre député demande et qui nous est très nécessaire pour finir les craintes et les méfiances ».

2. Lettre du 1^{er} août 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 176 v°).

3. Lettre du 19 août 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 199). La lettre à Mercœur, du même jour, s'exprime ainsi sur cette question : « ... On vous avoit envoyé par avance une abolition pour ladite ville de laquelle vous avez pu vous servir pour achever entièrement ceste affaire. Et vous trouverez bon que je vous dise qu'il faut toujours esviter le terme d'*amnistie* qui n'est nullement propre entre le Roy et ses sujets » (*Ibid.*, 196).

part, son effort dévoué et vigilant avait contribué à l'élever, la royauté française ne pouvait pas se dépouiller, même dans une heure de générosité et de clémence, du droit qu'elle tenait de son origine de ne rien décider que par un acte émanant de son autorité souveraine et, à ce sujet, l'amnistie laissait place à une équivoque que n'admettait pas l'abolition¹. C'était donc en s'inspirant plus des principes que des faits qu'il s'était opposé au projet de Mercœur et de d'Oppède d'accorder une amnistie à Marseille. Ce n'était pas la première fois, en effet, qu'il manifestait ses répugnances pour une semblable procédure puisque, en lui rendant compte de la délibération du Conseil du Roi qui avait réglé l'affaire de Marseille, Rose lui écrivait avec satisfaction : « On ne s'est servi que du mot *abolition* dans ceste affaire de Marseille, et je vois que l'on commence à se désaccoutumer de celui d'*amnistie* que Vostre Eminence, avec grande raison, a toujours trouvé si impropre entre le Roy et ses sujets³. »

Cependant, Mercœur et d'Oppède s'étaient déjà engagés à fond sur cette question quand leur arrivèrent les ordres formels de Mazarin de ne plus parler de l'amnistie et de ne promettre qu'une abolition. Disposés à s'y conformer, ils ne pensaient pas qu'un changement de terme qui, dans leur esprit, ne devait entraîner au fond que d'insignifiantes modifications, fût de nature à causer la moindre difficulté : « Je crois, observait, en effet, d'Oppède en répondant à la lettre de Mazarin du 1^{er} août³, qu'il sera indifférent à ceux de Marseille d'avoir une abolition ou une amnistie et, en cela, véritablement l'un est mieux et plus décent d'un sujet à son Roy ». Aussi Mercœur, persuadé de répondre aux intentions conciliantes de Mazarin⁴, n'avait pas hésité, dans son désir d'en finir le plus tôt possible, à faire parvenir aux consuls les lettres d'abolition qui lui avaient été envoyées de la Cour dans les premiers jours d'août⁵.

Mais, plus que d'Oppède ne l'avait cru, il importait à Niozelles, à La Salle et à leurs amis d'obtenir du Roi une abolition quand, à tort ou à raison, on leur avait promis une amnistie. Ils résolurent donc de ne pas accepter la grâce qui leur était faite et, dépêchant « une grande députation » à La Fare, auprès de Mer-

1. Littré définit ainsi les deux mots : « ABOLITION. En terme de droit ancien, le pardon que le prince accordait d'*autorité absolue* pour un crime. — AMNISTIE. Pardon collectif accordé par le souverain. »

2. Lettre du 14 août 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 116).

3. Lettre à Mazarin, du 13 août 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 112).

4. Voir ci-dessus, p. 584, note 3, le passage de la lettre de Mazarin à Mercœur, du 19 août 1658, relatif à cette abolition qu'« on lui avoit envoyée par avance. »

5. Voir ci-dessus, p. 578, note 4, le passage de la lettre du 1^{er} août de Mazarin à Mercœur. — Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à La Reynarde, du 20 août 1658. « Nous avons envoyé à Son Altesse pour avoir les lettres de faveur qu'il nous avoit promises, mais le fruit de ce voyage n'a esté qu'une copie de l'abolition qu'il nous a mandée, dont il avoit reçu l'original par un courrier exprès. »

cœur, « qui s'estoit venu délasser un peu¹ », ils le firent solliciter de tenir sa promesse et d'obtenir du Roi qu'il leur accordât une véritable amnistie dont ils avaient pris le soin de faire établir la formule par le secrétaire de la Communauté, afin sans doute de prévenir toute nouvelle surprise³.

Mercœur, qui se trouvait à La Fare avec d'Oppède, ne crut pas, après s'être consulté avec lui, devoir écarter cette requête⁵. Les Marseillais s'autorisèrent de cet accueil pour presser leurs députés à la Cour et leurs amis de hâter la délivrance de cette amnistie que le gouverneur consentait à demander avec eux⁴. Ils auraient eu tort cependant d'y voir un acte de complaisance ou de faiblesse. Mercœur et d'Oppède, en effet, étaient alors exactement informés des véritables causes et du caractère des troubles de Marseille et des intelligences étroites qui existaient entre la plupart des chefs de ce mouvement et les factieux de la province⁵. Convaincus que ceux-ci ne désiraient pas sincèrement

1. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 18 août 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 131).

2. Voir la suite de la lettre des consuls à La Reynarde, du 20 août : « Et parce que nous trouvâmes que ceste abolition n'estoit pas aux termes que nous désirions, nous disputâmes de nouveau à Sadite Altesse, laquelle ayant enfin approuvé nos sentimens nous a donné des lettres pour nous faire avoir l'amnistie de la façon que nous avons fait minuter... ». — Cf. lettre de Mercœur à Mazarin, du 18 août 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 127). Les raisons qu'ils faisaient valoir à l'appui de leur réclamation sont indiquées par d'Oppède dans sa lettre à Mazarin, du 18 août. « Les gens de Marseille... ont trouvé à redire à l'abolition... en trois points, sur deux desquels ils se plaignent donc de ce que, par-dessus le général, Sa Majesté comprend les particuliers et, en second lieu, de ce que les chefs de parti y sont compris aussi. Votre Eminence voit fort bien que ces deux plaintes sont ridicules et qu'elles vont à se plaindre d'avoir eu trop de bien. La troisième, c'est que le Roy réserve le droit du tiers, qui sont clauses ordinaires dans les abolitions et dont ils n'ont guère de peur. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 131.)

3. « Je suis tout à fait du sentiment qu'elle leur fasse accorder l'amnistie toute telle que Votre Eminence en recevra la copie écrite de la main d'un de leurs greffiers... » (Mercœur à Mazarin, 18 août 1658). — « Sur le refus donc de ceste abolition, Monseigneur, ils firent une grande disputation ici [à la Fare] où M. le duc s'estoit venu délasser un peu pour le prier d'obtenir du Roy une amnistie et non une abolition aux termes qu'un courrier qu'il despeschait à leur député porte.... M. le duc crut... de ne devoir pas leur refuser d'ecrire.... Il en a remis la copie qu'ils lui ont laissée à M. de La Baume pour supplier Votre Eminence, si Elle le trouve ainsi bon, de la faire expédier au plus tost et l'envoyer en toute diligence... » (Lettre d'Oppède, du 18 août.)

4. A la nouvelle du succès de la députation envoyée à Mercœur, les consuls avaient écrit à La Reynarde pour le presser de poursuivre ses démarches à la Cour en vue de l'obtention de l'amnistie telle qu'ils la désiraient, le « conjurant de faire qu'il ne soit rien ajouté ni diminué, parce que la moindre altération causeroit un grand désordre ». (Lettre à La Reynarde, du 20 août.) En même temps, ils s'étaient adressés aux procureurs du Pays leur demandant d'écrire de leur côté aux deux députés qu'ils venaient d'envoyer à la Cour et de leur dire que, « aux occasions qui se pourront présenter, ils aient la bonté de parler des choses qui se sont passées suivant la vérité qu'ils en ont connue et taschent de leur rendre quelque bon office... » (Lettre aux consuls de la ville d'Aix, procureurs du Pays, 19 août 1658. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.) Le 21 août, les procureurs du Pays leur avaient répondu qu'ils leur donneraient satisfaction (*Ibid.* Lettres reçues, liasse A).

5. Les deux lettres écrites à Mazarin le 13 août par Mercœur (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, f° 92) et par d'Oppède (*Ibid.*, 112), sont particulièrement

le rétablissement de l'ordre et de la paix à Marseille, ils n'avaient pas été surpris du refus de l'abolition auquel ils s'attendaient. Ils y voyaient un moyen employé par les séditieux pour gagner du temps et pour arriver ainsi au jour de la Saint-Simon où ils feraient des consuls de leur choix; de cette façon se maintiendrait l'entente entre Niozelles et La Salle qui, pour-suivant chacun des buts différents, auraient couru le risque de se brouiller aussitôt après la paix, si La Salle n'était retenu par sa parole d'attendre l'amnistie et la création du Nouveau Etat¹.

Mercœur et d'Oppède avaient donc estimé qu'ils pourraient plus facilement découvrir les arrière-pensées de leurs adversaires s'ils favorisaient leurs démarches à propos de l'amnistie. En effet, celle-ci leur étant accordée, ou bien ils l'accepteraient, et,

significatives à cet égard. Elles précisent, en effet, avec des détails circonstanciés, les soupçons que le gouverneur et le premier président n'avaient fait qu'indiquer en termes vagues dans leurs lettres précédentes sur l'entente qui existait entre les séditieux de Marseille et les factieux de la province, notamment sur le rôle joué par le cardinal Grimaldi et sur les relations de la plupart d'entre eux avec le cardinal de Retz. Les lettres qui suivent ne font guère que répéter ce qui est dit dans celles du 13 août.

1. Déjà, en effet, dans les lettres du 13 août, Mercœur et d'Oppède démentent ces projets d'après l'attitude observée par certains chefs du parti séditieux. « Ces brouillons, écrit Mercœur, taschent aussi de pousser le temps à l'espaule jusques au consulat, qui est à la Saint-Simon et Saint-Jude et empescher le changement de l'Estat Nouveau de ceste ville qui se fait à la Toussaint. Sous ces prétextes, ils infatuent le peuple de toutes sortes de craintes et d'erreurs. Il faut se mettre à couvert par ceste abolition pure et simple et le plus tost est le meilleur. » De son côté, d'Oppède s'exprime ainsi : « On a fait connoistre à La Salle que son compagnon avoit une visée qui passoit les murailles de leur ville, et qu'il se vouloit empiéter toute l'autorité et se mettre dessous; cela a mis une très grande jalousie parmi eux, qui entre mesme à la parenté de l'un et de l'autre; rien ne les tient que la peur que La Salle a que, s'ils estoient à présent divisés, ils ne fussent perdus tous deux. Mais, dès que l'on aura l'abolition et que La Salle se verra en sûreté de toutes poursuites et recherches, ce sera pour lors qu'il montrera visage et d'autant mieux que nous sommes certains que Glandevis-Niozelles, qui n'a pu réussir à empescher le traité (du 2 août), fera ce qu'il pourra pour qu'on ne reçoive point l'abolition, sous prétexte de porter la chose jusques à la Saint-Simon, jour de l'eslection des consuls, sous prétexte de la jalousie du consulat mais effectivement pour parvenir à son but qui est de brouiller dans Marseille et par là donner lieu à la province d'en faire autant. » Le 18 août, Mercœur écrit à Mazarin : « Je n'estois pas trop mauvais devin lorsque j'avois marqué à Vostre Eminence le doute auquel j'estois qu'ils recusent l'amnistie telle que j'ai reçue cest ordinaire, car, sans doute, les esprits brouillons qui les conduisent ne veulent que reculer et demeurer en cest estat jusques à la Saint-Simon et peut-estre plus loin s'ils peuvent et voient jour d'en profiter... ». Le même jour, d'Oppède exprime aussi les mêmes idées : « ... Vostre Eminence voit bien clairement et en doit estre persuadée que leur dessein n'est que d'allonger et reculer jusques à la Saint-Simon et jusques à ce qu'ils aient fait des consuls, ce qui est le dernier mauvais exemple et une chose de suite et de conséquence bien grande, car il est très constant que ceste affaire de Marseille est composée de deux sortes de personnes : les uns qui véritablement n'ont que leurs affaires de ville en teste et ceux-là sont enchainés sous prétexte d'attendre la Saint-Simon par les autres qui ont leurs liaisons et leurs rapports avec tous les factieux de la province. Le but de ceux-ci est de tenir toujours les choses brouillées et en estat de fomentier continuellement quelque chose dans la province et devenir dans un entier soulèvement s'ils peuvent et se réduisent au pis qui est que, pour le moins, ils traînent les affaires en cest estat jusques à la Saint-Simon et que, pour lors, ils feront des consuls de leur despendance, qu'ils feront agir et remuer comme il leur plaira et seront toujours en estat de se porter à la sédition. »

tout rentrant dans l'ordre, personne n'aurait à regretter cette nouvelle concession; ou bien, ils la refuseraient, et, dévoilant ainsi leur unique souci de désordre et de rébellion, ils justifieraient les mesures de rigueur que le Roi prendrait alors contre eux¹. Le gouverneur et le premier président étaient donc loin d'être disposés à l'indulgence : s'ils appuyaient la nouvelle réclamation de Marseille, c'était pour avoir le droit de se montrer plus impitoyables dans le châtement si, comme ils le préoyaient, elle était faite de mauvaise foi. C'est ce qu'ils chargeaient La Baume, envoyé en personne à la Cour, de découvrir à Mazarin et aux ministres, en même temps qu'il devait les éclairer sur la véritable situation de la province².

Celle-ci militait en faveur de l'expectative pour laquelle, en fin de compte, Mercœur et d'Oppède s'étaient prononcés. Plusieurs mauvaises années consécutives avaient réduit la Provence à un état misérable qui lui faisait supporter difficilement la présence des troupes qui y avaient pris garnison³. A ce moment-là même, le Pays envoyait à la Cour des députés avec la mission de solliciter le retrait des trois régiments que Mercœur y avait gardés en prévision de nouveaux troubles, le gros des troupes qu'il avait employées contre Marseille ayant été dirigé depuis sur la Catalogne. Mercœur et d'Oppède appuyaient cette démarche. Ils attendaient de l'ordre de départ qu'ils sollicitaient avec les députés du Pays un double avantage : il ôterait aux factieux le prétexte dont ils se servaient pour exciter le mécontentement des habitants et entretenir dans le pays une agitation funeste aux intérêts du Roi⁴ et il fournirait quelques renforts à l'armée

1. « M. le duc, crut, pour les mettre d'autant plus dans leur tort, de ne devoir pas leur refuser d'inscrire, et, comme on est très certain qu'ils ne se presseront pas de l'obtenir, parce que leur but est d'allonger les affaires... C'est à Votre Éminence à considérer si le Roy doit profiter de ceste occasion pour les pousser ou non... » (Lettre de d'Oppède, du 18 août.) — « Je suis tout à fait du sentiment qu'Elle [Votre Éminence] leur fasse accorder l'amnistie, toute telle que Votre Éminence en recevra la copie écrite de la main d'un de leurs greffiers, afin de les mettre tout à fait dans leur tort s'ils la refusent, comme je ne fais aucun doute, et, s'ils l'acceptent, la chose soit terminée. » (Lettre de Mercœur, du 18 août.)

2. Lettres d'Oppède et de Mercœur à Mazarin du 18 août.

3. Dans sa lettre à Mazarin du 30 juillet, Mercœur attribue une des causes des troubles de Marseille et de la Provence aux « souffrances de ceste province les deux dernières années qui ont joint à ces malintentionnées tous ceux qui ont souffert les foudres ou de logement ou des paiements de subsistance des troupes. » Il y revient dans sa lettre du 13 août, disant « l'accablement de la province leur venoit tout le pays », et en parle de nouveau dans sa lettre du 18 août. « Comme la demeure des troupes donnoit lieu tous les momens d'ameuter ces esprits séditieux à esmouvoir tout le reste des bien intentionnés qui, sans flatter Votre Éminence, sont à la dernière misère. » Remarquons que, dans toutes ses lettres à Mazarin, d'Oppède est muet sur cette situation misérable de la province. Il se contente seulement de parler, dans sa lettre du 18 août, « du prétexte, que les séditieux exagèrent si fort, de plaintes sur le séjour continu des gens de guerre ».

4. Sur le départ des députés envoyés en Cour par les Communautés du Pays, voir la lettre des consuls de Marseille aux consuls de la ville d'Aix, procureurs du Pays, du 19 août, et la réponse des procureurs, du 21. Voici ce que Mercœur dit de cette députation et de l'assentiment qu'il lui a donné : « Je n'ai pu refuser à

de Catalogne, immobilisée devant la forteresse de Campredon et tout à fait inactive depuis la blessure reçue par son chef, le marquis de Saint-Aunès, qui y commandait en l'absence de Mercœur¹. Plus tard, quand viendrait le moment du quartier d'hiver, on pourrait faire une nouvelle démonstration militaire contre les rebelles de Marseille et de Provence dont on connaîtrait alors les véritables intentions et qu'il serait peut-être nécessaire de châtier. C'était le plan que d'Oppède soumettait à Mazarin, en manifestant toutefois quelque répugnance pour ce recours aux gens de guerre qui avait, à ses yeux, l'inconvénient d'indisposer les habitants de la province et risquait de leur faire embrasser la cause des rebelles².

En magistrat habitué à trancher juridiquement les difficultés qui se présentaient devant lui³, d'Oppède exposait toute une procédure qu'il soumettait à l'approbation du ministère. Il s'agissait d'abord d'atteindre le commerce marseillais en faisant saisir sur mer les bâtimens et les marchandises qui s'y trouveraient; puis, de faire sortir de la ville et de la province, sur un ordre apporté par un valet de pied du Roi, les principaux chefs du mouvement, Niozelles, La Salle, les frères Félix et le lieutenant de Bausset; enfin, de faire ouvrir une information par deux

leurs députés qui viennent de partir (je dis du Pays) de me joindre à eux pour La supplier [Vostre Eminence] de vouloir avoir la bonté de leur en accorder le deslogement » (Lettre du 18 août).

1. Dans sa lettre du 18 août, Mercœur signale, en effet, à Mazarin que la situation de l'armée du Roi en Catalogne exige à la fois l'envoi de renforts et sa présence pour activer les opérations. « Vostre Eminence, dit-il, aura raison de me demander pourquoi j'ai fait sortir les troupes. A quoi j'aurai l'honneur de répliquer que, lorsque j'eus donné mon ordonnance, je n'estois pas instruit des intentions du Roy et des siennes, comme je le suis maintenant, ni encore moins de l'estat de Catalogne où, par cest ordinaire, je me vois nécessité de m'acheminer par la blessure de M. de Saint-Aunès et l'estat vacillant de l'affaire de Campredon que Vostre Eminence connoistra par sa lettre. Outre que les troupes sont toutes sorties ou la plupart, n'y restant plus que les trois régimens de Silly, d'Anjou et d'Aubeterre, et comme la demeure des troupes donnoit lieu tous les momens d'ameuter ces esprits séditieux à esmouvoir tout le reste des bien intentionnés qui, sans flatter Vostre Eminence, sont à la dernière misère, je n'ai pu refuser à leurs députés qui viennent de partir (je dis du Pays) de me joindre à eux pour La supplier de vouloir avoir la bonté de leur en accorder le deslogement et La supplier de nous les accorder en Catalogne où, sans perte de temps, pour les raisons ci-dessus desduites, je m'achemine sans perdre un moment. » Cf. ce passage d'une lettre de Mazarin à d'Oppède (28 août) : « Si M. de Mercœur est nécessaire dans la province, il en faut préférer le repos aux avantages que sa présence pourroit produire en Catalogne où les choses languissent fort depuis la blessure de M. de Saint-Aunès et il est fort nécessaire qu'il y ait un chef qui redonne de la vigueur aux troupes... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 205.)

2. Lettre à Mazarin, du 18 août (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 131).

3. Dans sa lettre du 30 juillet, Mercœur avait déjà laissé entendre à Mazarin qu'il y avait entre lui et d'Oppède, et sur la manière dont il convenait de conduire la répression de la sédition marseillaise, quelques divergences provenant de ce que l'un était homme d'épée et l'autre, homme de robe. « J'ose lui dire, avait-il écrit, sans faire le vain, que je ne suis pas le plus timide des hommes et que je ne balancerai jamais à pousser des gens ici vigoureusement; mais je dois lui dire que ceux de la robe, quoique très hardis et très rigoureux, ne doivent pas estre accoustumés à ces escarmouches.... »

commissaires, les intendants du Languedoc et du Dauphiné, dont on ne pourrait pas suspecter la partialité comme on avait fait pour les commissaires délégués par le Parlement de Provence¹. En même temps, et c'était là, sans doute, la chose essentielle aux yeux du premier président, le Roi ordonnerait de surseoir à l'élection des nouveaux consuls jusqu'à ce qu'il ait été statué sur cette information dont il se réserverait la connaissance. « Ainsi, voyant leur commerce interrompu, les chefs chassés de leur ville, la justice du Roy informer contre les séditeux, et tout ensemble privés de leur but qui est de faire des consuls à la Saint-Simon et la colère du Roy continuer, le quartier d'hiver s'approcher, il est constant qu'ils reviendront à eux et qu'ils sont perdus sans ressources². » Si même ces moyens ne suffisaient pas, d'Oppède s'autorisait de précédents déjà anciens pour en offrir d'autres dont la coutume permettait au Roi de se servir, dont l'efficacité avait été déjà éprouvée dans le passé et auxquels les Marseillais seraient peut-être plus sensibles. C'était de réserver au Roi pendant plusieurs années successives — comme avait déjà fait Henri IV pendant six ans de suite — la création par lettres patentes des magistrats municipaux. Ainsi, non seulement on inspirerait aux fauteurs des mouvements récents un châtiment exemplaire, mais encore on préviendrait pour l'avenir des mouvements semblables et on réaliserait le vœu exprimé par Mazarin lui-même de ne pas voir la sédition renaître six mois à peine après qu'elle aurait été réprimée avec rigueur³.

A la Cour, on ne s'attendait pas à ces nouvelles difficultés. On y vivait sur la foi des nouvelles rassurantes apportées par les lettres qui avaient annoncé l'arrangement du 2 août et l'espèce de réconciliation qui l'avait suivi. Le 21 août, avant que ne soit parvenu à Paris l'avis que les Marseillais avaient refusé l'abolition, Rose rendait compte à Mazarin que les ministres restés auprès du Roi⁴ avaient conservé l'espoir de voir le calme rétabli bientôt à Marseille, en dépit de l'inquiétude manifestée par Mercœur et d'Oppède dans leurs lettres du 13 qui venaient à peine d'arriver. Les ministres pensaient, et Rose partageait ce sentiment, « qu'il y a sujet de croire que la ville de Marseille aura posé les armes à l'arrivée de l'abolition et que tout y sera calme », et ils jugeaient que Mercœur et d'Oppède « doivent bien prendre garde à ne faire ni dire aucune chose qui puisse donner le moindre ombrage à ladite ville, touchant l'exécution de l'abolition qui doit estre inviolable ».

1. Lettre à Mazarin, du 18 août. C'est en partie cette procédure, imaginée par d'Oppède dès 1658, qui fut appliquée en 1659-1660 pour la répression des derniers troubles d'Aix et de Marseille (V. plus loin chap. v et vi).

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. C'étaient le chancelier, les deux surintendants des Finances, le comte de Brienne et le maréchal de Villeroy (Lettre de Rose à Mazarin, du 21 août).

Ils avaient pris acte des indications fournies sur la rivalité latente de Niozelles et de La Salle et ils y voyaient un motif de plus d'espérer l'apaisement¹.

De son côté, Mazarin, resté encore le 28 août sous l'impression de la communication que lui avait faite son secrétaire, écartait pour le moment toute idée de répression et aimait mieux s'en tenir au répit que paraissait lui promettre l'observation de l'abolition. « Vous devez avoir reçu, écrivait-il ce jour-là à Mercœur², l'abolition qu'on vous a envoyée pour la ville de Marseille. Aussi je ne doute point que ce ne soit à présent une affaire terminée ou, du moins, assoupie, car j'ai toujours beaucoup d'inquiétude de voir que le venin de la révolte subsiste et qu'il faille estre continuellement en garde pour empêcher que les malintentionnés ne profitent de la première occasion qu'ils trouveront de faire naître de nouveaux désordres. J'ai vu ce que vous me mandez de la racine du mal qu'il seroit bien important de couper, mais il faut pour cela du temps et de l'adresse³. »

La nouvelle, apportée par La Baume et commentée par les lettres de Mercœur et de d'Oppède, que les Marseillais avaient refusé l'abolition et demandaient une amnistie dont ils avaient même pris le soin d'arrêter les termes, causa une pénible surprise à la Cour. Les ministres en furent informés les premiers et ils se concertèrent aussitôt pour soumettre à Mazarin les mesures qu'il convenait de prendre en cette circonstance inattendue et que La Baume fut chargé de porter lui-même au premier ministre⁴. C'est encore Rose qui lui en fit le rapport⁵. « Ils

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 143. Lettre de Rose à Mazarin, du 21 août 1658. Après avoir fait ce court exposé, Rose ajoutait : « C'est en substance ce que j'estime qu'il sera bon que le comte de Brienne écrive vendredi au nom du Roy, si ces Messieurs l'approuvent ». La lettre se terminait par ce *post-scriptum* : « Ces Messieurs ont résolu que M. de Brienne écrirait vendredi [23 août] en conformité de l'article ci-dessus et que l'on attendroit des nouvelles de ce qui se seroit fait à Marseille après l'arrivée de l'abolition pure et simple avant que de prendre d'autres résolutions. Je les ai pris au sortir du Conseil, c'est-à-dire M. le chancelier et MM. les surintendants. Je vais porter un mémoire de leur résultat à M. de Brienne pour faire sa despesche. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 204. Lettre datée de Calais, 28 août.

3. Le même jour, Mazarin confirmait à d'Oppède ce qu'il venait d'écrire à Mercœur (Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 205). « J'ai esté bien aise de voir en destail par la lettre que vous m'avez écrite l'assiette des affaires et des esprits de Marseille, où il n'y a pas de doute que les malintentionnés feroient bientôt naître de nouveaux désordres, si l'on ne prenoit les précautions nécessaires pour les en empêcher. La pensée que l'on a de diviser les deux cabales est fort bonne.... Mais, comme vous devez avoir appris plus particulièrement les intentions du Roy par la despesche que vous aura faite M. le comte de Brienne, je n'ai qu'à me remettre à ce qu'elle vous apprendra.... »

4. Cf. le *post-scriptum* de la lettre de Rose à Mazarin, du 28 août 1658 : « M. de La Baume, premier consul de Marseille, allant trouver Vostre Eminence sur les affaires de ladite ville, s'est voulu charger de ceste despesche ».

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 160. Lettre de Rose à Mazarin, du 28 août 1658. « ... C'est, Monseigneur, en substance le sentiment de ces Messieurs duquel ils m'ont donné charge de rendre compte à Vostre Eminence, outre le commandement que j'en avois de Leurs Majestés ».

ont considéré, Monseigneur, que ceux de Marseille ayant refusé l'abolition pure et simple que M. de Mercœur leur avoit envoyée et ayant demandé, au lieu de ceste abolition, une amnistie avec des clauses tout à fait insolentes, c'estoit un signe évident que La Salle et Niozelles, quoique poussés de différens motifs, s'accordoient en ce point qu'ils vouloient demeurer armés jusques à la Saint-Simon et Saint-Jude, 28^e jour d'octobre, afin de se trouver en estat de faire des consuls à leur mode, et que c'estoit le leurre dont Niozelles, qui veut le trouble en général, se servoit pour embarquer La Salle, qui s'attache principalement à restablir son parti dans la Maison de Ville. Et cela leur fait conjecturer avec grand fondement que, quand on leur donneroit l'amnistie en la forme qu'ils l'ont minutée, ils ne désarmeroient pas et que ce ne seroit qu'avilir de plus en plus l'autorité du Roy sans en tirer le fruit désiré, qui seroit l'entière pacification du tumulte de Marseille. »

Quand même on eût pu entrevoir cette espérance, les ministres avaient pensé qu'il ne convenait pas à la dignité du Roi d'accéder à la requête des Marseillais. D'abord, parce que cet acte serait « qualifié formellement amnistie, qui est un terme insupportable entre le Roy et ses sujets », et ensuite, parce que, écrivait Rose, le document envoyé de Marseille « contient un narré scandaleux qui rend les consuls criminels et autorise les factieux, en sorte qu'il sembleroit que l'abolition fust faite pour les bons serviteurs du Roy et que, au contraire, les rebelles eussent souffert la violence et fussent dignes de compassion ».

Il y aurait eu là d'excellents motifs pour justifier un refus formel et catégorique, si les mêmes raisons qui avaient inspiré la conduite conciliante de Mercœur et de d'Oppède n'avaient aussi dicté leurs décisions aux ministres. « Comme M. le duc de Mercœur est déjà parti pour Catalogne, poursuivait Rose, et qu'il semble que le Roy n'est pas maintenant en estat de réduire Marseille par la force, ces Messieurs prennent un tempérament entre le refus de ceste amnistie et la concession pure et simple. » Le maréchal de Villeroy proposa donc, et ses collègues acceptèrent, de retrancher du texte de l'amnistie soumis par les Marseillais tout ce qui paraissait inconciliable avec la dignité du Roi, le respect de l'autorité de ses représentants dans la province et des consuls dans la ville et de faire porter l'abolition ainsi modifiée, mais plus large cependant que la première, par un envoyé de la Cour qui serait chargé de recueillir, s'il y avait lieu, les plaintes des séditieux et de les inviter, soit à députer à la Cour pour les faire valoir, soit à les exposer dans un mémoire qu'il porterait lui-même au Roi. « Et par ce moyen, sans rien gaster, l'on tirera de longue, ce que ces Messieurs jugent estre le meilleur parti qu'il y ait à prendre, en cas que l'abolition ne soit pas reçue à Marseille, parce que insensiblement

on gagnera le quartier d'hiver et alors le Roy sera plus en estat de se faire obéir qu'à présent que ses armées sont occupées hors du royaume. »

Le Conseil du Roi entrait donc en cela dans les vues de d'Oppède. Il adhéraît aussi à ses propositions en ce qui concernait l'ajournement de l'élection consulaire, mais dans le cas seulement où l'abolition ne serait pas acceptée et la paix complètement rétablie dans la ville. Il convenait donc d'attendre la nouvelle de l'accueil qui serait fait à ces nouvelles grâces du Roi et de ne rendre publique cette dernière décision que dans la quinzaine d'octobre, s'il y avait toutefois lieu de la prendre¹.

Mazarin approuva ces diverses propositions. De retour des Flandres, de Fontainebleau où il avait rejoint la Cour, il en envoya la nouvelle à d'Oppède et lui manifesta son désir et celui du gouvernement tout entier de voir l'abolition mettre un terme à l'agitation qui depuis trop longtemps troublait Marseille et la Provence; il ne lui cacha pas que, s'il en était autrement, on était résolu à recourir à des moyens plus rigoureux, voire même à un voyage du Roi dans la province rebelle. « Pour ce qui est des affaires de Marseille, disait-il², la pensée d'ici est d'envoyer l'abolition après en avoir osté ce qui offense les consuls, le mot d'amnistie et ce qui regarde les Carmélites³. Si l'on voit qu'elle ne soit pas reçue avec la soumission et la reconnaissance qui se doit et que le désordre continue, alors Sa Majesté prendra résolution d'envoyer une personne de qualité sur les lieux et fera tout ce qu'il faudra pour remettre chacun dans son devoir, voulant soutenir son autorité à quelque prix que ce soit, jusque à aller Elle-mesme en Provence, si besoin est. »

Déjà, par conséquent, sous l'influence de d'Oppède, plus disposé que Mercœur à user de rigueur, commençait à se dessiner le plan d'une nouvelle politique plus résolue et plus ferme que celle qui avait été suivie jusqu'alors pour mettre fin aux intrigues, aux séditions et aux révoltes qui n'avaient pas cessé d'agiter la

1. Lettre de Rose à Mazarin, du 28 août. « Et afin que, cependant, les factieux ne fassent pas des consuls qui portent la ville de Marseille à la désobéissance et à des ligue et associations avec d'autres villes de la province sous prétexte du bien public, comme l'on a tenté déjà plusieurs fois ceste année (ce qui est d'autant plus à craindre que l'on est averti que Niozelles prétend se faire eslire consul ou, en tout cas, le sieur Bausset, qui est un autre lui-mesme), ces Messieurs sont d'avis que si, à l'arrivée de ladite abolition réformée comme dessus, les armes ne sont posées et la tranquillité complètement restablie dans Marseille, le Roy, dans la quinzaine d'octobre, y envoie ses ordres portant surséance de l'eslection consulaire jusques à ce qu'autrement par Sa Majesté en ait esté ordonné, enjoignant cependant aux consuls estant présentement en charge de continuer leurs fonctions, lesquelles en tant que besoin seroit Elle leur a prorogées.... »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 208 v°. Lettre à d'Oppède, du 8 septembre.

3. Le texte du projet d'amnistie rédigé à Marseille, portait, en effet, l'annulation de la concession faites aux Carmélites. Le Conseil du Roi s'était prononcé contre cette clause (voir la lettre de Rose à Mazarin).

Provence depuis l'avènement de Louis XIV. Persuadé désormais du lien étroit qui unissait entre eux les divers groupes de factieux et du rôle prépondérant que jouait Marseille dans tous ces mouvements de la province, Mazarin posait pour condition essentielle à de nouvelles grâces du Roi en faveur des parlementaires et des gentilshommes compromis dans les récentes séditions, l'acceptation pure et simple de l'abolition et le rétablissement complet et définitif de l'ordre et de la paix à l'intérieur de cette ville et il signifiait cette décision en termes catégoriques à d'Oppède et au Parlement tout entier¹.

C'est aussi ce qu'il donna à entendre aux consuls de Marseille, en des termes plus enveloppés cependant, sans doute pour que les plus fougueux des séditeux n'y voient pas un nouveau motif de réveiller les méfiances de leurs concitoyens et de refuser l'abolition. « Je n'ai pas de peine à croire ce que vous me mandez des bonnes intentions des habitans de Marseille en général et de leur affection au service du Roy. Aussi je n'ai pas hésité à m'employer en leur faveur auprès de Sa Majesté afin qu'il lui plaise de leur accorder la grâce qu'ils demandent. Mais je vous avoue qu'après avoir eu le bonheur de l'obtenir sur l'assurance que j'ai donnée de leur obéissance, il me seroit sensible d'avoir des reproches de leur conduite. J'espère donc qu'elle sera si respectueuse et si soumise que, non seulement elle effacera le souvenir, mais aussi qu'elle me donnera lieu de procurer à l'avenir de nouveaux avantages à ladite ville ainsi que je souhaite, en me remettant au sieur de La Reynarde qui vous tesmoignera plus particulièrement combien il vous importe de ne pas différer davantage de jouir des bontés du Roy².... »

La Reynarde, qui devait porter lui-même à Marseille cette lettre avec les expéditions de l'abolition, ne quitta pas la Cour

1. Dans une lettre écrite au Parlement en réponse à une requête présentée par ce Corps en faveur du président de Régusse, Mazarin promettait de s'efforcer d'obtenir l'indulgence du Roi, puis il ajoutait : « ... Revenant à ce qui regarde le soulagement du pays, j'ajouterois que rien n'y peut contribuer davantage que si les grâces que le Roy a la bonté d'accorder à la ville de Marseille y sont reçues avec le respect et la reconnaissance qui se doit, en sorte que la tranquillité y soit pleinement restablie, ce qui n'est pas moins nécessaire aussi pour me pouvoir employer pour M. le président de Régusse, puisque c'est principalement pour avoir trop de liaison avec des personnes malintentionnées et qui ont eu grande part aux troubles de Marseille qu'il a attiré sur lui l'indignation du Roy et non pour aucune chose concernant sa charge de président. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 206. Mazarin au Parlement d'Aix, 8 septembre 1658.) Mazarin écrivait de même à d'Oppède : « Sa Majesté ne se hâtera pas de renvoyer M. de Gordes à sa charge. Le sieur de La Barben ne doit pas prétendre aussi de retourner après l'Assemblée; et pour Glandevès et pour le président de Régusse, il faut que la tranquillité et l'obéissance soient bien restablies dans Marseille auparavant qu'ils puissent espérer que le Roy se veuille adoucir à leur esgard. Je l'ai déclaré nettement à ceux à qui j'ai parlé ici; je l'ai écrit à votre Compagnie en respondant à sa lettre touchant le président de Régusse et vous en pouvez parler vous-mesme en ceste conformité. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 184. Lettre de Mazarin aux consuls de Marseille, du 10 septembre 1658.

où le retenaient de nouvelles intrigues¹. Ses amis de Marseille, maintenant rassurés par le départ de Mercœur pour la Catalogne avec les derniers régiments qu'il avait gardés auprès de lui en Provence², augmentaient leurs prétentions et ajoutaient de nouvelles instructions à celles qu'ils lui avaient précédemment données. Sous prétexte que leurs adversaires avaient annoncé que les consuls de la nouvelle année seraient créés par lettres patentes, ils chargeaient leur député de prévenir ce désagrément par ses démarches et d'obtenir du Roi une déclaration par laquelle il s'engagerait à ne laisser, à l'avenir, « apporter aucun changement aux réglemens qui ont esté faits depuis trois ans dans la Maison de Ville³ ». Ils demandaient aussi que le Roi réglât à leur profit l'affaire de la rue des Carmélites⁴.

En même temps qu'ils confiaient à La Reynarde cette nouvelle mission, ils accablaient le Roi, Mazarin et les ministres de véhémentes protestations de dévouement, d'obéissance et de fidélité⁵, sans doute avec le secret espoir que leurs correspondants les prendraient au sérieux et les reconnaîtraient en leur accordant la nouvelle satisfaction qu'ils recherchaient. Mais, outre que Mazarin avait été mis en garde par les longs rapports de Mercœur et de d'Oppède contre des affirmations dont les Marseillais étaient prodigues et dont, depuis longtemps, il ne lui était plus arrivé de voir les effets, il ne lui paraissait pas

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1726, 218. Mazarin aux consuls de Marseille, 19 septembre 1658. « J'avais mis ès mains du sieur de la Reynarde les patentes qu'il a plu au Roy de vous accorder sur ce qui s'est passé à Marseille les 13 et 19 juillet derniers.... J'avais pris grand soin aussi de l'entretenir au long des bontés du Roy envers vous et de mon affection pour vostre bien et vostre repos, afin qu'il vous en informast plus particulièrement. Enfin, je croyois lui avoir donné sujet de partir le plus content et le plus satisfait qu'il estoit possible, lorsqu'il est venu tout à coup me faire de nouvelles demandes.... » — Voir aussi sur ce changement de dispositions de La Reynarde le début de la lettre de Mazarin à d'Oppède, du 19 septembre 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 220).

2. Mercœur était parti pour la Catalogne dans les derniers jours d'août : le 27 août, en effet, il était à Beaucaire d'où il rendait compte à Mazarin de l'état dans lequel il avait laissé la Provence (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 148).

3. Une lettre des consuls à La Reynarde, du 27 août 1658 (Arch. com., BB. *Correspondance des Consuls*, Reg. I), ne parle que du danger de faire naître « le désordre le plus extraordinaire qu'il n'est arrivé » qui résulterait de la création du Nouvel Etat par lettres patentes et exprime l'espoir que le député réussira à le conjurer. C'est Mazarin qui, dans une lettre du 19 septembre (Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 220) apprend à d'Oppède quel était l'objet du nouveau mandat que La Reynarde avait reçu.

4. Lettre des consuls à La Reynarde, du 27 août (Arch. com.). — Lettres de Mazarin aux consuls du 16 septembre (Affaires étrangères, France, 1722, 217) et du 19 septembre (*Ibid.*, 218). — Lettre de Mazarin à d'Oppède, du 19 septembre (*Ibid.*, 220).

5. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I, lettres du 3 septembre 1658 au Roi, à Mazarin, à Brienne; l'original de la lettre à Mazarin est aux Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 185. — Après les protestations de fidélité au Roi « et que nulle chose du monde ne seroit capable de les tirer d'un si légitime devoir », la lettre à Brienne se termine sur ces mots : « C'est ce que nous protestons à Vostre Grandeur, la suppliant très humblement de faciliter l'expédition de nostre amnistie pour le repos entier de ceste ville... ».

sage d'accueillir cette double requête, qu'il déclarait « extraordinaire et hors de saison¹ ». Il n'admettait pas, en effet, que le Roi pût enlever aux Carmélites de Marseille une « grâce qu'il leur avoit accordée » et surtout qu'il laissât « condamner ces pauvres religieuses sans les entendre² ». Il n'admettait pas davantage qu'on sollicitât une déclaration royale qui aurait interdit d'apporter « jamais aucun changement aux réglemens qui ont esté faits depuis trois ans dans la Maison de Ville, en sorte qu'il ne fust plus au pouvoir de qui que ce soit de faire les consuls ni aucun autre officier politique en vertu de lettres patentes³ ».

Cependant, le cardinal s'était d'abord efforcé de convaincre La Reynarde de la justesse des raisons qui lui faisaient écarter ces demandes. Il « lui avoit remontré que le Roy ne se lioit pas les mains de la sorte » et, lui donnant l'assurance « que l'on ne songeoit pas à faire aucun changement dans la Maison de Ville », il lui avait offert « de lui donner une lettre de cachet et d'en escrire lui-même aux consuls en ceste conformité⁴ ». Le député de Marseille avait refusé de l'écouter. Il annonçait son intention d'ajourner son départ qu'il avait d'abord dit prochain, au vif mécontentement de Mazarin. D'ailleurs, celui-ci ne voyait pas sans appréhension se prolonger indéfiniment les séjours à la Cour des députés de Provence. Tous ces députés, lui avait naguère fait remarquer Rose⁵, « quand ils sont une fois à Paris, ne manquent jamais de rencontrer des gens qui les enveniment et les portent à des cabales et des liaisons très dangereuses pour le service du Roy ». Les révélations, que d'Oppède et Mercœur lui avaient faites au sujet des relations des rebelles de Provence avec les principaux chefs de l'opposition à Mazarin, donnaient trop de vraisemblance à ces observations pour que celui-ci n'eût pas hâte de renvoyer La Reynarde en mettant fin à sa mission par la délivrance de l'abolition. Ainsi, il priverait ses ennemis d'un moyen dont ils auraient peut-être été tentés de se servir pour provoquer de nouveaux troubles dans le royaume. Le cardinal avait aussi une égale impatience d'en finir avec cette affaire de Marseille qui paralysait son action en Catalogne, détournait son attention des affaires plus importantes dont il poursuivait à ce moment la réalisation et pouvait même entraîner l'Espagne à prolonger la lutte dans l'espoir que de nou-

1. Lettre de Mazarin aux consuls, du 19 septembre 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France 1722, 218).

2. Lettre de Mazarin aux consuls, du 16 septembre 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 217).

3. Lettre de Mazarin à d'Oppède, du 19 septembre 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 220).

4. *Ibid.*

5. Lettre de Rose à Mazarin, du 28 août 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 160).

veaux troubles intérieurs viendraient ralentir l'effort du roi de France.

Voilà pourquoi, passant outre au refus de La Reynarde, Mazarin décida d'envoyer l'abolition à d'Oppède en lui laissant le soin de la faire tenir aux consuls de Marseille. Dans la lettre qui accompagnait cet envoi, il lui indiquait à la fois les raisons de sa décision et les motifs qui avaient imposé au Conseil du Roi les changements apportés au texte envoyé de Marseille. Il lui disait aussi qu'on avait résolu d'attendre la nouvelle de l'accueil qui serait fait à cette abolition avant de statuer sur le projet de faire surseoir aux élections¹.

Désireux avant tout, cependant, de ramener le calme dans Marseille, Mazarin prenait lui-même des précautions pour amener les Marseillais à renoncer d'eux-mêmes aux exigences que La Reynarde avait formulées en leur nom et à accepter l'abolition pure et simple qui leur était accordée. Dans une première lettre, datée du 16 septembre², il s'était efforcé de faire comprendre aux consuls l'impossibilité où se trouvait le Roi de les satisfaire en ce qui concernait l'affaire des Carmélites et la nécessité de s'en remettre à l'examen du Conseil qui déciderait

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, f° 220 (19 septembre 1658). Après avoir raconté à d'Oppède ses conversations inutiles avec La Reynarde et le refus de celui-ci de quitter la Cour, Mazarin poursuit ainsi : « ... Comme il n'a pas voulu se faire conseiller de cela et que je vois qu'il ne se dispose pas à partir avec les despèches que je lui avois déjà remises, je les ai retirées, jugeant ou qu'il avoit reçu des lettres de Marseille par l'ordinaire qui l'avoient refroidi ou qu'il n'estoit pas facile de faire durer sa commission et sur ce voir en ceste ville et qu'il valoit mieux faire passer par un autre canal les grâces de Sa Majesté. C'est pourquoi je vous adresse les lettres patentes pour ceux de Marseille avec les lettres que j'escriis aux consuls de la mesme ville sur les instances que La Reynarde m'a faites au sujet des Carmélites et de la confirmation. Il sera de vostre prudence de prendre les mesures et les précautions que vous jugerez nécessaires pour le faire mieux recevoir, quoiqu'il me semble que, s'agissant d'assurer le repos et la fortune de ceux de Marseille, ce soit à eux à aller au-devant et à les envoyer quérir par une députation solennelle. Il est bon de vous avertir qu'elles sont copiées mot à mot sur la minute qu'ils donnèrent à M. le duc de Mercœur et qu'ils m'envoyèrent à Calais par ledit sieur de La Reynarde. Il y a seulement trois choses auxquelles on a touché : la première, c'est qu'on a osté cinq ou six lignes du narré, lesquelles rejetoient tout le crime sur les consuls, et, néanmoins, on a retranché cela si adroitement que le crime ne retombe point sur le parti contraire, qui paroist qu'on n'y a nul intérêt ; la seconde est qu'on a supprimé absolument le mot d'amnistie, comme injurieuse à l'autorité royale et tout à fait insupportable entre le Roy et ses sujets ; la dernière est qu'on a retranché l'endroit où il estoit dit que le Roy remettoit toutes les choses en leur premier estat, à l'exception de ce qui regarde l'affaire des Carmélites, ce qui estoit tout à fait injuste puisque, s'il y a des raisons pour révoquer tout ce qui s'est fait au Conseil du Roy, au Parlement d'Aix et à la Maison de ville de Marseille en faveur de ces bonnes religieuses, il faut le faire avec connoissance de cause ainsi que j'escriis aux consuls.... J'attendrai de vos nouvelles sur le succès de ceste affaire pour en rendre compte au Roy et Sa Majesté, suivant ce qui arrivera, prendra les résolutions qui seront jugées plus conformes au bien de son service. Sa Majesté sera bien aise d'avoir de nouveau vostre avis, tant sur ce qu'il y avoit à faire en cas que ceux de Marseille diffèrent à recevoir ses grâces. Cependant, on tiendra toutes prêtes les expéditions nécessaires pour rapporter en cas de besoin l'eslection des consuls conformément à vos mémoires. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 217.

après avoir entendu les raisons des deux partis¹. Quant à la question de la mobilité du Sort, il leur donnait les assurances les plus formelles qu'ils pussent désirer, sans consentir cependant à leur accorder la déclaration royale qu'ils sollicitaient. « Quant à la mobilité du Sort, disait-il, je vous réponds que le Roy ne souffrira point qu'il y soit apporté aucun changement ni pour le présent ni à l'avenir, puisque cest établissement importe à la conservation du repos de Marseille, n'y ayant rien que Sa Majesté ait plus à cœur que de le voir affermir de plus en plus ni que je souhaite en mon particulier avec plus de passion². » Convaincu d'avoir, par ce moyen, calmé les susceptibilités ombrageuses des Marseillais, il leur écrivait, peu de jours après, le 19 septembre³, pour leur annoncer l'envoi de l'abolition qu'il chargeait d'Oppède de leur remettre : renouvelant ses déclarations antérieures tant sur l'affaire des Carmélites que sur le Règlement du sort, il les engageait avec insistance à accepter les grâces du Roi « avec reconnoissance et soumission », se contentant de leur faire pressentir en quelques lignes évasives qu'on pourrait bien être amené à procéder contre eux par la force s'ils n'acceptaient pas de bon gré ce qu'on leur offrait avec douceur⁴.

1. « Le sieur de La Reynarde m'a fait plusieurs instances pour faire révoquer la grâce qu'il a plu au Roy d'accorder aux Carmélites de Marseille touchant certaine rue.... Et comme la dignité de Sa Majesté ni la justice ne permettent pas que l'on condamne ainsi ces pauvres religieuses sans les ouïr.... je crois qu'il me doit suffire que je vous assure par ces quelques lignes qu'à l'égard du premier point, vos raisons seront examinées avec toute l'équité que vous pouvez désirer, les représentant par les voies de droit : on enverra vos mémoires à M. le chancelier ou à moi-mesme. »

2. Dans un autre passage de cette lettre, Mazarin constatait qu'« il est superflu de vouloir confirmer un règlement que personne n'attaque ».

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 218.

4. « J'avois mis es-mains du sieur de La Reynarde les lettres patentes qu'il a plu au Roy de vous accorder sur ce qui s'est passé à Marseille les 13 et 19 juillet dernier.... J'avois pris grand soin aussi de l'entretenir au long des bontés du Roy envers vous et de mon affection pour vostre bien et vostre repos, afin qu'il vous en informast plus particulièrement. Enfin, je croyois lui avoir donné sujet de partir le plus content et le plus satisfait qu'il estoit possible, lorsqu'il est venu tout à coup me faire de nouvelles demandes si extraordinaires et qui sont si hors de saison, s'attachant à ne point partir qu'elles ne lui fussent accordees, que j'ai jugé qu'il n'avoit pas hâte de s'en retourner auprès de vous. De sorte que, pour ne pas vous retarder davantage la joie et la consolation de recevoir les grâces de Sa Majesté, je l'ai supplié de trouver bon qu'on vous fist tenir lesdites lettres patentes par une autre voie. C'est pourquoi je les adresse à M. le premier président d'Oppède, lequel a toujours dignement secondé M. le duc de Mercœur, dans l'interprétation favorable de vos sentimens et de tout ce qui s'est passé dans Marseille en ce dernier rencontre. Je ne doute point que vous ne les receviez avec la reconnoissance et la soumission que vous devez et qu'aussitost toutes choses ne soient remises à leur premier estat. Et afin que vous reconnoissiez de plus en plus la passion que j'ai de contribuer à vos satisfactions, je vous confirme derechef que l'on n'a pas ici la moindre pensée d'apporter aucun changement à la mobilité du Sort.... Au reste, je ne puis croire que, pour un mot que la dignité du Roy ne peut souffrir absolument, vous voulussiez différer davantage à vous prévaloir de ses bontés et affermir entièrement le repos de ladite ville. Mais si, par malheur, cela arrivoit, j'en serois inconsolable puisque, Sa Majesté se trouvant alors obligée de prendre à vostre égard d'autres résolutions, je craindrois fort que

Niozelles et ses amis étaient loin d'avoir préparé leurs concitoyens à recevoir les lettres d'abolition avec la soumission et la reconnaissance que souhaitait Mazarin. Par leurs soins, au contraire, l'opinion publique à Marseille était égarée sur les véritables intentions de la Cour. Les lettres que La Reynarde envoyait de Paris, où il rendait compte de ses conversations avec les ministres et où il se félicitait de l'accueil bienveillant qu'il en avait reçu et de l'esprit de modération dont ils étaient animés, étaient imprimées, répandues dans la ville et interprétées de façon à faire croire au public que le Roi allait prendre parti pour les factieux contre d'Oppède et Mercœur lui-même¹. La lettre même que Mazarin avait écrite aux consuls et qu'il avait confiée à La Reynarde quand celui-ci était allé le voir à Calais², circulait aussi de mains en mains et des commentateurs complaisants lui attribuaient une signification que son auteur n'avait certainement pas eu l'intention de lui donner³ et que, d'ailleurs, elle ne comportait pas⁴. En même temps, on faisait imprimer et circuler une lettre où le marquis de Gordes donnait expressément à entendre aux consuls et aux Marseillais, à qui il

le changement ne m'ostast moyen de vous tesmoigner, comme je désire, que je suis.... »

1. Nous ne possédons pas la lettre de La Reynarde, mais, dans une lettre à Mazarin, du 10 septembre (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 187), d'Oppède en donne une brève analyse et en signale les conséquences qu'il juge fâcheuses : « Le sieur de La Reynarde a envoyé un courrier à Marseille qui a achevé de perdre ces gens-là et les mettre dans la dernière insolence.... La Reynarde leur écrit que Votre Eminence lui a accordé tout ce qu'il lui a demandé, que Votre Eminence a fort blâmé M. le duc de Mercœur de sa conduite, et dit par plusieurs fois que c'étoit celle d'un enfant, que Votre Eminence l'a toujours fait manger à sa table et servir par ses officiers et que, au départ, ayant refusé 300 pistoles, Votre Eminence lui fit un très beau présent de montres et autres choses. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 202. Lettre aux Consuls de Marseille, du 20 août 1658.

3. D'Oppède parle ainsi de cette lettre : « Il [La Reynarde] leur a envoyé une lettre de Votre Eminence dont j'envoie l'imprimé à Votre Eminence ». (Lettre du 10 septembre.)

4. D'Oppède rétablit le véritable sens de la lettre de Mazarin : « Je vois bien, Monseigneur, par la lettre qu'ils ont fait imprimer de Votre Eminence qu'il n'en est pas tout ce qu'il écrit. Mais ces gens-là, qui croient tout ce que l'autre [La Reynarde] écrit, ont publié toutes ces choses-là avec une audace et un emportement qui n'est pas croyable, et cela a fait un très mauvais effet, non seulement à Marseille, mais par toute la province où ils débitent de suite que M. de Mercœur a été rappelé à la Cour, qu'il n'aura plus son gouvernement et que, pareillement, j'ai été mandé à la Cour. Tellement donc que, si quelque résolution ne rétablissait l'autorité du Roy, les choses iront ici avec grande licence. » Ces lettres de Mazarin, destinées à circuler pour ainsi dire ouvertes, puisque c'est à La Reynarde qu'il les avait remises pour les faire parvenir à leurs destinataires, ne pouvaient pas exprimer la véritable pensée de leur auteur, et seul le public ignorant de ces usages du cabinet ministériel pouvait s'y laisser prendre. D'ailleurs, Mazarin avait pris la peine d'en avertir Mercœur, quoiqu'il eût pensé que celui-ci ne se tromperait pas sur l'insignifiance forcée de ce genre de lettres : « J'ai donné, disait-il à la fin d'une lettre qu'il lui adressait directement le 19 août, au sieur de La Reynarde une lettre pour vous que vous jugerez bien estre ostensible. Je vous confirmerai pourtant, etc.... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 196.)

l'adressait, que l'opinion du Roi et celle de Mazarin étaient maintenant faites sur toutes ces affaires de Provence et que le souverain et le ministre étaient fixés sur leurs sentiments de fidélité¹.

D'Oppède constatait amèrement que ces nouvelles, colportées à travers la ville, avaient pour effet « de perdre ces gens-là et les mettre dans la dernière insolence² ». Déjà, ils négligeaient de tenir les engagements auxquels ils avaient souscrit le 2 août lors de leur accommodement avec Mercœur. On eût dit qu'ils étaient rassurés sur les suites dangereuses qu'aurait pu avoir quelque nouvelle incartade, puisque le gouverneur avait quitté la province emmenant avec lui les derniers régiments qu'il y avait gardés quelque temps pour les tenir en respect. Leur audace ne connaissait plus de borne. Ils assuraient avec ostentation la garde de la ville, laissaient leurs adversaires exposés sans défense aux injures et aux coups de leurs affidés, décrétaient d'exil les familles dont les chefs leur étaient suspects³. Les consuls eux-mêmes, dont l'autorité leur servait à couvrir leurs exactions et leurs violences, n'étaient pas à l'abri de ces vexations. « Le second consul m'escrivit il y a trois jours, rapporte d'Oppède, qu'il avoit couru hasard d'estre trainé par les rues et que, bien que l'on fasse toutes choses sous son nom, qu'il n'avoit pas cependant la respiration de libre⁴. »

Par tous les moyens, les chefs du parti de la sédition cherchaient à reprendre partout l'avantage sur leurs ennemis, dans l'administration des affaires municipales comme dans la rue. Ils faisaient renaître la querelle qui avait éclaté dans les premiers temps du consulat de La Baume à propos de l'administration financière de son prédécesseur, Louis de Vento. Au Bureau, tenu le 19 septembre, sans avoir préalablement averti selon l'usage de l'objet de sa délibération le second consul qui devait le présider⁵, un membre de ce Conseil permanent de vingt-

1. Cette lettre fut imprimée, comme le dit d'Oppède, en même temps que celle de La Reynarde et de Mazarin. D'Oppède en envoya au cardinal un exemplaire qui est conservé aux Arch. des Affaires étrangères (France, 1723, 159). Datée de Paris, 28 août 1658, et adressée aux consuls de Marseille, elle était ainsi conçue : « J'ai un ressentiment tout particulier des tesmoignages d'amitié que vous me donnez par vostre lettre. Je vous proteste que je rechercherai toujours avec soin les occasions de vous servir en général et en particulier. Et, comme je suis très persuadé des sentiments de fidélité que vous avez pour le service du Roy, de même que Son Eminence l'est aussi, l'ayant fait connoistre de ceste manière à M. de La Reynarde, vostre député, lequel a agi avec toute la chaleur et la conduite que l'on pourroit souhaiter, en quoi il y a de la conformité entre vos pensées et les miennes, n'en ayant jamais eu d'autres, quelque calomnie que l'on m'ait voulu faire, que de bien servir le Roy, lequel a esté esclairei aussi bien que Son Eminence. »

2. Lettre à Mazarin, du 10 septembre.

3. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 3 septembre (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 175).

4. *Ibid.*

5. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*. Reg. n° 58, f° 329. Bureau du 19 septembre 1658. « A laquelle Assemblée, après que ledit sieur Pascal, second consul, a dit et déclaré n'en sçavoir pas le sujet.... »

quatre membres institué au lendemain des troubles, demandait que l'on s'inscrivit en faux contre les opérations soi-disant clandestines des auditeurs des comptes chargés d'examiner cette gestion. Cette proposition était accueillie, ordre était donné aux auditeurs de suspendre leur travail de vérification et une commission, dont La Salle et d'Arène étaient les membres les plus connus et les plus influents, était chargée de vérifier leurs opérations et de se pourvoir contre elles par toutes les voies de droit, si elle le jugeait à propos¹.

Toutes ces menées semblaient attester de la part de leurs auteurs le dessein de s'assurer, au jour prochain de la Saint-Simon, la possession des charges municipales, en écartant leurs adversaires soit par l'exil soit par l'intimidation. Ceux-ci, découragés, commençaient à s'abandonner eux-mêmes et d'Oppède, témoin impuissant de ce spectacle, écrivait tristement à Mazarin² : « Ceste affaire de Marseille donnera de la peine, parce que ceux qui sont dedans croient à ceste heure que tout leur est permis, et ceux du dehors se croient mesprisés après s'estre sacrifiés pour les intérêts du Roy ». D'Oppède voyait, en effet, ses amis sur le point de perdre à l'Hôtel de Ville la situation prépondérante que leur avaient assurée la réforme du Règlement du sort et la création par lettres patentes des consuls de 1657-1658. Seule, une décision du Roi d'ajourner les élections consulaires prochaines pouvait leur permettre de reprendre l'avantage dont les troubles de juillet les avaient dépouillés. Or, le jour de la Saint-Simon approchait, et Mazarin se refusait toujours à faire prendre cette décision, sollicitée avec tant d'insistance par le premier président, tant qu'il ne connaîtrait pas quel accueil les Marseillais avaient fait à l'abolition³.

D'Oppède ne doutait pas de leurs mauvaises intentions⁴. Il ne voulut pas cependant enfreindre les ordres de Mazarin. Il s'efforça, au contraire, d'assurer toutes les chances de succès à la démarche qu'il allait entreprendre⁵, peut-être avec le secret dessein de rendre plus évidente la mauvaise foi de ses adver-

1. Bureau du 19 septembre 1658.

2. Lettre du 24 septembre (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 197).

3. Mazarin écrivait, en effet, à d'Oppède, le 25 septembre (Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 226). « J'ai reçu vostre lettre du 17 de ce mois. Je n'ai rien à adjouter à mes précédentes non plus que vous aux vostres touchant les affaires de Marseille. Il faut voir avant toutes choses ce que produira l'abolition que je vous ai adressée. Après cela, on prendra les mesures qui seront nécessaires pour le consulat et pour le reste. »

4. Lettre à Mazarin, du 2 octobre (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 203). « La conduite qu'a tenue là-haut La Reynarde m'a confirmé aussi la certitude où je suis que ces gens-là sont en estat de tout refuser jusques à ce qu'ils se soient usurpés l'autorité tout entière par l'eslection des consuls. »

5. *Ibid.* « J'ai bien observé, Monseigneur, que Vostre Eminence a désiré que j'y agisse avec conduite, avec prudence et que je fisse considérer les grâces que le Roy fait à ces gens-là à ceste occasion, comme aussi leur faire considérer ce qu'il pourroit leur mésarriver s'il ne reconnoissoient les bontés de Sa Majesté et de Vostre Eminence avec la soumission qu'ils doivent. »

saires et d'entraîner ainsi une adhésion plus catégorique du cardinal à ses projets. Il invita donc le conseiller de Valbelle-Saint-Symphorien, dont il savait le crédit à Marseille, notamment dans le parti des factieux, d'apporter lui-même à ses concitoyens la nouvelle de l'abolition. Il prit le soin de lui remontrer l'importance que le Roi et ses ministres attachaient à l'acceptation de cet acte et à la soumission des Marseillais et le grave péril auquel ceux-ci s'exposeraient eux-mêmes et exposeraient leur ville s'ils excitaient par un refus le mécontentement et la colère du Roi¹. Il les engagea d'ailleurs lui-même à reconnaître par leur soumission et leur obéissance ce nouveau témoignage de la bonté du Roi et de son ministre dans cette lettre qu'il confia à Saint-Symphorien. « C'est avec beaucoup de joie, disait-il, que je vois passer les bontés du Roy pour vostre ville par mes mains. Et comme j'ai toujours eu beaucoup d'estime pour le général et le particulier qui la composent, je n'ai pas voulu différer un moment de vous faire part de ceste bonne nouvelle et vous envoyer la lettre de Son Eminence. Et comme M. le duc de Mercœur avait mis ceste négociation entre les mains de M. de Saint-Symphorien, j'ai trop d'estime pour lui pour ne continuer moi-mesme à lui donner ceste peine. Je l'ai donc prié de vous voir. Il vous informera comme le Roy a accordé très agréablement ce qui vous pouvoit satisfaire en ce rencontre. Vous apprendrez aussi par lui toutes choses, mais bien plus par la lettre de Son Eminence que vous devez considérer pour vostre protecteur envers le Roy et les bontés duquel vous devez recevoir avec le respect qui est dû à toutes ses éminentes qualités. J'attendrai avec impatience le retour de M. de Saint-Symphorien et vos résolutions sur tout ce qu'il aura la bonté de vous dire de ma part pour concourir avec vous et seconder vos bonnes intentions pour voir le repos et le calme dans une ville si importante et si considérable². »

1. Lettre à Mazarin, du 2 octobre. « J'envoyai quérir à la campagne le sieur de Valbelle-Saint-Symphorien, conseiller en ce Parlement, qui a beaucoup de créance sur ces esprits et qui est celui qui a esté employé dans toutes leurs négociations avec M. le duc de Mercœur. Je lui fis sçavoir les bontés du Roy et de Vostre Eminence; je lui fis voir l'abolition; je l'instruisis des raisons que l'on avoit eues de retourner aux trois choses dont Vostre Eminence me donne tout au long l'esclaircissement. Je le persuadé bien que c'est tout ce que ces Messieurs pouvoient espérer. Je le fais entrer dans la mauvaise conduite du sieur de La Reynarde sur ses nouvelles demandes et, insensiblement, je le fis pénétrer dans la considération de ce qui pouvoit arriver à ses proches et à tous ces Messieurs s'ils mesprisoient les grâces du Roy, comme aussi l'avantage que ce leur estoit de sortir de la sorte d'une semblable affaire, et que j'estois si persuadé que ceste nouvelle leur seroit très chère que je le priois de vouloir continuer les mesmes soins qu'il avoit pris lors de M. le duc de Mercœur et de vouloir porter à Messieurs de Marseille la lettre de Vostre Eminence et une dont je l'accompagnai; que je ne doutois nullement qu'à l'abord ces Messieurs ne fissent une belle desputation pour venir prendre de mes mains ceste abolition et la recevoir avec le respect, la soumission et la reconnaissance dues à une semblable grâce. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France 1723, 199. Copie de la lettre de d'Oppède aux consuls de Marseille, datée d'octobre 1658, sans indication de jour.

Mais, tout en faisant partir Saint-Symphorien pour Marseille et en lui confiant la mission d'engager les Marseillais à recevoir l'abolition, il conservait entre ses mains l'expédition authentique des lettres patentes dont il se contentait de leur faire porter une copie, car il voulait, avant de s'en dessaisir, savoir l'usage qu'ils en feraient et régler ensuite sa conduite sur la leur¹. Il se flattait, en effet, d'avoir arraché à Saint-Symphorien l'avou que la démarche dont il le chargeait serait inutile, car, d'après lui, les factieux de Marseille avaient déjà pris leurs dispositions pour ne pas accepter l'abolition, présenter de nouvelles demandes à la Cour et faire traîner les choses en longueur jusqu'au jour de Saint-Simon, « qu'ils disoient toucher du bout des doigts estant le 28^e de ce mois² ».

Soit qu'ils eussent véritablement cette intention, soit qu'ils ne voulussent pas, en montrant trop d'empressement, laisser croire qu'ils étaient impatients de recevoir les grâces du Roi, les chefs du parti, réunis le 2 octobre en une Assemblée de bureau, décidèrent d'envoyer à Aix l'assesseur Descamps, qui prierait le premier président « de lui donner les lettres patentes avec la lettre de cachet mentionnée en celle de Son Eminence, en cas qu'il l'ait reçue, pour en poursuivre la vérification et enregistrement³ ». Ce n'était pas la « députation solennelle » que Mazarin avait souhaitée et que d'Oppède eût reçue volontiers⁴. Bien plus, la lettre que Descamps portait à celui-ci, lui donnait à entendre, en des termes mesurés mais fermes, qu'ils n'étaient

Cette lettre doit avoir été écrite le 1^{er} octobre, comme le prouvent la lettre de d'Oppède à Mazarin, du 2 octobre, dont nous citons quelques passages dans les notes précédentes, la séance du Bureau tenue à Marseille le 2 octobre pour en prendre connaissance et la réponse des consuls à d'Oppède de ce jour.

1. « Je lui en fis expédier une copie pour la leur faire voir. J'en ai retenu l'original pour deux raisons : l'une, que Vostre Eminence me marque que ceste grâce méritoit bien qu'ils la vinssent prendre de mes mains avec une belle députation, et la seconde que, si ces Messieurs refusent de se servir de ceste grace ou la mesprisent, il vaut bien mieux qu'ils ne l'aient pas entre leurs mains, ce qui seroit un plus grand mespris, et qu'ils demeurent dans tout leur crime, c'est-à-dire qu'il soit au pouvoir du Roy de les chastier de ce qu'il lui plaira. » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 2 octobre.)

2. *Ibid.* « Le sieur de Saint-Symphorien m'accorda fort agréablement d'y aller, avec la protestation pourtant que ce seroit inutilement, et qu'il n'y avoit que deux jours qu'il en estoit dehors, et que, sur les avis que le sieur de La Reynarde leur donnoit du parachèvement de ceste affaire et de son retour, ils estoient au désespoir, et que leur dessein en toutes façons est de gagner la Saint-Simon et prendre l'autorité tout entière; et que, mesme si le sieur de La Reynarde fust arrivé avec l'abolition, ils avoient préparé une autre desputation pour envoyer au Roy et à Vostre Eminence pour gagner le temps et porter les choses jusques après la Saint-Simon, qu'ils disent toucher du bout des doigts, estant le vingt-huitiesme de ce mois. »

3. Arch. com., BB, *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 339. — Séance du Bureau du 2 octobre 1658.

4. « Il me semble que, s'agissant d'assurer le repos et la fortune de ceux de Marseille, ce soit à eux à aller au-devant et à les envoyer quérir par une députation solennelle. » (Lettre de Mazarin à d'Oppède, du 19 septembre 1658. Arch. des Affaires étrangères, France 1722, 220.) — Cf. le passage de la lettre de d'Oppède du 2 octobre, cité ci-dessus.

pas disposés à recevoir cette abolition et à s'y soumettre avant d'avoir examiné s'il n'y avait « aucune chose qui pût blesser le général et le particulier de leurs concitoyens¹ ».

A ce moment, d'Oppède n'avait déjà plus de doute sur les véritables intentions des Marseillais. Le second consul Pascal, qui, d'ailleurs, ne se sentait plus en sûreté dans la ville et se plaignait d'avoir, quelques jours auparavant, été victime d'une tentative d'assassinat fomentée par Niozelles², l'avait informé de la discussion qui avait précédé la délibération décidant le voyage de l'assesseur à Aix. « La délibération, rapportait d'après lui d'Oppède à Mazarin³, a esté de se servir de l'abolition, mais avec ceste intention, par souplesses et par finesses, de retarder l'exécution et de toutes les choses portées par l'ordonnance de M. le duc jusques après la Saint-Simon, comme la rentrée de ceux qui sont dehors et le désarmement. » Ainsi averti, il s'était conduit en conséquence. « Comme donc, Monseigneur, expliquait-il dans cette même lettre, j'ai sçu qu'ils me vouloient mener par une voie de longueur, et que j'en ai eu les moyens, j'ai cru, sans faire semblant de rien et de m'en apercevoir, de leur en couper les voies. J'ai donc remis l'abolition à leur assesseur, n'y pouvant arriver aucun inconvénient, parce que, au Parlement, j'empescherai toujours bien que l'on en abuse. »

En même temps que l'abolition, d'Oppède remettait à l'assesseur une longue lettre où il feignait d'entrer dans les vues du Conseil en affectant un langage plein de douceur et de modération⁴. Il y manifestait aussi sa hâte de voir bientôt réglées

1. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre au président d'Oppède, du 2 octobre 1658. « Nous vous sommes infiniment obligés de la bonne volonté que vous tesmoignez avoir pour nous par vostre lettre. C'est un avantage dont nous n'avons jamais douté en ayant reçu des preuves en toutes les occasions qui se sont offertes pour nostre ville, mais particulièrement en l'interprétation favorable qu'il vous a plu de donner aux dernières esmotions qui se sont passées suivant le rapport qu'il a plu à Son Eminence de nous faire par sa lettre. Nous avons reçu avec un applaudissement général la nouvelle de la venue de l'abolition que nous avions demandée au Roy et sommes ravis d'aise qu'elle ait passé par vos mains estant assurés que, outre que l'honneur de vostre affection ne souffriroit point qu'il y eust aucune chose qui pût blesser le général et le particulier de nos concitoyens, elle nous accordera encore la grâce de la confier à M. nostre assesseur que nous avons desputé vers vous expres, afin que nous ayons le moyen de la faire voir publiquement pour la satisfaction commune. Et, à mesme temps, nous nous donnerons le bien d'avoir recours à vostre bonne justice pour en faire la vérification nécessaire.... »

2. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 2 octobre 1658. « .. Ce qui est de plus essentiel, ce seroit exposer à la boucherie ces deux hommes-là [le second et le troisième consuls, B. Pascal et J. Fabre], car certainement on les poignarderoit, comme proposa le sieur de Niozelles de faire il y a huit ou dix jours sur un pareil soupçon et que l'on eust toutes les peines du monde d'empescher.... »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 254. Lettre de d'Oppède à Mazarin, inexactement datée du 4 décembre 1658 : c'est 4 octobre qu'il faut lire. Ce passage se termine ainsi : « dont j'ai reçu avis de plusieurs endroits, et notamment de Pascal, second consul, et qui, par l'absence de M. de La Baume, fait la fonction de premier consul ».

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 209. Copie de la lettre de d'Oppède aux consuls de Marseille, du 4 octobre 1658.

toutes les formalités auxquelles il fallait satisfaire pour que cette abolition devînt définitive. Tout en paraissant admettre les excuses qu'on pourrait invoquer pour justifier les lenteurs de la procédure, il ne laissait aux Marseillais d'autre délai que celui compris entre le vendredi et le mardi suivant pour réunir le Conseil, procéder à l'examen et à l'acceptation de l'abolition et envoyer à Aix des députés pour en poursuivre « l'enregistrement et l'entérinement¹ ».

D'Oppède rendait encore plus sensible son impatience de régler rapidement toutes ces affaires et d'en finir une fois pour toutes avant le jour de Saint-Simon en appelant l'attention de ses correspondants sur la nécessité de conclure une prompte réconciliation entre les chefs du parti de la sédition restés dans la ville et leurs adversaires qui en étaient sortis. Il les engageait à s'en remettre pour cela aux bons soins de l'évêque de Marseille et de Fortia de Piles, « personnes de haut mérite, attachées par leurs fonctions plus particulièrement au Roy et qui ont des caractères à mériter des déférences particulières ». A son avis, ceux-ci pourraient, en quelques jours, « discuter toutes les affaires particulières » : ainsi, quand les députés reviendraient d'Aix après avoir fait enregistrer les lettres d'abolition, il pourrait se faire « une réconciliation générale » et, « sans un retardement qui ne pourrait que lui estre désagréable, parce qu'il ne

1. Cette lettre est datée du 4 octobre qui, cette année-là, était un vendredi. Dans le corps de la lettre, d'Oppède parle de fixer au « dimanche » 6 octobre la réunion du Conseil — qui fut effectivement convoquée pour ce jour-là (voir plus loin), — et au « mardi au soir » 8 octobre, « au plus tard », l'arrivée à Aix des députés chargés d'entamer la procédure de l'enregistrement des lettres patentes.... Voici la partie essentielle de cette lettre : « J'ai reçu par M. votre assesseur copie de votre lettre du 2 de ce mois et vu la délibération que vous avez faite du mesme jour sur ce que Son Eminence vous avoit escrit et sur ce que je vous avois fait sçavoir de ses volontés et de celles de Sa Majesté sur la pacification de votre ville. Et j'ai sçu particulièrement par M. le conseiller de Saint-Symphorien combien généreusement vous vous estes portés en ceste occasion et avec quel respect et soumission vous vous estes déterminés à tout ce que le Roy désire de vous sur ce sujet. Et comme, par votre lettre et délibération et par ce que ces Messieurs m'ont dit de votre part, vous désirez avoir l'abolition pour donner ceste consolation et ceste satisfaction à votre peuple que de la leur faire voir pour en après en venir ici poursuivre la vérification, j'ai bien voulu répondre de mon costé à une conduite qui sera si agréable à Sa Majesté, et, passant par-dessus toutes les considérations que d'autres moins connaissans de la pureté de vos intentions pourroient avoir, j'ai remis fort agréablement l'original de ceste abolition à M. votre assesseur, vous voulant tesmoigner par ceste confiance combien vos satisfactions me sont chères, et, *bien que de la Cour on m'ordonne de ne perdre pas un seul moment à vous presser de faire toutes les démarches nécessaires en ce rencontre, j'entre néanmoins en considération que la saison des vendanges ne vous laisse pas tous les moyens d'accélérer que vous auriez en un autre tems.* C'est pourquoi j'ai dit à M. l'assesseur que je voyois bien que vous ne pourriez assembler le Conseil, où vous voulez rendre publiques les grâces du Roy, que dimanche et qu'ensuite il falloit bien quelque moment aux députés que vous enverrez pour se préparer. C'est pourquoi, si vous ne le pouvez plus tost, il suffit que vos députés pour poursuivre au Parlement l'enregistrement et entérinement de ceste abolition soient ici au plus tard mardi au soir, afin que, pour le moins, je puisse informer le Roy par l'ordinaire que vous et moi n'oublions rien pour l'exécution de ses volontés. »

plairait pas à Sa Majesté, tous les habitants pourroient jouir d'une paix que le Roy ordonne, que le public souhaite et qui paraist si nécessaire à une ville où le désordre et le commerce ne peuvent estre qu'incompatibles¹ ».

Les Marseillais n'éprouvaient pas la mesme impatience que le premier président. Quand le bureau, réuni le 5 octobre, eut entendu le compte rendu du voyage de l'assesseur à Aix et qu'il eut pris connaissance de la lettre de d'Oppède et de l'abolition, il décida de confier l'examen des lettres patentes à trois avocats qui en feroient leur rapport au Conseil des Trois-Cents².

Ceux qui avaient imaginé cette procédure comptaient sans doute que les lenteurs apportées par cette commission à l'accomplissement de ce travail leur permettraient de gagner du temps et de prévenir ainsi les manœuvres auxquelles ne manqueraient pas de se livrer leurs adversaires s'ils rentraient dans la ville avant la Saint-Simon. Mais les deux consuls présents à Marseille étaient tout acquis aux projets de d'Oppède et ils voulaient en favoriser la prompte exécution : aussi, soupçonnant ces calculs³, ils entreprirent de les déjouer. Ils décidèrent donc de réunir dès le lendemain le Conseil des Trois-Cents. Mais, comme en cette saison de vendanges, de nombreux conseillers étaient absents de la ville et risquaient d'ignorer cette convocation, si elle était faite seulement dans les formes ordinaires, son de cloche et cri public, ils eurent le soin d'adresser des billets de convocation à tous les membres de l'Assemblée. Ils prirent même la peine d'aller en personne trouver ceux d'entre eux

1. Lettre du 4 octobre 1658.

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 343 v°. Bureau du 5 octobre 1658. L'assesseur, de retour d'Aix, annonce que le premier président lui a remis les lettres patentes, mais non la lettre de cachet dont il est question dans la lettre du cardinal Mazarin et qui n'est pas encore arrivée. Après avoir entendu la lecture des lettres patentes, l'Assemblée décide « qu'elles seront veuës par les sieurs Avocats que Messieurs les consuls trouveront à propos pour, ensuite de leurs consultation, en estre fait rapport au Conseil des Trois Cens et, après, délibéré ce qui restera à faire ». Sur sa requête, l'Assemblée donne acte à l'assesseur de ce qu'il a remis entre les mains des consuls les lettres patentes et une lettre du premier président. Les deux documents sont confiés à M^e Jacques Barnier, archivaire, « avec ceste charge qu'il ne s'en dessaisira que par ordonnance et délibération de la mesme Assemblée : lequel Barnier s'en est chargé à la condition que dessus ».

3. « Nous jugeons que, s'ils peuvent allonger l'affaire jusques à la Saint-Simon, ils le feront. » (Lettre des consuls Pascal et Fabre au président d'Oppède, 6 octobre 1658. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 210 n°.) Ni la minute de cette lettre, ni celles de deux autres lettres des Mêmes au Même, datées l'une du 6 octobre, « sur les 4 heures du soir » et l'autre du 7 octobre, ne se trouvent dans le *Registre de la Correspondance des consuls*. Nous les connaissons par des copies faites par les soins de d'Oppède et envoyées par lui à Mazarin. Elles ont, en effet, été écrites par les consuls Pascal et Fabre à l'insu de Niozelles et de ses amis et, par conséquent, pour ainsi dire à titre privé. Elles avaient pour objet de faire au premier président un compte rendu confidentiel des paroles, des actes et des projets de Niozelles, de La Salle et de leurs amis, qui pouvaient difficilement les cacher aux deux consuls, leurs prisonniers, et qu'ils dissimulaient au contraire dans les lettres officielles qu'ils obligeaient ceux-ci à écrire au premier président au nom de la ville.

avec qui ils étaient liés d'amitié pour leur recommander, vu la gravité des décisions à prendre, de ne pas manquer d'être présents¹.

Ces précautions furent inutiles. C'est à peine si, le 6 octobre, trente conseillers se trouvèrent à l'Hôtel de Ville; les absents s'excusèrent en alléguant qu'ils avaient été retenus à leurs bastides pour surveiller leurs vendanges. Or, pour qu'une séance du Conseil pût être tenue valablement, le Règlement du sort exigeait la présence d'au moins cent conseillers. Les consuls se résignèrent donc à renvoyer la séance au lendemain². Ce jour-là, leur tentative ne fut guère plus heureuse. Cinquante conseillers environ avaient répondu à leur appel; mais le nombre réglementaire n'était pas atteint : ils durent donc se séparer sans avoir rien fait³. Le parti pris des séditions paraissait évident. Leurs adversaires les accusaient ouvertement de vouloir gagner du temps, dans l'espoir, disaient-ils, d'un retour prochain de La Reynarde qu'on affirmait porteur de nouvelles lettres d'abolition et d'une déclaration royale relative au Règlement du sort, qui devait permettre à Niozelles et à ses amis de faire à leur guise les élections consulaires⁴.

1. Lettre des consuls Pascal et Fabre à d'Oppède, du 6 octobre 1658, « sur les 4 heures du soir ». (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 210 r°.) « Nonobstant les billets que nous avons mandés à tous les trois cens conseillers, contre l'ordre, et mesme sollicité les amis, craignant ce qui est arrivé.... »

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 344. Conseil des Trois-Cents du 6 octobre 1658. Dans leur lettre à d'Oppède du 6 octobre, « sur les 4 heures du soir », Pascal et Fabre rapportent qu'« ils ne se sont trouvés que trente-huit hommes », et ils ajoutent : « et, par le Règlement du sort, faut estre passé cent ». Ils poursuivent : « Nous croyons que cela vient de l'adresse de ces Messieurs pour allonger l'affaire autant que la saison du temps où tout le monde se trouve en bastide. Nous voulons croire que l'un ou l'autre y contribuent; ce de quoi nous sommes très fâchés. » Dans sa lettre du 4 octobre, d'Oppède avait écrit aux consuls : « J'entre néanmoins en considération que la saison des vendanges ne vous laisse pas tous les moyens d'accélérer que vous auriez eu un autre temps ».

3. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 345. Conseil du 7 octobre 1658. — Cf. la lettre des consuls Fabre et Pascal à d'Oppède du 7 octobre 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 210, r°). « Autant n'avons-nous pu assembler le Conseil aujourd'hui que hier, quelques soins que nous ayons pris, et n'avons pu se trouver jusques à cinquante.... »

4. Les consuls expliquent, en effet, à d'Oppède les raisons de ces deux échecs successifs. « ... Par les raisons que nous nous donnâmes l'honneur de vous dire par nostre lettre et par le dessein que nous croyons que ces Messieurs ont d'attendre à délibérer jusques au retour de M. de La Reynarde, sur ce qu'ils se promettent qu'il doit apporter de nouvelles expéditions par l'assurance qu'ils en tirent des lettres des particuliers et par la lettre mesme du sieur de La Reynarde que le sieur son oncle nous a rendue seulement aujourd'hui, que d'icelle vous envoyons copie ci-incluse que vous plaira voir... Ils protestent toujours qu'ils veulent l'abolition telle qu'il a plu au Roy leur donner, mais qu'il faut attendre M. de La Reynarde..., croyant que celle qu'il doit apporter sera autrement.... » (Lettre à d'Oppède, du 7 octobre 1658) — Cette version est confirmée par une lettre officielle des consuls à Mazarin, du 8 octobre (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I). « Ayant appris par la lettre que Vostre Eminence nous a fait la grâce de nous escrire, la bonne nouvelle de celle que le Roy a eu la bonté de nous accorder, nous n'avons pas hésité de la recevoir avec toutes les soumissions et les reconnoissances possibles. Et, pour augmenter la joie de ce peuple, qui reconnoist tenir ceste expédition de la seule faveur et protection de

C'est là ce qu'auraient voulu empêcher les consuls. Ils informaient exactement d'Oppède des manœuvres et des ruses dont ils étaient témoins et contre lesquelles ils se sentaient désarmés, non sans dépit¹. Du moins, essayèrent-ils d'obliger leurs adversaires à découvrir publiquement leurs projets et à prendre franchement leurs responsabilités. Renonçant donc à convoquer une troisième fois le Conseil dont on empêcherait certainement la réunion par les mêmes manœuvres employées déjà avec succès², ils rassemblèrent un bureau le 8 octobre et le mirent en demeure de donner au premier président la réponse qu'il

Vostre Eminence, nous nous sommes mis en devoir de faire assembler le Conseil général de la ville pour la lui communiquer et en poursuivre après la vérification et l'enregistrement aux formes ordinaires. Mais certes, Monseigneur, la saison des vendanges retenant à la campagne la plupart de nos habitants et ceux-là mêmes qui sont du Conseil, il nous a esté impossible de le pouvoir tenir. Nous espérons, néanmoins, de l'assembler dans quelques jours et, dans ce temps-là, voir ici le sieur de La Reynarde, nostre député, qui nous informera encore mieux des ordres et des commandemens du Roy et des intentions de Vostre Eminence. Aussi avons-nous esté beaucoup consolés d'apprendre par la lettre que ledit sieur de La Reynarde nous a écrite du 27^e du passé, que Vostre Eminence lui avoit dit qu'il seroit despesché et expédié le lendemain et qu'il nous rapporteroit de quoi satisfaire au *désir de toute la ville qui est de faire nos eslections en pair et par sort*, comme il a plu encore à Vostre Eminence de nous le promettre. C'est pourquoi, Monseigneur, en attendant le retour de nostre député qui ne peut tarder d'estre ici, vous aurez, s'il vous plaist, agréable que nous continuions de vous confirmer les assurances de la faveur de ceste ville et de sa fermeté au service du Roy et qu'il n'en est point dans tout le royaume qui ait aussi plus de zèle et plus de passion de servir Vostre Eminence.... »

1. Voir leurs lettres à d'Oppède, des 6 et 7 octobre, particulièrement celle du 7, où se trouve ce passage : « Nous priant très humblement, Monseigneur, de croire qu'il ne restera ni à nos soins ni à nos peines que toutes choses n'aillent à la paix et à la satisfaction des ordres du Roy, de ceux de Son Eminence et des vostres, n'ayant autre plus forte passion en nostre particulier que d'y obéir aveuglément et les faire valoir autant que nous pourrons avec chaleur. Nous avons destiné de voir Messieurs nostre évesque et de Piles pour joindre nos prières aux vostres et les obliger à s'employer pour le bien de la paix. Mais nous aurions bien voulu, avant ceste visite, voir la résolution d'un Conseil, que cela est cause que nous avons différé jusques à présent.... Sans doute, demain, on nous obligera d'écrire au Roy ou à Son Eminence et, comme vous pouvez juger, nous serons obligés de s'élever de bonnes vérités. Vous, qui les savez toutes, pouvez, Monseigneur, si vous le jugez à propos, en écrire ce que vous semblera. La *chère* vostre nous a esté rendue par le sieur escrivain de la Galère et vu l'assurance que nous faites la grâce de nous donner que vous garderez nos lettres et nos avis secrètement, ce de quoi nous ne doutons nullement, Monseigneur, vu mesme le grand désordre où cela nous mettroit et nous empescheroit de nous mesnager comme il est nécessaire que nous fassions pour appuyer jusques au dernier moment de l'exercice de nos charges, les volontés du Roy, de Son Eminence et les vostres... »

2. « Jusques à présent, tous les avis qui me viennent de Marseille et mesme ceux des consuls... m'apprennent que ces gens-là sonnent tous les jours leur cloche pour assembler leur Conseil et qu'ils intimident le monde en leur défendant d'y venir, en sorte que le Conseil ne s'est pu assembler. Ils prennent prétexte sur leurs vendanges qui attirent le monde aux champs, et à leur peuple ils leur font accroire que ce n'est pas la bonne abolition, celle que je leur ai remise et que le sieur de La Reynarde doit arriver à tous momens et qu'il apporte tout ce qu'ils souhaitent.... Ce matin, j'ai parlé à un gentilhomme du parti du sieur de La Salle, que j'ai envoyé quérir en grand secret, fort homme d'honneur et de mes amis, qui m'a dit franchement leur dessein, et qu'il est véritable qu'on empesche le monde d'aller au Conseil et que, lui-mesme y allant de bonne foi, il en avoit esté destourné et obligé de s'en retourner avec cinq ou six autres. » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 8 octobre 1658. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 212.)

attendait avec impatience¹. Ce fut une nouvelle demande d'ajournement qu'on décida de faire porter par l'assesseur à d'Oppède, en alléguant, cette fois publiquement, le prochain retour de La Reynarde et l'utilité de connaître, avant de se prononcer, les nouvelles lettres patentes dont il devait être porteur².

D'Oppède ne voulut rien entendre. Il fit savoir, en termes nets, qu'il « convioit la ville de faire promptement procéder à la vérification de l'abolition ». Le Bureau, auquel l'assesseur transmettait cette réponse, comprit qu'il était temps d'adopter une nouvelle attitude, soit qu'il craignît, par ses lenteurs calculées, de pousser à bout le premier président et le ministère, soit plutôt qu'il jugeât que le temps qui le séparait maintenant du jour de Saint-Simon était trop court pour qu'il fût possible à ses adversaires de rien tenter pour faire échouer les projets en train. Il décida donc que « conformément à une précédente délibération, les avocats commis par icelle feroient rapport au Conseil des Trois Cens de la tenue de l'abolition et, à ces fins, MM. les consuls seroient suppliés de faire avertir les conseillers du nombre des Trois Cens, qui sont présentement au terroir occupés à leurs vendanges, de se trouver audit Conseil qui se doit tenir lundi prochain (14 octobre) pour, après que ceste affaire aura esté déférée et examinée d'autre part, lesdits consuls exécuteront en diligence la résolution et délibération qui sera prise par icelui³ ».

Le 14 octobre, le Conseil se trouva cette fois en mesure de délibérer valablement⁴. On lui donna d'abord connaissance du texte de l'abolition⁵ et de la lettre de Mazarin qui l'accompagnait. On lui communiqua ensuite le rapport des trois avocats au Parlement, Peyssonnel, Gailhard et Moulin, qui avaient été chargés de l'examiner⁶. Après avoir constaté qu'un préjudice

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 346. Bureau du 8 octobre 1658. — Cf. la lettre des consuls à d'Oppède, du 7 octobre. « Nous avons résolu, voyant que nous ne pouvons assembler le Conseil, dès demain matin faire la petite assemblée ordinaire pour leur faire entendre qu'ils ne doivent pas différer à se prévaloir des grâces du Roy et leur dire, comme ils savent déjà, que vous attendez réponse de leurs résolutions pour tout demain pour en escrire au Roy et à Son Eminence et que c'est à quoi ils doivent aussi penser pour vous en donner raison, et que, voulant différer encore, ils se doivent l'honneur de vous disputer pour vous apprendre ces raisons, parce que nous lui protestons que nous en voulons descharger, et sur ce nous verrons ce qui sera résolu.... »

2. *Délibérations du Bureau* du 8 octobre 1658.

3. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 350. Bureau du 10 octobre 1658.

4. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 353 v°. Conseil des Trois-Cents, du 14 octobre 1658.

5. L'original des lettres patentes d'abolition, « données à Fontainebleau, au mois de septembre, l'an de grâce mil-six-cent-cinquante-huit », sur parchemin et scellées du grand sceau en cire verte, est conservé aux Arch. com. de Marseille, FF. *Troubles et délits : Crimes politiques*. Une copie en a été conservée aux Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 239.

6. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 241.

matériel et moral avait été causé à la ville en lui délivrant des lettres d'abolition, quand il était d'usage, dans de semblables circonstances, d'accorder une amnistie¹, ces jurisconsultes concluaient au refus de l'abolition, telle qu'elle avait été délivrée : celle-ci, en effet, tout en pardonnant les actes criminels qui avaient pu être commis, en annulant les procédures que les gens du Roi avaient pu entamer contre leurs auteurs, et en les déclarant « éteints et abolis », ordonnait cependant de réserver les « droits d'autrui² ». C'est cette réserve que les trois avocats

1. Les auteurs de ce mémoire ont essayé d'établir juridiquement la différence entre l'abolition et l'amnistie. « L'avis des soussignés est que ces lettres patentes sont conçues en forme d'abolition et non d'amnistie, parce que, en l'amnistie, Sa Majesté n'exprime point le fait, mais dit seulement que, étant averti de ce qui s'est passé depuis un tel temps, Elle esteint et abolit la mémoire et use mesme des termes d'amnistie, cassant et annullant toutes les procédures qui pourroient avoir esté faites et imposant silence tant à son procureur général que aux particuliers et n'use point des termes de grâce, rémission et pardon, mais bien des termes d'oubli, d'esteindre la mémoire, annuler et assoupir le tout comme chose non advenue. » Ils font suivre ces observations d'exemples empruntés aux ouvrages de jurisconsultes et remarquent que les lettres d'abolition, en contenant dans leur préambule un exposé complet des faits criminels qu'elles annulent, en supposent toujours l'existence, tandis que les lettres d'amnistie n'en parlent pas. Cependant, dans les lettres écrites le 15 octobre au Roi, au Chancelier, à Mazarin et à Brienne, en exécution de la délibération prise la veille, il n'est pas insisté pour obtenir des lettres d'amnistie au lieu de lettres d'abolition. Au contraire, les rédacteurs de ces lettres renoncent formellement à l'amnistie et déclarent se contenter de l'abolition, à la condition que celle-ci leur donne satisfaction sur les points contestés. — Voir notamment le passage de la lettre au Chancelier : « C'est pourquoi, Monseigneur, sans nous despartir de l'abolition que vous avez eu la bonté de nous expédier et sans insister davantage de demander une amnistie qui nous avoit esté promise... » ; de même, la lettre à Mazarin contient aussi cette renonciation : « Sans insister à l'amnistie qui nous avoit esté promise... ». (Ces lettres sont aux Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.)

2. Après avoir fait des troubles de juillet un exposé dont aucun passage, comme l'indiquait la lettre de Rose à Mazarin, ne permettait de préjuger si le Conseil en faisait retomber la responsabilité sur Niozelles, La Salle et leurs amis, les lettres pate tes concluaient : « A ces causes et autres considérations à ce nous mouvant, après avoir fait mettre ceste affaire en délibération dans nostre Conseil, où estoient la Reine, nostre très honorée Dame et Mère, nostre très cher et très aimé frère unique le duc d'Anjou, plusieurs princes, ducs, pairs et autres officiers de Nostre Couronne, de Nostre grâce speciale, pleine puissance et autorité royale, avons à tous les habitans de nostre dite ville et autres qui pourroient avoir pris part aux dites émotions, tumultes et voies de fait, circonstances et despendances, de quelque qualité qu'elles soient, quitté, remis, pardonné, esteint et aboli et, par ces présentes, signées de nostre main, quittons, remettons, pardonnons, esteignons et abolissons les faits et cas susdits et généralement tout ce qui s'est passé entre lesdits consuls et habitans et autres depuis ledit jour 13 juillet tant en ladite ville de Marseille, son terroir, que autres lieux circonvoisins, à l'occasion et en consequence de ce que dessus jusques au second du mois d'aoust, jour de l'ordonnance de Nostredit cousin [le duc de Mercœur]. Avons cassé, révoqué et annulé, cassons, revoquons et annullons toutes les sentences, jugemens, arrests, informations, decrets, saisies et autres procédures qui pourroient avoir esté faites par Nostre Cour de Parlement de Provence et autres juges de Nostre dit Pays pour le mesme sujet, voulons et Nous plaist que tout demeure nul et non avenu et que la mémoire en demeure à jamais esteinte et supprimée, comme nous l'esteignons par ces présentes sans que à présent ni à l'avenir ils puissent estre recherchés ni inquiétés en leurs personnes et biens, et sur ce Nous imposons silence perpetuel à Nos avocats et procureurs généraux, leurs substitués et à tous autres afin que toutes choses soient remises au mesme estat qu'elles estoient auparavant. Sy donnons en mandement à Nos aimés et féaux, conseillers les

jugeaient inacceptable, car ils y voyaient la menace de procès longs et onéreux qui pourraient être faits sinon à des particuliers, du moins à la ville rendue responsable du préjudice causé à des tiers pendant les troubles, en particulier à la communauté des Carmélites fondée maintenant à poursuivre la réparation du dommage dont elle avait souffert, puisque le ministère avait refusé de comprendre dans l'abolition l'entreprise dirigée contre ce couvent¹.

Cette lecture suffit pour entraîner l'opinion de l'Assemblée. Les deux consuls eurent beau faire considérer avec insistance aux assistants « combien il leur importait de ne différer plus à se prévaloir des grâces du Roy et qu'il falloit, pour mettre ses ordres en exécution, députer promptement pour aller poursuivre les registrations des lettres patentes² », on dédaigna « toutes ces belles représentations³ ». Le Conseil délibéra donc « unanimement⁴ », de remercier « très humblement le Roy de la bonté que Sa Majesté a eue d'accorder en ceste ville l'entière abolition de tout ce qui s'est passé en ces derniers mouvemens, dont le général et le particulier de ladite ville conserveront éternellement la mémoire et le ressentiment, et néanmoins, espérant en la mesme bonté, que Sadite Majesté sera encore très humblement suppliée par le sieur de La Reynarde, député de ladite ville, de vouloir despartir sa grâce et sa libéralité tout entière en deschargeant ladite ville, manans et habitans d'icelle

gens tenant Nostre Cour de Parlement de Provence que ces présentes ils aient à faire lire, publier et enregistrer et le contenu en icelles garder et conserver de point en point selon leur forme et teneur, faisant cesser tous troubles et empeschemens à ce contraires. Car tel est Nostre plaisir. Et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, Nous avons fait mettre Nostre scel à ces dites présentes, *sauf en autre chose Nostre droit et l'autrui en toutes*. Donné à Fontainebleau, etc.... »

1. « De là, on a vu arriver de grands inconvéniens en l'exécution de semblables lettres d'abolition. Ainsi, on estime que ces lettres patentes ne pourroient pas empescher que les Dames Carmélites ne poursuivissent leurs dommages interests sur la desmolition de leur muraille, puisque le droit du tiers est excepté et que, suivant les termes de la loi *Si quando, C. Unde vi*, laquelle se rapporte, comme dit M. Cujas, *ad tempus civilis dissensionis*, on peut agir de *damno dato tempore impetus*, sinon que, en termes exprès, Sa Majesté impose silence à toutes personnes et desfende de faire aucune recherche, tant contre la Communauté que particuliers. Cela termine la seconde proposition car, si on demeurait aux simples termes de ceste abolition, la peine seroit véritablement quittée et on ne pourroit poursuivre criminellement les particuliers; mais on pourroit poursuivre la Communauté pécuniairement et civilement, comme disent les docteurs. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 223 r°. Lettre [particulière] des consuls Pascal et Fabre au président d'Oppède, 15 octobre 1658.

3. *Ibid.*

4. C'est là, du moins, ce que rapporte le procès-verbal de la séance transcrit au Registre des délibérations (*loc. cit.*). Cependant, dans leur lettre à d'Oppède (voir ci-dessus, note 2, les deux consuls Pascal et Fabre laissent entendre qu'ils ne se sont pas rangés à cet avis. Le secrétaire, rédacteur du procès-verbal, n'aurait donc pas tenu compte de leurs suffrages contraires. Voici le passage de leur lettre : « Vous priant très humblement, MONSEIGNEUR, si ainsi le trouvez à propos, de nous faire la grâce d'escrire pour nostre descharge, afin que Son Eminence soit informée de nos bonnes intentions comme de nostre impuissance, et particulièrement en ce qui se passe par un Conseil où nous n'avons que nos opinions qui le plus souvent se trouvent seules... ».

de tout ce que ceux qui se prétendoient lésés et intéressés auxdits mouvemens et, en conséquence d'iceux, pourroient dénoncer contre ladite Communauté et particuliers d'icelle, et que, estant pleinement informé de ce qui est arrivé, Elle, estant abolie et annullée la mémoire des choses passées, défend tant à son procureur général que particulier en faire aucune poursuite, conformément à la consultation qui en a esté faite par trois fameux avocats de la ville d'Aix, laquelle ad ces fins sera envoyée originellement audit sieur de La Reynarde, avec les lettres de Messieurs les consuls portant les très humbles remonstrances et supplications, comme aussi une autre lettre à Son Eminence pour la remercier derechef au nom de toute la ville des grâces qu'Elle a rendues, de sa protection, et La supplier aussi très humblement de la lui vouloir continuer, dont ladite ville et les particuliers Lui demeureront très redevables, et, à cest effet, sera despesché un courrier aux frais de ceste Communauté¹ ».

D'Oppède s'attendait à cette décision; sans en connaître précisément le prétexte, il l'avait déjà fait pressentir à Mazarin². A ses yeux, ce long retard mis à donner une réponse et ces scrupules juridiques invoqués au dernier moment n'étaient qu'une feinte. C'était pour empêcher le Roi de prendre une décision définitive, tenir loin de la ville les adversaires qui en étaient sortis et les mettre dans l'impossibilité d'y rentrer avant la Saint-Simon : ainsi ils ne pourraient prendre aucune disposition en vue de la création des nouveaux consuls³. D'Oppède mettait d'autant plus d'âpreté à dénoncer à Mazarin ce qu'il croyait être le but réel de ces manœuvres, qu'il se savait en butte aux railleries de ses adversaires, Grimaldi et Gordes. Ceux-ci ne cessaient pas d'encourager les Marseillais à persévérer dans leur résistance, en les assurant que, de cette façon, « ils auroient de Son Eminence tout ce qu'ils souhaitoient ». Ils essayaient, en même temps, d'exciter contre d'Oppède le mécontentement du Parlement en engageant ceux de Marseille à solliciter la création dans leur ville d'une Chambre souveraine de justice et à pré-

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 353 v°. Conseil des Trois-Cents du 14 octobre 1658.

2. Le 12 octobre, en effet, il avait fait pressentir à Mazarin que l'abolition serait refusée. « En mesme temps, écrivait-il, après avoir reçu l'abolition et la leur avoir remise, je connus que leur dessein n'en changeoit pas pour cela et qu'ils ne s'en serviroient que quand ils auroient fait ce qu'ils avoient dessein de faire. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 215.) Cette lettre est une des plus importantes de celles qu'écrivit d'Oppède pendant cette période. Elle était destinée à « instruire à fond Son Eminence de la conduite et des desseins de ceux de Marseille, de ce qu'ils peuvent faire en ce rencontre et de ce que j'estimerois nécessaire pour le bien du service du Roy ».

3. « Il est donc constant que ceux de Marseille ne veulent point que ceux du dehors assistent à l'eslection consulaire et veulent faire des consuls à leur mode : et, à cest effet, ou ils ne présenteront au Parlement l'abolition qu'après la Saint-Simon, ou si proche qu'à peine ceux qui sont dehors auront-ils le loisir d'arriver et nul moyen de parler ni d'agir pour ceste eslection » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 12 octobre.)

senter ce projet comme un gage de leur obéissance¹. Ainsi, les ennemis du premier président manœuvraient pour créer des divisions dans son parti et il se sentait impuissant à déjouer ces manœuvres.

Ce qui ajoutait encore à l'irritation de d'Oppède, c'est qu'il avait vu échouer toutes les intrigues qu'il avait tentées à Marseille pour diviser ses adversaires. En effet, depuis le jour où il avait prévu le refus de l'abolition, il avait voulu tirer parti de la sourde rivalité qui existait entre La Salle et Niozelles. Il redoutait par-dessus tout que celui-ci n'établît sa toute-puissance dans la ville, connaissant l'étroit accord qui l'unissait au cardinal Grimaldi, aux factieux d'Aix et à ceux du Parlement et de la province. Il savait aussi son ambition de devenir premier consul et il voulait à tout prix l'empêcher de la réaliser, autant pour préserver l'autorité du Roi que ce parti de factieux battait en brèche que pour sauvegarder sa propre situation dans la province et les intérêts de ses amis. Il avait donc imaginé d'opposer l'ambition de La Salle à celle de Niozelles. Il n'ignorait pas que l'entente entre ces deux hommes avait été toute fortuite; qu'ils poursuivaient, au su de tous, des buts différents; que La Salle, enfin, ne s'était laissé entraîner par son allié du moment dans la rébellion de juillet que par une passion immodérée du pouvoir et par le désir de conserver dans la ville la situation prépondérante que lui avaient valu la mort du lieutenant de Valbelle et la retraite de l'abbé de Félix. De son passage dans le parti qui avait autrefois combattu le duc d'Angoulême, d'Oppède avait conservé des relations, peut-être même des amitiés, avec les amis et les parents de La Salle². Il s'en servit pour faire faire des ouvertures à celui-ci. Si La Salle les accueillait avec complaisance, d'Oppède caressait l'espoir de réussir à former avec son aide et avec celle de La Baume un parti qui aurait pu tenir en échec celui de Niozelles. Il fit donc, une première fois, savoir à La Salle qu'il suffirait qu'il en manifestât le désir pour que le Roi créât premier consul celui de ses amis qu'il désignerait lui-même³. Cette démarche n'ayant pas eu de succès, il imagina, une autre fois, d'exciter la jalousie de La

1. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 15 octobre 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 225).

2. A différentes reprises, d'Oppède, dans ses lettres à Mazarin, fait des allusions à ces amitiés. Il en parle ouvertement dans la lettre du 8 octobre 1658, où il se vante d'avoir arraché à « un gentilhomme du parti du sieur de La Salle » l'aveu des manœuvres employées pour empêcher les membres du Conseil des Trois-Cents de se rendre aux réunions auxquelles ils avaient été convoqués le 6 et le 7 octobre.

3. « J'ai mesme, pour le sonder, fait entendre sous-main à La Salle que le Roy seroit bien aise d'avoir en charge un de ses amis et qu'il fist quelque démarche pour mériter ceste grâce. Mais il n'a jamais osé ni voulu s'expliquer : il recevra bien à faveur que l'on autorise ce qui réussira à son avantage, mais il ne veut ou n'ose faire aucune démarche. » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 8 octobre 1658. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 212.)

Salle contre Niozelles, et, lui faisant entrevoir l'accession de celui-ci au consulat, « à quelque prix que ce soit, même à voix de peuple, s'il peut », il lui fit suggérer l'idée de proposer à son rival, « sous prétexte de s'affranchir de toute jalousie, de se donner eux-mêmes l'exclusion au consulat ». Cette combinaison eût souri à La Salle; mais Niozelles l'ayant rejetée, il la rejeta aussi, se contentant de faire assurer d'Oppède « qu'il s'estimoit assez fort pour faire refuser le sieur de Niozelles, s'il était proposé¹ ».

Cet insuccès avait inspiré à d'Oppède des doutes sur l'étendue du crédit de La Salle et sur l'efficacité de son action. Il le jugeait plein de suffisance et d'ambition, mais craintif et indécis. Niozelles, au contraire, lui paraissait plus décidé et plus audacieux et, pour cette raison, plus capable de l'emporter. « Les choses parmi eux, rapportait-il à Mazarin², sont en cest estat que chascun d'eux eut avoir le consulat. Mais il est constant que le sieur de Niozelles l'emportera pour lui ou un de ses dépendans affidés et, qu'au fait ou au prendre, La Salle n'osera ou ne pourra le traverser. Du moins, c'est bien mettre au hasard la chose et, en même temps, le repos de la province et le service du Roy, car Vostre Eminence peut s'assurer de voir recommencer plus de folies que jamais si le consulat de Marseille tombe en ces mains-là. »

Rebuté du côté de La Salle, décidé à tout pour écarter Niozelles, le premier président venait d'imaginer une autre combinaison dont il se promettait le succès. Il s'agissait maintenant de chercher à former un tiers parti, recruté parmi les citoyens « indifférens », restés jusqu'alors étrangers aux

1. Voici le passage de la lettre du 12 octobre, écrite par d'Oppède à Mazarin (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 215) où le premier président expose son idée et les causes de son échec. « ... Il est encore nécessaire de remettre en mémoire à Vostre Eminence qu'il y a deux partis dans Marseille : celui-ci du sieur de La Salle et celui du sieur de Glandevès-Niozelles. Le premier certainement n'a pour objet que le consulat et, bien qu'il soit populaire et fort tribun, néanmoins, il y auroit moins d'inconvénient, surtout en le réunissant avec ceux du dehors. Pour le sieur de Niozelles, c'est celui qui a ses relations au restant des affaires de la province, qui même proposa en plein Conseil de remettre leurs intentions sont mauvaises, qu'il veut se faire consul à quelque prix que ce soit, même à voix de peuple s'il peut. J'avois fait ceste intrigue que, pour le destacher de ceste pensée, le sieur de La Salle lui proposast, sous prétexte de s'affranchir de toute jalousie, de se donner eux-mêmes l'exclusion au consulat. Mais le sieur de Niozelles respondit tout franchement qu'il ne vouloit point se donner ceste exclusion. Je voulus même engager La Salle à donner quelqu'un de ses amis pour estre poussé au consulat et que l'on l'appuyeroit : mais Niozelles s'expliquant, il n'a pas osé proposer cela et s'est réduit à me faire dire qu'il s'estime assez fort pour faire refuser le sieur de Niozelles, s'il est proposé. Mais, à cela je lui ai répondu et en ai fait convenir ses parens qu'il n'estoit point assez fort pour cela et, d'ailleurs, que s'il craint la boutade de Niozelles, il l'exciteroit bien mieux par un affront de ceste nature et le porteroit, même quand il n'en auroit pas l'envie, à faire une folie par le ressentiment de se voir traité avec ceste indignité de ceux du même parti. »

2. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 12 octobre.

intrigues des deux factions rivales, puisque aussi bien il pouvait paraître également dangereux à Mazarin d'installer à l'Hôtel de Ville, au moyen des lettres patentes de création, les chefs de l'un des deux partis, en ayant toujours soin d'écarter Niozelles et ses amis¹. D'Oppède comptait trouver un appui solide auprès des marchands, las de ces longues et stériles querelles²; il ne doutait pas que ce tiers parti ainsi secondé, protégé d'ailleurs par lui-même et par Mercœur, ne se fit accepter sans peine par le reste des habitants. Sa neutralité même lui vaudrait d'être reconnu par les chefs des deux partis en présence³. D'Oppède répondait du succès : s'il plaisait à Mazarin de lui envoyer en blanc les lettres patentes, il se disait en mesure de les remplir immédiatement « du nom de ceux qui, effectivement, sont les plus indifférens et les plus propres pour réussir sans acceptation et considération quelconque⁴ ». Il reconnaissait cependant que la négociation ne laissait pas que d'être délicate. Comme, pour la mener à bien, il lui fallait avoir un peu de temps devant lui, il insistait vivement auprès de Mazarin pour qu'une décision du Roi ordonnât de surseoir à l'élection des nouveaux consuls. C'était là un expédient nécessaire auquel il convenait de s'arrêter, « parce que, disait-il, le bien y est plus apparent et certain que le mal ». En l'employant, et quel que soit l'accueil qui pouvait lui être fait dans la ville, le Roi aurait plus de moyen de faire prévaloir sa volonté et de prévenir de nouveaux troubles, que s'il laissait un libre cours aux intrigues, aux manœuvres et aux violences des partis⁵.

La décision prise par le Conseil du 14 octobre de demander au Roi d'apporter quelque amendement aux lettres d'abolition attacha plus fortement encore d'Oppède au système qu'il avait imaginé. Il y voyait une nouvelle manœuvre du parti du cardinal Grimaldi et des parlementaires factieux, au service desquels étaient plus ou moins attachés les trois avocats auteurs de la consultation dont le Conseil des Trois-Cents avait fait état⁶. Le

1. *Ibid.* « Je dirai franchement mon sentiment à Votre Eminence, que si l'intention du Roy est de faire des consuls de l'un des deux partis, qu'il vaudra mieux en ce cas en faire de celui qui souffre par les ordres et l'intérêt du Roy que des autres, que si Votre Eminence en veut faire de ceux qui sont du parti de Marseille, qu'il faut, en ce cas, en faire du sieur de La Salle et esviter en toutes façons Niozelles et ses amis. »

2. *Ibid.* « Les marchands, qui commencent fort à gronder contre leurs gouverneurs.... »

3. *Ibid.* « Comme je ne parle ici que pour les intérêts du Roy et la satisfaction de Votre Eminence, je ne dois avoir autre but et, dans ceste pensée, j'aurois celle que Votre Eminence en fist [des consuls] d'un certain parti d'indifférens qui s'élève dans Marseille par-dessus tous les autres, que les marchands favorisent, et que nous avons fomenté. »

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

6. « Ils se fondent sur une consultation qu'ils ont fait faire ici [à Aix] à trois avocats apostés, n'ayant point appelé le sieur Duperrier, leur avocat depuis quarante années, qui avoit dressé le modèle de leur abolition et qui peut passer

premier président ne fit donc aucun nouvel effort pour gagner Mazarin à son projet, jugeant sans doute que ce qu'il lui avait écrit quelques jours auparavant suffirait pour le convaincre¹.

Mazarin n'avait pas attendu ces nouvelles de Provence pour faire prendre au Roi la décision que d'Oppède sollicitait. Une ordonnance, rendue le 3 octobre, avait prescrit d'ajourner au jour des Innocents l'élection « des nouveaux consuls et officiers de Marseille² ». De l'avis du premier ministre, cette mesure ne supposait aucune défiance à l'égard des habitants. Elle était destinée à rendre plus aisée l'œuvre d'apaisement qu'il attendait de l'abolition en écartant le danger de nouvelles querelles qu'auraient pu susciter les compétitions au consulat succédant trop rapidement au rétablissement de l'ordre. « On a cru qu'il estoit bon, avait-il écrit à d'Oppède en lui faisant part de cette décision³, de préparer ledit arrest parce qu'on a considéré que, quand mesme tout seroit pacifié dans Marseille à l'arrivée de ladite abolition, et les choses restablies dans le premier estat, les esprits seroient encore trop eschauffés pour les exposer aux brigues et contestations d'un changement de Maison de ville et quand mesme la tranquillité est le mieux affermie, il n'arrive que trop souvent des tumultes et des désordres. Joint que ceux qui, durant les esmotions, ont été chassés de Marseille n'auroient pas le temps de se reconnoistre avant ladite eslection si elle se faisoit à la Saint-Simon, ainsi qu'il est accoustumé⁴. »

Le retard apporté par les Marseillais à accepter l'abolition,

pour un des plus grands hommes du siècle en ceste profession. Mais ils sont allés chercher le sieur Peyssonnel, domestique et parent du sieur président de Régusse, le sieur Gaillard, juge des terres et dépendant du sieur président de Bras, et le sieur Barrel, pareillement despendant de l'un de ceste faction, et cela, rien que pour abuser leur peuple sous l'apprehension d'estre recherchés et avoir un prétexte d'envoyer à la Cour pour gagner du temps. » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 15 octobre 1658. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 225.)

1. Par sa lettre du 15 octobre, en effet, d'Oppède, après avoir informé Mazarin du résultat de la séance du Conseil des Trois-Cents tenue la veille, se contente de lui rappeler ses propositions antérieures, y ajoutant seulement ces mots : « J'ajoute, Monseigneur, un expédient que je n'ai pas mis en la despesche que mon secrétaire vous a portée, qui seroit d'exclure du consulat les sieurs de Niozelles et La Salle. Cest expédient seroit bon, en cas que Vostre Eminence leur veuille permettre de faire des consuls. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 230.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 234. Lettre de Mazarin à d'Oppède, du 4 octobre 1658.

4. Dans une autre lettre du 10 octobre (Affaires étrangères, France, 1722, 236), Mazarin revient sur cette question : « Le Roy, dit-il, après avoir esté informé du contenu de vos despesches, et particulièrement de la dernière, a commandé qu'on vous envoyast l'arrest portant surséance de l'eslection des nouveaux consuls et que l'on en fera un duplicata pour le signifier ici aux sieurs de La Baume et de La Reynarde. Ledit arrest estant congu en telles formes qu'il ne blesse en nulle façon la ville de Marseille, de sorte que l'on a jugé que, soit que Marseille reçoive des à present l'abolition, soit que la chose tire en longueur, ceste signification ne scauroit estre que bonne puisque, quand mesme le premier cas arriveroit, les exilés n'auroient pas assez de temps entre ci et la Saint-Simon pour se reconnoistre et pour destruire les brigues que les autres peuvent avoir faites durant leur absence. »

puis leur refus ne devaient pas amener Mazarin à revenir sur sa décision. Il semble, au contraire, que, sur le premier moment, il en conçut de l'irritation et qu'il fut sur le point de prescrire des mesures de rigueur. « Je ne sçais pas ce que ces Messieurs de Marseille pensent faire quand ils diffèrent comme ils font à se prévaloir des bontés du Roy, écrivait-il, à d'Oppède le 17 octobre¹. Mais si l'abolition n'est enregistrée et le calme bien restabli dans ladite ville avant l'arrivée de Sa Majesté à Lyon, assurément le moins que l'on puisse faire en ce cas sera d'excepter de l'abolition les auteurs du trouble et du désordre et de les pousser à bout, ce qui ne sera pas difficile puisque, s'il y avoit le moindre obstacle, le Roy n'hésitera pas à se porter sur les lieux en personne pour les mettre à la raison. »

Mazarin était, en effet, sur le point de faire entreprendre à Louis XIV un voyage qui, devant le conduire à Lyon avec la Cour, aurait pu, si les circonstances l'avaient exigé, être prolongé jusqu'à Marseille. Mais ce voyage de Lyon avait un but politique que le cardinal jugeait de première importance et dont il ne tenait pas que son attention fût trop fortement détournée. Il devait s'y rencontrer avec la duchesse de Savoie et y ménager, en vue d'un mariage, une entrevue entre Louis XIV et la fille de cette princesse. Cette négociation avait aussi un but caché, plus important encore aux yeux du cardinal : celui-ci comptait, en effet, se servir de ce projet de mariage pour forcer l'Espagne à découvrir ses intentions, soit qu'elle voulût poursuivre une guerre de plus en plus malheureuse pour elle, soit qu'elle se décidât à conclure la paix en offrant au roi de France, comme gage de ses bonnes intentions, la main de l'infante Marie-Thérèse². C'était là une affaire d'une autre importance que le rétablissement de l'ordre à Marseille. L'on comprend que Mazarin, désireux de couronner par ce coup de maître l'œuvre de sa politique extérieure, se soit laissé aller à user encore d'indulgence à l'égard des séditeux, malgré les pressantes instances de d'Oppède pour l'entraîner à une action énergique contre eux. Il fallait aussi, pour mieux assurer le succès de cette entreprise, ne pas donner à l'ennemi l'impression que la France était encore troublée par des divisions intérieures et que le Roi avait besoin, pour maintenir son autorité contre des sujets rebelles, de dis-

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 243.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 316. *Mémoires secrets*. « VOYAGE DE LYON. Peu à près le séjour que le Roy fit à Fontainebleau, au mois de septembre, pour restablir ses forces que la grande maladie du Roy qu'il avoit eue à Calais avoit diminuées, et que le cardinal Mazarin eut terminé glorieusement sa campagne par la prise de Gravelines et de plusieurs autres places, le voyage de Lyon fut résolu pour satisfaire principalement l'ardente passion qu'avoit Mme de Savoie de voir le Roy, son neveu, et d'en faire, s'il se pouvoit, son gendre. » — Voir sur ce voyage et ce projet de mariage et sur les arrière-pensées de Mazarin, Chéruel, *Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, III, 199 et suiv.

traire une partie des forces qu'il employait à la guerre étrangère. Des *Mémoires secrets*¹, rédigés sur l'ordre de Mazarin et consacrés au récit du voyage de la Cour à Lyon et au règlement qui fut fait dans cette ville des affaires de Marseille, attestent, en effet, que cette dernière préoccupation guida le cardinal lorsqu'il fit prendre au Roi la mesure d'indulgence dont il espérait qu'elle ramènerait dans le devoir tous les Marseillais. « Que ceste facilité, lit-on dans une observation inscrite en marge de ces *Mémoires*², ne fut que pour n'engager pas davantage l'autorité du Roy à pousser ces factieux à bout, parce que l'on auroit esté obligé pour les réduire d'employer les troupes du Roy qui estoient nécessaires pour lors en Catalogne, afin de s'opposer aux ennemis. »

Mazarin consentit donc, presque à la veille du départ de la Cour³, à faire apporter aux lettres d'abolition les changements qu'avaient sollicités les Marseillais. Il en donna la nouvelle à d'Oppède par cette lettre du 23 octobre⁴, où il s'efforçait d'atténuer la valeur de la concession et de rassurer le premier président sur les conséquences qu'elle pourrait avoir. « Après avoir remis à Noël la nouvelle eslection des consuls de Marseille et rendu inutile par ce moyen l'artifice de ceux qui pensoient, en retardant l'enregistrement de l'abolition jusques au jour Saint-Simon-Saint-Jude, faire des consuls à leur mode, on n'a pas cru qu'il y eust aucun inconvénient à retrancher de l'abolition la clause qui réserve en autre chose le droit du Roy et celui

1. Ces *Mémoires secrets*, conservés aux Archives des Affaires étrangères (France, 1722, 316-336), sont composés de cinq cahiers petit format de cinq feuilles chacun, foliotées de 316 à 336, au moment de la composition du Registre 1722. L'écriture paraît être celle d'un copiste. Il y a cependant des corrections et des annotations marginales d'une écriture courante différente de celle du manuscrit. Ces mémoires sont divisés en paragraphes dont les titres, *Voyage de Lyon, Affaires de Marseille* (novembre 1658), *Affaires de Bourgogne, Affaires d'Aix-en-Provence*, ont été inserits en marge. Le paragraphe relatif aux *Affaires de Marseille*, le premier, relatif au *Voyage de Lyon*, étant très court, commence au f° 316 et finit au f° 325 recto; le récit des *Affaires de Bourgogne* va du f° 325 verso au f° 327 recto; enfin, du f° 327 recto au f° 336 se trouve le paragraphe des *Affaires d'Aix-en-Provence*.

2. Cette remarque est inscrite dans la marge du f° 316, précédée du mot *Nota*. Après avoir été écrite, elle a été barrée de deux traits de plume en forme de croix; mais, au-dessus de la première ligne, une main différente de celle qui a tracé la note, peut-être celle de Mazarin, a écrit le mot « bon » en l'entourant d'un cercle (*bon*). Voici le passage auquel s'applique cette observation : « Le Roi ne venoit que d'accorder à ceux de Marseille une abolition de tous les attentats qui avoient esté commis dans ceste ville contre son autorité par les séditions et les cabales des malintentionnés depuis le 19^e de juillet jusques au mois d'octobre, et le sieur de La Reynarde, qui avoit esté envoyé de la part de la ville pour la poursuite de ceste grâce, ne faisoit que d'estre despesché de Moret (lorsque la Cour y passa le 29^e du mesme mois) pour porter ceste abolition qui avoit déjà esté refaite deux fois parce que ceux de Marseille ne l'avoient pas bien trouvée d'abord, au caprice desquels on avoit bien voulu s'accommoder, n'ayant esté changé aucun mot au modèle de ceste expédition de la manière qu'ils l'avoient conçue quoique fort irrégulière et fort impropre ».

3. La Cour partit de Paris le 26 octobre 1658 (Chérueil, *Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, III, 200).

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 249 v°.

d'autrui, tant parce que, effectivement, on n'a pas accoustumé de le mettre dans ces sortes d'expéditions et parce que l'intention de Sa Majesté ne fut jamais de permettre qu'après l'enregistrement de l'abolition il se fist aucune recherche ni poursuite sous prétexte des dommages intérêts ni autrement. C'est pourquoy Sadite Majesté, à ma très humble prière, a bien voulu que M. le Chancelier scellât une nouvelle abolition, toute semblable à la précédente, à la réserve seulement de ladite clause du droit du tiers, laquelle j'ai accompagnée d'un mot de réponse pour les consuls¹ et mis ès mains du sieur de La Reynarde avec clause exprès de vous voir à son passage pour vous la communiquer et recevoir vos ordres. Je m'assure que ceux de Marseille seront ravis ceste fois de recevoir avec la soumission qu'ils doivent ceste grâce de Sa Majesté, mais s'ils estoient encore assez mal conseillés pour hésiter à le faire, outre qu'il seroit aisé de reculer à proportion des longueurs qu'ils y apporteroient l'eslection des nouveaux consuls, le moins qu'ils auroient à craindre seroit de voir excepter les auteurs du désordre, ainsi que je vous ai déjà marqué. »

Les embarras que la guerre d'Espagne causait encore au Roi avaient valu aux Marseillais cette dernière faveur. Les lettres patentes d'abolition, « données au mois d'octobre 1658² », leur remettaient tous les actes coupables commis depuis le mois de juillet précédent. Prescrivant « que toutes choses soient remises au mesme estat qu'elles estoient auparavant », elles devaient

1. Cette lettre, adressée aux consuls et datée du 23 octobre 1658, est aux Archives des Affaires étrangères, France, 1722, f° 248. « Avant que vostre courier arrivast ici, l'on avoit déjà eu avis du scrupule que la clause qui réserve le droit du Roy et celui d'autrui dans l'abolition qu'il a plu à Sa Majesté d'accorder à la ville de Marseille causoit parmi les peuples, et le Roy, sur la très humble supplication que je lui avois faite, ensuite de ce que M. le premier président d'Oppède m'avoit escrit sur ce sujet, estoit déjà tout disposé à retrancher ladite clause. Aussi, après avoir esté informé du contenu de vos despaches, il n'a pas eu peine à vous donner encore ceste marque de sa bonté, quoique superflue, ne s'agissant que d'un fil de chancellerie qui n'estoit de nulle conséquence. Comme M. de La Reynarde vous tesmoignera plus particulièrement combien il vous importe de ne pas différer davantage à consommer les grâces qu'il plaist à Sa Majesté de vous despartir, je ne m'estendrai pas là-dessus, mais dans l'espérance que vous sçaurez bien en profiter comme vous devez.... »

2. Arch. com., FF. *Troubles et délits*: *Crimes politiques*. Original en parchemin scellé du sceau de cire verte, en tout semblable à celui des lettres patentes du mois de septembre précédent. Ces lettres ont été transcrites sur le Registre des délibérations du Conseil général de la ville, n° 58, f° 400 v°, en appendice au procès-verbal de la séance du Conseil des Trois Cents des 26 et 27 janvier 1659. Le texte de ces lettres diffère seulement de celui des lettres d'abolition données au mois de septembre en ce que : 1° elles déclarent « abolis et esteints généralement tout ce qui s'est passé entre lesdits consuls, habitans et autres depuis ledit jour treiziesme juillet, tant en ladite ville de Marseille, son terroir que autres lieux circonvoisins à l'occasion et en conséquence de ce que dessus *jusques au vingt-quatriesme du présent mois* (d'octobre) ». alors que les lettres du mois de septembre ne s'appliquaient qu'aux événements survenus entre le 13 juillet et le 2 août, jour de la publication de l'ordonnance de Mercœur; 2° elles ne contiennent pas ces mots : « saufen autre chose nostre droit et l'autrui en toutes » qui avaient fait l'objet des réclamations du Conseil des Trois-Cents du 14 octobre.

nécessairement entraîner une réconciliation générale des partis et de leurs chefs et le rétablissement de la constitution municipale quelque peu faussée par l'exil du premier consul et par la mise en tutelle de ses deux collègues, par suite de l'établissement d'un Conseil permanent de vingt-quatre membres dont cette constitution ne prévoyait pas l'existence. L'abolition laissait encore aux chefs de la sédition la situation qu'ils avaient dans la ville et, comme elle ne portait aucune exclusion contre eux, elle leur laissait aussi les moyens d'accéder aux charges municipales et d'acquérir dans le gouvernement la place importante qu'ils convoitaient. Qu'était auprès de ces avantages certains l'ajournement des élections au 28 décembre, puisque chaque parti gardait la liberté de pousser ses hommes au consulat, le Roi ne s'étant pas réservé par une clause spéciale le droit de nomination des officiers municipaux? Si véritablement Niozelles, La Salle et leurs amis n'avaient été poussés dans leurs entreprises séditeuses que par le souci légitime des traditions, des privilèges et des franchises de Marseille, s'ils n'avaient pas été guidés par leur haine de La Baume, leur aversion pour d'Oppède et le dessein de favoriser les projets du cardinal Grimaldi et de ses amis du Parlement, ils auraient dû se déclarer satisfaits de la fin d'une aventure, qui aurait pu être autrement périlleuse pour eux, et se soumettre à la décision royale, puisque aussi bien elle ne faisait que sanctionner des décisions qu'ils avaient eux-mêmes préalablement arrêtées et présentées à l'approbation du souverain.

CHAPITRE IV

L'ÉLECTION DU 28 OCTOBRE 1658 ET LE VOYAGE DE LYON

I. L'ORDRE D'AJOURNEMENT DE L'ÉLECTION DES CONSULS ET LA DÉSOBÉISSANCE DE MARSEILLE : LE CONSEIL DU JOUR DE SAINT-SIMON CRÉE DE NOUVEAUX CONSULS MALGRÉ LA DÉFENSE DU ROI. — II. LE MÉCONTENTEMENT DE MAZARIN : IL FAIT ARRÊTER LA REYNARDE ET PRESCRIT LA DÉPOSITION DES NOUVEAUX CONSULS; NOUVELLE DÉSOBÉISSANCE DES MARSEILLAIS; ILS ENVOIENT DES DÉPUTÉS EN COUR POUR JUSTIFIER LEUR CONDUITE. — III. LA DÉPUTATION DE MARSEILLE A LYON : PREMIER ACCUEIL DÉFAVORABLE; SES ADVERSAIRES ET SES PROTECTEURS : D'OPPÈDE, SERVIEN ET LIONNE; CRAINTES DE MAZARIN AU SUJET DE SES NÉGOCIATIONS AVEC L'ENVOYÉ DU ROI D'ESPAGNE : IL CONSENT A UN ARRANGEMENT FAVORABLE AUX MARSEILLAIS. — IV. L'ARRÊT DU CONSEIL DU ROI DU 10 DÉCEMBRE : SES PRESCRIPTIONS SONT ACCEPTÉES ET EXÉCUTÉES A MARSEILLE; VOYAGE ET SÉJOUR A LYON DE NIOZELLES, LA SALLE ET DES PRINCIPAUX CHEFS DU PARTI : LEUR ENTREVUE AVEC LOUIS XIV; LE PARDON DE MARSEILLE. — V. LE RETOUR A MARSEILLE ET L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS DU ROI : L'ARRIVÉE DU DUC DE MERCŒUR. LE CONSEIL DU 16 JANVIER 1659 ET L'ÉLECTION CONSULAIRE.

Les longs délais dont on avait usé à Marseille avant de se prononcer sur la première abolition n'avaient pas été perdus. On avait ainsi gagné le temps de la Saint-Simon. Maintenant les nouvelles décisions du Roi risquaient d'être signifiées aux intéressés trop tard pour empêcher ce que d'Oppède redoutait depuis si longtemps et ce qu'il n'avait pas cessé de faire présenter à Mazarin. Même s'ils pouvaient être informés à temps des volontés du Roi, les Marseillais avaient les moyens de les tenir cachées et de soutenir avec quelque vraisemblance qu'ils les ignoraient encore au moment de réunir le Conseil du Nouveau Etat. C'est, en effet, la tactique qu'ils adoptèrent,

quoique tout dans leur conduite atteste, autant que le témoignage de d'Oppède, qu'ils étaient déjà fixés sur la nature et la gravité de l'acte qu'ils allaient accomplir et qu'ils savaient à quoi s'en tenir sur le châtement auquel ils s'exposaient.

Une maladresse de d'Oppède leur avait permis de prendre leurs précautions et d'éviter la signification publique de l'ordre d'ajournement qui les aurait mis dans l'impossibilité de passer outre. Le premier président avait, en effet, envoyé l'ordre royal au lieutenant principal de Bausset, en chargeant ce magistrat, « chef de la justice à Marseille », de le faire signifier aux consuls et de le publier dans la ville¹. Or, de Bausset était un des plus chauds partisans de Niozelles : il s'abstint donc de remplir les instructions qu'il venait de recevoir, sans doute après s'être concerté avec son allié qui lui promit en retour de favoriser la candidature de son père, Antoine de Bausset, au consulat, dans le cas où lui-même serait obligé d'y renoncer par suite de la compétition de La Salle². Grâce à l'inaction du lieutenant, les chefs du parti pouvaient feindre d'ignorer les ordres royaux et se livrer à leur guise aux préparatifs de l'élection.

Une surprise de leurs adversaires aurait pu, cependant, rendre inutile ce grave manquement du lieutenant de la sénéchaussée. Depuis trop longtemps, en effet, Niozelles et ses amis avaient laissé deviner leur désir de choisir à leur gré les consuls de la nouvelle année pour que, de leur côté, leurs adversaires n'eussent pas essayé de mettre tout en œuvre pour les en empêcher. Tandis donc que d'Oppède avait cru bon de faire interdire l'élection par le Roi, ses amis avaient songé à d'autres moyens, moins énergiques mais peut-être plus efficaces. Le règlement municipal prescrivait que l'élection ne pourrait pas avoir lieu si les trois consuls sortants se trouvaient hors de la ville le jour de Saint-Simon : dans ce cas, le règlement laissait au Roi le soin de pourvoir par lettres patentes à la vacance des charges consulaires. On avait donc imaginé de préparer en secret la fuite des deux consuls restés à Marseille depuis le 19 juillet et d'Oppède lui-même avait confié ce dessein à Mazarin³. Mais le secret sans doute n'avait pas été bien gardé

1. Antoine de Bausset venait de se démettre en faveur de son fils, Nicolas, de la charge de lieutenant de la sénéchaussée de Marseille (voir Aug. Fabre, *Les Rues de Marseille*, II, 401).

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 228. D'Oppède à Mazarin, 22 octobre 1658. « J'ai reçu l'arrêt de surséance à l'élection des consuls de Marseille et lui envoyé en ceste ville-là pour estre remis ès-mains du sieur Bausset, lieutenant principal et chef de la justice de Marseille, pour le faire signifier, ce qu'il fera d'autant plus facilement qu'il est du parti de ceux de dedans, et, partant, il pourra faire sans tumulte, ce que peut-estre un huissier n'eust pu faire sans exciter quelque chose. »

3. Dans son long rapport à Mazarin, du 12 octobre (Affaires étrangères, France, 1723, 215), d'Oppède avait présenté cette fuite des deux consuls en exercice, la

puisque, avant même que le projet eût eu un commencement d'exécution, les séditeux l'avaient prévenu en rendant plus étroite la surveillance qu'ils exerçaient sur Pascal et sur son collègue Fabre. Le 21 octobre, un Bureau avait délibéré que, « en louant les bonnes intentions de Messieurs les consuls et assesseur, ils estoient suppliés par l'Assemblée d'habiter dans l'Hostel de Ville jusques à la création de leurs successeurs et, à ces fins, tant eux que ceux qui seront proches leurs personnes, seroient nourris et entretenus aux despens de ceste Communauté¹. »

Ce même Bureau prit encore d'autres dispositions pour préserver la ville d'un coup de main qui lui parut d'autant plus à craindre, soit par terre soit par mer, que les exilés du parti contraire étaient venus s'installer dans leurs bastides toutes situées à proximité de la ville. Il fut décidé qu'une garnison supplémentaire de dix hommes serait mise à la disposition du capitaine de Rive-Neuve « pour fortifier son corps de garde », qu'on armerait un des vaisseaux du port « pour le tenir en estat de défendre ceste ville » et, enfin, que des criées seraient faites « par tous les lieux et carrefours accoustumés portant injonction et commandement à toutes personnes de quelque estat, qualité et condition que ce soit, à la réserve des prestres, d'aller à la garde et, pour ce faire, d'obéir à leurs capitaines sur les peines qui sera avisé par Messieurs les consuls contre les défaillans². »

Ces diverses résolutions prises, le Bureau décida que, conformément à l'usage et aux prescriptions de l'article 9 du Règlement du sort, modifié par les lettres patentes d'octobre 1657, le Conseil des Trois-Cents se réunirait le dimanche 27 octobre pour procéder au remplacement des vingt-cinq conseillers

veille du jour de Saint-Simon, comme une chose décidée, dont il ne se dissimulât pas cependant les conséquences possibles. « Votre Eminence, disait-il, au hasard de toutes ces choses n'en sera pas quitte car, par la fuite des consuls au jour de la Saint-Simon, ceste ville sera dans un grand désordre. Et comme, par le règlement, à défaut de deux consuls présens, la nomination est dévolue au Roy, son autorité court ce hasard que ces gens-là n'en fassent d'eux-mesmes et au préjudice du droit du Roy, sans le danger où ils sont de se couper la gorge parmi eux. »

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 359. Bureau du 21 octobre 1658. Dans sa lettre à Mazarin, du 22 octobre (voir plus haut, p. 622, note 2) d'Oppède interprète ainsi cette décision : « Dès le moment qu'ils eurent reçu les lettres de l'ordinaire, ils firent venir les consuls dans la Maison de Ville, sous prétexte de s'assembler; mais ce ne fut que pour les y faire prisonniers, où ils les détienneient avec une forte garde et fort exacte, leur disant qu'ils ne veulent point qu'ils obéissent aux défenses et qu'ils les veulent à faire des consuls ».

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 359. — Dans la même lettre du 22 octobre, d'Oppède porte aussi cette décision à la connaissance de Mazarin : « J'oubliais de dire qu'ils ont obligé tout le monde à prendre l'espée, taschant par là d'animer le peuple et sur le bruit qu'ils sèment que c'est pour se défendre contre les exilés qui les doivent attaquer le jour de Saint-Simon, à quoi ils ne songent nullement. Et je leur vais escrire de sortir tous en ce temps de leurs bastides et du terroir, afin de leur oster un prétexte si frivole. Ce que je marque en ce dernier article à Votre Eminence, c'est leur dernière et plus modérée résolution et Votre Eminence n'en verra autre chose. »

sortants et des autres membres du Conseil décédés ou démissionnaires au cours de l'année qui allait expirer¹.

Ni les ordres de la Cour, ni les intrigues ou les menaces de d'Oppède n'avaient réussi à arrêter les Marseillais dans la voie du désordre et de la rébellion où ils s'étaient engagés. Le premier président, qui, d'ailleurs, n'avait jamais ajouté beaucoup de foi à leurs protestations d'obéissance si souvent répétées, avait maintenant son impuissance à leur égard : « Cependant, Monseigneur, écrivait-il le 22 octobre², il n'y a point de voie de douceur, de persuasion et d'intrigue dont je ne me serve pour les ramener à la raison et dans leur devoir. Mais tout est inutile. C'est un étrange aveuglement que le leur : mes lettres les persuadent, ceux que j'y envoie opèrent, mais d'ici ils sont si fort obsédés par envois et par messages, on les assure si fort, que l'on renverse tout ce que je fais, en sorte que Vostre Eminence doit tenir pour tout certain qu'ils passeront outre, nonobstant les défenses, ce qui véritablement sera un grand mespris à l'autorité du Roy. » D'Oppède se flattait pourtant d'avoir trouvé dans la ville plus de quatre mille citoyens, chefs de famille, bourgeois et gentilshommes, prêts à protester contre la conduite du parti qui avait usurpé le pouvoir et à appuyer leur protestation de leurs signatures³. Mais il montrait, en même temps, quelques-uns des chefs de ce parti subissant aveuglément l'influence des factieux d'Aix, en particulier Niozelles dont l'ambition et l'audace en avaient imposé à La Salle. Celui-ci était donc incapable de jouer le rôle que d'Oppède lui avait primitivement assigné et il fallait renoncer à toutes les espérances qu'avait fait concevoir naguère la rivalité de ces deux hommes⁴. Il n'y

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 358, f° 359 v°. « Le sieur Pascal a proposé que, par le Règlement du sort... article neuvième, il est expressément porté que la création des conseillers pour remplir la place des morts sera faite par le Conseil des Trois Cens, le dimanche avant la fête saints Simon et Jude, apostres, ce qui a esté conforme aux lettres patentes de Sa Majesté du 16^e octobre de l'année dernière, par lesquelles Elle auroit voulu rendre ledit sort mobile et, pour cest effet, seront tirés vingt-cinq conseillers de chaque année le mesme dimanche et en rentrera pareil nombre le tout par le sort, et ce, outre ceux qui doivent estre subrogés pour remplir la place des morts, priant l'Assemblée de délibérer à ce sujet. Ladite Assemblée, par pluralité d'opinion, a délibéré que, dimanche prochain, sera convoqué ledit Conseil des Trois Cens, tant pour remplir la place des conseillers morts que, pour en estre tiré vingt-cinq, et remplir leurs places du mesme nombre, le tout par le sort, suivant et conformément lesdites lettres patentes et articles. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 228.

3. « Les bons bourgeois et beaucoup de gentilshommes se déclarent et mesme par escrit contre ceste rébellion : il y en a déjà plus de mille chefs de famille signés et on me marque qu'ils despescheront un courrier à Vostre Eminence avec le seing de plus de quatre mille chefs de maison pour désavouer ceste désobéissance. » (Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 20 octobre 1658; Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 234.)

4. Voir ce passage de la lettre de d'Oppède à Mazarin, du 22 octobre : « Depuis avoir sçu la signification faite aux sieurs de La Baume et La Reynarde, je sçais qu'ils s'assembleront et, dans la peur que le sieur de La Salle a que le sieur de Niozelles ne se fasse faire consul à voix de peuple et la croyance où il est de

avait plus qu'à se résigner et attendre des événements qu'il était maintenant impossible d'empêcher mais que Mazarin, toujours tardivement informé des incidents qui surgissaient coup sur coup, comptait encore pouvoir éviter alors qu'ils étaient à la veille même d'éclater¹.

Le dimanche 27 octobre, le Conseil des Trois-Cents se réunit, ainsi que l'avait décidé le Bureau tenu le 21. Après avoir procédé au remplacement de deux conseillers morts pendant l'année, à celui d'Antoine de Félix, que sa nouvelle qualité ecclésiastique excluait des charges municipales, et à celui d'un autre conseiller, Jean Boule, « attendu sa faillite », le Conseil désigna par la voie du sort les vingt-cinq citoyens qui devaient prendre la place des vingt-cinq conseillers sortants². Ces diverses formalités remplies dans un calme parfait, qui attestait que Niozelles et ses amis avaient bien pris leurs précautions pour écarter les contradicteurs et les opposants, avant de se séparer, les assistants adoptèrent quelques résolutions³ qui avaient un double objet : les unes, en arrétant des règles nouvelles au sujet de la gestion des finances municipales et de la comptabilité du trésorier de la Communauté, avaient pour but d'affirmer que le parti victorieux n'avait été guidé que par le souci de soutenir l'intérêt général même jusqu'à la rébellion⁴; les autres, en organisant un contrôle plus étroit de

l'emporter à son parti par les voies ordinaires, fit que, sur la parole que Niozelles lui donna de ne l'accepter point par ceste voie, se croyant aussi bien assuré que l'autre dans les formes, il promit de tenir bon à passer outre nonobstant les défenses, en sorte que, présentement, la jalousie que ces deux hommes-là ont l'un pour l'autre et la crainte que chacun a de son compagnon fait nostre principal obstacle. Joint à cela que d'ici on leur donne courage et on les pousse autant que l'on peut.... »

1. Voilà ce qu'il écrivait à d'Oppède, d'Auxerre, le 31 octobre, alors que déjà l'élection avait été faite malgré sa défense : « Je n'ai rien à ajouter à ce que je vous ai écrit touchant ceux de Marseille par le sieur de La Reynarde par qui je vous ai envoyé la nouvelle abolition pour la lui remettre en mains Je vous confirme seulement que s'il en est d'assez mal conseillés pour passer outre à l'eslection des nouveaux consuls au préjudice des ordres de Sa Majesté, *ce que j'ai peine à croire*. Elle est résolue en ce cas à faire tout ce qu'il faudra pour soutenir son autorité », (Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 252 v^o.)

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n^o 58, f^o 368. Conseil des Trois-Cents, du 27 octobre 1658.

3. *Ibid.* « Et finalement, ledit sieur Pascal auroit remontré qu'un gentilhomme de la ville et des plus qualifiés (?) lui auroit émané divers articles pour le bien et utilité publique, requérant le Conseil d'y délibérer. Sur quoi, ledit Conseil, après que lecture a été faite desdits articles, les a unanimement approuvés et ordonné qu'à ces fins seroient enregistrés pour estre exécutés. »

4. Ce sont les articles 1, 2 et 3 de cette délibération. Le premier ordonne l'établissement de deux états annuels de prévision, l'un arrétant la « valeur des fermes », c'est-à-dire le montant des recettes, et l'autre, les sommes à payer, c'est-à-dire le montant des dépenses. L'article 2 prescrit que le trésorier recevra un état des sommes qu'il devra payer chaque mois aux divers créanciers de la ville, les sommes nécessaires au paiement des gages des capitaines et autres employés de la ville et à l'acquittement des dépenses ordinaires, et « douze ou quinze mille livres par-dessus pour subvenir aux extraordinaires, et tout le surplus charger et indiquer ledit trésorier de l'employer au paiement des capitaux qui portent intérêt au denier seize ». L'article 3 ordonne que « les fonds qui resteront entre

l'administration des consuls en exercice, en limitant leurs prérogatives et en augmentant, au contraire, celles du Conseil des Trois-Cents, en assurant, enfin, dans le gouvernement de la ville, une place permanente et privilégiée aux consuls sortis de charge, continuaient la pensée d'Antoine de Valbelle et de ceux de ses amis qui avaient pris part à l'établissement du Règlement du sort. Les auteurs de ces mesures cherchaient ainsi à rendre à leur parti la situation prépondérante qu'ils avaient voulu lui assurer à l'Hôtel de Ville et dont l'avait partiellement dépouillé la réforme de 1657¹. C'était aussi des précautions prises contre les consuls à venir s'il s'en trouvait parmi eux qui fussent disposés à restaurer les pratiques financières de Louis de Vento ou à recourir aux décisions arbitraires de La Baume.

Les jours suivants, 28, 29 et 30 octobre, le Conseil des Trois-Cents procéda à la création du Nouveau Etat² en se conformant aux prescriptions du Règlement du sort, « à la forme accous-

les mains du trésorier, tant par le paiement des charges ordinaires que des extraordinaires, seront payés suivant les mandats de Messieurs les consuls et, comme ils le seront en petit nombre, les syndics s'assembleront deux jours de la semaine, le lundi et le jeudi, à 3 heures de relevée jusques à 4, pour signer et contrôler les mandats et ne pourront pas les signer qu'il n'y ait du moins quatre d'iceux pour examiner les mandats ».

1. Ce sont les articles 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 de cette délibération. — Art. 4. « Le Conseil nommera annuellement douze personnes, y compris les quatre syndics (c'est-à-dire les trois consuls et l'assesseur sortants) pour servir de conseil à Messieurs les consuls, sans l'avis desquels et de la plus grande partie d'iceux ils ne pourront faire aucune proposition, sur laquelle sera opiné par ballottes, et s'il y avoit nécessité d'opiner à haute voix, Messieurs les consuls appuieront les derniers. » — Art. 5. « Que personne ne pourra estre nommé député du Commerce qu'il n'ait intérêt au mesme commerce, et si, par brigue, quelqu'un qui n'eust aucun négoce par mer estoit eslu à ladite charge, il en sera destitué par le Conseil des Trois Cens qui en subrogeront un autre à sa place. » Sous cette forme d'ordre général, ces deux articles sont incontestablement inspirés par la préoccupation d'éviter le retour d'un incident analogue à celui que causa l'affaire de l'armement de la galère, Niozelles et ses amis ayant, en effet, reproché à La Baume et à ses collègues d'avoir pris une décision à ce sujet sans prendre l'avis de ceux qu'ils auraient dû consulter, conseillers de la ville et députés du Commerce. C'est encore le souvenir de cette affaire qui a dicté l'article 6. « Que tous ceux qui voudront faire de plaintes au Conseil, mettront leurs requestes entre les mains de Messieurs les consuls et leur refus entre les mains de l'un des douze qui doivent leur servir de Conseil et, estant par eux trouvée juste, elle sera publiée par le secrétaire du Conseil des Trois Cens pour y estre délibérée aux formes ordinaires. » Quant aux articles 7, 8, 9 et 10, — ce dernier ajouté sur la proposition du sieur de Gèrente, — ils ont pour objet de rendre plus étroite la subordination des consuls au Conseil. — Art. 7. « Il faut confirmer la délibération de l'Assemblée générale du 21 juillet dernier portant que Messieurs les consuls ne pourront à l'avenir lever ni tenir des soldats et gens de paye pour quelle occasion que ce soit sans délibération précédente du Conseil des Trois Cens ni redoubler la garde ordinaire de la ville, sans en faire sçavoir la cause au mesme Conseil des Trois Cens. » — Art. 8. « Que les consulaires, à l'instar de la ville d'Aix et autres de la province, seront toujours conseillers et auront entrée à tous les Conseils tant ordinaires qu'extraordinaires. » — Art. 9. « Que le Conseil des Trois Cens se tiendra nécessairement de trois mois en trois mois et qu'il sera permis à chacun d'y faire les propositions qu'il croira utiles à la ville, après avoir averti Messieurs les Consuls. » — Art. 10. « Que Messieurs les consuls ne pourront sortir de la ville et son terrain sans la permission du Conseil des Cent. »

2. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 370. Conseil des Trois-Cents, du 28 octobre 1658.

tumée, sans bruit ni tumulte¹ ». Le premier jour, Antoine de Bausset, Louis Vacon, François Grange furent créés consuls, et l'avocat Pierre de Loulle, assesseur. Le Conseil désigna ensuite les capitaines des quartiers, puis renvoya au lendemain et au surlendemain la création des autres officiers municipaux.

Le choix qui avait été fait d'Antoine de Bausset pour le premier chaperon signifiait que l'entente s'était établie entre Niozelles et La Salle pour ne pas laisser à leurs adversaires le moyen de reprendre le plus léger avantage à la faveur de leur désaccord. La Salle était satisfait de cette combinaison qui lui avait permis de se mettre en travers des ambitions d'un rival exclusif et dangereux : il s'en félicitait dans une lettre à sa nièce, Mme de Venelles : tout en se défendant d'avoir rien voulu entreprendre contre le service du Roi, il saluait l'élection d'Antoine de Bausset et de ses collègues comme une des chances les plus favorables qui pussent échoir à Marseille. « Je crois, disait-il, que c'est le choix le plus agréable au peuple qui se soit fait depuis longtemps dans la ville, tant pour le zèle qu'ils portent au service du Roy que pour leurs richesses, car le moindre a plus à lui tout seul que ses devanciers n'avoient tous ensemble². »

Sans perdre de temps, les nouveaux Consuls entrèrent en charge. Cependant, malgré l'assurance qu'ils affectoient avec leurs amis de « n'avoir rien fait qui fust contraire aux volontés et aux ordres du Roy », ils n'osèrent pas se faire investir solennellement de leurs fonctions par le Conseil de Lauthorié. Ce fut seulement le Conseil des Cent, réuni le dimanche 3 novembre, qui ratifia leur élection et leur conféra les pouvoirs nécessaires à un exercice régulier de leur magistrature³. Sans doute, le Conseil délibéra bien que l'administration des affaires reprendrait un cours normal et que, entre autres choses et sans attendre l'époque accoutumée, les Consuls mettraient en adjudication les diverses fermes que les troubles n'avaient pas permis d'affermir au cours de l'exercice précédent⁴.

Cela semblait donner à entendre que les consuls et leurs amis avaient conscience que rien d'extraordinaire ne venait de se passer. Ils n'arrivaient pas cependant à dissimuler leurs inquiétudes sur la validité des élections, puisque, dans cette même séance, le Conseil décidait que La Reynarde, dont on avait appris le départ de la Cour, serait invité à rebrousser chemin pour porter au roi des lettres destinées à justifier l'élection qui venait d'être faite et à solliciter la reconnaissance des nouveaux

1. Lettre de La Salle à Mme de Venelles, du 16 novembre 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 251).

2. *Ibid.*

3. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 1. Conseil des Cent, du 3 novembre 1658.

4. *Ibid.*, f° 2.

magistrats. Pour cette prolongation inattendue de son voyage, le député recevrait une nouvelle indemnité de 1 000 livres, en même temps qu'un présent de 600 livres serait promis au comte de Brienne en reconnaissance de l'appui qu'on lui demandait pour faire heureusement aboutir ces démarches délicates¹.

Il s'agissait de convaincre le Roi et Mazarin qu'aucun acte de désobéissance n'avait été commis. C'est ce qui était expliqué à La Reynarde dans la lettre qui lui fut écrite² et ce que La Salle affirmait encore quelques jours plus tard dans sa lettre à Mme de Vénéelles³. D'ailleurs, comment eût-on pu justement accuser les Marseillais d'avoir ainsi désobéi au Roi, puisque l'arrêt du Conseil, que leurs ennemis leur opposaient, ne leur avait jamais été signifié et qu'ils en ignoraient si bien le contenu qu'ils finissaient par douter même de son existence⁴? Même, s'il eût existé, ils auraient encore eu le droit de ne pas en tenir compte puisque, par des lettres données en 1649, le Roi avait déclaré que, s'il advenait que « par importunité ou autrement, Sa Majesté accordast quelques lettres patentes ou de cachet pour empescher ou différer les élections, il entendoit que l'on n'y eust point esgard⁵ ». Ils avançaient enfin une dernière excuse : l'obligation où ils avaient été mis de faire les élections à la date accoutumée pour éviter le danger de nouveaux

1. *Délibération du Conseil*, Reg. n° 59, f° 1. Le Conseil approuve l'envoi d'un courrier fait par les consuls qui ont « jugé nécessaire avec diverses personnes des plus considérables de la ville d'avertir le Roy et Son Eminence de leur eslection » ; ce courrier a été « despesché au sieur de La Reynarde, député de la ville, avec des lettres pour Sa Majesté, Son Eminence et M. le comte de Brienne, avec promesse à iceluy de la somme de 600 livres. D'abondant, le sieur premier consul a proposé que le sieur de La Reynarde, ayant été député en Cour pour les affaires importantes de la ville sur les derniers mouvemens survenus en icelle dans le mois de juillet dernier, il a agi avec tout le zèle, soin et diligence possible pour le bien et avantage du public depuis plus de trois mois qu'il est parti, ayant esté obligé de faire des grandes dépenses, mesme de s'en retourner en Cour pour faire entendre à Sa Majesté ce qui s'est passé en la dernière eslection et comme tout a esté fait en paix et par le sort ; et d'autant que, pour les frais de son voyage, il ne lui fut accordé que 2 000 livres, lesquelles il a déjà despensées et beaucoup davantage, il seroit raisonnable de lui donner et accorder quelque chose de plus pour l'indemniser. » Le Conseil délibère en conséquence qu'il sera accordé au sieur de La Reynarde une indemnité supplémentaire de 1 000 livres. — Cf. Arch. com. de Marseille, CC. *Comptes trésoraires*, 1658-1659 (André Couzinery, trésorier) : « Du 15 novembre. A M. Jean-Baptiste de Félix, sieur de La Reynarde, l 1 000, à lui accordées par délibération du 3^e courant pour le surplus du voyage par lui fait en Cour. Quitt. 462. »

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. A M. de La Reynarde, en Cour, 5 novembre 1658.

3. Voir plus haut, p. 627, note 1.

4. « Du depuis, nous avons appris que M. le chevalier de Valbelle y estoit aussi allé pour s'opposer à ladite eslection, sous prétexte qu'elle a esté faite au préjudice d'un certain arrest dont nous n'avons eu aucune connoissance. » (Lettre des consuls à La Reynarde.) — « Si bien que l'arrest que l'on dit portant défense de passer outre à l'eslection ne nous estant point connu ni exploité, tant au général que au particulier... » (Lettre de La Salle à Mme de Vénéelles.)

5. Lettre à La Reynarde. Il s'agit de la Déclaration royale « donnée à Compiègne, le huitième aoust 1649 », dont nous avons parlé au chapitre II de la Deuxième Partie.

troubles, plus graves encore que ceux qui venaient à peine d'être apaisés, et qui ne manqueraient certainement pas de se produire si le Roi ne les confirmait pas dans leurs charges, quel que pût être le désir intime des consuls nouvellement élus de ne pas y rester contre sa volonté¹.

Pour cette fois, toutes les protestations d'innocence et de fidélité ne devaient trouver à la Cour que des incrédules. Elles allaient être impuissantes à désarmer l'inflexible sévérité de Mazarin.

Jean-Baptiste de La Reynarde avait suivi la Cour jusqu'à Moret. De cette ville, il s'en était éloigné dans les derniers jours de septembre, après avoir reçu son congé de Mazarin qui lui avait confié les expéditions des nouvelles lettres d'abolition en le chargeant de les remettre lui-même en mains propres aux consuls². Il avait alors pris le chemin de Marseille et il n'était plus qu'« à deux postes de Lyon » quand, à Saint-Symphorien³, il avait rencontré le courrier qu'on lui avait expédié avec la nouvelle que l'élection venait d'être faite et l'ordre de rebrousser chemin pour aller en faire part au Roi⁴. Sans hésiter, car il se flattait d'avoir reçu de Mazarin des promesses rassurantes pour ses amis⁵, il revint sur ses pas et rencontra la Cour à Noyers, sur

1. « Il a d'ailleurs eu nécessité de faire ladite eslection pour esviter un second mouvement plus grand que le premier en ceste ville, si le peuple n'eust vu procéder à une eslection le jour de Saint-Simon. C'est pourquoi Sa Majesté ni Son Eminence ne doivent pas trouver estrange qu'elle ait esté faite.... Nous vous prions donc de faire valoir toutes ces raisons auprès de Son Eminence. Ce n'est pas que nous désirions nous maintenir auxdites charges qu'en tant que Sa Majesté l'agrèera; c'est que nous croyons que le contraire pourroit troubler plus que jamais le repos de ceste ville qui s'en va presque affermi, n'y ayant que les plus passionnés, qui sont en très petit nombre, qui tesmoignent encore quelque inquiétude. » (Lettre à La Reynarde.)

2. *Mémoires secrets*. « Le Roy ne venoit que d'accorder à ceux de Marseille une abolition de tous les attentats qui avoient esté commis dans ceste ville contre son autorité... et le sieur de La Reynarde, qui avoit esté envoyé de la part de la ville pour la poursuite de ceste grâce, ne faisoit que d'estre despesché de Moret (lorsque la Cour y passa, le 29^e du mesme mois) pour porter ceste abolition.... »

3. Probablement Saint-Symphorien-de-Lay (Loire), situé entre Roanne et Lyon.

4. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, lettres reçues, liasse R. Lettre de La Reynarde aux consuls, datée de Saint-Symphorien, le 30 octobre 1658. Cette date pourrait bien ne pas être exacte, si l'on observe que les *Mémoires secrets* assignent celle du 29 octobre au départ de La Reynarde de Moret : celui-ci n'aurait donc mis que vingt-quatre heures pour franchir la distance de 440 à 450 kilomètres qui sépare Moret de Lyon. Mais La Reynarde dit dans sa lettre qu'il a pris congé de Mazarin « lundi dernier », c'est-à-dire le 28 octobre : c'est donc ce jour, et non le 29, contrairement à l'indication donnée par les *Mémoires secrets*, qu'il aurait quitté la Cour. Dans ce cas, il aurait pu franchir encore assez difficilement en quarante-huit heures la distance qui sépare Moret de Saint-Symphorien-de-Lay, distant de Lyon d'environ 70 kilomètres, bien que cela ait réduit à 370 ou 380 kilomètres le chemin parcouru par La Reynarde en deux journées. Cette date du 28 octobre est aussi confirmée dans une lettre de Mazarin à d'Oppède, écrite de Dijon, le 8 novembre. (Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 258.)

5. « La rencontre de Sergeant Antoine à deux postes de Lyon a confirmé la pensée que j'avois que la ville de Marseille feroit des consuls. Je l'avois protesté à Son Eminence lundi dernier que je pris congé d'Elle. M. le cardinal m'assura

la route d'Auxerre à Dijon. Il dut alors regretter de n'avoir pas poursuivi tranquillement son chemin vers Marseille, car délibérément il s'était jeté dans la gueule du loup.

S'étant, en effet, présenté à Mazarin, La Reynarde entreprit de le convaincre de l'innocence des intentions de ses concitoyens. Il lui fit surtout valoir qu'ils n'avaient pu violer l'ordre du Roi, puisqu'ils ne l'avaient pas connu. Ce fut peine perdue, car, cette fois, le cardinal ne voulut rien entendre : il accusa La Reynarde d'avoir provoqué lui-même cette nouvelle désobéissance et il le fit arrêter sur-le-champ et conduire au château de Dijon¹. C'était la première fois que Mazarin usait de rigueur à l'égard de la noblesse marseillaise, pour laquelle il avait, au contraire, toujours fait preuve d'indulgente complaisance, en souvenir, sans doute, des services qu'elle lui avait rendus au temps d'Antoine de Valbelle. Mais, en cette occasion, l'irritation de Mazarin et sa sévérité s'expliquent d'autant mieux que c'est contre des ordres qu'il avait donnés lui-même que les Marseillais s'étaient révoltés. Il pouvait donc avec vraisemblance faire à La Reynarde le reproche de ne pas avoir à dessein renseigné exactement ses compatriotes sur ses véritables intentions.

Ce qui devait aggraver encore le cas du prisonnier c'est qu'on crut trouver la preuve de ces accusations dans des papiers saisis dans ses bagages. C'étaient des lettres de Niozelles et de François d'Arène qui paraissaient démontrer qu'un accord existait entre eux et La Reynarde. Une lettre de Niozelles « semblait avoir été dictée par la sédition mesme : elle eust été capable de lui faire faire son procès et de perdre aussi La Reynarde². » Mazarin n'hésita donc pas : sur l'avis de Brienne,

que ce retardement ne nuirait en rien à l'ordre de nos eslections et qu'aussitôt que le Roy seroit à Lyon l'on penseroit à nous satisfaire. » (Lettre de La Reynarde aux consuls.)

1. « Je vous dirai que... le sieur de La Reynarde, qui estoit revenu sur ses pas avec le courrier qui a porté la nouvelle de ladite eslection, estoit arrêté déjà par ordre du Roy comme ayant fomenté visiblement ceste désobéissance, tant par ses avis et instructions à Niozelles et à sa cabale que par la suppression dudit arrest qui lui avoit esté signifié en parlant à sa personne trois semaines auparavant le 28^e dudit mois. » (Lettre de Mazarin à d'Oppède, de Dijon, 8 novembre 1658. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 258.) — « A peine donc ledit de La Reynarde estoit parti et nous n'estions encore qu'à Noyers, sur la route de Dijon, que nous le vismes revenir sur ses pas pour informer le Roy que l'eslection des nouveaux consuls de la ville de Marseille avoit esté faite au jour de Saint-Simon-Saint-Jude, l'arrest du Conseil de Sa Majesté du 3^e octobre, qui l'avait différée jusques à celui des Innocens, n'ayant point esté signifié à ceste ville, à ce qu'il vouloit persuader. Ceste nouvelle entreprise contre l'autorité royale esmut le juste ressentiment de Sa Majesté envers ceste ville séditieuse ; l'on n'escouta point toutes les excuses et les raisons que La Reynarde alléguoit et le jeune comte de Brienne, qui faisoit la charge de Monsieur son père en son absence, eut ordre de le faire arrêter et de l'envoyer au chasteau de Dijon, sous la garde d'un exempt de la Prévosté de l'Hostel. » (*Mémoires secrets*.)

2. *Mémoires secrets*. Dans sa lettre à d'Oppède, du 8 novembre, Mazarin dit à peu près la même chose. « Dans les papiers qu'on lui a trouvés, il y a déjà ample matière de lui faire son procès aussi bien qu'à Niozelles. »

qui avait examiné ces papiers, il chargea le maître des requêtes Bouchu, intendant de Bourgogne, d'ouvrir une information contre La Reynarde, qui fut transféré à Lyon, dans la forteresse de Pierre-Seize, quand la Cour se transporta de Dijon dans cette ville¹.

Sur ces entrefaites, le chevalier Jean-Baptiste de Valbelle était arrivé à Dijon. Il y avait été envoyé par d'Oppède avec la mission de rendre compte aux ministres du nouvel acte de rébellion de Marseille et de rapporter rapidement en Provence les décisions qui seraient prises sur cette affaire². Le rapport qu'il fit ne souleva pas de contradicteurs, La Reynarde étant en prison et les protecteurs puissants que les Marseillais avaient sollicités³ n'ayant pas jugé à propos d'intervenir en ce moment. L'affaire fut donc rapidement résolue. Par un arrêt rendu le 8 novembre, le Conseil cassa l'élection des consuls et de l'assesseur, ordonna que les consuls de l'année précédente seraient rétablis dans leurs fonctions et qu'ils les exerceraient jusqu'à nouvel ordre; il commanda en outre à Niozelles, au commandeur de Glandevès, son frère, et à La Salle père et fils de se rendre à la Cour dans un délai de huit jours, suspendit de ses fonctions le lieutenant de Bausset et confirma, enfin, l'abolition précédemment accordée aux habitants de Marseille, exception faite de Niozelles et de son frère, de La Salle et de son fils⁴.

D'autres mesures, qui n'avaient pas comme celles-là le caractère d'une décision de justice, furent également prises. Elles

1. *Mémoires secrets*. — Lettre de Mazarin à d'Oppède. — Les *Mémoires secrets* font cette remarque sur l'attitude adoptée par La Reynarde après son arrestation : « Jamais homme n'eut plus d'effronterie et de présence d'esprit : il répondait avec la même fermeté que s'il n'eût point été coupable et ne donna jamais prise sur lui par aucune de ses réponses ».

2. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à La Reynarde, du 5 novembre 1658. — Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 258. Lettre de Mazarin à d'Oppède, du 8 novembre 1658. — *Mémoires secrets*.

3. Dans les papiers saisis sur La Reynarde se trouvait une lettre adressée par François d'Arène à Hugues de Lionne « par laquelle il implorait sa protection auprès de Son Eminence (*Mémoires secrets*) ».

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 253. Arrêt donné à Dijon le 8 novembre 1658, cassant les élections des consuls faites à Marseille le jour de Saint-Simon de cette même année, au mépris de l'arrêt du 3 octobre ordonnant de surseoir auxdites élections. — *Mémoires secrets*. — Mazarin annonce ainsi à d'Oppède les décisions du Conseil (lettre du 8 novembre) : « Vous sçavez de plus que le Roy, par arrest de son Conseil, a cassé ladite élection et tout ce qui s'est fait depuis le 19^e de juillet, continué le sieur de La Baume dans le consulat jusques à nouvel ordre, mandé à la Cour les deux Glandevès et les deux La Salle, interdit le lieutenant de Bausset de l'exercice de sa charge, et confirmé l'abolition et ampliation pour toute la ville en général à l'exception desdits Glandevès frères et La Salle père et fils. L'abolition dont je vous parle est celle qui réservoir le droit du tiers et, pour ladite ampliation, c'est que, par surcroist de grâce, le Roy, pour tesmoigner de plus en plus sa bonté au peuple de Marseille, pardonne à tous les habitants de ladite ville les tumultes des 13 et 19 juillet et même tout ce qui s'est passé jusques à cejourd'hui, exceptant seulement de ladite abolition les quatre personnes ci-dessus nommées. »

étaient destinées à compléter les premières et à écarter les dangers d'intrigue, d'effervescence et de trouble qui auraient pu éclater dans la ville après la déposition des consuls et le départ des chefs du parti séditieux. Les consuls et l'assesseur déposés, Antoine de Bausset, Vacon, Grange et de Loulle, recevaient aussi l'ordre de se rendre, dans la huitaine, à la suite de la Cour, et l'abbé de Félix était invité à se retirer à Villeneuve-d'Avignon. En même temps, il était prescrit au chevalier Paul de faire mettre en état trois galères, « en choisissant celles auxquelles il y a moins à travailler » et d'en donner le commandement à « des gens qui ne baises pas⁶ », sans doute pour les employer à la surveillance du port de Marseille et tenir ainsi les habitants dans la crainte de quelque opération contre leur commerce.

Depuis longtemps, on n'avait pas agi contre Marseille avec cette énergie et cette promptitude. Il fallait véritablement que, par leurs imprudents excès, les habitants de cette ville eussent poussé à bout la patience de Mazarin et celle des ministres. Mais encore devait-on tenir la main à une rapide et exemplaire exécution des mesures ordonnées, si l'on ne voulait pas exposer le Roi à quelque nouvelle bravade des coupables, qui aurait compromis davantage son autorité et son prestige. Averti par l'expérience qui venait d'être faite, le chevalier de Valbelle ne manqua pas de découvrir à Mazarin les difficultés de l'entreprise. Il eût été imprudent, en effet, de recourir à la procédure ordinaire pour signifier aux Marseillais l'arrêt du Conseil et de compter sur leur esprit de discipline et de soumission pour obtenir qu'ils obéissent à ses prescriptions¹. La ruse seule pouvait offrir quelques chances de succès. Mazarin décida d'y recourir. Il découvrit lui-même à d'Oppède le stratagème dont il serait sage d'user pour ne pas s'exposer à un échec. Un valet de pied du Roi, que le chevalier de Valbelle se chargeait d'introduire secrètement dans la ville, se rendrait sous un déguisement auprès de l'évêque de Marseille que sa qualité rendait plus capable que quiconque d'amener les habitants à l'obéissance. Une fois entré dans l'église, à l'heure de la grand'messe ou du sermon, le valet ferait apparaître la livrée royale qu'il aurait dissimulée jusqu'alors et, criant aux assistants sa qualité, il remettrait à l'évêque un paquet contenant les instructions du Roi, puis il répandrait dans l'église des placards imprimés contenant les expéditions de l'arrêt du Conseil revêtues de la signature de Brienne, « afin qu'elles fassent plus d'impression et qu'on y donne plus de créance² ».

1. Lettre de Mazarin à d'Oppède, du 8 novembre 1658.

2. « Ce qui estoit le plus difficile estoit de faire parvenir à Marseille les ordres du Roy et de les y faire exécuter, puisque ceux que je viens de nommer, quoique les plus coupables, avoient le plus de crédit dans la ville, dans laquelle il n'entroit rien que par leur ordre et de leur scu.... » (*Mémoires secrets.*)

3. Lettre de Mazarin à d'Oppède, du 8 novembre. — *Mémoires secrets.*

Il en fut fait ainsi. Le samedi 16 novembre, le valet de pied du Roi alla trouver l'évêque à l'église de l'Observance et lui remit le paquet qui lui était adressé : c'était, avec une lettre de Mazarin ¹, une expédition authentique de l'arrêt du Conseil avec une commission qui lui prescrivait d'en assurer l'exécution ² et l'ordre de le faire publier au prône de toutes les églises de la ville ³. L'évêque remplit ces instructions. Mais, le premier moment de surprise passé, il eut de la peine à défendre l'envoyé royal contre la fureur des assistants, et il fut impuissant à convaincre les intéressés de l'obligation où ils étaient d'obéir aux ordres qui venaient de leur être signifiés ⁴.

Comment les consuls et leurs amis étaient-ils préparés à recevoir ces injonctions? Déjà, à la nouvelle de l'arrestation et de l'emprisonnement de La Reynarde, les chefs du parti avaient fait prendre aux consuls des mesures qui leur avaient paru susceptibles de tirer d'embarras leur malheureux député et de les mettre eux-mêmes à l'abri de la justice royale. Le Conseil des Trois-Cents avait alors, en effet, décidé d'envoyer à la Cour trois députés qui recevraient le mandat d' « informer Sa Majesté et Son Éminence de la vérité des choses et justifier par ce moyen le procédé dudit sieur de La Reynarde ». On avait d'abord choisi pour remplir cette mission délicate François d'Arène, Étienne

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 261. Mazarin à l'évêque de Marseille, 8 novembre 1658. « Dans l'impossibilité de faire sçavoir aux habitants de Marseille les bontés que le Roy a pour eux et ses véritables intentions par les voies ordinaires, Sa Majesté n'en a point trouvé de meilleure ni de plus assurée que de s'adresser à vous qui, étant zélé comme vous estes pour le bien de son service et pour le maintien de son autorité et vous intéressant comme vous avez toujours fait à la tranquillité de ladite ville et au repos des consciences que Dieu a commises à vos soins, serez ravi sans doute de satisfaire à toutes ces choses en mesme temps en désabusant ceux de Marseille des fausses impressions que quelques fascheux leur donnèrent pour les porter insensiblement à la désobéissance. Après ce que Sa Majesté vous escrit elle-mesme sur ce sujet, il seroit superflu de vouloir exciter vostre charité et vostre zèle par aucun autre motif. »

2. « On a fait faire trois expéditions dudit arrest avec trois commissions différentes sur icelui scellées du grand sceau, l'une adressante à M. l'Evesque de Marseille, à cause de la difficulté de faire sçavoir le contenu audit arrest et mesme à ladite abolition et ampliation par les voies ordinaires.... » (Lettre de Mazarin à d'Oppède, du 8 novembre.)

3. « On expédia une commission sur l'arrest adressante à M. l'Evesque de Marseille pour lui ordonner de faire lecture à haute voix au prosne des messes paroissiales de ladite ville et de son territoire de l'arrest du Conseil du Roy, de l'abolition et de l'ampliation. » (*Mémoires secrets.*)

4. *Mémoires secrets.* — Cf. la lettre des consuls à d'Arène, de Vénelles et d'Ortignes, députés en Cour, du 18 novembre 1658. « Et comme nous estions assemblés,... nous fusmes avertis qu'il estoit arrivé un homme du Roy chez M. de Marseille avec des ordres de Sa Majesté. Et peu après, nous fusmes informés que c'estoit un valet de pied du Roy qui estoit allé trouver M. de Marseille en l'église de l'Observance pour faciliter l'intimation de l'arrest du Conseil d'en haut et ordre exprès de le faire publier dans toutes les paroisses au prosne du curé, avec l'abolition que Sa Majesté a accordée aux habitants de ceste ville touchant les derniers mouvemens. Et cependant, ce valet de pied sema quantité des imprimés qu'il avoit dans ladite église à tous ceux qu'il y trouva. » (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.)

d'Audiffret et Léon de l'Isle¹. Mais ces deux derniers avaient invoqué « de légitimes empeschemens » pour décliner l'honneur qui leur avait été fait : ils avaient été effrayés, sans doute, du poids de la tâche qui leur était confiée et de la responsabilité qu'ils assumeraient en l'acceptant. Peut-être aussi étaient-ils de ceux qu'avaient jetés dans la peur et dans le désarroi la nouvelle de l'arrestation de La Reynarde, comme d'Oppède assurait à Mazarin qu'il s'en trouvait à Marseille², et ils voulaient se soustraire à une accusation de complicité toujours possible. Quoi qu'il en soit, le Conseil des Trois-Cents accepta leur excuse. Il désigna à leur place, pour accompagner d'Arène à la Cour, Jean-Baptiste de Gérente, sieur de Vénelles, et l'avocat Pierre d'Ortignes³.

Ces députés s'étaient à peine mis en route que le chevalier de Valbelle et La Baume revenaient de Dijon en compagnie du valet de pied du Roi, porteur des ordres de Mazarin à l'évêque de Marseille. La présence de cet étranger n'était pas passée inaperçue. Les consuls en avaient été avertis et ils délibéraient avec leurs amis sur ce qu'ils avaient à faire en cette circonstance, quand on vint leur porter la nouvelle de la scène dont l'église de l'Observance venait d'être le théâtre⁴. Quelle conduite allaient-ils tenir à présent qu'ils n'avaient plus le droit de s'excuser sur leur ignorance des volontés du Roi, puisque le valet de pied, dédaignant les promesses et les menaces dont il était l'objet, leur avait fait signifier dans les formes régulières l'arrêt qu'il avait été chargé de leur faire parvenir⁵? Ils feignirent

1. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 21. Conseil des Trois-Cents, du 11 novembre 1658.

2. « Il est arrivé, Monseigneur, un courrier à Marseille, qui porte avis de la détention du sieur de La Reynarde au chasteau de Dijon. Ils ont la peur tout au long et sont dans la dernière consternation. Je le sçais de certaine science et Vostre Éminence mesme en verra quelque chose par la lettre que le sieur chevalier de Saint-Symphorien-Valbelle m'en escrit. » (D'Oppède à Mazarin, 13 novembre 1658. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 247.)

3. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 22 v°. Conseil des Trois-Cents, du 13 novembre 1658. Le Conseil du 11 novembre avait décidé, en désignant les trois premiers députés, qu'ils recevraient chacun une somme de 2 000 l. pour couvrir leurs dépenses. Le Conseil du 13 délibéra, après avoir choisi Gérente-Vénelles et d'Ortignes, pour remplacer d'Audiffret et de l'Isle, que « pouvoir seroit donné aux consuls d'emprunter la somme de 6 000 livres, soit à 6 1/4 soit à 5 p. 100, au plus grand avantage de ladite Communauté que faire se pourra », afin de couvrir les frais de cette députation. François d'Arène et Pierre d'Ortignes reçurent le 13 novembre des mains du trésorier André Couzinery les 2 000 l. qui leur avaient été attribuées (Arch. com., CC. *Comptes trésoraires*, 1658-1659); mais les commissaires députés par le Roi en 1660 pour la vérification des comptes de la Communauté annulèrent cette dépense et firent rayer ces deux articles avec quelques autres sur le registre d'André Couzinery.

4. Lettre des consuls à d'Arène, de Vénelles et d'Ortignes, du 18 novembre 1658. (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.)

5. « Cependant, il falloit remettre les ordres du Roy aux coupables par lesquels il leur estoit enjoint de sortir de la ville et de se rendre à la Cour. Ils firent sous main offrir de l'argent au valet de pied pour l'obliger à s'en retourner sans leur rendre et tout le vacarme qu'ils faisoient faire n'estoit qu'à ceste fin. Mais le valet de pied fut inflexible et ne put estre estonné de leurs menaces. Il fit tout ce

de vouloir se soumettre. Invitant l'évêque et Fortia de Piles¹ à se joindre aux consuls, ils réunirent dans le couvent des Frères Prêcheurs une assemblée générale des principaux chefs de famille. Là, les consuls se déclarèrent prêts à obéir aux ordres du Roi et annoncèrent leur intention de déposer le chaperon. Ces paroles furent couvertes de véhémentes protestations, dont on ne saurait trop dire si elles furent spontanées ou sollicitées. Se laissant alors faire violence pour ne pas exciter outre mesure cette foule menaçante, de Bausset et ses collègues consentirent à conserver leurs charges. Reprenant le chemin de l'Hôtel de Ville, ils s'y laissèrent enfermer par leurs propres partisans, qui firent bonne garde comme s'ils voulaient faire croire qu'ils les y retenaient malgré eux. Pour mieux se mettre à couvert, les consuls ordonnèrent de dresser un procès-verbal des incidents qui venaient de se produire au cours de cette assemblée et de la violence dont ils prétendaient avoir été les victimes²; puis, payant d'audace, ils adressèrent à Mazarin et à Brienne un compte rendu de cet événement où ils repoussaient avec force toute idée préconçue de désobéissance et de rébellion³. Mais, ils s'adressaient en même temps au cardinal Grimaldi, qui s'était aussi rendu à la Cour pour y combattre l'influence de d'Oppède⁴, aux procureurs du Pays⁵ et aux membres du Parlement⁶, espérant d'autant plus obtenir leur appui qu'un conflit venait de s'élever entre le premier président et l'Assemblée des Commu-

qu'il put pour apprendre le logis des personnes à qui les ordres s'adressoient, désirant lui-même les leur remettre. Mais l'évêque ne le voulut pas permettre par l'appréhension qu'il eust qu'il n'en arrivât du mal et les ordres furent consignés au premier capitaine de la ville qui se chargea de les rendre en mains propres, comme il fit, à ceux à qui ils s'adressoient et en donna descharge suffisante au valet de pied avec quoi il vint rendre compte à Sa Majesté de sa commission. » (*Mémoires secrets.*)

1. De Piles avait été invité par Mazarin, en même temps que l'évêque de Marseille, à veiller à l'exécution des ordres du Roi envoyés dans cette ville (Lettre du 8 novembre 1658, Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, f° 622). Les *Mémoires secrets* rendent hommage à la « vigueur » avec laquelle il s'acquitta de cette mission et « soutint toujours le courage de l'évêque dont l'âge ne lui permettoit pas de n'être quelquefois esbranlé ».

2. Un compte rendu sommaire de cette assemblée est donné par les consuls dans leur lettre aux trois députés en Cour, du 18 novembre. Le procès-verbal dont il y est question n'a pas été transcrit au Registre des Délibérations du Conseil de ville, probablement parce que, par la suite, on considéra que cette assemblée n'avait pas été régulière, ayant été convoquée et présidée par des consuls que le Roi avait refusé de reconnaître. (Voir *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 25. Compte rendu de l'Assemblée générale du 6 décembre 1658.)

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettres à Mazarin et à Brienne du 18 novembre 1658.

4. *Ibid.* Lettre au cardinal Grimaldi, archevêque d'Aix, 18 novembre 1658.

5. *Ibid.* Aux procureurs et députés du Pays de Provence, en Cour, 18 novembre 1658.

6. *Ibid.* A Messieurs de la Souveraine Cour du Parlement de Provence, à Aix, 18 novembre 1658. — Mêmes lettres à Messieurs les conseillers, avocats et procureurs généraux du Roy en son Parlement de Provence; au marquis de La Roquette, second président au Parlement d'Aix, « qui est présentement le chef de ceste illustre Compagnie souveraine »; à M. de Cornier, sieur de Beaureval, président au Parlement de Provence.

nautés, celle-ci réclamant une réunion des États de Provence que d'Oppède lui refusait¹.

C'est à Lyon que devaient se régler définitivement ces affaires. La Cour y arriva le 24 novembre². Les trois députés, d'Arène, de Venelles et d'Ortignes, partis de Marseille le 14, s'y étaient rendus par petites journées et s'y trouvaient depuis le 20³. Ils avaient dû dissimuler leur présence. D'Oppède, en effet, les avait précédés de quelques jours : il conduisait au Roi et à Mazarin une députation du Parlement de Provence⁴, et venait solliciter du premier ministre des instructions pour la réunion de l'Assemblée des Communautés, convoquée d'abord à Tarascon pour le 20 novembre, puis ajournée au 25⁵. Dans sa hâte de faire son rapport sur les affaires de sa province et de prévenir Mazarin contre ceux qu'il considérait comme des ennemis personnels, le premier président n'avait pas attendu à Lyon que le Roy y fût arrivé. Il s'était porté au-devant de lui et, le rencontrant à Villefranche-sur-Saône, il avait entretenu Mazarin de la résistance des Marseillais et obtenu que les députés seraient arrêtés avant même que le Roi ne fût entré dans la ville. Mais il ne sut pas cacher la satisfaction que lui avait causée cette promesse. Aussi, quand Le Tellier voulut exécuter l'ordre d'arrestation, il ne trouva aucun des trois députés. Un exempt, lancé à leur poursuite sur la route de Marseille, qu'on leur supposait l'intention de regagner pour s'y réfugier, ne fut pas plus heureux⁶. On dut se résigner à les laisser libres, au regret du cardinal et à la grande colère de d'Oppède. Celui-ci même ne sut pas cacher en cette occasion le dépit qu'il ressentait de cet échec, ce qui ne laissa pas que de produire mauvais effet sur l'entourage de Mazarin⁷.

1. Voir sur cette affaire, les deux lettres d'Oppède à Mazarin, du 5 novembre 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 238) et du 8 novembre 1658 (*Ibid.*, 244).

2. Chéruel, *Histoire de France pendant le ministère de Mazarin*, III, 201.

3. Voir le compte rendu fait par un des députés, l'avocat d'Ortignes, à l'Assemblée générale du 6 décembre 1658 (Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 25).

4. *Mémoires secrets*.

5. Voir ci-dessus, note 1.

6. « M. d'Oppède, qui était venu à la teste de la députation que le Parlement avoit faite en corps à Sa Majesté au sujet de son voyage, jugea à propos d'aller au-devant de Son Eminence jusqu'à Villefranche pour prévenir son esprit sur toutes choses avant qu'Elle arrivast à Lyon. En effet, l'ordre fut donné à M. Le Tellier, comme le comte de Brienne avoit quitté la Cour à Mascon pour s'en aller en un jour par la Dombes à Lyon, de faire arrêter ces députés. Mais, la chose n'ayant pas esté conduite avec assez de secret de la part du président d'Oppède, lorsque l'on vint à vouloir exécuter l'on ne trouva plus ces personnes.... L'on fit partir un exempt toute la nuit pour courir après eux, croyant qu'ils estoient tous retournés à Marseille. » (*Mémoires secrets*.)

7. « Son Eminence fit bien du bruit lorsqu'il vit que ces députés n'avoient pu estre arrestés : je crois que M. d'Oppède ne contribuoit pas peu au sabbat. » (*Mémoires secrets*.) — Cependant, Mazarin ne retira pas à d'Oppède la confiance qu'il avait mise en lui. L'auteur des *Mémoires secrets*, rendant compte de l'audience, au cours de laquelle les députés du Parlement et de la Chambre des

De nombreux Provençaux se trouvaient alors réunis à Lyon. Outre d'Oppède et la délégation du Parlement, il y avait aussi le cardinal Grimaldi¹, les procureurs du Pays², une délégation de la Chambre des Comptes de Provence³, peut-être aussi des députés des principales villes et des membres de la noblesse venus à titre personnel. Tous ceux qui étaient là avaient voulu profiter de la présence du Roi et des ministres dans une ville relativement proche de leur province pour aller porter leurs hommages à un jeune souverain que la plupart d'entre eux n'avaient pas encore eu l'occasion de voir et pour traiter directement leurs affaires avec les ministres. Leur présence en aussi grand nombre était loin d'être désagréable à Mazarin. Elle lui fournissait les moyens de s'éclairer directement lui-même sur la véritable situation de la Provence, mieux qu'il n'avait pu le faire jusqu'alors en lisant les rapports et les lettres qui lui parvenaient de là-bas ou en accordant de courtes entrevues aux députés envoyés en Cour pour y poursuivre une affaire déterminée. L'enquête à laquelle il se livra, et à laquelle se livrèrent aussi les personnages de son entourage immédiat, donna des résultats qui ne furent pas toujours favorables à l'administration de d'Oppède et à celle des agents du gouvernement de Provence. Le cardinal ne put pas en cacher sa surprise au duc de Mercœur lui-même, malgré son désir de le ménager, et il le lui fit savoir en Catalogne⁴ : « Vous scaurez plus particulièrement toutes les choses par le sieur de Bossuet, qui s'en retourne auprès de vous et mesme par les lettres du chevalier de La Penne. Cependant, je vous dirai que je travaille aux affaires de Provence, en sorte que j'ai lieu de penser qu'on s'accommodera. Et je ne fais rien que de concert avec M. le premier président d'Oppède parce que, comme il est juste de conserver entièrement ce qui peut estre de vostre dignité, je sçais que je ne me puis adresser à personne qui ait plus de zèle pour cela et qui soit mieux informé que lui. Vous apprendrez, d'ailleurs, de quelle manière j'ai parlé aux députés sur ce qui vous regarde; mais je vous avoue que j'ai esté surpris de voir la confusion où est ceste pauvre province et vous me permettrez de vous dire que j'ai remarqué avec douleur que vous n'y aviez pas grand nombre d'amis ni de serviteurs. Ce qui me console est qu'au moins il n'y a personne qui, en public ni en particulier, vous

Comptes de Provence furent admis à présenter leurs respects au Roi et à la Reine mère, rapporte que « M. d'Oppède, qui porta la parole du Parlement, s'acquitt par ceste action beaucoup d'estime, d'autant qu'il est fort éloquent et fort adroit ».

1. Voir ci dessus, p. 635, note 4.

2. Voir ci-dessus, p. 635, note 5.

3. *Mémoires secrets*.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, f° 274. Mazarin à Mercœur, 3 décembre 1658.

accuse d'une injustice. Mais, pour ne vous rien céler, on ne dit pas la mesme chose de tous ceux qui vous approchent¹, et il n'y a pas grande différence pour nostre réputation entre faire le mal nous-mesme et ne le pas empêcher quand nous en avons le pouvoir et que le devoir nous y oblige.... »

Mazarin se trouvait ainsi préparé à écouter avec plus de bienveillance la requête des députés de Marseille. Ceux-ci s'étaient séparés, dès leur arrivée à Lyon, pour se soustraire plus facilement à l'ordre d'arrestation qui avait été décerné contre eux. D'Ortignes, réussissant à échapper aux recherches de l'exempt lancé à sa poursuite, avait descendu le Rhône et avait pu regagner Marseille sans encombre². Quant à Venelles de Gèrente et à d'Arène, ils étaient restés à Lyon³. Ils y comptaient de précieuses amitiés, capables de tenir en balance l'influence de d'Oppède. Le Prévôt des marchands et les Echevins de Lyon les protégeaient, en considération des bons rapports que les marchands de Marseille entretenaient avec leurs compatriotes, parmi lesquels quelques-uns comptaient des parents et des alliés⁴. En outre, Venelles pouvait compter sur la protection d'une parente gouvernante des nièces de Mazarin⁵. Enfin et surtout, Hugues de Lionne, le collaborateur le plus intime du cardinal dans

1. On peut rapprocher ce passage de quelques-uns des griefs exposés par les Marseillais dans une requête imprimée qui fut présentée à Mazarin et sur laquelle celui-ci s'expliqua avec François d'Arène (*Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 12). Cette requête « contenoit entre autres choses plusieurs plaintes contre le premier président qui, non seulement leur estoit suspect, mais encore ouvertement partial; qu'il avoit obtenu des lettres patentes l'année dernière pour l'eslection des consuls à dessein de s'establir le maistre de Marseille; qu'il en avoit rempli les blancs des noms de ses meilleurs amis; qu'il avoit fait succéder le fils à la charge du père, l'oncle au neveu, le beau-frère au beau-frère, et, enfin, qu'il avoit donné, contre les règles et contre l'usage, toutes les charges de la ville jusqu'aux plus petites à ceux qui estoient dans sa dépendance, ce qui estoit sans exemple... ».

2. *Mémoires secrets*.

3. *Mémoires secrets*. — Dans son compte rendu à l'Assemblée générale du 6 décembre, d'Ortignes rapporte ainsi la séparation des députés : « En sorte que, après avoir employé tous leurs soins et tous leurs avis, tant envers Sa Majesté que Son Eminence, ils ont esté contraints de se séparer, le sieur d'Arène estant demeuré à Lyon pour affaires particulières et lui, qui parle, revenu en ceste ville pour informer tout le peuple de ce qu'ils avoient fait en Cour ». D'Ortignes n'indique pas ce qu'est devenu Venelles. Il semble bien que celui-ci est resté à Lyon auprès de d'Arène, qui lui aurait fait faire un voyage à Marseille au cours des négociations qu'il poursuivait avec Mazarin. L'*Histoire des troubles de Marseille* (II, 1, 3) mentionne ce voyage et il en est aussi question dans une lettre des consuls aux députés en Cour, datée du 3 décembre. (Arch. com. BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.)

4. Voir la lettre du 19 novembre 1658, écrite par les consuls de Marseille aux « Prévost des Marchands et Eschevins de la ville de Lyon » pour leur demander de seconder les démarches de leurs députés en Cour (Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I). Rappelons que des familles appartenant à la haute bourgeoisie lyonnaise avaient des membres établis à Marseille, où ils occupaient une place honorable dans l'aristocratie municipale, par exemple les Mazenod, dont Charles Mazenod, le fondateur de la branche marseillaise, avait été second consul en 1650. (Voir Aug. Fabre, *Les Rues de Marseille*, I, 183.)

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 251. Lettre de La Salle à Mme de Venelles, 16 novembre 1658.

les délicates négociations que celui-ci poursuivait à Lyon avec l'envoyé secret du roi d'Espagne, Pimentel, leur avait conservé son amitié et avait même consenti à les tenir tous deux cachés dans sa propre maison. C'est lui qui, secondé par quelques amis, parmi lesquels le commandeur de Souvray, prépara peu à peu Mazarin à recevoir d'Arène et à arrêter avec lui les conditions auxquelles le Roi accorderait son pardon à Marseille¹.

D'Arène eut d'abord de la peine à dissiper les préventions que Mazarin nourrissait contre les Marseillais. Persuadé par d'Oppède, le ministre leur faisait ce principal grief de subir l'influence de Niozelles, qu'il n'était pas loin de considérer comme un véritable criminel d'Etat. Il ne prenait guère au sérieux, en effet, le rôle joué à ses côtés par La Salle dont la nièce, Mme de Venelles, ne lui avait pas laissé ignorer les véhémentes protestations d'innocence et de dévouement qu'il produisait dans des lettres fréquentes, où il se représentait avec humilité comme un homme « dont le poil avoit trop blanchi dans le service du Roy et dans les emplois qu'il avoit eus à ses armées pendant quarante années sans relasche pour n'avoir appris dans un âge décrépit de soixante-dix ans à servir le Roy à toute sorte de rencontres et lui rendre une obéissance aveugle et une fidélité inviolable jusques à son dernier soupir². » Mais

1. *Mémoires secrets*. — *Histoire des troubles de Marseille*, II, I, 1.

2. Voici les passages de la lettre du 16 novembre 1658, adressée par La Salle à Mme de Venelles, qui constituent les éléments essentiels de la défense de ce personnage, le reste de la lettre étant consacré à une version des événements toute favorable à La Salle et à ses amis, à laquelle nous avons eu à recourir dans le cours de notre récit. « Je ne suis nullement surpris que Messieurs chevalier de Valbelle et La Baume, mes ennemis capitaux de longue main, pour pallier leur lascheté et mauvoise conduite, ne m'aient noirci jusques au dernier point et taché de mettre dans l'esprit de Son Eminence et Nosseigneurs les ministres des faussetés qui ne sont jamais entrées dans la pensée de vostre cousin ni de moi.... Je n'ai paru dans tous ces mouvemens que pour apaiser les orages d'un peuple qui avoit esté battu par le chevalier et animé contre La Baume jusques à un tel point que si je ne les eusse ramenés et destournés de leur juste ressentiment, c'est sans doute que leur malheur les auroit réduits à un pauvre estat.... Il ne me reste plus qu'à me justifier de ce que vous me marquez dans vostre lettre que je suis accusé d'avoir fait arborer un estendard avec ceste inscription : *Vive la liberté!* Véritablement, si cela est, je suis coupable et digne de punition. Mais aussi sçachez qu'on a avancé ceste fausseté n'ayant pas donné les preuves et que jamais aucun estendard n'ait paru dans ceste ville que ceux du Roy qui ont accoustumé d'estre à leurs postes originaires. Je ne doute pas que Son Eminence ne leur ordonne le mesme chastiment que je mériterois si je l'avois fait. J'ai trop blanchi le poil dans le service du Roy et dans les emplois que j'ai eus à ses armées pendant quarante années sans relasche pour n'avoir appris, dans un âge décrépit de soixante-dix ans, comme j'ai, à servir le Roy à toute sorte de rencontres et lui rendre une obéissance aveugle et une fidélité inviolable jusques à mon dernier soupir. Et, si j'avois honneur d'estre connu de Son Eminence, ou, avant que de donner l'oreille à mes ennemis et que de me condamner, me fit ceste grâce de s'informer du cours de ma vie, je suis très certain que ma fidélité pour le service du Roy lui sera connue pour estre inébranlable aussi bien que ma probité est approuvée d'un chacun. Que si le peu de temps qui me reste à vivre, Son Eminence me juge utile dans ceste ville, tant pour le service du Roy que pour le sien particulier. Elle trouvera au moins autant de franchise et de fermeté qu'Elle en sçauroit espérer de tout le royaume. Et à cela vous pouvez librement respondre pour moi et vous assure que si mon âge et

si le cardinal avait pitié de La Salle, d'accord en cela avec d'Oppède, il réservait toute sa sévérité à Niozelles. D'Arène s'attacha donc à défendre surtout celui-ci. Il se porta garant de ses intentions, excusa sa résistance par la crainte que lui avaient causée les menaces de ses ennemis qu'il ne fût attenté à sa liberté et représenta, d'ailleurs, que le crime et la désobéissance d'un seul « ne devoient pas nuire à toute une ville qui s'estoit constamment attachée à Son Eminence dans les derniers troubles de l'Estat¹. »

A ce moment, d'Oppède quittait Lyon et s'en retournait en Provence assister à l'Assemblée des Communautés qui venait de s'ouvrir à Tarascon. N'ayant plus auprès de lui ce conseiller qui l'excitait à la sévérité, Mazarin inclinait, au contraire, à l'indulgence. Deux raisons pouvaient l'y disposer. C'étaient, d'une part, le désir d'écarter la menace de nouveaux troubles intérieurs dont le spectacle aurait pu entraîner l'Espagne à refuser les concessions qu'il était sûr d'en obtenir à la condition que le royaume restât calme, et, de l'autre, l'espoir que, en leur donnant ce gage de sa bienveillance et de son désir de bonne entente, il engagerait les procureurs du Pays à satisfaire, de leur côté, aux propositions qui leur seraient faites en son nom. Cependant, en accordant de nouvelles grâces, il ne pouvait pas avoir l'air de faire bon marché du prestige de la royauté, puisque Marseille continuait à donner le spectacle de la désobéissance. Les consuls, en effet, y exerçaient toujours leurs fonctions, malgré l'arrêt de suspension rendu contre eux ; le Conseil, constitué irrégulièrement sous leur présidence, continuait à délibérer sur les affaires de la ville ; il avait même envoyé des députés au Roi. Il convenait donc que tout fût rentré dans l'ordre et que l'arrêt du Conseil reçût au moins un commencement d'exécution, avant de songer à pardonner aux Marseillais². C'est ce que Mazarin fit entendre aux députés de la bouche même du Roi. Conduit avec ses compagnons à une audience royale, d'Arène présenta « avec beaucoup de respect et de

mes incommodités me pouvoient permettre d'aller moi-mesme porter ma lettre au Roy avec ma justification, il est certain que je serois desjà parti. Mais je vous ai voulu rendre capable de toutes choses, afin que vous puissiez parler pour moi et pour La Salle, vostre cousin, avec certitude. » — Il convient de se rappeler que cette lettre a été écrite le 16 novembre, c'est-à-dire le même jour où le valet de pied du Roi remit à l'évêque, avec l'expédition de l'arrêt du Conseil, le texte de la nouvelle abolition du bénéfice de laquelle étaient exclus La Salle père et fils avec Niozelles et le commandeur de Cuges.

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, I, 1.

2. Assemblée générale du 6 décembre 1658. « Les députés ont rencontré un obstacle immuable en ce que MM. de Bausset, de Vaccon, Grange et de Loulle avoient assisté, en qualité de consuls et d'assesseur, au Conseil de leur députation, quoique le Roy, par arrêt de son Conseil rendu, sans avoir ouï parties, le huitiesme novembre dernier, eust cassé leur eslection, outre que leur députation estoit conjointe avec celle de M. de La Reynarde qui est maintenant destenu à Lyon dans le chasteau de Pierre-Encize. »

soumission » sa requête à Louis XIV. « qui lui répondit fort sèchement que, lorsque la ville de Marseille auroit obéi à ses volontés, il verroit ce qu'il auroit à faire¹ ».

Malgré leur sévérité, d'Arène et ses amis interprétèrent ces paroles comme une preuve que le gouvernement était disposé à plus d'indulgence qu'il ne l'avait laissé paraître jusqu'alors. De Lionne leur en donnait l'assurance secrète, les engageant à montrer plus de soumission, afin qu'on pût rendre publiques ces intentions. D'Arène fut sur le point d'aller lui-même à Marseille porter ces bonnes nouvelles à ses concitoyens et les convaincre de l'avantage qu'ils retireraient s'ils se décidaient enfin à obéir². Au moment de partir, il se ravisa et, jugeant plus prudent de rester à Lyon où il pourrait continuer à entretenir le cardinal dans ces dispositions bienveillantes, il prétexta la nécessité de régler des affaires particulières et il envoya ses instructions à un de ses compagnons, l'avocat d'Ortignes, retourné depuis peu à Marseille³.

Déjà, sur les premiers avis qu'ils avaient reçus, les consuls et l'assesseur avaient donné un premier gage d'obéissance en déposant les marques et les insignes consulaires, en sortant de l'Hôtel de Ville où ils feignaient de vivre en prisonniers depuis le 17 novembre, enfin, en cessant de remplir leurs fonctions, ostensiblement du moins⁴. Ils n'assistèrent donc qu'à titre privé à l'Assemblée générale qui fut réunie le 6 décembre pour entendre le compte rendu que d'Ortignes, arrivé la veille, se proposait de faire au nom de la députation envoyée à Lyon. Ni le viguier, ni aucun des deux juges de Saint-Louis et de Saint-Lazare, dont l'élection, d'ailleurs, avait été entachée d'irrégularité comme celle des consuls, ne présida cette Assemblée, comme c'était l'usage. Ce fut l'avocat Jean de Cabanes qui, ce jour-là, tint le bâton du Roi et qui fit aux assistants l'exposé que le premier Consul faisait d'ordinaire au début des séances du Conseil et des autres assemblées de ce genre⁵. Puisque, à la Cour, on n'avait pas voulu reconnaître la validité des délibérations précédentes, les Marseillais prenaient à présent leurs précautions afin que les ministres n'allèguent plus l'irrégularité de l'Assemblée pour justifier leur refus d'en discuter et d'en admettre les décisions.

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 3.

2. *Ibid.*, II, 1, 1.

3. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 25. Assemblée générale du 6 décembre 1658.

4. « Pendant que ces choses se passaient à Lyon, les consuls de Marseille, ne voulant pas estre plus longtemps entretenus aux despens du public et gardés dans l'Hostel de Ville, quittèrent les marques consulaires, mais cela n'empescha pas que le peuple ne les reconnust toujours pour tels. » (*Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 2.)

5. Arch. com., BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 25. Assemblée générale du 6 décembre 1658.

Prenant la parole, d'Ortignes fit un résumé complet de la mission qu'il avait remplie avec d'Arène et de Vénelles. Il rappela les efforts qu'ils avaient faits, pendant les quelques jours qui avaient précédé l'arrivée de la Cour à Lyon, pour gagner à leur cause les « seigneurs qui estoient déjà arrivés audit Lyon et qui ont voix au Conseil de Sa Majesté », et les convaincre de « l'innocence de leurs citoyens en tout ce qui s'estoit passé dans ceste ville dès le treiziesme du mois de juillet dernier ». Mais ils s'étaient trouvés en face de gens « à qui on avoit donné tant de fausses impressions », qu'ils avaient dû « se tenir cachés » pour se soustraire à l'ordre d'arrestation lancé contre eux. A force de patience et « par le moyen de leurs amis », ils avaient « pu faire insinuer dans l'esprit de Sa Majesté et de Son Eminence la vérité de toutes choses passées qui avaient esté revestues de fausses circonstances ». Ils avaient aussi découvert les griefs principaux que l'on avait contre eux et, jugeant impossible d'en avoir raison, ils avaient « esté contraints de se séparer, le sieur d'Arène estant demeuré à Lyon pour affaires particulières et, lui qui parle, revenu en ceste ville pour informer le peuple de ce qu'ils avoient fait en Cour ». Il conclut enfin : « Et, de suite, voyant que les sieurs de Bausset, Vaccon, Grange et de Loulle ont déposé les marques consulaires et désisté de toutes les fonctions desdites charges pour obéir aveuglément aux ordres de Sa Majesté, il auroit exhorté l'Assemblée et tout le peuple d'en faire de mesme et de se soumettre absolument aux ordres et volontés de Sa Majesté. »

Après avoir entendu ces paroles, l'Assemblée fut consultée sur ce qu'il convenait de faire. « Par un commun accord et consentement de tous, rapporte le procès-verbal, elle auroit unanimement délibéré que, puisque le sieur d'Arène demeure encore à la Cour, il sera prié, par un courrier qu'on lui enverra exprès, de faire au nom de tout le peuple de ceste ville très humbles remontrances au Roy pour sa justification de tout ce qui s'est passé le treize juillet dernier, afin de faire entendre à Sa Majesté qu'il ne s'y est rien passé contre le respect et l'obéissance qui lui est due, et que tous les habitans lui sont tellement soumis qu'ils sont prêts de donner à Sa Majesté toutes les preuves qu'il voudra exiger de leur fidélité et de se soumettre aveuglément à tout ce qu'il lui plaira de leur ordonner; comme aussi de recourir à Son Eminence pour implorer sa protection et la supplier très humblement d'employer le pouvoir qu'elle a envers Sa Majesté, afin qu'elle ait la bonté d'effacer de sa mémoire toutes les fausses impressions qu'on lui a données contre ceste ville, qui ne cédera jamais en fidélité à aucune autre de son royaume, n'en ayant point qui lui soit plus soumise ni qui souhaite avec plus de passion la prospérité de ses armées, la

continuation de ses victoires et la santé de Sa Majesté et de Son Eminence¹. »

Cette déclaration de fidélité, d'obéissance et de soumission, si complète qu'elle eût pu paraître à ceux qui l'avaient formulée, rappelait trop, par les expressions générales et vagues qui y étaient employées, toutes celles qui l'avaient précédée dans le but de justifier Marseille aux yeux du Roi et des ministres. pour que ceux-ci pussent s'en déclarer satisfaits. Mazarin en prit acte cependant, mais il voulait davantage. L'arrêt du Conseil du Roi du 8 novembre n'avait pas encore été exécuté. Certaines de ses prescriptions, il est vrai, par exemple celle qui ordonnait que La Baume et ses collègues seraient rétablis dans leurs fonctions consulaires, n'auraient pu être appliquées sans de graves inconvénients. Mazarin s'en était rendu compte au cours des nombreux entretiens qu'il avait eus à Lyon au sujet des affaires de Marseille et de l'état d'esprit des habitants à l'égard du parti protégé par d'Oppède. Du moins, pouvait-il exiger que les Marseillais montreraient par des actes non équivoques de soumission leurs sentiments d'obéissance et de fidélité. Il arrêta donc, d'accord, semble-t-il, avec d'Arène qui se portait garant de ses compatriotes, les nouveaux ordres qui leur seraient envoyés². Ils firent l'objet d'un nouvel arrêt du Conseil rendu le 10 décembre.

« Le Roy, y était-il dit, ayant ouï les sieurs d'Arène et de Vénelles-Gérente, qui ont esté despeschés exprès vers Sa Majesté par la ville de Marseille pour l'assurer de l'entière obéissance et soumission des habitans de ladite ville aux volontés de Sa Majesté et qu'ils sont prests d'exécuter sans aucuns délai, réserve ni exception, les commandemens qu'il lui plaira de leur faire, et Sa Majesté voulant avant toutes choses que les ordres qu'elle a donnés soient exécutés, Sa Majesté estant en son Conseil, a ordonné et ordonne que les nommés Bausset, Vaccon, Grange et Loulle se rendront incessamment à la Cour et suite et que, cependant, le sieur de Piles, gouverneur du Chasteau d'If et Isles de Marseille, commandera en ladite ville de Marseille et aura seul toute l'autorité et les fonctions consulaires en icelle, jusques à ce que autrement par Sa Majesté en ait esté ordonné. Enjoint Sadite Majesté aux habitans de ladite ville de Marseille de reconnoistre ledit sieur de Piles et de lui obéir en tout ce qu'il leur ordonnera pour le service de Sa Majesté à peine de désobéissance³. » Des lettres patentes adressées à Fortia de

1. Assemblée générale du 6 décembre 1658.

2. *Mémoires secrets*. « Ce premier pas, qui estoit le plus difficile, estant fait, on n'eut pas de peine à venir aux ajustemens.... » — *Histoire des troubles de Marseille*, II, I, 2.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 282. Cet arrêt, lu à l'Assemblée générale tenue le 23 décembre 1658, a été transcrit au Registre des *Délibéra-*

Piles accompagnaient cet arrêt. Elles lui enjoignaient d'en assurer immédiatement l'exécution et de remettre en même temps à Niozelles et à son frère, à La Salle père et fils, au lieutenant de la Sénéchaussée Nicolas de Bausset et à l'abbé de Félix, l'ordre d'accompagner les consuls dans leur voyage à Lyon¹.

D'Arène s'était chargé de faire parvenir à Marseille les expéditions de ces diverses décisions royales et il s'était engagé à les faire exécuter². Peut-être avait-il trop présumé de l'étendue de son crédit. En effet, dès le lendemain de l'Assemblée générale du 6 décembre, où l'on avait vu les consuls, dépouillés de leurs chaperons, voter avec tous les assistants la déclaration de fidélité et d'obéissance qui avait suivi le compte rendu de d'Ortigue, on avait pu se demander si tout cela n'avait pas été une comédie. D'Oppède avait même exprimé à Mazarin des doutes sur la sincérité des Marseillais en cette circonstance. « Pour du costé de Marseille, avait-il écrit de Lambesc, le 10 décembre³, depuis le dernier courrier par eux envoyé, il n'y a rien de nouveau. *Ils sont pourtant toujours au mesme estat et les consuls exercent toujours.* Je me persuade pourtant qu'ils obéiront, mais il est nécessaire que le tout soit exécuté avant le départ du Roy de Lyon, car il n'y a que cela qui leur fasse faire les choses. » Certes, et le premier président le reconnaissait lui-même dans une nouvelle lettre au cardinal, écrite quatre jours après⁴, la plupart des chefs du parti, La Salle en particulier, étaient prêts à obéir et à se rendre à Lyon, mais Niozelles refusait de les suivre et sa résistance paralysait leur bonne volonté et les disposait à différer leur départ. La Salle protestait toujours de la pureté de ses intentions et de son vif désir de rester un sujet soumis, mais il représentait que son départ exposerait la

tions du Conseil général de Marseille, Reg. n° 59, f° 25 v°. Il est résumé dans les *Mémoires secrets* et analysé dans l'*Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 3-4.

1. Ces lettres ont été transcrites au Registre des *Délibérations* à la suite de l'arrêt du Conseil. Les *Mémoires secrets* notent que la Commission sur l'arrêt fut adressée à de Piles, « afin de lui donner plus d'autorité ». L'*Histoire des troubles de Marseille* (II, 1, 3-4) rapporte également les ordres envoyés concernant les deux Glandevès, les deux La Salle, le lieutenant de Bausset et l'abbé de Félix. Elle note, au sujet de ce dernier, que, tandis que l'arrêt du 8 novembre, l'avait « relégué à Villeneuve-d'Avignon », le Roi lui ordonnait seulement à présent, « de se rendre à Lyon, où la Cour estoit ».

2. *Mémoires secrets*. — *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 4.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 258.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 265. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 14 décembre 1658. « Vostre Eminence, Monseigneur, verra comme les consuls, les sieurs de La Salle père et fils et le sieur de Félix sont en volonté d'obéir, qu'ils assurent que le sieur de Niozelles s'explique du contraire et que les sieurs de La Salle demandent un ordre du Roy pour estre dispensés de ce voyage, sous prétexte que, quittant la ville, ils la remettent au pouvoir et à la direction du sieur de Niozelles, qu'ils disent ne vouloir point obéir. » — Voir encore la lettre de d'Oppède à Mazarin, du 19 décembre (Arch. des Affaires étrangères, 1723, 273). « ... M. de La Salle retombe toujours là que si Niozelles obéit, qu'il en fera de mesme, mais que s'il n'obéit pas, comme il assure qu'il ne fera jamais, qu'il est prest d'obéir mais que, pour le bien du service, il ne le doit pas.... »

ville à de nouveaux dangers s'il y laissait Niozelles qui serait ainsi libre d'agir à sa guise. Pour cette raison, il demandait qu'un ordre du Roi le dispensât de faire le voyage. D'Oppède insinuait, il est vrai, que cette démarche, toute spontanée qu'elle parût, pourrait bien avoir été concertée entre les deux chefs de parti : par ce moyen, ils feraient traîner les choses en longueur jusqu'au moment du retour de la Cour à Paris et éviteraient ainsi le désagrément d'un voyage du Roi en Provence, que sa venue à Lyon leur avait fait redouter : cela leur permettrait de poursuivre sans risque leurs intrigues et leurs manœuvres¹. Cependant, le premier président n'osait pas donner une opinion catégorique et écarter formellement l'excuse de La Salle : il admettait, au contraire, que ses « raisons pourroient bien avoir fondement et apparence » et il laissait à la sagesse de Mazarin le soin de décider lui-même quelle attitude il convenait d'adopter².

La situation, en effet, ne laissait pas que d'être embarrassante. Les consuls, qui ne s'étaient pas encore démis de leurs charges entre les mains de Piles et qui, tout en ne portant plus les insignes du consulat, continuaient à en exercer les fonctions, ne cachaient pas les difficultés auxquelles les exposait l'obligation de faire exécuter les ordres du Roi. Ils se confiaient à d'Arène et à ses deux collègues de la députation réunis de nouveau avec lui à Lyon et s'en remettaient à eux du soin de les tirer d'embarras. « Par-dessus la despesche que nous vous avons envoyée par nostre dernier courrier, leur écrivaient-ils en termes alambiqués, nous n'avons rien à vous dire que pour vous prier de vouloir bien considérer l'importance de ceste affaire et les inconveniens qui en peuvent arriver qui sont plus grands que vous ne croyez pas. Nous, qui voyons l'air de la ville, connoissons qu'il ne sera pas seulement difficile que les choses de la façon qu'elles estoient résolues soient exécutées, mais nous oserions bien vous dire qu'il seroit quasi-impossible et la ville seroit réduite dans une extrémité si grande qu'on seroit marri à la suite de l'y avoir engagée, ainsi que le sieur d'Ortignes aura pu vous dire. Vous avez assez d'esprit pour ne le connoistre et qu'en cela il n'y a aucune exagération de nostre costé. Vous prendrez donc là-dessus, s'il vous plaist, vos mesures³. »

Niozelles prétendait, en effet, imposer ses conditions au ministère : il réclamait un sauf-conduit qui le mettrait à l'abri de l'arrestation dont tout le monde le disait menacé, sinon il

1. Lettre à Mazarin, du 14 décembre 1658. « Il se peut faire, et effectivement je le crois, que c'est une intelligence parmi eux pour avoir un prétexte à n'obéir point et attendre que le Roy soit parti de Lyon, à quoi principalement tend leur but.... »

2. Lettre à Mazarin, du 14 décembre 1658.

3. Arch. com., BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre aux députés de la ville en Cour, du 17 décembre 1658.

refusait de sortir de Marseille¹. Peut-être était-il poussé à prendre cette attitude par les excitations de ses amis, les gentils-hommes aixois ennemis de d'Oppède, intéressés à voir se prolonger la résistance de Marseille. Profitant de l'absence du premier président, retenu à Tarascon par l'Assemblée des Communautés, ceux-ci avaient comploté de s'assurer de la ville d'Aix par un coup de main, de contraindre le Parlement à rendre sur les affaires de Marseille un arrêt qui fût favorable à Niozelles et à ses amis et d'imposer ensuite le cardinal Grimaldi comme arbitre pour accommoder les querelles qui agitaient la province². Niozelles était aussi, peut-être, excité à confondre plus étroitement encore ses intérêts avec ceux de ces rebelles par des bruits qui couraient dans le pays et qui, s'ils avaient été exacts, auraient dérangé ses projets personnels. On disait, en effet, que d'Arène, plus soucieux du soin de ses propres affaires que de celles de ses concitoyens, avait accepté d'être fait premier consul quand le Roi rétablirait le consulat³. Niozelles perdrait ainsi le fruit des efforts qu'il avait faits pour entretenir Marseille dans l'agitation, s'il était vrai, comme d'Oppède n'avait cessé de l'en accuser, qu'il n'eût eu d'autre but que de revêtir le premier chaperon et s'il était vrai que sa popularité dans la ville lui eût donné le droit de former ces projets ambitieux. Plutôt que de renoncer à ce qu'il regardait comme une récompense légitime due au profit d'un personnage dont il avait subi la collaboration plutôt qu'il ne l'avait acceptée, il aurait mieux aimé se poser ouvertement en sujet désobéissant et rebelle.

Mais Mazarin voulait maintenant en finir à tout prix avec toutes ces difficultés intérieures. Il avait eu beau répondre à d'Oppède, qui lui avait exprimé la crainte de voir les Marseillais désobéir de nouveau : « Je n'ai autre chose à vous dire sinon que le Roy, avec grande raison, persiste à vouloir estre obéi. Et ce seroit une chose ridicule et capable d'exciter le dernier mépris de son autorité, s'il en usoit autrement après les ordres qu'il a donnés et mesme après les protestations publiques que les sieurs d'Arène et de Gérente, prosternés aux pieds de Sa Majesté, lui ont faites en dernier lieu au nom de ladite ville⁴. » Il était cependant prêt à se contenter d'une

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, I, 4.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 273. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 19 décembre 1658.

3. Dans sa lettre du 10 décembre (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 238), d'Oppède avait déjà fait part de ce bruit à Mazarin, en laissant, d'ailleurs, entendre que le choix de d'Arène ne satisferait aucun des deux partis : « On public de par-delà hautement, avait-il écrit, qu'il y a parole pour faire d'Arène premier consul. J'ai dit que je n'en avois point ouï parler à la Cour, du moins que j'assurois que le Roy feroit la chose de son autorité et sans aucune convention. Néanmoins, par les sentimens que je vois en tous les deux partis pour d'Arène, je commence d'appréhender que ce choix ne fust pas utile. »

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 286. Lettre à d'Oppède, du 18 décembre.

obéissance de pure forme, car il jugeait nécessaire à l'intérêt général du royaume de ne pas rester plus longtemps sous la menace d'une nouvelle insurrection de la Provence. Il tenait par-dessus tout à ne pas fournir à l'envoyé du roi d'Espagne, Pimentel, un prétexte de rompre les négociations pour la paix qu'il était venu poursuivre secrètement à Lyon. Celui-ci était logé dans la maison même d'Hugues de Lionne, qui avait aussi donné l'hospitalité à François d'Arène. Il fallait empêcher l'ambassadeur de Philippe IV d'avertir son maître que de nouvelles difficultés intérieures, sur le point d'éclater, ne permettraient bientôt plus au Roi de France de maintenir avec la même rigueur ses exigences vis-à-vis de son ennemi vaincu¹.

Voilà pourquoi Mazarin refusa de prêter plus longtemps une oreille complaisante aux accusations que d'Oppède continuait à lui faire entendre contre Niozelles et ses amis d'Aix. Il écarta donc le conseil que lui donnait le premier président de conduire le roi en Provence, et il dédaigna l'offre qu'il lui faisait « d'aller exécuter lui tout seul les ordres du Roy dans Marseille avant que Sa Majesté entrast dans la province². » Il aima mieux accepter les conditions de Niozelles et prit envers lui l'engagement secret de lui accorder les sûretés qu'il demandait³.

Rien ne s'opposait plus à présent à l'exécution des décisions royales. On s'y résigna donc à Marseille, non toutefois sans sauvegarder les apparences en publiant une protestation publique mais platonique contre l'atteinte qui était portée aux libertés de

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 4. « Au reste, sur la proposition des sûretés particulières que Niozelles demandoit et que le cardinal avoit eu de la peine à digérer, le marquis de Piémontel, envoyé secret de la Cour d'Espagne et qui se tenoit caché dans la maison de M. de Lyonne, cessa de continuer le traité qu'il avoit entamé et qui commençoit de se négocier entre les deux couronnes, ce ministre espagnol croyant que l'affaire de Marseille ne s'achèveroit pas sitôt et qu'elle pourroit estre de quelque avantage au roi, son maistre. » — Sur la mission secrète de Pimentel à Lyon, voir Chéruel, *Histoire de France pendant le ministère de Mazarin*, III, 205 et suiv.

2. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 19 décembre. « Votre Eminence, Monseigneur, voit clairement que Marseille est à présent le levain de tous les désordres de la province, et certainement ils abusent et les uns et les autres des bontés du Roy et de Votre Eminence. Je n'ai pas osé contester à Lyon les assurances que donnoit à Votre Eminence M. de Lyonne, d'autant mieux qu'ils me vouloient faire passer pour suspect en ceste affaire. Cela me pourroit servir de considération pour ne me mesler pas de ce qui les regarde. Mais là où l'intérêt du Roy et la satisfaction de Votre Eminence seront certainement, j'agirai toujours avec grande franchise et désintéressement. Ils sont revenus de l'apprehension du voyage du Roy en ceste province; ils font des feux de joie de ce qu'ils publient de son retour : une simple démarche mesme feinte remettra toutes choses; et si seulement on eust fait le semblant, tout fuyoit et quittoit la place. Votre Eminence se souviendra, s'il lui plaist, que je m'offris en cas que ce fust la volonté du Roy de venir, d'aller exécuter moi tout seul ses ordres dans Marseille, avant qu'il entrast dans la province; et je l'eusse fait avec sûreté et certitude. J'en dis encore de mesme et je les exécuterai tous dans Aix et Marseille, si toute espérance de négociation leur estoit ostée et qu'ils crussent effectivement à la venue du Roy et leur chastiment prest. »

3. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 4.

la ville par la suspension du consulat et la délégation du gouvernement à un officier du Roi.

Aussitôt que les consuls furent en possession de l'arrêt du Conseil du 10 décembre, qui leur avait été envoyé par les soins de d'Arène, ils prirent leurs dispositions pour en exécuter les prescriptions, remettre leurs pouvoirs entre les mains de Fortia de Piles et entreprendre le voyage de Lyon. Le lundi 23 décembre 1658, à huit heures du matin, Antoine de Bausset, Louis Vacon et François Grange, accompagnés de l'assesseur Pierre de Loulle, se rendirent à la maison du gouverneur du Château d'If : ils l'invitèrent à les suivre à l'Hôtel de Ville où avait été convoquée l'Assemblée générale des citoyens, en présence de laquelle il devait être mis en possession du gouvernement de Marseille. Après avoir pris séance, de Piles, dans une courte allocution, protesta de son désir de s'acquitter de l'honneur que le Roi lui avait fait « le mieux qu'il lui seroit possible pour le bien de son service et pour conserver la paix et la tranquillité dans la ville ». Sur son ordre, le secrétaire de la Communauté donna lecture de l'arrêt du Conseil et des lettres de commission qui devaient être enregistrés à la suite du procès-verbal de cette mémorable séance. Enfin, de Piles fit remettre en sa présence à l'abbé de Félix, à La Salle père et fils, à Niozelles et à son frère, le commandeur de Cuges, les lettres royales qui les mandaient à la Cour en même temps que les consuls, l'assesseur et le lieutenant de Bausset¹.

Après avoir reçu de ces personnages valable décharge pour les ordres qu'ils venaient de recevoir et enregistré leurs déclarations « qu'ils s'en alloient de ce mesme pas monter à cheval pour y obéir », de Piles se disposait à renvoyer l'assemblée quand l'abbé de Félix prit la parole. « Il auroit remontré, rapporte le procès-verbal, que, quoique sa profession et son caractère ne l'appellent point dans la Maison Commune, néanmoins, s'y estant rendu pour recevoir lesdits ordres de Sa Majesté, et obéir à ses commandemens, il remarquoit que, comme ceste action estoit fort extraordinaire et peut-estre sans exemple dans ceste ville aussi elle sembloit brescher de quelque façon les droits, franchises, libertés et privilèges dont ses anciens seigneurs, comtes de Provence, et nos Rois Très Chrétiens, l'avoient honorée et dont ils avoient si souvent et si solennellement promis et juré l'observation, et que les Marseillois avoient appris de leurs ancestres qu'en toutes les occasions où

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 26 v°. Assemblée du 23 décembre 1658. Le lieutenant principal de la Sénéchaussée, Nicolas de Bausset, que sa qualité de « chef de la justice dans la ville » avait empêché d'assister à l'Assemblée, « à cause que... ce n'estoit point coustume qu'il se trovast en l'Hostel de Ville ni en compagnie des magistrats politiques », s'était rendu le matin auprès de Piles et en avait reçu l'ordre royal qui le concernait.

ils avoient prévu et appréhendé un pareil inconvénient, ils auroient, avec tout le respect et soumission qui est dû au souverain et à ceux qui sont revestus de son caractère, interposé leurs protestations que c'estoit sans altération ni diminution aucune de leurs dites franchises, libertés et privilèges, de quoy lesdits comtes, rois ou ceux qui les représentoient, leur auroient toujours sans difficulté ni contradiction quelconque concédé acte de ceste protestation qui pust servir et valoir ainsi que de raison¹. » Puis, se tournant vers les assistants : « Eh bien ! Messieurs, s'écria-t-il, n'estes-vous pas tous de ce mesme sentiment² ? » Comme ils répondaient affirmativement, les assistants demandèrent à de Piles de leur donner acte de cette protestation, ce qu'il leur accorda « sans préjudice de l'autorité souveraine de Sa Majesté³ ». Là-dessus, ils sortirent de l'Hôtel de Ville et, escortant Niozelles, La Salle et leurs compagnons, qui allaient se mettre en route, ils les accompagnèrent jusqu'à une lieue de Marseille, « en leur souhaitant un prompt et un heureux retour⁴ ».

Quand Mazarin apprit cette manifestation, il en ressentit d'abord de la mauvaise humeur⁵. Il revint cependant bientôt sur cette impression, quand il reçut la nouvelles que Piles était en possession du gouvernement de Marseille et que tous les citoyens mandés par le Roi avaient pris le chemin de Lyon. Tous n'entreprenaient pas ce voyage avec le dépit résigné de Niozelles ou la fière indépendance de l'abbé de Félix. La Salle, dont l'âge avait peut-être affaibli la volonté et dont l'ambition inquiète escomptait quelque profit de son esprit de soumission, sollicitait l'indulgence du cardinal par l'entremise du conseiller de Valbelle-Saint-Symphorien, qui faisait valoir le mérite de sa conduite et donnait à entendre qu'il n'avait pas tenu qu'à lui que les Marseillais n'eussent obéi plus tôt aux ordres du Roi⁶.

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 26 v°. — *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 4-5.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 5.

3. *Registre des Délibérations*, loc. cit. — *Histoire des troubles de Marseille*, loc. cit.

4. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 5.

5. *Ibid.*

6. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 283. Lettre de Valbelle-Saint-Symphorien à Mazarin, 24 décembre 1658. « L'exemple que M. de La Salle vient de donner de son aveugle obéissance aux ordres du Roy et au commandement de Vostre Eminence lui fera bien mieux connoistre que tout ce que je pourrois lui dire combien pures ont esté toujours ses intentions. Et je ne doute pas qu'elle me fasse la grâce de croire qu'après avoir donné tous mes soins et ma peine durant six mois pour tascher par son secours et celui de mes amis de calmer les désordres de la ville de Marseille, j'aie jamais eu d'autre pensée dans ceste négociation que celle d'en raffermir le repos et rendre le service que je dois au Roy et à Vostre Eminence. Je puis l'assurer que, sans des considérations importantes au repos public et que M. le premier président d'Oppède a fort approuvées, ledit sieur de La Salle n'auroit pas été si longtemps à partir et à se justifier de sa conduite. Celle qu'il a tenue pour faire, le mois d'août dernier, exécuter les ordres de M. le duc de Mercœur et faire valoir maintenant la volonté du Roy sont des garans irréprochables de la sincérité de son procédé et de la passion que j'ai toujours

Dans ces protestations, Mazarin voyait un gage certain de la prochaine pacification de Marseille et de la Provence. Il en prenait acte avec d'autant plus de satisfaction¹ que d'Oppède lui faisait part du mécontentement et du désarroi qu'avaient causés aux séditieux d'Aix la soumission de Marseille et le départ de Niozelles et de ses amis et qu'il l'entretenait du ferme espoir qu'il avait maintenant que, de quelque temps du moins, plus rien ne viendrait troubler le repos de la province pour lequel il avait eu naguère tant d'appréhension².

Les consuls et leurs compagnons de voyage arrivèrent à Lyon le 30 décembre³. Ils y furent accueillis avec empressement. Les dames de la Cour, qui avaient accompagné Anne d'Autriche, voyaient dans leur arrivée l'annonce de la fin prochaine d'un séjour trop prolongé à leur gré dans cette ville où, disait-on, le Roi n'était plus retenu que par le désir de régler les affaires de Marseille⁴. De leur côté, Mazarin et les ministres étaient satisfaits d'une démarche, longtemps incertaine, qui attestait, malgré toutes les prédictions pessimistes du premier président, que les Marseillais étaient prêts à se soumettre. D'ailleurs, l'entourage immédiat du cardinal n'avait jamais cessé de leur être favorable. Servien et Lionne s'étaient énergiquement constitués leurs défenseurs depuis le commencement des troubles et surtout depuis l'arrivée de la Cour à Lyon où, par suite de la présence de d'Oppède et de nombreux Provençaux⁵, les affaires de Provence avaient été examinées de

cue pour le service du Maistre et pour les commandemens de Vostre Eminence. Je serais indigne du nom que je porte si, nostre maison ayant l'honneur d'estre de tout temps dévouée au service de Vostre Eminence, je manquois à ce respect et à ce devoir. Ce sera, Monseigneur, ma plus grande gloire de le lui tesmoigner aux occasions où Elle me fera la grâce de m'honorer de ses commandemens. »

1. Voici, en effet, la réponse de Mazarin à Saint-Symphorien, datée de Lyon, 1^{er} janvier 1659 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 5) : « J'ai esté très aise de voir ce que vous m'avez escrit en faveur du sieur de La Salle. Vous ne pouviez lui donner un meilleur avis que celui d'obéir aux ordres du Roy, puisque l'obéissance estoit sans doute la seule voie qu'il y avoit à prendre pour se mettre à couvert de la juste indignation de Sa Majesté. Je me souviens fort bien du tesmoignage de M. le premier président d'Oppède et vous m'avez souvent rendu de ses bonnes intentions et ce souvenir ne lui nuira pas dans la conjoncture présente. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 285. D'Oppède à Mazarin, de Tarascon, ... décembre 1658 (la date du jour manque : on peut la fixer du 24 au 26 decembre). « Je n'ai pas voulu despescher ce courrier qu'après avoir vu faire une journée entière à ceux de Marseille qui sont mandés en Cour. Ils sont tous partis sans exception. Ça esté sur le retour de mon courrier que le sieur de la Salle s'est déterminé; pour le sieur de Niozelles, il s'est résolu le dernier et, jusques à son départ, personne ne l'a cru; mais fort sagement il a esvité de s'attirer seul l'indignation du Roy. Cela a fort estonné nos séditieux d'Aix et en sorte que le bonhomme M. de La Roquette, qui mouroit de peur et qui, à tous momens, me despeschoit des courriers pour courir à son secours, m'en a despesché un par lequel il me marque que ces gens-là sont atterrés par l'obéissance de Marseille et que je puis achever ici sans inquiétude.... »

3. *Mémoires secrets*.

4. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 5.

5. Bouche, *Histoire de Provence*, 1010-1011.

plus près qu'on n'aurait pu le faire à Paris. Une fois rentré dans sa province, d'Oppède s'était plaint à Mazarin que l'insistance de Lionne l'eût empêché de soutenir énergiquement la conviction qu'il avait des intentions criminelles des Marseillais¹. Bien plus, le premier président faisait grief à Servien d'avoir refusé de contresigner, en sa qualité de surintendant des finances, une ordonnance qui aurait consacré des faveurs que Mazarin lui-même lui avait accordées pour des membres de sa famille, sous prétexte « qu'il ne méritoit pas de grâces du Roy, qu'il avoit engagé trop avant l'autorité dans l'affaire de Marseille et qu'il avait trop poussé ses amis particuliers [ceux de Servien] en ce rencontre². »

Soutenus par de si puissants protecteurs, les Marseillais étaient loin de se présenter comme des accusés mandés devant le Roi pour se justifier d'actes criminels. L'accueil qu'on leur réservait et les égards qu'on leur témoignait de différents côtés adoucissaient en effet l'amertume de leur situation et leur faisaient peut-être même oublier le but véritable de leur voyage. En attendant que Mazarin, empêché par une attaque de goutte, leur eût accordé l'audience que Lionne leur avait « très gracieusement » promis de demander pour eux, ils firent visite à divers personnages qu'ils jugeaient sage de gagner à leur cause ou qu'ils savaient disposés à les soutenir³. Après avoir vu Brienne, auprès de qui ils protestèrent de leur attachement au Roi et de leur ferme désir d'obéissance⁴, ils visitèrent le duc de Vendôme, le bailli de Souvray, le maréchal de Villeroi et son frère, l'archevêque de Lyon⁵. Ils virent aussi le Prévôt des Marchands et les Echevins de Lyon qui les traitèrent comme si de Bausset et ses collègues eussent encore été en possession de leurs magistratures et qui leur firent les présents usités en semblable occasion⁶. Les magistrats lyonnais n'auraient probablement pas agi de la sorte s'ils n'eussent été avertis que cet

1. Lettre du 19 décembre 1658. « ... Votre Eminence, Monseigneur, voit clairement que Marseille est à présent le levain de tous les désordres de la province, et certainement ils abusent et les uns et les autres des bontés du Roy et de Votre Eminence. Je n'ai pas osé contester à Lyon les assurances que donnait à Votre Eminence M. de Lionne, d'autant mieux qu'ils vouloient me faire passer pour suspect en ceste affaire... »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 292. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 28 janvier 1659.

3. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 5.

4. *Mémoires secrets*.

5. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 5-6.

6. *Ibid.* « Toutes ces personnes distinguées voulurent bien, par la réputation et la considération de la ville de Marseille, leur rendre la visite. Les Eschevins de Lyon s'excusèrent de ce qu'ils ne portèrent pas leurs chaperons lors de ceste visite sur ce qu'ils n'avoient accoustumé de les prendre qu'en allant rendre leurs devoirs aux princes et aux plus grands du royaume. Ils finirent leur compliment par l'offre qu'ils firent de supplier le Roy d'accorder leur rétablissement et ils leur envoyèrent le présent ordinaire de la ville, sçavoir six jambons de Mayence et vingt-quatre bouteilles de vin exquis. »

accueil bienveillant ne serait pas vu d'un mauvais œil par la Cour et que celle-ci était plutôt gagnée aux Marseillais. D'ailleurs, le duc de Merceœur lui-même, qui revenait de Catalogne, se montrait aussi plein d'égards pour eux et disposé à les soutenir auprès du cardinal et des ministres¹.

Cependant, Mazarin, qui voulait du moins sauvegarder les apparences et prévenir de nouveaux troubles en ne laissant pas croire que l'autorité du Roi était désarmée et impuissante, fit entendre aux consuls un langage sévère, quand ils lui furent présentés avec leurs compagnons, le 1^{er} janvier. Il leur reprocha surtout avec véhémence d'avoir enfreint la défense qui leur avait été faite d'élire des consuls et d'avoir usé de violences à l'égard de quelques-uns de leurs concitoyens. Puis, tout en leur rappelant que le Roi était « en estat de soutenir son autorité souveraine, ayant entre les mains la force et la justice », il leur laissa entendre qu'il ne serait pas inflexible et qu'il saurait se montrer clément, mais il posa comme condition à cette promesse de pardon qu'ils se réconcilieraient avec leurs adversaires, les chefs du parti contraire, dont les principaux La Baume, Foresta et le chevalier de Valbelle, étaient justement à Lyon. En les congédiant, enfin, il leur annonça que La Reynarde, encore détenu à Pierre-Scize, serait élargi aussitôt après l'audience que le Roi devait leur accorder et au cours de laquelle il leur signifierait ses volontés².

Dans des entretiens particuliers qu'il eut les jours suivants avec Niozelles, La Salle, d'Arène et l'abbé de Félix, Mazarin voulut arrêter avec eux les conditions auxquelles ils recevraient leur pardon. Mais il ne put obtenir de l'irréductible entêtement de Niozelles l'engagement qu'il leur demandait de se réconcilier avec d'Oppède et, le reconnaissant comme « l'homme du Roy » dans la province, d'accepter les directions qu'il serait appelé à leur donner en son nom³. Malgré les compliments

1. *Mémoires secrets; Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 12.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 6.

3. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 7. D'après l'auteur de cette relation, Mazarin aurait pourtant présenté cette condition avec beaucoup de ménagements et avec la préoccupation évidente de ne pas leur porter ombrage. « Il leur tesmoigna désirer qu'ils fussent unis avec M. d'Oppède, premier président, qu'ils donnassent du moins quelque déférence à sa qualité d'homme du Roy et aux ordres de Sa Majesté qui leur estoient adressés, en séparant, si bon leur sembloit, les interests du Roy d'avec ceux de ce magistrat. Il ajouta qu'ils pourroient s'adresser librement et directement à lui dans les occasions mesmes lorsque le premier président voudroit les maltraiter, ce qu'il ne croyoit pas; qu'il leur conserveroit toujours une oreille et qu'il prometloit sa faveur et sa protection. » Le recit de cet entretien se poursuit ainsi : « La Salle ne dit rien et laissa parler Niozelles qui, se croyant particulièrement offensé par le premier président, respondit avec tant d'aigreur et d'animosité sur cet article et d'un ton de voix si élevé et si fier que le cardinal en paslit et s'en sentit offensé jusques à dire à M. de Lyonne, après qu'ils furent sortis, que, s'il n'avoit pas engagé sa foi par l'escrit en question, il feroit arrester Niozelles et pousseroit ceste affaire à bout ».

qu'il lui prodigua et les promesses qu'il lui fit pour lui-même, Mazarin ne réussit pas davantage à gagner l'abbé de Félix au projet qu'il avait formé de créer des consuls qui seraient agréés par l'un et par l'autre parti, de Félix persistant à croire que le plus sûr moyen de pacification serait de recourir à la procédure suivie en 1650 où, après avoir cassé l'élection irrégulière du jour de Saint-Antoine, le roi avait créé par lettres patentes les mêmes consuls élus ce jour-là¹. Peut-être Mazarin, qui n'avait pas été persuadé, et qui, d'ailleurs, était mécontent de l'attitude intransigeante de Niozelles, leur aurait imposé sa manière de voir. Mais un rapport de Piles venait de l'éclairer sur la situation respective des deux partis rivaux dans Marseille, l'un, celui des factieux, disposant d'une très grande influence et jouissant d'une très grande popularité, l'autre faible et sans action². Le cardinal se résigna donc à accepter comme sincère et véritable la réconciliation qui se ferait devant lui et ensuite à les renvoyer tous à Marseille où il s'en remettait aux circonstances du soin d'arranger les choses³.

C'est le 6 janvier 1659 que les Marseillais obtinrent une audience de Louis XIV. Les préparatifs en avaient été faits par le Maître des cérémonies Saintot, qui avait averti les intéressés la veille et leur avait donné rendez-vous pour le lendemain matin. On put craindre un moment que l'audience ne fût retardée par la faute du comte de Brienne qui, ayant la Provence dans son département, reprocha avec humeur à Saintot de s'être mêlé de ce qui ne le regardait pas. On lui fit entendre raison et lui-même prit ses dispositions pour introduire les Marseillais dans la chambre royale.

Quand il en ouvrit la porte, Louis XIV s'avança le chapeau sur la tête et le poing sur la hanche, tandis que les Marseillais se prosternaient à ses pieds. C'est dans cette posture que

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 8-9.

2. « Dans ce mesme temps, le sieur de Piles, qui commandoit dans la ville, avec beaucoup de modération et de prudence, ayant fait procéder à la nomination du vignier par le Conseil des Trois Cens, suivant la coustume, despescha Coste-Chaude, l'un de ses fils, pour rendre compte au Roy de sa conduite, de la fidélité des habitans et du pouvoir et des forces de ceux qui estoient à Lyon. Ceste Lettre fit beaucoup d'impression sur l'esprit du cardinal. » (*Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 8.) — Sans rendre compte de cet incident, les *Mémoires secrets* parlent aussi de la situation respective des deux partis et paraissent accepter comme fondée l'opinion que Niozelles et ses amis avaient de leur supériorité sur leurs adversaires : « Comme ils sçavoient leur parti si fort dans Marseille et l'opposé si foible qu'aucun de leurs ennemis n'oseroit accepter le consulat en leur place... ».

3. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 7-8. Mazarin ne se faisait, en effet, que peu d'illusion sur la sincérité des protestations de fidélité et d'obéissance que ne cessaient de faire les Marseillais venus à la Cour. C'est ce qu'indiquent les *Mémoires secrets*. « Ils faisoient, y lisons-nous, de continuelles protestations d'un dévouement tout particulier aux volontés du Roy, quoique peut-estre les sentimens de leur cœur ne fussent pas d'accord sur ce point avec le langage qu'ils tenoient. »

l'assesseur de Loulle, portant la parole en leur nom, adressa au Roi un bref discours où il protesta des sentiments de fidélité, de respect, de soumission et d'obéissance de la ville de Marseille. « Encore que Sa Majesté eust esté déjà assurée de leur fidélité et de leur obéissance, aurait-il dit, et qu'elle fust d'ailleurs pleinement informée qu'il ne s'estoit rien passé en la ville de Marseille contre son service, ni contre son autorité, ils estoient néanmoins prosternés à ses pieds pour lui en donner un tesmoignage plus authentique et l'assurer qu'il n'y avoit aucun d'eux qui n'aimast mieux perdre la vie que de lui desplaire; que si, au préjudice d'une vérité si connue, ils estoient si malheureux que Sa Majesté eust conservé dans son esprit des impressions moins favorables, ils la supplioient très humblement de vouloir prendre de nouveaux sentimens, les voyant en estat de faire avec tout le respect et la soumission possible tout ce qu'il plairoit à Sa Majesté de leur ordonner avec ceste protestation que, quelque loi qu'elle voulust leur imposer, ils estimeroient toujours leur condition très heureuse pourvu que Sa Majesté leur fist encore la grâce de croire qu'ils estoient inviolablement ses très humbles, très obéissans et très fidèles sujets et serviteurs. » Ayant entendu ces paroles, le Roi répondit à de Loulle « qu'il avoit esté en colère contre eux, qu'il estoit maintenant satisfait et qu'il verroit ce qu'il auroit à faire »; puis il se retira, tandis qu'un des assistants, le comte de Nogent, aurait répété deux ou trois fois : « Sire, les Marseillais sont bonnes gens¹ ».

Si nous en croyions une tradition conservée avec soin par la plupart des historiens de Marseille, cette audience royale, qui nous paraît n'avoir été qu'une formalité exigée par l'étiquette pour consacrer des arrangements préparés ailleurs, aurait été troublée par un incident d'une exceptionnelle gravité. Au cours des préparatifs qu'ils faisaient en vue de la présentation des Marseillais au Roi, Saintot et Brienne auraient été informés par le commandeur de Cuges, frère de Niozelles, de son intention de rester debout et couvert en présence du souverain, comme sa qualité de gentilhomme lui en donnait le droit. C'est en vain que le Maître des cérémonies et le secrétaire d'Etat auraient essayé de le faire revenir sur ce projet : en effet, pendant que de Loulle s'adressait au Roi au milieu de ses compagnons prosternés avec lui, Brienne aurait aperçu Cuges debout et couvert et, l'interpellant à haute voix : « Messieurs de Marseille, aurait-il dit, tous à genoux, le Roy l'entend ainsi ! » Mais Cuges n'aurait pas cédé devant cette injonction, Brienne n'aurait pas insisté de peur d'un plus grand scandale, et le Roi lui-même aurait feint de

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 9-11.

n'y point prendre garde¹. Par la suite, ce récit, rapporté par l'*Histoire des troubles de Marseille*, négligé par Bouche², mais recueilli par Papon et transcrit par cet auteur dans son *Histoire générale de Provence*³, aurait été altéré de façon à devenir un titre de plus, peut-être même le titre essentiel, de Niozelles, à l'admiration des Marseillais. La tradition se serait, en effet, établie que ce personnage, au lieu du commandeur de Cuges, aurait refusé de se découvrir et de fléchir le genou devant Louis XIV et que ce geste de fière indépendance lui aurait valu par la suite les rigueurs du grand roi, qui se serait aussi vengé sur la ville de Marseille elle-même⁴.

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 9-11.

2. *Histoire de Provence*, 1010.

3. *Histoire générale de Provence*, IV, 568.

4. On peut se rendre compte de la déformation que la tradition a fait subir à cet incident en comparant le récit de l'*Histoire des troubles de Marseille*, reproduit à peu près textuellement par Papon, avec ceux qui en ont été faits au XIX^e siècle. A ce moment, on tombe d'accord pour attribuer à Niozelles le geste primitivement imputé au commandeur de Cuges et les historiens contemporains les plus notoires de Marseille, Méry et Guindon d'une part, et Augustin Fabre de l'autre, se font les échos de cette nouvelle tradition. Celle-ci a sans doute pour objet de donner à cet acte, qu'elle fait accomplir par le principal meneur de la sédition marseillaise de 1658-1660, une importance qu'il n'aurait jamais eue s'il avait eu pour seul auteur le commandeur de Cuges, qui ne fut qu'un comparse dans tous ces mouvements et dont le nom n'aurait peut-être pas été conservé s'il n'avait été le frère de Niozelles. Ainsi l'acte prenait toute la valeur d'une bravade courageuse, et malgré tout restée impunie, de toute la noblesse marseillaise à l'égard de la monarchie absolue. C'est ce qui expliquerait, à nos yeux, la raison pour laquelle le souvenir de cet incident, imaginé au moment du retour de Niozelles et de ses compagnons du voyage de Lyon et enregistré par l'auteur de l'*Histoire des troubles*, est tombé dans l'oubli par la suite (Bouche ne le mentionne pas dans son *Histoire de Provence*, publiée en 1746) jusqu'à la fin du XVIII^e siècle où Papon le reprend dans son *Histoire générale de Provence* imprimée en 1786. C'est le moment où la haine de la centralisation monarchique poussée à son paroxysme favorise à Marseille la formation d'un particularisme municipal tout conventionnel. Celui-ci devait être d'autant plus sûrement exalté par le récit de l'acte accompli à Lyon, en présence de Louis XIV, par le héros des événements de 1660, que le Règlement du sort, aboli par ce souverain à la suite de ces événements, était aux yeux des Marseillais, à la veille de la Révolution, le type le plus parfait de leur constitution municipale et la sauvegarde la plus sûre de leurs antiques franchises (Voir notre étude sur le *Particularisme municipal à Marseille en 1789*, dans la *Révolution française* du 14 mars 1907). C'est parce qu'ils sont encore pénétrés de cette tradition particulariste que Méry et Guindon et Augustin Fabre ont enregistré avec complaisance l'incident qui nous occupe. Voici la relation de Méry et Guindon (*Histoire analytique et chronologique... de Marseille*, VI, p. xxviii) : « A la vue du jeune Roi, qui leur faisait ses grands airs, nos consuls tombèrent à genoux et débitèrent d'une voix émue leur harangue; mais cet acte d'humilité trouva à l'instant même une muette et éloquente protestation dans la noble et fière attitude de Niozelles et de Cuges qui restèrent debout, bien que le comte de Brienne leur eût dit à haute voix : « Messieurs de Marseille, tous à « genoux, le Roi l'entend ainsi! » Louis XIV ne dit rien, mais il se souvint tout en amnistiant. » De son côté, Aug. Fabre, malgré son souci, apparent quelquefois, d'information exacte et complète et son effort de critique, visible en certains endroits, n'a pas su résister à la satisfaction de montrer la royauté naissante de Louis XIV publiquement bravée par un Marseillais, devenu ainsi le dernier champion des libertés locales. Après avoir rapporté l'avertissement donné à Saintot par les deux frères Glandevès qu'ils resteraient debout et couverts devant le Roi, Aug. Fabre poursuit ainsi son récit (*Les Rues de Marseille*, II, 432) : « Peu après, Louis XIV sortit de son cabinet et passa dans la grande salle où se pressait une foule de courtisans. Au même instant, les Marseillais, s'avancant vers lui, se mirent à genoux, mais Niozelles et son frère restèrent debout, au grand éton-

Cette altération du récit de l'auteur de l'*Histoire des troubles de Marseille*, autant que le silence de Bouche, suffirait pour nous mettre en garde contre la réalité de cet incident. Il nous paraît, en effet, difficile d'admettre qu'il ait pu se produire. Les *Mémoires secrets* le passent sous silence, relatant l'audience que Louis XIV accorda aux Marseillais par ces simples mots : « Sa Majesté reçut simplement leurs soumissions sans s'engager à aucune indulgence, traitant leur affaire de choses à résoudre dans le Conseil ». Cette réponse concorde assez avec celle que l'*Histoire des troubles* place dans la bouche du Roi et que nous avons rapportée ci-dessus. Louis XIV l'aurait-il faite en ces termes modérés, s'il avait été encore sous le coup de l'impression désagréable que n'aurait pas manqué de lui causer la bravade insolente de Niozelles et de Cuges, si elle s'était produite? C'aurait été véritablement un acte de lèse-majesté d'autant plus grave qu'il aurait été prémédité, puisque les coupables auraient averti les officiers de la Cour de leur intention de le commettre. Aurait-on pu le laisser impuni et Mazarin, malgré son parti pris d'indulgence¹, aurait-il pu feindre de l'ignorer?

D'ailleurs, il ne nous paraît pas vraisemblable que Cuges et Niozelles en aient eu l'idée. Des incidents récents, qu'ils ne pouvaient pas ignorer, devaient, en effet, les en éloigner. Pour justifier leur prétention, ils auraient allégué, dit-on, une réponse de Louis XIII au duc d'Épernon, qui s'étonnait que ce prince eût relevé les consuls prosternés à ses pieds pour lui souhaiter la bienvenue, lors de son entrée à Marseille en 1622. « Les consuls de ma ville de Marseille sont gentilshommes », aurait déclaré le Roi². Mais ce geste bienveillant d'un roi, désireux de récompenser des sujets respectueux de la réception solennelle qu'ils venaient de lui faire, pouvait-il être considéré comme une décision catégorique, susceptible de passer désormais en force de loi? L'acte même des consuls, qu'il était destiné à prévenir, n'était-il pas la preuve évidente que, jusqu'à ce moment, la coutume exigeait que les consuls de Marseille parlassent à genoux

nement des assistants et surtout du monarque qui enfonça son chapeau sur la tête. Le comte de Brienne, placé à ses côtés, dit à haute voix : « Messieurs de Marseille, tous à genoux, le roi l'entend ainsi ». Il répéta ce commandement, mais les deux Marseillais conservèrent leur attitude. Le Roi seignit de n'y pas prendre garde et le comte de Brienne n'insista pas davantage pour éviter tout sujet de scandale. »

1. Ce parti pris, ainsi que les raisons de haute politique qui l'imposèrent à Mazarin, ne paraît pas avoir échappé aux Provençaux comme le prouve ce passage de l'*Histoire des troubles de Marseille*, II, I, 11-12. Le diner offert par Mazarin aux Marseillais, lisons-nous dans cet ouvrage, « fut fait avec tant de magnificence que quelques seigneurs, qui estoient de ce repas, dirent au cardinal que Son Eminence ne pourroit pas faire plus d'honneurs aux députés des Cantons suisses. A quoi le cardinal répondit gravement : « Je sçais bien ce que je fais; je vais à ma fin ». Sa fin estoit de faire voir aux estrangers qu'il n'y avoit rien dans le royaume qui pût arrester son principal dessein, qui estoit la paix générale et le mariage du Roy. »

2. *Histoire des troubles de Marseille*, II, I, 9. — Ce propos de Louis XIII est rapporté d'après Ruffin, *Histoire de Marseille*, I, 468.

au Roi de France? Avait-on attendu cette année 1622 pour découvrir que le premier consul de Marseille était gentilhomme? et le Règlement de Saint-Vallier, en vigueur à ce moment, ne faisait-il pas depuis de longues années de cette qualité une des conditions essentielles imposées aux candidats au premier chaperon? Si donc, ce magistrat n'avait pas été dispensé jusqu'alors de l'obligation de parler au Roi à genoux, pouvait-il croire de bonne foi que les paroles de Louis XIII l'en dispenseraient à l'avenir et en dispenseraient ses successeurs?

Ni Niozelles, ni Cuges, à la vérité, ni, à l'extrême rigueur, aucun de leurs compagnons, n'étaient revêtus de la dignité consulaire. Mais, on les traitait à la Cour comme s'ils avaient été députés de Marseille. Or, ceux-ci étaient toujours regardés comme étant du Tiers Etat, quel que pût être l'Ordre auquel ils appartenaient personnellement, par la seule raison qu'ils venaient régler à la Cour les affaires d'une bonne ville¹. Quelques années auparavant, en 1649, pendant le consulat de Jean-Louis-Antoine de Glandevès, le propre père de Niozelles, la question avait été résolue ainsi, à l'occasion d'une convocation des Etats généraux promise par Anne d'Autriche à la conclusion de la paix de Rueil. Une lettre adressée alors par l'intendant de Sève à Brienne le dit expressément : « En repassant les lettres qu'il vous a plu m'envoyer pour la députation aux Etats généraux, j'en trouve pour Arles et Marseille qui sont adressantes en particulier à chacun des Ordres de ces villes. Or, Monsieur, vous sçavez que, quoique tous les Ordres soient appelés à leur Conseil, néanmoins on ne députe que du Tiers Estat et, de quelque condition que fust le député, il n'a entrée aux Etats généraux qu'au banc du Tiers Ordre². » Malgré donc leur qualité de gentilshommes, que personne d'ailleurs ne songeait à leur constester, Niozelles et le commandeur de Cuges devaient se soumettre aux règles de l'étiquette imposée aux membres du Tiers Etat admis en présence du Roi. Prétendre s'y soustraire en s'autorisant d'un mot sorti de la bouche d'un roi dans un moment d'expansion eût été déraisonnable. Un acte de ce genre, entraînant un scandale public, eût exposé son auteur à un châtimement immédiat, malgré le vif désir du cardinal de respecter le sauf-conduit qu'il avait accordé aux plus compromis des chefs de la sédition marseillaise.

Au contraire, Mazarin remplit jusqu'au bout les engagements

1. C'est l'argument que Brienne et Saintot auraient d'abord fait valoir au commandeur de Cuges, quand il les aurait avertis pour la première fois de son intention. « La proposition de parler debout fut rejetée, rapporte l'*Histoire des troubles de Marseille* (loc. cit.), parce qu'on dit qu'il n'estoit pas question d'oir des députés de la noblesse mais d'une communauté de ville et des gens qui estoient cités et qui avaient besoin de justifier leur conduite. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1713, 386. Lettre de Sève à Brienne, du 9 mars 1649.

qu'il avait pris. Le lendemain de l'audience, son secrétaire Rose alla, dans un de ses carrosses, chercher Jean-Basptiste de La Reynarde à Pierre-Scize où il était encore prisonnier et le conduisit dans sa propre maison où se trouvaient déjà réunis La Salle, Niozelles, d'Arène et leurs compagnons. Le cardinal leur demanda de se réconcilier avec leurs adversaires et de lui donner une preuve de leur bonne volonté en embrassant en sa présence La Baume, Foresta et le chevalier de Valbelle qui se trouvaient aussi là. Les pressant ensuite « d'estre bons amis à l'avenir », il les pria tous à dîner chez lui le lendemain. C'est Lionne qui les reçut en son nom autour d'une table splendidement servie. Après le repas, le cardinal leur accorda une dernière entrevue : il leur recommanda avec insistance « principalement deux choses, l'une de faire l'eslection des consuls en paix et d'estre bons amis à l'avenir, et l'autre de ne se point mesler des affaires de la province et de s'adresser immédiatement à lui dans leurs besoins ¹ ». Il leur annonça ensuite qu'ils pourraient bientôt quitter Lyon, déchargés de toutes les accusations qui avaient été portées contre eux, et s'en retourner à Marseille où le duc de Mercœur, qui devait aussi regagner la Provence, leur ferait connaître les décisions du Roi. Celles-ci, contenues dans des lettres patentes et précisées par un arrêt du Conseil, rendu le 12 janvier, accordaient une abolition générale à tous les habitants de Marseille, sans en excepter personne, pour les divers actes accomplis depuis le 13 juillet ²; elles ordon-

1. *Mémoires secrets*; — *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 11-12.

2. Arch. com. de Marseille, FF. (Troubles et délits : crimes politiques.) — Lettres patentes de janvier 1659. — « Ayant esté averti qu'au préjudice de l'arrest rendu en Nostre Conseil, Nous y estant, le troisiemes octobre dernier, Nos chers et bien aimés les habitants de Nostre ville de Marseille avoient procédé à l'eslection des nouveaux consuls, le jour et feste de Saint-Simon et Saint-Jude auquel ils avoient accoustumé de faire pareille eslection; par autre, rendu en Nostredit Conseil, Nous y estant, le VIII^e novembre ensuivant, nous aurions cassé et annulé ladite eslection et envoyé l'un de Nos valets de pied en ladite ville porter ledit arrest, lequel ayant esté notifié le 16^e du mois de novembre à Antoine de Bausset, Louis Vaccon, François Grange et M^e Pierre de Loulle, qui avoient esté eslus consuls et assesseur de Nostredite ville, lesdits de Bausset, Vaccon, Grange et de Loulle, déferant audit arrest, auroient, aussitost qu'ils en auroient eu connoissance, déposé les marques consulaires, lesquelles toutefois ils auroient esté forcés de reprendre par le peuple qui y seroit accouru, sans néanmoins avoir depuis fait aucune fonction desdites charges et, s'estant ensuite rendus près de Nous avec les sieurs de La Salle-Villages père et fils, Glandevès, sieur de Niozelles, et le commandeur de Cuges, son frère, pour se justifier de leur conduite, la satisfaction que Nous avons eue de leur obéissance Nous convie à les faire jouir de l'effet de l'abolition que Nous avons accordée aux habitants de Nostredite ville de Marseille et d'y comprendre aussi le sieur Jean-Baptiste de Félix de La Reynarde, lequel, ayant esté arrêté par Nos ordres et conduit dans le chateau de Pierre-Encize de Nostre ville de Lyon, nous aurions fait mettre en liberté. Et, désirant restablir le repos de Nostre ville, scavoir faisons qu'après avoir fait mettre ceste affaire en délibération en Nostre Conseil, où estoient la Reine, Nostre très honorée Dame et Mère, Nostre très cher et très aimé frère unique le duc d'Anjou et autres notables personnages de Nostredit Conseil, de leur avis, Nous, en amplifiant Nostdites lettres d'abolition du mois d'octobre dernier ci-attachées sous le contrescel de Nostre chancellerie, et d'abondant, en tant que de besoin, avons quitté,

naient au duc de Mercœur et à de Piles de réunir, le 26 janvier, le Conseil de Ville pour procéder en leur présence aux diverses opérations prescrites par le Règlement du sort pour le remplacement des vingt-cinq conseillers sortants et la désignation des nouveaux magistrats municipaux¹.

remis, pardonné, estaint et aboli et, de Nostre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, quittons, remettons, pardonnons, esteignons et abolissons par ces présentes, signées de Nostre main, tout ce qui a esté fait, délibéré, résolu, arrêté et exécuté par le général et le particulier de Nostredite ville de Marseille, soit dans les assemblées faites dans l'Hostel commun d'icelle ou ailleurs en quelque lieu que ce soit dans ladite ville ou hors d'icelle, tant à l'occasion de ladite prétendue eslection, reprise des marques consulaires, que généralement pour quelque occasion que ce soit, de parti à parti, à cause desdits mouvemens depuis le XIII^e juillet dernier jusques à présent. Voulons et Nous plaist que la mémoire en demeure toujours estainte et supprimée comme Nous l'esteignons et supprimons par Nosdites présentes et sur ce Nous imposons silence perpétuel à Nos procureurs généraux, leurs substituts présens et à venir et à tous autres à condition néanmoins que tout ce qui a esté fait par lesdits de Bausset, Vaccon, Grange, de Loulle esdites qualités de consuls et assesseur de Nostredite ville de Marseille et par les juges, magistrats politiques, eslus en ladite assemblée Saint-Simon et Saint-Jude au préjudice dudit arrest dudit jour III^e octobre dernier, demeurera nul et de nul effet pour tous jugemens rendus par lesdits juges, actes et procédures de justice. Cy-donnons en mandement, etc. » Ces lettres patentes ont été transcrites à la suite du procès-verbal de la séance du Conseil des Trois-Regns du 26 janvier 1659. (Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n^o 58, f^o 402.)

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n^o 58, f^o 399 v^o. Arrêt du Conseil d'Etat du 12 janvier 1659. « Le Roy ayant par arrest donné en son Conseil, Sa Majesté y estant, le huitiesme novembre dernier, entre autres choses cassé et annulé la prétendue eslection faite des personnes de Antoine de Bausset, Louis Vaccon, François Grange et de M. Pierre de Loulle, ès charges de consuls et assesseur de la ville de Marseille, comme ayant esté faite au préjudice des défenses portées par arrest de son Conseil au troisiemesme octobre précédent et à eux fait défenses de porter les marques consulaires et de faire aucune fonction desdites charges de consuls et d'assesseur à peine de leur vie, et enjoint aux consuls de ladite ville qui estoient en charge auparavant ceste prétendue eslection de continuer en l'exercice desdites charges jusques à nouvel ordre, et aux habitans de ladite ville de les reconnoistre en icelles, Sa Majesté, après avoir oui les sieurs d'Arène et de Nicolas Gèrente, qui auroient esté députés exprès vers Sadite Majesté conjointement avec le sieur d'Ortignes par les habitans de ladite ville de Marseille pour l'assurer de leur entière obéissance et soumission à ses volontés, et qu'ils estoient prests d'exécuter sans aucun délai, réserve ni exception, les commandemens qu'il lui plairoit de leur faire, auroit par autre arrest du Conseil du X^e décembre dernier, ordonné que lesdits de Bausset, Vaccon, Grange et de Loulle se rendroient incessamment à sa Cour et suite, et cependant que le sieur de Piles, gouverneur du Chasteau d'If et des Isles de Marseille, commanderait en ladite ville et y auroit seul toute l'autorité et les fonctions consulaires jusques à ce que autrement par Sa Majesté en eust esté ordonné, et enjoint aux habitans de ladite ville de Marseille de reconnoistre ledit sieur de Piles et de lui obéir en tout ce qu'il leur ordonneroit pour le service de Sa Majesté. Auquel arrest ayant esté pleinement satisfait et Sa Majesté voulant à présent restablir ladite ville dans l'administration politique en ses formes ordinaires, Sa Majesté estant en son Conseil, a ordonné et ordonne que, par ledit sieur de Piles, le Conseil de la Maison Commune de ladite ville de Marseille sera convoqué le 26^e jour du présent mois, et par ledit Conseil il sera procédé en la manière accoustumée, en présence du sieur duc de Mercœur, gouverneur, etc., et dudit sieur de Piles, à nouvelle eslection au sort de vingt-cinq personnes pour remplir les places du pareil nombre qui doivent sortir du Conseil de ladite Maison Commune de ladite ville de Marseille et de tel autre nombre qui sera nécessaire pour remplir les places qui ont vaqué audit Conseil et lesquelles auroient esté remplies depuis les XIII^e et XIX^e juillet dernier, et ensuite à l'eslection des consuls et assesseur et autres officiers municipaux de ladite ville pour y servir jusques au dernier jour d'octobre prochain ainsi qu'il est accoustumé. Fait au Conseil d'Etat du Roy

C'est le 18 janvier que les voyageurs arrivèrent à Marseille. A la nouvelle qu'ils revenaient tous sains et saufs de Lyon, où l'on avait craint qu'ils ne fussent exposés aux rigueurs de la justice royale, leurs amis et la plupart des habitants se préparèrent à manifester bruyamment leur joie. Une foule nombreuse, où se mêlaient tous les sexes et toutes les classes de la société, se porta au-devant d'eux, loin des portes de la ville, quelques-uns jusqu'à Lambesc, le plus grand nombre jusqu'au bourg de Saint-Louis, dans la banlieue de Marseille. Quand ils approchèrent, les plus empressés se précipitèrent vers leurs carrosses, avides de les acclamer, de les voir, de les toucher. Pour satisfaire la curiosité de tous, ils montèrent à cheval et se dirigèrent vers la ville, escortés par une foule enthousiaste, tandis que des bastides, qui bordaient le chemin, leurs amis saluaient leur passage de salves de boîtes ou de mousquets. L'évêque lui-même, malgré son grand âge et ses infirmités, vint les saluer au pont d'Arc. Ce cortège triomphal entra dans Marseille au bruit du canon qu'on tirait de la Plateforme. On les conduisit ainsi à l'Hôtel de Ville, où on discuta si on ne se rendrait pas de là et dans le même appareil jusqu'à la maison de Fortia de Piles. On eut cependant la prudence de renoncer à ce projet qui, s'il avait été exécuté, aurait pu passer pour une bravade au représentant du Roi. Cependant, les cris de joie et les chants se prolongèrent après qu'ils eurent regagné leurs demeures. Le soir, des feux de joie allumés au-devant de la plupart des maisons manifestèrent encore l'allégresse qu'avait causée aux Marseillais l'heureuse issue du voyage de Lyon¹.

Il fallait maintenant mettre fin au régime exceptionnel sous lequel la ville avait vécu pendant leur absence et rétablir le consulat. Les lettres royales du 12 janvier avaient prescrit que le duc de Mercœur procéderait en personne à cette opération, dont la date avait été fixée au dimanche 26 janvier. Il convenait auparavant, et conformément aux intentions de Mazarin, que le gouverneur se mit d'accord avec les principaux citoyens de l'un et de l'autre parti pour que cette élection consacraît effectivement le retour de l'ordre, de la concorde et de la paix et ne fût pas, au contraire, une cause nouvelle de divisions et de troubles. Dans les conférences qu'il avait eues à Lyon avec les chefs des deux partis présents dans cette ville, le cardinal s'était employé sans succès à fixer les principes dont on s'inspirerait quand il faudrait choisir les nouveaux magistrats.

tenu à Lyon, Sa Majesté y étant, le XII^e janvier mil-six-cent-cinquante-neuf, DE LOMÉNIE, signé à l'extrait en parchemin » A la suite de cet arrêt a été inscrit au *Registre des Delibérations*, n° 58, f° 400, une lettre de cachet adressée à M. de Piles et datée du 12^e janvier, qui lui prescrit de faire procéder à cette élection et de faire rétablir Nicolas de Bausset dans l'exercice de sa charge de lieutenant principal au siège de Marseille, dont il avait été suspendu. — Cf. *Mémoires secrets*.

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 13-14.

Les arrière-pensées des uns¹ et les rancunes des autres² avaient fait échouer ses projets. Le duc de Mercœur serait-il plus heureux à Marseille, où le retour triomphal qu'on avait ménagé à Niozelles et à ses compagnons avait donné à leur parti une conscience nouvelle de sa force et le dédain du parti contraire?

Mercœur ne devait pas tarder à se rendre compte de son impuissance. Arrivé à Aix le 21 janvier³, il avait été aussitôt sollicité de se rendre sans retard à Marseille par une députation formée de huit gentilshommes ou notables bourgeois de cette ville. Sous prétexte de lui faire honneur, un Bureau de cinquante-cinq membres, qui avait été adjoint à de Piles pour l'assister dans l'administration⁴, avait fait entrer dans cette députation les quatre gentilshommes précédemment députés à la Cour pendant la période des troubles, Jean-Baptiste de La Reynarde, d'Arène, de Vénelles et d'Ortignes. Ces députés devaient prendre jour avec le duc, arrêter les détails de la réception qui lui serait faite à son entrée dans la ville et lui servir d'escorte quand il se mettrait en route⁵. Pour effacer

1. *Mémoires secrets*. (Les Marseillais) « obtinrent qu'il seroit procédé à une nouvelle eslection sans exclusion des nouveaux consuls, et c'estoit tout ce qu'ils pouvoient espérer de plus avantageux, puisque, estant les maistres du plus grand nombre de la ville, ils estoient assurés d'y avoir telle part qu'ils voudroient et ils se vantoient déjà que, s'il arrivoit du changement, ce ne seroit que pour honorer par là leurs martyrs, comme La Reynarde et les autres. »

2. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 8. — Une lettre de Piles sur la situation de Marseille « fit beaucoup d'impression sur l'esprit du cardinal, en sorte que si ceux du parti de La Baume, qui estoient alors à la Cour, eussent tant soit peu tesmoigné d'agréer la confirmation des consuls, Son Eminence l'auroit accordée; mais, quoiqu'ils en fussent fortement priés par Coste-Chaude (le fils de Piles) et par l'abbé de Félix, ils n'y voulurent jamais consentir. »

3. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 14.

4. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 26 v°. Assemblée du 23 décembre 1658.

5. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil* Reg. n° 59, f° 31. Assemblée du Bureau des Cinquante-cinq du 23 janvier 1659. Le Bureau approuve unanimement la proposition faite par de Piles que « ayant appris que Mgr le duc de Mercœur, venant de la Cour, doit arriver à Aix au premier jour et de là venir ci-après en ceste ville pour y exécuter les ordres de Sa Majesté et faire entendre sa volonté sur les affaires présentes de ladite ville, il est de nostre devoir de députer vers lui audit Aix quelques personnes de qualité pour lui tesmoigner de la part du général et du particulier de ladite ville la joie qu'on a de son arrivée et l'obéissance qu'on est prêt de rendre aux ordres de Sa Majesté et lui faire des remerciemens convenables aux obligations que nous avons à Son Altesse, ainsi que sa naissance, son mérite et son caractère le requièrent, et qu'à cest effet on devoit employer les sieurs quatre ci-devant députés en Cour qui sont les sieurs de La Reynarde, d'Arène, de Vénelles et d'Ortignes et y joindre encore les sieurs de Seisson, de Beaulieu, Mazenod et de Fréjus; et néanmoins que, pour nous acquitter d'autant mieux des obligations que ladite ville a à Sadite Altesse et l'obliger à nous despartir toujours d'autant plus sa faveur, nous devons nous disposer à la recevoir avec tout autant de civilité et d'honneur qu'il nous sera possible, ainsi qu'on a de coutume de rendre aux gouverneurs de la province et voire davantage, si faire se peut, mesmeinent de faire tirer les canons sur les murailles et toutes les personnes de qualité de la ville monter à cheval. » — Cf. le passage d'une lettre de Piles à Mazarin, du 29 janvier 1659 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 296). « Le 20^e de ce mois (de Piles assigne cette date à l'Assemblée que le

peut-être la mauvaise impression que pouvait faire sur lui la composition de cette députation, où ne figurait aucun membre du parti contraire, de Piles prit la précaution de lui envoyer son fils et de lui demander ses instructions particulières¹. Malgré sa bonne volonté et son désir sincère d'être agréable à Mazarin, de Piles n'était cependant pas capable de déjouer les ruses des chefs du parti qui voulait faire comprendre à Mercœur, dès son entrée dans la ville, qu'il était le plus fort et qu'il le tenait à sa discrétion.

C'est le 23 janvier que le gouverneur vint à Marseille. Il y arriva de nuit, son départ d'Aix ayant été retardé par des formalités à remplir au Parlement pour l'enregistrement des divers actes royaux relatifs aux affaires de Marseille. La foule nombreuse des malveillants, encouragée secrètement sans doute par Niozelles et ses amis, profita de ce contretemps pour se livrer à des manifestations qu'il eût été difficile de faire en plein jour. Toutes avaient pour objet de montrer au duc que les Marseillais se tenaient sur leurs gardes et qu'ils ne voulaient pas permettre aux chefs du parti contraire, La Baume, le chevalier de Valbelle et leurs amis, encore en exil, d'entrer par ruse dans la ville en se glissant dans son escorte, afin de pouvoir imposer des consuls de leur choix. De Piles avait fait escorter le carrosse de Mercœur par des porteurs de torches. Des hommes du peuple, tenant des balais allumés en guise de flambeaux, se mêlèrent à eux et dévisagèrent impunément le gouverneur et ses compagnons. D'autres exigèrent qu'on fit défiler devant eux un à un les gardes et les officiers de l'escorte. Mais cette populace, que rien ne semblait contenir, se montra surtout insolente quand, parvenu au quai du Port, Mercœur descendit de carrosse et voulut gagner à pied la maison de la commanderie de Saint-Jean, où il logeait d'habitude quand il séjournait à Marseille. Il se trouva alors pressé, presque porté, par une foule déchaînée qui, feignant l'enthousiasme, criait à perdre haleine : « Vive le Roi ! Point de La Baume ! » Effrayé, Mercœur se serrait contre Niozelles et La Salle, qui se trouvaient à ses côtés, leur demandait de le protéger et, sans doute dans l'espoir de ramener

procès-verbal ci-dessus fixe au 23; il est probable que cette dernière date est celle de la transcription de ce procès-verbal sur le registre et que la réunion a bien eu lieu le 20), la résolution fut prise en ceste ville, à une assemblée que j'avois fait convoquer pour cela, et à la présence de leurs députés et autres cités de retour de la Cour où je sçavois les grâces qu'on leur avoit faites, pour recevoir M. nostre gouverneur avec tous les honneurs et respects qui lui étoient dûs et au delà mesme des coutumes. Il lui fait une députation à son arrivée à Aix d'un nombre extraordinaire des personnes les plus notables où j'assistai en mesme temps que ces Messieurs qui avoient regu les ordres de Vostre Eminence afin qu'ils pussent estre sommés des promesses qu'ils lui pouvoient avoir faites pendant qu'on prépareroit ici toutes les choses nécessaires à ladite réception. »

— Voir aussi *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 14-15.

1. Lettre de Piles à Mazarin, du 29 janvier 1659.

un peu de calme, criait lui-même de temps en temps : « Point de La Baume ! Messieurs, vous serez contents ! »

Retiré chez lui, à l'abri des importuns et des indiscrets, le duc songea aux moyens de se soustraire à cette populace qui le tenait à sa merci. Il eut vite fait de reconnaître qu'il n'y parviendrait que par un coup de force. Mais il savait les intentions de Mazarin qui pensait que le moment n'en était pas encore venu². Il se résigna donc à négocier avec ses adversaires, leur demandant de régler avec lui les conditions dans lesquelles se ferait l'élection et d'accorder l'entrée de la ville aux chefs du parti contraire.

Les deux journées du 24 et du 25 janvier furent remplies par ces pourparlers. Niozelles, La Salle et l'abbé de Félix se montrèrent accommodants pour ce qui concernait l'élection consulaire : elle se ferait par le Sort, puisque c'était la volonté du cardinal, et le duc pourrait faire assembler le Conseil quand il le jugerait à propos³. Mais, ils lui représentèrent les dangers auxquels on s'exposerait si, avant l'élection, on permettait le retour de La Baume et de ses amis : les manifestations, dont il avait été le témoin au moment de son arrivée, lui avaient appris, en effet, combien ils étaient impopulaires et combien il serait périlleux d'imposer leur présence à un peuple qui les haïssait⁴. Mercœur aurait peut-être admis ces raisons, étant pressé de sortir d'une situation qu'il jugeait insoluble. Mais les exilés ne voulaient pas se laisser sacrifier ainsi. Ils venaient d'arriver à l'abbaye de Saint-Victor, où ils avaient trouvé asile, et d'où, pensaient-ils, il leur serait facile de se trouver rendus au cœur de la ville dès qu'ils recevraient la nouvelle de la levée de l'interdit qui les en tenait éloignés. Ainsi la distance qu'ils auraient à parcourir ne les empêcherait pas de se trouver à temps pour assister au

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 15-16. — Voici comment de Piles rend compte à Mazarin de cette entrée de Mercœur à Marseille (lettre du 29 janvier 1659) : « Les députés de retour, Monseigneur, contents et satisfaits de leur visite et toujours plus résolus à ceste grande réception, M. le duc arriva en ceste ville le 23 de ce mois et je le reçus hors les portes, où il me fut seulement permis d'aller et, par ses ordres mesmes, avec tous les honnestes gens. Il est vrai qu'il y accourut un si grand nombre de peuple que je n'oserois pas assurer qu'ils n'y fussent tumultueusement portés par ceux mesmes qui devoient esviter ces mauvoies rencontres. Néanmoins, Monseigneur, le duc fut conduit à son logis avec des grands cris d'acclamation, véritablement meslés de sédition pour n'en craindre le succès. »

2. L'auteur de *l'Histoire des troubles* (II, 1, 16) rapporte, en effet, que, dans la nuit qui suivit son entrée à Marseille, le duc conféra avec deux gentilshommes de son entourage à qui il se confiait volontiers et examina avec eux les moyens « de se dégager des mains de ces furieux ». Il sembla disposé à recourir à un coup de main. « Mais ces deux gentilshommes l'obligèrent à changer de dessein, en lui faisant connoistre le péril où il s'exposeroit s'il vouloit ainsi se sauver et le chagrin qu'il causeroit à la Cour en engageant le Roy à de nouveaux ressentimens contre une ville que le Roy mesme et le cardinal Mazarin lui avoient dit qu'il n'estoit pas encore temps de mettre à la raison. »

3. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 16.

4. *Ibid.*, II, 1, 17.

Conseil de la création des nouveaux consuls, comme leurs adversaires auraient pu l'espérer s'ils étaient restés disséminés dans le terroir de Marseille ou plus loin, dans la province. Quand Mercœur leur fit demander de se résigner, comme lui, à laisser faire consuls Bausset et ses collègues, ils n'y voulurent pas consentir. Ils exigeaient qu'on leur accordât d'abord l'entrée de la ville¹.

Mercœur voyait l'embarras où le mettait leur obstination et le danger auquel il s'exposait en contrecarrant les desseins d'un parti qu'il savait maître de Marseille et prêt à tout. Son désir de ne pas abandonner ses protégés, lui fit différer quelque temps sa décision. Les amis de Niozelles résolurent alors de le contraindre à la publier. Le 25 janvier au soir, quelques-uns d'entre eux firent sonner le tocsin aux clochers des Accoules et de Saint-Martin. Le duc crut qu'une émeute se préparait et il parlait de sortir dans la rue pour la combattre. Niozelles l'en empêcha, s'efforçant de le rassurer. Pendant ce temps, La Reynarde, que sa détention à Pierre-Scize avait rendu prudent, se rendait aux Accoules et, de concert avec de Piles qui se tenait lui-même aux aguets, écartait le sonneur improvisé, coupait la corde de la cloche et venait annoncer au duc que le calme était rétabli. Mais l'alarme, cette fois, avait été trop forte : Mercœur ne voulut pas courir de nouveaux risques. Il décida donc de passer outre à l'opposition de La Baume et de ses amis et de subir les conditions de leurs ennemis, puisqu'il était hors d'état de leur imposer les siennes².

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 17.

2. *Ibid.*, II, 1, 17-18; — Arch. des Affaires étrangères France, 1723, 296. Lettre de Piles à Mazarin du 29 janvier 1659. — Voici comment de Piles rapporte à Mazarin ces différents pourparlers, dans lesquels il s'attribue un rôle sur lequel l'auteur de l'*Histoire des troubles* reste muet, quoiqu'il soit vraisemblable que, en raison des fonctions qu'il remplissait alors, de Piles y ait été mêlé d'assez près. « Le lendemain 24 fut employé à préparer toute chose au jour destiné pour la nouvelle eslection consulaire et j'apportai tous les soins possibles pour dissiper tous les tumultes où on se préparoit aussi selon les avis que j'en avois de diverses parts. Toute la nuit fut employée dans le mesme exercice pour dissiper aussi quelques attroupemens qui se faisoient. Une partie du 25 fut la mesme chose et par les ordres de mondit seigneur le duc, à la grande prudence, la conduite et la vigueur duquel il ne se peut rien véritablement ajouter et il n'y a esparagné ni son repos ni sa santé, car ce fut un travail perpétuel pour tascher de préparer un chacun en particulier à recevoir les ordres du Roy avec les soumissions et les respects qu'on leur doit. Mais, comme les esprits estoient prévenus pour la plupart de ceux qui estoient obligés de paroistre dans des sentimens tout contraires à la sédition, il lui a esté impossible de porter les choses dans les termes qu'on desiroit et il a necessairement fallu qu'il se tirast de ce mauvais pas pour ne voir l'autorité de Sa Majesté dans un plus grand danger, si Mondit seigneur le duc eust attendu qu'on l'arrestast publiquement comme il l'estoit tacitement. Et c'est, Monseigneur, ce que je crois qu'on ne pouvoit esviter, ce peuple estant entièrement porté dans une révolte toute parfaite. De sorte que le reste de la journée du 25 se passa dans une conférence qui se fit hors la ville par ordre de M. le duc et en présence de deux des siens avec quelques Messieurs du contraire parti pour tascher de trouver quelques expédiens pour empescher que ceste pauvre ville ne tombast dans des plus extremes crimes qui pussent fascher Vostre Eminence et porter le Roy à des extremes punitions. Mais, comme ils ne

Le dimanche 26 janvier, à midi, le gouverneur se rendit à l'Hôtel de Ville en compagnie de Fortia de Piles. Celui-ci avait convoqué le Conseil conformément aux instructions qui lui avaient été données. Cent cinquante-sept membres y étaient présents : ce nombre suffisait pour assurer la validité des décisions qui seraient prises.

Quand le Conseil eut été ainsi régulièrement constitué, Mercœur prononça ces quelques paroles : « Ayant esté convoqués et assemblés, dit-il, pour procéder à la création des consuls et autres officiers de la ville, conformément à l'arrêt rendu au Conseil d'Estat de Sa Majesté, rendu à Lyon le douziesme de ce mois, et suivant le Règlement du sort et réformation d'iceluy, on y devoit procéder sincèrement et de bonne foi et, pour cest effect, ne se proposer en ladite eslection aucun autre motif que celui du Roy et du bien public ». Il fit ensuite donner lecture des lettres patentes d'abolition et de l'arrêt du Conseil, ordonna que ces deux actes seraient transcrits sur le Registre des délibérations à la suite du procès-verbal de la séance et prescrivit enfin de commencer les opérations de l'élection.

Successivement, on procéda au remplacement des conseillers qui avaient cessé de faire partie du Conseil des Trois-Cents par décès ou pour d'autres motifs, puis à celui des vingt-quatre conseillers sortants. On créa ensuite les trois consuls et l'assesseur, les capitaines de quartiers et les deux juges de Saint-Louis et de Saint-Lazare. Ceci fait, la séance fut renvoyée au lendemain. Ce jour-là, en présence de Mercœur et de Piles, le Conseil, composé de cent quarante membres seulement, poursuivit la création des autres officiers municipaux et tira au sort les noms des conseillers qui devaient former le Conseil des Cent. Conformément à ce qui avait été convenu, le sort désigna pour chacune de ces charges celui-là même dont le nom avait déjà été tiré au sort dans le Conseil du jour de Saint-Simon et dont l'élection avait été annulée. Les Marseillais révélèrent, en effet, ce jour-là, combien ce Règlement du sort, qu'ils avaient tant vanté, était capable de favoriser les intrigues et les fraudes du parti au pouvoir. Ils n'avaient laissé mettre dans la boîte du sort que les noms de ceux qu'ils avaient désignés d'avance : ainsi « le sort ne pouvoit pas tomber sur d'autres sujets. » Mercœur consacra donc par sa présence le rétablissement dans leurs charges des

jugèrent pas d'y pouvoir donner les mains, Mondit seigneur le duc se résolvant d'envoyer un courrier à Vostre Eminence pour l'informer de toutes choses, le tocsin sonna en divers lieux sur le 6 heures du soir et le peuple de s'attrouper en divers lieux aussi avec des cris très séditieux : Nous voulons nos consuls ! Mais, y'accourant promptement, j'eus assez de bonne fortune pour calmer en peu de temps ce tumulte naissant, quoique je n'en pusse retenir le cours que par lui-mesme et par mon assiduité toute la nuit avec eux pour attendre le jour du lendemain, dimanche 26, destiné par Sa Majesté à la nouvelle eslection et de fort bon matin prendre les dernières résolutions à faire exécuter les ordres. »

consuls et de l'assesseur, Antoine de Bausset, Louis Vacon, François Grange et Pierre de Loulle, qu'une décision royale avait naguère déclarés déchus. Il supporta cette humiliation avec la meilleure grâce du monde, souligna même avec malice l'étrangeté de cette opération : « Voici la loi et les prophètes, disait-il en souriant et en montrant la boîte dorée; tout dépend de ceste machine; elle est bien tournée aujourd'hui selon vos désirs; j'en suis bien aise! » Il ne se départit pas un moment de cette bonne humeur et, le 27 au soir, quand tout fut terminé, il eut encore assez de calme et de patience pour recevoir à sa table les nouveaux consuls et les principaux chefs de leur parti, à l'exception de Niozelles qui avait décliné son invitation ¹.

Les Marseillais n'eurent pas sa modération. Grisés par ce succès inespéré, qu'ils devaient plus aux circonstances qu'à leur habileté et à leur force, ils voulurent pousser leur avantage jusqu'au bout. Le soir, des feux allumés par toute la ville manifestèrent la grande joie qu'ils avaient éprouvée, tandis que des chansons de circonstance célébraient leur triomphe, la déroute de leurs adversaires, voire même la déconvenue de Mercœur, dont imprudemment ils ne songèrent pas alors à ménager l'amour-propre ². Bien plus, ils eurent l'air de vouloir se dérober à l'exécution de l'engagement qu'ils avaient pris de rouvrir les portes de la ville à La Baume et à ses amis aussitôt après la publication de l'amnistie royale. Les consuls, en effet, pour retarder le moment de leur retour, se retranchèrent derrière un léger mouvement populaire, qui avait éclaté sur le bruit

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 58, f° 392; — *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 19-20; — Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 396. Lettre de Piles à Mazarin, du 29 janvier 1659; — *Les Mémoires secrets* racontent ainsi cette élection : « M. de Mercœur se charge de cet arrest, va à Marseille pour le faire exécuter. L'eslection se fait au jour ordonné et il arriva que, quoiqu'il fust présent, que le sort ne fut plus sort et qu'il retomba sur ceux qui venoient d'estre destitués. » Cette note a été ajoutée dans la marge en regard de ces quelques lignes : « *Nota.* — Que M. de Mercœur, avant d'entrer dans l'Hostel de Ville, engagea sa parole de ne s'opposer point à l'eslection telle qu'elle pust estre. » — D'Oppède qui manifesta quelque mauvaise humeur de cet événement (*Hist. des troubles de Marseille*), II, 1, 20), reconnut cependant qu'il eût été singulièrement périlleux pour Mercœur d'agir autrement. « Vostre Éminence, écrivit-il à Mazarin, le 28 janvier, apprendra par un courrier extraordinaire que M. le duc de Mercœur doit despescher demain, plutost que par celle-ci, ce qui s'est passé à Marseille et l'extraordinaire conduite que ces gens-là ont tenue. Il vaut pourtant mieux que M. le duc de Mercœur ait de lui-mesme relasché de l'autorité du Roy que si Sa Majesté eust esté obligée de le faire elle-mesme. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 292).

2. *Mémoires secrets*. « Les acclamations de joie de toute la ville suivirent aussitost cest heuroux hasard et les affaires de Marseille furent ainsi terminées. » — *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 9. — Un de ces couplets nous a été conservé : écrit en langue provençale, il fut considéré comme fort injurieux pour Mercœur qui en garda, paraît-il, rancune aux Marseillais. Le voici :

« Moussu de Mercure, sias lou ben vengu !
« Aven fa ley Consous comme aven vougut.
« En despie d'aqueli que nous an vendut. »

que les exilés étaient rentrés secrètement sans en avoir reçu la permission et se cachaient dans la maison de Foresta¹. Il était permis de croire que c'était là une nouvelle feinte qui cachait chez quelques-uns, sinon chez tous les chefs du parti, le désir de perpétuer les divisions et l'agitation auxquelles Mazarin leur avait fait promettre de mettre fin. Comment Mercœur et d'Oppède, qui avaient subi plus qu'ils n'avaient accepté la solution admise à Lyon, pourraient-ils supporter longtemps ces nouvelles bravades? Et Mazarin, qui n'avait renoncé à ses premiers projets de répression que pour satisfaire aux exigences de sa politique étrangère, serait-il disposé à se montrer toujours modéré et indulgent à l'égard de Marseille, le jour où il n'aurait plus besoin de faire croire au roi d'Espagne que la France, étroitement serrée autour de son Roi, n'était plus exposée aux dissensions civiles?

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 34. Assemblée générale du 31 janvier 1659; — *Ibid.* *Correspondance des consuls*. Reg. I. Lettre au duc de Mercœur, du « dernier janvier 1659 ».

CHAPITRE V

LES TROUBLES D'AIX ET LA RÉBELLION DE NIOZELLES

I. MARSEILLE APRÈS L'ÉLECTION DU 26 JANVIER 1659. — II. LES TROUBLES D'AIX : LE PREMIER PRÉSIDENT D'OPPÈDE PRISONNIER DES FACTIEUX (14 FÉVRIER 1659). — III. LES PRINCIPAUX COUPABLES, DÉCRÉTÉS D'ARRESTATION, SE RÉFUGIENT ET SE CACHENT A MARSEILLE. — IV. LA CONDAMNATION ET LA RECHERCHE DES FUGITIFS : LES CONSULS, DOMINÉS PAR NIOZELLES, ESSAIENT DE SE SOUSTRAIRE AUX ORDRES DE MERCEUR ET DE MAZARIN. — V. L'AGITATION A MARSEILLE : L'ASSASSINAT DE PERRET; NIOZELLES, DÉCRÉTÉ D'ACCUSATION, REFUSE DE COMPARAITRE DEVANT LE PARLEMENT. — VI. LA MISSION DU LIEUTENANT DE LA GOUVERNELLE A MARSEILLE : L'ATTENTAT DU 16 OCTOBRE. — VII. NOUVEAUX DÉCRETS RENDUS CONTRE NIOZELLES : ILS NE SONT PAS EXÉCUTÉS PAR LA FAUTE DES CONSULS NOUVELLEMENT ÉLUS.

Le rédacteur des *Mémoires secrets*, où sont résumées les principales péripéties du voyage de la Cour à Lyon, note que, après l'élection du 26 janvier dont il souligne malicieusement le défaut de sincérité ¹, « les affaires de Marseille furent ainsi terminées ». Ce personnage ne faisait qu'exprimer les sentiments de Mazarin. Celui-ci n'entendait pas, en effet, avoir montré sans profit la justice royale désarmée devant des sujets rebelles. Dans son esprit, l'élection du 26 janvier, dont il s'était engagé à respecter la liberté, devait mettre fin aux mouvements séditionnels qui, depuis trop longtemps, avaient Marseille pour théâtre; elle devait aussi écarter le danger de troubles plus graves qui, de Provence, auraient pu gagner le reste du

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 326. *Mémoires secrets*. « ... M. de Mercœur se charge de cet arrest, va à Marseille pour le faire exécuter. L'élection se fait au jour ordonné et il arriva, quoiqu'il fust présent, que le sort ne fut plus sort, et qu'il retomba sur ceux qui venoient d'estre destitués.... Les acclamations de joie de toute la ville suivirent aussitost cet heureux hasard.... »

royaume et compromettre ainsi l'heureuse issue des négociations pour la paix générale qu'il poursuivait avec les ministres d'Espagne. Le cardinal, qui avait toujours redouté les effets de l'esprit de turbulence et de révolte des Marseillais, ne croyait pas payer trop cher le succès éclatant de sa politique étrangère en inclinant momentanément les prétentions de la royauté devant les exigences de sujets coupables, qu'il jugeait prudent de ménager, du moins, pour quelque temps encore.

De son côté, Mercœur n'avait pas été insensible aux manifestations désobligeantes auxquelles le peuple de Marseille s'était livré à son égard. Un moment, il avait pu se croire prisonnier aux mains d'adversaires qui n'auraient pas hésité à lui faire un mauvais parti s'il avait manifesté quelque intention de leur résister, et il avait pu craindre pour sa vie ¹. Mais il savait les sentiments de Mazarin et son vif désir d'en finir avec les affaires de Marseille. Il avait donc consenti à tout ce qui avait été exigé de lui ². Bien plus, il s'était publiquement félicité des résultats de la journée du 26 janvier et il avait laissé de Piles écrire au cardinal que, désormais, « ceste ville pourra estre dans quelque repos et l'autorité du Roy mieux establee ³ ». Lui-même, tout en s'excusant de n'avoir pu mieux réussir dans la mission dont il avait été chargé de réconcilier les partis divisés ⁴ et tout en faisant ses réserves sur la façon dont quelques-uns de ceux qui avaient fait le voyage de Lyon avaient compris et rempli les engagements qu'ils avaient pris ⁵, il avait cru pou-

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 288. Mercœur à Mazarin, 31 janvier 1659. « Pour ce qui me regarde, j'oserai lui dire que l'estat où je me suis vu à Marseille ne m'a pas surpris, m'y estant attendu dès que j'eus l'honneur de la quitter (Vostre Eminence)... » — *Ibid.*, 1725, 257. *Memoire du président d'Oppède sur les affaires de Provence*. « Mercœur s'en va à Marseille pour l'exécution de ce qui avoit esté promis et réglé à Lyon. Il trouve hors les portes un nombre infini de peuple esmu et en sédition qui commirent toutes les insolences possibles jusqu'à visiter les carrosses, deschirer et enporter les rideaux; le dedans de la ville dans le mesme estat, criant tous qu'ils vouloient confirmer les consuls.... Il se résolut de dissimuler et d'acheminer les affaires. Quand il s'agissoit d'exécuter ce que l'on avoit promis à Lyon, toutes les furies se deschaînoient. Le tocsin sonne dans la nuit. Pour la sûreté, disent-ils, de M. le duc de Mercœur, ils posent un corps de garde fort et nombreux; on entoure Saint-Jean de barricades; enfin, pour tout dire, ils arrestent M. le duc de Mercœur. »

2. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 20. « Il sçavoit que le ministère dissimuleroit pour un temps ce qui venoit de se passer, ainsi que l'injure et l'attentat faits à l'autorité royale par la confirmation des mesmes consuls qui avoient esté révoqués.... »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 296. Lettre de Piles à Mazarin, 29 janvier 1659. — Cf. cette phrase d'une lettre d'Oppède à Mazarin du 8 janvier : « Il vaut pourtant mieux que M. le duc de Mercœur ait de lui-mesme relasche de l'autorité du Roy que si Sa Majesté eust esté obligée de le faire elle-mesme.... »

4. « Ma douleur a esté de n'avoir pas réussi à l'exécution des ordres du Roy et des siens.... » (Lettre de Mercœur à Mazarin, 31 janvier 1659. Affaires étrangères, France, 1723, 298).

5. « Je n'ai sujet de me louer du maintien de leur parole, je dis des députés de Marseille, que de d'Arène et de La Reynarde, car tous les autres ont toujours dit ne s'estre engagés que de se rendre auprès de moi, ce qui estoit une honneste prison, et chargeoient tout sur le peuple. Vostre Eminence juge bien ce qu'Elle en

voir tirer des événements qui venaient de s'accomplir ce présage que tout ne tarderait pas à rentrer dans l'ordre à Marseille et que l'autorité du Roi y serait bientôt complètement rétablie et respectée. « Je crois pourtant, écrivait-il en effet, que en l'état où les choses sont, je n'ai rien oublié à Marseille pour profiter en ce rencontre en y restablissant les choses dans le calme et taschant, en leur ostant les prétextes, de les empêcher d'estre en puissance de pouvoir brouiller. Je crois, par ma conduite, d'y avoir fait chemin et je suis assuré que Niozelles a eu du chagrin de voir son empire s'évanouir par la tranquillité, de laquelle les marchands ayant gousté auront, à mon avis, peine de s'y rengager ¹. »

Cet optimisme ne devait pas être désagréable à Mazarin qui, tout à ses projets diplomatiques, n'attachait point d'importance à ce que pouvaient révéler d'inquiétant pour l'avenir les incidents qui avaient accompagné l'élection du 26 janvier et qui avaient eu leur répercussion dans Aix. Dans cette ville, d'Oppède avait été aux prises avec les séditieux à l'heure même où Mercœur se trouvait à leur discrétion dans Marseille ². C'est par une autre capitulation que le premier président, hors d'état d'être secouru par le gouverneur, avait réussi à se tirer d'affaire : il avait promis que les chefs du parti parlementaire, encore en exil, seraient rappelés, et que Glandevès-Rosset, détenu dans la citadelle de Saint-Tropez, serait remis en liberté ³. C'est, d'ailleurs, avec des paroles rassurantes que Mercœur soumettait ces promesses à la ratification du cardinal ⁴ : celui-ci, de son côté, y souscrivait avec une évidente satisfaction ⁵. C'est de la même façon qu'il avait reçu la nouvelle des événements de Marseille, exprimant à peine un regret de la contrainte que

doit croire et peut prendre telles résolutions qu'il lui plaira, ne pouvant répondre de personne après ce que j'ai vu.... » (Lettre à Mazarin, du 31 janvier.)

1. Lettre à Mazarin du 31 janvier 1659.

2. La lettre de Mercœur à Mazarin, du 31 janvier, débute par une allusion aux difficultés avec lesquelles d'Oppède était aux prises à Aix pendant qu'il se débattait lui-même à Marseille contre les manœuvres de Niozelles et de ses amis. « Je ne doute pas que Vostre Eminence ait eu quelque inquiétude des bruits qui, sans doute, sont parvenus jusques à ses oreilles de toutes les choses arrivées tant ici [Aix] qu'à Marseille depuis quelques jours. Je la supplie très humblement pour le premier que je m'en rapporte à ce qu'aura l'honneur de lui en écrire M. d'Oppède qui, certainement, durant mon absence a esté en un estrange estat et a couru risque plusieurs fois de la vie.... » — Voir plus loin le détail que nous donnons de ces événements d'Aix.

3. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 1, 20.

4. « Je suis obligé pour l'acquit de mon devoir de lui dire que ceci n'est qu'une suite de tous les premiers procédés de Son Eminence de Grimaldi, que le reste n'est que bagatelle et que le retour de tous ces gens, hors de Gordes, ne peut pas faire de mal, s'entend pour un temps dans leurs maisons. (Lettre à Mazarin, du 31 janvier).

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 18 r°. Mazarin à Mercœur, 13 février 1659. « ... J'ai rendu compte au Roy des instances que vous avez faites et M. le premier président d'Oppède aussi pour la liberté du sieur de Glandevès et le retour des sieurs président de Régusse et de La Barben et. Sa Majesté ayant donné des ordres conformément à vostre désir, j'ai eu soin de les faire expédier. »

Mercœur avait subie et se félicitant presque de sa condescendance à accepter les choix qui lui avaient été imposés : il y voyait le moyen d'obtenir de la reconnaissance des nouveaux consuls leur consentement à l'allocation au Roi d'un de ces subsides qu'en temps ordinaire il était si difficile d'arracher aux Marseillais.

« Les despêches que ce gentilhomme m'a rendues, écrivait-il à Mercœur le 13 février 1659¹, m'ont informé pleinement de ce qui s'est passé à Marseille et fait voir qu'en vostre particulier vous avez agi avec tout le zèle et toute la prudence qu'il estoit possible, ayant sacrifié toutes autres considérations au bien du service du Roy qui ne permettoit pas d'hasarder plus avant son autorité ni le repos de la dite ville et de la province. Il est vrai qu'en mesme temps le procédé qu'on a tenu est de dure digestion et, assurément, il est bien nécessaire que ces Messieurs songent à se signaler de telle sorte dans les occasions qui s'offriront à l'avantage de Sa Majesté que la suite de leur consulat répare les commencemens. Sur quoi, je vous supplie confidentement avec M. le premier président d'Oppède voir si l'on ne pourroit point leur demander quelque assistance pour le Roy par forme de secours extraordinaire et sans conséquence, soit pour la taxe des Terres adjacentes, ou soit quelque autre titre afin de leur faciliter les moyens de redresser le passé². »

C'est aussi ce que Mazarin donnait à entendre, en des termes plus voilés il est vrai, aux nouveaux consuls³, qui lui avaient

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 18 r^o.

2. Le même jour, Mazarin écrivait encore à de Piles (Affaires étrangères, France, 1724, 17 r^o). « La mesme prudence qui a fait agir M. le duc de Mercœur et vous en ceste occasion veut que l'on ferme aussi les yeux, mais il importe fort que la suite redresse les commencemens et que ces Messieurs y travaillent de toutes leurs applications, cherchant les moyens de se signaler aux choses qui se pourront offrir de delà pour le service du Roy et d'assoupir toutes les querelles, estant nécessaire d'effacer la mémoire du passé le plus qu'il sera possible. » Quelques jours après, le 19 février, Mazarin écrivait à d'Oppède : « Vous pouvez juger que nous n'avons pas trouvé moins d'amertume que vous dans les affaires de Marseille et que, si la suite ne répare le commencement, Sa Majesté n'aura pas grand sujet de s'en louer. Néanmoins, la mesme prudence qui a porté M. le duc de Mercœur à en user comme il a fait veut qu'on en demeure là. Mais, assurément ces Messieurs ne pourroient mieux faire que de songer à quelque chose d'avantageux au Roy qui pust signaler leur zèle dans les nécessités présentes et je vous prie de considérer avec M. de Mercœur si l'on ne pourroit point les exciter à faire un effort pour assister Sa Majesté, soit à titre de secours extraordinaire et sans conséquence ou pour la taxe des Terres adjacentes ou enfin pour tel autre expédient que vous aviserez. »

3. Dans sa lettre à d'Oppède, Mazarin ajoute ceci aux lignes que nous citons dans la note précédente : « Comme les consuls m'ont escrit, j'ai pris occasion de leur insinuer doucement quelque chose approchant de cela dans la response que je leur fais, laquelle, au surplus, est assez mesurée pour leur donner lieu de rentrer en eux-mesmes et de s'appliquer tout de bon à rectifier le passé ». Voici la lettre de Mazarin aux Consuls, datée du 13 février 1659 (Affaires étrangères, France, 1724, 17) : « Je ne doute point que le zèle que vous me tesmoignez d'avoir pour le service du Roy ne paroisse encore mieux par les effets que par les protestations dans les occasions qui se présenteront et j'espère que Sa Majesté se trouvera si bien de la suite de vostre consulat qu'elle ne pourra s'empescher de louer le commencement.... »

fait part de leur élection, en même temps qu'au Roi, à Brienne et à Lionne, et qui l'avaient assuré de leur dévouement et de la pureté de leurs sentiments de fidèles et de loyaux sujets¹. Peut-être eût-il été prudent d'ajouter moins de foi à la sincérité de ces protestations.

Les Marseillais, en effet, n'étaient pas disposés à faire ce retour sur eux-mêmes que souhaitait le cardinal et qui les aurait entraînés à montrer plus de souplesse à l'égard des agents du Roi et plus d'empressement à se rendre aux désirs des ministres. Sans chercher à découvrir les raisons de haute politique qui avaient dicté à Mazarin les mesures de bienveillance qu'il avait prises à leur égard, ils y voyaient simplement une preuve de la faiblesse de la royauté et un encouragement à persévérer dans leur attitude à demi factieuse. Non seulement ils s'étaient livrés, en présence du duc de Mercœur, à des manifestations d'un goût douteux pour célébrer la réélection de leurs consuls et ils avaient souligné en des termes outrageants la déconvenue de ce prince, mais encore ils avaient enregistré cet événement comme un triomphe éclatant pour la cause des libertés communales qu'ils prétendaient défendre. « Votre seconde eslection au Consulat, écrivait à de Bausset et à ses collègues le grand-prieur de Saint-Gilles qui, jusqu'à présent, avait toujours soutenu leur cause², vous est si glorieuse et promet de si grands avantages à votre ville que, m'intéressant très particulièrement à l'un et à l'autre, l'excès de ma joie m'oblige à vous la manifester. Si votre conduite, Messieurs, n'avoit esté si fort traversée, elle ne seroit peut-estre pas dans une approbation si illustre, et, permettez-moi de vous dire qu'ayant en cela d'autant plus d'obligations à vos ennemis que tous leurs efforts vous affermissent, vous pouvez avec justice et reconnoissance leur en sçavoir du gré et, par une générale réconciliation, leur donner le repos pour la gloire qu'ils vous procurent. Ce seroit le moyen, Messieurs, d'accomplir tous les souhaits de la province qui vous en donneroit mille bénédictions.... »

Si les consuls acceptaient avec complaisance ces compliments exagérés, ils n'étaient pas prêts à suivre les conseils de modération qui en étaient la contre-partie et à résoudre, par une décision conciliante, la question toujours pendante des exilés. Ceux-ci n'entendaient pas cependant rester à tout jamais loin de Marseille. Leur rappel avait été une des considérations de l'accommodement conclu à Lyon; ils demandaient qu'on leur donnât libre accès dans la ville, puisque aussi bien leur présence

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettres au Roi, à Mazarin, au comte de Brienne et au marquis de Lionne, 28 janvier 1659.

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse F. Lettre du Grand Prieur de Saint-Gilles, de Forbin, aux consuls, 29 janvier 1659.

ne pouvait plus porter ombrage à leurs adversaires que l'élection du 26 janvier avait remis en possession du pouvoir¹.

Mercœur avait aussi pressé les consuls de leur rouvrir les portes de la ville. Déjà même, quelques-uns n'avaient pas attendu leur permission pour y rentrer, se figurant, sans doute, que, toutes les conditions arrêtées à Lyon ayant été remplies, leur retour s'imposait naturellement.

Ce n'était ni l'avis des consuls ni celui des principaux chefs du parti vainqueur. Ceux-ci avaient peut-être l'arrière-pensée de se soustraire à l'exécution des engagements que Mazarin leur avait fait prendre, ou, peut-être, voulaient-ils simplement contraindre leurs adversaires à s'avouer vaincus par une démarche publique qui les aurait mis dans l'embarras pour renouveler ensuite leur opposition. Quoi qu'il en soit, ils eurent l'adresse d'exciter de violentes manifestations de la foule autour des maisons où, disait-on, ceux qui étaient rentrés se tenaient cachés². Les consuls eurent ainsi un prétexte pour réunir une assemblée des principaux citoyens et lui demander de décider quelle conduite il leur fallait tenir³. Il fut délibéré « d'un commun consentement, que Messieurs les consuls auroient pouvoir de traiter soit par eux, soit par l'entremise du sieur

1. La Baume aurait réclamé davantage, une indemnité pour le préjudice que lui avaient causé à la fois sa dépossession du consulat et son départ de la ville dont il avait été tenu éloigné depuis le mois de juillet. Mais Mercœur et d'Oppède n'avaient pas osé la demander eux-mêmes aux consuls et Mazarin, à qui ils s'étaient adressés, n'avait pas cru qu'il fût de la dignité du Roi, ni de la sienne propre, d'entreprendre cette démarche, dont il ne contestait pas cependant la légitimité. « Je reconnois bien, disait-il dans sa lettre à d'Oppède, du 19 février, qu'il n'y a rien de plus juste que d'indemniser le sieur de La Baume. Mais vous m'avouerez que le Roy ne peut pas se commettre à en escrire aux consuls de Marseille et que, pour la mesme raison, je ne le dois pas faire aussi. Mais Sa Majesté sera très aise que M. le duc de Mercœur s'emploie pour lui de la bonne sorte auprès desdits consuls et, pour moi, je l'en prie instamment en mon particulier, et je vous conjure pour cest effet de lui montrer cest article, lui ayant marqué par ma response que je me tiens pour ce sujet à ce que vous lui communiquerez de ma part. Je ne puis croire qu'une chose si raisonnable ne réussisse, estant bien conduite et appuyée de son autorité. En tous cas, le Roy ne manquera pas de moyens pour récompenser ledit sieur de La Baume et, si on ne fait rien pour lui de delà, en m'en donnant l'avis, on taschera d'y suppléer ici par une pension sur bénéfice ou par quelque autre voie. »

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre au duc de Mercœur, du « dernier janvier 1659 ». — « Ce n'est pas sans sujet que nous envoyasmes hier au soir ce gentilhomme à Vostre Altesse puisque, au moment que nous l'eusmes despesché, ensuite de quelques autres mesures et menées de ces Messieurs qui estoient entrés, le peuple se souleva contre eux avec tant de violence que nous eusmes toutes les peines du monde d'empescher un très grand désordre et mesme qu'on ne mist à bas la maison du sieur de Foresta [dans la croyance qu'on avoit que le sieur chevalier de Valbelle et les autres qui estoient venus avec lui y estoient] (*ce dernier membre de phrase est raturé*). Néanmoins, nous nous y comportasmes en façon que ce mouvement fut enfin dissipé sans qu'il soit mésarrivé à personne. »

3. *Ibid.* « Ces Messieurs eussent pu esviter tout cela s'ils eussent encore eu un peu de patience puisque, dès aussitost que Vostre Altesse fut partie de ceste ville, nous commençasmes à songer aux moyens à les y faire entrer et de faire pour ce sujet une réconciliation publique, ayant mesme pour cest effet convoqué une Assemblée générale le jour d'hier.... »

d'Arène ou tels autres qu'ils aviseront, avec ces Messieurs qui sont dehors touchant la manière qu'iceux devront revenir dans la ville et cependant que, pour esviter tous inconvénients, ceux qui sont déjà entrés seront priés de sortir jusques à un entier accommodement et à la charge que, de quelle façon que ledit accommodement se fasse, ces Messieurs seront obligés de faire visite et civilité à Messieurs les consuls¹. »

Le parti contraire ne voulut pas se soumettre à ces exigences. Au lieu d'entrer en pourparlers avec les consuls ou leurs mandataires et de recevoir de leurs mains les conditions de leur retour, ceux qui étaient encore hors de la ville vinrent y rejoindre leurs amis qui s'y trouvaient déjà. Dès lors, se considérant sans doute comme citoyens de Marseille au même titre que leurs adversaires, ils circulèrent dans les rues avec affectation et se laissèrent peut-être aller à prendre une attitude provocante quand ils en croisaient un sur leur chemin².

Les motifs de querelle ne manquaient pas. On eût dit que, des deux côtés, on se plaisait à les faire naître. A peine installés dans leurs fonctions, les consuls avaient fait prendre aux Conseils des décisions que leurs adversaires pouvaient légitimement regarder comme autant de provocations à leur égard. Un Conseil des Cent, tenu le 9 février, avait, en effet, prescrit, sur la proposition du premier consul, un certain nombre de mesures qui attestaient chez les hommes au pouvoir la préoccupation de relier leur administration présente à leur administration passée, en confirmant, au moyen de délibérations régulièrement prises, des décisions précédemment votées mais annulées comme irrégulières par la décision royale qui avait cassé l'élection consulaire du 28 octobre.

« Auquel Conseil, rapporte le procès-verbal de cette séance³, le sieur de Bausset, premier consul, auroit remontré que aux Conseils tenus les 3, 11 et 13 novembre derniers, il auroit esté fait diverses délibérations très importantes au public et aux affaires de la ville et parce que, du depuis, le Roy auroit cassé lesdits Conseils et délibérations prises en iceux et que à présent les choses ont esté remises en leur premier estat, il auroit requis l'Assemblée de délibérer sur les mesmes propositions. Sur quoi, après que lecture a esté faite desdites délibérations par moi, notaire et secrétaire, il a esté délibéré par un accord et consentement général de toute l'Assemblée, qu'elles seroient gardées

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 34. Assemblée générale du 31 janvier 1659.

2. « Avant que nous eussions pu venir en conférence pour ce sujet, ils entrèrent tous sans mot dire et, en mesme temps, commencèrent à morguer et à menacer tout le monde sans aucun respect ni déférence, ce qui a esté la cause de ce mouvement.... » (Lettre des consuls à Mercœur, du « dernier janvier 1659 ».)

3. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 35 v°. Conseil des Cent, du 9 février 1659.

et exécutées suivant leur forme et teneur et, pour cest effet, ledit Conseil les auroit de nouveau approuvées, ratifiées et confirmées¹. »

Ces actes affirmaient l'intention du parti victorieux de ne renoncer à aucun des avantages que lui assurait sa victoire et de ne rien abandonner de ses prétentions passées, mais ils rendaient bien difficile à réaliser cette réconciliation générale dont Mazarin avait fait à Lyon la condition même de son pardon, dont il recommandait vivement par la suite à Mercœur et à d'Oppède de hâter la conclusion et dont il écrivait même qu'il « seroit du dernier scandale que cela ne fust pas achevé mesme après que les autres ont fait tout ce qu'ils ont voulu² ». De leur côté, les chefs du parti contraire n'avaient pas consenti à s'incliner devant les exigences de leurs adversaires et à reconnaître l'autorité qu'ils exerçaient dans la ville à la faveur de ce qu'ils regardaient comme une usurpation. Au lieu donc de rétablir l'ordre et la paix à Marseille, l'élection du 26 janvier y avait, au contraire, ranimé les passions mal éteintes et ramené la menace de nouveaux désordres.

Il semblait que des deux côtés on cherchait l'occasion de les faire renaître. Les jeunes gens des deux partis avaient épousé avec ardeur les querelles de leurs parents. Des altercations

1. Après avoir pris cette délibération, ce même Conseil, voulant sans doute en souligner le véritable esprit, décida qu'une somme de 6 000 livres serait accordée aux consuls pour couvrir les dépenses du voyage de Lyon et refusa d'en faire vérifier les comptes par des commissaires, comme le demandait le premier consul, protestant « qu'on estoit trop assuré de la bonne conduite et mesnage desdits sieurs consuls, à quoy toute la ville avoit grandes obligations de la peyne qu'ils avoient prise audit voyage et que, par conséquent, on approuvoit toutes les despenses qui avoient esté faites en iceluy suivant le compte tenu par le trésorier ». C'est aussi dans le même esprit que le Conseil délibéra de renvoyer au Conseil des Trois-Cents l'examen de la demande du droit de cité présentée par le sieur de Rochefort, marchand de Lyon établi à Marseille, « dont les parens ont rendu de bons offices à Messieurs les consuls et autres députés pendant qu'ils estoient en Cour », puisque cette affaire lui permit d'évoquer une décision prise pendant le consulat de Louis de Vento, qui avait accordé le droit de cité à un nommé Respaigne, et de l'annuler parce que, contrairement au règlement, elle avait été votée par le Conseil des Cent et non par celui des Trois-Cents. L'effet produit par ces décisions, qui attestaient chez leurs auteurs un parti pris incontestable, pouvait-il être atténué par deux autres délibérations, prises par ce même Conseil, dont l'une approuvait la dépense d'un dîner offert au duc de Mercœur par les consuls après leur rétablissement, et l'autre adoptait une proposition du premier consul d'offrir au nom de la ville un présent à de Piles, « pour les bons offices qu'il a rendus, durant le temps qu'il en a heu le commandement par les ordres du Roy et qu'il luy rend tous les jours, qu'on ne lui en scauroit tesmoigner de recognoissance »?...

2. C'est à la fin de la lettre qu'il écrivait à d'Oppède le 19 février (Affaires étrangères, 1724, 21) que Mazarin, lui faisait des recommandations à ce sujet : « Je vous prie de dire aussi de ma part à M. le duc de Mercœur qu'au moins on devroit bien mettre la dernière main à la réconciliation de ceux qui avoient esté obligés de sortir de Marseille avec ceux du parti contraire et les restablir dans leurs maisons, estant du dernier scandale que cela ne soit pas achevé après que les autres ont fait tout ce qu'ils ont voulu. D'ailleurs, ce sera à lui par sa prudence d'en choisir le biais et le moyen, mais il importe que ce point soit exécuté avant qu'il parte pour venir à la Cour. »

s'élevaient entre eux quand ils se rencontraient dans la rue : les fils du premier consul lui-même, les chevaliers de Bausset, donnaient le mauvais exemple. Un jour, ils se prirent de querelle avec les chevaliers de Foresta, fils du juge du Palais, acquis depuis longtemps au parti de La Baume; ils donnèrent à ce démêlé un si grand retentissement que les consuls, craignant qu'il ne troublât profondément le repos de toute la ville et se reconnaissant, d'ailleurs, impuissants à le calmer, supplièrent le duc de Mercœur d'y mettre fin en mandant les adversaires auprès de lui¹,

A peine étaient-ils débarrassés de ce souci², qu'une autre querelle, éclatant entre le chevalier de Buoux et le Cadet de Monier, leur causa de nouvelles inquiétudes dont ils demandèrent aussi au duc de Mercœur de les délivrer³.

Ces démêlés, si fréquents entre gentilshommes, attestaient bien la persistance des rancunes qui avaient naguère divisé et mis aux prises la plupart des familles de la noblesse marseillaise. Le repos de la ville était à la merci d'un différend plus grave que ceux qui venaient d'éclater et qu'une prompte intervention de Mercœur avait réussi à calmer. Celui-ci néanmoins ajoutait foi à la parole des consuls qui lui représentaient qu'une réconciliation générale viendrait couronner les efforts qu'il avait faits pour mettre fin à ces querelles particulières⁴. Il en prenait acte, et sans se donner la peine de la vérifier, la transmettait à Mazarin, en lui confiant cette prévision « que Niozelles ne conserveroit plus longtemps son crédit⁵ ». Un avenir prochain allait infliger au duc de Mercœur un cruel démenti.

Pendant que ces divers événements se déroulaient à Marseille, la ville d'Aix avait été de son côté encore plus profondément troublée. C'est dans cette ville que continuait à résider le cardinal Grimaldi que d'Oppède, et Mercœur après lui, n'avaient pas cessé de dénoncer comme le principal fauteur des mouvements séditieux qui avaient agité Marseille et la Provence depuis l'arrivée de Mercœur dans la province et l'élévation de

1. Lettres des consuls au duc de Mercœur des 1^{er} et 3 février 1659 (Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I).

2. Lettre des consuls au duc de Mercœur, du 5 février. Voir aussi sur les suites de ce différend entre les chevaliers de Bausset et de Foresta, les deux lettres des consuls à Mercœur, du 14 et du « dernier » février.

3. Lettre au duc de Mercœur, du 7 février.

4. « Nous sommes parfaitement obligés à Vostre Altesse de l'honneur de son souvenir et des sentimens qu'elle conserve pour le repos de ceste ville, de quoy nous ne scaurions assez dignement la remercier, et pour l'informer de l'estat auquel elle se trouve suivant son désir. Elle scaura que ces Messieurs, qui estoient dehors, sont presque tous entrés avec un esprit de paix ainsi qu'ils le nous ont tesmoigné en nous visitant.... Nous attendons avec beaucoup d'impatience le bien que Vostre Altesse nous fait espérer de la voir bientost en ceste ville, afin de terminer toutes ces divisions.... » (Lettre des consuls à Mercœur, du 14 février).

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 376. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 27 février 1659.

d'Oppède à la première présidence¹. Maintes fois, le gouverneur et le premier président avaient saisi la main de l'archevêque d'Aix dans les intrigues et dans les manœuvres auxquelles les troubles de Marseille avaient servi de prétexte. Ils avaient aussi montré ce personnage provoquant ou encourageant les résistances des procureurs du Pays et de l'Assemblée des Communautés aux propositions et aux demandes du gouvernement et ils avaient toujours vainement sollicité Mazarin d'ordonner contre lui des mesures de rigueur².

Grimaldi, hanté sans doute par le rêve de jouer le premier rôle en Provence, où d'Oppède tenait trop de place à ses yeux, avait trouvé dans la noblesse d'Aix et parmi les Parlementaires des ambitieux et des mécontents empressés à entrer dans ses vues et à seconder ses projets. C'était le marquis de Gordes, qui avait

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 246-263. *Mémoire du président d'Oppède*. — En marge du premier feuillet est inscrite cette note d'une écriture différente. « Fait par le premier président d'Oppède à Aix, le mois de février 1660. » — « Enfin, les divers mouvemens, qui avoient agité la province durant toutes ces années, alloient estre calmés par la sage conduite de M. le duc de Mercœur, le gouvernement, les charges de lieutenant du Roy après la mort du comte de Carcès, de premier président et l'archevesché d'Aix remplies, et ceux qui pouvoient prestendre quelque interest au choix récompensés d'ailleurs, en sorte que toutes les apparences du monde promettoient à la province un siècle de repos et de bonheur. Mais les mesmes esprits inquiets ne pouvant longtemps souffrir une mesme assiette aux affaires, ne manquant pas de pénétrer qu'il seroit facile de brouiller si l'on se servoit à propos de l'appui, de l'esclat et de la mauvoise humeur de certaines personnes (*en marge* : M. le cardinal Grimaldi) qui ne pouvoient se contenir dans leurs bornes, quoique fort capables de satisfaire l'ambition des plus élevés, comme aussi en bien mesnageant la facilité de M. de Gordes, on voit tout d'un coup croiser les affaires du Roy, donner dans des actions publiques des titres de *seul défenseur et protecteur de la patrie opprimée* (*en marge* : M. le cardinal Grimaldi); on descric la conduite d'un gouverneur que l'on avoit demandé avec empressement et reçu avec la dernière joie; on blasme celle d'un premier président que la province avoit reçu avec beaucoup d'acclamations; on affecte de les faire paroistre impuissans en toutes les affaires du Roy qui leur sont commises et, en mesme temps, on les fait passer dans la province pour les auteurs de tous leurs maux.... » — Cf. une lettre de d'Oppède à Mazarin, du 28 octobre 1659 (Affaires étrangères, France, 1725, 145) où il fait remonter la responsabilité des troubles de la Provence à l'entente conclue entre le cardinal Grimaldi et de Gordes.

2. « J'observerai, Monseigneur, le dernier secret sur la lettre escrite à M. le cardinal Grimaldi pour aller en Cour. Le prétexte est spécieux et le chatouillera certainement; mais, avec tout cela, je ne suis nullement persuadé qu'il y aille : la suite fera voir si mon pronostic a esté bon. Je ferai tous mes efforts d'avoir des lettres de ceste Eminence avec ceux de Marseille et d'en intercepter quelques-unes, quoique cela soit bien difficile, car ce sont par personnes bien affidées, et mesme la plupart qui ne sont chargées que de créance. Et celle qui fait la principale négociation, c'est la dame de Gabriès, cousine du sieur de Niozelles, qui porte toutes les paroles de ceste Eminence ou la plus grande partie. » (Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 2 octobre 1658. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 203-207.) Déjà, au mois d'août 1658, Mercœur s'exprimait ainsi sur le compte de Grimaldi : « Puisque Vostre Eminence m'ordonne de lui en dire mes sentimens, ce sera avec le dernier respect et dans la pure vérité, sans autre participation ni dessein que celui du service et d'oster en tout prétexte aux brouillons, que j'aurai l'honneur de lui dire que M. le cardinal Grimaldi ne se changera point et qu'il s'efforce en tout de s'attirer le peuple.... » (Lettre à Mazarin, du 13 août 1658, Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 92.) — Cf. une autre lettre de d'Oppède à Mazarin du même jour (Arch. des Affaires étrangères, 1723, 112).

succédé à son oncle, le comte de Carcès, dans la charge de lieutenant du Roi en Provence et à qui la place prépondérante prise par le premier président avait de bonne heure porté ombrage. C'était encore le président de Régusse, l'ancien compétiteur de d'Oppède à la première présidence, qui n'avait pas pardonné à celui-ci d'avoir obtenu une charge enviée à laquelle il croyait avoir autant sinon plus de droits que lui. C'était un ancien procureur du Pays, La Barben, qui avait prétendu tenir tête à Mercœur et à d'Oppède dans l'Assemblée des Communautés et inspirer à cette assemblée des décisions contraires à celles qui étaient sollicitées au nom du Roi¹. Mais c'était surtout des hommes encore obscurs, à l'esprit brouillon, impatients de jouer un rôle et de se pousser au premier plan. D'abord amis ou protégés de d'Oppède et de Mercœur, ils les avaient lassés par leurs exigences et, ne pouvant plus rien en obtenir, ils avaient voulu se venger en se tournant du côté de leurs ennemis et en consentant à se faire les instruments de leurs rancunes. Il y avait parmi eux l'ancien conseiller au Parlement, de Glandevès-Rosset, qui ne pardonnait pas à Mercœur et à d'Oppède de n'avoir pas permis qu'il fût fait premier procureur du Pays par l'Assemblée des Communautés de 1657²; son beau-frère, le président de Bras, à

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 92. — Mercœur à Mazarin, 13 août 1658. « ... La Barben est un esprit turbulent, dépité et intéressé; Gordes est enflé de sa liberté et conduit comme un enfant par ces brouillons qui le possèdent entièrement: les parens de Glandevès n'ont que de mauvais desseins et le président de Régusse est le conseil de tous... »

2. « ... Glandevès était de mes meilleurs amis et plus affidés : il a rompu avec moi à cause de l'exclusion que M. le duc lui donna de pouvoir estre pour procureur du Pays : elle fut juste parce qu'il prestendoit l'estre à cri public de peuple et par sédition. Je n'avois garde de lui rendre office près M. le duc en ceste occasion, parce qu'il y alloit trop de l'autorité du Roy et de la sienne. Et, d'ailleurs, je m'en excusai encore au sieur de Glandevès mesme sur ce qu'il m'avoit dit, deux mois auparavant en nos conversations particulières, qu'il estoit fâché de ne pouvoir plus aller mon chemin: que j'avois pris celui de la Cour et du service du Roy, qu'il falloit qu'il en prist un contraire pour satisfaire son honneur et pour le bien de ses affaires particulières qui estoient trop déçues pour ne pouvoir se sauver que dans le désordre. Eusse-je, Monseigneur, fait en homme de bien et d'honneur de faire mes efforts pour dissuader M. le duc de la pensée où l'autorité du Roy et la sienne l'engageoient de l'exclusion de M. de Glandevès et M. le duc, voyant ce qui lui paroissoit avec scandale, m'eust-il cru? » (Affaires étrangères, France, 1723, 546, d'Oppède à Mazarin, 17 juin 1659.) Dans le *Mémoire*, qu'il a rédigé au mois de février 1660 (voir plus haut, p. 677, note 1), d'Oppède indique dans quelles conditions Mercœur fut amené à s'opposer à l'élection de Glandevès comme premier procureur du Pays : « L'occasion se présenta très belle en l'Assemblée des Communautés que l'on convoqua au lieu d'Aubagne pour y estre tenue au mois de septembre 1657. Il y eut pour lors un grand conciliabule à Carcès.... La seconde chose qui fut résolue, ce fut de faire eslire pour premier procureur du Pays le sieur de Glandevès-Rosset, mesme avec sédition, *etiam voce populi*, ce sont les mesmes termes dont on se servit, si on ne le pouvoit autrement.... Ils y firent engager fortement le sieur de Montmélian, pour lors premier procureur du Pays et en exigèrent sa parole.... La cabale esclate en l'eslection des procureurs du Pays. On veut demander par sédition le sieur de Glandevès. Le sieur de Montmélian s'opiniastre à le nommer. M. le duc de Mercœur estimant honteux et préjudiciable à l'autorité du Roy qu'un particulier s'érigeast en tribun, avec ceste insolence, lui donne l'exclusion au nom de Sa Majesté. La cabale rejette ensuite plusieurs des principaux gentilshommes de la province

qui il n'avait pas suffi que d'Oppède favorisât son élévation à la présidence, rendue vacante par sa propre élévation à la première présidence du Parlement, et qui, sans doute, aurait désiré davantage¹; l'avocat général de Chasteuil, dont d'Oppède se flat-tait aussi d'avoir été le bienfaiteur²; le président de Cormis, enfin, mécontent d'avoir perdu la confiance du gouverneur et du premier président et disposé, pour se venger, à devenir l'homme d'action du parti des séditieux³.

Pendant quelques années, ces personnages avaient entretenu à Aix et dans la province une agitation incessante. En certaines occasions, ils avaient traversé les projets de Mercœur et de d'Oppède, suspendu même l'exécution des ordres du Roi⁴ et failli provoquer des mouvements fort dangereux pour le repos de la Provence tout entière⁵. D'Oppède et Mercœur avaient cru

jusqu'à ce qu'elle en vint au sieur de La Barben qu'elle souhaitoit au défaut d l'autre.... Bien que les factions eussent tout sujet de satisfaction, on peut se souvenir que le sieur de Glandevès leur tenoit si fort au cœur qu'une personne d'une qualité relevée et le chef de la cabale [le cardinal Grimaldi, *note en marge*] demanda publiquement en forme de reproche au sieur de Montmelian qu'estoit devenue la parole qu'il avoit donnée à Carcès?... »

1. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 17 juin 1659.

2. *Ibid.*

3. « Il n'est point hors de propos de dire que, pendant ces mouvemens de Marseille [ceux de juillet 1658], le président de Cormis, croyant le temps venu de se venger de ce qu'on avoit résisté à sa passion dans le temps de la plus forte confiance en lui pour toutes les affaires, il prend un prétexte, beaucoup disent qu'il y avoit quelque raison d'intérêt. Quoi qu'il en soit, il demande le deslogement des troupes qui estoient à Brignoles. On lui représente les raisons comme à une personne de confiance, on le lui promet pourtant au lendemain. Dans le temps qu'on le lui portoit, il entre au Palais après avoir fait publier et dit lui-même dans la place des Prescheurs et par les rues qu'il alloit desliver la province de tyrannie.... » (*Mémoire de d'Oppède* de février 1660.)

4. A la fin de l'année 1657, Glandevès-Rosset étant de retour à Aix, « voilà la cabale qui se réunit, fortifiée et conduite par certaines personnes d'autorité, qui n'ont jamais cessé de fomenter. Elle descrie le gouvernement du royaume; de là, on descend au particulier de la province; on donne des impressions au peuple contre ceux qui ont les affaires du Roy en mains et on fait des desmonstrations si publiques que leur dessein fut connu de tout le monde. Le Roy propose de nouveau d'entrer en traité pour le quartier d'hiver : on offre une assemblée, les procureurs du Pays la refusent et qu'on fera, disoient-ils, qu'il n'y pourroit entrer des troupes; que l'Assemblée d'Aubagne n'ayant rien voulu donner, il seroit inutile d'en tenir une autre, mais que, si l'on vouloit assembler des Estats, le sieur de La Barben promettoit d'y faire accorder tout ce qu'on voudroit, comme si toute la Noblesse despendoit de lui et si on pouvoit laisser en suspens les troupes pour le quartier d'hiver qu'il eust fallu passer tout entier en l'attente ou en leur tenue. Ce refus qu'ils firent est si reprochable pour eux qu'ils n'en ont osé changer leurs registres. Mais leur véritable dessein estoit de se servir des Estats pour tout brouiller dans la province et verser tout en un coup leurs inspirations et leur venin partout. Les troupes entrent : par un attentat inouï, les procureurs du Pays refusent leur attache et veulent modifier les ordres du Roy. Quand Sa Majesté demande de l'argent à la province, elle est véritablement en liberté de l'accorder ou de le refuser; mais, quand le Roy envoie des troupes, il est le maistre de la quantité et de la forme de leur subsistance.... » (*Mémoire de d'Oppède*, de février 1660.)

5. « Enfin, par les soins de la cabale, leurs assemblées secrètes et publiques, leurs diffamations, les faux-bruits qu'ils faisoient courir avec tant de scandale que l'on interpelle tous ceux qui en ont esté tesmoins si la chose estoit supportable et si elle n'estoit pas honteuse à l'autorité du Roy, la sédition estoit preste d'esclater. On reçut des ordres du Roy d'arrester Barbantane et Glandevès.

y mettre fin en demandant à la Cour des ordres pour faire sortir de la province les principaux de ces agitateurs. Mais l'éloignement de Gordes, de Régusse et de La Barben n'avait pas intimidé leurs amis. En outre, Glandevès-Rosset avait refusé d'obéir à l'ordre d'exil et son arrestation, suivie de sa détention dans la citadelle de Saint-Tropez, avait fourni un nouvel élément à leurs intrigues qui avaient eu d'ailleurs leur répercussion à Marseille¹.

Grimaldi et ses partisans suivent alors avec une attention soutenue les divers mouvements qui éclatent dans cette ville. Leurs émissaires apportent leurs encouragements et leurs avis aux chefs de la sédition. Ils leur font espérer, ils espèrent peut-être eux-mêmes, que la Provence tout entière embrassera leur parti et aidera à leur triomphe. 'C'est peut-être à leur instigation que les Marseillais repoussent l'abolition qui leur a été accordée et, sans tenir compte des défenses du Roi, élisent leurs consuls le 28 octobre 1658. Cet acte ne leur suffit pas; ils attendent davantage et ils poussent leurs amis à braver encore les ordres royaux et à refuser d'accomplir le voyage de Lyon. Le départ des consuls, de Niozelles et de La Salle pour la Cour jette un moment le désarroi parmi eux². Mais quand ils sont revenus de leur surprise, ils veulent profiter de l'absence du duc de Mercœur, qui vient de se rendre auprès du Roi à son retour de Catalogne, et de la présence de d'Oppède à Tarascon où se tient l'Assemblée des Communautés, pour fomenter un mouvement dans Aix, se saisir de l'autorité dans cette ville, en imposer par leur audace aux Parlementaires restés dociles aux directions du premier président³ et empêcher enfin une réforme du règlement

M. le gouverneur, voulant tenter toutes les autres voies pour les ramener, fait avertir sous main Barbentane, lequel prit fort bien la chose et se conduisit avec respect et prudence, et ensuite se justifia à la Cour. Au lieu que cet exemple, qui pouvoit laisser de la crainte à ceux qui voudroient continuer dans le mauvois chemin et donnoit toute confiance à ceux qui voudroient s'en désister, ramenant les brouillons, qu'au contraire ils blasment hautement la conduite de Barbentane, ils le tancent de foiblesse. Glandevès s'en élève; La Barben et lui ne paroissent plus qu'attroupés : on résout d'entreprendre contre les vies de M. le duc de Mercœur et de M. le premier président. Ce sont les inspirations qu'ils donnent à tout le monde : ils ont des émissaires pour aller prosner ces maximes aux artisans dans leurs boutiques et aux bourgeois dans leurs maisons. » (*Mémoire de d'Oppède*, de février 1660.)

1. Voir ci-dessus, III^e partie, chap. II.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 285. D'Oppède à Mazarin, décembre 1658 (sans indication de jour, elle est sûrement postérieure au départ de Niozelles et de ses compagnons pour Lyon) : « Ce départ a fort estonné nos séditieux d'Aix et en sorte que le bonhomme M. de La Roquette, qui mouroit de peur et qui, à tous momens, me despeschoit des courriers pour courir à son secours (d'Oppède écrit de Tarascon), m'en a despesché un par lequel il me marque que ces gens-là sont atterrés par l'obéissance de Marseille et que je puis achever ici sans inquiétude ».

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 273. D'Oppède à Mazarin, 19 décembre 1658. « ... Les despesches, Monseigneur, que je viens de recevoir d'Aix sont que, depuis mardi dernier [17 décembre], les présidens de Cornis et de Bras ont fait ce qu'ils ont pu pour exciter une sédition et que, se méfiant du

municipal, depuis longtemps préparée par d'Oppède, qui, diminuant l'importance des procureurs du Pays à leur sortie de charge, rendra désormais possible une intervention efficace des agents du Roi³.

Les nouvelles qu'ils reçoivent de Lyon les encouragent à persévérer dans leur attitude séditieuse. On leur dit l'accueil bienveillant qui a été fait à ceux de Marseille que d'Oppède aurait voulu voir traiter en criminels, le pardon généreux qui leur a été accordé, l'élargissement de La Reynarde sorti de Pierre-Scize et traité somptueusement avec ses compatriotes à la table du premier ministre, enfin le départ de la députation avec l'autorisation de procéder en toute indépendance à l'élection des nouveaux consuls. Ils sont maintenant dans l'attente de ce qui va se passer à Marseille. Ils ont redoublé d'arrogance et d'Oppède, qui depuis un mois n'a pas cessé d'avertir Mazarin de leurs conciliabules secrets, de leurs menaces et de leurs manifestations²,

Parlement et du gros de la ville, ils ont fait venir dans la ville plus de cent étrangers, et qu'ils ont mis à la teste de ces gens-là deux de ces traîneurs d'épées sur le sujet desquels j'ai demandé et obtenu des ordres. Ces deux Messieurs les paient et le président de Bras a donné 50 pistoles mardi à des jeunes gens et vagabonds pour aller au cabaret et continuer ceste cabale. Leur jour pris estoit mardi, et puis hier matin [mercredi 18]. Ils devoient prendre prétexte sur une querelle particulière, mais la présidence de M. de La Roquette et la vigueur avec laquelle agit M. le président de La Roque empeschèrent leur dessein, en façon mesme que ce dernier avoit cru que la chose estoit entièrement assoupie.... J'oubliois de dire à Vostre Eminence que, le jour de mardi que le désordre se devoit faire, à la place des Prescheurs, le président de Bras, contre sa coustume, l'ordre et la décence, il estoit dans une boutique de ladite place pour animer par sa présence et se mettre mesme à la teste de la sédition, si on y eust trouvé jour.... »

1. A diverses reprises, au cours de l'année 1658, Mercœur et d'Oppède ont engagé Mazarin à prescrire une réforme du règlement municipal d'Aix. Le 13 août 1658, par exemple, Mercœur, qui dépeignait à Mazarin le caractère et les desseins des principaux chefs du parti qu'il combattait, ajoutait ces lignes : « Mais, si on peut changer le règlement de ceste ville, qui est le refuge de tous les consulaires malintentionnés, alors le Roy, ayant à la teste des personnes affidées et l'Assemblée tenue dans son temps, Vostre Eminence pourra prendre l'occasion de faire ce qu'Elle avisera bon estre. Mais, jusqu'à ce temps, je ne vois rien d'assuré dans la province et je ne voudrois répondre d'aucuns événements. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 92.) De son côté, d'Oppède écrivait le même jour : « Ceste affaire de Marseille n'est point encore finie, il faut faire celle de la Maison de Ville d'Aix ». (*Ibid.*, f° 112.) Le 3 septembre, d'Oppède écrivait encore : « L'estat auquel se trouve Marseille et le sentiment où estoit le duc de Mercœur lors de son départ, fait que je porte à différer le mien pour l'exécution du règlement de la Maison Commune de ceste ville [d'Aix]. Il est véritable qu'il n'y a rien de si nécessaire ici pour les intérêts du Roy, que c'est une chose utile mesme au public et qui seroit reçue avec applaudissemens.... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 175.)

2. Voici le tableau que, dans sa lettre du 19 décembre 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 273), d'Oppède fait à Mazarin des machinations des présidents de Bras et de Cormis et des excitations auxquelles ils se livrent dans Aix, en demandant contre eux un ordre d'arrestation. « Quant à Aix, c'est un scandale de l'insolence des présidents de Cormis et de Bras. Le premier est à une lieue d'Aix, d'où il fait tout agir, ses frères sur le pavé, en teste des séditieux ; et l'autre, assez sot et éventé pour se montrer publiquement, donner de l'argent et faire venir des estrangers dans la ville. Vostre Eminence en voit bien les conséquences et que, s'ils ont une sottise à faire, ils prennent le temps que je suis attaché ailleurs.... Et, véritablement bien que Cormis soit le conseil et celui qui

s'attend d'un moment à l'autre à en voir éclater les effets : « Je puis bien cependant, Monseigneur, dire à Vostre Eminence, écrit-il à Mazarin le 28 janvier¹, que cela² a si fort relevé l'insolence des séditieux en ceste ville qu'à peine les gens de bien peuvent-ils estre en sûreté. Il y a six jours que l'on est sur le point à tous les momens d'une sédition. Aujourd'hui mesme peu s'en est fallu. Si véritablement, on ne met ordre à ces choses, il est impossible de servir le Roy sans hasarder et la vie et les biens. Il est glorieux et satisfaisant de le faire souvent, mais Vostre Eminence avouera bien, s'il lui plaist, que d'estre toujours en ces alarmes et sur des précautions que cela est fort incommode. »

Le premier président resta ainsi sur le qui-vive pendant tout le temps que Mercœur séjourna à Marseille pour y présider au rétablissement du consulat. Ce fut même l'embarras où il se trouvait et qui le mettait dans l'impossibilité d'en recevoir quelque secours qui décida le gouverneur à céder à toutes les exigences de Niozelles et ses amis³. Mais à peine fut-il de retour à Aix et

les ment, encore observe-t-il ceste décence de cacher le bras qui jette la pierre; mais l'autre, qui se montre et donne de l'argent publiquement, est du dernier scandale : certainement, il mérite d'estre arrêté. Il faut adjoûter à ces deux ordres deux des plus séditieux et quasi les seuls du Palais, capables à tout le moins de quelque chose : c'est le conseiller de Sigoyer fils et l'avocat général de Chasteuil; il faudroit reléguer encore ces deux-là.... »

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 292.

2. Le retour triomphal à Marseille de Niozelles et de ses compagnons.

3. *Mémoires de d'Oppède*, de février 1660. « ... M. le duc de Mercœur envoie un gentilhomme à M. le premier président pour lui faire part de ce qui se passoit [à Marseille], qui lui fait scavoir que pareillement dans Aix on estoit sur le point d'une sédition contre lui. L'estat de ces deux villes et la nécessité où se trouva M. le duc l'obligèrent à leur laisser faire. Il assista donc à ceste comédie qui se passa avec toute l'insolence et l'effronterie imaginables. Cela achevé, on lui fait entendre qu'il le faut faire avouer par le Roy, et tous ils s'expliquent assez de le retenir jusques à la confirmation. Néanmoins, on se contente de ses despêches et de l'envoi d'un courrier. Mais, s'en repentant, au lieu de le laisser sortir, on l'arrestoît sous prétexte de le festiner, de le faire participant de leurs réjouissances et de leurs festes.... Mais la vérité est que c'estoit pour l'arrestier tout à fait, si l'on eust tué ou arrêté le premier président dans Aix, qui fut toujours à soutenir les séditions que l'on n'ose faire esclater que le jour où M. le duc de Mercœur sortit de Marseille. Ils l'avoient tenté dans la nuit précédente sans l'oser mettre en exécution. Mais le matin, le Palais, les Chambres assemblées, fut investi de séditieux. Il n'y avoit que ceux de la cabale qui le sussent, les autres l'ignoroient. Le premier président voyoit pourtant toutes les dispositions à une grande émeute : il taschoit de l'esloigner de tous ses soins pour tout le temps que M. le Duc seroit à Marseille. Il le fit avertir d'en sortir et de l'estat des choses. Dans ceste assemblée des Chambres, après avoir soutenu avec vigueur et fermeté les affaires qui s'y estoient traitées, ceux de la cabale se voyant à bout semblerent se reconnoître, demandant que l'on intercède pour eux, forcent le Parlement de leur despartir son intervention. La chose se fait de bonne grâce : se levant tous de leurs places, ils viennent trouver M. le premier président dans la sienne et lui faire toutes les protestations pour le service du Roy qu'ils doivent. Le premier président voit que l'autorité du Roy a esté soutenue, que ces séditieux tesmoignoient repentir de leur conduite, se souvenant toujours de l'estat auquel estoit M. le duc à Marseille et que tout ce qui se faisoit n'estoit que pour les arrester tous deux à la fois, prend peur et, recevant la chose d'aussi bonne grâce qu'elle lui estoit portée, il promet sa médiation près M. le Duc pour qu'il intercède près Sa Majesté pour le retour des sieurs président de Régusse et

eut-il consacré, dans un but de pacification générale et dans son désir de réaliser les vœux de Mazarin, les promesses faites par d'Oppède de rappeler les chefs du parti exilés et de faire sortir Glandevès-Rosset de sa prison de Saint-Tropez¹, que les mécontents, persuadés de leur force et de son impuissance, profitaient de son nouveau départ pour Toulon pour reprendre leur dessein et exécuter les projets que d'Oppède les accusait depuis longtemps de méditer.

Le 14 février, une querelle éclate sur le grand chemin de Marseille entre un jeune gentilhomme de ce parti, M. de Saint-Jean, et le lieutenant du Prévôt des Maréchaux². Au dire de d'Oppède³ elle aurait eu pour cause un différend de famille remontant à plus de dix années : elle n'était donc pas de nature à justifier l'émotion que quelques esprits échauffés manifestèrent dans la ville à la nouvelle de cet incident en essayant d'en faire le prétexte d'un mouvement populaire. Ce jour-là, le Parlement tenait audience. Une troupe de jeunes gens armés, qui entraîne à sa suite une foule d'hommes du peuple aux cris, dit-on, de « Vive le Roi et M. le cardinal Grimaldi ! » envahit la salle où les magistrats sont réunis et fait entendre des paroles de colère et des menaces contre le premier président. Sans perdre contenance, celui-ci tient tête aux mutins et déclare avec calme : « J'aime mieux mourir sur les fleurs de lys en servant le Roy et en faisant les fonctions de ma charge que de conserver laschement la vie en me sauvant honteusement⁴ ». Cependant, quelques magistrats, plus courageux ou plus prudents⁵, s'interposent. Ils empêchent qu'il ne soit attenté à la vie de leur chef, mais ils doivent consentir à le livrer à ses ennemis qui lui assignent l'archevêché pour prison et le cardinal Grimaldi

La Barben, l'eslargissement du sieur de Glandevès et promet d'y joindre ses très humbles supplications.... »

1. Voir ci-dessus, p. 670 notes 4 et 5, et, en outre, le *Mémoire de d'Oppède*, de février 1660 et l'*Histoire des troubles de Marseille*, II, 1. 20.

2. Nous possédons trois relations de cet événement. L'une a un caractère officiel : elle est contenue dans l'Ordonnance rendue par le duc de Mercœur au château de Saint-Marc, le 18 février 1659, dont elle forme le dispositif et dont une copie imprimée est aux Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 340 ; — une autre copie manuscrite a été conservée dans la collection particulière de M. de Barbarin. — La seconde relation est le procès-verbal dressé par d'Oppède lui-même « sur le désordre arrivé en la ville d'Aix, le 14 février 1659. » (Affaires étrangères, France, 1723, 306) : d'Oppède en a extrait le récit de cette journée qu'il a inséré dans son *Mémoire sur les affaires de Provence*, de février 1660. — Nous possédons enfin le récit de l'auteur de l'*Histoire des troubles de Marseille* (II, v, 21-22) : celui-ci, tout en étant favorable au premier président, s'efforce d'atténuer les torts des Parlementaires compromis dans cette affaire et de présenter le cardinal Grimaldi comme un intercesseur modéré, prudent et généreux.

3. *Mémoire de d'Oppède*.

4. Ordonnance de Mercœur ; — Procès-verbal de d'Oppède.

5. *Histoire des troubles de Marseille*, loc. cit. ; ce propos est également rapporté, sous une forme peu différente, dans l'Ordonnance de Mercœur.

6. « Mais les principaux chefs du parti, appréhendant les suites d'un si grand désordre d'estre enveloppés dans la punition du crime, s'appliquèrent à aiser. » (*Histoire des troubles de Marseille*, loc. cit.)

pour géôlier. Celui-ci le fait monter dans son carrosse, l'accompagne avec l'avocat général Chasteuil et les présidents de Bras et de Cormis, et feint avec eux de le protéger contre la fureur de la populace¹. Pendant ce temps, sous la menace des mutins, le Parlement rend un arrêt ordonnant que d'Oppède sera ainsi retenu prisonnier jusqu'à nouvel ordre et laisse placer des gardes autour de sa prison².

Les conjurés avaient espéré se servir du premier président comme d'un otage pour dicter leurs conditions au duc de Mercœur³ et lui arracher l'engagement d'intervenir à la Cour en leur faveur et de leur faire délivrer des lettres d'abolition. Mais, en cette circonstance, le gouverneur fit preuve de plus de décision et d'activité qu'il n'en avait montré jusqu'à présent. Il trouva d'ailleurs des concours inattendus dans la province tout entière, parmi les nobles et dans les Communautés, justement émus par l'attentat dont venait d'être victime un personnage en qui s'incarnait la majesté du Roi, dont il était un des plus hauts représentants dans le pays.

À la nouvelle de cet événement, Mercœur, qui se trouvait à Draguignan⁴, s'était empressé de quitter cette ville et de marcher sur Aix où il comptait rentrer sans peine et y rétablir l'ordre après avoir délivré le prisonnier. Il dut renoncer à ce dessein et s'arrêter au château de Saint-Marc, à une demi-lieue à peine de la ville, sur l'avis que lui firent porter les procureurs du Pays, les membres du Parlement et de la Cour des Comptes et d'autres officiers du Roi, qu'ils n'étaient en état ni de lui faire ouvrir les portes de la ville ni de ramener au devoir la plupart des habitants que les factieux retenaient dans leur parti à force de menaces et de violences⁵. Jugeant alors que le peu de soldats

1. Ordonnance de Mercœur: Procès-verbal de d'Oppède; *Histoire des troubles de Marseille*, loc. cit.

2. « Ceste mesme troupe séditeuse, à mesme temps, se fit encore donner par la mesme violence, auparavant que le sieur premier président fust traduit, un arrest portant permission d'establiir corps de garde à la place des Prescheurs, à l'archevesché et aux portes de la ville, quoique ce soit une chose qui despend absolument de nostre seule autorité, ce qui nous fait connoistre que cet arrest n'a esté donné que par force et dans la dernière extrémité. » (Ordonnance de Mercœur.) — Voir *Histoire des troubles de Marseille*, loc. cit.

3. « Tout le monde sçait... que ceste sédition fut suivie de beaucoup d'autres et de divers accidens: que l'on y esment des grandes pensées, les unes pour le changement du gouvernement qui trouvoit ses pretendans et de la charge de premier président qui seroit de leurre à plusieurs... » (*Mémoire de d'Oppède*.)

4. *Histoire des troubles de Marseille*, loc. cit.

5. « Et comme, pendant ce temps, nous estions en chemin pour retourner dans ladite ville d'Aix... il nous auroit esté donné advis de ce désordre par un exprès du Parlement, ce qui nous auroit obligé de nous y acheminer en toute diligence. Et, dans le temps que nous nous approchions d'Aix, nous trouvâmes à une demi-lieue de ceste ville deux des sieurs procureurs du Pays qui nous venoient donner part de la mesme chose et qui nous prièrent de ne vouloir point entrer dans la ville, nous disant qu'ils n'en estoient point les maistres et que ceste troupe séditeuse avoit les armes à la main et mis des corps de garde partout et, par ainsi, ils nous protestèrent qu'ils ne pouvoient en respondre. Ce qui nous auroit obligé de nous rendre en ce lieu comme le plus proche de la ville pour

qu'il avait sous la main ne lui permettrait pas pour le moment d'accomplir le plan qu'il avait formé. il s'arrêta à cet endroit et publia une ordonnance qui mandait auprès de lui tous les gentilshommes de la province et prescrivait aux Communautés « de lui fournir incessamment un homme par feu armé d'espées et mousquets et en estat de servir, payé par quinze sols par jour », que lui conduiraient les chefs de viguerie chargés par lui « de les assembler et les faire marcher en toute diligence avec les officiers nécessaires pour les commander¹ ».

En peu de jours, Mercœur fut en mesure d'en imposer aux rebelles. La plupart des gentilshommes et des Communautés répondirent, en effet, à son appel. Les deux villes mêmes dont le concours paraissait d'abord le plus incertain, à cause de leur esprit d'indépendance et des sympathies que les factieux d'Aix et de la province y avaient rencontrées en tout temps, Arles et Marseille, avaient fait savoir au gouverneur l'indignation que leur avait causée cet attentat et leur désir d'en seconder la répression. Se voyant ainsi abandonnés de tous², les chefs du parti se résignèrent à rendre la liberté au premier président. Ils lui arrachèrent bien la promesse qu'il déciderait Mercœur à solliciter des lettres d'abolition en leur faveur. Mais, quand il le vit en sûreté auprès de lui³, le gouverneur refusa catégoriquement de ratifier une promesse obtenue par contrainte et il pré-

d'ici donner plus commodément les ordres nécessaires dans ceste occasion. Du depuis, le Parlement, la Cour des Comptes, les trésoriers généraux de France et les procureurs du Pays nous ont incessamment député pour nous protester leur obéissance et fidélité au service du Roy, mais que, s'ils ne donnoient pas de plus fortes marques de leur zèle, ce n'estoit que parce que leur autorité estoit entièrement opprimée et la liberté de leurs sentimens estouffée par les continuelles violences de ces factieux. » (Ordonnance de Mercœur.) — Voir *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 22.

1. Ordonnance de Mercœur.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 33. — D'Oppède tira quelque peu vanité de l'empressement mis par toute la province à sa délivrance, comme en témoigne cette lettre qu'il écrivit de Lambesc à Mazarin, le 27 février 1659 : « La fermeté et la viguerie de M. le duc de Mercœur, le concours de toute la noblesse et de la province à ses ordres, et quelques-uns de mes parens et amis ont fait ma liberté et mon eslargissement depuis hier après-midi. En sorte, Monseigneur, que je puis dire deux choses bien véritables à Vostre Eminence sur ce sujet : l'une que je suis redevable à M. le duc de ma vie, de mon honneur et de ma liberté, et qu'il a bien fait connoistre aux ennemis de sa gloire, qui le publioient abandonné de toute la province, qu'elle estoit toute à lui aussi bien que la Noblesse, puisque tous généralement ont couru à lui et nul à Aix. Et, en passant, Vostre Eminence aura la bonté de remarquer que je ne suis pas si fort hai, puisque j'ai trouvé encore des amis et des parens assez affectionnés en ceste occasion, et que les deux tiers du Parlement sont sortis pour se joindre près M. le duc.... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 382.)

3. D'après l'*Histoire des troubles de Marseille* (II, v, 23), d'Oppède aurait été délivré le 24 février au soir; d'après un passage de la lettre citée dans la note ci-dessus, son élargissement n'aurait eu lieu que le 26. C'est cette dernière date qui nous paraît la plus vraisemblable, puisque dans le *Mémoire sur les affaires de Provence*, qu'il a rédigé un an après, il rappelle qu'il fut retenu captif pendant douze jours. Or, son arrestation avait eu lieu le 14 février. Cette divergence de dates n'a d'ailleurs qu'une faible importance.

tendit même entrer dans Aix par la force ¹. Pris de peur, les séditionnels se hâtèrent de fuir de la ville. La plupart y réussirent : seul, le président de Cormis eut la malechance de tomber entre les mains de Mercœur qui le fit emprisonner ². Quant aux fugitifs, parmi lesquels se trouvaient les principaux meneurs de la sédition, de Bras et Chasteuil notamment, Mercœur donna l'ordre de les rechercher et de leur faire leur procès ³.

Les principaux fugitifs avaient d'abord songé à chercher asile dans le Comtat-Venaisin et dans la principauté d'Orange ; mais ni le Vice-Légat ni le comte de Dohna ne consentirent à les garder, sans doute pour ne pas indisposer contre eux le roi de France. Ils se rendirent alors clandestinement à Marseille ⁴ où les avaient déjà précédés Chasteuil et quelques-uns des aventuriers qu'ils avaient pris à leur solde pour tenir plus facilement les Aixoïses à leur discrétion ⁵. Ils comptaient trouver à Marseille une population disposée à les soutenir et, au besoin, à fomenter de nouveaux troubles pour contraindre Mercœur et le ministère à renoncer aux poursuites et à délivrer des lettres d'abolition. Niozelles semblait leur en avoir donné l'assurance. Il entretenait, en effet, depuis longtemps de secrètes intelligences avec eux : il les avait souvent encouragés à la sédition, leur avait envoyé des secours quand ils se préparaient à résister à l'attaque de Mercœur ; il s'engageait maintenant, au nom de ses concitoyens, à les soustraire utilement aux recherches de la justice ⁶.

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 23.

2. Il fut conduit et enfermé à Pierre-Scize (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 15 février (?), 1659, Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 346).

3. *Mémoire de d'Oppède*, de février 1660. — Remarquons que, tout en ordonnant à Mercœur d'infliger aux coupables un châtiment exemplaire et en lui recommandant que « non seulement on usast de sévérité sur les personnes, mais aussi sur les maisons, en sorte qu'il en restast des marques visibles et durables à la postérité », Mazarin faisait cependant ces réserves : « Mais avec tout cela l'envie de faire des choses mémorables ni l'avantage quoique solide qui en reviendrait au Roy et au public, ne vous doit rien faire entreprendre au delà du chastiment des séditionnels dont vous ne soyez assuré d'en venir à bout et promptement parce que l'inconvénient d'omettre ou de réserver à un autre temps quelque coup d'autorité est bien moindre que celui où l'on s'exposeroit en s'engageant dans des affaires de longue haleine et dont l'événement seroit incertain. C'est pourquoi je vous supplie de faire grande réflexion sur la destitution des consuls, sur le changement de la Maison de Ville d'Aix et sur la nomination d'autres consuls par lettres patentes, car j'ai peine à croire que les autres villes, qui sont maintenant toutes pour vous, ne considèrent ceste infraction des privilèges de la ville d'Aix comme des intérêts communs qui les doivent lier ensemble... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 67. Lettre à Mercœur, du 5 mars 1659.)

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 424. Lettre de Mercœur à Mazarin, 25 mars 1659.

5. *Ibid.* ; — *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 23.

6. Déjà, au mois de septembre 1658, si nous en croyons d'Oppède (lettre à Mazarin, du 2 octobre 1658, Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 203), Niozelles aurait intrigué auprès de ses amis d'Aix pour les entraîner dans une sédition politique et, en même temps, dans un mouvement contre les bureaux du fermier de la foire, « offrant d'en faire autant du costé de Marseille. » Plus tard, dès le début des troubles d'Aix, Niozelles, que d'étroits intérêts de famille

Il parut tout d'abord que, en cette circonstance, Niozelles avait agi avec une rare imprudence. Rien, en effet, dans la conduite suivie par les consuls et les gentilshommes les plus influents de Marseille depuis le commencement des troubles d'Aix, ne permettait de voir en lui l'interprète exact et fidèle de ses concitoyens.

Dès la nouvelle de l'attentat du 14 février et du succès des séditieux d'Aix, les consuls de Marseille avaient pris soin de manifester publiquement la réprobation que cet acte leur avait inspirée et de protester de leur attachement au Roi et de leur soumission aux ordres du gouverneur. C'est ce que le chevalier de Bausset, fils du premier consul, était allé dire de leur part à Mercœur, dès que le premier bruit de cette affaire leur était parvenu¹. Peu après, obéissant au souci de maintenir les relations de bon voisinage qui existaient entre leur ville et Aix plutôt qu'au désir de prendre parti, sous prétexte de défendre les franchises des villes de Provence, pour des coupables qu'ils blâmaient, le premier consul, l'assesseur et quelques-uns des principaux gentilshommes du parti s'étaient transportés à Lambesc auprès de Mercœur et, à la sollicitation des procureurs du Pays², ils l'avaient prié, « suivant les intentions générales de leur ville, de donner par sa bonté le calme et la tranquillité aux désordres d'Aix ». Mais leur intention s'était bornée à cette prière et ils s'étaient contentés, en guise de réponse, de l'assurance que leur avait donnée le duc « de son désir de pacifier tous ces troubles³ ». Aussi les consuls avaient-

unissaient à quelques-uns des chefs de la sédition, Glandevès-Rosset et le président de Bras, chercha à entraîner les Marseillais à embrasser leur cause et leur fit, pour sa part, passer des armes et des munitions. (*Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 22-23.) Enfin, quand, au moment de la répression, les coupables se réfugièrent à Marseille, Niozelles prétendit les prendre sous sa sauvegarde, comme en témoignent deux lettres à Mazarin, l'une du duc de Mercœur (13 mars 1659, Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 416) et l'autre de d'Oppède, inexactement datée au classement du 15 février et qui doit, à notre avis, être reportée à cette même date du 13 mars, puisque, le 15 février, d'Oppède était, depuis un jour à peine, retenu prisonnier dans le palais de l'archevêque d'Aix (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 346).

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 22.

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I : lettre aux consuls d'Aix, procureurs du Pays (22 février 1659) : « C'est avec un sensible déplaisir que nous avons appris les désordres de votre ville et plust à Dieu qu'il fust en nostre puissance de vous pouvoir procurer un plein repos. M. de Bausset, nostre premier consul, avec M. nostre assesseur et quelques gentils-hommes, sont allés rendre leurs devoirs à Son Altesse. M. vostre député vous assurera de la sincérité de nos affections et comme nous souhaitons avec passion aussi bien que vous que le calme et la tranquillité soient bientost reestablis dans vostre ville. »

3. *Correspondance des Consuls*. — Lettre aux consuls d'Aix, procureurs du Pays (23 février 1659). — Cette lettre se termine ainsi : « Vous avez appris avec quelles conditions [Mercœur compte pacifier Aix] par la personne qui vous les a dites de sa part. Nous n'avons pas pu y en prendre d'autre ni plus grande, certes à nostre grand regret de ne vous servir mieux. Nous vous assurons pourtant que nos affections en vostre endroit sont toujours les mesmes.... » D'ailleurs, l'*Histoire des troubles de Marseille*, (II, v, 22-23) rapporte qu'une Assemblée tenue

ils pu manifester sans embarras leur satisfaction à la nouvelle du succès de Mercœur, et envoyer le chevalier de Bausset et son frère en féliciter ce prince de leur part¹. Quelques jours après, ils avaient exprimé leur résolution de le seconder dans la recherche et la poursuite des factieux fugitifs. « Nous supplions aussi Vostre Altesse, lui écrivaient-ils le 11 mars², que nous n'avons point d'autre passion dans les affaires présentes de la province que de lui rendre nos obéissances. Et, pour cest effet, dès aussitost que M. de Piles nous eut rendu la dernière lettre qu'elle nous a fait l'honneur de nous escrire, M. de Bausset, nostre collègue, porta lui-mesme l'arrest de la Cour qui y estoit joint au Palais et le remit entre les mains du sieur de Serre, substitut de M. le procureur général, afin qu'il en fist faire la publication, ce qui fut fait le jour d'hier et lui offrit tout ce qui despendoit de nous par l'exécution dudit arrest³. »

C'est avec confiance que Mercœur et d'Oppède lui-même accueillaient ces protestations et ces démarches. Déjà, la promesse du concours qui lui avait été portée à Lambesc avait permis au duc de prendre de promptes et énergiques dispositions contre les factieux et de les réduire à délivrer le premier président. Aussi, il n'avait tenu que peu de compte des intrigues de Niozelles et, l'ayant vu s'agiter inutilement au début de cette aventure en faveur de ses alliés⁴, il se laissait aller volontiers à en déduire qu'il serait impuissant à détourner les consuls et ses concitoyens de la voie du devoir et de la soumission où ils s'étaient engagés. « Niozelles n'a rien oublié, écrivait-il à Mazarin⁵, pour engager Marseille à remuer et pousser ceste ville dans un nouveau désordre, jusque-là qu'il a levé le masque et qu'il est devenu le protecteur des séditeux et paru en estat ces jours passés de faire le fou si la conduite des trois consuls n'eust dissipé son mauvais dessein, *duquel il n'y a du tout rien à craindre*, le général de ceste ville estant bien intentionné et le chaperon pour le service du Roy, en sorte que nous sommes assurés, quel effort qu'il fasse pour brouiller, qu'il ne peut rien entreprendre, ayant toute la ville à combattre et les consuls qui font leur devoir avec chaleur et fidélité. »

à l'Hôtel de Ville avait décidé « que ceste ville ne se mesleroit point de l'affaire d'Aix, qu'elle entreroit, au contraire, dans tous les intérêts du duc de Mercœur ».

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. : lettre au duc de Mercœur, du « dernier février » 1659.

2. *Ibid.*, lettre au duc de Mercœur, du 11 mars 1659.

3. Il s'agit de l'arrêt de mise en accusation rendu par le Parlement d'Aix contre les auteurs de la sédition du 14 février. (*Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 24.)

4. Dès le 22 février, dans une lettre à Mazarin, Mercœur rendait ce témoignage à la fidélité des Marseillais : « Marseille m'a envoyé divers députés pour me renouveler les marques et assurances de sa fidélité, quoique les malintentionnés eussent publié malicieusement que ceste ville avoit des liaisons et engagements avec les séditeux ». (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 368.)

5. Lettre du 13 mars 1659. — Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 416.

D'Oppède lui-même, plus circonspect d'habitude et d'ailleurs toujours un peu prévenu contre les Marseillais, partageait en cette circonstance l'optimisme de Mercœur. De son côté, il écrivait à Mazarin la nouvelle de la fuite des principaux chefs et des complices de la sédition et de leur retraite à Marseille, et il exprimait la conviction que Niozelles, qui les y avait attirés et qui affectait de les prendre sous sa protection, en serait pour sa peine et pour ses bravades, car il croyait pouvoir répondre des bonnes dispositions de la plupart des habitants. « Tous les autres ont fui, disait-il¹, mesme ces séditiens qui ont paru sur le pavé, ont pris leur retraite à Marseille, d'où nous attendons ce qu'auront produit les ordres du Roy à ce sujet qui ont esté rendus aux consuls. Ils sont là sous la protection de Niozelles pour tascher à obtenir l'abolition pour ces scélérats dans l'ombrage qu'ils pourroient donner. *En quoi il se trompe, car je ne crois pas les choses disposées en ceste ville pour les y souffrir.* »

Ce qui donnait autant d'assurance au gouverneur et au premier président, c'est que les gentilshommes marseillais qui avaient joué, aux côtés de Niozelles, un rôle important dans les événements des années précédentes, s'étaient aussi rendus auprès d'eux et avaient joint leurs protestations et leurs promesses d'aide à celles des consuls. François d'Arène et La Salle, en particulier, s'étaient signalés parmi les plus véhéments et les plus résolus et tout permettait de croire que, en cette circonstance, ils s'étaient faits les interprètes des sentiments de tous leurs amis². Aussi Mercœur et d'Oppède employaient tous les moyens pour les conserver dans leur clientèle. Ils signalaient leur zèle à Mazarin, en même temps que celui des consuls, et, insistant particulièrement sur l'empressement avec lequel d'Arène s'était mis à leur service, ils sollicitaient le premier ministre de récompenser généreusement cet auxiliaire précieux en lui accordant un prieuré dépendant de l'abbaye de Saint-Victor³.

1. Lettre du 15 février (13 mars) 1659. — Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 346.

2. « François d'Arène y estoit aussi allé et on croyoit qu'il n'avoit pas fait ce voyage sans la participation de La Salle qui appréhendoit de se rebrouiller à la Cour où la dame de Vénelles, sa nièce, parloit en sa faveur. » (*Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 22.)

3. « M. d'Arène a toujours la mesme conduite et fait tout ce qu'on peut espérer d'un homme abandonné aux intérêts du Roy et à ceux de Vostre Eminence. Il est venu lui-mesme me donner part de toutes choses et m'assurer que tous les gens d'honneur et de bien concourent au repos et au service et que Niozelles n'est en estat ni en pouvoir d'entreprendre la moindre chose. Ses soins et sa conduite méritent quelques marques de la reconnoissance de Vostre Eminence qui l'engageront toujours davantage et l'affermiront dans son devoir. » (Lettre de Mercœur, du 13 mars 1659.) — « M. d'Arène, dont Vostre Eminence connoist les services, demande le prieuré ou cure de Saint-Amant, au faubourg de Rodez, tout en commande et despendant de l'abbaye de Saint-Victor, vacant par la mort d'un nommé de Patin. La conduite de ce gentilhomme et les attachemens qu'il a aux intérêts de Vostre Eminence m'obligent de la supplier de faire quelque con-

Toujours attentif aux événements qui avaient pour théâtre une province dont il connaissait depuis longtemps l'excessive mobilité¹, Mazarin ne devait pas rester indifférent aux indications qu'il recevait de Mercœur sur les heureuses dispositions des principaux citoyens de Marseille. Depuis longtemps, il avait pu apprécier l'influence que ceux-ci exerçaient sur leurs compatriotes : il savait combien il serait utile à la royauté de les conserver dociles aux directions du gouverneur de la province. Déjà, à la première nouvelle des événements d'Aix, il avait fait adresser aux consuls une lettre de cachet où le Roi leur témoignait sa satisfaction pour l'attitude qu'ils avaient adoptée². Quand les rapports de Mercœur et de d'Oppède lui eurent fait sentir de quelle importance avait été le concours prêté par Marseille pour ramener les Aixois à l'obéissance, il jugea bon d'intervenir personnellement, dans l'espoir que sa démarche, en flattant l'amour-propre de ceux à qui elle s'adressait, leur inspirerait le désir de se signaler encore davantage à sa bienveillance en redoublant de zèle pour suivre les directions de Mercœur. Il écrivit donc lui-même à Bausset³, à La Salle⁴ et à d'Arène⁵, les félicitant de leur conduite, les engageant à y persévérer et exprimant l'espoir qu'ils ne se déroberaient pas au devoir qui leur incombait de prêter la main à l'arrestation et au châtement des criminels. Il jugea même à propos d'essayer d'obtenir de Niozelles qu'il renouât à l'attitude à demi factieuse dans laquelle il paraissait se complaire; il lui écrivit donc pour lui rappeler ses engagements de Lyon et le mettre en demeure, dans un langage ferme mais encore bienveillant, de les remplir exactement.

« Vostre lettre, lui disait-il⁶, m'a esté rendue en mesme temps que j'en recevois d'autres par lesquelles je voyois avec estonnement qu'au préjudice des protestations que vous me fistes à Lyon et de la reconnoissance que vous devez aux bontés du Roy et, si j'ose dire, des obligations que vous m'avez, vous

sidération à sa pensée et à la prière très humble que je prends la liberté de faire à Vostre Eminence pour lui. » (Lettre de Mercœur, du 25 mars 1659. Affaires étrangères, France, 1723, 424.)

1. L'auteur des *Mémoires secrets*, dont nous avons eu l'occasion de parler longuement au chapitre précédent et qui, nous l'avons vu, ont été rédigés dans l'entourage immédiat et sous l'inspiration de Mazarin, passe du récit des troubles de Marseille à celui des affaires d'Aix, en faisant cette réflexion, qui lui sert de transition et qui exprime le sentiment du cardinal et de ses serviteurs sur le caractère des Provençaux : « Il n'y a rien de si volage que les esprits des Provençaux ni rien de si emporté... ». (Arch. des Affaires étrangères, France, 1722, 327 r^o.)

2. Arch. com. de Marseille. BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse L. Lettre du Roi aux consuls, du 4 mars 1659.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 82 r^o. Lettre de Mazarin à Bausset (inexactement appelé *Bossuet*) du 21 mars 1659.

4. *Ibid.*, 85. — Lettre de Mazarin à La Salle, du 21 mars.

5. *Ibid.*, 83 r^o. Lettre de Mazarin à d'Arène, du même jour.

6. *Ibid.*, 81 r^o. Lettre de Mazarin à Niozelles, du même jour.

adhérez à des scélérats qui firent dernièrement à Aix le plus horrible attentat contre l'autorité du Roy et la dignité de la justice dont on ait jamais ouï parler. J'ai pourtant voulu suspendre ma créance là-dessus jusques à ce que j'en sois plus amplement éclairci, ne pouvant me résoudre à prendre de si mauvaises impressions d'une personne de vostre naissance, tant qu'il y aura le moindre lieu d'en juger favorablement. C'est maintenant à vostre conduite à décider la chose, et je vous dirai franchement que vous avez grand interest non seulement à ne rien faire qui vous puisse rendre suspect, mais aussi à signaler vostre zèle en vous joignant aux bons serviteurs du Roy pour exterminer ces pestes publiques. J'attendrai donc de vostre réponse et des effets qui la suivront les éclaircissemens dont j'ai besoin.... »

Sur ces entrefaites, et avant même que ces lettres, datées du 21 mars, fussent parvenues à leurs destinataires, les fugitifs étaient arrivés à Marseille où ils se tenaient cachés, sans doute pour faire mieux réussir le plan concerté entre eux et Niozelles. Mais ce calcul fut vite déjoué. Le bruit de leur présence dans la ville se répandit en effet dans toute la province et parvint ainsi promptement à Mercœur. Celui-ci prescrivit alors aux consuls de faire exécuter les ordres qu'il leur avait transmis¹.

Les consuls hésitèrent. Certes, ils avaient hautement réprouvé la rébellion d'Aix; ils avaient même fermement résisté aux intrigues de Niozelles et refusé de s'associer par une démarche imprudente à un acte qu'ils n'avaient pas hésité à qualifier de criminel. Mais ils avaient sans doute espéré qu'ils n'auraient pas à fournir des preuves plus certaines de leur zèle pour le service du Roi, et peut-être répugnaient-ils maintenant à l'idée qu'il leur faudrait livrer à la justice des gentilshommes dont ils blâmaient assurément la conduite, mais dont ils ne pouvaient oublier qu'ils appartenaient, comme eux, à la noblesse provençale et que, naguère, membres d'un même parti, ils avaient combattu ensemble les mêmes adversaires². Ils écrivirent donc à Mercœur cette réponse équivoque, qui avait du moins à leurs yeux cet

1. « Ce qui [l'arrivée des proscrits à Marseille] ayant esclaté dans la province, quoiqu'ils y fussent entrés de nuit et par mer et qu'ils n'eussent pas paru encore dans ceste ville-là, il estoit de mon devoir et du service de Sa Majesté d'escrire rigoureusement aux consuls, leur envoyer les ordres du Roy et les miens par un gentilhomme chargé de leur représenter combien leur conduite estoit esloignée de la fidélité dont ils se flattoient et leur exemple pernicieux et dangereux pour le reste de la province. » (Lettre de Mercœur à Mazarin, du 25 mars 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 424.)

2. Nous croyons d'autant mieux pouvoir donner ce sentiment de générosité chevaleresque, plutôt que le propos délibéré de braver l'autorité de Mercœur, comme premier mobile à la conduite des consuls et de la plupart de leurs amis que, nous le verrons dans le chapitre suivant, Mercœur et les commissaires du Parlement ne devaient pas trouver, l'année suivante à Marseille, de témoins disposés à comparaître devant eux au cours de l'information ouverte contre Niozelles et ses complices, pour n'avoir pas à déposer contre des gentilshommes accusés.

avantage qu'elle leur permettait de gagner du temps, peut-être dans l'espoir que, dans l'intervalle, ne se sentant plus complètement en sûreté à Marseille, les proscrits se décideraient à quitter cette ville et à chercher un autre lieu d'asile¹. « Nous avons reçu la lettre que Vostre Altesse nous a fait l'honneur de nous escrire avec les ordres du Roy et les siens particuliers qui y estoient joints, lesquels nous faisons dès ce matin publier et afficher partout comme elle nous ordonne et tiendrons la main à ce qui est porté par iceux avec tout le soin qui nous sera possible. Au surplus, nous vous supplions très humblement, Monseigneur, d'estre persuadé que nous ne nous relascherons jamais de ce que nous devons au service du Roy et de Vostre Altesse et que nous aimerions mieux perdre la vie que d'y manquer tant soit peu mesme en appuyant ceux que Sa Majesté a déclarés criminels. Que s'il y en a quelques-uns en ceste ville, comme Vostre Altesse nous marque, à quoi nous n'avons certainement aucune part, nous leur ferons connoistre par nostre procédé qu'ils ne peuvent pas demeurer avec sécurité ni attendre de nous aucune protection dans ceste conjoncture contre les ordres du Roy et de Vostre Altesse. Elle nous fera donc, s'il lui plaist, ceste grâce de ne pas prendre contre nous des sentimens contraires à nostre devoir, puisqu'il n'y a rien qui nous en puisse retirer. »

Merçœur interpréta cette réponse comme un refus de Bausset et de ses collègues de s'associer plus longtemps à l'œuvre de répression qu'il poursuivait. Il y vit la preuve de la persistance des intelligences coupables entre le cardinal Grimaldi et les Marseillais qu'il avait si souvent dénoncées naguère et, revenant sur l'impression favorable que lui avaient donnée les démarches faites peu auparavant par les consuls à Lambesc et à Aix², il prit

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Merçœur du 25 mars 1659.

2. « Ce mesme gentilhomme, qui est parti hier, vient de revenir avec la réponse que Vostre Eminence trouvera ci-jointe, par laquelle elle verra qu'ils ne respondent à leurs devoirs que par des protestations qui n'ont aucune suite. Ils ont fait véritablement publier et afficher les susdits ordres et fait véritablement toutes les démarches qui peuvent persuader qu'ils sont bien intentionnés, mais, au fond, je suis obligé de dire à Vostre Eminence que tous ces coupables sont dans leur ville et qu'il est difficile et dangereux de répondre pour ceux qui ont l'autorité et le chaperon puisque, dans le moment qu'ils promettent d'exécuter ponctuellement les ordres du Roy, ils se mesnagent et relaschent d'un autre costé. M. le cardinal Grimaldi a la meilleure part dans toutes ces conduites par les rapports et les liaisons qu'il a avec tous ceux qui sont dans l'intérêt des coupables, ayant bien tesmoigné que, dans la sienne, il y avoit quelque chose de mystérieux et soupçonneux, ayant fait durant cinq ou six jours des voyages à petit bruit à deux ou trois lieues d'ici [Aix] dans le grand chemin de Marseille.... » (Lettre de Merçœur à Mazarin, du 25 mars 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 424.) Dans son *Mémoire* de février 1660, d'Oppède s'exprime ainsi sur ce revirement de Marseille : « La ville de Marseille dans ce temps faisoit de belles protestations à M. le duc de Merçœur, mais elle donnoit des effets à ceux d'Aix par des secours d'hommes que l'on y envoyoit tous les jours. Il est véritable pourtant que, soit que l'on se contentast d'en recevoir de cela ou qu'elle n'osast se déclarer pour une cause que les intéressés mesmes estoient obligés de condamner ou que M. le duc de Merçœur ne lui en donnast pas le loisir, elle ne

ses dispositions pour contraindre ces magistrats à se prononcer ouvertement entre le Roi et les proscrits. Il les mit donc de nouveau en demeure d'avoir à rechercher les coupables réfugiés dans leur ville et il leur adressa une lettre du Roi qui les plaçait dans l'alternative de faire leur devoir de sujets soumis et fidèles ou de s'exposer à se faire justement traiter en rebelles¹. Il allait, d'ailleurs, au-devant des intentions de Mazarin lui-même, qui devait lui écrire quelques jours après : « J'ai vu les ordres que vous avez envoyés à Marseille touchant les criminels qui s'y sont réfugiés et la réponse des consuls. Je ne puis croire qu'après les recharges qu'on leur a faites, dans lesquelles vous n'avez pas manqué d'accompagner des nouveaux ordres de vostre part, ils n'aient enfin satisfait à leur devoir. Et, à la vérité, il seroit bien estrange qu'en Avignon et en Orange le Roi fust si bien respecté et mieux obéi que dans Marseille² ! »

Cependant, le parti des consuls était loin d'être complètement pris. Ils demeuraient partagés entre le désir sincère de ne pas manquer à la parole donnée à Mercœur et la crainte de pousser Niozelles à un acte de violence qui compromettrait le repos de la ville, en mettant aux prises les chefs mêmes de leur parti et en rompant une union qui avait eu pour effet d'arracher l'Hôtel de Ville à La Baume et à ses amis. Si quelques gentilshommes, pour la plupart des jeunes gens, entraînés par l'ardeur de Niozelles, étaient disposés à suivre cet homme, d'ailleurs jeune comme eux, éloquent et généreux quoique inconsideré, d'autres nobles, La Salle, La Reynarde, d'Arène et l'abbé de Félix lui-même, plus âgés et d'esprit plus rassis, redoutaient les suites des entreprises de cette jeunesse imprudente³. Ceux-ci poussaient les consuls à exécuter les ordres du duc de Mercœur et ils les mettaient même en demeure de remplir exactement les engagements pris à Lyon. Malgré leur secrète envie de suivre ces sages

fit aucune démonstration publique jusques à la retraite et protection que l'on y donna aux sieurs de Bras, Glandevès, Sigoyer et tous les prévenus de ceste sédition qu'ils ont toujours tenus au préjudice des ordres du Roy, ceux de M. le gouverneur, les arrests du Parlement, des lettres que Son Eminence leur escrivoit et de toutes les paroles que les enfans du consul Bausset et autres députés sont venus porter du contraire à M. le duc.... »

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 63. Le Roi aux consuls de Marseille, 28 mars 1659. « Très chers et bien amés. La mauvoise volonté qu'ont fait paroistre les président de Bras, conseillers Baresme et Sigoyer père et fils et Nostre avocat général Chasteuil, lors de la sédition arrivée en Nostre ville d'Aix, Nous ayant fait concevoir une juste indignation de leur conduite, Nous avons ordonné qu'il fust procédé extraordinairement contre eux. Sur quoi, Nous vous escrivons ceste lettre pour vous dire que Nostre intention est non-seulement que vous ne leur donniez aucune retraite dans vostre ville, mais, au contraire, s'ils venoient à se présenter que vous ayez à vous assurer de leurs personnes pour les remettre à Nostre très cher et très aimé cousin, le duc de Mercœur, et, au surplus, tenir soigneusement la main à la punition de ceux qui seront complices de leurs crimes, des noms desquels vous serez informés par Nostredit cousin..... »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 430. Lettre de Mazarin à Mercœur, 3 avril 1659.

3. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 25.

avis, Bausset et ses collègues n'osaient pas se décider, car Niozelles, informé des sollicitations de La Reynarde et de La Salle, venait à son tour, la menace à la bouche, les sommer de n'y pas prendre garde et de soustraire ses amis d'Aix à une persécution qu'il déclarait injuste¹. Les consuls n'ignoraient pas que Niozelles avait les moyens d'exécuter ses menaces : les aventuriers, que les factieux d'Aix avaient pris à leur solde et qui, maintenant, se cachaient dans Marseille², étaient prêts sur un signal à descendre dans la rue et à y causer du désordre³.

Se croyant à la veille d'une rupture entre Niozelles et les consuls, La Baume et ses partisans jugèrent utile à leurs intérêts d'essayer de la précipiter. Un jeune gentilhomme de ce parti, neveu de La Baume d'ailleurs, le chevalier des Pennes, fit porter un défi à Niozelles, en lui donnant rendez-vous « sur le chemin d'Aix ou dans le comtat d'Avignon, à son choix ». Ainsi provoqué, Niozelles refusa de sortir de la ville, qu'il ne voulait pas abandonner de peur d'y laisser ses amis dans l'embarras, mais, relevant le défi, il fit dire à son provocateur que, se trouvant lui-même « en assurance et en liberté dans Marseille, il le trouveroit toujours en estat et en volonté de le satisfaire⁴ ».

1. Ce qui résulte d'une *Note anonyme*, qui paraît être de la main de François d'Arène et qui est conservée aux Archives des Affaires étrangères (France, 1723, 430). Elle rend compte, sans doute à Mercœur qui l'a transmise ensuite à Mazorin, de démarches faites en sens contraire les 25 et 26 mars auprès de Bausset et de ses collègues par les principaux personnages que nous nommons ci-dessus. « Hier, 25^e mars, comme Messieurs les consuls estoient à la Maison de ville, vinrent les uns après les autres, le sieur François Caze, le sieur de Beaulieu [Félix] pour leur dire qu'ils devoient aller faire vérifier l'amnistie. Après vint le sieur d'Agoult d'Ollières pour sçavoir de Messieurs les consuls s'ils tiendroient Bureau. M. le premier consul leur répondit pertinemment à tous. Après vint M. de La Reynarde neveu se plaindre à M. le premier consul de ce qu'ils ne communiquoient rien à leurs parens et amis. Il lui fit connoître que, s'agissant des ordres du Roy, ils n'avoient que d'obéir et que, pour le Bureau, le sort leur défendoit d'en tenir, mais qu'il estoit bien estonné, après ce qu'il avoit entendu dire à des personnes estant à Lyon que, quand elles seroient en Provence, elles vouloient s'attacher à la personne de M. le duc de Mercœur, de voir qu'à ceste heure ils tirassent le m... en arrière. Le sieur de Niozelles y fut après faire la mesme plainte, mais M. le premier consul lui répondit la mesme chose. — Cejourd'hui, 26^e après disner, le sieur de la Reynarde oncle avec le sieur de Niozelles ont esté à la Maison de ville pour représenter à M. le premier consul qu'ils devoient verbaliser ensuite des ordres qu'ils avoient reçus du Roy et de Son Altesse pour faire voir en l'estat que la ville estoit. Mais M. le premier consul les a payés d'une défaite. » — Sur les sentiments particuliers de Niozelles, voir *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 25.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 24. — Ce passage nous apprend les noms de quelques-uns de ces personnages, Grosson, Vidal, Beau dit la Médaille, que l'auteur présente comme des « amis de Niozelles ».

3. La *Note anonyme*, dont nous parlons ci-dessus, contient, en effet, cette information : « J'ai esté averti qu'ils veulent, un jour de ceste semaine, une troupe qu'ils sont, s'assembler pour tenter à faire du désordre ».

4. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 25. — Voir aussi sur cette provocation une lettre des consuls à Mercœur, du 28 mars 1659 (Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I) et le début d'une lettre de Mercœur à Mazorin, du même jour (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 432). Signalons que, dans cette lettre, Mercœur désavoue ainsi la démarche du chevalier des Pennes et de Chateaufort, qui « donna prétexte... de faire murmurer tous ceux qui estoient engagés dans le parti de Niozelles », ce qui, ajoute le duc, « auroit assurément

Informés de ces démêlés, les consuls y virent une nouvelle menace pour la tranquillité publique. Ils voulurent y couper court en faisant sortir, soit le sieur de Chateaufort, qui avait porté le défi¹, soit le provocateur lui-même. Niozelles s'y opposa, « aimant mieux, disait-il, sortir lui-même de la ville et l'abandonner à la merci de ses ennemis que de souffrir que quelqu'un en sortist à sa considération ». Les consuls cédèrent, mais, le soir même, les amis de Niozelles se réunissaient en armes et au son du tocsin dans le quartier de Blanquerie, où se trouvait sa maison : accompagnés de la plupart des fugitifs d'Aix, ils allaient provoquer et menacer sous leurs fenêtres les chefs du parti contraire pour les contraindre, par la frayeur, à s'enfuir de la ville. Les consuls, sortis à leur tour de leurs demeures, à la première alarme, n'éprouvèrent pas trop de peine à ramener le calme². Le lendemain, ils informèrent Mercœur de ce fâcheux événement, le rassurèrent sur le sort de La Baume et de ses amis, qu'ils avaient pris sous leur sauvegarde, et, lui faisant prodiguer de nouvelles assurances de dévouement et de fidélité par leur envoyé, le chevalier de Bausset³, ils donnèrent, une fois encore, cette impression au gouverneur « qu'il n'y a plus rien à douter de Marseille ni de la force du chaperon, quand il fait ce qu'il doit, ni de l'impuissance des séditieux⁴ ».

Mercœur se trompait. Rien ne pouvait, en effet, être plus funeste au repos de Marseille et au succès de son œuvre de répression, que ce réveil inopiné des divisions et des querelles qui avaient si longtemps déchiré cette ville et auxquelles l'heureuse issue du voyage de Lyon venait à peine de mettre fin. Certes, dans leur désir de remplir exactement leur devoir de premiers magistrats de la cité, responsables de la tranquillité et de l'ordre publics, poussés peut-être aussi par la crainte de déplaire trop ouvertement à Mercœur de l'indulgence duquel ils

fait un mauvais effet si, lorsque j'en fus averti, je n'eusse despesché un exprès aux consuls pour leur tesmoigner que je condamnois son procédé et que j'estois bien aise qu'on le fist sortir, avec celui qui avoit porté la parole, de leur ville afin qu'on ne me soupçonnast point d'autoriser ces sortes d'actions ».

1. *L'Histoire des troubles de Marseille* (II, v, 25) fait la réflexion suivante au sujet de cette intervention des consuls : « Les consuls, avertis de ce différend, convoquèrent d'abord une assemblée, tant les intérêts particuliers de Niozelles estoient inséparables de ceux du public ».

2. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 28 mars 1659 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 432); — Lettre de d'Oppède à Mazarin, du même jour (*Ibid.*, 436); — Lettre du chevalier de La Penne à Mazarin, de mars 1659 (sans date de jour. *Ibid.*, 449); — *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 25-26.

3. Lettre des consuls à Mercœur, du 29 mars 1659 (Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I).

4. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 28 mars 1659. — Dans sa lettre du même jour, d'Oppède exprimait la même opinion. « ... Les consuls et bons bourgeois, dit-il, y ont mis si bon ordre que, non-seulement, tout a esté dans l'obéissance, mais aussi en estat de courir sus aux séditieux. Il eust esté à souhaiter que ceste apparence d'esmeute eust duré encore deux heures, puisque l'on eust chassé tous ces séditieux qui estoient dans Marseille. Je crois qu'à présent qu'ils ont tiré court, qu'ils en pourront sortir... »

n'avaient eu jusqu'à présent qu'à se louer, de Bausset et ses collègues avaient protégé les chefs du parti contraire contre la fureur et les menaces de leurs propres amis. Mais, il y en avait parmi ceux-ci qui avaient conçu une profonde irritation en voyant le neveu de La Baume lui-même provoquer Niozelles. Quelques indices leur faisaient craindre que cet acte ne servît de signal à un retour offensif du parti contraire, désireux de profiter de l'embarras que causaient les affaires d'Aix pour essayer de reprendre l'avantage. Le bruit courait dans la ville que, après Niozelles, ils s'attaqueraient à d'autres chefs de son parti; on citait les noms de ceux qu'ils avaient choisis pour victimes parmi les plus ardents et parmi les plus modérés. La Salle et son fils étaient du nombre. Ainsi placés par ces provocations et ces menaces dans l'obligation de se défendre, les consuls et ceux de leurs amis, qui leur avaient jusqu'alors conseillé la prudence et la soumission, allaient maintenant changer d'attitude et, se rapprochant de Niozelles, donner un démenti aux espérances de Mercœur et de d'Oppède¹.

Le Parlement venait de rendre, Chambres assemblées, un premier arrêt de condamnation contre quelques-uns des accusés, les plus obscurs, de la sédition du 14 février². La plupart des condamnés étant contumaces, cet arrêt n'avait pu être exécuté

1. C'est ce qui nous paraît résulter de ce passage d'une lettre de La Salle à madame de Vénelles, du 30 mars 1659. « ... Fit deux jours, M. le chevalier des Pennes a fait appeler M. de Niozelles, lequel a refusé tout à fait ce duel pour ne contrevenir aux ordres du Roy, mais bien que, s'il l'attaquoit, il se défendrait. Et quelques jours auparavant, le chevalier de Foresta fit appeler le chevalier Bausset, fils du premier consul, lequel répondit de mesme. Ces deux actions ont esté si mal reçues de tout le peuple et avec un tel emportement que, de leur propre mouvement, fut deux jours qu'il fit sonner le tocsin et se mirent sur le pavé en si grand nombre, criant que les exilés sortissent de la ville puisqu'ils en troubloient le repos public, que jamais ne fut vu rien de si épouvantable. Mais, par la grâce du bon Dieu et le soin que Messieurs les consuls ont pris, suivis de gens de condition, tout fut calme sans aucun désordre, sous l'espérance qu'ils auroient satisfaction, ce que, pourtant, par un excès de bonté on n'a pas voulu souffrir que personne sortist de sa maison. Mais aussi il est certain que si ces Messieurs continuent leurs menaces que de vouloir tuer quatre de nos principaux amis du nombre desquels La Salle et moi n'y sommes pas oubliés, car j'en ai avis de toutes parts, et n'estant pas encore résolu d'aller au Paradis par ceste voie, je ne faillirai pas de me mettre en estat de n'estre pas superché. C'est de quoi j'ai bien voulu vous donner cest avis par avance, afin que s'il arrive dans la suite que ces Messieurs exécutent ces mauvais desseins, vous n'en soyez pas surprise. Je ne commencerai pas, mais, s'il le faut, je pourrai bien finir à leur confusion : vous m'en agréerez, s'il vous plaist, cest avis comme il vous plaira... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 439).

2. Cet arrêt, rendu le 27 mars, condamnait pour crime de lèse-majesté, à faire amende honorable et à être roués vifs les sieurs Taxil, Riquet et autres, dont les maisons devaient être rasées, et les sieurs Jujardy, Vidal, de Melan et autres à être pendus et leurs biens confisqués. On procéda à l'exécution de cet arrêt, le lendemain 21 mars : il y eut vingt-six exécutions en effigie, dont six de nobles; six maisons furent rasées; un artisan fit amende honorable et fut envoyé pour dix ans aux galères, « pour les avoir seulement suivis. » Cette prompte justice jeta la consternation dans la ville d'Aix, « en sorte que l'on peut dire qu'ils s'en souviendront à l'avenir pour ne retomber plus en semblables crimes. » (Lettre de d'Oppède à Mazarin, 28 mars 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 436.)

qu'en effigie. Il fallait mettre la main sur eux pour donner à la justice une satisfaction complète. L'arrêt fut donc publié dans toute la province et les chefs des sénéchaussées de Provence reçurent l'ordre de prêter la main à son exécution. Il fut aussi envoyé à Marseille, où Mercœur et d'Oppède savaient pertinemment que la plupart de ces condamnés se cachaient¹. Sa publication dans cette ville donna lieu à un véritable scandale : à l'heure même où une lecture publique en était faite dans une salle du Palais, la plupart des fugitifs se promenaient ostensiblement sur la promenade du Port et dans les lieux les plus fréquentés et les curieux assemblés, ce jour-là, sur la place même du Palais, se montraient l'un des condamnés, Beau, dit la Médaille, au milieu d'un groupe d'amis².

Mercœur en fut averti. Il en ressentit d'abord assez d'irritation pour déclarer que « si Marseille se conduisoit comme si elle estoit une ville indépendante et souveraine, le Roi sçauroit bien la faire rentrer dans son devoir³ ». Mais ce premier mouvement de mauvaise humeur passé, et quelques nouvelles plus rassurantes sur l'attitude des fugitifs lui étant parvenues, il conserva complète sa confiance dans le loyalisme des consuls et de la grande majorité des habitants. « J'ai déjà marqué par mes précédents à Vostre Eminence, écrivait-il le 30 mars à Mazarin⁴, que j'avois fait déjà toutes mes diligences de Lambesc auparavant que d'estre ici [à Aix], et d'ici depuis que j'y suis, pour en saisir quelqu'un. Mais aussi elle aura la bonté de considérer que ce pays n'est pas des plaines de Picardie, que des gens à pied et avec de bons guides dans la montagne sont très difficiles à surprendre, et surtout n'ayant que cinq lieues à faire pour trouver Marseille où ils sont presque tous et hors de nos insultes et avec grande douleur pour moi. Ceux qui n'ont pas tiré de ce costé sont dans le Comtat... et mesme Barresme qui est dans Avignon et qui ne m'a échappé que par la protection de M. le cardinal Grimaldi, duquel j'assure Vostre Eminence que je n'ai rien avancé à Vostre Eminence qui n'ait pour témoin toute la province. Et, encore hier et avant-hier, envoyant tous les jours plusieurs personnes de sa livrée porter des lettres de sa part à Mar-

1. Mercœur avait, en effet, envoyé aux consuls « l'indication de toutes les maisons où les gens d'Aix logeoient. Ce prince estoit averti par des femmes, qui portoient des lettres cachées dans leurs souliers, non seulement de leurs logemens, mais encore de leurs desseins, et il sçavoit quelquefois jusqu'au moindre de leurs entretiens. » (*Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 27.)

2. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 26.

3. Peu après, Mazarin devait reprendre pour son propre compte cette opinion de Mercœur sur les mobiles qui inspiraient en cette occasion la conduite des Marseillais : il y voyait la preuve que, en s'obstinant à donner l'hospitalité à des criminels de lèse-majesté, dont des souverains étrangers même n'avaient pas supporté la présence dans leurs Etats, Marseille « se rend visiblement ville neutre et indépendante ». (Lettre à de Piles, inexactement datée du 2 janvier au lieu du 2 avril 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 6.)

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 444.

seille à ces condamnés et aux officiers du Parlement fugitifs qui y sont, n'y ayant que Barresme seul qui n'y soit pas. Depuis la publication de l'arrest, ils ne se montrent pas tant et ne sont là que pour tenter toutes sortes de voies pour faire mouvoir Marseille qui, jusqu'à ceste heure, par toutes leurs tentatives n'a point branlé. A quoi certes les chaperons ont très bien agi¹ et La Salle, et, par-dessus tous, d'Arène, qui a très ponctuellement tenu sa parole à Vostre Eminence², car, pour Niozelles, il est bien malheureux ou il n'en use pas bien et soutient de toutes ses forces les séditieux presque publiquement. J'oserois pourtant presque respondre à Vostre Eminence que toutes ces tentatives n'auront nullement le succès qu'il en prétend et par toutes les apparences plutost du contraire effet, les privilèges et le chaperon faisant jouer ceste ville et l'intérêt général qui ne se rencontre nullement ici. Je n'oublie rien pour mesnager toutes ces choses et ne perdrai pas les rencontres favorables de restablir l'autorité du Roy dans Marseille car, pour le reste de la province, j'ose assurer à Vostre Eminence que, depuis que j'y suis, elle n'a pas esté en l'estat où elle est maintenant.... »

Cependant, deux jours après, sans renoncer à cet optimisme que d'Oppède partageait encore avec lui³, et tout en s'efforçant

1. Cf. cette phrase d'une lettre de d'Oppède à Mazarin (2 avril 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 460) : « Nous avons aussi en mesme temps avis que les consuls vont de fort bon pied et sont fort résolus de s'opposer à ces insolences... ».

2. Le 1^{er} avril, d'Arène écrivait à Mazarin une lettre qui atteste que la confiance de Mercœur était bien placée et que, sans réserve, ce personnage s'était mis au service du gouverneur et du cardinal, dont il soutenait énergiquement la politique à Marseille. « Il faudroit, disait-il, que je fusse le dernier des hommes si, après avoir reçu par un excès extraordinaire de la bonté de Vostre Eminence une approbation si obligeante du peu de conduite que j'ai observé pour porter nos concitoyens à rendre l'obéissance qu'ils devoient au Roy et le respect à Vostre Eminence, je ne faisais tous mes efforts pour me rendre digne de la grâce que Vostre Eminence m'a fait ensuite en m'accordant la qualité de son très obéissant et très fidèle serviteur. Mes premiers devoirs m'obligent, Monseigneur, à me conduire comme il a plu à Mgr le duc de Mercœur de faire connoistre à Vostre Eminence et mon desplaisir est de n'avoir plus de force pour le servir avec plus d'efficace, n'ayant payé jusqu'à ceste heure que de ma bonne volonté, qui peut-estre n'a pas esté tout à fait infructueuse à certaines rencontres de quelque importance. Le respect, Monseigneur, ne me permet pas de prendre la liberté d'entretenir Vostre Eminence de tout ce qui se passe en ceste ville, bien que mon zèle m'emporte quelquefois de m'en vouloir dispenser, estant absolument nécessaire que Vostre Eminence en soit informée au vrai pour y apporter les remèdes que le temps pourroit rendre inutiles ou plus difficiles. Je m'adresse à Mgr le duc de Mercœur, afin qu'un respectueux silence ne fist quelque impression dans l'esprit de Vostre Eminence et qu'elle ne me soupçonnast d'une négligence que je croirois sans doute criminelle. Tout mon estude, Monseigneur, est de régler mes pensées et mes actions en façon que Vostre Eminence soit bien persuadée de cette constante vérité que je fais toute ma gloire et mon bonheur à estre avoué par Vostre Eminence. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 458.)

3. « Cependant, Monseigneur, les auteurs de la sédition et tous les factieux sont dans Marseille, où ils ont déjà fait une tentative contre laquelle les gens de bien ont esté les maistres. Nous avons les avis certains qu'ils y cabalent de toutes leurs forces et qu'ils continuent à faire leurs efforts pour y exciter du désordre, appuyés du sieur de Niozelles et de tous les gens de sac et de corde. Nous avons aussi en mesme temps avis que les consuls vont de fort bon pied et sont fort

de rassurer Mazarin à la fois sur les conséquences que pourrait avoir une tentative heureuse des factieux dans Marseille et sur l'état d'esprit de la province tout entière disposée à la soumission et à l'obéissance¹, Mercœur ne pouvait s'empêcher d'avouer qu'il avait cru bon de prendre des précautions, en prévision de quelque nouvelle sédition : il avait fait venir en Provence les deux régiments d'Anjou et de Chambelli et il se proposait de les garder à sa disposition aussi longtemps qu'il le jugerait nécessaire². C'était reconnaître implicitement que la situation n'était pas aussi rassurante qu'il voulait bien le dire et qu'il était prudent de se tenir sur ses gardes tant que les Marseillais paraîtraient

résolus de s'opposer à ces insolences et que tous les marchands et bons bourgeois sont las du désordre et sont à bout de leur patience. En façon que nous voyons toutes les apparences qu'il n'y arrivera rien et que le nombre des factieux n'estant pas si grand, pas mesme à comparer aux gens de bien, il leur sera peut-estre impossible de rien entreprendre, du moins pour toute certitude qui puisse estre de durée. » (Lettre de d'Oppède à Mazarin, 2 avril 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 460.)

1. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 1^{er} avril 1659 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 454). « La ville de Marseille proteste toujours la mesme obéissance, les consuls ne m'escrivent que des lettres soumises, et j'aurois lieu de me louer de ceste ville si nos séditieux n'y avoient pas trouvé retraite et qu'ils n'y parussent pas à tout moment. C'est une démarche surprenante et qui ne peut pas trop se concevoir, un de mes valets de pied que j'avois envoyé pour rendre les despaches de Votre Eminence [sans doute, celles du 21 mars dont nous avons déjà parlé], à ceux à qui elles estoient adressées en ayant vu une partie sur le Port et estant d'ailleurs bien assuré que, bien loin de s'en esloigner, ils méditent et ne travaillent qu'à ramasser leurs forces pour faire une dernière tentative ne voulant qu'esmouvoir et engager ceste ville dans leur intérêt. C'est une entreprise qui ne leur donnera pas peu de peine, le bourgeois, le marchand et la Loge ne goustant point ces violences et estant rebutés des désordres passés de leur ville dans lesquels leur commerce, qui les fait subsister, ne se rencontrant point, les uns et les autres les esloignent et tesmoignent mesme horreur pour tous ces mouvemens emportés. Si bien que, d'ailleurs, les consuls faisant paroistre une véritable et ferme union entre eux et n'ayant que des sentimens avantageux pour le service du Roy, leurs efforts ne doivent donner aucune inquiétude, quand un jour ils pourroient altérer par leurs cabales l'estat de ceste ville-là et s'en rendre maistres au préjudice de l'autorité légitime, ceste mesme ville ayant dans la disposition présente des affaires si peu de rapport avec les autres que, lorsqu'elle ne fera pas son devoir, le reste de la province ne scauroit estre ni en estat ni en pouvoir de branler. Et j'ose respondre à Votre Eminence que tout est si bien dans l'obéissance qu'encore bien que Marseille s'oublie, le Roy sera le maistre partout et son autorité reconnue avec abandonnement. »

2. Dans cette même lettre, Mercœur écrit : « Tout ce qu'ils peuvent faire, bien loin de faire préjudice aux affaires du Roy, nous sera si indifférent que je suis obligé de dire à Votre Eminence qu'au cas où l'autorité fust soumise à leurs violences, les choses n'en seront pas plus mal, car en les laissant, sans se mettre en peine de leurs violences, j'assure à Votre Eminence qu'ils se détruiront d'eux-mesmes et qu'ils n'iront pas loin. Ils n'en sont pas encore à ce pas, mais je mets tout au pis afin qu'elle voie, quelque chemin que ceste ville prenne, qu'il n'y a rien à relâcher en la vigueur qui doit soutenir tout ce que nous faisons pour le restablissement de l'autorité souveraine et encore moins à hasarder en faisant tout ce que nous faisons. Ce n'est pas qu'il ne soit de la prudence et mesme du service du Roy de se mettre en estat de prévenir tout ce qui peut arriver et que je ne croie d'avoir pris la bonne voie d'appeler Anjou et Chambelli, car quelle soumission qu'il y ait dans la province, il y a toujours des mauvais esprits qui conservent des liaisons avec les auteurs de nos mouvemens et mesme dans ceste ville [d'Aix], qu'il est du service de Sa Majesté de mettre en estat de ne pouvoir rien entreprendre. Ainsi, je serai obligé de les garder tout le temps que je les croirai nécessaires pour affermir les choses. »

disposés à tenir en échec l'autorité du Roi, de ses agents et de ses officiers de justice.

En cela, Mercœur agissait avec sagesse. D'Oppède et lui discernaient bien, en effet, à certains indices, que la population de Marseille n'était plus, comme naguère aussi étroitement unie autour des chefs de partis et toujours prête à les suivre dans les plus compromettantes aventures, sous prétexte de défendre les privilèges et les franchises de la ville. Éclairés par les derniers événements, qui leur avaient montré deux partis de nobles se disputer le pouvoir sans se préoccuper de l'intérêt général et peut-être travaillés secrètement par les émissaires de d'Oppède, la bourgeoisie de la Loge et les marchands manifestaient leur lassitude et leur répugnance pour de nouvelles agitations politiques qui suspendaient le commerce et paralysaient l'essor des fortunes privées. Bourgeois et marchands constataient aussi le mauvais état des finances de la ville et ne pouvaient s'empêcher de découvrir quelque rapport entre cette situation si obérée et les divisions intestines qui venaient périodiquement jeter le trouble et la confusion parmi eux¹. Mais ils faisaient ces réflexions depuis trop peu de temps, pour qu'on pût espérer prochaine la réaction qu'elles ne manqueraient pas de provoquer. D'Oppède commençait à signaler avec quelque insistance à Mazarin ces tendances nouvelles de la bourgeoisie marseillaise, ayant peut-être déjà arrêté dans son esprit d'en tirer un parti avantageux quand le moment en serait venu. Il ne méconnaissait pas, cependant, qu'il faudrait que la faction au pouvoir commit encore quelques violences pour que de cet excès du mal sortît le remède qui servirait à guérir Marseille du goût de la rébellion. C'est ce qu'il expliquait à Mazarin dans une lettre écrite le 2 avril, alors qu'il était encore sous l'impression de l'accueil fait à Marseille à l'arrêt de condamnation rendu par le Parlement².

« Par les lumières mesmes, Monseigneur, que nous avons en ceste affaire, nous sommes certains que si, par hasard, par le nombre des factieux, qui est toujours en estat de faire le mal contre des gens de bien qui, pour l'ordinaire, ne s'esmeuvent que quand ils le voient esclater et tomber sur eux, ils entreprennent et que mesme la chose leur réussit, c'est leur perte et leur abisme car certainement ils ne pourroient s'y maintenir,

1. La situation financière était, en effet, si misérable, par suite de la perturbation apportée dans le fonctionnement des différentes fermes par les troubles de l'année précédente, que les consuls et le Conseil de 1659 durent se préoccuper souvent des moyens de procurer de nouvelles ressources à la ville en créant de nouvelles taxes, notamment « un droit de vingt sols par cent escus sur les biens immeubles et un autre de 3 deniers pour chaque pain blanc d'un sol ». (Voir Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f°s 86 et 91. Conseils des 5 et 23 mai 1659.)

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 460.

de sorte, Monseigneur, que, quand cela arriveroit, nous estimons qu'il faudroit faire semblant de ne s'en apercevoir pas, ou du moins, les négliger et que le Roy ni personne ici-bas ne s'en meslast et leur laisse faire à eux. Vostre Eminence peut estre assurée, comme si elle le voyoit, que ces gens-là trouveront leur chastiment dans Marseille mesme et qu'un jour on les traineroit par la raison que, dans ceste occasion, n'y ayant rien de l'intérêt de leur ville et, par le désordre, le commerce cessant, ils se lassoient bientost et la colère de voir dépérir toutes leurs affaires les porteroit certainement à un coup de désespoir. Il seroit véritablement à souhaiter que ceste ville-là fust dans l'ordre et obéissance, comme les autres. Mais, Monseigneur, dans l'estat où elle est, peut-estre ce désordre dont les méchans la menacent n'y seroit pas tout à fait nuisible. Ceste ville a pris un train et un pli depuis ceste dernière affaire dont elle ne reviendra pas, à moins qu'un extresme en elle-mesme lui fasse ouvrir les yeux et voir son précipice. Ceste occasion seroit la moins dangereuse pour ne pas dire la plus favorable pour cela, car il est très constant que le désordre n'y peut arriver que par une extresme violence, par des gens sans aveu et sans honneur, contre le sentiment généralement de tous les gens de bien, bons marchands et bourgeois, qui ont mesme proposé aux consuls de leur permettre de prendre par la main tous les gens d'épée, gentilshommes et autres, et les mettre dehors et demandé des ordres pour courir sus et mesme tirer de leurs fenestres sur tous ceux qui vouloient faire du désordre. Vostre Eminence voit donc aussi bien que nous que, si cela arrivoit, il est expédient de leur laisser deuvider la fusée par mieux car, par cest abandonnement, on les obligeroit eux-mesmes à y pourvoir pour esviter leur perte. Cela, Monseigneur, se peut faire avec d'autant plus de sûreté que, dans l'estat présent des affaires de la province, que cela n'altérera pas le repos d'un seul village et qu'en ceste ville ici tout y est soumis et dans l'obéissance et que, par le moyen des troupes qui y sont, on est fort en estat de prévenir toutes sortes de mauvais desseins. De cela, Vostre Eminence en peut estre dans la dernière certitude et on lui en respond absolument et, partant, n'en pouvant arriver aucun inconvénient, il faudroit les laisser promener dans leur ville jusques à ce que leur insolence et la perte du commerce obligeast les marchands et bourgeois qui seroient à la faim aussi bien que les artisans de se défaire de ceux qui, malgré eux et contre leur sentiment, les auroient précipités dans ce désordre. »

Certains indices permettaient, en effet, de croire que de nouveaux mouvements étaient préparés à Marseille. Des particuliers faisaient transporter des armes dans le couvent des Jacobins et les consuls en ressentaient une telle appréhension

qu'ils jugeaient prudent de s'installer en permanence à l'Hôtel de ville, « avec quantité de monde pour être en estat de faire le holà en cas de bruit ¹ ». Averti par eux, Mercœur ne paraît pas y avoir pris garde; du moins, il ne juge pas à propos d'en aviser Mazarin : se bornant à constater avec mélancolie qu'il n'y a rien de nouveau à Marseille et que, « tant que le Niozelles y régentera, l'autorité du Roy y sera toujours avec peu de force », il se console en observant que « c'est beaucoup que les choses y soient en mesme estat ² ». D'Oppède et lui accueillent, il est vrai, avec complaisance des bruits plus favorables sans prendre la peine de les vérifier et le premier président se hâte d'annoncer au cardinal qu'il vient d'apprendre que deux des principaux coupables d'Aix, le président de Bras et de Glandevès, sont sur le point de s'embarquer pour l'Italie, ne trouvant à tirer d'autre conclusion de cette fuite que « c'est une belle conviction de leur crime ³ ». On croirait que, à leur tour, le gouverneur de Provence et le premier président, embarrassés par l'obligation de sévir contre des criminels apparentés aux plus nobles familles de la province, ressentent la même répugnance à mettre la main sur eux que les consuls de Marseille à les livrer et souhaitent secrètement les voir se soustraire par la fuite au châtement qu'ils ont le devoir de leur infliger.

Mazarin ne pensait pas ainsi. Il voyait dans l'impunité des séditeux d'Aix un dangereux exemple pour tout le royaume et peut-être un danger pour ses négociations avec l'Espagne, puisque aussi bien les ministres de Philippe IV, secrètement poussés par Condé, pouvaient conclure de l'état d'agitation où se débattaient encore Marseille et la Provence à la persistance des sentiments d'indiscipline et de rébellion dans la France entière et s'en autoriser pour ne pas consentir aux exigences du cardinal. Ce dernier cependant ne voulait pas engager trop avant l'autorité du Roi dans une affaire qu'il jugeait compliquée et dont il redoutait les conséquences ⁴; mais il ne tenait pas à avoir l'air de laisser cette autorité impuissante et désarmée, ni surtout à paraître avoir été lui-même la dupe de des belles promesses que les Marseillais lui avaient faites à Lyon.

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Mercœur, du 4 avril 1659.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 477. Lettre de Mercœur à Mazarin, 8 avril 1659.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 479. Lettre d'Oppède à Mazarin, 8 avril 1659.

4. « Le cardinal Mazarin, à qui le duc et le premier président grossissoient toujours les objets, auroit bien voulu trouver un moyen de n'engager pas davantage l'autorité du Roy dans ceste affaire. La prudence lui représentoit alors des difficultés qu'il trouva depuis beaucoup moindres dans l'exécution. Il crut cependant que c'estoit assez de montrer pour ainsi dire les verges à un peuple de la fidélité duquel il estoit assuré. » (*Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 28.)

Mazarin jugea donc que le moment était venu d'intervenir et de faire connaître par un acte qui ne pouvait prêter à aucune équivoque quels étaient sur cette affaire les sentiments et les intentions du Roi. Un arrêt du Conseil enjoignit aux consuls de Marseille de faire rechercher et arrêter de Bras, Glandevès-Rosset, Chasteuil et leurs complices, réfugiés dans leur ville, et d'ouvrir une information contre ceux des habitants qui seraient convaincus d'avoir caché ces criminels dans leurs maisons. Cet arrêt fut expédié à Mercœur avec l'ordre de le faire connaître aux consuls et de veiller à son exécution¹. Fidèle cependant à la politique de ménagements qu'il avait toujours suivie à l'égard de Marseille, depuis qu'il était au pouvoir, le cardinal ne désirait pas être obligé de recourir à un coup d'éclat qui aurait pu lui aliéner cette ville et ses magistrats à un moment où il avait le plus besoin de maintenir l'ordre dans tout le royaume. Il aima donc mieux essayer d'obtenir l'obéissance des consuls par la persuasion plutôt que par la menace. Il chargea de Piles, dont il avait naguère éprouvé le dévouement personnel et apprécié l'influence dans Marseille, d'intervenir en son nom auprès des consuls et des principaux chefs du parti : en leur rappelant les grands services qu'il leur avait rendus et leurs promesses d'obéissance et de fidélité, il chercherait à les convaincre que l'intérêt autant que le devoir leur commandaient de rompre avec des factieux et d'aider à leur châtimement.

« Comme vous sçavez mieux que personne, lui écrivait-il², les bontés que le Roy a eues pour la ville de Marseille et ce qu'en mon particulier j'ai contribué à son repos, vous pouvez mieux juger aussi que qui ce soit du desplaisir que j'ai dû avoir d'apprendre qu'elle serve d'asile à de ces criminels qu'on n'a pas voulu souffrir dans Avignon ni dans Orange, de peur de déplaire à Sa Majesté. Je sçais bien que la ville en général n'a point de part en un procédé si estrange, mais c'est toujours un grand malheur pour elle que toute la France voie avec scandale qu'elle ait moins de respect et d'obéissance pour le Roy que les estrangers et qu'elle se rend véritablement ville

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 27. — Voir aussi sur cet arrêt la lettre de Mercœur à Mazarin, du 14 avril 1659 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 481) et la lettre des consuls de Marseille à Mercœur, du 15 avril (Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. 1).

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 6. Lettre de Mazarin à de Piles. C'est par erreur que, au classement, cette lettre a été datée du 2 janvier 1659. A cette date, non seulement les événements d'Aix ne s'étaient pas passés, mais encore les consuls de Bausset, Vacon et Grange se trouvaient à Lyon avec Niozelles et leurs autres compagnons de voyage. Il est donc de toute invraisemblance que cette lettre ait été écrite à de Piles à cette date. Au contraire, nous croyons pouvoir lui assigner avec certitude la date du 2 avril 1659, puisqu'une lettre de Piles, du 15 avril, qui rend compte à Mazarin de l'exécution des ordres qui s'y trouvaient contenus, renferme ce passage : « Ayant donc reçu la lettre que Vostre Eminence m'a fait l'honneur de m'escire du 2^e de ce mois... ». (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 486.)

neutre et indépendante. Je vous prie d'en parler de ma part à ces Messieurs leurs consuls et de les faire souvenir de la parole qu'ils m'ont si solennellement donnée de sacrifier toutes les choses au service du Roy.

« Je vous prie aussi de faire connoistre au sieur de Niozelles que ce qu'il a escrit à Rose sur ce qu'on a compris dans les effets un homme de son nom, quoique en termes fort modérés en apparence, marque un chagrin qui m'est suspect puisqu'il semble mettre en balance le commerce et l'amitié de ces gens-là avec la soumission qu'il doit avoir aux volontés du Roy et de M. le duc de Mercœur et ceste froideur ne s'accorde point avec ce qu'il me promet à Lyon ni avec les obligations qu'il m'a en son particulier.

« Surtout je vous conjure de bien faire entendre auxdits consuls qu'outre le blâme dont ils ne pourroient pas se garantir dans la continuation d'une semblable conduite, c'est nourrir un serpent dans leur sein et mettre leur repos dans un péril...¹ que de tolérer des esprits si factieux et qui, ne voyant de salut pour eux que dans le trouble, renversent ciel et terre pour en exciter de nouveaux dans ladite ville. »

De Piles s'acquitta exactement de cette mission. Il se rendit à l'Hôtel de Ville pour en entretenir le premier consul Bausset, s'y rencontra avec Niozelles lui-même, et vit dans cette rencontre fortuite l'occasion d'insister avec plus de force sur ce que demandait le cardinal. Après avoir fait lire la lettre à ses deux interlocuteurs, il s'efforça de leur démontrer combien il leur serait facile d'obtenir du Conseil de ville la décision de se soumettre aux ordres du Roi, puisque aussi bien, à son avis, la ville ne professait que des sentiments d'obéissance et de fidélité. Il se rendit ensuite chez le second et le troisième consuls et chez d'autres citoyens influents, insista de nouveau sur les avantages que la ville retirerait en donnant satisfaction aux désirs du cardinal, mais eut l'impression, en se retirant, que le moment de la soumission n'était pas encore venu et qu'il faudrait sans doute user de rigueur pour contraindre la ville rebelle à rentrer dans le devoir².

1. A cet endroit, un espace a été laissé en blanc dans le manuscrit.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, f° 486. Lettre de Piles à Mazarin, 15 avril 1659. « J'ai vu le premier consul, M. Bausset, et, après toutes les raisons que je lui ai pu mettre en avant sans le flatter sur le sujet de la lettre de Votre Éminence, je la lui ai fait voir pour lui mieux persuader ce que je lui représentois. M. de Niozelles se trouvant de bonne fortune et très à propos chez lui, il m'a prié de trouver bon qu'il eust part à mon entretien et au contenu de la lettre : j'y ai très facilement consenti et ajouté que j'estois dans le dessein ensuite de l'aller trouver pour le mesme objet et que j'estois aussi ravi de leur pouvoir parler à tous deux ensemble. Ce que j'ai fait, Monseigneur, assez à propos et m'en estant très hautement expliqué avec eux, je leur ai donné à penser. Me retirant et M. le consul et son fils, le lieutenant, m'accompagnant et faisant semblant de vouloir prendre mes petits sentimens sur ce qu'ils auroient à faire, je leur ai dit que j'estois assuré que le général et le particulier de la ville ne respi-

Cette démarche ne laissa pas cependant de mettre les consuls dans l'embarras. Elle avait été précédée de la notification de l'arrêt du Conseil du roi et des ordres envoyés par Mercœur qui en prescrivaient l'exécution¹. A moins de se résoudre à être déclarés rebelles sur-le-champ et à s'exposer aux conséquences qu'entraînerait une semblable déclaration, les consuls devaient faire procéder à la recherche des pros crits. Ils feignirent de s'y résigner. Mercœur fut donc informé par leurs soins que l'arrêt avait été imprimé, publié et affiché et qu'ils allaient se livrer à « une exacte recherche des auteurs et complices de la sédition de la ville d'Aix² ». Mais, quelques jours après, le 19 avril, le chevalier de Bausset allait à Aix porter de leur part au gouverneur le procès-verbal du juge de la ville chargé de cette recherche, l'avocat d'Ortignes, qui constatait qu'aucun des fugitifs n'avait été trouvé au cours de cette opération³. En réalité, ce magistrat ne s'était présenté que dans les maisons où Mercœur, informé par ses émissaires, avait fait savoir aux consuls que les pros crits étaient cachés et d'où leurs amis, avertis de cette visite, avaient eu le temps de les faire sortir pour leur procurer un asile plus sûr, où personne n'était allé les chercher⁴.

Ni Mercœur ni d'Oppède ne se laissèrent prendre à cette indigne comédie. Au chevalier de Bausset, qui lui en porta la nouvelle de la part des consuls, le gouverneur répondit « hautement qu'il se vengeroit et qu'on ne le prendroit pas toujours pour dupe⁵ ». Quant à d'Oppède, il retint avec soin les détails

roient qu'une entière soumission et une aveugle obéissance aux volontés du Roy et qu'il n'y avoit que quelques canailles séditeuses qui excitoient tous ces tumultes au préjudice des ordres de Sa Majesté et de la parole qu'ils avoient donnée à Votre Eminence; que leur estant facile d'assembler un Conseil pour y prendre des bonnes et promptes résolutions, il leur seroit aussi très facile de les exécuter s'ils le vouloient pour maintenir leur ville dans leur devoir et dans le repos. Sur cela, Monseigneur, je les ai quittés pour voir les autres consuls et leur représenter la mesme chose et qui ont très généralement escouté mes sollicitations, me tesmoignant d'estre d'avis que j'eusse part de la façon que j'avois fait au premier consul et à M. de Niozelles. J'ai jugé encore à propos, Monseigneur, de faire sçavoir le contenu de vostre lettre à plusieurs autres personnes qui contribueront sans doute leur possible aux volontés de Votre Eminence. Mais si elle me permet de lui en dire mes petits sentimens, je ne vois pas pour encore que la démarche de ceste ville, ou du moins de ceux qui s'y sont présentement empiété l'autorité fassent aucun bon semblant de se séparer des attachemens dont ils se sont très dangereusement embarrassés. Et ce que je pourrois juger de pis c'est, Monseigneur, que j'apprehende à la fin que le Roy soit obligé pour l'avenir d'y mettre les remèdes nécessaires pour le maintien de son autorité.... »

1. « J'ai envoyé à Marseille l'arrest du Conseil que cest ordinaire m'a apporté par un de mes gentilshommes, qui a trouvé les consuls dans les mesmes dispositions que ceux qui y avoient porté les premiers ordres du Roy, c'est-à-dire beaucoup de soumission en apparence, mais au fond toujours la mesme conduite. » (Lettre de Mercœur à Mazarin, 14 avril 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 481.)

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre des consuls, du 17 avril 1659.

3. Arch. com. de Marseille, Lettre à Mercœur, du 19 avril.

4. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 27-28.

5. *Ibid.*, II, v, 23.

de cette affaire et tout ce qui faisait apparaître la duplicité des consuls et il sut s'en souvenir plus tard, quand il présenta à Mazarin les griefs que les agents du Roi avaient contre Marseille : « Quelle irrision, dit-il alors ¹, à l'autorité du Roy et à sa justice dans les recherches et perquisitions qu'ils ne faisoient qu'après les avoir avertis et les verbaux qu'ils en ont dressés jusque-là mesme que le mesme notaire, qui a testé un semblable verbal, prend le mesme jour le contrat de mariage de l'un des condamnés! »

Cependant, Mazarin, à qui la longue distance entre Paris et Marseille ne permettait pas de suivre au jour le jour tous ces événements, persistait toujours dans son idée de ramener les Marseillais, plus par la persuasion que par la menace ou la contrainte, à une notion plus nette de leurs devoirs et de leurs intérêts. Il manifestait néanmoins quelque impatience d'en finir avec cette agitation. Il la jugeait susceptible de gagner la Provence tout entière et craignait, pour cette raison, qu'elle ne vint paralyser les efforts de sa diplomatie et compromettre les heureux résultats de ses négociations avec l'Espagne. Malgré ses prévisions optimistes sur les conséquences finales de la désobéissance de Marseille, Mercœur n'avait pas manqué de lui faire entendre en termes très nets que cette ville persisterait plus ou moins longtemps dans son attitude factieuse suivant la tournure que prendraient les affaires générales ². Il convenait donc de signifier aux consuls de façon catégorique qu'ils ne devaient pas hésiter à se soumettre immédiatement, s'ils voulaient se soustraire eux-mêmes et soustraire leur ville aux justes ressentiments du Roi. De Piles fut de nouveau chargé de cette démarche ³, que Mercœur et d'Arène furent invités à appuyer de leur côté ⁴, avant même que le premier ministre eût eu connaissance de la singulière façon dont les consuls et les chefs du parti avaient tenu compte de la première intervention de son mandataire.

« J'ai reçu, par cest ordinaire, écrivait donc le cardinal à de

1. *Mémoire de d'Oppède*, de février 1660.

2. « Ce qui m'oblige de dire à Vostre Eminence qu'il n'y a rien davantage à espérer de ceste ville-là et que ceux qui croient de l'engager se persuadent par là de travailler pour ses avantages, la faire considérer beaucoup plus qu'elle n'est et se rendre les arbitres du destin de ceux qui ont pris retraite parmi eux. Mais, comme j'ai eu l'honneur de faire déjà voir à Vostre Eminence qu'elle ne devoit aucunement s'inquiéter de la conduite de ceste ville-là, je soutiens encore ce mesme sentiment et qu'elle ne scauroit dans l'estat présent de la province engager un seul village ni faire aucun préjudice aux affaires générales, à moins que la campagne prochaine eust quelques fâcheuses suites, auquel cas je connois assez leur mauvoise volonté pour oser assurer Vostre Eminence qu'ils feroient tous leurs efforts pour troubler et renverser le repos public et se mettre en estat de demander et pouvoir espérer telle grâce qu'ils voudroient. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 481. — Lettre de Mercœur à Mazarin, 14 avril 1659.)

3. Mazarin à de Piles, 10 avril 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 110.

4. Lettres de Mazarin à d'Arène et à Mercœur, 10 avril 1659. *Ibid.*, 112 et 115,

Piles, des lettres des sieurs de La Salle, de Niozelles et de La Reynarde, remplies de tant de protestations de faire tout ce que je leur manderai, que je ne puis croire que des gens qui font profession d'honneur pour eux voulussent manquer à leur parole. C'est pourquoi je vous prie de leur dire de ma part que je les somme de me la tenir et, pour cest effet, de se joindre aux consuls et autres gens de bien pour prester main-forte à la justice et lui donner lieu de se saisir des séditeux d'Aix, sans excepter ceux du Parlement, s'ils se trouvent encore dans Marseille à l'arrivée de la présente. Je vous prie de tesmoigner en mesme temps auxdits sieurs consuls qu'ils ne sçauroient mieux reconnoître les obligations qu'ils disent m'avoir qu'en s'employant de la bonne sorte pour faire livrer à la justice lesdits séditeux d'Aix et surtout ceux du Parlement; qu'il n'est pas si impossible de trouver des estrangers cachés dans une ville comme Marseille et de les y faire arrester; que lesdits sieurs consuls n'en viennent à bout quand ils voudront agir tout de bon, ayant assurément pour eux tout le peuple qui voit fort bien qu'il ne s'agit d'impositions ni de privilèges, mais seulement d'obéir au Roy et mesme en une chose si juste et si nécessaire à la conservation du repos de ladite ville. Qu'en effet, lesdits séditeux, à l'aide de certaines personnes qui, pour faire les généreux amis, deviennent insensiblement de très pernicious citoyens, ne travaillent qu'à replonger Marseille dans de nouveaux troubles, s'imaginant qu'ils y trouveront l'impunité de leurs crimes, quoique assurément Sa Majesté, quelque chose qui püst arriver, n'excusera jamais sa clémence envers des gens qui s'en sont rendus si indignes. Que c'est une honte que toute la France voie, comme elle fait avec horreur, que Marseille, sous leur consulat, devienne l'asile de scélérats à gibet et avoués.... Qu'enfin, ils ne peuvent ignorer les ordres de Sa Majesté, ni ceux de M. le duc de Mercœur, ni les arrests et décrets du Parlement de Provence rendus sur ce sujet, ni les grands et funestes exemples des malheurs qui sont arrivés à quelques villes pour s'être obstinées à donner retraite à des factieux contre la volonté du Roy.

« Je m'assure que toutes ces considérations, appuyées par les raisonnemens que vostre prudence vous suggérera, leur feront ouvrir les yeux et qu'ils ne voudront pas se rendre responsables au Roy et à leur patrie des maux que causeroit infailliblement la continuation de ce scandale. Il est remis à vous de les leur représenter en particulier ou en public, suivant ce que vous jugerez plus à propos et vous ajouterez, s'il vous plaist, qu'après les preuves que je pense leur avoir données de mon affection pour l'avantage et le repos de ladite ville, j'aurois sujet de me plaindre et de me tenir offensé en mon particulier s'ils déféroient davantage aux suggestions personnelles des séditeux ou

de leurs adhérens qu'aux salutaires avis d'un véritable ami tel que moi.... »

Mazarin mettait son dernier espoir de conciliation dans cette nouvelle mise en demeure qu'il faisait d'ailleurs signifier aux consuls d'un ton ferme mais encore bienveillant. Il engageait Mercœur à en attendre le résultat et semblait lui-même disposé, en cas d'échec, à envisager les moyens de recourir à d'autres mesures pour réduire à l'obéissance les Marseillais récalcitrants. « Quant à ceux de Marseille, écrit-il, en effet, le 24 avril à Mercœur ¹, il faudra voir si, après avoir mieux digéré ce qui leur a esté dit par M. de Piles, des intentions du Roy et représenté de ma part, ils ne tiendront pas de conduite plus conforme à leurs devoirs. Peut-être qu'ils se raviseront : mais en tout cas, s'ils s'obstinent à abuser ainsi des bontés du Roy, Sa Majesté cherchera les moyens d'y remédier et, quoi qu'il leur arrive, ils ne pourront se plaindre que d'eux-mêmes. »

Dès qu'il avait eu en sa possession la lettre du cardinal, de Piles avait pris ses dispositions pour exécuter les ordres qui y étaient contenues. Mais, cette fois, la mission était plus difficile à remplir que naguère, et le mandataire de Mazarin dut prendre des précautions pour y réussir. Les chefs du parti se tenaient sur leurs gardes dans l'attente d'une nouvelle tentative du gouverneur pour faire surprendre et enlever les proscrits. Ils veillaient donc sur les consuls, voulant empêcher de s'approcher d'eux ceux qu'ils soupçonnaient d'intelligence avec leurs ennemis et prêts à exciter quelque tumulte pour les écarter et les faire renoncer à leur projet ². Or, de Piles leur était suspect depuis qu'ils le savaient investi de la confiance de Mazarin et de Mercœur : ils auraient même formé le dessein, tant ils redoutaient ses manœuvres, de mettre fin par des insultes, des menaces, voire même des coups, à ses allées et venues dans la ville et à celles de ses enfants ³.

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 427.

2. Dans la lettre datée du 21 avril, où il rend compte à Mazarin de la mission dont il l'a chargé, de Piles lui signale que, pour signifier ses volontés « à ces Messieurs, pour la leur faire publiquement ou particulièrement entendre, plusieurs importantes raisons, et notamment celle de ne point paroître dans leur Maison de Ville où les séditieux sont le plus assidus pour y pouvoir exciter des tumultes, l'obligèrent de les surprendre tous ». (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 490.)

3. C'est du moins ce que de Piles rapporte à Mazarin dans une autre partie de cette même lettre : « Votre Eminence, dit-il, ne doit pas, s'il lui plaist, douter que, depuis que leurs affaires ne regardent plus les intérêts particuliers de leur parti de ville que pour un pretexte de sédition qui va et peut aller plus avant, je ne leur puis estre que très suspect, puisqu'ils ne sont pas dans ceste aveugle obéissance qu'ils doivent avoir aux ordres de Sa Majesté et qu'ils ne reconnoissent pas les signalées obligations qu'ils ont à Votre Eminence. En sorte, Monseigneur, que j'ai reçu plusieurs avis : les uns, qu'on se vouloit saisir de ma personne et s'en défaire, selon l'occasion; et les autres, qu'on me vouloit obliger par des insultes de ne plus entrer dans leur ville et de m'en oster et aux miens le commerce et la fréquentation jusques à s'en expliquer par avis, hier mesme, à un de mes enfans que j'estois bien aise qu'il fust souvent avec ces jeunes gens

Le dimanche 20 avril, de Piles se rendit de bon matin à Marseille, surprit au saut du lit La Salle, Niozelles et La Reynarde et leur donna rendez-vous chez le premier consul. Ils s'y trouvèrent bientôt réunis avec les deux autres consuls, l'assesseur, d'Arène, les frères de Félix, le commandeur de Cuges et de Félix-Beaulieu, qui y avaient été aussi mandés¹. « Je leur fis hardiment entendre et sans les flatter, rend compte de Piles à Mazarin, les volontés du Roy et les ordres que Vostre Eminence m'avoit fait l'honneur de me prescrire, sur lesquels je leur représentai tout ce que je devois jusques à leur reprocher leur ingratitude s'ils se rendoient indignes des bontés dont Vostre Eminence les gratifioit et dans ces occasions mesmes où elle se servoit de tous les moyens imaginables les plus doux pour les ramener dans ce grand et juste chemin où ils sont obligés de tenir et hors duquel ils ne peuvent point espérer de grâces de Sa Majesté ni la haute protection de Vostre Eminence qui auroit très grand sujet de se plaindre d'eux après mesme la parole qu'ils lui ont si solennellement promise et de vive voix et par escrit. »

De Piles lut ensuite à ses interlocuteurs la lettre même qu'il avait reçue de Mazarin, leur arracha quelques bonnes paroles, « les uns de cœur, les autres en apparence », et se retira pour leur laisser le temps et la liberté de se concerter sur ce qu'ils avaient à faire. Mais, encore sous l'impression de la feinte qu'ils venaient d'imaginer, quelques jours à peine auparavant, pour ne pas livrer les fugitifs, il conservait peu d'espoir sur le résultat de sa démarche. « Je ne vois pas, Monseigneur, ajoutait-il à sa lettre en guise de conclusion, ou que les choses prennent encore le bon parti qu'elles devroient, car les mesmes personnes qui ont toujours fait agir les séditeux les supportent et les sollicitent toujours aussi à de nouveaux tumultes et s'abusent à la conservation des prévenus et estrangers, qui véritablement ne sont pas dans la ville pour y bien faire. Ce qui m'en fait toujours plus craindre les fautes auxquelles, Monseigneur, je crois nécessaire pour le bien du service du Roy de remédier, car le libertinage de ladite ville est trop grand et trop dangereux pour le maintien de son autorité souveraine². »

Toute la ville cependant n'était pas unanime à partager ces sentiments. De Piles lui-même devait reconnaître qu'une partie

et pour tascher de les ramener et pour me tenir averti de ce qu'il apprendroit comme il a toujours fait. »

1. Parce que, comme il l'indique dans sa lettre à Mazarin, « c'estoit ceux maintenant qui avoient le plus de part à la conduite de la ville ». *L'Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 28, rapporte aussi cette conférence de Piles avec les consuls et les principaux chefs du parti.

2. Lettre de Piles à Mazarin, du 21 avril 1659.

de la population commençait à être lasse de la politique suivie jusqu'à ce jour et éprouvait le désir de rompre avec les factieux d'Aix¹. Les consuls ne pouvaient pas ne pas être attentifs à ces manifestations de l'opinion publique : ils devaient d'autant plus en tenir compte que Mercœur et de Piles ne cachaient pas que Mazarin finirait par ordonner des mesures de rigueur contre la ville s'ils s'obstinaient à braver plus longtemps la volonté du Roi². D'ailleurs, d'Arène, qui avait aussi reçu les instructions du cardinal, et La Salle, docile aux directions que celui-ci lui faisait donner par Mme de Venelles³, insistaient de leur côté pour que cette affaire fût enfin réglée suivant les intentions du premier ministre. Mais, d'autre part, les consuls n'étaient pas libres d'agir comme ils le désiraient peut-être, eux aussi. Ils se sentaient impuissants aux mains de Niozelles. Celui-ci les dirigeait à sa guise, surtout le premier consul⁴ qui, sans volonté, paraît avoir été constamment préoccupé de le ménager, tout en cherchant cependant à ne pas déplaire à Mercœur.

Il ne songeait donc qu'à gagner du temps, en amusant le gouverneur par des promesses qu'il savait ne pas pouvoir tenir tant que Niozelles ne se serait pas résigné à rentrer dans le devoir. D'abord, sous l'impression des signes de mécontentement donnés par Mercœur, à la suite de l'infructueuse recherche de l'avocat d'Ortignes et des menaces à demi voilées contenues dans la lettre de Mazarin à de Piles, de Bausset avait songé à recourir au procédé qui, avant lui, avait si souvent permis à d'autres consuls de se tirer d'embarras dans des cas aussi difficiles et qui consistait dans l'envoi d'une députation à la Cour. Tant que duraient le voyage et le séjour des députés auprès des ministres, les choses restaient en l'état à Marseille et le gouver-

1. De Piles ajoutait, en effet, cette indication dans sa lettre du 21 avril : « Je viens tout présentement de ladite ville pour m'informer certainement de tout ce qui s'y estoit passé depuis les propositions que je pus y faire et ai trouvé, Monseigneur, que non seulement tous ces factieux commencent à se discréditer, mais ils se désunissent entre eux et il y a apparence que ces réfugiés criminels songeront à une retraite ». Quelques jours après, dans une autre lettre, il revenait sur ces dissensions que, d'ailleurs, dans des conversations particulières, il cherchait lui-même à exciter et à augmenter. « Néanmoins, disait-il, je m'aperçois que les ordres que j'ai fait entendre de la part de Vostre Eminence donnent fort à penser à un chacun car, outre ce que j'en ai fait savoir aux magistrats et gens de qualité, je ne perds point le temps pour en instruire toutes les autres personnes que je crois avoir quelque crédit parmi le peuple qui ne trempe point dans toutes ces menées et n'a besoin que d'estre bien conduit. » (Lettre de Piles à Mazarin, du 6 mai 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 518.)

2. C'est ce que Mazarin avait écrit catégoriquement à Mercœur et à Piles, en les chargeant de le faire entendre aux consuls et aux principaux citoyens de la ville.

3. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 28.

4. « Je crains, quelque bruit qu'ils fassent de desloger, qu'à tout le moins les principaux n'y demeurent car, étant parens de Niozelles, de qui certainement la conduite n'est nullement bonne et qui gouverne absolument le premier consul, il ne fasse toujours ses efforts pour les y conserver. » (Mercœur à Mazarin, 22 avril 1659, Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 499.)

neur n'avait plus rien à exiger des consuls puisque, pour justifier leur inaction, ceux-ci avaient l'excuse d'attendre l'issue des négociations engagées par leurs envoyés. Il avait donc été question de faire partir pour Paris le chevalier de Bausset. Mais celui-ci n'avait pas osé se mettre en route sans l'assentiment de Mercœur, qui le lui avait refusé à lui-même, au cours d'un voyage qu'il avait fait à Aix, pour le solliciter¹.

Impressionné par ce refus, le chevalier était rentré à Marseille résolu à donner au gouverneur des gages de sa bonne volonté et de celle de son père. Saisissant la première occasion qui se présenta le jour même de son retour, il fonda l'épée à la main sur un des séditieux qu'il rencontra dans une rue en train de chercher à exciter le peuple et à fomenter un mouvement. A son appel, les consuls et quelques citoyens vinrent se joindre à lui. Ils n'eurent pas de peine à disperser les malintentionnés, dont le chef fut assez gravement blessé à la tête par le chevalier lui-même².

Il n'en fallut pas davantage pour rétablir les affaires des consuls dans l'esprit de Mercœur et dans celui de Mazarin lui-même, tant ceux-ci étaient encore bien disposés pour eux. Mercœur s'en déclara très satisfait³ et Mazarin prit prétexte de cette insignifiante échauffourée pour essayer d'exciter par des compliments peut-être exagérés l'amour-propre et le zèle du premier consul et des chefs du parti qui semblaient capables de contrecarrer les projets de Niozelles. « J'ai sçu, écrivait-il à de Piles⁴, avec quelle vigueur le chevalier de Bausset a réprimé l'insolence d'un de ces séditieux et je suis bien informé qu'il n'a rien fait en cela qui ne soit conforme aux sentimens et au zèle de son père. Et je sçais aussi que les sieurs d'Arène et de La Salle et commandeur de Villages font tout ce qu'on peut désirer de gens de bien et d'honneur et bons serviteurs du Roy. Je vous prie de leur tesmoigner à tous de ma part que Sa Majesté, à qui j'ai eu l'honneur d'en rendre compte, leur en sçait beaucoup

1. « Avant-hier, l'ainé des enfans du consul Bausset vint me trouver.... Je lui parlai comme je devois et de telle sorte qu'il me parut esbranlé. Ils avoient, le jour auparavant, fait tous leurs efforts pour faire résoudre une députation à la Cour de lui, ce qu'il me tesmoigna n'avoir voulu accepter, pour excuser leur conduite et protester de leur fidélité au Roy et à Vostre Eminence et, le principal sujet, pour assurer que la recherche avoit esté fort sincère et exacte. Je lui dis qu'il avoit, à mon sens, fait très sagement et le conseillai de ne se charger pas d'un tel emploi, mais bien plutost de faire obéir le Roy, ce qu'il me protesta vouloir faire de la bonne sorte.... » (Mercœur à Mazarin, 22 avril 1659.)

2. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 22 avril.

3. « J'ai vu ce matin Son Altesse.... Il m'a tesmoigné grande satisfaction de vostre conduite aussi bien que de l'action de M. le chevalier de Bausset. Je l'ai trouvé de bonne humeur envers nous, m'ayant assuré qu'il avoit escrit ce matin en nostre faveur à Son Eminence. » (Lettre de l'assesseur de Loulle aux consuls d'Aix, 23 avril 1659. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse L.)

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 136. Lettre du 1^{er} mai 1659. Cf. la lettre de Mazarin à Mercœur, du même jour (*Ibid.*, 133).

de gré et qu'ils le connoistront par les effets aux occasions qui se présenteront. »

Malgré tout, cependant, Mazarin tenait à obtenir satisfaction en ce qui concernait la présence des proscrits dans Marseille et il paraissait résolu à n'admettre à ce sujet aucune espèce de défaite¹. Tout au plus, peut-être, se serait-il accommodé de leur départ en masse, puisque aussi bien les consuls et la population avaient manifesté de si vives répugnances à les livrer à la justice. C'était donc à ce départ qu'on semblait s'être résolu : on l'annonçait comme prochain², quand une manœuvre, que Mercœur et d'Oppède attribuèrent au cardinal Grimaldi, vint de nouveau tout remettre en question. Une lettre arrivée d'Aix apporta la nouvelle que cinq cents pistoles avaient été promises à celui qui assassinerait Niozelles. C'était, assurait-on, le sieur de Saint-Symphorien, frère du feu lieutenant de Valbelle, qui avait découvert ce complot et qui l'avait dénoncé. Saint-Symphorien eut beau s'en défendre : l'effet n'en fut pas moins produit. Les fugitifs saisirent ce prétexte pour renvoyer leur départ, puisque, disaient-ils, leur présence dans la ville mettrait Niozelles à l'abri des coups dont ses ennemis le menaçaient³.

1. C'est bien ce qui paraît ressortir de ce passage de sa lettre à de Piles, du 1^{er} mai 1659 : « Je veux espérer sur vôtre dernière lettre que ces Messieurs de Marseille se résoudront d'obéir tout de bon aux ordres du Roy et d'avoir esgard à mes instances touchant les criminels d'Aix et je vous réplique derechef que je ne le souhaite pas moins pour l'intérêt propre et pour le bien de ladite ville de Marseille que pour celui de la justice et pour le service de Sa Majesté. Car, à la fin, la patience et la bonté se lassent et les choses viennent à tel point qu'on ne peut plus se dispenser d'y apporter remède. Quoi qu'il arrive, j'aurai toujours ceste consolation de n'avoir rien oublié pour leur conserver le repos et les avantages que je pense leur avoir procurés et je vous assure aussi que vos soins seront toujours considérés comme ils le méritent. »

2. « Les affaires à Marseille sont fort en branle. Les perquisitions que l'on a faites et dont on envoie les verbaux en Cour, n'ont esté que d'intelligence avec les criminels et par forme d'acquit. Mais, du depuis, on nous veut persuader tout à bon que l'on les oblige à sortir de la ville. Nous avons des avis de la consernation des criminels et de leurs préparatifs. » (Lettre de d'Oppède à Mazarin, 29 avril 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 496.)

3. « ..., Toutes les apparences estoient qu'ils obéiroient entièrement après la démarche que les consuls avoient faite pour purger leur ville de ces séditeux.... Mais, certes, nous avons connu par les suites qu'il y a très grande différence à Marseille de promettre et de tenir, car jusques à présent aucun de ces séditeux n'est parti, quelques bruits et préparatifs qu'ils en eussent fait et, par le billet ci-joint, elle verra le prétexte que leur a fourni M. le cardinal Grimaldi pour ne le pas faire. Niozelles suit admirablement la manière d'agir des Frondeurs du temps passé de Paris, que Vostre Eminence agréera que je ne lui nomme pas, ayant toujours un assassinat en poche pour esmouvoir le peuple. » (Lettre de Mercœur à Mazarin, 29 avril 1659. Affaires étrangères, France, 1723, 502.) — Cf. ce passage de la lettre de d'Oppède à Mazarin, du même jour. « Vostre Eminence verra par les despesches de M. le duc de Mercœur la pièce noire qu'il [le cardinal Grimaldi] a fait en voulant persuader que l'on a donné cinq cens pistoles pour faire tuer le sieur de Niozelles, et il dit l'avoir appris du sieur de Saint-Symphorien qui s'est assez bien demeslé de ceste affaire et a prouvé clairement l'imposture. Cependant, cela foment la mauvoise humeur de Niozelles et si bien il voit qu'il n'y a nulle apparence à une entreprise si noire et de ceste nature, il ne laisse pas de s'en servir pour travailler toujours dans Marseille et retenir ces gens d'Aix qui ne songent nullement à partir, ceux de Marseille se moquant avec toutes leurs grimaces et leurs procédures. »

Une fois encore, Mercœur eut l'occasion d'éprouver, d'après ses propres expressions, « qu'il y a très grande différence à Marseille de promettre et de tenir¹ ». Les consuls et leurs amis semblaient, en effet, toujours disposés à s'en tenir à leur système d'atermoiements et de demi-mesures. Cela leur permettait de gagner du temps dans l'espoir que des événements imprévus viendraient à se produire qui les tireraient d'embarras. Peut-être le cardinal Grimaldi, dont Mercœur et d'Oppède dénonçaient toujours la présence à Aix comme un danger public, leur faisait passer des avis secrets pour les encourager à la résistance, en leur promettant en récompense l'appui du prince de Condé et de la Cour d'Espagne qui sauraient faire de leur pardon une des conditions de la paix générale qu'on était en train de négocier².

Quoi qu'il en soit de ces combinaisons cachées, les consuls amusent maintenant Mercœur en lui faisant porter la nouvelle des départs plus ou moins prochains des chefs de la sédition d'Aix et de leurs comparses. Le 2 mai, le chevalier de Bausset va, de leur part, annoncer au gouverneur que quarante de ces individus se sont embarqués le 30 avril sur le vaisseau du capitaine Boyer³. Mercœur ne croit pas qu'ils soient partis aussi nombreux; du moins, il se dit informé que les principaux chefs sont encore à Marseille et que ceux qui sont partis sont allés rejoindre Condé et lui porter la promesse du concours de cette ville pour le cas où la paix ne serait pas conclue⁴. Cependant,

1. Lettre à Mazarin, du 29 avril 1659.

2. La plupart des contemporains, spectateurs désintéressés des événements qui se déroulaient en Provence, attribuaient à des sentiments charitables le rôle que le cardinal Grimaldi jouait en cette circonstance. L'auteur de l'*Histoire des troubles de Marseille* (II, v, 29) rapporte que le cardinal faisait passer des secours en argent à ceux des réfugiés qui se trouvaient dans le besoin et ajoute cette observation : « Ce prélat compatissoit à leur malheur, les traitoit en père et en véritable pasteur, les regardant comme des gens qui avoient fait beaucoup plus de bruit que de mal, ainsi que le cardinal Mazarin l'avouoit lui-mesme (?), et qui, d'ailleurs, ayant eu le premier président en leur pouvoir et en leur garde, avoient donné les mains à sa liberté sans autre sûreté pour eux que celle de sa parole ». Mercœur et d'Oppède étaient loin de partager cette opinion. Ils n'avaient pas cessé de penser et de dire que Grimaldi était l'instigateur de tous ces mouvements séditeux. Le *Memoire du président d'Oppède*, de février 1660, est, en effet, un réquisitoire direct contre le cardinal, et, maintes fois, Mercœur, dans ses lettres à Mazarin eut l'occasion de dénoncer ses menées. La lettre du duc, du 6 mai 1659, ne fait que répéter à ce sujet ce qu'il avait déjà dit auparavant : « Il n'y a rien à craindre, dit-il, pour le général de la ville, mais, si Dieu ne bénit pas le travail de Votre Eminence par la paix et que nous eussions quelque échec dans la campagne prochaine, il n'y auroit nulle sûreté à ces esprits, et encore bien moins le cardinal Grimaldi restant dans ces quartiers et le comte de Carcès dans sa charge... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 511.) — Quant aux rapports du parti de Niozelles et des séditeux d'Aix avec Condé, ils sont signalés dans une lettre de Mercœur à Mazarin, du 3 mai (Affaires étrangères, France, 1723, 509) et dans une note d'Arène à Mercœur, du 6 mai (*Ibid.*, 517).

3. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre des consuls à Mercœur, du 2 mai 1659.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 509. Lettre à Mazarin, du 3 mai. « Aujourd'hui, les consuls de Marseille m'ont envoyé un verbal par leur assesseur que, bien loin d'affirmer véritable, je puis assurer tout au contraire, car,

les bruits de ces départs se confirment¹ : d'Arène, qui, décidément, paraît être devenu l'agent du gouverneur à qui il fait passer des renseignements confidentiels sur l'état de la ville et les dispositions des habitants², et de Piles, qui, à chaque ordinaire, tient Mazarin au courant de ses démarches et de la conduite des consuls³, informent leurs correspondants respectifs que de nombreux départs ont eu lieu, pour diverse destinations. D'Arène fournit même à Mercœur les noms de ceux qui sont partis, signale ceux qui sont restés avec les raisons d'ordre matériel qui les ont retenus à Marseille⁴ et se porte garant des bonnes intentions du premier consul Bausset. « Il est très assuré que M. le premier consul Bausset il y va présentement avec zèle et qu'il périra plutôt que de permettre que ces gens-là soient dans Marseille. Et si jusques ici il a failli, ça esté de pure foiblesse et de crainte⁵. »

Bien qu'il restât encore, malgré les affirmations de d'Arène, quelque incertitude sur la réalité de ces départs⁶, les consuls

hors de Glandevès et quatre ou cinq autres que l'on assure, non sans beaucoup d'apparence, estre allés auprès de M. le prince de Condé, tout le reste y est encore et ne songe nullement d'en sortir, et, tout au contraire, espère si la paix se fait que, par cest envoi, ils y seront compris, ou, si la guerre continue, qu'il les soutiendra dans leurs chimériques desseins, se faisant forts de ceste ville, ce dont je ne suis pas persuadé qu'ils puissent faire jour comme ils s'en flattent, mais toujours l'intention est bonne. »

1. « Les séditieux, retirés à Marseille comme en un lieu de sûreté, en sont sortis et se sont embarqués, à l'exception desdits sieurs président de Bras et de Chasteuil, qu'un chacun croit y estre encore, mais sans p'roistre... » (Lettre à Mazarin du maître des requêtes de Verthamont, intendant du Dauphiné, commissaire extraordinaire à Aix, 6 mai 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 514.)

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 517. C'est une note anonyme adressée à Mercœur et jointe par celui-ci à une lettre à Mazarin du 6 mai 1659. L'écriture en est semblable à celle d'une lettre signée d'Arène et adressée par celui-ci à Mazarin, le 1^{er} avril 1659, dont nous avons précédemment parlé (voir ci-dessus, p. 694, note 1).

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 518. Lettre de Piles à Mazarin, du 6 mai 1659.

4. « Avant que de fermer ceste lettre, je viens d'apprendre avec certitude que de ces séditieux d'Aix, qui estoient cachés en ceste ville, il en est parti par terre quatre, qui sont le Cadet de Mélan, les deux frères Porti et Perrin, et, par mer, hier au soir, sur une tartane pour Livourne, le président de Bras, l'avocat-général de Chasteuil et Rosset-Glandevès, le prévôt Dane, un appelé Dane (?) et quelques autres de ces cadets d'Aix les plus pauvres, et un appelle Beau de ceste ville. Les deux Chasteuil, frères de l'avocat-général, avec les appelés Taxil, Fermin, Boyer, du Mas, Lasgrange, Pontevès et autres quasi sans nom s'en vont à Malte. Les deux Chasteuil défraient les autres et attendent 1 200 livres qu'on leur ramasse pour faire voile. Ils sont cachés ou si bien ensevelis qu'il est impossible de les découvrir. Gibert, de Colonia, le Cadet de Dane, Estienne, le Cadet d'Alphérin, qui ont de quoi subsister, suivent à Livourne le président de Bras. Riquet s'en va trouver M. le prince de Condé, parce qu'il l'avoit servi avec le baron de Saint-Marc à la Journée du faubourg Saint-Antoine, et emmène avec lui un appelé Vidal. » (Note non signée de d'Arène, du 6 mai 1659.) — Cf. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 28.

5. Note non signée de d'Arène.

6. Dans une lettre à Mazarin, où il lui annonce les départs dont nous parlons ci-dessus, de Piles émet, en effet, des doutes sur leur réalité. « Quoi qu'on dise qu'une partie des principaux sont sortis, je n'en puis rien croire; que, quand il

pensèrent que le moment était venu de se justifier directement auprès de Mazarin en envoyant une ambassade à la Cour et de prescrire, en même temps, des mesures de police susceptibles de faire croire que tout était rentré dans l'ordre dans la ville et que plus rien n'y menaçait la tranquillité des habitants. Un Conseil des Cent, réuni le 5 mai, décida qu'on cesserait de payer aux capitaines de la ville l'écu par jour qui leur avait été alloué pour faire une garde extraordinaire à la suite « des derniers mouvemens arrivés en la ville d'Aix », le motif qui avait fait instituer ce service exceptionnel n'existant plus désormais¹.

Au commencement de cette séance, le Conseil avait entendu le premier consul lui remontrer « que, par diverses lettres que Son Eminence a escriptes en ceste ville, il fait cognoistre qu'on lui a donné des impressions préjudiciables à la fidélité que ceste ville a toujours eue pour le service de Sa Majesté touchant ces Messieurs d'Aix qui estoient venus en ceste ville et, parce que cela pourroit nuire à ladite ville à l'advenir, plusieurs personnes de condition trouvent à propos d'envoyer un courrier exprès pour justifier ceste conduite tant envers Sa Majesté que Son Eminence ». Le chevalier de Bausset fut chargé de remplir cette mission². Les consuls en indiquèrent le but et le caractère dans cette lettre à Mazarin. « Comme ceste ville ne peut avoir rien de plus cher ni de plus avantageux que de se conserver dans l'estime de Son Eminence et que nous avons reconnu par les lettres qu'elle a escriptes à M. de Piles qu'elle prenoit contre nous des impressions moins favorables à nos premiers devoirs, cela nous oblige de lui despescher M. le chevalier de Bausset pour justifier nostre conduite dans les dernières occasions qui se sont présentées. Il aura l'honneur d'informer Vostre Eminence de l'estat de ceste ville, de tout ce qui s'y est passé et du zèle avec lequel nous nous sommes portés avec tous nos habitans pour exécuter les ordres du Roy et de Vostre Eminence. Nous vous supplions donc très humblement, Monseigneur, de lui donner créance en tout ce qu'il lui dira de nostre part et surtout lorsqu'il l'assurera qu'il n'y a point de ville dans le royaume qui soit plus parfaitement soumise à Vostre Eminence que celle-ci qui, après le service du Roy, n'a pas de plus forte passion que de lui pouvoir tesmoigner par ses obéissances la gratitude et reconnoissance qu'elle conserve des grandes obligations que le général et le particulier lui ont³. »

seroit vrai, ils ne le sont pas tous et il en reste assez avec ceux de la ville pour leur tendre les mains et leur ouvrir la porte de derrière lorsqu'ils seront d'humeur de revenir. »

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 86 v°.
Conseil des Cent, du 5 mai 1659.

2. *Ibid.*, f° 86 r°.

3. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Mazarin, du 8 mai.

Malgré ces assurances, le départ du député devait être encore ajourné. En effet, dès qu'il avait connu le projet de cette députation, de Piles avait avisé les consuls que les ministres ne se contenteraient pas de vagues protestations de fidélité ou d'incertaines promesses d'obéissance et que, à la Cour, « on ne se payoit pas des apparences ni des faussetés qui sont offensives ¹ ». Mis en garde par cet énergique avertissement, les consuls essayèrent d'obtenir de Mercœur qu'il appuyât leur démarche, qu'il se portât garant de leurs bonnes dispositions et qu'il écrivit en leur faveur « une de ses lettres sans lesquelles ils n'oseroient avoir pensé à faire faire ce voyage ² ». Or, Mercœur n'était pas disposé à se rendre à leur désir. Il avait maintenant la certitude que les départs annoncés avec tant de fracas avaient été simulés et que la plupart « des prévenus de crimes estoient encore tous à Marseille et jusques à ceste heure ne songeoient pas d'en sortir ». Il ne voulait pas couvrir plus longtemps de sa bienveillance ceux qu'il avait entendus à Lyon promettre au cardinal « tant de belles choses », que, constatait-il, ils « ne tenoient guère bien présentement ³ ».

Le chevalier de Bausset différa donc son départ. Il eut bientôt à s'en louer, quand il apprit comment Mazarin avait reçu la nouvelle de sa prochaine arrivée à la Cour. « J'apprends avec estonnement, avait écrit le ministre à de Piles ⁴, que ces Messieurs de Marseille, non contents d'avoir laissé jusques ici dans le mespris les ordres du Roy qui regardent les séditieux d'Aix au grand scandale de toute la France et des nations estrangères qui abordent en ce port-là, se disposent encore à desputer quelqu'un de leur part exprès pour faire entendre à Sa Majesté que tous ces criminels sont sortis de Marseille, quoiqu'il n'y ait que le seul Glandevès d'entre les plus apparens qui s'en soit allé en effet et mesme plus par son inquiétude naturelle que par crainte qu'il ait eue de l'exécution des ordres du Roy. Je ne comprends pas la politique de ces Messieurs-là. Mais il semble que ce n'est pas sçavoir trop bien prendre son temps pour abuser ainsi des

1. Lettre de Piles à Mazarin, du 6 mai.

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Mercœur, du 8 mai 1659. On peut rapprocher de cette réserve exprimée ici par les consuls cette phrase contenue dans la lettre de Piles à Mazarin, du 6 mai : « Je crois pourtant que le fils du premier consul aura eu ceste commission et qu'il pourra peut-estre retarder de partir jusques à ce qu'ils voient un peu plus de disposition à pouvoir entreprendre ce voyage avec moins de crainte ».

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 511. — Lettre de Mercœur à Mazarin, du 6 mai 1659. C'est cette constatation, qui lui inspirait quelque inquiétude, qu'il exprimait dans la suite de sa lettre : « Il n'y a rien à craindre, disait-il, pour le général de la ville, mais si Dieu ne bénit pas le travail de Vostre Eminence par la paix et que nous eussions quelque échec dans la campagne prochaine, il n'y auroit nulle sûreté à ces esprits, et encore bien moins le cardinal Grimaldi restant dans ces quartiers et le comte de Carcès dans sa charge. »

4. Lettre de Mazarin à de Piles, du 15 mai 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 151.

bontés du Roy que de choisir la conjoncture d'une suspension d'armes qui, selon toutes les apparences, ne finira que par la paix. »

La perspective de la fin prochaine de la guerre avec l'Espagne venait, en effet, rassurer Mazarin sur les conséquences qu'il avait appréhendées jusque-là d'une politique de rigueur à l'égard de Marseille. Au contraire, il était maintenant disposé à s'y engager, comme il l'écrivait le même jour à Mercœur et à d'Oppède. « Quant à la conduite qu'on tient à Marseille, disait-il à Mercœur¹, elle est si extraordinaire que je ne la puis comprendre car, outre ce qu'ils doivent aux ordres du Roy et aux bontés que Sa Majesté leur a tesmoignées à Lyon, ce n'est pas une trop bonne politique de vouloir, à la veille de la paix, attirer sur eux l'indignation du Roy, au scandale de la France et des nations estrangères qui abordent tous les jours audit port de Marseille. Je m'assure que si vous voyez jour à y pouvoir faire de vous-mesme quelque coup d'autorité contre les séditeux qui y sont réfugiés vous n'y perdrez pas l'occasion. Cependant, on songera ici aux moyens d'y remédier une fois pour toutes. » Il répétait la même chose à d'Oppède², exprimant cependant cet espoir que les événements devaient d'ailleurs décevoir bientôt. « Peut-être la suspension d'armes qui est publiée et qui donne lieu de plus en plus d'espérer bientôt la paix ouvrira les yeux de ceux qui mesprisent à présent les ordres du Roy et leur fera penser à leur conscience. »

Les nouvelles qu'il reçut par la suite de Marseille n'étaient pas de nature à le faire renoncer à ses projets de répression. Ses correspondants l'informaient, en effet, que toutes les promesses d'obéissance dont les Marseillais avaient été si souvent prodigues n'avaient été que tromperies, « car la plupart de ces prévenus et les plus importans estoient toujours dans la ville, quelle apparence qu'on ait voulu donner à leur sortie³ ». Le chevalier de Bausset avait été contraint d'en faire lui-même l'aveu à Mercœur, qui l'avait confondu en le mettant en présence des preuves réunies au cours de leur information par les deux commissaires extraordinaires, les intendants du Languedoc et du Dauphiné⁴. Sans doute, le chevalier, voulant apaiser la colère de Mercœur, avait essayé de promettre que les proscrits auraient tous quitté Marseille avant le samedi 24 mai⁵; mais quelle confiance pouvait-on accorder à cette promesse, quand on savait que l'abbé de Gérente, envoyé secrètement à

1. Lettre de Mercœur, du 15 mai. *Ibid.*, 148.

2. Lettre à d'Oppède, du même jour. *Ibid.*, 149 v°.

3. Lettre de Piles à Mazarin, du 20 mai 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, f° 524.

4. Lettre d'Oppède à Mazarin, du même jour. *Ibid.*, 528.

5. *Ibid.* et lettre de Mercœur à Mazarin, du 21 mai. *Ibid.*, 530.

la Cour, était chargé d'y négocier pour faire comprendre les rebelles de Provence dans l'amnistie qui serait publiée à l'occasion de la paix? Ne voyait-on pas les chefs du parti s'autoriser du départ de ce personnage et des lettres rassurantes qui lui étaient attribuées pour calmer l'impatience de ceux qui auraient voulu une plus prompte solution¹? Aussi Mazarin refusait de laisser poursuivre plus longtemps les négociations toujours infructueuses et surtout de prêter une oreille complaisante à des promesses et à des engagements qui, il s'en rendait fort bien compte à présent, ne seraient jamais tenus.

« Je suis si las d'entendre parler de la mauvoise conduite de ceux de Marseille, signifiait-il en guise de conclusion à Mercœur², que je me dispenserai de vous répliquer là-dessus. Il faut croire que Dieu a résolu de les chastier et certainement après les bontés extraordinaires que le Roy a eues pour eux, il y aura peu de gens qui les plaignent quoi qu'il leur puisse arriver. »

Ces injonctions et ces menaces ne devaient pas manquer de produire quelque effet. Elles arrivaient à un moment décisif. Les deux intendants de Bezons et de Verthamont, « nommés commissaires pour revoir le procès des derniers désordres arrivés dans Aix et pour faire là-dessus de nouvelles informations³ », et installés à Villeneuve-lès-Avignon, sous prétexte, sans doute, de se soustraire à l'influence de Mercœur et de d'Oppède, étaient sur le point de clore leur procédure et de rendre leur arrêt. En prévision de leur décision qu'ils redoutaient pour les réfugiés et peut-être pour eux-mêmes, les consuls et leurs amis cherchaient maintenant à procurer à leurs

1. Lettre d'Oppède. Le premier président accompagne cette nouvelle de ces réflexions : « C'est estre bien hardis que, criminels comme ils sont contre les ordres du Roy qui ne les veut point souffrir dans Marseille, ils osent de là envoyer un député au Roy et à Vostre Eminence et traiter comme les armes à la main. Véritablement, cela est insolent et tient de l'impudence, aussi bien que leur député qui mériteroit d'estre coffré ou, du moins, qui ne doit pas demeurer un jour dans Paris car, quoiqu'il soit esconduit, il ne laissera pas d'amener le monde ici-bas ou, du moins, servir de prétexte à cela. »

2. Lettre à Mercœur, du 30 mai 1659 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 160 v°). Le même jour, Mazarin écrivait à de Piles et à d'Oppède deux lettres conçues à peu près dans les mêmes termes. « Je suis bien marri que vos bons avis et toutes vos exhortations n'aient pu porter ceux de Marseille à avoir plus d'esgards qu'ils n'ont eu aux volontés du Roy et il est bien estrange qu'ils se veuillent attirer ainsi l'indignation de Sa Majesté par leur obstination à protéger des gens qui, après avoir allumé dans Aix une très dangereuse sédition, n'ont rien oublié pour en exciter de nouvelles dans Marseille et qui le feroient encore à présent s'il estoit en leur pouvoir. Je doute fort qu'à la longue, ils se trouvent bien de ceste conduite... » (Lettre à de Piles, Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 162.) « Quant à l'obstination de ceux de Marseille, je n'en puis dire autre chose, si ce n'est qu'il faut que Dieu ait résolu de les chastier puisqu'il permet qu'ils s'exposent à l'indignation du Roy pour protéger les gens qui ont violé toutes sortes de lois pour mettre en feu la ville d'Aix et la province et qui ont assez monstré qu'ils n'espargneraient pas Marseille si la conjoncture favorisoit leurs pernicieux desseins. » (Lettre à d'Oppède, *Ibid.*, 163.)

3. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 29.

protégés les moyens de sortir sains et saufs de Marseille pour gagner l'étranger. Le second consul, Louis Vacon, se rendit donc auprès de Piles. Faisant valoir l'intention de tous ses compatriotes de faire leur soumission, il demanda au gouverneur du Château d'I' des passeports pour les proscrits qui voulaient se rendre en Italie. Craignant que cette démarche ne cachât quelque nouvelle ruse, de Piles refusa d'y satisfaire. « Il ne me fut pas difficile, rapporte-il à Mazarin¹, de faire comprendre audit sieur Vacon que ce n'estoit que du papier et que les portes de Marseille et par mer et par terre estoient assez ouvertes pour en sortir et y rentrer quand on le voudroit; que le Roy et Vostre Eminence ne se payoient point de ces apparences. »

Il était, en effet, maintenant trop tard pour négocier quoi que ce fût. Dans les derniers jours de mai, les commissaires rendaient un arrêt général de condamnation contre les auteurs de la sédition d'Aix et leurs complices. Le président de Bras et l'avocat général de Chasteuil, convaincus d'avoir été les principaux coupables, étaient sévèrement frappés, le premier de dix années de bannissement, dont cinq hors du royaume et cinq hors de la province, d'un amende de 30 000 livres et de l'obligation de vendre sa charge dans un délai de trois mois, et le second de la peine du bannissement perpétuel, de la confiscation de sa charge et de ses biens, sauf prélèvement d'un tiers pour sa femme et ses enfants². Le ministère sanctionnait ces condamnations en maintenant le président de Cormis dans la forteresse de Pierre-Scize, où il était détenu depuis quelques mois, et en ordonnant l'arrestation et l'emprisonnement à la Bastille de l'abbé de Gérente qui, nous l'avons vu, venait de se rendre de Marseille à Paris pour y intriguer en faveur des séditeux³.

Ces mesures d'une inflexible sévérité, peut-être tout à fait nouvelle pour les Provençaux depuis longtemps habitués à plus d'indulgente bienveillance de la part de la royauté, devaient, pour être efficaces et pour porter leurs fruits dans l'avenir, recevoir une prompte et complète exécution. C'était l'avis de Mercœur et surtout de d'Oppède qui, dit-on, vivait à présent dans la crainte des représailles de ceux dont il avait poursuivi la condamnation avec un acharnement impitoyable et de leurs

1. Lettre du 27 mai. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 532.

2. Lettre de Verthamont à Mazarin, 2 juin (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 534); — *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 29-30.

3. « La Cour estoit alors tellement indignée contre les auteurs des troubles de la ville d'Aix, qu'après avoir fait conduire le président de Cormis au chasteau de Pierre-Encize à Lyon, le Roy fit encore arrester et mettre à la Bastille l'abbé Gérente de Marseille qui, faisant office d'ami et de parent, estoit allé à Paris pour les interests du président de Bras. » (*Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 30). — Sur cette arrestation, voir la lettre de Mazarin à Mercœur, du 6 juin 1659 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 167 v°) : « Cependant, la détention de l'abbé de Gérente, que le Roy a fait mettre à la Bastille, les fera peut-estre penser à leur conscience ».

amis¹. Mais la plupart de ces condamnés bravaient encore dans Marseille, sous la sauvegarde complaisante des consuls, leurs juges, le premier président et le gouverneur de Provence. Fort de l'arrêt qui venait d'être rendu, Mercœur adressa aux consuls une nouvelle mise en demeure, plus énergique encore que celles qu'il leur avait précédemment envoyées. On en fut d'autant plus ému à Marseille que le duc y mettait en doute la fidélité de cette ville au Roi et donnait à entendre qu'elle serait punie de sa désobéissance².

Pour couper court à cette émotion et peut-être aussi dans l'intention de prévenir les effets de ces menaces, les consuls réunirent une assemblée des principaux chefs de leur parti. Mais, comme auparavant, les avis se trouvèrent partagés : quelques-uns même furent émis avec une telle violence que les consuls devaient hésiter à se ranger à celui des plus sages. Le major de Félix avait été leur porte-parole. Reconnaisant la nécessité de donner des gages au duc de Mercœur, il avait conseillé d'envoyer à Aix un député qui, « en assurant le gouverneur du départ des condamnés, le supplieroit de venir à Marseille ou d'envoyer quelqu'un des siens pour en faire faire la recherche et pour l'assurer de la vérité ». Cette proposition avait été combattue avec une rare véhémence par Nicolas de Félix de La Reynarde, que sa parenté avec Niozelles, dont il était l'oncle, avait fini par ranger tout à fait dans le parti des violents. La Reynarde avait estimé qu'il convenait de relever les termes « durs et piquans » dont Mercœur s'était servi et qu'il fallait envoyer un député s'en plaindre directement au Roi. Fortement

1. « Quoique le premier président fust informé de la pauvreté et de la misère des coupables d'Aix réfugiés à Marseille, en premier lieu leur voisinage lui estoit néanmoins suspect et ses amis lui faisoient appréhender de leur part quelque coup de désespoir et ils l'obligeoient d'avoir une espèce de garde et de se faire suivre par beaucoup de gens d'espée qui lui estoient dévoués. On prenoit à Aix tous les gueux de bonne mine pour des ennemis travestis. On observoit les religieux qui entroient dans la ville et dans la maison du premier président, ce qui donnoit lieu à plusieurs discours et à quantité de fausses nouvelles répandues dans Aix des prétendues entreprises faites contre la personne du premier président. » (*Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 30). — Ni la correspondance de Mercœur, ni celle de d'Oppède ne font allusion à ces préoccupations. On peut constater, cependant, en lisant quelques-unes des lettres écrites à ce moment par d'Oppède à Mazarin, le soin pris par le premier président à persuader le cardinal qu'il n'a dans la province d'autres ennemis que les contempteurs de l'autorité royale qu'il a entrepris de réduire. C'est bien là, ce nous semble, le sens de ce passage d'une lettre à Mazarin, du 17 juin 1659. (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 546) : « Et là-dessus, et à propos de beaucoup de discours que je sçais avoir esté tenus à Vostre Eminence, je crois pouvoir l'assurer que je n'eus de ma vie, et moins à présent que jamais, des ennemis ni de ma maison ni de ma personne. Que tous ceux qui le sont à présent, estoient mes intimes amis lorsque je n'estois point engagé dans les affaires du Roy et si fort dans ses intérêts; que je défie aucun d'eux de dire à Vostre Eminence aucun sujet particulier de plainte. Mais Vostre Eminence trouvera qu'ils retombent tous à ce que je les ai pousés en exécutant ou en prenant des ordres du Roy contre eux. Et, en effet, c'est le seul et véritable sujet... »

2. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 30.

applaudi par Niozelles et par une partie des assistants, ce conseil ne fut pas cependant approuvé par la majorité qui se prononça, au contraire, pour celui du major. Mais, s'ils étaient les moins nombreux, les amis de Niozelles étaient aussi les plus audacieux et les plus entreprenants. Ils proférèrent des paroles de menaces contre le major, son frère, l'abbé, et contre La Salle, dont la modération et la prudence les avaient exaspérés. Ils conçurent même le projet de s'en défaire, afin de se rendre plus facilement maîtres de la ville : ils auraient peut-être exécuté ce dessein si Niozelles ne les en avait détournés¹.

Les consuls voulurent quand même exécuter la décision qui avait prévalu dans l'assemblée, espérant peut-être que, à force de soumission et même de prévenances², ils finiraient par dissiper les mauvaises impressions de Mercœur. Mais, comme ils redoutaient de ne pas y réussir, malgré tous leurs soins, ils essayèrent de se préserver contre les effets de sa colère. François d'Arène se trouvait justement à Paris, où il s'était rendu pour remercier Mazarin « d'un bon bénéfice » qui venait d'être attribué à un de ses fils. Mettant à profit sa présence à la Cour et le crédit que cette faveur permettait de lui supposer auprès du cardinal et des ministres, les consuls le chargèrent de plaider leur cause auprès d'eux, de les assurer que la plupart des proscrits ne se trouvaient plus à Marseille et que, s'il en restait, c'était, « sans doute, en très petit nombre et si fort cachés qu'on ne peut pas découvrir en quelle part ils sont » ; il devait surtout s'efforcer de les convaincre de l'injuste rigueur dont le duc de Mercœur usait à leur égard, alors que leur conduite et celle de tous leurs concitoyens attestaient leur sincère désir d'être toujours de fidèles et obéissants sujets du Roi et de conserver leur ville en paix³.

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 31.

2. C'est ce moment, où manifestement les relations sont le plus tendues entre eux et le duc de Mercœur, que les consuls choisissent pour lui faire un présent auquel, espèrent-ils, il ne restera pas insensible. Ils lui demandent, suivant un usage auquel il s'est déjà conformé, d'accepter « les oiseaux qui sortent tous les ans de leur isle de Riou, qui sont les meilleurs qui se puissent trouver... et qu'ils ont esté pris en plus bel air et du meilleur endroit de ceste isle... ». (Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Mercœur, du 1^{er} juin 1659.)

3. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à M. d'Arène, à Paris, 3 juin 1659. Voici le principal passage de cette lettre, celui qui a pour objet la réfutation des griefs de Mercœur contre les consuls : « Bien que cela [le départ de la plupart des proscrits] dut satisfaire M. de Mercœur, néanmoins, il nous tesmoigne toujours par les lettres qu'il nous fait l'honneur de nous escrire de ne l'estre point, et mesme, par la dernière que nous avons reçue, par laquelle il nous traite de désobéissans, nonobstant que nous n'ayons jamais rien oublié pour l'exécution des ordres du Roy qu'il nous a envoyés. Ce qui a sensiblement touché tous nos concitoyens, dont il n'y a pas un qui n'aimast mieux perdre la vie aussi bien que nous plustost que d'avoir déplu à Sa Majesté et manqué à l'obéissance qui lui est due et surtout qu'ils sont tous tesmoins de nostre conduite et de quelle façon nous avons agi dans tous les ordres que nous avons reçus de Son Altesse et de ce que nous lui avons plusieurs fois offert, au cas qu'il crust qu'il y eust quelque connivence de nostre part et que nous puissions faire davantage, de nous envoyer quelques de ses plus affidés pour agir

Mais quels gages plus certains que ces vaines paroles les consuls pouvaient-ils donner de la sincérité de leurs sentiments? Étaient-ils en mesure, comme ils disaient s'y être engagés, d'aider les envoyés de Mercœur à faire une complète, exacte et fructueuse recherche des proscrits qui restaient encore dans leur ville¹, alors qu'ils avaient tant de peine à résister aux injonctions et aux menaces de Niozelles? Celui-ci passait, en effet, pour être en mesure d'imposer ses volontés aux consuls. D'abord, il disposait d'une bande d'aventuriers qui lui servaient d'escorte et pouvaient, au besoin, tirer l'épée pour lui²; ensuite, sa jeunesse, son ardeur irréfléchie, son éloquence, qui n'était pas dépourvue de jactance, lui donnaient un très grand ascendant sur la foule des petits marchands et des artisans, étrangère aux causes réelles de toute cette agitation, mais d'esprit mobile et impressionnable à l'excès et, pour cette raison, facile à exciter et à entraîner. Ni La Salle, d'un âge avancé et d'un caractère timoré, répugnant à l'action, ni l'abbé de Félix, que sa qualité d'ecclésiastique rendait maintenant impropre à toute initiative, ni même les consuls, dont l'année de magistrature avait fait apparaître la timidité et l'indécision, n'étaient capables de le tenir en échec. Il n'est pas jusqu'à la suffisance et à la vanité de Niozelles qui n'aient contribué à en faire le favori, peut-être même l'idole de la foule. « Le sieur de Niozelles, devait à quelque temps de là écrire d'Oppède pour s'en faire une arme contre lui³, paroist en gouverneur de province; il va avec armes et attroupement; il en use en souverain; il ne peut oublier ceste détestable pensée et digne du feu, qui l'a si souvent animé, que Cromwell n'estoit pas de meilleure maison que lui. » S'il a été réellement tenu⁴, ce propos, qui excite l'indignation de d'Oppède,

avec nous ou bien mesme le Prévost avec toute sa famille pour venir faire la recherche en ceste ville de ces gens d'Aix et que nous lui donnerions toute l'assistance et tout le secours qui pourroient despendre de nous jusques à faire armer les quartiers de la ville pour cela si c'estoit necessaire. Et parce que nos ennemis pourroient prendre de là prétexte de donner des impressions moins favorables aux ministres contre nostre conduite, nous vous supplions très humblement de faire connoistre là haut dans les rencontres, et mesme à M. de Lionne, la vérité des choses et de quelle façon nous en avons usé mesme pour tenir ceste ville en paix, ce qui ne seroit pas peu de chose quand il n'y auroit rien autre dans l'estat où elle estoit depuis le mouvement d'Aix comme vous le sçavez très mieux.... »

1. Voir la lettre ci-dessus.

2. Voir sur ces manifestations de Niozelles et de ceux qui l'entouraient, jeunes gentilshommes qu'il entraînait par ses qualités extérieures ou gens sans aveu qu'il payait, *l'Histoire des troubles de Marseille* (II, v, 24) et diverses lettres à Mazarin, notamment de Mercœur (13 mars 1659, Arch. des Affaires étrangères, France 1723, 416) et du chevalier de la Penne (mars 1659, *Ibid.*, 449).

3. *Mémoire de d'Oppède*, de février 1660.

4. D'Oppède rapporte que le chevalier de Villages — un des fils de La Salle — à qui ce propos aurait été tenu et qui l'aurait révélé, non sans s'en étonner, « de quoi, ajoute-t-il, on lui produiroit en cas de besoin des gens d'honneur pour tesmoins », l'aurait ensuite démenti et aurait « eu la foiblesse de prendre un emploi pour justifier la sincérité de cest homme ». Rien ne permet donc d'en affirmer ou d'en contester la véracité. Tel qu'il est, cependant, il contribue bien

attesterait combien Niozelles manquait d'esprit politique et était dépourvu du sens des réalités, plutôt qu'il ne pourrait le faire convaincre d'arrière-pensées criminelles. Il n'en est pas moins vrai qu'il révélerait aussi chez ce personnage un singulier état d'esprit, fait d'orgueil démesuré et d'extraordinaire confiance en lui-même, qui devait insensiblement l'amener à envisager sans crainte la perspective de se mettre en rébellion ouverte contre le Roi¹.

Les nouvelles qui lui arrivaient de Marseille, en contredisant les assurances de soumission données par les consuls, confirmaient à Mercœur les intentions séditiieuses de Niozelles. Elles le lui montraient se promenant escorté d'une cinquantaine d'hommes armés de fusils, dans les faubourgs de la ville où le plus grand nombre des réfugiés d'Aix se cachaient encore, car les départs annoncés se réduisaient à quatre ou cinq². Pour mettre fin à ces bravades, qui avaient fini par l'exaspérer, Mercœur n'attendait plus que l'ordre d'agir avec rigueur³. D'Oppède s'ingéniait à convaincre Mazarin qu'il ne s'agissait pas de procéder à une exécution générale contre tous les habitants, mais au châtement des citoyens rebelles : cette juste sévérité réduirait pour de longues années à l'obéissance une population qu'une trop longue habitude de l'impunité avait plongée dans le désordre et la sédition.

« Pour ce qui est de la conduite de Marseille, disait le premier président dans une lettre qui devait faire sur Mazarin une forte impression et inspirer plus tard sa décision⁴, elle est à la vérité très scandaleuse et Sa Majesté blessée dans le der-

à fixer un des traits de la physionomie de Niozelles telle que l'a tracée la tradition marseillaise.

1. C'était déjà l'impression que Mercœur retirait des premiers actes accomplis par Niozelles à la suite des événements d'Aix. Il écrivait, en effet, à Mazarin, le 14 avril 1659 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 481) : « Niozelles a répondu à une de mes lettres, que je crus estre obligé de lui écrire par mon gentilhomme, d'une manière que Vostre Eminence pourra voir que ses intentions sont comme je les ai toujours despeintes et qu'il n'a aucune considération ni pour le service du Roy ni pour le repos public et qu'ainsi il n'y a aucun retour à espérer ».

2. « Je ne m'estonne pas qu'elle soit chagrine d'entendre parler si souvent des fadaïses qui se passent à Marseille et certes il ne se peut dire quelles maximes ils ont. Il est pourtant certain qu'ils font pis que jamais. Avant hier, Niozelles alla se promener, ou pour autre dessein, se promener proche de la ville avec quarante ou cinquante fusiliers et, hors Glandevès et trois ou quatre qui sont certainement à Gênes avec lui, tous les condamnés et exilés y sont encore, nonobstant tous les arrests. » (Lettre de Mercœur à Mazarin, du 10 juin 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 541.)

3. Mercœur termine sa lettre ainsi : « J'avoue à Vostre Eminence que ma patience est à l'épreuve dernière et que je commence à ne la pouvoir plus contenir et, à moins d'un ordre formel contraire, s'il fait encore un pareil tour, il pourroit ne le faire pas deux fois ni lui ni les autres, laissant à sa prudence de résoudre sur le gros de la conduite de ceste ville ce qu'elle jugera bon y estre fait que j'exécuterai avec joie... ».

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 545. Lettre à Mazarin, du 10 juin 1659.

nier point aussi bien que son autorité. Je suis obligé de plus de dire à Vostre Eminence que ce mauvois exemple foment et entretient toutes les mauvoises humeurs de la province et, comme l'on dit que toutes choses passent avec le temps et que c'est à présent la maxime d'ici-bas, ils disent qu'ils sont assurés de l'impunité par la retraite dont ils sont assurés dans Marseille. Quand Vostre Eminence y voudra prendre ses résolutions, il n'est rien de si aisé. Mesme il ne faut pas s'en prendre au gros de la ville, mais aux particuliers qui la plongent dans la désobéissance. Je n'ai pas esté cru. Monseigneur, quand j'ai dit que Marseille n'est à craindre qu'autant qu'on le veut. Nous en connoissons parfaitement le fort ou le foible; quand Vostre Eminence le voudra, on les réduira bien à la raison et à l'obéissance, et j'estime cela si nécessaire que je soutiens l'autorité du Roy y estre pour toujours anéantie si on ne le fait. Vostre Eminence me permettra de lui dire encore ce mot sur ce sujet. C'est une ville qui se conduit toujours par les derniers exemples : quand il y a un chastiment, elle l'apprehende cinquante années durant. Si elle reste sur l'impunité, la mesme espérance la fera tomber un jour dans quelque désordre funeste à eux et à l'Estat. Dieu veuille que je sois un mauvois prophète! »

A ce moment, Mazarin ne se laissa pas convaincre par ces arguments, si persuasifs qu'ils aient pu être. Il était alors en train de mettre la dernière main à la paix avec l'Espagne, préparait son voyage et celui de la Cour à Saint-Jean-de-Luz, où devaient être échangées les ratifications du traité ¹ : il ne voulait pas se laisser distraire de cette glorieuse besogne par une entreprise contre Marseille. Il pensait qu'il aurait le loisir de châtier la ville rebelle quand il serait complètement débarrassé du souci de la paix, nourrissant peut-être le secret espoir que la fin de la guerre avec l'Espagne confondrait d'étonnement les séditieux et les inclinerait d'eux-mêmes à la soumission sans qu'il soit nécessaire de recourir contre eux à des mesures de rigueur. Le cardinal était donc d'avis de ne plus rien tenter désormais pour contraindre les Marseillais, de les laisser s'endormir dans une fausse confiance et d'attendre ainsi le moment où viendrait à sonner l'heure du Roi. C'est dans cet esprit qu'il donna ses instructions à Mercœur, à d'Oppède et à de Piles, dès qu'il fut assuré de pouvoir bientôt publier la nouvelle de la paix ².

1. Le traité des Pyrénées fut signé par les plénipotentiaires des deux pays le 4 juin 1659 (Chéruel, *Histoire de France pendant le ministère de Mazarin*, III, 246). Mazarin partit le 26 juin de Fontainebleau pour Saint-Jean-de-Luz, où il arriva le 28 juillet (*Ibid.*, III, 236 et 243). Quant à Louis XIV et à la Reine mère, ils ne devaient arriver à Bordeaux que le 19 août (*Ibid.*, III, 243, note 4).

2. Le 6 juin, Mazarin écrivit à Mercœur. « On n'escrira plus de lettres aux particuliers de Marseille, hormis M. de Piles, puisqu'ils en abusent. Mais, après

Mercœur et d'Oppède approuvèrent cette tactique. On leur avait, en effet, rapporté que la nouvelle de l'arrestation de l'abbé de Gérente avait paru donner à réfléchir aux meneurs du parti de la rébellion. Bien plus, le bruit était venu jusqu'à eux que de Bras et Chasteuil qui, après avoir quitté Marseille par mer, s'étaient fait débarquer secrètement sur la côte de Languedoc dans l'intention de gagner Paris où ils voulaient implorer leur pardon en se jetant aux genoux du Roi, avaient rebrousse chemin en apprenant que Gérente avait été enfermé à la Bastille. Cette nouvelle, avait, disait-on, jeté le désarroi parmi les réfugiés demeurés à Marseille, qui s'étaient en hâte embarqués pour Gênes. Ce permettait « à ces Messieurs de ceste ville de faire fort sonner leur obéissance », bien qu'il s'y cachât encore quelques-uns des criminels d'Aix, « dont certainement quelqu'un viendra se brusler à la chandelle », comme croyait pouvoir l'affirmer Mercœur ¹. C'était là peut-être affecter plus de confiance qu'il ne convenait. Mais, à ce moment, Mercœur voulait rassurer pleinement Mazarin sur les conséquences de la politique d'expectative qu'il ordonnait d'adopter en Provence, car le duc désirait obtenir du premier ministre l'autorisation de quitter son gouvernement et d'aller le rejoindre pour accomplir avec lui le voyage de Saint-Jean-de-Luz ².

avoir bien considéré la pensée que vous aviez d'esmouvoir le peuple contre les chefs de parti, je crois que le mieux est de les laisser là que d'exciter aucune esmotion puisque, Dieu aidant, le Roy sera dans peu obligé de remédier à tout par des voies sûres et convenables à sa dignité, n'y ayant plus de difficulté à la conclusion de la paix, ... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 167 v°.) Le même jour, Mazarin précisait ainsi sa pensée dans cette lettre à de Piles : « J'ai vu par vostre dernière lettre du 27 de mai, les nouvelles diligences que vous avez faites auprès de ceux de Marseille pour les obliger d'ouvrir à la fin les yeux et de considérer le tort qu'ils se font en s'opiniastant à donner protection à des séditieux au mespris des ordres du Roy et au scandale de toute la France et des nations estrangères. Je ne puis que je ne loue en cela vos soins et vostre zèle, mais, à dire le vrai, je crois que nous avons pris plus de peine que l'affaire ne mérite. Il ne leur faut plus rien dire : le mieux est de les laisser dans la vaine gloire de leur fausse générosité. Cependant, le succès nul de l'abbé de Gérente leur donnera quelque idée à ce qui pourroit arriver quand la bonté divine aura permis que le grand ouvrage de la paix qui est si fort avancé soit venu à sa perfection. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 169 v°.) Enfin, le 19 juin, Mazarin insérait ces lignes dans une lettre à Mercœur : « Pour ce qui est de ceux de Marseille, il les faut laisser faire..., car je vous responds de nouveau qu'à la fin le Roy sera le maistre et vous en aurez contentement. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 180 v°.)

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 558. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 17 juin 1659. — *Ibid.*, 546. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du même jour.

2. Voir cette lettre de Mercœur à Mazarin, du 22 juin 1659 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 555). « Pour le soutien de l'autorité du Roy à Marseille, la paix et la manière dont ils sont traités maintenant les ont à demi accablés et, pour peu que l'on continue à les traiter de la sorte que l'on a commencé, en n'ayant plus aucun commerce avec eux, ils seront dans très peu de bout. Niozelles commence d'estre l'aversion générale et son pouvoir se tourne tout en fumée. L'accomplissement de ce grand ouvrage de la paix, qui ne pouvoit recevoir sa perfection que des mains de Vostre Eminence et qui donne à tous les gens de bien et bons François tant de joie, les accable entièrement et m'oblige à la supplier de considérer que personne ne doit trouver estrange quand elle aura la bonté

C'est le moment que les consuls choisirent pour s'adresser directement à Mazarin. Ils ressentaient peut-être un étonnement mêlé de crainte du silence que maintenant l'on observait systématiquement vis-à-vis d'eux¹ et qui cachait sans doute des projets dangereux pour la ville. Ils écrivaient donc à Mazarin une lettre dans laquelle, après s'être flattés d'avoir rempli avec une consciencieuse exactitude les ordres que Mercœur leur avait envoyés pour la recherche des réfugiés d'Aix, ils protestaient de la sincérité et de la profondeur des sentiments de respect, de soumission et d'obéissance qu'ils professaient pour la personne du Roi et pour celle de son ministre². Si flatteurs qu'aient pu être ces compliments, celui-ci ne s'y

d'agrée que je sois auprès d'elle dans ce voyage. » Sans être plus effrayé qu'il ne convenait sur l'issue de la lutte soutenue contre les rebelles de Marseille, protecteurs des séditeux d'Aix, d'Oppède ne partageait pas complètement la confiance de Mercœur. S'il ne s'opposait pas à son départ, il tenait du moins à être mis pendant son absence à l'abri d'une nouvelle tentative des factieux en gardant sous la main les troupes que le gouverneur avait fait venir. « Il est aussi nécessaire, Monseigneur, avait-il écrit à Mazarin le 17 juin, en cas que le Roy et Votre Eminence agréent que M. le duc de Mercœur fasse ce voyage, que l'on laisse ici les troupes, car, jusques à ce que l'affaire de M. le cardinal Grimaldi et M. de Gordes soit achevée, il est nécessaire qu'elles ne bougent d'ici. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, f° 546.)

1. C'était, en effet, le mot d'ordre que Mazarin avait donné : « On n'escrira plus de lettres aux particuliers de Marseille, hormis M. de Piles », avait-il écrit le 6 juin à Mercœur. Celui-ci avait répondu le 17 en promettant d'heureux effets de cette tactique : « Le biais que Votre Eminence me tesmoigne vouloir prendre à l'égard de Marseille, disait-il, est sans doute le meilleur, car il n'y a rien de si certain que les lettres de Votre Eminence leur servoient à persuader les grossiers contre son intention ». (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 558.)

2. « Nous avons tardé jusques à présent d'esclaircir Votre Eminence de nostre conduite sur la retraite que les criminels de la ville d'Aix avoient prise dans celle-ci à nostre insu, parce que, quoique nous ayons fait tous nos efforts pour l'exécution des ordres de Sa Majesté et des volontés de Votre Eminence, nous avons cru par les avis que M. le duc de Mercœur nous faisoit l'honneur de nous donner, qu'ils ne s'estoient pas tous retirés et qu'il y en avoit toujours quelques-uns dans la ville, ce qui nous a obligés à de plus exactes et continuelles recherches qui ont fait à la fin prendre résolution à ceux qui restoient d'en vider. Ce seroit, sans doute, faire perdre à Votre Eminence le temps qu'elle emploie si bien au salut non seulement de la France mais encore de toute l'Europe, de lui marquer ici en détail toutes nos démarches, puisque nous croyons que M. le duc de Mercœur, à qui la sincérité de nos intentions n'est pas inconnue et que nous avons instruit ponctuellement de tout ce qui s'est passé, aura informé Votre Eminence des publications, recherches, visites et des soins que nous y avons apportés. Il nous suffira seulement de la supplier de vouloir conserver pour ceste ville les sentiments de bonté qu'elle a toujours eus, la considérer comme la ville la plus soumise à ses volontés et la plus acquise à son service qu'aucune du royaume. Aussi les grâces que vous avez versées ici abondamment et si généreusement sont si avant gravées dans les cœurs de tous nos habitans qu'il n'y en a pas un qui ne souhaitast s'en rendre digne aux despens mesme de sa vie parmi lesquels, comme nous avons eu l'honneur de ressentir en particulier les effets des bontés de Votre Eminence pour l'avoir approchée de plus près, nous la supplions aussi avec tout le respect et la soumission qui nous est possible de croire qu'après le service du Roy nous n'avons rien plus à cœur que celui de Votre Eminence, que nous ne nous destacherons jamais de l'obéissance aveugle que nous lui devons, que nous mettrons tout en œuvre quand il faudra lui plaire et que nous établissons, avec le reste de la ville, toute nostre gloire, nostre repos et nostre avantage à despendre absolument de Votre Eminence... » (Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Mazarin, 29 juin 1659. — L'original de cette lettre est aux Archives des Affaires étrangères, France, 1723, 563.)

laissa pas prendre. Rien dans cette lettre, en effet, ni le ton, ni les termes, ne la distinguait de toutes celles que les consuls de Marseille avaient depuis longtemps l'habitude d'écrire à la Cour et dont il était difficile de discerner la sincérité. Aussi, c'est avec beaucoup de réserve que Mazarin accueillit ces protestations. « J'ai vu ce que vous me mandez, leur répondit-il ¹, du succès de vos diligences pour l'exécution des ordres du Roy touchant les coupables et condamnés qui s'estoient réfugiés à Marseille. J'en eus beaucoup de satisfaction, m'intéressant pour le repos et l'avantage de ladite ville au point que chacun a pu connoître. Et j'eusse bien voulu que, tandis que je m'appliquois le plus à rendre le Roy mieux persuadé de son zèle et de son obéissance, il ne s'y fust pas passé des choses qui ne pouvoient que donner de mauvaises impressions. Il est bon que ce soit désormais les effets et non les paroles qui confirment tant de protestations qui ont esté faites sur ce sujet ². »

Ces prudentes réserves de Mazarin paraissent avoir été justifiées. Certes, pendant quelques jours, la nouvelle certaine de la conclusion de la paix avait incliné à la soumission la plupart des factieux de Marseille et de Provence. Ils perdaient l'espoir, longtemps caressé, d'une rupture des négociations qui, contraignant Mazarin à entreprendre une nouvelle campagne, l'aurait disposé à entrer en composition avec eux, de peur qu'une sédition plus ou moins générale en Provence ne vint paralyser son effort contre les Espagnols ³. Mais quand la déception ressentie d'abord se fut atténuée, ils songèrent à persévérer dans leur attitude. Le départ de Mazarin, du Roi et de la Reine mère pour Saint-Jean-de-Luz sembla leur offrir une occasion favorable pour nouer à Paris une intrigue qui leur permettrait de dicter leurs conditions au ministère. Bientôt, le bruit courut que de

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 194. Lettre de Mazarin aux consuls de Marseille, du 16 juillet 1659.

2. Dans l'esprit de Mazarin, ces réserves s'adressaient moins aux consuls qu'aux personnages qui, dans leur entourage immédiat, les poussaient à persister dans la politique équivoque dans laquelle ils s'étaient engagés : « J'ai vu par vostre lettre du 17 de juin, écrivait Mazarin à de Piles, le 2 juillet, l'instance que les consuls de Marseille vous ont faite en dernier lieu et ce que vous leur avez répondu. Et je suis persuadé que lesdits consuls sont bien intentionnés, mais c'est un grand malheur que ceux qui ne le sont pas travaillent toujours à plonger cette pauvre ville-là dans des nouveaux malheurs. Je ne désespère pas pourtant qu'ils ne viennent enfin à résipiscence et que doresnavant le Roy ne puisse avoir sujet d'estre satisfait de la conduite qu'ils tiendront. Au moins je le souhaite de tout mon cœur... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 192.) — Cf. la lettre du même jour à Mercœur (*Ibid.*, 189).

3. Voici, en effet, la lettre rassurante que Mercœur écrivait encore à Mazarin le 1^{er} juillet (Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 12 v^o). « Pour Marseille, les président de Bras et Chasteuil sont revenus par le bruit commun sur la crainte de courre le mesme risque de Gérente et y sont fort cachés, ce que pourtant je n'ose encore assurer à Vostre Eminence, mais les apparences en sont grandes, et je crois pour n'y demeurer pas longtemps. M. de Piles, qui certes fait dignement son devoir, m'en a escrit ainsi et d'autres avis me le disent de mesme. Le calme maintenant y est grand et la paix y a beaucoup servi. »

Bras, Chasteuil et Glandevès, qui étaient revenus à Marseille où ils ne prenaient même plus la peine de se cacher ¹, étaient de nouveau partis de cette ville pour la Cour, où l'absence du cardinal semblait laisser le champ libre à leurs manœuvres ². Ils croyaient, sans doute, être encore au temps de la Fronde et qu'il leur suffirait d'ouvrir à de rares mécontents la perspective d'un mouvement séditieux à Marseille et en Provence pour soulever de nouveau la capitale contre le cardinal. Niozelles, resté à Marseille, n'était-il pas prêt à les seconder de toute son activité et de toute son imprudente initiative?

Niozelles se chargeait, en effet, d'entretenir dans Marseille une agitation que les consuls étaient impuissants à empêcher. Les querelles particulières n'avaient pas cessé depuis le rétablissement des consuls et le retour de La Baume et de ses amis ³. Parfois, elles provoquaient des mouvements dans la rue, contre des maisons particulières, qui compromettaient le repos de la ville et la sécurité des habitants ⁴.

D'ailleurs, tous les prétextes étaient bon à Niozelles et à ses partisans pour exciter le mécontentement de leurs compatriotes et les pousser à des résolutions extrêmes, sans réfléchir qu'ils ajoutaient ainsi de nouveaux motifs à tous ceux que Mazarin avait réunis, pour justifier l'intervention qu'il méditait contre Marseille quand les affaires de l'Etat lui en laisseraient le loisir.

Une première occasion se présenta quand deux navires de Marseille, de retour d'un voyage à Alexandrette, furent saisis, conduits et retenus, avec leurs équipages et leurs cargaisons, dans la rade des îles d'Hyères. Le commandant d'une escadre anglaise, alors en Méditerranée, qui en avait donné l'ordre, avait voulu par ce moyen contraindre le Commerce de Marseille à payer une importante somme d'argent, partie d'une dette

1. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 15 juillet (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 21). « Quant à ceux de Marseille, leur conduite est toujours la même. La plupart de tous ces condamnés et criminels y sont et paroissent, et cela à un point d'insolence qui n'est pas concevable. »

2. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 29 juillet (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 25 v°). « On nous assure, Monseigneur, et quasi avec certitude, que trois des chefs de nos séditieux et factieux ont quitté Marseille et sont à présent à Paris et qu'ils ont choisi le temps de l'absence de Vostre Eminence pour nouer quelque intrigue en leur faveur. On dit que ce sont les sieurs de Bras, Chasteuil et Glandevès. C'est une impudence bien grande à eux après tout ce qui s'est passé, après avoir conservé leur retraite dans Marseille au préjudice des ordres du Roy, d'aller encore chercher leur asile dans la ville capitale.... L'avis, Monseigneur, en est certain, et, de là, ils escrivent tous les ordinaires et fortifient leurs cabales autant qu'ils peuvent. »

3. Au mois d'août, les consuls supplient Mercœur d'intervenir et de mander près de lui les sieurs de Vento et Marquésy fils, dont la querelle, à laquelle ils n'ont pas réussi à mettre fin, menace de troubler profondément le repos de la ville. Vento était un parent de Louis de Vento et de Lazare de Vento de La Baume, qui furent successivement premiers consuls en 1656-1657 et en 1657-1658. Quant à Marquésy, il était le fils de J.-B. de Marquésy, qui avait été le second consul de Louis de Vento.

4. *Mémoire de d'Oppède*, de février 1660.

contractée autrefois par le comte de Cézy, ambassadeur à Constantinople, dont le règlement avait été mis à sa charge. A cette nouvelle, les Marseillais avaient député à Mercœur, lui demandant d'intervenir pour faire régler cette affaire à leur avantage. Le duc n'avait pas voulu s'engager de crainte de ne pas trouver le Roi bien disposé en leur faveur à cause de leur conduite récente ¹. Cette réponse les irrita et fournit à ceux qui conservaient l'espoir de voir éclater de nouveaux troubles l'occasion qu'ils attendaient avec tant d'impatience. Ils firent donc décider que le commerce de Marseille serait suspendu sur terre et sur mer, afin de priver le Roi des recettes des fermes établies en Provence ². Ils comptaient peut-être que ce nouveau caprice ne servirait qu'à effrayer Mercœur et d'Oppède et que le sieur de Montdésir, qu'ils avaient envoyé à Saint-Jean-de-Luz porter sur cette affaire leurs doléances à Mazarin ³, surprendrait celui-ci avant qu'il ait eu le temps d'être exactement informé par ses agents de tout ce qui s'était passé. Mais, le jour même du départ de ce député, d'Oppède apprenait au cardinal cette nouvelle incartade des Marseillais et y voyait une nouvelle raison « de redire encore une fois à Son Eminence qu'ils se sont si fortement persuadés d'estre souverains et indépendans qu'ils ne connoissent plus aucune supériorité et font tout de mesme que s'ils estoient républicains ⁴ ».

1. *Les Très humbles remontrances des députés de la ville de Marseille au Roy* (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 167. Inexactement datées du 31 août 1658, elles ont été présentées à Toulouse le 5 décembre 1659, voir plus loin, chap. vi) exposent ainsi cette affaire : « Pour représenter sommairement à Vostre Majesté en quoi consistent les calamités dudit négoce, c'est que ceste sanglante plaie que vos ambassadeurs lui ont faite par leurs emprunts et dont la guérison a déjà coûté à ladite ville plus de deux millions de livres, saigne encor aujourd'hui et principalement en l'affaire des Anglois qui, ayant refusé autrefois un paiement de 48 000 piastres que le sieur comte de Cézy, l'un d'iceux, leur devoit et laissé consumer les marchandises qui avoient esté d'opposition en la chancellerie de Constantinople pour ledit paiement, obtinrent, en l'an 1644, un arrest de condamnation en vostre Conseil de 200 000 livres pour toutes prétentions et, depuis quelques années, en ont obtenu un autre de 650 000 livres qui est une chose prodigieuse. — En vertu de cest arrest et quelques autres consécutifs, lesdits Anglois ayant fait venir à la rade de Toulon sept vaisseaux de guerre, ils auroient attaqué, pris et emmené deux vaisseaux de Marseille, venant d'Alexandrette, chargés des marchandises des citoyens de ladite ville, poursuivi et canonné deux autres en vue d'icelle.... » Mercœur transmit à Mazarin la plainte des Marseillais dans une lettre du 29 juillet 1659 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 23), où il ajouta ces lignes : « J'avoue nettement à Vostre Eminence que je les ai escoutés sans m'esmouvoir, mais avec quelque douceur d'âme de les voir réduits à se soumettre bien malgré eux aux volontés du Maistre. Je n'engagerai ceste affaire qu'ils m'ont remise à traiter avec le général des Anglois jusques à ce que Vostre Eminence m'ait fait scavoir ses volontés que j'exécuterai à mon accoustumée. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 39. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 5 août 1659.

3. *Ibid.*, 37. Lettre des consuls de Marseille à Mazarin, du 5 août 1659. Cette lettre ne se trouve pas dans le Registre de la Correspondance des consuls, aux Archives communales de Marseille.

4. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 5 août 1659. Dans cette lettre, d'Oppède jugeait que cette mesure ordonnée par les Marseillais, était « une niaiserie, car ils ne

Mazarin vit sans doute dans l'acte du commandant de la flotte anglaise un empiétement insupportable sur la liberté du commerce des sujets du roi de France. Son premier mouvement, en effet, fut d'obtenir de l'ambassadeur d'Angleterre une lettre qui ordonnait au commandant de surseoir à l'exécution des mesures prises contre les Marseillais. Mais il réfléchit aux inconvénients qui ne manqueraient pas de résulter pour la politique qu'il voulait suivre désormais à l'égard de leur ville, si satisfaction leur était trop promptement donnée à propos de cette affaire. Il engagea donc Mercœur à ne faire diligence auprès du commandant anglais que quand il le jugerait à propos, car il avait lui-même trouvé inadmissible la prétention qu'on avait eue à Marseille de suspendre le commerce et il savait de reste que le Roi avait par ailleurs fort à se plaindre de la désobéissance des habitants¹. Il ne le leur cacha pas, du reste, dans la réponse qu'il fit à la lettre que Montdésir lui avait apportée et qu'il chargea Mercœur de leur remettre de sa part, s'il le trouvait bon².

« Bien qu'en mesme temps que M. de Montdésir m'a rendu votre lettre, disait-il, j'aie reçu de nouveaux avis que les séditieux d'Aix, à l'exception de trois ou quatre, estoient encore à Marseille et mesme y paroisoient en public, néanmoins, croyant que la continuation des bontés qu'on a pour vous vous pourra amener à la fin à prendre une fois pour toutes les résolutions que vous devez, je me suis employé en votre faveur auprès de M. l'ambassadeur d'Angleterre, et j'ai obtenu qu'il escriroit au commandant de la flotte anglaise de surseoir les poursuites, de ne point toucher aux prises et d'apporter plus de facilité à votre accommodement. Il m'a donné pour cest effet une lettre que j'adresse avec celle-ci à M. le duc de Mercœur, lequel je prie aussi de contribuer en ce qui pourra despendre de lui en vos satisfactions pour lesquelles je ferai aussi mes diligences du costé de Londres. Mais je vous réplique derechef que l'on doit agir de delà d'autre sorte que l'on n'a fait dans l'exécution des ordres du Roy et je suis fort estonné d'apprendre en dictant ces lignes que, de votre autorité privée, vous ayez interdit tout commerce avec le reste de la province tant par mer que par terre; si cela ne cesse aussitost M. le duc de Mercœur n'aura garde d'exécuter ce que je lui mande sur l'affaire des Anglois,

peuvent demeurer sans commerce », et il ajoutait : « la cessation des fermes, ils la paieront quand le Roi voudra ».

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 204 v°. Lettre à Mercœur, de Saint-Jean-de-Luz, 21 août 1659.

2. *Ibid.* « Je leur fais response en ceste conformité et je vous envoie la lettre ouverte afin que, après l'avoir vue, vous la puissiez faire rendre ou la retenir, et, en ce cas, leur faire dire de ma part ce que vous jugerez plus à propos pour le service du Roy. Il est certain que Sa Majesté n'est nullement satisfaite et c'est avec grande raison, puisqu'ils persistent à donner protection aux séditieux et que, tout fraîchement encore, ils ont de leur autorité privée interdit le commerce au préjudice des droits et des fermes du Roy. »

estant assuré que Sa Majesté, qui n'est pas d'ailleurs trop satisfaite de votre conduite, ne l'approuveroit pas et je me lave les mains de tout ce qui pourra arriver¹. »

Mercœur crut l'occasion propice pour essayer une dernière fois d'obtenir des Marseillais qu'ils abandonnent les criminels d'Aix, en leur faisant considérer que l'intervention de Mazarin en leur faveur dans l'affaire des Anglais serait la récompense de leur soumission. Il différa donc d'adresser au commandant anglais la lettre qu'il avait reçue et il écrivit aux consuls cette catégorique mise en demeure : « Quelle bonté que Son Eminence tesmoigne pour votre ville et quelles marques que le sieur de Montdésir vous en apporte, je ne serois point en pouvoir d'exécuter les ordres qui me sont adressés si les sujets de plaintes qu'on a de votre conduite ne cessent une fois pour toutes. Je ne vous en aurois jamais escrit ni parlé si ceste occasion ne m'y obligeoit et vous auriez pu la pousser encore plus loin sans me donner lieu d'en tirer peine. Je me lave les mains de ce qui en peut arriver² : c'est à vous à peser et examiner ce que vous avez à faire; votre mal et votre bien ne despendent que de vous-mesme; consultez-vous sur ce³. » Le duc expliqua d'ailleurs à Mazarin les raisons de son attitude : « J'ai reçu, lui écrivit-il⁴, les ordres qu'elle m'a fait l'honneur de m'envoyer sur l'affaire des Anglois et, comme elle m'a ordonné de faciliter cest accommodement, je ferai ponctuellement ce qui est de ses volontés pourvu que ceste ville fasse ce qu'elle doit, car j'estime que Votre Eminence n'entend pas qu'on soutienne ses intérêts si elle s'opiniastre dans sa mauvoise conduite. Les Anglois sont encore en mer et, avant qu'ils soient de retour dans ces costés, nous avons lieu de voir si ceste ville veut prendre la voie de mériter les bontés du Roy et de Votre Eminence. »

Le point de vue de Mercœur était juste et il s'en fallut de peu que les événements ne lui donnassent raison. Les marchands, en effet, préoccupés à bon droit d'assurer la libre pratique du commerce, réclamaient le départ des réfugiés, puisqu'il devait avoir pour conséquence la fin des vexations dont ils avaient eu à se plaindre de la part des Anglais. Mais les consuls demeureraient hésitants : ils voulaient toujours ménager Niozelles qui n'abandonnait pas ses protégés et qui se vantait d'être le plus fort. Sûrs de son appui, les séditieux d'Aix redoublaient d'audace et bravaient publiquement leurs adversaires. On les vit assister avec ostentation aux offices qui furent célébrés le

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 205 v°. Lettre aux consuls de Marseille, de Saint-Jean-de-Luz, 21 août 1659.

2. Mercœur emploie ici les expressions mêmes de la lettre de Mazarin.

3. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls* : lettres reçues, liasse M., 27 août 1659.

4. Arch. des Affaires étrangères, 1725, 63 v°. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 2 septembre 1659.

dimanche 31 août, à l'occasion de la fête de Saint-Lazare, le patron de Marseille. Cette fête était alors la plus brillante qui fût célébrée dans cette ville. De récentes lettres patentes de Louis XIV avaient fixé à ce jour-là l'ouverture de la grande foire annuelle, qui avait lieu précédemment le jour de Saint-Michel¹. C'était donc un prétexte à de nombreuses réjouissances publiques qui venaient ajouter à l'animation et à l'éclat des cérémonies religieuses ordonnées en l'honneur du saint évêque. Ces fêtes attiraient à Marseille un grand concours de Provençaux². La présence des criminels d'Aix au milieu de cette foule, où ils ne pouvaient pas passer inaperçus, était un insolent défi à l'autorité royale, l'aveu cyniquement étalé de la protection qu'ils avaient trouvée dans Marseille, et la justification des représailles dont le gouverneur menaçait cette ville.

Les marchands ne voulurent pas le supporter plus longtemps. Ils excitèrent un mouvement contre les réfugiés : obligeant les consuls et Niozelles lui-même à se mettre à leur tête, ils parcoururent les rues en criant : « Vive le Roi ! Fouero les criminels d'Aix ! » et prétendirent fouiller les maisons où ceux-ci, disaient-ils, avaient trouvé asile. Comme celles qui l'avaient précédée, cette recherche fut inutile. Informés à temps des projets des marchands, Niozelles et les consuls avaient pris la précaution de faire changer les fugitifs de demeure et de les dérober ainsi à la colère de leurs ennemis³.

Personne ne pouvait plus douter désormais des intentions véritables des consuls. Poussés ou non par la crainte de Niozelles et des agitateurs dont il aimait à s'entourer, ils étaient prêts à tout sacrifier, même les intérêts du commerce, condition pourtant indispensable de la prospérité matérielle de la ville, plutôt que de consentir à livrer à la justice ou à exposer aux tristesses et aux misères de l'exil les coupables de la sédition d'Aix⁴.

1. Aug. Fabre, *Les Rues de Marseille*, I, 277. La fête de Saint-Lazare est célébrée le 2 septembre. En 1659, ce jour-là tombait un mardi. Mais nous lisons dans la lettre de d'Oppède à Mazarin, du 2 septembre, dont nous parlons ci-dessous : « Dimanche dernier, jour de Saint-Lazare... ». Il paraît donc vraisemblable qu'on commençait les cérémonies de cette fête le dimanche qui précédait le jour où elle tombait, comme cela se pratique d'ailleurs encore aujourd'hui où la « foire Saint-Lazare » est ouverte le dimanche précédant le 2 septembre.

2. « ... Dimanche dernier, jour de Saint-Lazare... ces gens d'Aix parurent pendant l'office, tous aux orgues, pour estre mieux en vue à toute la province, qui, ce jour, accourt en grosse affluence à Marseille, d'autant que c'est le patron et la grande feste de ceste ville-là... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 67. D'Oppède à Mazarin, 2 septembre 1659) — Sur l'affluence des étrangers, le nombre, la variété et l'éclat des cérémonies et des réjouissances qui étaient célébrées à Marseille à l'occasion de la fête de Saint-Lazare, voir Aug. Fabre, *Les Rues de Marseille*, III, 259-261.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 63. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 2 septembre 1659; *Ibid.*, 67. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du même jour.

4. Mercœur qui, naguère encore, croyait pouvoir répondre à Mazarin de la sincérité des sentiments des consuls, ne se faisait plus maintenant d'illusion sur leur compte. « Les consuls semblent y donner les mains, écrivait-il le 2 septembre, mais, au fond, ils ne font que se déguiser et la pente qu'ils tesmoignent aux sen-

Insensiblement, les consuls et les principaux meneurs de leur parti avaient été amenés à envisager de sang-froid la perspective d'une rébellion ouverte contre les représentants de l'autorité royale. Ils avaient encore présent à l'esprit le souvenir d'Antoine de Valbelle, qui avait victorieusement tenu tête au comte d'Alais, en commettant parfois, au cours de sa lutte contre ce redoutable adversaire, les actes les plus graves de désobéissance et d'insoumission auxquels pût s'exposer de son temps un sujet du roi de France. Forts de l'impunité dont avait toujours joui ce turbulent chef de parti et dont il avait su faire profiter tous ses partisans, les amis de Niozelles se croyaient autorisés à persévérer dans l'attitude séditionneuse qu'ils avaient adoptée. Pour assurer leur succès, ils étaient prêts aux pires extrémités.

Nous l'avons déjà vu, les querelles particulières, nées de ces profondes divisions politiques, n'avaient pas cessé de menacer le repos de Marseille depuis que le retour de La Baume et de ses amis avait remis en présence les chefs des deux partis rivaux. Jusqu'à présent, les consuls, toujours aux aguets, avaient réussi à les apaiser avant qu'elles n'eussent dégénéré en sanglantes collisions. Il suffit, un jour, que leur attention fût distraite pour que se produisit le fatal événement qu'ils n'avaient pas cessé de redouter pendant toute la durée de leur magistrature. Le 25 août, à neuf heures du soir, un nommé Charles Perret, se promenait sur le quai du Port, quand il fut assailli et tué par une troupe formée d'une dizaine d'individus armés d'épées, de poignards, de pistolets et de mousquets. Le lieutenant de la galère de Vendôme, qui voulut s'interposer, fut à son tour frappé de deux coups d'épée et obligé de se réfugier dans une boutique voisine pour échapper à ses agresseurs. Cet assassinat, commis au déclin du jour et dans un endroit qui était à cette heure et en cette saison le plus fréquenté de la ville¹, parut d'abord inexplicable. Perret, Marseillais d'origine, était, en effet, revenu depuis peu à Marseille, après une absence de six années dont il avait passé la plus grande partie à l'armée de Flandre, comme capitaine au régiment de Guise. Il n'avait donc eu aucune part aux divisions qui avaient troublé la ville pendant son absence. Mais, quelques jours auparavant, le 23 août au matin, il s'était chargé de porter à Niozelles un défi de la part de Coste Chaude, fils de Piles, et cette démarche avait suffi pour lui aliéner les amis du chef de parti. Les consuls

timens de ceux qui veulent se mettre en repos, n'est qu'un effet de la crainte qu'ils ont de n'estre pas les plus forts, estant certain qu'ils ne se séparent pas de la passion de Niozelles et que toutes leurs grimaces ne vont ni au service ni à l'obéissance.... »

1. « L'après-souper du mesme jour, comme en ce pays la plupart soupent de jour pour avoir l'après-souper la promenade libre, ce Perret, se promenant sur le Port où toute la ville est à ces heures-là, entre 7 et 8 heures du soir.... » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 2 septembre 1659.)

avaient bien essayé de s'entremettre et d'empêcher cette provocation d'avoir des suites. Ils avaient mandé Perret à l'Hôtel de Ville. Celui-ci, en présence de Niozelles lui-même, avait protesté de la pureté de ses intentions et s'était prêté de bonne grâce à la formalité d'une réconciliation publique avec son adversaire prétendu. Les deux hommes s'étaient embrassés. Il semblait qu'il ne dût rien rester de cet incident si quelques inconscients, peut-être de mauvaise foi et poussés par le désir de prolonger le malaise qu'il avait causé dans la ville, n'avaient accusé Perret d'avoir voulu tendre un guet-apens à Niozelles et n'avaient décidé de venger leur ami¹.

L'auteur de l'*Histoire des troubles de Marseille* prétend que Niozelles « en fut affligé autant qu'un homme généreux le pouvoit estre² ». S'il donna des marques de cette affliction, ses ennemis n'y prirent pas garde ou ne voulurent y voir qu'une nouvelle preuve de sa dissimulation. Ils saisirent, au contraire, avec empressement l'occasion qui s'offrait à eux de perdre un adversaire gênant et dangereux par une accusation déshonorante. Ils l'accusèrent donc d'avoir été l'instigateur sinon le complice de cet assassinat. Les preuves ne leur manquaient pas pour justifier leurs soupçons. D'Oppède, revenu à Aix à la nouvelle de ce meurtre, s'empessa de les réunir et de les présenter à Mazarin, sans prendre même la peine d'attendre le résultat de l'information qu'il avait fait ordonner par le Parlement³, celle que le lieutenant de Bausset avait ouverte sur place aussitôt après l'événement lui ayant été dénoncée comme suspecte⁴.

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre au duc de Mercœur du 26 août 1659; — Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 67. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 2 septembre 1659; — *Ibid.*, 63. Lettre de Mercœur à Mazarin, du même jour; — *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 31.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, loc. cit.

3. « Ayant reçu à la campagne où j'estois les plaintes du frère du mort..., je me résolus de venir ici pour en faire faire justice. Je hâtai mesme mon retour sur la connoissance que M. le duc me donna qu'il estoit de la dernière importance pour le service du Roy et le bien de ceste ville d'approfondir ceste affaire. Estant arrivé, il fut trouvé bon de la traiter fortement parce que M. le président de Régusse, qui est de service, s'estoit laissé aller à quelque engagement. Je fis assembler les Chambres et, nonobstant un peu de résistance qu'y apporta ledit sieur president, je fis passer la chose comme il falloit. En sorte que l'information que j'ai fait faire par les commissaires du Parlement, bien qu'elle ne soit commencée que d'aujourd'hui, et partant que peu de tesmoins puissent avoir esté ouïs, ne laisse pas de porter tout ce que je viens de desduire à Vostre Eminence, en sorte que je puisse l'assurer que la preuve y sera tout entière et que, du costé du Parlement, la justice s'en fera grande et exemplaire. » (Lettre à Mazarin, du 2 septembre.)

4. Dès le lendemain de ce meurtre, les consuls avaient écrit à Mercœur qu'on n'avait « pu encore en decouvrir les auteurs, à quoi pourtant, ajoutaient-ils, les officiers de justice travaillent incessamment afin d'approfondir la vérité de la chose et de suite punir les coupables ». (Lettre à Mercœur, du 26 août.) De même, l'*Histoire des troubles de Marseille* (loc. cit.) rapporte : « Le lieutenant général du seneschal informa contre les coupables qu'on peut dire avec vérité avoir fait ceste cruelle action sans la participation de Niozelles... ». C'est cette dernière information que les parents de Perret avaient dénoncée à d'Oppède, en lui représentant que « le lieutenant Bausset informait pour couvrir l'action et la faire passer pour un beau combat ». (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 2 septembre.)

Quelques instants auparavant, on avait vu Niozelles se promener en compagnie des agresseurs de Perret, et même son valet de chambre, Feautrier, était parmi les assassins. C'était là plus qu'il n'en fallait pour le déclarer convaincu d'avoir participé à ce meurtre, auquel on donnait plus facilement encore le caractère d'un crime politique en remarquant qu'il avait coïncidé avec le retour à Marseille de Glandevès-Rosset, qui n'avait pas voulu suivre Bras et Chasteuil en Hollande¹. En le faisant accomplir, Niozelles avait pu à la fois se venger d'un provocateur audacieux et inspirer une crainte salutaire à tous ceux qui songeraient à s'attaquer à celui que ses amis appelaient « le Père du Peuple² ». Ses ennemis étant ainsi réduits par la peur au silence et à l'inaction, il pourrait maintenant accomplir tous ses projets. Le jour de Saint-Simon approchait : personne n'oserait l'empêcher de se faire créer premier consul.

C'est ce dessein que d'Oppède voulait rompre à tout prix, au risque même de paraître influencer la justice, de peser sur la conscience des juges et d'imposer à Mazarin la conviction que Niozelles était coupable de la mort de Perret. Tandis donc qu'il communiquait au cardinal les présomptions qui permettaient, à la rigueur, de croire à cette culpabilité, sinon de l'affirmer, le premier président découvrait largement à son correspondant les avantages politiques qui résulteraient d'un décret d'accusation lancé contre Niozelles : « Présentement, Monseigneur, disait-il, il ne faut point se flatter : il s'agit pour ceste ville de *summa rerum*. Le dessein de Niozelles est de se rendre absolu dans ceste ville-là : il le fera, comme il l'a déjà commencé, par le sang, quand il ne le pourra autrement. Et Vostre Eminence prendra garde, s'il lui plaist, que, d'ici à la Saint-Simon, il n'y a plus que deux mois et, partant, qu'il n'y a point de temps à perdre. Nous ferons d'ici ce que nous pourrons par intrigue pour l'empescher, mais, dans la terreur que cest assassinat donne, c'est peu de chose. Je vois bien que nous aurons un autre moyen de l'exclure du consulat, car, dans l'information sur cest assassinat, *on pourra décréter contre le sieur de Niozelles et, estant en prévention de là, il en est exclu ipso jure*. Cela est bon quand les choses se font régulièrement, mais un homme qui passe par-dessus toutes considérations divines et humaines s'arrestera-t-il à une simple formalité? Tellement donc, Monseigneur, si on désire empescher la perte

1. « Le sieur de Glandevès a quitté les sieurs de Bras et Chasteuil dans leur départ à ce que l'on dit pour la Hollande et s'en est revenu à Marseille où il a paru publiquement et, depuis son arrivée, tous ces désordres et mesme cest assassinat sont arrivés. » (Lettre de d'Oppède, du 2 septembre.)

2. « Ces assassins disent tout haut : voilà comme l'on traitera tous ceux qui s'en prendront au Père du Peuple. » (*Ibid.*)

de ceste ville-là, il n'y a plus de temps à perdre, et il y faut songer bien sérieusement. Le seul moyen ce seroit de tirer cest homme de Marseille et de s'assurer d'un consulat paisible et tout ensemble vigoureux, qui contint les choses en paix, réunist les esprits, à quoi il y auroit des dispositions si on en esloignoit ce qui fomenta la division, et qui pust aussi contenir et réprimer les seditieux. Pour ce dernier, il sera aisé quand le Roy et Vostre Eminence le voudront, pourvu que le sieur de Niozelles n'y fust pas. Il y auroit deux choses nécessaires à faire préalable le consulat, Monseigneur; l'une de faire retirer les deux galères qui sont à Marseille à l'estendard, lesquelles en cas de besoin on pourroit mesnager de faire armer sans qu'il en coustast rien au Roy, si fort les esprits sont effarouchés et désireux de la paix; et l'autre de faire sortir le sieur de Niozelles, ce qui se pourroit par un ordre du Roy d'aller en Cour, qui l'obligerait à obéir ou à se retirer en Italie, qui est la porte qu'il s'est projetée pour sortir de ces embarras. Vostre Eminence peut avec beaucoup de raisons objecter qu'estant de ceste humeur il pourroit n'obéir point à cest ordre. A cela, Monseigneur, je responds que, s'il est capable de ceste désobéissance dans l'estat présent du royaume, il l'est encore de plus grand mal. Et bien loin qu'il fust à esviter de tirer une semblable explication, qu'au contraire il importeroit de le précipiter à la faire, plutost que de lui donner le temps de tramer et d'exécuter quelque chose de pire ¹. »

Naguère, le comte d'Alais avait tenu un langage analogue à celui-là contre Antoine de Valbelle. Mais, le lieutenant de l'Amirauté avait à la Cour, auprès de Mazarin lui-même, des amis et des protecteurs qui le défendaient victorieusement contre les accusations dont il était l'objet, tandis que Niozelles n'avait aucun appui sérieux dans le ministère ²; en outre, la situation du royaume, à l'intérieur et à l'extérieur, était à présent loin d'être la même que du temps de la querelle du comte d'Alais et de Valbelle. Au reste, ce dernier ne s'était jamais trouvé dans une situation aussi délicate que celle où était Niozelles, à la fois soupçonné d'entente criminelle avec des seditieux condamnés par un arrêt régulier de justice et lui-même sous le coup d'une

1. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 2 septembre.

2. C'est ce que Niozelles aurait souligné lui-même, si nous en croyons ce récit de *l'Histoire des troubles de Marseille* (II, vi, 37) : « Au reste, comme les dames peuvent prendre des libertés qui sont mieux reçues de leur part que de celle des hommes, Niozelles se trouvant un jour dans la chambre du major Félix, incommodé de la goutte, où la lieutenantante de Valbelle, sa cousine, estoit, ceste dame lui dit librement au sujet de sa citation à la Cour, que son mari, ayant reçu un ordre semblable du temps du comte d'Alais, gouverneur de Provence, il n'avoit fait aucune difficulté d'obéir et qu'il ne s'estoit point repenti de son obéissance. A quoi Niozelles respartit brusquement qu'il avoit esté aisé à son mari d'aller à la Cour où il avoit de bons patrons mais que lui, n'ayant ni patrons ni mari-niers, il ne vouloit point aller apprendre à prier Dieu dans une citadelle. »

accusation capitale. Si, aveuglé par sa passion et sa robuste confiance en lui, il persistait dans son attitude, les consuls commençaient à comprendre la gravité du cas où ils s'étaient mis et des dangers auxquels ils avaient exposé Marseille, et ils cherchaient à s'en tirer. Ils essayaient de calmer la colère de Mercœur en l'informant des efforts répétés qu'ils se vantaient de faire pour maintenir la tranquillité publique et pour mettre la main sur les réfugiés toujours cachés dans la ville¹; ils lui demandaient même de leur adresser l'ordre de les saisir morts ou vifs afin de permettre à leurs agents de poursuivre leurs recherches jusqu'au bout².

Mais ils avaient beau renouveler leurs protestations et leurs instances, Mercœur ne se laissait plus prendre à ce qu'il appelait les « grimaces » de Marseille et de ses magistrats³. Ceux-ci, en effet, n'avaient fait arrêter que d'insignifiants comparses de la sédition d'Aix : sous leur complaisante protection, leurs chefs continuaient à braver dans la ville les ordres du gouverneur et les arrêts du Parlement⁴. Ils circulaient à leur aise dans

1. Une première fois, aussitôt après l'assassinat de Perret, les consuls avaient envoyé auprès de Mercœur l'assesseur de Loulle qui, n'ayant pas trouvé le duc à Aix, se disposait à rentrer à Marseille, quand les consuls lui firent savoir qu'il lui fallait se rendre auprès du gouverneur là où il se trouverait. « Il est absolument nécessaire, écrivaient-ils, que vous l'alliez voir là où il sera et le pourrez assurer que nous tenons vivement la main à l'exécution de ses ordres. Et, pour cest effet, nous avons déjà fait sortir deux familles de la ville qui avoient donné retraite à ceux d'Aix qui estoient retournés et avons fait platenir (?) les portes de leurs maisons et ne manquerons d'en faire autant à tous les autres que nous pourrons découvrir qui tomberont dans la mesme faute.... » (Lettre à de Loulle, assesseur de la ville, député à Aix, 3 septembre 1659. — Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.) A quelques jours de là, ils écrivaient directement à Mercœur : « Votre Altesse apprendra par le verbal ci-joint tout ce que nous avons fait ensuite de l'avis qu'elle nous donna par la dernière lettre qu'elle nous fit l'honneur de nous escrire. Nous la lui aurions plus tost envoyée sans les nouveaux avis qu'on nous a donnés ce matin qui nous ont obligés d'aller sur deux différens vaisseaux estant dans ce port pour y rechercher quelques-uns de ces criminels d'Aix qu'on nous avoit assurés s'y estre réfugiés, ce que nous n'avons pas trouvé véritable. Vostre Altesse nous fera sçavoir, s'il lui plaist, sa volonté touchant les prisonniers que nous avons faits dans la maison du sieur Cappus.... » (Lettre au duc de Mercœur, du 7 septembre 1659. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.)

2. C'était l'objet d'une seconde lettre du 7 septembre au duc de Mercœur (*Ibid.*) : « Votre Altesse aura appris par le sieur assesseur et par les autres Messieurs qui avoient esté députés vers elle, ce que nous avons fait en ceste ville pour y pouvoir surprendre quelques-uns des criminels qui y estoient revenus en cachette et à nostre insu, avec la ferme résolution que nous avons de les pousser jusqu'au bout, conformément aux ordres du Roy et de Vostre Altesse, de quoi nous la supplions très humblement vouloir estre tout à fait persuadée. Mais par ce, Monseigneur, que dans la recherche qu'on en fait incessamment, on en pourroit rencontrer quelqu'un qui se pourroit aussi mettre en défense pour empêcher d'estre saisi, nous la supplions encore qu'il lui plaise nous expédier un ordre ou arrest de la Cour portant qu'on appréhendera lesdits criminels d'Aix, morts ou vifs, pour nostre descharge et de ceux qui l'exécuteront. »

3. Lettre à Mazarin, du 9 septembre 1659 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 74 v°). — Cf. la lettre de d'Oppède à Mazarin, du même jour (*Ibid.*, 77 v°) : « Ce n'est pas qu'ils ne continuent toujours leurs grimaces et qu'ils n'envoyent des députés à M. le duc lui protester leur passion à contenir ces désordres et leurs soins à chasser les séditeux d'Aix de leur ville. »

4. « Après avoir ordonné quelque recherche de nos séditeux, on s'est contenté

les rues, malgré les patrouilles conduites par les capitaines de quartiers ¹. La nuit, on rencontrait des troupes de gens masqués qui justifiaient leur présence, inattendue à cette époque de l'année, par l'inadmissible prétexte d'une intrigue amoureuse qui ne s'accommode pas d'habitude d'un grand nombre de témoins ². Enfin, Niozelles lui-même ne sortait plus la nuit qu'avec une escorte de trente ou quarante individus armés ³. « Il n'y a plus de sûreté pour les gens de bien dans ceste ville, concluait Mercœur en rendant compte de tout cela à Mazarin ⁴, et je crains bien que si l'autorité du Roy n'y esclate que les choses n'aillent encore plus loin. »

Cependant, ni le gouverneur ni le premier président n'avaient encore perdu complètement l'espoir d'assister à un revirement chez la plupart des habitants de Marseille et de voir cette ville rentrer dans l'obéissance sans qu'il soit besoin de recourir à la force. En présence des événements qui venaient de se produire et qui avaient encore ajouté à la gravité de la situation, Mercœur s'était bien gardé de régler l'affaire des Anglais suivant les instructions que Mazarin lui avait données. Au contraire, il avait laissé les choses traîner en longueur, comptant sans doute que les marchands, directement intéressés à recevoir une rapide satisfaction, se lasseraient de ces retards, en comprendraient la cause et obligeraient les consuls à céder dans l'affaire des réfugiés d'Aix ⁵. C'était, en effet, le secret espoir que depuis longtemps, d'Oppède avait confié à Mazarin et qu'il avait fait partager à Mercœur, qu'on pourrait arriver à mettre en opposition la bourgeoisie commerçante et l'aristocratie municipale dont les divisions incessantes compromettaient gravement les intérêts du commerce. Mercœur et d'Oppède avaient même envisagé la possibilité de gagner à leur cause, le second et le troisième consuls, Vacon et Grange, qui, par leur condition sociale, appar-

d'arrêter et de nous envoyer deux valets de Sigoyer et une servante de la maison où il logeoit. Peut-estre en tirerons-nous quelques lumières ; mais, quoi qu'il en soit, ce n'est pas obéir. » (Lettre de Mercœur à Mazarin, 16 septembre 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 82 v°.)

1. Lettre des consuls à l'assesseur de Loulle, à Aix, 3 septembre 1659 (Arch. com. de Marseille, *Correspondance des consuls*, Reg. I).

2. « De Marseille, Monseigneur, on ne peut rien escrire à Vostre Eminence que la mesme conduite. Nous continuons fortement la procédure sur l'assassinat depuis lequel, à Marseille, toutes les nuits, il marche des-masques, estant inoui dans ceste saison. Ils ont voulu prétexter cela sur quelque dessein et intrigue de femmes. Il se pourroit faire qu'un ou deux eussent eu ceste pensée, mais qu'une trentaine de personnes soient si esgaux en leurs aventures et en leurs pensées, c'est ce qui n'est pas croyable, outre que ceux qui peuvent aller en pareils endroits déguisés ne s'accompagnent de personne ou de peu, et ceux-ci sont des huit et dix ensemble : cela se fait pour intimider. » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 9 septembre.)

3. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 9 septembre.

4. Lettre du 9 septembre.

5. « Je n'ai garde de rien faire en l'affaire des Anglois que leur conduite ne soit meilleure et que ceste ville ne soit mieux dans l'obéissance qu'elle n'est. » (Lettre du 9 septembre.)

tenaient à la bourgeoisie plutôt qu'à la noblesse et de s'en faire des instruments contre Bausset, Niozelles et leurs amis ¹. Ils avaient même essayé de correspondre officiellement avec Vacon, à l'insu de Bausset. Mais, dès qu'il en avait eu connaissance, le premier consul s'était empressé de protester contre ce manquement aux usages et avait même fait entrevoir les difficultés qui pourraient en résulter si l'on essayait d'y persister ².

Mercœur et d'Oppède avaient donc été forcés de renoncer à ce projet, pour quelque temps du moins. Le gouverneur dut même entreprendre le règlement de l'affaire des Anglais, quoiqu'il n'eût encore reçu aucune satisfaction au sujet des réfugiés ³. Mazarin persistait, en effet, à ne pas lui transmettre les ordres catégoriques qu'il avait sollicités. Le long rapport que d'Oppède lui avait adressé au lendemain de l'assassinat de Perret ne l'avait pas convaincu de la nécessité d'une action prompte et énergique : il déclarait vouloir attendre les résultats de l'information judiciaire avant de conseiller au Roi la décision qui mettrait fin aux troubles de Marseille et de la Provence ⁴.

Pourtant, il ne fallait plus tarder à agir avec fermeté. Les lenteurs apportées à contraindre par la force Marseille à l'obéissance avaient été d'un funeste exemple pour le reste de la province. Les factieux s'autorisaient d'une impunité dont ils ignoraient la cause pour reprendre leurs projets séditieux, peut-être à l'instigation du cardinal Grimaldi, que Mercœur et d'Oppède continuaient à accuser d'être le fauteur principal des troubles dont ils ne pouvaient pas se rendre maîtres ⁵. Draguignan, où

1. « Tous demandant que l'on leur tire le sieur de Niozelles », devait écrire d'Oppède à Mazarin (Lettre du 23 septembre. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 89 v°), « et que, s'il lui vient un ordre du Roy pour cela, que l'on le fera obéir, et qu'il est bon mesme d'en charger les consuls en leur propre, dont il y en a deux qui sont hardis et bien intentionnés, le second et le dernier. »

2. « Au surplus, Monseigneur, nous eussions bien souhaité que celui qui nous rendit la lettre de Votre Altesse se fust premièrement adressé à M. le premier consul, comme c'est la coustume, et non pas au second comme il fit, à cause de divers jugemens que cela a causés dans la ville. C'est pourquoi nous la supplions très humblement que, en autre rencontre, elle nous fasse la grâce de commander à ceux qui nous viendront de sa part d'en user comme on a de tout temps accoustumé. » (Lettre des consuls à Mercœur, 13 septembre 1659. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I.)

3. Lettre de Mercœur à Mazarin, 16 septembre 1659. (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 83 v°.)

4. « Je viens de recevoir la vostre du 2 de ce mois, que j'ai lue d'un bout à l'autre. Il faut instruire le procès de l'assassinat arrivé en dernier lieu à Marseille et, quand les preuves seront en estat, vous m'en donnerez avis, car je m'en retourne auprès du Roy, et l'on se servira de ceste occasion pour mettre en repos une fois pour toutes non seulement la ville de Marseille, mais aussi toute la province. » (Lettre de Mazarin à d'Oppède, 16 septembre 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 217.) — Cf. le billet à Mercœur, du même jour (*Ibid.*, 214) et la lettre à de Piles, du 20 septembre (*Ibid.*, 219).

5. « Vostre Eminence n'auroit pas si souvent la teste rompue des mouvemens ordinaires de ceste province et je ne serois pas à toute heure à la veille de lui donner quelque fascheuse nouvelle, si tous nos séditieux et les esprits de liberté qui règnent ici et sur lesquels tous ces désordres roulent voyoient esloigner

l'on avait eu naguère tant de peine à rétablir l'ordre, venait d'être le théâtre de nouveaux mouvements au cours desquels le premier consul et cinq particuliers avaient été assassinés. Pour châtier les criminels, d'Oppède songeait à faire ériger en Chambre extraordinaire de justice la commission que le Parlement avait décidé d'envoyer dans cette ville et dont le premier président se proposait de choisir lui-même les membres à bon escient, « personnes intègres et de la justice desquelles il seroit très assuré ¹ ».

Cependant ce moyen ne pouvait être qu'un expédient tant que l'affaire de Marseille ne serait pas réglée au mieux des intérêts du Roi, puisque aussi bien les criminels de Draguignan entretenaient des intelligences avec ceux de Marseille et d'Aix ². D'ailleurs, il se commettait toujours à Marseille des attentats dont les auteurs étaient tous des amis de Niozelles ³. Le jour même de l'assassinat du consul de Draguignan, deux coups de mousquet avaient été tirés sur le chevalier de Valbelle, qui se promenait sur le quai, « pour quelque intérêt domestique », avec le bâtard de Montolieu que l'on accusait d'être un des auteurs de l'assassinat de Perret. Ni le chevalier ni son compagnon n'avaient été atteints par ces coups de feu, dont on dit d'abord qu'ils avaient été fortuitement tirés d'un des vaisseaux qui se trouvaient dans le port. Mais quand les consuls, obligés de faire une enquête pour calmer l'émotion populaire, eurent

celui qui leur donne cœur. Marseille. Draguignan et tous les malintentionnés de la province prennent là toutes leurs mesures et toutes leurs liaisons vont toutes à la même source. Je ne vois rien dans ceste conjecture qui me dispense de dire à Vostre Eminence, avec toute la liberté qu'elle m'a permise, mes sentimens sur M. le cardinal Grimaldi qui fait seul tout ce que nous voyons de fâcheux. Il veut voir esclorre avant que de s'esloigner tout ce qu'il a préparé et attendre la fin. » (Lettre de Mercœur à Mazarin, du 23 septembre 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 83.)

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 87. Lettre d'Oppède à Mazarin, 23 septembre 1659. Dans sa lettre du même jour (voir note ci-dessus), Mercœur rend également compte à Mazarin de cet événement.

2. « A peine les troupes sont-elles sorties de Draguignan, dit Mercœur, que le premier consul a esté assassiné par les auteurs de la première sédition. Il n'y a d'autre remède que l'establisement d'une Chambre de justice à Draguignan mesme. A Aix, les choses sont suspendues par les intrigues dont le président de Régusse se fait l'instrument au sein du Parlement, estant en relation avec les insurgés de Draguignan. Cest assassinat a esté si bien mesuré avec une partie faite à Marseille par le chevalier de Valbelle et une autre par M. d'Oppède au retour de La Verdrière, qu'il fait foi des liaisons qu'il y a dans ceste province opposées au service du Roy et à ceux qui ont soin de son autorité. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 83.)

3. Dans sa lettre à Mazarin, du 23 septembre, d'Oppède constate que les factieux prennent peu à peu en Provence l'habitude de recourir à l'assassinat pour se débarrasser de leurs adversaires ou les intimider. « Jusques à présent, dit-il, nous n'avons pas vu de semblables maximes à celles que l'on met en usage ici-bas, où l'on veut introduire les assassinats pour parvenir à l'impunité, que l'on veut établir au prix de toutes choses. La mer, qui nous sépare de Gènes, nous avoit servi de barrière à ces introductions; mais, à présent, on nous les a portées et nous n'entendons plus donner d'autres conseils. Nous les voyons louer publiquement et poser des nouveaux cas de conscience qui les permettent et ériger en martyrs ceux qui s'exposent pour ces actions abominables. »

proclamé la fausseté de cette allégation, leurs adversaires, purent prétendre qu'on avait voulu se débarrasser du chevalier de Valbelle, au risque de tuer avec lui Montolieu, considéré comme un témoin gênant pour les meurtriers de Perret. Au surplus, la disparition de Montolieu aurait pu servir de prétexte à quelque manifestation contre les amis de Valbelle et contre le chevalier lui-même, qu'on aurait peut-être accusé de l'avoir attiré dans une sorte de guet-apens ¹.

Effrayés par ces attentats et ces démonstrations turbulentes, les gens paisibles n'osaient plus s'aventurer la nuit dans les rues, que parcouraient des bandes d'hommes masqués et armés. En intervenant pour mettre un terme aux excès de ces factieux, on soulagerait les habitants qu'ils tenaient sous la terreur et qui en seraient reconnaissants à leurs libérateurs ². L'occasion était propice et le ministère avait un bon prétexte dans l'arrêt que venait de rendre le Parlement sur l'affaire de l'assassinat de Perret ³. Il avait décrété de prise de corps quatre accusés, Feautrier, valet de chambre de Niozelles, Jaubert, notaire, le bâtard de Montolieu et un individu surnommé Coupe-Figue. Le Parlement avait, en outre, rendu contre Niozelles un arrêt d'ajournement personnel, qui pouvait être facilement converti en décret de prise de corps s'il n'y était pas déféré dans les délais prescrits ⁴.

1. « Et la vérité est que le bastard de Montolieu, qui parloit avec le chevalier de Valbelle, avoit dit qu'il avoit ce rendez-vous et que l'on ne se fust pas beaucoup soucié de le tuer avec le chevalier parce que, étant fort avant dans l'assassinat de Perret, dont j'ai rendu compte à Vostre Eminence, on n'eust pas esté fâché qu'il n'eust pas esté en estat d'en révéler le secret et aussi de là on eust pris prétexte de faire sédition, disant que le chevalier de Valbelle lui avoit donné ce rendez-vous pour le faire tuer. Et quand ils n'eussent pas voulu tirer tous ces avantages, dont pourtant la croyance est commune et constante dans Marseille, ce n'eust pas esté beaucoup pour eux de hasarder le bastard de Montolieu pour tuer le chevalier de Valbelle. » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 23 septembre.)

2. « Depuis ceste action et celle de Perret, il n'y a plus un seul honneste homme qui ose aller de nuit à Marseille et ils se retirent chez eux une heure avant la fin du jour. Toute la nuit, on y voit promener des personnes masquées en troupes, avec des mousquetons et autres armes. En sorte, Monseigneur, que l'on ne peut dissimuler à Vostre Eminence qu'il ne soit temps de remédier aux désordres de ceste ville-là. Personne ne le peut ici-bas; tout le monde y soupire. » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 23 septembre.)

3. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 23 septembre 1659. (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 85 v^o.) — *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 31.

4. Voici comment d'Oppède annonce à Mazarin la nouvelle de cet arrêt et les conséquences qu'il en déduit dans la deuxième partie de sa lettre du 23 septembre. « Cependant, Monseigneur, nous avons ce matin décrété l'information qui a esté commencée de l'autorité du Parlement et par ses commissaires de l'assassinat de Perret, qui est, à la vérité, une action bien noire et bien sale. Nous avons décrété prise de corps contre quatre des meurtriers qui sont nommés et un ajournement personnel contre le sieur de Niozelles qui l'exclut suivant les règles de la justice et ordinaires du consulat, outre qu'il dégénère en prise de corps faute d'avoir obéi et de s'estre présenté. J'envoie l'extrait de ce commencement d'information à Vostre Eminence qui sera bien plus remplie dans la suite. Si elle la veut faire examiner, elle trouvera ceste action aussi sale que je l'ai despeinte à Vostre Eminence et que le sieur de Niozelles y a assez de réflexion pour avoir mérité ce décret, par-dessus ceste considération que nous avons eue de fournir ce moyen à Sa Majesté de l'exclure du consulat. »

Cette inculpation de Niozelles était le résultat le plus important de la procédure entamée par les commissaires du Parlement à la suite de l'assassinat de Perret. Ce n'est pas que, au cours de l'information, les commissaires aient recueilli des charges décisives contre ce personnage. Les bases fondamentales de l'accusation portée contre lui étaient celles que d'Oppède avait déjà fait connaître à Mazarin, le jour même où la Commission avait été saisie de l'affaire : Niozelles avait eu un différend avec Perret et son domestique se trouvait parmi les agresseurs ¹. C'est à peine si, au cours d'une instruction qui dura trois semaines, et où tout fut certainement mis en œuvre pour réunir en un solide faisceau les preuves de sa culpabilité, on trouva un témoin pour produire ce fait nouveau : deux jours après l'assassinat, entre dix et onze heures du soir, il avait vu Jaubert, le principal assassin, sortir de la maison de Niozelles et celui-ci l'accompagner jusque dans la rue ². Dès le premier jour, il est vrai, les parents de la victime avaient accusé Niozelles, promettant même aux magistrats de fournir des preuves contre lui ³. Ils persistaient encore dans leurs accusations, mais ils demandaient un nouveau délai avant d'être à même de les justifier, s'engageant à donner leurs preuves « dans la suite et tout à fait convaincantes ⁴ ».

A la vérité, il ne nous paraît pas établi que Niozelles ait pris une part plus ou moins directe à l'assassinat de Perret. Sa générosité hautaine et son orgueil de gentilhomme, qu'il poussait à l'excès, font au contraire regarder comme invraisemblable l'accusation que ses ennemis ont fait peser sur lui ⁵. Le témoignage de la victime elle-même, dont d'Oppède dut faire état

1. « Par l'information, il résulte de la querelle du mort avec le sieur de Niozelles, de l'accommodement avec des démonstrations extraordinaires de réconciliation, des divers avis que, le mesme jour qui fut aussi celui de sa mort, il reçut de l'attentat que l'on projetoit contre lui : à quoi il respondit toujours constamment que, depuis six années, il estoit absent de Marseille, qu'il n'avoit eu ni à présent aucune part aux divisions de ceste ville-là : qu'il n'y avoit jamais eu que ce demeslé avec le sieur de Niozelles et qu'il l'estimoit trop homme d'honneur pour vouloir user d'une semblable lascheté, surtout après un accommodement. Il est prouvé aussi que le nommé Feautrier, son domestique, estoit du nombre des assassins.... » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 23 septembre.)

2. « Et qui pis est, que deux jours après l'assassinat commis, le troisième tesmoin où dans l'information vit sortir de la maison du sieur de Niozelles, à dix ou onze heures du soir, le nommé Jaubert, le principal assassin, que le sieur de Niozelles accompagna jusques à la rue.... » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 23 septembre.)

3. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 2 septembre 1659.

4. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 29 septembre.

5. Rappelons ce passage de l'*Histoire des troubles de Marseille* (II, v, 31) que nous avons déjà cité et qui nous paraît interpréter exactement l'opinion des contemporains : « Le lieutenant général du sénéchal informa contre les coupables qu'on peut dire avec vérité avoir fait ceste cruelle action sans la participation de Niozelles, qui en fut affligé autant qu'homme généreux le pouvoit estre ». Quelques lignes plus loin (II, v, 32), nous lisons encore : « En l'accusant du meurtre de Perret, dont il estoit très innocent... ».

après les commissaires du Parlement¹, concourt à faire écarter cette hypothèse. Certes, il paraît incontestable que ce sont des partisans de Niozelles qui ont assassiné Perret, mais ils l'ont fait sans l'aveu de leur chef, parce que, aveuglés par la passion, ils ont cru écarter par cet acte le péril auquel ils le jugeaient exposé par le fait de la provocation de Perret. Cependant l'occasion était trop bonne pour que les ennemis de Niozelles aient pu la laisser échapper. S'ils réussissaient à le compromettre dans un procès criminel, ils mettaient fin à sa carrière d'agitateur politique². Lui seul faisait obstacle à leurs projets sur Marseille : La Salle, toujours indécis, d'ailleurs trop vieux pour faire un véritable chef de parti et retenu par la crainte de déplaire à Mazarin et de compromettre ainsi la faveur dont ses parents, les Vénelles, jouissaient auprès de lui³ et dont il était appelé à profiter lui-même; les Félix, partagés entre leur attachement aux libertés de Marseille et leur affection pour les Valbelles, toujours en bonne intelligence avec Mercœur par fidélité reconnaissante à Mazarin; aucun de ces personnages, en un mot, n'était capable de mener la résistance aussi loin que Niozelles se le proposait. Un très grand intérêt politique exigeait donc que l'on se débarrassât coûte que coûte de celui-ci. L'accusation portée contre lui ne reposait sur aucune base légale, mais des présomptions adroitement présentées pouvaient la rendre vraisemblable⁴. D'ailleurs, elle satisfaisait trop aux exigences de la politique de Mercœur et surtout de d'Oppède pour qu'on pût se résigner à l'abandonner. Il suffit de la docilité de magistrats, habilement choisis par le premier président⁵, pour lui

1. Dans sa lettre à Mazarin, du 23 septembre, d'Oppède rapporte le propos tenu par Perret en réponse à ceux qui l'avertissaient de l'attentat que Niozelles faisait préparer contre lui : « Qu'il l'estimoit trop homme d'honneur pour vouloir user d'une semblable lascheté, surtout après un accommodement ».

2. Cf. ce passage de la lettre de d'Oppède à Mazarin, du 23 septembre : « ... Pardessus ceste considération que nous avons eue de fournir ce moyen à Sa Majesté de l'exclure du consulat... ».

3. Une lettre de Mazarin à Mercœur (de Saint-Jean-de-Luz, 23 septembre 1659, Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 220) atteste le grand intérêt que le cardinal portait à Mme de Vénelles, gouvernante de ses nièces, et à sa famille. C'est l'ordre qu'il donne à Mercœur d'accommoder un différend, qui a éclaté à Aix, sur la place publique, entre M. de Vénelles et M. de Saint-Marc. « Comme j'ai sujet, dit-il, d'affectionner tous les jours, de plus en plus Madame de Vénelles par les soins continuels qu'elle rend à mes nièces, dont je ne scaurois assez me louer, je vous supplie de vouloir employer vostre autorité non seulement afin que ceste affaire n'ait point de fascheuses suites, mais aussi pour l'accommoder en sorte que ledit sieur de Vénelles, qui est homme de cœur et d'honneur, ait lieu d'en estre satisfait... » Nous avons vu, d'autre part, le soin pris par La Salle à différentes reprises pour tranquilliser sa nièce, Mme de Vénelles, sur ses dispositions à l'égard de Mazarin.

4. C'est de ces présomptions que d'Oppède fait état dans les dernières lignes de sa lettre du 23 septembre : « Et d'ailleurs, dit-il, le bruit public le tient plus constant que le jour et, si bien il est parfois trompeur, bien souvent aussi il y a dans des actions des choses qui paraissent aux yeux de tout le monde dont il est impossible d'avoir les preuves. »

5. Dans la partie de cette lettre du 23 septembre où d'Oppède rend compte à

donner une réalité. Le but était atteint : sans doute, le meurtre de Perret serait puni, mais, surtout, Niozelles, accusé d'en avoir été l'instigateur et sommé de comparaître devant le Parlement pour répondre de cette accusation, ne pourrait pas être premier consul à la Saint-Simon prochaine¹.

Encore fallait-il, pour que le plan de d'Oppède réussît tout à fait, que Niozelles se soumit aux décisions de justice prises contre lui. Le premier président avait adressé une expédition des arrêts du Parlement au lieutenant de sénéchal et au substitut du procureur général à Marseille, en les invitant à les faire signifier aux accusés. Mais, comme il voulait éviter le retour des incidents à la faveur desquels des coupables avaient été soustraits naguère aux recherches de la police par la complaisance des officiers de justice et des magistrats municipaux, il avertit le lieutenant de sénéchal et le substitut qu'il les rendait personnellement responsables de l'exécution de ses ordres². Grâce à cette précaution, les divers arrêts furent publiés et signifiés; mais il n'y fut pas obéi. Niozelles, étant resté à Marseille et se mettant ainsi délibérément en état de rébellion ouverte³, d'Oppède et Mercœur signalèrent de nouveau avec force à Mazarin la nécessité qui s'imposait d'agir promptement avec décision pour obliger le gentilhomme révolté à sortir de la ville, si on ne voulait pas s'exposer aux pires catastrophes le jour prochain de Saint-Simon⁴.

Mazarin de l'affaire de Draguignan et des mesures ordonnées par le Parlement pour y remédier, notamment l'envoi d'une commission de magistrats qui devait être transformée en Chambre de justice extraordinaire, si le Roi voulait bien y consentir, le premier président se félicite de leur heureux résultat, tranquillise Mazarin sur les conditions dans lesquelles elles seront exécutées, et en donne trois raisons, dont « la troisieme, c'est que le tout s'exécutera avec sûreté, puisque *c'est moi qui nomme les commissaires* que le Parlement a députés, et certainement *je ne choisirai que des personnes intègres et de la justice desquelles JE SERAI TRÈS ASSURÉ* ». Il ne pouvait pas avouer plus ingénument qu'il les tiendrait à sa discrétion et qu'il leur dicterait lui-même leurs arrêts.

1. C'était la seule conclusion que Mercœur et d'Oppède tiraient de l'arrêt de mise en accusation rendu contre Niozelles. « Cela le met hors de mesure pour le consulat et le deserie parmi les gens de bien », écrit Mercœur (lettre du 23 septembre), tandis que d'Oppède, après avoir répété, comme nous l'avons vu, qu'il faut retenir « par-dessus ceste considération qu'ils ont eue de fournir ce moyen à Sa Majesté de l'exclure du consulat », termine sa lettre par ce dernier argument : « La justice l'a emporté, ce qui donne une grande joie à tous les gens de bien, surtout dans l'espérance où ils sont que c'est une voie d'exclusion au sieur de Niozelles pour le consulat et que Vostre Eminence empeschera cela comme une chose qu'ils regardent comme la perte de ceste ville-là et de la province ». — Cf. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 32.

2. « J'ai fait faire dans Marseille par les officiers de justice, *qu'à cest effet je rends responsables*, la recherche des coupables de l'assassinat de Perret. Ils ont aussi fait exploiter l'ajournement du sieur de Niozelles... » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 30 septembre. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 95.) — Cf. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 32.

3. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 32.

4. « Tout le monde vide et déserte ceste ville-là, si fort on y appréhende la Saint-Simon. Le temps approche de ceste eslection : c'est à Vostre Eminence à se déterminer sur ce que nous avons eu l'honneur de lui marquer par nos précédentes. » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 30 septembre.) — « Pour Marseille, Vostre

*L'Histoire des troubles de Marseille*¹ rapporte que Mazarin reçut ces lettres pressantes à Saint-Jean-de-Luz, où il était encore en train d'achever avec Don Luis de Haro sa négociation de la paix générale et du mariage du Roi. « Là-dessus, poursuit-on, Son Eminence, parmi les soins importants de la négociation, jugea à propos de prendre des précautions pour Marseille et, pour cest effet, il fit promettre au roy d'Espagne, par l'entremise de Don de Haro, qu'il ne donneroit aucun secours ni d'hommes ni d'argent, directement ou indirectement, à ceux de Marseille en cas qu'il en fust prié. De quoi le cardinal estant bien assuré par un escrit de Sa Majesté Catholique, il se déclara ouvertement contre le parti de Niozelles. » Bien que, faute d'autres documents, nous n'ayons pas le moyen de contrôler cette relation, elle nous paraît cependant vraisemblable. Pendant tout son ministère, en effet, Mazarin n'avait pas cessé d'avoir cette préoccupation qu'il convenait d'empêcher à tout prix les Marseillais de contrarier sa politique à l'égard de l'Espagne par une démonstration dont il les croyait capables s'ils étaient poussés à bout par un excès de rigueur. De là, tous les ménagements qu'il avait eus pour eux en maintes occasions,

Eminence sçait que la Saint-Simon est dans ce mois ici et dans une vingtaine de jours et, partant, Vostre Eminence n'a point de temps à perdre. Le salut de ceste ville consiste à leur tesmoigner que le Roy est bien aise de leur laisser leur liberté en l'eslection consulaire mais d'en faire sortir Niozelles et, quelque choix qu'il se fasse pour consul, il y faut restablir l'autorité du Roy. Quand Vostre Eminence désirera en estre informée, on lui peut proposer des moyens assurés pour cela. Mais, cependant, le salut est que Niozelles ne s'y fasse pas consul ou l'un de ses descendans. S'il y est, il fera ce qu'il voudra; s'il n'y est pas, il n'y tient rien; et il est si fort l'aversion de tout le monde qu'il n'oseroit avoir résisté à un ordre du Roy, si l'on le lui envoie de sortir. » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 7 octobre 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1727, 110 v°.) — « Pour Marseille, on trahiroit ce qu'on doit au service de Sa Majesté, si on disoit à Vostre Eminence que le retour de ceste ville peut venir d'ailleurs que d'un coup d'autorité. Le mal a pris racine et il faut un remède fort pour y appliquer. Il y a longtemps que je suis dans ce sentiment et dans la disposition d'exécuter tout ce qui me sera ordonné de sa part. » (Mercœur à Mazarin, 7 octobre 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 107. — A l'original, cette lettre est datée du 7 septembre. Nous ne croyons pas devoir en tenir compte, d'abord parce que la correspondance du mois de septembre ne comprend aucune autre lettre, soit de Mercœur, soit de d'Oppède, datée du 7; ensuite, parce que les préoccupations qui ont inspiré cette lettre à Mercœur nous semblent identiques à celles qui ont inspiré à d'Oppède la sienne datée du 7 octobre. Aussi attribuons-nous cette dernière date à la lettre de Mercœur.) *L'Histoire des troubles de Marseille* (II, v, 32) rapporte que, en même temps que Mercœur et d'Oppède écrivaient à Mazarin dans l'esprit que nous venons d'indiquer, ils faisaient aussi écrire à la Cour par d'autres personnages, notamment par François d'Arène à Hugues de Lionne, pour confirmer leurs dires : « Toutes ces lettres concertées, ajoute cette Histoire, contenoient que jusqu'alors Niozelles s'estoit contenté du bruit des tocins et des apparences d'une autorité absolue mais que, puisqu'il en venoit au sang, en l'accusant du meurtre de Perret dont on peut dire qu'il estoit très innocent, il estoit à craindre qu'estant suivi de la populace et d'un grand nombre de proscrits, il ne jetast enfin la ville dans la rébellion; que La Salle et les zélés parloient déjà de sortir de la ville; que plusieurs marchands se retiroient; qu'assurément, Niozelles se feroit eslire consul à la prochaine eslection et que, cela arrivant, il seroit impossible de le réduire autrement que par des forces très considérables et qu'en assiégeant la ville par terre et par mer. »

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 32-33.

sans réfléchir au grave préjudice qu'il portait ainsi à l'autorité du Roi, qu'on pouvait croire désarmée à l'égard de sujets qui parfois auraient mérité d'être traités comme de véritables rebelles. Il n'y aurait donc rien de surprenant à ce que, après avoir résolu de mettre fin par un acte de vigueur à des mouvements de rébellion dont la fréquence lui était devenue insupportable, Mazarin eût tenu à prévenir une intervention de l'Espagne en faveur de rebelles qu'il avait toujours cru devoir craindre : de là cet entretien avec Don Luis de Haro au sujet de Marseille et les engagements qu'il en avait obtenus.

Désormais libre d'agir à sa guise, Mazarin se hâte d'accorder à Mercœur et à d'Oppède l'ordre qu'ils sollicitaient vainement depuis si longtemps de faire sortir Niozelles de Marseille. Il ne veut pas cependant avoir l'air de livrer sans défense le gentilhomme rebelle aux représailles d'adversaires haineux et vindicatifs. Il se contente donc de lui faire expédier l'ordre de se rendre à la Cour, laissant même d'ailleurs au gouverneur et au premier président le soin de décider s'il y a lieu de faire procéder à son exécution. « Tous les avis que j'ai reçus de l'estat présent des affaires de Marseille portent qu'il est nécessaire pour le service du Roy d'envoyer ordre au sieur de Glandevés-Niozelles de se rendre incessamment à la suite de Sa Majesté, écrit-il de Saint-Jean-de-Luz à Le Tellier resté auprès du Roi¹. C'est pourquoi, si Sa Majesté le trouve bon, elle peut commander s'il lui plaist à M. le comte de Brienne d'expédier ledit ordre et de l'accompagner d'un mot de lettre à M. le duc de Mercœur, que le mesme courrier portera aussi, par lequel, conformément à ce que j'écris moi-mesme à mondit sieur le duc², il l'avertira que l'intention de Sa Majesté est qu'il confère avec M. le premier président d'Oppède sur l'envoi dudit ordre audit sieur de Niozelles et que Sa Majesté entend qu'ils s'en servent ou qu'ils le suppriment, suivant ce qu'ils jugeront plus à propos pour le service de Sa Majesté. » Peu après, une lettre de Mazarin adressée à d'Oppède confirmait cette décision et annonçait que, pour en rendre l'exécution plus facile, un ordre allait être expédié aux consuls « pour tenir la main à l'exécution du *veniat* qui a esté envoyé au sieur de Niozelles³ ».

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 224. Lettre de Mazarin à Le Tellier, du 20 septembre 1659.

2. *Ibid.*, 223 v°. Lettre à Mercœur, du 30 septembre 1659. « J'ai vu la seconde lettre que le sieur d'Arène vous a écrite et tout ce qui se passe dans Marseille. Il faut se contenter de ne rien gaster et de laisser courir les choses jusques à ce que le Roy ait vu ce qu'il aura à faire. Cependant, on vous enverra de Bordeaux par ce mesme courrier un ordre du Roy au sieur de Niozelles de se rendre incessamment à la Cour et, suivant ce que vous résoudrez avec ledit sieur premier président, vous pouvez l'envoyer ou le retenir suivant ce que vous jugerez plus à propos pour le service de Sa Majesté, après avoir examiné murement la chose. »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 227. Lettre à d'Oppède, datée de Saint-Jean-de-Luz, 12 octobre 1659. Après avoir annoncé également l'expédition

Malgré la proximité du jour de Saint-Simon, Mercœur et d'Oppède jugèrent qu'il convenait de retarder de quelques jours la signification de l'ordre royal. L'affaire des Anglais, en effet, n'était pas encore réglée : des difficultés avaient surgi au dernier moment qui en avaient retardé la solution, les deux parties en présence, marins anglais et marchands marseillais, ayant élevé des prétentions contradictoires au sujet du montant de l'indemnité à payer pour obtenir la délivrance des navires saisis¹. D'abord, Mercœur ne s'était pas entremis pour trancher ce différend. Il avait estimé, en effet, « qu'il estoit du service du Roy que ceste affaire ne s'achevast qu'après la Saint-Simon afin qu'on pust retenir ceste ville par l'interest² ». Mais d'Oppède et lui s'étaient bientôt ravisés. Ils avaient appris que Niozelles se flattait auprès de ses concitoyens de régler cette affaire à leur avantage quand il serait consul³. Donc, en la terminant avant la Saint-Simon, le gouverneur et le premier président comptaient lui enlever une importante chance de succès, en le privant de l'appui des marchands qui lui ferait défaut s'il n'avait plus les moyens d'entretenir « leur espérance au recouvrement de leurs marchandises et de toute la Loge en la fin et accommodement de ceste affaire⁴ ». De nouveaux pourparlers furent donc engagés, mais ils traînèrent en longueur. On était au 15 octobre et l'agent des Anglais n'avait pas encore reçu les pouvoirs indispensables pour signer l'accordement. Il restait à peine treize jours avant la Saint-Simon : si Mercœur trouvait que c'était là un délai suffisant pour en finir avec cette affaire et faire ensuite sortir Niozelles de Marseille⁵, d'Oppède, au contraire, commençait à s'impatienter et, redoutant quelque nouveau coup de tête de son adversaire, demandait à ce qu'on ne retardât pas davantage le moment de le mettre en demeure d'obéir⁶. Ce serait le meilleur moyen de couper court au dessein

d'ordres du Roi relatifs aux affaires de Draguignan, Mazarin ajoutait : « C'est à M. le duc de Mercœur de concerter avec vous à se servir de toutes ces choses en la manière qui sera jugée plus avantageuse au service du Roy, lequel est résolu de plus en plus de soutenir hautement tout ce qui se fera là-dessus ».

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 85. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 23 septembre 1659.

2. *Ibid.*

3. *Post-scriptum* de la lettre d'Oppède à Mazarin, du 30 septembre. (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 95.)

4. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 14 octobre. (*Ibid.*, 119 v°.)

5. « Nous avons remis l'envoi de cest ordre à deux jours d'ici pour donner temps à celui qui est chargé de ceste affaire de la part de ceste nation de recevoir le pouvoir qu'il attend d'en traiter, afin de mettre les choses en estat de faire voir à ceste ville qu'il faut que ledit sieur Niozelles sorte ou qu'elle déperisse. Nous avons cru, M. d'Oppède et moi, que c'estoit la meilleure voie. Aussi bien avons-nous encore du temps avant la Saint-Simon pour envoyer le susdit ordre et pour son exécution, s'il est d'humeur à obéir. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 113 v°. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 15 octobre 1659.)

6. « Soit qu'il [l'agent anglais] ait reçu ou n'ait pas reçu ledit ordre d'accorder, on enverra celui du sieur de Niozelles, ne pouvant plus estre différé pour n'estre qu'à treize jours de l'eslection. » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 14 octobre.)

qu'il avait formé de se faire nommer premier consul, et Mazarin partageait cette opinion¹.

Mercœur céda. Le 17 octobre, sur son ordre, son lieutenant des gardes, le sieur de La Gouvernelle, se rendit à Marseille. Il était chargé de remettre à Niozelles, en présence des consuls, la lettre du Roi qui lui prescrivait de se rendre à la suite de la Cour. La Gouvernelle avait d'abord manifesté quelques craintes avant d'accepter cette délicate mission; à la fin, il avait consenti à s'en charger, disant que, puisque « Son Altesse lui commandoit d'aller à l'assaut et de risquer sa vie en lui donnant une pareille commission, il tascheroit néanmoins de s'en acquitter² ».

Arrivé à Marseille, La Gouvernelle se présente aussitôt à l'Hôtel de Ville. Il y trouve les consuls en conférence avec Niozelles. Avisant le premier consul, il lui dit l'objet de sa visite, lui remet une lettre de Mercœur et lit enfin à haute voix devant Niozelles l'ordre royal dont il est porteur. Quand il a fini sa lecture, Niozelles s'incline et déclare qu'il obéira³. La Gouvernelle demande alors aux consuls de lui donner une décharge écrite des documents qu'il vient de leur remettre. S'excusant de ne pouvoir eux-mêmes dresser cet acte, les consuls le prient d'attendre la venue de l'avocat de Loulle, leur assesseur, qu'ils ont fait appeler. La Gouvernelle y consent et se dispose à attendre l'assesseur qui ne saurait tarder. Mais sa présence a été signalée aux amis de Niozelles. Ceux-ci se ramassent en nombre devant la Loge, forcent l'entrée de l'Hôtel de Ville et, pénétrant dans la salle où La Gouvernelle se trouve en compagnie des consuls et de Niozelles, demandent d'un ton menaçant où est celui « qui porte des ordres supposés et forgés dans la ville d'Aix⁴! » L'un d'eux arrache des mains du premier consul la lettre royale et la met en pièces; d'autres se précipitent sur La Gouvernelle et veulent lui faire un mauvais parti. Niozelles et les consuls ont de la peine à le tirer des mains de ces furieux; ils le cachent d'abord dans la chambre des archives, puis, ils l'en font sortir en secret pour le conduire dans la maison même de Bausset. Il y soupe, y passe la nuit et en part le lendemain pour rentrer à Aix, par un chemin détourné et sous la garde de quelques cavaliers que les consuls lui ont donnés pour escorte⁵.

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 232. Lettre de Mazarin à d'Oppède, de Saint-Jean-de-Luz, 24 octobre 1659.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 33.

3. *Ibid.* — Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 262 v°. *Mémoire du président d'Oppède*, de février 1660.

4. *Ibid.*

5. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 33-34. Dans son *Mémoire* de février 1660, d'Oppède prétend que cette scène dura trois heures, que La Gouvernelle « y souffrit le martyre » et que, le lendemain, « comme si la sédition l'eust suivi jusqu'à Aix, ils le reconduisent par des chemins et des voies extraordinaires ». Après avoir raconté que, « quelques efforts que Niozelles fist pour le garantir »,

Jusqu'à présent, au cours de ces vingt dernières années de divisions intestines et de troubles politiques, personne à Marseille ne s'était mis aussi ouvertement en état de rébellion contre les ordres du Roi. Ce qui ajoutait même à la gravité de l'acte qui venait d'être commis, c'est que les consuls pouvaient être accusés d'en avoir été les complices, puisque, en obligeant La Gouvernelle à rester à l'Hôtel de Ville pour y attendre l'assesseur, ils paraissaient avoir voulu donner le temps aux émissaires de Niozelles d'exciter la foule et d'entraîner à la Loge la troupe de ceux qui devaient y commettre cet attentat.

Persistant cependant dans la politique équivoque qu'ils n'avaient pas cessé de suivre depuis le commencement des troubles, les consuls n'attendirent pas que La Gouvernelle fût arrivé à Aix pour essayer de se disculper auprès de Mercœur. Ils lui écrivirent donc cette courte relation de l'événement. « Dès aussitost que nous avons vu la lettre qu'il a plu à Vostre Altesse de nous escrire, avec l'ordre du Roy joint à icelle, et que nous avons appris de la bouche du sieur de La Gouvernelle qu'elle désiroit que la lecture de l'un et de l'autre fust faite publiquement dans l'Hostel de Ville, nous n'avons point mis de délai à l'effectuer. Mais nous avons esté bien surpris et affligés de voir qu'à peine ladite lecture a esté achevée, qu'il s'est formé un si grand concours et esmotion du peuple contre ledit sieur de Gouvernelle que, sans une spéciale Providence de Dieu qui nous a fortifiés dans ceste occasion et nous a donné le courage et la force de nous opposer à ceste violence avec l'assistance de plusieurs personnes qualifiées et particulièrement du sieur de Niozelles qui a fait des efforts extraordinaires, il estoit impossible de le garantir. Nous le croyons si homme d'honneur qu'il en expliquera mieux les particularités à Vostre Altesse que nous ne sçaurions faire par ces lignes, et quoique un succès si favorable dans une occasion si périlleuse nous puisse fournir un sujet de grande consolation, néanmoins. il nous reste encore ce desplaisir que nous ne voyons pas les choses calmes au point que nous désirerions. A quoi la proximité de la création du Nouvel Estat contribue beaucoup. Mais pourtant nous ne manquerons pas d'agir toujours avec toute la vigueur qui nous sera possible¹. »

Ces protestations ne donnèrent pas le change à Mercœur.

La Gouvernelle « reçut quelques coups de pieds des plus emportés sous la table où il s'estoit mis », l'*Histoire des troubles* n'indique pas que cette scène pénible ait duré aussi longtemps que le rapporte d'Oppède ni qu'elle ait été accompagnée de violences excessives pour celui qui en fut la victime. Cette relation confirme, au contraire, ce que rapporte le premier président de l'itinéraire qu'on fit suivre à La Gouvernelle pour le reconduire à Aix. « Les cavaliers de l'escorte, y est-il dit, pour esviter toute mauvoise rencontre, s'escartèrent du grand chemin ordinaire et prirent celui de Saint-Just et de Nostre-Dame-des-Anges. »

1. Arch. com. BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre à Mercœur, du 16 octobre 1659.

Il aima mieux s'en tenir à la relation de La Gouvernelle¹. Jugeant que, si Niozelles « avoit fait un coup d'exemple en la personne de Perret pour se délivrier des querelles particulières, il en avoit fait un autre pour s'affranchir des ordres du Roy² », il prit ses mesures pour le châtier avec ses complices de l'acte de rébellion qui venait d'être accompli. Il renvoya donc au Parlement le rapport de La Gouvernelle que celui-ci vint affirmer par serment devant les magistrats de la Chambre des Enquêtes³. Le gouverneur fit ensuite garder militairement la route d'Aix à Marseille, arrêter et fouiller les voyageurs qui y furent rencontrés venant de cette ville, dans l'espoir de découvrir des documents qui établiraient matériellement l'entente qu'il n'avait pas cessé de soupçonner et de dénoncer entre les factieux des deux villes⁴. Il se rendit enfin lui-même au Parlement où, en sa présence, toutes les Chambres assemblées rendirent un arrêt qui prescrivait l'ouverture d'une information sur ce nouvel attentat et enjoignait aux consuls de révéler les noms des coupables et de mettre Niozelles en demeure d'obéir dans les vingt-quatre heures aux ordres du Roi, sinon de le faire arrêter et conduire à Aix, « dans les prisons du Roy, sous peine de désobéissance⁵ ».

Cet arrêt rendu, il fallut le faire exécuter. Mais on ne trouva

1. « La Gouvernelle fut reçu dans Aix comme un homme ressuscité, le bruit ayant déjà couru qu'il avoit esté tué et mis en pièces. Il exposa au duc de Mercœur tout ce qui s'estoit passé à Marseille, l'assurant au reste que le seul M. de Niozelles lui avoit sauvé la vie... » (*Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 34.)

2. *Mémoire du président d'Oppède*, de février 1660.

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, fo 131. Arrêt du Parlement, du 10 octobre 1659; — *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 34.

4. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 35.

5. Arrêt du Parlement, du 20 octobre 1659. « ... La Cour a ordonné et ordonne que, sur ledit verbal, circonstances et despendances, il en sera informé par Maîtres de Gautier et Guérin, conseillers du Roy, pour les informations rapportées, estre ordonné ce qu'il appartiendra par raison. Enjoint au lieutenant [de sénéchal] d'envoyer par-devers le greffe civil de la Cour la procédure qu'il a faite; ordonne cependant qu'un homme asgé de 60 ans, qui se saisit et emporta le chapeau dudit La Gouvernelle, et celui qui, avec une dague, se vouloit jeter sur lui, tels qu'ils seront indiqués, seront pris et saisis au corps, menés et conduits aux prisons du Palais pour y estre destenus jusques à ce que autrement soit dit et ordonné.... Ordonne encore que les trois consuls et assesseur de ladite ville de Marseille seront ouïs par le lieutenant particulier au siège de ladite ville de Marseille que la Cour a commis sur le fait de ladite audition, auxquels enjoint de nommer ceux des séditeux qu'ils ont connus et qui ont tiré de leurs mains et deschiré les ordres du Roy; et, ce fait, l'un desdits consuls viendra en personne informer ladite Cour de ce qui s'est passé. Leur enjoint, en outre, de tenir la main à l'exécution des ordres du Roy et à ce que ledit de Niozelles ait d'y obéir en 24 heures, autrement, ledit temps passé, estant trouvé dans ladite ville, le faire prendre et saisir au corps, mener et traduire en les prisons du Roy en ceste ville d'Aix à peine de désobéissance. Ordonne que les sieurs de Jouques, chevalier de Bausset, commandeur de Villages, Flotte et Mondésir viendront pour estre ouïs comme tesmoins sur ledit verbal. Enjoint au substitut dudit procureur général audit Marseille de tenir la main à l'exécution du présent arrest et certifie la Cour de ce qu'il aura fait à peine de suspension de sa charge. »

ni prévôt ni huissier qui voulût s'en charger. Le traitement que les affidés de Niozelles avaient fait subir à La Gouvernelle inspirait, en effet, une crainte légitime : tous les officiers subalternes du Parlement n'osaient plus s'aventurer à Marseille, de peur des représailles des amis de ceux contre qui il leur faudrait instrumenter. On dut donc recourir à un expédient. L'arrêt fut mis sous enveloppe à l'adresse du substitut du procureur général à Marseille ou, à son défaut, à l'un des deux juges de la ville. Mais le maître de poste n'osa pas le porter lui-même à l'un de ces destinataires : une femme, qui s'en chargea, ne rencontra aucun de ces trois magistrats et renvoya le paquet à Aix ¹. Il semblait qu'il y eût parmi les habitants de Marseille, et même parmi les magistrats et les officiers du Roi, un concert frauduleux pour soustraire Niozelles et ses complices au châtement qu'ils avaient encouru.

En même temps qu'ils apprenaient l'échec de cette tentative, Mercœur et d'Oppède étaient avertis que, fidèles à un usage auquel tous leurs prédécesseurs s'étaient conformés chaque fois qu'il s'était produit un événement d'une exceptionnelle gravité, les consuls avaient fait partir pour la Cour un messager qui portait au Roi et à ses ministres, avec de véhémentes protestations de dévouement et de fidélité, une relation du fait accompli qui le présentait sous un jour favorable. Un ancien lieutenant des gardes de Mazarin, nommé d'Espagnet, choisi sans doute à dessein à cause des relations qu'il avait dû conserver dans l'entourage immédiat du cardinal, fut chargé d'accomplir ce voyage et de donner de cet événement « les premières impressions à Sa Majesté et à Son Eminence ». Le Conseil des Cent, consulté le dimanche suivant, approuva le choix et ratifia la promesse que les consuls avaient faite à cet envoyé « de lui payer soixante louis d'or pour les frais de sa course ² ».

Comme ils craignaient, cependant, que Mercœur n'ordonnât contre eux quelque mesure de rigueur avant d'avoir reçu les instructions de la Cour, les consuls et le Conseil prirent les dispositions qu'on prenait d'habitude quand il fallait mettre la ville en état de défense. Ordre fut donné aux capitaines de quartiers et à celui de la Bourgade « de faire une garde plus exacte jusqu'au Nouveau Estat », avec la promesse d'une solde extraordinaire de deux pistoles pour chacun d'eux. Il fut aussi prescrit « de tenir un basteau armé à l'entrée du port, pour garder de ce côté-là durant le mesme temps », dit le procès-verbal ³, et, peut-être aussi, pour permettre à Niozelles de s'enfuir aussitôt

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 35.

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 160 v°. Conseil des Cent, du dimanche 22 octobre 1659. — *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 34.

3. Procès-verbal du Conseil des Cent, du 22 octobre 1659.

qu'il pourrait concevoir des craintes sérieuses pour sa sécurité¹.

Ces décisions accentuaient le caractère d'indiscipline et de rébellion de l'acte commis contre La Gouvernelle; elles attestaient l'existence certaine d'une entente entre les consuls, les membres du Conseil et les individus qui s'en étaient rendus coupables. Le ministère devait agir avec la dernière rigueur contre ces criminels, s'il voulait prévenir une catastrophe qui compromettrait à tout jamais le prestige et l'autorité du Roi à Marseille et en Provence. C'est ce que Mercœur et d'Oppède s'efforçaient de faire comprendre à Mazarin, en recourant à tous les moyens dont ils pouvaient disposer pour rendre leur démonstration plus décisive et plus convaincante.

Après avoir obtenu du Parlement, au zèle duquel ils se plaisaient à rendre témoignage², qu'il enverrait à Mazarin une adresse où serait dénoncé le scandale donné par une province où « ceste paix glorieuse qu'il venoit de donner à toute la Chrétienté estoit altérée par des séditeux et des criminels », et où cette Compagnie se déclarait impuissante à remplir « tous ses devoirs si Sa Majesté ne la mettoit en estat d'y pouvoir ce qu'elle a résolu pour le bien de son service³ », Mercœur et d'Oppède avaient chargé La Gouvernelle lui-même de porter leurs messages au cardinal. Ainsi le récit de l'attentat du 17 octobre, entendu de la bouche même de la victime, ferait sur lui une impression plus profonde que celle qu'aurait pu produire la lecture de la relation la plus minutieuse et la plus vivante et le disposerait à sanctionner les propositions qui lui étaient soumises.

« Le lieutenant de mes gardes, qui aura l'honneur de présenter ma lettre à Vostre Eminence, écrivait Mercœur⁴, est témoin de

1. Cette supposition nous paraît admissible si nous nous reportons à cette indication contenue dans une lettre de d'Oppède à Mazarin, dont nous parlerons plus loin. « Nous sommes informés, Monseigneur, de la dernière certitude que beaucoup de parens du sieur de Niozelles le persuadent depuis trois jours de s'en aller en Italie; qu'il a esté inflexible à leurs prières et à leurs persuasions et que sa pensée est qu'il ne peut sortir de ceste affaire et de toute la conduite qu'il a tenue qu'en se faisant considérer à la Cour pour le maistre de ceste ville... Voilà, Monseigneur, ce qu'il est résolu de tenter, et d'autant mieux qu'il croit n'y avoir point de danger pour lui, la partie de la mer lui estant toujours et en tout temps ouverte, laquelle il se résout de prendre en cas que le Roy ne s'arreste point à ces fausses et ridicules desmonstrations et, à cest effet, il a mesme fait passer de l'argent en Italie. » (Lettre à Mazarin, du 21 octobre 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 135.)

2. « Le Parlement fait son devoir sur cest attentat », devait remarquer avec satisfaction d'Oppède dans son *Mémoire* de février 1660; dans le *post-scriptum* de sa lettre du 21 octobre, dont nous donnons la plus grande partie dans la note ci-dessus, Mercœur, de son côté, rend cet hommage à la conduite du Parlement : « Je ne dois pas passer sous silence le zèle et la vigueur que le Parlement a fait paroistre en ceste rencontre. Je suis tesmoin des belles résolutions de ceste Compagnie et je suis tout assuré qu'elle portera la mesme conduite jusques au bout. »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 133. Adresse du Parlement à Mazarin, du 21 octobre 1659.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 97. Lettre de Mercœur à Mazarin,

tout ce qui s'est passé dans ceste ville-là. Sur les ordres du Roy qui appeloient le sieur de Niozelles à la Cour, il a éprouvé en sa personne jusqu'où va la fureur de ces emportés et, avec leurs mains sacrilèges, déchirer en mille morceaux le sacré nom et caractère de Sa Majesté. Les siècles passés ne nous fourniront pas de pareils exemples et on n'a jamais vu dans les divers mouvemens du royaume que les ordres du Roy n'aient pas trouvé de la vénération partout où ils ont paru. Il y a lieu de plaindre ceste ville après cest attentat, mais il y en a beaucoup aussi d'espérer que, ce coup n'estant qu'un effet du désespoir de Niozelles, qui joue de son reste, et une suite de la mauvoise vie de ceux qui le suivent, tous ceux qui n'ont point de part dans ce crime s'éveilleront et feront effort pour prévenir le malheur et le chastiment que cette action mérite. Toutes ces violences ont eu les consuls et Niozelles pour tesmoins et, quoi qu'ils fissent les empressés pour les dissiper, le lieutenant de mes gardes ne laissa pas d'estre bien battu, de voir sa vie en danger et les ordres du Roy mesprisés, foulés et déchirés.

« Mais que Vostre Eminence juge de ce mouvement ce qu'il lui plaira et qu'elle ait la bonté de considérer si on peut douter que tout ne fust concerté, le désordre n'allant pas à un pas de la Maison de Ville et tout le reste de Marseille estant dans la dernière quiétude lorsque ces factieux estoient déchaînés. La foiblesse des consuls a paru dans ceste occasion et le premier ne sçauroit se couvrir, quoi qu'il avance, d'avoir trempé dans ce mouvement impétueux et donné les mains aveuglément à tout ce que l'ambition de Niozelles a pu désirer de son autorité. Pour les autres, on leur peut reprocher avec justice d'avoir manqué de vigueur et relasché de leur zèle. Quoi qu'il en soit, ces violences ne sont soutenues que d'une centaine de misérables gens à tout entreprendre, chargés de crimes et dont la plupart se trouvent condamnés par les arrests du Parlement, sans biens, sans honneur et qui ne hasardent rien par leurs folies. »

Cependant, Mercœur ne voulait pas laisser croire à Mazarin qu'il pouvait n'avoir aucune inquiétude par suite du nombre relativement faible des séditeux. Il lui montrait, au contraire, le danger de leurs manœuvres en lui découvrant qu'ils étoient tous dans la main du cardinal Grimaldi, dont les intrigues avaient réussi à troubler Draguignan et Marseille et menaçaient de s'étendre à toute la province, à moins que le Roi ne se décide à « délivrer le pays d'une personne si opposée à la tranquillité publique. C'est lui, poursuivait Mercœur, qui donne cœur partout et qui a toujours nourri une secrète intelligence avec Niozelles et tous les malintentionnés de la province, à dessein seu-

du 21 octobre 1659. — Un résumé de cette lettre, destiné à être mis sous les yeux de Mazarin ou présenté par lui au Conseil, se trouve aux Archives des Affaires étrangères, France, 1724, 124.

lement de croiser et renverser les affaires du Roy. Je laisse Vostre Eminence sur cest article pour venir à celui de l'énormité du crime commis dans Marseille et prendre la liberté de lui représenter que Sa Majesté y est si outragée qu'on ne peut assez faire pour réparer cest affront et laisser un exemple qu'on apprenne aux siècles à venir qu'il est toujours dangereux de s'en prendre au Roy et mespriser son pouvoir et son autorité. Il ne faut rien lui laisser d'impuni dans ceste province et ce seroit d'une trop mauvoise conséquence si ceste violence n'avoit pas les suites qu'elle doit avoir pour la gloire de Sa Majesté. Je responds à Vostre Eminence qu'il n'y a rien de plus aisé que de réduire Marseille quand mesme elle seroit entièrement unie contre le service du Roy et qu'en l'estat où elle est, divisée et partagée, que l'entreprise ne coustera que la peine de paroistre, les marchands et les honnestes gens ne pouvant pas gouter qu'on les engage malgré eux dans un mauvois pas et qu'on se serve de leurs biens et de leurs facultés pour soustenir une ambition particulière.

« On croit que les consuls et Niozelles ont despesché un courrier auprès de Vostre Eminence et on vient de m'assurer que c'est un nommé Espagnet, qui a eu l'honneur d'estre dans ses gardes. Ce n'est pas assez, s'il me semble, qu'il n'ose pas paroistre; mais elle me permettra, s'il lui plaist, de lui dire que c'est une nécessité pour le bien du service qu'il soit arrêté, leur effronterie allant trop loin d'oser envoyer quelqu'un de leur part après ce qu'ils viennent de faire. Il n'y a plus de sûreté pour ceux qui ont l'autorité dans la province. Cet exemple menace tout le monde et j'y serois peu assuré moi-mesme si je pouvois me résoudre à laisser ceste injure sans réparation. Ainsi poussé par l'intérêt du Roy, celui de la province et par le mien mesme, je travaille à assembler de toutes parts mes amis, la Noblesse et le plus de milice que pourrai pour marcher avant que ce courrier revienne, en sorte qu'on verra dans ceste conjoncture que je ne scaurois paroistre insensible lorsque le Roy est offensé. Il n'y a point de réparation à chercher que dans la force et le chastiment et je ne prends ceste voie que comme absolument nécessaire autablissement de l'autorité.

« Ceste province, qui est à la veille de souffrir des folies de Marseille, implore les bontés de Vostre Eminence et sera ravie de voir appliquer le dernier remède à ses maux. Il est, s'il me semble, plus avantageux que Niozelles se soit expliqué dans ceste action que d'avoir attendu qu'il ait pris le chaperon de gré ou de force, comme il alloit faire, et qu'il se soit emparé ouvertement de l'autorité. Ainsi j'estime qu'il est mieux que nous ayons fait rendre cest ordre et que nous l'ayons mis hors de mesure pour sa prétention et donné une matière bien

ample et bien juste pour remettre dans l'obéissance et chastier tous ces mutins ¹. »

D'Oppède s'était chargé de préciser en des termes plus nets ce qu'il convenait de retenir des événements auxquels avait donné lieu la présence de La Gouvernelle à Marseille, quelles craintes il fallait en concevoir au sujet des desseins de Niozelles, à quels moyens il fallait recourir pour y couper court, enfin, sur quels appuis on pouvait compter à Marseille même et dans le reste de la province pour mener ce projet à bonne fin.

« Les choses, disait-il dans une lettre que La Gouvernelle était aussi chargé de remettre à Mazarin ², les choses en sont venues au point à Marseille que j'avois eu l'honneur de le marquer à Vostre Eminence que, à la réception d'un ordre du Roy, ou le sieur de Niozelles sortiroit de la ville et prendroit la voie d'Italie, ou se précipiteroit dans une folie sans avoir pris ses mesures et dans laquelle il seroit facile de le réduire et de le chastier.

« Je ne m'estendrai point dans un récit qui a fait horreur universellement à tout le monde, puisque M. le duc de Mercœur en informe tout au long Vostre Eminence et que le sieur de La Gouvernelle, qui est le porteur du paquet, est lui-mesme une relation vivante de ce qui lui est arrivé, estant inouï et scandaleux qu'un particulier, à qui un lieutenant des gardes d'un gouverneur rend un ordre du Roy, ait la hardiesse et l'insolence de le faire battre et excéder par les factieux, ses despendans, et fasse déchirer et fouler aux pieds l'ordre du Roy où son nom sacré et son sceau sont apposés. J'avoue à Vostre Eminence qu'il ne s'est jamais rien vu d'égal et que celui qui a souffert, ces jours passés, fort patiemment qu'un misérable sergent lui ait signifié par deux fois ajournement personnel du Parlement ³, se porte de la sorte contre un officier des gardes de M. le duc, porteur d'un ordre du Roy. J'avoue à Vostre Eminence que toute

1. A cette lettre, Mercœur ajouta ce *post-scriptum*. « Du surplus, on peut compter par avance sur la pensée que Niozelles a encore au chaperon. Il est résolu de tenir ferme et se faire considérer comme le maistre de ceste ville-là en s'assurant de toute l'autorité et engageant les choses dans l'extrémité qu'il s'est proposée, se flattant qu'estant en considération il trouvera la mesme indulgence qu'autrefois à Lyon. Il est véritablement maistre du pavé, soutenu de quelques misérables, payés et stipendiés à ses despens. Mais il est aussi certain que les marchands, les bourgeois et le reste de la ville, qui ont horreur pour sa conduite, feront ce qu'ils doivent quand ils verront le bras levé. Que Vostre Eminence n'espère rien d'ailleurs et qu'elle s'assure qu'il n'y a point d'autre vœu pour la réparation de Sa Majesté, Niozelles se roidissant à demeurer contre les sentimens et prières mesmes de ses amis qui l'ont voulu persuader de se retirer en Italie. Mais il s'est expliqué et ne prendra ceste voie que lorsque toutes choses seront désespérées. Mais, cependant, il est très certain qu'il n'oubliera rien pour engager la ville et, qu'à coups de baston ou autrement, il sera consul dans huit jours. »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 135. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 21 octobre 1659.

3. C'est une allusion à la signification faite à Niozelles de l'arrêt d'ajournement personnel rendu contre lui par le Parlement en raison de sa prétendue participation à l'assassinat de Perret.

la prudence humaine ne pouvoit pas prévoir une si grande folie. Nous n'avions garde d'entrer dans ceste appréhension. Nous n'avions tasché qu'à prévenir que l'on ne supprimast l'ordre et qu'il désavouast de l'avoir reçu : ce qui fut cause que l'on le rendit ainsi publiquement. Les choses donc principalement, Monseigneur, qu'il est nécessaire que Vostre Eminence sçache sont :

« Que le sieur de La Gouvernelle a esté bien battu par les assassins et factieux que paie et entretient le sieur de Niozelles ;

« Que l'ordre a esté livré par le premier consul à ces gens-là, après que l'on a vu que le sieur de La Gouvernelle ne le vouloit pas reprendre et que, de suite, cest ordre a esté déchiré et foulé aux pieds ;

« *Que le sieur de Niozelles est le seul auteur de cest attentat ;* qu'il a fait la mesme grimace que les autres me faisoient ici dans l'action du Palais, qu'ils esmouvoient et faisoient la chose et, en mesme, ils me donnoient des desmonstrations et disoient de vouloir périr à mon costé ;

« Que les consuls, par foiblesse ou autrement, ont tenu la mesme conduite ;

« Que le temps d'une heure entière, que l'on fit semblant d'employer pour chercher l'assesseur, fut celui que l'on employa à ramasser ces gens-là ;

« Que le restant de la ville estoit calme et qu'en nul autre endroit on ne soupçonnoit ce qui se passoit à la Maison de Ville ;

« Que toute la Loge, et généralement toute la ville, est au désespoir d'une action si insolente et qu'il n'y a paru que les stipendiés par le sieur de Niozelles.

« Voilà, Monseigneur, la vérité des circonstances qui regardent ceste action.

« Nous sommes informés, Monseigneur, de la dernière certitude que beaucoup des parens du sieur de Niozelles le persuadent depuis trois jours de s'en aller en Italie ; qu'il a esté inflexible à leurs prières et à leurs persuasions, et que sa pensée est qu'il ne peut sortir de ceste affaire et de toute la conduite qu'il a tenue qu'en se faisant considérer à la Cour pour le maistre de ceste ville ; qu'il désire à cest effet se faire eslire consul en quelque façon que ce soit ; qu'il prétend à coup de baston et par force que la ville fasse la mesme desmonstration que lui, afin de tenir en considération la Cour pour que, une seconde fois, comme à Lyon, on prenne la voie de leur accorder ce qu'ils voudront demander. Et, en effet, Vostre Eminence pourra remarquer par le verbal des consuls que tout leur but va à faire connoistre que la sédition a esté grande, bien que personne n'eust branlé dans la ville, et que l'on n'y sceust pas mesme ce qui se passoit dans l'Hostel de Ville par les stipendiés de Niozelles ; que

Niozelles a garanti la vie au sieur de La Gouvernelle bien que l'on n'eust autre dessein que de le maltraiter et lui faire peur comme ils ont fait; et que la présence du sieur de Niozelles dissipa le concours du peuple bien qu'il n'y en eust pas d'assemblée; pour le mieux persuader au sieur de La Gouvernelle mesme, ils le firent sortir par les toits, bien qu'il n'y eust personne à la rue.

Voilà, Monseigneur, ce qu'il est résolu de tenter, et d'autant mieux qu'il croit n'y avoir point de danger pour lui, la partie de la mer lui estant toujours et en tout temps ouverte, laquelle il se résout de prendre, en cas que le Roy ne s'arreste point à ces fausses et ridicules desmonstrations et, à cest effet, il a mesme fait passer de l'argent en Italie. Or, ce qui est de constant, Monseigneur, c'est qu'il est l'aversion de toute ceste ville-là, mais aussi que tous le craignent et qu'il est certain que personne ne se remuera ni ne se déclarera contre lui, s'ils ne voient au dehors de quoi les soutenir et secourir promptement. Vostre Eminence sçait qu'un bourgeois, qu'un marchand ne se résout que difficilement à commettre sa vie avec des perdus et des scélérats qui sont maistres du pavé; mais aussi que, quand ils voient que leurs biens et leurs vies d'un autre costé courent risque et qu'ils hasardent peu ayant du secours proche, ils prennent pour lors résolution et, quoique Messieurs de Marseille disent, ils ne feront rien qu'alors.

« Et partant, Monseigneur, quoique l'on dise à Vostre Eminence, quoique l'on fasse et l'on tesmoigne à Marseille, il est très assuré qu'ils ne feront qu'une desmonstration pour esbranler la Cour : ils publient mesme qu'ils ont une porte assurée pour sortir de cela et de plus, s'ils l'avoient fait, qui est celle de donner de l'argent et ils persuadent à ceux qu'ils tiennent ou en crainte ou en complaisance qu'il n'y a rien à risquer pour eux, puisque leur composition se fera toujours pour de l'argent. Mais au fond, je le répète, Monseigneur, avec vérité, tout cela ira en fumée, si le Roy le veut, sans effort, sans peine et danger. L'année dernière, toute la ville estoit en branle : à présent, il en est autrement; toute la province s'expliquoit pour son intérêt, à présent, tout crie contre sa conduite; ceste ville ici [Aix] estoit plus desbauchée que l'autre; elle est maintenant soumise. Sa Majesté n'y pouvoit toucher sans altérer d'autres desseins plus importants; il semble à présent que Vostre Eminence ait mis les affaires du royaume en estat qu'il n'y auroit ni à hésiter ni à craindre quand mesme Marseille jouiroit de toutes ses forces. Il y a, Monseigneur, une absolue nécessité de la plier; jamais la conjuncture ne fut si favorable; tout se soulève contre ses insolences : le Parlement y donne le branle ainsi que vous verrez, Monseigneur, par ses despesches au Roy et à Vostre Eminence. Je suis obligé de dire que ce Corps sert bien;

il prit hier des résolutions aussi sages et aussi vigoureuses qu'il se puisse; toute la Compagnie a esté unanime dans ses délibérations et n'a pas osé dans sa despesche parler au Roy ni le supplier de nous honorer de sa présence qui seroit un bien doux, bien satisfaisant et bien grand remède à nos maux. Mais tous les gens de bien font des vœux au ciel pour que ce bonheur nous arrive. Au surplus, Monseigneur, soit que la volonté ou les affaires du Roy le portent ou non, Vostre Eminence aura la bonté de considérer où en seroit l'autorité du Roy, quel exemple ce seroit, et combien malheureux seroient ceux que le Roy chargerait de ses ordres, si on pouvoit impunément en user comme ont fait Messieurs de Marseille. »

Malgré ces pressantes sollicitations, Mazarin ne jugea pas à propos de donner l'ordre de réprimer la sédition de Marseille, soit qu'il ne se trouvât pas encore tout à fait édifié sur l'étendue de la faute commise et sur le degré de culpabilité de Niozelles et des consuls, soit qu'il ne pensât pas que les graves affaires, dont il était en train d'achever la conclusion, pussent encore lui laisser le loisir nécessaire pour mener à bien une œuvre aussi délicate que celle qu'il s'agissait d'accomplir. « Le sieur de La Gouvernelle, répondit-il à Mercœur, de Saint-Jean-de-Luz le 5 novembre¹, m'a rendu vos despesches et m'a fait le récit en destail de ce qui lui est arrivé en dernier lieu à Marseille d'où il m'estoit arrivé un courrier en mesme temps que lui. Je réserve à vous faire sçavoir les volontés du Roy plus particulièrement incontinent après mon retour auprès de Leurs Majestés, où j'espère estre au premier jour. *Je vous dirai seulement par avance que vous ne devez rien remuer jusques à nouvel ordre* et vous contenter de fortifier le Parlement dans la résolution où il tesmoigne de continuer hautement sa procédure et faire paroistre en cela son zèle pour l'autorité du Roy et pour le repos de la Province². »

Cependant, Mercœur et d'Oppède n'étaient pas restés inactifs. Réduits à ne recourir à aucune mesure de rigueur ou de contrainte avant d'en avoir reçu l'ordre du Roy, ils avaient pris leurs précautions, afin de pouvoir être en état d'exécuter cet ordre aussitôt qu'il leur aurait été transmis³. En même temps,

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 236.

2. La minute de cette lettre contient cette addition : « Il ne faut rien remuer à Marseille, mais seulement continuer les procédures avec vigueur. Je vous réplique de nouveau que je vous écrirai de Toulouse et qu'après que j'aurai eu l'honneur de voir Leurs Majestés, je vous ferai sçavoir précisément les intentions du Roy et l'on pourvoiera en tout sans plus de délai. Il ne faut pas tenir l'Assemblée jusques à nouvel ordre. »

3. « Cependant, je suis en estat de tout faire et on aura satisfaction si j'ai pouvoir d'entreprendre : toute la province donnera du secours. Le chevalier de Valbelle est desjà aux isles du Chateau d'If avec deux vaisseaux armés et prêts à servir et ceste ville-là tout à fait partagée. Ainsi je ne crois pas qu'il y ait rien qui puisse retenir le bras du Roy.... » (Lettre de Mercœur à Mazarin, 28 octobre 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 141.)

par des pourparlers engagés secrètement par des émissaires sûrs avec certains des chefs du parti prépondérant à Marseille, ils s'étaient efforcés de conjurer ce qu'ils regardaient comme le péril le plus grave auquel cette ville pût être à présent exposée, l'élection de Niozelles au consulat. C'était, d'après eux, le but que poursuivait ce personnage avec d'autant plus de ténacité qu'il y aurait vu le seul moyen de sortir des graves embarras où il s'était mis, en usant du prestige et de l'autorité que lui aurait conféré sa qualité de premier consul de Marseille pour en imposer au Roi et aux ministres et en obtenir son pardon. Ses ennemis lui prêtaient même l'intention d'arriver à ses fins en promettant au ministère une importante somme d'argent qu'il aurait sortie des caisses de la ville, et l'attrait que l'or exerçait sur certains personnages, qui vivaient dans l'entourage immédiat de Mazarin, ne laissait pas d'augmenter les craintes de Mercœur et de d'Oppède au sujet du succès possible de ces manœuvres¹.

Leurs émissaires avaient répandu dans Marseille la nouvelle que le Roi désirait laisser aux citoyens la liberté la plus complète pour l'élection prochaine de leurs magistrats et que, pour sa part, il entendait bien qu'aucune atteinte ne fût portée au Règlement du sort². Pour donner à ces propos plus de consistance, les différents officiers royaux qui résidaient à Marseille et l'évêque lui-même furent invités à s'éloigner de la ville;

1. « Les affaires de Marseille, depuis l'envoi du lieutenant de mes gardes, n'ont pas changé. On ne s'y met guère en peine des résolutions que le Roy peut prendre pour letablissement de son autorité. Les sages voient bien qu'il y a tout à craindre et que l'injure ne doit pas demeurer sans suites. Mais ceux qui sont dans l'engagement de ce crime mesprisent tout ce qui fait peur aux autres et tiennent pour tout assuré qu'il ne leur sera pas difficile de sortir d'affaire par la force d'argent. C'est sur ce fondement qu'ils bastissent tous leurs emportemens. Niozelles n'en fait pas la petite bouche et ne se cache pas d'avoir des amis et du secours pour le tirer d'embarras. C'est pour ceste raison que peut-estre se ferait-il consul, le chaperon le rendant maistre de la bourse publique. Sur quoi, Vostre Eminence me permettra de lui dire, avec tout le respect que je lui dois, que bien souvent il se trouve des personnes parmi ceux qui ont l'honneur de l'approcher trop sensibles à l'intérêt et qui ne se soucient guère de porter les choses en négociation bonne ou mauvoise pourvu que leur compte s'y trouve.... Il n'y a rien à marchander dans l'occasion de Marseille si on veut que ceux qui ont le pouvoir du Roy dans ceste province y soient reconnus, que les gens de bien voient leurs facultés et leurs personnes mesmes en sûreté, que les meurtres et mauvoises actions cessent et que les affaires de Sa Majesté ne soient plus croisées. » (Lettre de Mercœur à Mazarin, du 28 octobre 1659.)

2. « Cependant, dans l'opinion que Niozelles seroit premier consul, le Roy escrivit à La Salle de ne point sortir de Marseille et de s'employer avec ses amis à ce que les consuls se fissent par le Sort avec toute la droiture possible et dans la liberté des suffrages suivant le règlement, ce qui n'estoit pas désagréable à Félix qui estoit l'auteur de ce règlement. » (*Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 35). — A rapprocher de ce passage une lettre écrite par d'Oppède à Mazarin quelques jours auparavant (7 octobre 1659. Arch. des Affaires étrangères. France, 1725, 110 v°). « Le salut de ceste ville consiste à leur tesmoigner que le Roy est bien aise de leur laisser leur liberté en l'eslection consulaire, mais d'en faire sortir Niozelles et, quelque choix qu'il se fasse pour consul, il y faut retablir l'autorité du Roy. »

3. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 35.

ainsi, on ne pourrait pas les accuser d'être intervenus pour essayer de corriger le Sort¹. C'était là une démarche pleine d'habileté à laquelle ne pouvaient pas ne pas être sensibles, malgré leurs sympathies, sinon pour Niozelles du moins pour la cause des libertés municipales dont il s'était fait le champion, les auteurs mêmes du Règlement du sort, les Félix, les Villages et les Valbelles. C'est auprès d'eux qu'intercedèrent les agents de Mercœur. Spéculant sur leurs ambitions personnelles et sur la secrète jalousie qu'ils avaient pour Niozelles, ils les poussèrent à ne pas seconder les vues de celui-ci et à lui disputer le premier chaperon pour eux-mêmes ou pour un de leurs proches. Ainsi réduits à l'impuissance par ces compétitions, ils seraient tous à la merci du gouverneur et du premier président².

Le jour de Saint-Simon arrivé, Niozelles ne trouva pas, en effet, auprès des chefs de son parti, l'appui unanime sur lequel il avait compté et qui lui aurait été indispensable pour réaliser ses desseins. D'un côté, La Salle, fort du concours des Félix et des Valbelles, revendiquait le consulat pour l'un des siens : déjà, son frère, le commandeur Nicolas de Villages, et le chevalier de Valbelle-Montfuron, fils du feu lieutenant de l'Amirauté, avaient réuni une troupe imposante de partisans et les avaient conduits en armes devant l'Hôtel de Ville. Il s'agissait de faire prévaloir soit la candidature de Jean-Baptiste de Villages, le propre fils de La Salle, soit celle de son beau-frère, Armand de Villeneuve. Un autre groupe se prononçait pour Jean-Baptiste de Félix de la Reynarde, que le premier chaperon aurait dédommagé de la captivité qu'il avait subie à Pierre-Scize. Quelques modérés enfin, qui auraient voulu mettre un terme à toute cette agitation dont la ville commençait à souffrir, souhaitaient secrètement que le sort se fixât sur un gentilhomme qui n'aurait eu, ni de près ni de loin, aucune part dans les événements de ces dernières années⁴.

Le nombre des candidats, l'ardeur de leurs partisans dont la méfiance était en éveil à cause des projets prêtés à Niozelles, favorisèrent la régularité des opérations. En présence d'adversaires, ainsi mis sur leurs gardes, Niozelles se résigna à tenter la chance du sort, s'il est vrai, comme on l'en avait accusé et comme il est impossible de l'établir, qu'il ait jamais eu l'intention de se faire acclamer consul par le peuple³. Après

1. « Tous les partis estoient croisés entre eux, et c'avoit esté nostre travail depuis huit jours de les mettre en jalousie des uns des autres, afin que se croisant tous, ils ne puissent rien faire.... » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 28 octobre 1659, Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 150.) — Cf. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 35-36.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 36.

3. C'est d'Oppède qui prête formellement cette intention à Niozelles dans sa lettre à Mazarin du 28 octobre, après avoir déjà auparavant et à diverses reprises fait prévoir au cardinal que c'était là le but secret vers lequel tendait ce personnage, avide de popularité et de distinctions exceptionnelles. Mais aucun autre

l'épreuve de la nomination et celle de la ballotte, son nom fut mis dans la *boîte dorée* avec ceux de ses trois concurrents, Jean-Baptiste de Villages de La Salle, J.-B. de Félix de La Reynarde, et Antoine de Candolle. C'est le nom de celui-ci qui en sortit, « sans fraude, remarque d'Oppède ¹, parce que chacun des autres l'a empêchée, d'autant qu'ils estoient en jalousie les uns des autres ». Cette opération terminée, non sans avoir causé quelque surprise, voire même un léger tumulte, car quelques-uns des assistants déçus demandaient qu'il n'en fût pas tenu compte ², on désigna les deux autres consuls, Pierre Gueydon et Barthélemy Couzinery, et l'assesseur, l'avocat Marc-Antoine Reynaud. Puis, l'Assemblée, qui avait repris son calme, procéda paisiblement à l'élection des autres officiers municipaux ³.

La nouvelle de cette élection satisfait d'abord Mercœur et d'Oppède ⁴. Le premier consul, il est vrai, leur était inconnu, mais, pour cette raison même, ils avaient confiance en lui; sachant qu'il était jusqu'à présent resté étranger aux querelles et aux troubles qui avaient agité la ville, ils croyaient pouvoir espérer qu'il y rétablirait l'ordre et la paix. « Tout ce que l'on peut dire, Monseigneur de cest homme, faisait remarquer à Mazarin le premier président ⁵, c'est que M. le duc ni moi ne le connoissons point et, partant, Vostre Eminence peut juger par là qu'il a vécu fort retiré de toutes choses. En effet, on dit qu'il n'est de nul parti, à tout le moins à en despendre, et on

document contemporain ne permet d'établir la véracité de cette assertion formulée en ces termes : « Le sieur de Niozelles, nonobstant ses préparatifs, n'a pas osé se faire proclamer consul par le peuple, parce que tous les partis s'estoient croisés entre eux. »

1. Lettre à Mazarin, du 28 octobre 1659.

2. « Le sort divulgué, il y a eu grand bruit, et comme c'est un homme, à ce que l'on dit, de nul parti, on vouloit le destituer. Les gens qui vouloient l'ordre l'ont empêché et n'ont pas voulu souffrir ceste insulte. » (Lettre d'Oppède à Mazarin, du 28 octobre.)

3. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f°s 170 v°-172. Séance du Conseil des Trois-Cents, des 26-28 octobre 1659; — *Ibid.* *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre des consuls au duc de Mercœur, du 28 octobre 1659 : « Nous sommes obligés de faire sçavoir à Vostre Altesse comme nous avons commencé aujourd'hui de procéder à la création de nostre Nouveau Estat aux formes ordinaires du sort, le plus paisiblement qu'on ait jamais fait et au gré de tout le public, ainsi qu'elle apprendra plus particulièrement de la bouche du sieur de Mondézir. » — Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 141. Lettre de Mercœur à Mazarin, 28 octobre 1659; — *Ibid.*, 150. Lettre d'Oppède à Mazarin, du même jour; — *Ibid.*, 153. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 4 novembre 1659. — *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 36.

4. « Dans ce moment, je viens d'apprendre que nos soins ont réussi », ajoutait Mercœur en *post-scriptum* à sa lettre à Mazarin du 28 octobre, en lui annonçant l'élection de Candolle dont la nouvelle venait de lui arriver. « Je ne connois encore ni sa personne ni ses talens », ajoutait-il en parlant du nouveau premier consul et en renvoyant à plus tard l'opinion qu'il aurait à formuler pour son compte. Quelques jours après, le 4 novembre, mieux informé, sans doute, « il se félicitoit à nouveau d'une eslection faite sans fraude », qui avait écarté Niozelles du pouvoir et y avait amené des hommes qui « sont dans la commune opinion d'estre des gens de paix et de repos ».

5. Lettre du 28 octobre 1659.

croit qu'il portera les choses à l'obéissance et à l'ordre. Dieu, par ce sort, a commencé : c'est à Votre Eminence d'achever et, à présent, l'on peut assurer Vostre Eminence que, sans troupes, la seule présence du Roy fera dans Marseille tout ce qu'il désirera et, puisque le premier consul est tel que l'on nous despeint, on peut assurer que l'on n'en viendra pas aux extrémités. » D'Oppède, cependant, ne pouvait pas s'empêcher d'exprimer la crainte que le nouveau premier consul ne fût « trop foible » de caractère pour mener à bien l'œuvre qu'on attendait de lui. Il ne faisait, d'ailleurs, à cet égard qu'une brève réserve, s'en remettant à plus tard d'exprimer une opinion définitive sur le personnage. De Piles, mêlé de plus près que lui à la vie de Marseille, et, pour cette raison, plus à même d'avoir des informations plus nombreuses, plus complètes et plus exactes, devait bientôt fournir au premier président et à Mazarin les éléments d'un jugement plus véridique, que les événements ne devaient pas démentir. Pour lui malgré la présence de Candolle à la tête du consulat et à cause de cette faiblesse de caractère que d'Oppède avait soupçonnée dès le premier jour, l'Hôtel de Ville était encore aux mains des amis de Niozelles et les consuls continueraient à être leurs instruments dociles¹. On eut vite fait de s'en apercevoir.

Aussitôt entré en charge, Candolle et ses collègues avaient informé Mercœur de leur élévation, en protestant auprès de lui des bons sentiments de respect et d'obéissance qui les animaient et de leur désir de « soumission aux volontés du Roy². » Peut-

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 151. Lettre de Piles à Mazarin, du 3 novembre 1659. « Vostre Eminence m'a toujours fait l'honneur de me témoigner d'agréer que je lui donnasse compte de ce qui se passeroit de plus véritable et important dans la ville de Marseille. Je prendrai donc, s'il vous plaît, Monseigneur, la liberté de dire à Vostre Eminence, quoiqu'elle puisse déjà avoir su ce qui est de leur Nouveau Estat, que l'eslection en ayant esté faite par le sort, c'a pourtant esté avec tout l'accommodement que les factieux y ont pu ajouter, ce qui les a d'autant plus surpris et estonnés que, contre leur espérance, le premier chaperon est tombé sur M. de Candolle, personne que j'ai toujours reconnue très bien intentionnée et qui n'a jamais paru à ce que j'ai pu voir dans aucun intérêt particulier, passant pour un fort homme d'honneur, mais peu accredité, de peu de force, sans aucune suite dans la maison et n'ayant peut-estre pas bien toutes les parties nécessaires pour faire valoir son pouvoir; — le second, sur le sieur Gueydon, des plus fascheux aussi bien que toute sa famille et tout à fait attaché dans le parti de ceux qui ne se sont pas toujours bien conduits; — et le troisieme sur le sieur Couzinery, honneste marchand, lequel n'a guère paru dans aucun intérêt particulier, à mon opinion pourtant plutost dans le mesme parti du second consul. De sorte, Monseigneur, que, si Vostre Eminence me permet d'ajouter mes petits sentimens à ce véritable recit, je ne vois pas encore les choses bien disposées à une meilleure conduite que autrefois, puisque l'autorité demeure toujours à ceux qui sont si souvent tombés dans des défaits et des crimes sans en estre purgés. Et ce qui me paroist encore de pis, Monseigneur, c'est que j'ai peur que dans toutes les apparences qu'on donne dans ces commencemens de se vouloir ranger dans le devoir, il n'en réussisse pas ce que je souhaiterois pour le service du Roy et ainsi que leur pauvre ville tombe toujours dans de plus grands manquemens à obliger Sa Majesté à faire de grands exemples.... »

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I. Lettre au

être étaient-ils sincères : au même moment, en effet, ils formaient le projet de ménager une réconciliation générale entre tous leurs concitoyens engagés dans les querelles des années précédentes et souhaitaient voir de Piles prendre en mains cette négociation délicate¹. Mais les choses maintenant étaient trop avancées pour qu'il fût possible à chacune des factions en présence de faire à sa rivale les concessions qui auraient rendu un accommodement possible. D'ailleurs, Mercœur n'entendait pas laisser aux nouveaux consuls le temps d'entamer de nouveaux pourparlers. Certes, il avait agréé leurs protestations d'obéissance mais, à son avis, « il falloit plus que cela pour la réparation de Sa Majesté »². Il maintenait donc les précautions qu'il avait prises, persistait à solliciter de Mazarin l'ordre d'agir vigoureusement pour punir l'injure faite à son lieutenant des gardes, qu'il ressentait comme si elle eût été faite à lui-même, et s'appropriait à exiger des nouveaux magistrats qu'ils lui livrassent Niozelles³.

Il venait de recevoir un ordre du Roi, donné à Toulouse le 19 octobre et adressé aux consuls de Marseille, qui leur prescrivait de faire sans délai partir Niozelles pour la Cour et de s'assurer de sa personne s'il prétendait s'y soustraire⁴. Usant de

duc de Mercœur, 1^{er} novembre 1659. « Après avoir reçu les marques consulaires avec des acclamations qui vont au delà de nos mérites, sans perdre un moment de temps, nous vous envoyons ce gentilhomme pour vous assurer de nos très humbles respects et obéissances, et que la règle de toute nostre conduite sera toujours la soumission aux volontés du Roy et à celles de Vostre Altesse. »

1. C'est l'*Histoire des troubles de Marseille* (II, v, 39) qui prête cette intention aux nouveaux consuls. Ceux-ci en auraient fait part à Mercœur, en le priant d'avoir la patience d'attendre le succès de leurs démarches. « Ils supplioient très humblement Son Altesse de considérer qu'ils ne faisoient que d'entrer dans leurs charges et qu'avec un peu de patience ils pourroient mieux servir; que tous ceux du parti contraire, qui, jusqu'alors, estoient demeurés hors de la ville, y estoient revenus; qu'ils se promettoient de réunir les esprits et donner lieu à Son Altesse d'écrire en faveur d'une ville qui lui seroit à l'avenir tout à fait soumise. » Un *post-scriptum* à la lettre de Piles, du 3 novembre, confirme ce renseignement de l'*Histoire des troubles* : « On m'a assuré, Monseigneur, que les deux partis dans la ville de Marseille, parloient fort de s'accommoder et qu'on me vouloit prier d'en estre intermédiaire. Mais je crois la chose très difficile sans les ordres du Roy fort absolus et les commandemens de Vostre Eminence qui me seront toujours très nécessaires et sans lesquels je n'ai rien à faire. »

2. Lettre à Mazarin, du 4 novembre 1659. (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 153.)

3. *Ibid.* « Le retardement du lieutenant de mes gardes me persuade que Vostre Eminence fait travailler aux ordres nécessaires pour la réparation de ce qui a paru d'insolence dans la ville de Marseille. Il est à souhaiter que le Roy s'explique en maistre pour le restablissement de son autorité et la force à la main et que ce gentilhomme revienne avec ses volontés dans l'exécution desquelles j'aurai la gloire de faire remarquer qu'il y a peu de fidélité et de chaleur dans le royaume esgale à la mienne. Cependant, les choses sont ici en l'estat que j'ai eu l'honneur de marquer à Vostre Eminence, prest à marcher, la Noblesse toute disposée, le chevalier de Valbelle aux isles du Chateau d'If avec deux bons vaisseaux et toute la province en volonté de nous seconder, en sorte que, les hommes estant prests et mesme commandés, on n'attend plus que les résolutions de Sa Majesté et celles de Vostre Eminence. Voilà en quel estat nous sommes ici. »

4. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 37.

ruse pour le faire parvenir à ses destinataires¹, le gouverneur put constater bientôt que les nouveaux consuls seraient entraînés, de gré ou de force, à persévérer dans la politique de rébellion où leurs prédécesseurs s'étaient engagés. Candolle et ses collègues, il est vrai, essayèrent de le convaincre de leur bonne foi, le suppliant d'user de patience, lui promettant en retour de travailler à une réconciliation générale de leurs concitoyens dont la conclusion permettrait de donner pleine et entière satisfaction au Roi. Le capitaine du quartier Saint-Jean, François de Caze fut chargé d'aller à Aix lui en porter l'assurance. Le duc ne voulut pas l'entendre : il lui fit dire par son secrétaire qu'il n'aurait plus de relations avec les consuls de Marseille tant que Niozelles n'aurait pas obéi².

Sans se laisser décourager, les consuls firent partir pour Aix deux nouveaux députés, choisis parmi les personnages les plus considérables de la ville, un ancien consul, Antoine de Moustier, et l'avocat Ambroise Cornier. Ils comptaient que le duc aurait égard à la naissance et à la qualité de ces envoyés et que, pour cette raison, il leur ferait un meilleur accueil. Mercœur, en effet, ne crut pas pouvoir leur fermer sa porte. Mais, quand il les eut admis en sa présence, il refusa de recevoir la lettre des consuls qu'ils lui présentaient, puis, alléguant à son tour l'impuissance où, de leur propre aveu, leurs magistrats se trouvaient réduits pour contraindre Niozelles à l'obéissance, il les congédia en leur donnant « l'ordre de dire à leurs consuls que, puisqu'ils estoient sans pouvoir, il estoit juste que le Roy se mist en estat de leur faire retrouver leur autorité ». Ajoutant ensuite à la confusion où les avait mis cette réponse, il apostropha Ambroise Cornier, juge des terres de l'abbaye de Saint-Victor, dont Mazarin lui-même était l'abbé, et lui reprocha en termes violents d'avoir oublié les obligations qu'il devait au cardinal en prenant ainsi parti pour des factieux³.

1. Mercœur semble avoir remis cet ordre (en même temps qu'une lettre qu'il avait écrite aux consuls où il les adjurait, au nom de leur intérêt, de ne pas tarder plus longtemps à exécuter les volontés du Roy), à un envoyé secret qui mieux qu'un de ses officiers pourrait déjouer la surveillance des Marseillais et s'acquitter ainsi plus facilement de sa mission. Ce personnage revint à Aix, prétendant s'en être acquitté, mais sans rapporter la réponse des consuls : il n'avait pas « cru devoir exposer sa vie pour l'attendre », rapporte Mercœur lui-même. (Lettre à Mazarin, du 4 novembre.) Bien qu'il eût assuré « avoir remis sa despesche au premier consul, chez lui et en bonne compagnie », il est vraisemblable qu'il ne fit pas cette démarche en personne et que, comme le rapporte l'*Histoire des troubles de Marseille* (II, v, 38), il en chargea à son tour une jeune femme inconnue qui profita de la visite, que quelques dames de la ville faisaient au premier consul, pour s'introduire auprès de lui et lui remettre, sans attirer son attention, le paquet que Mercœur lui avait adressé.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 356 v°. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 11 novembre 1659. — Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 11 : Conseil des Cent du 23 novembre 1659; — *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 39.

3. Lettre de Mercœur à Mazarin du 11 novembre; — *Délibérations du Conseil*, Reg.

Ce fut le signal de la rupture. Mercœur et d'Oppède, en effet, étaient maintenant assurés que les dernières hésitations de la Cour étaient tombées et qu'ils seraient bientôt en possession de l'ordre de contraindre par la force Marseille à l'obéissance. Une lettre de Mazarin leur en avait porté la nouvelle : ils n'avaient plus qu'à tout préparer pour en rendre l'exécution facile et prompte¹. D'Oppède suggérait même au cardinal les moyens d'y faire participer la province, sans qu'il en coûtât rien au Roi et sans que les Provençaux pussent en prendre de l'ombrage². D'ailleurs, la Provence était maintenant paisible : les factieux de Draguignan étaient tenus en respect par le régiment que Mercœur avait envoyé occuper cette ville³ et les turbulents du reste du pays étaient réduits au silence par le récent exil du comte de Carcès à Reims⁴. Seul, le cardinal Grimaldi manifestait toujours quelques mauvaises intentions, mais quel mal pourrait-il faire, privé de ses principaux lieutenants et abandonné du plus grand nombre de ses partisans⁵ ?

Cependant, Niozelles résistait encore. En vain, ses parents et ses amis essayaient de le convaincre de l'inutilité de sa résistance et cherchaient à le persuader de se soumettre ou de s'en-

n° 60, f° 11 ; — *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 39-40 ; — Cf. la lettre de d'Oppède à Mazarin du 11 novembre 1659 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 159).

1. Dans une lettre à Mazarin, du 15 novembre 1659 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 161), Mercœur dit qu'il attendra la décision que prendra le Roi et que le cardinal lui annonçait dans sa lettre écrite de Saint-Jean-de-Luz, le 5 novembre (voir plus haut, p. 758, note 1), en engageant le Parlement à poursuivre avec zèle et dévouement ses procédures, « en sorte que, lorsque le Roy se sera expliqué et que les intentions de Vostre Eminence nous seront connues, les choses seront bientôt par les soins de ceste Compagnie et par les miens où elle pourra souhaiter ».

2. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 11 novembre 1659. « ... Je ne puis sçavoir, Monseigneur, quelles résolutions prendra Vostre Eminence. Mais, comme je ne lui dois rien celer de ce qui peut estre utile au service, j'ai eu une pensée qui peut servir en cas que Vostre Eminence jugeast qu'il fust nécessaire d'envoyer des troupes pour Marseille. C'est qu'il faudroit que les ordres portassent que l'avance pour leur subsistance seroit faite par la province pour lui estre remboursée par la ville de Marseille et qu'à cest effet il lui seroit permis d'arrester ses effets partout où ils seroient. En premier lieu, cela semble juste que la province, qui est innocente, ne souffrist point pour Marseille qui n'est point du Corps de la province et qui, comme terre adjacente, ne contribue point à ses charges ; et nous avons l'exemple, quand il fallut prendre les Baux, parce qu'il est terre adjacente, la province le fit condamner au remboursement de ceste despense ; mais, en second lieu, la chose seroit utile au Roy car, comme la province auroit son remboursement sur Marseille, Sa Majesté seroit en estat de tirer le mesme secours de la province que s'il n'y fust pas entré des troupes. Vostre Eminence en prendra ce qu'elle trouvera bon. »

3. Dans sa lettre du 11 novembre, Mercœur rend compte à Mazarin des bons effets de la présence à Draguignan de M. de Chambelli avec une partie de ses troupes : « La ville et presque toute la contrée, ajoute le duc, se sent de sa vigueur et sage conduite ». D'Oppède confirme ce renseignement dans sa lettre du même jour.

4. Dans cette même lettre, du 11 novembre, Mercœur constate encore la bonne impression produite par l'ordre expédié au comte de Carcès (le marquis de Gordes), « de se retirer à Reims. Nos tribuns et nos factieux, ajoute-t-il, en tirent de mauvaises conséquences pour leurs factions et Marseille mesme y trouve matière d'estonnement. » — Cf. la lettre de d'Oppède, du 11 novembre.

5. Lettres de Mercœur et de d'Oppède à Mazarin, du 11 novembre.

fuir. Il s'y refusait avec de fières paroles¹ et les consuls se croyaient engagés d'honneur à le soutenir jusqu'au bout. Puisque Mercœur ne voulait plus les entendre, ils s'adresseraient à Mazarin. Ils se flattaient de trouver parmi les familiers du cardinal quelque complaisant qui trouverait grâce pour eux auprès de lui. Ils écrivirent donc cette lettre au cardinal, auprès de qui ils pensaient avoir un intercesseur autorisé en la personne de son premier barbier et chirurgien, Barnouin².

« A l'entrée de nos charges, disaient-ils³, nous nous sommes donné l'honneur d'écrire à Vostre Eminence pour l'assurer de nos très humbles respects et nostre parfaite et aveugle obéissance et que le but de tous nos desseins et de toutes nos pensées sera toujours d'embrasser puissamment le service du Roy. Dans la suite, nous avons cru du devoir de nos charges d'employer tous nos soins et toutes nos forces pour trouver les moyens de donner le calme et le repos à ceste ville par une véritable et parfaite union. Pour cest effet, nous aurions envoyé à M. le duc de Mercœur, nostre gouverneur, le sieur de Caze, l'un de nos capitaines, pour le prier très humblement, par un effet de sa bonté ordinaire, de nous procurer ce repos que nous souhaitons avec impatience. Mais nous avons esté si malheureux que nostre député n'eut ni le bien de lui parler ni mesme la liberté de l'aborder. A son retour, ayant examiné nostre conduite, que depuis que nous sommes en charge nous n'avons jamais manqué au respect que nous lui devons, cela nous mit hors de crainte et crusmes encore estre obligés d'avoir recours à sa bonté et de lui envoyer les sieurs de Moustier et de Cornier, qui furent plus heureux que le premier, en ce qu'ils eurent le bien de l'aborder, l'honneur de lui parler et faire sçavoir nos intentions, n'ayant voulu recevoir ni des uns ni des autres les lettres toutes pleines de respect que nous nous sommes donné l'honneur de lui écrire, mais malheureux de n'avoir rien pu obtenir de ce que nous espérions par les mauvais offices qu'on nous a rendus avec injustice auprès de lui. Et, parce que nous estimons n'y avoir rien qui ne fust très juste en nos demandes, nous avons

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 37.

2. Les lettres que Candolle et ses collègues avaient écrites, le 4 novembre, au Roi, à Mazarin et au comte de Brienne fils pour leur faire part de leur élection et de leur entrée en charge, avaient été réunies par eux dans un paquet adressé à « M. de Barnouin, premier barbier et chirurgien du Roy et de Son Eminence, en Cour, avec prière de le rendre en mains propres de Son Eminence et avec des remerciemens pour les services qu'il a rendus à la ville et l'intérêt qu'il porte à ce qui la regarde ». Voir Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance d's consuls*, Reg. I. Lettre du 4 novembre 1659. — Rappelons que, dans une lettre écrite quelques jours auparavant (Cf. ci-dessus, p. 759, note 1), Mercœur met en garde Mazarin contre la tentation à laquelle succombent trop souvent des personnes « qui ont l'honneur de l'approcher, trop sensibles à l'intérêt », de « porter les choses en négociations bonnes ou mauvaises, pourvu que leur compte s'y trouve ».

3. Lettre à Mazarin, du 18 novembre 1659 (Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance des consuls*, Reg. I).

recours à Vostre Eminence, à laquelle nous nous adressons pour avoir l'honneur de sa protection, puisque nous voulons despendre absolument de ses commandemens, et la supplions très humblement de faire connoître à M. de Mercœur qu'elle désire qu'il nous soit favorable dans les justes demandes que nous lui faisons de nous croire ses très humbles serviteurs. »

Déjà, avant de recevoir cette lettre, Mazarin avait fait savoir aux consuls à quelles décisions il s'était arrêté dans une réponse à l'avis de leur élection et de leur entrée en charge que Barnouin lui avait transmis de leur part. « Je n'ai rien à répliquer à la lettre que vous m'avez écrite pour me donner part de vostre consulat, si ce n'est que je suis bien aise que vous soyez en place pour pouvoir confirmer par les effets ce que vous me dites de vostre zèle pour le service du Roy. J'avois retenu jusques ici l'envoyé que vos prédécesseurs en charge me despeschèrent ensuite de l'insulte qui fut faite à Marseille dans l'Hostel de Ville mesme à M. de La Gouvernelle, porteur des ordres de Sa Majesté, espérant que je pourrois enfin trouver quelque biais pour excuser ce qui s'est passé en ceste malheureuse occasion. Mais je vous avoue franchement qu'après y avoir bien pensé je n'ai osé l'entreprendre et je ne vous célerai pas aussi que, quand je l'eusse fait, cela n'eust servi de rien, chascun trouvant l'action si scandaleuse et si criminelle en toutes ses circonstances, et, qui plus est, le Roy en estant indigné à tel point qu'il n'y a personne qui ne juge que son autorité, son service, ni le bien de la province, ni le repos de Marseille mesme ne permettent pas qu'un tel attentat, qui est une suite de beaucoup d'autres, puisse demeurer impuni¹. »

Maintenant, Marseille n'avait plus qu'à subir le châtiment qu'il plairait au Roi de lui infliger, que Mazarin n'avait plus de raisons de retarder, et auquel l'avaient exposée l'imprévoyante légèreté et la suffisance turbulente de quelques-uns de ses principaux gentilshommes. Ceux-ci n'avaient pas compris que l'heure était passée pour une aristocratie municipale, quelles que pussent être l'ancienneté et l'authenticité de ses privilèges et de ses franchises, de troubler le repos d'une ville considérable, de mettre en péril la fidélité d'une province frontière et de tenir toujours en échec l'autorité des représentants du roi de France.

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 239. Lettre de Mazarin aux consuls, datée de Toulouse, 25 novembre 1659. Cette lettre est reproduite dans *l'Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 40; elle y est datée du 13 novembre 1659, ce qui doit être la date véritable puisque, nous le verrons au chapitre suivant, son arrivée à Marseille provoqua des décisions prises entre le 20 et le 23 novembre au plus tard.

CHAPITRE VI

LE CHATIMENT DE MARSEILLE

- I. MAZARIN DÉCIDE DE CONDUIRE LOUIS XIV EN PROVENCE ET DE FAIRE PROCÉDER AU CHATIMENT DE MARSEILLE. — II. SUPRÊME TENTATIVE DE DÉFENSE DES MARSEILLAIS : TROIS DÉPUTÉS SONT ENVOYÉS A LA COUR, A TOULOUSE; LES MINISTRES REFUSENT DE LES RECEVOIR ET DE LES ENTENDRE. — III. ARRIVÉE DU ROI EN PROVENCE : SON PREMIER SÉJOUR A ARLES; LES CONSULS ET LES DÉPUTÉS DE MARSEILLE NE SONT PAS ADMIS AUPRÈS DE LUI; ANGOISSES DE LEURS CONCITOYENS. — IV. LE ROI ET LA COUR A AIX : LES DÉCISIONS DU CONSEIL DU ROI ET LA MISSION DE MERCŒUR A MARSEILLE. — V. L'OCCUPATION MILITAIRE DE LA VILLE; LA CONSTRUCTION DE LA « CITADELLE ROYALE »; L'INFORMATION ET L'ARRÊT DE LA CHAMBRE EXTRAORDINAIRE DE JUSTICE : CONDAMNATION DE NIOZELLES; EXIL DES PRINCIPAUX CHEFS DE SON PARTI. — VI. LOUIS XIV ENTRE A MARSEILLE PAR LA BRÈCHE : IL Y PUBLIE UN NOUVEAU RÈGLEMENT MUNICIPAL. — VII. LE RÈGLEMENT DE 1660 : SES PRINCIPALES DISPOSITIONS; SON CARACTÈRE. — VIII. CONCLUSION.

En annonçant l'intention du Roi de punir la rébellion de Marseille, Mazarin ne cédait pas seulement au désir de mettre fin par un acte de rigueur à une agitation coupable qui n'avait que trop duré et qui, en se prolongeant, aurait risqué de compromettre la paix de toute une province il se rendait encore aux instances répétées et pressantes de Mercœur et de d'Oppède. Depuis longtemps, en effet, le premier président, fort de sa connaissance du caractère et du tempérament des Provençaux, ses compatriotes, cherchait à convaincre le cardinal de la nécessité de frapper Marseille et du peu de peine que l'on aurait à procéder à cette exécution.

« Vostre Eminence se souviendra, s'il lui plaist, avait-il écrit dès le mois de décembre 1658, en rappelant à Mazarin quelle avait été son attitude à Lyon en face des protecteurs de Mar-

seille¹, que je m'offris, en cas que ce fust la volonté du Roy de venir, d'aller exécuter *moi tout seul* ses ordres dans Marseille, avant qu'il entrast dans la province et *je l'eusse fait avec sûreté et certitude*. J'en dis encore de mesme et je les exécuterai tous dans Aix et Marseille, si toute espérance de négociation leur estoit ostée et qu'ils crussent effectivement la venue du Roy et leur chastiment prest. »

Cette opinion n'avait pénétré que fort lentement dans l'esprit de Mazarin. C'est en vain que d'Oppède avait voulu lui persuader que ses intérêts particuliers se confondaient en cette occasion avec ceux du Roi et lui avait représenté que ces gentilshommes marseillais, en révolte ouverte contre le gouverneur de la province et ses auxiliaires les plus proches, entretenaient de secrètes intelligences avec ses propres ennemis et le cardinal de Retz lui-même². Pendant de longs mois, le premier ministre avait réservé sa décision. On eût dit qu'il lui en coûtait de retirer sa protection à une ville et à une noblesse dont il avait eu l'occasion d'éprouver l'utile dévouement et dont l'esprit d'indépendance, que d'Oppède déclarait maintenant insupportable, lui avait été naguère d'un secours si précieux en les entraînant à embrasser sa cause contre celle de leur gouverneur, le comte d'Alais.

Cependant, d'Oppède ne se lassait pas. Il ne cessait pas, en effet, dans chacune de ses lettres, d'insister auprès de Mazarin pour lui faire adopter le plan qu'il avait conçu depuis longtemps et dont l'exécution permettrait de mettre promptement Marseille à la raison. « Quand Vostre Eminence y voudra prendre ses résolutions, écrivait-il un jour³, il n'est rien de si aisé. Mesme il ne faut pas s'en prendre au gros de la ville, mais aux particuliers qui la plongent dans la désobéissance. Je n'ai pas esté cru, Monseigneur, quand j'ai dit que Marseille n'est à craindre qu'autant qu'on le veut. *Nous en connoissons parfaitement le fort et le foible*; quand Vostre Eminence le voudra, on les réduira bien à la raison et à l'obéissance, et j'estime cela

1. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 19 décembre 1658 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 273).

2. A différentes reprises, en effet, nous avons eu déjà l'occasion de constater l'effort fait par d'Oppède pour persuader à Mazarin que les chefs de la sédition marseillaise pourraient bien être les agents du cardinal de Retz, dont le père avait résidé à Marseille en qualité de Commandant des galères et s'était créé par ce moyen des relations étroites avec quelques familles de l'aristocratie marseillaise. D'Oppède oubliait, d'ailleurs, en se livrant à ces insinuations, qu'il s'était donné d'avance un démenti à lui-même, en écrivant à Mazarin le 16 mai 1656 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1719, 504) : « Cela me faisoit appréhender qu'il n'y eust quelque intelligence ou correspondance des vieux amis de la maison de Retz avec les factieux et mal intentionnés de l'Estat. Mais, après avoir vu la lettre que les consuls m'ont escrite et sçu de mes amis particuliers que ceste ville est fort bien disposée et que *ceste maison de Retz n'y a pas un seul ami*, j'ai mon esprit plus en repos. »

3. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 10 juin 1659 (Arch. des Affaires étrangères France, 1723, 545).

si nécessaire que je soutiens l'autorité du Roy y estre pour toujours anéantie si on ne le fait... C'est une ville qui se conduit toujours par les derniers exemples : quand il y a un châtiment, elle l'apprehende cinquante années durant. Si elle reste sur l'impunité, la mesme espérance la fera tomber un jour dans quelque désordre funeste à eux et à l'Estat. »

Tout le monde s'accordait pour reconnaître avec d'Oppède la nécessité de châtier Marseille. De leur côté, en effet, Mercœur et de Piles n'avaient pas cessé d'avertir Mazarin que l'autorité du Roi serait à tout jamais compromise dans cette ville s'il n'était ordonné de sévères mesures de répression¹. Cependant, ni le gouverneur de Provence ni celui du château d'If n'admettaient, comme semblait le faire le premier président, qu'il suffirait d'une exécution militaire pour en finir à tout jamais avec l'agitation qui troublait la ville. Dès le mois d'avril 1659, de Piles parlait de l'obligation où il craignait de voir le Roi de chercher et d'appliquer « les remèdes nécessaires pour le maintien de son autorité² ». Quant à Mercœur, plus explicite, il ne cessait de s'en prendre aux institutions municipales elles-mêmes auxquelles, à son avis, il faudrait résolument s'attaquer si on voulait ramener pour toujours le calme dans Marseille et, partant, dans la province. « Comme j'ai eu l'honneur de faire desjà voir à Vostre Eminence qu'elle ne devoit aucunement s'inquiéter de la conduite de ceste ville-là, écrivait-il le 14 avril 1659³, je soutiens encore ce mesme sentiment et qu'elle ne scauroit dans l'estat présent de la province engager un seul village ni faire aucun préjudice aux affaires générales, à moins que la campagne prochaine eust quelques fascheuses suites, auquel cas je conçois assez leur mauvoise volonté pour oser assurer Vostre Eminence qu'ils feroient tous leurs efforts pour brouiller et renverser le repos public et se mettre en estat de demander et pouvoir espérer telle grâce qu'ils voudroient. Sur cela, elle peut, s'il lui plaist, considérer combien il est dangereux de laisser ceste ville-là dans sa liberté. » A quelques jours de là, le duc revenait encore sur cette idée : « Quoi qu'ils fassent, disait-il⁴, les choses iront avant et Vostre Eminence doit estre en repos qu'il n'y sera rien oublié pour restablir l'au-

1. Cf. notamment les lettres de Piles à Mazarin, du mois d'avril 1659, que nous avons citées au cours du chapitre précédent, diverses lettres de Mercœur, en particulier une lettre du 6 mai 1659 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 511) et ce passage d'une lettre qui paraît avoir été écrite le 7 octobre 1659 et nos le 7 septembre, comme l'indique inexactement le classement (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 107) : « Pour Marseille, on trahiroit ce qu'on doit au service de Sa Majesté si on disoit à Vostre Eminence que le retour de ceste ville peut venir d'ailleurs que d'un coup d'autorité. Le mal a pris racine et il faut un remède fort pour y appliquer. Il y a longtemps que je suis dans ce sentiment et dans la disposition d'exécuter ce qui me sera ordonné de sa part. »

2. Lettre du 15 avril 1659 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 486).

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 481.

4. Lettre du 29 avril (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 502).

torité du Roy, qui sera toujours foiblement établie *tant que Marseille continuera à vouloir passer pour ville libre.* »

Dans ce même moment, d'Oppède poursuivait la réforme du Règlement municipal d'Aix, dans le but de diminuer la part prépondérante qu'il faisait à la noblesse dans l'administration de la ville et dans celle de la province. Il était sur le point d'aboutir¹ et peut-être songeait-il déjà à obtenir de Mazarin qu'une réforme analogue fût accomplie à Marseille. Toutefois, il ne se prononçait pas encore à ce sujet aussi catégoriquement que Mercœur. Celui-ci, prince du sang, allié à Mazarin dont les intérêts se confondaient avec les siens propres, devait rechercher et préconiser tous les moyens susceptibles de sauvegarder et d'étendre l'autorité du Roi et, partant, celle du premier ministre. D'Oppède, au contraire, chef des parlementaires de la province, paraît n'avoir eu en vue d'autre objet que de fortifier le prestige et la puissance de la haute charge dont il était investi et du grand corps de justice à la tête duquel il était placé². Les gentilshommes aixois, qui se perpétuaient dans les

1. D'Oppède entreprit d'obtenir l'autorisation d'accomplir cette réforme du Règlement municipal d'Aix, à la suite de l'information ouverte contre les coupables de l'attentat du 14 janvier par les deux intendants du Languedoc et du Dauphiné, de Bezons et de Verthamon. Il s'en expliqua avec Mazarin dans cette lettre du 20 mai 1659 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1733, f° 526). « Je reviens, Monseigneur, aux consuls [d'Aix] contre lesquels ces Messieurs de Bezons et Verthamon nous ont assuré ne pouvoir esviter de prononcer. Cela est favorable au dessein de l'establisement du *nouveau règlement* de la Maison de Ville d'Aix, car en cela il n'y auroit rien de pénible et d'odieux que la destitution des consuls, mais, cela se faisant par autorité de justice, toute la ville demande et recevra avec joie le nouveau règlement. Il n'y a qu'une trentaine de personnes intéressées qui sont ces tribuns perpétuels et d'ailleurs très mal intentionnés. Au contraire, toute la ville en sera ravie de joie et de contentement. C'est pourquoi, Monseigneur, nous estimons que, si cela est, il n'en faut point perdre l'occasion, ains profiter de la conjoncture et abolir une chose qui, de tout temps, a esté la ruine entière du service du Roy. Je suis très peu connoissant des affaires du monde, mais, à mon sens, la perpétuité aux offices municipaux doit estre abolie partout où elle se trouve, surtout quand l'expérience nous en fait voir des inconvénients comme ici et quand ce changement peut estre reçu agréablement de tout le monde. » Au mois de septembre suivant, d'Oppède qui avait obtenu satisfaction, soumettait à Mazarin les conditions dans lesquelles il pensait, cette année même, mettre en vigueur le nouveau règlement, dont la publication devait être suivie de la création faite au nom du Roi des nouveaux magistrats, consuls et procureurs du Pays. Ceux-ci, écrivait d'Oppède, seront choisis « personnes si agréables au public que cela modèrera le chagrin que d'ordinaire on a quand le Roi les crée... Et, dans le Conseil, on mettra pour conseillers les gens de plus de condition, bons bourgeois et agréables. » (Lettre du 9 septembre à Mazarin. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 76.) Il en fut fait ainsi puisqu'une lettre de Mercœur à Mazarin, du 7 octobre (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 105) lui annonce que le nouveau règlement vient d'être enregistré au Parlement et mis en vigueur.

2. Au cours de tous les incidents survenus à Marseille et en Provence, où il s'était dépensé activement pour le service du Roi, d'Oppède n'avait jamais perdu de vue ses intérêts particuliers. Déjà, nous avons eu l'occasion de le voir se plaindre de Servien qui, à Lyon, avait dissuadé Mazarin de lui accorder une faveur importante qu'il avait sollicitée en récompense de ses services. Cet échec ne l'avait pas découragé et, dès la nouvelle de la conclusion possible de la paix avec l'Espagne, il avait sollicité une nouvelle faveur. « Je ne sçais, Monseigneur, avait-il écrit à Mazarin, le 20 mai 1659, si Vostre Eminence, en cas que al paix

charges de procureurs du Pays et de syndics des Communautés de Provence, portaient naturellement ombrage au premier président du Parlement, dont ils limitaient la puissance et paralysaient l'action dans l'Assemblée des Communautés : il était naturel qu'il songeât à se débarrasser de leur voisinage gênant. Mais il n'en était pas de même des consuls de Marseille, dont le premier président se serait peut être accommodé, qu'ils fussent nobles ou non, à la condition de pouvoir les compter parmi ses amis. Aussi ne se prononçait-il pas encore sur les avantages que le Roi pourrait retirer d'une réforme du règlement municipal. Il se contentait de soutenir auprès du cardinal l'utilité d'un voyage du Roi en Provence où sa présence devait faciliter l'exécution des mesures de rigueur qui seraient ordonnées contre Marseille.

« L'approche du Roy de ces quartiers commence à faire des effets merveilleux : les mal intentionnés songent à eux et les bons à se réjouir dans l'espérance que la présence du Roy, que l'on tient indubitable en ceste province, nous y restablira son autorité et le calme. Et véritablement, je me flatte de la mesme espérance. Je crois déjà de voir ce pays sortir de ses désordres et rentrer dans une parfaite et quète obéissance. Et, s'il est véritable que Sa Majesté soit obligée de faire encore quelque séjour en ces provinces, pour attendre l'effet de vos glorieux projets, j'ose dire à Vostre Eminence que Sa Majesté feroit chose fort utile pour son service et mesme tout à fait nécessaire de venir faire une petite promenade. Par ce moyen, on remettrait Marseille dans l'ordre : les armées n'y sont point nécessaires et la seule présence de Sa Majesté avec sa Maison seroit capable d'y faire tout ce qu'il désireroit sans exception quelconque. Et dans le restant de la province, Sa Majesté y saisiroit un si bon ordre et nettoieroit si fort tout ce qui la brouille qu'il nous en resteroit pour longues années le repos, et le service se feroit agréablement de toutes parts....

« Outre que Marseille est une ville qu'il faut de toute nécessité réprimer ou la souffrir pour toujours désordonnée et, par son exemple, toute la province. Ceux qui diront autrement à Vostre Eminence lui desguiseront la vérité. On ne peut plus dire que j'ai un consul à y faire ou à le soutenir, car, au contraire, je dis qu'à l'exception du sieur de Niozelles, il leur en faut laisser la liberté entière. Mais je soutiens, en homme de bien, d'hon-

soit, ne sera point engagée avec quelqu'un pour le consulat d'Espagne, ou si M. de Brienne n'y aura point pensé. Au défaut de ces deux choses, s'il plaisoit à Vostre Eminence de m'en gratifier, cela pourroit me rendre 5 ou 600 escus toutes les années. Si Vostre Eminence est engagée ou que cela ne se puisse, Vostre Eminence un jour me fera du bien tout à un coup et, pour peu qu'il lui plaise, ce sera toujours plus que je ne mérite. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 28.)

neur et bon serviteur du Roy, que c'est perdre Marseille et la province de ne réduire point ceste ville-là; que l'on ne le peut faire qu'avec la présence du Roy. Ce n'est pas que l'on n'en vint bien à bout autrement avec autant de facilité, mais autant que celui de la présence du Roy donneroit de douceur et paroistroit de justice, autant l'autre donneroit d'aigreur et seroit qualifié du titre de violence qui pourroit plus blesser que guérir. Je soustiens que l'on n'y trouvera nul incident et toute facilité pour ce que l'on voudra et que le Roy laissera pour toujours son service et son autorité établis¹. »

Les circonstances devaient cependant amener d'Oppède à envisager, comme l'avait déjà fait Mercœur, un changement radical apporté à l'organisation municipale de Marseille comme le seul remède véritablement efficace à la crise intérieure dont cette ville souffrait depuis si longtemps. Il avait pu constater, en effet, que le parti de gentilshommes et de riches bourgeois, qui dominait à l'Hôtel de Ville et imposait ses vues à la population, était loin de représenter l'opinion unanime des habitants. Non seulement, les quelques nobles, qui suivaient La Baume et avaient recherché l'appui du gouverneur et du premier président, s'étaient ouvertement prononcés contre eux, mais il y avait encore des négociants et des marchands qui, sans afficher publiquement leur mécontentement, supportaient avec impatience la conduite turbulente des magistrats municipaux et de leurs amis, dont ils ressentaient les fâcheuses conséquences morales et matérielles.

Les troubles politiques, qui avaient de nouveau agité la ville depuis 1657, après le court répit qui avait suivi la Fronde et la publication du Règlement du sort, avaient porté un grave préjudice au Commerce. Les allées et venues des navires chargés de marchandises avaient été momentanément arrêtées. Les consuls, absorbés par leurs préoccupations de chefs de parti, n'avaient pas pu songer, comme ils en auraient eu le devoir, à sauvegarder les intérêts des marchands. Bien plus, ils avaient essayé de poursuivre, pour le profit exclusif de leur parti, la solution d'affaires importantes où se trouvaient engagés les intérêts de tout le Commerce : c'est sous le prétexte de défendre ce Commerce, auquel le consul La Baume voulait imposer les frais

1. Lettre de d'Oppède à Mazarin, du 14 octobre 1659. (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 117). — Une semaine auparavant, le 7 octobre, d'Oppède avait écrit à Mazarin ces lignes qui nous paraissent attester que, pour ce qui le concernait, il ne s'était pas encore arrêté à l'idée de réformer les règlements municipaux de Marseille. « Le salut de ceste ville consiste à leur tesmoigner que le Roy est bien aise de leur laisser leur liberté en l'eslection consulaire, mais d'en faire sortir Niozelles et, quelque choix qu'il se fasse pour consul, il y faut établir l'autorité du Roy. Quand Vostre Eminence désirera en estre informée, on lui peut proposer des moyens assurés pour cela... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 110 v°.)

d'entretien d'une galère garde-côtes, que Niozelles et ses amis s'étaient emparés de l'Hôtel de Ville et en avaient chassé les consuls¹. C'est encore pour réaliser plus aisément les combinaisons qu'ils avaient conçues que ces mêmes hommes avaient retardé le règlement de l'affaire des Anglais, en refusant de faire les concessions auxquelles les marchands étaient prêts pour obtenir la délivrance de leurs marchandises restées en gages entre les mains du commandant de la flotte anglaise².

Les marchands en avaient conçu quelque amertume et le nombre des mécontents en avait grandi parmi eux. De bonne heure, en effet, des négociants et des marchands avaient manifesté leurs répugnances pour la politique d'agitation factieuse où les consuls s'étaient engagés à la suite de Niozelles³. Il leur avait paru trop évident que, sous prétexte de défendre l'intérêt général et de sauvegarder les franchises de Marseille, ceux-ci ne poursuivaient que la satisfaction d'intérêts particuliers : ils ne se souciaient pas de faire plus longtemps les frais de divisions intestines qui n'avaient d'autre cause que les

1. Voir ci-dessus, liv. III, chap. II.

2. Voir les deux lettres de Mercœur et d'Oppède à Mazarin, du 2 septembre 1659, (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 63 v° et 67) où le gouverneur et le premier président découvrent à leur correspondant l'opposition qui existe au sujet de cette affaire entre les marchands et le parti de Niozelles; — voir surtout le *post-scriptum* à la lettre de d'Oppède à Mazarin, du 30 septembre. « Je viens, Monseigneur, tout présentement de recevoir avis par personne fort bien instruite que le sieur de Niozelles a empêché que ceux de Marseille n'aient fait offre par-dessus les 300 000 livres pour l'affaire des Anglois; que sa pensée a été de se réserver l'avance jusques à 400 000 livres où les résolutions secrètes portent, pour tâcher de faire son accommodement quand il se sera fait faire consul ou par force ou autrement; tellement donc, Monseigneur, que, *dans l'appréhension où tous les marchands sont que cest homme ne se fasse consul, on m'a assuré positivement que si on pouvoit accepter l'offre de 400 000 livres que l'on la feroit résoudre avant la Saint-Simon.* » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 91.)

3. Dès le mois d'octobre 1658, d'Oppède faisait pressentir à Mazarin la formation parmi les gens de négoce et les marchands de ce parti d'opposition à Niozelles et à ses amis : « Je dirai franchement à Votre Eminence mon sentiment que, si l'intention du Roy est de faire des consuls de l'un des partis, qu'il vaudra mieux en ce cas en faire de celui qui souffre pour les ordres et l'intérêt du Roy que des autres; que si Votre Eminence en veut faire de ceux qui sont du parti de Marseille, qu'il faut en ce cas en faire du sieur de La Salle et esviter en toutes façons Niozelles et ses amis.... Mais comme je ne parle ici que pour les intérêts du Roy et la satisfaction de Votre Eminence, je ne dois avoir autre but et, dans ceste pensée, j'aurois celle que Votre Eminence en fist d'un certain parti d'indifférens qui s'élève dans Marseille par-dessus tous les autres, que les marchands favorisent et que nous avons fomenté.... Il seroit nécessaire que ces ordres fussent portés par un des valets de pied du Roy, qui fust sage et courust bien, parce que la livrée du Roy feroit effet parmi le peuple et les marchands qui commencent fort à gronder contre leurs gouverneurs. » (Lettre à Mazarin, du 12 octobre 1658. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 215.) — Quelques mois après, Mercœur écrivait de son côté : « C'est une entreprise qui ne leur donnera pas peu de peine, le bourgeois, le marchand et la Loge ne goustant point ces violences et estant rebutés des désordres passés de leur ville dans lesquels leur commerce, qui les fait subsister, ne se rencontrant point, les uns et les autres les esloignent et tesmoignent mesme horreur pour tous ces mouvemens emportés. » (Lettre de Mercœur à Mazarin, du 1^{er} avril 1659. Arch. des Affaires étrangères, France, 1723, 454.)

querelles de deux factions rivales se disputant les charges municipales.

Depuis quelques années, le Commerce supportait, pour ainsi dire à lui seul, le poids des dépenses extraordinaires auxquelles la ville avait été entraînée à la suite des troubles qui la désolaient. Dès le consulat de Louis de Vento, au mois de décembre 1656, les anciens revenus ne suffisant plus pour faire face aux charges nouvelles, de nouvelles fermes avaient été créées. La plus importante avait eu pour objet la perception d'un droit « d'un demi pour cent sur toutes les marchandises qui viennent en ceste ville du costé de la mer, à la réserve du poisson sallé dont l'imposition ne sera augmentée ni diminuée¹ » : elle avait été adjugée pour la première fois au prix de 50 150 livres². C'était une charge considérable pour le Commerce; elle allait s'ajouter à toutes celles qui, déjà, par le fait du Roi ou par le fait de la ville, pesaient sur lui. Mais les ressources, que la ville s'était procurées en établissant ce nouveau droit et les autres moins importants créés en même temps, ne suffisaient déjà plus pour faire face aux nécessités financières auxquelles les consuls de 1659 devaient satisfaire. De 1655-1656 à 1656-1657, les revenus ordinaires s'étaient élevés grâce à ces nouvelles taxes, de 153 081 livres 19 sous 6 deniers à 209 436 livres 5 sous 5 deniers³, mais, en 1658-1659, ils étaient retombés à 144 932 livres 5 deniers⁴. Aussi, les consuls et le Conseil, contraints par la nécessité d'envisager de nouveaux

1. Arch. com. de Marseille, BB, *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 57, f° 62. Conseil des Trois-Cents du 28 décembre 1656. — Au début de cette séance, le premier consul rend compte que, en exécution d'une délibération prise le 6 décembre précédent par le Conseil des Cent, il aurait, avec ses collègues, « convoqué par turbes » plusieurs personnes les plus expérimentées et apparentées pour trouver les moyens des impositions nécessaires pour le paiement des dettes de la Communauté et ayant esté proposé plusieurs par chascune desdites personnes, ils auroient choisi huit desdits moyens, dont... le huitiesme, demi pour cent, etc.... »

2. Arch. com. de Marseille, BB, *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 57, f° 78 v°.

Procès-verbal d'adjudication du 10 mars 1657.

3. Arch. com. de Marseille, CC, *Comptes trésoraires*, années 1655-1657. — Remarquons que, pendant ces deux années, les sommes portées sur les *Comptes trésoraires*, soit en recettes soit en dépenses extraordinaires, sous forme d'emprunts, d'intérêts payés et de capitaux remboursés, ne sont pas sensiblement différentes. C'est ainsi que, en 1655-1656, les recettes ordinaires, provenant des rentes et revenus de la ville, ayant été de 153 081 l. 19 s. 6 d., les emprunts contractés pour l'acquittement des dettes s'élevèrent à la somme de 89 215 l. 13 s. 9 d., tandis que le montant des intérêts payés était de 89 763 l. 5 s. 6 d. et celui des capitaux remboursés de 79 771 l. 13 s. 4 d. En 1656-1657, le chiffre total des recettes provenant des rentes et revenus s'étant élevé à 209 436 l. 5 s. 5 d., soit une augmentation de recettes de 56 354 l. 5 s. 11 d., il fallut encore emprunter 80 065 l. 4 s. 6 d. et l'on paya 114 745 l. 6 s. 7 d. pour le service des intérêts et 80 475 l. 9 s. 10 d., pour l'acquittement des capitaux; ainsi, tandis que l'augmentation des recettes avait été de 56 354 l. 5 s. 11 d., par suite de la création d'impositions destinées à payer les intérêts des dettes et à rembourser les créanciers de la ville, l'augmentation de la dépense pour le paiement des intérêts et le remboursement des capitaux empruntés n'avait été que de 25 685 l. 8 s. 7 d.

4. Cette année-là, on n'emprunta cependant que 53 096 l. 14 s. et l'on en paya 93 401 l. 19 s. 6 d. pour les intérêts et 46 832 l. 16 s. 3 d. pour les remboursements (voir *Comptes trésoraires*).

expédients, projetaient, sinon de créer de nouvelles taxes, du moins de faire rendre davantage aux anciennes en élevant leur taux. Au mois de novembre 1659, une délibération du Conseil devait, en effet, autoriser les consuls à augmenter de deux liards par livre le droit de l'Once de la chair¹. Cependant, tout cela ne suffisait pas pour rétablir l'équilibre dans le budget de Marseille : la ville devait toujours faire de nouveaux emprunts, soit pour rembourser à ses créanciers les sommes précédemment empruntées, soit pour acquitter les intérêts de l'argent prêté.

Les Marseillais prévoyants avaient donc lieu de craindre que la ville ne fût un jour acculée à la banqueroute. Plus que le reste de leurs compatriotes, les commerçants et les marchands devaient redouter cette catastrophe, puisque, détenteurs de la plus grosse part de la fortune mobilière, ils étaient exposés à en supporter les plus lourdes conséquences. Ceux mêmes qui, parmi eux, n'allaient pas jusqu'à concevoir de pareilles appréhensions, n'en supportaient pas moins difficilement la pensée que les commerçants et marchands participaient pour la plus large part aux charges publiques, sans avoir dans le gouvernement de la ville une influence équivalente à leurs obligations fiscales. Mécontents de la politique périlleuse que poursuivaient les consuls, ils essayèrent d'y faire obstacle en signifiant qu'ils se refuseraient à payer plus longtemps le droit du demi pour cent, si l'on n'établissait pas une imposition équivalente « sur les biens immeubles de la ville et du terroir² ». Ceux-ci appartenaient pour la plupart aux familles nobles qui prétendaient diriger l'Hôtel de Ville, à l'exclusion des autres classes de la population, et qui compromettaient par leurs téméraires entreprises la prospérité du commerce, condition essentielle de la richesse publique dans une ville de cette importance et de ce caractère. Le Conseil

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 11. Conseil des Cent, du 23 novembre 1659.

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 86. Conseil des Cent, du 5 mai 1659. Le Conseil décide que les consuls porteront au plus prochain Conseil des Trois-Cents la question de l'imposition établie sur les biens immeubles de la ville et du terroir par diverses délibérations précédentes, mais qui jusqu'à présent n'a pas été levée, car « il y a nécessité de le faire, Messieurs les négocians ne voulant plus continuer le paiement du demi pour cent si l'on ne fait ladite imposition ». Le Conseil des Trois-Cents se réunit, en effet, le 23 mai et le premier consul, Antoine de Bausset, lui rend compte « que la Communauté de ceste ville se trouve engagée en de très grandes sommes, dont elle en supporte les intérêts qui sont fort considérables, au paiement desquels elle ne peut à présent subvenir, à moins de faire quelque nouvelle imposition, veu que les despenses ordinaires et extraordinaires de ladite ville causées par les désordres dernièrement survenus consomment la plus grande partie des rentes d'icelle, qui ceste année sont de fort peu rapport et considération, au moyen de quoi ceux qui ont d'avoir de la Communauté souffrent beaucoup par le retardement de leurs intherests, estant très nécessaire de trouver de voyes et de moyens pour y remédier, veu que les marchands et négocians ne prétendent plus de payer le droit de demi pour cent qui fut imposé ces années dernières sur le négoce pour subsistance des intherests, à moins qu'on n'impose sur les biens immeubles, ainsi qu'il feust résolu lors de l'imposition et établissement dudit droit de demi pour cent ».

avait paru céder à cette mise en demeure¹; mais, au mois d'août 1659, on ne savait pas quelles seraient l'assiette et la répartition de cette nouvelle taxe², qui n'avait pas encore été affirmée au mois de novembre suivant³, preuve évidente du mauvais accueil que lui avaient secrètement réservé ceux qui auraient eu l'obligation de la payer.

Il y avait là plus de raisons qu'il n'en aurait fallu pour justifier l'hostilité du Commerce au parti de Niozelles. Mais il y avait aussi une manifestation évidente d'une opposition d'intérêts dont à ce moment il eût été impolitique de ne pas chercher à tirer parti. Mercœur et d'Oppède n'y avaient pas manqué. Une première fois, ils avaient profité de l'irritation causée parmi les marchands par l'affaire des Anglais pour les pousser à manifester publiquement contre les réfugiés d'Aix et à exiger leur éloignement⁴. Ils les sentaient maintenant tous excédés par les imprudences, les bravades compromettantes et les insolences coupables de Niozelles et ils avaient résolu de s'en servir pour réaliser complètement le plan qu'ils avaient conçu pour mettre un terme à la turbulence de la noblesse marseillaise⁵.

1. Procès-verbal de la séance du Conseil, du 23 mai 1659. « Sur quoi, ledit Conseil, *par pluralité de voix*, a résolu et délibéré d'imposer sur tous et chacun les biens immeubles de ceste ville et son terroir *vingt sols* pour chasque centenal d'escus, sur le pied de l'estime faite pour le paiement desdits droits conçus du temps de Casaulx, lequel droit sera continué durant trois années; et, à ces fins, ledit Conseil a donné pouvoir à Messieurs les consuls de mettre à l'enchère ledit droit pour estre délivré à celui qui en fera la condition la plus avantageuse et le prix en provenant estre employé à l'acquittement desdits intherests. »

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 59, f° 118. Conseil des Cent, du 3 août 1659. — Le premier consul a représenté « qu'ensuite de la délibération prinse au précédent Conseil d'imposer pour subvenir à l'acquittement des debtes de la Communauté sur les biens immeubles, à raison de 20 sols par centenal d'escus, on a travaillé incessamment à la distinction de biens qui se trouvoient gémés aux estats qu'avoient esté donnés aux précédentes impositions de mesme que dessus qui ne sont plus en estat pour avoir du depuis esté acheptés par ceste Communauté et abattus pour en faire des places et autres ouvrages publics, afin de prévenir toutes les difficultés qu'il a fallu essayer avec les fermiers des précédentes impositions, en telle sorte qu'on peut à présent procéder sans aucune difficulté aux enchères. Et, parce qu'il y eut procès sur l'imposition faite en l'année mil-six-cens-douze avec Messieurs du Clergé, qui en furent déclarés exempts par arrest du Conseil par lequel le fermier fust condempné à leur rendre ce qu'il avoit exigé d'eux avec despens et que, d'ailleurs, ils n'ont rien payé non plus ensuite de la dernière imposition, requérant maintenant le Conseil de délibérer là-dessus, pour sçavoir s'il les faut comprendre dans ladite imposition mesme pour les biens par eux nouvellement acquis où s'ils en doivent estre exempts. — Sur quoi, a esté délibéré, *par pluralité de voix*, de faire consulter trois ou quatre advocats si les ecclésiastiques peuvent prétendre exemption aussi bien pour les biens qui ont esté par eux nouvellement acquis mesme depuis les précédentes impositions que par les anciens domaines qu'ils possédoient auparavant et, cependant, procéder sans aucune retardation ni intervention aux enchères de ladite imposition. »

3. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 11. Conseil des Cent, du 23 novembre 1659.

4. Voir ci-dessus, p. 732, le récit du mouvement survenu le jour de Saint-Lazare.

5. Le 21 octobre 1659, Mercœur écrivait à Mazarin : « Marseille vient d'achever ces folies poussées par un tas de séditions à la teste desquels le sieur de Niozelles paroist le masque levé. Sa conduite n'a plus besoin de mesure ni de desguise-

Exactement informé, autant par la correspondance de Mercœur et de d'Oppède que par les rapports de ses émissaires¹, des dispositions favorables de la Bourgeoisie et du Commerce marseillais, Mazarin résolut de ne pas tarder à faire faire au Roi le voyage de Provence, présenté depuis longtemps comme la condition nécessaire au rétablissement de l'ordre et de la paix dans cette province. Ayant donc arrêté dans son esprit les conditions dans lesquelles cette opération serait conduite et les conséquences qu'il pourrait en tirer, soit pour fortifier encore l'autorité du Roi, soit pour y trouver la satisfaction de ses propres intérêts², il conduisit Louis XIV et la Cour à Toulouse, d'où il devait leur faire gagner la Provence et Marseille, en traversant le

ment et son ambition ne trouve plus de retenue. Mais on y rencontre ceste consolation que les gens d'honneur et de condition, *toute la Loge*, et la meilleure partie de la ville blasment ses démarches et voient avec douleur establir sa tyrannie. » Dans un court *post-scriptum*, le duc revenait encore sur ce sujet et donnait à Mazarin l'assurance que le concours des marchands ne ferait pas défaut à l'heure du châtimement des rebelles. « Niozelles est véritablement maistre du pavé, soutenu de quelques misérables payés et stipendiés à ses despens. *Mais il est aussi certain que les marchands, les bourgeois et le reste de la ville, qui ont horreur pour sa conduite, feront ce qu'ils doivent lorsqu'ils verront le bras levé.* » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 97.)

1. L'*Histoire des troubles de Marseille* (II, vi, 42) rapporte ainsi le soin pris par Mazarin de contrôler au moyen d'émissaires secrets les renseignements que d'Oppède et Mercœur lui avaient fournis sur les conditions dans lesquelles il pourrait être procédé au châtimement des rebelles de Marseille. « Cependant, le cardinal Mazarin, dont la prudence extraordinaire alloit au-devant des périls et sembloit s'assurer des événements les plus incertains, ne se fiant pas entièrement aux lettres du duc de Mercœur, du premier président et du sieur de Piles, envoya des gens de confiance à Marseille pour sçavoir l'estat de la ville, pour en visiter les murailles et les lieux-forts et pour voir s'il y avoit la moindre apparence qu'elle püst soutenir un siège ou faire quelque résistance. Et, sur le rapport de ces espions qui confirmèrent ce que d'autres avoient déjà dit, et principalement le comte d'Harcourt et le bailli de Souvray, de la fidélité du peuple de Marseille et de l'attachement au service du Roy des premiers bourgeois, mesme des principaux et des meilleurs amis de Niozelles, Sa Majesté partit de Toulouse pour venir à Marseille, sur la fin du mois de décembre 1659, nonobstant les pluies et les rigueurs de l'hiver. » Le voyage de ces émissaires du cardinal avait été découvert aux consuls de Marseille par les députés qu'ils avaient envoyés à la Cour à Toulouse, comme nous le verrons ci-après, et les consuls avaient répondu à ceux qui leur avaient fait passer cet avis. « Vous nous marquez par la vostre que le Roy a envoyé le sieur d'Aubeville dans Marseille pour voir l'estat et disposition de ceste ville. Nous n'avons aucunes nouvelles de son arrivée mais, quand cela sera, nous en serons très joyeux. Il trouvera toutes choses dans un fort bon ordre, un calme très grand, une concorde et repos parmi nos concitoyens qui édifie tout le monde. Voilà pourquoi nous serons très aises qu'il nous vienne voir afin qu'à son retour il puisse déabuser la Cour de toutes les mauvaises impressions qu'on lui a données de ceste ville. » (Collect. de Barbarin. Lettre des consuls aux députés de la ville, en Cour, 23 décembre 1659.)

2. L'*Histoire des troubles de Marseille* (II, vi, 64-65) prétend que Mazarin favorisa le Commerce et les Marchands et leur donna le gouvernement de la ville enlevé à la Noblesse, parce qu'ils lui avaient promis de « faire valoir son argent à gros intérêt ». Ne serait-il pas plus juste de supposer avec Chéruel (*Histoire de France pendant le ministère de Mazarin*, III, 304) que le cardinal, ayant conduit le roi en Provence, non seulement pour châtier Marseille, mais encore « pour remplir une autre mission plus digne d'un grand roi », et préparer, suivant les conseils de Colbert lui-même, le relèvement de la marine dans la Méditerranée et la renaissance du commerce du Levant, ait cherché à s'assurer le concours et le dévouement des marchands marseillais, en leur confiant, à l'exclusion des nobles, l'administration de la ville?

Languedoc, province que le jeune Roi n'avait pas encore visitée.

Mazarin annonça sa décision à Mercœur et à d'Oppède dans une lettre qu'il leur écrivit de Toulouse le 30 novembre et qu'il leur fit porter par La Gouvernelle, retenu jusqu'alors à la Cour. « Je faisais estat de vous despescher le sieur de la Gouvernelle en arrivant en ceste ville. Mais les affaires que j'y ai trouvées, et harangues et autres cérémonies qu'il m'a fallu essuyer à l'abord, ne me l'ont pas permis. Je vous le renvoie maintenant et je responds en un mot à toutes vos lettres par l'avis que je vous donne que le Roy partira au premier jour pour se rendre en vos quartiers, et que toutes les députations de ceux de Marseille ni toutes les intrigues qu'eux et leurs correspondans d'Aix et d'ailleurs peuvent avoir à la Cour ne sont pas capables de faire changer les fermes résolutions où Sa Majesté est de pourvoir solidement et d'une manière qui soit durable aux affaires de Provence, tant à ce qui regarde Marseille et les deux personnes principales. dont il a esté fait si souvent mention dans nos lettres, qu'à toutes les autres choses généralement qu'il y aura à faire pour l'autorité et le service du Roy et pour le repos de la province.... Je réserve le surplus à la vive voix lorsque nous serons ensemble. J'ajouterai seulement qu'il importe de tenir secret ce que je vous marque ci-dessus et de ne point faire encore de bruit pour les raisons que vous pouvez juger ¹. »

Mercœur et d'Oppède ressentirent une vive satisfaction en recevant cette nouvelle ². Ils ne la tinrent cependant pas assez secrète, malgré les recommandations de Mazarin et leurs propres promesses, pour que le bruit n'en vint pas à Marseille. La plupart des habitants y étaient plongés dans l'anxiété, depuis que Mazarin avait signifié aux consuls qu'il se trouvait impuissant à calmer l'excessive indignation qu'avait causée au Roi le récit de

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 240. Lettre de Mazarin à Mercœur, 30 novembre 1659.

2. Voici la réponse de Mercœur à Mazarin (9 décembre). « Le contenu en icelle, dont elle m'a honoré, sera exécuté ponctuellement et le dernier secret gardé et rien d'innové en petite ni grande chose sans un ordre formel de Vostre Eminence qui verra ici si je lui ai avancé des vérités ou non et avec d'autre passion que celle du soutien de l'autorité royale. J'ose espérer qu'elle me fera donner les ordres du Roy et les siens à l'approche de Sa Majesté de ceste province et de la manière dont elle ordonne d'estre reçue. Nostre zèle nous donne désir de faire esclater hautement nostre joie qui assurément, pour la plus grande part et la meilleure, est fort sincère.... » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 173.) De son côté, d'Oppède écrivait à Mazarin : « ... Maintenant, Monseigneur, il faut sortir de toutes ces considérations. Vostre Eminence vient donner le repos à ceste province, y retablir l'autorité du Roy et y mettre en entière sûreté ceux qui y exécutent ses ordres. Les nouvelles qui en viennent de toutes parts abattent jusques à la dernière consternation les séditeux et ce que Vostre Eminence nous a fait sçavoir par le sieur de La Gouvernelle, que nous tenons dans le dernier secret, nous fait assurer fort tardivement à Vostre Eminence que, d'un siècle, on ne verra ni desbauche ni sédition en Provence, qui est effectivement tout le souhait et la consolation des gens de bien. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 177. Lettre du 9 décembre 1659.)

« l'action si scandaleuse et criminelle en toutes ses circonstances¹ » dont le lieutenant de La Gouvernelle avait été victime.

Le premier consul, Candolle, et ses collègues avaient compris dès ce moment que leur ville allait être abandonnée aux effets de la colère royale. Ils ne perdirent pas cependant tout espoir de désarmer les ministres irrités. Ils eurent d'abord le soin de prendre leurs dispositions pour ne pas être exposés à se trouver sans défense, en cas d'une attaque inopinée des troupes que Mercœur tenait prêtes à marcher dans la province². Puis, ils eurent recours à un procédé déjà fréquemment employé non sans succès pendant les années troublées qui venaient de s'écouler. Ils firent décider par un Conseil des Cent qu'il serait fait « une députation de quelques personnes de condition de la ville, afin de représenter au Roy et à Son Eminence que ceste ville est dans une aveugle et parfaite obéissance aux ordres du Roy et dans des très humbles respects de soumissions pour Son Eminence³ ».

Contrairement à l'usage, le Conseil avait laissé aux consuls le soin de choisir eux-mêmes les députés⁴. Ils désignèrent le commandeur Thomas de Villages, François de Vintimille de Seisson et l'avocat Ambroise Cornier. Celui-ci devait se faire accompagner de son clerc, Balthazard Allemand, pour servir de secrétaire à la mission⁵.

Désignés à l'issue du Conseil du 23 novembre, les trois envoyés partirent aussitôt. Peut-être même s'étaient-ils déjà mis en route avant cette désignation officielle⁶. Ils emportaient des

1. Lettre de Mazarin aux consuls, du 13 novembre 1659 (Voir le chapitre précédent, p. 767, note 1).

2. C'est ce qui nous paraît résulter de réparations faites à deux des principaux corps de garde de la ville, celui du quartier de Corps de ville et celui du quartier de Blanquerie, dont la dépense fut acquittée en novembre et en décembre de cette année 1659 (Arch. com. de Marseille, CC. *Comptes trésoraires*, 1659-1660, Jean de Lisle, trésorier).

3. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 11. Conseil des Cent, du 23 novembre 1659. L'envoi de cette députation fut résolu sur la proposition du premier consul de Candolle, après qu'il en eut démontré la nécessité, en rappelant aux assistants l'échec des diverses tentatives de justification qu'ils avaient fait faire auprès du duc de Mercœur, à Aix, et en l'assurant qu'il y avait à la Cour des « ennemis de leur repos public » qui les « poussaient toujours davantage et donnoient des impressions contraires à celles de la fidélité due à Sa Majesté ». *L'Histoire des troubles de Marseille* (II, v, 41) rapporte que les consuls firent prendre cette résolution à l'insigation de Niozelles, « qu'ils suivoient docilement ».

4. *Histoire des troubles de Marseille*, loc. cit.,

5. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 11. Une indemnité de 2 000 livres fut allouée par cette délibération à chacun des trois envoyés, tandis que Balthazard Allemand se voyait attribuer une indemnité d'un écu d'or par jour. Ces diverses sommes furent payées aux députés avant leur départ, et Balthazard Allemand reçut une avance de 275 livres (*Comptes trésoraires*, 1659-1660).

6. Un petit cahier de dix pages, conservé dans les papiers de M. de Barbarin, qui contient le *Mémoire de mes voyages*, rédigé par l'avocat Ambroise Cornier, rapporte que le départ des trois envoyés eut lieu « le vendredi 21 novembre 1659 ».

instructions détaillées, où les consuls et l'assesseur avaient noté avec soin les diverses questions qu'ils devaient traiter avec les ministres et les points de vue qu'ils devaient s'efforcer de faire prévaloir¹.

Aux yeux de leurs commettants, la mission dont ils étaient chargés avait un double objet, régler, d'une part, ce « qui regarde la ville » et, d'autre part, ce « qui regarde les particuliers ».

Cette dernière partie était la plus développée. L'auteur du Mémoire s'attachait, en effet, à présenter sous le jour le plus favorable les trois affaires dont l'éclat avait exposé les Marseillais aux effets de la colère du Roi. C'étaient l'asile qu'ils avaient donné aux fugitifs d'Aix, le meurtre de Perret et l'attentat contre La Gouvernelle. Sur chacun de ces points, le Mémoire se bornait à fournir les explications que les consuls avaient précédemment données, à mesure que chacun d'eux s'était produit. Mais ce n'est pas là que se trouvait le principal intérêt de ce document. Il était surtout dans l'effort fait par son auteur, pour convaincre le ministère que les Marseillais avaient été victimes de la haine du premier président et qu'il serait du moins équitable, si l'on persistait à trouver criminels les actes qu'on leur avait reprochés, de renvoyer les accusés devant une juridiction qui ne serait pas suspecte de partialité à leur égard comme l'était le Parlement d'Aix, trop docile aux directions de son chef².

C'était, en effet, aux intrigues et aux manœuvres du premier président que la ville avait dû jusqu'à présent de ne pouvoir se faire entendre du duc de Mercœur et le convaincre qu'il devait « la considérer comme étant absolument despendante de l'honneur de ses commandemens ». Deux fois, des envoyés des consuls étaient allés porter de leur part ces assurances au gouverneur; deux fois, celui-ci avait refusé de les admettre en sa présence et de les écouter. « Et certes, on estoit en estat de

Cependant, la séance du Conseil où ils furent désignés n'eut lieu que le dimanche 23 novembre, date certaine et incontestable puisque, conformément aux prescriptions du Règlement du sort, les séances des Conseils avaient lieu le dimanche. Il semblerait donc que les trois envoyés, désignés d'abord officieusement par les consuls et leurs amis, n'ont pas attendu, pour se mettre en route, la délibération officielle du Conseil.

1. Ces instructions sont contenues dans un document intitulé *Mémoires pour Messieurs les Députés* et conservé dans la Collection de Barbarin.

2. « De sorte que, soit qu'on considère le gros de la ville, soit qu'on veuille s'arrêter au particulier, on voit l'injustice de la persécution qu'on fait à ceste ville fidèle, obéissante, qui, par tant de preuves et de tesmoignages de son obéissance, l'a fait toujours voir.... Ceste défense peut estre mesnagée de trois façons : en demandant grâce pour les coupables; en déclarant qu'on n'empesche point qu'ils soient chastiés; et la troisieme, en la supprimant si faire se peut, et il est remis à la prudence de Messieurs les Députés d'agir comme ils verront pour le mieux. Et, s'ils estoient obligés de faire ladite déclaration, il faut qu'ils taschent de bien représenter que les procédures extraordinaires faites par le Parlement d'Aix contre les citoyens de ceste ville tesmoignent qu'il agit avec aigreur et qu'il y a dans ce corps des partis secrets et, par conséquent, qu'il est juste de donner des commissaires non suspects. » (*Mémoires pour Messieurs les Députés.*)

tout espérer de la générosité et bonté de mondit seigneur de Mercœur, si M. le premier président, qui prend à tasche de mener ceste ville et de mettre l'autorité en mains de quelques petites gens qui se disent à lui, n'eust destourné le coup de la bonté de mondit seigneur de Mercœur!... Ainsi, la ville ne sachant en quoi elle a pesché, puisque le service du Roy est très cher et très à cœur jusques au moindre habitant de la ville, se voyant dans un repos et un calme extraordinaire par la sage conduite de Messieurs les consuls, il est tout certain qu'on ne peut connoistre la cause du mal que Monseigneur de Mercœur nous tesmoigne qu'en la persuasion et persécution de M. d'Oppède qui désire redonner l'autorité de la ville à ses despendans et entretenir la division qui mine le repos et tranquillité de ladite ville. » Et le Mémoire concluait par cette dernière recommandation faite aux trois envoyés : « Les députés seront très humblement suppliés de la part de Messieurs les consuls de s'ouvrir à Son Eminence pour ce qui regarde M. le premier président *de qui nous avons tant de mal dans nostre ville* et, pour ce sujet, demanderont une évocation générale ou, du moins, particulière pour les affaires de la Communauté ».

En cherchant à établir une distinction entre les sentiments respectifs que nourrissaient à leur égard le duc de Mercœur et d'Oppède, les consuls espéraient que Mazarin, satisfait de constater qu'ils se déclaraient prêts à reconnaître l'autorité du gouverneur et à s'y soumettre, consentirait une fois encore à ne voir dans les troubles qui avaient désolé la ville qu'une nouvelle manifestation des querelles locales entre partis rivaux auxquelles il avait toujours hésité à se mêler. Mais à ce moment les circonstances n'étaient plus aussi favorables aux Marseillais qu'elles l'avaient été naguère. Mercœur et d'Oppède, en effet, qui avaient parfois différé d'avis sur la meilleure politique à suivre à leur égard, étaient maintenant d'accord sur la nécessité d'en finir par un coup d'éclat. Mercœur, déjà très irrité depuis l'attentat commis contre La Gouvernelle, qu'il considérait pour ainsi dire comme une insulte faite à sa propre personne, avait conçu une colère plus vive encore à la nouvelle que les consuls avaient résolu d'envoyer trois députés en Cour et que ceux-ci étaient partis sans son assentiment¹. Dès lors, il était entré complètement dans les vues de d'Oppède. Prétextant un mal au bras qui ne lui permettait pas d'écrire longuement lui-même², il avait dicté pour le cardinal une longue lettre.

1. Le *Mémoire de mes voyages* d'Ambroise Cornier, note, en effet, que les trois députés partirent de Marseille « sans prendre congé de Mgr le duc de Mercœur, gouverneur et lieutenant-général pour le Roy en Provence, qui en fut fâché ».

2. C'est ce qu'il indique dans le *post-scriptum* de cette lettre, écrit de sa propre main : « Je demande pardon à Vostre Eminence si je ne lui rends pas ce devoir

tout entière de la main du premier président, qu'il s'était contenté de signer et où l'on retrouve exprimée sans réticence la pensée familière de son secrétaire occasionnel plutôt que la sienne propre, présentée d'ordinaire avec plus de réserve et de modération.

« Sur l'avis que je viens de recevoir, y était-il dit¹, que ceux de Marseille ont député en Cour les sieurs de Seisson et Cornier, j'ai cru estre obligé d'informer au plus tost Vostre Eminence. Comme ce n'a esté que sur l'espérance qu'ils ont conçue des despesches de leur courrier² et comme toutes choses flattent, ils ont cru que, puisque cest homme avoit esté reçu, que l'on ne desnieroit pas une audience à d'autres députés et mesme, comme ils ne manquent pas de présomption, ils publient desjà par avance tout succès avantageux. Pour mon particulier, Monsieur, je ne fais point de fondement à toutes leurs imaginations et je ne m'attache qu'à ce que Vostre Eminence me fait l'honneur de me marquer et à ce que le chevalier de La Penne m'escrit de sa part. Et partant, ce n'est point pour mon inquiétude particulière que je fais ceste despesche à Vostre Eminence, mais seulement pour l'informer que les nouvelles qu'ils ont eues de leur courrier leur ont gonflé le cœur et, bien loin que de bons traitemens les fassent revenir à eux, ils tirent certainement plus hors le grand chemin. Et si Vostre Eminence n'a d'autre dessein que de les rassurer de la peur, ne les effaroucher pas et tascher par cette voie d'attraper et de prendre le sieur de Niozelles et les séditeux, je ne fais nul doute que, dans leur présomption, on n'y réussisse et tout ce qu'ils peuvent prendre d'élévation seroit bien rabattu par le chastiment qui s'en suiviroit. Mais si Vostre Eminence par là croyoit aussi les ramener à leur devoir, elle me permettra de lui dire que ce n'est point le chemin. Il lui plaira de se souvenir comment ils en ont usé après les grâces qu'ils ont reçues à Lyon : ils mesurent à présent leur conduite par les mesmes raisons et maximes. Et je puis assurer Vostre Eminence que, si on ne fait un exemple pour le passé et si on ne prend des fortes mesures pour assurer à l'avenir l'autorité du Roy, comme une citadelle qui est la meilleure voie, ou

de ma main, j'en ai donné la peine à M. d'Oppède qui, seul, a eu connoissance de la despesche du seize du courant, n'ayant pu, à cause de mon mal au bras, l'escire toute de ma main ni osé la confier à celle d'un secrétaire. J'ose assurer à Vostre Eminence que tout le contenu en icelle aussi bien que dans celle-ci est la pure vérité, sur quoi je la supplie de faire reflexion et donner des ordres qui seront exécutés sans hésiter. »

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 167. Lettre de Mercœur à Mazarin. Cette lettre n'est pas datée, mais son contenu indique clairement qu'elle a été écrite dans les derniers jours du mois de novembre 1659, immédiatement après le départ pour la Cour des trois députés de Marseille.

2. Il s'agit du courrier dépêché à la Cour par Candolle et ses collègues, aussitôt après leur entrée en charge, et revenu à Marseille porteur de la lettre de Mazarin aux consuls, du 13 novembre, dont nous avons précédemment parlé (Voir p. 767, note 1).

autres que l'on pourroit aviser, vous reverrez, Monsieur, ceste ville se replonger dans la désobéissance et quelque grand malheur, et, pour tout dire, ou il ne faut plus compter ceste ville au nombre de celles qui sont au Roy, ou il faut chastier le passé et pourvoir à l'avenir. De plus, j'assure Vostre Eminence que le restant de la province est aux escoutes ou pour rentrer absolument dans le devoir ou suivre l'exemple de Marseille.

« Le fin, Monsieur, et le secret de leurs délibérations est de désarmer s'ils peuvent la colère et l'indignation du Roy par toutes les voies en apparence de soumission, mesme d'offrir que Niozelles sorte et obéisse, et de tascher par toutes voies d'esviter le coup qui les menace. Ils ont mesme ordre d'offrir de l'argent et au Roy et à des particuliers qui peuvent avoir accès près Vostre Eminence, pour continuer après l'esloignement du Roy le mesme libertinage. Vostre Eminence peut prendre là-dessus ses mesures et voir si c'est le bien et le service du Roy. Vous avez bien vu, Monsieur, qu'à Lyon je n'avois pas pris de fausses mesures, et que j'ai fort bien prévu ce qui est arrivé. D'autres considérations plus importantes ou bien une croyance plus forte en d'autres sur ceste matière qu'en moi l'emportèrent. Je supplie en ceste occasion Vostre Eminence de croire que je vois et sçais l'estat de mon gouvernement mieux que ceux qui en parleront d'autre façon à Vostre Eminence et que rien ne me fait agir que le seul intérêt de l'autorité et du service du Roy.

« Le sieur de Seisson est gentilhomme peu habile, mais tout à fait de leur faction; Cornier, habile homme, dangereux et de conseil de ces gens-là et, en particulier, de Niozelles. Il n'y aura rien de plus doux et de plus soumis que leurs propositions, mais beaucoup de venin caché de dessous. C'est une honte que ce dernier, estant juge des terres de Vostre Eminence, prenne une semblable députation et se soit meslé d'estre le chef et le conseil de toute la sédition et de plus aller avec tel emploi à la Cour sans me voir. Si Vostre Eminence n'a point eu pensée d'oster tout sujet de craindre pour tascher d'avoir en son pouvoir les séditioux, *il est de toute nécessité d'arrester ces députés.* Si, par contraire, Vostre Eminence ne le veut point par ceste raison, Vostre Eminence pourroit faire ceste différence de donner telles apparences au sieur de Seisson qu'elle jugeroit à propos, mais de ne voir point Cornier sous ce prétexte qu'estant à Vostre Eminence il ne doit point se mesler de semblables choses et, de plus, le destituer, comme j'en ai supplié Vostre Eminence par mes précédentes et le faire partir de la Cour, car il est meschant et habile homme. Il n'a pris cest emploi que pour pénétrer l'air de la Cour, pour que sur cela Niozelles puisse prendre de bonnes mesures. Mais j'en reviens toujours là que, hors que Vostre Eminence ait pensée de pousser à bout la

chose, la méthode d'escouter ces gens-là perdrait toutes les affaires. »

Pour préserver les effets d'un tel réquisitoire, il eût fallu aux Marseillais un protecteur qui eût assez de crédit auprès de Mazarin pour le détourner d'y ajouter foi. Maintes fois par ce moyen, depuis le commencement du règne de Louis XIV, ils avaient réussi à se soustraire aux menaces de leurs accusateurs. Malheureusement pour eux, il ne pouvait plus en être ainsi. Leur grand protecteur, Servien, était mort le 17 février 1659¹, et il n'y avait maintenant personne d'assez de crédit qui pût s'intéresser à eux. Les députés s'aperçurent vite de cet abandon aussitôt après leur arrivée à Toulouse.

Ils y étaient parvenus le 29 novembre. Sans se laisser distraire par la nombreuse affluence de gentilshommes ou de représentants des Cours souveraines et des villes des provinces du Midi, accourus pour saluer et complimenter le Roi et les ministres entourés du prestige d'une paix glorieuse², ils s'étaient empressés de solliciter la faveur d'être admis auprès du souverain ou, du moins, du cardinal. On la leur refusa, mais le comte de Brienne, leur donnant à entendre qu'ils devaient s'estimer heureux de n'être point arrêtés, les avisa que le Roi consentirait à prendre connaissance de leurs doléances, s'ils les présentaient par écrit³.

Ambroise Cornier se chargea de les rédiger⁴. Mais l'accueil sévère et inattendu qui venait de leur être fait lui avait donné à réfléchir. Il avait compris qu'en raison de cet accueil même il serait plus sage de ne pas se poser en accusateur du premier président et de tenir, au contraire, un langage plus humble et plus réservé. Aussi les « Remonstrances » qu'il fit présenter au Roi, passant sous silence les griefs de Marseille contre d'Oppède, n'étaient plus qu'un long plaidoyer en faveur d'une ville, qui repoussait les accusations de désobéissance et de

1. Chéruel, *Histoire de France pendant le ministère de Mazarin*, III, 269.

2. « Le samedi 29 dudit mois, nous arrivâmes en bonnes dispositions à Toulouse et allâmes loger aux Trois Rois, où nous demeurâmes toujours jusques à nostre départ, y ayant trouvé entre autres Messieurs les députés de la Cour des Aydes de la ville de Montpellier, et depuis y vinrent les députés de Perpignan et M. de Chaumontet, président au Parlement de Chambéry, ambassadeur extraordinaire du duc de Savoie, qui venoit de Saint-Jean-de-Luz pour les intérêts de son maistre. » (*Mémoire de mes Voyages*, de l'avocat Cornier.)

3. « Le vendredi 5 décembre, n'ayant pu avoir audience du Roy ni de Monseigneur le cardinal, M. le comte de Brienne, sortant de la chambre de Son Eminence, nous dit que le Roy nous commandoit de mettre par escrit ce que nous avions à lui dire et de le signer, et nous défendoit d'aller chez lui. » (*Mémoire de mes Voyages*, de l'avocat Cornier). — D'après l'*Histoire des troubles de Marseille* (II, v, 42), Brienne leur aurait dit, en leur faisant part de ce refus d'audience, « qu'ils estoient heureux de ce qu'on ne les arrestoit pas ».

4. « Ce qui m'obligea le mesme jour, après disner, de dresser une remonstrance laquelle, estant examinée avec nos Messieurs, fut mise au net par le sieur Balthasar Allaman, mon clerc, qui nous accompagna en ce voyage, et donné le lendemain audit sieur comte de Brienne. » (*Mémoire de mes Voyages*, de l'avocat Cornier.)

rébellion dont elle était l'objet en invoquant tous les services et toutes les preuves de dévouement et de fidélité qu'elle n'avait jamais marchandés à son Roi ¹.

1. Ce document est conservé, sous la date inexacte du 31 août 1658, aux Arch. des Affaires étrangères (France, 1723, 167). Il y en a aussi une copie dans la Collection de Barbarin. — Après y avoir montré la situation misérable de la ville, résultant à la fois de l'immensité de ses dettes, évaluées par lui à 2 500 000 livres, et à la précarité de ses ressources, provenant de « quelques fermes dont le prix est fort casuel et a beaucoup ravalé ces dernières années », Cornier s'appesantissait longuement sur la décadence du commerce de Marseille, dont la ruine aurait, d'après lui, menacé de tarir « ceste source féconde de l'abondance qui entroit dans le royaume et qui y faisoit couler l'or et l'argent des estrangers...., au grand préjudice de l'Estat et des Fermes et Douanes royales qui en recevoient un merveilleux avantage ». A ces misères sont venues s'ajouter celles qui ont eu pour cause « un mal intestin et domestique, plus dangereux que tous les autres, qui est la division de ses habitans.... Ceste division qui a pris sa naissance de l'ambition et passion de gouverner de quelques-uns de ses citoyens a si fort espandu son venin dans ceste ville que presque tous les esprits en sont infectés.... » Cornier fait alors le tableau rapide des événements qui se sont passés à Marseille depuis le mois de juillet 1658, rappelle l'amnistie accordée par le Roi à Lyon, et s'arrête longuement pour présenter de l'affaire de La Gouvernelle une version favorable aux consuls, à Niozelles et à leurs amis. « Et parce que le bruit commun dans ladite ville estoit que ledit ordre avoit esté procuré par un motif de jalousie et pour empêcher que ledit sieur de Niozelles ne se fist faire consul contre lesdites formes, le soin, prudence et diligence desdits consuls, avec la condescendance et sincérité dudit sieur de Niozelles, furent telles que, non seulement en ladite création du Nouvel Estat il ne s'est rien passé d'artificiel ni d'extraordinaire, mais mesme ledit sieur de Niozelles n'a pas eu une nomination des quatre qui sont mises dans la boîte dorée pour en tirer le premier consul, ce qui a fait connoistre combien ladite jalousie (si elle estoit véritable) avoit peu de fondement. » Depuis, les nouveaux consuls ont multiplié les preuves de leur désir de soumission au Roi, d'obéissance au duc de Mercœur et de réconciliation générale entre leurs concitoyens. S'ils n'ont pas fait exécuter le nouvel ordre que le duc leur a envoyé au sujet de Niozelles, c'est qu'ils ont estimé « que, puisque la cause apparente dudit ordre cessoit, qui estoit que ledit sieur de Niozelles ne fust fait consul, il n'estoit pas nécessaire d'en presser l'exécution ». Mais, comme le duc n'a pas voulu entendre leurs raisons et a refusé de recevoir leurs envoyés, « ils ont esté obligés de desputer les soussignés à Vostre Majesté pour lui représenter très humblement qu'en tout ce qui s'est passé en ladite ville, ses chefs et magistrats, tant de justice que de police, n'ont point négligé leur devoir ni rien oublié de ce qu'ils estoient tenus de faire pour le bien de son service et pour procurer la tranquillité publique qui en fait une bonne partie ». Après avoir essayé de prouver cette affirmation en examinant la conduite suivie à l'occasion de l'affaire des réfugiés d'Aix et en rappelant que ceux d'entre eux qui quittèrent Marseille et trouvèrent asile en d'autres villes et villages de la province, ne furent pas inquiétés dans leur nouvelle retraite, ce qui semblerait indiquer « que ces vives poursuites qui estoient faites contre eux pendant qu'ils estoient dans Marseille n'estoient pas tant pour les punir que pour rendre ladite ville criminelle ou suspecte ». Cornier achève son mémoire en faisant le tableau des sacrifices que sa ville a toujours faits pour le Roi, « afin que Sa Majesté puisse connoistre qu'elle n'a pas une ville en son royaume plus fidele, plus zélée à sondit service ni qui, à proportion de ses forces, ait plus contribué au bien de son Estat ». Il fait donc « un sommaire dénombrement de tout ce qu'elle fournit et paya durant moins de vingt ans des dernières années de la vie si précieuse du feu Roy ». Il rappelle notamment un présent de 50 000 livres que les consuls portèrent au Roi pendant le siège de Montpellier en 1622; le payement, en 1633, d'une somme de 86 000 livres, « ensuite d'une taxe des trésoriers généraux de France, dont ils ne voulurent point réclamer »; l'équipement et l'entretien, « durant quatre mois et à ses despens », de 23 tartanes armées à la suite de la surprise par les Espagnols des îles Saint-Honorat et Sainte-Marguerite en 1636; sans parler des 10 tartanes fournies cette même année au général des galères, le marquis du Pont de Courlay et des mèches, balles et autres munitions de guerre livrées à l'archevêque de Bordeaux; enfin, 30 000 livres données au comte d'Harcourt pendant qu'il assiégeait l'île Sainte-Marguerite, et d'autres

Ce langage, si différent de celui qu'il avait été recommandé aux députés de tenir à Toulouse, causa beaucoup d'étonnement à Marseille quand il y fut connu. Ignorant encore les véritables sentiments du ministère à leur égard, les consuls et leurs amis crurent qu'il y avait là, de la part de Cornier et de ses compagnons, un excès injustifié de prudence ou de timidité. Ils jugèrent donc qu'il convenait de leur rappeler qu'ils n'avaient pas été en cette circonstance les interprètes exacts des sentiments de leurs concitoyens et qu'ils avaient le devoir de ne rien abandonner des doléances et des griefs que Marseille avait entendu faire valoir contre ses ennemis. Ils leur écrivirent en conséquence.

« Nous avons reçu, leur disaient-ils ¹, avec la lettre qu'il vous a plu nous écrire par le sieur Espagnet les *Remonstrances et Mémoires* que vous avez dressés, en quoi nous ne pouvons que louer votre zèle et votre diligence. Mais, comme il importe au bien de la ville et pour les suites de faire connoître que notre principal malheur provient de la haine et aversion que M. d'Oppède a conservée contre ceste ville depuis que ses amis n'y ont plus d'autorité et qu'il ne peut plus écrire à la Cour, comme il faisoit auparavant, que la ville, de Marseille est à lui et qu'il y a tout pouvoir, *il nous a certes paru un peu estrange que vous n'ayez pas en cela suivi les Mémoires que nous vous donnâmes à votre départ* ² et que vous ayez oublié de parler d'une personne qui ne nous espargne point et qui nous tend tous les jours des pièges pour avoir occasion de descrire nostre conduite auprès du Roy. C'est pourquoi, Messieurs, nous vous sup-

dépenses faites en 1640 pour défrayer « un ambassadeur du Grand Seigneur depuis Marseille jusques à Paris, ou pour acquitter l'an gratuit ou pour payer la pension de 16 000 livres, qu'elle fait tous les ans à l'ambassadeur du Roy à Constantinople, par ceste seule raison que c'est la volonté de Vostre Majesté ». Et, après ce long exposé, Cornier conclut ainsi : « Après donc de si grands tesmoignages de sa fidélité et de son zèle, Vostre Majesté est très humblement suppliée de ne se vouloir point arrester aux mauvoises impressions qu'on lui a voulu donner de ses intentions et de sa conduite et, après ces deux grands chefs-d'œuvre de la paix générale et de son mariage qu'elle vient de parfaire par les sages avis et conseils de son incomparable ministre, vouloir encore donner la paix et le repos à ceste pauvre ville affligée, et néanmoins excuser lesdits députés s'ils s'estoient mespris en quelque chose, puisque, estant partis à la haste, ils n'ont pas eu loisir d'apporter les *Mémoires et Instructions* qui leur estoient nécessaires et ont aussi esté obligés de dresser promptement ladite remonstrance pour obéir aux commandemens de Vostre Majesté ».

1. Lettre des consuls aux députés de Villages et Cornier, à Toulouse, 12 décembre 1659 (Collection de Barbarin).

2. Il convient de rapprocher ce passage de cette affirmation de Cornier à la fin du *Mémoire au Roi*, « ... Vostre Majesté est très humblement suppliée... et néanmoins excuser lesdits députés s'ils s'estoient mespris en quelque chose puisque, estant partis à la haste, ils n'ont pas eu loisir d'apporter les *Mémoires et Instructions* qui leur estoient nécessaires.... » Cette contradiction atteste, selon nous, que, en constatant dès leur arrivée à Toulouse les dispositions malveillantes de la Cour à leur endroit, les députés avaient pris sur eux de modifier le langage et l'attitude qu'ils avaient d'abord décidé d'observer, conformément aux instructions qu'ils avaient reçues en partant de Marseille.

plions de vous conformer aux premiers Mémoires que vous avez portés et de régler votre poursuite et sollicitation par ceste seconde remonstration que vous trouverez ci-inclus que nous vous prions de présenter à Sa Majesté, à laquelle vous rapporterez aussi les premiers Mémoires que vous avez portés lors de votre départ et le tout présenterez au Roy. »

Ces *Mémoires*¹ ne faisaient que reprendre avec plus de concision, et surtout avec plus de vigueur, les griefs articulés une première fois contre d'Oppède dans les Instructions que les députés avaient emportées et dont ils n'avaient pas jugé à propos de se servir. Le premier président y était accusé, en termes encore plus formels que la première fois², d'avoir provoqué lui-même par ses intrigues et par ses manœuvres l'agitation et les mouvements qui venaient de désoler Marseille, dans le but de s'emparer du gouvernement de cette ville en lui imposant de force, grâce à la réforme du Règlement du sort, qu'il avait imaginée et fait accomplir lui-même, des consuls de son choix dont la plupart des habitants n'avait pas voulu. De là, tous les différends survenus par la suite entre Marseille et le premier président et les accusations criminelles portées par celui-ci contre les chefs du parti contraire, pour se débarrasser d'eux, sous le couvert du service du Roi, et rétablir à l'Hôtel de Ville ses amis et ses créatures, incapables de s'y maintenir sans ce recours à la violence³. Seul, le Roi pourrait empêcher

1. *Nouveaux Mémoires* envoyés à Messieurs les Députés à Toulouse (Collection de Barbarin).

2. « Puisque Messieurs les Députés, par un trait de leur prudence ordinaire, se sont précautionnés dans la conclusion de leur remonstration qu'ils ont eu desjà l'honneur de présenter au Roy d'y pourvoir d'autres raisonnemens et d'autres instructions pour le succès de leur voyage et l'esclaircissement des choses qu'ils ont à traiter, il est expédient qu'ils remonstrent de nouveau à Sa Majesté et à son principal ministre : Que si M. d'Oppède, premier président en la Cour du Parlement de ce pays, forme souvent des plaintes contre la ville de Marseille, ceste ville n'a pas moins de justes sujets d'en faire contre lui et de le tenir pour suspect et, à sa considération, le Corps du Parlement dont ses parens et amis composent aujourd'hui la plus grande partie. » (*Nouveaux Mémoires.*)

3. « La première occasion de plainte qu'on a contre M. le premier président a esté touchée en passant dans la remonstration jà faite, d'autant que lorsque la ville jouissoit d'un profond repos par le moyen du Sort, on fit escrire par les consuls de l'année 1657 qu'il falloit le rendre muable et que le Conseil des Trois Cens avoit esté mal rempli, ce qui ce fit secrètement et de concert avec M. le premier président sans assembler un Conseil de Ville et, qui plus est, à vive force, c'est-à-dire avec des soldats que les consuls de ce temps-là entretenoient contre les réglemens de la ville, en façon que, pour donner lieu à ceste nouveauté, on obtint des lettres-patentes en blanc qui furent remplies lors de l'élection, M. le Gouverneur et M. d'Oppède présents; et, comme si les anciens ordres devoient estre en mesme temps entièrement pervertis, on donna le chaperon au fils du dernier consul qui sortoit de charge, on changea tout le Conseil et on le fit en vertu de ces mesmes patentes jusques au moindre officier de ville, ce qui n'avoit jamais esté fait. Il est vrai que ces nouveaux consuls, qui tenoient leurs chaperons de la main de M. d'Oppède, lui estoient tout à fait soumis. Le sieur de La Baume, lors premier consul, estoit tous les jours dans Aix et il ne se faisoit rien dans Marseille que par l'organe et par l'avis de M. d'Oppède. Mais, outre que cela desplaisoit à toute la ville, elle s'aigrit encore de deux choses également fascheuses, l'une d'entendre dire que la despense des soldats et l'obtention des

l'exécution de ce dessein menaçant pour le repos, l'avenir et la prospérité d'une ville dont la fidélité et le dévouement ne s'étaient jamais démentis, même aux heures les plus troublées de sa vie municipale¹. Il suffirait d'accorder aux Marseillais aussi injustement accusés l'évocation qu'ils demandaient et qui devait les soustraire à la vengeance du premier président dont le Parlement d'Aix, composé de ses parents et de ses amis, n'hésiterait pas sans cela à se faire l'instrument².

Les auteurs de ce *Mémoire* paraissaient ignorer que le temps était passé d'obtenir du Roi une grâce aussi importante que celle qu'ils sollicitaient. Cela aurait été comme un désaveu public infligé non seulement à d'Oppède, mais encore à Mercœur, qui avait lié sa cause à celle du premier président dont il soutenait maintenant les intérêts et dont il défendait vigoureu-

lettres patentes avoient coûté environ 25 000 livres, et l'autre, que les consuls, qui avoient esté eslus par une voie extraordinaire, vouloient aussi extraordinairement établir pour toujours, sans en estre requis par le corps des Marchands et sans nécessité aucune, une galère garde-costes qui fut le motif principal du bruit et du mouvement arrivé le 19^e du mois de juillet 1658. Il n'est pas besoin de parler des suites : la Cour les sçait encore mieux que nous. Mais il est vrai de dire que, comme ces gens-là furent trouvés indignes du gouvernement de la ville et qu'ils en furent expulsés et chassés avec tant de honte, M. d'Oppède, intéressé dans leur protection parce qu'ils estoient ses amis et qu'il les avoit faits lui-mesme consuls, a conçu une telle haine et animosité contre ceux qu'il estime avoir le plus agi dans ceste occasion qu'il n'en a perdu aucune pour leur tesmoigner son ressentiment. Et, comme il reconnoist que ses amis ne sçauroient d'eux-mesmes se remettre dans le crédit parce qu'ils ne sont que cinq ou six contre toute la ville ensemble, et encore jeunes gens non-mariés et sans expérience ou qui, par d'autres considérations, n'ont pas de part aux affaires publiques, on ne sçauroit dissimuler sans préjudication que M. d'Oppède est bien aisé de jeter dans le crime ceux qui gouvernent à présent pour donner lieu à un changement et faire, sous le nom et par la main du Roy, ce qui lui est du tout impossible par l'adresse et par la force de ses amis. » (*Nouveaux Mémoires.*)

1. A l'énumération des sacrifices en argent et en vaisseaux consentis par Marseille pour le service du Roi, que Cornier avait faite dans sa remontrance, les *Nouveaux Mémoires* ajoutent encore une nouvelle énumération des sommes dépensées pour ce même service entre les années 1641 et 1655.

2. « Toutes ces choses estant représentées comme des moyens de récusation, et non à dessein d'offenser M. le premier président, qui est le tout-puissant dans le Parlement, il y a sujet de demander et d'attendre une évocation générale ou, du moins, pour l'affaire de La Gouvernelle, si tant est que Messieurs les députés ne trouvent des moyens plus doux pour sortir de ce mauvais pas et pour désabuser la Cour des sinistres impressions qu'on a données contre la fidélité de la ville de Marseille et contre la tranquillité dont elle jouit à présent. » (*Nouveaux Mémoires.*) — Dans la lettre aux députés qui accompagnait l'envoi de ces *Nouveaux Mémoires* et dont nous avons parlé ci-dessus, les consuls s'expliquaient encore plus clairement au sujet de cette évocation qu'ils les chargeaient de solliciter : « Et, parce qu'il n'y a que deux voies pour sortir de ce mauvais pas, la punition et le pardon, en cas que ce dernier vous manque et qu'il faille en venir nécessairement au premier, vous jugez bien qu'il est nécessaire de vous escrier et déclarer contre M. d'Oppède, afin de pouvoir demander par ce moyen d'autres juges que ceux du Parlement dans lequel il n'est pas seulement le chef, mais le tout-puissant. Ce n'est pas d'aujourd'hui, Messieurs, que la ville en a usé de la sorte : il n'est pas nouveau à Marseille de demander la grâce pour des particuliers.... Ce que vous pourrez faire entendre et connoistre par delà est que tout autant que nous avons sujet de nous plaindre de M. d'Oppède, nous avons de dispositions de rendre nos respects et soumissions à Son Altesse [le duc de Mercœur] que nous reconnoissons pour nostre gouverneur. »

sement la conduite auprès de Mazarin¹. Pourtant, des bruits fâcheux couraient à Marseille sur la façon dont les ministres avaient accueilli les premières remontrances présentées par les députés. On avait rapporté qu'il leur avait été fait cette réponse « que le Roy entendroit les uns et les autres sur le Quai du Port² ». Mais les consuls n'y avaient pas ajouté foi et ils s'attachaient plus étroitement que jamais à l'espérance qu'il suffirait à leurs députés de faire entendre leurs raisons aux ministres et au Roi pour obtenir les satisfactions qu'ils souhaitaient.

C'était de leur part une grande illusion. Le Conseil du Roi avait ajourné toute décision sur les affaires de Marseille jusqu'à ce que le Roi, s'étant transporté lui-même en Provence avec la Cour, se fût rendu compte de ce qu'il convenait de faire. « Messieurs, aurait dit aux députés le comte de Brienne à l'issue

1. Avant l'arrivée des députés de Marseille à Toulouse, Mazarin, à la sollicitation de Mercœur, avait pris carrément le parti de d'Oppède contre ses ennemis. Le 30 novembre, en effet, il écrivait à celui-ci ces lignes significatives : « Il y a desjà quelques jours que je reçus de vostre part une longue lettre. Reprenant dès le commencement les affaires de Provence, vous justifiez vostre conduite, *comme si j'estois capable d'en avoir mauvoise opinion. Je vous prie de croire que, bien loin de me laisser surprendre à tous les bruits que vos ennemis ont fait courir, je les ai considérés comme un surcroist de louange et de mérite pour vous et vous pouvez, sur ceste assurance, avoir l'esprit en repos.* Il n'y a que les Cadets que vous entretenez que je ne scaurois approuver à cause du mauvois exemple et, s'il est besoin de gens pour la sûreté de vostre personne, je vous enverrai plutost des miens et les entretiendrai près de vous tout le temps qu'il sera nécessaire. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 240 v^o.) Mercœur se chargea de répondre lui-même à Mazarin pour mettre au point la question des Cadets qui avait paru lui porter ombrage. « ... Celle qui a esté pour lui (d'Oppède), sur laquelle je dois lui servir de tesmoin que, bien loin de vouloir tenir les Cadets dans sa maison pour le garder des assassins qui tous les jours marchandent sa vie, que de les y voir et sentir suffiroit seulement pour la lui faire désertier pour toujours, et ceux qui lui ont fait ceste pièce ont choisi un foible fondement pour bastir leur édifice, n'y ayant que trois ou quatre soldats pour garder seulement sa porte la nuit et, quand il sort le soir, l'accompagner dont aucun n'est de ceste ville (d'Aix). Il est infiniment obligé aux offres obligeantes que Vostre Eminence a la bonté de lui faire, mais *j'ose l'assurer qu'elle ne peut l'avoir pour personne qui soit plus à elle et qui aille plus droit dans le service du Roy.* » (Lettre du 9 décembre 1659. Arch. des Affaires Etrangères, France, 1725, 173.) De son côté, d'Oppède avait répondu au cardinal une longue lettre dans laquelle, en le remerciant de la confiance qu'il lui témoignait, il lui demandait de l'aider à confondre avec éclat ses calomniateurs en les invitant à écrire et à signer leurs dénonciations. Il eroit qu'ils ont surtout à se plaindre de la fermeté et de la vigueur dont il conduit les affaires du Roi dans la province. Quant à la façon dont il juge les procès au Parlement, il le fait avec toute sa conscience, sans avoir la prétention de s'ériger « impeccable en un métier qui, despendant du jugement des hommes, est assez incertain, mais c'est qu'il est assuré de son intention, et *c'est pour répondre à Messieurs de Marseille qui se persuadent que nous jugeons les procès comme ils font leurs affaires dans leur Maison de ville.* ». D'Oppède proteste encore de sa probité : « Chez moi, dit-il, il n'entre aucun présent, d'aucune nature qu'il soit » ; et il s'élève contre l'accusation de se faire garder par des Cadets, qu'on a portée contre lui, sans doute « en connoissant peu l'aversion qu'il a pour ces sortes de gens ». En terminant, le premier président demande au cardinal de descendre chez lui, quand il accompagnera le Roi à Aix. (Lettre du 9 décembre. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 175.)

2. Lettre des consuls aux députés de Villages et Cornier, à Toulouse, du 12 décembre 1659 (Collection de Barbarin).

du Conseil où avait été lu le *Mémoire* de Cornier, le Roy a vu vostre remonstrance. Il y a trouvé beaucoup de choses qui ne sont pas conformes avec ce qui lui a esté écrit de Provence par ceux à qui il en avait donné la charge. Il ira sur les lieux pour s'esclairer de la vérité et entendra les uns et les autres et, après, il se déterminera. Cependant, il m'a commandé de vous dire que vous pouvez aller où bon vous semblera ¹. »

C'était un véritable congé donné aux députés sous cette forme détournée. Cependant, ils ne l'entendirent pas ainsi et ils restèrent à Toulouse, sur la foi d'une parole de Le Tellier, qu'ils conservaient peut-être l'espoir de gagner à leur cause, sans doute par jalousie de Brienne². Eussent-ils voulu s'en aller qu'ils en auraient été empêchés par les lettres que les consuls leur écrivaient à chaque courrier. Ceux-ci persistaient à ne vouloir rien entendre des nouvelles peu rassurantes qui leur arrivaient de Toulouse. Au premier récit qui leur avait été fait de l'accueil hostile reçu par les députés, ils s'étaient bornés à répondre qu'ils s'y attendaient et que les députés auraient dû s'y attendre aussi, « puisque, leur écrivaient-ils³, les ennemis de nostre repos travaillent depuis longtemps à la Cour pour donner des impressions contraires à celles de leur fidélité, ce qui leur a esté d'autant plus facile que vous avez reconnu évidemment que personne jusques aujourd'hui n'a parlé pour nous et sommes demeurés sans défenseurs et protecteurs comme des pauvres abandonnés ». Il leur fallait donc rester pour « dissiper tous ces nuages et faire voir nettement la justification de leur ville ». Les consuls ne doutaient pas de leur succès. Ils ne pouvaient pas croire qu'un châtiment rigoureux pût être réservé à une ville qui, après avoir donné de tout temps l'exemple de la fidélité au Roi, s'était particulièrement signalée par son zèle et son attachement, « dans les derniers mouvemens de ceste province des années 1650, 1651, 1652, en tenant bon pour le Roy et Son Eminence, lorsque la ville d'Aix prestoit l'oreille aux propositions et aux offres de Messieurs les Princes⁴ ».

Cette confiance ne fut pas ébranlée quand les consuls eurent lu le récit détaillé de la séance du Conseil du Roy et de l'entre-

1. *Mémoire de mes Voyages* de l'avocat Cornier. Ce conseil avait été tenu le 12 décembre, en présence de Louis XIV; Mazarin, de Lionne, de La Vièville, de Guénégaud, Le Tellier et Brienne y avaient pris part; le secrétaire de Mazarin, Rose, y avait assisté.

2. Le *Mémoire de mes Voyages* fait, en effet, le récit d'un incident survenu entre Le Tellier et Brienne, à l'occasion des députés restés à Toulouse malgré l'invitation que celui-ci leur avait faite de la part du Roi de s'éloigner de cette ville : « Quatre jours après [la séance du Conseil rapportée ci-dessus], raconte Cornier, nous fusmes chez M. Le Tellier où, M. le comte de Brienne estant venu, il voulut dire que nous ne pouvions pas estre là. Mais M. Le Tellier lui dit que nous y pouvions estre. »

3. Lettre du 16 décembre 1659 (Collection de Barbarin).

4. *Ibid.*

tien qui avait suivi entre Brienne et les députés. Tout au plus en manifestèrent-ils un léger déplaisir, sans vouloir comprendre qu'il y avait là le premier signe d'une disgrâce certaine. Au contraire, ils étaient rassurés par l'ordre, la concorde et la paix qui régnaient maintenant dans la ville et ils se flattaient d'en donner le spectacle à un gentilhomme de la Cour envoyé par Mazarin pour lui rendre compte de l'état de Marseille. Pleins de confiance, ils s'ouvrirent auprès des députés de leur intention de se rendre eux-mêmes au-devant du Roi, jusqu'à Montpellier s'il le fallait, comme avaient toujours fait leurs prédécesseurs en semblable occasion¹, et ils persévèrent dans ce projet malgré le silence significatif de leurs correspondants à ce sujet². Bien plus, comme si la venue prochaine du Roy ne leur eût inspiré que des sentiments d'allégresse, ainsi qu'il aurait convenu à des sujets sur qui ne pesait pas une aussi grave accusation, ils faisaient délibérer par le Conseil des Trois-Cents qu'il serait « expédient de faire quelque chose de particulier par-dessus les autres villes du royaume sur le sujet de la publication de la paix générale », afin « de faire paroître le zèle et la satisfaction que toute ceste ville reçoit d'un si grand bien », et ils se faisaient autoriser à emprunter les sommes qui leur seraient nécessaires pour couvrir les dépenses de cette cérémonie et celles, peut-être plus importantes, qu'il faudrait faire « pour recevoir Sa Majesté dans sa ville de Marseille, avec tous les honneurs, cérémonies et avantages que des sujets sont obligés de rendre à leur prince³ ».

Autour d'eux, cependant, des faits significatifs révélaient que la Cour ne se contenterait pas de ces manifestations publiques pour accorder à la ville le pardon général qu'elle attendait. On tenait maintenant en suspicion la plupart des citoyens marseillais, même ceux qui n'avaient pas embrassé le parti de Niozelles : à Aix, d'Oppède marchandait à d'Arène la lettre d'introduction qu'il sollicitait pour se rendre à la Cour et il justifiait son refus en déclarant « qu'il est Marseillois, pour la liberté et change bien souvent de personnage⁴ ». En même temps, un ordre du Roi, qui reléguait le cardinal Grimaldi dans son abbaye de Saint-Florent⁵, détruisait le dernier foyer d'intrigues qui eût

1. Lettre du 23 décembre 1659 (Collection de Barbarin).

2. « Nous attendons tous les jours vostre message qui nous doit apporter les nouvelles assurées de la marche que la Cour tiendra afin de nous préparer pour l'aller voir dans Arles ou Montpellier.... Nous ne partirons pas de ceste ville néanmoins sans avoir de vos nouvelles et sçavoir vos sentimens comme nous serons reçus à la Cour. » (Lettre aux députés en Cour, du 30 décembre. — Collection de Barbarin.)

3. Arch. com. de Marseille, BB, *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 17. Conseil des Trois-Cents, du 23 décembre 1659.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 183. Lettre de d'Oppède à Mazarin, 17 décembre 1659. — Voir sur l'attitude de François d'Arène à l'égard de Niozelles, *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 42.

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 171 v°. Copie d'une lettre du Roi (de Toulouse, 25 décembre 1659) au duc de Mercœur, lui prescrivant de trans-

continué d'exister à Aix et privait les Marseillais du dernier appui dont ils eussent pu utilement se réclamer.

Tous ces actes jetaient dans la consternation et dans le désarroi la plus grande partie de la population marseillaise¹; ils donnaient même à réfléchir à quelques-uns des chefs du parti, Félix et La Salle notamment², qui n'avaient pas complètement perdu toute notion exacte des choses. Néanmoins, les consuls et Niozelles conservaient toujours quelque espoir. Ils restaient persuadés que s'ils obtenaient enfin d'être admis en présence du Roi et des ministres, ils n'auraient pas de peine à les convaincre de la pureté de leurs intentions et de l'innocence de leur conduite. Cependant d'Oppède criait déjà victoire et, montrant à Mazarin que « dans Marseille, ils y sont dans la dernière peur », il lui découvrait « combien il sera aisé et facile, en soutenant les choses, de restablir plus fortement que jamais l'autorité du Roy et, partant, qu'il n'y a qu'à achever ce que Son Eminence a commencé³ ».

À l'heure où d'Oppède écrivait ces lignes, Mazarin prenait ses dernières dispositions pour conduire le Roi et la Cour en Provence. Le départ de Toulouse eut lieu le 28 décembre. Sans trop s'attarder dans les villes importantes du Languedoc qu'il traversa en chemin, Louis XIV et sa suite se trouvèrent rendus, le lundi 6 janvier 1660, à Beaucaire où ils passèrent le Rhône pour coucher le soir à Tarascon⁴.

mettre au cardinal Grimaldi l'ordre de se retirer à son abbaye de Saint-Florent, près Saumur, et de prêter la main à l'exécution de cet ordre sans délai. — Sur les préliminaires de cet exil, voir Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 180 et 183, la lettre de Mercœur à Mazarin, du 17 décembre 1659 et celle de d'Oppède du même jour, et *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 43.

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 184. Lettre d'Oppède à Mazarin, du 23 décembre.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, II, v, 42-43.

3. Lettre du 23 décembre 1659.

4. Ces diverses dates nous sont données par le journal de l'avocat Cornier. Cependant, un document d'une autre origine (*Le Livre de Raison*, d'Etienne Borelly, notaire à Nîmes, secrétaire du Chapitre du Clergé et greffier en la Temporalité, conservé aux Archives de l'Hôpital général de Nîmes, et dont les passages qui nous intéressent ont été publiés par M. de Boisliès dans le *Bulletin du Comité des Travaux historiques*, 1883, p. 225) rapporte que le Roi, arrivé à Nîmes le 9 janvier, y séjourna « jusques au lundi suivant, 12^e dudit mois ». D'après ce document, ce serait donc une semaine plus tard que la Cour serait arrivée en Provence. La date du 17 janvier que Cornier assigne à l'arrivée du Roi à Aix permettrait d'accepter le renseignement d'Etienne Borelly, la distance de Nîmes à Aix pouvant être facilement parcourue en cinq jours, même en admettant des arrêts à Tarascon, Arles et Salon. Mais les lettres écrites par les consuls de Marseille à leurs députés, qui avaient précédé la Cour de quelques jours (Cornier note que, partis de Toulouse le 26 décembre, ses compagnons et lui étaient à Arles le 2 janvier) et s'étaient ensuite rendus au-devant d'elle à Tarascon, se placent toutes entre le 6 et le 12 janvier, et l'une d'elles, datée du 9 janvier, contient ces mots : « Nous voyons que le Roy est en Arles ». Une erreur paraît donc avoir été vraisemblablement commise par Etienne Borelly, à moins que le départ de Nîmes et l'arrivée à Arles de « tout le train du Roy et de toute sa cour », placés « huit jours auparavant » par Borelly, n'aient fait croire à Marseille que c'était le Roi lui-même qui était arrivé à Arles. Cette supposition pourrait bien être fondée puisque, dans une lettre datée du « 11 janvier, 10 heures du matin », les

Les députés de Marseille, qui avaient précédé de quelques jours le Roi en Provence, se trouvaient maintenant à Arles où ils attendaient son arrivée¹. Malgré les déceptions éprouvées à Toulouse, ils espéraient toujours que le Roi et les ministres se départiraient enfin de l'excessive sévérité qu'ils avaient observée envers eux². Les consuls partageaient aussi cette illusion : il leur semblait toujours qu'il leur suffirait d'être admis en présence de Louis XIV pour que soient dissipés aussitôt les préventions et les malentendus que la malveillance de leurs ennemis avaient accumulés entre Marseille et le gouvernement. De là, leur impatience à recevoir des députés l'avis qu'ils étaient autorisés à se rendre à Arles pour saluer le Roi et leur confiance inébranlable que cette permission ne pouvait pas leur être refusée.

« Nous attendons tous les jours nouvelle de votre part, écrivaient-ils le 9 janvier³, si nous devons nous mettre en chemin pour aller faire la révérence au Roy et craignons que ce que nous faisons par respect ne nous soit imputé à crime. Voilà pourquoi nous vous prions instamment faire toute la diligence possible pour nous esclairer sur ce point et nous en bien informer afin qu'il ne nous mésarrivast pas. Nos ennemis ici publient beaucoup de choses qui nous donnent sujet d'appréhender. Nous ne ferons rien en cela que par vos avis et conseils et par ordre exprès de Son Eminence.... Nous voyons que le Roy est en Arles. Nous vous prions de nous écrire par toutes les voies pour nous tirer de peine. La lettre que nous avons reçue le jour d'hier, en date du 6^e du courant, nous donne grande appréhension puisque vous dites que nos affaires vont de mal en pis. Ce n'est pas que la confiance que nous avons en Dieu, la netteté de nos consciences ne nous tirent de toutes ces appré-

consuls écrivaient aux députés : « Comme encore vous prierons, si le Roy n'est pas arrivé encore dans Arles, de vous avancer devant Sa Majesté, afin de demander à M. le comte de Brienne si nous devons nous mettre en chemin pour aller rendre nos hommages à Sa dite Majesté... ». Remarquons d'ailleurs que le journal de Cornier rapporte que, le jour où le Roi passa le Rhône à Beaucaire, d'après lui lundi 6 janvier, il se serait rendu à Tarascon où, arrivant vers les 4 heures, il « parla peu après à M. Rose sur le sujet de la venue de Messieurs les consuls », ce qui pourrait bien être, à la date près, l'exécution de la mission donnée par les consuls dans leur lettre du 11 janvier. Dans ce cas, la date donnée par Etienne Borelly serait la bonne.

1. Cornier rapporte, dans le *Mémoire de mes Voyages* que, partis de Toulouse le 26 décembre, à 3 heures de l'après-midi, « en devançant la Cour d'un jour pour en éviter les inconvénients », ses compagnons et lui arrivèrent, le vendredi 2 janvier, à Arles où ils allèrent loger au Cheval-Blanc.

2. Voir dans le *Mémoire de mes Voyages*, de Cornier, le récit de son voyage d'Arles à Tarascon pour assister à l'arrivée du Roy dans cette ville et faire de nouvelles démarches auprès des ministres.

3. Les consuls aux députés en Cour, à Arles, le 9 janvier 1660 (Collection de Barbin). — Cette lettre contenait ce *post-scriptum* : « Nos amis dans ceste ville trouvent estrange que nous ne partions pas pour aller rendre nos humbles respects à Sa Majesté. C'est pourquoi nous vous prions de ne rien négliger en ceste affaire, rendre l'incluse à Mgr le comte de Brienne, qui vous dira la marche que nous devons tenir afin de nous tirer de reproche et d'appréhension tout ensemble. »

hensions, mais, n'ayant pas la liberté de parler et de nous justifier, nous craignons que les mauvaises impressions que nos ennemis ont données ne prévalent au-dessus de nostre innocence¹.... »

La venue, maintenant certaine, de Louis XIV en Provence réveillait les passions politiques, restées quelque temps assoupies. Les amis de La Baume ne doutaient pas que ce séjour ne marquât pour eux un retour de fortune et ne leur permit de ressaisir le pouvoir et de se venger de ceux qui les en avaient dépossédés. Ils disaient ouvertement leurs espérances et menaçaient avec satisfaction leurs ennemis des effets de la justice royale. Ils accueillaient sans les contrôler les bruits les plus pessimistes et ajoutaient ainsi à l'anxiété de la plupart des habitants. L'appréhension de quelques-uns, sans doute des plus compromis, était si vive que les consuls purent craindre qu'ils ne se livrassent à quelque coup de désespoir contre ceux qui répandaient avec tant de complaisance ces sombres nouvelles. Les magistrats réussirent à les calmer et à maintenir la ville dans le repos². Mais eux-mêmes, malgré la confiance qui ne les avait pas encore abandonnés, devaient peu à peu se rendre compte de la triste réalité.

François d'Arène, revenu du voyage qu'il avait enfin pu faire à la Cour, confirmait les bruits les plus redoutables qu'on avait fait courir sur les intentions du Roy. « Sa Majesté, avait-il dit, venoit droit à Aix où elle feroit quelque séjour; ensuite, elle viendrait à Marseille, et il croyoit que le plus grand chastiment tomberoit sur les particuliers qui avoient donné retraite aux criminels d'Aix et sur ceux qui avaient eu part à l'attentat contre La Gouvernelle³. »

Malgré ces nouvelles peu rassurantes, Niozelles était encore à Marseille. Il s'y montrait en public et affectant un tranquille courage, où ses ennemis prétendaient découvrir une insolente et criminelle bravade à l'égard du Roi, et où ses partisans voyaient

1. Le 11 janvier, à 10 heures du matin, les consuls écrivaient encore aux députés pour leur dire leur impatience de recevoir enfin l'avis qui leur permettrait de se mettre en route, ajoutant ces mots qui semblent prouver qu'ils ne doutaient pas qu'il ne finit par leur arriver : « Messieurs, vous aurez la bonté de nous préparer un logis pour nostre arrivée dans Arles et pour toute nostre suite ». (Collection de Barbarin.)

2. Dans cette même lettre du 11 janvier, les consuls écrivent en effet : « Ces Messieurs du parti contraire ont usé des menaces contre diverses personnes qui sont des amis dudit sieur de Niozelles, jusque-là de les vouloir insulter et qu'il y en auroit beaucoup qui seroient punis de mort à l'arrivée du Roy et divers autres discours séditieux au désavantage du général de toute nostre ville, ce qui auroit fait venir la pensée à tous ces gens-là de faire un pas pour aller insulter tous ces Messieurs qui usoient de ces menaces et ce par un coup de désespoir. Ce que venu à nostre notice, par nos soins et prudence, avons dissipé tout cela et ne travaillons qu'à tenir la ville dans le calme et repos, de quoi nous avons voulu vous tenir avertis par un message exprès et laisser le tout à vostre sage conduite pour en parler ou n'en parler pas à la Cour. »

3. *Histoire des troubles de Marseille*, II, VI, 44-45.

une excessive témérité. Désireux de ne pas le laisser s'exposer plus longtemps au sévère châtement dont on le disait menacé, quelques-uns de ses amis résolurent d'aller s'informer eux-mêmes à la Cour des véritables intentions du ministère, puisque aussi bien les consuls attendaient toujours qu'il leur fût permis de s'y rendre. Des gentilshommes, parmi lesquels Jean-Baptiste de La Reynarde, allèrent donc à Arles, où ils eurent vite fait de comprendre qu'il leur fallait abandonner tout espoir de pardon. La Reynarde se hâta d'en avertir Niozelles : « Sauvez-vous ! lui aurait-il écrit en secret, et soyez sûr que les issues sont toutes fermées, tant par mer que par terre ¹ ! » Niozelles dédaigna de suivre cet avis. Croyant sans doute que ses ennemis se laisseraient encore prendre à ce nouveau subterfuge et que Mazarin informé de sa fuite se montrerait plus bienveillant pour ses concitoyens, il fit publiquement des préparatifs de départ, puis, feignant de sortir de Marseille, il disparut adroitement caché dans des maisons amies ².

Consciemment ou non, les consuls s'étaient fait les complices de cette ruse. Dès les premiers préparatifs de Niozelles, ils avaient fait annoncer son départ à la Cour ³, paraissant croire qu'il suffirait au Roi et aux ministres d'apprendre cette nouvelle pour se départir de la sévérité dont ils menaçaient Marseille, ses magistrats et ses habitants. Ni les avis qui leur étaient maintenant prodigués par ceux de leurs concitoyens que les ministres avaient laissé venir à la Cour où ils les retenaient pour ainsi dire en otages ⁴, ni le silence que les députés continuaient à garder sur le projet de leur voyage à la Cour qu'ils s'obstinaient à préparer et à faire demander à Mazarin et à Brienne l'autorisation d'entreprendre ⁵, ni la nouvelle qu'on leur avait

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, VI, 44-45.

2. « ... Niozelles tint cest avis secret et, se préparant à se dérober à la colère du Roy, prit congé des consuls et de ses amis, après avoir tasché inutilement de les engager dans ses interests.... Il fit courir le bruit qu'il alloit à Nice et l'on mit des chevaux à la porte de sa maison, sellés et bridés, depuis midi jusqu'au soir du 15 janvier 1660. Il parut mesme avec la botte tout ce jour-là. Mais, dans la nuit du même jour, il disparut et se cacha d'abord dans une maison joignant la sienne d'où il se retira deux jours après, parce qu'il avoit esté reconnu par une femme du voisinage. Il se réfugia dans une autre maison de ses amis, pendant qu'on lui préparoit le lieu où il devoit se cacher tout de bon et s'enterrer comme une taupe, ainsi qu'il disoit lui-mesme quelquefois qu'il avoit envie de faire s'il estoit contraint de fuir. » (*Histoire des troubles de Marseille*, II, VI, 45-46.)

3. Dès le 9 janvier, en effet, ils écrivaient à leurs députés à Arles : « Nous avons prié M. de Seisson de s'arrester en ceste ville afin qu'il vous portast la nouvelle assurée du départ et de la sortie de M. de Niozelles, lequel est parti cejourdhui pour chose certaine, le mauvois temps l'ayant empesché de s'embarquer plus tost, ce que vous pouvez hautement publier à la Cour, et qui pourra adoucir la colère du Roy et de Son Eminence. » (Collection de Barbarin.) — Dans la lettre du 11 janvier, dix heures du matin, les consuls représentaient encore ce départ comme un fait accompli : « Depuis l'absence de M. de Niozelles, disaient-ils, ces Messieurs du parti contraire, etc. »

4. *Histoire des troubles de Marseille*, II, VI, 44-45.

5. C'est à partir du 6 janvier 1660, par une lettre datée de ce jour et par d'autres lettres datées des 9 (deux lettres ce jour-là), 11 et 12 janvier (elles sont toutes

fait passer que le Roi ne voulait pas de la réception magnifique qu'ils se proposaient de lui faire à son entrée dans Marseille et qu'ils rêvaient dans leur aveugle inconscience de rendre plus magnifique encore que toutes celles qui lui avaient été faites par les villes visitées au cours de ce voyage ¹, rien ne parvenait à leur faire perdre la confiance obstinée qu'ils avaient d'obtenir bientôt un pardon général. Aussi ils pressaient les députés de leur envoyer enfin la nouvelle qu'il leur était permis de se mettre en route, que le Roi consentait à les recevoir et que des amis complaisants leur réservaient « des chambres et des lits à leur arrivée dans Arles ² ». Puis, comme cet avis tant sollicité tardait encore à venir et que le temps pressait, ils se décidaient à ne pas attendre plus longtemps et à se mettre en route. Ils étaient parvenus à quelque distance de Marseille, quand ils rencontrèrent un messenger envoyé exprès par les députés, qui leur dit « de s'en retourner ³ ».

Pour la première fois depuis leur élection, les consuls devaient se rendre à l'évidence. De retour à Marseille, en effet, les mal-

conservées dans la Collection de Barbarin et ne figurent pas au Registre de la Correspondance des Archives communales de Marseille) que les consuls entretiennent les députés de leur projet de se rendre au-devant du Roi jusqu'à Arles. Pendant près d'une semaine, et alors que la distance qui sépare Marseille et Arles est, pour ainsi dire, insignifiante et qu'il paraît d'ailleurs s'être fait entre les deux villes un échange assez fréquent de nouvelles pendant le séjour de Louis XIV et de sa Cour dans cette dernière ville, les consuls ne reçurent aucune réponse à ces lettres très pressantes. Ce silence aurait dû, semble-t-il, leur servir de catégorique avertissement.

1. « La ville de Marseille se croyoit si peu coupable, le crime concernant La Gouvernelle, le meurtre de Perret et la retraite donnée aux condamnés par le Parlement ne regardant que peu de personnes dont Niozelles estoit alors considéré comme le chef que, par le Conseil de ville du 28 décembre 1659, il fut donné pouvoir aux consuls d'emprunter les sommes qu'ils jugeroient nécessaires et de donner les ordres qu'ils trouveroient à propos pour l'entrée du Roy. On fit dès lors travailler aux clefs d'or qui devoient estre présentées à Sa Majesté, ce qui est particulier pour Marseille, car les autres villes, Paris mesme, ne présentent à nos rois que des clefs d'argent. On avoit desjà peint des emblèmes et composé des inscriptions pour les arcs de triomphe. » (*Histoire des troubles de Marseille*, II, VI, 43-44.) — Cf. la lettre des consuls aux députés, du 6 janvier 1660 (Collection de Barbarin) : « Nous vous prions très instamment nous tenir avertis... s'il faut préparer une entrée au Roy avec magnificence à son entrée dans ceste ville, car ce qui nous fait douter en ce point est qu'on dit que le Roy ne veut pas qu'on lui fasse aucune entrée... » et celle du 12 janvier aux Mêmes : « Vous nous marquez aussi l'entrée que Messieurs d'Arles ont faite au Roy; s'ils ont donné des clefs d'or comme nous avons fait lors de l'entrée du défunt Roy et toutes les autres cérémonies qui se seront faites dans ce rencontre, pour y prendre là-dessus nos mesures ».

2. Lettre des consuls aux députés, à Arles, 12 janvier 1660 (Collection de Barbarin). — Cf. le *post-scriptum* de la lettre du 11 janvier, dix heures du matin : « Messieurs, vous aurez la bonté de nous préparer un logis pour nostre arrivée dans Arles et pour toute nostre suite... ».

3. *Histoire des troubles de Marseille*, II, VI, 46. — Arch. com. de Marseille, CC. Comptes trésoraires, 1659-1660, J. de Lisle, trésorier. « Janvier 1660. A moi-même, J. de Lisle, trésorier, 239 l. 15 s. pour despense faite au voyage de Messieurs les consuls allé faire en Arles pour rendre ses très humbles obéissances au Roy, lequel voyage n'ont pas continué sur l'avis que reçurent de Messieurs les députés tout proche de Cellon (?) de s'en retourner. »

heureux eurent vite l'occasion de voir qu'ils n'avaient plus rien à attendre que de la bonté et de la pitié du Roi.

Le 16 janvier, la Cour quitta Arles et, par Salon, gagna Aix où elle arriva le 17. Les députés de Marseille l'avaient suivie dans cette ville, où on les tint à l'écart, sans même leur laisser approcher les commis les plus obscurs des ministres ou du gouverneur¹. Pendant qu'ils se morfondaient ainsi dans l'anxiété, des gens bien informés répandaient dans Aix et dans Marseille des bruits alarmants au sujet du sort que le gouvernement réservait à la ville coupable. Le Roi y entrerait par la brèche, non sans avoir fait disparaître auparavant l'insolente inscription gravée en 1650 sur le fronton de la Porte Royale, « *Sub cujus imperio summa libertas* », ce qui lui permettrait ensuite d'en châtier l'auteur, qu'on disait être l'abbé de Félix². Ce ne serait pas tout : tandis que le duc de Mercœur viendrait occuper la ville avec des soldats, qui auraient permission de la mettre à sac, le chevalier de Clerville ferait construire une citadelle, dont il avait déjà dressé et montré les plans³.

C'est en vain que les consuls, consternés par ces nouvelles, avaient essayé d'apitoyer d'Oppède, Mercœur et Mazarin sur le malheur de leur cité. Le cardinal avait refusé même de lire la lettre qu'ils lui avaient écrite⁴. Cette inflexible sévérité ajouta à l'angoisse où tous les habitants étaient plongés. Ce qui y ajouta encore davantage, c'est la nouvelle de l'échec des démarches que les chefs du parti contraire avaient tentées auprès de Mercœur et de Mazarin. Demandant à Mercœur de ne pas les confondre avec leurs ennemis quand il viendrait à Marseille, ils en avaient à peine obtenu la promesse qu'il serait apporté en leur faveur quelques adoucissements à la rigueur avec laquelle les autres habitants seraient traités. Mais ils s'étaient vu refuser l'entrée de l'appartement de Mazarin : on rapportait même les propos méprisants que le ministre aurait tenus à son valet de chambre Barnouin, qui lui représentait qu'ils étaient cependant les amis du duc de Mercœur : « Vraiment, voilà de beaux amis, qui ne lui ont donné que de la peine et du chagrin ! Ne sçais-tu

1. *Mémoire de mes Voyages*, de l'avocat Cornier. — *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 47.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 47. « On imputoit à l'abbé de Félix d'avoir inspiré aux consuls de l'année 1650 de la faire mettre en ce lieu-là, mais cest abbé, qui estoit l'aversion du parti contraire, se justifioit aisément sur ce que ceste mesme inscription avoit esté mise sur une des portes de l'Hostel de Ville dès le règne de Henri IV, ajoutant que plusieurs auteurs fort graves assureroient que c'est vivre en liberté que de vivre sous un bon prince; que le Roy estoit un monarque équitable et rempli de bonté pour ses fidèles sujets : une telle inscription prise en ce sens et mise au bas du buste de Sa Majesté n'avoit rien qui pust estre justement censuré. » Sur les circonstances dans lesquelles cette inscription avait été placée sur la Porte Royale et sur la signification qu'on lui avait donnée à ce moment, voir ci-dessus, II^e partie, ch. iv, p. 343-344.

3. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 47-48.

4. *Ibid.*

pas, Barnouin, pour me l'avoir souvent ouï dire, qu'ils se disent tous mes amis ! Mais le moyen de faire cas d'eux ? Ils sont foibles et inutiles ; les autres sont infidèles et trompeurs ¹. »

Tout donc ayant été arrêté dans l'esprit de Mazarin, le 19 janvier, le Roi adressa cette lettre au duc de Mercœur : « Mon Cousin, Désirant empêcher la continuation des désordres et séditions que vous sçavez estre excités dans ma ville de Marseille et pourvoir à ce qu'il n'en arrive plus à l'avenir, et comme pour l'exécution des choses qui sont à faire en ceste occasion et desquelles vous serez informé par l'instruction que je vous ai fait expédier, laquelle sera ci-jointe, il est besoin d'y employer des forces, j'ai résolu d'y faire acheminer un corps de troupes composé, quant à l'infanterie, de seize compagnies du régiment de mes Gardes françoises, sous la charge du sieur de Monstreuil-Fourville, lieutenant-colonel dudit régiment, de treize compagnies de celui de mes Gardes suisses, sous le commandement du sieur Motondin, colonel dudit régiment, et la compagnie de Mousquetaires de mon cousin le cardinal Mazarin, sous la charge du sieur de Massat, capitaine de ladite compagnie ; et, quant à la cavalerie, des brigades des compagnies de gendarmes et de chevaux-légers de ma Garde, qui sont à présent près de ma personne, et de cinquante archers des Gardes de mon Corps. Et, donnant mes ordres auxdites troupes pour s'acheminer aux environs de ladite ville de Marseille, j'ai bien voulu vous le faire sçavoir par ceste lettre et vous dire qu'aussitost que vous l'aurez reçue vous ayiez à vous rendre en diligence proche de ladite ville, que vous preniez le commandement des dites troupes et les employiez à tout ce que vous verrez estre à faire pour mon service et letablissement de mon autorité dans ladite ville, conformément à ce qui est porté par ladite instruction et en la manière que vous verrez estre la meilleure, m'en remettant entièrement sur vostre prudence, comme aussi de faire entrer et loger dans ladite ville, si vous l'estimez à propos, outre lesdites troupes, les régimens d'infanterie de Provence et ceux aussi de mon frère, le duc d'Anjou, et de Chambelli ². »

L'*Instruction*, qui accompagnait cette lettre ³, précisait au duc

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, VI, 48-49.

2. Bibliothèque Nationale, Ms. Fr., 4195 (*Dépêches de l'année 1660*), f° 9. Le Roi au duc de Mercœur, du 19 janvier 1660. — *L'Histoire des troubles de Marseille* (II, VI, 52) évalue à 7 à 8 000 hommes la force de cette petite armée.

3. Bibliothèque Nationale, Ms. Fr., 4195, f° 10. — *Instruction à mondit sieur le duc de Mercœur sur les choses qui sont à faire dans ladite ville de Marseille*. — Du XIX^e janvier 1660. Ce document débute ainsi : « Le Roy, voulant faire remettre toutes choses dans l'ordre et restablir son autorité dans sa ville de Marseille, où la confusion et la désobéissance ont esté introduites par la mauvoise volonté de quelques factieux, ennemis du repos public et de l'Estat, et voyant avec regret qu'il est nécessaire pour ceste fin d'employer la force, les voies de douceur dont Sa Majesté s'est servie jusques ici ayant esté inutiles et n'ayant servi qu'à donner plus d'audace et témérité aux séditeux, Sa Majesté a résolu d'envoyer dans ladite ville un corps de troupes d'infanterie et de cavalerie sous le comman-

de Mercœur l'usage qu'il devait faire de cette petite armée et la conduite qu'il lui fallait observer à l'égard des habitants de Marseille et des chefs des rebelles. Après s'être transporté avec ses troupes le plus rapidement possible jusqu'aux environs de la ville, Mercœur devait s'assurer des positions les plus propices qui lui permettraient, après s'être rendu maître des portes, de faire entrer des troupes d'infanterie et de cavalerie, auxquelles il ferait occuper « les places et les postes de ladite ville qui sont du côté du Port. » S'étant ainsi assuré de la possession de toutes les issues du côté de la terre et du côté de la mer, il ferait ensuite établir à l'intérieur de la ville tous les corps de garde qu'il jugerait à propos. Quant au reste de ses soldats, il les logerait chez l'habitant qui serait tenu de ne leur fournir que le lit, car, disait l'*Instruction*, « comme l'intention de Sa Majesté n'est pas que lesdites troupes soient à aucune charge au peuple de ladite ville, ayant fait pourvoir des deniers de son Espargne à partie de leur paiement pour leur donner moyen d'y subsister et d'y vivre en bon ordre et police, Sa Majesté a fait expédier une ordonnance¹ portant défenses auxdites troupes tant d'infanterie que de cavalerie, qui seront logées dans ladite ville, de rien exiger de leurs hostes au-delà du lit qui leur sera par eux fourni gratuitement, selon leur commodité, à peine auxdites troupes de la vie ».

Une fois prises ces précautions préliminaires, qui avaient pour but de le rendre maître des principales positions de la ville et de le mettre avec ses soldats à l'abri d'un coup de main des factieux², le duc de Mercœur devait faire procéder à la saisie des diverses armes, munitions et pièces d'artillerie qu'il trouve-

dement de M. le duc de Mercœur, pair de France, gouverneur et lieutenant-général pour Sa Majesté en ceste province de Provence, pour appuyer l'exécution de ses résolutions en ceste occasion et, pour en informer ledit sieur duc, Sa Majesté lui a fait donner la présente instruction ».

1. *Ibid.*, f° 17 v°. — « Ordre pour faire vivre en payant les troupes estant dans ladite ville de Marseille. — Dudit jour xix^e janvier 1660. Sa Majesté ayant donné ses ordres pour faire loger dans sa ville de Marseille plusieurs troupes d'infanterie et de cavalerie et voulant qu'elles y vivent en bonne discipline et police et sans estre à charge aux habitans de ladite ville, ayant pourvu à leur subsistance des deniers de son Espargne, Sa Majesté défend très expressément aux officiers, cavaliers et soldats desdites troupes de quelque qualite, condition et poste qu'ils soient, d'exiger ni prendre aucune chose de leurs hostes et autres habitans de ladite ville pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce puisse estre, si ce n'est en payant de gré à gré. Et leur enjoint Sa Majesté de se contenter du simple couvert et du lit qui leur seront fournis dans ladite ville selon la commodité de l'hoste, à peine aux officiers desdites troupes d'en répondre en leurs propres et privés noms, et aux cavaliers et soldats de la vie. Mande et ordonne Sa Majesté à M. le duc de Mercœur, pair de France, gouverneur et son lieutenant-général en son pays de Provence, de tenir la main à l'observation de la présente et de la faire publier et afficher aux carrefours et autres endroits de ladite ville que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance.... »

2. Il n'avait pas échappé aux ministres qu'il y avait un point du territoire de Marseille, placé en dehors de l'autorité des consuls, sur lequel devait s'exercer particulièrement la surveillance du duc de Mercœur : c'était l'abbaye de Saint-Victor. « Que, comme ladite ville est ouverte du côté de l'abbaye de Saint-

rait dans les corps de garde, sur les murailles ou à l'Hôtel de Ville, puis au désarmement général des habitants. Les munitions saisies, « poudre, mèches, plomb » devaient être employées à l'usage des troupes qui allaient occuper Marseille, puisqu'il ne leur en avait été distribué qu'une faible quantité, le Roi ne doutant pas « qu'il ne se trouve quantité de munitions de guerre dans ladite ville ».

Le duc prendrait ensuite toutes les mesures de police qu'il jugerait nécessaires pour le maintien de la tranquillité publique. Il devait à cet effet « faire publier une ordonnance portant défenses aux habitans d'icelle d'aller par ladite ville avec armes défendues, de se trouver dans les rues d'icelle après huit heures du soir ni de se tenir trois ensemble durant le jour, de faire aucunes assemblées dans les maisons particulières ou ailleurs sous prétexte de faire festes ou collations, bals, danses ou pour quelque autre cause et occasion que ce soit, faisant aussi défense de se masquer ou travestir, le tout à peine de la vie, l'intention de Sa Majesté estant que ledit duc fasse observer exactement ceste défense et fasse procéder contre les contrevenans selon la rigueur ci-dessus prescrite. Et, afin d'imprimer la crainte dans l'esprit de ceux qui seroient capables de s'échapper, l'intention de Sa Majesté est que ledit sieur duc fasse planter des potences dans les places publiques de ladite ville de Marseille et qu'il fasse faire une patrouille exacte tant de jour que de nuit par de l'infanterie et de la cavalerie. »

L'*Instruction* indiquait aussi quelles mesures de rigueur le Roi avait décidé de prendre contre les chefs de la sédition et le régime politique auquel il voulait soumettre la ville pour prévenir le retour d'une si grave rébellion. Les citoyens, dont les noms étaient inscrits sur une liste remise à Mercœur, étaient bannis; ceux dont le duc pourrait établir la culpabilité, soit dans les troubles qui avaient accompagné la réélection des consuls après le voyage de Lyon, soit dans l'attentat dont La Gouvernelle avait été victime, devaient être arrêtés et attendre « sous bonne et sûre garde » que le duc « reçoive sur cela les ordres de Sa Majesté ». Quant à Niozelles enfin, le Roi lui réservait un traitement particulier. « Comme l'on sçait, disait l'*Instruction*, qu'il est le principal auteur des désordres excités dans ladite ville de Marseille et que l'on publie qu'il y est présentement, ledit sieur duc fera toutes les diligences possibles et n'omettra rien pour le découvrir. Et, en cas qu'il s'y trouve, il le fera arrester et garder soigneusement jusqu'à nouvel ordre de Sa Majesté, faisant pour ceste fin publier l'ordonnance que Sa Majesté a fait expédier au sujet dudit Niozelles, laquelle

Victor, disait l'*Instruction*, l'intention de Sa Majesté est que ledit sieur duc fasse bonne garde de ce costé-là pour empescher que personne n'en sorte, apportant pour cela toutes les précautions qu'il jugera nécessaires. »

sera ci-jointe. » Par cette ordonnance, le Roi menaçait de la peine de mort quiconque essaierait de soustraire Niozelles au châtement qui lui était réservé, mais il promettait à son dénonciateur une somme de 6 000 livres, en même temps que des lettres de pardon et d'abolition dans le cas où il serait lui-même recherché pour quelque crime¹.

Ayant ainsi purgé la ville de ceux qui avaient troublé son repos, Mercœur, logé à l'Hôtel de Ville même², y ferait comparaître devant lui les consuls en exercice et les membres du Conseil, et là, après leur avoir signifié les volontés du Roi, il les ferait dépouiller de leurs chaperons et des autres marques consulaires, prononcerait la suspension des conseillers et installerait de Piles en qualité de gouverneur de la ville.

L'*Instruction* annonçait enfin l'intention du Roi d'envoyer à Marseille des commissaires du Parlement pour y tenir une Chambre extraordinaire de justice, chargée d'entamer la procédure d'un procès criminel contre les citoyens coupables de la sédition, pour « qu'ils soient sévèrement châtiés et qu'il en soit fait un exemple ». En même temps, il était prescrit à Mercœur de faire démolir la Porte Royale avec l'inscription séditieuse qui la surmontait, d'y faire abattre trois toises de murailles, et de construire enfin un fort « en l'endroit de ladite ville qui sera jugé le plus propre », le Roi n'ayant « pour but en l'exécution de toutes ces choses, que le rétablissement de la tranquillité dans sadite ville de Marseille et d'empescher que les habitants d'icelle ne puissent retomber dans les désordres passés et ne commettent aucune désobéissance à ses ordres ».

En possession de cette *Instruction*, le duc de Mercœur se mit en route. Arrivé à Septèmes, à peu près à moitié chemin d'Aix et de Marseille, il rencontra deux envoyés des consuls qui lui demandèrent de leur part s'il voulait que, suivant l'usage,

1. Bibliothèque Nationale, Ms. Franc., 4195, f° 18 v°. « Ordonnance pour la recherche du sieur de Nieuzelles, principal auteur des séditions excitées audit Marseille.—Dudit jour xix^e janvier 1660. De par le Roy, Sa Majesté estant bien informée que le nommé Nieuzelles est le principal auteur des désordres et séditions excités en la ville de Marseille et de la désobéissance qui y a esté rendue jusques ici aux ordres de Sa Majesté, et ne voulant rien omettre pour le faire arrester et punir comme son crime le mérite, Sa Majesté défend très expressément aux habitants de sadite ville de Marseille et tous autres, de quelque qualité et condition qu'ils soient, de retirer et receler chez eux ledit de Nieuzelles et enjoint très expressément à ceux qui scauront le lieu où il est de l'indiquer sans aucun délai, à peine de la vie à ceux qui le recèleront ou à ceux qui scauront le lieu où il sera et ne le déclareront point. Et, pour récompenser celui qui scaura où sera ledit de Nieuzelles et qui le déclarera à la justice, Sa Majesté lui promet et fera payer la somme de six mille livres et, en cas que celui qui le dénoncera et livrera se trouve coupable de crime, Sa Majesté lui en a accordé et accorde dès à présent le pardon et abolition et lui en fera expédier ses lettres nécessaires. Mande et ordonne Sa Majesté au duc de Mercœur, pair de France et son lieutenant-général en son pays de Provence, de faire publier la présente partout où besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. »

2. *Instruction*, etc. « Que ledit sieur duc prenne son logement dans l'Hostel Commun de ladite ville de Marseille.... »

ils montassent à cheval pour se rendre au-devant de lui. Refusant de les voir, il fit répondre qu'il se ferait précéder par un gentilhomme chargé de signifier ses volontés en même temps que les ordres du Roi. Il choisit pour porter son message La Gouvernelle lui-même. Quand celui-ci se présenta à l'Hôtel de Ville, le 20 janvier, il y trouva les trois consuls et l'assesseur entourés seulement de quatre gentilshommes. C'étaient La Salle père, le major de Félix, La Reynarde et de Paul, qui, rapporte l'*Histoire des troubles*, « dans cest abandonnement général, voulurent, pour ainsi dire, rendre à leur patrie les derniers devoirs de bons, constans et fidèles citoyens ¹ ». Après avoir demandé « fièrement, qui estoit le premier consul ² », La Gouvernelle remit à de Candolle cette lettre du Roi :

« De par le Roy, comte de Provence. Très chers et bien amés. Ayant donné Nos ordres à Nostre très cher et très amé cousin, le duc de Mercœur, gouverneur et Nostre lieutenant-général en Nostre pays de Provence, de se porter en personne en Nostre ville de Marseille avec un corps de troupe de cavalerie et d'infanterie et l'employer à diverses choses qui concernent Nostre service en Nostredite ville, Nous vous faisons ceste lettre par laquelle Nous vous mandons et ordonnons très expressément de recevoir et loger en Nostredite ville toutes les troupes tant d'infanterie que de cavalerie que Nostredit cousin y fera entrer selon et en la manière qu'il sera par lui prescrit et de leur fournir les vivres nécessaires en payant de gré à gré, entendant qu'elles ne soient à aucune charge aux particuliers habitans de Nostredite ville et qu'elles se contentent du simple couvert et du lit qui leur seront fournis chez leurs hostes selon leur commodité. Et, au surplus, Nous vous enjoignons de faire tout ce qui vous sera ordonné de Nostre part par Nostredit cousin. A quoi Nous remettant de ce que Nous pourrions ajouter à la présente, Nous ne vous la ferons plus longue ni plus expresse. Ny faites donc faute, car tel est Nostre plaisir ³. »

Ayant achevé sa lecture, Candolle prit à l'écart ses compagnons, leur communiqua la lettre royale, et les consulta sur la réponse qu'il convenait de faire. « Ils lui firent mieux comprendre par un triste silence et les larmes aux yeux ce qu'il devoit répondre que s'ils eussent parlé. Il dit donc à La Gouvernelle que, de tout temps, la ville, en vertu de ses privilèges, avoit été exempte du logement des gens de guerre, mais qu'en l'estat où elle se trouvoit alors son plus grand privilège estoit la liberté d'obéir au Roy ⁴. »

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, VI, 51.

2. *Ibid.*

3. Bibliothèque Nationale, Ms. Franc., 4195, f° 18. « Aux habitans dudit Marseille pour leur dire d'y recevoir lesdites troupes. Dudit jour XIX^e janvier 1660. » Cette lettre est transcrite dans l'*Histoire des troubles de Marseille*, II, VI, 51.

4. *Histoire des troubles de Marseille*, II, VI, 52.

C'est le 21 janvier que Mercœur fit son entrée à Marseille. Le matin, il avait concentré ses troupes dans la plaine d'Arenc, aux portes de la ville, les avait rangées en ordre de bataille, en plaçant à leur tête le premier bataillon des gardes-françaises, commandé par M. de Pradelles. Puis, il les avait mis en marche, en ordonnant aux gardes-suisse, qui venaient après ce bataillon, de garder les portes dont les consuls avaient fait enlever les fermetures en signe de soumission. Pendant ce temps, les gardes-françaises entraient dans la ville, la traversaient « tambour battant, mèches allumées », pour occuper ensuite le quartier Saint-Jean, l'Hôtel de Ville et la Place Neuve¹.

Le duc s'avancait à leur suite, accompagné de Piles, avec la cavalerie dont les trompettes sonnaient « comme dans une ville ennemie et prise d'assaut² ». A quatre heures de l'après-midi environ, il mit pied à terre devant l'Hôtel de Ville, en présence d'un « peuple » qui lui sembla « estre dans le dernier abattement », et se félicita d'avoir pu, par ce déploiement de forces dont il avait soigneusement réglé tous les détails, « y faire paroistre tout ce qui pouvoit relever leur autorité souveraine³ ». Repoussant rudement l'assesseur, Marc Antoine Reynaud, qui s'apprêtait à le haranguer, il lui imposa silence et ordonna aux consuls de le suivre. Pénétrant alors dans l'Hôtel de Ville, il se rendit tout droit dans la salle du Conseil où il prit place sur le siège du Viguier, tandis que, sur son invitation, de Piles occupait celui du premier consul. Les trois consuls, Antoine de Candolle, Pierre Gueydon et Barthélemy Couzinery et l'assesseur Marc-Antoine Reynaud, se tenaient debout devant lui, entourés, « d'une bonne partie des gentilshommes, bourgeois, marchands et autres notables », parmi lesquels l'auteur de l'*Histoire des troubles* remarque « les quatre gentilshommes qui ne les abandonnèrent jamais⁴ ».

Mercœur rompit le silence que gardaient tous les assistants « étonnés et soumis⁵ ». Il leur signifia « par un discours digne du sujet et de sa grandeur, l'occasion pour laquelle il s'estoit porté en ceste dite ville, avec lesdites troupes de cavalerie et

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, VI, 52. — Le soir de ce jour, Mercœur rendait ainsi compte à Mazarin de ces diverses opérations : « J'ai commencé mon devoir en entrant dans ceste ville pour l'exécution des ordres que Vostre Eminence a eu la bonté de confier à ma conduite, et, après avoir fait prendre aux troupes du Roy les postes qu'ils doivent occuper je me suis rendu à la Maison de Ville.... Toute la journée s'est passée partie pour la marche des troupes au rendez-vous, pour les mettre en ordre en bataille, pour disposer et régler leurs postes avant que d'entrer et pour y faire paroistre tout ce qui pouvoit relever leur autorité souveraine. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 191. Mercœur à Mazarin, de Marseille, 21 janvier 1660.)

2. *Histoire des troubles de Marseille*, II, VI, 52.

3. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 21 janvier 1660.

4. Arch. com. de Marseille, BB, *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 23 v° : Assemblée du 21 janvier 1660; — Lettre de Mercœur à Mazarin, du 21 janvier; — *Histoire des troubles de Marseille*, II, VI, 52-53.

5. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 21 janvier 1660.

d'infanterie, qui est particulièrement pour faire valoir et mettre à exécution les ordres à lui donnés par Sa Majesté¹ ». Il leur donna ensuite connaissance des décisions royales, et invita les consuls et l'assesseur à se dépouiller de leurs chaperons et des autres insignes de leurs magistratures et de les remettre entre ses mains, ce qu'ils firent aussitôt². Enflu, sur son ordre, son secrétaire donna lecture des lettres de commission délivrées à de Piles pour gouverner dans Marseille, « en l'absence et sous l'autorité du duc de Mercœur..., en attendant, disaient-elles, que nous ayons réglé la forme du gouvernement politique qui devra être observé désormais en nostredite ville³ ».

S'étant retiré, le duc s'empressa d'envoyer à Mazarin, autant comme un trophée de victoire⁴ que comme un gage de son obéissance et de son empressement à exécuter les ordres qu'il avait

1. Procès-verbal de l'Assemblée du 21 janvier. — D'après l'*Histoire des troubles de Marseille* (II, vi, 53), ce discours aurait été ainsi conçu : « Messieurs, je vous crois plus malheureux que coupables, mais vous estes tombés dans la disgrâce du Roy. Sa Majesté ne veut plus que vous soyez consuls, ni qu'à l'avenir il y ait dans Marseille des magistrats de ce nom-là. Elle a résolu de changer la forme du gouvernement de la ville, m'ayant commandé de vous déposer et de remettre toute vostre autorité entre les mains de M. de Piles pour commander aux habitans et aux gens de guerre qui y sont et seront en garnison jusques à ce que Sa Majesté ait réglé la forme du gouvernement politique. » L'*Histoire* ajoute que Candolle ayant voulu parler, le duc lui imposa silence.

2. Procès-verbal de l'Assemblée du 21 janvier; — Lettre de Mercœur à Mazarin; — *Histoire des troubles*, II, vi, 53.

3. Cette Commission a été inscrite au *Registre des Délibérations* à la suite du procès-verbal de l'Assemblée du 21 janvier. « De par le Roy, comte de Provence. A nostre très cher et bien amé le sieur de Piles, gouverneur du Chasteau d'If, salut. Ayant considéré qu'il est nécessaire pour le bien de nostre service et le repos de nostre ville de Marseille d'establi en icelle une personne capable pour y commander en l'absence et sous l'autorité de nostre très cher et bien amé-cousin, le duc de Mercœur, pair de France, gouverneur et nostre lieutenant-général en Provence, en attendant que nous ayons réglé la forme du gouvernement politique qui devra estre observé désormais en nostredite ville, et estimant ne pouvoir faire un meilleur ni un plus digne choix pour cest emploi que de vous, pour le tesmoignage qui nous en a esté rendu en plusieurs occasions importantes de vostre valeur, expérience et bonne conduite et de vostre fidélité et affection à nostre service. A ces causes, nous vous avons commis, ordonné et establi, mettons, ordonnons et établissons par ces présentes, signées de nostre main, pour commander en nostredite ville de Marseille, ordonner aux habitans d'icelle et aux gens de guerre qui y sont et seront en garnison ce qu'ils auront à faire pour nostre service et pour le bien, repos et sécurité de nostredite ville, les faire vivre en bonne union et concorde les ungs avec les autres et lesdits gens de guerre en bonne discipline et police suivant nos réglemens, et généralement faire en ce sujet, circonstances et despendances tout ce que vous verrez estre nécessaire et à propos, le tout comme dit est, en l'absence et sous l'autorité de nostredit cousin le duc de Mercœur et jusques à ce que nous ayons autrement ordonné. Mandons à nostredit cousin de vous establir et faire recognoistre audit commandement de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra et auxdits habitans et gens de guerre de vous recognoistre et obéir en toutes choses qui les concerneront, sans y apporter aulcung délai ni difficulté sur peine de désobéissance. Car tel est nostre plaisir. Donné à Aix, sous le scel de nostre secret en l'absence de nostre grand sceau, XIX^e janvier mil six cent soixante. Signé : Louis; — contresigné : de Loménie. »

4. « Ces quatre chaperons furent aussitost envoyés au cardinal qui les reçut, pour ainsi dire, comme quatre drapeaux pris sur les ennemis. » (*Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 53.)

reçus¹, les chaperons des malheureux magistrats qu'il venait de déposer en grand appareil. Toute la nuit, et même les deux jours qui suivirent, les troupes restèrent sous les armes et campèrent au milieu de la ville, pour prévenir sans doute quelque mouvement de révolte des habitants. C'était là une précaution que Mercœur lui-même jugeait superflue, tant étaient visibles leur abattement et leur consternation².

Tandis que de Piles, prenant possession de l'administration municipale, mettait la main sur les revenus communaux et les employait à l'entretien de la nombreuse garnison qui venait d'être installée dans Marseille³, Mercœur procédait à l'exécution des autres ordres du Roi⁴. S'il jugeait à propos de surseoir au bannissement des chefs du parti vaincu, pour garder à la disposition de la Chambre de justice les témoins dont elle aurait besoin pour poursuivre utilement la procédure qu'elle allait ouvrir, il publiait l'ordonnance royale enjoignant aux

1. « Ce commencement fera avouer que lorsqu'on exécute exactement ses ordres, on ne peut que réussir. Les chaperons que Vostre Eminence recevra de la main de ce gentilhomme en feront foi et j'espère que les suites ne parleront pas moins pour moi, voulant faire si exactement ce qui m'est ordonné que j'ose me flatter de pouvoir estre à couvert du reproche. » (Lettre de Mercœur à Mazarin du 21 janvier.)

2. « Elles seront ceste nuit toutes sous les armes, encore bien qu'il n'y ait du tout rien à craindre, le peuple estant dans le dernier abattement. » (Lettre de Mercœur à Mazarin.) — Cf. *Histoire des troubles de Marseille*, II, 6, 53.

3. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 25. Conseil des Cent, du 22 janvier 1660. « Le seigneur de Piles a remonstré que la commission que Sa Majesté lui a fait l'honneur de lui donner et laquelle il a acceptée avec l'affection qu'il a toujours eue pour ceste ville, de mesme qu'avec l'honneur qui est dû aux ordres du Roy, l'a obligé de convoquer ceste Assemblée pour lui faire cognoistre la nécessité présente et pressante qu'il a d'avoir de l'argent pour subvenir aux bois et candelles qu'il faut fournir dans tous les corps de garde qui sont à présent en ceste ville et autres despenses qu'il convient faire tous les jours dans la conjuncture du temps, et parce que le trésorier n'en a point vers lui et qu'au contraire il a fait de grandes avances et que, par conséquent, il faut nécessairement emprunter, il auroit requis l'Assemblée de vouloir délibérer là-dessus. Sur quoy, auroit esté délibéré par un commun consentement, que, pour subvenir à toutes les despenses auxquelles l'estat présent de la ville nous oblige à pourvoir, on se servira des rentes tant escheues que à eschoir procédant des gabelles et fermes en indemnisant les fermiers pour ce qu'ils avanceront; et que, d'ailleurs, le sieur de Lisle, trésorier, empruntera au nom de ceste Communauté jusques à la somme de 18 000 livres dans la meilleure condition qu'il pourra dont il en passera les actes requis soubz l'obligation de tous les biens, rentes et revenus de ladite ville et Communauté, avec clause de l'affectation expresse du prix de la ferme prochaine du droit du demi pour cent sur toutes les marchandises venant par mer en ceste dite ville pour l'assurance des créanciers. Et, pour cest effet, ledit Conseil lui a donné et donne tout pouvoir nécessaire et néanmoins, attendu l'occasion présente d'avoir argent, a esté dit qu'on donnera cognoissance de la présente délibération à tous ceux qui peuvent fournir ledit argent en tout ou en partie pour les y couvrir et faciliter d'autant plus ledit emprunt. »

4. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 21 janvier. « Du surplus, ayant pareillement considéré que ceux que le Roy m'ordonne de faire sortir de la ville sont les auteurs des séditions passées et que, sans doute, ils se trouveront chargés de bien des choses qui apparemment nous obligeroient de les faire revenir, j'ai jugé que je devois différer l'exécution de cest ordre et faire voir à Vostre Eminence que leur faisant faire commandement de ne sortir point de leurs maisons, nous aurons l'avantage de les trouver avec facilité. Dès demain, l'ordre leur sera donné et si Vostre Eminence trouve absolument nécessaire qu'ils sortent, au retour de ce gentilhomme la chose sera exécutée, n'ayant pris ceste résolution à toute

habitants de déposer leurs armes entre ses mains¹. Deux officiers furent chargés² de procéder à cette opération et de faire transporter au fort Saint-Jean, où elles seraient plus en sûreté qu'à l'Hôtel de Ville, les armes qui leur seraient livrées³. Mercœur prenait aussi possession des armes et des munitions qui appartenaient à la ville : les canons des remparts étaient sciés et envoyés à l'arsenal de Toulon⁴, pendant que le duc, qui en avait fait faire un compte exact, se faisait aussi livrer toute la poudre qu'on avait trouvée⁵.

Les Marseillais subissaient sans murmurer ces humiliations et ces rigueurs, en éprouvant, les uns, de la honte, d'autres, de la tristesse et de la douleur⁶. Déjà le duc ne distinguait plus parmi eux ses amis et ses ennemis. Il les traitait tous avec une égale sévérité et prétendait avoir trouvé dans la conduite de

extrémité que jusqu'au temps où la Chambre de justice viendra s'établir, dont Votre Eminence doit, s'il Lui plaist, presser le départ. »

1. Bibliothèque Nationale, Ms. Franc., 4195, f° 19 v°. « *Ordonnance pour faire oster les armes à ceux de Marseille.* Du xxi^e janvier 1660. De par le Roy. Sa Majesté ayant donné des ordres à M. le duc de Mercœur, pair de France, gouverneur et lieutenant-général pour Sa Majesté en ses pays de Provence, pour se transporter en sa ville de Marseille et s'employer de sa part à tout ce qui sera à faire pour le rétablissement de l'autorité de Sa Majesté et du repos de ses sujets en ladite ville, lequel y a esté troublé par les séditions et révoltes qui y ont esté excitées jusques ici, et voulant lui en donner les moyens et pourvoir à ce qu'il ne rencontre aucun empeschement à l'exécution des volontés de Sa Majesté en ceste occasion, Sa Majesté a résolu de faire oster les armes aux habitans de ladite ville et, pour ceste fin, ordonne et enjoint très expressément à tous et chascun les bourgeois et habitans d'icelle de quelque qualité et condition qu'ils soient de porter ou faire porter en l'Hostel Commun de ladite ville les armes qu'ils peuvent avoir dans leurs maisons, soit mousquets et pistolets, piques, pertuisanes, halberdardes et autres généralement quelconques, à la réserve de l'espée, et ce dans le temps de trois jours après la publication de la présente et en forme et manière qui leur sera plus particulièrement prescrit par ledit sieur de Mercœur, pour estre lesdites armes remises à celui ou ceux qui auront pouvoir de lui et les recevoir à peine de la vie à ceux qui manqueront d'y satisfaire ou qui retiendront quelques armes chez eux au préjudice de ce, Mande et ordonne Sa Majesté audit sieur de Mercœur de tenir maintenant la main à l'exécution de la présente et de la publier et afficher par tous les carrefours et autres endroits de ladite ville que besoin à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. »

2. *Ibid.* « A M. le duc de Mercœur, pour lui adresser ladite ordonnance et la faire publier et exécuter. Du xxii^e janvier 1660. Mon cousin, Vous adressant une ordonnance que j'ai fait expédier pour faire oster les armes aux habitans de ma ville de Marseille, et faire porter toutes celles qu'ils peuvent avoir chez eux, à la réserve de l'espée, dans l'Hostel Commun de ladite ville, j'ai bien voulu l'accompagner de ceste lettre pour vous dire qu'afin d'esviter la confusion qui pourroit arriver en cela si tous les habitans portoient leurs armes en mesme temps, mon intention est que vous prescriviez auxdits habitans le temps et le jour que ceux de chascun quartier devront faire porter leurs armes audit Hostel de Ville, que vous les y fassiez recevoir avec ordre, préposant pour ceste fin des personnes capables et intelligentes, que vous en fassiez faire un inventaire exact dans lequel le mémoire de ceux à qui les armes appartiennent soit spécifié et que vous empeschiez qu'il vous soit pris ou destourné aucunes par qui que ce soit et pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce puisse estre sans ordre exprès de moi. Et m'en reposant sur vous, je prie Dieu, etc. »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 196. Lettre de Mercœur à Mazarin du 27 janvier 1660.

4. *Ibid.*; — *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 56.

5. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 27 janvier.

6. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 56.

certains d'entre eux les raisons de cette attitude ¹. La Baume et ses partisans avaient d'abord accueilli avec satisfaction son entrée dans la ville et celle de ses soldats. Très exactement, en effet, il avait rempli la promesse qu'il leur avait faite à Aix de les dispenser du logement des gens de guerre. Mais, quand ils prétendirent se soustraire à l'obligation imposée à tous les habitants de remettre leurs armes, Mercœur ne voulut pas y souscrire. Il leur signifia son refus en termes méprisants et déclara « qu'il n'y avoit pas moins de raison d'oster les armes à ceux qui n'avoient pas su s'en servir qu'à ceux qui les avoient portées contre leur devoir ² ». Bientôt même, soupçonnant que les habitants ne lui avaient pas apporté toutes les armes qu'ils avaient en leur possession, il publia une nouvelle ordonnance qui leur rappela qu'ils devaient « de façon ou d'autre obéir ponctuellement ³ ».

Tout le monde paraît alors s'être incliné : d'autres actes plus significatifs rendaient, en effet, évidente l'inutilité de toute résistance. Invité par Mazarin à ne pas différer plus longtemps l'exécution des ordres qui lui avaient été donnés, Mercœur venait de confier à une équipe de quarante ouvriers la tâche de démolir la Porte Royale et d'abattre sur une longueur de trois toises les murailles attenantes ⁴. Ce travail fut accompli dans les derniers jours de janvier. A ce moment, des commissaires du Parlement, arrivés à Marseille sous la conduite du président de La Roque, entamaient leur procédure par un arrêt qui ordonnait la saisie et la mise sous séquestre des revenus de la Ferme de la Boucherie s'élevant à 50 000 livres, pour assurer ainsi d'avance le paiement de leurs vacations. Mieux encore que toutes les autres mesures déjà prises et exécutées, cet acte, qui provoqua d'ailleurs le mécontentement de Mazarin ⁵, attesta aux

1. Dans sa lettre à Mazarin, du 21 janvier, Mercœur marquait le mécontentement que lui avait causé l'attitude observée vis-à-vis de lui par François d'Arène, dont il semblait avoir attendu plus d'empressement à se mettre à son service. « Je croyois que M. d'Arène ne seroit pas des derniers à se rendre près de moi et que sans mesnagement il feroit son devoir. Ceste conduite ne m'a point plu et j'ai pu encore moins gouter de le voir chez moi quelques momens après ma sortie de la Maison de Ville et dans ce temps où tout estoit achevé. J'avoue franchement que cela ne s'accorde point avec le service et que ces sortes de personnes sont dangereuses, n'ayant d'autre but que celui de se mesnager. » En constatant que Mercœur ne parle dans ses lettres d'aucun des gentilshommes de Marseille, dont il avait essayé de favoriser l'ambition contre le parti vaincu, on peut conclure, semble-t-il, qu'il nourrissait de la défiance à leur égard et que la conduite de d'Arène n'était pas de nature à modifier ses sentiments.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 56. L'auteur rapporte que, dès ce moment, La Baume et ses amis « cachèrent leur honte et se repentirent enfin d'avoir attiré le Roy en Provence par l'importunité de leurs plaintes et en grossissant les objets ».

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 200 v°. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 29 janvier.

4. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 27 janvier.

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 255. Lettre de Mazarin à Mercœur, 10 février 1660. « J'ai avis que Messieurs de la Chambre du Parlement d'Aix établie à Marseille ont fait saisir et séquestrer un droit sur la chair qui se monte

yeux des Marseillais que c'en était fait désormais des franchises de leur ville.

Les préparatifs de la construction de la citadelle achevèrent de les convaincre qu'ils n'avaient plus rien à attendre de la bonté du Roi. Le projet en avait été arrêté dans l'esprit de Mercœur et de d'Oppède, dès le moment où Mazarin avait décidé d'en finir par une répression exemplaire avec l'esprit de sédition des Marseillais. Dans une lettre dictée par lui à d'Oppède, à la fin du mois de novembre 1659¹, Mercœur, d'accord avec le premier président, qui, peut-être, en avait eu le premier l'idée, avait insinué au cardinal que ce serait le seul moyen de contenir désormais toute nouvelle velléité de sédition : « Je puis assurer à Vostre Eminence, avait-il été écrit en son nom, que, si on ne fait un exemple pour le passé et si on ne prend de fortes mesures pour assurer à l'avenir l'autorité du Roy, *comme une citadelle, qui est la meilleure voie*, ou autre qu'on pourroit aviser, vous reverrez, Monsieur, ceste ville se replonger dans la désobéissance ».

Mazarin s'était maintenant rangé à cette idée. Une fois à Aix, il envoya à Marseille le plus célèbre ingénieur militaire de ce temps, le chevalier de Clerville, qu'il avait, dit-on, fait venir exprès de Nancy². Clerville se préoccupa d'abord de choisir l'emplacement de la nouvelle forteresse. Il lui fallait trouver une position d'où les soldats et les canons du Roi

à 50 000 livres, pour assurer leur paiement. Il est juste qu'ils soient bien payés mais la somme est un peu forte, et il n'y aura point de mal de s'en éclaircir de bonne heure du destail de ceste affaire afin de régler les choses une fois pour toutes. Je vous supplie de prendre la peine de vous en informer doucement de M. le président de La Roque et de me mander ce qui en est. » Très habilement, d'ailleurs, peut-être pour prévenir des reproches, le président de La Roque avait déjà montré au cardinal tous les avantages fiscaux que la royauté pourrait retirer de la soumission de Marseille. A peine arrivé en cette ville, le président, par un empiètement sur les pouvoirs conférés à de Piles qui n'avait pas laissé de provoquer des représentations de la part de Mercœur (Voir Affaires étrangères, France, 1725, 215. Lettre à Mazarin, du 8 février 1660), avait entrepris de régler l'affaire des Anglais toujours en suspens. Il avait obtenu des marchands qu'ils consentiraient au paiement de l'indemnité de 400 000 livres qu'ils avaient jusqu'alors obstinément refusée. En annonçant à Mazarin le succès de sa négociation, le président faisait valoir que le Roi retirerait de cette affaire un double avantage : d'abord, il mettrait en repos « la meilleure partie de la ville » ; ensuite, « en lui (à la ville) inspirant de demander, pour s'indemniser de ceste somme, pouvoir au Roy d'imposer tant pour cent sur la balle de marchandises et pour un certain temps, l'edit temps passé, le Roy pourroit ordonner à son profit la continuation de la levée de ce droit qui auroit esté établi du consentement du Commerce, ce qui, à mon sens, seroit très avantageux au Roy. *Je crois que j'aurai très assurément le moyen de les faire tomber adroitement dans ce pas, sans qu'ils s'en aperçoivent.* » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 217. Lettre du président de La Roque à Mazarin, de Marseille, 11 février 1660.)

1. Lettre de novembre 1659, de Mercœur à Mazarin (voir ci-dessus, p. 783, note 1).

2. « Les 24, 25 et 26 du mesme mois de janvier furent employés à tracer la citadelle par Clerville, qui vint exprès de Nancy. Comme il parloit de ceste ville, le maréchal de la Ferté, qui commandoit en Lorraine, ne put s'empescher de dire : « Il faut que Marseille soit en un pitoyable estat, puisque l'on y appelle le bourreau » (*Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 56). — Le chevalier de Clerville, qui fut le maître de Vauban, avait été fait maréchal de camp en 1652. Il devint commissaire général des fortifications en 1662.

domineraient la ville de façon à s'en rendre facilement les maîtres en cas de rébellion, sans négliger cependant la possibilité de s'en servir au besoin contre une attaque de l'étranger. Il convenait aussi d'élever cet édifice en un lieu voisin de la mer, afin de pouvoir toujours maintenir par eau les communications de la garnison avec le dehors, même en cas de soulèvement général des habitants¹. Clerville écarta donc tout d'abord « une hauteur considérable qui est derrière le couvent des Carmes² », hésita ensuite quelque peu entre divers points voisins de la mer³ et fixa enfin son choix sur un terrain, sur lequel Mercœur avait déjà, paraît-il, jeté les yeux, « qui se trouve à l'embouchure du port, derrière l'abbaye de Saint-Victor », et dont « l'estendue est assez raisonnable pour y construire un fort assez fort pour y maintenir pour jamais l'autorité du Roy ». Clerville découvrait encore d'autres motifs pour justifier son choix : « Une source d'eau douce, exposait-il, permettra de haster les travaux pour le maniement de la chaux et d'alimenter la garnison; et il n'y a pas, comme pour deux des autres emplacements, quantité de maisons à abattre, tant pour la construction que pour les esplanades »; cela aurait, entre autres avantages, d'abord de réduire sensiblement la dépense, ensuite de permettre d'avancer, en six semaines, les travaux à un tel point « que douze ou quinze cens hommes suffiront à empescher que qui que ce soit ne se puisse opposer à l'avancement de l'ouvrage », qui pourrait ainsi être achevé « avant l'hiver prochain⁴ ».

Malgré des préférences si clairement manifestées, Mazarin ne se rangea pas de suite à cette opinion. Il voulut avoir l'avis d'un autre homme du métier et il envoya à Marseille le maréchal du Plessis-Praslin. Celui-ci trouva d'abord que les divers emplacements proposés voisins de la mer n'étaient pas assez étendus : la citadelle, qui y serait construite, ne rendrait pas les services qu'on en attendait et « ne pourroit pas sûrement donner une bride à la ville », si elle n'occupait un plus grand espace du côté de la terre⁵. Voilà pourquoi, après s'être un moment arrêté

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 193. Lettre de Clerville à Mazarin, du 22 janvier.

2. *Ibid.* Cette hauteur nous paraît être le plateau sur lequel s'élève aujourd'hui la gare Saint-Charles.

3. Dans sa lettre, en des termes d'ailleurs assez peu précis, Clerville désigne l'un ainsi : « une hauteur spacieuse, qui vient en descendant depuis Notre-Dame de la Garde, jusques à une distance assez raisonnable proche du port et de la ville ». D'une lettre postérieure de Mercœur (1^{er} février 1660, Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 205), rendant compte de la visite du maréchal du Plessis-Praslin qui a manifesté des préférences pour « la hauteur nommée Tête de More », il y a lieu de supposer qu'il s'agit de l'emplacement occupé aujourd'hui par le jardin et le palais du Pharo. Quant au second emplacement signalé par Clerville, c'est « la hauteur sur laquelle est le Fanal, » c'est-à-dire, croyons-nous, l'éminence de la place de la Tourette.

4. Lettre de Clerville à Mazarin, du 22 janvier.

5. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 205. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 1^{er} février 1660. « Par le retour de M. le maréchal du Plessis, Vostre Eminence

à l'idée de fortifier la Tête de More, « la chapelle qui est au pied et le réduit de Saint-Jean, qui est de l'autre côté du port », ce qui aurait permis de fermer à volonté l'entrée du Port, le maréchal avait manifesté ses préférences pour « une hauteur belle et spacieuse qui est au bout du port, du côté de la terre, et s'appelle en provençal *Plan San Micau* (Plaine Saint-Michel), qui fut l'endroit d'où fut découvert l'empereur Charles-Quint, lorsqu'il vint reconnoître ceste ville¹. » Ce souvenir et des considérations d'ordre tout à fait militaires, plus que des raisons politiques, avaient sans doute dicté ce choix au maréchal. Mercœur et Clerville s'efforcèrent de le combattre et furent assez heureux pour y réussir.

« Ledit seigneur mareschal, écrivait Mercœur à Mazarin², est persuadé que la closture du port n'est pas assez pour tenir en sujétion ceste prétendue république, de quoi ceux qui la connoissent comme je fais, avec la déférence qui est due aux maistres du métier, ne peuvent tomber d'accord et dont j'oserois, quoique des moindres, sortir à mon honneur, n'y ayant à mon sens rien qui nécessite pour le présent de faire ce qui a esté proposé à Vostre Eminence et que j'entreprendrois facilement de conserver non seulement contre Marseille, mais contre toute la province, lorsqu'il sera en perfection. Le chevalier de Clerville est de ce sentiment. »

Cet avis l'emporta³. Le chevalier de Clerville, qui était allé

sçaura que hier et aujourd'hui nous n'avons laissé aucun lieu autour et dedans ceste ville sans le visiter et fort exactement. Hier, dès en arrivant, je le trouvai prévenu de la petitesse du lieu destiné, mesme avant l'avoir vu et, du despuis, je ne vois pas qu'il ait changé de sentiment.... Il est persuadé que tout cela, sans une place spacieuse du côté de la terre, ne pourroit pas sûrement donner une bride à ceste ville. »

1. Lettre de Mercœur à Mazarin du 1^{er} février 1660.

2. *Ibid.*

3. Dans une lettre du 1^{er} février, le chevalier de Clerville rend, en effet, compte à Mazarin que le maréchal du Plessis, après avoir examiné ses propositions et ses plans, les a approuvés d'une manière générale quant à l'emplacement et aux dimensions de la citadelle projetée (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 206). D'après l'*Histoire des troubles de Marseille* (II, VI, 59-60), cette question de la citadelle aurait fait l'objet d'un débat assez approfondi au Conseil du Roi, mais l'auteur, imparfaitement informé sans doute, se contente d'indiquer les arguments que le maréchal du Plessis-Praslin aurait fait valoir contre la construction de la citadelle, au bord même de la mer, sans rapporter ses préférences pour un point situé plus à l'intérieur. « On scut, rapporte-t-il, que le maréchal du Plessis-Praslin, qui avoit visité l'éminence sur laquelle on l'a depuis bastie et reconnu qu'elle estoit commandée par bien des endroits, outre qu'elle ne descouvroit qu'une partie de la ville, opina dans le Conseil du Roy qu'un corps de galères bien entretenu feroit le mesme effet et tiendroît mieux la ville en respect que la citadelle dont le gouverneur pourroit un jour faire de la peine à la Cour. M. Le Tellier fut aussi de cest avis et dit au Roy que les Marseillois avoient beaucoup de feu dans la teste, mais nul venin dans le cœur, qu'il falloit mesnager ce feu parce que, s'il tomboit sur le cœur, il se pourroit consumer; que les Roys, ses prédécesseurs, avoient reconnu ceste vérité, ayant mieux aimé se fier à la fidélité inviolable d'une ville si peuplée et si importante qu'à celle d'un seul gouverneur qui ne seroit peut-estre pas toujours à l'épreuve des grands offres qu'un prince ennemi lui pourroit faire. Mais le cardinal, qui faisoit, pour ainsi dire, son point d'honneur et un coup d'Estat de ceste citadelle, avoit si bien

à Aix soumettre ses plans à Mazarin¹, put à son retour poursuivre les pourparlers, qu'il avait entamés dès le début de son séjour à Marseille, pour se procurer des ouvriers et des matériaux, en s'aidant d'ailleurs des conseils et en se soumettant au contrôle de Mercœur². Il fut bientôt à même de faire commencer les travaux. Il voulut, d'accord avec Mazarin, que ce commencement fût entouré de quelque solennité et il projeta une cérémonie à l'occasion de la pose de la première pierre. Selon l'usage, des médailles commémoratives furent préparées pour y être scellées. Clerville, Rose et Mazarin collaborèrent à l'inscription qui devait y être gravée. Un moment, il fut question d'en choisir une que Mazarin lui-même avait préparée : Clerville fut d'avis de la réserver pour le frontispice de la première porte³.

persuadé la reine que c'estoit là l'unique moyen d'arrester, disoit-il, les emportemens des Marseillois que tous les raisonnemens qu'on put faire au contraire furent inutiles. »

1. Lettres de Mercœur et de Clerville à Mazarin, du 1^{er} février.

2. « Les matériaux qu'on en tirera [de la démolition de la Porte Royale et des murailles avoisinantes] serviront pour le grand dessein et on commence, dès à présent mesme, à les porter sur les lieux. Le chevalier de Clerville fait ses marchés avec les ouvriers et les préparatifs de toutes les choses nécessaires pour avoir lieu de mettre promptement la main à l'œuvre. Et je puis répondre à Vostre Eminence que l'économie sera bien observée et qu'il ne se fera pas une despense légèrement estant présent à tout et m'aidant moi-mesme aux traités qu'il passe avec les ouvriers, soit pour leurs vacations ou pour l'achat des matériaux. On ne perdra pas un moment pour faire de la chaux et en préparer la quantité nécessaire. On commencera mesme à chercher, charrier et ramasser des pierres, sables et tout ce qui peut servir au dessein. Mais Vostre Eminence me permettra, s'il lui plaist, de lui dire qu'il faut absolument de l'argent, personne ne voulant mettre la main à l'œuvre si leurs salaires ne sont assurés et qu'on n'ait de quoi payer ce qu'on prend. Ainsi, j'ose la supplier, si elle veut que nous fassions diligence, d'envoyer ses ordres pour cela et d'estre persuadée que je tiendrai si bien la main à tout qu'il n'y aura pas la moindre despense inutile. Nous trouvons ici des ouvriers en quantité, mais lorsque Vernobre, que j'ai envoyé à Aix et aux environs pour en ramasser d'autres, sera de retour, nous prendrons des uns et des autres ceux qui voudront servir à meilleur compte. Il ne manquera pas, quoi qu'on dise, d'eau suffisamment, la source voisine du lieu destiné pour la citadelle nous en fournira en abondance, et assurément Vostre Eminence aura satisfaction de toutes choses. »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 205 et 208, lettres du chevalier de Clerville à Mazarin, des 1^{er} et 6 février. — Le texte de l'inscription a été rapporté par *l'Histoire des troubles de Marseille* (II, vi, 60) où il a été transcrit en conservant la disposition des mots :

NE FIDELIS MASSILIA
NEFARIIS ALIQUORUM MOTIBUS
SCÆPIUS CONCITATA
NE PROPRIUM REGNIQUE DAMNUM
VEL AUDACIORUM PETULANTIA
VEL NIMIÆ LIBERTATIS CUPIDINE
TANDEM MERET
LUDOVICUS XIV GALLORUM REX
OPTIMUM POPULIQUE SECURITATE
HAC ARCE PROVIDIT
REX JUSSIT
JUL. CARD. MAZARINUS PACE AD PYRENEUM COMPOSITA
SUASIT
LUD. DE VENDOME PROVINCIÆ GUBERNATOR
EXECUTUS EST
MDCLX

Le 10 février, ces divers préparatifs étaient achevés et Clerville faisait entreprendre les premiers travaux de maçonnerie¹. Comme il l'avait promis, ils furent poussés avec une très grande activité, puisque, le 24 février, il annonçait non sans satisfaction à Mazarin qu'il comptait célébrer le lendemain « le mariage de la citadelle avec le réduit de Saint-Jean² ».

Il avait suffi que ce travail fût mené avec une décision à laquelle les gens du Roi n'avaient jusqu'alors accoutumé ni les Marseillais ni les Provençaux, pour qu'il se fit un retour dans l'esprit de beaucoup d'entre eux. Le récit de ce qui se passait à Marseille circulait dans la province et même dans les provinces voisines : certains y voyaient l'annonce de la ruine prochaine des libertés marseillaises ; quelques-uns s'attendaient même à quelque révolte des habitants qui aimeraient mieux « se donner au Turc plutôt que de subir une citadelle³ ». D'autres mettaient en garde les Marseillais contre le grave danger que la construction de cet édifice ferait courir à leur commerce. Des avis leur en arrivaient de Lyon et même de Paris et ils semblaient d'abord y ajouter foi⁴. Mais Clerville, confidant de la pensée de Mazarin et chargé par lui « de prendre

1. Lettre de Clerville à Mazarin, du 6 février.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 231. Lettre de Clerville à Mazarin, du 24 février.

3. *Livre de raison*, d'Etienne Borrelly, notaire à Nîmes, secrétaire du Chapitre du Clergé et greffier en la Temporalité, dans le *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques*, année 1883, p. 225-226.

4. Tout en dirigeant les travaux de construction de la citadelle Saint-Nicolas, Clerville, confidant de la pensée de Mazarin et de Mercœur, travaillait à faire disparaître des portes, murailles et autres monuments publics tous les ornements susceptibles de rappeler les prétentions de Marseille à la liberté. La lettre qu'il écrivait à Mazarin le 27 janvier (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 198) peut en témoigner : « Son Altesse a fait incontinent après mon retour en ceste ville travailler à la desmolition de ceste orgueilleuse porte qui faisoit jurer les Roys entre deux guichets [à leur entrée à Marseille, de maintenir les privilèges et libertés de la ville] et qui a si fièrement porté huit ans durant ceste inscription scandaleuse qu'on a fait oster depuis huit jours. Mais, comme ç'aueroit esté grand dommage d'en gaster les ornemens qui sont particulièrement beaux, nous en faisons peu à peu démonter les colonnes et les corniches avec tous les œuvres de marbre pour en orner les portes de nostre future citadelle. Nous faisons pareillement emporter les pierres de la muraille adjacente à la porte susdite pour nous en servir dans les fondemens de nostre ouvrage.... Du reste, j'envoie à Vostre Eminence la copie de deux inscriptions un peu plus anciennes et un peu plus modestes que celle qui fust dernièrement ostée de dessus le dernier portail de la Porte Royale. La plus longue est au piédestal d'une statue de feu Libertat, et l'autre sur la vieille porte qui est plus en dedans de la neuve. Néanmoins, comme j'y remarque des mots de *Libertas* sur l'allusion du nom de Pierre de Libertat [On sait que P. de Libertat avait tué en 1596 le premier consul Charles de Casaulx, accusé d'entente secrète avec l'Espagne; après sa mort (1598), le Conseil de ville décida de lui élever une statue sur la Porte Royale; on y grava cette inscription : *Occisus juste Libertas Casalus armis, laus Christo, urbs Regi, libertas sic datur Urbi*], qui me paroissent des degrés par lesquels le peuple de Marscille est monté d'une liberté assurée à la liberté tout entière à laquelle il sembloit aspirer, je prends la hardiesse de dire à Vostre Eminence que j'estimerois à propos qu'on en supprimast pour jamais le nom et que, si elle trouve bon qu'on redresse la statue dudit Libertat que nous avons fait oster de la place où elle estoit pour abattre la muraille contre laquelle elle estoit appuyée, comme il pourroit estre nécessaire tant

toutes les connoissances qu'il pourroit afin de l'en informer de son costé¹ », était aux aguets. Il découvrit ces correspondances suspectes et les dénonça au cardinal en lui indiquant les moyens d'y couper court².

D'un autre côté, le règlement de l'affaire des Anglais, grâce à l'intervention du président de La Roque³, remit les marchands en confiance. Un voyage, que quelques-uns d'entre eux firent à Aix auprès du cardinal, qui leur confirma l'arrangement définitif de cette affaire, acheva de les gagner au parti de la Cour. Clerville, qui se mêlait de toutes les affaires du Roi à Marseille avec d'autant plus d'activité que Mercœur était absent, — il était allé à Aix assister à l'Assemblée des Communautés⁴, — célébra d'un ton enjoué ce changement d'attitude de la bourgeoisie comme un avantage personnel.

« Ce que Votre Eminence a dit aux marchands de ceste ville, qui ont esté députés pour l'affaire des Anglois, est cause que je marche en grande sûreté et que, si je suis un peu aidé de la grâce de Dieu, il y a bien des genres de mort subite que je n'ai guère à craindre. Tout de bon, ces Messieurs-là ont escrit à leurs compatriotes d'une manière si convenable sur les assurances que Votre Eminence leur a données de ses bonnes volontés à faire reflleurir leur commerce plus qu'il n'a jamais

pour tesmoigner la gratitude de Sa Majesté envers sa mémoire que pour faire voir qu'il se trouve des hommes qui vengent les injures des rois et tuent les séditeux sous la confiance d'en estre infailliblement récompenses, il pourroit aussi estre bon de changer ladite inscription et y mettre simplement quelque chose d'approchant de celle que j'aie envoyée à M. Rose pour la faire voir à Votre Eminence. »

1. Lettre de Clerville à Mazarin, du 24 février.

2. « Mais, parce que Votre Eminence m'a commandé assez expressément de lui mander tout ce que je croirois ici estre du service, je lui dirai que, bien que la plus grande part des habitans de ceste ville soient très persuadés que la citadelle ne doit estre qu'un moyen à contenir les méchans et conserver les lois, ils sont néanmoins fort dégoutés dans leurs bonnes pensées par des lettres malicieuses ou mal sensées qui leur viennent par des marchands de Lyon qui leur mandent que ladite citadelle doit estre la ruine de leur commerce, ce qu'eux-mêmes ne croient pas après y avoir très sérieusement pensé. Et sur ce, lesdits marchands commencent à leur fermer leurs bourses et à renoncer à leur correspondance. Pour cela, j'estime qu'il seroit fort à propos que Votre Eminence priast au plus tost M. le maréchal de Villeroy d'escrire à M. l'archevesque de Lyon, son frère, qu'il prist la peine d'envoyer quelques-uns desdits marchands le Lyon et qu'il leur fist entendre que c'est avec trop peu de fondement que quelques-uns de leur corps jettent des scrupules dans l'esprit de ceux de Marseille dans les prophéties qu'ils leur font que ladite citadelle doit estre la ruine de leur commerce et que là-dessus il leur alléguast toutes les bonnes raisons qui leur peuvent persuader le contraire.... Il vient aussi quelques lettres des marchands de Paris de mesme nature ; mais, comme les avis en viennent de plus loin, et avec quelque soupçon de malice, les coups en font moins de mal et en portent moins de préjudice au commerce, outre qu'apparemment le remède n'en est pas si facile que celui que je viens de proposer à Votre Eminence pour Lyon. » (Lettre de Clerville à Mazarin, du 6 février. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 248 v°.)

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1728, 217. Lettre du président de La Roque à Mazarin, du 11 février, et *Ibid.*, 240. Lettre du Même au Même, février 1660, sans indication de jour.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 215. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 8 février; — *Ibid.*, 1724, 255. Lettre de Mazarin à Mercœur, de Toulon, 10 février.

fait, que leurs lettres ont non-seulement consolé tous les bons bourgeois de l'élévation de ma nouvelle fabrique, mais aussi les ont tellement réjouis que j'ai presque sujet d'attendre d'eux quelque feste au mariage qui se fera demain de la citadelle avec le réduit de Saint-Jean, auquel je commencerai à travailler ¹. »

Il ne restait plus maintenant qu'à poursuivre jusqu'au bout la procédure ouverte par la Chambre de justice.

Dès le lendemain de son entrée à Marseille, le 22 janvier, Mercœur avait fait publier à son de trompe l'ordonnance royale, qui déclarait Niozelles et ses complices criminels de lèse-majesté et promettait en récompense une somme de 6 000 livres et une déclaration d'abolition pour ses propres crimes à celui qui découvrirait le lieu où les criminels avaient trouvé asile ².

Malgré cette promesse, la retraite de Niozelles devait longtemps rester secrète ³ et les recherches de la police de Mercœur allaient être infructueuses ⁴. Du moins, s'il ne pouvait pas mettre la main sur le chef de la sédition, Mercœur avait-il le désir de le faire convaincre du crime de lèse-majesté dont il l'accusait, en produisant des témoignages accablants, qui pourraient au besoin compromettre quelques-uns des gentilshommes qui avaient fait cause commune avec lui. C'étaient La Salle père et fils, l'abbé de Félix et son frère le Major, Antoine de Bausset et son fils, le lieutenant de la Sénéchaussée, l'avocat Ambroise Cornier et le marchand Mazenod. Plus encore que Niozelles, ceux-là devaient paraître coupables aux yeux du gouverneur et à ceux du premier président : depuis longtemps, ils n'avaient pas cessé d'être les chefs du parti qui défendait les libertés et

1. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 231. Lettre de Clerville à Mazarin du 24 février.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 53; voir plus haut, p. 802, n. 1.

3. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 50. « Cependant les principaux confidens de Niozelles se cachèrent, les uns dans les maisons de leurs amis, les autres à la campagne et quelques-uns dans les grottes et le creux des montagnes qui font l'enceinte du territoire de Marseille. Enfin, Niozelles se cacha lui-même dans le lieu souterrain qui lui avoit esté préparé par le confesseur des Capucins, dans l'appartement des frères questeurs. Ce lieu estoit au-dessous d'une écurie : on y descendoit par une petite porte ou ouverture que l'on fermoit ensuite avec des ais sur lesquels on jetoit du fumier et l'on y tenoit une asnesse. La nuit tout cela estoit osté pour donner la liberté de respirer un meilleur air et de se promener dans le jardin des frères lorsqu'il ne faisoit pas clair de lune. .. Niozelles s'enferma dans ce lieu avec les deux Serres frères, Feautrier de Cuges et son valet de chambre. Il y demeura caché avec eux depuis le 20 janvier jusques au 25 avril qu'il en sortist pour aller à Barcelone. »

4. Dans son désir de trouver Niozelles, « principal objet de la colère du Roy », et sur le bruit qu'il étoit caché dans un monastère de femmes, Mercœur pensa qu'il ne pouvoit être que dans le monastère de Saint-Sauveur, « dont la dame de Cuges, sa tante, estoit abbesse ». Le duc « fit investir la maison par les troupes du Roy et il mit des gardes sur les toits des maisons voisines; ensuite, ayant ordonné aux religieuses de lui ouvrir les portes, il alla lui-même chercher par toute l'abbaye jusque dans les caves et autres lieux souterrains, ce qui montroit une extrême passion ». (*Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 56.)

les privilèges de Marseille, et ils étaient les auteurs de ce Règlement du sort dont la mise en vigueur avait consacré leurs prétentions. Cependant, soit que les ministres n'aient pas d'abord cru possible de réunir contre eux des preuves convaincantes d'un crime aussi considérable, soit que de parti pris ils aient voulu les ménager à cause de l'influence dont ils jouissaient manifestement dans la ville, ils avaient d'abord décidé de les reléguer simplement dans des villes du royaume éloignées de la Provence. Mercœur avait été chargé de faire exécuter cette décision dès son arrivée ¹. Aussitôt entré à Marseille, il jugea bon de n'en rien faire. Il aima mieux les garder sous la main, sans doute dans l'espoir que les magistrats, devant lesquels il se réservait de les faire comparaître, leur arracheraient des paroles compromettantes, et, pour cette raison, il différa de leur remettre la lettre de cachet qui les exilait. Ils les retint, au contraire, prisonniers sur parole dans leurs maisons où, pour que leur présence dans la ville ne donnât pas lieu à quelque nouvelle intrigue, il leur fit faire défense de recevoir des visites ou de tenir quelque assemblée ².

1. Bibliothèque Nationale, Ms. Franc., 4195, f° 10 v°. « Instruction à mondit sieur le duc de Mercœur sur les choses qui sont à faire dans ladite ville de Marseille. Après que ledit sieur duc aura fait poster et loger toutes les troupes dudit corps dans ladite ville, il ordonnera de la part de Sa Majesté aux habitans d'icelle, dénommés au roole ci-joint, de sortir de ladite ville et de se rendre incessamment aux lieux marqués par ledit roole et tiendra la main à ce qu'ils y satisfassent. » Comme nous le verrons plus loin, ce rôle ne fut publié que le 26 février. Il accompagnait pourtant une lettre du Roi, datée « d'Aix, le xiv^e janvier 1660 » et était ainsi conçu : « Roole des noms d'aucuns habitans de la ville de Marseille que le Roy a résolu d'esloigner de ladite ville, contenant les lieux où Sa Majesté veut qu'ils aillent faire leur demeure jusques à nouvel ordre d'elle. Les nommés La Salle père et fils doivent aller à Moulins; les nommés Bausset père et son fils, le lieutenant, à Issoudun; les nommés Félix le major et le prestre, à Bourges; le nommé Mazenod, marchand, à Poitiers; le nommé Cornier, avocat, à Saumur. » (Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 39 v°. Assemblée du 26 février 1660.)

2. « Du surplus, ayant pareillement considéré que ceux que le Roy m'ordonne de faire sortir de la ville sont les auteurs des séditions passées et que, sans doute, ils se trouveront chargés de bien des choses qui apparemment nous obligeroient de les faire revenir, j'ai jugé que je devois différer l'exécution de cest ordre et faire voir à Vostre Eminence que leur faisant faire commandement de ne sortir point de leur maison, nous aurons l'avantage de les trouver avec facilité. Dès demain, l'ordre leur sera donné et si Vostre Eminence trouve absolument nécessaire qu'ils sortent, au retour de ce gentilhomme la chose sera exécutée, n'ayant pris ceste résolution à toute extrémité que jusques au temps où la Chambre de justice viendra s'establir. » (Lettre de Mercœur à Mazarin, du 21 janvier 1660. Arch. des Affaires étrangères, France, 1755, 191.) Cornier, qui, d'Arles, avait suivi la Cour à Aix, n'était pas encore rentré à Marseille quand Mercœur fit signifier cet ordre chez lui. Il le reçut en chemin, non loin du village du Pin, sur la route d'Aix à Marseille, des mains du chevalier de la Penne (*Journal de Cornier*. Coll. de Barbarin). — *L'Histoire des troubles de Marseille* (II, vi, 54) rapporte ainsi cette décision de Mercœur et les motifs qui l'auraient inspirée : « Le duc de Mercœur fit faire ensuite donner ordre à La Salle père et fils, à Mazenod et à Cornier, de se contenir dans leurs maisons et de n'y recevoir aucune assemblée ni visite à peine de la vie. Le duc avoit alors les ordres du Roy qui les reléguoient en divers lieux du royaume, mais il les retint à ce que l'on crut pour deux raisons : la première, parce que ceux du parti contraire lui promettoient des preuves suffisantes pour les rendre complices de tous les crimes dont Niozelles estoit

Il était sage, cependant, de prévoir qu'ils ne parleraient pas. L'accueil réservé qui lui avait été fait à son entrée dans la ville aurait dû le faire pressentir à Mercœur. Déjà, celui-ci s'était plaint du peu d'empressement qu'avait mis à se porter au-devant de lui François d'Arène, dont il avait cru pouvoir attendre davantage en raison de la conduite qu'il avait eue depuis le commencement des troubles¹. A plus forte raison, aucun des gentilshommes, demeurés neutres entre les deux partis, ne consentirait à déposer contre les accusés. Mercœur ne voulut pas cependant se contenter du témoignage des chefs du parti contraire. Il chercha donc parmi les plus obscurs comparses du parti de la sédition des hommes disposés à trahir leurs anciens chefs. Il en trouva un : le Bâtard de Montolieu qui, « sous assurance de pardon », promit de « dire tout ce qu'il sçavoit ». C'était d'après le duc, « un tesmoin sans reproches et qui avoit vu le secret de toutes choses² ».

Arrivés à Marseille le 27 janvier, les membres de la Chambre de justice ne mirent pas d'abord une grande hâte à commencer leur information. Choisie avec soin par d'Oppède et placée sous la direction de son propre gendre, le président de La Roque³, cette Chambre se composait du président de Coriolis, lui-même beau-frère de La Roque⁴, de l'avocat général de Vergons, chargé de remplir les fonctions de procureur général, et des conseillers Belon, Villeneuve, Saint-Marc, Etienne, Tresseman, Antelmy, Foresta, Laurens et Maurel⁵.

Aussitôt installés solennellement au Palais par de Piles, ces magistrats avaient, préalablement à tout acte de procédure, rendu un arrêt qui mettait les dépenses de leur entretien à la charge de la ville, celle-ci devant se dédommager par la suite au moyen du produit des amendes et des confiscations qui seraient prononcées⁶. Cette décision, dont l'exécution immédiate avait eu pour effet la saisie d'une partie des revenus de la Ferme de la Boucherie, avait provoqué des remontrances adressées au Roi de la part des citoyens qui avaient été adjoints à de Piles pour

accusé, et la seconde, pour leur donner occasion de se sauver n'étant point gardés et, par leur fuite, les faire déclarer coupables. »

1. Lettre de Mercœur à Mazarin, du 21 janvier.

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 205. *Post-scriptum* de la lettre de Mercœur à Mazarin, du 1^{er} février. — Néanmoins, avant d'utiliser ainsi le témoignage de Montolieu, qui avait été, en effet, un agent assez actif du parti de Niozelles et de La Salle, Mercœur désirait obtenir l'assentiment de Mazarin : « Demain, ajoutait-il, j'en serai encore plus assuré et cependant Vostre Eminence m'aura fait sçavoir si Elle l'agrée ou non ».

3. Lettre de Mazarin au président de La Roque, du 21 janvier 1660. (Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 249.) Il s'appelait Melchior de Forbin, marquis de La Roque.

4. Lettre de La Roque à Mazarin, du 14 février 1660. (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, f^o 220.)

5. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 57.

6. *Ibid.*, II, vi, 57-58.

former une sorte de Conseil de Ville¹. Le chevalier de Clerville lui-même avait cru pouvoir représenter à Mazarin quel préjudice serait porté au Roi s'il était permis à ces magistrats de mettre ainsi la main sur les principaux revenus de la ville². Mazarin n'avait pas été insensible à ces observations, mais une catégorique mise en demeure du président de La Roque lui avait fait entrevoir qu'il compromettrait le succès de l'entreprise dirigée contre Marseille, s'il ne consentait pas à donner satisfaction à une Chambre de justice, dont l'autorité et le prestige étaient étroitement liés en cette affaire à l'autorité et au prestige du Roi. « Je suis obligé de dire à Vostre Eminence, avait écrit le président³, qu'en ceste rencontre l'autorité du Roi et celle du

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 35. Assemblée du 4 février 1660, tenue « dans la salle de la maison d'habitation du seigneur de Piles », en présence de trente conseillers. « A laquelle Assemblée, ledit seigneur de Piles a remontré que, ayant la Chambre de justice, qui est en ceste ville, fait un arrest depuis quelques jours, par lequel elle ordonne que la Communauté de ceste ville sera chargée de leur despense, il a reçu ensuite un ordre du Roy pour faire valoir ledit arrest et satisfaire au contenu d'icelui, sauf à la Communauté de se rembourser après des sommes qu'elle aura fournies sur les amendes qui seront adjugées par ladite Chambre de justice contre les particuliers de ceste ville, requérant l'Assemblée de délibérer là-dessus. Sur quoy, après que lecture a esté faite de l'ordre de Sa Majesté, l'Assemblée a prié ledit seigneur de Piles de représenter au Roy et à Son Eminence comme ce n'est pas l'ordinaire qu'en semblables rencontres les villes soient chargées de ceste despense, de quoy il en a divers exemples en ceste dite ville mesme par la Chambre de justice qui y feust envoyée après les troubles de Cazaux, outre la grande peine qu'il y a en ceste ville de trouver d'argent pour les autres despenses tant ordinaires que extraordinaires qu'elle est obligée de faire dans le temps présent, attendu qu'on n'a pas encore pu affermer les principales fermes. »

2. Lettre à Mazarin, du 6 février 1660 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 208 v°). « Pour ce qui est de la justice, de la nécessité de laquelle il avoit esté discours devant Vostre Eminence et sur quoy elle m'avoit commandé de prendre toutes les connoissances que je pourrois, afin de l'en informer de mon costé, comme les autres seigneurs de Vostre Eminence pourront plus judicieusement faire du leur, je lui dirai que, bien que tout le monde soit d'accord que l'impunité qui a toujours esté dans ceste ville soit la cause de tous les troubles, de tous les massacres, de toutes les conspirations et enfin de tous les maux qu'on y a vu naistre depuis longtemps, néanmoins l'expédient qu'elle avoit proposé d'y laisser une chambre du Parlement d'Aix tant qu'il y aura nécessité de grosse garnison, ne me semble pas avantageuse du moins pour la construction de la citadelle. Car, comme ces Messieurs qui la composent sont fort soigneux de faire payer leurs vacations préférentiellement à toute autre chose, ils ont déjà fait saisir et mesme séquestrer un fonds de la gabelle de la chair qui va bien à cinquante mille francs par an et que la ville nous auroit assez volontiers abandonné pour se décharger du poids des gens de guerre en contribuant à l'avancement de l'ouvrage qui peut rendre ici leur séjour nécessaire... »

3. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 220. Lettre du 14 février 1660. Voici le début de cette lettre : « J'ai vu par la lettre que Vostre Eminence escrit à M. le duc de Mercœur comme on lui a donné avis de Marseille que la Chambre de justice, en laquelle j'ai l'honneur de présider, avoit fait saisir cinquante mille livres des fermes de la ville pour les frais de la Commission et que, par là, on a voulu persuader à Vostre Eminence que ceste Chambre causoit un considérable désordre dans ses affaires. Je suis obligé de dire à Vostre Eminence, pour la vérité tant seulement et pour l'honneur de ceste Commission, que ceste nouvelle est tout à fait calomnieuse et n'a autre fin que de miner la justice du Roy et soutenir la cabale et la sédition qui ne se trouvent pas bien de nostre présence en ceste ville et qu'au contraire Messieurs de ceste Chambre en ont usité généreusement, puisqu'ils sont aujourd'hui en arrérages de trois mille livres ou bien près et qu'ils sont partis de leurs maisons pour le service, sans autre assurance pour

Parlement sont bien mesurées et que, si l'une et l'autre ne se soutenoient pas, il s'introduiroit de là une très périlleuse conséquence, puisque le Parlement estant en possession de mander des commissaires en tel nombre qu'il trouve à propos dans les villes principales pour réprimer leurs désordres et à leurs despens, à plus forte raison le Roy l'a-t-il pu faire dans l'occasion présente de ceste ville. Nous avons donc, pour le soutien de l'autorité, fait saisir 4 000 livres dues à la ville par les bouchers, et voilà tout ce que la Chambre a pu avoir depuis son arrivée ici pour sa subsistance, estant en arrière comme Vostre Eminence voit de beaucoup et, par conséquent, j'ai esté chargé d'elle de supplier Vostre Eminence de lui vouloir rendre justice en ceste occasion et de lui faire mander des ordres du Roy par lesquels il ordonne, tenant les remonstrances de la ville pour reçues, qu'elle ait à mettre fonds incessamment pour la subsistance de la Chambre suivant la taxe ordinaire. Comme tous ces Messieurs, qui composent ceste Chambre, sont partis de la ville sur ma parole, je supplie très humblement Vostre Eminence de considérer que je serois tout à fait décrédité parmi eux s'ils n'estoient pas indemnisés de leur voyage. » En retour, le président donnait à entendre au cardinal que les preuves recueillies dès ce moment permettraient de confondre les coupables et que bientôt la Chambre serait « en estat de juger et de faire des exemples très considérables de justice, pour la réparation de l'autorité royale¹ ».

Cette promesse avait suffi pour lever les dernières hésitations de Mazarin. Aussitôt, un ordre avait été expédié à de Piles, qui lui prescrivait de satisfaire aux exigences des magistrats².

leur subsistance que celle de l'exécution d'un arrest, bien qu'on ait accoustumé de ne jamais partir de la ville qu'auparavant on ait mis fonds es mains du greffier.... »

1. Lettre du président de La Roque à Mazarin, du 14 février.

2. De Piles en rendit compte à une assemblée qui, comme la précédente, se tint dans sa maison le 19 février. Après avoir pris connaissance de l'ordre du Roi, cette assemblée délibéra « d'y satisfaire au plus tost et d'indiquer, pour cest effect, à Messieurs de ladite Chambre les arrérages qui sont deus par les fermiers de la gabelle du vin et du poisson salé de l'année dernière, et se faire là-dessus avec ce qu'ils ont ja receu une somme de treize ou quatorze milles livres pour leurs dépenses d'ung mois, sauf à ladite Communauté de s'en rembourser après sur les amendes qui seront adjugées par ladite Chambre, conformément aux ordres du Roy ». (Arch. com. de Marseille, BB., *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 37 v°.) La lettre royale a été transcrite à la suite de ce procès-verbal. Après avoir indiqué que le Roi a été informé de la délibération prise le 4 février, elle poursuit. « Comme ceste délibération n'est propre qu'à retarder le bien de mon service et à tirer en longueur l'exécution des choses pour lesquelles j'ai envoyé ladite Chambre en ma ville de Marseille; j'ai jugé à propos de tenir pour ouïes lesdites remonstrances pour vous dire que je veux et entends que, sans différer davantage, il soit pourveu par madite ville d'un fonds suffisant pour le paiement des frais et vacations des officiers de ladite Chambre, à peine de déobéissance, et, pour cest effect, que ledit fonds soit mis sans délai entre les mains du greffier d'icelle pour en faire la distribution auxdits officiers suivant la taxe ordinaire et accoustumée en pareil cas, sauf toutes fois à la Communauté de madite ville de se rembourser dudit fonds sur l'argent qui proviendra des amendes et confiscations des biens de ceux qui seront condamnés par ladite Chambre.

Ceux-ci, désormais assurés de trouver durant leur séjour à Marseille un profit suffisant, qui les dédommagerait des désagréments du déplacement, entreprirent de remplir la mission dont on les avait chargés.

Pendant ce débat, ils avaient entamé quelques actes préliminaires de procédure. Mais ils n'avaient trouvé que des craintes et des défiances parmi les habitants, qu'ils avaient essayé d'abord d'intimider par de brutales opérations de police, comme la défense sous peine de la vie de répandre des bruits tendancieux, ou l'arrestation en plein jour et sur le Port, endroit le plus fréquenté de la ville, d'un malfaiteur de droit commun dont les crimes, prétendait-on, étaient trop longtemps restés impunis et avaient terrorisé la ville¹.

Ces actes de rigueur, auxquels on n'était pas habitué à Marseille, étaient loin d'avoir produit l'effet que les magistrats en attendaient. Quand ils voulurent ouvrir véritablement l'instruction de la grande affaire, ils ne trouvèrent dans la population aucun concours pour découvrir et arrêter les principaux coupables et ils durent se contenter de mettre la main sur trois

L'exécution de toutes ces choses étant d'une très grande conséquence pour mon service, je vous enjoins d'y tenir soigneusement la main, à quoy m'assurant que vous ne manquerez de vous appliquer avec vostre soing et vostre affection ordinaire, je ne vous ferai la présente plus expresse, priant Dieu qu'il vous ayt, Monsieur de Piles, en sa sainte garde. Escrit à Toulon, le 17^e jour de février 1660, signé Louis, et plus bas, de Loménie. » — Les *Comptes trésoraires* de 1659-1660 mentionnent effectivement un versement fait au greffier de la Chambre de justice en exécution de cette délibération : « à M^e Pierre Darbès, greffier de Nosseigneurs de la Chambre de justice étant à présent en ceste ville, 8 000 livres conformément à la délibération tenue le 19^e du courant et, avec les 4 000 livres par lui reçues du fermier de la boucherie de ceste ville, fait 12 000 livres pour les dépenses d'un mois de ladite Chambre à raison de 400 livres le jour, que ladite Communauté a été chargée de payer par ordre exprès de Sa Majesté ». Au mois de mars, il fut fait un second versement de 6 445 livres au greffier de la Chambre de justice pour le même objet, à la suite d'une nouvelle délibération du Conseil de ville réformé par le nouveau règlement publié par Louis XIV durant son séjour à Marseille. (Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n^o 63, f^o 46 v^o. Conseil du 9 mars 1660.)

1. Lettre du président de La Roque à Mazarin, du 31 janvier 1660. (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 202.) « Je dois compte à Vostre Eminence des diligences que la Chambre mandée par Sa Majesté fait pour l'exécution de ses ordres dans ceste ville. A son arrivée, parce qu'elle trouva la ville inquiétée par des différens bruits contraires au repos public qu'on semoit malicieusement, elle fit arrest, le lendemain de son arrivée, qui a esté affiché et publié à son de trompe, portant défenses de publier tels bruits à peine de la vie, et cependant qu'il seroit informé de ceux qui avoient esté débités. Cest arrest a esté de grand exemple, et a depuis fort contenu le monde dans son devoir, car je puis assurer Vostre Eminence avec beaucoup de vérité, que la justice commande d'estre beaucoup appréhendée dans ceste ville. Je fis hier, à deux heures de l'après-midi, sur le Port où toute la ville estoit à la promenade, enlever par le prévost que j'ai ici un des séditieux de ceste ville qui ne croyoit pas qu'on l'osast aborder. Ceste capture donna une épouvante dans la ville que je ne scaurois pas exprimer à Vostre Eminence. Néanmoins, depuis qu'on a sçu qui c'estoit, tous les gens de bien en ont esté ravis parce que ce prisonnier est un mal vivant depuis longtemps dans la ville, noirci de crimes et entre autres d'un assassinat qu'il commit, il n'y a qu'un an, duquel la femme du mort ni ses parens n'avoient jamais osé poursuivre aucune justice. »

obscur comparse¹. Bien plus, quand, poursuivant leur enquête, ils prétendirent entendre des témoins, la plupart de ceux-ci se refusèrent à déposer contre des accusés qu'ils avaient combattus avec acharnement, quand ils leur disputaient les charges municipales, mais en qui ils se refusaient à voir des criminels.

« Il faut que je me serve de toute adresse, confiait le président de La Roque à Mazarin², car tous ceux qui estoient divisés fait quelques jours sont aujourd'hui d'accord en cela de ne rien dire les uns contre les autres. Ils prétextent leur silence en ce que, dans les exemples que la ville souffre du désarmement, ceux qui ont servi le Roy souffrent autant que les coupables. » Cependant, malgré l'adresse qu'il avait promis de déployer, au commencement de son information, le malheureux président devait encore faire la même constatation au moment de la clore : « Nostre information est composée de plus de cinquante tesmoins, écrivait-il³, mais, comme en substance ils sont tous conformes, j'ai seulement pris mémoire de quelques-uns, lesquels dans mon sens parlent fort véritablement de ceste affaire. Il a fallu très assurément employer quelque soin pour avoir ceste preuve parce que, à nostre arrivée, nous trouvâmes toute la ville unie pour ne rien dire et dans le dessein de ne se nuire pas les uns aux autres. » Aussi s'accorda-t-on à dire que « ceste Chambre fit beaucoup plus de peur que de mal⁴ ».

Malgré ces déconvenues, les magistrats n'en avaient pas moins poursuivi leurs informations, en observant autant qu'il était en leur pouvoir toutes les formes de la justice. Après avoir fait « publier un monitoire pour avoir des révélations », ce qui, à leur avis, devait « servir beaucoup pour sçavoir des choses qu'on n'auroit pas dites autrement⁵ », ils voulurent entendre les principaux chefs du parti de Niozelles que la prévoyance de Mercœur avait retenus à Marseille. Successivement, Antoine de Bausset et son fils Nicolas, le lieutenant de sénéchal, La Salle père et fils, le commandeur de Villages, l'abbé et le major de

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 58. Ces trois personnages se nommaient Antoine Ranchier, sergent de quartier, Gaspard Avon, dit la Rose, Jean Léon, dit le Gavot.

2. Lettre à Mazarin, du 31 janvier 1660.

3. Lettre du président de La Roque à Mazarin, datée de février 1660, sans indication de jour, le chiffre qui la fournit ayant été caché par un pli de la reliure (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 238). D'après des renseignements contenus dans cette lettre et une lettre de Mazarin, du 22 février, qui manifestement lui sert de réponse (Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 263), nous croyons pouvoir lui assigner la date du 20 ou celle du 21 février.

4. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 58. Cet ouvrage poursuit : « Il se trouva d'assez mauvais citoyens pour accuser leurs ennemis et pour indiquer des témoins qui, par un effet de la Providence qui protège les innocents, ne parlèrent pas selon leur mémoire. Mais il s'en trouva aussi d'assez généreux, comme Bégue, escuyer, lequel, ayant esté insulté publiquement par quelques-uns du parti de Niozelles, interrogé là-dessus par les commissaires, il nia absolument le fait et deschargea généreusement ceux qui l'avoient offensé. »

5. Lettre de La Roque à Mazarin, du 31 janvier.

Félix et Ambroise Cornier furent cités à comparaître¹. Leurs dépositions ne donnèrent pas les résultats que les juges attendaient. A part Antoine de Bausset, dont le consulat avait été troublé par les différents actes incriminés, aucun des personnages entendus ne fournit aux magistrats les éléments positifs d'une inculpation. Bien plus, quand les juges eurent recueilli une longue déposition de l'abbé de Félix, dont l'interrogatoire dura, dit-on, cinq heures², et de La Salle père et fils, ils jugèrent inutile de poursuivre plus avant leurs investigations et renoncèrent à entendre leurs amis³. Ils avaient cependant obtenu de Bausset, moins habile que Félix⁴, quelques renseignements de nature à fortifier l'accusation portée contre Niozelles. Obligé de justifier sa conduite et son administration consulaire, Bausset avait, en effet, cru bon d'invoquer sa faiblesse et l'impuissance où il s'était trouvé de contrecarrer les volontés du chef du parti⁵.

On commença donc à être fixé, dès les derniers jours de février, sur les résultats probables de cette instruction ouverte à grand fracas et qui paraissait devoir finir si pauvrement⁶.

1. *Mémoire de mes Voyages*, de l'avocat Cornier; — *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 61. C'est le 21 février que furent signifiées ces diverses citations à comparaître « par-devant les commissaires de la Chambre », sauf celle d'Antoine de Beausset, qui avait été interrogé auparavant.

2. *Mémoire de mes Voyages*, de l'avocat Cornier; — *Histoire des troubles de Marseille*, *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. C'était l'opinion de tous les contemporains, même des personnages de l'entourage de Mazarin, et probablement de Mazarin lui-même, qui devait finir par porter ce jugement sur Antoine de Bausset, disant « que c'estoit un bon homme et qu'il n'avoit pas failli par malice » (*Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 55). Au contraire, il appréciait autrement l'abbé de Félix, à en juger par la lettre qu'il inspira vraisemblablement à son capitaine des gardes Béthemeux, en réponse à une demande de protection que l'abbé avait adressée à ce personnage. « Monsieur, J'ai bien du desplaisir de ce que vous m'crivez. Vous ne devez pas douter que je n'y prenne la part que je dois et que je n'aye des sentimens très véritables de vous servir. Mais il faut que je vous dise nettement que je n'oserois en parler à Son Eminence et qu'il faut que vous taschiez de vous justifier auprès de M. le duc de Mercœur et fassiez prier M. le premier président de vous y aider, car on ne vous croit pas si innocent que vous dites, mais bien un des plus éclairés et subtils qui aient contribué au désordre présent et donné plus de conseils et avis sur tout ce que nous voyons et surtout à l'égard de la conduite de M. de Niozelles. » (*Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 54.)

5. « Le sieur Bausset, qui fut de ceux qui eurent l'honneur de saluer Vostre Eminence à Lyon, a esté ouï dans la Chambre. Il s'est défendu en la plupart des interrogas par négative. Néanmoins, à la fin, il dit que, s'il n'a pas exécuté les ordres du Roy, comme il y estoit obligé, qu'il a esté empêché de le faire par la crainte, parce que le sieur de Niozelles s'estoit rendu le plus fort dans la ville. » (Lettre du président de La Roque à Mazarin, du 31 janvier.) — Cf. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 61. « Bausset père et fils furent interrogés pendant quelques heures et ceux-ci, en se justifiant, chargèrent en quelques articles Niozelles, ce que l'abbé ne fit pas. »

6. Lettres du président de La Roque à Mazarin, des 14 et 20-21 (?) février 1660, précédemment citées; — *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 61. — Cf. ce passage d'une lettre de Mazarin au président de La Roque, du 22 février : « Je suis bien aise que vous ayez surmonté toutes les difficultés qu'il y avoit à trouver des preuves contre les coupables de Marseille, à cause de l'engagement où la plupart de la ville s'estoit mise de ne rien déposer qui pust nuire aux accusés

D'ailleurs, les accusés ne devaient pas seulement profiter du silence complaisant de leurs anciens adversaires, qui comprenaient à présent le danger auquel leurs rivalités et leurs plaintes avaient exposé la ville. Ils allaient aussi trouver des protecteurs à la Cour qui, en intercédant en leur faveur, inclineraient Mazarin à l'indulgence. Tout en se défendant de céder à des sollicitations, dont quelques-unes étaient portées devant lui par de hauts et puissants personnages¹, celui-ci finit par se départir de l'inflexible rigueur qu'il avait d'abord manifestée. Au reste, il avait hâte d'en finir avec cette affaire de Marseille, qui retenait la Cour en Provence depuis près de deux mois. Mais il ne pouvait s'éloigner de ce pays qu'après avoir conduit le Roi dans la ville rebelle, et il ne pouvait songer à exécuter ce dessein que lorsque la répression qu'il avait projetée aurait été consacrée par l'arrêt de la Chambre de justice².

des séditions passées. Je ne doute pas que vous n'ayez eu besoin d'agir en cela avec des soins extraordinaires et je comprends facilement qu'il ne falloit pas avoir moins de zèle que vous en avez pour l'autorité du Roy et pour le bien de la justice. »

1. Les principaux accusés essayèrent, en effet, de faire jouer auprès de Mazarin toutes les hautes influences dont ils pouvaient disposer. Un parent de Bausset, Maurel de Pontevès, trésorier de la Province, dont Mademoiselle était l'hôtesse pendant le séjour de la Cour à Aix, obtint qu'elle interviendrait en faveur de l'ancien consul : sa démarche fut couronnée de succès, puisque le ministère abandonna l'accusation capitale qu'il avait été un moment question de lui intenter. De même Mme de Vénelles, nièce de La Salle, intéressa au sort de son oncle et de son cousin toute la maison de Mazarin, à laquelle elle appartenait elle-même en qualité de gouvernante de Mlles Mancini. Mazenod fut aussi protégé par le maréchal de Villeroy qu'un de ses parents, l'échevin Mazenod de Lyon, avait sollicité en sa faveur : Mazenod devait même obtenir de demeurer à Lyon au lieu de se rendre à Poitiers où un premier ordre du Roi l'avait exilé. Les autres eurent aussi des protecteurs, mais ils n'en obtinrent pas ce qu'ils désiraient. Les Félix sollicitèrent inutilement Brienne, Rose et Béthemeux, capitaine des gardes de Mazarin. Cornier, enfin, grâce, sans doute, à sa qualité de membre de la Compagnie du Très-Saint-Sacrement de l'Autel, où il avait été admis le 8 février 1645 et dont à diverses reprises il avait été élu supérieur, (Raoul Allier, *La Compagnie du Très-Saint-Sacrement de l'Autel à Marseille*, p. 4) avait pu faire intervenir en sa faveur le P. Annet, jésuite et confesseur du Roi, mais il ne réussit pas à obtenir de Mazarin qu'il le maintint dans la charge de Juge des terres dépendant de l'abbaye de Saint-Victor, dont, nous l'avons vu, le cardinal était abbé (*Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 54-55).

2. Il résulte, en effet, de la correspondance de Mazarin avec le président de La Roque et le chevalier de Clerville que le cardinal insista vivement pour obtenir que la Chambre de justice clôturât ses opérations et rendit son arrêt, sous prétexte que la date du voyage du Roi à Marseille était arrêtée et qu'il fallait que ce voyage n'eût lieu qu'après que justice complète aurait été faite. Ayant appris par la lettre du président de La Roque du 20-21 (?) février « que la Chambre sera assurément en estat de juger samedi prochain [28 février] ou tout au plus tard mardi [2 mars] », Mazarin répond *illico* à La Roque le 22 février : « Je suis obligé de vous dire que Sa Majesté ne peut pas différer au delà du lundi de la semaine prochaine, c'est-à-dire de huit ou neuf jours d'ici, de se rendre à Marseille. C'est pourquoi il faut, s'il vous plaît, qu'il y ait arrest dans samedi prochain, car autrement vous voyez bien que ce seroit un embarras qu'on ne pourroit esviter. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 263.) Aussi, le 24 février, le chevalier de Clerville donne à Mazarin, de la part de La Roque, l'assurance qu'il en serait fait suivant son désir. (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 231.) « M. le président de La Roque assure Vostre Eminence que la Chambre donnera arrest sur les affaires, pour lesquelles elle est ici venue, samedi sans faute. Pour cela, il m'a dit qu'il la feroit entrer à 6 heures du

Il fut donc décidé qu'on en finirait d'abord avec les chefs du parti tout en renonçant, par esprit de justice ou par faveur, à faire rendre contre eux un arrêt de condamnation. On se contenterait de ne pas différer plus longtemps l'exécution des ordres de bannissement donnés le 19 janvier et différée depuis à l'instigation de Mercœur¹. En conséquence, de Piles fit signifier à La Salle père et fils, à l'abbé de Félix et à son frère le Major, à Mazenod et à Cornier, l'ordre du Roi qui leur enjoignait « de s'acheminer incessamment et par le droit chemin à Moulins, Issoudun, Bourges, Poitiers et Saumur et, pour cest effet, de partir, et pour tout délai, vendredi prochain vingt-septiesme du présent mois, pour y demeurer jusques à nouvel ordre, conformément à la volonté de Sa Majesté² ».

Cette mesure ayant été exécutée, on mit en demeure la Chambre de rendre son arrêt le plus vite possible. Mazarin rejeta la date extrême du mardi 2 mars que le président de La Roque avait proposée : il fixa comme dernier délai le samedi 28 février³. L'arrêt fut donc prononcé ce jour-là.

matin; que, la lecture des procédures étant longue, elle en pourroit avoir jusques à midi pour opiner et prononcer et que, s'il y avoit condamnation, comme on ne doute guère, la présentation à la question et les autres formalités se pourroient faire de manière que l'exécution se feroit à quatre heures pour le plus tard. »

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 61.

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 39 v°. Ordonnance faite par M. de Piles le 26 février. — A la suite de cette ordonnance a été transcrit, avec l'ordre du Roi fait à Aix le 19 janvier et adressé au duc de Mercœur, le récépissé que chacun des intéressés a signé des copies qui lui en ont été remises. Mazenod étant absent de chez lui quand le porteur, Marc-Antoine de Cros s'y présenta, c'est la dame Jeanne de Thomas, sa femme, qui en signa quittance avec ledit de Cros et le notaire-secrétaire de la ville. — Cf. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 61, et le *Mémoire de mes Voyages*, de Cornier. — Le *Mémoire* de Cornier contient une relation succincte du voyage de ce personnage de Marseille à Saumur, où il arriva le 19 mars et où il séjourna jusqu'au mois de décembre de la même année 1660. A ce moment, Cornier fut autorisé, par une lettre de cachet datée du 17 décembre, « à s'en retourner en sa maison dans le territoire de Marseille, sans toutesfois qu'il puisse entrer dans ladite ville, sous quelque prétexte que ce soit, jusques à nouvel ordre de la part de Sadite Majesté ». A la même date, les deux Bausset et les deux Félix obtenaient la même faveur, comme nous l'apprend une lettre de François d'Arène à Cornier, datée de Paris, 21 décembre 1660 et conservée dans la Collection de Barbarin. Le ton dans lequel cette lettre est conçue en justifie la citation, car elle nous apprend que le souvenir des querelles qui avaient divisé les Marseillais n'était pas encore complètement effacé un an après la rigoureuse répression de Louis XIV. « M. le chevalier de La Penne n'ayant remis les ordres du Roy, par lesquels il vous est permis, à Messieurs de Bausset et à Messieurs de Félix, d'aller dans le territoire de Marseille, ayant pris le soin de les retirer pour tascher de procurer à tous un plus prompt repos, j'ai voulu me charger aussi des vostres pour vous tesmoigner que j'embrasse volontiers l'occasion où je puisse vous donner des preuves que je n'ai nul souvenir de ce que vous en aviez usé en mon endroit tout d'une autre manière que j'aurois cru devoir espérer de vous. Cela ne m'a jamais fait perdre l'estime que je dois avoir de vostre vertu et de vostre mérite qui m'oblige, si vous l'agréez, d'estre, etc. » Une lettre de cachet du 15 juin 1661, rendue à la sollicitation du duc de Mercœur, devait lever la dernière défense et autoriser Cornier à retourner à Marseille « pour y demeurer ». Son exil n'avait pas duré tout à fait dix-huit mois.

3. Voir ci-dessus, p. 823, note 2, les lettres échangées à ce sujet du 20 au 24 février entre le président de La Roque, Mazarin et le chevalier de Clerville.

La Chambre de justice avait arrêté ses conclusions sur trois chefs d'accusation, dont deux au moins, sinon les trois, attestent la pauvreté des griefs qu'on pouvait valablement articuler contre les accusés, et surtout la peine où s'étaient trouvés les magistrats pour transformer de vulgaires procès criminels en un important procès d'Etat. Ces trois chefs d'accusation se rapportaient à l'attentat dont le lieutenant de La Gouvernelle avait été la victime, à l'assassinat d'un nommé Maurel et enfin au meurtre de Charles Perret¹.

C'est à la première de ces trois accusations que les magistrats avaient donné le plus d'ampleur, soit parce qu'ils l'avaient qualifiée de « crime de lèse-majesté », soit parce qu'ils avaient compris dans la poursuite cinquante-deux accusés. Le choix, il est vrai, n'avait pas toujours été fait judicieusement, puisque, à côté de Niozelles et de quelques-uns des personnages qui s'étaient attachés à sa fortune, sans doute dans l'espoir d'en retirer du profit car ils étaient gens de peu, on y avait aussi compris Antoine de Bausset et son fils, Nicolas, La Salle, son fils et son frère, le chevalier Nicolas de Villages, et enfin l'abbé de Félix lui-même. A ces derniers, cependant, on n'avait pas osé conserver jusqu'au bout leur qualité d'accusés, puisqu'on s'était contenté de les éloigner de la ville sur une simple lettre de cachet et non en vertu d'un arrêt régulier de condamnation².

C'est sans doute pour ajouter à la gravité de cette accusation que les magistrats avaient joint à l'attentat contre La Gouvernelle

1. L'arrêt de la Chambre de justice est conservé aux Archives des Affaires étrangères, France, 1725, 242-245.

2. « Entre le procureur-général du Roy, querellant en crime de lèse-majesté, déchirement de ses ordres, attroupemens, excès et voies de faits commis en la personne du sieur de La Gouvernelle, lieutenant des gardes de M. le duc de Mercœur, porteur de ses ordres, dans l'Hostel de Ville, esmeutes et séditions populaires, tocsin, assemblées illicites, force et violence commises aux maisons de divers particuliers de ceste ville de Marseille, avec armes prohibées et défendues, et désobéissances auxdits ordres, *d'une part*; — et Gaspard de Glandevis, sieur de Niozelles, M^e Jean Esprit Jaubert, notaire, André Capefigue, apothicaire, Pierre de Montolieu, dit le Bastard, Feautrier de Cuges, Henri Serre, Henri Espagnet, boisteux, Pierre Reymondin, escuyer, François Serre, frère dudit Henri, Jean Sorreau, Jean et Louis Marrons frères, Estienne Cézary, Jean Léon dit le Cadet, Jean Caillau, Rose Coutonier, M^e Barberoux, avocat, et son frère le chevalier servant; le nommé Gardanne, comite de galère, Estienne dit Laureau, Bernard, les nommés Legrand, Gleyze, recors de sergent, Louis, tailleur d'habits, Gueydon dit la Perruque, Lange Crespin, Arvieu père, Septèmes d'Arène, beau-fils du sieur de Bédarride, Caze, fils de la dame de Vincheguierre, le nommé Roux, maistre apothicaire, Lazare Cordier, un appelé Monier, le nommé Tircenel, clerc de l'église Saint-Victor, Flotte, Gras, Gueydon, fils du consul, Allemand, lieutenant de quartier, M^e Antoine de Bausset ci-devant consul de ceste ville, M^e Nicolas Bausset, lieutenant de sénéchal au siège de Marseille, Gaspard de Villages, sieur de La Salle, Jean-Baptiste de Villages, son fils, Messire Antoine de Félix, protonotaire du Saint-Siège Apostolique, frère Nicolas de Villages, chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, Jean Léon dit le Gavot, Antoine Ranchier, sergent de quartier, et Gaspard Avon dit la Rose, *querellés*, lesdits Jean Léon dit le Gavot, Antoine Ranchier et Gaspard Avon, prisonniers, destenus aux prisons de ce Palais, et tous les autres contenus es-défauts, *d'autre....* »

le meurtre de Charles Perret. Niozelles avait encore à en répondre avec quatre de ses satellites ordinaires, Jean-Esprit Jaubert, Pierre de Montolieu, Capefigue et Feautrier¹. C'était peut-être là le seul fait certain qu'on eût pu articuler contre ces accusés, Niozelles excepté. Il était cependant difficile d'y voir autre chose qu'une de ces querelles particulières, dégénérant facilement en rixes, comme il s'en produisait beaucoup à cette époque, et surtout d'y saisir la preuve de troubles politiques susceptibles de bouleverser profondément la vie intérieure d'une grande cité.

A plus forte raison, était-il impossible de tirer une semblable conclusion de l'assassinat de Maurel. Il paraît, d'ailleurs, douteux que les magistrats eux-mêmes y aient songé. Un seul accusé avait à en rendre compte. C'était un nommé Jean Léon, dit le Gavot², personnage obscur qui, au cours de la période troublée que venait de traverser Marseille, ne paraît pas avoir eu d'autre rôle que celui joué en semblables circonstances par des gens sans aveu dans l'espoir que leurs méfaits passeront alors inaperçus. S'il n'en avait pas été ainsi et si les magistrats chargés de juger cette banale affaire d'assassinat avaient cru pouvoir lui donner l'apparence d'une affaire politique, ils auraient essayé d'y compromettre Niozelles ou quelqu'un de ses familiers, au lieu de se contenter de reprocher à son parti d'avoir favorisé les méfaits du Gavot en n'ordonnant pas son arrestation aussitôt après la découverte du meurtre de Maurel³.

Pourtant, à la veille même de clore cette information, le président de La Roque avait fait espérer davantage à Mazarin : il lui avait promis notamment de comprendre aussi au procès les mouvements qui avaient agité la ville quand, après les lettres d'abolition délivrées à Lyon, Mercœur s'y était rendu pour

1. « ... Et encore le procureur-général querellant en assassinat, meurtre et homicide, commis avec complot en la personne de feu Charles Perret, joint à lui M^e Martin de Perret, protonotaire du Saint-Siège Apostolique, son frère, *d'une part*; et lesdits Gaspard de Glandeves, sieur de Niozelles, M^e Jean-Esprit Jaubert, Pierre de Montolieu, Capefigue et Feautrier, querellés, *d'autre....* »

2. « ... Et entre ledit procureur-général du Roy, poursuivant les instances commencées à la requête de Jean Giraud, Guillaume Selon, Jean Vasserot, Pierre Maurel et Jacques Taron, respectivement querellans en excès, voies de faits, meurtre et homicide commis en la personne dudit Maurel, joint les héritiers d'icelui, et Jean Léon, dit le Gavot, querellés.... »

3. Nous croyons, en effet, pouvoir appliquer à cette affaire un passage de la lettre que le président de La Roque écrivit à Mazarin, le 31 janvier, pour lui exposer les premières opérations accomplies par les commissaires de la Chambre de justice arrivés depuis peu à Marseille. Il semble bien que c'est de l'arrestation de Jean Léon, dit le Gavot, qu'il veut parler quand il écrit : « Je fis hier, à deux heures après-midi, sur le Port où toute la ville estoit à la promenade, enlever par le prévost que j'ai ici un des séditieux de ceste ville, qui ne croyoit pas qu'on l'osast aborder. Ceste capture donna une espouvante dans la ville que je ne scaurois pas exprimer à Votre Eminence. Néanmoins, depuis qu'on a su qui c'estoit, tous les gens de bien en ont esté ravis parce que ce prisonnier est un mal vivant depuis longtemps dans la ville, noirci de crimes et entre autres d'un assassinat qu'il commit, il n'y a qu'un an, duquel la femme du mort ni ses parens n'avoient osé poursuivre aucune justice. Votre Eminence juge de là de quelle façon on vivoit ici et s'il estoit nécessaire que la justice du Roy y parust. »

présider à l'élection consulaire du 26 janvier 1659¹. Au dernier moment, quand il s'était agi de donner un fondement juridique à ces accusations, les magistrats s'étaient trouvés embarrassés. Ils avaient jugé préférable de laisser cette affaire dans l'ombre et de ne faire porter tous leurs efforts que sur les trois points qu'ils avaient cru bon de retenir. Néanmoins, dans leur hâte de rendre leur arrêt, ils n'avaient pas cru nécessaire d'examiner de fond les détails de ces affaires. En particulier, ils n'avaient pas vu l'invraisemblance d'un arrêt de condamnation rendu contre la plupart des accusés dans l'affaire de La Gouvernelle, qui empruntait une exceptionnelle gravité à l'endroit même où l'attentat avait été commis, l'Hôtel de Ville, alors qu'aucun des trois consuls ni l'assesseur, qui en avaient été les spectateurs complaisants, sinon les complices ou les instigateurs, n'avaient pas été un seul moment compris dans les poursuites. On avait bien, il est vrai, essayé d'y compromettre Antoine de Bausset en même temps que les Félix et les Villages; mais on n'avait pas osé les condamner. Tout en ne prononçant contre eux aucune condamnation, l'arrêt, il est vrai, laissait leur cause en suspens²: en les tenant ainsi sous la menace de nouvelles poursuites et d'un châtement plus sévère que celui qui leur avait été infligé et qu'ils affectaient d'ignorer³, les magistrats n'avaient pas été guidés par le souci de rendre une justice mieux informée et plus exacte. Ils avaient voulu donner au gouvernement les moyens de les tenir plus complètement à sa discrétion et lui réserver le droit de prendre à leur égard de nouvelles mesures de rigueur, suivant la façon dont la population marseillaise, dont ils avaient été véritablement les chefs, accueillerait les décisions d'ordre politique que le Roi était à la veille de publier.

C'est donc en vain qu'on chercherait un souci sincère de jus-

1. « Vostre Eminence verra que la sédition, lorsque M. le gouverneur vint ici pour y faire les consuls par ordre de Sa Majesté, est entièrement prouvée, le meurtre de Perret ensuite, l'insulte faite au sieur de La Gouvernelle, le déchirement des ordres du Roy, les séditions par les rues, les assemblées illicites et enfin toutes les violences qui ont esté commises.... » (Lettre de La Roque à Mazarin, du 20-21 (?) février 1660.)

2. « Et, en ce qui est desdits Pierre Samatan, Maurisy, Gardanne, jadis comite de galère, Estienne Bernard dit Laureau, Barberoux, chevalier servant, et Estienne de Lago, corratier, et Messire Antoine de Bausset, ci-devant consul de ceste ville, M^r Nicolas Bausset, Gaspard de Villiges sieur de La Salle, Jean-Baptiste de Villages, Antoine de Félix, frère Nicolas de Villages, ordonne que l'information sera continuée à la diligence du procureur-général du Roy pour, ce fait et rapporté, estre ordonné ce qu'il appartiendra par raison. »

3. Cela résulte à la fois du silence gardé par les rédacteurs de l'arrêt au sujet de la mesure prise contre ces personnages et qui, au vu et au su de tous, avait reçu sa complète exécution le jour où l'arrêt fut rendu, et des termes dont se sont servis à leur égard ces mêmes rédacteurs qui donnèrent défaut contre eux, les confondant ainsi avec les autres accusés contumaces, à l'exception de Jean Léon dit le Gavot, Antoine Ranchier et Gaspard Avon dit la Rose. Nous avons vu pourtant que, dès le 22 janvier, Bausset, La Salle, Félix et les autres bannis, étaient restés prisonniers sur parole dans leurs maisons: c'est donc injustement que le procureur général avait fait rendre contre eux cet arrêt de défaut.

tice dans les condamnations prononcées par cet arrêt : elles avaient été exclusivement inspirées par des considérations politiques et n'avaient eu d'autre objet que de ruiner à tout jamais un parti, dont on n'avait pu avoir raison autrement, et de mettre fin à un régime trop manifestement en contradiction avec le système que la royauté était en train de faire prévaloir dans toute la France.

Désireux cependant de faire croire qu'ils avaient impartialement pesé les faits de la cause soumise à leur jugement, les magistrats de la Chambre de justice avaient établi plusieurs catégories parmi les accusés : Niozelles, Jean-Esprit Jaubert, André Capefigue, le Bâtard de Montolieu ¹, Feautrier de Cuges, Henri Serre, Henri Espagnet boiteux, Pierre Reymondin, François Serre, Jean Sorreau, Jean et Louis Marrons, Etienne Cézary et Jean Léon dit le Gavot, étaient retenus dans le premier groupe. Ils étaient déclarés « convaincus du crime de lèse-majesté et autres à eux respectivement imposés, savoir ledit de Glandevès-Niozelles, d'estre le chef et auteur de toutes les séditions et esmotions populaires, tocsin, excès, voies de faits, assemblées illicites, violences commises à diverses maisons de la ville et à La Gouvernelle, porteur des ordres du Roy, deschirement d'iceux, mespris et désobéissance auxdits ordres ; — lesdits Henri Serre et Espagnet, d'avoir pris aux cheveux ledit La Gouvernelle, et desdites séditions et esmotions populaires ; et ledit Pierre Reymondin pour avoir assisté et contribué auxdites violences et séditions ; — et lesdits Jaubert, Capefigue, Montolieu et Feautrier, des mesmes crimes et séditions et esmotions populaires, et encore de l'assassinat, meurtre et homicide commis en la personne de feu Charles Perret ; — et lesdits François Serre, Jean Sorreau, Jean et Louis Marrons frères et Estienne Cézary desdites séditions et esmotions populaires, tocsin, excès et voies de faits ».

Ayant ainsi établi la culpabilité de ces quatorze accusés, la Chambre, « jugeant l'entier profit et utilité desdits défauts..., déclaroit ledit de Glandevès-Niozelles deschu du grade, faveur et privilège de noblesse et incapable de tenir à jamais fiefs, offices, bénéfices et dignités et, pour cest effet, ses armes et escussions seront brisés par l'exécuteur de la haute justice sur un eschafaud qui sera dressé à la place au-devant du Palais » ; elle ordonnait, en outre, « tant lui que lesdits Jaubert, Capefigue, Montolieu, Feautrier, Henri Serre, Henri Espagnet, Pierre Raymondin, François Serre, Jean Sorreau, Jean et Louis Marrons, Estienne Cézary et ledit Jean Léon estre livrés ès-mains dudit exécuteur de la haute justice et conduits, par tous les

1. Celui-ci s'était probablement montré peu docile aux suggestions de Mercœur qui, nous l'avons vu, avait d'abord cru que, sous la promesse du pardon, il obtiendrait de lui un témoignage écrasant contre ses prétendus complices.

lieux et carrefours de ceste ville de Marseille accoustumés et au-devant de la porte de l'Eglise cathédrale de ladite ville, faire amende honorable, teste nue, le hart au col, portant chacun d'eux un flambeau ardent entre leurs mains, à genoux, demander pardon à Dieu, au Roy et à Justice, et de là à ladite place devant le Palais et, sur un eschafaud qui y sera dressé, avoir lesdits Jaubert, Montolieu, Feautrier, Henri Serre et Reymondin, leurs bras, jambes et reins rompus et brisés et, après, estre mis sur une roue pour y vivre tant qu'il plaira à Dieu; a fait et fait inhibitions et défenses de leur donner ayde et assistance à peine de la vie et, après leur mort, seront leurs testes séparées de leurs corps et mises à un poteau à chascune des portes de la ville; — et lesdits de Glandevès-Niozelles, François Serre, Sorreau, Marrons frères, Estienne Cézary et ledit Jean Léon dit le Gavot prisonnier, estre pendus et estranglés sur des potences qu'à cest effet y seront dressées jusques à ce que mort naturelle s'en ensuive, *si appréhendés lesdits défailans peuvent estre*, sinon seront exécutés en effigie et à un tableau et sera la teste dudit de Glandevès-Niozelles, après sa mort, séparée de son corps, mise sur une bigue laquelle sera posée devant l'Hostel-de-Ville; a fait et fait semblables inhibitions et défenses à toutes personnes de l'enlever sous mesme peine ».

L'arrêt prononçait encore contre les condamnés des peines accessoires, les seules susceptibles de les atteindre, d'ailleurs, puisqu'ils étaient tous contumaces, soit la réunion au domaine de « tous et chascuns leurs biens, allodiaux et féodaux, mouvant immédiatement du Roy et Couronne de France », et la confiscation au profit du Roy de « tous leurs autres biens, noms et actions », à l'exception d'une somme de 6 000 livres « pour estre distribuées aux œuvres pies et arbitrages de la Chambre », et des « sommes qui auront esté fournies par la Communauté de ladite ville de Marseille pour les frais et despens de justice ». Il était enfin ordonné qu'on raserait les maisons de Niozelles, Jaubert, Capefigue, Montolieu, Feautrier, Henri Serre et Espagnet, et que, sur l'emplacement de celle de Niozelles, il serait « dressé une pyramide ou colonne en laquelle ce présent arrest seroit gravé ».

Il y avait d'autres accusés déclarés coupables, entre lesquels les magistrats crurent bon d'établir de nouvelles distinctions, condamnant aux galères perpétuelles et à une amende de 300 livres, « pour les causes résultantes du procès », Jean Caillau, Jean de Léon Cadet et Rose Coutonier, au bannissement perpétuel et à une amende de 200 livres l'avocat Barberoux, et Grosson à la détention dans les prisons du Palais « jusques à ce que autrement soit ordonné ».

Il restait cependant encore d'autres accusés sur lesquels la Chambre avait sursis à se prononcer, prescrivant au procureur

général de « mettre leur procès en estat d'estre jugé ». C'étaient, en plus des Beusset, La Salle et Félix, dont on avait essayé de faire un groupe particulier de criminels en y joignant d'insignifiants comparses¹, tous ceux qu'on avait compris dans la poursuite pour en augmenter l'importance et dont on ne voulait pas reconnaître publiquement que les preuves avaient manqué pour les condamner². Fugitifs, on les tiendrait ainsi sous la menace de rouvrir leur procès s'ils commettaient l'imprudence de découvrir le lieu de leur retraite ou de regagner Marseille et son territoire, dont ils resteraient ainsi éloignés aussi longtemps que Mercœur et d'Oppède le jugeraient bon. Il convenait, en effet, que ces hommes qui, sans être de véritables criminels, s'étaient révélés comme des hommes d'action, capables de recourir à un coup de main pour défendre la cause des franchises municipales à laquelle ils étaient attachés, fussent absents de la ville au moment où la royauté allait leur porter un coup fatal³.

Il n'y avait plus qu'à donner à cet arrêt un commencement d'exécution, puisque aussi bien la fuite de la plupart des condamnés ne permettait pas de leur infliger le châtiment qu'ils auraient dû subir⁴. Seul, Jean Léon, dit le Gavot, était entre les mains de la justice, puisque l'arrêt avait renvoyé au procureur général pour « mettre leur procès en estat » les deux autres individus détenus avec lui, le sergent de quartier Antoine Ranchier et Gaspard Avon dit la Rose. On procéda donc, le 28 février, à cinq heures du soir, à l'exécution du Gavot suivant les formes prescrites par l'arrêt. On démolit en même temps les maisons de Niozelles et de Jaubert et l'on dressa, sur l'emplacement de la première, la pyramide expiatoire ordonnée par l'arrêt de condamnation⁵.

1. Voir ci-dessus, p. 827, note 2.

2. Les accusés placés dans cette situation étaient au nombre de vingt et un. A la vérité, aucun d'eux n'avait joué de rôle important dans les derniers mouvements : tout au plus avaient-ils pu être dans la bourgeoisie et dans le peuple des partisans actifs de la politique de Niozelles et de ses amis.

3. L'opinion publique ne s'y trompa pas, ainsi que cela ressort de ce passage de l'*Histoire des troubles de Marseille* (II, vi, 62-63). « Il semble que cest arrest ne fust rendu avec tant de rigueur que pour apaiser la colère du Roy à qui on peut dire que le parti de La Baume avoit fort déguisé la vérité car, à la réserve de Niozelles et de François Serre, tous les autres condamnés retournèrent à Marseille, quelque temps après, sans abolition ni grâce de Sa Majesté, mais seulement par la permission du premier président qui, sachant mieux que personne la vérité des choses, pardonnoit à tous ceux qui avoient recours à lui et se soumettoient à son autorité. »

4. Voir ci-dessus, p. 815, note 3.

5. Une première fois, en 1623, des magistrats du Parlement d'Aix, venus à Marseille pour y tenir une session des Grands Jours, avaient ordonné la démolition des maisons appartenant à six gentilshommes condamnés par défaut pour crime de lèse-majesté, c'est-à-dire pour avoir pendu au gibet de la place du Palais un mannequin avec un écriteau portant ces mots « le président d'Oppède » — c'était le père du premier président de 1660 — et des vers infamants. Une pyramide avait été élevée sur l'emplacement de ces maisons. « Elle déshonorait en quelque façon la fidélité de la ville », déclaraient les consuls de 1659 (lettre aux députés de Villages et Cornier, à Toulouse, 12 décembre 1659, Collection de Barbarin). Aussi c'est avec

Faute de mieux, la justice pouvait se déclarer satisfaite. Aussi, le président de La Roque se félicitait d'avoir exactement rempli sa mission, en adressant le soir même à Mazarin l'arrêt qui venait d'être rendu et exécuté : « Je mande à Vostre Eminence l'arrest que nous avons fait ce matin, par lequel assurément elle connoistra que nous n'avons rien oublié pour faire nostre devoir. Cest arrest est d'un très grand exemple et, en tous ses chefs, nous avons prononcé pour réprimer la liberté et pour establir le respect qui est dû à l'autorité royale et à sa justice. Je m'assure qu'à l'avenir les choses iront ici mieux qu'elles n'ont fait par le passé et j'ose assurer Vostre Eminence que ceste ville aujourd'hui est aussi soumise qu'aucune autre de la province ¹. »

Rien, maintenant, n'empêchait le Roi de se rendre à Marseille : aucun incident malencontreux ne viendrait y troubler son séjour.

C'est le mardi 2 mars que Louis XIV, suivi de la reine mère, de Mazarin et de toute la Cour, fit son entrée dans Marseille. Il venait d'Aix, l'état des chemins ne lui ayant pas permis de s'y rendre directement de Toulon, où il avait séjourné pendant une partie du mois de février ². En prévision de cette arrivée, les consuls, nous l'avons vu, avaient longtemps caressé l'illusion d'être admis à l'honneur de recevoir le souverain et avaient fait d'importants préparatifs en vue d'une réception solennelle. Tout avait été prévu et commandé, des housses de velours pour couvrir les selles de leurs chevaux ³, des banderoles pour être agitées par des enfants placés sur le passage du cortège, des oriflammes de taffetas, portant les armes et les devises de la ville, pour orner les instruments des cinq trompettes de la ville qui devaient les précéder ⁴. Des canons et des boîtes

répugnance que les Marseillais virent s'élever une pyramide semblable sur les ruines de la maison de Niozelles, située dans la partie de la rue du Grand-Puits, qui, depuis, a été appelée *rue de la Pyramide* (Aug. Fabre, *Les Rues de Marseille*, II, 418 et suiv.). Il n'est donc pas surprenant qu'il se soit trouvé des Marseillais pour la renverser au mois de novembre 1661 (*Ibid.*, 448). Mais elle fut relevée presque aussitôt aux frais de la ville (Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 62, f° 37. Séance du 5 février 1662). Quant à la maison d'Esprit Jausseil, elle fut relevée peu après avoir été rasée, « à cause que le fonds en appartenait à Hélène de Forbin, épouse de La Baume ». (*Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 61.)

1. Lettre de La Roque à Mazarin, 28 février 1660 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 233).

2. Lettre de Mazarin à Mercœur, de Toulon, 13 février 1660 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 259 v°).

3. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 71 v°. Conseil du 29 mai 1660.

4. « A l'occasion de la venue du Roy en ceste ville, les consuls, qui estoient auparavant en charge, avoient fait faire quelques bannières pour les trompettes dont les dépenses se montent environ à 140 livres; comme aussi avoient fait faire des housses de velours pour servir à ladite entrée, et quoique tout cela ayt demeuré inutile, cependant ceux qui ont préparé lesdites choses en demandent payement. » (Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 121.) — Cf. *Comptes trésoraires*, 1659-1660 (Jean de Lisle, trésorier. « Compte

avaient été placés sur les murailles pour saluer de leurs salves le Roi et la Cour¹. Deux clefs d'or, enfin, avaient été préparées pour être présentées au Prince à son arrivée aux portes de Marseille².

Rien de tout cela ne put servir. Non seulement, en effet, les consuls avaient été destitués de leurs charges quand s'accomplit le voyage du Roi, mais encore Mazarin avait écrit à Mercœur que le Roi ne voulait point de cérémonie lorsqu'il irait à Marseille. « Il suffira, ajoutait-il, que les troupes se mettent en haie à l'accoutumée³. »

Ce n'est pas, en effet, avec l'appareil ordinaire que Louis XIV entra dans Marseille. Il voulut que son carrosse, suivi des troupes qui l'escortaient, passât par la brèche que Mercœur avait fait faire dans la muraille attenant à la Porte Royale, comme s'il s'était agi d'entrer dans une ville prise d'assaut⁴. C'est là que l'attendait de Piles, entouré de quelques bourgeois et marchands et d'une assez grande foule de peuple. Il lui fit un compliment de bienvenue et lui offrit, en terminant, les clefs d'or que les consuls avaient fait faire. Le roi les refusa, lui disant : « Gardez-les, Piles; vous les gardez fort bien; je vous les donne⁵! » Il remonta ensuite en carrosse et se rendit à la

de dépense des préparations de la venue du Roy en ceste ville et payement fait par le sieur Jean de Lisle, trésorier de ceste Communauté en la présente année. — Janvier 1660, à Esperit Chastagnier, maistre peintre de ceste ville, 18 l. à bon compte de 40 l. à lui promises pour peindre sur le taffetas les armes et devises de la ville à cinq bannières qu'avons fait faire de neuf de cinq trompettes pour l'entrée que le Roy vient faire en ceste ville. »

1. Arch. com. BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 171 v°. Conseil du 20 octobre 1658. Le Conseil délibère de rembourser aux sieurs Cadenol et Vélín le prix de deux canons qu'ils avaient prêtés, « qui furent mis sur les murailles pour servir aux préparatifs qu'on faisoit pour la réception de Sa Majesté sur la nouvelle de la venue du Roy en ceste ville », et qui, depuis, ont été égarés. — Cf. *Comptes trésoraires*, 1659-1660. « A sieur Berges, maistre canonnier, 118 l. pour dépense qu'il a faite pour faire porter les canons et boistes sur les murailles pour préparer l'entrée du Roy en ceste ville. »

2. *Comptes trésoraires*, 1659-1660. « Janvier 1660. — A Honoré Saline, maistre orfèvre de ceste ville, 551 l. qu'il a fournies pour deux clefs d'or qu'avons fait pour présenter au Roy à son heureuse entrée qu'il vient faire en ceste ville, et 100 l. pour la façon et le travail desdites clefs. — Et le 2^d mars, lesdites deux clefs d'or les ai remises à M. de Piles, gouverneur-viguier de ceste ville, pour les présenter au Roy, fait en présence de l'Assemblée, et le 5^e dudit le Conseil m'a deschargé desdites clefs d'or. »

3. Lettre de Mazarin à Mercœur, de Toulon, 13 février 1660.

4. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 63. La tradition marseillaise opposait volontiers à cette conduite du Roi, entrant ainsi à Marseille comme dans une ville conquise, la conduite d'un capitaine des Suisses envoyés en garnison dans cette ville et qui, arrivant avec deux compagnies devant la Porte Royale « ne voulut jamais entrer dans la bresche nouvellement faite, disant que ce seroit faire une injure à sa nation et que les Suisses n'avoient accoustumé de passer que par les bresches faites par le canon. » (*Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 59.)

5. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 63. — Cf. ce passage du procès-verbal de la séance de l'Assemblée tenue à l'Hôtel de Ville le 5 mars 1660. (*Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 41.) « Ledit seigneur de Piles a encore fait entendre à ladite Assemblée que, à l'arrivée du Roy, que feust mardy dernier second de ce mois, il présenta à Sa Majesté, hors les murs de la ville, les deux

cathédrale, où il fut reçu par l'évêque revêtu de ses habits pontificaux et où il entendit un *Te Deum*. De là, il gagna la maison de Thomas de Riquetti de Mirabeau, où il logea pendant son séjour à Marseille ¹.

Il y resta six jours, mais ne daigna pas, pendant ce temps, se montrer beaucoup au peuple, dont sa mère et lui suspectaient les sentiments ². Il reçut, cependant, en audience solennelle, les magistrats de la Chambre de justice, les officiers de la Sénéchaussée et ceux de l'Amirauté, écouta les harangues qui lui furent adressées au nom de ces trois Compagnies ³, mais il ne se rendit pas à l'Hôtel de Ville, ne se montra qu'en chaise dans les rues et consentit à peine à aller au château d'If rendre visite à de Piles, qui « lui présenta quelques rafraîchissemens et lui donna le plaisir de la pesche ⁴ ».

C'était pour d'autres raisons que la vaine satisfaction de le montrer à une foule de sujets poussant des vivats enthousiastes, dans le vacarme des salves et des fanfares, que Mazarin avait fait faire à Louis XIV le voyage de Marseille. Il s'agissait de tirer des événements qui venaient de se passer une conclusion utile aux intérêts de la royauté. La présence du Roi dans la ville donnerait ainsi plus d'éclat aux décisions qui allaient y être publiées en son nom et qui découlaient naturellement de la répression rigoureuse que Mercœur venait d'y diriger.

Le 7 mars, « sur une à deux heures après-midy », le duc de Mercœur se rendit à l'Hôtel de Ville, où le Conseil des Trois-Cents avait été réuni par les soins de Piles ⁵. Le président de

clefs d'or qu'on avoit fait faire expressément pour ce subject, suivant la coustume, lesquelles Sa Majesté luy remit à l'instant, lui disant ces mesmes paroles : « Gardez-les, Piles; vous les gardez fort bien, je vous les donne ». Ce qu'il a voulu faire sçavoir à ladite assemblée en tant que de besoing. Laquelle a dit que, ledit seigneur de Piles tenant lesdites clefs de la main du Roy, il n'y a rien à délibérer là-dessus. »

1. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 63. L'Histoire rapporte que la reine mère fut logée dans la maison du lieutenant de l'Amirauté, Léon de Valbelle de Montfuron, le fils d'Antoine de Valbelle, et Mazarin, chez Balthasar de Cipriani, seigneur de Cabriès. La ville paya 30 l. au maître maçon Louis Pons, pour « besogne et fourniture faite à la maison de M. de Cabriès pour le logement de M. le cardinal ». (*Comptes trésoraires*, mars 1660.)

2. « La fidélité des habitans de Marseille assuroit Leurs Majestés beaucoup plus que les troupes qui estoient dans la ville. Néanmoins, les gardes furent redoublées tant que le Roy demeura et le cardinal Mazarin ordonna de visiter exactement les caves et les magasins. On avoit donné de si mauvoises impressions au Roy et à la Reine du peuple de Marseille que Leurs Majestés croyoient que les cris continuels de « Vive le Roy! » et les empressemens des habitans pour voir Sa Majesté ne partoient point du cœur. On les faisoit taire et on les obligeoit de se retirer. » (*Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 63.)

3. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 64. D'après cet ouvrage, les magistrats de la Chambre de justice auraient essayé d'empêcher le lieutenant de l'Amirauté de prononcer sa harangue, « sous prétexte que ce seroit trop importuner le Roy et que c'estoit assez que le Siège royal eust eu cest honneur ». Mais la famille de Valbelle avoit trop d'intelligences dans l'entourage du Roi et de Mazarin pour qu'un de ses membres pût en être privé.

4. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 64.

5. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 45 Conseil des Trois-Cents, du 7 mars 1660.

La Roque, les conseillers de Ballon et de Villeneuve, et l'avocat général de Vergons l'accompagnaient. Après avoir pris séance, « Son Altesse auroit, par un discours digne du sujet et de sa grandeur, fait entendre au sieur de Piles et au Conseil que l'occasion pour laquelle il s'est porté en ladite Maison Commune, avec lesdits Messieurs président, conseillers et procureur-général, est tant pour mettre en exécution de la part du Roy les lettres patentes de Sa Majesté portant *Nouveau règlement pour les affaires de la Maison Commune de ladite ville* en date du cinquiesme du présent mois et an, icelles faire publier et registrer es-registres de ladite Communauté, avec l'arrêt et rôle sur ce dressé des personnes que le Roy a choisies et nommées pour les charges de gouverneur-viguiier, eschevins, assesseur, conseillers et autres officiers municipaux de ladite ville, que pour assurer un chascun des bonnes intentions que Sa Majesté et Son Eminence ont pour la ville et pour restablir en icelle le calme et le négoce plus florissant qu'il n'ayt jamais esté, s'estant Son Altesse offert d'y apporter tous ses soins et protection ». A son tour, le président de La Roque prononça une seconde harangue « sur ce mesme sujet », puis le procureur général de Vergons requit la publication et l'enregistrement de l'arrêt du Conseil dont le secrétaire de Mercœur donna lecture. Les magistrats présents firent ensuite prêter serment à de Piles, aux échevins et aux autres officiers municipaux dont les noms étaient inscrits sur le « Rôle » joint à l'arrêt et ceux-ci ayant été déclarés « installés en l'exercice et fonction de leurs dites charges », Mercœur et ses compagnons se retirèrent¹. Le lendemain, Louis XIV quittait Marseille².

Une nouvelle réforme venait d'être apportée à la Constitution municipale de Marseille, la plus importante de toutes celles qui y avaient été apportées depuis le xiii^e siècle, puisqu'elle en altérait profondément le caractère.

C'est dans un Conseil du Roi, tenu à Marseille même le 5 mars, que furent arrêtées dans leur forme définitive les lettres patentes qui promulguaient le « Nouveau Règlement fait pour l'Eslection des eschevins et autres officiers municipaux de la ville de Marseille³ ». Depuis longtemps déjà le projet en avait été formé entre Mazarin, Mercœur et d'Oppède : les circonstances seules n'avaient pas permis de le réaliser plus tôt⁴. En écartant la

1. Conseil des Trois-Cents du 7 mars 1660.

2. *Histoire des troubles de Marseille*, II, vi, 65. Des distributions s'élevant à 2180 livres avaient été faites par les soins du trésorier et aux frais de la ville, aux « Gens du Roy, de la Reine, de Monsieur et de Son Eminence, qui a esté trouvé bon leur donner pour estrennes et droits à eux dus aux villes que Sa Majesté passe ». (*Comptes trésoraires*, 1659-1660.)

3. Arch. com. de Marseille, BB. Règlements sur les Elections.

4. Il semble bien que le projet de réformer le Règlement municipal ait été arrêté dans l'esprit de Mazarin dès le début de la période troublée à laquelle mettait fin le voyage de Louis XIV. Nous lisons, en effet, dans une lettre de

perspective de nouveaux conflits avec l'Espagne, qui comme ceux de naguère auraient eu la Méditerranée pour théâtre, la paix des Pyrénées permettait maintenant à la royauté de prendre contre Marseille des garanties écartées auparavant comme dangereuses. En même temps, l'établissement de la paix générale avait fait naître dans l'entourage de Mazarin d'importants projets dans lesquels on réservait un rôle au commerce de Marseille et que Colbert devait réaliser plus tard en ordonnant la franchise du port¹. Peut-être même des négociants marseillais, en intéressant personnellement Mazarin à leurs entreprises², lui avaient donné ainsi le désir de maintenir plus fermement l'ordre indispensable à la prospérité de leur négoce. Quoi qu'il en soit, le cardinal, Mercœur et d'Oppède avaient adroitement manœuvré par détacher du parti de la Noblesse la bourgeoisie de la Loge et du Commerce et nous avons déjà vu qu'ils y avaient réussi en partie. Le Nouveau Règlement municipal allait donc consacrer ces manœuvres en faisant passer le gouvernement politique de la ville des mains de la Noblesse dans celles des Négociants et des Marchands, d'ailleurs plus dociles que les Nobles aux directions des agents de la royauté³.

Mazarin à d'Oppède, écrite le 3 août 1658, à la première nouvelle des troubles de Marseille : « ... Si on y pousse l'affaire à l'extrémité et qu'ensuite on fasse quelque punition des coupables, c'est bien assoupir la rébellion, mais non pas l'esteindre et elle pourra renaître dans six mois. C'est pourquoi, si on avoit à bien profiter de ceste conjoncture, ce seroit d'aller à la source du mal et de la tarir, en sorte qu'on ne coure point de risque d'y retomber à l'avenir. Sur quoi, je me remets à ce que M. de Mercœur et vous trouverez de plus expédient. » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1722. 183.) — Le 18 août, d'Oppède avait répondu à Mazarin, en lui conseillant de prendre d'abord des mesures de rigueur contre les chefs de la sédition et de réserver ensuite au Roi, pour plusieurs années successives, comme il avait été fait sous Henri IV, la création des consuls par lettres patentes. « Et si, ajoutait-il, après les avoir bien pliés, Votre Eminence jugeoit qu'il fust expédient de prendre de plus grandes sûretés et mesme de celles qui iroient à toujours, Votre Eminence les connoist mieux que nous et sera le maistre de les prendre. »

1. L'édit établissant la franchise du port de Marseille est du mois de mars 1669.

2. Ces préoccupations économiques de Mazarin, auxquelles, au dire des contemporains, n'auraient pas été étrangers quelques calculs d'intérêt personnel, sont signalées par l'*Histoire des troubles de Marseille* (II, VI, 64-65). « Le cardinal Mazarin, qui prétendoit, pour son intérêt particulier, de relever le commerce de Marseille abattu par les droits qu'il falloit payer pour l'acquiescement des grandes dettes que les comtes de Cézzy et de Marcheville, ambassadeurs à Constantinople, avoient faites et par l'envoi en Turquie de cinq sols fausses et altérées (?), le cardinal, dis-je, par ces considérations voulut favoriser les marchands et les négocians de Marseille et, sur les assurances que quelques-uns lui donnèrent qu'ils feroient valoir son argent à gros intérêt, il leur confia l'administration des deniers publics de la ville, comme il espéroit, dans la suite, de leur donner le maniement des siens pour les négocier. »

3. Ce sont, en effet, des préoccupations d'ordre économique et financier qui paraissent avoir inspiré les auteurs de la réforme, si nous nous en rapportons du moins aux termes du préambule des lettres patentes du 5 mars 1660. « Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, comte de Provence, Forcalquier et Terres Adjacentes. A tous présens et à venir, Salut. Les soins que Nous prenons pour le bien, repos et avantages de Nos sujets Nous obligeant, après qu'il a plu à la divine bonté de donner la paix à Nostre Estat, de tourner Nos pensées à faire cesser les divisions particulières qui y peuvent rester, Nous avons cru qu'il n'y avoit aucune ville qui eust plus de besoin du remède de Nostre

Les lettres royales prononçaient, en effet, l'exclusion définitive de la Noblesse de toutes les charges municipales. Même, pour effacer à tout jamais le souvenir de la prépondérance qu'elle avait exercée jusqu'alors et des prétentions orgueilleuses qu'elle n'avait jamais cessé d'essayer de faire prévaloir en portant ainsi ombrage aux prétentions contraires des rois de France, le *Consulat* était aboli et avec lui disparaissait en même temps le titre dont avaient été revêtus les consuls de *gouverneurs et défenseurs des libertés, franchises et privilèges de la ville de Marseille*¹.

C'était un agent du Roi qui serait maintenant préposé au gouvernement de Marseille. Cependant, comme la royauté tenait à sauvegarder les apparences et à se concilier ainsi la plus grande partie de la population qu'elle aurait risqué de s'aliéner en agissant avec moins de prudence, elle n'avait pas créé une nouvelle charge et s'était contentée de modifier et d'étendre les attributions de viguier. Celui-ci, à la vérité, n'avait jamais cessé, du moins en principe, d'être le représentant du Roi dans la ville : mais le Règlement du sort avait ruiné ce qui lui était resté jusqu'alors de son ancienne autorité². Désormais, le viguier

autorité que Marseille, pour la desliver de l'oppression de quelques séditieux qui, par force et violence, s'estoient emparés du gouvernement public, détruisoient entièrement le commerce qui y a esté autrefois si florissant, esloignant par les désordres de leurs cabales et factions les estrangers de leur port et les marchands de Nostre royaume de commettre leurs biens et leurs facultés en un lieu où il n'y avoit point d'accès à la justice ni de sûreté publique, ce qui avoit mis ceste ville à la veille de tomber dans une perte irréparable; cela joint à la grande dissipation qui s'est faite des deniers de Nostredite ville, laquelle se trouve engagée de la somme de deux millions soixante mille livres, outre celle où le Commerce se trouve chargé; ces séditieux ayant mesme empesché Nostredite ville de Nous donner des marques de sa fidélité, en Nous assistant dans la guerre, comme toutes les autres de Nostre Royaume, pour avoir plus de moyen de s'approprier des facultés entières de ceste ville.... »

Poursuivant son exposé, le rédacteur rappelait les grâces que le Roi avait accordées aux Marseillais lors du voyage de Lyon et l'usage que ceux-ci en avaient fait, soit au 26 janvier, lors de la réélection des consuls en tenant en échec l'autorité du duc de Mercœur, soit par la suite, en laissant commettre contre le lieutenant de La Gouvernelle l'attentat que l'on sait et en refusant d'en livrer les auteurs à la justice. Après avoir enregistré l'information de la Chambre de justice et les condamnations prononcées, il terminait en affirmant la volonté du Roi de ramener le repos dans la ville et de rétablir l'ordre dans l'administration municipale, « pour empescher semblables suites à l'avenir, assurer le commerce par un calme qui ne puisse plus jamais estre altéré et attirer des estrangers par la protection qui leur sera donnée et par la justice qui leur sera rendue avec liberté aussi bien qu'à Nos bons sujets qui ont esté obligés de souffrir souvent les oppressions des factieux sans en porter la plainte ».

1. Lettres patentes du 5 mars 1660, art. x. « Et, comme Nous avons reconnu depuis plusieurs années que l'ambition de ceux qui prétendoient au consulat et l'émulation parmi eux pour y parvenir ont formé toutes les cabales qui ont troublé la tranquillité de ladite ville et le repos particulier des familles et que, pour ceste raison, le commerce est entièrement ruiné, voyant avec douleur que les villes voisines et les estrangers se sont prévalus de ces désordres pour l'attirer chez eux sous ces prétextes, désirant le restablir en sa première splendeur et l'augmenter par Nos soins continuels, Nous avons supprimé et esteint le consulat de ladite ville. »

2. Le gouverneur de la province savait si bien qu'il n'avait rien à attendre du viguier que, lorsque, à deux reprises, au mois de décembre 1658 et au mois

de Marseille, rétabli dans ses anciens « estat, qualité et pouvoir¹ », recevait avec le nom de gouverneur, qu'il joignait à son titre comme les consuls l'avaient joint eux-mêmes au leur, toutes les attributions civiles et militaires dont étaient investis les gouverneurs des autres villes du royaume².

Le gouverneur-viguier recevait 3 000 livres de gages annuels, payés « par le Trésorier de la Maison de Ville aux mesmes formes que les autres deniers »; et une garde de six hallesbarbiers, vêtus d'« habits de livrée bleue » et payés chacun 200 livres par an³. Il devait être choisi par le Roi parmi les « gentilshommes de noms et d'armes qui ne soient point de la ville de Marseille ni mariés en icelle » et recevoir provisions par lettres patentes « données par l'un des secrétaires des Commandemens et scellées du Grand Sceau ». Ainsi régulièrement investi, il prenait possession de sa charge le 1^{er} mai, comme autrefois les anciens viguiers, mais devait rester en fonctions deux années de suite⁴.

Les lettres patentes fixaient à la fois les attributions politiques et les prérogatives honorifiques du gouverneur-viguier : il devait présider les Assemblées publiques et les Conseils, approuver et signer leurs délibérations, autoriser « tous les cris et bans publics », recevoir et garder les clefs de toutes les portes de la ville, établir lui-même les gardes de la Porte-Royale et de la Chaîne du Port, entrées principales de la ville par terre et par mer. Le viguier était enfin rétabli dans toutes ses anciennes fonctions de justice, dans lesquelles il pourrait être suppléé par le Juge du Palais, ainsi que dans « celles qu'il avoit auparavant le Règlement du sort⁵ ».

Cependant, le gouverneur-viguier ne recevait pas la direction de l'administration municipale proprement dite. Les lettres patentes la confiaient, comme autrefois les anciens règle-

de janvier 1660, les consuls furent suspendus, ce n'est pas au viguier qu'en furent provisoirement confiées les fonctions, mais au gouverneur du Château d'If, Fortia de Piles, tout à fait étranger à l'administration municipale.

1. Lettres patentes du 5 mars 1660, art. 1.

2. *Ibid.*, art. 11. « Et, comme l'expérience Nous a fait connoître que le gouvernement des villes est très dangereux entre les mains des magistrats municipaux et politiques, soit pour Nostre service, soit pour l'intérêt du public, Nous voulons que ledit viguier soit gouverneur de ladite ville, avec pouvoir de commander tant aux habitans qu'aux gens de guerre qui seront en icelle, à la réserve de la Citadelle et Fort, ainsi et en la mesme manière que sont les gouverneurs des autres villes de Nostre Royaume et sans que ladite qualité de gouverneur puisse estre désunie ni démembrée de celle de Viguier. »

3. Lettres patentes, art. 1v. L'article ajoute : « Sans que ledit gouverneur-viguier puisse recevoir, sous quelque prétexte et manière que ce soit, aucun présent ou gratification, sous peine de concussion ».

4. *Ibid.*, art. 111. A la vérité, cet article ne fut jamais appliqué. En effet, par lettres patentes du 6 mars 1660, enregistrées au bas de la délibération du Conseil de ville du 4 septembre suivant, le gouvernement et viguerie de Marseille fut donné sa vie durant à Fortia de Piles. Il devait être érigé peu après en office héréditaire dans la famille de ce personnage.

5. Lettres patentes, art. v, vi, xxxix, xl, xli.

ments municipaux, à des magistrats et à un Conseil locaux.

Ces magistrats, au nombre de deux, recevaient un nom nouveau, inconnu jusqu'alors à Marseille et, pour cette raison, peu susceptible d'y être entouré d'un prestige égal à celui dont on y avait entouré celui de consul. C'étaient les Echevins. Malgré la décision royale, qui leur attribuait « les mesmes prérogatives, honneurs et privilèges, prééminences et marques qu'avaient eus les Consuls ¹ », malgré la présence à leurs côtés d'un assesseur maintenu « ainsi et avec les mesmes fonctions qu'il avoit auparavant ² », ces magistrats avaient une origine plus modeste que leurs prédécesseurs et, pour cette raison, ils étaient incapables de donner le même éclat à leur magistrature et de porter le même ombrage aux représentants du Roi dans la ville ou dans la province.

Leurs fonctions étaient annuelles. Elles tiraient leur origine d'une élection faite par le Conseil de ville réuni à la date traditionnelle du jour de Saint-Simon et de Saint-Jude. Chacun des deux échevins devait être choisi dans une classe particulière de citoyens, le premier parmi « les gens de Loge, tenant banque ou négociant, de la qualité de ceux qui entraient au second chaperon », et le second parmi « la bourgeoisie ou marchands, de ceux qui ont toujours occupé le troisième chaperon ». Quant à l'assesseur, faite, sans doute, de pouvoir le prendre ailleurs que parmi les avocats, en raison de la nature spéciale de ses attributions, il restait, nous venons de le voir, « ainsi et avec les mesmes fonctions qu'il avoit auparavant ³ ».

Les échevins, qui devaient faire l'intérim du gouvernement en l'absence du viguier, sans exercer cependant ses attributions judiciaires réservées dans ce cas au juge du Palais ⁴, étaient chargés, comme autrefois les consuls, de la direction de la police et du commerce. La garde des sceaux de la ville leur était confiée. Ils recevaient aussi la surveillance pleine et entière des services du Port et devaient donner eux-mêmes tous les ordres relatifs à l'entrée et à la sortie des navires, « sans que ledit gouverneur-viguier puisse prendre aucune connoissance de ce qui est de l'entrée et sortie desdits vaisseaux et barques ⁵ ».

Ces dispositions soulignaient la volonté du gouvernement de donner à l'échevinage mieux qu'au consulat un caractère plus accentué de magistrature commerciale. Ce même souci se dégageait aussi des prescriptions relatives à la composition du Conseil de ville, dont la royauté avait voulu affaiblir le prestige et diminuer l'importance politique.

1. Lettres patentes, art. x, xi, xii.

2. *Ibid.*, art. xi.

3. *Ibid.*, art. xi et xii.

4. *Ibid.*, art. vi.

5. *Ibid.*, art. vii, viii, ix.

« Et d'autant, disaient, en effet, les lettres patentes¹, que la multitude des conseils politiques empesche la prompte expédition des affaires et a donné lieu aux cabales qui s'y font. Voulons et Nous plaist que doresnavant le Conseil ne soit composé que du nombre de *soixante-six personnes* de la qualité susdite, tous majeurs de vingt-cinq ans et aucun fils de famille, sçavoir les deux échevins et assesseur anciens, qui assisteront comme syndics pendant l'année les nouveaux en l'exécution des choses qui seront résolues par le Conseil², et notamment en celles qui resteront à exécuter du tems de leur administration, et les deux nouveaux eschevins et assesseur, et *soixante conseillers*, lesquels soixante-six composeront le Conseil de ladite ville et, en présence du dit sieur gouverneur-viguiier, délibéreront de toutes les affaires d'icelle. »

La durée des fonctions de conseiller était de trois années et le Conseil était renouvelable par tiers, à raison de vingt conseillers par an, le tirage au sort devant déterminer l'ordre de sortie des conseillers qui entraient en même temps en charge au moment de cette création³. Le renouvellement annuel du Conseil devait avoir lieu chaque année au mois d'octobre, en même temps que l'élection des nouveaux échevins, de l'assesseur et des autres officiers municipaux⁴.

Ces diverses élections seraient faites suivant une procédure rappelant d'assez près celle que le Règlement du sort avait instituée pour l'élection des consuls et capable de laisser croire à ceux qui se contentaient des apparences que le nouveau règlement n'apportait d'autre changement au régime politique de Marseille que la substitution des deux échevins aux trois con-

1. Lettres patentes, art. XIII.

2. Cette participation directe aux affaires des deux échevins de l'année précédente ne fut bientôt plus jugée suffisante, du moins sous la forme où elle était organisée par les lettres patentes du 5 mars 1660. Des lettres patentes, données à Saint-Germain-en-Laye, au mois d'août 1662, portèrent à deux années la durée du mandat des échevins et prescrivirent qu'il y eût toujours en fonction deux échevins anciens et deux échevins nouveaux, les anciens devant avoir la préséance sur les nouveaux. (Arch. com. de Marseille, BB. Règlements sur les élections.)

3. Lettres patentes, art. XXVI et XXVII.

4. Les lettres patentes (art. XIX) ne maintenaient, parmi les anciens officiers de la ville, que les quatre capitaines de quartiers, le trésorier de la Maison de Ville dont la fonction était réunie à celle de trésorier du Port, le secrétaire-greffier de la Ville, le greffier des taxes du Commerce, les deux juges du Commerce, les deux intendants du Port, les estimateurs des honneurs, les seize intendants de la Santé, les recteurs et trésoriers des Hôpitaux, les « fontaniers et horlogeurs ». C'est l'article XXII qui ordonnait la suppression de toutes les autres charges. « Et quant à toutes les charges municipales et de police, qui ne servent qu'à favoriser les brigues, et n'estant d'ailleurs qu'à la surcharge du public, elles demeureront supprimées, sauf auxdits eschevins de nommer quelques personnes propres à ce sujet pour avec iceux veiller à la police et autres emplois desdits officiers supprimés, sans que ceux qui seront commis puissent prétendre aucun salaire ni droit sur la Communauté ni sur le particulier, à peine de concussion et d'estre exclus à perpétuité de la Maison de Ville, leur défendant pareillement de recevoir les droits et gratifications qui avoient accoustumé d'estre faits. »

suls et d'un Conseil de soixante membres à un Conseil de trois cents¹. Il n'en était pourtant pas ainsi. En effet, la liberté de *nomination*, que le Règlement du sort avait laissée entière aux consuls, était à peu près complètement enlevée aux échevins, par suite de l'obligation qui leur était faite de dresser huit jours avant l'élection une liste des « personnes qu'ils jugeront capables pour remplir lesdites charges » et de la soumettre à l'approbation du gouverneur de la province ou de « celui qui commandera en son absence, pour examiner si les personnes y dénommées seront propres à servir le public et conserver les avantages que nous voulons établir en ceste ville. Et, en cas que le gouverneur de la province, ou celui qui commandera en son absence, jugeast que quelqu'un des proposés n'eust pas les qualités requises, il pourra les réfuter, *en sorte que ladite eslection et nomination ne puisse estre faite qu'après la susdite approbation*². »

C'était la première fois qu'un règlement municipal prévoyait et imposait, du moins à Marseille, une semblable intervention des représentants du Roi dans les opérations électorales. C'était la seule, il est vrai, puisque les lettres patentes laissaient aux échevins la prérogative, qui avait appartenu aux consuls, de *nommer* dans le Conseil les candidats aux autres charges municipales et aux sièges vacants de conseillers, qui étaient ensuite soumis aux formalités de la « balotte³ ». Mais quelles garanties

1. Lettres patentes, art. xv et xvi. — Art. xv : « Et, pour donner part au maniement de la chose publique à tous les habitants de ladite ville, qui sont de la qualité requise, voulons et Nous plaist que, toutes les années, le jour et feste Saint-Simon et Jude, les eschevins et Conseil s'assemblent au moins au nombre de trente-cinq, en présence du gouverneur-viguiier, en l'Hostel de Ville, à une heure après-midy, et, à la pluralité des voix, lesdits eschevins et conseillers nommeront chacun à haute voix quatre personnes de chaque Eschelle, les uns après les autres, de la qualité ci-devant dite, pour remplir les charges des deux Eschevins et assesseur ». — Art. xvi. « Les noms des quatre de chaque eschelle, qui auront le plus de voix, seront retenus par le greffier, et leurs dits noms seront mis dans une boette et tirés l'un après l'autre au sort sans fraude; celui qui sortira de chaque rang demeurera eschevin ou assesseur pour ladite année. Et, afin d'esviter tout abus, les autres billets seront levés et ouverts publiquement dans ledit Conseil. »

2. Lettres patentes, art. xvii.

3. Lettres patentes, art. xix, xx, xxvi. — Art. xix. « Le lendemain du jour et feste Saint-Simon et Saint-Jude, sera procédé à la nomination et eslection des autres officiers, sçavoir.... » — Art. xx. « Ledit jour, à l'heure du Conseil accoustumée, les eschevins et assesseurs anciens et nouveaux s'assembleront dans une chambre à part et entre eux conviendront des personnes qu'ils auront à proposer auxdites charges, dont les noms seront retenus par le greffier et, ce fait, lesdits eschevins et assesseurs viendront à la salle où le Conseil sera assemblé et là, en présence du gouverneur-viguiier, le premier eschevin, et, en son absence, le second, proposera les noms de ceux destinés auxdites charges, et sur chacun d'eux sera opiné à la balotte pour l'eslection ou approbation et, en cas de rejet d'aucun d'eux, il en sera nommé d'autres par les eschevins jusques à ce que lesdits offices soient remplis.... » — Art. xxvi. « Le jour après l'eslection desdits officiers sera procédé en plein Conseil, en présence du gouverneur-viguiier en l'heure accoustumée, à la nomination de vingt conseillers qui entreront annuellement, desquels les eschevins et assesseurs anciens et nouveaux conviendront, et les noms seront retenus par le greffier, pour estre proposés, par lesdits,

d'indépendance pouvait présenter le choix de magistrats qui n'avaient eux-mêmes été admis à revêtir le chaperon qu'après avoir obtenu l'agrément du gouverneur? Bien plus, quelle sécurité pour l'avenir ce nouveau règlement pouvait-il offrir aux citoyens marseillais, encore attachés aux franchises et aux libertés de leur ville, quand ils voyaient qu'il organisait non-seulement l'intervention du gouverneur de la province, mais encore celle de « celui qui commanderait en son absence », alors que celui-là devait être le premier président d'Oppède qu'on accusait à Marseille d'être l'auteur des malheurs de la ville?

D'autres signes montrent encore l'intention du gouvernement de soumettre l'administration municipale à un contrôle plus étroit et plus sévère que celui appliqué jusqu'alors. Les lettres patentes ordonnaient, en effet, la réunion de la charge de trésorier du Port à celle de trésorier de la Maison de Ville : faisant une caisse commune des revenus des Fermes de la ville et des taxes destinées aux dépenses de la Cure du Port, elles réglaient les conditions dans lesquelles ces sommes seraient employées désormais¹. Au moment de prendre possession de ses fonctions, le trésorier recevrait « un état de recouvrement, ensemble un état de la despense à faire pour le payement des intérêts, en mesme temps une provision de 30 000 livres ». Cette somme serait employée au paiement des « despenses ordinaires et extraordinaires », à l'exception de celles nécessitées pour le service de la Cure du Port. Le trésorier les acquitterait sur des mandats délivrés par les échevins, en vertu d'une délibération régulière du Conseil, le total des sommes ainsi ordonnancées ne devant pas excéder la provision de 30 000 livres déposée dans sa caisse. Quant à l'excédent des recettes, s'il y en avait un, il devait être employé, soit à l'acquittement des dettes de la ville soit à « d'autres despenses pour les bien et avantage d'icelle », conformément à une délibération du Conseil qui recevait seul le droit d'en disposer². Le nouveau règlement interdisait encore aux échevins et au Conseil d'emprunter annuellement plus de 10 000 livres, sans en avoir obtenu l'autorisation du Roi, « excepté en cas de maladie contagieuse, de guerre ou achats de bled, desquels ou de ventes de bled il en sera donné compte en plein Conseil de ville³ ». Il était aussi interdit d'établir, sans autorisation « expresse » du Roi, « de nouvelles impositions sur les marchandises en transit ou sortant du Port, mesme pour

eschevins au Conseil et, sur chacun d'eux, sera opiné à balotte secrète pour l'exclusion ou approbation et jusques à ce que le nombre de vingt soit rempli, ainsi et en la manière qui a esté dit ci-dessus pour l'eslection des capitaines et autres officiers. »

1. Lettres patentes, art. xxxii.

2. *Ibid.*, art. xxxiii, xxxiv.

3. *Ibid.*, art. xxxv.

payer les dettes¹ ». Un dernier article enfin prescrivait aux échevins de faire publier, non seulement à Marseille, mais encore à « Aix, Arles et lieux circonvoisins », la mise en adjudication des Fermes, sans doute pour en retirer de plus forts revenus en amenant un plus grand nombre de concurrents².

A ces prescriptions, les lettres patentes en ajoutaient encore d'autres qui avaient pour objet de soumettre le trésorier de la Ville au contrôle du Conseil. Il devait présenter à cette assemblée, à chacune de ses réunions mensuelles, « un compte de recettes et de dépenses par un estat abrégé », et soumettre ses comptes, dans les trois mois qui suivraient sa sortie de charge, à l'examen de huit auditeurs tirés au sort parmi les membres du Conseil présents à la séance du mois de décembre. leur rapport devant être présenté et examiné à la séance suivante³.

Ces diverses mesures avaient un double objet : d'abord elles introduiraient plus d'ordre et plus d'économie dans l'administration des finances de Marseille; ensuite, elles permettraient au Roi d'être tenu régulièrement au courant par son gouverneur-viguiier, toujours présent aux séances du Conseil, de l'état des revenus et des dépenses de la ville et d'en obtenir, le cas échéant, les concours pécuniaires qui lui avaient trop souvent fait défaut. C'était le prélude de mesures plus rigoureuses encore, qui devaient être ordonnées quelques années plus tard à la suite d'une revision générale des dettes et des revenus de Marseille, et que préparait sans doute déjà une mission confiée au maître des requêtes de Bezons, intendant du Languedoc, assisté d'un conseiller au Parlement et d'un conseiller à la Cour des Comptes de Provence⁴.

1. Lettres patentes, art. xxxvii.

2. *Ibid.*, art. xxxviii.

3. *Ibid.*, art. xxxvi.

4. Arch. des Affaires étrangères, France, 1724, 274. — Arrêt du Conseil rendu à Aix, le 12 mars 1660. — Revision des comptes de la ville de l'année 1630 à l'année 1659. Les commissaires de Bezons, Saint-Marc, conseiller au Parlement d'Aix, et de Lineul, conseiller à la Cour des Comptes, Aides et Finances de Provence, donnent l'avis, dont l'arrêt ordonne l'exécution, « qu'il y a lieu de continuer les informations commencées touchant les baux des fermes de ladite ville frauduleusement faits, ensemble l'examen des comptes du curage du Port et du commerce ». Les sommes recouvrées seront « employées au paiement des dettes de ladite ville. » A la suite des comptes du trésorier André Couzinery, le registre des *Comptes trésoraires* de 1658-1659 contient un procès-verbal de vérification, dressé le 9 mars 1660 par les « commissaires députés par Sa Majesté pour procéder à l'examen et révision des comptes de la ville de Marseille ». Après avoir « vu, visité et examiné ledit compte article par article », les commissaires ont approuvé certains articles de dépense et en ont rejeté d'autres, notamment ceux se rapportant au paiement de diverses sommes à des capitaines de quartiers pour dépenses militaires, « attendu que toutes les sommes ont été ordonnées par les consuls pour faire subsister les soldats qu'ils avaient levés sans ordre du Roy ni du gouverneur de la province »; — une dépense de 300 livres « payée à Tricornet pour représenter un prétendu triomphe..., attendu qu'il n'est pas loisible aux conseillers de la Maison Commune d'employer l'argent des Communautés à des choses inutiles et qui ne contribuent point au bien-estre et à l'avantage du public »; et enfin les diverses indemnités allouées aux personnages qui

Jamais la royauté n'était intervenue de cette façon dans les affaires intérieures de Marseille. Quand, avant 1660, elle avait voulu réprimer quelques écarts des habitants, il lui avait suffi de suspendre pour quelques années, ou même pour une année seulement, le jeu régulier des Règlements municipaux en créant les consuls par lettres patentes. Elle avait pu aussi soumettre à l'examen de commissaires extraordinaires l'administration des finances communales, au cours d'une période de troubles ou de gaspillages, sans cependant jamais changer par des prescriptions nouvelles et définitives les règlements traditionnels sur lesquels reposait cette administration.

Il n'en était pas de même à présent. Les lettres patentes de mars 1660 transformaient de fond en comble les vieilles institutions marseillaises. Elles établissaient à demeure dans la ville un agent de la royauté. Tout en conservant le titre traditionnel de viguier, celui-ci n'en était pas moins un véritable gouverneur investi de la plénitude des attributions politiques, administratives et militaires que recevaient d'ordinaire ces représentants du Roi, alors que l'ancien viguier, dont il prenait la place, avait fini par n'avoir plus d'autre autorité que celle que voulaient bien lui laisser prendre les consuls qui l'avaient choisi et qui mettaient au service de leur politique de parti le prestige dont sa charge était encore entourée.

Les lettres patentes apportaient aussi à la constitution de Marseille un second changement, plus considérable encore que le premier. Elles écartaient de l'Hôtel de Ville toute une classe de citoyens qui, en possession depuis des siècles de la première charge municipale, avaient fini par absorber en eux toute la vie politique de la cité et par personnifier en quelque sorte en eux-mêmes la ville tout entière. Par leurs titres, leurs alliances de famille, leurs richesses, les grades militaires, les offices de justice ou de finances, ou les dignités ecclésiastiques dont ils étaient revêtus, les Nobles exerçaient sur la population tout entière une très grande autorité qu'ils mettaient au service de leurs ambitions municipales et qui leur permettait souvent de tenir en échec l'autorité du Roi. Les bourgeois, qui allaient désormais les remplacer à l'Hôtel de Ville, bien qu'ils fussent encore élus¹, n'auraient pas aux yeux du peuple un prestige

avaient pris part au voyage de Lyon, dépenses « auxquelles la Communauté ne peut point estre obligée, puisque ce voyage n'avoit pas esté entrepris pour le bien et pour l'avantage de ceste ville, mais pour leur intérêt particulier, afin de se justifier auprès de Sa Majesté ».

1. L'auteur de l'*Histoire des troubles de Marseille* (II, VI, 65) paraît n'avoir voulu retenir des diverses prescriptions des lettres patentes que ce point, à savoir qu'elles laissaient subsister la liberté d'élire les magistrats municipaux dont Marseille n'avait pas cessé de jouir depuis le moyen âge. « Et comme les villes n'ont rien de plus cher que la liberté des suffrages dans le choix de leurs officiers municipaux, Sa Majesté, tout indignée qu'elle avoit paru estre contre ceste ville, déclara par ce mesme édit du 7 (*sic*) mars 1660 que c'estoit sans pré-

égal à celui dont ils avaient été entourés et ne trouveraient pas dans leurs modestes traditions de famille assez d'assurance pour braver les ordres du gouvernement.

En plaçant enfin l'administration financière sous le contrôle permanent du Conseil et du gouverneur-viguier, les lettres patentes avaient pour objet, non seulement de mettre fin au désordre incorrigible des finances marseillaises, mais surtout d'empêcher que la ville ne se dérobe aux demandes de subsides du Roi, comme elle l'avait fait si souvent en n'invoquant guère d'autre prétexte que sa pénurie d'argent. En cédant aux exigences politiques de la noblesse de Marseille, qu'il s'agisse du

judice du Règlement du sort pour ceste fois seulement et sans conséquence pour l'avenir. » Cette observation, toute superficielle qu'elle soit, découle cependant d'une impression plus exacte ressentie par les contemporains à la suite de la publication de ce nouveau règlement que celle que pourrait donner la lecture du récit, d'ailleurs très bref, que fait Chéruel (*Histoire de France pendant le ministère de Mazarin*, III, 308) du voyage de Louis XIV en Provence et des résolutions qui furent prises au sujet de Marseille. « Pendant le séjour du Roi et du cardinal à Toulon, le duc de Mercœur avait rassemblé une petite armée pour châtier Marseille; il prit possession de cette ville et, de concert avec d'Oppède, premier président du Parlement d'Aix, il fit arrêter et exécuter plusieurs des habitants qui avaient été compromis dans les dernières émeutes. On éleva une citadelle pour contenir la population turbulente de Marseille. Le Roi y fit son entrée par la brèche, le 2 mars. *Les anciens consuls électifs y furent remplacés par des magistrats royaux, dont les charges furent mises à prix.* Mazarin parlait de ces changements à Fouquet dans une lettre du 6 mars 1660. « La citadelle, lui disait-il, et les autres fortifications qu'on a jugées absolument nécessaires, pour brider cette ville autant qu'il faut et pour soutenir les règlements que Sa Majesté vient de faire, qui changent entièrement le gouvernement passé, consommeront beaucoup d'argent. *On a songé pour y subvenir à une création d'offices à Marseille.* » En écrivant ces lignes, Mazarin ne songeait nullement, comme a paru le croire Chéruel, à des créations d'offices municipaux : les dispositions mêmes de certains articles des lettres patentes le prouveraient suffisamment, si nous n'avions encore d'autres témoignages à invoquer. Une lettre que le chevalier de Clerville écrivait de Marseille à Mazarin, le 6 février 1660 (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 208 v^o), nous apprend, en effet, qu'on avait projeté dans l'entourage du cardinal, soit de laisser en permanence à Marseille une Chambre du Parlement, soit d'y transférer la Cour des Comptes de Provence. En se prononçant contre l'un et l'autre de ces projets, Clerville annonçait qu'il en soumettrait un troisième plus avantageux pour la Couronne. « Pour trouver d'autres remèdes d'une justice assez forte pour arrêter les factieux et les meschans, disait-il, je proposerai à Votre Eminence, lorsqu'elle sera de retour à Aix, un expédient fort innocent au moyen duquel le Roy pourra tirer un secours assez considérable pour la fabrique de la citadelle, sans blesser d'aucune façon le Parlement de Provence ni sans vouloir parler de la translation de la Chambre des Comptes d'Aix. Sur quoi Votre Eminence peut faire encore quelques réflexions, vu l'esclat que cela apporteroit à ceste grande ville ici et l'utilité que Sa Majesté pourroit tirer des offres que font les officiers qui la composent pour tenir la liberté d'y tenir leurs séances. J'aurois envoyé à Votre Eminence un mémoire sur l'autre expédient que j'ai à proposer avec espérance d'un succès plus aisé. Mais, parce que je suis encore à calculer fort au juste le fruit qui en pourroit venir et examiner toutes les bonnes formes qu'il y auroit à tenir pour le recueillir sans préjudicier des intérêts du Roy, j'attendrai, s'il lui plaist, encore deux ou trois jours à le lui envoyer, afin de ne rien lui proposer qui ne soit net, réussible et dirigé avec toute l'exactitude. » Nous verrons qu'on ne s'arrêta ni au projet d'installation permanente de la Chambre du Parlement, ni à celui du transfert de la Cour des Comptes, ni probablement pas davantage à celui du chevalier de Clerville, Mazarin s'étant contenté de faire ordonner qu'une Chambre de justice serait envoyée, au moins une fois tous les trois ans, tenir des assises solennelles à Marseille.

parti des Valbelles, des Félix et des Villages ou du parti contraire, et en leur prêtant l'appui du gouvernement dont ils avaient besoin pour occuper le consulat, Mazarin s'était souvent flatté d'obtenir en retour plus d'empressement de leur part à satisfaire aux exigences financières du gouvernement. L'expérience lui avait appris qu'il n'avait rien à attendre de ces gentilshommes qui ne recherchaient sa protection que pour abattre leurs adversaires. Ainsi le cardinal avait été insensiblement conduit à envisager une transformation radicale de la constitution marseillaise, comme le seul moyen efficace de mettre fin à l'esprit d'indépendance de cette turbulente aristocratie. Il n'avait tardé à réaliser ce projet que parce que les préoccupations, que lui causaient la conduite de la guerre avec l'Espagne, et la crainte qu'il conservait d'une entente entre l'ennemi et les Provençaux poussés à bout, ne lui avaient pas permis d'y consacrer tous ses efforts avant la conclusion de la paix des Pyrénées.

Du reste, Mazarin ne comptait pas seulement sur l'efficacité des prescriptions du nouveau règlement pour maintenir Marseille dans l'obéissance. Il comptait aussi sur la crainte qu'inspirerait à la population la rigoureuse répression ordonnée par la Chambre de justice et sur la menace inscrite dans les lettres patentes de renouveler tous les trois ans, et même plus souvent si le Parlement le jugeait nécessaire, cette démonstration judiciaire¹. De toutes façons, par conséquent, Marseille se trouvait tout à fait mise dans les mains du gouverneur de la province, et surtout dans celles de son auxiliaire immédiat, souvent inspirateur de ses décisions, le premier président d'Oppède. D'ailleurs, la présence d'une garnison de Gardes-françaises et de Gardes-suisse maintenu dans la ville après le départ du Roi, logée et entretenue aux frais de la Communauté², était peut-être un plus sûr garant de la tranquillité et de la soumission des habitants que la menace, souvent vaine dans le passé, de la tenue de Grands Jours.

Bien qu'ils se fussent soumis à toutes les exigences, même les plus insignifiantes en apparence, du ministère et de ses agents pour effacer tous les souvenirs d'un passé condamné³, les

1. Lettres patentes, art. XLII. « Et comme, pour empêcher l'impunité des crimes, les rois, Nos prédécesseurs, avoient ordonné qu'il viendroît en la présente ville de Marseille tous les ans une Chambre des Grands Jours, l'expérience Nous ayant fait voir le préjudice qu'a reçu Nostre service à ladite ville par la non-exécution de ladite ordonnance, voulons et Nous plaist qu'il y soit satisfait par Nostre Cour de Parlement toutes les fois qu'elle le jugera ainsi nécessaire, au moins tous les trois ans une fois, sans pouvoir s'en dispenser ni qu'elle ait besoin, pour raison de ce, d'aucune commission de Nous, et que leurs frais et leurs vocations se prendront sur la recette des amendes et autres fonds accoustumés, sans estre en rien à charge à ladite ville. »

2. Bibliothèque Nationale, Ms. Fr. 4195, f° 79 v°. Lettre du Roi à M. Renouard, capitaine aux Gardes, commandant les compagnies dudit régiment qui demeurent à Marseille.

3. Le 9 mars 1660, au premier Conseil qui fut tenu après la publication des

échevins avaient cru d'abord qu'ils pourraient adopter vis-à-vis du Roi l'attitude traditionnelle des consuls et qu'il leur serait permis d'opposer à ses ordres la revendication des anciennes franchises et libertés de Marseille. Dès le lendemain du départ de Louis XIV, ils avaient osé élever la voix contre la présence des soldats qui, disaient-ils, porterait préjudice au commerce¹, et contre la prétention du souverain de leur faire payer une somme de 600 000 livres représentant l'arriéré du quartier

lettres patentes, le premier échevin de Fargues proposa et le Conseil délibéra que l'avocat Ycard, qui avait occupé depuis de longues années la charge d'avocat de la ville au Conseil du Roi et avait rendu en cette qualité d'importants services au parti de Valbelle et de Félix alors au pouvoir, serait remplacé par M^r Pierre Charlot, « qui appartient à des personnes de crédit et qui peuvent grandement servir la ville ». (Arch. com. de Marseille, *Délibérations du Conseil*, Reg. n^o 60, f^o 46 v^o.) Ycard ne se trompa pas sur la signification qu'il convenait de donner à la mesure qui venait d'être prise contre lui. « J'ai reçu, répondait-il aux échevins qui lui en faisaient part, la nouvelle de ma révocation comme un effet du temps et comme un contre-coup de la calamité publique dont votre belle ville est affligée, étant bien raisonnable que je souffre avec elle puisque j'ai tant eu d'amour pour sa liberté, sous les ruines de laquelle ceux qui ont rompu le sort et attisé le feu qui vous embrase doivent finir seuls le reste de leurs jours. Cependant, je suis inconsolable de vos douleurs beaucoup plus que de la perte de mon emploi, si ce n'est qu'elle m'ôte le moyen de continuer mes services aux affaires présentes de votre ville à laquelle je demeurerai éternellement obligé, estimant par tant de témoignages de satisfaction et de bienveillance qu'elle m'a donnés qu'elle ne m'aurait jamais changé pour un autre si elle n'y eust esté forcée dans ceste conjoncture malheureuse qui l'a mise en estat de ne pouvoir rien refuser, sans pourtant que votre fière cité en ait esté aucunement altérée, dont je loue Dieu de tout mon cœur... » (Arch. com. de Marseille, BB. *Correspondance* : lettres reçues, liasse Y. Lettre du 2 avril 1660.)

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n^o 60, f^o 46 v^o. — Conseil du 9 mars 1660. Le Conseil décide que l'échevin de Fargues, l'assesseur Antoine de Gras, accompagnés de deux capitaines de quartiers et de quatre membres du Conseil, « se porteront en la ville d'Aix pour porter au Roy et à Son Eminence les très humbles remonstrances en faveur de la ville, afin d'en obtenir quelque soulagement ». La copie de ces remonstrances a été conservée sous la forme d'une supplique « au Roy » (Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 264). Après avoir indiqué le préjudice que la présence des gens de guerre et l'obligation de les loger qui leur est imposée causent aux particuliers qui souffrent en même temps de voir leur fidélité suspectée, les rédacteurs du document ajoutent : « Mais ce mal étant accompagné d'un plus grand, qui est la cessation de toute sorte d'affaires et la perte du négoce dont la liberté est incompatible avec la contrainte et la crainte qu'inspire la présence du soldat, ils sont obligés de porter leurs plaintes et leurs larmes aux pieds de Vostre Majesté et la supplier très humblement de ne vouloir pas perdre une pauvre ville, laquelle a esté autrefois un des plus beaux ornemens de son Estat et ne permettre pas que l'étranger s'enrichisse des dépouilles de la France. Il en est du commerce comme d'un fleuve qui, ayant une fois quitté son lit, ne le reprend jamais. Quand la meilleure partie des marchands, qui méditent déjà leur retraite, auront transporté leur négoce avec leur famille, les uns à Venise ou à Livourne, où le grand-duc, sur la nouvelle de l'estat de ceste pauvre ville a établi une franchise de toute sorte de droits pour attirer les negocians, et que les autres se retireront ou en Espagne ou à Gènes, où les avantages qu'on leur promet pour remplir leurs villes que la mortalité de la dernière maladie a presque désertées, les obligeront d'y établir leur fortune, la chose sera sans ressource et ce sera trop tard qu'on voudra rappeler un bien qu'on aura perdu volontairement. Ainsi votre ville de Marseille sera désertée de ses meilleurs habitans; elle deviendra comme un corps inanimé par la privation de son trafic et de ses correspondances qui sont comme des esprits qui la vivifient. Et, ceste source étant tarie, vos villes de Lyon, de Tours, et presque les meilleures villes de votre royaume, en ressentiront le contrecoup et vos fermes en ressentiront une notable diminution.... »

d'hiver que, depuis 1635, Marseille s'était toujours refusée à acquitter¹. Reprenant alors le langage des consuls, les échevins avaient invoqué les Chapitres de Paix, les serments de confirmation prêtés par les rois de France² et les sacrifices d'argent que la ville n'avait jamais cessé de consentir pour le service du Roi³. Tout au plus leur avait-il été accordé que les soldats seraient logés aux frais de la Communauté hors des quartiers les plus populeux de la ville⁴. Quant au quartier d'hiver, l'affaire avait été laissée en suspens : le Conseil de ville avait promis en retour de donner au Roi une somme de 60 000 livres « pour le deslogement des troupes françoises », et de lui payer, à l'occasion de son mariage, une somme de 90 000 livres « pour la ceinture de la Reine et comme don gratuit⁵ ».

Ce sont là peut-être les dernières manifestations d'indépendance de la municipalité marseillaise. Peu à peu, en effet, la ville est privée des dernières libertés que lui a laissées le Règlement de 1660. Le Conseil de Ville perd l'habitude de tenir les réunions mensuelles que le règlement avait prescrites : en 1660, aucune assemblée n'est tenue entre le 24 février et le 10 juin⁶. Par la suite, ces assemblées s'espacent encore

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 48 v°. Conseil du 14 mars 1660. Le Conseil, saisi de cette réclamation, décide que le premier échevin, l'assesseur et quatre membres du Conseil, « feront le voyage en Cour, représenteront au Roy et à Son Eminence les nécessités et misères de la ville et mesnageront les choses au plus grand avantage pour le service du Roy et le bien de la ville, agréant dès à présent tout ce qu'ils feront.... »

2. Arch. des Affaires étrangères, France, 1725, 264. « Au Roy — Au regard des arrérages du quartier d'hiver, que Vostre Majesté leur ordonne de payer et qui vont à une somme immense de 600 000 livres.... » les échevins, après avoir allégué la situation misérable des finances de la ville, l'étendue de sa dette et de celle du commerce, ajoutent : « Quoique ceste nécessité soit une loi indispensable, néanmoins comme Vostre Majesté est le plus juste de tous les Rois et qu'elle aime la justice comme celle qui est un des plus beaux fleurons de sa couronne et une des plus fermes colonnes de son Estat, ils osent présenter à Vostre Majesté avec des soumissions très profondes que, la ville de Marseille s'estant volontairement donnée aux comtes de Provence en l'année 1257, elle passa avec eux certaines conventions appelées Chapitres de Paix, parmi lesquels il y a un article huitiesme entre autres que le seigneur comte ne pourra exiger aucune redevance ni contribution et qu'ils seront affranchis de toute taxe et imposition sur leurs biens et sur leurs personnes. Et, sous la foi de ces conventions, ceste ville ayant eu l'honneur d'estre unie à ceste couronne en l'année 1481, par le testament de Charles d'Anjou, elle a toujours esté conservée dans ses immunités par la confirmation qui lui en a esté octroyée par les rois, vos prédécesseurs, successivement de règne en règne, et par Vostre Majesté mesme heureusement régnant par ses lettres patentes de confirmation en l'année 1634.... »

3. *Ibid.*

4. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f°s 65 v° et 70. Conseils des 3 et 29 mai 1660 ; — *Ibid.*, f° 122. Conseil du 12 août 1660. Enregistrement de l'ordonnance du duc de Mercœur du 1^{er} juin 1660, consacrant cet arrangement. La dépense incombant à la ville fut fixée à 30 000 livres (Conseil du 18 mars 1660, Reg. n° 60, f° 50).

5. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 60, f° 50. Conseil du 18 mars 1660 ; *Ibid.*, f° 61 : Conseil du 27 mars 1660.

6. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 63. Cette longue interruption donna même lieu à un débat entre le gouverneur-viguier et les échevins sur l'exécution des prescriptions du Règlement de 1660, qui fixait

davantage; à partir de 1670, il est rare que le Conseil se réunisse plus de deux fois par an, le 28 octobre, pour l'élection des nouveaux officiers municipaux, et le 1^{er} novembre, pour leur installation¹.

Les citoyens se désintéressent, d'ailleurs, de la vie municipale; on dirait que l'esprit de parti, qui naguère a si profondément troublé le repos de Marseille, a maintenant tout à fait disparu. Pendant cette nouvelle période, en effet, c'est seulement à trois reprises que le Roi intervient dans le choix des officiers municipaux ou membres du Conseil : en 1666, des lettres patentes annulent l'élection de trois conseillers et désignent leurs remplaçants; en 1667, ce sont toutes les élections qui sont cassées, mais les échevins ainsi révoqués mettent tant d'empressement à résigner leurs fonctions entre les mains de leur prédécesseurs que le Roi leur en sait gré et les rétablit par de nouvelles lettres patentes; en 1670, enfin, un échevin étant mort, le Roi désigne lui-même tous les échevins de l'année, au lieu de se borner à choisir le remplaçant du défunt². Par la suite, et jusqu'en 1715, Louis XIV s'abstient d'intervenir dans le choix des officiers municipaux.

L'échevinage, il est vrai, qui n'a jamais joui du prestige du consulat, a perdu le peu d'influence politique et d'initiative que lui avaient laissé les lettres patentes de 1660. D'abord, le gouverneur-viguier, puis, quand sa charge devenue héréditaire³ a offert moins de garanties au Roi, l'intendant de la province et son subdélégué, ont pris l'influence et ont exercé l'action dont les échevins étaient privés⁴. Bientôt

l'intervalle de temps qui devait s'écouler entre deux séances du Conseil (Séance du 30 juin 1663, f^o 165). D'ailleurs, le Conseil suivant n'eut lieu que le 12 septembre (*Ibid.*, f^o 196).

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. 70 à 117.

2. *Ibid.*, Reg. n^o 67, f^o 33. Conseil du 16 décembre 1666; — *Ibid.* Conseils du 28 octobre et du 1^{er} décembre 1667; — *Ibid.* Reg. n^o 70, f^o 145 v^o. Conseil du 28 octobre 1670.

3. *Ibid.*, Reg. n^o 84, 2^e partie, f^o 73. Enregistrement des lettres patentes du 7 mars 1682, par lesquelles le Roi donne provisions à Alphonse de Fortia de Forville de Piles de la charge de gouverneur-viguier pour l'exercer après le décès ou pendant les absences de son père.

4. Les Registres des Délibérations attestent, en effet, l'importance de plus en plus grande de la part prise par l'intendant et par son subdélégué dans l'administration municipale de Marseille à partir de l'année 1673. Cette année-là, le Conseil approuve, par une délibération du 30 juin, les dépenses faites pour aménager un logement convenable à M. de Rouillé, intendant, « pendant le séjour de six ou sept mois qu'il doit faire à Marseille aux frais de la Communauté ». (Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations*, Reg. n^o 73, f^o 67 v^o.) Cette faculté laissée à l'intendant de séjourner à Marseille, qui paraît alors avoir été provisoire et avoir eu pour cause la mission confiée à Rouillé de procéder à la liquidation des dettes de la Communauté, devint permanente par la suite. Le 5 mai 1681, en effet, le Conseil donne aux échevins le pouvoir qu'ils sollicitent d'arrenter et de meubler une maison pour servir de logement à l'intendant pendant ses séjours à Marseille, « parce que, dit la délibération, cela lui donnera lieu d'y venir plus souvent et que la Communauté en recevra beaucoup d'avantages ». (*Délibérations*, Reg. n^o 83, f^o 54.) D'autres délibérations, montrent qu'après avoir loué une

donc, plus rien n'a distingué Marseille des autres villes du royaume, bien que le Conseil de Ville ait racheté au Roi le droit d'élire ses divers officiers municipaux, au fur et à mesure que des édits royaux, promulgués à partir de 1690, les érigeaient en offices vénaux et héréditaires¹.

A la faveur de cet état de choses, la royauté a pu intervenir à sa guise dans le règlement des affaires de la ville et obtenir les subsides qui jadis lui avaient été si souvent refusés. En 1673, l'intendant de Provence, Rouillé, entreprend, sur l'ordre du Roi, un travail de vérification et de liquidation des dettes de la Communauté. Il l'achève en 1676 : sur son rapport, le Conseil du Roi rend un arrêt qui règle les conditions dans lesquelles devra être faite cette délicate opération. Ce même arrêt fixe à 30 000 livres le chiffre des dépenses de la Communauté et ordonne de dresser pour l'avenir un État des dépenses ordinaires qui devra être soumis à l'approbation de l'intendant et auquel les échevins seront strictement tenus de se conformer². Ayant ainsi supprimé le droit d'emprunter, dont les échevins et, avant eux, le consuls,

maison d'un loyer annuel de 800 livres et dépensé 1 200 livres pour l'achat du mobilier (30 septembre 1683, *Ibid.*, f° 93), le Conseil éleva à 1 000 livres le prix du loyer d'un nouvel immeuble, destiné au même usage et situé « dans l'agrandissement. » (*Ibid.*, Reg. n° 84, 2^e partie, f° 140. *Délibérations* du 8 octobre 1682.) Mais bientôt, un subdélégué resta en permanence à Marseille, en vertu d'un arrêt du Conseil du Roi et d'une ordonnance de l'intendant. Ce personnage assistait aux séances du Conseil, y tenant le *bâton du Roi* en l'absence du gouverneur-viguier, malgré les protestations reiterées de l'échevin-maire et des trois échevins, qui essayèrent, inutilement il est vrai, d'écarter au moins ce personnage des séances du Conseil où il était procédé à l'élection des divers officiers municipaux, quand des arrêts du Conseil du Roi des 9 juin et 25 août 1705 et du 12 avril 1707 eurent imposé sa présence à l'Hôtel de Ville. (*Délibérations*, Reg. n° 109, f° 52 v°, 53 v°, 80; n° 115, f° 2 v°, 3 v°, 7, 8 v°, 93, 94, 96 v°; n° 117, f° 23. Voir aussi les *Délibérations du Conseil* des années 1709 et 1710.)

1. Contrat d'abonnement, passé par les échevins et approuvé par le Conseil, des offices de procureur du Roi de la Communauté et de secrétaire-greffier de la ville (*Délibération* du 5 avril 1691. Reg. n° 93, f° 81) et réunion de ces deux offices à l'Hôtel de Ville, au prix de 66 000 livres, plus 6 600 livres pour le droit de 2 sols par livre (*Ibid.*, f° 119 v°). — Réunion à la Communauté au prix de 238 800 livres, plus 23 880 livres, des offices de Conseillers-Trésoriers ancien et alternatif de la Communauté (Reg. n° 94, f° 139 et 140). — Acquisition au prix de 264 000 livres des six offices de conseillers du Roi et assesseur (Reg. n° 95, f° 216). — Création d'un office de maire perpétuel vendu à M^e Marc Remigault-Montois, écuyer, conseiller-secrétaire du Roi, en 1692 (Reg. n° 95, f° 97) et rachat et réunion à la Communauté de cet office au prix de 120 000 livres par arrêt du conseil du Roi du 30 juillet 1697 (Reg. n° 99, f° 259), etc.

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 73, f° 35 v° (6 mars 1673). Lecture d'une ordonnance de M. de Rouillé, intendant de la province, « ensuite des commissions particulières qu'il a de Sa Majesté pour la liquidation et légitimation des dettes de ceste Communauté et du Commerce » ; — *Ibid.*, Reg. n° 76, f° 77 v° (10 juin 1676). Enregistrement de l'arrêt du Conseil du Roi du 11 mai 1676 réglementant les opérations de la liquidation des dettes de la Communauté et de leur acquittement : — *Ibid.*, Reg. n° 85, 1^{re} partie, f° 8 (31 mars 1683). Approbation, par le Conseil de Ville, de l'état des dépenses ordinaires, dressé conformément aux instructions de l'intendant, le Conseil « estimant qu'elles sont absolument nécessaires et qu'elles doivent estre continuées sous le bon plaisir de Sa Majesté et de M. l'intendant de justice ».

étaient accusés d'avoir abusé, le gouvernement pouvait soumettre Marseille au même régime fiscal que les autres villes et la contraindre à payer les contributions et les taxes qu'il en exigeait : il ne courrait pas le risque de se voir, comme autrefois, opposer la pénurie de la caisse municipale et l'obligation à laquelle la ville ne pouvait se dérober de faire face aux lourds engagements pris vis-à-vis de ses créanciers. Il en fut ainsi désormais puisque, jusqu'à la fin du règne de Louis XIV, Marseille s'acquitta, soit directement en versant le montant entre les mains du Roi, soit indirectement en payant une taxe de rachat, des nombreuses impositions qui lui furent réclamées¹. Bien plus, en diverses occasions, elle parut aller spontanément au-devant des désirs du Roi en lui offrant d'importantes sommes d'argent, sous prétexte de prendre sa part des lourdes charges qui pesaient alors sur le royaume².

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 65, f° 46 v° (18 décembre 1664). Compte rendu d'un procès engagé contre un arrêt du Conseil du Roi interdisant à la ville d'imposer sur les denrées sans lettres patentes, contrairement aux lettres patentes du Roi René et au Règlement de 1660 : — Reg. n° 75, f° 145 (24 mai 1674). M^e de Cordier, assesseur, sera député en Cour au sujet de la double recherche dont la ville est l'objet pour le paiement « de prétendus droits d'amortissement et nouveaux acquêts qu'elle n'a jamais payés... » et pour les « prétendues maistrises et jurandes pour lesquelles on l'a taxée à 14 560 livres et fait saisir toutes les rentes entre les mains du sieur trésorier de la ville ». — Reg. n° 83, f° 52 v° (5 mai 1681). Autorisation donnée aux échevins de poursuivre devant la Cour des Comptes contre le fermier des droits forains et domaniaux la reconnaissance de l'exemption desdits droits « pour toutes les marchandises et denrées du cru de la Provence venant en ceste ville de Marseille ». — Reg. n° 85, 1^{re} partie, f° 76 (12 mars 1683). Le Conseil approuve les conditions auxquelles la ville a racheté, pour quatre années, à raison de 13 000 livres par an, la ferme de la Domaniale. — Reg. n° 86, f° 64 (7 novembre 1683). La ville paiera 11 500 livres représentant sa part dans la somme de 100 000 livres, « moyennant laquelle le Roy a accordé aux Pays de Provence et Terres adjacentes la descharge de la taxe sur les pigeonniers, colombiers et volières » que le fermier du droit du Francief avait obtenu le droit de lever conformément à un rôle arrêté au Conseil le 22 octobre 1681. — Reg. n° 90 (13 septembre 1688). Les échevins ont remis des *Mémoires* intéressants la ville et son commerce à M. d'Aguesseau, « commissaire délégué de Sa Majesté pour informer de la levée des droits en ceste province ». — Reg. n° 100, f° 42 v° (25 novembre 1697). Des remontrances seront faites au Roi pour obtenir que la ville soit déchargée de l'obligation d'établir des lanternes et de les entretenir, ou tout au moins de traiter au mieux de ses intérêts pour le rachat de cette taxe ; — Reg. n° 101, f° 35 v°. Quittance d'une somme de 46 666 l. 13 s. 4 d. formant le premier tiers d'une somme de 140 000 livres « que la Communauté a esté obligée de payer pour l'abonnement et rachat de l'entretien des lanternes et établissement d'icelles ». — Reg. n° 112, f° 52, 60 et 61 (18 janvier, 11 et 26 février 1710). Délibérations relatives aux pourparlers entre la ville et l'intendant au sujet de l'abonnement à la capitation. Le prix en est fixé à 800 000 livres, le Roi n'ayant pas accepté l'offre de 500 000 livres faite d'abord par les échevins. — Reg. n° 113, f° 176 v° (11 septembre 1711 et n° 114, f° 34 (15 janvier 1712). Imposition de 130 000 livres pour la part de la ville dans l'impôt du dixième, évalué à 500 000 livres pour la part de la province.

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*, Reg. n° 75, f° 145 v° (24 mai 1674). Approbation d'une dépense de 11 889 l. 17 s. pour envoi à Messine d'un vaisseau chargé de blé « pour secourir la ville dans l'extremes besoin qu'elle en a », et parce qu'on a « scu de la bouche du seigneur intendant qu'on ne pouvoit faire chose plus agréable au service de Sa Majesté ». — Reg. n° 91, f° 55 (13 mars 1683). Le Roi sera supplié d'autoriser la ville de Marseille à participer pour une somme de 320 000 livres aux grandes dépenses de la guerre qu'il vient

Les échevins et le Conseil se bornaient dans ce cas à rappeler timidement les anciens privilèges de la ville qu'aucun édit royal n'avait abrogés. Mais ils s'en tenaient à ces démonstrations platoniques, car les bourgeois de la Loge et du Commerce qu'ils représentaient paraissaient s'être fort bien accommodés du régime nouveau institué par les lettres patentes de mars 1660. Ils jouissaient seuls maintenant, à l'exclusion des gentilshommes, des privilèges et des prérogatives honorifiques attachés à la possession des chaperons municipaux. Ils tiraient peut-être aussi d'importants profits matériels de la protection que Colbert avait accordée au grand commerce de mer, puisque, après avoir un moment formé le projet de protester contre la décision prise par ce ministre d'établir la franchise du port de Marseille, ils avaient vite retiré leur protestation et s'étaient au contraire associés à ce dessein ¹.

Seule, la Noblesse marseillaise, tenue rigoureusement à l'écart de l'Hôtel de Ville et des fonctions municipales pendant toute la période du gouvernement personnel de Louis XIV, n'avait pas partagé la satisfaction des Bourgeois et des Marchands. La paix intérieure, dont la ville avait joui pendant ce temps, avait favorisé le libre épanouissement de son commerce et les progrès d'une réelle prospérité matérielle, dont l'*Agrandissement* entrepris en 1666 fut une incontestable manifestation ². Les Nobles avaient semblé y rester indifférents, ne gardant que le souvenir de la dépossession brutale dont ils avaient souffert. Le long espace de temps même, qui s'était écoulé entre la venue de Louis XIV à Marseille et sa mort, n'avait pas calmé le désir de revanche dont ils étaient animés. Aussi quand le grand Roi fut mort et que des indices certains attestèrent que, dans tout le royaume, il se préparait une forte réaction contre son gouvernement, la Noblesse marseillaise crut le moment venu de revendiquer la part dans le gouvernement de la ville qui lui

d'entreprendre, « comme un témoignage de son attachement pour tout ce qui regardé sa personne sacrée et le bien de son Etat », laquelle somme sera payée en sus de celle de 80 000 livres et proviendra de deniers empruntés. — Reg. n° 96, f° 225 (28-30 octobre 1694). Approbation d'un don de 66 000 livres fait au Roi « pour l'aider à soutenir la guerre ».

1. Arch. com. de Marseille, BB. *Délibérations du Conseil*. Reg. n° 69, f° 168 v° (1^{er} avril 1669). En témoignage de sa fermeté et de son obéissance aveugle au Roi, le Conseil décide de se soumettre à sa volonté relativement à la franchise du port de Marseille; il le prie cependant de surseoir à l'exécution de ses lettres patentes, jusqu'à ce qu'il ait été admis à présenter des remontrances sur un projet qui menace les intérêts de la ville et de son commerce.

2. Voir, à partir de l'année 1666, diverses délibérations du Conseil relatives à cette vaste entreprise qui eut pour but d'étendre le territoire de la ville à l'est et au sud au delà de la vieille enceinte du moyen âge. Un acte de 1676 (*Délibérations du Conseil*, Reg. n° 76, f° 86 v°), qui évalue à 158 054 l. 10 s. 4 d. la dépense pour la construction des nouvelles murailles, permet de se rendre compte de l'importance de cette opération au cours de laquelle furent ouvertes deux des grandes voies de Marseille moderne, le *Cours* (Cours Belsunce et Cours Saint-Louis) et la *Canebière*. (Voir Aug. Fabre, *les Rues de Marseille*, I, 77 et suiv.)

avait été enlevée. A leur tour, les marchands qui siégeaient à l'Hôtel de Ville firent entendre leurs protestations¹. Elles furent écoutées et le Règlement municipal de 1717, puis celui de 1720, ne revinrent pas sur les prescriptions essentielles des lettres patentes de mars 1660².

C'est donc à cette date et à cet acte royal qu'il convient de marquer la fin de l'autonomie communale de Marseille. Plus longtemps peut-être qu'aucune autre du royaume, cette ville avait joui de ses libertés et de ses franchises aussi librement qu'il avait été possible d'en jouir sous l'autorité des rois de France. Peut-être, il est vrai, était-il entré dans les vues politiques de ces princes de laisser leurs sujets marseillais régler à leur gré la vie de leur cité plus longtemps qu'ils ne l'avaient permis aux habitants des autres villes royales. En même temps, en effet, qu'ils avaient trouvé dans l'héritage de René et de Charles de Provence la seigneurie de Marseille, les rois de France y avaient aussi trouvé les prétentions, sinon les droits, des princes Angevins à la couronne de Naples, c'est-à-dire à la domination sur la Méditerranée occidentale dont Marseille avait toujours été une des métropoles. La réunion de Marseille à la France inaugura donc pour ainsi dire cette lutte qui devait être séculaire et que les rois ont soutenue contre les princes napolitains, puis contre les rois d'Espagne, pour la suprématie dans l'Europe occidentale et méridionale. Pour vaincre, les Rois Très Chrétiens n'hésitèrent pas à faire alliance avec le Sultan des Turcs. Pouvaient-ils hésiter à laisser subsister les privilèges d'une ville déjà très importante, dont la possession était un avantage précieux, puisque, par sa position au sommet de l'angle formé par les rivages européens de la Méditerranée occidentale, elle permettait à qui la possédait de surveiller efficacement les côtes d'Espagne et les côtes d'Italie et de couper leurs communications? Les rois avaient aussi pris garde que Marseille commandait la grande route du Rhône, qui conduit de la mer dans l'intérieur de la France. Pour ces raisons, ils savaient qu'ils ne paieraient jamais assez cher l'attachement d'une ville dont la population ombrageuse et turbulente, trop facilement docile aux excitations des agitateurs politiques et prompt à se porter aux

1. Arch. com., BB. *Règlements sur les Élections* (1700-1789). — 1^o *Droits et prétentions de la Noblesse de Marseille*. Mémoire adressé au Roi; — 2^o *Réflexions pour la Communauté de la ville de Marseille contre le rétablissement de la Noblesse de Marseille dans l'ordre municipal*. — *Délibérations du Conseil*, Reg. n^o 118, f^o 97. Conseil du 10 septembre 1716. — Archives nationales, K. 1220, n^o 526. *Mémoire* (imprimé) *pour la Noblesse de Marseille contre les négocians*. (En marge on lit cette observation : « L'on a cherché à rassembler dans ce dernier escrit toute l'affaire de la Noblesse et l'on a pris dans les précédens mémoires ce qui a paru le plus essentiel ».)

2. Arch. com. de Marseille, BB. *Règlements sur les Élections* (1700-1789).

pires excès, aurait pu, dans un coup de colère ou de désespoir, ouvrir son port aux navires ennemis.

Les rois avaient donc supporté avec patience les refus de subsides, les remontrances orgueilleuses, les querelles des partis, même les écarts de conduite des chefs de partis et des magistrats et les troubles dans la rue, ne voulant pas courir le risque de jeter Marseille dans les bras de leur ennemi. Mazarin n'avait fait que s'inspirer de leur conduite quand, redoutant un soulèvement des Provençaux plus encore qu'un soulèvement de la Guyenne, il avait payé des prescriptions libérales du Règlement du sort le service qu'Antoine de Valbelle lui avait rendu en retenant Marseille dans le parti du Roi, et avec Marseille tout le reste de la Provence. Mais, quand les héritiers ambitieux et brouillons de Valbelle avaient prétendu faire servir le Règlement du sort à la satisfaction de leurs ambitions et de leurs haines de parti, le cardinal avait profité de la victoire du roi de France et de l'écrasement définitif de l'Espagne, consacrés par la paix des Pyrénées, pour réduire à l'obéissance Marseille, dont Louis XIV n'aurait maintenant plus rien à craindre.

Les Marseillais, cependant, avaient trop longtemps joui de leurs franchises municipales pour que le souvenir n'en persistât pas encore pendant de longues années. Contraints par la force à subir les exigences et bientôt les excès de la centralisation monarchique, ils tournèrent tous avec regret leurs regards vers l'époque, à leurs yeux plus heureuse que le temps où ils vivaient, où leur cité avait eu le droit de se gouverner librement et de discuter avec les rois de France de l'étendue et des limites de ses droits et de ses devoirs. Les regrets et les récriminations de la Noblesse aidant, c'est au moment même où ce régime de liberté avait pris fin que la tradition populaire fixa de préférence ses souvenirs et ses propres regrets. Ainsi le Règlement du sort, que Louis XIV avait détruit pour établir plus facilement l'absolutisme, devint aux yeux de tous le symbole des libertés communales perdues. On ignora le détail des prescriptions qu'il contenait et les moyens qu'il avait procurés à la Noblesse d'établir et de maintenir toutes ses prérogatives et tous ses privilèges. Il ne fut plus pour tous les habitants de la ville que l'instrument dont s'étaient servis leurs ancêtres pour maintenir leurs franchises séculaires contre les prétentions de la royauté. Lorsque, en 1789, les citoyens de Marseille furent invités par Louis XVI à députer aux Etats Généraux et à rédiger les Cahiers de leurs doléances et de leurs vœux, c'est le rétablissement du Règlement du sort qu'il souhaitèrent tous¹. Il consacrerait une fois encore les droits traditionnels de leur cité, que

1. Voir notre étude sur le *Particularisme municipal à Marseille en 1789 dans la Révolution Française*, 14 mars 1907.

Louis XIV avait méconnus en ordonnant le châtement des citoyens qui l'avaient imaginé et en avaient fait usage, et en publiant les lettres patentes de mars 1660 qui avaient eu pour objet d'en empêcher pour toujours la restauration.

VU, LE 14 FÉVRIER 1916.

Le Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris,

A. CROISET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER.

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

ERRATA

PAGES	AU LIEU DE	LIRE
5, l. 20.	ne laissait pas que de donner	ne laissait pas de donner
6, n. 1, l. 7.	t. IX	t. IV
6, n. 2, l. 3.	Mônseigneur	Monseigneur
27, n. 2, l. 4.	approuvé	approuvé
28, l. 10.	de différents	des différents
80, l. 36.	au profit de juges des marchands	au profit des juges des marchands
85, l. 17.	aux plus offrant	au plus offrant
93, l. 6.	et pour per,	et pour per-
119, n. 3, l. 13.	nous nous prions	nous vous prions
120, l. 5.	dû vous emporter	dû vous emporter
158, l. 7.	antiques privilèges ⁶	antiques privilèges ⁴
158, notes, l. 26.	6. Arch. des Affaires étrangères	1. Arch. des Affaires étrangères
168, l. 11.	L'Archevêque d'Arles	L'Archevêque d'Aix
168, n. 4, l. 6.	connu	connu
172, n. 3, l. 11.	Son Excellence	Son Eminence
173, note, l. 2.	Son Excellence	Son Eminence
176, n. 1, l. 4.	Votre Excellence	Vostre Eminence
191, n. 4, l. 3.	esprit	esprits
226, n. 2, l. 8.	survinrent	survinrent
231, n. 1, l. 5.	de Venel	de Vénelles
231, n. 1, l. 6.	Madame de Venel	Madame de Vénelles
243, l. 18.	suffiraient	suffirait
245, l. 14.	lui avaient adressés ³	lui avaient adressés ⁴
245, l. 18.	son père ⁴	son père ³
257, l. 12.	Celui-ci qui n'avait pas	Celui-ci n'avait pas
294, note, l. 17.	marailles	murailles
350, l. 4.	les ci constances	les circonstances
371, l. 6.	dans sa prétention à faire	dans sa prétention de faire
405, l. 15.	et assuré le succès, Il regrettait	et assuré le succès. Il regrettait
451, l. 19.	application ⁹	application ³
451, notes, l. 28.	9. Arch. Com.	3. Arch. Com.
483, l. 47.	axes levées sur lui	taxes levées sur lui
505, l. 8.	recouvrir à la violence	recourir à la violence
510, n. 1, l. 5.	faire parti	faire partie
519, l. 3.	avaient espérer	avaient espéré
541, n. 5, l. 5.	Par exemee	Par exemple
548, l. 20.	son commerce ⁵	son commerce

PAGES	AU LIEU DE	LIRE
548, l. 21.	du 21 juillet ³	du 21 juillet ⁵
574, notes, l. 1. . . .	les austres villes	les autres villes
586, l. 5	toute nouvelle surprise ³	toute nouvelle surprise ²
586, l. 7	Cette requête ⁵	Cette requête ³
610, n. 1, l. 4.	estant averti	estant avertie
614, l. 16	eut avoir	veut avoir
620, Préambule, l. 18.	16 JANVIER	26 JANVIER
632, l. 11	qui ne biaisent pas ⁶	qui ne biaisent pas ¹
632, l. 27	à ses prescriptions ¹	à ses prescriptions ²
632, l. 40	plus de créance ²	plus de créance ³
672, l. 40	une des considérations	une des conditions
683, n. 6, l. 2	désordre d'estre envelop- pés	désordre et d'estre enve- loppés
683, n. 6, l. 3	aiser	l'apaiser
725, l. 12	Ce permettait	Cela permettait
770, n. 1, l. 4	et nos le 7 septembre	et non le 7 septembre
795, l. 31	et affectant	et affectait
833, l. 26	par les soins de Piles ⁶	par les soins de Piles ⁵ .

TABLE ALPHABÉTIQUE

Les chiffres romains (I. II. III.) indiquent la partie de l'ouvrage, les chiffres arabes (1, 2, 3, etc.), les pages auxquelles on doit se reporter.

A

- ABEILLE** (sieur d'), gentilhomme de Toulon. — II. 403, 406.
- Abolition** (Lettres d'). — II. 208, 209 n. 4, 232, 302, 303, 304, 306 n. 2, 307, 308, 312 n. 4, 314, 357, 358 n. 2, 359, 362, 364 n. 3, 366, 373, 378; — III. 459, 460, 540, 543, 573, 579, 580, 584-588, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 597, 598, 599, 601-612, 613, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 625 n. 1, 629, 631, 633 n. 1, 639 n. 2, 658, 665, 680, 684, 685, 686, 689, 827.
- Accoules** (Eglise des). — I. 3, 48, 54; — III. 432, 502, 539, 664.
- Administration municipale**. — I. 114, 115, 118, 134, 141; — II. 220, 292 n. 1; — III. 626, 627, 674, 806, 835 n. 3, 837, 841, 848.
- Agde** (Evêché d'), bénéfice du comte d'Alais. — II. 169 n. 5, 170 n. 4.
- Agents et Procureurs de la ville**. — I. 59, 87, 118, 119-122, 127; — III. 493.
- Agents ou Officiers du roi à Marseille et en Provence**. — I. 14, 21, 32, 54, 55, 59, 94, 114, 128, 155, 157, 160, 162; — II. 202 n. 1, 233, 299, 305, 312, 405; — III. 472, 473, 480, 516, 545, 550, 566, 569, 570, 592, 637, 672, 679 n. 4, 681, 700, 706, 733, 813, 835, 836, 840, 843.
- Agitation et Désordre**. — II. 246, 247, 248, 249, 254, 255, 260, 266, 278 n. 1, 279-280, 281, 284 n. 2, 285 n. 3, 289, 294, 299 n. 1, 303, 314, 316, 321, 324, 349 n. 5, 350, 351-352, 356, 368 n. 2, 377, 394; — III. 447-449, 451, 452, 454, 462 n. 1, 477 n. 1, 499, 500 n. 1, 502, 504, 508, 509 n. 2, 519, 520, 528-531, 534-535, 580 n. 1, 591, 600, 616, 646, 664, 667, 673, 674-696, 694 n. 3, 695-696, 698 n. 3, 700, 701, 702, 709, 711, 722-723, 728, 733-734, 737-738, 740-741, 748-749, 756, 760-761, 782, 795 n. 2, 820 n. 1, 836 n. 1.
- AGOULT** (François d'), gentilhomme de Marseille. — I. 36.
- AGOULT** (Gaspard d'), gentilhomme de Marseille. — I. 36 n. 3.
- AGOULT** (Jean d'), gentilhomme de Marseille. — I. 36.
- AGOULT** (Joseph d'), gentilhomme de Marseille. — I. 36 n. 3.
- AGOULT** (d'Ollières, sieur d'), gentilhomme de Marseille. — III. 694 n. 1.
- Agrandissement (L') de la Ville**. — I. 2 n. 4, 90 n. 4; — III. 851.
- Agriculture**. — I. 82.
- AIGLUN** (sieurs d'), gentilshommes de Marseille. — III. 537 n. 1, 563 n. 1.
- AIGLUN** (Louis de Monier, sieur d'), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1651-1652. — I. 54 n. 2; — II. 202 n. 3, 236 n. 1, 278 n. 3, 279, 281, 282, 310 n. 1, 355, 357 n. 2, 377, 394 n. 5, 395, 402 n. 6, 414 n. 2, 417; — III. 428 n. 1, 430, 432, 433, 434 n. 1, 435 n. 2, 436, 440, 443 n. 1, 445 n. 3, 447 n. 3.
- AIGLUN** (Louis Savournin, sieur d'), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1632-1633. — I. 160 n. 3; — II. 176 n. 3.
- AIGUEBONNE** (marquis d'), lieutenant général en Provence. — I. 7 n. 1; — II. 341, 343, 344, 345, 346, 347, 350 n. 2, 352, 353, 354, 355, 361, 375, 378, 395, 396, 397, 398 n. 1, 399, 400, 402, 405, 406, 408, 409, 412, 413; — III. 466.
- Aigues-Mortes**, port de la côte du Languedoc. — II. 351.
- AIRAGUE** (sieur d'), gentilhomme de Marseille. — III. 532, 556 n. 1.
- AIX**, ville et capitale de la Provence. — I. 8, 88 n. 3, 104, 109, 113, 116, 117, 124, 135 n. 2, 138, 142, 154 n. 4, 157 n. 4; — II. 173, 174, 187, 188, 196, 227, 230, 231, 232, 233 n. 2, 234, 235, 237, 240, 241 n. 2, 243, 246, 247, 249 n. 2, 250, 252, 255, 256, 257, 259, 261, 263, 264, 268, 273 n. 3, 275, 281, 285, 286, 288, 310, 322, 323 n. 2, 334, 342, 343, 346, 353, 354, 355, 366, 371 n. 2, 382, 383, 384, 386, 390, 393, 394, 395, 396, 397, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 410

- n. 2, 411 n. 1, 413, 416, 417, 421, 423, 424; — III. 430, 452, 463 n. 2, 465, 470, 478 n. 1, 481, 521, 528 n. 2, 543, 547, 549, 562, 586 n. 4, 603, 604, 605, 606, 613, 624, 626 n. 1, 646, 647, 650, 661, 662, 670, 676-677, 679, 680, 681 n. 2, 682, 683 n. 2, 684, 685, 686, 687, 690, 691, 692, 693 n. 1, 694, 695, 696 n. 2, 697, 702, 703 n. 2, 705, 707, 710, 711, 712, 713, 714 n. 4, 715, 716, 718, 719, 720, 723, 725, 726, 730, 731, 732, 734, 737, 738, 740, 748, 749, 750, 751, 757, 764, 769, 777, 779, 780 n. 3, 781, 786 n. 1, 788 n. 3, 790 n. 1, 791, 792, 793, 795, 798, 802, 808, 809, 812, 814, 816 n. 2, 823 n. 1, 831, 842, 846 n. 1. — Consuls d'—. V. Procureurs du Pays. — Règlement municipal d'—. — III. 681, 686 n. 3, 771.
- Aix** (François d'), jurisconsulte marseillais du xvii^e siècle. — I. 23, 81.
- Aix** (Louis d'), compagnon de Charles de Casaulx. — I. 35 n. 2.
- ALAIS** (Louis de Valois, comte d'), plus tard duc d'Angoulême, — gouverneur de Provence, de 1638 à 1652. — I. 9 n. 4, 12 n. 3, 13, 14 n. 2, 38, 52, 75 n. 4, 99 n. 2, 101 n. 3, 103 n. 1, 105, 114, 115, 119, 133, 134, 141 n. 1, 144, 145, 149, 151 n. 1, 154, 155, 156, 157 n. 1, 158, 162, 163; — II. 168, 169-171, 172, 173, 174, 176, 177 n. 2, 178 n. 1, 179 n. 3, 181, 182, 183-184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192 n. 2, 193, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 205, 206, 207, 210, 211, 212, 213, 214, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236 n. 2, 237, 238 n. 3, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 262, 263, 264, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 273, 274 n. 1, 275, 276, 277, 278, 283, 284, 286, 287, 288, 289, 290, 291 n. 1, 292, 293 n. 1, 294, 295, 296 n. 2, 297, 298, 299, 300, 301, 302 n. 1, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 316, 317, 318, 319, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 356 n. 5, 358, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386 n. 1, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 405, 406 n. 1, 407, 408, 409, 410, 415, 417, 418, 421, 422 n. 4, 423, 424; — III. 425, 426, 427 n. 3, 428, 429, 433, 442, 447, 459, 461, 464, 465, 466, 471, 472 n. 2, 487, 488, 500, 501, 506, 512, 513, 514, 520, 522, 523, 525, 530, 547, 553, 554 n. 3, 613, 733, 736, 769.
- ALAIS** (Henriette de la Guiche, comtesse d'). — II. 171, 173, 184 n. 3, 225, 228 n. 2, 251, 312 n. 4, 318, 325, 332, 345, 365, 376, 410 n. 3, 419, 423 n. 2.
- ALAIS** (Mademoiselle d'). — II. 271, 407.
- ALBERT** (Pierre d'), avocat, assesseur en 1642-1643. — I. 142.
- Allauch**, commune limitrophe de Marseille. — I. 1 n. 1; — II. 316 n. 3, 336 n. 3.
- ALLEINS** (François de Reynaud, sieur d'), gentilhomme provençal, Viguier en 1632. — I. 103 n. 2, 104.
- Allemagne**. — I. 157 n. 3.
- ALLEMAND** (Balthazard), secrétaire de l'avocat Ambroise Cornier. — III. 780, 785 n. 4.
- ALPHERAN**, assesseur des Procureurs du Pays. — II. 266 n. 1.
- ALPHONSE V**, roi d'Aragon. — I. 128 n. 1; — III. 561.
- ALTUVITIS** (Jacques d'), avocat, assesseur en 1653-1654. — III. 453, 490 n. 3.
- ALTUVITIS** (Philippe d'), gentilhomme de Marseille. — I. 25.
- Amirauté de Marseille** (siège de l'). — I. 39, 66 n. 3, 110, 112, 117, 119; — II. 175, 177, 217; — III. 460, 833.
- Amnistie**. — II. 373; — III. 559, 560, 562, 563, 564, 565, 572, 581, 583-588, 591, 592, 593, 595 n. 6, 597 n. 1, 610, 718, 786 n. 1.
- AMPHOSS** (Gaspard d'), écuyer, second consul en 1645-1646. — I. 58, 61 n. 1, 70 n. 4; — II. 212, 219, 220, 221.
- Anglais** (affaire des). — III. 728-731, 738, 739, 747, 774, 777, 808 n. 5, 814-815.
- Angleterre** (ambassadeur d'). — IH. 730.
- ANGOUËME** (Charles de Valois, duc d'), père du comte d'Alais. — II. 168, 185, 341.
- ANGOUËME** (duc d'). — V. Comte d'Alais.
- ANGOUËME** (François d'), grand-prieur de France, gouverneur de Provence en 1585. — I. 18 n. 2, 25, 32; — III. 432 n. 1. — Règlement d'—. V. Règlements et Statuts municipaux.
- ANJOU** (maison d'). — I. 24; — II. 175.
- ANJOU** (duc d'), plus tard duc d'Orléans, frère de Louis XIV. — 405 n. 4.
- ANNE D'AUTRICHE**, régente en France pendant la minorité de Louis XIV. — I. 4, 67, 103 n. 3, 109 n. 7, 123, 135 n. 2; — II. 180, 184, 204 n. 1, 205 n. 7, 207, 267, 271, 280, 325, 329 n. 2, 337, 338, 340, 342, 365, 366, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 381, 382, 383, 386, 388, 389, 390, 392 n. 1, 399, 402 n. 4, 423; — III. 426 n. 2, 451, 466, 534 n. 2, 568, 650, 657, 727, 831, 833 n. 1.
- ANNET** (le P.), confesseur de Louis XIV. — III. 823 n. 1.

- ANTELMY (d'), conseiller au Parlement de Provence. — III. 817.
- Antibes*, ville de la Côte de Provence. — I. 110, 111 n. 1; — II. 183 n. 1, 184, 251 n. 5, 252 n. 3, 299 n. 3, 332, 334.
- ANTOINE (d'), conseiller au Parlement de Provence. — II. 401.
- Appellations (juge des secondes). — I. 108, 112, 113.
- Approvisionnements, achats de blé et subsistances. — I. 40, 47, 49, 67, 76, 89, 148, 150; — II. 191, 192, 196 n. 2, 258, 261, 263, 288, 289, 363 n. 2, 376; — III. 474 n. 1, 475, 476, 547, 548 n. 1.
- Apt, ville de Provence. — II. 272 n. 4.
- Aragon (Rois d'), compétiteurs des Comtes de Provence à la couronne de Naples et de Sicile. — I. 95 n. 2.
- Archivairer, préposé à la garde des Archives. — I. 76 n. 7, 87; — III. 606 n. 2.
- ARCS (marquis des), gentilhomme provençal. — II. 330 n. 2.
- Arenc (pont et faubourg d'), quartier de Marseille. — III. 660, 804.
- ARÈNE (famille d'). — I. 38, 40.
- ARÈNE (Antoine d'), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1585. — I. 57.
- ARÈNE (le chevalier d'), gentilhomme de Marseille. — II. 195.
- ARÈNE (Emile d'), avocat du Roi à la Sénéchaussée. — I. 109 n. 5.
- ARÈNE (François d'), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1650-1651. — I. 38, 70 n. 1; — II. 179 n. 2 et 3, 194, 225, 236 n. 1, 260, 274 n. 3, 278 n. 3, 279, 281, 282, 348, 349, 350, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 361 n. 3, 362, 365, 377, 380 n. 5, 384, 387, 388, 391 n. 2, 392, 393, 394, 395; — III. 428, 429, 430, 433, 434 n. 4, 443, 455, 471, 501, 524, 537 n. 2, 549, 601, 630, 631 n. 3, 633, 636, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 652, 658, 659, 661, 669 n. 5, 674, 689, 690, 694 n. 1, 698, 706, 709, 710, 711, 713 n. 2, 714, 721, 744 n. 4, 746 n. 2, 792, 795, 808 n. 1, 817, 824 n. 2.
- ARÈNE (Catherine de Valbelle, dame d'), fille de Cosme I de Valbelle. — I. 179 n. 2.
- Argens (L'), rivière de Provence. — II. 236.
- Aristocratie municipale. — I. 25, 33, 35-40, 53, 71, 73, 92; — II. 171, 175, 180, 181, 223, 236, 274; — III. 456, 738, 767.
- ARLES. — Ville et Terre Adjacente. — I. 2 n. 2, 6, 8, 10, 11, 13 n. 3, 49, 88 n. 3, 109, 110, 111 n. 1, 135 n. 2, 156 n. 1; — II. 196, 210 n. 6, 211 n. 1, 212 n. 4, 216 n. 1, 227 n. 3, 233 n. 4, 235, 243, 246, 252 n. 1, 275, 289, 310, 323 n. 2, 334, 364 n. 1, 371 n. 2, 380 n. 5, 382, 383 n. 4, 384, 388 n. 1, 390, 397, 401, 402, 415, 417, 423; — III. 461, 485 n. 4, 487, 488, 499 n. 4, 502, 514, 553, 556, 657, 685, 792 n. 2, 793 n. 4, 794, 795 n. 1, 796, 797, 816 n. 2, 842. — Consuls d'—. — II. 252 n. 2, 273 n. 3, 307, 322, 382, 384, 403; — III. 514, 553, 556, 559, 560, 562. — Noblesse d'—. — II. 330 n. 2.
- Armée et troupes des Parlementaires de Provence. — II. 255, 256, 257, 259, 261, 264, 355, 356.
- Armée Navale. — II. 422; — III. 547, 548, 549, 550, 556 n. 1, 564, 575, 580 n. 1.
- ARNAUD, notaire-secrétaire de la Ville. — II. 214 n. 2.
- Arsenal des Galères. — I. 4.
- Artillerie (capitaine de l'). — I. 28, 75, 87, 96 n. 1; — III. 438, 446.
- Artisans et Gens du Peuple. — I. 40, 82, 92; — II. 171 n. 6, 191, 196 n. 2, 199, 259, 277, 278, 284, 285 n. 2, 289, 325, 356, 391; — III. 456, 536, 537, 539 n. 2, 701, 722.
- Arts et Métiers (corporations d'). — I. 62.
- Assemblée générale des citoyens. — I. 43, 48, 50, 56 n. 2, 57, 58, 64, 99 n. 1, 122; — II. 179 n. 2, 218, 220, 221, 225, 240, 241, 242, 244, 245 n. 3, 279, 335, 336, 405; — III. 432, 433, 434, 440, 445, 530, 542, 543, 548, 562 n. 3, 564, 567, 626 n. 1, 635, 636 n. 3, 641, 642, 644, 648, 673, 837, 839.
- Assesseur. — *Introd.*, X; — I. 9, 10, 21, 28, 29, 32 n. 1, 37, 38, 53, 55, 58, 62, 68, 69, 72, 73, 77 n. 5, 87, 88 n. 3, 99, 122 n. 1, 131; — II. 212, 213 n. 1, 308, 398 n. 1, 413 n. 6; — III. 438, 441, 443 n. 1, 446, 453, 455, 456, 461, 462, 474 n. 1, 498 n. 2, 501, 508, 514 n. 2, 530, 540, 541, 542, 544, 562 n. 2, 582 n. 2, 603, 604, 605 n. 1, 606, 609, 623, 626 n. 1, 631, 632, 640 n. 2, 641, 658 n. 2, 659 n. 1, 665, 666, 687, 709, 737 n. 1, 748, 749, 750 n. 5, 756, 781, 803, 804, 805, 827, 834, 838, 840 n. 1, 846 n. 1, 847 n. 1, 849 n. 1.
- Assistance publique. — I. 71 n. 1, 76.
- ATHENOSI (Jean d'), conseiller à la Sénéchaussée. — I. 109 n. 5.
- Aubagne*, commune limitrophe de Marseille. — I. 1 n. 1, 88 n. 3, 142; — II. 191, 251 n. 5, 261, 336 n. 3; — III. 504, 505, 547, 548 n. 1, 678 n. 2, 679 n. 4.
- AUBRAY (d'), intendant de Provence. — I. 115.
- AUDIFFREN (Etienne), bourgeois de Marseille. — III. 549 n. 4.
- AUDIFRET (Etienne d'), gentilhomme de Marseille. — III. 634.
- Aufoins, communauté de Provence. — II. 266 n. 1.
- AUREL (Philibert), marchand de Marseille. — III. 466.

Auriol, communauté de Provence. — II. 316 n. 3.
Autriche (maison d'). — I. 152.
Auvergne (gouvernement d'). — II. 410 n. 3.
Avignon, ville du Comtat-Venaissin. — II. 207, 208, 234, 264. 412 n. 4; — III. 693, 694, 697, 703.
 Avocat de la Ville au Conseil du Roi. — I. 98, 105, 118-122, 123, 129, 141 n. 1, 147; — II. 191, 211, 296; — III. 459, 845 n. 3.
 Avocats (Les). — I. 37-38, 58, 59, 61, 77; — III. 437 n. 2, 444 n. 4, 838.
Aygaldes (Les), bourg du terroir de Marseille. — II. 322.
 AYMAR (d'), gentilhomme provençal, député à la Cour. — II. 383, 384, 387.

B

BAILLIBAUT (sieur de), chef d'escadre. — II. 271 n. 6.
 BALLON (de) ou Bellon, conseiller au Parlement. — III. 817, 834.
 BARBAROUX (Lazare), avocat, assesseur en 1654-1655. — III. 462.
 BARBENTANE (comte de), gentilhomme provençal. — II. 411 n. 4. — III. 521, 679 n. 5.
 BARNOUIN (de), valet de chambre de Mazarin. — III. 766, 767, 798.
 BARRÈME (de), conseiller au Parlement. — III. 693 n. 1, 697, 698.
 Bastides, maisons de campagne des riches citoyens de Marseille. — I. 4-5, 51; — II. 214, 237 n. 3, 259, 260, 293 n. 1, 303, 315, 316, 317, 322, 327, 398; — III. 489, 547, 552, 607, 623, 660.
 Bastille (La), prison d'État. — II. 169; — III. 719, 725.
 Bâton du Roi (Le), attribut du vignier de Marseille. — I. 43, 54 n. 2, 78, 99, 102, 108; — III. 435 n. 2, 641.
 BAUDON (Honoré), troisième consul de Toulon. — II. 421.
 Baussenque (rue). — III. 525 n. 4.
 BAUSSET (famille de). — I. 38, 39, 109, 110.
 BAUSSET (Antoine de), gentilhomme de Marseille, d'abord lieutenant principal de la Sénéchaussée, puis premier consul en 1658-1659. — I. 16, 54, 112; — II. 303; — III. 433, 455, 549, 561, 593, 622, 627, 632, 635, 640 n. 2, 642, 643, 648, 651, 658 n. 2, 659 n. 1, 664, 665, 672, 674, 687 n. 2, 688, 690, 692, 694, 695, 696, 703 n. 2, 704, 710, 711 n. 1, 713, 714, 739, 776, 815, 816 n. 1, 821-822, 823 n. 1, 825, 827, 830.
 BAUSSET (François de), gentilhomme de Marseille, chevalier de Malte. — I. 17 n. 2; — III. 532, 538, 676, 687, 688, 695, 696 n. 1, 705, 711, 715, 716, 717, 750 n. 5.
 BAUSSET (Nicolas de), père d'Antoine, lieutenant de la Sénéchaussée. — II. 186.
 BAUSSET (Nicolas de), avocat, assesseur en 1644-1645. — I. 125, 149, 150; — II. 198 n. 5, 202, 211, 212, 254 n. 3.
 BAUSSET (Nicolas de), fils d'Antoine, lieutenant de la Sénéchaussée. — III. 589, 622, 631, 644, 648, 659 n. 1, 704 n. 2, 734, 815, 816 n. 1, 821, 825, 827 n. 2.
 Baux (Les), ville de Provence. — II. 289 n. 1, 317 n. 5, 322 n. 3; — III. 765 n. 2.
 BÉATRICE DE PROVENCE, femme de Charles d'Anjou. — I. 147.
 BEAU (Jacques), bourgeois, troisième consul en 1652-1653. — III. 446.
 BEAU, dit La Médaille. — III. 694 n. 2, 697, 714 n. 4.
 Beaucaire, ville du Languedoc. — III. 530, 547, 595 n. 2, 793; — Château de —, II. 411 n. 2.
 BEAUFORT (duc de). — II. 295, 300 n. 1, 304, 305, 361, 399 n. 5, 404, 405 n. 4, 408.
 BEAULIEU (de Félix, sieur de), beau-père d'Antoine de Valbelle. — II. 194.
 BEAULIEU (André de Félix, sieur de), fils du précédent. — III. 457, 463 n. 2, 473, 505, 582 n. 2, 661 n. 5, 694 n. 4, 709.
 BEAURECUEIL (de), président au Parlement de Provence. — II. 341 n. 4.
 BEAUMONT (chevalier de), gentilhomme de Marseille. — III. 519 n. 3, 537 n. 1.
 BEAUVEZER (sieur de), gentilhomme provençal. — II. 435 n. 2.
 BÈGUE (Cadet de), gentilhomme de Marseille. — II. 254, 354.
 BÈGUE (François de), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1645-1646. — I. 56 n. 2, 58, 61 n. 1; — II. 212, 219, 254, 274 n. 3.
 BÈGUE (sieur de), écuyer, gentilhomme de Marseille. — III. 821 n. 4.
 Bellegarde, ville de France. — II. 335.
 BELIN (Antoine), capitaine de quartier. — III. 446.
 BENOÎT (Etienne), bourgeois, troisième consul en 1653-1654. — III. 453.
 BÉRANGIER (Jean-François), écuyer, second consul en 1643-1644. — II. 187, 191, 202.
 BERNET (du), premier président du Parlement de Provence. — II. 172, 203.
 Berre, ville de Provence. — II. 257, 259, 266 n. 1, 272 n. 4, 317 n. 5.
 BERVILLE, secrétaire du comte d'Alais. — II. 171.
 BESSON (Cadet de), gentilhomme de Marseille. — II. 254, 255 n. 1.
 BÉTANDIER (François), avocat, juge de Saint-Louis. — I. 61 n. 4.
 BÉTANDIER (François-Nicolas), bour-

- geois de Marseille. — II. 364 n. 2, 374, 375 n. 2, 376, 379.
- BÉTHEMEUX (de), capitaine des gardes de Mazarin. — III. 822 n. 4, 823 n. 1.
- BEZONS (de), intendant du Languedoc. — III. 590, 717, 718, 771 n. 1, 842.
- BICHI (cardinal), vice-légat. — II. 233 n. 2, 234-235, 246, 248, 249, 252, 253, 256, 274 n. 3, 285, 324 n. 4, 341 n. 4, 412.
- Billetes et mandats, délivrés par les consuls, acquittés par le trésorier de la Communauté. — I. 46, 62, 87, 88; — III. 841.
- BILOULES (comte de), lieutenant général du Roi en Languedoc. — II. 266 n. 1.
- BLANC, assesseur-syndic des Communautés de Provence en 1641. — I. 11-12, 13 n. 3.
- BLANC (Gratien), bourgeois de Marseille. — III. 537 n. 1.
- BLANC (Pierre de), procureur du Roi à la Sénéchaussée. — I. 109 n. 5; — II. 316.
- Blancarie ou Blanquerie (quartier de). — I. 3, 41; — II. 354; — III. 446, 504 n. 4, 532, 552, 695, 780 n. 2.
- BONNET (Cadet de), gentilhomme de Marseille. — II. 200, 201, 204, 207, 208, 269 n. 1.
- BONNIN, bourgeois de Marseille. — III. 462 n. 1, 473, 497, 549 n. 4.
- Bordeaux, ville de France. — II. 280 n. 4, 325, 328 n. 2, 333, 335, 337 n. 1, 339, 340, 341, 342, 345, 370 n. 4, 372 n. 2, 423; — III. 426.
- BORMES (baron de), gentilhomme de Marseille, conseiller au Parlement de Provence. — I. 103 n. 3; — II. 224 n. 1, 238, 241 n. 1, 270, 330 n. 2, 350, 353, 357, 421 n. 4; — III. 501.
- BORN (de) ou Duborn, avocat de la ville au Conseil du Roi. — I. 119-120; — II. 210 n. 2, 216 n. 2, 227 n. 1, 237, 245, 296.
- BORRELLY (Louis), écuyer, second consul en 1647-1648. — II. 224 n. 2.
- BOSSUET, secrétaire du duc de Mercœur. — III. 463, 478 n. 1, 561 n. 5, 637.
- BOUC-SÉGUIRAN (de), conseiller au Parlement de Provence. — II. 393, 411 n. 1.
- BOUCHU, intendant de Bourgogne. — III. 631.
- Bouillon, capitale du duché de ce nom. — III. 401 n. 1.
- BOUILLON (duc de). — II. 329 n. 2.
- Boulangers. — II. 191, 192.
- BOULLE (Jean), bourgeois, troisième consul de 1648 à 1650. — I. 70 n. 2; — II. 238, 247, 250, 251, 260, 270, 282, 283, 351, 357, 383 n. 3; — III. 530, 625.
- BOUQUIER (François de), gentilhomme de Marseille. — II. 260.
- BOURBON (maison de). — II. 169, 170 n. 6, 249 n. 6.
- BOURBON (connétable de). — I. 1; — III. 483.
- BOURG (Louis de), avocat, assesseur en 1640-1641. — I. 155 n. 2.
- Bourgade (capitaine de la). — III. 751.
- Bourgeois ou Marchands, troisième classe de l'aristocratie municipale. — I. 35, 36, 79; — II. 177 n. 6, 218 n. 5, 245; — III. 509 n. 2, 511 n. 1, 528, 529, 530, 531, 536, 537, 548, 576, 615, 638, 670, 695 n. 4, 698 n. 3, 699 n. 1, 700-701, 731-732, 738, 744 n. 4, 747, 754, 755 n. 1, 757, 773, 774, 776, 777, 778, 788 n. 3, 808 n. 5, 814, 824, 832, 835, 838, 843, 851.
- Bourges, ville de France. — III. 816 n. 1.
- Bourgogne, province française. — II. 280, 292, 297, 317 n. 5, 339, 363 n. 1, 369, 371, 372 n. 2.
- BOURGOGNE l'aîné (sieur de), gentilhomme de Marseille. — II. 188, 189.
- Boutiques et Magasins. — II. 191, 202, 281, 356.
- BOYER (de), conseiller au Parlement de Provence. — II. 401.
- BRAS (baron de), président au Parlement de Provence. — II. 286 n. 3, 421 n. 4; — III. 521, 570 n. 2, 615 n. 6, 673, 679, 680 n. 3, 681 n. 2, 684, 686, 692 n. 2, 693 n. 1, 702, 703, 714 n. 1, 719, 725, 727 n. 3, 728, 735.
- Bretagne, province française. — II. 371 n. 1.
- BRETEL (Louis de), archevêque d'Aix. — II. 168.
- BRÉZÉ (duc de), amiral de France. — I. 164 n. 1; — II. 170 n. 5, 184, 228 n. 4, 229.
- BRICART (sieur de), gentilhomme de Marseille. — II. 254 n. 3.
- BRIENNE (de Loménie, comte de), secrétaire d'Etat. — I. 6 n. 2, 7 n. 2, 45 n. 2, 125, 126, 162; — II. 189 n. 5, 197, 201, 220, 252 n. 2, 253, 261, 276 n. 2, 277 n. 1, 289 n. 2, 293, 302, 305, 306, 317 n. 5, 326, 327, 328, 333, 337, 344 n. 2, 345 n. 2, 365, 366, 373 n. 5, 375, 378, 379, 383, 389, 395, 396, 400 n. 4, 418; — III. 430, 433, 434, 451, 453, 458, 462 n. 1, 470, 473, 484, 485, 490, 493, 495, 499 n. 4, 506, 509 n. 2, 566, 567 n. 1, 578, 579, 581 n. 5, 584 n. 1, 590 n. 4, 591 n. 1, 595 n. 5, 610 n. 1, 628, 630, 632, 635, 636 n. 6, 651, 653, 654, 655 n. 4, 657 n. 1, 672, 746, 766 n. 2, 771 n. 2, 785, 790, 791, 792, 794 n. 3, 796, 823 n. 1.
- Brignoles, ville de Provence. — II. 256, 257, 267 n. 1, 272 n. 4, 289 n. 1, 322 n. 3, 330 n. 2, 336, 376 n. 3, 401; — III. 679 n. 3.
- BRISACIER (sieur de), premier commis du comte de Brienne. — II. 378.
- BROCÉ, maître des requêtes. — I. 147 n. 1.
- Brouage, ville de France, port sur

- l'Océan Atlantique. — I. 164; — II. 184 n. 2, 330 n. 3.
- BUOULX (chevalier de). — III. 676.
- BURLE (André), bourgeois, troisième consul en 1654-1655. — III. 461.
- C**
- CABANES (Cadet de), gentilhomme de Marseille. — II. 319, 320, 321 n. 5, 322 n. 3, 327 n. 2, 364 n. 2, 375 n. 2, 376, 379, 380 n. 1.
- CABANES (Jean de), avocat, assesseur en 1643-1644. — I. 164 n. 1; — II. 187, 195, 200 n. 2, 254 n. 3; — III. 507, 543, 544, 545 n. 1, 546, 548 n. 1, 549, 553, 567, 641.
- CABRE (Cadet de), gentilhomme de Marseille. — III. 539 n. 2.
- CABRE (sieur de), gentilhomme de Marseille. — II. 285, 286.
- CABRIÈS, communauté de Provence. — II. 336 n. 3.
- CABRIÈS (Balthazar de Cipriani, sieur de), gentilhomme de Marseille. — II. 281, 357 n. 2; — III. 833 n. 1.
- CABRIÈS (Madame de). — III. 557, 677 n. 2.
- Cahiers de Marseille en 1789. — I. 16; — III. 853.
- Calami (Le), rivière de Provence. — II. 256.
- CALVISSON (marquis de), député des Etats du Languedoc en Provence. — II. 260.
- CAMPELS (sieur de), gouverneur d'Antibes. — II. 299 n. 3.
- Canaux et Eaux. — I. 82, 87; — III. 539.
- CANDOLLE (famille de). — III. 524.
- CANDOLLE (Antoine de), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1659-1660. — III. 761-762, 764, 766 n. 2, 803, 804, 805 n. 1.
- Canebière (rue de la). — I. 2 n. 5; — III. 851 n. 2.
- CANET (sieur du), gentilhomme provençal. — II. 396, 400 n. 4.
- Canifs ou Canivets, nom donné aux ennemis des Sabreurs. — II. 391 n. 1.
- CAPEFIGUE (André). — III. 825 n. 2, 826, 828.
- CAPEL, bourgeois de Marseille. — III. 537 n. 1.
- CARADET-BOURGOGNE (Louis de), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1632-1633. — I. 42 n. 1; — II. 278 n. 3, 279, 357 n. 2.
- CARCÈS (Jean de Pontevès, comte de), lieutenant général du Roi en Provence. — I. 7 n. 2, 99 n. 2, 144 n. 1, 153, 159; — II. 227 n. 1, 255, 256, 257, 283 n. 3, 326, 328, 329 n. 2, 330, 332 n. 2, 338 n. 1, 341 n. 4, 343, 384 n. 1, 389, 396, 400, 408, 412, 413 n. 1, 415; — III. 448 n. 3, 466, 470, 471 n. 1, 545, 677 n. 1, 678.
- Carmes (église des). — III. 552, 810.
- Carmes (rue des). — II. 351.
- Carmélites (couvent des). — III. 525-526, 540, 593, 595, 596, 597, 598, 611.
- Carpentras, ville du Comtat-Venaissin. — II. 234, 324 n. 4, 412 n. 2.
- CASAULX (Charles de), agitateur marseillais, consul en 1585. — I. 26, 54 n. 2, 133, 163; — III. 177 n. 1, 813 n. 4, 818 n. 1.
- CASTELARD (Jean-Paul de Foresta, sieur de), gentilhomme de Marseille. — III. 563 n. 1.
- CASTELLANNE (marquis de), gentilhomme provençal, Viguier en 1652. — III. 435 n. 2.
- Cassis, commune limitrophe de Marseille. — I. 1 n. 1; — II. 336 n. 3.
- Catalogne (province et vice-royauté de). — I. 155 n. 1; — II. 190, 212 n. 4, 229 n. 2, 271, 407, 408, 409 n. 1, 422; — III. 466, 500, 543, 549 n. 1, 564, 571, 574, 575 n. 1, 576, 579, 580, 588, 589, 592, 595, 596, 618, 637, 652, 680.
- CAULET (Gaspard), bourgeois de Marseille. — III. 549 n. 4, 556 n. 1.
- Cavaillon (quartier de). — I. 3, 41, 65; — II. 281, 320, 351; — III. 446, 538, 552.
- CAZE (le capitaine). — I. 74, 75 n. 3.
- CAZE (David), citoyen de Marseille. — II. 319, 320, 321, 326 n. 1, 367 n. 1.
- CAZE (François de), citoyen de Marseille. — III. 549 n. 4, 694 n. 1, 764, 766.
- Censal-Juré ou Courtier de Commerce. — I. 62.
- CENTAL (marquis de). — III. 451 n. 1.
- Cérémonies et Fêtes publiques. — I. 44, 45, 61, 74, 75, 98, 99, 102, 106, 110, 115; — II. 169; — III. 455 n. 1, 460, 500 n. 2.
- Cévennes (Les). — III. 339 n. 2.
- CÉZAR-FRANÇOIS, capitaine de quartier. — III. 446.
- CÉZY (comte de), ambassadeur du Roi de France à Constantinople. — I. 83, 124 n. 2; — III. 472 n. 2, 484, 729, 835 n. 2.
- Chaines des rues. — II. 247, 282, 353; — III. 508, 532.
- Chaise-Dieu (abbaye de la), bénéfice du comte d'Alais. — II. 169 n. 5.
- CHAMBON (Louis), bourgeois de Marseille, troisième consul en 1645-1646. — I. 58, 61 n. 1; — II. 212, 219, 220, 221.
- Chambre extraordinaire de Justice. — III. 802, 806, 808 n. 5, 815-831, 833, 835 n. 3, 845.
- Chambre de Justice souveraine à Marseille (Etablissement d'une). — II. 216, 218, 375; — III. 612, 843 n. 1.

- Champagne*, province française. — II. 370, 371 n. 1.
- CHAMPIGNY** (François Bouchard de), Intendant de Provence. — I. 65 n. 2, 115, 119; — II. 173, 178, 179 n. 3, 186 n. 3, 191, 192, 195, 196 n. 2, 197, 200 n. 1, 202 n. 1, 208, 209, 212, 214, 229; — III. 472 n. 2.
- CHAMPOURCIN** (Jean Martin de), avocat, assesseur en 1656-1657. — III. 501.
- Chaperon**, insigne de la dignité consulaire. — I. 9, 32 n. 1, 52, 53, 54, 59, 60, 70 n. 3, 135; — II. 189, 199, 212, 236, 237, 239, 259, 282, 283 n. 3, 317, 349, 353, 394 n. 5; — III. 445, 449 n. 1, 453, 456, 457, 507, 508 n. 1, 509 n. 2, 514, 517, 532, 540 n. 3, 544, 627, 635, 645, 646, 657, 688, 692 n. 2, 695, 698, 754, 755 n. 1, 759 n. 1, 760, 762 n. 1, 788 n. 3, 802, 805, 806, 838, 841, 851.
- Chapitres de Paix**. — I. 6, 19 n. 3, 20 n. 3, 22, 23, 24, 25, 27 n. 4, 28, 29 n. 2, 33, 41, 42, 43, 44, 77, 81, 83, 95, 96, 99 n. 1, 107, 113, 122, 130, 131, 136, 147, 150, 159 n. 2, 161; — II. 180; — III. 478, 484, 486, 847.
- Charges municipales en Provence**. — II. 173, 174, 196 n. 2.
- Charité** (Maison des Pauvres de la). — III. 525 n. 4.
- CHARLES D'ANJOU**, comte de Provence. — I. 6, 24, 77, 147 n. 2, 150; — III. 846.
- CHARLES III D'ANJOU**, dernier comte de Provence. — I. 147 n. 2; — III. 847 n. 2, 852.
- CHARLES-QUINT**. — I. 2, 114 n. 1; — III. 483, 811.
- CHARLES VIII**, roi de France. — I. 25, 26, 31, 131.
- CHARLES IX**, roi de France. — I. 36, 95 n. 5, 96 n. 4, 100, 108, 111; — II. 168.
- CHARLOT** (M^e Pierre), avocat de la ville au Conseil du Roi. — III. 845 n. 3.
- CHASTAGNIER** (Jean), bourgeois, troisième consul en 1644-1645. — II. 198 n. 5.
- CHASTEUIL** (de), avocat général au Parlement de Provence. — III. 679, 681 n. 2, 684, 686, 693 n. 1, 703, 714 n. 1, 719, 725, 727 n. 3, 728, 735.
- Château d'If**. — II. 262 n. 2, 284, 321, 325; — III. 547, 550, 643, 648, 659 n. 1, 719, 758 n. 3, 763 n. 3, 770, 805 n. 3, 833, 836 n. 2.
- CHATEAUFORT** (sieur de). — III. 694 n. 4, 695.
- CHATEAUNEUF** (de), garde des Sceaux. — II. 295, 300 n. 1, 302, 303, 304, 317 n. 5, 326, 337, 367, 370.
- CHATEAUNEUF** (Alexandre de Gérenton, sieur de), gentilhomme de Marseille. — III. 563 n. 1.
- CHATELUS** (commandeur de), envoyé du duc d'Orléans. — II. 404.
- CHAVIGNY** (Léon Le Bouthilier, comte de), secrétaire d'État. — I. 123 n. 3, 149, 158, 161; — II. 168 n. 4, 179 n. 3, 183, 184, 188, 197, 198, 203, 214, 219 n. 2, 228, 329, 370, 383.
- Cheval-Blanc** (place du). — III. 524 n. 4.
- CHEVALIER**, bourgeois de Marseille. — II. 316.
- CIPRIÈRES** (Joseph de), gentilhomme de Marseille. — III. 537 n. 1, 563 n. 1.
- Citadelle royale** (aujourd'hui Fort Saint-Nicolas). — II. 267 n. 1, 319; — III. 783, 798, 802, 809-815, 818 n. 5, 843 n. 1.
- Cité** (Droit de). — I. 15, 16, 21; — III. 456, 502 n. 6, 675 n. 1.
- Citoyens** (Droits des). — I. 47, 48.
- Clavaire**, ancien nom du Trésorier de la Communauté. — I. 24, 50, 76.
- Clergé de Provence**. — II. 227 n. 3.
- Clergé de Marseille** (membres du). — I. 17, 39.
- CLERVILLE** (chevalier de). — III. 798, 809-815, 818, 823 n. 2, 843 n. 1.
- COADRE** (Cadet de), gentilhomme de Marseille. — II. 316, 320.
- COLBERT**. — III. 465 n. 1, 778 n. 2, 835, 851.
- Collongue*, communauté de Provence. — II. 336 n. 3.
- COLLONGUE** (sieur de), gentilhomme provençal. — II. 254 n. 3.
- Colmars*, communauté de Provence. — II. 266 n. 1, 289 n. 1.
- COMMERCE** de Marseille. — I. 51, 62, 90, 111, 125, 157; — II. 218, 225, 330 n. 3, 415 n. 6, 419; — III. 483, 504, 528, 531 n. 3, 536, 547, 548, 568, 589, 590, 632, 699, 700, 701, 728-729, 730, 731, 732, 773, 775-777, 778, 786 n. 1, 808 n. 1, 813, 835, 836 n. 1, 838, 846, 847 n. 1, 849 n. 2, 851: — Bureau du —. — I. 36, 62; — III. 530. — Deniers du —. — III. 548, 842 n. 4. — Députés du —. — I. 36, 46, 79; — II. 421. — III. 528, 626 n. 1. — Juges du — ou des Marchands. — I. 28, 30, 71, 79-80, 81, 87, 111, 112, 128 n. 1. — III. 438, 446, 839 n. 4. — Greffier des Juges du —. — I. 80. — Pratique du —. — I. 36.
- Compagnie du Très-Saint-Sacrement de l'Autel**. — I. 823 n. 1.
- Comptes Trésoraires**. — *Introd.*, XII; — I. 52 n. 5, 53, 84-92, 101; — III. 842 n. 4.
- Comptes** (Auditeurs des). — I. 46, 141; — III. 517, 518, 601, 842.
- Comptes** (Reddition des). — I. 29, 46.
- Comtat-Venaissin*, pays limitrophe de la Provence. — II. 268, 401; — III. 464 n. 3, 465, 686, 697.
- CONDÉ** (Henri II de Bourbon, prince de). — II. 168, 184, 204 n. 1.
- CONDÉ** (Louis II de Bourbon, duc d'Enghien, puis prince de). — II. 184, 204 n. 1, 232, 233, 239 n. 2, 253, 263, 271,

- 272, 273, 295, 297, 298 n. 1, 317 n. 5, 323 n. 1, 335, 364, 366, 368, 369, 370, 371, 372, 373 n. 1, 374, 381, 382, 383, 386, 395, 397, 398, 399, 401, 407, 408, 411, 418, 422, 423, 424; — III. 425, 426, 434 n. 1, 511 n. 1, 576, 702, 713, 714 n. 4.
- CONDÉ (princesse de).** — II. 329 n. 2.
- Conseil du Roi.** — I. 14, 15, 26, 48, 59, 62, 66, 78, 80, 92 n. 2, 96, 104, 108, 111 n. 1, 113 n. 4, 114 n. 2, 117, 118, 119, 120, 121, 138, 139, 140, 142, 145 n. 1, 147, 148, 149, 152, 158; — II. 184, 193 n. 2, 196 n. 2, 197, 199, 201, 202 n. 1, 204 n. 1, 207, 208, 209, 210, 211, 215, 216, 221, 227 n. 1, 236, 253, 274, 292, 295, 297, 300 n. 4, 326, 327, 337, 341 n. 4, 346, 362, 365, 366, 367, 370, 375 n. 2, 376, 378, 379, 380, 383, 388, 392 n. 1, 397; — III. 434, 457, 464, 473, 474 n. 1, 476, 477, 480, 487, 520 n. 4, 525 n. 4, 540 n. 1, 557, 568, 578, 585, 593, 597, 628, 630 n. 1, 631, 632, 633, 639 n. 2, 640 n. 2, 642, 643, 648, 656, 658, 659 n. 1, 665, 703, 705, 777 n. 1, 790, 791, 811 n. 3, 834, 849, 850 n. 1.
- Conseil général ou Grand Conseil de la Ville.** — I. 2 n. 3, 5, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 24, 25, 26 n. 2, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 36, 37, 40, 41, 42, 43-48, 49, 50, 51, 52, 53, 55, 56, 57, 58, 60, 61, 64, 67, 70, 74, 76, 77, 78, 80, 81, 83, 88 n. 2, 89, 90 n. 3, 92, 93, 97, 98, 99, 100, 101, 103, 104, 107, 108, 111, 112, 114, 115, 117, 122, 123, 124 n. 1, 126, 132, 133, 141, 147, 153, 154 n. 1, 155 n. 2; — II. 168, 175 n. 5, 176, 187, 188, 190, 199, 200, 213, 214 n. 1, 219, 220, 221, 236, 237 n. 2, 238, 245 n. 3, 276 n. 2, 296 n. 3, 300 n. 4, 311, 314, 336, 376, 395; — III. 431, 434, 435, 436, 437-439, 440, 441, 442, 443, 444, 446, 447, 448, 450, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 463 n. 5, 479, 483, 484, 491, 492, 493, 494, 496, 497, 502 n. 6, 503, 507, 508, 509-510, 513, 514 n. 1, 517, 518, 519, 525, 528, 529, 530, 535, 536, 543, 548, 549, 550, 556 n. 1, 559, 560, 581, 582, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 611, 613 n. 2, 614 n. 1, 615, 619 n. 2, 621, 623, 624 n. 1, 625, 626, 627, 633, 634, 640, 641, 653, 663, 664, 665, 674, 675, 700, 704, 752, 761, 775, 776, 788 n. 3, 792, 797 n. 1, 802, 804, 813 n. 4, 818, 819 n. 2, 833, 834, 837, 838-839, 840, 841, 842, 845, 846 n. 1, 847, 848, 849, 851.
- Conseil des Cent, assemblée communale réduite instituée par le Règlement du Sort.** — I. 18; — III. 439-440, 441, 442, 447 n. 4, 449, 450, 452, 456, 461, 478, 492, 497 n. 4, 502, 510 n. 1, 517, 518, 526, 554, 624 n. 1, 627, 655, 674, 675, 715, 751, 776 n. 2, 780.
- Conseil réduit ou Bureau.** — I. 18, 27, 28, 46, 50-52, 53 n. 5, 105, 131, 154, 157 n. 2; — II. 225, 258 n. 3, 291, 308, 380; — III. 439, 441, 442, 461, 502, 503 n. 1, 549, 550 n. 4, 551, 558, 560, 563, 564, 565, 581, 600, 602 n. 2, 603, 606, 608, 609, 623, 625, 661, 694 n. 1.
- Conseils ou Commissions extraordinaires.** — I. 49, 51.
- Conseillers de la Ville.** — I. 24, 27, 28, 31, 32, 33, 34, 35, 44, 52, 56, 58, 59, 96 n. 1, 112, 131, 141 n. 1; — II. 176, 189, 190, 198, 219, 276 n. 2, 282, 315; — III. 450, 456, 462 n. 2, 508-510, 511 n. 1, 515 n. 1, 518 n. 1, 606, 607, 609, 623, 624 n. 1, 625, 626 n. 1, 659, 665, 802, 834, 839, 840, 849 n. 1.
- Consulat.** — I. 52, 53, 56, 69, 71; — II. 175, 207 n. 1, 221, 228, 239, 244, 271, 276, 279, 282, 289 n. 2, 300, 344 n. 1, 348, 349, 354, 357, 389, 424; — III. 428, 429, 431, 447, 454, 455, 458, 505, 507, 517, 544, 587 n. 1, 601 n. 3, 614, 616, 620, 622, 631 n. 4, 645, 646, 648, 653 n. 2, 660, 671, 673, 682, 707, 735, 736, 741 n. 4, 744 n. 1, 759, 760, 762, 767, 775, 822, 836, 838, 845, 848.
- Consuls de Marseille.** — *Introd.*, X; — I. 7, 8, 9, 10, 13, 14, 19, 20 n. 3, 24, 26, 27, 28, 29, 33, 34, 35, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 78, 80, 81, 83, 84, 85, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 95, 96 n. 1, 97, 98, 100, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109 n. 7, 110, 111, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 122, 123, 124, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 157, 158, 160, 162, 164; — II. 176, 179 n. 3, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 195, 196, 198, 199, 200, 202, 208, 209, 210, 211, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 223, 225, 226, 227 n. 1, 236, 237, 238, 239, 241, 242, 243, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 254, 258, 259, 262, 263, 265, 268, 269, 270, 273, 274, 275, 276 n. 2, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284 n. 1, 285, 286, 287 n. 4, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294 n. 1, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 306, 307, 308, 311, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 327, 328, 333, 334, 335, 336, 338, 341, 343, 344, 346, 347, 349, 350 n. 2, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 362, 363, 365, 367, 368, 369, 370, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 382, 383, 384, 393, 398, 399, 402, 403, 405, 413, 414, 415 n. 1, 417, 418, 420, 424; — III. 426 n. 2, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434 n. 2, 436, 437 n. 2, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 459, 460, 461, 462, 463, 471, 472 n. 2, 473, 476, 477, 478, 479, 481, 482, 483, 484, 485, 487, 489, 490, 493, 494, 495, 497, 498, 499,

- 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509 n. 2, 510, 511 n. 1, 514 n. 1, 516, 517, 518, 519, 522, 526, 527, 528, 530, 531, 532, 533 n. 1, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 546, 548, 549, 550, 551, 553, 554, 555, 556 n. 1, 557 n. 1, 558, 560, 562, 563, 564, 565, 567, 570, 581, 582 n. 2, 586 n. 2, 587, 588, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 599, 600, 601, 602 n. 2, 606, 607, 608, 609, 610 n. 2, 611, 612, 613, 615 n. 1, 616, 618, 619, 620, 622, 623, 625 n. 1, 626, 627, 629, 631, 632, 633, 634, 635, 640, 641, 644, 645, 646, 648, 650, 652, 653, 655 n. 4, 656, 657, 658, 659 n. 1, 661 n. 1, 662, 664, 665, 666, 671, 672, 673, 674, 676, 680, 681, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 697, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 726, 727, 728, 731, 732, 733, 737, 738, 739, 740, 744, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755 n. 1, 756, 758, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 769 n. 2, 772, 773, 774, 775, 776, 777 n. 1, 778 n. 1, 779, 780, 781, 782, 786 n. 1, 787, 788, 789 n. 2, 790, 791, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 827, 831, 832, 834 n. 4, 836, 837, 838, 839, 840, 842 n. 4, 843, 846, 847, 849.
- CONTI (prince de). — II. 271, 370 n. 4, 371, 372 n. 3, 373, 374, 381, 382, 384, 387, 390, 392, 393, 396, 399 n. 5; — III. 430.
- CORDEIL, consul de Toulon. — II. 417.
- CORDIER (Jean-Jacques), bourgeois de Marseille. — II. 189 n. 1.
- CORDIER (Lazare de), avocat, juge de Saint-Louis en 1650. — I. 61 n. 4, 68; — II. 315 n. 5, 316, 320 n. 1; — III. 503, 539.
- CORDIER (M^e de), avocat, assesseur en 1673-1674; — III. 85 n. 1.
- CORIOIS (de), président au Parlement de Provence. — III. 817.
- CORMIS (de), président au Parlement de Provence. — II. 256; — III. 521, 679, 680 n. 3, 681 n. 2, 684, 686, 719.
- CORMIS (de), syndic des Communautés du Pays. — III. 562, 564.
- CORNIER (Famille). — I. 37.
- CORNIER (Ambroise), avocat, assesseur en 1647-1648. — I. 37; — II. 224 n. 2, 357 n. 2; — III. 503, 764, 766, 780, 783, 784, 785, 786 n. 1, 787, 789 n. 1, 791, 793 n. 4, 794 n. 1, 815, 816 n. 1, 822, 823 n. 1, 824, 830 n. 5.
- CORNIER (Honoré), bourgeois de Marseille. — I. 37.
- CORNIER de BEAUREVAL (président). — III. 635 n. 6.
- Corps de garde. — I. 3, 63, 74, 87; — II. 260, 281, 283, 285 n. 3, 286, 299 n. 1, 304 n. 4, 315, 331, 353, 354, 356 n. 4, 399; — III. 508, 532, 533, 535, 538, 549, 560, 564, 623, 699 n. 1, 780 n. 2, 800, 801, 806 n. 2.
- Corps de Ville (quartier du). — I. 3, 41, 74 n. 1; — II. 320; — III. 446, 552, 780 n. 2.
- Correspondance des Consuls. — *Introd.*, IX-XII; — I. 53 n. 1, 61, 120, 121; — II. 304 n. 2 et n. 5, 323.
- Corsaires (Prises des). — III. 484, 489, 492, 495, 527, 528.
- COSTE-CHAUDE (de Fortia de Piles, sieur de). — III. 653 n. 2, 661 n. 2, 733.
- Costume des Consuls et des Officiers municipaux. — I. 52-53, 59, 60, 69, 76, 78, 80, 84, 87; — II. 353, 414.
- COUPE-FIGURE. — III. 741.
- Cour (La). — I. 115, 118, 119, 120, 121, 123, 124, 125, 126, 127, 145, 153 n. 1, 158, 161, 162, 163; — II. 167, 169, 172, 173, 175, 179 n. 3, 180, 182 n. 3, 187, 188, 193, 195, 196, 197, 198, 201, 202, 205, 207, 210, 215, 216, 218, 219, 220, 228, 232, 233, 236, 238 n. 3, 239, 240 n. 2, 243 n. 7, 247, 248, 252, 253, 257, 261, 263, 265, 267, 270, 271, 273, 274, 276, 277 n. 1, 278, 279, 280, 284, 287, 289 n. 1, 292, 295, 296, 297, 300, 302, 304, 305, 306, 308, 309, 311 n. 2, 317, 322, 323, 326 n. 2, 328, 329, 330, 336, 338 n. 1, 340, 342, 344, 345, 346, 347, 348, 358, 359, 360, 362, 363, 364, 368, 370, 372 n. 2, 375, 376, 378, 380, 381, 382, 386, 387, 394, 395, 398, 399, 403, 409, 410, 419, 423; — III. 431, 433, 444, 445 n. 3, 451 n. 2, 452, 454, 457, 459, 461, 463, 466, 470, 471, 473, 476, 481, 484, 487, 495, 497, 500, 505, 506, 512, 514, 516, 521, 522, 525, 529, 534, 540 n. 1, 543, 549, 557, 559, 564, 567, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 576, 577, 578, 580, 581, 582, 585, 586, 588, 590, 591, 593, 594, 596, 597, 599, 603, 618, 624, 627, 628 n. 1, 629, 631, 632, 633, 635, 636, 642, 643, 645, 650, 652, 656, 661 n. 5, 675 n. 2, 677 n. 2, 678, 679 n. 5, 680, 684, 689 n. 2, 713 n. 2, 716, 718, 721, 724, 727, 728, 736, 744 n. 4, 746, 748, 751, 752 n. 1, 753, 756, 757, 763, 765, 778, 779, 780 n. 3, 784, 787, 788 n. 3, 790, 791, 792, 793, 795, 796, 798, 811 n. 3, 814, 816 n. 2, 823, 831, 832.
- Cour des Aides de Montpellier. — I. 142; — II. 210.
- Cour des Comptes, Aides et Finances de Provence. — I. 14, 62, 98 n. 4, 139, 147; — II. 187, 209, 210 n. 2, 214, 263; — III. 467, 474 n. 1, 636 n. 7, 684, 842, 843 n. 7, 850 n. 7.
- Couronne (rue de la). — III. 525 n. 4.
- Cours (Le). — I. 2 n. 5; — III. 851 n. 2.
- Cours et Juridictions royales. — I. 107-112.
- Cours souveraines de Provence. — I. 14, 59; — II. 410 n. 2.
- COUTRON (Henri de), avocat, assesseur

en 1650. — I. 68, 125; — II. 282, 300 n. 4, 307, 308, 345, 352 n. 1, 362, 363, 365, 367, 393.

COUZINERY (Barthélemy), bourgeois, troisième consul en 1659-1660. — III. 761, 762 n. 1, 804.

Criées et Ordonnances des Consuls. — I. 63, 64, 65, 81; — II. 290 n. 7, 402 n. 6, 420; — III. 435 n. 3, 440, 623, 837.

CROMWELL. — III. 546, 722.

CROZE (sieur de), assesseur des Procureurs du Pays. — II. 266 n. 7, 294 n. 2.

Crue (capitaines de). — I. 64, 74; — II. 240, 241 n. 2, 258, 290, 304 n. 4, 315, 399, 418; — III. 543, 551, 560, 564, 623.

Cucuron, communauté de Provence. — II. 266 n. 1.

Cuers, communauté de Provence. — II. 422.

Cuges, communauté de Provence. — II. 332.

CUGES (de Glandevès, commandeur de); gentilhomme de Marseille. — II. 282; — III. 522, 523, 538, 631, 639 n. 2, 648, 654-657, 658 n. 2, 709.

CURET (Nicolas), écuyer, second consul en 1648-1650. — II. 238, 251, 260, 270, 282, 283.

D

Dames (boulevard des). — I. 2 n. 5, 3.

DARIEZ (Louis de La Motte-), second consul en 1585. — I. 25, 57, 163.

Dauphiné, province limitrophe de la Provence. — I. 57 n. 3; — II. 255, 256, 268, 322 n. 3, 342, 371 n. 1, 404, 411; — III. 474 n. 1.

Dauphiné (intendant du). — III. 590, 717.

Délérations du Corps Municipal. — *Introd.*, VIII-XI; — I. 23, 35, 75, 76 n. 7, 77 n. 5, 91; — II. 215, 218, 221, 258, 296 n. 5, 336; — III. 439, 449, 450, 604, 611 n. 4, 635 n. 2, 665, 674, 837, 848 n. 4.

Députés et Députations en Cour. — I. 10, 56 n. 2, 69, 70, 105 n. 3, 122-125, 127, 137, 140, 149; — II. 179 n. 2 et 3, 182 n. 3, 202, 211, 212 n. 1, 215, 220, 221, 245, 269, 277 n. 1, 279, 280, 281, 291 n. 2, 294 n. 1, 301, 309, 313 n. 4, 324, 345, 347 n. 2, 348, 357, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 370, 371, 373, 376, 384, 385, 386, 403, 423 n. 2; — III. 436, 439, 440, 457, 459, 473, 475 n. 1, 481 n. 3, 482, 522, 540, 549 n. 3, 567, 568, 569, 572 n. 1, 577 n. 3, 581, 586, 592, 595, 596, 600 n. 1, 603 n. 2, 627, 628, 633, 635 n. 2, 636, 637, 638, 640, 641, 645, 657, 659 n. 1, 661, 669 n. 5, 681, 710-711, 715, 716, 718 n. 1, 729, 751, 762 n. 2, 778 n. 1, 779, 780, 781 n. 1, 782, 783, 784, 785, 786 n. 1,

796, 797, 798, 846 n. 1, 847 n. 1, 850 n. 1.

Députés et Députations au Gouverneur et au Parlement de Provence. — I. 88, 154; — II. 211 n. 2, 237 n. 3, 283 n. 3, 285, 293 n. 1, 304 n. 5, 307, 308, 323 n. 2, 413 n. 6; — III. 478, 503 n. 4, 544, 545 n. 1, 546, 556, 563, 564, 567, 581, 582, 585, 597 n. 1, 602 n. 1, 603, 604 n. 1, 605, 661, 662, 663 n. 1, 673 n. 2, 688 n. 4, 692 n. 2, 695, 720, 729, 737 n. 2, 764, 766, 780 n. 3, 781, 786 n. 1.

DESCAMPS (Jean), avocat, assesseur en 1657-1658. — III. 508, 541, 542, 544, 545 n. 1, 546, 556, 603.

DEYDIER (Christophe), avocat, juge de Saint-Lazare. — I. 42 n. 1; — II. 200 n. 2, 219.

Digne, ville de Provence. — I. 109.

Dijon, ville de France. — II. 292.

DOHNA (comte de), gouverneur de la principauté d'Orange. — III. 686.

Domaine Communal. — I. 82, 83-84, 86.

Don gratuit. — V. Taxes Royales.

Draguignan, ville de Provence. — I. 109; — II. 334, 404, 405, 406; — III. 553 n. 6, 684, 739-740, 743 n. 5, 746 n. 3, 753, 765.

DUPONT (Pierre), écuyer, second consul en 1650. — II. 282, 287, 291, 301, 315 n. 5, 320 n. 1, 323 n. 2.

Durance (passage de la). — II. 264.

DURAND (Jacques), greffier de l'Ambassade. — I. 119 n. 1.

E

Echelles du Levant (Négoce des). — I. 83 n. 2; — III. 778 n. 2.

Échevinage de Marseille. — III. 838, 848.

Échevins de Marseille, remplacent les Consuls en 1660. — I. 90 n. 4; — III. 834, 837-838, 839, 840, 841, 842, 845 n. 3, 846, 847, 848, 849, 850 n. 1, 851.

Écuyers, classe de l'aristocratie municipale. — I. 35; — III. 456, 838.

Élections. — I. 28, 32, 40, 41, 44, 45, 50, 55, 56, 59, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 83, 96 n. 1, 97, 98, 99 n. 1, 101, 102, 103 n. 3, 105 n. 3, 107, 121 n. 3, 130, 132, 134; — II. 176, 186 n. 3, 187, 188, 198, 212, 213, 214, 224 n. 2, 238, 239 n. 1, 265, 270, 277, 282, 283 n. 3, 285, 286, 291, 292, 293 n. 1, 294 n. 1, 296, 297 n. 1, 300, 328, 375, 394; — III. 429 n. 2, 430, 431 n. 1, 433, 436, 437 n. 1, 438, 439, 444 n. 3, 445, 451, 453; 454 n. 1, 456, 457, 501, 502 n. 1, 507, 509 n. 2, 511 n. 1, 517, 518, 544, 587, 590, 593, 595, 597, 601, 607, 612 n. 3, 615, 618, 619, 620, 622, 625-627, 628, 629, 630 n. 1, 631, 640 n. 2, 641, 653, 658, 659 n. 1, 661 n. 1, 663, 665, 668, 670, 672,

675, 681, 744 n. 4, 747 n. 6, 756, 759, 760, 761, 762 n. 1, 767, 786 n. 1, 788 n. 3, 797, 801, 827, 834, 835 n. 3, 838, 839, 840-841, 843 n. 1, 848.

Électoraux (Systèmes). — I. 24-25, 26, 27, 28, 33.

ÉMERI (Particelli d'), surintendant des Finances. — I. 124 n. 1; — II. 212 n. 1, 217, 218 n. 5.

ENSUËS (baron d'), gentilhomme provençal, premier procureur du Pays en 1648. — II. 236 n. 3.

Épargne (deniers de l'). — II. 254 n. 3.

ÉPERNON (duc d'). — I. 38; — II. 328 n. 2, 369, 370, 371; — III. 656.

Escadre anglaise. — III. 546, 547, 549 n. 1, 550, 556, 561, 575, 728, 729, 730.

ESCALIS (d'), conseiller au Parlement de Provence. — II. 382 n. 5, 401.

ESCALIS (Léon d'), gentilhomme de Marseille. — III. 443 n. 1.

Espagne. — I. 134, 163; — II. 185, 240, 269 n. 1, 305, 306, 311 n. 1, 314, 317 n. 5, 323 n. 3, 333, 334, 339 n. 4, 369, 370, 374; — III. 426, 428, 466, 469, 473, 487, 489, 500, 572, 574, 575 n. 1, 576, 596, 617, 619, 640, 669, 702, 706, 713, 724, 727, 745, 746, 771 n. 2, 813 n. 4, 835, 845, 846 n. 1, 853.

Espagne (Rois d'). — I. 22, 133, 163; — II. 190 n. 2, 489, 503 n. 3, 639, 647, 667, 745, 852.

ESPAGNET (sieur d'), conseiller au Parlement. — II. 256.

ESPAGNET (sieur d'), gentilhomme de Marseille. — III. 751, 754, 787.

Estaque (L'), faubourg de Marseille. — III. 550.

ÉTAMPES (d'), conseiller d'État, envoyé royal en Provence. — II. 255, 258 n. 1, 263, 264 n. 3.

États-Généraux. — I. 7, 8 n. 1, 38 n. 2; — III. 657, 853.

ÉTIENNE (d'), conseiller au Parlement de Provence. — III. 817.

Évêque de Marseille. — I. 77 n. 7, 161; — II. 239 n. 1. — V. aussi Puget (Etienne de).

Extraordinaire des Guerres. — I. 88 n. 2, 155.

F

FABERT, maréchal de France, — II. 401.

FABRE (Joseph), bourgeois, troisième consul en 1657-1658. — I. 57; — III. 508, 511 n. 1, 539, 541, 542, 604 n. 2, 606 n. 3, 607 n. 1, 611, 623.

FABRE (Jourdan), bourgeois, troisième consul en 1656-1657. — III. 501, 509, n. 2, 511 n. 1, 517 n. 1.

FABRE (Nicolas), bourgeois de Marseille. — III. 549 n. 4.

FAISAN (Jacques), capitaine de quartier. — III. 446.

Fanal (Tour du). — III. 551, 560, 810 n. 3.

FARGUES (Jean de), écuyer, second consul en 1653-1654. — III. 453.

FARGUES (Jean de), premier échevin en 1660. — III. 845 n. 3, 846 n. 1.

FARRENC (Les), armateurs marseillais. — I. 37.

FAUDRAN (Jean-Louis), écuyer, second consul en 1654-1655. — III. 461.

FEAUTRIER, bourgeois de Marseille. — III. 735, 741, 742 n. 1.

FEAUTRIER DE CUGES. — III. 815 n. 3, 825 n. 2, 826, 828, 829.

FÉLIX (Famille de). — I. 38, 39, 40; — II. 179 n. 3, 348, 349, 352, 353, 394; — III. 462, 471, 524, 525, 561, 568, 743, 760, 845.

FÉLIX (Antoine, puis l'abbé de), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1653-1654. — I. 17 n. 3, 39, 53 n. 5, 58, 99 n. 2, 101, 102, 104, 105, 106, 160; — II. 169, 170 n. 6, 179 n. 2, 182 n. 3, 217, 220, 225, 236 n. 1, 242 n. 5, 244, 249 n. 6, 278 n. 3, 279, 282, 304, 311 n. 2, 323 n. 2, 324, 326, 327, 328, 329 n. 2, 341 n. 4, 348, 357, 366, 381, 393, 421; — III. 429 n. 1, 431, 432, 433, 434, 440, 441, 444, 445, 447, 453, 454, 456, 461, 462 n. 2, 463 n. 5, 464, 479, 490 n. 3, 492, 493 n. 2, 494, 495, 496, 497, 501, 502, 503, 505, 506, 507, 523, 524, 529, 533 n. 4, 537, 540, 589, 613, 625, 632, 644, 648, 652, 653, 661 n. 2, 663, 693, 709, 721, 722, 759 n. 2, 793, 798, 815, 816 n. 1, 821-822, 823 n. 1, 824, 825, 827, 830.

FÉLIX (Jean-Baptiste de). — I. 36.

FÉLIX (le capitaine ou le major Louis de). — I. 38, 73 n. 2, 134; — II. 179 n. 3, 189 n. 1, 273, 281, 282, 286, 321, 348, 349, 353; — III. 529, 589, 709, 720, 721, 736 n. 2, 803, 815, 816 n. 1, 821, 822, 823 n. 1, 824, 827.

FÉLIX DE LA JACONIERE (de), gentilhomme de Marseille. — II. 254.

FÉRAUD (Etienne), trésorier de la ville en 1657-1658. — III. 511 n. 1.

FERMES ET GABELLES DE LA VILLE. — I. 41, 44, 62, 70, 84-87, 89, 90, 92, 139; — III. 439, 548, 560, 625 n. 4, 627, 700, 775, 786 n. 1, 806 n. 2, 818 n. 1, 841, 842. — Ferme de la Boucherie ou Once de la Chair. — I. 67, 70, 84-85, 86, 89, 90 n. 4; — II. 258; — III. 483, 776, 808, 817, 818 n. 2. — Ferme des Chandelles de suif. — I. 86. — Ferme du Demi pour Cent. — I. 90. — Ferme et Gabelle des Extravagants. — I. 86. — Ferme de la Farine. — I. 90. — Ferme du Fumier de l'« Adoubadou ». — I. 86. — Ferme des « Maguezins et Peirois de la Pourqueterie et de l'Adoubadou ». — I. 86. — Ferme et Gabelle de Pestres. — I. 70, 86, 90 n. 4. — Ferme des Places de la Poissonnerie. — I. 86. — Ferme

- du Poisson salé. — I. 90, 92, 117 n. 1 ; — III. 775. — Ferme et Gabelle du Port. — I. 90 n. 4, 146 n. 3 ; — II. 214. — Ferme et Gabelle des Deniers du Port et Ancrage. — I. 83 n. 3. — Ferme et Gabelle du Vin. — I. 85, 86, 90 n. 4 ; — III. 483, 547, 819 n. 2. — Ferme et Gabelle du Vintain droit de rompre et Carène. — I. 86.
- FINANCES DE LA VILLE.** — I. 14, 20, 40, 45, 47, 50 n. 2, 81-92, 141 ; — II. 280, 291, 315, 321 n. 3, 351 n. 2, 375, n. 2 ; — III. 455, 456, 472, 474 n. 1, 478, 479, 481, 483, 485, 495, 517, 548, 560, 581, 600, 625, 700, 715, 775-777, 806 n. 2, 818 n. 1, 835 n. 2, 841-842, 843, 844, 847 n. 2. — Bureau des —. — I. 375 n. 2. — Revenus et —. — I. 47, 50 n. 2, 81, 83-87, 88, 89, 90 ; — III. 775 n. 3, 806, 818, 841, 842. — Taxes et Impositions. — I. 14, 40, 41, 47, 62, 84-87, 89, 117 n. 1, 118 n. 1, 128 n. 1 ; — II. 215 ; — III. 479, 700 n. 1, 775-776, 850 n. 1. — Droit d'Épiceries et Drogueries. — I. 125, 164. — Taxes sur les Immeubles. — I. 89, 93 ; — III. 479, 700 n. 1, 776-777. — Taxes et Droits perçus sur le Commerce. — I. 83 ; — III. 530 n. 3, 729 n. 1, 775, 776, 806 n. 2, 835 n. 2, 841. — Droit sur le Poisson. — I. 89, 92, 118 n. 2 ; — II. 215, 216 ; — III. 819 n. 2. — Dépenses. — I. 62, 87-89, 90, 91 ; — II. 199, 221, 279, 305, 356 n. 4, 358 n. 1, 399, 413 n. 6, 414 n. 2, 418 n. 7, 420 n. 2, 421 n. 3 ; — III. 471 n. 1, 492 n. 1, 504 n. 4, 518, 530, 536, 560, 581, 623, 628 n. 1, 634 n. 3, 675 n. 1, 715, 751, 775 n. 3, 776 n. 2, 780 n. 2, 788 n. 3, 792, 797 n. 3, 819 n. 2, 831 n. 1, 841, 842, 848 n. 4, 849, 851 n. 2. — Emprunts. — I. 47, 49, 62, 67, 89-92 ; — II. 189, 221, 305, 363 n. 2 ; — III. 483, 548, 560, 581, 634 n. 3, 775 n. 3, 776, 792, 797 n. 1, 806 n. 2, 841, 849. — Dette. — I. 88, 90, 92, 117 n. 1, 118 n. 1, 126 n. 2, 156 n. 2 ; — II. 221, 305 ; — III. 775 n. 1, 777 n. 2, 786 n. 1, 835 n. 3, 841, 842, 847 n. 2, 848 n. 4, 849.
- FLOTTE** (sieur), bourgeois de Marseille. — III. 750 n. 5.
- Foire franche.** — III. 478.
- Foraine** (Droit de). — I. 123 n. 4, 147-151, 164 ; — III. 473-477, 686 n. 6, 850 n. 1.
- FORBIN** (famille de). — II. 361.
- FORBIN**, seigneur de Manes (Gaspard de), gentilhomme provençal, Viguier en 1627. — I. 103 n. 2.
- FORBIN** (Honoré de). — I. 31, 32.
- FORBIN**, grand prieur de Saint-Gilles (Hugues de). — II. 255, 261 n. 6, 412, 414 ; — III. 572.
- Forcalquier**, ville de Provence, capitale du comté de ce nom. — I. 109 ; — II. 409 n. 1.
- FORESTA** (Famille de). — I. 108.
- FORESTA** (chevalier de). III. 519 n. 3, 538, 539, 676, 696 n. 1.
- FORESTA** (sieur de), Juge du Palais. — I. 16 ; — III. 444 n. 4, 652, 658, 667, 673 n. 2.
- FORESTA** (de), conseiller au Parlement. — III. 817.
- Fortune** privée et cens politique. — I. 33-35, 37, 56.
- FOUQUET** (Nicolas), surintendant des Finances. — III. 578, 590 n. 4, 591 n. 1, 843 n. 1.
- France** (Rois de), seigneurs de Marseille. — I. 6, 8, 14, 16, 17, 20, 21, 22, 23, 24, 31, 32, 35, 38, 39, 41, 42, 43, 46, 47, 53, 54, 55, 64, 66, 67, 69, 74 n. 2, 77, 80, 82, 83, 90 n. 4, 92, 94, 95, 97, 98, 99 n. 1, 101, 103, 104, 106, 107, 109, 110, 112, 115, 117, 118, 121, 124 n. 3, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 142, 144, 146 n. 3, 147, 148, 149 n. 3, 150, 151, 152, 153, 154 n. 1, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165. — II. 167, 168, 172, 174, 175, 176, 180, 187, 188, 189, 195, 200, 201, 203, 205, 207, 211, 213, 215, 218, 220, 229, 240, 241 n. 2, 242, 245 n. 4, 246, 247, 249, 252, 253, 254, 257, 264, 267 n. 1, 270, 276, 277 n. 1, 279, 283 n. 3, 285, 289 n. 2, 290 n. 1, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 298, 299, 300, 302 n. 2, 303, 304, 305, 306, 308, 310, 311 n. 2, 313, 317 n. 4, 319, 320, 321, 322 n. 3, 324, 325, 327, 328, 330 n. 3, 333, 335, 336, 337 n. 1, 344, 347, 348, 357, 359, 362, 363 n. 1, 366, 367, 373, 374, 377, 383, 389, 402 n. 2, 403, 410 n. 2, 412 n. 2, 413, 417 n. 2, 419, 420, 424 ; — III. 425, 426, 427 n. 3, 428, 430, 431, 432 n. 1, 433, 434, 435, 436, 439, 443, 444, 445, 446, 447, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 457, 458, 459, 460, 464, 465, 467, 469, 471, 473, 474 n. 1, 475, 478, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 493, 494, 495, 496, 497, 498 n. 2, 499, 500 n. 1, 503, 505, 506, 507, 509 n. 2, 510, 511, 512, 514, 515, 517, 518, 520, 525, 527, 531, 533, 534, 540, 541, 542, 543, 544, 546, 548 n. 5, 553, 554 n. 3, 556 n. 1, 557, 558, 560, 561, 562, 566, 567, 568 n. 2, 569, 572, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 588, 589, 590, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 599, 600, 601, 602, 603, 607 n. 4, 610 n. 1, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 620, 621, 622, 624, 627, 628, 629, 630, 632, 633, 634, 635, 639, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 651, 652, 657, 658, 665, 669, 671, 674, 680, 682 n. 3, 683, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 697, 699 n. 1, 700, 701, 702, 703, 704, 706, 707, 708, 709, 710, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 723 n. 1, 724, 725 n. 2, 726, 727, 729, 730, 731, 736, 738, 739, 740, 744 n. 4,

746, 747, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 757, 758, 759, 762, 763, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774 n. 3, 778, 779, 780, 781, 782, 784, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 796, 797, 798, 799, 801, 802, 803, 806, 808 n. 2, 809, 810, 811 n. 3, 814, 817, 818, 819, 820, 822 n. 5, 823, 824, 827, 829, 832, 833, 834, 836, 837, 841, 842, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 852, 853.
Franche-Comte, province française. — I. 157 n. 3.
 FRANÇOIS I^{er}, roi de France. — I. 10, 77 n. 3, 95 n. 5, 100, 109, 113, 130, 148.
 FRANÇOIS II, roi de France. — I. 10.
Fréjus, ville de Provence. — II. 257, 334.
 FRÉJUS (sieur de), gentilhomme de Marseille. — III. 661 n. 5.
 Fronde. — I. 7, 49; — II. 182, 223, 231, 240, 280, 294, 366, 407, 424; — III. 473, 475, 498, 571, 640, 728, 773; — en Provence, II. 280, 294.
 Frondeurs. — II. 183, 325, 364 n. 1, 368, 370, 422 n. 1, 423; — III. 427, 712 n. 3.

G

Gages des consuls et officiers municipaux. — I. 52 n. 5, 53, 60, 69, 74, 75, 76, 78, 80, 84, 87, 98 n. 4, 100, 101, 103; — III. 439, 543, 625 n. 4, 837, 839 n. 4.
 GAILHARD, avocat au Parlement de Provence. — III. 609, 615 n. 6.
 Galère-Garde-Côtes. — III. 527-532, 533, 538, 548 n. 3, 556 n. 1, 576, 626 n. 1, 774, 788 n. 3.
 Galères royales. — I. 38, 64, 88 n. 3, 109 n. 7, 148, 150, 151 n. 2, 157 n. 4; — II. 176 n. 2, 189 n. 5, 240 n. 1, 244, 279, 284, 289, 318, 319, 325, 330 n. 3, 332, 333, 338, 339 n. 1, 357, 375, 415 n. 6, 419, 420, 421; — III. 440, 465 n. 1, 482, 489, 524, 547, 571, 632, 736, 769 n. 2, 811 n. 3.
 GALLIFET (de), président au Parlement de Provence. — II. 302 n. 3, 317 n. 5, 362 n. 5, 368 n. 3, 371 n. 2, 382, 387, 397, 401, 402; — III. 465, 471.
Gardanne, communauté de Provence. — II. 261, 286, 321 n. 1, 336 n. 3.
 GARDANNE (sieur de). — II. 254.
 GARNIER (cadet de), gentilhomme de Marseille. — III. 537 n. 1.
 GARNIER (chevalier), gouverneur de Toulon. — II. 228 n. 4.
 GASTINES (Gilles Macé de), écuyer, second consul en 1650-1651. — II. 395, 398 n. 1, 402 n. 6, 403, 413 n. 6, 417; — III. 432 n. 2, 435.
 GAUBERT, conseiller au Parlement de Provence. — II. 341 n. 4.
 GAUFFRIDI, avocat et jurisconsulte provençal, président au Semestre. — II. 173, 217, 228, 230 n. 4.

GAULT (J. B. de), évêque de Marseille. — I. 158.
 GAUTIER (Jacques), fermier de la foraine. — I. 148.
 GAUTIER (de), conseiller au Parlement de Provence. — III. 750 n. 5.
 GAY (Joseph), bourgeois de Marseille. — I. 42 n. 1; — II. 219.
Gênes (ville et république de). — I. 36 n. 1, 53 n. 6, 163, 311; — III. 471, 472, 489-497, 512, 528, 572, 723 n. 2, 725, 740, 846 n. 1; — Doge de —. — III. 490. — Sénat de —. — III. 490, 497 n. 4.
Genève (ville de). — I. 157 n. 3.
 Gens de guerre (Police, Logement et Entretien des). — II. 226, 252 n. 3, 264 n. 3, 266 n. 1, 289 n. 1, 324, 336 n. 5, 338, 402 n. 6; — III. 467, 468, 469, 470 n. 1, 520, 521 n. 3, 588 n. 3, 589, 679 n. 3, 765 n. 2, 800, 803, 805 n. 3, 806, 808, 818 n. 2, 837 n. 2, 846, 847.
 Gens de Paye (Compagnies de). — I. 64; — II. 238 n. 2, 258, 304 n. 4, 324, 322, 351 n. 2, 357, 363 n. 1, 375, 395; — III. 503, 505, 507, 509 n. 2, 528, 532, 533, 535, 536, 537, 538, 539, 543, 548 n. 5, 551, 560, 564, 626 n. 1, 788 n. 3, 842 n. 4.
 GENTY (de), procureur général au Parlement de Provence. — III. 444 n. 4.
 GÉRENTE D'ANDRÉA (André de), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1639-1640. — I. 44, 56 n. 1, 99 n. 2; — II. 173 n. 4, 186 n. 3, 250 n. 1, 254, 357 n. 2, 364 n. 3, 369, 373 n. 5, 374, 375 n. 2, 376, 377, 379, 380 n. 1.
 GÉRENTE (Camérier de), gentilhomme de Marseille. — III. 443, 455, 509 n. 2, 517 n. 1, 717, 719, 724 n. 2, 725, 727 n. 3.
 GÉRENTE (sieur de), gentilhomme de Marseille. — III. 626 n. 1.
Gignac, commune limitrophe de Marseille. — I. 1 n. 1.
 GIGNAC-THOMAS (sieur de), gentilhomme provençal. — III. 435 n. 2.
 GILLES (Laurens), écuyer, second consul en 1652-1653. — II. 202 n. 3; — III. 446, 549 n. 4.
 GIRAUDON (Antoine), bourgeois, troisième consul en 1647-1648. — II. 229 n. 2.
 GIUSTINIANI (marquis). — II. 311 n. 1; — III. 497 n. 4.
 GLANDEVÈS (Famille de). — I. 3 n. 5.
 GLANDEVÈS (l'évêque de). — II. 312 n. 4.
 GLANDEVÈS DE NIOZELLES (Jean-Louis-Antoine de), père de Gaspard de Niozelles et premier consul de 1648 à 1650. — I. 67, 68, 70 n. 1, 74 n. 6, 103 n. 1; — II. 186, 238, 239, 240, 241, 242, 247, 248, 249 n. 6, 251, 259, 260, 270, 273, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 286, 287, 353, 357 n. 2; — III. 464 n. 3, 522, 657.

- GLANDEVÈS-CUGES (de), conseiller au Parlement de Provence. — II. 243 n. 1.
- GLANDEVÈS-ROSSET (de), conseiller au Parlement de Provence. — II. 382 n. 5, 384, 385, 386, 387, 390, 406 n. 2, 419; — III. 521, 544 n. 2, 545 n. 1, 594 n. 1, 670, 678, 679 n. 4, 680, 682 n. 3, 683, 692 n. 2, 702, 703, 713 n. 4, 714 n. 4, 716, 723 n. 2, 728, 735.
- GONSI (Jean-Baptiste de Donis, sieur de), vignier en 1639-1640. — I. 98 n. 4.
- GONSOLLIN (Jean), bourgeois, troisième consul en 1650-1651. — II. 395, 402 n. 6, 421; — III. 432 n. 3, 435 n. 2, 436.
- GONSOLLIN (Jean-Jacques), avocat. — III. 446, 447 n. 2.
- GORDÈS (François de Simiane, comte de Carcès, marquis de), lieutenant général en Provence. — III. 470, 521, 567, 568 n. 2, 570 n. 2, 575 n. 2, 594 n. 1, 599, 612, 670 n. 4, 677-678, 680, 713 n. 2, 716 n. 3, 725 n. 2, 765.
- Grambois, communauté de Provence. — II. 266 n. 1.
- GRAMMONT (maréchal de). — II. 363 n. 3, 381 n. 2.
- Grand-Puits (rue du), III. 830 n. 5.
- Grande Horloge (Tour de la). — III. 539.
- Grandes-Maries (rue des). — III. 525 n. 4.
- Grands Jours ou Sessions du Parlement de Provence à Marseille. — I. 113, 136, 137, 138, 139, 140; — III. 845.
- GRANGE (Antoine), bourgeois, troisième consul en 1650-1651. — II. 349, 393, 395.
- GRANGE (François), bourgeois, troisième consul en 1658-1659. — III. 627, 632, 640 n. 2, 642, 643, 648, 658 n. 2, 659 n. 1, 666, 703 n. 2, 738.
- GRANIER (Jacques de), gentilhomme de Marseille. — III. 549 n. 4.
- GRAS (Antoine), avocat, assesseur en 1648-1650. — I. 61 n. 4; — II. 238.
- GRAS (Antoine de), avocat, assesseur en 1660. — III. 846 n. 1.
- GRATIAN (sieur de), gentilhomme de Marseille. — II. 273 n. 2, 274 n. 3, 320; — III. 429 n. 3, 433, 563 n. 1.
- GRÉASQUE (sieur de), gentilhomme de Marseille. — II. 247, 287, 353, 354, 355, 377.
- GREFFET (sieur de), trésorier de France. — III. 537 n. 1, 563 n. 1.
- GRÉMONVILLE (sieur de), ambassadeur du Roi à Venise. — II. 205.
- GRIGNAN (François d'Adhémar de Monteil de), archevêque d'Arles. — II. 205-209, 211-222, 224, 235, 252 n. 2.
- GRIGNAN (comte de), lieutenant du Roi en Provence en 1544. — III. 467.
- GRIMALDI (cardinal Jérôme), archevêque d'Aix. — II. 231 n. 5, 341 n. 4; — III. 520 n. 2, 521, 545, 557, 558 n. 4, 559, 561 n. 5, 568 n. 2, 570, 581, 586 n. 5, 612, 613, 615, 620, 635, 646, 670 n. 4, 676-678, 680, 683, 692, 697, 712, 713, 716 n. 4, 725 n. 2, 739, 753, 765, 792.
- GRIMAUD (marquis de), gentilhomme provençal. — II. 418.
- GROSSON. — III. 694 n. 2.
- GUÉNÉGAUD (de), secrétaire d'État. — III. 791 n. 1.
- GUÉRIN, conseiller au Parlement de Provence. — III. 750 n. 5.
- GUEYDON (Antoine), conseiller-garde des Sceaux au Semestre. — II. 230, 231, 237.
- GUEYDON (Cadet de), gentilhomme de Marseille. — III. 531.
- GUEYDON (Pierre), écuyer, second consul en 1659-1660. — III. 531, 549 n. 5, 761, 762 n. 1, 804.
- GUILLERMY, apothicaire de Marseille. — II. 247.
- GUISE (maison de). — II. 204, 273.
- GUISE (Charles de Lorraine, duc de), gouverneur de Provence de 1593 à 1631. — I. 110, 116, 132; — II. 167, 175, 176 n. 1, 197 n. 5, 271, 334, 344 n. 1, 406 n. 1, 410 n. 1.
- GUISE (Henri II de Lorraine, duc de). — II. 361, 405 n. 4, 411.
- GUITTAU (commandeur de), gouverneur des Iles Saint-Honorat et Sainte-Marguerite. — II. 335, 340.
- GUY (Joseph), bourgeois de Marseille. — II. 189 n. 1.
- Guyenne, province française. — II. 280, 315 n. 5, 316, 317, 325, 326, 328 n. 2, 337, 339, 369, 370, 371, 372, 385, 389, 407, 423; — III. 853.

H

- HAITZE (Pierre-Joseph de), historien provençal. — *Introd.*, XVI-XVII; — II. 174.
- HAITZE (Saubat ou Sauveur de), père de l'historien, lieutenant aux gardes du comte d'Alais. — *Introd.*, XVI n. 2; — II. 286.
- Harcourt (collège d'). — II. 181.
- HARCOURT (comte d'). — III. 778 n. 1.
- HARO (Don Luis de). — III. 745, 746.
- HENRI II, roi de France. — I. 95 n. 5, 96 n. 1, 100, 101 n. 4, 108, 110, 148.
- HENRI III, roi de France. — I. 18 n. 2, 25, 26, 131; — III. 432 n. 1.
- HENRI IV, roi de France. — I. 54, 55 n. 2, 132, 133, 140 n. 2, 152, 163; — II. 175 n. 5; — III. 590, 798 n. 2, 834 n. 4.
- HERMITTE fils (sieur d'), gentilhomme de Marseille. — III. 563 n. 1.
- HOCQUINCOURT (maréchal d'). — II. 401 n. 1.
- Hommes (place des). — III. 552.
- Honneurs (les vingt-quatre des). — I. 28, 29, 30, 33, 34, 131, 134.

Honneurs (Estimateurs des). — III. 839 n. 4.

Hôpitaux (Recteurs et Trésoriers des). — III. 839 n. 4.

Hôtel-Dieu. — I. 3.

Hôtel de Ville. — I. 3, 8, 17, 27 n. 6, 28 n. 4, 32, 38, 40, 43, 48, 49, 50 n. 2, 54 n. 2, 56, 57, 67, 68, 71, 73, 76, 80, 82, 84, 99 n. 2, 102, 103, 104, 106, 112, 117, 118, 119, 133, 135 n. 2; — II. 176, 189, 192 n. 2, 198, 199, 200, 207 n. 1, 217 n. 3, 236 n. 2, 238, 240, 242, 247, 249, 250, 253, 270, 276, 278, 282, 283, 284 n. 1, 287, 296, 300, 319, 320, 347, 353, 354, 355 n. 1, 357, 358, 367, 377, 414, 418 n. 7, 420, 424; — III. 429, 430, 432 n. 1, 433 n. 3, 443, 444 n. 3, 446, 447, 449, 450 n. 1, 454, 455, 458, 470, 472, 500, 501 n. 1, 505, 508, 509 n. 2, 511, 513, 515 n. 3, 522, 528, 529, 530, 531, 532, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 545, 549, 560, 592, 595, 596, 597 n. 1, 601, 607, 615, 616, 623, 626, 635, 641, 648, 649, 660, 665, 666 n. 1, 687 n. 3, 693, 694 n. 1, 702, 704, 708, 734, 748, 749, 753, 756, 760, 762, 767, 773, 774, 776, 788, 790 n. 1, 798 n. 2, 801, 802, 804, 807, 808 n. 1, 825 n. 2, 827, 829, 832 n. 5, 833, 834, 839 n. 4, 840 n. 1, 843, 851, 852.

HUGUES (baron de), gentilhomme provençal, viguier de Marseille en 1649-1650. — I. 101 n. 3, 103 n. 3.

Huveaune, rivière de Marseille. — I. 82; — II. 319.

Hyères, ville de Provence. — II. 422.

Hyères (îles d'). — II. 289 n. 2.

I

IMPÉRIAL (Jean-Baptiste d'), gentilhomme de Marseille. — II. 217, 236 n. 1, 249 n. 2.

Incompatibilités et Incapacités. — I. 27, 28, 29, 32 n. 1, 34, 37, 41, 95, 112; — II. 188, 219, 279; — III. 438, 439, 440-441, 446, 450, 452 n. 2, 457, 458, 462, 509, 518, 625, 741 n. 4, 744.

INFREVILLE (d'), intendant de la Marine. — II. 234 n. 1, 244, 245, 299 n. 3.

Intendants de Justice, Police et Finances en France. — III. 466, 467 n. 2, 469.

Intendant du Dauphiné. — II. 227.

Intendant du Languedoc. — II. 227; — III. 590, 717.

ISLE (Léon de l'). — III. 634.

Issoudun, ville de France. — III. 816 n. 1, 824.

Italie. — I. 163, 175; — II. 240 n. 1, 289 n. 2, 299, 334, 339 n. 4, 369, 370; — III. 426, 702, 719, 736, 752, 755, 756, 757.

J

JANSON (marquis de Forbin-), gentilhomme provençal, viguier en 1653. — II. 417 n. 3, 423 n. 2; — III. 451 n. 1.

Jardins (rue des). — III. 525 n. 4.

Jargeau (combat de). — II. 407.

Jarret, rivière de Marseille. — I. 82.

JAUBERT (Jean-Esprit), compagnon de Niozelles. — III. 741, 742, 825 n. 2, 826, 828, 829, 830.

JEAN (Estienne), capitaine de quartier. — II. 355 n. 1.

Jean-Guin (place). — III. 552.

Joliette (bassins de la). — I. 3.

JOUQUES (sieur de), gentilhomme de Marseille. — III. 750 n. 5.

JOYEUSE (duc de). — II. 271, 273, 274, 276, 277 n. 1, 337, 343, 370, 383 n. 3, 407, 410 n. 3.

JULLIEN, consul de Toulon. — II. 417.

Juges et Juridictions de la Ville. — I. 63, 64, 65, 66, 67; — II. 315 n. 5; — III. 437 n. 2, 443 n. 1.

Justice criminelle. — I. 67-68.

JUVENEL (sieur de), secrétaire du comte d'Alais. — II. 268.

L

LA BARBEN (sieur de), gentilhomme provençal, Procureur du Pays, viguier de Marseille. — II. 196 n. 2, 361, 402; — III. 567, 570 n. 2, 575 n. 2, 594 n. 8, 670 n. 5, 678, 679 n. 4, 680, 682 n. 3.

LA BASTIDE (de), conseiller au Semestre. — II. 330 n. 2.

LA BAUME (Lazare de Vento, sieur de), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1657-1658. — I. 157; — II. 254, 269, 347 n. 2, 353, 398, 418; — III. 433, 455, 501, 507, 511 n. 1, 516, 517, 518 n. 1, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 539, 540, 541, 543, 544, 545, 555 n. 3, 559, 560, 562 n. 3, 563, 564, 586 n. 3, 588, 591, 600, 604 n. 3, 613, 616 n. 4, 620, 624 n. 4, 626, 631 n. 4, 634, 639, 643, 652, 658, 661, 662, 663, 664, 666, 673 n. 1, 676, 693, 694, 695, 696, 728, 733, 772, 788 n. 3, 795, 808, 830 n. 3.

La Ciotat, ville et port de Provence. — II. 289 n. 2, 308; — III. 550 n. 4.

La Fare, communauté de Provence. — III. 558, 586.

LA FERRIÈRE (chevalier de), chef d'escadron. — II. 422.

LA FERTÉ (maréchal de), — III. 557.

La Garde, communauté de Provence. — II. 422.

LA GOUVERNELLE (lieutenant de). — III. 748-750, 751, 752, 755, 756, 757, 758.

- 767, 779, 780, 781, 782, 786 n. 1, 789, 795, 797 n. 1, 801, 803, 825, 827, 828, 835 n. 3.
- LAMANON** (de), gentilhomme provençal. — II. 341 n. 4.
- Lumbesc**, communauté de Provence. — III. 660, 687, 688, 692, 697.
- LA MURE** (Joseph de Bourguignon de Binière, sieur de), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1646-1647. — II. 221 n. 7, 278 n. 3, 281.
- Languedoc** (Etats du). — II. 260.
- Languedoc**, province limitrophe de la Provence. — I. 148, 152, 157 n. 3; — II. 251, 255, 261, 266 n. 1, 268, 288, 289, 339 n. 2, 345, 346, 354, 363, 385, 411; — III. 474 n. 1, 725, 779, 793.
- LA PENNE** (chevalier de), gentilhomme provençal. — III. 506, 516 n. 4, 527 n. 3, 529, 637, 783, 816 n. 2, 824 n. 2.
- LA REYNARDE** (Jean-Baptiste de Félix, sieur de), gentilhomme de Marseille. — III. 540, 542, 544 n. 2, 548 n. 5, 557, 566, 568, 569, 570 n. 3, 572, 573, 574, 575, 577, 580, 581 n. 5, 583, 584 n. 1, 585 n. 5, 586 n. 2, 594, 595, 596, 597, 598 n. 1, 599, 600, 601 n. 4, 602 n. 1, 603 n. 2, 607, 608 n. 2, 609, 611, 612, 616 n. 4, 618 n. 2, 619, 624 n. 4, 625 n. 1, 627, 628, 629, 630, 631, 633, 634, 640 n. 2, 652, 658, 661, 664, 669 n. 5, 681, 694 n. 4, 707, 709, 760, 761, 796, 803.
- LA REYNARDE** (Nicolas de Félix, sieur de), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1650. — I. 53, 114; — II. 282, 283, 285, 287, 289 n. 2, 291, 292, 300 n. 4, 301, 303, 309, 314, 315, 319, 320, 330 n. 2, 335, 349; — III. 429 n. 2, 431 n. 3, 433, 443, 455, 503, 505, 523, 538, 539, 549, 693, 694, 720.
- La Rochelle**, ville de France. — I. 164; — II. 184, 330 n. 3.
- LA ROQUE** (de), président au Parlement de Provence. — *Introd.*, XVIII; — II. 361, 398 n. 1, 401, 411 n. 1; — III. 490 n. 3, 808, 814, 817, 818, 821, 822 n. 6, 823 n. 2, 824, 826, 831, 834.
- La Roque-Brussanne**, bourg de Provence. — II. 401, 402.
- LA ROQUETTE** (de), président au Parlement de Provence. — II. 404, 405 n. 4; — III. 635 n. 6, 650 n. 2, 680 n. 2.
- LA ROUVIÈRE** (sieur de), gentilhomme de Marseille. — III. 563 n. 1.
- LA SALLE** (Gaspard de Villages, sieur de), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1652-1653. — I. 52, 54, 56 n. 2, 57, 58, 91 n. 1, 92 n. 2, 93 n. 1, 157 n. 1; — II. 170 n. 6, 178 n. 6, 186, 187, 189, 190, 192 n. 2, 213, 214, 217, 218, 219, 220, 222, 225, 235, 240 n. 1, 246, 249 n. 6, 278 n. 3, 279, 281, 282, 287, 315 n. 3, 320, 353, 355, 357, 377, 393; — III. 433, 445, 446, 447 n. 3, 452, 461, 463 n. 5, 471, 501, 505, 506, 510 n. 1, 517, 518, 519, 523-524, 525, 527, 529, 530, 531, 533, 534, 535 n. 1, 537 n. 2, 538, 539, 540, 541 n. 4, 544 n. 2, 549, 561, 562, 568, 573, 585, 587, 589, 591, 592, 601, 606 n. 3, 608 n. 2, 610 n. 2, 613, 614, 615 n. 1, 616 n. 1, 620, 622, 624, 627, 628, 631, 639, 640, 644, 645, 648, 649, 650 n. 1, 652, 658, 662, 663, 680, 689, 690, 693, 694, 696, 698, 707, 709, 710, 711, 721, 722, 743, 744 n. 4, 759 n. 2, 760, 774 n. 3, 793, 803, 815, 816 n. 1, 817 n. 2, 821-822, 823 n. 1, 824, 825, 827 n. 2, 830.
- LASCOURS** (Pierre de), écuyer, second consul en 1640-1641. — I. 35, 153 n. 1.
- La Selle** (prieuré de). — III. 527 n. 2, 529, 534.
- LAS-TOURRES** (sieur de), gentilhomme de Marseille. — II. 278 n. 3.
- LAURENS**, conseiller au Parlement de Provence. — III. 817.
- Lauthorié** (Jour ou Conseil de). — I. 19, 43, 44-46, 47, 50, 62, 66, 72, 101 n. 3, 103 n. 3, 112, 157; — II. 188, 198, 199, 202, 212, 213, 291, 292 n. 1, 301; — III. 441, 517, 519, 627, 848.
- LAUTIER** (Jacques), agent des affaires de la ville d'Aix. — II. 289 n. 1, 294 n. 2.
- La Valette**, bourg de Provence. — II. 268, 416 n. 4, 417.
- LA VERDIÈRE** (sieur de), gentilhomme provençal, viguier de Marseille en 1650-1651. — II. 336 n. 5.
- LA VIÉVILLE** (de), secrétaire d'État. — III. 791 n. 1.
- LE BAR** (le capitaine). — III. 537 n. 1.
- Le Castelet**, communauté de Provence. — II. 338 n. 3.
- LECLERC** (Pierre), trésorier général de l'Extraordinaire des guerres. — I. 155 n. 2.
- Lenche** (place de). — III. 552.
- LÉON** (sieur de), gentilhomme de Marseille. III. 510 n. 1, 518 n. 1.
- LESDIGUÏÈRES** (duc de). — II. 371 n. 1.
- Les Pennes**, bourg de Provence. — III. 547, 548 n. 1, 550.
- LE TELIER** (Michel), secrétaire d'État. — II. 340, 383, 410 n. 3; — III. 426, 636, 746, 791, 811 n. 3.
- Lettres-Patentes**. — I. 10, 36, 54 n. 2, 58 n. 3, 59, 64, 67, 77, 80, 90 n. 4, 94, 95, 96 n. 1, 98, 99 n. 2, 100, 101 n. 4, 103, 104, 106, 108, 109, 113, 118 n. 1, 126 n. 1, 128 n. 1, 129, 130, 131, 132, 133 n. 4, 134, 135, 136, 138, 139, 141, 142 n. 2, 148, 149, 154, 157 n. 1, 159 n. 2, 161; — II. 168 n. 3, 180, 187, 198, 208, 209 n. 4, 212 n. 4, 220, 221, 224, 236, 248, 249, 264, 265, 266 n. 1, 270, 273 n. 2, 276, 279, 280, 285, 292 n. 2, 294, 296, 297 n. 3, 300, 302, 304, 306, 307, 308, 315 n. 5, 346, 375, 389, 408, 410, 413, 414; — III. 436, 443, 444 n. 3, 445, 446 n. 1, 451, 452, 457, 458 n. 4, 459, 460, 462, 463 n. 2, 474

n. 1, 477, 478, 484, 505, 506, 508, 509
n. 1, 511 n. 1, 522, 560, 570, 582, 583,
584, 585, 590, 595, 596, 597 n. 1, 601,
603, 606, 609, 610 n. 1, 611, 615, 619,
622, 623, 628, 638, 653, 658, 660, 665,
686 n. 3, 732, 788 n. 3, 834, 835 n. 3,
836, 837, 839, 840, 841, 842, 843, 844,
845, 847 n. 2, 848, 849, 850 n. 1.
Lettres royales. — II. 193, 205 n. 7,
206, 207, 208, 210, 215, 227 n. 1, 254,
260, 297 n. 3, 329, 331 n. 1, 338 n. 1,
341, 343, 347 n. 2, 395, 399, 400 n. 4,
401, 408; — III. 482, 483, 487, 510,
596, 603, 606 n. 2, 644 n. 1, 648, 690,
748, 759 n. 2, 805, 824 n. 2, 825.
LIBERTAT (P. de), meurtrier de Charles
de Casaulx, gouverneur de Marseille
pour le Roi. — I. 54 n. 2, 163; — III.
813 n. 4.
LIBERTAT (sieur de), gentilhomme de
Marseille. — II. 357.
Libourne, ville de France. — II. 326,
327, 381; — III. 493 n. 2.
Ligue (La). — I. 25, 26, 113.
LINEUL (de), conseiller à la Cour des
Comptes. — III. 842 n. 4.
LIONNE (Hugues de), secrétaire d'État.
— II. 178 n. 4, 181, 182, 197, 252 n. 2,
295, 296, 302 n. 2, 304, 306, 326 n. 2,
329 n. 2, 363 n. 3, 369, 371 n. 1, 383;
— III. 427, 430, 525, 631 n. 3, 638,
641, 647, 650, 651, 652 n. 3, 658, 672,
721 n. 3, 744 n. 4, 791 n. 1.
Livourne, ville d'Italie. — I. 163; — II.
334, 391; — III. 846 n. 1.
Lodève (Evêque de), député des Etats du
Languedoc en Provence. — II. 260.
Loge. — V. Hôtel de Ville.
LONGUEVILLE (duc de). — II. 271, 382.
LONGUEVILLE (duchesse de). — II. 381.
LOUIS II d'Anjou, roi de Naples, comte
de Provence. — I. 2 n. 3, 27 n. 2, 58,
59, 128 n. 1.
LOUIS XI, roi de France. — I. 128, 129,
147.
LOUIS XII, roi de France. — I. 95 n. 5,
96 n. 1, 108.
LOUIS XIII, roi de France. — I. 11, 20
n. 3, 38, 42, 54, 65, 99 n. 1, 124 n. 1,
129, 130 n. 1, 133, 134, 136, 152, 159
n. 2, 160 n. 1; — II. 167, 171, 173,
187, 196 n. 2, 204 n. 1, 330 n. 3, 334,
406 n. 1; — III. 474 n. 1, 478 n. 2,
484, 656, 657, 786 n. 1, 797 n. 1.
LOUIS XIV, roi de France. — I. 1, 2
n. 4, 21, 33, 123, 129, 160 n. 1; — II.
180, 183 n. 2, 232, 330 n. 3, 339, 340,
341, 373, 380 n. 5, 382; — III. 436,
477, 501, 534, 535, 545, 546, 557, 575
n. 2, 594, 617, 636, 637, 640, 641, 650,
653, 654, 655, 656, 724 n. 1, 727, 732,
745, 778, 785, 791 n. 1, 792, 793, 794,
795, 796 n. 6, 819 n. 2, 831, 832, 833,
834, 843 n. 1, 846, 848, 850, 851, 853.
LOUIS XVI, roi de France. — III. 853.
LOULLE (Pierre de), avocat, assesseur
en 1658-1659. — III. 627, 632, 640 n. 2,

642, 643, 648, 654, 658 n. 2, 659 n. 1,
666, 737 n. 1, 748.
Luc (François de Vintimille, sieur du),
gentilhomme provençal et viguier de
Marseille en 1648-1649. — I. 103 n. 1;
— II. 225, 238, 246, 247, 248, 249,
n. 6, 250 n. 1, 251, 254, 330 n. 2, 401.
LUGUET, fermier de la Foraine. — I.
149, 150.
LUGUET (Cadet de), gentilhomme de
Marseille. — III. 537 n. 1, 563 n. 1.
Lyon (ville de). — I. 157; — II. 363 n. 1;
— III. 617, 618, 629, 631, 636, 637,
638, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 647,
648, 649, 650, 651, 652, 653 n. 2, 655
n. 4, 658, 660, 667, 668, 669, 672, 673,
675, 680, 681, 690, 693, 694 n. 1, 695,
702, 703 n. 2, 704, 716, 717, 755, 768,
771 n. 2, 783, 784, 786 n. 1, 801, 822
n. 5, 827, 835 n. 3, 842 n. 4, 846 n. 1.
Lyon (douane de). — I. 157.
Lyon (prévôt des Marchands et Éche-
vins ou Messieurs de). — I. 157 n. 4;
— III. 368, 823 n. 1.

M

Madrague. — I. 84.
Magdelaine (fontaine de la). — III. 525
n. 4.
Maire (île de). — I. 83.
Maison-Commune. — V. Hôtel de Ville.
Maison du Roi (la). — I. 4 n. 2.
Maison de Ville. — V. Hôtel de Ville.
Maitrisés et Jurandes. — III. 850 n. 1.
Major (le), chef militaire de la ville en
temps de troubles. — I. 73, 74.
Major ou Cathédrale (chapitre et église
de la). — I. 3; — II. 358, 414; — III.
432, 502, 538, 833.
MALAVAI (Jean), bourgeois, troisième
consul en 1640-1641. — I. 35.
MALJEAI (sieur de), conseiller au Par-
lement. — II. 256.
Malte (grand maître de). — II. 254
n. 3.
Malte (ordre de). — I. 17, 39, 92 n. 2,
148; — II. 178 n. 2, 298.
MANCE (de), fermier de la Foraine. —
I. 148.
MANCINI (Paul), neveu de Mazarin. —
II. 271, 407.
Manosque, ville de Provence. — II. 256.
Marchands (petits). — I. 40; — II. 199,
260.
Marchés (police des). — I. 62, 63.
MARCHEVILLE (de), ambassadeur du
Roi à Constantinople. — III. 484,
835 n. 2.
Marduyck, ville de Flandre. — III. 534.
Maréchaux (prévôt des). — III. 683.
MARGAILHET (François de), conseiller à
la Cour des Comptes de Provence. —
II. 209 n. 5.
MARIE DE BLOIS, reine de Naples, com-

- tesse de Provence, régente pour son fils Louis II. — II. 173 n. 2.
- MARIE DE MÉDICIS**, reine de France. — I. 54.
- MARIE-THÉRÈSE** (l'Infante). — III. 617.
- MARIGNANE** (Henri Cauvet, baron de), premier consul en 1637-1638, chef du parti opposé à celui de Valbelle. — II. 176, 183 n. 3, 186, 187, 189, 213, 214, 215, 217, 218, 219, 220, 221, 224-238.
- MARIGNANE** (marquis de), gentilhomme de Marseille. — II. 350, 353, 357.
- MARROT** (Jean), bourgeois, troisième consul en 1646-1647. — II. 221 n. 7.
- MARQUÉZY** (Jean-Baptiste), écuyer, second consul en 1656-1657. — III. 501, 504 n. 2, 728 n. 3.
- MARSEILLE**. — Ville et Gouvernement. — I. 1, 2, 3, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 14, 15, 21, 23, 25, 26, 27, 31, 32, 35, 38, 41, 42, 44, 45 n. 2, 48, 51, 52, 53, 56, 62, 75, 99 n. 1, 105, 107, 110, 112, 115, 116, 118, 120, 124 n. 2, 125, 126, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 140, 144, 147, 152, 153, 154 n. 1, 155 n. 1, 157, 158, 160, 161, 163, 164, 165; — II. 167, 169 n. 1, 174, 175, 176 n. 1, 177, 178, 180, 181 n. 5, 182, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 196, 198, 201, 203, 204, 205, 207, 209, 210, 213 n. 1, 214, 215, 217, 218, 221, 223, 224, 225, 228, 233 n. 4, 235, 236, 239, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247 n. 2, 249, 250, 251, 254 n. 3, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 265, 267, 269, 270, 273, 275, 276, 277 n. 1, 278, 280, 281, 283, 284, 285, 287, 288, 289, 291, 294, 295, 296 n. 2, 297, 298, 299 n. 1, 300, 301, 302, 303, 304, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323 n. 2, 324, 325, 326, 327, 328, 330, 332, 333, 334, 335, 336, 338, 343, 346, 348, 350, 352, 356, 357, 358, 360, 364, 366, 368, 371 n. 2, 374, 376, 378, 379, 381, 382, 383 n. 4, 384, 387, 388, 389, 390, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 401, 402, 403, 404, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 423, 424; — III. 426, 427, 428, 430, 431, 432 n. 1, 433 n. 3, 434, 436, 442, 444, 445, 447, 449, 451 n. 2, 452, 454, 456, 458, 460, 461, 463 n. 1, 464, 471, 472, 473, 474 n. 1, 475, 477, 479, 482 n. 2, 485, 486, 487, 488, 490, 491, 492, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 504, 505, 506, 509 n. 2, 510, 514 n. 1, 515, 516, 520, 521, 524, 526, 528 n. 2, 529, 534, 536, 539, 542, 543, 545, 546, 547, 550, 553, 555, 557, 558, 559, 561, 563, 564, 566, 567, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577 n. 1, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 587, 588, 589, 591, 592, 593, 594, 596, 597, 598, 599, 601, 602, 603, 606 n. 3, 610 n. 2, 612 n. 2, 613, 614, 615 n. 1, 616, 617, 618, 619, 621, 622, 625 n. 1, 627, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 636, 638, 640, 641, 642, 644, 645, 646, 647, 648, 650, 651, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659 n. 1, 660, 661, 662, 664, 666 n. 2, 668, 669, 670, 671, 675 n. 1, 676, 677, 680, 681, 682, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 706, 707, 708, 709, 711, 712, 713, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 723, 724, 725, 727, 728, 730, 731, 732, 736, 737, 738, 739, 740, 742 n. 1, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 757, 758, 759, 762, 763 n. 3, 765, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 778, 779, 783, 784, 785, 787, 788, 789 n. 2, 790, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819 n. 2, 820, 821, 822 n. 6, 823, 826, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837 n. 4, 838, 839, 842, 843, 845, 846 n. 1, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853.
- Droits, Libertés, Franchises et Privilèges. — I. 6-8, 9, 14, 15, 16, 17, 20, 21-22, 23, 24, 25, 40, 43, 44, 55, 58, 59, 66, 72, 73, 78, 81, 92, 94, 96, 98, 99 n. 1, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 116, 117, 118 n. 2, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 134, 135, 136, 137, 138, 140 n. 2, 141, 142 n. 2, 145, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155 n. 2, 156, 157 n. 4, 159, 161, 165; — II. 174, 176, 180, 186, 198, 209, 212, 215, 216, 217, 218, 225, 226, 236, 237, 260, 267 n. 1, 268, 269 n. 1, 274, 279, 305, 310 n. 1, 315 n. 5, 330, 335, 336, 343, 344 n. 1, 356; — III. 435 n. 1, 436, 447, 463 n. 2, 471, 472, 473, 474, 477-479, 484, 485, 486, 487, 499 n. 4, 514, 516, 518, 522, 524, 534, 545 n. 2, 547, 569, 620, 648, 649, 655 n. 4, 672, 700, 743, 760, 767, 771, 774, 792, 803, 809, 813, 815-816, 830, 836, 841, 843 n. 1, 846, 847, 850 n. 1, 851, 852, 853.
- Marseille-Veire** (massif de). — II. 262 n. 2.
- MARTICHO** (Antoine), fermier du Droit d'Épiceries et Drogueries. — I. 121 n. 2, 125.
- Martigues**, ville de Provence. — 110, 111 n. 1; — II. 304 n. 5.
- MARTIN**, bourgeois de Marseille. — III. 537 n. 1.
- MARTIN-TEISSÈRE**, bourgeois de Marseille. — III. 537.
- MATHAN** (sieur de), capitaine des gardes du comte d'Alais. — II. 168 n. 4, 170 n. 3, 287, 288, 292, 294, 298, 299 n. 1, 302, 303.
- MAUBOUSQUET** (Louis de Monier, sieur de), avocat, assesseur en 1652-1653. — III. 436, 443 n. 1, 446, 447 n. 2, 473, 474.
- MAUREL**, conseiller au Parlement de Provence. — III. 817.
- MAURELET**, député du Commerce de

- Marseille. — I. 122 n. 1; — II. 212.
- MAZARIN** (cardinal). — I. 1, 45, 106, 149 n. 3, 163; — II. 180, 181, 182, 183, 184, 185, 189, 190, 196, 205, 209, 218 n. 5, 221, 222, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 235, 238, 239, 240, 243, 244, 246, 249, 251, 253, 255, 256 n. 2, 257, 263, 267, 270, 271, 272, 273, 274, 275 n. 2, 276, 277, 287 n. 4, 289 n. 2, 293, 294, 295, 297, 299, 300, 302 n. 2, 304, 305, 306, 307, 310 n. 1, 313, 314, 316, 317, 323 n. 1, 324, 325, 326, 327, 328, 329 n. 2, 330 n. 3, 333, 337, 338, 339, 340, 341 n. 4, 342, 344, 345, 347, 355, 361, 362, 363, 365, 367, 370, 371, 381, 383, 387, 389, 401, 403, 404 n. 1, 405 n. 4, 406, 407, 408, 412, 413, 422, 423, 424; — III. 425, 426, 427, 428, 429, 433, 434, 451, 454, 457, 461 n. 2, 462 n. 4, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 480, 481, 485, 487, 488, 490, 491, 493, 494 n. 1, 495, 497, 498, 500, 501, 503 n. 2, 506, 510, 511, 512, 514, 515, 516, 520, 521, 522, 525, 527, 529 n. 3, 531 n. 3, 532 n. 3, 533 n. 1, 534, 547, 553, 555, 556 n. 1, 557, 558 n. 1, 561, 565, 566, 567, 568 n. 1, 569, 570 n. 2, 572, 573 n. 1, 574, 575, 577, 578, 580 n. 1, 582, 583, 584, 585, 586 n. 2, 588, 589, 590, 591, 593, 594, 595, 596, 597, 598 n. 2, 599, 600, 601, 603, 604, 606, 609, 610 n. 1, 612, 613 n. 2, 614, 615, 616, 617, 618, 621, 622, 623 n. 1, 624 n. 4, 625, 628, 629, 630, 631 n. 4, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 643, 644, 645, 646, 647, 649, 650, 651, 652, 653, 656, 657, 660, 662, 663, 664 n. 2, 666, n. 1, 667, 668, 670, 671, 672, 673, 675, 676, 677, 681, 682, 683, 685 n. 2, 688, 689, 690, 693, 697, 699, 700, 702, 703, 706, 708, 709, 710, 711, 712, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 721, 723, 724, 725, 726, 727, 730, 731, 734, 735, 736, 738, 739, 740 n. 3, 742, 743, 744, 745, 746, 748, 751, 752, 753, 755, 758, 759, 760 n. 1, 761, 762, 763, 764, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 773 n. 1, 774 n. 2, 778, 779, 782, 785, 790, 791, 792, 793, 796, 798, 799, 805, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 817 n. 2, 818, 819, 821, 822 n. 4, 823, 824, 825, 831, 832, 833, 834, 835, 843 n. 1, 845, 853.
- MAZARIN** (cardinal Michel), archevêque d'Aix. — II. 182 n. 3, 184, 204, 227 n. 3, 229, 230 n. 8, 341 n. 4, 407.
- MAZENOD** (Charles), écuyer, second consul en 1650-1651. — II. 349, 353, 393, 395; — III. 549 n. 1, 661 n. 5, 815, 816 n. 1, 823 n. 1, 824.
- MAZET** (Jean-Baptiste), bourgeois, troisième consul en 1650. — II. 282, 287, 291, 300 n. 1, 315 n. 3, 320 n. 1.
- MEAUX** (de), conseiller au Semestre. — II. 256.
- Méditerranée* (mer). — I. 134, 152, 163, 164, 165; — II. 240, 306, 330 n. 2, 339 n. 4, 423; — III. 426, 778 n. 2, 835, 852.
- MÉGRIGNY** (de), premier président du Parlement de Provence. — I. 114; — II. 227 n. 1, 231 n. 1, 252 n. 2, 382, 394 n. 1, 403, 404 n. 1; — III. 444 n. 4, 464, 473 n. 3.
- MÉNEVILLE** (de Boisson, sieur de), gentilhomme de Marseille. — III. 563 n. 1.
- MÉOLAN** (Joseph), écuyer, second consul en 1654-1655. — III. 462.
- MERCŒUR** (Louis de Vendôme, duc de), gouverneur de Provence en 1652. — I. 54 n. 2, 69 n. 2, 74 n. 5, 159 n. 2; — II. 181 n. 5, 271, 300, 329 n. 2, 371 n. 1, 399 n. 5, 407, 408, 409, 410, 411, 413, 415, 417, 418, 419, 421, 422, 423; — III. 425, 427, 444 n. 2, 445, 447 n. 2, 448, 452, 458, 460, 461, 462 n. 4, 463, 464, 465, 466, 467 n. 2, 469, 470, 471, 472, 473, 474 n. 1, 478 n. 1, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 487, 488, 490, 491, 493, 494, 495 n. 2, 496, 497, 498 n. 1, 500, 503, 504, 505, 506, 507, 508, n. 2, 511, 513, 514, 515, 516 n. 4, 518, 519, 520, 521, 522, 524, 525, 527, 528, 533, 534, 535, 536, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 548, 550, 553, 554, 556, 557, 558, 559, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 570, 571, 572, 573, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 595, 596, 597 n. 1, 599, 600, 602, 610 n. 2, 615, 619 n. 2, 637, 649 n. 6, 652, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668 n. 1, 669, 670, 671, 672, 673, 675, 676, 677 n. 1, 678, 679, 680, 681 n. 1, 682, 683 n. 2, 684, 685, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 695, 696, 697, 699, 700, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 710, 711, 712, 713, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 728 n. 3, 729, 730, 737, 738, 739, 743, 744, 746, 747, 748, 749, 751, 752, 753, 755, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 770, 771, 773, 774 n. 2, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 786 n. 1, 789, 790 n. 1, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818 n. 3, 821, 822 n. 4, 824, 825 n. 2, 827, 828 n. 1, 830, 832, 833, 834, 835, 843 n. 1, 847 n. 2.
- MERCŒUR** (Laure Mancini, duchesse de). — II. 408; — III. 448 n. 3, 452, 470.
- MERVEILLE** (sieur de), gentilhomme de Marseille. — III. 537 n. 1.
- MESNIL** (sieur du), capitaine des gardes du prince de Conti. — II. 392, 394.
- Messine*, ville de Sicile. — I. 164.
- Métiers* (chefs de). — I. 24, 50.
- Métiers* (corps de). — I. 36.
- Meyrargues* (château de). — II. 261 n. 5.
- Milan* (ville et duché de). — II. 339 n. 4; — III. 426.
- Milice urbaine ou bourgeoise* (compagnies de la). — I. 3, 38, 63-64, 73,

- 74, 76; — II. 248, 258, 322, 399, 414; — III. 549, 551, 552, 559, 562, 564, 582.
- Milices communales de Provence. — II. 251 n. 5.
- MILONIS (Charles de), avocat, assesseur en 1645-1646. — I. 61 n. 1; — II. 212, 217.
- Minimes (couvent des). — II. 286, 287, 288.
- Ministres et Secrétaires d'État. — I. 69, 98, 104, 115, 118, 121, 122 n. 1, 124, 125, 127, 128, 135, 149, 150, 153, 155, 158, 159, 160, 161, 163, 165; — II. 171, 174, 175 n. 5, 176, 180, 184, 187, 192, 195, 198, 200, 201, 202, 207, 209, 211, 212, 215, 216, 218, 221, 224, 225, 226, 227, 230, 236, 237 n. 2, 240 n. 1, 245, 267, 277 n. 1, 278, 280, 292, 296, 297 n. 2, 303, 306, 311, 317 n. 5, 321 n. 1, 324, 326, 332, 333, 334 n. 1, 342, 343, 344, 347, 354, 364 n. 3, 365, 366, 368, 372 n. 3, 373, 374, 375 n. 2, 379, 383 n. 4, 396, 399, 410, 412, 416; — III. 451, 457, 458, 462 n. 1, 463, 474 n. 1, 476, 477, 478, 490, 493 n. 1, 495, 497, 505, 520, 542, 545, 549, 550, 577, 578, 584, 588, 590, 591, 592, 595, 599, 602, 609, 631, 632, 637, 639, 641, 643, 650, 652, 672, 686, 716, 721, 751, 779, 780, 781, 790, 793, 796, 798, 800 n. 2, 816.
- MIRABEAU (famille de Riquetti de) — III. 519, 524, 537.
- MIRABEAU (Honoré de Riquetti, sieur de), premier consul en 1622. — I. 38.
- MIRABEAU (Thomas de Riquetti, sieur de). — III. 455, 505, 507, 558, 833.
- MIRABEAU (Jean de Riquetti, sieur de), premier consul en 1642-1643. — I. 143; — II. 377.
- MIRABEAU, député du Tiers en 1789. — I. 38 n. 2.
- MISTRAL DE MONDRAGON, baron de Croze (Dominique de), gentilhomme provençal, viguier en 1630. — I. 103 n. 2.
- Mœurs (police des). — I. 76.
- MATHIEU MOLÉ, premier président du Parlement de Paris. — II. 370.
- MONDRAGON (sieur de), gentilhomme provençal, viguier en 1645-1646. — I. 103 n. 3.
- MONIER (Cadet de), gentilhomme de Marseille. — III. 676.
- MONIER (Jean-Baptiste de), gentilhomme de Marseille. — III. 446.
- MONIER (Melchion de), écuyer, second consul en 1622. — I. 38.
- MONIER DE LA GIRADE (François), capitaine de quartier. — III. 446.
- Monnaies. — I. 34, 155; — II. 191, 192, 196 n. 2, 208 n. 1.
- Montauroux (Forteresse de). — II. 256.
- MONTDÉSIR (de), gentilhomme de Marseille. — III. 729, 730, 731, 761 n. 3.
- MONTAUX (Charles de), gentilhomme de Marseille. — III. 520.
- Montélimar, ville de France. — I. 157.
- MONTMEILLAN (sieur de), gouverneur de Fréjus. — II. 257.
- MONTMÉLIAN (sieur de), premier procureur du pays. — III. 678 n. 2.
- MONTMORENCY, duchesse d'Angoulême (Charlotte de), mère du comte d'Alais. — II. 168, 298 n. 1.
- MONTMORENCY (Henri de), gouverneur du Languedoc. — II. 169 n. 4.
- MONTOLIEU (Bâtard de), citoyen de Marseille. — III. 740, 741, 817, 825 n. 2, 826, 828, 829.
- MONTOLIEU (Guillaume de), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1631-1632. — I. 124 n. 2, 160 n. 2.
- MONTOLIEU (sieur de), gentilhomme de Marseille, capitaine d'une galère royale. — I. 17 n. 1, 38, 56 n. 1, 91 n. 1; — II. 254, 278 n. 3, 279, 280, 281, 285, 289 n. 2, 292, 294 n. 1, 297, 300 n. 1, 301, 302 n. 2, 303, 308, 348, 349, 394 n. 5; — III. 429 n. 3, 433, 434, 443, 445, 455, 471, 507, 528.
- MONTOLIEU (Pierre de), gentilhomme de Marseille. — II. 254.
- Montpellier (ville et diocèse de). — II. 339 n. 2; — III. 786 n. 1, 792.
- MONTPEZAT (marquis de). — II. 261.
- MOULIN, avocat au Parlement de Provence. — III. 609.
- Moulins, ville de France. — III. 316 n. 1, 824.
- Mourgues (Monaco), place forte à la frontière du comté de Nice. — II. 189 n. 5, 311.
- MOURGUES (prince de). — II. 311 n. 1.
- MOUSTIER (Antoine de), écuyer, second consul en 1639-1640. — I. 99 n. 2.
- MOUSTIER (Antoine de), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1654-1655. — I. 75 n. 1; — III. 461, 764, 766.
- MOUSTIER (Cadet de), gentilhomme de Marseille. — I. 70 n. 1; — II. 362, 364 n. 1, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 372, 375 n. 2, 376, 377, 378, 384, 387 n. 2.
- MOUSTIER (François de), capitaine de l'artillerie en 1643-1644. — I. 75 n. 1.
- MOUSTIER (François de), écuyer, second consul en 1642-1643. — I. 75 n. 1.
- MOUSTIER (Simon de), écuyer, second consul en 1644-1645. — I. 75 n. 1; — II. 198 n. 5.
- MOVANS (baron de), gentilhomme provençal, viguier en 1646-1647. — I. 103 n. 3; — II. 214.

N

- NANS (sieur de), gentilhomme de Marseille. — II. 357.
- Naples (Royaume de). — II. 175, 334; — III. 426, 574, 575 n. 1, 852.
- Naples (ville de). — II. 305, 306, 339 n. 4.

Navires et galères armés par la ville. — III. 503.

NÉGREUX (Antoine de Riquetti, sieur de), premier consul en 1640-1641. — I. 35, 36, 97 n. 2, 151 n. 1, 154 n. 1; — II. 357.

Neuve (Place). — III. 531, 538, 552, 804.

NICOLAS, sergent du fort de Notre-Dame-de-la-Garde. — II. 319, 320.

Nîmes (ville et diocèse de). — II. 339 n. 2; — III. 793 n. 4.

NIOZELLES (Gaspard de Glandevès, sieur de), gentilhomme de Marseille, chef du parti des troubles de 1658-1660. — I. 57. — II. 239, 245, 246, 269, 270, 276 n. 2, 279, 280, 281, 296, 304 n. 5; — III. 521-523, 524, 525, 527, 528, 529, 531, 532, 533, 534, 536, 538, 539, 541, 544, 549, 553, 557, 561, 563, 568, 570, 571, 573, 585, 587, 589, 591, 592, 593 n. 1, 599, 604, 606 n. 3, 607, 610 n. 2, 613, 614, 615, 616 n. 1, 620, 621, 622, 624, 625, 626 n. 1, 627, 630, 631, 639, 640, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 652, 653, 654-657, 658, 661, 662, 663, 664, 666, 670, 676, 677 n. 2, 680, 682, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 694, 695, 696, 698, 702, 703 n. 2, 704, 707, 709, 710, 711, 712, 713 n. 2, 720, 721, 722-723, 725 n. 2, 728, 731, 732, 733, 735, 736, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 758, 759, 760, 762, 763, 764, 772, 773 n. 1, 774, 776, 777 n. 5, 778 n. 1, 780 n. 3, 783, 784, 786 n. 1, 792, 793, 795, 796, 797 n. 1, 801-802, 815, 816 n. 2, 817 n. 2, 821, 822, 825, 826, 828, 829, 830.

Noblesse. — I. 34, 35, 36, 38, 39, 79; — II. 254, 258, 274, 277 n. 1, 284, 285 n. 3, 330 n. 2, 344, 347, 374, 376, 414; — III. 434, 456, 501, 511 n. 1, 537, 538, 630, 655 n. 4, 656, 657, 676, 687, 689, 700, 739, 769, 778 n. 2, 835, 836, 843, 844, 845, 851-852, 853.

Non extrahendo (Privilège de). — I. 107, 109, 110, 112, 113 n. 4, 128 n. 1, 136-140; — II. 216.

Normandie, province française. — II. 280, 292, 326, 339.

Notaire royal. — II. 279.

Notaire-Secrétaire de la Ville. — *Introd.*, IX; — I. 23, 28, 29, 34, 41, 50 n. 2, 60, 71, 72, 75-76, 80, 87, 99 n. 2; — II. 214; — III. 437 n. 2, 586, 626 n. 1, 648, 839 n. 4, 849 n. 1.

Notre-Dame de la Garde (Colline, fort et église de). — I. 4, 75 n. 3, 91 n. 1; — II. 281, 319-322, 323, 324, 326 n. 1, 327, 328 n. 2, 333, 363 n. 2, 366 n. 1; — III. 426, 810 n. 3.

« Nouveau-État ». — I. 41 n. 3, 45 n. 2, 50 n. 2, 132, 134; — II. 188, 203, 214, 219 n. 5, 224, 273 n. 2, 276, 278, 280 n. 2, 294 n. 2, 394; — III. 448, 451, 452, 457, 459, 462, 500, 505, 509, 518,

529, 587, 595 n. 3, 621, 626, 749, 751, 761 n. 3, 762 n. 1, 786 n. 1.

NOYERS (Sublet des), Secrétaire d'État. — I. 11, 13 n. 3, 98 n. 2, 106, 157 n. 1; — II. 173 n. 5.

O

Observance (Couvent de l'). — I. 114 n. 2.

Observance (Église de l'). — III. 633, 634.

Observance (Pères de l'). — III. 526.

Observance (Place de l'). — III. 525, 552.

Œuvres religieuses. — I. 71 n. 1.

Offices municipaux (Charges, Magistratures et). — I. 17, 18, 20, 29, 33, 40, 42, 44, 71 n. 1, 80, 96 n. 1, 114, 131, 133; — II. 176 n. 1, 186, 188, 213 n. 1, 214, 216, 223, 273 n. 3, 277, 280, 283, 285, 291, 293 n. 1, 296 n. 4, 297 n. 1, 300; — III. 432, 433 n. 3, 438, 440, 442, 443, 450, 455 n. 1, 460, 506, 508, 514 n. 1, 518, 601, 620, 627, 629, 635, 643, 836, 839 n. 4, 850, 851.

Offices royaux (Charges et). — I. 17, 39, 51, 54, 55, 96, 107, 108, 109, 112, 127; — II. 216, 217, 230 n. 4, 231; — III. 435 n. 1.

Officiers de l'Armée ou de la Marine du Roi. — I. 73; — II. 416.

Officiers des Galères. — II. 244.

Officiers du Roi (Justice, Police, Finances). — I. 7, 63, 65, 80, 94, 111 n. 1, 112, 127, 136 n. 3, 165; — II. 186, 217, 330 n. 2, 389, 410 n. 2; — III. 440, 497, 648, 751, 759.

Officiers et Magistrats municipaux. — I. 21, 23, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 34, 35, 36, 42, 44, 46, 50, 51, 55, 56, 59, 73, 75, 76, 77, 79, 83, 94, 96 n. 1, 97, 101, 102, 112, 116, 130, 134, 135 n. 2, 136, 139, 141, 142, 143, 160; — II. 169 n. 1, 176, 198, 221, 238, 245 n. 4, 269, 335; — III. 432, 436, 445, 451, 452, 506, 508, 515, 562 n. 2, 590, 596, 616, 627, 628, 665, 693, 737, 751, 773, 786 n. 1, 788 n. 3, 806, 834, 838, 839, 843 n. 1, 848, 849, 853.

Ollioules, communauté de Provence. — II. 422.

ONDEDEI, évêque de Fréjus. — III. 568, 571, 578.

OPPÈDE (famille Maynier d'). — III. 464 n. 3.

OPPÈDE (Henri de Maynier, baron d'), premier président du Parlement de Provence. — I. 152; — II. 252 n. 2, 256, 257 n. 2, 270 n. 3, 307 n. 2, 323, 336, 343, 348, 361, 381, 382, 384, 387, 388, 392, 394, 398, 401, 405 n. 4, 406 n. 2, 411 n. 1, 417; — III. 464-472, 487, 488, 490, 491, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 507, 508, 509 n. 2, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 520, 521, 522,

524, 525, 526, 527, 528 n. 2, 529, 530 n. 3, 531 n. 2, 533, 534, 535, 541, 543, 545, 547, 549, 554, 555, 557, 558, 559, 561, 562, 564, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 573 n. 1, 574, 575, 576, 578, 579, 581 n. 6, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588 n. 1, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 603, 604, 605, 606, 607 n. 1, 608, 609, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 620, 621, 622, 623 n. 1, 624, 625 n. 1, 629 n. 4, 630 n. 1, 631, 632, 634, 635, 636, 637, 639, 640, 643, 644, 645, 646, 647, 649 n. 6, 650, 651, 652, 666 n. 1, 667, 670, 671, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685 n. 2, 686 n. 6, 688, 689, 690, 696, 697, 698, 700, 702, 705, 712, 713, 717, 718, 719, 720 n. 1, 722, 723, 724, 725, 729, 734, 735, 738, 739, 740, 741 n. 4, 742, 743, 744, 746, 747, 748 n. 5, 751, 752, 755, 758, 759, 760 n. 3, 761, 762, 765, 768, 769, 770, 771, 773, 774 n. 2, 777, 778, 779, 782, 785, 787, 788, 789, 790 n. 1, 792, 793, 798, 809, 817, 830, 834, 835, 841, 843 n. 1, 845.

OPPÈDE (Jean Maynier, baron d'). — III. 464 n. 3, 467, 830 n. 5.

OPPÈDE (Mme la présidente d'). — II. 323 n. 2.

ORAISON (Elsias d'), conseiller à la Sénéchaussée. — I. 109 n. 5.

ORAISON (Ignace d'), avocat, assesseur en 1654-1655. — III. 461.

Orange (principauté d'). — III. 686, 693, 703.

Oratoire (Pères de l'). — I. 83.

Orbitello (siège d'). — II. 184.

Ordinaire, courrier hebdomadaire entre Paris et la Provence. — I. 120; — II. 344 n. 3, 363 n. 1, 385 n. 3, 389; — III. 491, 493, 578, 597, 623 n. 1, 714.

ORGEVAL (M. d'), commissaire du Roi en Provence. — III. 457, 468.

Orgon, communauté de Provence. — II. 412.

Oriol (vallon de l'). — II. 320.

ORLÉANS (Gaston, duc d'), frère de Louis XIII. — II. 184, 204, 253, 293, 295, 297, 300 n. 1, 302, 304, 325, 326 n. 1, 337, 338, 340, 342, 344, 362 n. 5, 364 n. 1, 366, 367, 368, 380 n. 3, 381 n. 2, 383, 401, 404, 406 n. 2, 418.

ORTIGUES (Pierre d'), avocat, assesseur en 1650-1651. — II. 202 n. 3, 236 n. 3, 259, 349, 355, 356, 402; — III. 435 n. 2, 444 n. 4, 634, 636, 638, 641, 642, 644, 645, 659 n. 1, 661, 705, 710.

OVILLI (Joseph), dit Vesque, bourgeois de Marseille. — II. 189 n. 1.

P

Pain (taxe du). — I. 62, 86.

Palais (juge du). — I. 21, 43, 50, 77,

78, 81, 95, 96 n. 1, 108; — III. 455, 676, 837, 838.

Palais (place du). — III. 539, 552, 697, 830 n. 5.

PALATINE (Anne de Gonzague, princesse). — III. 568, 571.

Palerme, ville de Sicile. — I. 164.

PALLAVICINI (marquis de). — III. 489, 497.

PARAT, notaire. — II. 199.

Parlement d'Angleterre. — II. 240 n. 3.

Parlement de Paris. — II. 204 n. 1, 232, 233, 239, 240 n. 2, 251, 337 n. 1, 361 n. 3, 367 n. 2, 368, 381, 401, 403, 404 n. 1, 406 n. 2, 498, 424; — III. 466.

PARLEMENT DE PROVENCE. — I. 39, 45, 47, 48, 52, 59, 60, 62, 65, 66, 68, 70, 78, 88 n. 3, 101, 112, 115, 117, 120 n. 3, 121 n. 2, 136, 137, 138, 139, 140; — II. 168, 170 n. 6, 172, 173, 174, 187, 192, 196, 202 n. 1, 203, 204 n. 1, 209 n. 4, 216, 226, 227 n. 2, 229, 230, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 242, 243, 244, 246, 247, 249, 250, 251, 252, 253, 255, 256, 257, 259, 260, 261, 263, 267, 270, 273, 276, 279, 283 n. 3, 291, 292, 294, 298, 302 n. 1, 304, 307, 308, 310, 312, 313, 316, 317 n. 5, 321, 322, 323, 324, 328, 329, 330, 332, 336, 339 n. 1, 341, 343, 345 n. 2, 348, 349, 351 n. 2, 352, 354, 361, 362, 364 n. 1, 365, 366, 367 n. 2, 368, 371, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 387, 393, 394, 395, 396, 397, 399, 400, 402, 403, 404 n. 1, 405, 406 n. 2, 410, 413, 414, 424; — III. 432 n. 1, 444 n. 4, 464, 465 n. 5, 467, 468, 469, 474 n. 1, 490, 499, 504, 512, 521, 525, 546 n. 2, 547, 548, 557, 560, 594, 597 n. 1, 602, 604, 605, 610 n. 2, 612, 613, 620, 633, 636, 637, 646, 662, 677, 680, 682 n. 3, 683, 684, 685 n. 2, 688 n. 3, 692 n. 2, 696, 698, 700, 707, 734, 737, 740, 741, 743 n. 5, 744, 750, 751, 752, 753, 755, 757, 758, 765 n. 1, 771, 781, 788 n. 2, 789, 790 n. 1, 797 n. 1, 818 n. 2, 819, 830 n. 5, 842, 843 n. 1, 845. — Commissaires du. — II. 355, 377, 399; — III. 490, 491, 495 n. 2, 499 n. 4, 526, 533 n. 4, 590, 734 n. 3, 742, 743, 802, 808, 819. — Chambre des Requêtes au. — II. 172, 174, 187, 188, 216, 217, 226, 227 n. 1, 228, 230 n. 4, 234. — Première Présidence du. — III. 464, 466, 470, 471, 500, 504, 677, 678, 679. — Premier Président du. — I. 114, 115; — II. 382, 393, 394, 404 n. 1, 406 n. 2; — III. 544, 545, 546, 553, 555, 570, 587, 588, 590, 603, 606, 609, 614, 616, 646, 647, 650, 651, 670, 677, 679, 680, 682, 683, 684, 685, 688, 689, 702, 720, 735, 738, 740, 743 n. 5, 744, 746, 747, 760, 762, 770, 772, 773, 781, 782, 783, 785, 788, 789, 809, 815, 823 n. 4, 830.

Parlements Provinciaux. — III. 469. — de Dijon. — II. 378; — de Grenoble.

— II. 197, 199, 202; — de Toulouse.
— II. 208, 209, 223.

PARTIS ET DIVISIONS POLITIQUES.

— A Marseille. — I. 51, 55, 56, 57, 58, 95, 96 n. 1, 102, 103, 106, 107, 110, 112, 114, 116, 117, 119, 120, 122, 131, 132, 133, 135; — II. 169, 175, 176, 186, 189, 190, 192, 196 n. 2, 198, 199, 200, 201, 202, 205, 207 n. 1, 209, 213, 215, 216, 217, 218, 220, 222, 223, 225, 226, 235, 239, 244, 246, 247, 248 n. 4, 249, 250, 251, 254, 257, 258, 259, 265, 270, 274, 275, 276, 278, 280, 282, 283 n. 3, 289 n. 4, 290 n. 1, 291, 293 n. 1, 296, 297, 308, 314, 315 n. 3, 316, 321 n. 1, 327 n. 2, 328, 333, 357, 348, 349, 350, 351 n. 2, 352, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 362, 365, 366, 369, 373, 374, 375 n. 2, 377, 378, 390, 393 n. 4, 398 n. 1, 401, 418; — III. 427, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 441-442, 443, 444, 445, 447, 449, 451, 452, 453, 454, 458, 459, 460, 462, 463, 470, 498, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 509 n. 2, 510, 511, 512, 514, 515, 516, 517, 521, 522, 523, 524, 529, 530, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 541, 545, 548, 549, 554, 557, 558, 559, 560, 561, 564, 565, 568 n. 4, 569, 586, 587 n. 1, 592, 595, 597 n. 1, 599, 600, 601, 602, 603, 605, 606, 607, 608, 613, 614, 615, 620, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 632, 633, 635, 643, 645, 646 n. 3, 652, 653, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 669, 672, 673, 674, 675, 687, 693, 694, 695, 696, 700, 703, 706, 711, 718, 720, 724 n. 2, 725, 733, 750, 758 n. 3, 759, 760, 761, 762 n. 1, 763, 764, 772, 774, 775, 776, 778 n. 1, 782, 786 n. 1, 788, 792, 795, 798, 806, 807, 808, 814, 815, 817, 821, 822, 823, 824, 826, 828, 830, 835, 843, 845, 848, 853. — En Provence. — II. 173, 174, 189 n. 5, 190 n. 2, 191 n. 4, 203, 206, 216, 230, 232, 234, 235, 239, 242, 250, 252, 253, 255, 256, 258, 259, 260, 261, 263, 264, 266, 267, 269, 284 n. 2, 288, 289, 306 n. 5, 309, 310, 311 n. 1, 312, 313, 317 n. 5, 318, 322 n. 3, 323, 329, 330, 332, 336, 337, 338, 339, 341 n. 4, 342, 346, 360, 361, 362, 363, 364, 372 n. 4, 373, 376 n. 3, 382, 384, 385, 386, 391 n. 1, 396 n. 1, 397, 398, 400, 402, 404, 405, 406 n. 2, 409, 410, 413, 415, 417, 419, 421, 423; — III. 425, 428, 464, 465, 504, 521, 525, 567, 575, 586, 587 n. 1, 594, 596, 613, 616, 658, 676-686, 691, 708, 740, 765.

PASCAL (Boniface), écuyer, second consul en 1657-1658. — I. 57; — III. 508, 511 n. 1, 539, 541 n. 2, 542, 548 n. 5, 600 n. 5, 604, 606 n. 3, 607 n. 1, 611, 623, 624, 635 n. 3.

PASCAL (François), bourgeois de Marseille. — II. 189 n. 1.

PAUL (chevalier, puis commandeur), gentilhomme de Marseille, chef d'es-

cadre. — I. 38; — II. 271 n. 6, 275 n. 2, 339; — III. 547, 549 n. 1, 550, 561, 564, 632.

PAUL (sieur de), gentilhomme de Marseille. — II. 246 n. 1, 278 n. 3, 302 n. 2.

PAUL (sieur Pierre de), gentilhomme de Marseille. — III. 443, 524, 529, 803.

Pêche, principal moyen d'existence du peuple de Marseille. — I. 82 et n. 3, 92.

Pêcheurs (communauté des). — I. 159 n. 2, — III. 502, 547.

Pêcheurs ou de Saint-Jean (prudhomie des). — I. 3; — II. 217 n. 3, 283.

PEISSONNIS (Jacques), avocat. — II. 200 n. 1.

Pennes (Les), commune limitrophe de Marseille. — I. 1 n. 1; — II. 209, 214.

PENNES (Marc-Antoine de Vento, sieur des), gentilhomme de Marseille premier consul en 1643-1644. — I. 70, 164 n. 1; — II. 186, 187, 188, 189, 191, 198; — III. 525.

PENNES (Madame de Vento des). — II. 194.

PENNES (chevalier des), gentilhomme de Marseille. — III. 694, 696 n. 1.

PERRET (Charles). — III. 733-735, 737 n. 1, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 750, 755 n. 3, 781, 797 n. 1, 825, 826, 827 n. 1, 828.

Pertuis, ville de Provence. — II. 272 n. 4.

PÉRUSIS (de), gentilhomme provençal. — II. 249.

Peste (épidémies de). — I. 5, 40, 47, 48, 49, 51, 66-69, 89, 91, 92 n. 2, 135 n. 2; — II. 262-263, 266 n. 1, 269, 270, 275, 276, 277, 278, 279, 300 n. 4, 305, 315, 316, 318, 320, 323 n. 2, 327 n. 2, 330 n. 3, 347 n. 2, 375, 419 n. 3; — III. 429 n. 2, 478, 522, 841.

PEYPIN (sieur de), gentilhomme de Marseille. — I. 15, 16.

Peyrolles, communauté de Provence. — 261 n. 5.

Peyruis, communauté de Provence. — II. 402.

PEYSSONNEL, avocat au Parlement. — III. 609, 615 n. 6.

Pharo (jardin et palais du). — II. 319; — III. 810 n. 3.

PHILIPPE II, roi d'Espagne. — I. 163.

PHILIPPE IV, roi d'Espagne. — III. 647, 702.

Piémont. — I. 157 n. 3; — II. 266 n. 1.

Pierre-Scize (forteresse de). — III. 631, 640 n. 2, 658, 664, 681, 686 n. 2, 719, 760.

Pierrelatte, bourg aux limites de la Provence et du Dauphiné. — II. 344.

Pierre-qui-Rage (rue de la). — I. 84.

PILES (marquis de Fortia de), gouverneur du Château d'If. — II. 253 n. 3, 257, 290 n. 1, 321; — III. 532, 533, 534, 535 n. 1, 536, 537, 538, 550 n. 3,

- 554, 560, 580 n. 4, 605, 608 n. 1, 635, 643, 644 n. 1, 645, 648, 649, 653, 659, 660, 661, 662, 663 n. 1, 664, 665, 669, 671, 675 n. 1, 688, 703, 704, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 714, 715, 716, 718 n. 2, 719, 724, 726, 727 n. 2, 733, 762, 753, 770, 778 n. 1, 802, 804, 805, 806, 808 n. 5, 817, 818 n. 1, 819, 824, 832, 833, 834, 836 n. 2, 837 n. 4.
- PILES** (Alphonse de Fortia de Forville de), second gouverneur-viguier de Marseille. — III. 848 n. 3.
- PIMENTEL**, envoyé du roi d'Espagne. — III. 639, 647.
- Pin** (conférences du). — II. 263.
- PIOLENC** (sieur de), premier consul de Toulon. — II. 401.
- PIONSIN-GIRAUD** (de), consul de Toulon. — II. 417.
- Pise** (ville de). — I. 36.
- Places publiques**. — II. 286, 414.
- Plateforme**, terrasse située en avant de la Major et dominant la mer. — II. 261, 287, 352, 353; — III. 538, 539, 540, 551, 560, 660.
- PLESSIS-PRASLIN** (maréchal du). — III. 810-811.
- Poids et Mesures**. — I. 62, 65.
- Poitiers**, ville de France. — II. 401 n. 1; — III. 816 n. 1, 824.
- Police municipale**. — I. 63-64, 65, 66, 67, 81; — II. 351; — III. 448-449, 519, 715, 838.
- PONS**, premier vicomte de Marseille. — II. 175.
- PONTEVÈS** (Maurel de), trésorier de la Province. — III. 823 n. 1.
- PORCHÈRES** (sieur de), premier consul de Saint-Maximin. — II. 416 n. 2.
- PORT** (le). — I. 2 et n. 5; — II. 238 n. 2, 244, 268, 284, 290, 318, 319, 320, 330 n. 3, 333, 354, 375, 377; — III. 489, 490, 527, 539, 548, 549 n. 1, 550 n. 4, 552, 581, 623, 632, 697, 699 n. 1, 716, 717, 737 n. 1, 751, 800, 811, 820, 835 n. 3, 838, 841; — Quai du —. — I. 2, 4; — III. 662, 733, 740, 790, 826 n. 3; — Chaîne du —. — II. 290 n. 2, 402 n. 6; — III. 541, 837. — Cure ou Entretien du —. — I. 62, 82, 83, 141, 142 n. 2, 147 n. 1; — III. 439, 841, 842 n. 4. — Franchise du —. — III. 835, 851. — Intendants du —. — I. 62, 83, 141; — III. 839 n. 4; — Revenus du —. — I. 83.
- Portes et Murailles**. — I. 74, 75, 240, 241 n. 2; — II. 262, 281, 282, 286, 287, 292 n. 6, 293, 306, 315, 353, 355, 402 n. 6; — III. 535, 549, 559, 663 n. 1, 778 n. 1, 800, 801, 802, 804, 807, 808, 812 n. 2, 813 n. 4, 832, 837, 851 n. 2.
- Portes** : de la Frache. — II. 260; — Galle. — I. 114 n. 2; — du Marché. — II. 240, 275; — III. 532. — du Portallet. — II. 240. — Réale ou Royale ou d'Aix. — I. 2 n. 5, 87; — II. 247, 281, 287, 318, 343, 344 n. 1, 352, 354, 355, 414; —
- III. 440, 500 n. 2, 532, 533, 798, 802, 808, 812 n. 2, 813 n. 4, 832, 837.
- POTERIE** (de la), intendant de Provence. — I. 115.
- POURRET** (François), bourgeois, troisième consul en 1643-1644. — II. 187.
- POURRIÈRES** (vicomte de), gentilhomme provençal. — III. 451 n. 1.
- Pouvoir royal**. — II. 172, 198, 204 n. 1, 223; — III. 472, 477, 480, 513.
- Prêcheurs** (couvent des Frères). — I. 17 n. 1, 49; — II. 278; — III. 432, 454, 455, 542, 562 n. 3, 635, 701.
- Prêcheurs** (place des), à Aix. — II. 232; — III. 679 n. 3, 684 n. 2.
- Préséance** (querelles de). — I. 54, 109-110.
- Présents faits aux Ministres et à leurs commis**. — I. 125-127, 163; — III. 484, 490, 628.
- Princes** (arrestation et liberté des). — II. 271, 272, 273, 277 n. 1, 284 n. 2, 353, 363, 364, 408.
- Princes** (parti des). — II. 180, 181, 295, 298, 306, 317, 327 n. 2, 330, 334, 339, 345, 347 n. 2, 363 n. 1, 381, 382, 385, 387, 391, 392, 393, 395, 396, 397 n. 2, 398, 399 n. 5, 401, 404, 406 n. 2, 407, 411, 415, 417, 418, 422 n. 4, 423, 424; — III. 427, 433, 465, 471, 791.
- Prince d'Amour**. — I. 15, 16.
- Procureur du Roi de la Communauté**. III. 849 n. 1.
- PROVENCE** (la). — *Introd.*, XIV; — I. 6, 14, 17, 109, 113, 115, 116, 129, 136, 148, 151, 152, 153 n. 1, 155, 156, 157 n. 3, 162, 163, 164, 165; — II. 167, 168, 170, 173, 174, 175, 176, 183, 185, 186, 187, 188, 189 n. 5, 191, 193, 196 n. 2, 203, 204, 205, 210, 212 n. 4, 218, 227, 228, 229, 230, 233, 235, 240, 243, 249, 251 n. 5, 252, 255, 257, 259, 260, 263, 264, 267, 268, 269, 280, 288, 289, 293 n. 1, 295, 297, 298, 299, 310, 311 n. 1, 312, 313, 317, 322, 323, 326, 330, 332, 333, 337, 338, 339 n. 4, 340, 341, 342, 344, 346, 360, 362, 363 n. 1, 364, 365, 368, 369, 370, 371, 374, 377, 378, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 392, 394 n. 1, 395, 397, 399, 400, 401, 404, 407, 408, 409, 410, 411 n. 2, 412, 413, 416, 418, 419, 422, 423, 424; — III. 425, 426, 427, 428, 463, 464, 465, 466, 467, 469, 470, 474 n. 1, 480, 486, 497, 500, 511, 512, 514, 515, 520, 521 n. 3, 555, 557, 561 n. 5, 569, 570, 571, 572, 573 n. 1, 574, 575, 578, 580, 588, 589, 593, 594, 595 n. 2, 596, 600, 614, 616, 631, 637, 640, 645, 647, 650, 653, 658, 668, 676, 677, 679, 680, 697, 699, 706, 713 n. 2, 718, 725, 727, 728, 729, 740, 752, 765, 771 n. 2, 772, 778, 779, 790, 791, 793, 794, 795, 808 n. 2, 816, 823, 838, 843 n. 1, 853. — Comtes de —. — I. 1, 6, 8, 14, 20 n. 3, 22, 23, 24, 41, 42, 77, 80, 82, 94, 95, 99 n. 1, 107, 122, 128 n. 1, 136, 150, 159 n. 2; —

II. 175, 409; — III. 431, 474 n. 1, 484, 486, 648, 649, 847 n. 2. — Gouverne-
ment de —. — II. 170, 175 n. 5, 204
n. 1, 228, 229 n. 2, 250, 271, 277 n. 1,
310, 317, 334, 342, 343, 344 n. 1, 346,
359, 360, 361, 362, 364, 365, 368, 370,
371, 372, 373, 381, 383, 384, 386, 388
n. 1, 389, 390, 395, 398 n. 1, 399, 405,
406 n. 1, 407, 408, 409 n. 1, 410, 412
n. 3, 413, 419, 423 n. 2; — III. 466,
470, 471, 512, 520, 572 n. 2, 677 n. 1,
679 n. 4, 684 n. 3, 725, 784. — Gou-
verneur de —. — I. 9, 12, 13, 62 n. 1,
64, 65, 66, 69, 74, 88 n. 3, 94, 96 n. 1,
99, 102, 104, 106, 110, 114, 115, 117,
120 n. 3, 124, 126 n. 1, 127, 132, 134,
135, 141, 145, 146 n. 1, 147, 153 n. 1,
154 n. 1, 164, 165; — II. 168, 169, 172,
174, 176, 186, 191, 192, 193, 198, 200,
203, 207, 220, 227 n. 3, 228, 229, 232,
233, 234, 237, 238, 241, 243, 250, 252,
253, 257, 263, 264, 266 n. 1, 267, 269,
270, 272, 274, 276, 277 n. 1, 285, 286,
287, 291, 294 n. 2, 295, 310, 311, 328,
329 n. 2, 332, 334, 337, 338, 339, 341,
343, 360, 361, 362, 364 n. 3, 366, 368
n. 3, 370 n. 4, 372 n. 4, 373, 377, 382,
383 n. 4, 385, 387, 388, 389, 392 n. 1,
396, 400 n. 4, 403, 407, 409 n. 1, 410
n. 1, 412, 413, 414, 419, 423; — III.
452, 458, 460, 461 n. 4, 463 n. 1, 465,
466, 470, 480, 483, 490, 493, 503 n. 3,
505, 507, 512, 515, 519, 521, 527, 531,
534, 544, 545, 548, 549, 553, 555, 559,
560, 562, 564, 572, 576, 577 n. 3, 579,
582, 586, 588, 600, 660, 661 n. 5, 662,
665, 670, 677, 679, 682, 684, 685, 687,
689, 690, 692 n. 2, 695, 702, 705, 708,
710, 711, 714, 720, 732, 736 n. 2, 737,
738, 739, 746, 747, 750, 760, 764, 769,
770, 773, 781, 782, 788 n. 3, 789 n. 2,
798, 814, 836 n. 2, 840, 841, 842 n. 4,
845. — Intendant de —. — I. 13, 65,
66, 74, 94, 103 n. 3, 115, 141, 144, 157;
— II. 172 n. 3, 173, 174, 191, 195, 200
n. 2, 210 n. 2, 229, 243; — III. 466-
470, 471, 848, 849. — États de —. — I.
8, 9 n. 3, 10, 11; — II. 168, 264 n. 3;
— III. 636, 679 n. 4. — Noblesse de
—. — II. 227 n. 3, 233, 311 n. 1, 330,
385, 402, 405 n. 4; — III. 467, 469,
521, 525, 637, 677, 679 n. 4, 684, 685,
691, 693, 702, 754, 763 n. 3, 771. —
Tiers-État de —. — III. 467. — Villes
et Communautés de —. — II. 173, 174,
210 n. 6, 228, 233, 234 n. 1, 235, 236,
250, 252, 257, 260 n. 3, 264, 265, 266
n. 1, 272 n. 4, 276, 299, 311 n. 1, 312,
330, 334, 336, 338, 341, 364 n. 3, 365,
382, 385, 388 n. 1, 397, 398, 406 n. 1,
408, 416; — III. 452 n. 4, 487, 514
n. 1, 553, 555, 593, 626 n. 1, 637, 684,
685, 687, 770, 819. — Elections con-
sulaires en —. — II. 174. — Corps du
Pays de —. — I. 6 n. 2, 8, 9, 10, 11,
13 n. 2, 14, 15, 89, 96 n. 1, 147 n. 2,
151 n. 1, 154 n. 1, 155 n. 2, 157 n. 4;

— II. 189, 227 n. 3, 264, 289 n. 1, 364
n. 1, 368, 384, 388 n. 1, 417 n. 2; —
III. 486, 588, 589, 765 n. 2, 850 n. 1.
— Assemblée des Communautés de
—. — I. 8-14, 88 n. 3; — II. 189 n. 5,
264 n. 3, 266 n. 1, 268, 289, 375 n. 2,
402, 409 n. 1, 410 n. 3, 416, 417, 423
n. 2; — III. 475, 504, 521 n. 3, 562, 567,
588 n. 3, 594 n. 1, 635, 636, 640, 646,
677, 678, 679 n. 4, 680, 681 n. 1, 758
n. 2, 772, 814. — Procureurs du Pays
de —. — I. 8, 9, 12, 14, 15, 16, 145
n. 1; — II. 186 n. 1, 189 n. 5, 227 n. 3,
232, 236, 252, n. 3, 260 n. 3, 261, 263,
266, 270, 286, 289, 294 n. 1, 293, 307,
310, 311 n. 1, 322, 323, 338, 341, 362,
365, 368 n. 3, 330 n. 5, 382, 386, 396,
397, 400, 402, 403, 405, 413, 416, 417
n. 1, 420, 421; — III. 467, 520, 521 n. 3,
553, 556, 559, 560, 562, 586, 588 n. 4,
635, 640, 677, 678, 679 n. 4, 681, 684,
687, 771 n. 1, 772.

Provinces du Midi. — II. 271.

Prud'hommes (les Six). — I. 24, 28.

PUGET (Etienne de), évêque de Mar-
seille. — II. 281, 282, 285 n. 3, 293 n. 1,
294 n. 4, 358, 360; — III. 429 n. 1,
432, 434 n. 3, 538, 554, 605, 608 n. 1,
632, 633, 634, 635, 639 n. 2, 660, 833.

PUGET (sieur de), gentilhomme de Mar-
seille. — II. 399.

Pyramide (rue de la). — III. 829, 830
n. 5.

Pyrénées (traité des). — III. 724 n. 1,
771 n. 2, 792, 835, 845, 853.

Q

Quartier d'hiver. — I. 11, 118 n. 2, 155-
159; — II. 187, 189, 190, 210-218, 223,
271, 408 n. 5; — III. 461 n. 2, 480-
488, 572, 589, 590, 593, 679 n. 4, 846-
847.

Quartiers (les quatre). — I. 3, 27, 31
n. 4, 41, 50 n. 2, 74; — II. 258, 283;
— III. 440, 441, 552, 721 n. 3, 807 n. 2.

Quartiers (capitaines de). — I. 28 n. 3,
32 n. 1, 34, 55, 63, 65, 71, 72-74, 75,
87, 96 n. 1, 131; — II. 258, 276 n. 2,
290, 351, 402 n. 6, 414 n. 2, 420 n. 3;
— III. 438, 443 n. 1, 446, 448, 449 n.
1, 500 n. 2, 532, 551, 552, 560, 565,
627, 665, 715, 738, 751, 766, 839 n. 4,
840 n. 3, 842 n. 846 n. 1.

Quartiers (compagnies de). — V.
Milice Urbaine.

R

RAINAUD (Claude), avocat, assesseur en
1622. — I. 38.

RAMEL (sieur de), gentilhomme de Mar-
seille. — II. 211, 212.

Régiments cantonnés en Provence. —
II. 190 n. 2, 228 n. 2, 229, 230, 232 n. 3.

- 233 n. 2, 234, 252 n. 3, 255, 260 n. 3, 264, 299, 311 n. 1, 316 n. 3, 322 n. 3, 333, 334, 338, 342 n. 1, 350, 401, 402, 405, 419, 422; — III. 520, 525, 543, 546, 547, 549 n. 1, 550, 564, 571, 574, 575 n. 1, 576, 579, 580 n. 1, 588, 589 n. 1, 595, 600, 618, 699, 725 n. 2, 765, 780, 799, 845.
- Règlements et Statuts. — I. 2 n. 1, 3 n. 3, 5 n. 2, 16, 17, 18, 19, 20 n. 3, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 33, 34, 37, 40, 41, 42, 43, 44, 48, 50, 55, 56, 57, 59, 60, 61, 63 n. 1, 77, 81, 93, 94, 95, 98, 99, 100 n. 1, 102, 103, 107, 131, 132, 134, 135, 141 n. 1; — II. 176, 180, 189, 225, 277, 291; — III. 429, 431, 432, 443, 444, 445, 446, 455, 493, 496, 502 n. 6, 595, 596, 620, 622, 770, 772, 773, 788 n. 3, 834, 837-838, 840, 843.
- Règlement de la reine Marie. — I. 27, 31 n. 2, 33 n. 2, 50; — III. 431 n. 2, 432 n. 1.
- Règlement de Cossa ou de Cossé. — I. 27, 31 n. 2, 33 n. 2, 50; — III. 431 n. 2.
- Règlement de Saint-Vallier. — I. 25, 26, 27-33, 34, 35, 41, 46, 49, 52 n. 5, 71, 72, 76, 79, 108, 131, 133; — II. 175, 176, 188, 212, 213, 238, 296; — III. 431, 439, 442, 443 n. 1, 444 n. 4, 526, 657.
- Règlement d'Angoulême. — I. 18 n. 2, 19 n. 1, 20, 25, 26 n. 1, 32, 34, 35, 37, 50, 51, 52 n. 5, 58, 60, 69, 72, 73, 75 n. 1, 76, 97, 100, 131; — III. 432 n. 1.
- Règlement du Sort. — I. 49, 52, 54 n. 2, 132 n. 2; — II. 180; — III. 429 n. 2, 430, 432-444, 446, 447, 449, 450, 451, 452, 453, 454-460, 461, 462, 463, 478, 479, 480, 501, 502, 505, 506, 507, 508-510, 511 n. 1, 512, 514 n. 1, 517, 518, 524, 526, 550, 598, 601, 607, 623, 624 n. 1, 626, 655 n. 4, 659, 660, 665, 668, 694 n. 1, 759, 760, 761, 762 n. 1, 773, 780 n. 6, 788, 816, 836, 837, 839, 840, 843 n. 1, 845 n. 3, 853.
- Règlement de 1660. — III. 834, 835, 836-845, 847, 848, 850 n. 1, 851, 852, 854.
- Règlements municipaux de 1717 et de 1720. — III. 832.
- RÉGUSSE (marquis de), président au Parlement de Provence. — I. 78; — II. 239, 242, 244, 294, 307 n. 2, 313 n. 4, 323 n. 2, 394, 406 n. 2; — III. 444 n. 4, 465 n. 5, 466, 504, 521, 548 n. 5, 567, 575 n. 2, 594, 615 n. 6, 670 n. 5, 678, 680, 682 n. 3, 734 n. 3, 740 n. 2.
- Religion catholique. — I. 19, 20 n. 3, 43, 98 n. 4.
- Religion réformée. — I. 18 n. 2, 19 n. 3, 20, 43, 99 n. 1.
- REMIGAULT-MONTOIS (Marc), maire perpétuel de Marseille. — III. 849 n. 1.
- RENÉ (le Roi). — I. 15 n. 3, 27 n. 2, 31 n. 2, 77, 95; — II. 232; — III. 431 n. 2, 850 n. 1, 852.
- Requêtes (auditeurs de). — I. 46.
- RETZ (maison et cardinal de). — II. 305 n. 3, 370; — III. 498 n. 4, 534 n. 1, 571, 573, 586 n. 5, 769.
- REVEST-CHENU (sieur de), gentilhomme provençal. — III. 435 n. 2.
- REYNAUD (Marc-Antoine), avocat, assesseur en 1659-1660. — III. 761, 804.
- Rhône (passages du). — II. 264, 288 415.
- RICHELIEU (cardinal de). — I. 110, 134, 158, 160 n. 1, 162, 163; — II. 167, 169, 171, 172, 173, 176, 178 n. 7, 181, 187, 197 n. 5, 323 n. 1, 330 n. 3, 334.
- RICHELIEU (cardinal Alphonse de), archevêque de Lyon. — II. 179 n. 1, 181 n. 1, 206 n. 2.
- RICHELIEU (duc de), général des Galères. — I. 64 n. 2; — II. 232 n. 3, 244.
- RICOU, capitaine de quartier. — II. 320, 351-352, 357.
- Riou (Ile de). — I. 83.
- RIQUETTI (famille de). — I. 38, 40.
- RIQUETTI (Jean de), gentilhomme de Marseille. — III. 432 n. 3, 443 n. 1.
- RIQUETTI (Louis-Jean de), avocat, assesseur en 1650-1651. — II. 395; — III. 446.
- Rive-Neuve (quai de). — I. 4.
- ROCHFORD (sieur de), marchand de Marseille. — III. 675 n. 1.
- ROCHEFOUCAULD (cardinal de la). — II. 176 n. 3.
- Rognes, communauté de Provence. — II. 261 n. 5.
- ROQUEFEUIL (Antoine d'Agout, sieur de), gentilhomme de Marseille. — II. 189, 221.
- ROQUEFEUIL (chevalier de), gentilhomme de Marseille. — III. 520, 563 n. 1.
- ROQUEFORT (Pierre de Bausset, sieur de), gentilhomme de Marseille. — I. 57; — II. 186, 224 n. 2, 236, 237, 238, 343, 344 n. 1.
- Roquevaire, communauté de Provence. — II. 251, 286, 288, 292 n. 6, 307, 316 n. 3, 336 n. 3, 396, 397, 421.
- ROQUEVAIRE (Louis de Cabre, sieur de), gentilhomme de Marseille. — III. 518.
- ROSE, secrétaire de Mazarin. — III. 470, 578, 579, 585, 590, 591, 592, 596, 610 n. 2, 658, 704, 791 n. 1, 793 n. 4, 812, 813 n. 4, 823 n. 1.
- ROUGUES (de), conseiller au Semestre. — II. 330 n. 2.
- ROUILLÉ (de), intendant de Provence. — III. 848 n. 4, 849.
- ROUQUETTE (de), premier commis du comte de Brienne. — I. 126; — III. 484.
- ROUSSET (de), conseiller au Semestre. — II. 254 n. 3, 330 n. 2.
- ROUX (Accassy), trésorier de la ville en 1640-1641. — I. 155 n. 2.
- ROUX (Pierre), bourgeois, troisième consul en 1639-1640. — I. 99 n. 2.

Royaume (affaires du). — I. 121, 133 ; — II. 180, 273, 280, 316, 339, 364, 366, 392 n. 1, 405 n. 4, 407.
 Ruban bleu, signe de ralliement des partisans du comte d'Alais. — II. 251, 252 n. 3.
Rueil (paix de). — II. 251, 263 ; — III. 466, 657.
 RUFFI (Antoine de), historien et conseiller à la Sénéchaussée de Marseille. — *Introd.*, XIX ; — I. 2, 4 n. 3 et 4, 5, 38, 60, 72, 75 n. 1, 80, 101, 113, 138 ; — II. 303 ; — III. 507.

S

SABATTIER (de), capitaine de l'artillerie. — III. 446.
 SABRAN (de), conseiller au Parlement. — II. 382 n. 5.
 SABRAN, seigneur de Baudinard (Jean de), gentilhomme provençal, viguier en 1626-1627. — I. 103 n. 2.
 Sabre (Le) et les Sabreurs. — II. 391, 392, 394, 397-403, 405, 411, 415, 418, 419, 421 ; — III. 425, 430, 465, 466, 471, 504.
 SACCO (sieur de), gentilhomme de Marseille. — II. 278 n. 3.
 SAINT-AIGNAN (comte de), envoyé du Roi en Provence. — II. 264.
Saint-Amant (prieuré ou cure de), dépendance de l'Abbaye de Saint-Victor. — III. 689 n. 3.
 Saint-Antoine (première journée de —. 14 mars 1650). — II. 270 n. 1, 280-283, 289, 290 n. 1, 291, 292, 296, 297, 300, 301, 314, 328, 347, 349, 352, 353 ; — III. 522, 653.
 Saint-Antoine (seconde journée de —. 17 janvier 1651). — II. 351-355, 356 n. 4, 376, 388, 391.
 Saint-Augustin (porte de), à Draguignan. — II. 404.
 SAINT-AUNÈS (de), lieutenant général en Catalogne. — III. 576, 589.
Saint-Chamas, communauté de Provence. — II. 266 n. 1.
 SAINT-CÉZARY, président au Semestre. — II. 330 n. 2.
 SAINT-FERRÉOL (Louis de Pontevès, sieur de), gentilhomme de Marseille. — III. 594 n. 4.
Saint-Florent (abbaye de). — III. 792.
Saint-Honorat et Sainte-Marguerite (Iles). — I. 134 ; — II. 335 ; — III. 474 n. 1, 483, 786 n. 1.
 SAINT-JEAN (de), gentilhomme provençal. — 683.
 Saint-Jean (commanderie de). — II. 414 ; — III. 662.
 Saint-Jean (quartier). — I. 3, 41, 64 n. 2, 114 ; — II. 304 n. 4, 354 ; — III. 446, 504, 552, 669 n. 1, 764, 804.
 Saint-Jean (tour). — I. 74 n. 2, 128 n. 1 ; — II. 262 n. 2, 281, 299 n. 1,

320, 322, 354, 363 n. 2, 399 ; — III. 449 n. 1, 807, 811, 813, 815.
Saint-Jean-de-Luz, ville de France. — III. 724, 725, 727, 729, 745, 746, 758.
 Saint-Jérôme (faubourg et église de). — III. 553.
 Saint-Lazare (faubourg et église de). — III. 553, 561.
 Saint-Lazare (fête et foire de). — III. 731-732, 777 n. 4.
 Saint-Lazare (juge de). — I. 28, 37, 43, 50, 71, 73, 77-78, 79, 81, 112 ; — II. 200 n. 2, 296 n. 5 ; — III. 438, 444 n. 4, 446, 641, 665.
Saint-Louis (bourg de). — III. 660.
 Saint-Louis (chapelle de). — II. 414.
 Saint-Louis (juge de). — I. 28, 37, 43, 50, 61, 71, 73, 77-78, 79, 81, 112 ; — II. 200 n. 2, 315 n. 5, 316, 320 n. 1 ; — III. 438, 444 n. 4, 446, 641, 665.
Saint-Loup, bourg de la banlieue de Marseille. — II. 399.
 SAINT-MAIME (Antoine d'Albertas, sieur de). — III. 433, 457, 463 n. 2.
 SAINT-MARC (baron de), premier procureur du Pays. — II. 354, 355, 356, 382, 384, 387, 388, 391 n. 1, 394, 398, 411 n. 1 ; — III. 465, 714 n. 4.
 SAINT-MARC (de), conseiller au Parlement de Provence. — III. 817, 842.
 Saint-Marc (château de). — III. 684.
Saint-Marcel, bourg de la banlieue de Marseille. — I. 77 n. 7 ; — II. 316 n. 3 ; — III. 447, 552.
 Saint-Martin (église et chapitre de). — I. 3 ; — III. 432, 664.
Saint-Maur-des-Fossés. — II. 381 n. 2, 382.
 SAINT-MICHEL (de), conseiller au Semestre. — II. 330 n. 2.
 SAINT-MICHEL (Pol de Marin, sieur de), gentilhomme provençal, viguier en 1629. — I. 103 n. 2.
 Saint-Michel (jour de). — III. 732.
 Saint-Michel (plaine). — II. 286 ; — III. 552, 811.
Saint-Pol (château de). — II. 261 n. 5, 336 n. 5.
 Saint-Sauveur (monastère de). — III. 815 n. 4.
 Saint-Sébastien (journée de), à Aix. — II. 232-235, 239, 243 n. 8, 264, 352.
 Saint-Simon et Saint-Jude (jour et fête des). — I. 19, 26 n. 2, 28, 36, 41 n. 1, 43, 44 n. 1, 46, 47, 50, 55, 58, 71 n. 1, 76 n. 7, 77 n. 5, 79, 80, 81, 83, 97 n. 2, 106, 123, 131, 133, 134, 135 n. 2, 141 ; — II. 187, 212, 214, 219, 265, 270, 276, 277, 283, 296 n. 4, 349, 395 ; — III. 430, 437 n. 2, 438, 448 n. 3, 452, 453, 462 n. 1, 501, 506, 509 n. 1, 517, 529, 587, 590, 592, 601, 603, 604, 605, 606, 609, 612, 616, 618, 621, 622, 623 n. 2, 624 n. 1, 629 n. 1, 630 n. 1, 631 n. 4, 658 n. 2, 665, 735, 744, 745, 746, 760, 774 n. 2, 838, 840 n. 1.
Saint-Tropez, ville de Provence. — I.

- 110, 111 n. 1; — II. 421; — III. 544 n. 2, 670, 680, 683.
- SAINT-VALLIER** (Aymar de Poitiers, sieur de), grand sénéchal de Provence. — I. 25, 26 n. 2, 50.
- Saint-Victor** (abbaye de). — I. 4, 17, 39, 59; — II. 181 n. 1, 238, 281; — III. 432, 496, 527, 561, 581, 663, 689, 764, 800 n. 2, 810, 823 n. 1.
- SAINT-VICTORET** (Lazare de Tournier, sieur de), gentilhomme de Marseille. — I. 88 n. 2; — II. 217, 242 n. 5, 244, 254; — III. 504 n. 2, 527 n. 2, 563 n. 1.
- Sainte-Baume* (la). — II. 257.
- Sainte-Marthe*, bourg de la banlieue de Marseille. — II. 316.
- Saints-Innocents** (conseil et jour des). — I. 43, 46, 97, 98, 103 n. 1, 104, 105; — II. 225, 301; — III. 434 n. 2, 439, 451 n. 1, 616, 620 n. 1.
- SAINTOT** (de), maître des cérémonies. — III. 653, 654, 657.
- SALOMON** (Pierre de), gentilhomme de Marseille. — I. 56 n. 2; — II. 421.
- Salon*, ville de Provence. — II. 266 n. 1, 307 n. 3, 310 n. 1, 313 n. 4, 323 n. 3, 324, 328 n. 3; — III. 793 n. 4, 798.
- Samaritaine** (fontaine de la). — III. 525 n. 4.
- Santé** (bureau de la). — I. 51, 67.
- Santé** (intendants de la). — I. 51; — III. 438, 456, 839 n. 4.
- Saumur*, ville de France. — III. 792 n. 5, 816 n. 1, 824.
- Savoie* (duché de). — I. 157 n. 3.
- SAVOIE** (duc de). — I. 163.
- SAVOIE** (duchesse de). — II. 266 n. 1; — III. 617.
- SCUDÉRY** (sieur de), gouverneur pour le Roi du fort de Notre-Dame-de-la-Garde. — II. 319.
- Sedan*, ville de France. — II. 401 n. 1.
- SÉGUIER** (chancelier). — II. 370, 374, 375, 376, 377, 378, 380 n. 3, 383; — III. 506, 509 n. 2, 578, 579 n. 1, 581 n. 5, 590 n. 4, 591 n. 1, 598, 610 n. 1.
- SÉGUIRAN** (de), assesseur des Procureurs du Pays. — II. 266 n. 1.
- SÉGUIRAN** (de), premier président de la Cour des Comptes de Provence. — I. 141, 142; — II. 401.
- SÉGUIRAN** le fils (de), conseiller au Parlement de Provence. — II. 382 n. 5.
- SÉGUIRAN** (de), capitaine au Régiment d'Angoulême. — II. 406 n. 2, 419.
- SEISSON** (François de Vintimille, sieur de). — III. 549 n. 4, 661 n. 5, 780, 783, 784, 796 n. 3.
- Semestre** de Provence. — II. 226-231, 234, 236, 237, 240 n. 1, 246, 248, 249 n. 6, 256 n. 2, 267 n. 1.
- Semestre** (guerre du). — II. 235, 250, 252, 255, 256-265, 266 n. 1, 397, 398, 400, 401, 403; — III. 466, 480, 499 n. 4.
- Sénéchal** au Siège de Marseille (lieutenant de). — I. 78, 96 n. 1, 98 n. 4, 108-110, 112, 117, 139, 140; — II. 217; — III. 499 n. 1, 526, 622 n. 1, 742 n. 5, 744, 750 n. 5, 833.
- Sénéchaussée** de Marseille. — I. 39, 54, 65, 77, 88 n. 3, 136.
- Séon** (chapelle et faubourg de). — III. 553.
- Septante-deux** (conseil des). — V. Conseil général de la Ville.
- Septèmes**, commune limitrophe de Marseille. — I. 1 n. 1; — III. 547, 802.
- SEPTÈMES** (Marc-Antoine d'Augustine, sieur de), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1644-1645. — II. 198 n. 3, 199, 211, 242 n. 1, 250 n. 1, 254, 255, 274 n. 3, 357 n. 2; — III. 433.
- SEREN** (Pierre). — II. 351.
- Serment** prêté par les officiers municipaux. — I. 42.
- SERRE** (Jean-Louis de), gentilhomme de Marseille. — II. 279; — III. 563 n. 1, 688.
- SERVEN** (Abel), secrétaire d'Etat. — II. 177 n. 1, 178 n. 4, 181, 218 n. 5, 273 n. 2, 295, 300 n. 1, 306, 317 n. 5, 326, 329 n. 2, 333 n. 2, 334, 343, 369, 377, 383, 387, 388, 390, 391; — III. 427, 447 n. 2, 480 n. 4, 568, 578, 581 n. 5, 584, 590 n. 4, 591 n. 1, 650, 651, 771 n. 2, 785.
- SÈVE** (de), intendant de Provence. — II. 178 n. 1, 226, 229, 230, 231 n. 1, 233, 235, 243, 244, 245, 253, 259, 263; — III. 466, 657.
- Seyne*, communauté de Provence. — II. 266 n. 1.
- SEYRON** (de), envoyé de Mazarin en Provence. — II. 349 n. 4; — III. 428 n. 2, 429.
- Sicile*. — I. 164; — II. 305, 334.
- SIGNORET** (Jean), écuyer, second consul en 1646-1647. — II. 221 n. 7.
- SIGOYER** (de), conseiller au Parlement de Provence. — III. 681 n. 2, 692 n. 2, 693 n. 1, 737 n. 4.
- SIMON** (François), bourgeois de Marseille. — II. 421.
- Sisteron* (ville et citadelle de). — II. 233 n. 4, 256, 411, 415.
- Soldats**. — V. Gens de Paye.
- SOLLE** (Pierre), avocat, assesseur en 1646-1647. — II. 221 n. 7.
- Solliès**, communauté de Provence. — II. 422.
- SOLLIÈS** (sieur de), gouverneur de Toulon. — II. 229 n. 1.
- Sort** (système du). — I. 32.
- SOURDIS**, archevêque de Bordeaux. — II. 167, 172 n. 3, 178 n. 7.
- SOVRAY** (bailli de). — III. 639, 651, 778 n. 1.
- Stenay*, ville de France. — II. 335.
- Subdélégué** à Marseille. — III. 848.
- SUBSIDES DEMANDÉS PAR LE ROI**. — I. 147, 151; — II. 252, 303, 305

349 n. 4, 375 n. 2; — III. 428, 429, 458, 473, 478, 480, 483, 487, 488, 495, 498, 505, 511 n. 1, 512, 514 n. 1, 515 n. 1, 555, 572, 671, 759, 786 n. 1, 789 n. 1, 819, 842, 844, 849, 850, 853. — Taxes royales levées sur Marseille. — I. 10, 11, 13, 47, 88, 92 n. 2, 128 n. 1, 147, 152, 153, 156; — II. 186, 189, 190 n. 2, 196, 210, 211, 212, 215, 216, 225, 268, 305. — Don gratuit. — III. 847, 850 n. 2. — Droits d'amortissement et Nouveaux acquêts. — III. 850 n. 1. — Capitation et Dixième. — III. 850 n. 1. — Rachat ou Abonnement des Taxes Royales. — III. 850 n. 1. — Taxes et Droits royaux levés sur le Commerce. — I. 82-83; — II. 124 n. 2; — III. 472 n. 2, 478, 483, 808 n. 5.

Substances. — V. Approvisionnement.

Suisse. — I. 127 n. 3.

Surintendant général des Finances. — II. 215, 216.

Syndics. — I. 53 n. 5; — II. 258; — III. 439, 441, 442, 447 n. 4, 426, 461, 625 n. 4, 626 n. 1.

Syndics, nom ancien des consuls. — V. Consuls.

T

Table de la Mer. — I. 147 n. 2.

TAILLA-THOMASSIN (de), conseiller à la Cour des Comptes de Provence. — II. 243 n. 1.

Tarascon (château de). — II. 231 n. 2, 272 n. 4, 411 n. 2, 415.

Tarascon (consuls de). — II. 273 n. 3, 288.

Tarascon, ville de Provence. — II. 251, 252 n. 2, 264 n. 1, 273, 288, 289, 290, 322 n. 3, 323 n. 1, 330 n. 2, 336, 345, 347 n. 3, 411, 415; — III. 534, 535, 543, 544, 546, 575 n. 2, 636, 640, 680, 793.

TENDE (comte de), gouverneur de Provence en 1572. — I. 8; — III. 467.

Terres Adjacentes (villes et terres). — I. 6, 8, 10, 11, 13, 14, 42, 152; — II. 212 n. 4, 408 n. 1; — III. 480, 481, 482 n. 2, 485, 487, 488, 501 n. 4, 671, 765 n. 2, 850 n. 1.

Tête de More (hauteur dite). — III. 810 n. 3, 811.

THOLONET (de), président au Parlement de Provence. — II. 384.

THOMAS, seigneur d'Ardène (Louis de), gentilhomme provençal. — I. 103 n. 2.

Tiers-Etat. — III. 657.

TORNIER (François de), premier capitaine de la ville. — III. 537 n. 1, 529.

Tortose, ville de Catalogne. — I. 144, 145 n. 1.

TOUCHET (Marie). — II. 168.

Toulon, ville de Provence. — I. 110, 111 n. 1, 163, 165; — II. 233 n. 4, 251,

252 n. 3, 266 n. 1, 271, 272, 273, 274, 275, 278 n. 1, 284, 288, 289 n. 1, 294 n. 2, 299, 301, 302 n. 1, 307, 308, 312 n. 4, 314, 317 n. 5, 318, 319, 320, 321 n. 5, 324, 330, 333, 334, 336, 337, 338, 342, 344 n. 5, 345, 351, 354, 357, 397, 401, 402, 403, 405 n. 4, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422; — III. 426, 465 n. 5, 474 n. 1, 475, 499, 528, 547, 548, 564, 571 n. 2, 688, 729 n. 1, 807, 831, 843 n. 1.

Toulon (gouvernement de). — II. 228-229, 272 n. 3.

Toulouse, ville de France. — III. 729 n. 1, 758 n. 2, 763, 778, 779, 785, 787, 790 n. 1, 791, 793, 794.

Tour de Bouc (la). — I. 152, 153 n. 1; — II. 289, 317.

Tourette (place de la). — III. 810 n. 3.

Tournon (collège de). — II. 177 n. 1, 181.

TOURRES (Jacques d'Eyguezier, sieur des). — III. 549 n. 4.

Tours, ville de France. — III. 846 n. 1.

TRANS (marquis de), gentilhomme provençal. — II. 341 n. 4.

Travaux publics. — I. 62.

TRÉBELLIANE (sieur de), gentilhomme de Marseille. — II. 254.

Trente ans (guerre de). — I. 163.

Trésor royal. — I. 152; — II. 216 n. 2.

Trésorier de la Ville ou de la Communauté ou des Deniers Communs. — I. 28, 46, 47, 50 n. 2, 62, 71, 72, 76, 86, 87, 91, 141; — II. 279, 321 n. 3; — III. 438, 502 n. 2, 543 n. 1, 548, 581, 625, 671 n. 1, 806 n. 2, 834 n. 2, 837, 839 n. 4, 841, 842, 849 n. 1, 850 n. 1.

Trésorier du Commerce. — III. 548.

Trésorier du Port. — I. 28, 46, 62, 72, 76, 83, 141; — III. 438, 839 n. 4, 841.

TRESSEMAN, conseiller au Parlement de Provence. — III. 817.

Tribunaux ou Juridictions de la Ville. — I. 25, 77-81, 102, 107, 113, 114, 136.

Trois-Cents (Conseil des). — V. Conseil de la Ville.

Trompette de la Ville. — I. 63, 81, 109 n. 7; — II. 290 n. 1.

Troubles et Emotions populaires. — I. 136, 137, 143, 149, 150; — II. 177 n. 6, 190-194, 196 n. 2, 198-201, 202 n. 2, 208, 217 n. 3, 220, 247, 258, 270 n. 1, 281, 283 n. 3, 292, 298 n. 2, 302, 306 n. 5, 308, 309, 327 n. 3, 351-355, 356, 378; — III. 472 n. 2, 473, 531-534, 537-541, 543, 545, 563, 564, 568 n. 3, 569, 570, 573, 575 n. 2, 579, 584, 586, 588, 590, 592, 593, 594 n. 1, 595 n. 1, 598 n. 2, 601, 604, 610 n. 1, 611, 613, 616, 617, 618 n. 2, 619, 627, 628 n. 1, 629, 631 n. 4, 639 n. 2, 642, 649 n. 6, 657, 668, 677, 679 n. 3, 690 n. 1, 729, 732, 739, 773, 775, 776 n. 2, 781, 782, 788, 799, 801, 802, 806 n. 3, 807, 816 n. 2, 818 n. 2, 826, 828, 834 n. 4, 835 n. 3, 843 n. 1, 853.

Troubles et Désordres en Provence. — II. 232, 235, 240, 243, 248, 255, 263, 264, 265, 272 n. 4, 273 n. 3, 289 n. 1, 293 n. 1, 302, 310, 311 n. 1, 317 n. 5, 322, 329, 333 n. 2, 344 n. 5, 351 n. 2, 364, 383 n. 2, 389, 390, 394, 396, 399, 405, 410, 413 n. 1, 420, 423; — III. 452 n. 4, 474 n. 1, 481, 511, 545, 570, 588 n. 3, 593, 646, 647 n. 2, 668, 670, 676-686, 690 n. 1, 699 n. 2, 702, 715, 718, 719, 724, 739, 740, 790 n. 1, 819.

Troupes royales en Provence (Mouvements de). — II. 251 n. 5, 252 n. 3, 255, 256, 257, 258, 261, 266, 272 n. 3, 284, 289, 294 n. 2, 316 n. 6, 318, 322 n. 3, 325, 332, 333, 336 n. 5, 339, 342, 343, 396, 422.

TRUC (Dominique), bourgeois, troisième consul en 1654-1655. — III. 462, 519.

Tuilère (faubourg de la). — III. 553.

TURENNE. — II. 295; — III. 557.

U

UZÈS (diocèse d'). — 339 n. 2.

V

VACHÈRES (César de), gentilhomme provençal. — I. 104.

VACON (de), avocat, juge de Saint-Louis en 1654. — I. 78.

VACON (Louis), écuyer, second consul en 1658-1659. — III. 627, 632, 640 n. 2, 642, 643, 648, 658 n. 2, 659 n. 1, 666, 703 n. 2, 719, 738, 739.

VAILLAC (Etienne). — II. 231 n. 1

Val (combat du). — II. 256-257.

VAUX (Pierre de Valavoyre, seigneur de), gentilhomme provençal, viguier en 1628. — I. 103 n. 2.

VALBELLE (famille de). — I. 3 n. 5, 38, 40; — II. 175, 177 n. 6, 179, 182 n. 3, 186, 191 n. 4, 192 n. 2, 196 n. 2, 200 n. 2, 204, 205 n. 7, 224, 273 n. 3, 313, 319; — III. 427, 428, 432, 434, 462, 463 n. 5, 480 n. 4, 523, 561 n. 5, 649 n. 6, 743, 760, 833 n. 3, 845.

VALBELLE (Antoine de), lieutenant général de l'Amirauté de Marseille. — *Introd.*, XIV-XVI; — I. 16, 39, 52, 53 n. 1, 57, 58, 61, 91 n. 1, 103 n. 1, 112, 114, 115, 119, 120, 121 n. 2, 134, 153; — II. 170 n. 6, 175, 176, 177-180, 181, 182, 186, 187, 188, 190, 191, 192 n. 2, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 201, 202, 203, 205, 206, 207, 208, 209, 211 n. 3, 213, 217, 218, 219, 220, 222, 223, 225, 228, 235, 236, 238 n. 1, 239, 240, 241, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 251, 253, 255, 257, 259, 260, 267, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 280, 281, 282, 286, 300 n. 1, 302 n. 2, 303, 308, 311 n. 2, 313, 314, 316, 319, 321, 326, 328, 330 n. 2, 332, 334, 348, 349, 350,

351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 361, 374, 375, 377, 387-393, 394, 395 n. 3, 402, 403, 404, 405, 413, 415 n. 1, 416, 419, 424; — III. 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 440, 441, 443, 444, 445, 447, 452, 454, 455, 456, 460, 461, 462, 463, 464, 471, 472, 480, 482, 485, 494 n. 1, 497, 501, 502, 504, 511, 512, 513, 523, 524, 530, 561, 568, 572, 613, 626, 630, 713, 733, 736, 760, 833 n. 1, 853.

VALBELLE, seigneur de La Garde et de Beaumelle (Barthélemy de). — II. 175 n. 3.

VALBELLE (Barthélemy de), lieutenant de l'Amirauté, père d'Antoine. — II. 176 n. 3.

VALBELLE (chevalier Bruno de). — III. 504 n. 4, 519 n. 3, 524.

VALBELLE (Cosme de), premier consul en 1617-1618 et en 1630-1631, capitaine d'une galère royale. — I. 36; — II. 175-176, 177 n. 1, 186.

VALBELLE (abbé François de), sacristain de Saint-Victor. — II. 176 n. 3, 179 n. 1, 192 n. 2, 196 n. 2, 206 n. 2, 238 n. 1, 259.

VALBELLE (Honoré de), second consul en 1527. — II. 175 n. 4.

VALBELLE (chevalier Jean-Baptiste de), deuxième fils de Cosme, capitaine de galère. — II. 318, 349, 357, 361, 366, 376, 377, 387 n. 2, 394, 418; — III. 429 n. 1, 430, 434, 435, 445, 447 n. 3, 471, 524, 525, 535 n. 2, 537, 540 n. 5, 541, 563 n. 1, 580 n. 4, 628 n. 4, 631, 632, 634, 639 n. 2, 652, 658, 662, 673 n. 2, 740, 741, 758, 763 n. 3.

VALBELLE (chevalier Jean-Philippe de), fils aîné de Cosme, capitaine de galère. — II. 176 n. 2, 199, 200, 201 n. 5, 202 n. 1, 206 n. 2, 207 n. 3, 208, 254, 257, 259, 296, 297, 303, 306, 307, 308, 326 n. 1, 337 n. 1.

VALBELLE, sieur de Meyrargues (Jean de), conseiller au Parlement de Provence. — I. 16, 39, 48; — II. 192 n. 2, 195, 196 n. 2, 203, 206 n. 2, 261 n. 5, 349, 361; — III. 428 n. 2, 445 n. 3, 557, 558, 559 n. 4, 561.

VALBELLE, sieur de Montfuron (Léon de), fils d'Antoine, lieutenant de l'Amirauté. — III. 460, 462 n. 4, 504, 524, 833 n. 1.

VALBELLE, chevalier de Montfuron, fils d'Antoine. — III. 524, 538, 760.

VALBELLE, sieur de Saint-Symphorien, frère d'Antoine. — II. 332 n. 1; — III. 445 n. 3, 557, 558, 559 n. 4, 561, 602, 603, 605 n. 1, 634 n. 2, 649, 650 n. 1, 713.

VALBELLE, seigneur de la Tour Saint-Symphorien (Léon de), consul en 1615-1616 et en 1629-1630. — I. 67; — II. 175 n. 4, 176 n. 3.

VALBELLE (Françoise de Félix-Beaulieu, dame de). — II. 179, 195, 219 n. 2.

- 225; — III. 445, 462 n. 4, 463 n. 5, 523 n. 2, 736 n. 2.
- VALOIS (maison de). — II. 169 n. 1, 170 n. 6, 249 n. 6, 388 n. 1.
- VALOIS (François de), frère du comte d'Alais. — II. 169.
- VALOIS (duc de), fils de Gaston d'Orléans. — II. 368.
- Varages, communauté de Provence. — II. 336 n. 5.
- VARENNES (de), Conseiller d'État. — II. 298-301, 302 n. 3, 303, 304, 307, 308, 313, 331 n. 1, 332 n. 2, 339, 341 n. 4, 344 n. 2, 348.
- VAUCROS (sieur de), lieutenant au siège de Draguignan. — II. 256, 269 n. 1.
- VAUTORTE (de), intendant de Provence. — I. 12, 13, 115, 144, 145, 153, 154 n. 4, 155, 159, 160; — II. 173.
- Vauvenargues, bourg de Provence. — II. 401, 402.
- VENDÔME (maison de). — II. 374, 407, 408.
- VENDÔME (duc de), amiral de France. — I. 18 n. 2, 19 n. 3; — II. 271, 371 n. 1, 399 n. 5, 407. — III. 499, 554, 651.
- VENEL (Jean-Antoine), commis de l'Extraordinaire des guerres. — I. 154 n. 4, 155 n., 156 n. 3.
- VENELLES (de), conseiller au parlement de Provence. — II. 231 n. 1.
- VENELLES (Jean-Baptiste de Gérénte, sieur de), gentilhomme de Marseille. III. 634, 636, 638, 642, 643, 646, 659 n. 1, 661, 689 n. 2.
- VENELLES (Madame de), gouvernante des nièces de Mazarin. — II. 231 n. 1; — III. 525, 535 n. 1, 537 n. 2, 540 n. 1, 627, 628, 638, 639, 696 n. 1, 710, 743, 823 n. 1.
- Venise (ville et république de). — I. 36; — III. 846 n. 1.
- VENTO (Louis de), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1656-1657. — II. 322, 327; — III. 501, 502-504, 505, 507, 508 n. 1, 509 n. 2, 511 n. 1, 516, 517, 518, 519, 528, 544, 545 n. 1, 546, 549, 566, 600, 626, 675 n. 1, 728 n. 3, 775.
- VENTO (Nicolas de), lieutenant particulier à la Sénéchaussée. — I. 109 n. 5.
- VERGONS (de), avocat général au parlement de Provence. — III. 817, 834.
- VERNÈGUES (François de Damian, sieur de), gentilhomme provençal, viguier en 1640-1641. — I. 98 n. 4, 99 n. 2, 101, 104, 106, 160; — II. 168.
- VERQUIÈRES (Gaspard de Seytres, sieur de), gentilhomme provençal. — I, 104.
- VERTHAMONT (de), intendant du Dauphiné. — III. 590, 714 n. 1, 718, 771 n. 1.
- VIAS (Antoine de), gentilhomme de Marseille. — II. 357 n. 2.
- VIAS (Balthazar de), avocat et poète marseillais. — I. 54; — II. 189, 221, 279; — III. 433, 505.
- Vice-Légat. — III. 686.
- VICTOIRE (abbé de la). — II. 184, 188, 200 n. 2, 202 n. 4, 203, 204, 207 n. 1.
- VIDAL. — III. 694 n. 2, 696 n. 2, 714 n. 4.
- VIGNON (Jean), bourgeois de Marseille. — I. 52.
- Viguier de Marseille. — I. 21, 24, 27 n. 4, 28, 29, 32, 34, 42 n. 1, 43, 46, 50, 55, 56, 58 n. 3, 61 n. 2, 78, 83 n. 2, 88, 94, 107, 108, 117, 126 n. 1, 160; — II. 169, 176 n. 3, 214, 219, 220, 224, 248, 249, 290 n. 1, 300 n. 4, 301, 336 n. 5, 401, 402; — III. 431, 432 n. 1, 433 n. 3, 434-436, 437 n. 2, 439, 442, 444 n. 4, 446 n. 1, 451 n. 1, 641, 653 n. 2, 804, 834, 836-838, 839, 840 n. 1, 842, 843, 844, 847 n. 6, 848.
- VILLAGES (famille de). — I. 38, 40; — II. 186, 205 n. 7, 206, 207, 217; — III. 462, 561 n. 5, 760, 827, 845.
- VILLAGES (Jean-Baptiste de), gentilhomme de Marseille, premier consul en 1654-1655. — II. 249 n. 6, 259, 317 n. 3; — III. 462, 491, 501 n. 2, 519, 524, 538, 631, 760, 761, 821, 825, 827 n. 2, 830 n. 5.
- VILLAGES (César de), gentilhomme de Marseille. — II. 353.
- VILLAGES (frère Nicolas de), chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. — II. 195 n. 5; — III. 722 n. 4, 750 n. 5, 760, 821, 825, 827 n. 2.
- VILLAGES (chevalier Thomas de), gentilhomme de Marseille. — I. 38; — II. 187, 200, 219, 225, 287, 292 n. 6, 294, 354, 355 n. 1, 357 n. 2, 421 n. 4; — III. 711, 780.
- VILLAGES, prieur de Caseneuve (Marc-Antoine de). — II. 195 n. 5.
- VILLEHAUTE (sieur de), gentilhomme de Marseille. — II. 269 n. 1.
- VILLENEUVE (Armand de). — III. 760.
- VILLENEUVE (baron de), premier procureur du Pays. — II. 272 n. 4.
- VILLENEUVE (de), conseiller au Parlement de Provence. — II. 423 n. 2; — III. 817, 834.
- Villeneuve-lès-Avignon. — III. 718.
- VILLERONDE, secrétaire du comte d'Alais. — I. 135.
- VILLEROY (maréchal de). — III. 578, 579 n. 1, 590 n. 4, 592, 651, 823 n. 1.
- VILLEVIEILLE (sieur de), gentilhomme de Marseille. — III. 510 n. 1, 518 n. 1.
- Vin (Privilege du). — I. 129.
- Vincennes. — II. 271 n. 6.
- VINCHEGUERRE (chevalier de), commandant des galères. — II. 192 n. 2, 218 n. 5, 244, 249, 254 n. 3, 419, 422.
- VINCHEGUERRE (François de), gentilhomme de Marseille. — III. 537 n. 1.
- VINS (chevalier de), agent du parti de la Ligue en Provence. — I. 57.
- VINS (chevalier de), agent du comte

d'Alais à Marseille. — I. 103 n. 1; —
 II. 239, 247, 249, 250, 251, 254, 401,
 422.
 VITRY (maréchal de), gouverneur de
 Provence de 1631 à 1638. — I. 65 n. 1,
 104, 110, 111, 133, 134, 162, 163; —
 II. 167, 169, 175 n. 5, 344 n. 1, 406
 n. 1, 410 n. 1.
 Vivaux (place). — III. 538, 539, 552.
 Voirie municipale. — I. 63, 76, 81.

Y

YCARD, avocat de la ville au Conseil du
 Roi. — I. 7 n. 2, 12, 13, 52, 105, 106,
 119-120, 123, 126 n. 1, 129, 141 n. 1,
 142, 143, 145, 146, 149; — II. 191, 296,
 303, 306, 308, 317 n. 5, 326 n. 1, 336,
 358, 362 n. 5, 367, 375 n. 3, 376, 377;
 — III. 451, 457, 458, 473, 475 n. 1,
 476, 477, 478, 484 n. 2, 485 n. 1, 497,
 845 n. 3.
 YSSARTS (François de Gallien, sieur
 des), gentilhomme provençal, viguier
 en 1631. — I. 103 n. 2.

TABLE DES MATIÈRES

HORS TEXTE : Marseille en 1640 (d'après le plan de Marez).

INTRODUCTION p. v-xx

PREMIÈRE PARTIE

LES INSTITUTIONS MARSEILLAISES EN 1643

CHAPITRE PREMIER

MARSEILLE ET LA PROVENCE

I. La ville de Marseille : topographie. — II. Marseille et la Provence : elle est « Ville à part ». — III. Le Droit de Cité et le caractère particulier de la population marseillaise p. 1-22

CHAPITRE II

LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX

I. Les Statuts et les Chapitres de Paix. — II. Les Règlements municipaux des comtes de Provence. — III. Le Règlement de Saint-Vallier et le Règlement d'Angoulême. — IV. Caractères généraux des Institutions marseillaises. — V. L'Aristocratie municipale p. 23-40

CHAPITRE III

LE GOUVERNEMENT ET LA VIE MUNICIPALE

I. Le Conseil, le Bureau et les Assemblées générales extraordinaires. — II. Les Officiers municipaux. — III. Les Juridictions municipales. — IV. Les Finances : revenus, dépenses, emprunts. p. 41-93

CHAPITRE IV

LES POUVOIRS ÉTRANGERS

I. Le Contrôle de l'Administration municipale. — II. Les Officiers du Roi : le Viguiers. — III. La Justice royale : le Juge du Palais, le lieutenant du Sénéchal, l'Amirauté. — IV. Le Parlement, l'Intendant, le Gouverneur. — V. Le Recours au Roi : Négociations en Cour; Agents permanents, Députés p. 94-127

CHAPITRE V

LES PRIVILÈGES ET LES INFRACTIONS
AUX PRIVILÈGES

- I. Les privilèges politiques et la création des Consuls par le Roi. — II. Les privilèges judiciaires : Justices municipales et Justices royales ; les empiètements du Parlement ; le privilège de « non extrahendo » et les Grands Jours. — III. L'autonomie administrative et les démêlés avec la Cour des Comptes. — IV. Les privilèges financiers : exemption des citoyens du paiement des Taxes royales : la Foraine et les Taxes sur le Commerce ; exemption de la Ville des Taxes publiques : les demandes de subsides extraordinaires du Roi, le quartier d'hiver. — V. Les résistances marseillaises et la Cour : l'esprit public . . . p. 128-165
-

DEUXIÈME PARTIE

LA VIE POLITIQUE PENDANT LA FRONDE

CHAPITRE PREMIER

LE COMTE D'ALAIS ET LE LIEUTENANT
ANTOINE DE VALBELLE

- I. La Provence sous le gouvernement du comte d'Alais et la minorité de Louis XIV. — II. La politique provençale du comte d'Alais : ses projets sur Marseille. — III. Antoine de Valbelle, lieutenant de l'Amirauté : son action prépondérante dans les affaires municipales ; origine de son pouvoir ; ses idées. — IV. La rivalité de Valbelle et du comte d'Alais : leurs partisans à Marseille et à la Cour. — V. Les troubles de Marseille de 1643 à 1647. p. 168-223

CHAPITRE II

MARSEILLE ET LA FRONDE PROVENÇALE

- I. Les partis à Marseille après la négociation de l'archevêque d'Arles. — II. L'affaire du Semestre : la querelle du Parlement et du comte d'Alais. — III. La journée de Saint-Sébastien (20 janvier 1649) : le comte d'Alais est prisonnier du Parlement ; la négociation du cardinal Bichi. — IV. Marseille et le Semestre : Valbelle et la politique du consul Glandèves. — V. La guerre du Semestre : le combat du Val et le siège d'Aix. — VI. La peste à Marseille et la déclaration royale du 8 août 1649 . . p. 224-265

CHAPITRE III

LA JOURNÉE DE SAINT-ANTOINE

- I. Marseille, le comte d'Alais et les Provençaux après la paix de Saint-Aignan : la peste et la prorogation des consuls. — II. Affaiblissement du parti d'Alais : l'arrestation des Princes : le

réveil du parti de Valbelle. — III. La Journée de Saint-Antoine (14 mars 1650) : les amis de Valbelle reprennent le Consulat. — IV. Tentative du comte d'Alais contre Marseille; résistance des habitants; retraite d'Alais. — V. La Cour et les événements de Marseille : la confirmation des nouveaux consuls; la mission de M. de Varennes et les lettres patentes d'abolition p. 266-309

CHAPITRE IV

LE RAPPEL DU COMTE D'ALAIS

I. L'Union du Parlement, des Procureurs du Pays et des principales villes de Provence contre le comte d'Alais : les alliés demandent son rappel. — II. Nouvelles menaces de guerre civile : la surprise du fort de Notre-Dame-de-la-Garde et les troubles du terroir de Marseille. — III. Le comte d'Alais est rappelé à la Cour : ses hésitations et ses velléités de résistance; il se résigne au départ. — IV. Le Consulat de François d'Arène : son désaccord avec Antoine de Valbelle; leurs ennemis essaient d'en profiter : la journée du 17 janvier 1651 p. 310-359

CHAPITRE V

LA VACANCE DU GOUVERNEMENT

I. Le premier exil de Mazarin et les affaires de Provence. — II. Le duc d'Angoulême et les députés de Provence à la Cour : ils posent la question du gouvernement de la Province; démarches et intrigues auprès des ministres et du duc d'Orléans. — III. Condé recherche le gouvernement de Provence pour le prince de Conti : ses rapports avec le duc d'Angoulême et avec les députés. — IV. Les hésitations d'Anne d'Autriche : elle prétend réconcilier les partis divisés en Provence avant de régler la question du gouvernement; l'arrêt du Conseil de juin 1652. — V. Mécontentement et agitation causés par cet arrêt : les divisions du Parlement de Provence; formation du parti du Sabre favorable au prince de Conti. — VI. Valbelle se prononce contre le Sabre et maintient Marseille dans le parti de la Cour. — VII. Troubles dans la Province : l'union du Sabre et du Semestre; préparatifs de guerre civile. — VIII. Le retour de Mazarin et la guerre du Sabre; le duc de Mercœur, commandant pour le Roi en Provence, y rétablit l'ordre. p. 360-424

TROISIÈME PARTIE

LA CHUTE DE LA NOBLESSE

CHAPITRE PREMIER

LE RÈGLEMENT DU SORT

I. L'alliance de Mazarin et du lieutenant de Valbelle : le projet et l'établissement du « Règlement du Sort ». — II. Principales dispositions du nouveau règlement; ses effets : il prépare l'accès-

sion et le maintien perpétuel à l'Hôtel de Ville d'une oligarchie de familles nobles. — III. Les premières applications du « Sort » : mécontentement et intrigues du parti exclu du pouvoir ; déceptions de Mazarin. — IV. La mort d'Antoine de Valbelle : le duc de Mercœur hésite à conserver sa faveur aux chefs de son parti. — V. Le baron d'Oppède devient Premier Président du Parlement de Provence ; la suppression de l'Intendance de Provence et les pouvoirs politiques du Premier Président dans la province ; il est l'adversaire des libertés marseillaises. — VI. Les exigences financières de la Royauté et les résistances de l'Hôtel de Ville : l'affaire de la Foraine et celle du Quartier d'hiver ; l'affaire de la galère de Gênes accroît le mécontentement de la Cour. — VII. La renaissance de l'ancien parti d'Angoulême : le Premier Président lui accorde son appui ; le Consulat de Louis de Vento (1656-1657) favorise la réforme du Règlement du Sort ; les consuls de 1657 sont créés par lettres patentes p. 425-512

CHAPITRE II

LES TROUBLES DU MOIS DE JUILLET 1658

I. Le Consulat de La Baume : ses commencements difficiles ; nouvelles querelles et nouvelles divisions. — II. Agitation et intrigues en Provence contre le duc de Mercœur et le Premier Président ; les mécontents de Marseille s'accordent avec les mécontents de la Province. — III. L'origine des troubles de Marseille : l'affaire du couvent des Carmélites et l'affaire de l'armement de la galère garde-côtes. — IV. Les journées du 13 et du 19 juillet 1658 : la fuite de La Baume laisse la ville au pouvoir des séditeux. — Les projets de répression de Mercœur et de d'Oppède : le blocus de Marseille par terre et par mer ; préparatifs de résistance des habitants ; les négociations et l'arrangement du 2 août p. 513-565

CHAPITRE III

LES TROUBLES ET LA POLITIQUE DE MAZARIN

I. La mission de Jean-Baptiste de La Reynarde à la Cour : la justification des troubles et la sollicitation d'une amnistie. — II. Le mécontentement de Mazarin et les projets de répression : ils sont abandonnés pour ne pas contrarier la politique étrangère du cardinal. — III. Les lettres d'abolition du mois de septembre 1658 : elles ne satisfont pas les Marseillais ; retards calculés apportés à leur examen : le Conseil des Trois-Cents les refuse ; d'Oppède, La Salle, Niozelles et la création prochaine des consuls de 1658. — IV. Mazarin et le refus de l'abolition : l'ordonnance d'ajournement des élections consulaires et la nouvelle abolition du mois d'octobre 1658 : coïncidence de ces décisions avec le voyage de la Cour à Lyon et l'ouverture des premiers pourparlers de paix avec l'Espagne. p. 566-620

CHAPITRE IV

L'ÉLECTION DU 28 OCTOBRE 1658
ET LE VOYAGE DE LYON

- I. L'ordre d'ajournement de l'élection des consuls et la désobéissance de Marseille : le Conseil du Jour de Saint-Simon crée de nouveaux consuls malgré la défense du Roi. — II. Le mécontentement de Mazarin : il fait arrêter La Reynarde et prescrit la déposition des nouveaux consuls ; nouvelle désobéissance des Marseillais ; ils envoient des députés en Cour pour justifier leur conduite. — III. La députation de Marseille à Lyon : premier accueil défavorable ; ses adversaires et ses protecteurs : d'Oppède, Servien et Lionne ; craintes de Mazarin au sujet de ses négociations avec l'envoyé du roi d'Espagne ; il consent à un arrangement favorable aux Marseillais. — IV. L'arrêt du Conseil du Roi du 10 décembre : ses prescriptions sont acceptées et exécutées à Marseille ; voyage et séjour à Lyon de Niozelles, La Salle et des principaux chefs du parti : leur entrevue avec Louis XIV ; le pardon de Marseille. — V. Le retour à Marseille et l'exécution des décisions du Roi : l'arrivée du duc de Mercœur, le Conseil du 26 janvier 1659 et l'élection consulaire. p. 621-667

CHAPITRE V

LES TROUBLES D'AIX
ET LA RÉBELLION DE NIOZELLES

- I. Marseille après l'élection du 26 janvier 1659. — II. Les troubles d'Aix : le premier président d'Oppède prisonnier des factieux (14 février 1659). — III. Les principaux coupables, décrétés d'arrestation, se réfugient et se cachent à Marseille. — IV. La condamnation et la recherche des fugitifs : les consuls, dominés par Niozelles, essaient de se soustraire aux ordres de Mercœur et de Mazarin. — V. L'agitation à Marseille : l'assassinat de Perret ; Niozelles, décrété d'accusation, refuse de comparaître devant le Parlement. — VI. La mission du lieutenant de La Gouvernelle à Marseille : l'attentat du 16 octobre. — VII. Nouveaux décrets rendus contre Niozelles : ils ne sont pas exécutés par la faute des consuls nouvellement élus p. 668-767

CHAPITRE VI

LE CHATIMENT DE MARSEILLE

- I. Mazarin décide de conduire Louis XIV en Provence et de faire procéder au châtiment de Marseille. — II. Suprême tentative de défense des Marseillais : trois députés sont envoyés à la Cour, à Toulouse ; les ministres refusent de les recevoir et de les entendre. — III. Arrivée du Roi en Provence : son premier séjour à Arles : les consuls et les députés de Marseille ne sont pas admis auprès de lui ; angoisses de leurs concitoyens. — IV. Le Roi et la Cour à Aix : les décisions du Conseil du Roi et la mission de Mercœur à Marseille. — V. L'occupation militaire de la ville ; la construction de la « Citadelle royale » ; l'informa-

tion et l'arrêt de la Chambre extraordinaire de justice ; condamnation de Niozelles ; exil des principaux chefs de son parti. — VI. Louis XIV entre à Marseille par la brèche : il y publie un nouveau règlement municipal. — VII. Le Règlement de 1660 : ses principales dispositions ; son caractère. — VIII. Conclusion	p. 768-854
ERRATA.	p. 855-856
TABLE ALPHABÉTIQUE.	p. 857-888
TABLE DES MATIÈRES.	p. 889-894

COULOMMIERS

Imprimerie PAUL BRODARD
